UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

REVUE D'HISTOIRE
DE LA
GUERRE MONDIALE

Publications de la " Société de l'Histoire de la Guerre "

PREMIÈRE ANNÉE. 1923

Revue d'Histoire de la Guerre Mondiale

PARAISSANT TOUS LES TROIS MOIS

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

235236-7
19. 8. 29

PARIS

ANCIENNE LIBRAIRIE SCHLEICHER

ALFRED COSTES, ÉDITEUR

8, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, 8

D
501
R577
année 1-2

TABLE DES MATIÈRES [1]

DE LA PREMIÈRE ANNÉE

(*Numéros 1, 2 et 3*)

ARTICLES DE FOND

APPUHN (Charles). — Le gouvernement allemand et la paix en 1917.
I. L'offre de médiation pontificale 3
COGNIET (André). — Les bombardements de la côte anglaise par la flotte allemande 193
DESBRIÈRE (Ed.). — Le corps expéditionnaire anglais en 1914 23
La genèse du plan XVII 97
DUMÉRIL (Ed.). — La Constitution de Weimar et les livres scolaires allemands 226
MICHEL (Paul-Henri). — La pensée politique de Gabriele d'Annunzio 119

DOCUMENTS

DANILOFF (Général). — La mobilisation en Russie en 1914 (lettre au Président de la Société de l'histoire de la guerre) 259
DOBROROLSKY (Général).—La mobilisation russe en 1914.53 144

BIBLIOGRAPHIE

Notices.

Les revues historiques en Russie soviétiste (*W. Lerat*).... 70
L'histoire de la guerre et les archives locales (*M. Lhéritier*). 166
Les origines de la guerre : nouveaux périodiques (*P. Renouvin*) 267

(1) Cette table doit être reliée à la suite du n° 3 de l'année 1923.

*

Compte rendus.

ASSOLANT. — L'œuvre de la marine française dans la défense du canal de Suez *(G. Girard)* 79
BAKER. — Wilson and World settlement *(G. Calmette)* 178
CHURCHILL. — The world crisis. I. *(E. Desbrière)* 274
Conséquences (Les) de la guerre *(R. V.)* 277
DOUIN. — Les opérations militaires sur le canal de Suez *(G. Girard)* 79
GALLI. — La défense et la victoire de Reims *(R. V.)* 275
GWATKIN WILLIAMS. — Under the black enseign *(Ed. D.)* 278
HANOTAUX. — La bataille de la Marne *(Général Legrand-Girarde)* 73
KAHN. — Le plan de campagne allemand en 1914 et son exécution *(P. Renouvin)* 269
LEMKE. — 250 Dnéi v tsarskoi Stavkié *(W. Lerat)* 271
LIETZMANN. — Auf verlorenen Posten *(E. Desbrière)* 278
LYON. — The path to peace *(F. Debyser)* 171
NORMAND. — La défense de Liége, Namur et Anvers en 1914 *(R. V.)* 268
PERREAU. — Victoire chère et paix de dupes *(R. V.)* 278
PIERREFEU. — Plutarque a menti *(J. Isaac)* 168
PRIBRAM. — Les traités politiques secrets de l'Autriche-Hongrie *(P. R.)* 81
Service with fighting men. An account of the work of the american Y. M. C. A. in the world war *(E. Desbrière)*. 174
Un livre Noir. — Diplomatie d'avant guerre *(P. R.)* 174

Dépouillement des revues.

Les Revues du Trimestre 82, 179 279

CHRONIQUE

Les groupements consacrés aux études d'histoire de la guerre 91
L'enseignement de l'histoire de la guerre à la Sorbonne .. 94
Les travaux de la Société d'histoire moderne 94
Le congrès de Bruxelles 94
La documentation de guerre en Belgique 188
Les publications de la dotation Carnegie 189
L'assemblée générale de la Société de l'histoire de la guerre. 286
Les faits et les controverses 186 285

POITIERS — IMP. MARC TEXIER

Revue d'Histoire
de la
Guerre Mondiale

Le Gouvernement allemand et la paix.

L'offre de médiation pontificale (1917).

Plusieurs auteurs allemands, Erzberger, MM. Hans Delbrück et Scheidemann, pour ne citer que ceux-là, ont soutenu qu'il était possible au gouvernement du Reich de conclure en 1917 une paix très acceptable ; Bethmann-Hollweg lui-même paraît assez enclin à l'admettre. Sans doute cette paix n'eût pas répondu aux désirs ambitieux des pangermanistes et du haut commandement, mais, dans leur pensée, elle n'eût pas imposé à l'Allemagne de sacrifices douloureux. C'eût été, pour reprendre une formule connue, « la paix sans annexions ni indemnité », et, aux yeux d'un Allemand comme M. Delbrück, une paix qui eût conservé au Reich ses limites de 1914, qui n'eût pas fait peser sur lui le fardeau des réparations, qui lui eût restitué la plus grande partie sinon la totalité de ses colonies, n'eût contenu aucune clause de nature à contrarier son développement économique, eût été avantageuse non seulement par comparaison avec la paix de Versailles, mais même en soi et absolument. Outre qu'en 1917 la force de l'Allemagne apparaissait très grande, la coalition de ses ennemis n'ayant pu l'abattre, elle restait formidablement armée et conservait intact son outillage ; ses régions industrielles n'avaient pas souffert de la guerre ; elle fût devenue en quelques années de paix ce qu'elle était

ou tendait à être avant la guerre : la première puissance du monde dans l'ordre économique et dans l'ordre politique.

Rien d'étonnant dès lors à ce que M. Delbrück juge bien coupables les hommes qui n'ont pas su ou pas voulu faire la paix alors que l'occasion s'en offrait. Ces hommes, quels sont-ils ? L'empereur Guillaume, impulsif et changeant ; le chancelier Michaelis, dépourvu de toute autorité personnelle, docile aux injonctions de l'état-major ; le ministre von Kühlmann, caractère peu ferme, diplomate retors mais trop hésitant ; les chefs de l'armée enfin, Ludendorff au tout premier rang, présomptueux et malavisé.

Pour ne rien dire de Guillaume lui-même qui s'est mis en quelque sorte hors de cause par la publication de son livre *Ereignisse und Gestalten*, — les mémoires d'un homme mêlé aux plus grands événements et croyant les diriger, mais à peu près incapable, semble-t-il, d'y rien comprendre, — il va de soi que Ludendorff, son second le colonel Bauer, le chancelier Michaelis, M. von Kühlmann enfin, par la plume de son confident Nowak, repoussent ses accusations : ils ont fait tout ce qu'ils ont pu et, s'ils n'ont pas conclu la paix en 1917, c'est que la paix, à cette date, une paix sans sacrifices, n'était pas possible (1).

Nous ne prétendons pas, dans le présent travail, apporter une réponse définitive à la question pendante. Nous ne savons pas en effet si les Alliés, si la France en particulier, eussent accepté la paix sans la victoire ; c'est assez peu probable. Notre seul but est de définir, aussi exactement qu'il se pourra, l'attitude du gouvernement allemand pendant l'été de 1917. Nous nous proposons de montrer que cette attitude a manqué de netteté ; que les hommes au pouvoir ont été constamment partagés entre le désir de conclure une paix reconnue nécessaire et la crainte de faire à l'ennemi des concessions qui ne fussent pas indispensables ; qu'étant donné cet état d'esprit, leurs velléités d'un moment devaient fatalement demeurer sans résultats, si réel et si fort qu'ait pu être dans le camp adverse le courant d'opinion favorable à une paix de conciliation.

(1) Le docteur Helfferich (*Der Weltkrieg*, t. III) va plus loin : d'après cet auteur, si la paix ne s'est pas faite en 1917, la faute en est, non du tout au chancelier Michaelis ou au général Ludendorff, mais à Erzberger. Nous verrons plus loin ce qu'il faut penser de cette thèse.

I

Il convient de résumer d'abord en quelques traits la situation de l'Allemagne vers la fin de juin 1917.

Militairement elle pouvait encore se dire, sinon se croire, victorieuse. Elle détenait à l'Est de vastes territoires conquis sur la Russie, la plus grande partie de la Roumanie, toute la Serbie ; il ne paraissait pas que les Russes fussent très longtemps en mesure de se maintenir en Galicie et en Bukovine. Sur le front occidental, l'Allemagne avait dû, à la vérité, ramener ses troupes à quelques kilomètres en arrière des positions qu'elles occupaient au commencement de l'année ; toutefois la Belgique presque entière et une large bande du territoire français demeuraient en son pouvoir. Elle disposait encore de quelques réserves, bien qu'à cet égard elle eût de justes motifs d'inquiétude ; son matériel de guerre, malgré les grèves et la rareté de certaines matières premières, ne cessait de s'accroître.

De nombreux symptômes de lassitude et de découragement s'observaient dans l'armée russe, surtout depuis la révolution, bien que numériquement elle pût paraître encore redoutable. La grande offensive franco-anglaise du mois d'avril avait à peu près complètement échoué ; le moral de l'armée française semblait sérieusement atteint par cet échec, l'opinion anglaise trahissait du mécontentement et parfois de la méfiance à l'égard des chefs. Les contingents américains n'arrivaient encore que par petits paquets, et des doutes étaient permis sur la valeur militaire de ces troupes inexpérimentées. La guerre sous-marine sans limitation enfin, si elle n'avait pas eu l'effet prompt et décisif promis par les « bourreurs de crânes », si elle n'avait pas en trois mois « mis l'Angleterre à genoux », avait porté à cette puissance des coups singulièrement rudes et, peut-être, fortement refroidi le désir du peuple anglais de continuer la guerre jusqu'à la victoire. L'appel solennel par lequel, le 2 mai, le roi George invitait ses sujets à ménager les vivres, à ménager la farine, certaines phrases du discours prononcé le 29 juin à Glasgow par M. Lloyd George pouvaient passer pour des manifestations d'inquiétude. Il ne manquait ni en Angleterre ni en France d'hommes politiques très enclins à chercher

avec l'ennemi un accommodement, et le « défaitisme » exerçait son action malfaisante sur l'opinion publique dans tous les pays de l'Entente.

A d'autres égards, la situation du Reich était beaucoup moins brillante. Le peuple allemand était visiblement très las de la guerre, très las des victoires sans résultat ; les souffrances causées par le blocus, la rareté des vivres devenaient de moins en moins supportables. Surtout depuis la révolution russe, un esprit nouveau se répandait dans les masses ; on l'avait bien vu au cours de la grève à laquelle, au mois d'avril, à Berlin, avaient pris part, d'après M. Scheidemann, 125.000 ouvriers des usines de munitions réclamant la *paix*, du *pain*, une constitution *démocratique* (1). Plus exigeants encore s'étaient montrés les grévistes de Leipzig, et le chancelier Bethmann-Hollweg avait entendu de la bouche des députés socialistes, Ebert et Scheidemann, cette parole grave : la cause de cette manifestation est, à la lettre, la faim (2). Il déclare lui-même dans son livre (3) : « le haut commandement pouvait bien tenter d'enflammer la population en faisant miroiter à ses yeux des buts de guerre grandioses. Ce n'était ni la promesse de la côte flamande, ni celle des provinces baltiques, qui pouvaient rassasier un peuple affamé, alors que s'évanouissaient les espoirs fondés sur la guerre sous-marine. On risquait au contraire de le pousser au désespoir. »

Plus terrible encore la situation de l'Autriche : le rapport adressé au souverain par le comte Czernin, le 12 avril 1917, et transmis à l'empereur Guillaume le 14, contenait ces paroles inquiétantes : « Votre Majesté m'a donné mission de faire savoir aux hommes d'État de l'empire allemand que nous sommes à bout de forces et que l'Allemagne n'a plus à compter sur nous à dater de la fin de l'été (4). »

Aussi le chancelier Bethmann-Hollweg désirait-il très sincèrement qu'une voie s'ouvrît aux négociations. Sans être un homme d'État de grande envergure, il ne manquait pas de bon sens et voyait très clairement que « le temps travaillait pour l'Entente », surtout depuis l'entrée des États-Unis dans la guerre ; il comprenait à merveille quel intérêt

(1) Scheidemann, *Der Zusammenbruch*, p. 64.
(2) *Ibid.*, p. 63.
(3) *Betrachtungen zum Weltkriege*, II, p. 210.
(4) Czernin, *Im Weltkriege*, p. 203.

suprême avait l'Allemagne à faire la paix, sinon en puissance victorieuse, du moins *avant* d'avoir été vaincue. Il savait aussi que la première condition à remplir était l'évacuation par les troupes allemandes et la pleine restauration de la Belgique ; cela pour lui « allait de soi (1) ». Il savait enfin que la France, avant de déposer les armes, exigerait la rétrocession au moins partielle de l'Alsace-Lorraine, et, dit-il, « la situation générale ne permettait pas l'intransigeance sur ce point (2) ». Depuis un an déjà, il en avait ou croyait en avoir l'assurance, l'empereur était disposé en principe à rendre à la France quelques districts-frontières, en cas que, par cette concession, il pût acheter la paix, et le kronprinz, en 1917, faisait plus que partager cette manière de voir.

Indépendamment des négociations engagées par l'intermédiaire du prince Sixte, négociations dont l'initiative appartenait à l'Autriche et dont le détail n'a été connu que plus tard en Allemagne, il y avait eu de divers côtés quelques efforts timides pour entrer en pourparlers avec la France et l'Angleterre quand, le 26 juin, le nonce apostolique Pacelli vint à Berlin porteur d'un message du pape Benoît XV pour l'empereur Guillaume. Bien qu'il n'y eût pas de relations diplomatiques officielles et régulières entre le gouvernement du Reich et le Saint-Siège, il importe de noter que des intermédiaires officieux avaient depuis longtemps essayé de relier par quelques fils plus ou moins secrets le Vatican et la Wilhelmstrasse. Le plus important de ces intermédiaires semble bien avoir été Erzberger, le véritable chef du parti catholique allemand. Nous le voyons dès le mois d'avril 1915 entretenir le chancelier Bethmann-Hollweg et le ministre des affaires étrangères Jagow de l'intention qu'avait le pape de faire une démarche préparatoire en vue de la paix. Dans ces entretiens, l'on convint que la meilleure voie à suivre était l'envoi par le pape d'une lettre personnelle aux chefs des États belligérants ; et Erzberger reçut mission d'informer le Vatican que si l'empereur recevait une lettre du Saint-Père, il s'empresserait de répondre que l'Allemagne était prête à négocier (3).

En juin 1916, Erzberger est prié de communiquer officieu-

(1) Bethmann-Hollweg, *Betrachtungen zum Weltkriege*, II, p. 209.
(2) Bethmann-Hollweg, *ouvr. cité*, p. 209.
(3) Erzberger, *Erlebnisse im Weltkrieg*, p.270.

sement au Saint-Siège que le gouvernement allemand verrait avec plaisir une intervention du pape en faveur de la paix et lui en serait reconnaissant (1).

Au mois de novembre 1916, nouveaux pourparlers; un peu plus tard, lorsque l'Allemagne, le 12 décembre, fait son « offre de paix », le texte de cette offre est, sur le conseil d'Erzberger, envoyé au pape, « qui a saisi toute occasion d'agir dans l'intérêt de l'humanité pour mettre fin à un conflit sanglant », dans l'espoir « que l'initiative des quatre puissances (Allemagne, Autriche, Turquie, Bulgarie) trouverait auprès de Sa Sainteté un écho bienveillant et que dans l'œuvre de paix elles pourraient compter sur l'appui du Siège apostolique (2) ». A la suite de cette démarche, il y eut, par l'entremise de la nonciature de Vienne, échange de dépêches entre le gouvernement du Reich et le cardinal secrétaire d'État Gasparri (3). Nous savons enfin par le Père Leiber, de la Compagnie de Jésus, que le cardinal Gasparri adressait le 7 mars 1917 une lettre au cardinal Hartmann, archevêque de Breslau, sur la position prise par le pape à l'égard de l'offre de paix des puissances centrales (4).

Il ne faut pas non plus perdre de vue que depuis l'élection de Benoît XV, le parti catholique allemand, *d'accord avec le gouvernement*, cherchait à gagner le Saint-Siège à la cause de l'Allemagne, à s'assurer au moins sa neutralité bienveillante ; des tentatives avaient été faites pour que, lors du règlement à intervenir entre les belligérants, il fût possible au pape de poser devant les puissances assemblées la question romaine et d'en lier la solution à celle des autres problèmes qu'elles auraient à résoudre. Des projets de rétablissement du pouvoir temporel avaient été élaborés (5) ; l'un d'eux, très détaillé, était l'œuvre personnelle d'Erzberger et avait obtenu l'agrément tant du gouvernement allemand que de l'Au-

(1) Erzberger, *ouvr. cité*, p. 271.
(2) *Ibid.*, p. 272.
(3) *Ibid.*, p. 273.
(4) *Stimmen der Zeit*, janvier 1921.
(5) Pour le détail de ces projets, voir Erzberger, *Erlebnisse im Weltkrieg*, chap. xi : *Die römische Frage*. Il convient de rappeler ici que par l'article XV du traité secret de 1915 qui liait à l'Italie la France, l'Angleterre et la Russie, ces trois pays s'engageaient *à appuyer l'Italie dans son désir de n'admettre aucune démarche diplomatique du Saint-Siège en vue de la paix, non plus qu'aucune intervention du pape* pour le règlement des questions en litige.

triche. Erzberger s'était en outre ingénié à trouver quelque moyen d'assurer au pape une certaine participation, à titre de souverain indépendant, au congrès qui mettrait fin aux hostilités. C'est, semble-t-il, faire une conjecture tout à fait vraisemblable que de supposer la curie romaine au courant de tous ces projets et y prenant quelque intérêt.

Pour compléter l'histoire des négociations qui ont précédé la démarche du Saint-Siège, il faut signaler ici le voyage d'Erzberger à Vienne au mois d'avril 1917. Il a dit lui-même à l'assemblée de Weimar, le 25 juillet 1919, qu'il y avait été envoyé en mission par le gouvernement du Reich ; si, comme l'en ont accusé ses adversaires, il a en cela outrepassé la vérité (1), encore est-il certain que le chancelier et le ministre des affaires étrangères (c'était alors M. Zimmermann) ont eu connaissance de ce voyage, l'ont approuvé et facilité. A Vienne, Erzberger a conféré avec Czernin, a été reçu en audience par l'empereur Charles, *qui lui a donné connaissance du rapport si grave présenté par Czernin quelques jours avant* (2). A dater de ce moment, Erzberger peut être considéré comme définitivement acquis à la cause de la paix la plus prochaine et comme soutenant en Allemagne la politique de conciliation qui était celle de l'Autriche (3).

Un peu après son voyage à Vienne, Erzberger se rend en Suisse, s'y rencontre à Lucerne avec le prince de Bülow, prend contact à Olten avec les membres dirigeants de l'« Union catholique internationale » récemment constituée. Tout aussitôt, dans certains journaux catholiques de langue allemande, on commence à parler de la paix ; dès le 17 mai, la *Bayerische Staatszeitung*, organe du comte Hertling, chef du gouvernement bavarois, se prononce pour une paix sans

(1) C'est ce que dit M. de Wedel, alors ambassadeur d'Allemagne à Vienne, dans un article des *Hamburger Nachrichten*, 23 juin 1919.

(2) On a beaucoup reproché à Erzberger d'avoir divulgué le rapport dont il reconnaît avoir fait usage dans une réunion d'hommes politiques appartenant comme lui au Centre, réunion qui s'est tenue à Francfort à la fin de juillet. Si l'empereur Charles le lui avait communiqué (sous la condition de ne pas révéler de qui il le tenait), c'était apparemment pour qu'il s'en servît.

(3) Les ennemis d'Erzberger, l'ambassadeur von Wedel (article précité), M. de Graefe à l'Assemblée de Weimar, le docteur Helfferich enfin, l'ont accusé de s'être laissé corrompre par le gouvernement autrichien ; nous ne chercherons pas à éclaircir ce point de détail. Il est fort admissible, bornons-nous à cette observation, qu'Erzberger ait cru en toute sincérité servir la cause de l'Allemagne en adoptant le point de vue autrichien.

annexions (1), et, à partir du 1er juin, il est souvent fait allusion dans la presse catholique à une médiation du pape. Déjà le 5 mai, le pape avait adressé au cardinal Gasparri une lettre, reproduite le 6 dans l'*Osservatore romano* (2), où il annonçait en quelque sorte l'intention d'intervenir. A la fin du mois, l'archevêque Pacelli, prenant possession de son poste de nonce à Münich, prononçait un discours contenant ces phrases : « Il n'a jamais paru aussi clairement qu'en cette heure de cruels soucis, combien il est nécessaire de reconstruire la société humaine sur le fondement assuré de la sagesse chrétienne ; et que seul le droit public chrétien peut servir de base à une paix juste et durable. La mission de travailler à cette œuvre de pacification a été confiée à mes faibles forces à un moment peut-être unique de l'histoire. Avec le bienveillant concours de Votre Majesté (le roi de Bavière) auquel se joindra certainement la puissante collaboration du gouvernement royal, j'espère que les sages et généreux efforts du pape, mon auguste Seigneur, atteindront leur but (3). »

Ce discours du nonce à son entrée en fonctions peut être considéré comme préparant l'entretien fort important qu'il eut le 26 juin avec le chancelier Bethmann-Holweg (4). L'envoyé du Saint-Siège fit ressortir l'intérêt qu'il y aurait à ce que le pape fût pleinement renseigné sur les intentions de l'Allemagne afin de pouvoir, le moment venu, agir avec sûreté en vue de la paix. « Encouragé, dit Bethmann-Hollweg, par mon approbation, le nonce me posa une série de questions précises sur nos buts de guerre et nos conditions de paix. A la façon dont se succédèrent ces questions, j'eus l'impression, qui se confirma plus tard, qu'il ne s'agissait pas d'une conversation n'engageant à rien sur les possibilités de paix, mais que le nonce s'acquittait auprès de moi d'une mission

(1) *Après* la publication de l'article toutefois, le comte Hertling déclara n'en pas vouloir assumer la responsabilité.

(2) Une traduction de cette lettre a paru le 27 mai dans la *Germania*, le grand journal catholique allemand. On la trouvera dans l'opuscule intitulé *Papst, Kurie und Weltkrieg, historisch-kritische Studie von einem Deutschen.*

(3) D'après le texte donné par la *Germania*, 3 juin 1917.

(4) Bethmann-Hollweg a raconté cet entretien : 1° dans un article de la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 29 février 1920, article reproduit dans Ludendorff, *Urkunden der Obersten Heeresleitung*, p. 419 ; 2° dans les *Betrachtungen zum Weltkriege*, II, p. 210. Les deux récits ne diffèrent pas sensiblement.

bien définie. Comme, d'autre part, la situation générale, telle que je la voyais, n'excluait nullement toute possibilité de négociations, je fus convaincu que, par des réponses aussi précises que possible aux questions posées, je pouvais établir les bases sur lesquelles on traiterait de la paix et que cette paix, l'Angleterre et ses alliés l'accepteraient (1). »

Dans ses réponses, Bethmann-Hollweg vise trois points principaux :

1° *Limitation des armements.* — L'Allemagne l'accepte en principe, pourvu qu'elle soit commune à toutes les puissances.

2° *Indépendance de la Belgique.* — L'Allemagne est prête à la restaurer, mais n'admettra pas que la Belgique tombe dans la dépendance politique, militaire et financière de l'Angleterre et de la France.

3° *Alsace-Lorraine.* — Si la France est disposée à s'entendre avec l'Allemagne, ce n'est pas l'Alsace-Lorraine qui sera un obstacle insurmontable. L'Allemagne consentira à faire certaines concessions en échange de certaines autres. Des rectifications de frontière peuvent être envisagées.

Après son entretien avec le chancelier, le nonce se rendit au G. Q. G. où il fut reçu par Guillaume le 29 juin ; l'entrevue a été racontée par Guillaume lui-même dans *Ereignisse und Gestalten,* chapitre XI ; son récit, assez amusant, concorde à peu près avec le compte rendu donné par M. Scheidemann dans la brochure *Papst, Kaiser und Sozialdemokratie in ihren Friedensbemühungen im Sommer* 1917. Ce qui en ressort le plus clairement, c'est que Guillaume désire très fort une intervention du pape en faveur de la paix et fait valoir pour l'obtenir trois arguments principaux :

1° Le Saint-Siège ne peut, par cette intervention, que gagner en importance politique. Une occasion superbe s'offre à lui de soumettre au monde et de régler de façon satisfaisante son litige avec l'Italie pendant depuis un demi-siècle.

2° Ce que l'Église romaine ne ferait pas, une autre organisation internationale pourrait le faire. Déjà il y a eu le Congrès de Stockholm ; un peu partout, les socialistes multiplient leurs efforts pour amener la cessation des hostilités. Or il serait désastreux pour Rome qu'une organisation internationale à visées révolutionnaires rendît à l'huma-

(1) Bethmann-Hollweg, *Betrachtungen zum Weltkriege,* II, p. 211, 212.

nité un service que le chef de l'Église aurait refusé de lui rendre.

3° Nul plus que le Souverain Pontife, vicaire de Jésus-Christ, n'est qualifié pour restaurer la paix parmi les hommes. Alors même qu'il y aurait péril à intervenir, le pape se doit à lui-même, doit à son divin maître, de braver ce péril.

L'entretien du nonce avec Bethmann-Hollweg avait eu un tour sérieux (1). Avec ce personnage de théâtre qu'est Guillaume II, l'entrevue tourne à la comédie. Le contraste est plaisant, entre l'enflure impériale et les propos prudents du vicaire qui accompagne monsignore Pacelli, paraît craindre que son chef ne s'engage trop, redoute une explosion de colère de la populace romaine et ne cesse de s'exclamer : *La Piazza ! La Piazza !* Sans nous arrêter à ce côté du sujet, observons que Bethmann-Hollweg ne pouvait manquer de se poser et s'est posé en effet des questions graves. Le nonce, représentant officiel du Saint-Père, n'avait-il pas reçu des puissances ennemies mission de pressentir l'Allemagne ? Fallait-il voir dans sa démarche une sorte de première ouverture faite indirectement par l'Entente ? A défaut d'un accord défini, n'y avait-il pas eu du moins échange de vues entre le Vatican et le gouvernement soit de la Grande-Bretagne, soit de la France ? Il semblait naturel d'admettre, dit Bethmann-Hollweg, qu'une diplomatie aussi prudente et avisée que la diplomatie pontificale, avant de rien tenter du côté allemand, avait dû s'assurer que dans le camp adverse existait le désir de traiter à des conditions acceptables pour l'Allemagne. Toutefois le chancelier se garde de rien affirmer, et le Père Leiber, dans l'article ci-dessus cité, observe la même prudence. Autant qu'on en peut juger d'après les documents publiés jusqu'ici, le Saint-Siège agissait sans accord préalable avec aucune des puissances de l'Entente, bien qu'il eût évidemment cherché à se renseigner sur l'état des esprits en France et en Angleterre. Parmi les États belligérants, le seul qui ait pu savoir d'avance et même solliciter la démarche du pape est l'Autriche (2).

(1) D'après Bethmann-Hollweg, le langage qu'il tint au nonce parut lui plaire et Helfferich dit tenir du nonce lui-même qu'il en fut très satisfait (*Der Weltkrieg*, t. III, p. 147).

(2) Il paraît assez vraisemblable que la visite du nonce Pacelli et l'envoi par le pape d'une lettre à l'empereur Guillaume aient été sollicités par le gouvernement autrichien après l'échec des tentatives faites pour négocier

II

La visite du nonce à Berlin, ses entretiens avec le chancelier et l'empereur ont eu pour suite à un mois de distance la note du 1er août par laquelle le pape, s'adressant aux chefs des États belligérants, traçait à grands traits un tableau de ce que pourrait être la paix. Toutefois plusieurs événements graves s'intercalent entre le 29 juin et le 1er août et, avant d'en venir à la note du pape, il nous faut examiner ces faits et en mesurer la portée. Nous voulons parler de la démission de Bethmann-Hollweg remplacé par Michaelis, de la résolution de paix votée par le Reichstag, enfin des succès remportés par les armes allemandes et autrichiennes contre les Russes.

Sans entrer ici dans aucun détail, il importe de noter :

1° Que le départ de Bethmann-Hollweg a été demandé, voire exigé par le haut commandement (1).

2° Que loin de soutenir le chancelier, le parti du Centre et, en particulier, Erzberger l'ont combattu (2).

avec la France et l'Angleterre par l'intermédiaire du prince de Parme. LUDENDORFF (*Urkunden der Obersten Heeresleitung*, p. 418) fait observer que dans un discours prononcé le 11 décembre 1918, Czernin présente la résolution votée par le Reichstag, le 19 juillet, comme une réponse à la démarche du Saint-Père, et, d'autre part, prétend avoir poussé Erzberger à proposer au Reichstag, le vote de cette résolution. C'est pourquoi Ludendorff, d'accord en cela avec plusieurs journalistes français, considère l'action du Saint-Siège comme une manœuvre concertée avec l'Autriche. Le sénateur américain Sherman, dans un discours du 10 juin 1919, a nettement affirmé que la note papale du 1er août, dont nous allons avoir à nous occuper, fut rédigée à l'instigation de l'Autriche. Le cardinal Gasparri a protesté, sans donner d'autres preuves que le texte même de la note où il est dit que le pape ne vise aucun but politique et agit dans l'intérêt non d'une puissance mais de toute l'humanité. L'intérêt de l'humanité ne pouvait-il, aux yeux du pape, s'accorder pleinement avec celui de l'Autriche et celui aussi de la papauté ?

(1) Le 12 juillet, le maréchal Hindenburg et le général Ludendorff adressaient à l'empereur des lettres par lesquelles ils déclaraient se démettre de leur commandement en cas que Bethmann-Hollweg restât au pouvoir.

(2) Le 12 juillet également, le parti du Centre déclare que le maintien du chancelier Bethmann-Hollweg, au pouvoir quand la guerre avait éclaté, est de nature à rendre plus difficile le rétablissement de la paix. C'est en grande partie sur cette déclaration que se fonde Helfferich pour accuser Erzberger d'avoir, par ses louches manœuvres, empêché l'ouverture des négociations en 1917. Bethmann-Hollweg, dit-il, inspirait confiance et il invoque à ce propos le témoignage de M. Gérard, ex-ambassadeur des États-Unis à Berlin : *It would have been easier for Germany to make peace with von Bethmann-Hollweg at the helm. The whole world knows him and honours him for his honesty*. Mais Helfferich oublie ou feint d'oublier l'hos-

3° Qu'après le départ de Bethmann-Hollweg, l'intention première de l'empereur fut de confier le poste de chancelier au comte Hertling, et que ce dernier refusa, parce qu'il ne se sentait pas de force à mener le combat contre le haut commandement, c'est-à-dire contre Ludendorff (1).

4° Que le docteur Michaelis, désigné après le refus de Hertling, semble avoir été choisi en raison même de ce qu'on pourrait appeler sa neutralité : personnage de second plan, témoin et non acteur jusque-là du drame européen, il avait pour mission de trouver quelque accommodement entre la majorité du Reichstag résignée à une paix de *statu quo* et l'État-major qui ne voulait pas renoncer à tout accroissement de territoire.

5° Que la « résolution de paix sans annexions » votée par le Reichstag le 19 juillet, sur l'initiative du parti catholique, malgré son accord apparent avec la politique du chancelier démissionnaire, ne pouvait guère servir efficacement la cause de la paix. Les ennemis de l'Allemagne devaient y voir ou bien une manœuvre trompeuse ou bien un aveu de faiblesse; et à l'intérieur c'était la fin de l'« union sacrée » *(Burgfrieden)*. Le commentaire dont Michaelis accompagna le vote n'était pas de nature à inspirer confiance. Que dit-il en effet ? Après avoir parlé des frontières du Reich dont la sécurité devait être assurée à perpétuité *(für alle Zeit sichergestellt)*, d'une paix de conciliation et de compromis *(Ausgleich)* excluant toute guerre économique future, il ajoute : Ces buts de guerre, il est possible de les atteindre dans le cadre de votre résolution telle que je l'interprète *(wie ich sie auffasse)*. Comment la comprenait-il ? La suite de cette étude le montrera. Il suffit pour le moment de signaler la *prudence* de ce langage : nous sommes prêts à faire une paix sans annexion, mais nous voulons assurer à jamais la sécurité de nos frontières ; nous sommes tout disposés à nous montrer conciliants, mais si nous renonçons à quelque chose que nous tenons déjà ou espérons prendre, il nous faut des compensations ; j'approuve les termes de votre

tilité déclarée du haut commandement contre ce même Bethmann-Hollweg et la paix de renoncement dont il était partisan. Helfferich lui-même eût-il, en 1917, accepté les conditions auxquelles la paix semblait possible ?

(1) D'après le livre publié par le capitaine de cavalerie, comte Hertling, fils du chancelier : *Ein Jahr in der Reichskkanzlei*, p. 12, 13.

résolution, mais je me réserve de les interpréter à ma façon (1). Il était évident que non seulement les conditions acceptées ou offertes par l'Allemagne ainsi représentées dépendraient de la situation militaire et des espérances qu'elle paraîtrait justifier, mais qu'en outre la marche des négociations serait hésitante et tortueuse : le chancelier éviterait le plus possible de s'engager, reprendrait d'une main ce qu'il donnerait de l'autre et verrait venir les adversaires plutôt qu'il n'irait au-devant d'eux.

Il faut ajouter que, militairement, le mois de juillet fut marqué par des succès qui ne pouvaient manquer d'apporter une force nouvelle au parti de la guerre et qu'au cours de son voyage au front oriental où il assista aux combats victorieux livrés par ses troupes sur le Sereth, l'empereur Guillaume se rencontra près de Cracovie avec l'empereur Charles ; il est permis de croire que le souverain allemand ne négligea rien pour fortifier le moral de son allié et lui donna dès ce moment l'assurance d'un secours efficace contre l'Italie ; peut-être fut-il déjà question entre eux de l'offensive vigoureuse qui, au mois d'octobre, devait aboutir pour l'Italie au désastre de Caporetto.

En provoquant enfin dans les rangs du parti conservateur et militaire un mouvement d'indignation, le vote du Reichstag avait déterminé un raffermissement au moins momentané de l'opinion et plusieurs, parmi ceux-là mêmes qui avaient voté la résolution, ont paru ensuite disposés à se rétracter, ou du moins à se réserver, à l'exemple du chancelier Michaelis, une très grande liberté d'interprétation (2).

Si le pape Benoît XV, dit le Père Leiber (3), crut devoir, en dépit des circonstances peu favorables, rédiger le 1er août la note aux chefs des États belligérants, c'est qu'il ne voulait rien négliger de ce qui pouvait servir la cause de la paix, mais il était sans illusions sur le succès réservé à sa tentative.

(1) Dès le 21 juillet, fêtant au Queenshall l'indépendance de la Belgique, Lloyd George, dans un grand discours, montrait sans peine ce que ce langage avait d'équivoque.

(2) Il y a lieu de signaler ici la formation d'un *parti de la patrie* hostile à toute paix de renoncement. L'assemblée constitutive se tient, dans la ville prussienne par excellence de Königsberg, le 2 septembre, jour anniversaire de Sedan, mais elle fut l'aboutissement d'un travail de propagande commencé depuis plusieurs semaines et où se distingua M. Kapp, futur auteur du « putsch » militaire de 1920.

(3) Article cité.

Peut-être le Père Leiber exagère-t-il un peu; dans le courant du mois d'août la curie romaine paraît avoir eu à tout le moins un moment d'espoir. Les négociations entre le Saint-Siège et le gouvernement du Reich s'étaient d'ailleurs poursuivies pendant le mois de juillet. D'après Erzberger (1), le nonce Pacelli aurait même fait un nouveau voyage à Berlin et eu, à la date du 24 juillet, un entretien avec le chancelier Michaelis, récemment entré en fonctions. A tout le moins une note sur les conditions de la paix fut-elle remise par le nonce au gouvernement allemand peu de jours après le vote du Reichstag et cette note donna lieu à une correspondance assez active entre le ministère des Affaires étrangères et le représentant du Saint-Siège (2). Ainsi préparée l'intervention désirée par Guillaume et sollicitée selon toute vraisemblance par l'Autriche se produisit à peu près dans la forme que faisait prévoir l'entretien du nonce Pacelli avec Bethmann-Hollweg.

Après avoir célébré les mérites peu contestables d'une

(1) *Erlebnisse in Weltkriege*, p. 294.

(2) Sur le contenu de la note et la correspondance qui suivit nous sommes renseignés par la brochure de Scheidemann : *Papst. Kaiser und Sozialdemokratie in ihren Friedensbemühungen im Sommer 1917*. Dans la note sept points étaient visés : 1° liberté des mers ; 2° limitation des armements ; 3° institution d'un tribunal d'arbitrage ; 4° Belgique ; 5° intérêts économiques ; 6° frontières italo-autrichienne et franco-allemande ; 7° Pologne, Serbie, etc. Au sujet du plus important de ces sept points, le quatrième, la note du Vatican disait : « L'Angleterre rend à l'Allemagne les colonies allemandes. En échange l'Allemagne évacue : *a*) le territoire français actuellement occupé ; *b*) la Belgique dans toute son étendue. La pleine indépendance militaire, politique, économique, de la Belgique tant vis-à-vis de l'Allemagne que vis-à-vis de l'Angleterre et de la France devra être assurée par des garanties appropriées à établir de concert. » Là-dessus le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Zimmermann, aurait fait le 24 juillet l'observation suivante : « Il n'est point parlé de la restitution de *toutes* les colonies allemandes. De plus la concession demandée à l'Allemagne même au cas que toutes ses colonies lui soient restituées, n'est pas en rapport avec celle de l'ennemi. Il nous faudrait en effet, en ce qui concerne la Belgique, stipuler des garanties pour *nous* et non pour la Belgique. »

Le 23 juillet M. von Bergen, directeur au ministère des Affaires étrangères, déclare au chancelier qu'il a remercié le représentant du pape de la démarche faite par le Saint-Siège et annoncé l'envoi, après examen approfondi, d'une réponse aux questions posées dans la note. Cette réponse tardant à venir, le nonce télégraphie le 4 août qu'il a reçu du cardinal secrétaire d'État mission de venir à Berlin pour poursuivre oralement l'entretien. Le même jour, il est prié télégraphiquement de ne pas se déranger, et on lui fait espérer que la réponse attendue lui sera envoyée au bout d'une semaine.

paix juste et durable, le pape parlait, pour l'avenir, d'un désarmement partiel et du recours à l'arbitrage pour régler les différends d'État à État. Quant au présent et pour mettre fin à la guerre, il préconisait en premier lieu le renoncement des puissances à toute indemnité ou réparation, l'évacuation de la Belgique et la reconnaissance de sa souveraineté pleine et entière, la restitution à l'Allemagne de ses colonies ; pour les territoires contestés entre la France et l'Allemagne d'une part, l'Italie et l'Autriche de l'autre, il concevait la possibilité d'un arrangement amiable. Au total, les conditions de paix proposées par le pape ne différaient guère de celles qui paraissaient avoir obtenu l'agrément du Reichstag le 19 juillet. C'est pourquoi on a, dans les pays de l'Entente, été enclin à considérer le Saint-Siège comme ayant agi sinon à l'instigation de l'Allemagne, du moins de concert avec elle, ce qui n'est pas vrai à la lettre, la réponse à la note préparatoire du 24 juillet n'étant pas encore arrivée au Vatican le 1er août (1), mais n'est pas non plus entièrement faux.

Il convient, avant d'examiner l'accueil fait par l'Allemagne à la note du pape, de signaler l'échange de lettres et de télégrammes dont elle fut l'occasion entre le gouvernement de la Grande-Bretagne et son représentant auprès du Saint-Siège, le comte de Salis (2).

Le 9 août (3), le comte de Salis transmettait au Foreign

(1) Voir p. 14.

(2) Pour toute cette partie de notre travail nous nous appuyons sur le fascicule des *Papers presented to Parliament by Command of His Majesty* (alias *Blue Book*) qui porte comme titre spécial : *The Peace proposals made by His Holiness the Pape to the belligerent powers in August 1917 and Correspondence relative thereto.* Ce fascicule a été publié en 1919 et porte le n° 261.

(3) On peut se demander pourquoi la note du pape étant rédigée le 1er août, on a attendu plus d'une semaine pour la porter à la connaissance du gouvernement britannique et de ses alliés. Nous croyons trouver dans les documents cités et en partie reproduits par M. Scheidemann (*loc. cit.*) l'explication de ce retard.

Le Saint-Siège désirait pouvoir annoncer à l'Entente que l'Allemagne était prête à restituer à la Belgique son territoire et à reconnaître son indépendance. Il attendait donc très impatiemment une réponse du gouvernement allemand aux conditions proposées par le nonce dans sa note du 24 juillet. Or le 4 août cette réponse n'était pas encore arrivée, et le cardinal Gasparri avait chargé Pacelli d'aller la chercher à Berlin ; mais de Berlin on demande un nouveau délai d'une semaine. Le 5 le nonce télégraphie au chancelier : « Veuillez me faire savoir sans retard si vous avez quelque objection à présenter aux principales propositions du Saint-Siège. » L'urgence était d'autant plus grande qu'une conférence des chefs des gouvernements alliés (MM. Lloyd

Office, en même temps que la note papale, une lettre d'envoi du cardinal Gasparri au roi George ; dans cette lettre, le cardinal demandait au souverain britannique de vouloir bien communiquer la note au président de la République française, au roi d'Italie, au président des États-Unis, ainsi qu'à d'autres chefs d'État alliés.

Le 21, télégramme de M. Balfour au comte de Salis : une note sur papier sans en-tête (1) contenant une version française de ce télégramme fut remise, le 23 semble-t-il (2), par

George, Ribot, Sonnino, etc.) allait s'ouvrir à Londres. Il ne paraît pas qu'aucune réponse ait été envoyée de Berlin avant le 8, mais le 8 M. von Bergen télégraphie au nonce : « Nous demandons d'attendre, avant toute démarche nouvelle, d'avoir reçu notre réponse. J'espère pouvoir samedi prochain (le 11) m'entretenir avec Votre Excellence à Münich. » Le représentant du Saint-Siège répond télégraphiquement : « Il est maintenant douteux que nous obtenions le résultat souhaité, car, d'après les journaux, la conférence des ministres de l'Entente s'est réunie le 7 à Londres. » En même temps il avise évidemment du retard le cardinal Gasparri qui se décide le 9 à communiquer officiellement la note papale au gouvernement britannique *avant* d'avoir reçu la déclaration nette qu'il attendait de l'Allemagne. Peut-être espérait-il que cette déclaration serait faite le 11 ou le 12 alors que sa lettre au roi George, envoyée par la poste, ne serait pas encore parvenue à destination. Du moins comptait-il pouvoir la produire quand le représentant de la Grande-Bretagne auprès du Vatican viendrait s'entretenir avec lui.

(1) On a prétendu en France, et aussi en Italie, que le comte de Salis avait remis au cardinal Gasparri la lettre même de M. Balfour, après avoir pris soin de couper l'en-tête avec des ciseaux qui, par une heureuse coïncidence, se seraient trouvés sur la table du cardinal. L'absurdité de ce récit est flagrante : le comte de Salis avait reçu de Londres un *télégramme chiffré rédigé en anglais ;* il a donné au cardinal une note en français reproduisant les instructions venues de Londres. Le seul détail dont on puisse admettre l'exactitude est que le papier sur lequel M. de Salis avait d'avance rédigé la note ne portait pas d'en-tête (cf. Spahn, *Die päpstliche Vermittlung*, p. 101).

(2) La date du 23 est celle qui ressort des documents anglais que nous avons sous les yeux. Mais n'y a-t-il eu, avant le 23, aucune communication *verbale* faite par le comte de Salis au cardinal Gasparri ? Il paraît naturel d'admettre que le gouvernement anglais, ayant reçu le 13 les propositions du pape, n'a pas attendu jusqu'au 21 pour donner à tout le moins un avis de réception. Or M. Scheidemann (*loc. cit.*, p. 17) reproduit le texte d'un télégramme expédié *le* 22 par Michaelis à M. von Wedel, ambassadeur d'Allemagne à Vienne, et ainsi conçu : « D'après une communication confidentielle du cardinal Gasparri, transmise par le représentant du Saint-Siège, le ministre anglais auprès du Saint-Siège aurait déclaré : le roi d'Angleterre a fait aux propositions de paix du Saint-Père un accueil qui témoigne de sa sincère admiration pour les sentiments élevés et bienveillants qui les ont inspirées. Le gouvernement anglais les examinera avec le plus grand soin et la plus sérieuse attention. »

C'est là évidemment une réponse toute de convenance diplomatique et fort peu compromettante que le comte de Salis a pu transmettre au Vatican

le comte de Salis au cardinal Gasparri. Nous croyons devoir, en raison de son importance, reproduire intégralement ce document :

« Nous n'avons pas encore eu l'occasion de consulter nos Alliés au sujet de la note de Sa Sainteté, et nous ne sommes pas à même de nous prononcer au sujet d'une réponse à donner aux propositions de Sa Sainteté quant aux conditions pouvant assurer une paix durable.

« A notre avis, aucun acheminement vers ce but n'est possible tant que les Puissances centrales et leurs Alliés n'auront pas déclaré officiellement les fins qu'ils poursuivent par la guerre, ainsi que les restaurations et réparations qu'ils sont prêts à faire, et les moyens qui pourraient garantir désormais le monde contre le renouvellement des horreurs dont il souffre actuellement. Même pour ce qui concerne la Belgique — et dans ce cas ces Puissances ont reconnu elles-mêmes être dans leur tort, — nous n'avons jamais eu connaissance d'une déclaration précise de leurs intentions de rétablir sa complète indépendance et de réparer les dommages qu'elles lui ont fait subir.

« Son Éminence n'aura sans doute pas perdu de vue les déclarations faites par les Alliés en réponse à la note du président Wilson. Ni de l'Autriche, ni de l'Allemagne, il n'y a jamais eu de déclaration équivalente. Un essai de mettre d'accord les belligérants paraîtrait inutile jusqu'à ce que nous connaissions clairement leurs points de divergence (1). »

Quand le comte de Salis eut communiqué cette note au cardinal Gasparri, Son Éminence crut pouvoir répliquer que l'Allemagne avait *déjà* annoncé l'intention de restituer à la Belgique son territoire et de reconnaître son indépen-

avant d'avoir reçu les instructions qui lui étaient nécessaires pour engager une conversation sérieuse. On observera que Michaelis continue en ces termes : « A mon avis nous devons nous efforcer de faire retomber tout l'odieux de l'échec éventuel de la tentative sur nos ennemis et de les mettre dans leur tort, comme ce fut le cas au mois de décembre quand nous offrîmes la paix. Je me propose donc de conduire cette affaire d'une façon assez *dilatoire*, d'attendre, avant d'envoyer notre réponse définitive, qu'une connaissance exacte des dispositions [ennemies] nous permette de prendre une position conforme à nos intérêts, etc. »

(1) Ce document est donné en français par MICHAELIS, *Für Staat und Volk*, p. 343. Si l'on en compare le texte au texte anglais reproduit dans le *Blue Book*, on constate qu'il n'y a aucune différence quant au sens du message. Seul l'ordre des mots et des phrases n'est pas rigoureusement le même.

dance, et, comme le comte de Salis le contestait, le cardinal invoqua la résolution votée le 19 juillet par le Reichstag en faveur d'une paix sans annexion (1). « Le Reichstag ne gouverne pas l'Allemagne, fit observer avec grande raison le comte de Salis, et nous ne possédons aucun texte authentique de la résolution du Reichstag. »

La France cependant ne pouvait évidemment pas se désintéresser des conversations qui s'engageaient entre le gouvernement anglais et le Saint-Siège : l'entente, sinon l'unité de front, était nécessaire sur le terrain diplomatique aussi bien que sur les champs de bataille.

Le gouvernement français, qui avait à Rome, sinon auprès du Saint-Siège, un représentant, eut, sans aucun retard, connaissance des instructions envoyées le 21 au comte de Salis, et, le 22, M. de Fleuriau, chargé d'affaires de France à Londres, allait trouver lord Robert Cecil ; il était chargé par M. Ribot d'exprimer le regret qu'éprouvait le gouvernement français de n'avoir pas été consulté avant l'envoi de ces instructions. Il ajouta que le gouvernement français désirait fort s'associer à la démarche faite auprès du Saint-Siège par le représentant de la Grande-Bretagne. Lord Robert Cecil télégraphia donc le 23 au comte de Salis : « Veuillez informer le cardinal secrétaire d'État que le gouvernement français m'a fait part de son désir d'être associé aux vues contenues dans le télégramme de M. Balfour du 21. »

C'est ainsi que le comte de Salis put avoir, dès le 24, avec le cardinal Gasparri, un nouvel entretien où il lui fit part du désir manifesté par la France. Le cardinal pria le représentant de l'Angleterre de transmettre à son gouvernement la réponse suivante : « Le secrétaire d'État se réserve de répondre au télégramme [de M. Balfour] après avoir reçu du gouvernement allemand la déclaration officielle qu'il lui a demandée concernant la Belgique. »

Le comte de Salis fait suivre ce message des lignes suivantes qu'il faut lire avec grand soin :

« Je désirais éviter toute déclaration qui aurait pu être prise comme un encouragement donné à une discussion, de quelque sorte qu'elle fût, avec le gouvernement allemand,

(1) Cette réponse du cardinal Gasparri montre clairement qu'il n'avait pas reçu du gouvernement allemand la déclaration si instamment réclamée par le nonce Pacelli.

et cependant je ne pensais pas pouvoir opposer d'objection directe à ce mode d'action ; — c'est pourquoi, comme le cardinal me demandait ce que j'en pensais, je répondis qu'une déclaration relative à la Belgique paraissait désirable. Toutefois Son Éminence devait se rappeler que ce n'était qu'un des nombreux points en litige entre les Puissances belligérantes ; un point qui avait assurément pour nous Anglais une importance toute spéciale (1). »

Quiconque a un peu l'habitude de lire et d'interpréter les documents du genre de celui que nous avons ici (un télégramme chiffré que le gouvernement qui le publie ne reproduit jamais textuellement) comprendra quelle a été l'attitude du comte de Salis et en reconnaîtra la loyauté à l'égard de la France. Il remplit sa mission, qui est de faire comprendre que, pour l'Angleterre, l'intégrité territoriale et l'indépendance de la Belgique est de beaucoup ce qui importe le plus, peut-être la seule condition essentielle ; il sait que le Vatican transmettra la nouvelle à l'Allemagne et que le gouvernement du Reich sera tenté d'y voir une ouverture faite par l'Angleterre. Il sait aussi que la France ne peut se contenter à si bon marché. En conséquence, il ne veut point paraître encourager le cardinal Gasparri à engager des négociations, et il ne peut pas non plus le lui interdire (1).

(1) Voici le texte anglais : *I was desirous of avoiding any statement which might seem to give encouragement to any kind of discussions with the German Government — a course to which however, I did not consider I could properly offer any direct objection — and therefore, on his enquiring my views. I replied that a declaration on the question of Belgium appeared to be desirable. He should remember that this point was only one of many at issue between the belligerent Powers*; *it was however one of special importance to us.*

(1) Si réservée qu'ait été l'attitude du comte de Salis, le gouvernement français ne laissa pas de s'émouvoir. Le 26, l'ambassade de France à Londres envoyait au Foreign Office une note à ce sujet : « Mon gouvernement s'était associé à la communication faite par M. de Salis au Vatican parce qu'elle devait être verbale et qu'elle avait chance de rendre inutile une réponse plus explicite. Or la démarche faite a comporté la remise au cardinal Gasparri d'un document écrit et a entraîné une discussion au sujet du sort de la Belgique. Ce n'est pas ce que nous désirions, et il est à craindre que nous soyons entraînés beaucoup plus loin que nous ne le voudrions. M. Ribot me prie de vous faire connaître ses appréhensions et de vous dire qu'il ne saurait se laisser conduire dans la voie où le Vatican paraît vouloir l'entraîner. Il espère que le gouvernement britannique partage ses appréhensions et donnera à M. de Salis des instructions en vue de décourager toute tentative ultérieure du cardinal secrétaire d'État tendant à une intervention officieuse entre les belligérants. » Lord Robert Cecil adressa aussitôt au

Le Saint-Siège se trouvait donc en possession d'une note exprimant plus ou moins complètement la manière de voir du gouvernement britannique sur les conditions auxquelles les puissances de l'Entente pourraient entrer en pourparlers avec les puissances centrales. Et d'après les termes de la communication transmise par M. de Salis, il pouvait dire que la manière de voir de l'Angleterre était aussi

comte de Salis un nouveau télégramme répondant à la fois au désir de la France et, autant qu'on en peut juger, à celui du comte lui-même. « En cas que l'on vous demande votre opinion, vous devrez vous abstenir d'en exprimer aucune. Il n'est pas désirable que nous intervenions en aucune façon dans les négociations entre le pape et le gouvernement allemand. »

Il n'est pas de notre sujet de rechercher si le cabinet anglais présidé par M. Lloyd George a, pendant cet été de 1917, été réellement sur le point d'entrer en pourparlers avec l'Allemagne, en se contentant d'une déclaration formelle relative à la Belgique. Quelques Allemands (en particulier Erzberger) et aussi quelques Anglais l'ont affirmé. Nous ne pouvons que citer ici un article de Leo Maxse paru dans la *National Review* en septembre 1919 : *What every German does not know*. Le ton de cet article, qui est tout de polémique, et de polémique violente, ne nous permet pas d'y voir autre chose qu'une interprétation propre à son auteur, et sans doute abusive, des documents publiés par le gouvernement anglais. Tout ce que l'on peut dire, à notre avis, c'est qu'il eût été difficile au gouvernement britannique de résister au courant pacifique déjà fort en Angleterre, si l'Allemagne avait eu l'habileté de répondre à la note du pape comme l'espérait le cardinal Gasparri.

Nous ajouterons cependant que les attaques de M. Leo Maxse reposent au moins en partie sur une erreur de date. Cet auteur, nous ne savons pourquoi, prétend que, dès le 13 août, un représentant du Saint-Siège communiquait à l'Allemagne la note remise par le comte de Salis au cardinal seulement le 23 d'après les documents officiels. Il y aurait donc eu entre Londres et Rome une correspondance secrète *non publiée*. Mais la lettre du nonce Pacelli à Michaelis (voir plus bas) est du 30 août, et il n'y a en conséquence aucune raison d'admettre un échange de télégrammes restés secrets entre le Foreign Office et un représentant auprès du Vatican.

Observons encore que M. Leo Maxse, qui attaque violemment le cabinet Lloyd George, reconnaît en même temps la correction d'attitude du comte de Salis. Si nous insistons sur ce point, c'est qu'à un certain moment il a été mis en cause. Lorsque, le 25 juillet 1919, Erzberger eut, devant l'Assemblée constituante de Weimar, fait certaines révélations sur les possibilités de paix offertes à l'Allemagne en 1917, une question fut posée le 5 août à la Chambre des Communes par le lieutenant-commender Kennedy au sujet des négociations de la Grande-Bretagne avec le Vatican. Le sous-secrétaire d'État Harmsworth répondit en annonçant la publication prochaine de la correspondance échangée ; c'est à cette publication que nous nous sommes constamment référés. M. Ribot, en France, avait dit quelques jours avant à un rédacteur du *Temps* (numéro du 29 juillet 1919) : « Le ministre britannique prit sur lui de laisser une note au cardinal Gasparri. » Et un journal parisien accusa, injustement croyons-nous, le comte de Salis d'avoir encouragé le Saint-Siège à négocier.

celle de la France. Ainsi s'explique la lettre adressée le 30 août par le nonce Pacelli au chancelier Michaelis :

« Münich, le 30 août 1917.

« Excellence,

« J'ai le grand honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence la copie d'un télégramme qui a été communiqué à Son Éminence le cardinal secrétaire d'État par Son Excellence le ministre de Sa Majesté le roi d'Angleterre auprès du Saint-Siège ; le gouvernement français s'associe aux vues contenues dans ce télégramme.

« Son Éminence est pleine du désir de poursuivre efficacement ses efforts pour parvenir promptement à une paix juste et durable, efforts auxquels le gouvernement impérial s'est montré si bien disposé à faire un accueil favorable. C'est pourquoi Son Éminence m'a chargé d'attirer tout particulièrement l'attention de Votre Excellence sur le point qui a trait à la Belgique, et d'obtenir : 1° une déclaration précise sur les desseins du gouvernement impérial touchant la pleine indépendance de la Belgique et l'indemnité destinée à compenser les maux qu'elle a soufferts ; 2° une indication également précise sur les garanties d'indépendance politique, économique et militaire que demande l'Allemagne. Si cette déclaration est satisfaisante, Son Éminence est d'avis qu'un pas important aura été fait en vue d'un développement ultérieur des négociations. En fait, le ministre ci-dessus visé de Grande-Bretagne a déjà averti son gouvernement que le Saint-Siège répondra aux communications contenues dans le télégramme ci-joint, sitôt qu'il aura reçu par mon intermédiaire la réponse du gouvernement impérial.

« De mon côté, qu'il me soit permis d'exprimer encore une fois la conviction ferme où je suis que Votre Excellence, dont l'entrée dans les hautes fonctions qu'elle occupe a si heureusement coïncidé avec l'offre d'une auguste médiation et qui a fait preuve de dispositions si favorables à cette œuvre de paix, rendrait à sa patrie et à toute l'humanité un service impérissable si, par une réponse conciliante, elle facilitait la poursuite des négociations.

(1) Nous traduisons cette lettre d'après le texte donné par Michaelis, *Für Staat und Volk*, p. 342.

« Dans cette attente, il m'est très agréable d'exprimer, etc. »

Cette lettre et la copie de la note remise au cardinal Gasparri le 23 août par le comte de Salis parvinrent à Michaelis le 5 septembre. Il en conféra aussitôt avec le ministre des Affaires étrangères de Prusse M. von Kühlmann, et le résultat de l'entretien fut qu'il fallait avant tout se renseigner par l'intermédiaire d'un neutre autre que le Saint-Siège sur les dispositions réelles du gouvernement britannique (1) Le ministre d'Espagne à Bruxelles, le marquis de Villalobar, servit de truchement, et l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Madrid apprit un jour du ministre espagnol des affaires étrangères qu'une « très haute personnalité de Berlin » avait exprimé le désir d'engager avec l'Angleterre des négociations en vue de la paix. Le cabinet anglais mis au courant avertit les représentants à Londres des grandes puissances alliées et répondit : « Le gouvernement de Sa Majesté est disposé à accueillir toute communication qui lui serait faite par le gouvernement allemand et à la discuter avec les Alliés (2). »

Quand cet avis parvint au chancelier Michaelis (probablement dans le courant d'octobre), la réponse officielle du gouvernement allemand à la note du pape et la réponse du chancelier à la lettre particulière du nonce Pacelli étaient déjà expédiées depuis quelque temps : l'offre de médiation avait échoué (3).

CH. APPUHN.

(1) C'est ce que dit du moins MICHAELIS, *Für Staat und Volk*, p. 344. D'après Hermann Müller qui, étant en 1919 ministre des Affaires étrangères, a pu être bien renseigné, l'appel fait au concours du marquis de Villalobar, ministre d'Espagne à Bruxelles, est antérieur au 5 septembre. V. *Verhandlungen der verfassunggebenden Deutschen Nationalversammlung*, Bd. 328, p. 2009 B.

(2) Le secret des ouvertures allemandes ne fut pas gardé longtemps. Le chargé d'affaires de Russie à Londres, informé comme ses collègues des États alliés, instruisit son gouvernement, et, quelques semaines plus tard, les bolcheviks, devenus les maîtres en Russie, publièrent sa dépêche. Cette publication donna lieu à une question posée le 13 décembre par M. Pringle à la Chambre des Communes. M. Balfour reproduisit à cette occasion la réponse faite par le cabinet anglais à la communication venue d'Espagne.

(3) Un prochain numéro de la Revue donnera, sous le titre « le Conseil de Bellevue », l'étude de M. Appuhn sur les délibérations du gouvernement allemand et les circonstances de cet échec. [N. D. L. R.]

Le rôle du corps expéditionnaire britannique dans les opérations de l'été 1914.

Une des questions les plus intéressantes et aussi les plus délicates de l'histoire militaire de 1914, c'est l'influence qu'ont eue sur la marche d'ensemble des armées alliées les décisions successives du maréchal French et ses rapports avec le haut commandement français. Des publications nouvelles de la Section historique britannique viennent d'apporter sur cette question des renseignements nouveaux, qu'il a été possible de contrôler, et même de rectifier quelquefois par certaines informations de témoins directs.

La Section historique britannique a publié en effet sur les opérations du corps expéditionnaire anglais en août et septembre 1914 un ouvrage (1) dont l'intérêt est aussi grand que celui des deux beaux volumes consacrés par le grand historien, sir Julian Corbett, aux opérations navales. Le brigadier général Edmonds a utilisé, avec autant de conscience que de talent, et avec une méthode excellente, toutes les sources historiques actuellement accessibles. Disposant de tous les documents officiels britanniques : ordres, rapports, correspondances, renseignements, il les a très heureusement complétés, contrôlés et rectifiés par de très nombreux témoignages privés. Connaissant parfaitement les défauts inhérents à une relation unilatérale, il a étudié toute la littérature militaire allemande, déjà si riche, et a su en tirer de précieuses ressources, grâce au soin et à la compétence avec laquelle il l'a critiquée. Il a su aussi se servir avec discernement des trop rares ouvrages

(1) *Military Operations. France and Belgium, 1914 (août-octobre)* (les Opérations militaires en France et en Belgique d'août à octobre 1914), ouvrage publié sous la direction de la Section historique du Comite de Défense de l'Empire britannique, par le brigadier général J.-E. Edmonds, *Londres, Macmillan*, 1922.

français relatifs aux premières opérations de la guerre pour ce qui concerne les rapports entre les armées alliées, et, ainsi informé, il a fait preuve d'une sincérité et d'une impartialité qui donnent à penser qu'il s'est approché de la vérité autant que le permet l'état actuel de la documentation.

I

On sait que, s'il avait été décidé d'un commun accord que la concentration du corps expéditionnaire britannique se ferait dans la région Maubeuge-le-Cateau, les autorités militaires britanniques n'avaient pas participé à l'élaboration du plan de campagne. D'ailleurs, celui-ci avait été profondément modifié dès l'apparition des Allemands à Liége. C'est donc seulement dans les journées des 15, 16 et 17 août, quand le maréchal French, précédant ses troupes, eut fait visite au ministre de la Guerre à Paris, au général Joffre à Vitry, au général Lanrezac à Rethel, qu'il put savoir ce qu'on attendait de lui et de son armée. Dès que celle-ci fut débarquée, dans la soirée du 20 août, le maréchal French donna un ordre prévoyant une marche de trois jours dans la direction du Nord, de façon à porter l'armée le 23 sur un front compris entre Binche et Lens, et orienté vers le Nord-Est. Chose curieuse, cet ordre d'opérations n° 5 ne contient aucun renseignement ni sur l'ennemi, ni sur les mouvements des armées françaises. Mais au cours de la progression vers la Sambre, l'armée britannique put, surtout grâce à ses avions, recevoir quelques nouvelles au sujet des progrès de l'invasion de la Belgique par les Allemands et spécialement celle de leur entrée à Bruxelles. On connut dès le 21 le passage à Nivelle de grosses masses de cavalerie, et, le 22, le contact était pris entre les patrouilles dans la région de Soignies, puis vers Binche, où la 5e brigade de cavalerie britannique avait remplacé le corps Sordet, appelé à la gauche de l'armée du maréchal French.

Dans la soirée du même jour, celui-ci apprit que la Ve armée française attaquée sur la Sambre avait dû se retirer vers le Sud, tout en laissant son corps de gauche, le 18e, dans la région de Thuin. Seules les divisions Valabrègue, encore à Avesnes, se préparaient à marcher vers le Nord, pour

combler le vide séparant les Anglais des Français. Quant au corps Sordet, il était encore loin de pouvoir couvrir la gauche de nos alliés, devant le front desquels on avait déjà identifié plusieurs corps ennemis, dont un, venant de Bruxelles par Ninove sur Grammont, paraissait préparer un mouvement d'enveloppement vers l'ouest.

Dans ces conditions, le maréchal French avait dû renoncer à prendre l'offensive vers Soignies, et, se refusant, comme le lui demandait le général Lanrezac, à attaquer le flanc des colonnes qui avaient franchi la Sambre, il avait consenti à rester en position pendant vingt-quatre heures sur le canal à l'ouest de Mons et par sa droite un peu en retrait de cette ville jusqu'à Binche. On sait que cette décision devait amener la bataille du 23 août, dite bataille de Mons.

Tout ceci, on le voit, ne concorde guère avec l'assertion du maréchal French, qui aurait connu seulement au début de l'engagement et par un message du G. Q. G. français le nombre des corps d'armée allemands qui allaient l'attaquer, et il semble que ce soit en connaissance de cause et, bien que se sachant en flèche, que le commandant du corps expéditionnaire prit le parti de livrer une bataille défensive.

Celle-ci tourna beaucoup moins mal qu'on aurait pu le craindre, grâce aux belles qualités déployées par les troupes britanniques, qui ne subirent que des pertes en somme légères, puisqu'elles ne dépassaient pas 1.600 hommes tués, blessés ou disparus, et après en avoir infligé à l'ennemi de beaucoup plus lourdes.

D'ailleurs, il se produisit dans la nuit du 23 au 24 un incident caractéristique dont ne parle pas la relation britannique et qui mérite d'être relaté.

A 2 heures du matin, le colonel Spears, agent de liaison auprès de la Ve armée, avait fait réveiller le général Hély d'Oissel pour lui proposer de la part du maréchal French une attaque combinée de l'armée britannique et de la Ve armée. Le général Lanrezac, mis immédiatement au courant, répondit que cette proposition venait trop tard, car il avait quelques heures auparavant donné un ordre de repli oblique sur la ligne Beaumont-Givet, en raison de l'attaque que l'armée allemande von Hausen prononçait à ce moment contre la droite. Le 1er corps s'efforçant de parer à cette menace, les 3e et 10e corps restaient seuls à lutter contre les

cinq corps de Bülow, et ne pouvaient attaquer. Cependant le général allait prescrire au 18e corps et au groupe de divisions Valabrègue d'attaquer en liaison avec l'armée britannique. Un ordre dans ce sens fut en effet expédié à ces deux unités. Mais dès le matin du 24, le maréchal French fit connaître qu'il renonçait à l'offensive et qu'au contraire il avait l'intention de se replier vers Valenciennes. Il fallut donc contremander l'attaque prescrite au 18e corps et au groupe Valabrègue.

On voit donc que la bataille de Mons ne fut pas considérée tout d'abord par nos alliés comme un échec obligeant à une retraite immédiate. Notons aussi que, tandis que les Anglais se retiraient le 24, le général Lanrezac donnait l'ordre à ses troupes de tenir sur place toute la journée et de ne reprendre qu'à la nuit la marche sur Rocroy et Avesnes.

Le G. Q. G. approuva ces dispositions et donna comme direction générale de retraite à la Ve armée celle de Laon. La bataille du Cateau, le 26 août, où le corps Smith-Dorrien, isolé, faillit être écrasé, devait être moins heureuse pour nos alliés ; malgré l'appui donné à la gauche britannique par le corps Sordet, auquel les Anglais rendirent pleine justice, ceux-ci perdirent 7.812 hommes et 38 canons. Cependant, dit justement le général Edmonds, « combattant avec leurs deux flancs en l'air, les troupes avaient résisté à un adversaire de force au moins double, l'avaient durement traité et avaient échappé à l'enveloppement au prix de pertes sévères, mais nullement exagérées, étant données les circonstances. Les hommes se croyaient vainqueurs... De fait, le plan allemand avait complètement échoué ».

La retraite que devait poursuivre l'armée britannique, du 24 août au 5 septembre, devait pourtant avoir sur l'ensemble des opérations une influence si considérable qu'il est d'un intérêt primordial de connaître les motifs qui déterminèrent nos alliés à la poursuivre ; et pour cela il convient d'étudier, avec le général Edmonds, comment le maréchal French apprécia la situation d'ensemble, chaque fois qu'il eut à donner des ordres d'opérations.

On a vu que le commandant du corps expéditionnaire avait consenti à livrer la bataille de Mons, bien que sachant son flanc droit découvert et son flanc gauche très insuffisamment gardé par quelques territoriaux. Le soir du 23, par un

message daté de 8 h. 40, le maréchal French exprimait encore l'intention de résister sur place le lendemain, sinon d'attaquer, ainsi qu'un témoignage français de la plus haute valeur et que nous venons de rapporter permet de le penser. Mais avant minuit les nouvelles qui lui parvinrent le firent changer d'avis et décider la retraite.

Cette résolution se trouva être conforme au désir exprimé par le général Joffre, qui, dans un message arrivé seulement le 24 à 1 heure du soir, sans doute après la conversation que le général Lanrezac a rapportée, faisait connaître que la Ve armée allait appuyer sa gauche à Maubeuge et sa droite au massif des Ardennes, et demandait à nos alliés de tenir entre Maubeuge et Valenciennes en prenant Cambrai comme direction générale de retraite, ou au besoin de s'établir sur le front le Cateau, Denain, Bouchain, Arleux. Déjà les divisions Valabrègue avaient pris position à Consolre près et à l'est de Maubeuge.

Dans l'après-midi du 24, sir John French, dont le quartier général était à Bavai, apprenait qu'à sa droite le groupe Valabrègue se retirait au sud-est de Maubeuge, par suite de la retraite du 18e corps vers Solre-le-Château, et qu'à sa gauche le général d'Amade allait recevoir l'appui des deux divisions de réserve Ebener, ce qui devait porter ses forces à 80.000 hommes. On l'avertissait que des travaux de défense étaient préparés à Cambrai. Mais, jugeant par le mouvement des colonnes allemandes que leur projet était de l'acculer au camp retranché de Maubeuge, il décida de se retirer vers le Cateau.

Le soir de ce jour, le 1er corps britannique avait établi la liaison par sa droite dans la région d'Avesnes avec le groupe Valabrègue, dont une division, la 53e, devait le soutenir dans le combat de Marville. Mais, dit le général Edmonds, « le général Joffre fit connaître, que son intention de reprendre l'offensive n'ayant pas été réalisée, il allait se retirer sur le front Laon, la Fère, Saint-Quentin pour en repartir à l'attaque. Il n'y avait donc pas de temps à perdre, car l'ennemi était au contact avec les troupes britanniques... et l'on savait qu'il poussait de grandes forces en toute hâte vers l'Ouest contre les cinq divisions du général d'Amade. »

En conséquence, à 7 h. 30 du soir, le maréchal French

prescrivait un nouveau recul qui devait amener le 1er corps à Busigny, et le 2e à Prémont, Beaurevoir, et la 4e division, récemment arrivée, au Catelet. On sait que la non-exécution de ces prescriptions par le général Smith-Dorrien devait amener le grave échec subi le 26 au Cateau par le 2e corps isolé. Celui-ci eût été sans doute enveloppé par sa gauche, si les progrès du 2e corps allemand n'avaient pas été enrayés dans une certaine mesure, d'abord par la résistance opposée quelque temps à Cambrai par la 84e division territoriale, puis par le mouvement de Cambrai à Marquion dans l'après-midi du 26 par les deux divisions de réserve Ebener. Celles-ci devaient d'ailleurs, sur un ordre donné personnellement par le général Joffre, être rappelées vers Combles et Péronne pour concourir à la formation de la VIe armée. Ce fut donc surtout le corps Sordet qui put donner dans l'après-midi du 26 août un appui réel à la gauche des troupes britanniques, en s'engageant vers Wambaix au sud-est de Cambrai.

Dans la soirée du 26, le maréchal French avait prescrit de continuer la retraite derrière le canal Crozat et la ligne de la Somme, après une conférence tenue, dans la matinée du même jour, à son quartier général de Saint-Quentin, avec les généraux Joffre et Lanrezac. « Sir John avait insisté sur le danger de la position « isolée » de ses troupes, telle qu'il la concevait, et le commandant en chef français avait confirmé sa « directive » déjà communiquée à l'état-major britannique, d'après laquelle il comptait se retirer sur la position Laon, la Fère, Saint-Quentin, pour reprendre l'offensive dès que la VIe armée serait prête à agir à la gauche des Britanniques. Ce qu'il demandait était qu'en dépit de leurs pertes, ceux-ci ne quittent pas la ligne de combat. Le maréchal consentit à effectuer sa retraite aussi prudemment que possible. » Cette entrevue a été, comme on le sait, racontée de façon très différente par le général Lanrezac et sir John French.

D'après des renseignements inédits, mais positifs, qui nous ont été donnés, elle aurait eu pour origine un compte rendu du général Lanrezac au G. Q. G. Le commandant de la Ve armée avait fait remarquer que, l'armée anglaise obliquant comme elle le faisait sur l'Ouest pendant sa retraite, l'obligation imposée à la Ve armée de rester en liaison par sa gauche avec nos alliés et par sa droite avec la IVe armée,

la contraignait à tenir un front démesuré. Il demandait en conséquence que les Anglais reçussent une zone de retraite contiguë à la sienne et bien fixée. La question fut résolue à la conférence de Saint-Quentin, en ce sens au moins que le corps expéditionnaire dut se retirer par la rive droite de l'Oise en s'appuyant sur cette rivière, dont l'aile gauche de la Ve armée suivrait la rive droite, pour gagner rapidement la position Laon, la Fère, où elle devait s'organiser.

Mais à l'issue de la conférence, le maréchal French prescrivit à ses troupes de se retirer non plus jusqu'à hauteur de Saint-Quentin, mais au sud de la ligne formée par le canal Crozat et la Somme, derrière laquelle les troupes du général Smith-Dorrien se trouvaient, à l'aube du 28, après avoir subi de terribles fatigues. Seul le 1er corps avec la 5e brigade de cavalerie était encore à 27 kilomètres dans le Nord-Est, dans la région au sud de Guise. Vers la gauche, le corps Sordet, ainsi que les 61e et 62e divisions de réserve, avaient été au contact de l'ennemi bien au Nord aussi, c'est-à-dire vers Péronne. Toute crainte d'enveloppement par l'Ouest avait donc disparu, et devant le front l'ennemi était encore loin.

« Dans la matinée du 27, à 11 heures, dit Edmonds, le général Joffre était venu voir le maréchal French à son quartier général de Noyon. Il préparait sa contre-attaque, mais il sentait le besoin de se retirer plus loin qu'il ne l'avait voulu d'abord, sur le front Reims-Amiens, et proposait aux Britanniques de tenir le secteur Noyon-Roye. En conséquence *(sic)*, sir John French prescrivit, à 8 heures du soir, au 2e corps renforcé de la 19e brigade d'infanterie, de dégager Ham à l'aube du 28 et de se porter par Noyon sur la rive gauche de l'Oise, couvert par la 4e division et la division de cavalerie. »

Il semblerait donc que ces dispositions, qui allaient complètement découvrir le flanc gauche de la Ve armée, surtout après le départ du 1er corps britannique de la région de Mont-Dorigny, n'aient pas provoqué la moindre opposition de la part du commandant en chef français, et l'on est d'autant plus porté à le croire que c'est précisément le 27 que le général Joffre adressait une lettre de remerciements à son collègue britannique pour l'appui qu'il lui avait prêté.

En réalité, la conversation du 27 entre le général Joffre

et le maréchal French dut différer notablement de ce dont le récit du général Edmonds pourrait donner l'impression.

En effet, le général Lanrezac qui, en exécution des ordres donnés à la suite de la conférence du 26, devait continuer la retraite le 27 vers la position Laon, la Fère, avait reçu le 27 au matin contre-ordre, et l'injonction d'attaquer immédiatement les Allemands au passage de l'Oise, à l'est de Guise. Comment admettre que le même jour, à 11 heures du matin, le général Joffre ait pu *proposer* aux Britanniques de tenir le front Noyon-Roye bien plus en arrière ? Il est beaucoup plus probable qu'il se borna à accepter la décision de son collègue britannique, et qu'impressionné par la description qui lui était faite de la fatigue et du mauvais état de nos alliés, il jugea nécessaire de risquer une grosse partie pour les dégager. En effet, le même jour, à midi, le général Lanrezac allait recevoir un deuxième ordre, celui « d'attaquer vers Saint-Quentin, dans la zone anglaise, et pour soulager les Anglais ». Ayant demandé si nos Alliés attaqueraient dans leur zone, il lui fut répondu « qu'ils feraient une démonstration » (renseignement inédit). Sur quoi était basée cette assurance, si différente de ce que rapporte le général Edmonds et de ce qui devait se passer, c'est ce que nous ignorons encore.

Toujours est-il que, dans la journée du 28, le 1er corps franchit l'Oise à la Fère et vint s'établir à la lisière nord de la forêt de Saint-Gobain, à la droite du 2e posté autour de Noyon. Les divisions de réserve Valabrègue se trouvant le même soir à Vendeuil, un peu en avant de la Fère, couvraient par suite une partie du front britannique, tandis que le reste de la Ve armée s'étendait vers le Nord jusque vers Vervins, quartier général à Marle.

Par un ordre daté du 28, 11 h. 30 soir, sir John French prescrivit que le 29 serait jour de repos « à condition que toutes les troupes soient au Sud de la ligne Nesle-Ham en liaison avec les Français à Vendeuil ». On voit que le stationnement effectivement occupé fut sensiblement plus au Sud.

C'est à Marle que, dans la matiné du 28, le général Joffre était venu presser le général Lanrezac d'exécuter la contre-offensive, dont le projet avait été apporté dès le 27 par le colonel Alexandre. Le général sir Douglas Haig, qui avait d'abord promis son concours pour le 29, en fut empêché

par un ordre formel du maréchal French, et la Ve armée dut exécuter seule sa dangereuse contre-offensive, qui tout au moins valut à nos alliés une tranquillité à peu près parfaite pendant toute la journée du 29.

Dans l'après-midi de ce jour, le général Joffre vint demander à son collègue de rester tout au moins à proximité de la Fère sur le front général Reims-Amiens, dont il comptait déboucher, surtout après le succès remporté par la VIe armée vers Proyart, et vu la solidité dont faisait preuve à ce moment la Ve. Le maréchal French, « considérant les fatigues subies et les pertes en officiers et en hommes, avait un égal désir de se retirer et de se reposer quelques jours pour se reconstituer. Il déclara qu'il n'était pas en situation d'attaquer. Toutefois ce ne fut qu'à 9 heures du soir, lorsqu'on connut le succès remporté par l'ennemi contre la gauche de la Ve armée, que les ordres furent donnés en vue d'une retraite sur la ligne Soissons-Compiègne derrière l'Aisne ».

Cette résolution était d'autant plus grave que sir John French choisissait justement le moment où il croyait la gauche de la Ve armée, alors fortement établie sur la rive gauche de l'Oise, plus menacée qu'elle ne l'était, pour la découvrir complètement (1). Certes, les pertes, dont le total à la date du 28 atteignait 14.546 étaient considérables. Mais il faut qu'il y ait eu chez nos alliés une période de dépression profonde pour qu'ils aient renoncé à ce moment critique à utiliser les positions formidables qu'ils occupaient dans le massif de Saint-Gobain et au sud de l'Oise. Ce fut là tout au moins le premier désaccord entre les deux quartiers généraux, et il eut sur les opérations les plus graves conséquences. Peut-être aurait-il été évité si, au lieu de parler toujours de reprendre l'offensive, attitude peu conforme aux dispositions et aux moyens de nos alliés, on leur avait proposé de coopérer à la défense d'une ligne bien choisie. Malheureusement les théories en faveur à cette époque ne le permettaient pas. L'ordre que devait recevoir la Ve armée le 1er septembre était typique à cet égard : « Malgré les succès tactiques obtenus par les IIIe, IVe et Ve armées, y était-il dit, le mouvement débordant effectué sur la gauche

(1) En réalité, l'ennemi n'avait remporté aucun succès contre la gauche de la Ve armée.

de la Ve armée, insuffisamment arrêté par les troupes anglaises et la VIe armée, oblige l'ensemble de notre dispositif à pivoter autour de la droite. Dès que la Ve armée aura échappé à la manœuvre d'enveloppement prononcée sur sa gauche, l'ensemble des IIIe, IVe et Ve armées reprendra l'offensive... »

Ce qui est aussi caractéristique, c'est qu'à partir de ce moment et jusqu'au 5 septembre, la Ve armée ne reçut plus aucune nouvelle des Anglais. La liaison était complètement rompue entre les quartiers généraux.

Quoi qu'il en soit, l'armée britannique, formée à partir du 30 en trois corps d'armée, par la réunion sous les ordres du général Pulteney de la 4e division et de la 19e brigade, devait atteindre le 30 au soir le front Attichy — région au sud de Soissons. A sa gauche, l'armée Maunoury s'était retirée vers Estrées-Saint-Denis, sur le parallèle de Compiègne. Elle devait, le 31, se porter sur le front Senlis, Creil, Clermont, Beauvais, d'après les ordres du général Joffre. Sur la demande qu'il adressa au maréchal French de combler le vide existant entre les VIe et Ve armées, le commandant en chef britannique donna le 30, à 5 h. 15 du soir, des ordres en vue de porter le lendemain son 1er corps vers Villers-Cotterets, le 2e vers Feigneux, Béthisy, Saint-Martin, Crépy-en-Valois, le 3e au nord-ouest vers Verberie, ayant à sa gauche la division de cavalerie. Quant à la Ve armée, après de nouveaux succès dans la matinée du 30, particulièrement brillants à sa droite, du côté de la 4e division de cavalerie et de la 51e division, elle était venue occuper par sa gauche les passages de l'Aisne entre la Fère et Chauny, alors que sa droite n'avait reculé que jusqu'à Vervins. Mais l'apparition de l'ennemi à Vauxaillon, abandonné par les Britanniques, presque sur ses derrières, devait causer un moment de grosse inquiétude. Heureusement les Allemands n'en profitèrent pas.

Si l'on en croit le général Edmonds, ce fut dès le 31 que le quartier général britannique apprit par des reconnaissances aériennes que l'amplitude du mouvement débordant ennemi était désormais limitée vers l'Ouest par la ligne Noyon-Compiègne, et que ses colonnes, déjà détournées vers le Sud, avaient tendance à s'infléchir vers le Sud-Est. Toujours fort bien couvert par sa cavalerie, sir John French

porta le 1er septembre son armée sur le front la Ferté-Milon, Betz, Nanteuil-le-Haudouin, Baron. Il allait ainsi se trouver à plus d'une journée de marche en arrière de la Ve armée, dont la gauche ne dépassait pas Soissons. Le même jour, il avait, à 3 heures du soir, à Paris, avec le maréchal Kitchener, une longue conférence, à l'issue de laquelle le ministre télégraphia à Londres que « les troupes de French sont actuellement engagées sur la ligne de combat, où il restera en se conformant aux mouvements des Français tout en veillant à ne pas se trouver découvert sur ses flancs ». Cela ne devait pas empêcher sir John French, dès son retour à son quartier général, de prescrire une nouvelle retraite hâtive, au prix d'une marche de nuit.

Le danger couru par l'état-major britannique, qui avait failli dans la journée être enlevé par des partis allemands, appartenant à la 4e division de cavalerie, égarés à la suite d'une désastreuse affaire à Nangis, n'était peut-être pas étranger à cette résolution. Cette marche amena dans la journée du 2 septembre l'armée britannique sur le front Meaux-Dammartin, alors que les Français tenaient à sa gauche Senlis et qu'à sa droite la gauche de la Ve armée était encore à la Fère-en-Tardenois.

Dès le 1er septembre, sir John French avait, paraît-il, proposé au ministre de la Guerre français de s'établir sur la Marne et d'en organiser la défense. Mais les dispositions qu'il avait montrées depuis le 29 août avaient exercé leur influence sur le G. Q. G. français, qui avait résolu de prolonger la retraite jusqu'à la Seine. L'instruction générale n° 4, parvenue au maréchal French dans la soirée du 2 septembre, était conçue dans ce sens, et il était trop tard pour revenir sur cette décision. En conséquence, l'armée britannique franchit la Marne dans la matinée du 3 et vint s'établir entre la Ferté-sous-Jouarre et Nogent. La VIe armée française, restée au nord de la Marne, couvrait ainsi une partie de son front, et la gauche de la Ve armée, qui avait pu se dégager après le combat de Château-Thierry, n'était plus guère qu'à une quinzaine de kilomètres de la droite britannique.

Croyant que le mouvement des colonnes allemandes se dirigeait de plus en plus vers l'Est, sir John French en avait conclu d'abord, d'après le général Edmonds, que son front n'était plus directement menacé, et avait, à 4 h. 35 du soir,

annoncé qu'il y aurait repos pour le lendemain. On voit qu'il n'avait guère l'intention de chercher à préserver la gauche de la Ve armée de la manœuvre enveloppante qui se dessinait contre elle. Mais non content de cette inaction, il devait à 11 h. 50 du soir prescrire une nouvelle retraite vers le Sud, derrière le Grand-Morin, tandis que deux brigades de cavalerie, poussées à l'Est, chercheraient à prendre contact avec le corps de cavalerie Conneau, supposé, fort inexactement du reste, à Rebais, qu'on devait trouver occupé par l'ennemi dès l'aube du 4 septembre. Dans l'après-midi, le 1er corps britannique vint à Coulommiers, tandis que les 2e, 3e et la division de cavalerie restaient au repos jusqu'au soir.

Dans la journée du 4 septembre, le général Galliéni, accompagné du général Maunoury, était venu au quartier général britannique établi à Melun, pour demander à nos alliés de coopérer à l'attaque que la VIe armée allait entreprendre par la rive droite de la Marne contre le 4e corps de réserve sur le flanc-garde laissé par von Kluck pour faire face à la VIe armée. Après trois heures d'attente, il avait dû rentrer à Paris, sans pouvoir joindre sir John French, qui visitait ses troupes. A son retour, ce dernier allait trouver une dépêche du général Joffre lui demandant de rester entre la Marne et la Seine : « Votre gauche, ajoutait-il, appuyée à la Marne et au camp retranché de Paris, sera couverte par la garnison mobile de la capitale, qui attaquera face à l'Est sur la *rive gauche* de la Marne. » On sait que le général Galliéni proposait de laisser l'armée Maunoury sur la rive *droite* de cette rivière, où elle se trouvait, et dans la seule direction qui permît d'espérer l'enveloppement. Mais, avant qu'il pût arriver à convaincre le général Joffre, le maréchal French avait tiré de la communication qu'il venait de recevoir une conséquence éminemment regrettable.

« Cette lettre, dit Edmonds, ne permettait pas de douter que le généralissime désirait que le corps expéditionnaire britannique se retirât pour faire place à l'armée de Paris au sud de la Marne, et, en raison du vide qui existait encore entre l'armée britannique et la Ve armée, et par suite de la pression que l'ennemi exerçait encore contre Haig dans cette nuit du 4 septembre, sir John French décidait de se retirer de quelques milles plus au Sud. En conséquence, à 6 h. 35 du soir,

l'ordre fut donné à l'armée de se retirer, le 5, vers le Sud-Ouest en pivotant autour de sa gauche de telle sorte que les arrière-gardes vinssent sur le parallèle de Tournan. » Le soir du 5, le 1er corps était à Rozoy, la division de cavalerie à sa droite à Mormant, le 2e corps à Tournan, le 3e entre Ozoer-la-Ferrière et Brie-Comte-Robert. A sa droite, le corps Conneau était à Provins, d'où la Ve armée s'étendait jusqu'à Sézanne, ayant depuis le matin interrompu sa retraite et prête à attaquer le 6 de grand matin.

C'est ce jour-là aussi qu'allait enfin cesser pour le corps expéditionnaire britannique cette épuisante « retraite prolongée pendant treize jours sur une longueur de 136 milles (218 kilomètres) ». L'effort physique avait été considérable, et un officier anglais pouvait dire : « Je n'aurais jamais cru que des hommes si fatigués et si affamés puissent rester en vie. » Les fantassins avaient eu en moyenne quatre heures de repos par vingt-quatre heures, les hommes montés trois seulement. Pourtant, peut dire Edmonds, à la fin de ces épreuves, « ils formaient encore une armée redoutable. Ils n'étaient point du tout démoralisés, parce qu'ils se rendaient très justement compte qu'ils n'avaient jamais été battus ».

« Certains ont pensé que le corps expéditionnaire britannique aurait pu faire davantage, et en particulier qu'il aurait dû aider les Français le jour de Guise. On a vu pourtant qu'une des raisons qu'eut le général Joffre pour prescrire l'attaque du général Lanrezac était justement de soulager les alliés de la pression qu'ils subissaient de la part de l'ennemi. D'ailleurs, il n'avait pas demandé à sir John French de l'aider. Le commandant en chef britannique, dans sa dangereuse position à l'aile la plus exposée des armées alliées, n'avait pas seulement à tenir compte des instructions du général Joffre en vue d'éviter une bataille décisive, et de ménager ses forces pour le jour où les armées feraient demi-tour; il devait aussi se souvenir qu'il avait avec lui la quasi-totalité des forces instruites de l'empire britannique en hommes, officiers et états-majors, le noyau sans lequel les nouvelles armées n'auraient pu être ni formées, ni dressées à la guerre. Par-dessus tout, il ne pouvait oublier que son gouvernement lui avait ordonné d'avoir le plus grand souci de réduire au minimum les pertes et la consommation de matériel. »

Assurément ces raisons sont fortes. Mais elles n'empêchent pas de regretter que les efforts de nos vaillants alliés n'aient pas été à diverses reprises mieux coordonnés avec les nôtres. Il en aurait été sans doute autrement si, au lieu de parler toujours d'offensive, on avait organisé dès le début la résistance pied à pied de part et d'autre du camp retranché de Maubeuge, ce qui aurait donné tout le temps de renforcer la gauche de façon à se relier à Lille, tandis que les pointes vers le Nord allaient mettre en flèche et menacer sur tous leurs flancs la Ve armée d'une part et le corps expéditionnaire britannique de l'autre. Il en était peut-être encore temps après Charleroi et Mons. Mais c'est surtout sur le front Reims, Laon, la-Fère, Ham, Amiens qu'il aurait été possible de tenir. A la vérité, il aurait fallu pour cela avoir un peu confiance dans la valeur du groupement d'Amade, puis dans la VIe armée, et lui donner des ordres fermes, au lieu de les obliger à la retraite soit en plein combat comme à Cambrai, Marquion, Proyart, soit même avant que ces éléments aient réellement combattu.

II

On a vu que, d'après les ordres donnés le 4 septembre, à 6 h. 35, par le maréchal French, le corps expéditionnaire britannique devait dans la journée du 5 se retirer jusqu'à la ligne générale Rozoy, Tournan, Ozoer-la-Ferrière, avec certains éléments du 3e corps plus au Sud encore, vers Brie-Comte-Robert.

Or, le 5, à 3 heures du matin, parvenait au quartier général de Melun l'« Instruction » du général Joffre en vue de l'attaque générale à exécuter à partir du 6. Comme il était déjà tant de fois arrivé, ces dispositions étaient en retard sur les événements. En effet, on supposait la VIe armée prête à franchir l'Ourcq entre Lizy-sur-Ourcq et May-en-Multien, alors que le combat livré pendant la journée du 5 ne devait pas lui permettre de dépasser la route de Meaux à Ermenonville.

Quant à l'armée britannique, on supposait aussi qu'elle partirait à l'attaque en partant du front Changis (près de Meaux) — Coulommiers, alors que le mouvement en cours

d'exécution l'en éloignait de façon marquée. En effet, les heures de départ pour accomplir les marches prescrites par l'ordre donné le 4 à 6 h. 45 du soir ayant été laissées à la disposition des commandants de corps d'armée, le 3e corps britannique s'était mis en marche dès 4 heures du matin, le 2e dès 10 heures du soir « pour éviter la chaleur du jour », et le 1er lui aussi avant le jour. Le mouvement avait été si peu gêné par l'ennemi qu'un officier de la 3e brigade de cavalerie avait pu le comparer à « une marche de temps de paix ». Si avancées qu'aient été les heures de départ, on peut donc se demander pourquoi sir John French, prévenu officiellement dès 3 heures du matin de ce qu'on attendait de lui, ne chercha pas à diminuer la longueur de cette retraite, dont le moindre défaut était de l'éloigner de son objectif. Le soir du 5, en effet, l'armée britannique allait « se trouver de 12 à 15 milles (20 à 25 kilomètres) en arrière de la position sur laquelle le commandant en chef français la supposait ».

D'ailleurs, dans cette journée du 4 septembre, il s'était produit un incident auquel le général Edmonds ne fait allusion que d'un seul mot et sur lequel il est bon que les lecteurs soient édifiés (1).

A peine en possession du commandement de la Ve armée, le général Franchet d'Esperey, à qui le général Joffre avait tout spécialement recommandé de nouer et d'entretenir de bons rapports avec l'armée britannique, avait demandé une entrevue au maréchal French, au quartier général de ce dernier. Sir John avait accepté avec empressement, et proposé Bray-sur-Seine comme lieu de la conférence. En y arrivant, le général Franchet d'Esperey trouva un télégramme du général Joffre que l'état-major de la Ve armée avait fait suivre et par lequel il lui était demandé si ses troupes étaient en état de passer à l'offensive dans la direction de Château-Thierry, conjointement avec le corps expéditionnaire britannique. Très désireux de jouer son rôle dans cette manœuvre, dont il avait tout de suite apprécié la portée, le général Franchet d'Esperey attendit avec impatience la venue du maréchal French. A sa place et avec un certain retard arrivèrent les généraux Wilson et Macdonogh

(1) Les renseignements qui suivent ont été fournis par M. le maréchal Franchet d'Esperey.

qui, mis au courant du projet d'offensive, s'y rallièrent de bon cœur et promirent de s'efforcer d'obtenir l'assentiment et la coopération de sir John French. Le général Franchet d'Esperey fit donc immédiatement connaître au G. Q. G. que la Ve armée et l'armée britannique allaient se mettre en situation d'effectuer une offensive convergente le 6 septembre. Mais quand les généraux Wilson et Macdonogh rentrèrent au quartier général britannique, il était 7 heures du soir. Depuis quelques minutes, l'ordre de retraite était lancé, et le maréchal French se refusa à modifier les dispositions qu'il venait d'arrêter (1). Était-il trop tard pour cela, c'est ce qu'on peut se demander. Toujours est-il que ce fut le 5 seulement, après avoir reçu dans la journée le général Maunoury, puis le général Joffre, que sir John French se résolut, à 5 h. 15 du soir, à donner l'ordre, non pas d'attaquer, mais de faire face à l'Est, ou plutôt au Nord-Est, le long de la route de Lagny à Provins, qui devait être atteinte entre 9 et 10 heures. Ni dans l'ordre de l'armée, ni dans ceux des corps d'armée, il n'était question d'une progression ultérieure. Seule la division de cavalerie portée à la droite de la ligne, où se trouvaient déjà les 3e et 5e brigades sous les ordres du général Gough, devait pousser vers Coulommiers.

C'est par ces dernières brigades parvenues dès 7 heures du matin à Pézarches que l'on sut que, tandis qu'une masse de cavalerie ennemie se portait vers Jouy, de « grosses colonnes signalées dans cette région faisaient tout d'un coup et sans cause explicable demi-tour pour se porter vers le Nord. Cela se passa entre 8 et 9 heures ». Mais une autre colonne allemande évaluée à une brigade d'infanterie ayant marché vers l'Ouest, se trouva près de Rozoy en contact avec l'avant-garde du 1er corps britannique qui s'arrêta net. Le général Douglas Haig crut même devoir demander l'appui des 2e et 3e corps d'armée, et ceux-ci, ayant à l'heure dite atteint leurs objectifs sur la route de Lagny à Provins, obliquèrent vers l'Est à partir de 1 heure du soir. Mais déjà l'ennemi s'était retiré, et la 1re division britannique avait repris sa marche vers Vaudoy.

Quand, à 3 h. 30 du soir, sir John French prescrivit à ses corps d'armée de venir border le Grand-Morin de Cou-

(1) Note inédite du général Macdonogh.

lommiers à Crécy (la cavalerie plus à droite vers la Ferté-Gaucher), un temps précieux avait été perdu. Pourtant les aviateurs devaient prévenir à 6 heures du soir que, sauf un détachement à Rebais, toute la région au Sud-Ouest du Petit-Morin était évacuée par l'ennemi.

Ces ordres ne furent d'ailleurs exécutés ni par le 1er corps, qui s'arrêta à Vaudoy et Pézarches, ni par la cavalerie qui resta à Pézarches et Jouy, et quant au 2e corps, si son avant-garde put saisir le passage du Grand-Morin à Faremoutiers, le gros resta sur la rive gauche entre ce point et Mortcerf. Le 3e, de son côté, se borna à s'échelonner entre Villiers-sur-Morin et Villeneuve-Saint-Denis sans chercher à forcer le passage de la rivière.

On voit que nos alliés eurent besoin d'un temps assez long pour se rendre compte du changement de situation qui résulta du recul imprévu des colonnes allemandes signalées devant leur front et n'en profitèrent que très incomplètement. Il convient toutefois de reconnaître avec le général Edmonds que le masque, formé par les forêts de Crécy, de Malvoisine et les bois au Sud-Est, compliqua singulièrement le problème, car il fallut plusieurs heures pour fouiller cette région, à l'abri de laquelle l'ennemi put facilement disparaître.

D'ailleurs, la liaison avec les armées voisines était si mal assurée que l'on ne sut rien pendant toute la journée du 6 de ce qui se passait aux ailes du corps expéditionnaire britannique. Il en résulta que sir John French ne donna aucun ordre pour le 7, sinon de se tenir prêt à marcher à partir de 8 heures du matin.

C'est seulement après avoir reçu de nombreux renseignements de sa cavalerie, de ses cyclistes et de ses aviateurs et su par eux que le terrain était libre au nord et au nord-ouest de Crécy, puis que les seules grosses forces ennemies restées au nord du Grand-Morin se trouvaient vers la Ferté-Gaucher et plus à l'Est, que sir John French, en des termes non reproduits par le général Edmonds, prescrivit le 7 septembre, à 8 heures du matin, une avance générale très limitée, puisque la droite ne devait pas dépasser le front Dagny-Coulommiers, le centre et la gauche la route de Coulommiers à Meaux vers Maisoncelle. Seule la cavalerie avait atteint de bonne heure Rebais et la région de Dom, où l'on trouva des arrière-gardes ennemies.

Sauf la 4e brigade d'infanterie qui poussa jusqu'à cette ligne, tout le 1er corps britannique ne dépassa donc pas le Grand-Morin, le 2e resta tout à proximité à l'est de Coulommiers ; le 3e corps seul gagna Maisoncelle, ayant à sa gauche la 8e division française, qui était venue dans la journée au sud-est de Meaux.

Pendant la journée du 7, l'état-major britannique avait cependant eu de bonnes nouvelles de ce qui se passait à ses ailes. « Le général Maunoury, parvenu à moins de 8 kilomètres de l'Ourcq, avait pu annoncer que l'artillerie allemande se retirait vers la rive ouest de cette rivière. L'aviation avait fait connaître que von Kluck retirait en toute hâte vers le Nord deux de ses corps d'armée, les 2e et 4e... L'entassement qui se produirait au pont de la Marne à la Ferté-sous-Jouarre était de nature à promettre de grands résultats si l'on marchait rapidement vers ce point... Il semblait que l'ennemi ne disposait plus que de deux corps de cavalerie pour tenir les Britanniques en échec pendant son changement de dispositions... Le 8 septembre promettait d'être une journée importante. » On savait que la Ve armée était parvenue à 11 kilomètres de Montmirail, bien que le 18e corps et la cavalerie Conneau fussent restés à proximité du Grand-Morin. Enfin l'ordre no 7 du général Joffre daté du 7, 5 h. 20 du soir, attribuait la route Sablonnières, Nogent, Château-Thierry à la droite britannique, dont on sollicitait une poussée énergique vers le Nord.

En conséquence, à 9 h. 10 du soir, l'ordre d'opérations britannique no 18 spécifiait que « l'intention du maréchal commandant en chef était de continuer la poursuite dans la direction de la Marne, la droite à Nogent, en attaquant l'ennemi partout où il sera rencontré ». La gauche devait se porter vers Jouarre. La division de cavalerie et les 3e et 5e brigades devaient continuer la poursuite en gardant le contact à droite avec le corps de cavalerie de la Ve armée, à gauche avec la VIe armée française.

Les objectifs désignés furent atteints, à peu de chose près, mais la résistance ennemie, d'ailleurs favorisée par le terrain, fut habile et vigoureuse. Orly sur le Petit-Morin ne put être enlevé qu'après avoir été complètement tourné des deux côtés. A la nuit, la tête du 1er corps à Bassevelle se trouvait encore à 8 kilomètres de Nogent-l'Artaud sur

la Marne. Au centre, le 2e corps, le plus avancé, était tout près de Saacy. A la gauche, le 3e corps avait pu enlever Jouarre et le pont de Courcelles, mais la Ferté-sous-Jouarre restait aux mains de l'ennemi et la ligne de la Marne restait intacte. Les troupes britanniques n'avaient perdu que 600 hommes et avaient fait 500 prisonniers.

A la gauche, la 8e division française, qui n'avait pas enlevé Montceaux, resté aux mains des Allemands, avait fort peu progressé. A la droite, le corps Conneau, qui avait été fort retardé au passage du Petit-Morin, n'avait pas dépassé au Nord la grand'route et se trouvait à hauteur des Britanniques à Viels-Maisons, ayant près de lui vers Marchais le 18e corps et plus au sud de Montmirail le 3e. Le reste de la Ve armée n'avait pas progressé davantage vers le Nord.

En somme, l'armée britannique se trouvait le 8 au soir sur l'alignement général des armées alliées, et les reproches qui lui ont été faits par certains écrivains de ne pas avoir avancé davantage semblent quelque peu exagérés.

« L'Instruction spéciale n° 19, rédigée par le général Joffre le 8 septembre à 8 h. 7, dit le général Edmonds, signalait que l'aile droite allemande se trouvait partagée en deux groupes réunis par des divisions de cavalerie soutenues devant le front britannique par des détachements de toutes armes. Il importait dès lors de battre l'extrême droite allemande avant qu'elle pût être renforcée par d'autres formations, rendues disponibles par la chute de Maubeuge. Cette tâche était confiée à la VIe armée et aux Britanniques. La VIe armée devait tenir en respect les forces qui lui étaient opposées sur la rive droite de l'Ourcq, tandis que les forces britanniques, franchissant la Marne entre Nogent-l'Artaud et la Ferté-sous-Jouarre, avanceraient contre la gauche et les derrières de l'ennemi sur l'Ourcq ; la Ve armée couvrirait le flanc de l'armée britannique en envoyant un fort détachement vers Château-Thierry, Azy. »

On voit que nos alliés s'étaient fort bien rendu compte de la situation et de la tâche qui leur incombait. L'ordre donné le 8 à 7 h. 30 du soir par le maréchal French prescrivait donc de continuer le lendemain l'avance vers le Nord et d'attaquer les arrière-gardes ennemies partout où on les rencontrerait, la division de cavalerie à droite gardant le contact avec la Ve armée, les deux brigades (3e et 5e de cava-

lerie) du général Gough en liaison à gauche avec la VIe. Les objectifs étaient : pour le 1er corps Thiolet à l'ouest de Château-Thierry, et Coupru, pour le 2e Montreuil, pour le 3e Dhuisy, le tout à peu près sur le même parallèle.

Ce mouvement était ainsi orienté sensiblement vers le Nord-Est, sans doute par suite de la crainte où l'on était de trouver l'ennemi prêt à opposer une « résistance obstinée » sur la Marne en aval de la Ferté-sous-Jouarre. Cependant, dit le général Edmonds, « il était devenu clair par les rapports fournis par l'aviation dans la journée du 8 que telle n'était pas son intention. Car on savait que le gros bivouaquait entre Nanteuil (à 8 kilomètres au nord-est de la Ferté-sous-Jouarre et Château-Thierry) et paraissait préparer sa retraite... Les seuls ponts détruits étaient ceux de la Ferté-sous-Jouarre, Sammeron et Changis ». Celui de Charly, encore occupé le 8 au soir, était libre et intact le 9 au matin

De bonne heure, la cavalerie britannique avait pris possession de ce point de passage, ainsi que de ceux de Nogent et d'Azy. Avant 10 heures du matin, les avant-gardes du 1er corps britannique avaient atteint les hauteurs de la rive droite de la Marne et étaient parvenues à moins de 3 kilomètres de la grande route de Lizy-sur-Ourcq à Château-Thierry, au sud de Thiolet. Mais l'annonce d'un mouvement vers l'Ouest, menaçant pour le flanc droit de ces colonnes, de masses allemandes venant de la région de Château-Thierry allait déterminer un arrêt dans la progression, bien qu'on n'eût pas rencontré de résistance. Reprise à 3 heures du soir seulement, la marche conduisit le 1er corps dans la région de Thiolet, Coupru, Domptin, Mont-de-Bonneuil, où il cantonna.

A sa gauche, le 2e corps n'avait pas éprouvé plus de difficultés pour passer la Marne à Nanteuil et à Sancy. A 10 h. 30, son avant-garde était entrée à Bézu-le-Guéry et même atteint la ferme Vertelet près de la route de Château-Thierry. Mais plus à l'Ouest la progression de la 5e division vers Montreuil avait été gênée par un violent feu d'artillerie, puis par de l'infanterie placée au sud de ce village. Le gros du corps d'armée ne dépassa donc pas le front Bézu-le-Guéry-Caumont, sa queue à Crouttes sur la Marne, sans avoir réussi à couper la retraite des forces allemandes qui défendaient la Ferté-

sous-Jouarre. De ce côté, les progrès du 3e corps avaient été entravés de telle sorte « qu'à la nuit tombante, dix des seize bataillons du général Pulteney étaient encore sur la rive gauche de la Marne et que le village de Chamigny était le point le plus au nord qui ait pu être occupé par les troupes britanniques.

« Cette journée du 9 septembre, dit à ce sujet Edmonds, parut sur le moment assez désappointante, car, bien que l'avance de l'armée britannique ait été le facteur principal qui détermina les Allemands à abandonner le champ de bataille, le général Maunoury, pressé sur son flanc gauche, la veille, avait demandé à être aidé par une attaque contre la gauche et les derrières de von Kluck. Si tout le front britannique avait pu atteindre la route de Montreuil à Château-Thierry, comme seule y parvint la 9e brigade dès 9 heures du matin, de grands résultats auraient été obtenus, car la gauche de von Kluck était bien au sud de Lizy-sur-Ourcq. Mais les 1er et 2e corps avaient été tenus en échec sur leurs deux flancs jusqu'à ce que la journée fût très avancée. Ce ne fut qu'à 5 heures du soir que le général Maunoury fit connaître la retraite de l'ennemi vers le Nord-Est sous la protection de son artillerie lourde. Dans la soirée du 9, les rapports de l'aviation confirmèrent cette nouvelle en signalant le défilé ininterrompu de masses allemandes sur la route de Lizy-sur-Ourcq vers Coulombs. »

« Le corps expéditionnaire britannique, ajoute l'auteur, avait refoulé le rideau organisé par von Marwitz et consistant en troupes dont l'effectif était peu inférieur au sien. C'étaient quatre divisions de cavalerie avec au moins huit bataillons de chasseurs, la 5e division, une brigade mixte du 9e corps, les arrière-gardes des 2e et 4e et un détachement du 3e. Dans un terrain particulièrement favorable à la défense, il avait forcé le passage de la Marne et d'autres cours d'eau, et non seulement il s'était interposé entre les Ire et IIe armées allemandes, mais, pendant que la Ire était tout entière aux prises avec les troupes du général Maunoury, il avait tourné son flanc gauche. Comme devait le reconnaître le chef d'état-major de von Kluck, les Allemands n'avaient le choix qu'entre un désastre pour leur droite, ou la retraite. »

Tout en rendant pleinement justice aux efforts de nos vaillants alliés, il semble que ces assertions ne peuvent être

admises que sous certaines réserves. Non seulement, en effet, les positions atteintes le 9 au soir par l'armée britannique ne menaçaient pas directement les lignes de retraite de von Kluck, qui put impunément utiliser la route de Lizy-sur-Ourcq à Coulombs, mais il en aurait été de même si les objectifs fixés par le maréchal French avaient été intégralement atteints dans la journée du 9 septembre. En effet, à Dhuisy, où aurait dû parvenir la gauche du 3e corps, on est encore à 5 kilomètres de Coulombs, et une fois là, il aurait fallu au général Pulteney de nouveaux ordres pour qu'il agît effectivement sur les derrières de la Ire armée allemande.

Tout autre aurait été la situation si les troupes britanniques, parvenues de bonne heure vers le Thiolet et Vertelet, avaient en obliquant à l'Ouest fait tomber rapidement la défense de Montreuil et plus tard celle de la Ferté-sous-Jouarre. Ainsi qu'on l'a dit ailleurs, le maréchal French entre la VIe armée et la Ve se trouva dans une situation analogue à celle de Bernadotte à Apolda ou de Grouchy à Wavres et ne se détermina pas plus que ses devanciers à prendre nettement parti dans un sens ou dans l'autre. Il convient d'ajouter toutefois que les inquiétudes que l'on eut quelque temps pour le flanc droit du 1er corps britannique auraient été dissipées si le corps de cavalerie Conneau ne s'était pas laissé dépasser par nos alliés et n'avait pas attendu jusqu'à 1 heure du soir pour franchir le pont d'Azy, alors qu'il savait le terrain libre vers le Nord au moins jusqu'à la route de Château-Thierry à Montreuil et Lizy-sur-Ourcq. On sait d'ailleurs que le 18e corps ne devait atteindre Château-Thierry par ses éléments avancés que bien tard dans la journée du 9.

L'impression ressentie au quartier général britannique lorsque l'on sut que von Kluck battait en retraite est exprimée par le général Edmonds dans des termes qui méritent d'être reproduits.

« Comme la ligne de retraite de la Ire armée allemande paraissait devoir plus ou moins passer devant le front britannique, il semblait qu'on pût espérer la couper. Devançant donc les instructions écrites du général Joffre, lesquelles parvinrent le lendemain seulement et qui demandaient une poursuite sans relâche afin de confirmer et d'utiliser le succès obtenu, sir John French, à 8 h. 15 du soir, le

9 septembre, prescrivit à ses troupes de reprendre la poursuite *vers le Nord* le lendemain dès 5 heures du matin. »

Très logiquement donc nos alliés avaient pensé que von Kluck s'efforcerait de se rapprocher de la IIe armée allemande en dirigeant sa marche vers le Nord-Est et voulaient s'interposer entre les deux groupes ennemis. Mais sachant que celui de l'Ouest avait déjà pris une grande avance vers le Nord, ils auraient dû en conclure qu'une très longue étape vers le Nord était nécessaire sous peine de voir von Kluck leur échapper. Or l'ordre n° 20 ne donnait comme objectif au 1er corps que Neuilly-Saint-Front et Noroy-sur-Ourcq, situés à 16 kilomètres d'une part, 20 de l'autre, au nord de la zone de départ ; au 2e corps la Ferté-Milon, à 20 kilomètres aussi des cantonnements du 9. Pour le 3e enfin, qui à la vérité avait à effectuer le passage de la Marne, l'ordre ne prévoyait pas de progression au delà de Cocherel, situé à 9 kilomètres seulement de la Ferté-sous-Jouarre. Il n'était pas prévu davantage de pointe éloignée vers le Nord pour la cavalerie, chargée seulement de maintenir le contact à droite avec la Ve armée, et au centre de la liaison entre le 2e corps et le 3e, manifestement en retard.

Cependant le général Allenby, interprétant très largement ses instructions, devait dès les premières heures du 10 septembre pousser énergiquement au Nord vers Bonnes et Latilly et constater, dès 11 heures du matin, que l'ennemi (5 régiments de cavalerie avec 200 cyclistes et 500 voitures) repassait l'Ourcq, se dirigeant vers Oulchy-le-Château. Il put canonner cette arrière-garde, à qui une division de cavalerie française parvenue à la même heure à sa hauteur devait enlever son convoi. Devant le 1er corps, la 1re division avait pris contact avec l'ennemi dès 8 heures du matin à Priez ; mais canonnée dans le dos par sa propre artillerie, elle ne put rejeter l'arrière-garde allemande sur l'Ourcq avant 3 heures du soir. Plus à gauche, les deux brigades de cavalerie du général Gough avaient eu plus de succès, et canonné dès 6 heures et demie un convoi allemand qui se retirait de Brumetz vers Chézy-en-Orxois, tandis que la 2e division du 2e corps, franchissant le Clignon à Bussières, faisait mettre bas les armes à une troupe composite de cavaliers démontés, de chasseurs et de fantassins du 4e corps allemand. Pour sa part, le 12e lanciers avait fait 300 pri-

sonniers, enlevé 30 voitures et 4 mitrailleuses. Mais un convoi de 44 canons lourds signalés par le général de Maudhuy comme se portant de Lizy-sur-Ourcq vers Oulchy-le-Château devait échapper. Enfin, retardé au passage de la Marne, le 3e corps britannique n'avait pu empêcher la brigade Kraevel, qui la veille avait défendu la Ferté-sous-Jouarre, d'éviter par une prompte retraite la capture ou la destruction.

Le butin devait donc se réduire à quelque 800 prisonniers et une batterie, et, bien « que l'état d'esprit des troupes fût très remonté à l'aspect de tant de matériel allemand abandonné et de si nombreux traînards, c'était une déception de voir que l'ennemi n'avait pas souffert davantage. L'avance générale réalisée dans la journée se réduisait à 10 milles (16 kilomètres) ». En effet, dans la soirée, le 1er corps n'avait pas dépassé le front Latilly-Monnes, à 5 kilomètres au sud de l'Ourcq ; la tête seule du 2e était parvenue à sa hauteur à Saint-Quentin, tandis que bien en arrière le 3e corps atteignait seulement par ses troupes les plus avancées la vallée du Clignon à Vaux-sous-Coulombs. A la droite et sensiblement plus au Nord, le corps de cavalerie Conneau avait atteint la Fère-en-Tardenois; à la gauche aussi, l'armée Maunoury conversant vers le Nord-Est avait sa droite tout près de la Ferté-Milon.

L'Instruction n° 21 du général Joffre, datée du 10 septembre, allait réserver au corps britannique une zone de marche comprise entre la route de la Fère-en-Tardenois-Bazoches à droite et celle de la Ferté-Milon-Longpont à gauche, ce qui impliquait une orientation sensiblement vers le Nord-Est. Dans cette zone, dit Edmonds, les routes étaient peu nombreuses, ce qui devait compliquer le mouvement. Aussi, bien que la cavalerie opérant en avant du front fût parvenue sans difficulté jusqu'à la ligne générale Cuiry-Vierzy, le 1er corps, qui étant au pivot avait marqué le pas, ne dépassait pas le 11 au soir Beugneux, tandis que le 2e atteignait Hartennes-et-Taux et que le 3e à l'aile marchante n'avait pu arriver à se mettre en ligne et se trouvait encore en échelon refusé à Chouy et la ferme de la Loge, à 5 kilomètres au sud de Longpont. La division de cavalerie s'était repliée dans la soirée sur le front de Lonpeignes-Arcy.

« Les flancs intérieurs des armées françaises voisines,

dit Edmonds, se trouvaient en ligne et au contact de l'armée britannique. » Ceci n'est pas tout à fait exact, car à la gauche la 45e division qui formait la droite de l'armée Maunoury avait atteint Chaudun à 8 kilomètres au nord-est de Longpont et à la droite, si le 18e corps à Mareuil-en-Dôle était aligné avec l'armée britannique, le corps de cavalerie Conneau, maître des passages de Bazoches et de Fismes, était sensiblement en avant.

L'effort que sir John French se proposait de demander le 12 septembre à ses troupes était plus considérable, car il s'agissait d'atteindre l'Aisne et de prendre pied sur la rive droite à Bourg, pour le 1er corps, Pont-Arcy pour le 2e, Vailly pour le 3e, sous la protection de la cavalerie qui ferait « tous ses efforts pour harceler l'ennemi dans sa retraite ». Le mauvais temps ayant paralysé l'aviation, on savait peu de chose sur les Allemands, sinon que deux de leurs divisions de cavalerie vers Soissons se disaient harassées et arrêtées par l'encombrement des routes. D'ailleurs, le général de Maudhuy avait fait connaître que la retraite de l'ennemi prenait le caractère d'une déroute. La cavalerie britannique se mit donc en mouvement de bonne heure, pleine d'entrain malgré la pluie qui tombait à torrents, et vint bientôt border la Vesle dont plusieurs ponts étaient détruits. Devant Braisne, la 1re brigade de cavalerie trouva une résistance opiniâtre, qui ne céda qu'après le passage de l'infanterie britannique à Bazoches d'une part et à Courcelles de l'autre. Plus à l'Ouest, les 3e et 5e brigades de cavalerie, ayant franchi la Vesle à Ciry, avaient la chance de capturer deux compagnies de landwehr. Mais bientôt on apprenait que le pont de Vailly sur l'Aisne était détruit, et celui de Condé fortement occupé. « A la nuit, aucun des passages n'était tombé au pouvoir des troupes britanniques..., les 1er et 2e corps étaient encore à 2 milles de la rivière... à Longueval et Dhuizelles. A la gauche, le 3e corps avait fait un gros effort : apprenant qu'à sa gauche la 45e division française était engagée contre des forces ennemies établies au sud de Soissons, il avait pris une formation préparatoire de combat. Mais il était 3 heures du soir quand sa brigade de tête atteignit Septmonts à 3 milles (4 km. 5) au sud-est de Soissons... Une grosse colonne allemande était en marche au Nord-Est de la ville... » On tenta de la canonner de loin ;

mais on perdit du temps, et la tête du 3e corps ne dépassa pas Septmonts. Pourtant deux compagnies avaient poussé sur Venizel, dont l'ennemi ne put détruire complètement le pont, mais dont il occupa fortement le débouché Nord.

A la droite de l'armée britannique, le corps Conneau n'avait pas dépassé la Vesle, non plus que le 18e corps qui avait forcé et occupé les passages de Fismes, Courlandon et Armil. Seule une partie de la 35e division avait poussé jusqu'aux environs de Ventelay, sans pourtant être maîtresse de ce village. Vers l'Ouest, la 45e division formant la droite de la VIe armée bordait l'Aisne de Soissons à Compiègne.

A ce moment, la Ire armée allemande était établie au nord de la rivière ; sa gauche à Ostel, tenu par le 3e corps, se trouvait séparée par une distance de près de 25 kilomètres de la IIe armée, dont la droite atteignait seulement Berry-au-Bac. Dans cet intervalle se trouvaient seulement les trois divisions de cavalerie de von Marwitz. Il s'agissait donc pour le haut commandement allemand d'empêcher les alliés de pénétrer dans cette trouée et, dit justement Edmonds, « ce n'est pas exagérer de dire que le sort des armées allemandes de l'Ouest tournait autour de la solution de ce problème... Devant cette trouée s'avançaient le 18e corps français, les divisions de réserve Valabrègue, le corps de cavalerie Conneau, le 1er corps britannique et la division de cavalerie Allenby ».

D'accord avec l'instruction du général Joffre no 23 reçue le 12 septembre à 2 heures du soir, le maréchal French avait donné comme objectif à ses trois corps la ligne Lierval-Chavignon-Terny, à peu près parallèle à l'Aisne et à 12 kilomètres environ au nord de cette rivière, ce qui impliquait l'enlèvement de la célèbre crête marquée par le Chemin-des-Dames.

Dans la nuit du 12 au 13, le 3e corps avait réussi par un brillant coup de main à jeter la 11e brigade au nord de Venizel et à prendre pied sur le plateau qui domine Busy-le-Long. De bonne heure, la division de cavalerie, soutenue par la 2e brigade du 1er corps, força le passage de Bourg. Plus à l'Ouest, la 5e brigade put se servir du pont de Pont-Arcy, incomplètement détruit. Mais il n'en fut pas de même à Vailly, où le 2e corps fut tenu en échec, et à gauche, on ne

put progresser sur les hauteurs au nord de Venizel. Telle était la situation à midi, quand sir Douglas Haig apprit qu'à sa droite « la 35e division du 18e corps français avait franchi l'Aisne à Pontavert... et qu'avec la cavalerie Cormeau elle menaçait l'extrémité est du Chemin-des-Dames. Il faut ajouter que pendant la journée le 18e corps devait atteindre Amifontaine à 10 kilomètres au nord de Berry-au-Bac, et que la cavalerie Conneau devait pousser sur Sissonne et Malmaison à 10 et 5 kilomètres plus au Nord encore, et bien en arrière du front allemand. La perspective d'une percée n'avait jamais été plus brillante ».

Dans l'après-midi, la 2e brigade de cavalerie, soutenue progressivement par les diverses unités de la 1re division d'infanterie, avait pu gagner le front Paissy-Moulins, hauteurs au nord-ouest de Bourg, mais était tenue en échec par des forces venant du Nord et du Nord-Ouest. A la gauche, une seule brigade de la 2e division avait pu passer à Pont-d'Arcy. Plus à l'Ouest, les progrès du 2e corps s'arrêtèrent au château de Vauxelles, à moins de 2 kilomètres au nord-ouest de Vailly. A Condé, aucune attaque n'avait été tentée. A Missy c'est à la faveur de la nuit seulement qu'un bataillon avait pu au moyen de bateaux et de radeaux prendre pied sur la rive droite. Entre ce point et Venizel, à Moulin-des-Roches, l'attaque de la 14e brigade contre l'éperon de Chèvres avait échoué.

A l'aube du 14 septembre, la division de cavalerie, la 1re division, la 5e brigade d'infanterie entre Paissy et Verneuil, puis, séparées par un intervalle de 8 kilomètres, les 8e et 9e brigades à Vauxelles, enfin, à une nouvelle distance de 5 kilomètres, la 4e division, les 14e et 15e brigades et deux bataillons environ à Missy, Sainte-Marguerite et Russy, étaient les seules troupes qui avaient pu prendre pied sur la rive nord de l'Aisne. A leur droite, bien que la cavalerie Conneau, menacée d'enveloppement, eût dû se replier sur Juvincourt, le 18e corps avait fait des progrès vers Corbény, Craonne et Craonnelle. A leur gauche la 45e division de l'armée Maunoury, soutenue par la 55e du groupe Lamaze, n'avait pu dépasser Cuffies au nord de Soissons.

Le 13, à 6 heures du soir, sir John French avait prescrit une attaque générale qui devait amener ses troupes sur le front Laon-Fresnes, couvertes sur leurs deux ailes par la

cavalerie. Le 1er corps devait d'abord attaquer le Chemin-des-Dames entre Cerny, Courtecon et le tunnel du canal de l'Oise à l'Aisne; le 2e avait aussi à lancer ses deux divisions droit au Nord; le 3e attaquerait avec une division les hauteurs entre Vrégny et Braye, gardant la 19e brigade en réserve. Comme on le sait, les subordonnés, mieux au courant de la situation réelle que leur chef, s'étaient donné des objectifs beaucoup moins éloignés.

Mais un grave incident allait réduire à néant les espérances conçues par le commandement britannique. Arrivé le 13 au matin au sud de Laon, le 7e corps de réserve allemand qui venait de Maubeuge avait repris sa marche après une courte halte, et, refusant de se rendre à l'appel de von Bulow qui voulait le faire venir à Berry-au-Bac, le général von Zwehl avait lancé la 13e division de réserve sur le Chemin-des-Dames au nord de Braye-en-Laonnais, et la 14e, partie à Cerny et partie plus à l'Est, encadrant la cavalerie de von Marwitz. Devant le front britannique allaient encore se trouver le 3e corps renforcé d'une brigade du 9e au nord de Vailly, le 2e corps et une partie du 4e. De plus, le 15e corps arrivant de Saint-Quentin devait boucher la trouée qui existait au nord-ouest de Berry-au-Bac. Tous les efforts des troupes britanniques échouèrent avec des pertes sérieuses. Seul le 1er corps put pousser sa droite jusqu'au Chemin-des-Dames, sa gauche s'inclinant jusqu'à l'Aisne près de Chavonne ; le 2e, en deux groupes séparés par un intervalle de 6 kilomètres, restait rivé à la rive droite de l'Aisne de Vailly à Missy; le 3e n'avait pu dépasser la crête militaire des hauteurs qui s'étendent entre Missy et Crouy. A droite, le 18e corps, contre-attaqué à Craonnelle par le 15e corps allemand, avait dû se contenter de garder sa conquête et à sa droite le front allemand était maintenant continu jusqu'à Berry-au-Bac. A gauche, la VIe armée était fixée sur le front Soissons-Attichy. « Dans leur ensemble, les résultats de la journée du 14 septembre étaient décevants... De plus la situation du corps expéditionnaire britannique n'était rien moins que sûre... le front était beaucoup trop étendu pour une offensive. Pratiquement tous les bataillons étaient en ligne, et il n'y avait aucune réserve générale... Il n'y avait plus un seul pont permanent utilisable pour franchir la vallée de l'Aisne, profonde et grossie par les pluies... et les ponts temporaires

exposés au feu étaient en danger constant d'être emportés par les eaux. La plus grande partie de la vallée était battue par les obus allemands... Constamment les vivres durent être portés à bras, et les blessés ne purent être évacués que pendant la nuit... Pourtant du côté opposé il y avait une dépression analogue, car le 14 septembre au soir... le haut commandement allemand avait ordonné une retraite générale dans le cas où la Ire armée ne pourrait tenir la ligne de l'Aisne. »

Cette date du 14 septembre devait marquer la fin de la progression du corps expéditionnaire britannique. La journée du 15 fut surtout celle de contre-offensives allemandes auxquelles nos alliés purent cependant résister. D'ailleurs, un télégramme du général Joffre, reçu par l'état-major britannique à 1 h. 15 du soir, spécifiait qu'il ne pouvait plus être question de poursuivre un ennemi arrêté et fortement retranché, mais d'organiser les positions conquises et de procéder à des attaques méthodiques. C'est dans ce sens que sir John French donna à 8 h. 30 du soir un ordre n° 26. La guerre de tranchées commençait.

Nous ne suivrons pas le général Edmonds dans le récit des affaires de détail livrées sur l'Aisne jusqu'à la fin de septembre. Pendant cette période s'effectuait ce qu'on a appelé la course à la mer, et sir John French se montrait très désireux de reprendre sa place à la gauche du front allié. Comme le dit Edmonds, il était désirable de se relier aux troupes britanniques déjà débarquées dans le Nord ou en voie de l'être, et de « raccourcir les lignes de communication. D'ailleurs, les Britanniques... étaient plus intéressés que toute autre nation à couvrir les ports de la Manche, d'où les Allemands pouvaient interdire les transports par mer et bloquer les routes commerciales convergeant sur Londres... Le général Joffre y consentit, et, dans la nuit du 1er au 2 octobre, les troupes britanniques commencèrent à se retirer de la vallée de l'Aisne ». Toutes les précautions furent prises pour garder secrets ces mouvements et on y réussit si bien que, le 3 octobre, un télégramme sans fil intercepté faisait connaître que les Allemands croyaient encore les six divisions britanniques maintenues sur l'Aisne.

« Le 2e corps se mit en mouvement le premier, tandis que le 1er étendait sa gauche jusqu'à Vailly et le 3e sa droite

jusqu'à Missy pour occuper le terrain évacué. Un jour de repos sur la rive gauche de l'Aisne permit au 2e corps de se réapprovisionner en couvertures et en capotes, dont le manque s'était si durement fait sentir avec les temps affreux supportés dans les tranchées de l'Aisne. Dans la nuit du 3 au 4, le 2e corps gagna Compiègne et les stations voisines. La 2e division de cavalerie fit étape la nuit du 2, et la 1re la nuit du 3. Le 3e corps remit ses tranchées aux Français dans la nuit du 6 et se mit en marche vingt-quatre heures plus tard pour s'embarquer à Compiègne et environs, laissant une brigade au 1er corps qui resta en position jusqu'à la nuit du 12 au 13 octobre. Mais l'évacuation ne fut complète que quarante-huit heures plus tard. »

D'après les ordres d'opérations nos 29 et 30 donnés par le maréchal French, les 2e et 1re divisions de cavalerie devaient se porter par Amiens et Saint-Pol sur Lille. Mais le 9 octobre, la 2e division de cavalerie n'était encore qu'entre Saint-Pol et Hesdin, tandis que la 2e se trouvait à une journée de marche en arrière. D'ailleurs, et dans des conditions qui seront sans doute élucidées dans le volume suivant, les zones de débarquement convenues avec le haut commandement français furent changées en cours de route, car le 2e corps britannique débarqua à Abbeville seulement le 8 et le 9 octobre, et se porta de là par voie de terre sur Béthune. Le 11, le 3e se concentra à Saint-Omer et Hazebrouck, mais ce ne fut que le 19, une semaine plus tard, que le 1er arriva à Hazebrouck d'où il devait marcher sur Ypres.

Il faut attendre la suite de la publication de l'état-major britannique pour savoir quelles raisons justifièrent ces retards, dont les conséquences furent, on le sait aujourd'hui, fâcheuses.

De ce qui est paru de l'étude du général Edmonds on peut assurément conclure à une haute estime pour les qualités militaires dont firent preuve nos alliés, pour l'esprit d'ordre et de méthode de leur commandement. Si les résultats, spécialement lors de la bataille de la Marne, ne furent pas plus décisifs, cela tient assurément pour une large part aux difficultés que le terrain opposa à leur progression et à l'habileté et à l'énergie incontestables dont firent preuve les Allemands dans cette circonstance critique.

COLONEL E. DESBRIÈRE.

DOCUMENTS

La mobilisation de l'armée russe en 1914 [1].

Le témoignage du général Dobrorolsky.

Le général Dobrorolsky qui, en 1914, dirigeait le service de la mobilisation au ministère russe de la guerre, a publié, en 1921, un article des plus intéressants sur la mobilisation de l'armée russe (*Voïenny Sbornik*, Belgrade, 1921, 1er fascicule). Cet article a été traduit en allemand par les soins de l' « Office central d'études sur l'origine de la guerre »; il a paru précédé d'un avant-propos du docteur Sauerbeck, directeur de cet office, et suivi d'observations du comte de Pourtalès, ambassadeur d'Allemagne à Pétersbourg en 1914, du colonel von Eggeling, ancien attaché militaire à l'ambassade d'Allemagne à Pétersbourg, et du général comte de Montgelas, expert militaire de la Commission parlementaire d'enquête du Reichstag. Nous en donnons aujourd'hui une traduction française; la première partie paraît dans le présent numéro; la seconde paraîtra dans le numéro suivant qui comprendra aussi la traduction d'un deuxième article, beaucoup plus court, que le général Dobrorolsky a publié en 1922, en réponse à M. Heinz Fenner, lequel, dans le *Nachrichtenblatt über ostfragen*, avait cherché à tirer parti contre la Russie des renseignements contenus dans le premier article.

La mobilisation de l'armée impériale russe, en l'année 1914, fut le prologue d'un immense drame historique, dont le dernier acte n'est pas encore joué. Déjà, au cours de ce prologue, on pouvait, à l'arrière-plan, observer des nuages noirs avant-coureurs de toute une sombre période. Il est d'un grand intérêt d'étudier dans tout le détail des faits l'histoire de la mobilisation, et cela ne pourra se faire que plus tard par la plume d'un spécialiste ayant tous les documents à sa dis-

(1) Article paru dans le recueil intitulé *Voïenny Sbornik* [Revue militaire] (Belgrade, 1921, 1er fascicule).

position (1)... La présente esquisse n'a aucune prétention à être une œuvre de cet ordre : alors qu'on est loin de toutes les sources, qu'on n'a ni notes, ni documents, ni chiffres par suite, ni même de journal personnel, il n'est pas possible de publier un travail historique sérieux. L'étude que l'on trouvera ici est beaucoup plus modeste, elle reproduit mes souvenirs personnels en tant que chef du service qui fut appelé au point de vue technique à mettre le feu au bûcher mondial.

La mobilisation des forces militaires de l'État occupe une place toute particulière dans l'organisation complexe de guerre. La façon dont les choses se passent dépend aussi peu que possible de la volonté personnelle du chef. Tout le plan de la mobilisation est élaboré à l'avance dans tous ses détails. Le moment choisi, il n'y a qu'à appuyer sur un bouton, et tout l'État, automatiquement, se met en mouvement avec la précision d'un mécanisme d'horlogerie, pour transformer en quelques jours son armée de cadres en un peuple en armes.

L'œuvre propre du chef suprême consiste donc seulement dans le choix du moment initial et n'a qu'une durée très courte. Ce choix est déterminé par un ensemble de causes politiques variées. Mais une fois la décision prise, tout est fini, tout recul est impossible, elle entraîne automatiquement le commencement de la guerre.

Le choix du genre de mobilisation est laissé aussi dans une certaine mesure à la décision du chef suprême, quand plusieurs sortes de mobilisations sont prévues pour l'armée.

Les deux questions fondamentales mentionnées ici furent résolues pour l'armée russe en juillet 1914 après de longues hésitations. Ces hésitations sont peu connues dans le détail, quoique certains périodiques aient déjà publié des articles de toute provenance sur quelques-unes de leurs phases.

(1) On peut à la lecture de mon article se demander s'il convenait de livrer à la publicité certains faits d'un caractère secret. Il ne faut pas oublier toutefois que tous les secrets du gouvernement russe antérieur à la révolution se trouvent aux mains d'un gouvernement institué de Berlin avec l'appui de l'état-major général allemand, et qu'à la tête de l'administration militaire est placé Trotzky Bronstein. Toutes les archives, tous les documents, tous les plans, conservés autrefois sous décuple verrou, sont aux mains de ces gens. A qui ces secrets étaient utiles, il a été possible depuis longtemps de les acheter, comme a été achetée la malheureuse Russie tout entière.

Je vais m'arrêter un moment sur ces hésitations et tenter de les expliquer en raison de leur intérêt historique incontestable.

Pour comprendre le développement qui va suivre, il est nécessaire de dire quelques mots des dispositions fondamentales de notre mobilisation avant la grande guerre.

DE LA MOBILISATION RUSSE EN GÉNÉRAL

Il existe trois sortes de mobilisation de l'armée :

La *mobilisation générale;* dans toute l'étendue de l'Empire, toutes les réserves d'hommes exercés ayant fait du service sont appelées en même temps pour compléter les effectifs de l'armée et de la flotte et les mettre sur le pied de guerre.

On procède aussi à l'appel de la partie nécessaire des réserves non exercées, ou insuffisamment instruites, c'est-à-dire de quelques classes de la territoriale (*opoltchenia*).

La *mobilisation graduelle;* on atteint le même but, non par l'appel simultané des soldats dans toute l'étendue de l'Empire, mais par une série de mobilisations progressives par rayons et par circonscriptions territoriales. Ce mode de mobilisation doit être appliqué dans le cas d'une guerre contre un voisin puissant, éloigné, à la frontière duquel on ne peut concentrer la force armée que lentement et progressivement par suite du manque de voies ferrées.

La *mobilisation partielle;* quand on a en vue une guerre avec un voisin faible et que, pour obtenir la victoire, il n'est pas nécessaire de porter à l'effectif de guerre la totalité de l'armée et de la flotte.

En cas de mobilisation générale, toutes les forces combattantes se tendent à la limite : toute la population mâle en état de porter les armes est appelée.

Une mesure de cette sorte, qui appelle toute la nation aux armes, a pour effet la formation d'armées de seconde, et peut-être même de troisième ligne. Elle comprend les notions de mobilisation générale et de mobilisation graduelle. Elle sera la forme la plus extrême de la mobilisation générale, qui n'excepte aucune tête. C'est précisément, au vrai sens du mot, « le peuple en armes », la levée en masse (1).

(1) En français dans le texte.

Notre loi militaire fondamentale, le règlement sur l'obligation du service militaire de l'année 1912, garantissait, en cas de guerre, la possibilité d'employer toute la population masculine de l'État capable de porter les armes, entre 20 et 43 ans inclusivement, c'est-à-dire pendant 24 années, ce qui donnait en chiffres ronds 12 millions d'hommes, en tenant compte des exemptions prévues par la loi et qui dispensaient du service militaire. Mais si l'on prend tous les hommes physiquement aptes à porter les armes, il faut élever ce chiffre à 15 millions (1).

Pour des raisons techniques, il n'y avait cependant ni possibilité, ni nécessité d'appeler sous les armes d'un seul coup toute cette masse d'hommes. Au contraire. Il s'agissait là de la réserve totale en hommes dont pouvait disposer la Russie, réserve qui devait être judicieusement employée par ondes successives pendant toute la durée de la guerre. D'après ces principes, les prévisions de notre plan de mobilisation furent les suivantes :

1° Mobilisation de notre armée permanente par l'appel des réservistes et la réquisition des chevaux, voitures et automobiles.

2° Formation de corps de troupes de deuxième catégorie et de troupes de réserves, tirées des cadres de paix.

3° Formation de corps de troupes de l'armée territoriale qui, dans leur ensemble, avaient l'importance d'une armée de deuxième ligne. Mais une partie de cette territoriale (c'est-à-dire les soldats qui avaient fait du service actif ou des périodes d'exercices : *outchebnie sbory*) devait être employée dans l'armée de première ligne ou versée dans l'armée de campagne.

Quels étaient les chiffres ainsi obtenus ?

Notre armée sur le pied de paix comptait 1.300.000 hommes.

La réserve exercée composée de 15 classes (en 1914, les classes 1911 à 1897 inclus) comptait, officiers non compris, 3.500.000 hommes. Tout le reste des hommes soumis au service militaire comprenait des territoriaux *(ratniti opoltchenia)* de première et de deuxième catégorie. Ceux qui avaient fait du service actif ou avaient suivi une courte

(1) En 1912, le nombre de jeunes hommes en âge d'être appelés s'élevait pour toute la Russie (non compris les nationalités et groupes de population dispensés du service militaire), à près de 700.000 hommes.

période d'instruction *(outchebnie sbory)* formaient la première catégorie. Ceux qui n'avaient point reçu d'instruction militaire formaient la deuxième catégorie.

La territoriale atteignait, au total, le chiffre colossal de 7 à 10 millions d'hommes. Le plan de mobilisation ne s'étendait pas à la territoriale avec le même détail qu'à la réserve de l'armée.

On supposait qu'il serait possible de se borner à mobiliser la première catégorie de la territoriale .

Les quatre plus jeunes classes seules étaient exactement recensées. Elles se composaient d'hommes soumis au service militaire et qui, pour différents motifs, n'avaient point été pris en temps de paix, et aussi d'anciennes classes qui avaient terminé leur temps de réserve, mais devaient rester dans la première catégorie de la territoriale jusqu'à ce qu'elles eussent accompli leur 43e année. De cette réserve on forma 900 droujines (1), sotnias et batteries. On obtint ainsi environ 1 million d'hommes. Les corps de troupe de la territoriale mentionnés plus haut furent destinés à assurer le service des étapes, et surtout le service des garnisons à l'intérieur de l'Empire, en remplacement des contingents de l'armée de campagne.

On forma aussi, en puisant dans cette armée territoriale, les bataillons de réserve de deuxième catégorie au nombre d'environ cinq cents. On prévoyait également un million d'hommes ayant cette affectation. *Le plan de mobilisation comprenait au total 7 millions de soldats.*

Mais ces 7 millions ne devaient pas être appelés en même temps.

La réserve de l'armée était appelée par un oukase du souverain au Sénat dirigeant, oukase dans lequel étaient dénombrés les gouvernements et circonscriptions où devait avoir lieu la mobilisation. ainsi que les classes à appeler.

L'ordre souverain concernant la mobilisation devait être transmis en tous lieux par un télégramme spécial signé de trois ministres (ministres de la guerre, de la marine, de l'intérieur). Par le même oukase et le même télégramme devaient être appelés les hommes de la territoriale de première catégorie qui, par exception, devaient être versés dans la troupe.

(1) Bataillons.

Cela se rapportait principalement à certains districts-frontières, dans lesquels on pouvait craindre que la territoriale exercée qui y serait laissée tombât aux mains de l'ennemi.

Mais la masse de la territoriale ne fut appelée que plus tard par un manifeste de l'empereur.

Notre loi prévoyait différents délais de une à trois fois 24 heures laissés aux réservistes et aux territoriaux appelés en première ligne pour rejoindre leur corps ; et pour le reste de la territoriale, les délais de mobilisation étaient considérablement allongés. La mobilisation prenait ainsi, naturellement, un caractère progressif. C'est pourquoi la préparation de la mobilisation de l'armée régulière et celle de la territoriale furent en leur temps très différentes.

Il existait, pour la mobilisation de l'armée, un plan (*mobilisatsionnoïe raspiçanie)*, qui réglait dans les plus infimes détails non pas jour par jour, mais heure par heure et, par district, suivant le corps de troupe, et pour chacun l'affectation à donner *(nariad)* aux hommes de troupe ordinaires, à la réserve et aux chevaux.

La mobilisation de l'année 1914 se fit d'après le plan de mobilisation n° 18 modifié. Les plans étaient établis pour une certaine période, qui embrassait quelques années. Un plan était remplacé par un autre, qui portait le numéro suivant, selon les modifications que subissait, du fait de considérations stratégiques, le plan général de mobilisation.

La numérotation des plans commença après la guerre russo-turque (1877-78), sous l'influence des événements de 1879, alors que Bismarck, pour la première fois, eut conclu la Triple-Alliance contre la Russie et que l'on se préoccupa chez nous d'élaborer un plan de défense de notre frontière occidentale.

Le plan de mobilisation n° 18, qui peut être considéré comme fondamental, avait été mis en vigueur en 1910, quand on réforma notre infanterie et notre artillerie de campagne et supprima notre infanterie de réserve et de forteresse.

Le passage d'un plan au suivant s'accompagnait toujours de difficultés techniques, car il était nécessaire de modifier à nouveau tous les calculs. Dans ce travail, les chemins de fer, les administrations communales, les autorités chargées de la police et toutes les branches de l'administration militaire avaient un rôle considérable. L'introduction de chaque

nouveau plan était précédée d'un labeur compliqué qui durait plusieurs mois. D'un autre côté, il va de soi que chaque nouveau plan, perfectionnant le mécanisme de la mobilisation, diminuait le temps nécessaire à la mobilisation et mettait l'armée plus promptement en état de combattre. Il faut remarquer toutefois qu'au moment du passage d'un plan à l'autre, cette aptitude à combattre subissait un affaiblissement temporaire, des heurts et des méprises pouvant se produire (1) facilement.

Il fallait choisir, pour introduire un nouveau plan, une période de calme politique. Nous nous rappelons bien que depuis 1910, une telle période ne se présenta pour ainsi dire jamais. L'Europe pendant ces dernières années traversait une époque de paix armée. En 1909, se produisit l'annexion inattendue de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie et le « chevalier en armure de combat » rappela à son ami qu'il était prêt à l'appuyer de toutes ses forces. En 1912 se joua le prélude de la grande guerre : la guerre serbo-turque et la guerre turco-bulgare, qui amenèrent l'année suivante le démembrement de la Bulgarie. Ainsi mûrissait le grand conflit inévitable.

On pressentait chez nous qu'il serait indispensable d'augmenter de façon sensible nos forces militaires ; mais différents faits, parmi lesquels, et non parmi les moindres, il faut citer le constant changement de chef d'état-major (5 au cours de 5 années), avaient retardé jusqu'à l'année 1913 le projet de renforcement. En 1913 enfin fut établi le « grand programme » dont l'exécution devait en cinq ans renforcer les armées de terre de la Russie.

Toutes les raisons énumérées plus haut retardèrent l'application du nouveau plan. Il devait entrer en vigueur le 1er janvier 1915. La guerre trouva donc notre armée sous le régime du plan n° 18, modifié et complété en partie, et qui, pour cette raison, était désigné depuis l'année 1912 sous le titre de *Plan n° 18 modifié.*

C'est d'après ce plan que fut conduite la mobilisation générale. A côté de lui existait une série de projets concernant la mobilisation par partie des forces armées. Ces projets prévoyaient donc des « mobilisations partielles ».

(1) Avant que l'introduction du plan nouveau fût achevée dans l'armée et la nation.

En raison de l'immense étendue de notre patrie, qui a sur la terre ferme des frontières communes avec dix pays voisins, dont sept dans le cours du seul XIXe siècle ont été en guerre avec nous, il nous fallait envisager la possibilité d'un conflit armé avec l'un quelconque, ou un groupe d'entre eux.

A côté de la levée en masse de nos forces militaires, on avait prévu des mobilisations partielles proportionnées aux exigences de la situation politique.

Un exemple particulièrement significatif de ces mobilisations partielles est offert par nos mobilisations au cours de la guerre contre le Japon. En même temps que la déclaration de guerre, le 27 janvier 1904, après l'attaque dirigée par les torpilleurs japonais contre notre escadre, on décréta la mobilisation dans les districts de la Sibérie, et, dans la Russie d'Europe, on avait prévu la mobilisation progressive des régions d'où il serait nécessaire d'appeler des réservistes et d'expédier des chevaux pour compléter les corps envoyés en Orient. Il y eut onze de ces mobilisations partielles. Le plan était de les entreprendre de telle manière que nos troupes restées en Europe demeurassent toutes prêtes au combat, et, en cas de mobilisation, constituassent des unités stratégiques indépendantes. En réalité, les choses ne se passèrent point ainsi ; chaque mobilisation partielle, au lieu d'être entièrement distincte de la mobilisation générale, fut comme un fragment arraché aux différents rayons de cette mobilisation générale. Rappelons-nous que des divisions d'infanterie partirent avec des brigades d'artillerie appartenant à d'autres divisions et qui souvent même provenaient d'une autre circonscription militaire. Ce fait était lié à la transformation de notre artillerie de campagne. Quant aux troupes techniques, elles furent prises dans la Russie tout entière.

Un exemple caractéristique du trouble apporté par les mobilisations partielles dans l'organisation de combat des troupes restées en Russie est offert par le corps dit de débarquement, qui, pendant des années, depuis 1880, avait été minutieusement préparé dans la circonscription militaire d'Odessa en vue d'une occupation éventuelle du Bosphore. Tout le matériel de guerre préparé pour cette expédition fut envoyé en Mandchourie en 1904-05 et ne fut pas remplacé plus tard. On aurait pu peut-être faire cette expédition en

1914, et elle nous aurait permis de couvrir le flanc gauche de notre front stratégique.

En un mot, les mobilisations partielles avaient complètement désorganisé notre mobilisation générale pendant la guerre russo-japonaise.

On avait tenu compte, en 1914, de cette expérience pratique, mais d'une façon incomplète. Pourquoi ? La raison de ce manquement doit être cherchée dans les défauts organiques de notre système militaire qui demandait différentes réformes radicales, et dont on ne pouvait corriger certaines imperfections : la grande pénurie d'officiers de réserve, la répartition tout à fait inégale de certaines catégories de réservistes, en particulier ceux des armes techniques sur le territoire de l'Empire, les retards chroniques irrémédiablement apportés à toute espèce de ravitaillement, retards qui nous mettaient dans l'impossibilité de satisfaire les besoins les plus pressants de nos troupes, le développement très inégal de nos voies ferrées dont le réseau est beaucoup moins dense dans certaines régions de l'Empire que dans d'autres, l'insuffisance du matériel roulant, et la difficulté d'en tirer parti pour des transports aussi rapides que possible...

Ce n'est point le but de cet article d'entrer dans le détail de tous les défauts signalés ici ; il suffit d'indiquer que le résultat final de ces défauts était que toute mobilisation partielle tendait inévitablement à rendre complètement impossible la mobilisation générale. Pour rendre plus claire cette idée, nous allons insister sur les buts visés par toute mobilisation. Elle ne doit, en aucune façon, être entreprise uniquement pour intimider un voisin inquiétant.

Quelles guerres la Russie devait-elle envisager pendant le premier quart du XXe siècle ? La menace principale, au moins en Europe, était celle d'une lutte à soutenir contre la Triple-Alliance des puissances centrales. Il était clair qu'il s'agissait d'une guerre à mort qu'il faudrait soutenir jusqu'à l'épuisement total de l'une des deux parties. A cette possibilité si sérieuse devait nécessairement correspondre la mobilisation générale de toutes nos forces armées.

Cette possibilité mise à part, la Russie pouvait être appelée à combattre le Japon en Asie, en Extrême-Orient. Sur ce

front nous n'étions pas en état, l'eussions-nous même voulu, de concentrer toutes nos forces.

Un conflit avec la Turquie était possible également. L'enseignement de l'histoire depuis deux siècles n'était-il pas que nous avions la guerre avec la Turquie tous les vingt-cinq ans ? Enfin des guerres à caractère d'expéditions étaient possibles contre l'Afghanistan, la Perse, la Chine.

Pour toutes ces éventualités il était nécessaire de prévoir une variante de la mobilisation partielle, et chacune de ces variantes devait être conçue de telle sorte qu'elle ne pût être un obstacle si les intérêts du pays exigeaient que l'on procédât à la mobilisation générale.

Le plan de mobilisation n° 18 modifié essayait donc aussi d'atteindre ce but en ce qui concerne les hommes et les chevaux. Mais les caractères généraux de notre organisation militaire dont nous avons parlé plus haut subsistaient, et en fin de compte toute mobilisation partielle avait pour effet de ruiner la mobilisation générale. Il ne faut pas perdre cette conséquence de vue si l'on veut étudier la mobilisation de 1914.

Et l'année 1914 commença !...

L'administration centrale des affaires militaires avait l'intention de prendre au cours de cette année d'importantes mesures.

Le « grand programme » de renforcement de nos effectifs auquel nous avons fait allusion plus haut, qui avait été adopté à la fin de 1913 et dont l'accomplissement devait occuper une période de cinq années, devait dès 1914 déterminer une notable augmentation de nos forces. L'artillerie de campagne était tout particulièrement renforcée.

La répartition des troupes en régiments y avait été introduite. A chaque division d'infanterie fut rattachée une brigade d'artillerie formée de onze batteries et composée de trois régiments.

Ces onze batteries comprenaient huit batteries légères, deux batteries d'obusiers et une batterie destinée à servir de cadre à la formation de deuxième catégorie. L'artillerie du corps d'armée devait se composer d'une section d'obusiers de campagne, d'une section de canons lourds et d'une division d'obusiers lourds. La création d'une artillerie de ce genre dans notre organisation tactique augmentait beaucoup

la force de résistance et la valeur militaire de notre infanterie. Les cadres constitués pour la formation des régiments d'infanterie de deuxième catégorie furent élargis.

Aux trente-six corps déjà existants on en ajouta deux nouveaux.

On se proposait de mettre en vigueur à la fin de 1914 le nouveau plan de mobilisation n° 19, aux termes duquel il était, pour la première fois, possible que chaque corps avec tous les services annexes eût, pour se compléter en cas de mobilisation, ses propres réservistes, sauf en ce qui concerne la circonscription militaire de l'Amour.

L'équipement de notre artillerie en matériel et en munitions, resté très inférieur aux prévisions officielles, devait, au cours de cette année, être complété.

Une grande partie du programme aurait déjà été exécutée en 1914, et pour cette raison il eût été d'une très grande importance pour la Russie que l'année 1914 s'écoulât en paix.

En 1915, notre armée se serait mise en campagne forte de cette artillerie lourde qui fut la véritable reine des champs de bataille de la grande guerre. Et le cas dont je fus témoin en avril 1915 n'eût pas pu se produire ; à cette époque, Mackensen porta un coup à notre IIIe armée et perça notre front en dirigeant contre le front de notre 10e corps d'armée le feu de deux cents pièces lourdes, tandis que chez nous la IIIe armée, composée de sept corps et rangée sur un front de 200 verstes, ne disposait pas au total de plus de quatre pièces d'artillerie lourde, dont deux de 42 lignes et deux de 6 pouces. Ajoutons à cela que, dès le début de l'opération, l'une des deux pièces de 42 lignes complètement hors de service éclata.

Au cours de l'année 1914 seulement, la fabrique d'artillerie de Tzaritzin devait commencer à travailler à plein.

Sans parler de nombreuses autres raisons, il ne pouvait guère convenir à nos ennemis de retarder la guerre jusqu'en 1915, moment où l'exécution du programme aurait considérablement relevé les chances de succès tactiques de l'armée russe. On nous a souvent forcés au cours du passé à faire la guerre à l'heure même où nous voulions modifier l'armement de nos troupes : à la veille de la guerre de Crimée, nous voulions transformer l'armement de notre infanterie

en la dotant d'une arme à longue portée ; à la veille de la guerre de 1877, nous préparions le fusil Berdan ; avant la guerre russo-japonaise, nous allions procéder à la transformation de notre artillerie...

SOUVENIRS PERSONNELS

La veille au soir encore, tout était calme à Saint-Pétersbourg. A son départ, le président de la République française Raymond Poincaré, avait été accompagné avec pompe. Le 11/24 juillet, jour de [Sainte-]Olga, entre 11 heures et midi, le général Ianouchkevitch, chef d'état-major général, m'appela au téléphone, et me demanda de venir immédiatement dans son cabinet.

« *La situation est très grave,* me dit-il lorsque j'entrai. L'Autriche adresse à la Serbie un ultimatum complètement inacceptable, et nous ne pouvons pas rester indifférents. Il a été décidé de le déclarer ouvertement et fermement. Il paraîtra demain un bref *avertissement officiel* dans le *Russki Invalid : La Russie tout entière,* y sera-t-il dit, *suit avec une attention soutenue la marche des négociations entre le gouvernement austro-hongrois et le gouvernement serbe, et ne restera pas inactive si la dignité et l'intégrité du peuple serbe, frère par le sang, sont menacées.* Tout est-il prêt chez vous pour que la mobilisation de notre armée puisse être proclamée ? »

Sur ma réponse affirmative, le chef d'état-major général me dit : « Vous m'apporterez dans une heure tous les documents relatifs à la mise des troupes sur le pied de guerre, où est envisagée, en cas de nécessité, une mobilisation partielle contre l'Autriche-Hongrie seule. Il ne faut pas que cette mobilisation puisse donner à l'Allemagne une raison d'y voir un acte hostile contre elle. » Je lui représentai qu'il ne pouvait être question d'une mobilisation partielle. Le général Ianouchkevitch m'ordonna à nouveau de lui faire un rapport dans une heure environ, comme il l'avait décidé. Le général Ronjine, chef du service des transports, était également présent à ce rapport. Le général Daniloff, quartier-maître général, avait été détaché en service au Caucase. La totale impossibilité d'une mobilisation partielle de l'armée sautait aux yeux.

Par quelles considérations la stratégie est-elle guidée ? Par la politique. Quelle était donc la situation politique à ce moment sur le continent ? Deux groupes de puissances s'affrontaient. Si l'on pouvait encore douter que l'alliance franco-russe fût inébranlable (un bloc monolithe) en raison de l'écart que leurs formes de gouvernement si différentes mettaient entre ces deux États, au contraire l'union étroite de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie ne pouvait soulever aucun doute. Le traité d'alliance entre elles était périodiquement renouvelé et publié chaque fois officiellement ; il y avait deux ans encore, à l'occasion de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, la puissance placée à la tête de la Triple-Alliance avait déclaré solennellement que l'Autriche pouvait être tranquille, que son fidèle chevalier à l'armure étincelante remplirait son devoir.

Au surplus, quel effet aurait eu une mobilisation partielle contre l'Autriche-Hongrie seule ? Une menace qui n'eût pas été appuyée par un témoignage convaincant de notre force donnerait la tentation de mépriser cette menace. Une mobilisation partielle de nos forces combattantes aurait des conséquences diamétralement opposées à celles qu'on en attendrait.

Au point de vue stratégique, la mobilisation partielle était une folie. On avait décidé de mobiliser quatre circonscriptions militaires : Kiev, Odessa, Moscou et Kazan. Treize corps d'armée cantonnaient en temps de paix sur les territoires de ces circonscriptions. A la mobilisation, ils devaient être jetés sans délai dans la zone de concentration. Supposons un instant que tout cela ait été exécuté. Que faire alors dans la circonscription militaire de Varsovie ? En cas de mobilisation partielle, aucun mouvement ne devait s'y produire, pour ne pas donner à l'Allemagne l'occasion de suspecter nos intentions.

Par là, toute la frontière sud de la circonscription de Varsovie qui touche à l'Autriche fût demeurée découverte et sans protection. Quelles néfastes conséquences cela n'eût-il pas entraînées si, plus tard, il avait fallu décréter la mobilisation générale ?

D'après le plan de mobilisation en vigueur, il n'existait pas pour les diverses circonscriptions militaires d'indépendance complète en fait de mobilisation ; quelques corps

recevaient des réservistes de circonscriptions voisines. C'était la conséquence du désaccord existant entre l'organisation militaire de paix et la densité de la population dans les différentes régions de la Russie. A la vérité, au début de 1910, une partie de nos troupes de campagne avait été dirigée de la frontière occidentale vers l'intérieur ; mais les gouvernements les plus peuplés de la Russie centrale et de la Volga rentraient dans les circonscriptions de Moscou et de Kazan, où il y avait peu de troupes. C'est de ce réservoir fondamental de l'armée que les réservistes étaient acheminés vers le Turkestan, la Sibérie et le Caucase.

Si, la mobilisation étant seulement partielle on ne mobilisait pas dans ces circonscriptions, on ne pourrait y envoyer de réservistes qu'après la proclamation de la mobilisation générale, cela signifiait que, en dépit de la mobilisation partielle, les chemins de fer ne devraient être prêts à effectuer les transports, conformément au plan arrêté, qu'après la proclamation de la mobilisation générale.

Il en résultait pour les chemins de fer la nécessité de prévoir une combinaison particulière : mobilisation partielle de quelques circonscriptions européennes, que devait suivre la mobilisation générale. Comme on l'a indiqué plus haut, nul plan qui répondît à cette combinaison n'avait été élaboré, parce que la possibilité d'une mobilisation partielle contre l'Autriche-Hongrie n'avait pas été envisagée (1).

Plus dangereuse encore eût été une concentration stratégique à la frontière des troupes mobilisées. Un seul plan avait été prévu pour la marche en avant. D'après ce plan, les corps des circonscriptions de Moscou et de Kazan appartenaient à l'effectif des armées qui devaient se déployer sur le territoire de la circonscription militaire de Varsovie. Par suite, dans la mobilisation partielle projetée, ces corps auraient dû être dirigés sur d'autres points de concentration, qu'il avait fallu choisir à la frontière du district de Kief.

Comme il était nettement vraisemblable que la mobilisation générale suivrait la mobilisation partielle, il fallait ad-

(1) Les transports par voies ferrées ne pouvaient pas, en vertu du plan arrêté pour la mise en marche des trains militaires, être organisés par rayons, régions territoriales et circonscriptions militaires. Un « embouteillement » eût été inévitable. Un long travail préparatoire eût été indispensable.

mettre que la marche en avant des armées commencerait après que serait terminée la mobilisation générale, et que, par suite, le passage de l'armée à l'état de guerre, s'il avait lieu en deux temps, aurait pour effet, au cas le plus favorable, un retard de la mise sur pied de guerre de l'armée russe égal au nombre de jours dont la mobilisation partielle aurait précédé la mobilisation générale. Cette situation pouvait avoir des conséquences très importantes et si favorables à l'ennemi que, le commandement des forces combattantes de la Triple-Alliance, en cas qu'il prévît la possibilité d'une mobilisation progressive de notre part, eût tout fait pour nous amener à user d'une combinaison de cette sorte.

Un rapport détaillé fut fait au général Ianouchkevitch sur tous ces désavantages d'une mobilisation partielle. En même temps fut remis un mémorandum concernant quelques mesures nécessaires en vue d'une mobilisation possible; en voici le contenu :

1° Les troupes se trouvaient dans des camps d'exercices parfois éloignés des dépôts où étaient les réserves d'armes de toutes sortes pour la mobilisation. Il fallait faire rentrer les troupes des camps dans leurs dépôts.

2° Il manquait environ 3.000 jeunes officiers sur l'effectif du temps de paix. Il fallait sans aucun délai nommer officiers les aspirants officiers du cours supérieur des écoles militaires et faire passer ceux du cours inférieur dans le cours supérieur. En même temps, il fallait pourvoir de postes actifs immédiatement les officiers des cours supérieurs des académies de guerre et renvoyer ceux des cours inférieurs à leurs corps de troupe. Les écoles d'application devaient être dissoutes.

3° Il fallait décréter l'état de guerre dans les villes fortifiées et dans quelques rayons frontières, afin de donner au haut commandement militaire les pouvoirs nécessaires pour assurer le succès de la mobilisation et la sécurité vis-à-vis des espions et autres personnes mal intentionnées.

4° Dans tout l'Empire il fallait décréter l'état de prémobilisation (1) qui permettrait une certaine décentralisation locale des dispositions militaires préparatoires.

(1) En février 1913, le statut de la période de prémobilisation fut organisé ; préparé par une conférence des représentants des ressorts intéressés, sous la présidence du général Loukomsky, il fut examiné par le conseil des ministres et ratifié par l'empereur.

Le même jour, 11/24 *juillet*, à 5 *heures*, eut lieu à Krasnoié-Sélo une séance du conseil des ministres à laquelle le général Ianouchkevitch dut assister, et, à 8 *heures du soir*, il avait convoqué une séance du comité de l'état-major général, à laquelle participèrent les principaux chefs de service du ministère de la guerre.

Le général Ianouchkevitch revint de Krasnoïé-Sélo et confirma que le gouvernement s'en tenait à la résolution inébranlable de répondre à l'ultimatum autrichien d'une façon digne de la Russie, protectrice des Slaves. Toutes les mesures projetées étaient décidées. Dès le lendemain, le retour des régiments de la garde à leurs quartiers d'hiver et la nomination au grade d'officiers des aspirants officiers furent décidés.

La séance du comité de l'état-major général fut employée à la rédaction définitive du règlement projeté sur la conduite des troupes en campagne *(polojenie o polevom oupravlenii voisk)*. C'était une des lacunes les plus importantes de notre préparation qu'il fallût achever la composition de ce règlement parmi les grondements de l'orage approchant.

Les jours qui suivirent sont bien connus par les livres de couleur et les documents qu'ont publiés les gouvernements européens. La guerre était déjà chose décidée, et tout le flot des télégrammes entre les gouvernements de Russie et d'Allemagne n'était que la mise en scène d'un drame historique.

Le retard de la décision finale était certes utile pour les travaux préparatoires, mais il augmentait la tension des deux côtés de la frontière.

L'entrée dans la période de prémobilisation telle qu'elle avait été définie ne donnait pas le droit de prendre des mesures ayant le caractère d'une mobilisation ; mais il était clair que, dans les zones frontières où la population et les autorités étaient nerveuses, il était possible qu'on se laissât entraîner, pour la sécurité de la mobilisation, à en devancer l'ordre.

C'était le cas en particulier à la frontière allemande, où l'on pouvait craindre qu'un voisin entreprenant ne tirât profit de la réquisition des chevaux et de l'appel des réservistes.

Dans le gouvernement de Suwalki, il y eut réellement des cas où des chevaux avaient été prématurément amenés

aux points de concentration, ce qui donna à l'ambassadeur allemand à Pétersbourg, le comte Pourtalès, l'occasion d'adresser des représentations à notre gouvernement, et en particulier au ministre de la Guerre, par l'intermédiaire de l'attaché militaire. Soukhomlinoff contesta de la façon la plus nette que des mesures de mobilisation eussent été prises de notre côté ; mais on ne pouvait pas garantir qu'aucun chef militaire de la région frontière ou qu'aucun chef de district n'en prendrait pas de sa propre initiative ; la période de prémobilisation étant ouverte. Des incidents de frontière sont toujours possibles, et d'autant plus en un pareil moment.

On n'avait pas encore abandonné l'idée malheureuse d'une mobilisation partielle ; elle avait ses partisans, mais ce n'était pas au ministère de la Guerre.

Le général Ianouchkevitch était naturellement pleinement instruit de tout le danger inhérent à ce décret de mobilisation partielle, mais, comme nous le verrons plus loin, il ne pouvait pas exprimer sa conviction dans ses rapports au souverain.

(A suivre.)

BIBLIOGRAPHIE

LES REVUES HISTORIQUES EN RUSSIE SOVIÉTISTE

Jamais la Russie n'a été aussi riche en revues historiques que depuis deux ans. En dépit des conditions matérielles qui sont défavorables, les deux capitales, Moscou et Pétrograd, rivalisent de zèle.

A Moscou, on publie : *Golos Minouvchego* (la Voix du Passé); *Proletarskaïa Revolutzia* (la Révolution prolétarienne); *Istoriko-Revolutzionii Bulletin; Krasnii Arkhiv* (les Archives rouges); *Katorga i Ssilka* (Bagne et Déportation); *Gizn Natzionalnostiei* (la Vie des Nationalités); *Novy Vostok* (le Nouvel Orient). A Pétrograd, *Byloe* (le Passé); *Krasnaïa letopis* (les Annales rouges); *Arkhiv istorii trouda v Rossii* (les Archives de l'histoire du travail en Russie); on se propose d'y publier : *Musée Revolutzii* (le Musée de la Révolution) ; *Literatournoe Byloe* (le Passé littéraire).

La province ne reste pas en arrière; Kazan à ses : *Pouti Revolutzii* (les Voies de la Révolution); des recueils d'articles historiques paraissent à Kharkof, Nijni-Novgorod, Samara, Riazan, Kalouga, Iaroslav, Astrakhan, Oufa, Ekaterinbourg, Omsk, Tachkent, etc.

Les maisons d'édition, pour répondre à la demande des lecteurs, éditent des revues et des annuaires littéraires avec une partie historique très développée : *Krasnaïa Nov.* (la Friche rouge); *Novy Mir* (le Nouveau Monde); *Gizn* (la Vie).

Bien entendu, toutes ces revues ne fournissent pas des matériaux de premier ordre. Beaucoup publient des articles sans valeur pour l'historien; mais, à côté de ces inutilités, une grande partie présente de l'intérêt à la fois pour le lecteur ordinaire et pour le savant.

Le groupe le plus imposant de ces revues d'histoire contemporaine est formé par les organes de l'*Istpart* (*Hist*[oire du] *Part* [i]).

Ce sont *Proletarskaïa Revolutzia*, à Moscou; *Krasnaïa Letopis* à Pétrograd; et *Pouti Revolutzii*, à Kazan.

« L'Istpart » est une institution très caractéristique; son véritable titre est : Commission pour l'histoire de la Révolution d'octobre et du Parti Kommuniste Russe (R. K. P.).

Il a été créé par un décret spécial à la fin de 1920. Son objet est de recueillir et d'éditer les matériaux pour l'histoire du mouvement ouvrier en Russie, du développement du R. K. P., et, en général, tout ce qui se rattache aux événements de la Révolution d'octobre, à la vie de la République Soviétiste.

L'institution, soutenue entièrement par le Gouvernement, releva d'abord directement du Commissariat de l'Instruction publique, passa ensuite sous la direction de l'une de ses sections, le Comité central du R. K. P.

Dès lors, « l'Istpart » couvrit le territoire de la R. S. F. S. R. (République Socialiste Fédérative Soviétiste Russe) d'un réseau de filiales et intensifia ses publications; en particulier, son principal organe *Proletarskaïa Revolutzia* est devenu une revue historique mensuelle.

Les principaux rédacteurs ont été D. B. Riazanof, M. V. Pokrovski, puis M. S. Alexandrof-Olminski, P. L. Lepechinski, B. I. Nevsky.

Dans le premier numéro de *Proletarskaia Revolutzia*, la rédaction critique les anciennes Revues qui n'ont jamais pu présenter d'une manière scientifique les études sur le mouvement révolutionnaire. L'auteur de l'article promet une sévère critique des faits historiques en se basant sur les principes du marxisme.

En feuilletant les numéros parus, on remarque que les collaborateurs, qui ont tout loisir de puiser dans les archives, n'y font que peu d'emprunts. Quantité de pages sont remplies par des mémoires d'intérêt secondaire. On ne sent pas l'unité de direction; les articles se suivent au petit bonheur. Les commentaires manquent. Pour certains documents (les plus intéressants), qui proviennent des archives de Koltchak et de Denikine, aucun effort n'a été fait par celui qui les a publiés pour découvrir au lecteur les personnages désignés par de simples initiales. Des erreurs de date dans les mémoires ne sont pas relevées...

Cependant ces mémoires forment déjà un recueil imposant de documents, dont la plus petite partie se rattache aux origines lointaines de la Révolution et dont la plus grande a trait aux journées de 1917 et à l'histoire des cinq dernières années.

On trouve là des récits de vieux révolutionnaires qui font l'histoire rétrospective du parti; des récits de jeunes qui ont participé aux journées d'octobre, à la lutte en province, à la lutte contre Koltchak, Denikine, contre les Tchécoslovaques en Sibérie.

Le n° 10, d'octobre 1922, publié à l'occasion du cinquième anniversaire de la Révolution, est exclusivement consacré aux journées d'octobre à Pétrograd, à Moscou, en province, au front.

Tous les articles de *Proletarskaïa Revolutzia* ne sortent guère du cadre de l'histoire intérieure de la Russie depuis 1905.

Un autre organe d'Istpart, *Krasnaïa Letopis* (les Annales rouges) se propose un objet plus vaste. Comprenant qu'il faut établir un lien entre l'histoire contemporaine et l'histoire générale du mouvement révolutionnaire, les Annales rouges veulent remonter en arrière et entreprendre l'histoire de ce mouvement à partir de 1860.

Le n° 1 est entièrement consacré aux événements de janvier 1905.

Dans le n° 2, il faut citer deux articles remarquables : V. Sviatlovski, les Associations professionnelles en 1905 ; Boukhhinder, le Mouvement ouvrier juif à Gomel (1890-1905), et toute une série d'études sur l'année 1917.

Une revue de province, la troisième revue d'Istpart, *Pouti Revolutzii* (les Voies de la Révolution), celle qui paraît à Kazan, contient des documents de valeur.

S. Lifchitz y présente un « Essai d'histoire du parti social-démocrate de Kazan ».

Firsof N. N. dans son article : « la Révolution paysanne de 1917 et le Gouvernement provisoire » donne un travail précieux, plein de faits; c'est un premier essai de critique historique écrit à la lumière des archives.

Deux lettres du colonel Vlassof, représentant du Don en Crimée en 1918-19, adressées à l'ataman Bagaevski, montrent la lutte entre le Don et l'armée volontaire, et complètent les souvenirs des généraux Denikine, Krasnof et Loukomsky.

A côté de ces revues, *Krasnii Arkhiv* (les Archives rouges) tiennent une place toute particulière.

La Rédaction dans le n° 1 expose ainsi son programme :

« ...Le but des Archives rouges est de dévoiler les secrets de la politique et de la diplomatie impérialistes.

« Les délais qui sont établis pour la publication intégrale de la correspondance diplomatique dans les pays de « haute culture » montrent combien l'on conserve jalousement ces secrets : cinquante ans en France; encore plus en Angleterre.

« ...Pour mettre au jour tous les secrets diplomatiques cachés dans les archives russes jusqu'à ce jour, il a fallu le pouvoir révolutionnaire et ses organes : c'est pourquoi cette édition, comme toutes les créations du Pouvoir Révolutionnaire, à commencer par l'Armée rouge, mérite son nom d'Archives rouges.

« ...Des explications détaillées pour chaque série de documents secrets publiés les accompagneront sous forme de préfaces ou de commentaires.

« Parallèlement à ce travail principal, les Archives rouges publieront des œuvres littéraires interdites, des fragments censurés par l'autorité tsariste, le journal de l'ex-ministre de la guerre Kouropatkine, le journal de l'ex-secrétaire d'État Poloutzef, la correspondance de Pobedonoutzev avec Alexandre III, etc.

« ...Les Archives rouges éclaireront la période de l'histoire russe qui est la plus proche de nous et qui est encore enveloppée du voile sombre de la légende.

« C'est une erreur de croire que l'histoire ancienne seule est pleine de légendes; l'histoire contemporaine ne l'est pas moins.

« Expliquer ces légendes d'hier n'est pas une œuvre moins utile pour la science que de fouiller dans la poussière des chronologies ».

Dès le premier numéro, les Archives rouges, fidèles à leur déclaration, se distinguent par le choix des sujets et par le caractère des documents publiés. Ce n° 1 contient une série de documents sur les relations russo-allemandes de 1873 à 1914 : pourparlers entre Bismarck et Gortchakof qui se terminèrent par l'accord militaire du 24 avril 1873; pourparlers de 1879, de 1887; textes des conventions de 1881-84-87; documents sur un projet pour s'emparer de Constantinople en 1897. enfin correspondance se rapportant aux journées qui précédèrent la déclaration de guerre en 1914.

De 1897 à 1914, il y a une lacune surprenante; il semble qu'une partie seulement des documents ait été publiée. Toute une période de

dix-sept ans, dans les relations russo-allemandes, n'a pu rester en « blanc ». Il faut espérer que les Archives rouges combleront ce vide inexplicable.

La correspondance de Soukhomlinof avec Ianouchkevitch, de 1914 à 1915, est une contribution importante à l'histoire de la guerre, et surtout des intrigues de l'état-major russe.

Dans le nº 2, un article très documenté et très fouillé de Lévine Ch. M. sur « la Presse socialiste pendant la guerre impérialiste », étudie le travail de propagande révolutionnaire fait dans les journaux et bulletins professionnels. Les Archives rouges seront sans conteste un instrument de travail très précieux pour les historiens. Il est à regretter que leur tirage (nº 1, 5.000 ex. ; nº 2, 4.000 ex.) soit si restreint, car en dehors des bibliothèques de Russie, elles devraient se trouver dans toutes les grandes bibliothèques d'Europe et du monde entier.

La même observation peut se faire également pour toutes les autres revues russes.

Un peu en dehors de la série précédente, et s'enfermant dans un cercle plus étroit, il faut signaler *Gizn Natzionalnostiei*, la Vie des Nationalités, dont le premier tome de 1923 contient une série d'études sur les diverses républiques de la R. S. F. S. R.; *Novy Vostok*, le Nouvel Orient, publié par la Société savante des Études orientales, qui contient des articles remarquables sur les peuples d'Orient.

En présence de cette vigoureuse floraison d'études, faites à l'intérieur même de la Russie, ne faut-il pas rendre hommage aux savants qui, sans se laisser décourager par les difficultés quotidiennes de la vie, ont gardé le goût du travail personnel et de la recherche historique?

WILFRID LERAT.

LES LIVRES NOUVEAUX (1)

GABRIEL HANOTAUX. — *La Bataille de la Marne*. Paris, Plon, 1923, 2 vol. in-8º, 351 et 421 p.

La *Bataille de la Marne* de M. Gabriel Hanotaux, par le prestige de son auteur, par l'abondance et les sources de sa documentation, est le plus important ouvrage français relatif à cette période décisive de la Grande Guerre. L'intérêt qu'éveille ce récit animé où l'imagination féconde de l'historien fait vivre jusqu'au terrain même de la lutte est particulièrement ressenti par ceux qui ont pris part à l'action. Tous peuvent rendre justice au souci manifeste de l'auteur de mettre

(1) La Société de l'Histoire de la Guerre publie un *Bulletin mensuel de documentation internationale* qui signale les ouvrages nouveaux, ainsi que les acquisitions de la Bibliothèque-Musée de la Guerre. Aussi la présente rubrique bibliographique donnera-t-elle uniquement des comptes rendus critiques, sans essayer de tracer un aperçu complet de la production historique, qui ferait double emploi avec le *Bulletin de documentation*. Le nombre de ces comptes rendus a dû être restreint dans le présent numéro. Il leur sera réservé à l'avenir une place plus large.

en relief les mérites respectifs de chacun des chefs militaires français. Alors que d'autres écrivains se sont attachés à rechercher à qui du généralissime ou du gouverneur militaire de Paris devait être attribuée la gloire d'avoir conçu et réalisé le plan d'où est sortie la victoire, M. Hanotaux montre qu'il y eut collaboration entre les deux grands chefs et non point antagonisme. De cette démonstration il résulte que si l'un a heureusement suggéré la date et le lieu de l'attaque dirigée sur le flanc droit des armées ennemies, l'autre a su transformer cette suggestion en une réalité et faire coopérer les armées alliées en une action générale qui a assuré le renversement de la fortune en notre faveur. Dès lors, c'est bien au généralissime que doit être attribué le titre de vainqueur de la Marne.

S'il est possible de suivre M. Gabriel Hanotaux dans cette conclusion, il sera permis cependant de rechercher si, dans son panégyrique du généralissime, il n'a pas quelquefois attribué à ce dernier des vues lointaines dans le temps et l'espace que les faits ne confirment pas. C'est l'examen d'un cas de cette espèce que je voudrais faire ici à propos du rôle attribué au 21e corps d'armée que j'ai eu l'honneur de commander à la bataille de la Marne.

M. Gabriel Hanotaux (t. I, p. 212 et suiv.), exposant l'entrée en ligne de la IIIe armée allemande, les Saxons de von Hausen, montre que cette armée, sollicitée par les appels de ses deux voisines : à droite, la IIe de von Bulow, à gauche, la IVe du duc de Wurtemberg, se fractionne dans la journée du 6 septembre en deux parties presque égales. Ce dédoublement détermine entre les deux parties un vide qui correspond exactement au terrain du camp de Mailly. Et là précisément il existait entre notre IXe armée (Foch) et notre IVe armée (de Langle de Cary) un point faible où, dit M. Gabriel Hanotaux: « l'armée de Joffre était en grand péril ». C'est pourquoi, ajoute-t-il, « le commandement français savait bien ce qu'il faisait en retardant jusqu'au 6 septembre la rencontre décisive ; il n'ignorait pas qu'il existait encore dans son propre front un endroit insuffisamment garni de troupes; si l'on s'engageait trop tôt sur l'Ourcq, cette extrémité de la manœuvre de l'Ouest, se raccordant avec la bataille de l'Est à Mailly, pouvait être grandement exposée. Tout cela, Joffre le savait, et c'est pourquoi il avait hâté, autant qu'il l'avait pu, le prélèvement du 21e corps sur l'armée Dubail, pour venir consolider ce point. »

« ...Il a donné, le 2 septembre au soir, l'ordre d'embarquer, à partir du 4, les éléments combattants du 21e corps, et ce corps est en route par les voies les plus rapides. Quelques jours suffiront maintenant. Mais les aura-t-on?... Heureusement la destinée les prête à la France, ou plutôt les lenteurs de l'armée von Hausen et les fausses manœuvres de Moltke les assurent à la vigilance de Joffre et de ses lieutenants. »

De cet exposé, on est en droit de conclure que le 2 septembre, lorsque le généralissime prélevait sur la région des Vosges un corps d'armée (le 21e) pour l'appeler en Champagne, il en concevait déjà l'emploi dans la trouée du camp de Mailly, qui formait un point faible dans son ordre de bataille.

Les faits sont-ils conformes à cette intention supposée?

Le premier document officiel relatif au renforcement du centre

des armées françaises par prélèvement sur la droite est la note du G. Q. G. pour les commandants d'armée du 2 septembre 1914 (t. I, p. 46) ainsi conçue :

« Le plan général d'opérations qui a motivé l'envoi de l'Instruction nº 4 vise les points suivants :

« *a)* Soustraire les armées à la pression de l'ennemi et les amener à s'organiser et se fortifier dans la zone où elles s'établiront en fin de repli :

« *b)* Établir l'ensemble de nos forces sur une ligne générale marquée par Pont-sur-Yonne, Nogent-sur-Seine, Arcis-sur-Aube, Brienne-le-Château, Joinville, sur laquelle elles se recompléteront par les envois des dépôts ;

« *c)* Renforcer l'armée de droite par deux corps prélevés sur les armées de Nancy et d'Épinal. »

Il est donc établi par ce document qu'à la date du 2 septembre, le G. Q. G. projetait de placer le front des armées sur la ligne : Arcis-sur-Aube-Brienne-Joinville, c'est-à-dire à 20 kilomètres en arrière du camp de Mailly. Il ne pouvait donc à ce moment prévoir soit l'existence d'une trouée, soit l'emploi de la réserve qu'il se crée, dans une région qu'il abandonne volontairement à l'ennemi.

Ce dernier, d'ailleurs, à la date du 2 septembre, est encore entre l'Aisne et la Suippe et le point vers lequel il portera son effort sur notre front ne peut encore être déterminé.

Ces raisons paraissent suffisantes pour faire écarter l'hypothèse de la prévision exacte à la date du 2 septembre de la zone affectée à l'action du 21e corps.

Le G. Q. G. a-t-il même pu déterminer avec certitude à cette même date à quelle armée il affecterait le 21e corps ?

La note du 2 septembre indique l'intention de renforcer par deux corps « l'armée de droite ». Que faut-il entendre par ce mot qui, s'appliquant nécessairement à l'une de nos armées du centre, comporte par cela même une ambiguïté ?

A cette question on peut trouver la réponse dans l'Instruction générale nº 5 du G. Q. G. du 4 septembre 1914 :

« L'arrivée des renforts provenant des Ire et IIe armées, jointe à la nécessité d'apporter plus de souplesse au commandement des armées, ont amené les modifications suivantes dans l'ordre de bataille :

« La IIIe armée comprendra les 5e, 6e, 15e et 21e corps d'armée, les 65e, 67e, 75e divisions de réserve, la 7e division de cavalerie.

« ... Le 21e corps aura ses éléments combattants transportés par voie ferrée dans la région Joinville-Vassy, les 5, 6 et 7 septembre au matin. Après débarquement, le 21e corps d'armée doit se porter dans la région Montiérender-Longeville.

« Il relèvera de la IIIe armée au point de vue du fonctionnement des services, mais il sera initialement à la disposition du commandant en chef. »

C'est donc à la IIIe armée quele 21e corps est rattaché. Or celle-ci a son quartier général à Saint-Dizier, car le repli de notre droite jusqu'à Joinville, envisagé dans la note du 2 septembre, n'a pas été exécuté. La IIIe armée est encore au nord de l'Ornain, de Bar-

le-Duc à Verdun; la IVe borde cette rivière au Sud depuis les environs de Revigny à droite, sa gauche s'étendant vers le Meix-Tiercelin au sud de Sompuis. La région Vassy-Joinville, assignée aux débarquements du 21e corps, est en arrière de la IIIe armée, celle de Montiérender-Longeville, où ce corps doit se porter d'après l'instruction n° 5, est en arrière de la IVe.

Il semble donc que si le G. Q. G. rattache le 21e corps à la IIIe armée, il a l'intention de le diriger vers l'Ouest. et peut-être de l'employer sur le front de la IVe.

Toutefois le G. Q. G. n'indique pas ses intentions au commandant du 21e corps. Il se borne à lui prescrire qu'à partir du 6 septembre, à midi, il dépendra de la IIIe armée. Et celle-ci, dans l'après-midi du 6, donne au 21e corps l'ordre de se porter, le lendemain 7, vers le Nord-Est en direction d'Éclaron.

Plus tard, dans la soirée du 6, vers 18 heures environ, le 21e corps reçoit du G. Q. G. un avis le rattachant à la IVe armée. De nouveaux ordres sont en conséquence demandés à cette dernière; ils parviennent vers 21 heures et prescrivent de marcher le lendemain vers le camp de Mailly, c'est-à-dire à l'Ouest.

L'examen de la note du 2 septembre faisait exclure l'idée de l'emploi du 21e corps dans le camp de Mailly; l'instruction n° 5 du 4 septembre marquait une indécision sur l'affectation de cette réserve. Si, malgré les termes de ces documents, on devait admettre que les intentions du G. Q. G. étaient déjà fixées le 2 septembre, on pourrait vraiment le critiquer pour avoir tardé aussi longtemps à les faire connaître, car le retard eut de fâcheuses conséquences.

C'est qu'en effet le 21e corps ayant reçu de la IIIe armée ordre de se porter le 7 au matin en direction du Nord, les unités qui débarquèrent dans la journée du 6 furent poussées vers la route à prendre le lendemain. Lorsqu'à la fin de la journée, vers 21 heures, parvint de la IVe armée l'ordre de marcher sur le camp de Mailly, c'est-à-dire vers l'Ouest, les unités du 21e corps se trouvèrent plus éloignées de leur objectif qu'elles n'eussent dû l'être si la décision du G. Q. G. avait été notifiée plus rapidement.

Il paraît beaucoup plus vraisemblable d'admettre que le G. Q. G. n'a pas eu pour l'emploi de sa réserve la prescience lointaine que lui attribue M. Gabriel Hanotaux. Il n'est arrivé à sa décision que par des mises au point successives, très naturelles d'ailleurs, car c'est au fur et à mesure que les événements se précisent que la pensée prend elle-même sa forme définitive. Cette incertitude ne donnerait lieu à aucune critique si la réalisation de la pensée du haut commandement n'avait été rendue plus difficile pour les exécutants en raison de l'heure tardive à laquelle elle leur fut communiquée. Quel reproche ne serait-on pas en droit de lui faire si le retard dans la notification était intentionnel ou résultait d'un oubli?

Aucune des hypothèses qu'on peut envisager sur ce point particulier de la conception et de la transmission des ordres supérieurs pour l'emploi du 21e corps à la bataille de la Marne n'est compatible avec une admiration sans réserve.

Ayant vu ce qui peut subsister des prévisions du G. Q. G. sur

l'emploi du 21e corps, cherchons maintenant si, comme le veut M. Gabriel Hanotaux (t. II, p. 179), ce corps d'armée est « entré dans la grande bataille à l'heure et au point précis où son action était le plus nécessaire ».

Le 7 septembre, la 13e division, cantonnée dans la vallée de la Blaise au sud de Wassy, s'est mise en marche de grand matin vers le camp de Mailly dont elle est séparée par plus de 50 kilomètres pour certaines de ses unités. C'est seulement le 8 vers midi qu'elle atteindra les Montmarins, dans le camp de Mailly, pour marcher de là vers le Nord en direction de Sompuis. Or, dans cette matinée même, à la gauche de la IVe armée, la 23e division (général Masnou) et le détachement Breton du 17e corps mis aux ordres du général commandant le 21e corps (1) ont reçu l'assaut du groupe de gauche de von Hausen. Si la 23e division a pu garder Humbeauville, le détachement Breton qui tenait les bois au sud de Sompuis a dû céder du terrain sous le choc de la 23e division saxonne. Ce recul qu'on ne saurait en rien reprocher au détachement qui a vaillamment lutté contre des forces supérieures, aurait pu être évité par l'arrivée plus hâtive de la 13e division. Étant donnés la longueur du parcours à effectuer, l'état de fatigue des troupes, l'affaiblissement de leurs cadres, le défaut d'entraînement des réservistes venant d'arriver des dépôts et la chaleur torride de ces journées, il aurait fallu pour arriver à temps à la gauche de la IVe armée orienter par avance les éléments de la 13e division vers leur objectif. Pour cela on devait les faire débarquer plus près de celui-ci, ou, si cela n'était pas possible, indiquer plus tôt cet objectif à leur chef. Or, cela n'a pas été fait, peut-être parce que la destination du 21e corps n'a été arrêtée définitivement que dans la soirée du 6, peut-être aussi pour une autre cause. Quel que soit le motif de ce retard, il n'en reste pas moins que le retard eut lieu et que l'intervention du 21e corps n'a pu se produire à l'heure précise où elle était le plus nécessaire.

Avec un peu plus de prévision au G. Q. G. on aurait pu gagner une demi-journée, sinon davantage, pour l'entrée en ligne du 21e corps, et les affaires eussent pris sans doute une allure beaucoup plus favorable.

Poursuivant le récit des opérations à la gauche de la IVe armée dans la journée du 9 septembre, M. Gabriel Hanotaux montre l'entrée en ligne de la seconde division du 21e corps, la 43e. Cette unité, n'ayant achevé ses débarquements que le 6 dans la soirée et plus éprouvée encore que la 13e par les luttes antérieures, est obligée de laisser en route la valeur de deux bataillons incapables de suivre. Elle doit, le 9, déboucher du signal d'Orgeval, dans le camp de Mailly, pour marcher vers le Nord à l'Ouest de la 13e et se rabattre, si possible sur Maisons-en-Champagne à l'Est. Or, M. Gabriel Hanotaux, sur la foi du récit allemand de Baumgarten-Crusius, fait déboucher la 43e division de Trouan et de la ferme des Cavattes (p. 183 et 186), c'est-à-dire à 3 kilomètres plus à l'Ouest que le signal d'Orgeval. Il allonge donc ainsi l'itinéraire, bien dur cependant déjà, que la 43e division a dû

(1) C'est par erreur que ces deux éléments sont indiqués, t. II, p. 178, comme étant mis aux ordres du général Dumas.

parcourir, et c'est ainsi peut-être qu'il est amené à formuler une discrète critique à propos de l'intervention très attendue mais tardive de cette unité. Ses chefs ont fait de leur mieux pour arriver au but qui leur était assigné, ils n'ont pas commis la faute d'allonger inutilement l'itinéraire qui leur fut imposé. M. Gabriel Hanotaux m'a fait l'honneur de citer mon livre *les Opérations du 21e corps* (1). Ceux qui voudront bien s'y reporter trouveront à la planche V l'itinéraire suivi par les deux divisions du 21e corps et pourront rectifier l'erreur involontaire de *la Bataille de la Marne*. Son éminent auteur comprendra que l'ancien chef du 21e corps ait à cœur de rectifier une indication le rendant, ainsi que son subordonné, le général Lanquetot, responsables d'une faute qu'ils n'ont pas commise.

Si le 21e corps n'a pu, dans les journées des 8, 9 et 10 septembre, faire sentir son action à l'heure précise où elle eût été triomphante, il faut en demander compte au G. Q. G. qui a déterminé la zone de débarquement de ce corps et a choisi l'heure à laquelle il a notifié sa décision définitive sur le point assigné à son intervention (2).

L'exposé de la marche des deux divisions du 21e corps m'a entraîné quelque peu, et je reviens en arrière pour examiner si les intentions prêtées par M. Gabriel Hanotaux au G. Q. G. sur l'action de la IVe armée répondent bien à la réalité. « Joffre, dit-il (3), a envoyé dans la trouée de Mailly la 18e division, la 6e division et, chose plus importante encore, il a confié à Langle de Cary une mission analogue à celle de Franchet d'Esperey : de même que celui-ci aide son camarade à sa propre droite, de Langle de Cary doit l'aider à sa propre gauche; en un mot et selon les termes mêmes des instructions, si conformes à la méthode stratégique générale de Joffre, la IVe armée intervient comme « réserves » de la IXe. Joffre fait couler de droite et de gauche toutes ses forces disponibles au fond de la poche défensive française, pour la renforcer, au moment où Foch pousse contre la poche offensive allemande toutes ses forces disponibles pour la crever. Beau métier ! »

On est en droit de conclure de ces lignes que la pensée du généralissime est de faire converger les actions des Ve, IXe et IVe armées vers un objectif commun situé en face de l'armée du centre, la IXe, objectif qui tendrait de déborder la Ve armée par l'Ouest, la IVe par l'Est. S'il en était ainsi, la gauche de la IVe armée située à l'Est de la IXe devait incliner vers l'Ouest.

Que s'est-il passé dans la réalité? Le 21e corps que je commandais forme, à partir du 8 septembre, la gauche de la IVe armée ; c'est donc

(1) Plon et Nourrit, 1922.

(2) On signalera à la même page 186 du tome II quelques erreurs matérielles.

La 13e division est depuis le 8 septembre en liaison avec le 12e corps (23e division), et non avec le 17e.

Il est indiqué que l'attaque sur Sompuis est menée par la 43e division ; c'est la 13e qu'il faut lire, et il conviendrait d'ajouter que cette attaque est également orientée à l'ouest du village, ainsi qu'en témoignent les ordres donnés par le commandant du 21e corps. Cf. Général Legrand-Girarde, *op. cit.*, p. 161.

(3) T. II, p. 172.

à lui qu'aurait incombé la mission de pousser vers l'Ouest pour lier son action à celle de la droite de la IXe armée. Or, les ordres très précis que j'ai reçus de la IVe armée prescrivaient à ma division de gauche, la 43e, de marcher sur le Nord pour se rabattre ensuite vers Maisons-en-Champagne, c'est-à-dire vers l'Est, soit dans une direction diamétralement opposée à celle qu'aurait comportée une action conjuguée avec la droite de la IXe armée. Il m'est donc impossible de partager le sentiment de l'auteur de la *Bataille de la Marne* sur la coopération prévue par le G. Q. G. entre les IXe et IVe armées.

J'ajoute qu'en fait le rabattement sur Maisons-en-Champagne n'a pu être exécuté comme l'aurait voulu le commandant de la IVe armée; s'il l'eût été, un vide aurait été créé entre cette armée et la IXe, et leurs actions respectives eussent été tout à fait distinctes, sans aucun but commun. La liaison a toutefois existé entre elles par l'initiative toute naturelle des chefs des unités voisines (21e corps du côté de la IVe armée; 9e division de cavalerie et 11e corps du côté de la IXe). Leurs actions ont été parallèles, mais non point convergentes.

Je bornerai aux faits dont j'ai été témoin ou acteur l'examen du brillant récit de la bataille de la Marne. Les indications qu'on vient de lire n'ont d'autre but que de contribuer à l'établissement de la vérité historique en ce qui concerne la partie du champ de bataille où le 21e corps a opéré. M. Gabriel Hanotaux est un historien trop avisé et trop soucieux de justice pour ne point accueillir ces quelques rectifications d'un combattant.

Général LEGRAND-GIRARDE.

Commandant ASSOLLANT. — *L'Œuvre de la marine française dans la défense du canal de Suez*. Paris, Challamel, 1921, in-8. — Lieutenant de vaisseau DOUIN. — *L'Attaque du canal de Suez*. Paris, Delagrave, 1922, in-8, 115 p.

Ces deux publications, qui ne doivent pas être séparées, apportent des renseignements intéressants sur une partie presque inconnue du front de guerre : le canal de Suez, cette grande voie maritime, vitale pour les Alliés, à laquelle les Allemands ont tôt songé à s'attaquer. Au début de 1915, une armée turco-allemande de 40.000 hommes était constituée en Syrie sous les ordres de Djemal pacha, traversait la Palestine, le désert du Sinaï, et, le 1er février, 15.000 hommes de première ligne avec un équipage de ponts et de l'artillerie lourde étaient réunis devant le canal. Le 2, l'attaque était générale, et une centaine de Turcs passaient sur la rive africaine, où ils furent d'ailleurs tués ou faits prisonniers. Cette opération, énergiquement menée, surprit nos Alliés qui l'avaient crue impossible, malgré les observations de l'escadrille française d'hydravions débarquée en décembre à Port-Saïd.

Le commandant Assollant, s'appuyant sur des documents officiels, fait ressortir que ce fut surtout grâce au tir de deux cuirassés français que les Britanniques échappèrent à un désastre. L'alerte fut chaude,

et les félicitations des autorités d'Égypte à nos marins indiquent combien nos Alliés apprécièrent à son heure le service rendu par notre marine. Toutefois les communiqués du War Office, rédigés quelques jours plus tard, restèrent muets sur l'aide française. Il était bon qu'un officier français rétablît ce point d'histoire.

Le livre du capitaine Douin ne s'occupe que de l'attaque du 2 février; il s'étend beaucoup sur les préliminaires : les trois premiers chapitres (Situation de l'Égypte en 1914. Lutte diplomatique. Préparatifs militaires) sont d'un grand intérêt. Le travail du commandant Assollant traite l'ensemble des opérations militaires, principalement françaises, tant que notre marine a été employée à la défense du canal. Il s'arrête au mois d'avril 1916 : à cette époque, les Britanniques, après le voyage de Lord Kitchener aux Dardanelles en novembre 1915, avaient achevé leurs importants travaux de défense éloignée; les hydravions français avaient été rappelés en France, et les canons de nos cuirassés étaient hors de portée, la ligne de résistance ayant été établie à plus de 25 kilomètres du canal.

Les études des deux officiers se complètent donc l'une par l'autre : celle du capitaine Douin exposant ce qui s'est passé avant et pendant l'attaque, celle du commandant Assollant traitant de l'attaque et des événements postérieurs.

Pour la partie commune, nos renseignements particuliers nous permettent de signaler un petit fait qui peut intéresser les lecteurs et qu'il est utile de faire connaître dans l'intérêt même des auteurs.

La rédaction de quelques parties du récit des événements des 2 et 3 février 1915 est la même dans l'œuvre des deux officiers. L'un aurait donc copié l'autre? Voici l'explication.

Le commandant Assollant, chef de la Section d'études des théâtres extérieurs au Service historique du ministère de la Guerre, avait, dès 1920, pour la grande publication entreprise par l'État-major de l'armée, rédigé, à l'aide des archives de la Guerre, de la Marine, des Affaires étrangères et de la Compagnie du Canal de Suez, le chapitre relatif aux opérations du canal de Suez.

Après lecture, ce chapitre fut trouvé trop touffu, et aussi *trop marin;* il fut décidé que le ministère de la Guerre n'en publierait qu'un résumé. Mais la Marine trouvait là un chapitre tout fait de son histoire pendant la guerre, et sa Section historique le classait dans ses archives. La Compagnie du canal de Suez conservait également dans sa bibliothèque une expédition de ce travail, qui n'était d'ailleurs qu'une partie d'un ouvrage plus complet devant paraître plus tard : *L'histoire de la Compagnie du canal pendant la guerre.*

C'est ce document encore inédit qui servit de source pour la partie militaire de son travail au lieutenant de vaisseau Douin (1) : dans son manuscrit, il cita *in extenso* des passages du récit du commandant Assollant, récit que devait publier la *Revue maritime.* Il eut très loyalement soin d'indiquer la source à laquelle il avait fait ses emprunts. L'autorisation de publication n'ayant pas été accordée au commandant

(1) Attaché au service du transit, à Ismaïlia, de la compagnie du canal de Suez.

Assollant, le capitaine Douin crut bon, dans l'intérêt de son collègue de la Guerre, de supprimer, au courant de l'impression de son volume, ses références.

Mais, par un de ces retours qu'il est inutile de chercher à comprendre, l'autorisation différée pendant près d'un an fut accordée. La *Revue maritime* publia en plusieurs articles l'*Œuvre de la marine française au canal de Suez*. Cette étude fut ensuite éditée chez Challamel, à l'époque même où Delagrave éditait l'*Attaque du canal*, trop tard pour rétablir les premières références. Le capitaine Douin s'était d'ailleurs empressé de s'excuser auprès du commandant Assollant, lequel lui répondit que, ne faisant pas œuvre personnelle, il ne cherchait qu'à apporter sa contribution au travail général, et que « l'histoire appartient à tout le monde ». Telle est l'explication de la similitude de rédaction de quelques pages dans ces deux ouvrages.

Ce petit fait indique néanmoins la bonne entente qui ne cesse d'exister dans le corps des officiers de terre et de mer, occupés à écrire l'histoire de la guerre, et dont les services auraient tout intérêt à travailler en liaison plus étroite.

La collaboration de MM. Douin et Assollant continue, elle nous réserve sans doute quelque nouvelle publication intéressante sur l'œuvre française en Orient.

GEORGES GIRARD.

A. F. PRIBRAM. — *Les Traités politiques secrets de l'Autriche-Hongrie* (1879-1914), d'après les documents secrets des Archives de Vienne. Tome I : *le Secret de la Triple-Alliance*. Traduit par C. JORDAN. Paris. A. Costes, 1923, in-8, 435 pages.

L'ouvrage du professeur Pribram est un des travaux historiques les plus importants qui aient paru depuis la guerre. Les spécialistes, qui avaient eu déjà mainte occasion d'en apprécier la portée et la valeur, seront heureux de posséder désormais une édition française.

Le volume se compose de deux parties. Dans la première, sont réunis les textes des traités conclus par l'Autriche-Hongrie avec les différents États d'Europe, ainsi que les notes ou les instructions les plus importantes. Tous ces documents ont un caractère commun : ce sont des « *accords* secrets de caractère politique ». Les actes, « auxquels on ne peut attribuer que la portée de lier *moralement* les hommes d'État dirigeants », et les arrangements militaires ne figurent pas dans le recueil. Mais l'auteur les a utilisés et parfois reproduits littéralement dans ses commentaires. Il est superflu d'insister sur l'intérêt capital de toutes ces pièces, qui, à l'exception de cinq d'entre elles, étaient restées inconnues jusqu'à ce jour.

Dans la seconde partie, M. Pribram retrace l'histoire des négociations relatives aux cinq traités de la Triple-Alliance. Ce sont les dossiers des Archives de Vienne qui forment, bien entendu, la source essentielle de sa documentation. Il a pu utiliser pourtant, dans l'édition française de son ouvrage, les documents qui viennent d'être pu-

bliés à Berlin, sous le titre *Die Grosse Politik der europäischen Kabinette*, et qui sont relatifs à la période bismarckienne. Le récit est sobre, vigoureux; il abonde en aperçus nouveaux et en détails précieux; il est construit avec une simplicité et une solidité remarquables. Sur un sujet si délicat, M. Pribram a réussi à faire une belle œuvre d'histoire.

Sans doute, en dépit d'un constant effort, il ne peut pas faire abstraction de certains sentiments douloureux; mais il laisse une impression très forte de maîtrise de soi et de sincérité. « Ces études », dit-il dans sa préface, « n'ont aucun rapport avec la politique actuelle » ; c'est l'expression de son désir de savant. Mais en fait il n'est pas possible qu'il en soit ainsi : quel est donc l'homme qui, lorsqu'il a subi la secousse de ces événements formidables, lorsqu'il en ressent personnellement les effets dans sa vie de chaque jour, peut échapper tout à fait à l'emprise de ses sentiments? Aussi M. Pribram laisse-t-il percer, çà et là, quelques appréciations assez vives, qui frappent d'autant plus le lecteur qu'elles contrastent davantage avec la belle sérénité de l'ensemble de son récit.

L'œuvre va se poursuivre. Dans un second volume, qu'il a déjà préparé, l'auteur donnera en particulier l'histoire des négociations conduites par l'Autriche-Hongrie avec la Russie, la Serbie et la Roumanie; mais il veut attendre, pour le publier, l'achèvement de la publication allemande de documents, afin de tenir compte des éléments nouveaux qu'elle ne manquera pas d'apporter. Il suit d'ailleurs, avec grand soin, les publications de documents russes, où l'histoire diplomatique des trente années qui ont précédé la guerre mondiale tient une place prépondérante. La rigueur de sa méthode et de son sens critique garantissent la valeur de ce nouvel ouvrage.

P. R.

LES REVUES DU TRIMESTRE

La *Revue d'histoire de la guerre mondiale* publiera, dans chacun de ses numéros, une liste des principaux articles récents, relatifs à la guerre, et aux événements contemporains qui en sont la conséquence immédiate (réparations, règlement de la question d'Orient, activité des organismes internationaux, etc.). Elle procédera pour cela au dépouillement régulier de soixante-dix périodiques, et signalera en outre, les études les plus importantes qui auront pu paraître en dehors de ces revues.

Elle espère donner ainsi à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la guerre un instrument de travail indispensable, en leur évitant de disperser leur effort.

Les revues dépouillées ont été choisies parmi les grandes revues générales, les revues militaires, et les périodiques consacrés spécialement aux questions politiques, économiques et sociales. Ont été négligées les revues *spéciales (Revue du monde musulman, Pologne économique, Revue interalliée des questions intéressant les mutilés,*

par exemple), parce que toute personne qui veut suivre ces problèmes ne peut manquer d'y recourir directement. Ont été écartées également certaines revues, dont les articles, très courts, ont presque le caractère d'une *chronique* (par exemple, en Angleterre *Nation and Athenæum*, *New Statesman*, etc.) parce que le but de ce dépouillement n'est pas de suivre l'évolution de l'opinion contemporaine sur une question d'actualité, mais de signaler les études qui contiennent des faits et des renseignements utiles pour le travailleur.

C'est pour la même raison que, parmi les articles, ceux qui présentent uniquement le caractère d'une *analyse d'ouvrage* n'ont pas été retenus.

Les résultats du dépouillement seront groupés sous des rubriques de matières : *Les Origines de la guerre. — Les Opérations militaires. — L'Exécution des Traités. — Les Réparations. — Les Nations pendant la guerre*, etc. Les rubriques fondamentales reparaîtront dans chaque numéro. Mais des rubriques secondaires pourront être ajoutées pour adapter le cadre à la variété des sujets traités. En effet, le Traité de Versailles ne marque pas la limite chronologique de ces études; les questions dont le Traité s'est borné à prévoir le mode de règlement (mandats, plébiscites, territoire de la Sarre, occupation rhénane, etc.) sont encore des problèmes de l'histoire de la guerre. Enfin l'acte du 28 juin 1919 n'a pas résolu l'ensemble de la situation européenne : c'est à ce titre que la revue s'intéressera à la question russe, à la question turque; c'est à ce titre qu'elle entend suivre les soubresauts de la conscience publique qui sont en quelque manière une suite directe de la guerre. [N. D. L. R.].

Liste des revues dont le dépouillement sera régulièrement assuré.

Revues françaises. — *Action nationale. — Bulletin de la Ligue des Droits de l'Homme. — Bulletin de la Société d'Études documentaires et critiques sur la Guerre. — Correspondant. — Europe nouvelle. — Mercure de France. — Monde nouveau. — Revue d'Artillerie. — Revue de Cavalerie. — Revue d'Économie politique. — Revue des Deux Mondes. — Revue de France. — Revue du Génie militaire. — Revue hebdomadaire. — Revue militaire française. — Revue militaire générale. — Revue de Paris. — Revue politique et parlementaire. — Revue des Questions coloniales et maritimes. — Revue de Science et Législation financières. — Revue des Sciences politiques. — Revue universelle. — Vie des Peuples.*

Revues anglaises. — *Army Quarterly. — Asiatic Review. — Contemporary Review. — Economic Journal. — Foreign Affairs. — Fortnightly Review. — Journal of the Royal United Service Institution. — Journal of the British Institute of International Affaire. — Reconstruction de l'Europe* (supplément du *Manchester Guardian*). — *Round Table. — United Empire.*

Revues américaines. — *American economic Review. — American*

political Science Review. — Atlantic Monthly. — Foreign Affairs. — Forum. — Infantry Journal. — Political Science Quarterly.

Revues belges. — *Bulletin belge des Sciences militaires. — Bulletin de la Commission des Archives de la Guerre. — Revue économique internationale. — Revue générale.*

Revues italiennes. — *Giornale degli Economisti. — Nuova Antologia. — Nuova Rivista Storica. — Oriente moderno. — Politica. — Problemi italiani. — Vita italiana.*

Revues hollandaises. — *Bulletin of the central Commission for neutral investigation of the causes of the World war.*

Revues allemandes (1). — *Allgemeines Statistiches Archiv. — Berichte der Zentralstelle für Erforschung der Kriegsursachen. — Deutsche Nation. — Deutsche Rundschau. — Grenzboten. — Iahrbücher für Nationalœkonomie. — Merkblätter z. Schuldfrage. — Mitteilungen des Verbandes deutscher Kriegssammlungen. — Preussische Iahrbücher. — Suddeutsche Monatshefte. — Weltwirtschaftliches Archiv. — Wiederaufbau. — Wirtschaft und Statistik. — Wissen und Wehr. — Zeitschrift für Politik.*

Revues autrichiennes. — *Historische Blätter. — Osterreischische Rundschau. — Neue Reich.*

Revues suisses. — *Revue militaire suisse. — Schweizerische Vierteljahrschrift für Kriegswissenschaft.*

Liste méthodique des articles.

Généralités.

Ferrero (Guglielmo). — The European Chaos. — *Atl. Monthly*, janv. 1923, pp. 116-121.

Glasgow (George). — Foreign Affairs. Diplomacy by Conferencer. — *Contemp. Rev.*, janv. 1923, pp. 100-116.

Speranzini (Q.). — Nella dramma europea. — *Vita ital.*, janv. 1923, pp. 90-106.

Origines de la Guerre.

Beazley (Raymond). — New light from Russian documents. III. The falsifications of the « Russian Orange book of 1914 ». IV. General Dobrorolsky on the Russian mobilisation in 1914. — *Foreign Affairs* (Londres), janv.-fév. 1923, pp. 155-156, 172-179.

Japikse (N.). — The collection of diplomatic documents in the German foreign Office. [Sur la collection « Die Grosse Politik der euro-

(1) Les revues allemandes arrivent actuellement en France avec tant d'irrégularité que cette partie du dépouillement a dû être ajournée.

päischen Kabinette, 1871-1914.] — *Bull. of Central Commission*, janv. 1923, pp. 34-47.

CORRADA BARBAGALLO. — Come si scateno la Guerra mondiale. II : La politica dell' impero tedesco nell' guigno-agosto 1914. — *N. R. Storica*, janv.-avril 1923, pp. 3-27.

Déclaration du général Dobrorolsky sur l'affaire du Lokal-Anzeiger. — *Berichte der Zentralstelle...* nº 18.

DELL (Robert). — What we owe to Lord Grey. III : Grey and Caillaux. — *Foreign Affairs* (Londres), janv. 1923, pp. 132-139.

DICKINSON (G. Lowes). — Causes of the great war. I. — *Foreign Affairs* (Londres), mars 1923, pp. 195-196.

GOUTTENOIRE DE TOURY (F.). — A propos des origines de la guerre. La mobilisation russe. — *Cahiers Droits de l'Homme*, 25 janv. 1923, pp. 33-37.

***. — Les Intrigues allemandes au Maroc (1905-1914). — *Rev. D. Mondes*, 15 janv. 1923, pp. 315-346.

Lettre de Falkenhayn à Moltke (5 juil. 1914). — *Berichte der Zentralstelle...* nº 18.

RENOUVIN (Pierre). — Les origines immédiates de la guerre mondiale : les entretiens de Potsdam (5 juill.). — La « localisation » de la guerre. — *Revue des Cours et Conférences*, 15 fév.-15 mars.

Les opérations militaires : Généralités.

BAILLS (Commandant). — Essai sur le problème des communications à la guerre d'après l'expérience de 1914-18. — *Rev. Génie militaire*, fév. 1923, pp. 105-139.

LECOMTE (Colonel). — La stratégie de Ludendorff. — *Rev. milit. suisse*, mars 1923, pp. 98-105.

Front occidental.

D'ARNOUX (Lieutenant). — Vingt-six heures dans les lignes allemandes (6-7 sept. 1917). — *Rev. D. Mondes*, 15 mars 1923, pp. 170-189.

CAMON (Général). — L'effondrement du plan de guerre allemand en septembre 1914. — *Rev. milit. française*, janv. 1923, pp. 5-27.

CIVRIEUX (Commandant de). — Comment périt le 20e régiment de chasseurs à cheval (9-12 oct. 1914). — *Rev. milit. générale*, 15 fév. 1923, pp. 108-117.

La défense de Reims en 1918 par le 1er corps colonial (I. Exposé chronologique des opérations). — *Rev. troupes coloniales*, janv.-fév. 1923, pp. 1-38.

GRASSET (Commandant). — Un écho de Verdun. L'empereur et le prisonnier [d'après le récit du lieutenant-colonel Bernard, du 351e R. I.]. — *Corresp.*, 25 fév. 1923, pp. 64-639.

JANET (Chef d'escadron). —L'attaque de la 48e division d'infanterie en Champagne, le 6 octobre 1915. — *Rev. Infanterie*, 1er mars 1923, pp. 377-398.

LANQUETOT (Chef de bataillon). — La conquête du « Casque » par le 1er bataillon du 20e R. I. (17-21 avril 1917) [emploi des mitrailleuses dans l'attaque]. — *Rev. Inf.*, 1er fév. 1923, pp. 197-229.

Les opérations de l'armée belge (relation succincte). [Cette partie de l'étude concerne la journée du 2 octobre 1914.] — *Bull. belge Sc. milit.*, janv.-fév.-mars 1923.

PALAT (Général). — La perte du fort de Douaumont, le 25 fév. 1916. — *Rev. milit. générale*, 15 janv. 1923, pp. 1-11.

PIERREFEU (Jean de). — La bataille imprévue. [La bataille de l'Aisne et le début de la « course à la mer ».] — *Rev. Paris*, fév. 1923, pp. 534-549.

REGNAULT (Général). — La 3e division d'infanterie à la bataille des frontières. — *Rev. milit. française*, 1er fév. 1923, pp. 145-167.

***. — Some legends of 1914. [Quelques points de l'histoire du début de la guerre.] — *R. U. S. I. Journal.*, fév. 1923, pp. 89-99.

VERGUIN (Colonel). — L'artillerie divisionnaire dans l'offensive. La 42e division d'infanterie les 21-23 août 1914. — *Rev. d'artillerie*, 15 mars 1923, pp. 217-236.

***, — La vraie bataille de la Marne. Réponse à un article de M. de Pierrefeu. — *Rev. hebd.*, 20 janv. 1923, pp. 259-275.

Front oriental.

D'AMADE (Général). — Le corps expéditionnaire des Dardanelles. *Rev. des questions historiques.*, janv. 1923.

SALMON (Capitaine). — La manœuvre de Lodz (nov. 1914). *Rev. milit. générale*, 15 fév. 1923, pp. 117-138.

Opérations navales.

COGNIET (André). — Les opérations du 19 août 1916 dans la mer du Nord. — *Rev. marit.*, mars 1923, pp. 307-312.

TUPPER (Amiral sir R.). — The Blockade of Germany by the tenth cruiser squadron in the Atlantic. — *R. U. S. I. Journal*, fév. 1923, pp. 1-23.

La guerre et la vie intérieure des États.

ALLEMAGNE

EDWARDS (Richard). — German public opinion to day. — *Foreign Affairs*, 15 mars 1923, pp. 59-68.

LICHTENBERGER. — La crise allemande. [La chute du mark et ses conséquences.] — *Rev. pol. et parl.*, 10 janv. 1923, pp. 5-27.

TARLÉ (Commandant A. de). — Le règne des grands industriels en Allemagne. — *Rev. milit. française*, janv. 1923, pp. 110-125.

***. — Un souvenir réconfortant : la propagande antiallemande en Allemagne pendant la guerre. — *Rev. hebd.*, 27 janv. 1923, pp. 317-419.

PAYS BALTES

La Guardia Bianca Finlandese [Mannerheim]. — *Nuov. Antologia*, 1er fév. 1923, pp. 264-275.

BELGIQUE

OMBIAUX (Maurice des). — Les effets du bolchevisme en Belgique : un chapitre d'histoire. [La formation du ministère belge après l'armistice.] — *Mercure*, 15 janv. 1923, pp. 327-344.

FRANCE

BOURGIN (H). — La statistique des besoins de la France pendant la guerre. — *J. Soc. Stat. Paris*, fév. 1923, pp. 46-59.

PASSELECQ (Fernand). — La responsabilité de Rathenau : les ravages d'industrie en Belgique et en France pendant l'occupation allemande, d'après des documents inédits. — *Corresp.*, 25 janv. 1923, pp. 246-266.

ITALIE

AMBRIS (Alceste de). — L'évolution du Fascisme. — *Mercure*, 15 fév. 1923, pp. 5-28.

BELOTTI (Bartolo). — La politica economica del ministero Bonomi. — *Riv. d'Italia*, 15 janv. 1923, pp. 9-42.

BENEDETTI (Michele de). — Tesori d'arte restituiti dall Austria. — *Nuov. Antologia*, 1er janv. 1923, pp. 88-93.

FERRARIS (R.). — Il ministro Mussolini et la *Revue des Deux Mondes*. [Réponse à un article de M. René Pinon.] *Vita italiana*, 15 fév. 1923, pp. 145-148.

HAZARD (Paul). — Une révolution sans révolte [le fascisme]. — *Rev. générale*, 15 janv. 1923, pp. 77-88.

QUIRIELLE (P. de). — Les Mémoires de Giolitti. *Rev. Paris*, 15 fév. 1923, pp. 838-865.

La révolution fasciste en Italie. Ses origines, ses résultats. La dictature de Mussolini. — *Corresp.*, 25 mars 1923, pp. 961-996.

VERCESI (Ernesto). — Les étapes du fascisme en Italie. — *Rev. générale*, 15 fév. 1923, pp. 178-196.

RUSSIE

ALEXINSKY (Gregor). — Bolchevism and the Turks. — *Quart. Rev.*, janv. 1923, pp. 183-197.

BOTCHKAVERA (Maria). — Une visite tragique au général Korniloff [épilogue des aventures du bataillon féminin de la Mort]. — *Rev. hebd.*, 27 janv. 1923, pp. 455-482.

CASTAGNÉ (J.). — La révolution russe et la Chine. — *Orient et Occident*, 15 fév. 1923.

ELIACHEFF (B.). — Notes sur la Russie. Faits et observations économiques. — *Rev. Éc. pol.*, janv.-fév. 1923, pp. 60-89.

FOURNIER (Colonel). — La Russie au début de 1923. — *Rev. milit. française*, mars 1923, pp. 377-388.

KOKOVTZOFF (Comte W.). — Après cinq ans de dictature bolchevique. — *Rev. D. Mondes*, 1er mars 1923, pp. 118-148.

KOURAKINE (P.). — Dix nuits dans les prisons bolcheviks (fin). — *Rev. D. Mondes*, 1er janv. 1923, pp. 145-168.

La librairie et la censure en Russie soviétique. — *Mercure*, 1er fév. 1923, pp. 690-699.

Palmiéri (A.). — Gli Studi orientali nella Russia bolscevica. — *Oriente moderno*, 15 mars 1923, pp. 622-629.

Recouly (Raymond). — La clef du drame russe [lettres de la Tsarine au Tsar 1914-1916]. — *Rev. de France*, 1er fév. 1923, pp. 449-474.

Les clauses territoriales des traités de paix.

Blociszewski (Joseph). — La question de Memel. — *Rev. pol. et parl.*, 10 fév. 1923, pp. 264-282.

Dendal (Commandant). — Le rattachement d'Eupen et de Malmédy à la Belgique. — *Bull. belge Sc. milit.*, janv. 1923, pp. 85-101.

Mackray (Robert). — Memel and the Baltic. — *Fornightly Rev.*, mars 1923, pp. 390-400.

Nemanoff (L.). — La Lithuanie et la Pologne. Vilna et Memel. — *Mercure*, 15 mars 1923, pp. 652-677.

La question des réparations et des dettes intéralliées.

Adler (Laurence). — France and the facts. — *North american Rev.*, mars 1932, pp. 334-342.

Beauchamp. — France and the Ruhr. — *Contemp. Rev.*, mars 1923, pp. 273-280.

Bell (John). — The Paris conference failure. — *Fortnightly Rev.*, fév. 1923, pp. 214-224.

Bevione (Giuseppe). — La crisi europea. — *Riv. d'Italia*, 15 fév. 1923, pp. 141-153. (Ruhr.)

Cadoux (Gaston). — La valeur économique de la Ruhr. — *Rev. pol. et parl.*, 10 fév. 1923, pp. 203-218.

Combeseure (Gaston). — Les prestations en nature et les réparations. — *France et Monde*, 20 janv. 1923, pp. 13-25.

A Debate on the Ruhr. For the invasion, by John F. O'Ryan. Against the invasion, by Pierrepont B. Noyes. — *Nation* (New-York), 14 mars 1923, pp. 288-290.

Decamps (J.). — Le pillage de l'Allemagne et les réparations. — *Rev. Paris*, 1er janv. 1923, pp. 177-191.

The future of reparations and inter-allied debts. — *Round Table*, mars 1923, pp. 273-288.

Gauly (A.). — L'occupation de la Ruhr et l'opinion allemande. — *Rev. de France*, mars 1923, pp. 169-177.

Gignoux (G.-J.). — L'Allemagne est-elle solvable ? — *Act. nationale*, fév. 1923, pp. 65-73.

Le Faivre (Paul). — Comptes interalliés et créances britanniques. — *Rev. univ.*, 15 mars 1923, pp. 720-731.

Long (Robert Crozier). — German industry and reparations : a letter from Berlin. — *Fortnightly Rev.*, mars 1923, pp. 401-417.

Michel (Ed). — La réparation des dommages de guerre. (L'effort fiscal de la France. Les créances françaises. Les dettes. Le coût de la guerre.) — *J. Soc. Statist. Paris*, mars 1923, pp. 89-101.

MOWRER (Edgar Ansel). — A quali condizioni l'America potiebbe condonare i debiti. — *Vita italiana*, 15 mars 1923, pp. 213-220.

PAISH (Sir George). — The Paris conference and after. — *Contemp. Rev.*, fév. 1923, pp. 137-144.

PANGE (Jean de). — Les réparations en nature et notre politique rhénane. — *Rev. hebd.*, 3 mars 1923, pp. 5-24.

***. — La pratique de la loi du 17 avril 1919 sur la réparation des dommages de guerre. — *Rev. Éc. pol.*, janv.-fév. 1923, pp. 1-20.

SARRAIL (Général). — L'occupation de la Ruhr. — *Cahiers Droits de l'Homme*, 10 janv. 1923, pp. 3-6.

A secret document (Being the test of an un despatched despatch from H. M. Secretary of State for Foreign Affairs to the French ambassador). — *Nation and Ath.*, 3 mars 1923, pp. 810-811.

SIMONDOT (H.). — Le problème des réparations. — *France et Monde*, 20 janv. 1923, pp. 25-39.

SIMONDS (Frank H.). — Europe's new crisis. — *American Rev. of Rev.*, fév. 1923, pp. 151-162.

SIMONDS (Frank H.). — The siege of Germany. — *American Rev. of Rev.*, mars 1923, pp. 258-269.

TEDALDI (Adolfo). — La fuga dei capitali tedeschi. — *Problemi italiani*, 1er janv. 1923, pp. 27-49.

TEMPLE (Henry W.). — The reparations crisis. — *Forum*, janv. 1923, pp. 1165-1173.

VERMEIL (Ed.). — La décomposition de l'État en Allemagne et le problème des réparations. — *Vie des peuples*, 10 mars 1923, pp. 686-711.

YOUNG (Allyn A.). — The United States and reparations. — *Foreign Affairs* (New-York), 15 mars 1923, pp. 35-47.

Le proche Orient, la conférence de Lausanne.

BOVA (Renato M.). — Un formidable duello : la questione dei petroli alla Conferenza di Losanna. — *Vita italiana*, 15 janv. 1923, pp. 10-17.

CHIROL (Sir Valentine). — Islam and Britain. — *Foreign Affairs*, 15 mars 1923, pp. 48-58.

CROUGET (Pierre). — Les minorités et les capitulations devant la Conférence de Lausanne. — *Rev. hebd.*, 13 janv. 1923, pp. 153-160.

ELLIS (William T.). — Lausanne : a close-up. — *American Rev. of Rev.*, mars 1923, pp. 269-274.

Foreign Affairs. The Lausanne breakdown. — *Contemporary Rev.*, mars 1923, pp. 373-390.

GIANNINI (Amedeo). — La question del Dodecanneso. — *Problemi italiani*, 15 janv. 1923, pp. 81-93.

GIANNINI (Amedeo). — La questione di Mossul. — *Problemi italiani*, 15 fév. 1923, pp. 241-252.

LOCH (David H.). — Constantinople during the crisis. — *Contemp. Rev.*, 1er janv. 1923, pp. 25-34.

MACDONALD (Duncan Black). — The Near East tangle. — *Yale Rev.*, janv. 1923, pp. 345-363.

Note presentati dagli assiro-caldei alla Conferenza di Losanna. — *Oriente moderno*, 15 mars 1923, pp. 578-581.

PRICE (Clair). — The lesson of Lausanne. — *Forum*, janv. 1923, pp. 1098-1107.

Il risveglio del mondo musulmano. — *Vita italiana*, 15 mars 1923, pp. 203-213.

SPECTATOR. — La Conferenza di Losanna. — *Problemi italiani*, 15 mars 1923, pp. 401-418.

STODDARD (Lothorp). — La transformation économique de l'Islam. — *Act. Nationale*, janv. 1923, pp. 10-17; fév. 1923, pp. 83-92.

TOYNBEE (Arnold J.). — The new status of Turkey. — *Contemporary Rev.*, mars 1923, pp. 281-289.

Turkey and the Powers. — *Quart. Rev.*, janv. 1923, pp. 161-182.

WOODS (H. Charles). — Lord Curzon and Lausanne. — *Fortnightly Rev.*, mars 1923, pp. 491-502.

WOODS (H. Charles). — The straits ; before and after. — *Fortnightly Rev.*, fév. 1923, pp. 282-292.

Y. — L'esempio della Turchia. — *Vita italiana*, 15 janv. 1923, pp. 1-10.

YAKE (Lieutenant-colonel A. C.). — The Near East. — *Asiatic Rev.*, janv. 1923, pp. 18-24.

Les anciens combattants.

DANUS. — The employment of the ex-service man : an irremediable pledge. — *Contemp. Rev.*, janv. 1923, pp. 72-78.

GRAHAM (Stephen). — The ex-service mind of Europe. — *Contemp. Rev.*, mars 1923, pp. 290-300.

LEHMANN (M.) et PICHOT (H.). — Le rôle social et l'avenir des associations de mutilés et d'anciens combattants. — *Rev. hebd.*, 17 mars 1923, pp. 349-360.

Société des nations.

AIYAR (Swivaswami). — Impressions of an Indian delegate at Geneva. — *Asiatic Rev.*, janv. 1923, pp. 23-28.

COOK (Sir Joseph). — The third assembly of the League of Nations. — *United Emp.*, fév. 1923, pp. 80-88.

JACKS (L. P.). — A League of Nations or a league of governments ? — *Atl. Monthly*, fév. 1923, pp. 161-171.

The League of Nations. — *Round Table*, mars 1923, pp. 300-326.

PARMOOR. — The League of Nations and punitive sanctions. — *Contemp. Rev.*, janv. 1923, pp. 35-40.

Les pays à mandat.

HALDANE (Général sir Aylmer). — The Arab rising in Mesopotamia, 1920. — *R. U. S. I. Journal*, pp. 63-82.

CHRONIQUE

Les groupements consacrés aux études d'histoire de la guerre. — Existe-t-il, en dehors de la *Société de l'histoire de la guerre*, des groupements privés qui aient, à l'étranger, le même but, qui poursuivent l'étude objective des faits *dans leur ensemble*, et qui soient à même de donner une impulsion aux travaux personnels ? Il ne le semble pas. Du moins, aucune société de ce genre ne paraît avoir encore manifesté son activité par des publications. La *Ligue des collectionneurs de guerre allemands* (Verband deutscher Kriegssammlungen), qui a publié jusqu'ici un bulletin trimestriel, fort bien présenté, ne dépasse pas le programme restreint qu'elle s'est tracé : monnaies de guerre, journaux du front, médailles ; toutes ces menues curiosités ne sont certes pas négligeables, même pour l'histoire générale ; mais elles n'ont après tout qu'un intérêt secondaire.

Par contre, il existe plusieurs groupements, qui se sont uniquement consacrés à l'étude des *origines de la guerre*, soit parce que ce problème pose, en effet, pour le monde tout entier, les questions les plus angoissantes, soit parce que l'intérêt politique du sujet suscite des vocations plus ardentes que tout autre.

En France, la *Société d'études documentaires et critiques* s'est constituée en 1917. Elle a été formée surtout par des membres de la Ligue des Droits de l'Homme qui se trouvaient en conflit, sur ce point particulier, avec la majorité du Comité directeur.

Après avoir organisé, pendant la guerre même, des conférences, dont quelques-unes ont été publiées, elle a fait paraître l'étude de M. Mathias Morhardt : *les origines de la guerre*. Certains membres de cette Société ont publié aussi des ouvrages, qui ne portent pas l'estampille du groupe, mais qui répondent à sa doctrine et à son but : tel M. Pevet (1), M. Demartial (2), M. Gouttenoire de Toury (3). Enfin, depuis l'été dernier, la Société a imprimé un *Bulletin*, dont le troisième numéro a paru en mars 1923.

Sans négliger absolument l'ensemble des questions que soulève le problème des origines de la guerre, la *Société d'études documentaires* s'attache tout particulièrement à l'attitude du gouvernement français. Il serait même plus exact de dire qu'elle s'y attaque, car la forme de ces études ne vise pas à la modération. Le groupe se consacre à découvrir et à dénoncer des fautes, avec une ardeur inlassable.

(1) *Les Responsables de la guerre*. Paris. Librairie de l'Humanité, 1922.
(2) *Les Responsabilités de la guerre. Le patriotisme et la vérité*, Paris. Éditions « Clarté », 1920.
(3) *Poincaré a-t-il voulu la guerre ?* Paris. Éditions « Clarté », 1920.

Et certes, il ne faut pas condamner d'abord l'intransigeance et la rigueur de ces principes, mais n'est-il pas permis de souhaiter que la Société donne à tous les faits, dans l'ensemble de la crise, leur valeur relative, et qu'elle n'exagère pas l'importance de certains détails, la portée de certaines réserves ?

Il faut reconnaître d'ailleurs que son activité a eu, au seul point de vue de la documentation historique, un intérêt fort appréciable. La première, elle a montré l'obscurité de certains problèmes; la première, elle a posé des questions, elle a provoqué des polémiques qui ont amené la publication de nouveaux documents.

En Allemagne, l'Office central pour l'étude des causes de la guerre (Zentralstelle für Erforschung der Kriegsursachen) est un organe officieux, chargé, en fait, d'une mission de propagande. Son premier chef, l'historien suisse Sauerbeck, a donné des gages multiples au germanisme. Le comte de Montgelas, qui a été un des experts de la Commission d'enquête du Reichstag sur les faits de guerre, et qui a publié tant d'études minutieuses sur les origines du conflit, est sans doute le plus ferme soutien de l'office. Le directeur actuel en est le docteur von Wegerer, qui a fait paraître l'an dernier des travaux intéressants.

La *Zentralstelle* avait commencé, en 1922, la publication d'une série de brochures : c'est ainsi qu'elle avait fait traduire l'étude du général Dobrorolsky sur la mobilisation russe, en y joignant les commentaires des Allemands les plus compétents. Après une longue interruption, elle vient de reprendre ce genre de travaux.

Mais elle établit aussi un *Bulletin hebdomadaire* dactylographié, qui donne l'indication et le résumé des articles parus dans les journaux et revues, en Allemagne et à l'étranger, sur les questions qui forment l'objet de ses études : c'est un dépouillement très étendu, et fort utile. Depuis peu de temps, ce bulletin reproduit *in extenso* certains documents inédits.

En Hollande, enfin, siège la *Commission centrale neutre pour la recherche des causes de la guerre* (Central Commission for neutral investigation of the causes of the world war), qui étend aussi son activité à la Suède, la Norvège et la Suisse. Elle a tenu, en janvier 1923, à l'Université de Zurich, son IVe Congrès, sous la présidence du professeur Hermann Bächtold, de Bâle. Le colonel Immenhauser et le docteur Hans Oehler représentaient le Comité suisse, M. Japikse, vice-président de la Société, le lieutenant général van Terwisga, et M. J. Bruna, secrétaire général, représentaient la Hollande; pour la Norvège siégeaient M. Hambro, rédacteur en chef du *Morgenbladet*, et M. Christopher Mayer, capitaine de vaisseau; pour la Suède, M. Reuterskiöld, professeur de droit international et député, et le docteur Arur Forsell.

L'origine de cette *Commission* est, d'après son propre récit, un appel signé en 1919 par un certain nombre de personnalités appartenant à des nations neutres. Il s'agissait, au moment où l'article 231 du Traité de Versailles venait de proclamer la responsabilité des Puissances centrales dans les origines de la guerre, de protester en somme contre la forme d'un tel jugement, et de déclarer que, seule, une Commission neutre, qui travaillerait selon « les principes de la recherche

historique scientifique », serait qualifiée pour porter une appréciation. C'est en Norvège qu'un Comité avait d'abord été formé pour réaliser le programme impliqué par cet appel. L'appui d'un groupement américain, formé à New-York en janvier 1921 « pour l'étude des causes de la guerre », a fourni, en grande partie, dit-on, les moyens financiers nécessaires. Enfin la Commission neutre, telle qu'elle existe aujourd'hui, s'est formée en juin 1922, à Stockholm.

Elle s'est donné pour but, non seulement de rechercher des documents et de réunir des témoignages, mais encore de publier des monographies qui montreront les conditions politiques et économiques des États européens et des relations internationales avant la guerre. Le point de départ adopté en principe est l'année 1890; mais les auteurs de monographies auront toute liberté de remonter au delà, jusqu'à la paix de Francfort, par exemple, dans toute la mesure où leurs recherches pourront les y amener.

Il est bien entendu que la Commission neutre déclare travailler dans un esprit de rigoureuse objectivité : « La question des origines de la guerre mondiale, dit-elle, doit être arrachée au domaine des discussions politiques, et doit trouver sa solution dans une étude scientifique impartiale. » Quoique cette impartialité ait été mise en doute à plusieurs reprises, — quoique, en Hollande même, certains historiens aient cru devoir se tenir à l'écart d'un mouvement dont la « neutralité » ne leur paraissait pas certaine, — il faut se garder d'un jugement trop rapide. M. N. Japikse, le directeur des publications historiques des Pays-Bas, est un historien de valeur, qui paraît posséder, dans la Commission neutre, une très grande influence. Il peut sans doute lui donner toute l'orientation technique nécessaire. Mais, dominé à son insu même par sa formation intellectuelle, ne sera-t-il pas victime d'une inconsciente sympathie ?

La Commission neutre n'a pas encore annoncé la date de ses premières publications. Mais le *Bulletin* qu'elle édite a consacré, en janvier 1923, un important article à la collection de documents entreprise par le gouvernement allemand sous le titre : *Die Grosse Politik der europäischen Kabinette* (1871-1914). L'auteur de l'étude — c'est M. Japikse — en fait le plus grand éloge. Mais, précisément, il laisse apparaître, en dehors de toute question technique, cette sympathie instinctive à laquelle il était fait allusion tout à l'heure. Ce recueil, dit-il, pourra fournir la preuve de l'innocence de l'Allemagne. « Maintenant, devant chaque Allemand, une joyeuse perspective s'ouvre : le lourd fardeau, que le Traité de Versailles a imposé à son pays, pourra être rejeté. » Sans doute, c'est un espoir que M. Japikse *prête* à l'Allemagne. Mais il ne paraît pas y être indifférent.

Ce sujet-là — il faut bien le reconnaître — est de ceux qu'il n'est pas possible d'aborder sans un secret désir d'y trouver la confirmation de ses sentiments les plus intimes. Pour parvenir à l'impartialité, il faut un effort constant sur soi-même, une perpétuelle surveillance de ses propres jugements; il faut aussi le courage de choquer au besoin des opinions déjà classiques et des intérêts essentiels. Mais il ne faut pas davantage se laisser emporter par la satisfaction professionnelle de formuler une conclusion neuve, par la passion du dénigrement sys-

tématique. Voilà des conditions bien difficiles à réunir. Il est tout naturel que des neutres se soient crus plus capables que tous les autres de réaliser cet idéal; mais il n'est pas encore certain qu'ils y aient réussi.

L'enseignement de l'histoire de la guerre à la Sorbonne. — Par arrêté rectoral du 3 novembre 1922, M. Pierre Renouvin, agrégé d'histoire et géographie, docteur ès lettres, a été chargé à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris d'un cours sur l' « étude critique des sources de l'histoire de la guerre mondiale ». C'est la *Société de l'histoire de la guerre* qui a procuré à l'Université de Paris la dotation financière de cet enseignement, dont l'importance est évidente. M. Renouvin, un ancien combattant, grand mutilé, s'est trouvé désigné par sa connaissance toute spéciale du sujet : il est le chef du service de la documentation à la Bibliothèque et Musée de la Guerre, et il a publié dans l'automne de 1922, en collaboration avec M. Charles Appuhn, une magistrale « Introduction aux tableaux d'histoire comparée de Guillaume », qui accompagna la traduction française de l'ouvrage de l'ex-kaiser. Le cours a commencé le 8 décembre 1922; il a cette année pour sujet : « Les origines immédiates de la guerre. »

Les travaux de la Société d'histoire moderne.— La Société d'Histoire moderne, groupement très actif formé surtout de professeurs de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire, à laquelle appartiennent bon nombre de professeurs et historiens étrangers, et qui compte vingt-trois ans d'existence, a consacré plusieurs de ses récentes séances à l'examen et à la discussion de questions qui intéressent l'histoire de la guerre, savoir : MM. Jacques Ancel, *Le témoignage du général Sarrail sur l'expédition de Salonique de* 1915, 16 *et* 17; — M. Pierre Conard, *les Tableaux synoptiques de Guillaume II;* — lieutenant-colonel Mayer, *Dans une division territoriale au début de la campagne;* — Weill-Raynal, *les travaux du Comité des garanties, institué par la Commission des réparations, depuis sa création en mai* 1921 *jusqu'à la fin de l'année* 1922. Le résumé de ces communications a paru dans le Bulletin de cette Société, où l'on trouvera aussi des comptes rendus de nombreux ouvrages relatifs à l'histoire de la guerre.

Le Congrès de Bruxelles. — Au « Ve Congrès international des Sciences historiques », tenu à Bruxelles, palais des Académies, du 8 au 15 avril 1923, figuraient plusieurs communications intéressant l'histoire ou les sources de l'histoire de la guerre mondiale. Nous nous bornons à mentionner ici, dans l'ordre alphabétique des noms d'auteurs, les titres de ces communications, nous réservant de revenir dans notre prochain numéro sur les plus importantes d'entre elles.

Camille Bloch, *la Bibliothèque et le Musée de la Guerre, institution nationale française.* — Baron de Dorlodot, *Une Commune belge* [Floriffoux] *sous l'occupation allemande, de l'automne* 1916 *à l'été* 1917. *Les déportations et les réquisitions.* — Gronsky, *la Chute de la monar-*

chie en Russie en 1917. *L'analyse juridique de l'acte d'abdication de l'empereur Nicolas II,* 2/15 *mars* 1917. — Th. Heyse, *L'organisation d'une bibliothèque nationale de guerre.* — Waldo G. Leland, *les Archives de la guerre aux États-Unis.* — Henri Lemaître, *Collections de documents relatifs à la guerre en Italie.* — Michel Lhéritier, *Documentation pour l'histoire d'une grande ville française,* [Tours] *pendant la guerre.* — Colonel Maltese, *Le travail de la Section historique de l'état-major italien et la dernière guerre.* — Lieutenant-colonel Merzbach, *Les Archives militaires de la guerre* 1914-1918 *en Belgique.* — Pierre Renouvin, *Esquisse d'une collaboration entre les centres d'études d'histoire de la guerre.* — Vannerus, *Les Archives de la guerre en Belgique; leur genèse; leur organisation; les résultats obtenus.* — C. K. Webster, *The Congress of Vienna* 1814-1815 *and the Paris Conference* 1919 : *a comparison and a contrast.*

Le Gérant : A. Costes.

5410. — Tours, Imprimerie E. Arrault et Cie.

Revue d'Histoire
de la
Guerre Mondiale

La genèse du plan XVII [1]

Si la période comprise entre 1871 et 1914 a pu justement s'appeler la « paix armée », c'est qu'en effet pendant tout ce temps la France a vécu sous la menace constante d'une invasion allemande. Le pays s'en est si bien rendu compte qu'il s'est imposé pendant 44 ans, pour assurer sa défense, des sacrifices tels qu'avec une population inférieure, il a réussi à se créer et à maintenir un état militaire longtemps égal à celui de son adversaire, et qui lui cédait de bien peu lorsqu'éclata le conflit prévu, fatal, mais qui n'était désiré par personne et qu'aucun gouvernement français ne chercha jamais à provoquer. Même aux époques où des transformations de l'armement nous donnèrent un avantage incontestable, mais forcément transitoire : adoption du fusil Lebel, création du canon à tir rapide, bien loin de chercher à en profiter, nous sûmes opposer le sang-froid et la dignité aux menaces et aux insultes telles que l'affaire Schnœbelé, les coups de Tanger et d'Agadir, et nous contenter de parfaire nos moyens de défense. Si nous recherchâmes des alliances, ce fut dans le seul but de maintenir la paix.

Un coup d'œil, jeté sur les mesures prises successivement par l'état-major et le haut commandement français pendant

(1) Le présent travail est basé principalement sur le premier volume du grand ouvrage élaboré par le Service historique de l'État-Major de l'armée, et publié sous le titre : *Les Armées Françaises dans la Grande Guerre*. Un exemplaire de ce volume se trouve à la Bibliothèque nationale, un autre à la Bibliothèque-Musée de la Guerre.

cette longue période, fera ressortir le caractère essentiellement « défensif » de notre préparation militaire et montrera, il faut l'espérer, la fausseté de l'accusation qui nous a été faite d'avoir voulu une guerre de revanche et de l'avoir provoquée.

La paix de Francfort n'était pas encore signée que l'insurrection de la Commune obligeait à reconstituer notre armée, tout au moins à former hâtivement avec les prisonniers rapatriés d'Allemagne des troupes solides, qui allaient constituer le noyau et la base de notre réorganisation militaire. A peine le territoire était-il évacué qu'on se mettait au travail pour créer à la frontière cette ligne de fortifications justement célèbre, à l'abri de laquelle nous comptions préparer notre défense en cas d'agression. On sait que cette œuvre de sécurité nécessaire et élémentaire faillit, à peine commencée, être la cause d'une nouvelle guerre provoquée par les Allemands, furieux de voir qu'au lieu d'être une nouvelle Autriche et de renoncer à se défendre, la France voulait rester maîtresse chez elle et garder, avec son indépendance politique, l'intégrité du territoire que lui avait laissé une paix désastreuse. Mais, après cet incident, il n'y avait pas à se tromper sur les dispositions de nos voisins, et, quelle qu'eût été l'utilité en 1875 de l'attitude de la Russie pour maintenir la paix, le peuple français sentit dès ce moment qu'il ne pouvait compter que sur ses propres forces pour assurer son existence.

Aussi est-ce de cette époque que date réellement notre réorganisation militaire, dont l'idée maîtresse fut celle de la « nation armée », conception toute nouvelle chez nous quoi qu'on ait pu dire (1), et qui trouva sa première formule

(1) Si l'on était surpris de cette affirmation, il suffirait de rappeler que non seulement on n'avait jamais encore en France organisé dès le temps de paix l'utilisation en cas de guerre de tous les citoyens en état de porter les armes, mais que, lors des crises les plus graves, il s'en fallut de beaucoup que l'ensemble de nos troupes mobilisées ait jamais approché d'un effectif qui pût mériter le nom de « nation armée ». Même après la « levée en masse », les quatorze armées de la Convention ne représentèrent pas le cinquième de ce qu'aurait fourni la loi de recrutement de 1875, si elle avait été appliquée au chiffre de la population française en 1793. La proportion fut encore plus faible en 1813 et 1814, et, malgré tous ses efforts, le Gouvernement de la Défense nationale ne put organiser et transformer en combat-

dans la loi de recrutement de 1875. C'est sur cette première base que l'état-major de l'armée se mit au travail et commença à élaborer les plans de mobilisation, de transport et de concentration nécessaires pour soutenir une lutte que les dispositions de nos voisins venaient de montrer toujours menaçante : il importe de suivre les modifications successives de ces conceptions.

I. — Les plans antérieurs au plan XVII.

Sans doute ces transformations furent toujours étroitement solidaires de nos diverses lois de recrutement. Mais si la notion du devoir militaire étendu à tous les citoyens en état de porter les armes en cas d'invasion est restée la base de notre doctrine, les idées en matière d'emploi des réserves avec les armées de campagne n'ont cessé de varier depuis 1875. Nous sommes peu fixés sur ce qui fut préparé à ce sujet au lendemain de cette chaude alerte. Mais il est certain que, si la guerre avait éclaté alors, notre armée territoriale, fortement constituée avec les anciens combattants de 70-71, aurait pris part à la défense du territoire, et aurait rendu au moins autant de services que les créations hâtives du Gouvernement de la Défense nationale.

Quant aux réservistes, presque tous à cette époque anciens soldats des armées impériales ou de la garde mobile, ils n'auraient pas seulement complété et entretenu les effectifs des troupes actives ; ils auraient formé aussi de nombreuses unités de campagne. Mais dans quelle proportion, c'est ce que nous ignorons.

Ce n'est en effet qu'à partir du plan X, mis en vigueur le 10 mai 1889, également à la suite d'une nouvelle et grave alerte : l'affaire Schnœbelé, que nous possédons des renseignements positifs sur ce qui était préparé en matière d'emploi des unités de réserve. Cette fois, leur affectation aux troupes

tants plus du quart des hommes disponibles. A ces diverses époques, l'absence d'une loi organique permanente se fit cruellement sentir et paralysa les efforts les plus énergiques. Car l'improvisation ne saurait suffire pour fournir rapidement les armes, les munitions, les approvisionnements, les cadres surtout, sans lesquels une armée ne peut exister. L'exemple tout récent des Américains montre bien le temps que demandera toujours semblable création, même quand les ressources en argent et en matériel sont illimitées et quand la sécurité du territoire national est complète.

de campagne est prévue avec une ampleur qu'on ne devait plus voir par la suite, puisqu'aux 18 corps d'armée actifs devaient, à la mobilisation, s'en ajouter 18 autres, obtenus par la formation de régiments mixtes d'infanterie comprenant chacun un bataillon actif et deux de soldats rappelés, création qui présente une curieuse et frappante analogie avec ce qu'avait été « l'amalgame » à l'époque révolutionnaire. Pour les armes spéciales nécessaires à ces corps d'armée nouveaux, on devait procéder par dédoublement des unités actives.

Cette organisation remarquable ne devait pourtant pas durer longtemps, car, dès le plan XI, il n'est plus prévu que 9 corps d'armée supplémentaires et 6 troisièmes divisions affectées chacune à 6 des corps d'armée actifs.

Lors de l'adoption du plan XIII, nouvelle réduction à 5 des corps d'armée nouveaux. Par contre, adjonction d'une division de réserve à chaque corps actif ; puis, dans le plan XIV, suppression complète des corps de nouvelle formation. Il ne reste plus que des divisions de réserve, formant trois groupes disposés en arrière des armées de première ligne.

Lors de l'adoption, le 15 février 1908, du plan XVI, l'affaiblissement de notre armée, résultant du vote de la loi de deux ans, oblige à envisager pour les troupes de seconde ligne un rôle un peu plus actif, puisque chaque corps de l'intérieur mobilisé s'adjoindra une brigade de réserve. On forme, en outre, 22 divisions de réserve et 9 de territoriale. Mais, seul, est admis en première ligne l'emploi des brigades, à côté des unités actives, et encore est-il recommandé (nous nous en souvenons tous) de les affecter à des missions spéciales. Pour les autres, quatre groupes de divisions de réserve seront concentrés en arrière des armées ; deux divisions de territoriale seront maintenues dans les camps de l'intérieur, à Auvours et à la Braconne.

Peu après, en février 1911, se produit la proposition du général Michel, inspirée d'une idée neuve, hardie, et qui tout au moins valait mieux que l'examen hâtif qui la fit rejeter immédiatement. Il ne s'agissait de rien moins que de dédoubler, à la mobilisation, chaque régiment d'infanterie actif, de façon à former six bataillons actifs sous les ordres du colonel assisté de deux lieutenants-colonels. De cette façon,

chaque brigade active aurait pris la force d'une division, chaque division celle d'un corps d'armée et chaque corps d'armée en aurait valu deux. Toutes ces unités devaient être employées sur le front d'une manière identique. Sans vouloir le discuter complètement, on ne peut méconnaître le très sérieux avantage, au point de vue « humain », d'un projet dans lequel chaque colonel, conservant à la mobilisation le commandement des unités nouvelles, était intéressé à leur donner la même cohésion qu'aux anciennes, au lieu de perdre une partie de ces cadres, qu'il a eu tant de peine à former, et qui passent à des unités avec lesquelles il n'aura plus aucun contact. On sait que l'échec de cette proposition devait amener la démission de son auteur, et la réorganisation du haut commandement par la création du poste de « chef d'état-major général », dont le titulaire devint le général en chef désigné.

Ainsi qu'on a pu le voir par ce rapide examen, la formation, à la mobilisation, de grandes unités composées de réservistes fut de moins en moins en faveur au cours des années, et la confiance dans la solidité, au moins au début d'une guerre, de pareilles créations semble avoir été plutôt en diminuant. Si l'on était tenté d'en faire un grief à notre état-major, il ne serait que juste de rappeler qu'il ne saurait être rendu responsable de la diminution progressive que subirent la durée et la fréquence des périodes d'instruction. On s'explique facilement, qu'étant lui-même de plus en plus imbu des théories d'offensive à outrance, amené par suite des progrès de la mobilisation et de la concentration, aussi bien chez nous que chez les Allemands, à envisager l'ouverture des hostilités au jour le plus rapproché possible de la déclaration de guerre, il ait été tenté de séparer de plus en plus le rôle des formations actives de celui qu'on pouvait assigner à des unités formées d'hommes nullement entraînés et rarement repris en main. D'ailleurs, la difficulté d'assurer le commandement et d'organiser les états-majors augmente très rapidement avec l'élévation du rang des unités que l'on cherche à créer de toutes pièces. Le projet Michel y remédiait dans une mesure qui n'a peut-être pas été suffisamment appréciée, mais son rejet devait amener à considérer la division comme la plus forte unité qui pût utilement être constituée au moyen de réservistes, car le *groupement* (par

trois généralement) de ces divisions ne saurait être assimilé à la formation de *corps d'armée*, par suite de l'absence des « éléments non endivisionnés » et de son caractère temporaire.

Les projets de transport et de concentration, ou plutôt de *déploiement stratégique*, devaient naturellement dépendre non seulement des mesures admises pour la mobilisation, mais aussi de l'organisation de nos défenses, de la constitution de notre réseau ferré, et enfin de la situation politique. En effet si l'Allemagne restait toujours notre principal adversaire probable, sinon certain, il fallut longtemps compter avec l'attitude de l'Italie, parfois même de l'Angleterre et de la Belgique. Enfin la valeur de la coopération russe fut toujours incertaine.

On ne sait à peu près rien des mesures préparées avant 1891, mais le dispositif adopté à cette époque, lors de la rédaction du plan XI, répartissait nos forces en une masse centrale sur le front Charmes-Commercy, qui devait être tenu par deux armées, une troisième étant laissée en deuxième ligne entre Chaumont et Neufchâteau. A droite, à Épinal, une armée de manœuvre soutenue par une armée de réserve entre Lure et Luxeuil, à gauche deux armées, l'une entre Bar-le-Duc et Sainte-Menehould, l'autre autour de Reims. D'autre part, les 14e et 15e corps restent sur la frontière des Alpes. En faisant adopter ce projet par le conseil supérieur de la guerre, le général Saussier exprimait l'avis que le dispositif convenait aussi bien à l'offensive qu'à la défensive, mais se gardait bien de faire connaître ses projets d'opérations. Plus tard, cependant, en 1896, à l'occasion de l'adoption du plan XIII, il annonçait « l'intention, après avoir assuré le flanc droit du dispositif par la possession des Vosges, de marcher sur Sarrebourg, et de faciliter ainsi aux armées de la masse centrale le débouché en avant de Nancy, tandis qu'une des armées de manœuvre, tout en masquant Metz, leur prêterait l'appui de ses corps de droite ».

Dans le plan XIV, apparaît plus nettement encore la préoccupation de réserver le plus longtemps possible la liberté de décision du général en chef. Les débarquements doivent placer les troupes dans un « dispositif d'attente ». Pour cela, on constitue vers Nancy une avant-garde générale, puis

trois armées sur le front Épinal, Mirecourt, Neufchâteau, Commercy, une armée de manœuvre vers Chaumont, le tout appuyé en arrière par trois groupes de divisions de réserve. Cette tendance ne fait qu'augmenter avec la prise de commandement du général Brugère, qui, « estimant que les plans antérieurs correspondent d'une façon trop absolue à une idée de manœuvre préconçue », fait adopter « un dispositif central qui pût répondre aux diverses éventualités possibles ». En conséquence, l'avant-garde générale étant supprimée, on aura trois armées en première ligne, une de 5 corps vers Épinal, une de 4 vers Toul et Nancy, une de 5 sur les hauts de Meuse, face à Metz ; en deuxième ligne, derrière le centre, une armée de 4 corps, et 3 groupes de divisions de réserve à Châlons, Troyes et Vesoul. On y joindra, s'il est possible, les troupes du Sud-Est, formant une cinquième armée vers Vesoul. Une variante devait, peu après, prévoir la réunion d'une armée vers Revigny, pour parer à une menace du côté de la Belgique, éventualité dont on commençait à se préoccuper.

Enfin le plan XVI « doit satisfaire à une double condition : porter en germe la manœuvre par laquelle le général en chef se propose d'entamer son plan de campagne, prévoir dans la mesure du possible les éventualités qui peuvent se produire, de façon à ne pas être surpris par les événements... ». Mais, en réalité, c'est surtout à la deuxième condition que l'on pense, car « l'emplacement initial des troupes sur le terrain... » est « étudié surtout en vue du mouvement » et de « la souplesse » du dispositif. On formera donc un plus grand nombre d'armées ; elles seront largement espacées, et une armée de manœuvre devra être prête à répondre à une menace du côté du territoire belge.

En conséquence, trois armées de front seront réparties, la Ire (5 corps et 2 divisions de cavalerie) dans le quadrilatère Chaumont, Langres, Épinal, face au Nord-Est ; la IIe (2 corps) dans la région Saint-Dizier, Joinville Gondrecourt, Ligny-en-Barrois, face au Nord-Est ; la IIIe (3 corps, 1 division de cavalerie) dans la région Bar-le-Duc, Pierrefitte, Revigny, Heiltz-le-Maurupt, face à l'Est. Aux ailes, la IVe armée (2 corps d'armée, 1 division de cavalerie) dans les Vosges ; la Ve (2 corps d'armée, 1 division de cavalerie) derrière l'Argonne, dans la région Ville-sur-Tourbe, Mouthiers, Vouziers, face à l'Est, et 3 divisions de

cavalerie vers Rethel. Les réserves comprennent : la VIe armée, 2 corps au camp de Châlons, 2 au nord de Brienne, le 19e corps à Orléans, les 14e et 15e, s'ils sont disponibles à Dôle, un 21e corps, venant aussi des Alpes, au sud-est de Paris. Enfin un groupe de divisions de réserve au sud de la ligne Dôle, Dijon, un vers Troyes, un dans la région Soissons, Oulchy, Villers-Cotterets, un vers Laon, la Fère ; une division de territoriale à Auvours, une autre à la Braconne. La couverture, fortement organisée, doit tenir, jusqu'au 11e jour, le Madon, la Moselle et la Meuse, en occupant de suite les Vosges, la forêt de Haye, les côtes de Meuse de Toul à Verdun, en couvrant Belfort entre le ballon d'Alsace et la frontière suisse. Un groupe spécial, entre Verdun, Conflans et la frontière belge, doit protéger le rassemblement de la Ve armée vers Buzancy.

En somme, ces divers projets, sans exclure la possibilité de prendre l'offensive, aboutissaient tous à un dispositif « d'attente », parfaitement justifié d'ailleurs pour une nation résolue à ne pas prendre l'initiative de la guerre et placée devant un adversaire redoutable, dénué de scrupules et très capable d'opérer une attaque brusquée sans déclaration de guerre, ayant de plus, par sa constitution, le moyen d'opérer sa mobilisation en secret pour s'assurer l'avance sur nous. Dans toutes ces dispositions, se marquait le souci d'utiliser la barrière fortifiée que nous devions au général Séré de Rivières. Enfin l'idée générale était toujours de réserver à la masse principale de nos forces, barrant la trouée de Toul à Épinal et fortement appuyée par sa droite aux Vosges et à Belfort, la possibilité de se retirer pas à pas vers le Sud-Ouest, c'est-à-dire vers le centre du pays. Le souvenir de la guerre de 1870 était toujours vivace, et ce qu'on craignait par-dessus tout, et à juste titre, était une manœuvre contre notre droite, soit par Bâle, soit plus au Sud à travers la Suisse. Les précautions prises de ce côté dans le plan XVI sont à cet égard caractéristiques, et l'on a su depuis que cette éventualité n'avait rien d'inadmissible. Le projet d'attaque brusquée contre Épinal a bel et bien été préparé par les Allemands, et, s'ils n'ont pas violé la neutralité helvétique, c'est qu'ils ont cru plus avantageux de commettre ailleurs le même crime.

Assurément, on peut penser que cette dernière hypothèse,

celle du passage des Allemands par la Belgique, ne fut pas toujours considérée ni comme la plus probable, ni comme la plus dangereuse. Cependant, à l'examen du plan XVI, on constate que de sérieuses précautions étaient prises de ce côté, et que des mesures efficaces pouvaient être exécutées en temps utile. Si l'on considère en effet l'armée des Vosges, celle de Neufchâteau, celle de Saint-Dizier, et même celle de Bar-le-Duc, comme peu aptes à se déplacer vers le Nord et comme vouées à combattre sur le front général Verdun, Nancy, Saint-Dié, Belfort, les deux corps de l'armée de l'Argonne pourront toujours agir au nord de Verdun, avec le corps de cavalerie de Rethel. Les deux corps de Châlons, soutenus par les deux autres, venant par chemin de fer de Brienne, peuvent gagner en temps utile le front Mézières, Sedan, Stenay. A leur gauche peuvent venir d'abord le groupe de réserve de Laon, puis celui de Soissons, plus tard celui de Troyes, et les diverses forces venant de Paris, d'Orléans, de Dôle même. Tous ces mouvements ou transports peuvent se faire à l'abri, et pour que l'ennemi puisse les troubler, il faudrait qu'il eût pris du côté belge une avance que la longueur du trajet à parcourir rend tout à fait improbable.

D'ailleurs, grâce à l'ouvrage du général von Kühl et à sa savante analyse par le général Douchy (1), on sait maintenant que l'idée de violer la neutralité belge ne prit corps chez nos ennemis qu'entre 1894 et 1899. En 1900 encore, dit von Kühl, « nous concentrions six armées sur la ligne : Saint-With, Trèves, Sarrebrück, Sarrebourg, Strasbourg, une septième était échelonnée derrière l'aile droite à Düren, Kall et au Sud. Les Ire et IIe armées devaient franchir la Meuse vers Donchery, Stenay, couvertes contre les Belges par la VIIe armée. Plus à gauche, la IIIe armée s'avançait au delà de la Meuse. Les IVe et V^e^ armées s'emparaient de Nancy, Frouard, Pont-à-Mousson; se couvrant face à Toul, elles franchissaient la Moselle au Sud de cette place et se dirigeaient vers Neufchâteau. La VIe armée couvrait le flanc gauche. Le secteur de Verdun à Toul ne devait pas être attaqué tout d'abord. La presque totalité de notre armée était employée à ces opérations »...

(1) *Le grand État-Major Allemand avant et pendant la guerre mondiale.* Analyse et traduction de l'ouvrage du général von Kühl. Paris, Payot, 1922, in-8, 157 pages.

Ainsi qu'on le voit, les mesures prises de notre côté à cette époque, en particulier la constitution d'une masse centrale dans la trouée Toul-Épinal, répondaient parfaitement aux projets de notre adversaire. Plutôt que de se laisser attirer à livrer une bataille décisive en avant de cette trouée, on préparait chez nous l'opinion à voir Nancy occupé par l'ennemi dès le début des hostilités.

Mais « dans les années suivantes, continue von Kühl, le comte Schlieffen accentuera progressivement l'idée d'enveloppement. L'attaque contre le front fut abandonnée. L'aile gauche, en Lorraine, reçut une mission défensive. La presque totalité des forces devait, en s'appuyant à gauche sur Metz, exécuter le grand mouvement d'enveloppement et de conversion ; traversant comme un puissant rouleau la Belgique et le nord de la France, nous déborderions toute position française rencontrée. Le théâtre d'opérations s'étendait ; on créait de la place pour l'immense armée ».

Et plus loin, von Kühl ajoute : « Si l'enveloppement des Français, tel qu'il avait été projeté jusqu'alors, réussissait, une nouvelle position s'offrait à eux sur la ligne : Aisne, Reims, la Fère. Il fallait également envelopper cette position. L'aile droite allemande dut, par suite, être concentrée encore plus au Nord, pénétrer encore plus avant à l'intérieur de la Belgique; 23 corps d'armée actifs, 12 et demi de réserve et 8 divisions de cavalerie (en réalité 7, fait remarquer le général Douchy) étaient destinés à exécuter cette vaste conversion à gauche autour de Verdun comme pivot. Ils devaient être concentrés dans la province rhénane, leur gauche à Metz. Il restait en Lorraine, pour protéger le flanc gauche des armées : sur la rive droite de la Moselle, seulement 3 corps d'armée et demi, un corps de réserve et 3 divisions de cavalerie; dans Metz, indépendamment de la garnison de guerre, 6 brigades de landwehr; à Strasbourg, outre la garnison, une division de réserve ; sur le Haut-Rhin, 3 brigades et demie de landwehr. En Basse-Alsace, une brigade de landwehr... La mission des troupes de Lorraine était de fixer le maximum de forces françaises avec le minimum de troupes allemandes. *C'est pour cette raison qu'on avait envisagé une attaque sur Nancy au début de la guerre...* »

Il s'agissait de nous donner le change et d'attirer notre attention de ce côté

Bien que, comme le fait remarquer le général Douchy, nous ayons eu vent de cette attaque, il ne semble pas que nous nous soyons laissés prendre à cette amorce, car, outre les possibilités de faire face à l'attaque enveloppante contre notre gauche déjà données par le plan XVI, une variante adoptée en septembre 1911, sans modifier le plan dans son ensemble et sans avoir été l'objet d'une discussion au Conseil supérieur de la guerre, « reportait plus au Nord la concentration d'une partie importante de nos forces. En effet, la Ve armée, renforcée éventuellement du 19e corps, devait se concentrer entre Amagne et Mézières, tandis que le gros de la VIe était poussé dans la région Reims, Châlons, Sainte-Menehould. Les groupes de divisions de réserve devaient se concentrer, le 1er à Vesoul, le 2e à Toul, le 3e à Sainte-Menehould, Bar-le-Duc, le 4e à Mézières où se rassemblerait le corps de cavalerie (1re, 3e et 5e divisions).

Ajoutons que, depuis longtemps, l'éventualité du passage des Allemands par la Belgique avait été étudiée par nous dans de nombreux exercices sur la carte, que des manœuvres de cadre avaient eu pour théâtre la frontière belge, en particulier la région de Carignan, et que des reconnaissances de généraux et d'officiers d'état-major, voyageant en vêtements civils, avaient été poussées à diverses reprises en Belgique et dans le Luxembourg. Jamais, hâtons-nous de le dire, il n'avait été question d'une offensive de notre part dans cette région, dont nous connaissions bien les difficultés d'accès. Le thème courant, presque banal, de ces études était l'attaque que nous comptions exécuter contre l'ennemi débouchant de l'Ardenne. Ce n'est que plus tard, peu d'années avant la guerre, que ces mêmes reconnaissances explorèrent le pays situé sur la rive gauche de la Meuse, la région de Couvin et de Philippeville, mais en vue de rechercher les moyens de venir barrer la trouée historique de Chimay. On nous aurait bien étonnés si l'on nous avait dit qu'il s'agissait d'aller chercher l'adversaire dans ce guêpier de forêts et de landes désertes, qu'un grand nombre d'entre nous avaient parcouru.

II. — Le plan XVII.

Le plan XVII allait profondément différer de tous ceux

qui l'avaient précédé, non seulement par ses dispositions, mais par les conditions dans lesquelles il fut établi.

Jusque-là, en effet, c'était l'état-major de l'armée, relevant du ministre de la Guerre, qui avait été chargé de préparer la mobilisation, les transports et la concentration. Certes, les divers commandants en chef désignés, qui s'étaient succédé, avaient dû être consultés, mais ils n'avaient pas dirigé personnellement ces travaux, et leur action propre avait été limitée à la conception de la manœuvre qu'ils se proposaient d'exécuter, une fois mis en possession de leurs moyens d'action. Si ce système n'était pas parfait, il ne faut pas le condamner sans examen, car il présentait tout au moins un avantage : celui de donner aux opérations compliquées de la préparation à la guerre une stabilité, qui aurait absolument fait défaut avec les changements si nombreux des généraux désignés pour le commandement. Si chaque nouveau titulaire, à cette époque troublée, avait pu revendiquer le droit de tout transformer dans notre état militaire, on serait arrivé au chaos. C'était au général en chef d'accepter ou de refuser la tâche qui lui était offerte, et c'était à l'état-major de l'armée de lui fournir le plus de forces possible et dans un dispositif assez souple pour qu'il pût garder toute l'indépendance de ses décisions en matière d'opérations militaires. Celles-ci restaient son domaine propre, et l'on a vu que les plans de campagne, attribut essentiel des commandants en chef, furent élaborés par eux seuls et ne furent connus en général que de leur entourage immédiat.

Tout autre fut la situation dès la création du poste de chef d'état-major général. Les pouvoirs qui lui furent attribués furent si étendus que rien de ce qui concernait la préparation à la guerre ne fut soustrait à son autorité.

Pendant les trois années qui précédèrent la lutte, le nouveau titulaire — il convient de le souligner — régla seul, et *à sa guise*, la concentration, la mobilisation, l'instruction de l'armée, et eut même une influence prépondérante sur l'avancement et le choix des généraux investis des grands commandements.

Le plan XVII eut pour base la situation politique générale telle qu'on l'appréciait chez nous. On admit que le conflit latent qui existait entre l'Autriche et l'Italie déterminerait probablement cette dernière puissance à rester neutre, au

début du moins des hostilités. Par contre, le développement formidable de l'armée allemande résultant de l'adoption de la loi militaire de 1913 devait donner à cette puissance la possibilité « de produire un brusque effort avec ses corps de couverture, puis de prendre dans un délai très court une offensive victorieuse ». Les grands progrès réalisés par l'armée russe devaient lui permettre d'entamer les opérations dès le 15e jour de la mobilisation, et de développer complètement son offensive, avec 24 corps d'armée actifs, du 20e au 23e jour. Par contre, l'Angleterre « ne nous a pas assuré sa coopération d'une manière certaine et n'a même voulu prendre aucun engagement par écrit ». Si l'on peut sans témérité escompter l'appui de sa flotte, le secours d'un corps expéditionnaire comprenant 1 division de cavalerie, 6 d'infanterie et 4 brigades montées, qui a fait l'objet d'une entente entre les états-majors, reste douteux. « Nous agirons donc prudemment en ne faisant pas état des forces anglaises dans nos projets d'opérations. »

Ajoutons que le concours de l'armée belge, alors en pleine période de transformation, n'était rien moins qu'assuré.

En conséquence, et grâce au renforcement qu'allait donner aux cadres la loi du 23 décembre 1912, « on est en droit d'envisager l'utilisation de certaines divisions de réserve, dans le cadre de nos armées de première ligne, où elles auront à remplir certaines missions dévolues aux unités actives dans le plan en vigueur ». De fait, 25 divisions de réserve devaient être créées. Chacune comprendrait 2 brigades, à trois régiments de 2 bataillons seulement. De plus, les brigades de réserve adjointes aux corps d'armée actifs étant supprimées, chaque division active serait renforcée d'un régiment de réserve.

L'ensemble de nos forces devait donc comprendre :

20 corps d'armée à 2 divisions.
1 corps d'armée à 3 divisions.
25 divisions de réserve, dont 4 affectées aux grandes places du Nord-Est.
12 divisions territoriales, dont 8 de campagne et 4 de place.
1 brigade territoriale.
10 divisions de cavalerie.
Des éléments d'armée (artillerie lourde, troupes de chemin de fer, etc.).

Il y aurait lieu de créer de toutes pièces, à la mobilisation :

957 bataillons nouveaux	sur un total de		1.643
231 escadrons	—	—	596
672 batteries	—	—	1.527
339 unités de génie	—	—	528

et de plus :

21 escadrilles d'armée.
2 escadrilles de cavalerie.
5 dirigeables.
4 compagnies d'aérostiers.
Au total : 3.580.000 hommes.

On comptait sur l'appoint des 37e et 38e divisions amenées d'Algérie et de Tunisie. Quant aux 82.000 hommes employés au Maroc, le ministre de la Guerre réservait sa décision pour le dernier moment, et il n'en était pas fait état dans le projet d'opérations.

On ne saurait donc dire qu'un effort n'avait pas été fait dans le sens de l'utilisation des réserves. Mais comment expliquer son insuffisance, puisque l'ouvrage même du Service Historique de l'armée apporte cette déclaration : « On savait, depuis 1905, que les divisions ou brigades de réserve (allemandes) pouvaient être groupées en corps de réserve, et le projet militaire (allemand) prévoyait même la constitution d'états-majors de corps de réserve ; mais en ce qui concerne leur emploi, le nouveau plan de mobilisation apportait des précisions. Il disait textuellement : *Les troupes de réserve sont employées comme les troupes actives.* »

C'est en mai 1914, à la veille de la guerre, que notre 2e Bureau aurait acquis ces précisions. En réalité, nous tenons de source certaine qu'il les possédait en grande partie depuis longtemps, mais qu' « en haut lieu », on ne voulut pas faire état de renseignements qui n'avaient pas encore de caractère officiel. Quand ils prirent ce caractère, il était peut-être trop tard pour changer notre mobilisation. Mais on s'explique mal l'erreur si grave, commise par le Commandement au début des hostilités dans l'appréciation des effectifs ennemis, surtout lorsqu'on lisait dans le rapport du 2e Bureau le passage suivant : « A partir du 13e jour, les Allemands disposent donc, sur les bases de concentration, de tous leurs corps

actifs et de celles de leurs divisions de réserve, destinées à participer immédiatement aux opérations actives et réunies pour la plupart en corps de réserve. » Voici peut-être la cause de cette erreur : on estimait seulement à 20 corps d'armée actifs (dont 6 en couverture), 10 de réserve, 8 divisions de cavalerie et 10 divisions de réserve, les forces destinées à agir contre la France, le reste devant être opposé aux Russes ou maintenu à l'intérieur de l'Allemagne. Si l'on s'attendait bien à ce qu'une grande attaque se produisît par la Belgique, on estimait, d'une part, que le nombre des quais et chantiers de débarquement, existant dans la région au nord de Trèves, ne permettait guère le débarquement de plus de 11 corps d'armée, de l'autre « qu'un rôle important serait dévolu au groupe d'armées qui se rassemblerait derrière la position de Metz-Thionville, et on croyait toujours, pour des considérations politiques et morales, à l'attraction exercée sur les Allemands par le plateau lorrain ».

Si les prévisions sur le nombre des divisions actives destinées à agir contre la France était à peu près exactes, l'erreur commise dans l'estimation des forces aptes à agir au nord de Trèves était énorme, puisqu'au lieu de 11 corps d'armée, 23 corps débarquèrent entre Saint-Wirth et Juliers (Ire armée, 7 corps; IIe, 6; IIIe, 5; IVe, 5), à la droite de la Ve (7 autres corps) qui devait se rassembler de Trèves à Metz. Elle devait avoir les plus graves conséquences, surtout quand elle se cumula avec la conviction que l'aile marchante ennemie ne serait composée que de troupes de choix, auxquelles ne serait adjointe aucune formation de deuxième ligne.

Les idées qui dominèrent le plan de concentration devaient profondément différer de celles dont on s'était inspiré jusque-là. Le souci d'adopter des dispositifs aussi souples que possible, pour ne pas empiéter sur la liberté d'esprit du commandant en chef, s'effaça; et, comme on l'a vu, cette transformation ne fut possible que du jour où la préparation à la guerre et la conduite des hostilités furent remises à une seule personne.

Malgré l'incertitude qui régnait sur les projets allemands, sur l'aide que dans certaines circonstances ils pourraient trouver chez les Italiens ou même chez les Autrichiens, malgré le doute qui devait persister si longtemps sur le con-

cours des Anglais et des Belges, on admit qu'il y aurait « inconvénient grave à retarder la mise en place du dispositif jusqu'au moment où le général en chef aurait obtenu sur l'ennemi des renseignements suffisants. C'est donc l'intention d'agir dans un sens déterminé, formulée dans le plan d'opérations initial, qui doit servir de base à la concentration, si bien qu'en définitive le dispositif adopté doit contenir en germe celui de la première bataille ».

C'était le triomphe de la doctrine de l'idée préconçue, professée nettement à l'École de Guerre et devant ceux qu'on appelait plaisamment les élèves maréchaux. Admissible pour les Allemands résolus à prendre l'initiative de la guerre, connaissant exactement à l'avance leurs moyens et ayant pu choisir leurs objectifs, elle n'avait que des inconvénients pour nous.

La concentration dut se faire en utilisant dix lignes de chemin de fer indépendantes, affectées chacune à 1 ou 2 corps d'armée, et sous la protection d'une forte couverture fournie par les 2e, 6e, 7e, 20e et 21e corps et comprenant 127 bataillons, 20 escadrons, 114 batteries montées, 148 escadrons endivisionnés, 21 batteries à cheval. La gauche de la ligne occupée devait s'étendre jusqu'à Givet, afin d'être en mesure d'occuper de bonne heure les passages de la Meuse entre ce point et Namur, si l'ennemi pénétrait sur le territoire belge.

A la fin des transports, nos cinq armées devaient occuper les emplacements suivants :

La Ire (7e, 8e, 13e, 14e, 21e corps, 6e et 8e divisions de cavalerie). Quartier général Épinal. Rassemblée dans la zone Charmes, Arches, Darney.

La IIe (9e, 15e, 16e, 18e et 20e corps, 2e et 10e divisions de cavalerie, 2e groupe de divisions de réserve formé des 59e, 68e et 70e divisions). Quartier général à Neufchâteau ; dans la zone : Pont-Saint-Vincent, Mirecourt, Vittel, Neufchâteau, Pagny-la-Blanche-Côte, Vaucouleurs, Blénod-les-Toul.

La IIIe (4e, 5e et 6e corps, 7e division de cavalerie, le 3e groupe de divisions de réserve formé des 54e, 55e et 56e divisions). Quartier général à Verdun ; dans la zone Saint-Mihiel, Consenvoye, Damvillers. Côtes de Meuse au sud-ouest de Fresnes-en-Woëvre.

La IVe (12e et 17e corps, corps colonial, 9e division de cavalerie). Quartier général à Saint-Dizier; dans la région Vanincourt, Void, Gondrecourt, Bar-le-Duc, en deuxième ligne par conséquent.

La Ve (1er, 2e, 3e, 10e, 11e corps, 4e division de cavalerie, 52e et 60e divisions de réserve). Quartier général à Rethel; dans la zone Aubenton, Poix-Terron, Grand-Pré, Apremont-en-Argonne, Suippes, Juniville, Rethel, Chaumont-Porcien.

Le corps de cavalerie (1re, 3e, 5e divisions) vers Mézières.

Il reste à la disposition du général en chef :

Les 37e et 38e divisions venant d'Afrique.

Éventuellement, la 44e venant des Alpes.

Le 1er groupe de réserve (58e, 63e, 68e) rassemblé vers Vesoul.

Le 4e groupe de réserve (51e, 53e, 69e) rassemblé vers Vervins, Sissonne, Neufchâtel-sur-Aisne.

et, à la disposition du ministre, la 67e division de réserve, au camp de Mailly, et les 61e et 62e affectées initialement à la défense de Paris.

Si l'on compare sur la carte le dispositif de concentration résultant du plan XVII avec ceux qui l'ont précédé, on ne saurait discerner entre eux une différence bien radicale, et il est permis d'en conclure que le nouveau projet ne liait pas les mains du nouveau commandant en chef autant qu'on aurait pu le croire, après l'exposé de principes qu'on a lu plus haut. Qu'une maladie, un accident ou toute autre cause ait fait passer le 4 août 1914, la direction à un autre général, celui-ci aurait eu la faculté de conduire les opérations d'une façon absolument différente de celle qui était décidée par son prédécesseur, et de celle qui fut adoptée plus tard. Cependant le dispositif était rendu moins souple par le resserrement dans le sens de la profondeur qu'on remarque dans les zones de concentration de certaines armées, notamment des Ire et IIe. Quant à la IIIe, elle devait se trouver à peu près déployée en avant de nos lignes fortifiées, par suite exposée à être accrochée rapidement. Un mouvement de rocade de sa part, comme celui qu'on exécuta plus tard, du reste, à portée de l'ennemi, pouvait dans certaines circonstances devenir dangereux.

Pour la IVe armée, il n'était possible de l'engager que

dans deux directions : à droite de la IIIe, entre la forêt de Haye et la région au nord de Toul, région étroite, très forte par elle-même et par les nombreux ouvrages dont elle était hérissée, et qui n'aurait eu de valeur que dans l'éventualité improbable où l'ennemi aurait bourré en forces contre notre centre. La porter à gauche de la IIIe par voie de terre était long et difficile. Aussi s'explique-t-on la variante au plan de transport qui, décidée dès le 2 août, l'amena à débarquer dans la région de Sainte-Menehould ses deux corps de droite.

Le projet d'opérations, ou plutôt la « Directive générale » rédigée à l'avance, s'exprime en ces termes :

« Des renseignements recueillis et des études comparatives auxquelles il a été procédé, il résulte qu'une grande partie des forces allemandes seront vraisemblablement concentrées sur la frontière commune. Il est possible aussi qu'elles aient franchi cette frontière sur certains points, avant que puisse se produire notre intervention générale.

« En tout état de cause, l'intention du général commandant en chef est de se porter, toutes forces réunies, à l'attaque des armées allemandes.

« L'intervention des armées françaises se manifestera sous la forme de deux actions principales, se développant, l'une à droite dans les terrains entre les massifs forestiers des Vosges et la Moselle en aval de Toul, l'autre à gauche au nord de la ligne Verdun-Metz.

« Ces deux actions seront étroitement soudées par des forces agissant sur les Hauts de Meuse et en Woëvre.

« Les Ire et IIe armées opéreront initialement entre le Rhin et le cours de la Moselle en aval de Toul, prolongé à l'ouest de cette place par le canal de la Marne au Rhin et la ligne de Vaucouleurs-Gondrecourt.

« La Ve armée et le corps de cavalerie agiront au nord de la ligne Verdun-Metz.

« La IIIe armée servira de liaison entre ces deux actions.

« La IVe armée sera provisoirement disposée en seconde ligne, en état de s'engager soit au sud, soit au nord de la IIIe.

« Les deux groupes de divisions de réserve à la disposition du commandant en chef sont initialement placés derrière les ailes du dispositif général. »

Réduit à ces termes, le plan de campagne apparaît à la fois vague et singulièrement restrictif. Il ne vise, en effet,

que l'hypothèse d'une attaque de front exécutée par l'ennemi le long de la « frontière commune » entre la France et l'Allemagne, attaque à laquelle il est répondu par une contre-offensive parallèle et à peu près dénuée de toute idée de manœuvre.

Cependant des « directives particulières » précisent le rôle de chaque armée et semblent quelque peu élargir la conception d'ensemble.

A l'aile droite du dispositif, la Ire armée doit se tenir « prête à attaquer dans la direction générale de Baccarat, Sarrebourg, Sarreguemines » pour coopérer à l'offensive de la IIe armée : une fraction de ses forces, qui comprendra le 7e corps et la 8e division de cavalerie, pénétrera « par la trouée de Belfort, le col de la Schlucht et les passages intermédiaires, en direction générale de Colmar », pour retenir en Alsace les troupes allemandes qui pourraient tenter de déboucher sur le versant occidental des Vosges, masquer la tête de pont de Neuf-Brisach, et favoriser un soulèvement des populations alsaciennes. Ainsi le dispositif général vient s'appuyer au Rhin.

La IIe armée, qui oriente son attaque en direction de Château-Salins, Sarrebrück, doit s'assurer d'abord la possession de la tête de pont de Nancy ; pour couvrir son flanc gauche contre une intervention des forces allemandes venues de Metz, elle dispose du 2e groupe de divisions de réserve.

Ces deux armées, dont le rôle est étroitement solidaire, doivent être prêtes à commencer leur action le 12e jour de la mobilisation.

C'est également ce jour-là que doit se déclencher, à l'aile gauche du dispositif, une autre action offensive. La Ve armée débouchera des Hauts de Meuse et de la tête de pont de Montmédy. Si la neutralité belge n'a pas encore été violée par l'adversaire, elle s'engagera en direction générale de Thionville, dont elle doit envisager l'attaque par ses corps actifs, ou l'investissement par ses divisions de réserve. Mais elle se couvrira à gauche contre une intervention possible de l'ennemi, qui peut s'être engagé pendant ce temps en territoire belge. Le corps de cavalerie sera précisément à même de coopérer à cette protection.

Entre ces deux masses offensives — Ire et IIe armée d'une part, et Ve armée de l'autre — la IIIe armée, qui prend appui

sur les Hauts de Meuse, en face de Metz, assure la liaison ; elle doit se tenir prête, en outre, « soit à rejeter sur Metz et Thionville les forces ennemies qui en auraient débouché, soit à préparer un premier investissement de la place de Metz, sur son front ouest et nord-ouest »; enfin elle devra garder disponibles des forces suffisantes pour « prolonger, suivant les circonstances, l'action de la IIe armée, sur la rive droite de la Moselle, ou celle de la Ve, en Woëvre septentrionale ».

La IVe armée, qui se trouve initialement en deuxième ligne, devra être en mesure de s'engager toujours à partir du 12e jour de la mobilisation, soit à la droite, soit à la gauche de la IIIe armée.

Le 1er et le 4e groupes de divisions de réserve, qui sont appelés à intervenir l'un à l'aile droite, l'autre à l'aile gauche, doivent pourtant se tenir prêts à être transportés sur un point quelconque de la ligne d'opérations.

Quelles variantes étaient donc prévues pour le cas où l'adversaire, dès le début des opérations, aurait pénétré en Belgique ? La Ve armée devait aussitôt marcher vers le Nord-Est, pour déboucher dans la région de Florenville et Neufchâteau. C'est alors que la IVe viendrait s'intercaler entre la IIIe et la Ve, et s'engagerait en direction d'Arlon. Quant au corps de cavalerie, il pénétrerait en Belgique et se porterait à la rencontre des colonnes ennemies, en particulier de « celles qui s'avanceraient par le Luxembourg belge, au sud de la région difficile Houffalize-Saint-Hubert », en ayant soin de porter sur Dinant un des régiments d'infanterie mis à sa disposition (le 148e). L'occupation des ponts de la Meuse entre Namur et la frontière serait assurée par ce régiment, « au cas où le gouvernement belge n'aurait pas pris l'initiative de cette opération ». La mission générale du corps de cavalerie serait alors, « après avoir reconnu et retardé les colonnes adverses », de couvrir la Ve armée, sur son flanc gauche, « contre tout mouvement ultérieur de l'ennemi qui chercherait à s'étendre plus au Nord pour l'envelopper ».

Au plan de campagne était jointe une « Instruction de couverture » précisant la mission assignée aux troupes qui, pouvant, en certains cas, être mises en place avant la mobilisation, « devaient s'abstenir d'une manière absolue de

franchir la frontière et de se livrer à des actes d'hostilité sur le territoire ennemi avant d'en avoir reçu l'ordre exprès du ministre de la Guerre ou du général commandant en chef ». Venait ensuite un « Plan de renseignements » comprenant un « plan de recherches pour le service spécial, un Plan d'exploration stratégique aérienne et des missions d'exploration à confier à la cavalerie ». Il convient de noter la préoccupation qui s'y révèle de savoir de bonne heure « si les Allemands violent ou s'apprêtent à violer la frontière du Luxembourg et surtout celle de la Belgique..., car il importe essentiellement de savoir jusqu'où s'étendent au Nord les rassemblements importants ; s'ils comprennent des formations actives, ou uniquement des formations de réserve ».

Ce plan de campagne entra en vigueur à la date du 15 avril 1914. Il a été si manifestement condamné par les événements qu'il peut sembler superflu de le critiquer aujourd'hui. Cependant, comme il s'est trouvé des écrivains pour regretter qu'il n'ait pas été poursuivi intégralement, il n'est pas inutile d'en rechercher la valeur, en ne considérant la question qu'au point de vue des conditions permanentes, et indépendantes de la surprise stratégique à laquelle on était exposé.

Même portée à sa plus grande extension, l'offensive française était limitée au Nord à la ligne Mézières-Neufchâteau, sauf pour le corps de cavalerie, de telle sorte qu'elle ne pouvait en aucun cas viser à l'enveloppement de la droite adverse. Vers le Sud, même poussés jusqu'au Rhin, les mouvements prévus ne tendaient pas davantage à un résultat analogue, de sorte qu'il ne s'agissait en somme que d'une offensive générale front contre front, excluant toute idée de manœuvre. Comme la densité prévue sur tout ce développement était à peu près la même partout, il n'y avait pas là non plus une idée de rupture ; c'était donc de la stratégie et de la tactique linéaires au premier chef.

A la vérité, on pourrait dire que le succès des deux attaques dirigées l'une contre la région Sarreguemines-Sarrebrück, l'autre vers Arlon-Luxembourg, réaliserait l'enveloppement du centre allemand, maintenu dans la base fortifiée Metz-Thionville. Mais telle ne semble pas avoir été la pensée directrice du plan d'opérations, car la Ve armée a la mission

de rejeter vers le Nord les forces qu'elle trouvera devant elle. Il s'ensuit que les offensives sont, en somme, divergentes. Si l'on ajoute que l'on s'attend à voir celle de gauche menacée du côté Nord, celle de droite fatalement coincée entre le camp retranché de Metz et la zone fortifiée Strasbourg-Molsheim, sans compter tous les dangers qui peuvent menacer la ligne du Rhin entre Strasbourg et Bâle, spécialement du côté de Neuf-Brisach, on sera amené à conclure qu'au point de vue de la stratégie la plus générale et la plus élémentaire, le plan d'opérations est foncièrement défectueux. Les risques sont immenses et hors de proportion avec les profits que l'on peut espérer.

Assurément ces objections, et bien d'autres encore, auraient été présentées si le plan d'opérations avait été connu à l'avance de ceux qui devaient l'exécuter. On sait qu'ils ne furent pas admis à le discuter. Ni le Conseil supérieur de la guerre, ni l'État-Major ne participèrent à l'élaboration de la directive, et la Commission d'enquête dite de « Briey » ne put savoir qui l'avait rédigée.

E. Desbrière.

La Pensée politique de Gabriele D'Annunzio et l'affaire de Fiume.

I. — Gabriele d'Annunzio jugé par les Italiens.

A la veille de la guerre, D'Annunzio était sévèrement jugé par les Italiens. Le grand public reconnaissait toujours son génie et continuait à lire ses romans, mais sans lui accorder la moindre sympathie ni, à plus forte raison, la moindre estime : on lui reprochait les désordres de sa vie privée, sa prodigalité, ses dettes, la vente aux enchères de sa villa, et jusqu'à son exil volontaire. D'autre part, les seuls qui auraient pu le défendre, les artistes des nouvelles écoles, les futuristes, les jeunes écrivains de la *Voce* et de *Lacerba*, groupés alors autour de Giovanni Papini, lui refusaient leur admiration, ou tout au moins y apportaient bien des réserves. A en croire Papini, D'Annunzio ne savait même pas l'italien. C'était un ciseleur de phrases, un chercheur acharné d'expressions anciennes, une sorte d'antiquaire parvenu, un collectionneur des richesses de la langue ; mais le sens intime du toscan lui manquait. Il est vrai que Renato Serra — avec une impartialité sereine — avoue (en 1913) que les lettres italiennes ont D'Annunzio et n'ont que lui, mais il ne l'avoue qu'à regret : nous en sommes fatigués, dit-il, et il est temps qu'on nous en délivre (1). Enfin, il n'y avait qu'une voix pour tourner en ridicule ses prétentions, ses attitudes, ses allures théâtrales. Les journaux satiriques ne le représentaient que la lyre à la main ou tenant Pégase en bride. Ses drames français étaient accueillis en Italie par des éclats de rire, dont nous trouvons l'écho dans le *Travaso :* « Je te décoche, pour mon compte, une flèche de plus à Saint-

(1) *Le Lettere*, Ed. Bontempelli, p. 53.

Sébastien », annonce intrépidement Lucatelli ; puis il confesse avec une feinte ingénuité : « Ce que je n'arrive pas à comprendre, c'est cette histoire de flambeau qu'il faut toujours agiter sur les cimes (1)... » Le bon sens populaire, la morale bourgeoise, la littérature d'avant-garde concluaient ainsi une triple et singulière alliance contre leur ennemi commun : Gabriele D'Annunzio.

Quand il quitta la France, en mai 1915, pour aller défendre en Italie la cause de l'intervention, on lui fit, à Gênes et à Rome, un accueil triomphal. Les anciens griefs ne comptaient plus. En ces heures vraiment tragiques, son éloquence passionnée ne semblait plus hors de propos ; et parmi ceux qui naguère lui reprochaient son emphase, beaucoup lui pardonnaient de la mettre au service de la nation. Non pas tous cependant. Après le discours de Quarto (5 mai), les éloges presque unanimes de la presse ne suffirent pas à couvrir quelques voix aiguës et discordantes. Emilio Cecchi parla d' « exhibition inconvenante ». Papini, à son ordinaire, se montra brusque et violent : « Le porte-étendard de notre sainte mère Italie, écrivait-il,... garde toujours le verbe et l'attitude d'un grand-prêtre célébrant le culte sur un autel haut comme une montagne, avec la mer derrière le dos, et tous les cieux ouverts sur sa tête ointe et bénie... Là où dix paroles jaillies d'un cœur sincère en tumulte suffiraient à faire trembler un peuple, D'Annunzio en gaspille cent et deux cents, mais c'est le cerveau qui les dicte, cerveau trop conscient de la virtuosité d'une main experte, accoutumée à l'artifice..., et cette page qui pouvait être le document d'un siècle et le signal d'une guerre n'est plus qu'un exercice de somptueuse écriture et un illustre exemple de mauvais goût... L'Italie est contente parce que l'Italie a pris l'habitude d'apprécier cette marchandise-là et parce que, même aux moments les plus graves de sa vie, elle veut avoir dans les oreilles son air de mandoline oratoire. Mais ce n'est pas avec des phrases et avec des eaux de vaisselles classiques que l'on gagne les guerres, quand il y faut de gros canons, beaucoup d'argent et des hommes robustes... Moi, aux jours présents, je donnerais cent D'Annunzio et cent mille « Oraisons » pour

(1) *Come ti erudisco il pupo* (recueil des articles de L. Lucatelli parus dans le *Travaso*), p. 140 et 142.

être bien sûr qu'il y a, sous le képi du général Cadorna, une demi-livre de génie militaire (1). » De Robertis (d'ailleurs interventiste, comme Papini) ne fait pas plus de cas des oraisons dannunziennes : « Nous espérions seulement qu'il se tairait... mais non, il a parlé au contraire. Il a chanté comme une cigale... partout : sur la mer, dans les musées, dans les rues, aux balcons, dans les jardins, à l'entrée et à la sortie du Parlement. Une folie, je vous dis. »

Il serait très facile d'opposer aux lignes qui précèdent une foule d'appréciations enthousiastes du rôle de Gabriele D'Annunzio durant ce fameux mois de mai 1915 ; mais c'est à dessein que nous insistons uniquement sur les critiques et que nous retenons les plus cruelles, car il n'est pas sans intérêt d'établir que, si une tenace et injuste légende s'attache à la personne de D'Annunzio, c'est en Italie, d'abord, que cette légende a pris naissance.

Après l'intervention et durant toute la guerre, ses adversaires les plus obstinés durent convenir qu'il se conduisit en soldat irréprochable ; sa popularité fut immense ; son portrait était partout, en face de celui du roi lui-même, aux devantures des libraires, des papetiers, des photographes ; le public applaudissait aux « prières » et aux « odes » du poète, et suivait avec passion ses vols audacieux sur les villes « irrédentes ».

Mais ce n'était là qu'une trêve : les ennemis de D'Annunzio avaient respecté l'union sacrée et rendu justice au combattant. Dès l'armistice, l'opinion, unanime en apparence, mais secrètement partagée, se montra ce qu'elle était réellement ; admirateurs et détracteurs du poète firent paraître des sentiments extrêmes qu'exaspérèrent bientôt la « nuit de Ronchi » et l'occupation de Fiume ; pour les uns, D'Annunzio était un dieu ; pour les autres, un bouffon aussi dangereux que ridicule.

Il est probable que plus tard on s'étonnera de telles outrances, mais il est probable aussi qu'elles resteront tout à l'honneur de D'Annunzio, car on devra impartialement lui reconnaître ce mérite de n'avoir jamais inspiré une sympathie tiède ou une haine médiocre. Ses actes, étant toujours

(1) Giovanni Papini, *Stroncature*. Florence, ed. de la Voce, 1916, p. 59-71.

la conséquence dernière d'une pensée incapable de concessions, entraînent l'adhésion sans réserve ou provoquent à la lutte : c'est ainsi que Fiume elle-même se divisa, et que son libérateur dut en distinguer la « part franche » et la « part serve ».

Son art, autant que sa politique, propose à tout instant une option décisive. Quand il dit, par exemple, dans une réunion d'officiers : « Nous chantions... un chant qui ne pouvait être interrompu que par la foudre (1) », il est clair que ses auditeurs n'ont que ce choix de le trouver sublime ou absurde ; il en est de même quand il paraphrase un texte liturgique — les *Béatitudes* (2), le *Pater* (3) — ou qu'il tire de quelque mystère de la religion chrétienne une comparaison qu'on trouvera magnifique ou sacrilège : « L'ombre de la machine ailée est semblable à l'ombre de la croix... (4) », ou : « Le pain de guerre, fait de main pure, est pain de communion, où la Patrie entière, transsubstantiée, vit comme le corps du Rédempteur dans l'offrande eucharistique (5). »

D'Annunzio a obtenu ce qu'il devait naturellement obtenir : l'admiration et le dévouement sans réserve des uns, le mépris ou la haine des autres. A Fiume, les pauvres gens se mettaient à genoux sur son passage ; aucun des *légionnaires* n'aurait hésité à sacrifier sa vie pour la cause du *Commandant ;* des femmes du peuple se dépouillèrent de leurs anneaux et de leurs boucles d'oreilles pour lui offrir un poignard à garde d'or.

La ferveur de ses amis ne le cédait en rien à ce fanatisme populaire, comme suffisent à nous en convaincre quelques pages lues au hasard d'Edoardo Susmel ou d'Alessandro Forti, d'Alceste de Ambris ou de Mario Carli. Ce dernier, après avoir flétri les « grotesques tentatives faites pour déprécier l'homme qui aujourd'hui, à Fiume, est investi du droit de guider les destins de l'Italie entière », proclame : « D'Annunzio n'est pas un général, et il s'est montré capable d'organiser un combat, de conduire une escadrille, de commander des troupes.

(1) *La Riscossa*, p. 9.
(2) *Per la più grande Italia*, p. 32.
(3) *La Riscossa*, p. 143.
(4) *La Riscossa*, p. 109.
(5) Devise proposée par D'Annunzio pour une médaille à décerner aux boulangers qui auraient cuit le meilleur pain de guerre.

« Il n'est pas un diplomate, et s'il était allé à Paris au lieu de Sonnino et de Tittoni, il nous aurait obtenu Fiume sans tant d'amertumes et d'angoisses. Qui le connaît bien peut jurer ceci.

« Il n'est pas un politique, et il saurait imposer à l'Italie un gouvernement éclairé et civilisateur, s'il prenait la place de ceux qui aujourd'hui se révèlent incapables de gouverner (1). »

Et cela n'est rien encore. M. Salvemini cite malignement à la tribune de la Chambre (2) la dernière phrase d'un discours du général Tamaio dont voici la traduction littérale : « D'Annunzio unit en lui le divin génie de Dante, l'universalité transcendantale de Léonard et le sublime courage de Garibaldi. D'Annunzio est donc Dieu sur terre. »

Les plus impitoyables critiques sont la contre-partie de cet enthousiasme vraiment idolâtre. Toutes les ressources de la diffamation, toutes les formes de la médisance ont été mises en œuvre contre l'entreprise fiumaine. A l'hostilité trop naturelle des partis gouvernementaux, nittien et giolittien, s'est accordée celle des socialistes, qui ne voyaient en D'Annunzio qu'un impérialiste brouillon et celle de la plupart des populaires (catholiques), soucieux de l'ordre, sincères partisans de la paix, et indignés de voir prises au sérieux les fantaisies tapageuses, gênantes et peu orthodoxes d'un surhomme nietzschéen.

La revue syndicaliste *Il Rinnovamento* n'avait pas même attendu l'armistice pour laisser voir sa mauvaise humeur agressive : « Qu'il se taise, s'il peut !... Les combattants savent se taire... Les vrais soldats savent travailler dans la solitude. Aux polichinelles de chanter et de discourir... Eia ! Eia ! (3) » ; et don Francesco Olgiati, collaborateur de la revue catholique *Vita e Pensiero*, publie, au lendemain du traité de Rapallo, une longue étude, que protège l'imprimatur des autorités ecclésiastiques, et où les événements de 1919 et 1920 sont rapportés de manière à ne laisser à D'Annunzio qu'un rôle secondaire et de toute façon nui-

(1) Mario Carli, *Con D'Annunzio a Fiume*, p. 69.
(2) Séance du 7 août 1920.
(3) Noter que le *Rinnovamento*, indépendant et à tendances nationalistes, n'était pas suspect de « défaitisme » comme les organes du socialisme « orthodoxe ».

sible (1). Ici d'ailleurs, le ton reste digne et mesuré jusque dans cette conclusion énergique : « Désormais Gabriele D'Annunzio est mort dans la conscience des Italiens. Et, à vrai dire, il était temps. »

Citons enfin une brochure d'Armando Simonetti : *D'Annunzio et le cas Fiume* (2). L'auteur, nettement hostile à D'Annunzio, s'efforce vers l'impartialité : le poète aurait occupé Fiume dans une bonne intention, mais il a porté atteinte à la discipline, il n'a su organiser qu'un gouvernement de parade, il n'a été bon qu'à « passer des revues, à lancer des proclamations, à distribuer des médailles, à donner des ordres et des contre-ordres et à jeter son « je veux » à la face de toute la nation (3) ». M. Simonetti semble reprocher indistinctement tout cela au « soi-disant gouverneur » comme une « mise en scène » inutile ; mais gouverner, bien ou mal, n'est-ce pas tout justement imposer une direction, c'est-à-dire faire connaître sa volonté et veiller à ce qu'elle soit accomplie ? De même, quand nous lisons que D'Annunzio est « trop poète pour avoir l'intuition du réel (4) », ne sommes-nous pas en droit de demander quel est donc ce réel, que la poésie empêche de voir ? Hâtons-nous d'ailleurs de rendre à M. Simonetti le même hommage qu'à don Francesco Olgiati : chez eux la condamnation absolue de l'action et de la pensée dannunziennes est l'aboutissement d'une étude approfondie et s'exprime sans le moindre écart de langage (5). M. Salvemini résume plus crûment sa pensée, à Montecitorio, quand il s'écrie : « Le commandement suprême de Fiume est devenu un lupanar (6). »

De l'abondante littérature qu'inspirèrent les événements de Fiume nous n'avons pu donner que peu d'exemples. Il serait d'ailleurs inutile de les multiplier. D'un auteur à l'autre, le ton diffère, la valeur est inégale, les tendances tout opposées, mais ils ont ceci de commun que D'Annunzio laisse chez eux comme un reflet de sa propre intransigeance

(1) Francesco Olgiati, *Uomini piccoli e uomini grandi*. Milan, 1921, p. 213-293.
(2) *D'Annunzio e il caso Fiume*. Rome, 1919.
(3) P. 46.
(4) *Ibid.*, p. 51 (« troppo poeta per intuire il reale »).
(5) L'étude de Fr. Olgiati, écrite après le Traité de Rapallo, est naturellement la plus complète.
(6) Séance du 7 août 1920.

et de sa propre passion. On n'a rien écrit sur lui qui n'ait plus ou moins favorisé une légende, qui n'ait contribué à dresser et à faire vivre le personnage de l'histrion ou du demi-dieu.

Il se peut que, malgré tous nos efforts, nous ajoutions, ne fût-ce que quelques lignes, à ce folklore. Toutefois, pour plus de prudence, nous nous contenterons ici : 1° de donner un résumé chronologique très succinct des faits (de novembre 1918 à décembre 1920) ; 2° d'exposer, d'après les seuls écrits de D'Annunzio, les principes qui inspirèrent sa politique.

II. — Gabriele d'Annunzio a Fiume.

Le 30 octobre 1918, c'est-à-dire cinq jours avant la signature de l'armistice austro-italien, la ville de Fiume avait proclamé par un plébiscite sa volonté de devenir italienne. Dès lors la « question de Fiume » se posa.

Le Pacte de Londres, en effet, ne prévoyait pas cette solution ; mais le Pacte de Londres pouvait être revisé sur ce point, — et la manifestation spontanée des habitants de la ville devait avoir son importance aux yeux de qui affirmait le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ainsi jugeait-on en Italie, et la presse, qui se montrait unanimement favorable à l'annexion de Fiume, faisait confiance à la Conférence de la Paix.

Les premiers soupçons se firent jour durant le mois de janvier 1919. Presque aussitôt, le 3 février dans le *Popolo d'Italia*, le 5 dans le *Corriere della Sera*, Edoardo Susmel lança « au sanhédrin de Paris » un cri de défi et d'indignation. Au cours des semaines qui suivirent, il devint évident que les Alliés — et notamment le président Wilson — n'acceptaient pas la thèse italienne. Les journaux protestèrent vivement, et se plaignirent de ce que des intérêts matériels prévalaient contre le droit.

Le 14 avril, Ossoinack, député de Fiume élu à l'unanimité et plénipotentiaire de Fiume à la Conférence, eut un entretien avec le président Wilson, à qui il exposa la situation géographique, ethnique et économique du « Corpus separatum (1) ». « Connaissant les sentiments du peuple, conclut-il,... je

(1) Cet entretien est reproduit dans le livre d'Ed. Susmel : *Città di passione*, p. 180-190.

décline pour ma part toute responsabilité quant aux suites que pourrait avoir toute solution autre que l'annexion de Fiume au Royaume d'Italie ». Sur le moment, Wilson se contenta de répondre à Ossoinack que « la Conférence ferait justice » ; mais, quelques jours plus tard, il exposa clairement son propre point de vue dans un « message au peuple américain », où les prétentions italiennes sur l'Istrie, le Quarnaro et la Dalmatie étaient qualifiées impérialistes. C'est alors que MM. Orlando et Sonnino quittèrent Paris (24 avril).

Depuis longtemps déjà, D'Annunzio avait pris la défense de Fiume. Le 11 février 1918, au retour de la « Beffa di Buccari », il écrivait : « Notre sillage téméraire a porté plus à l'Est les frontières assignées par Dante et justement rempli la lacune du Pacte de Londres (1). » Dès qu'il lui apparut que la Conférence ne se montrerait pas aussi disposée à combler cette lacune, il publia sa fameuse *Épître aux Dalmates* (10 janvier 1919), trop connue pour qu'il soit nécessaire de rappeler en quels termes violents et pittoresques y sont décrits les peuples français, anglais et américain.

D'Annunzio ne pouvait donc qu'applaudir au geste des délégués italiens quittant la Conférence et à leur retour triomphal. De leur séjour à Rome datent ses premières allusions nettes à la possibilité d'un coup de main sur Fiume : le 4 mai, déployant devant la foule le « drapeau du Timave » qu'il avait promis de porter lui-même à Trieste, il dit : « Je voudrais que Rome le consacrât et me commandât de le porter non pas à Trieste d'abord, mais à Fiume. »

Quand MM. Orlando et Sonnino repartirent pour Paris (5 mai), D'Annunzio s'indigna : « Figurez-vous, dit-il quelque temps plus tard au capitaine Mario Carli, que j'avais pensé à les retenir *par la force ;* mais j'aurais eu besoin de vous et de vos soldats (2). »

Le 24 mai, jour anniversaire de l'intervention italienne, il voulut prononcer un discours à l'*Augusteo* de Rome. Ce discours, interdit par la censure, fut imprimé et distribué secrètement. D'Annunzio y critiquait l'œuvre de la Conférence, œuvre destructrice de la victoire italienne ; il blâ-

(1) *La Beffa di Buccari*, p. 52.
(2) Mario Carli, *Con d'Annunzio a Fiume*, p. 33.

mait l'attitude des Alliés, — reconnaissant d'ailleurs que le « tigre celtique décrépit » n'était pas toute la France, non plus que le « jovial Gallois » toute l'Angleterre ; enfin il reprochait à Orlando sa « trahison » et sa « fuite nocturne du 5 mai » ; « laissons-le, disait-il, à ses lamentables pourparlers et à sa triste fatigue d'échine ». D'Annunzio, tout prêt à la révolte ouverte contre un gouvernement « renonciataire », n'attendait qu'une occasion d'agir, quand les événements de juillet précipitèrent la crise.

La population fiumaine voyait avec déplaisir les garnisons étrangères, et surtout notre base navale, installée (depuis janvier) dans le bassin Nazario Sauro, car les marins français ne cachaient pas assez leurs sympathies pour les yougoslaves de Susak. Les 2 et 6 juillet 1919, des rixes se produisirent entre Français et Italiens. Il y eut un mort dans chaque camp, — peut-être davantage. La Conférence nomma une Commission d'enquête composée des quatre généraux : de Robilant (Italien), Naulin (Français), Watts (Anglais) et Summeral (Américain). Cette Commission conclut (le 10 août) en exigeant : de la ville de Fiume, la dissolution du Conseil national et de la Légion des volontaires fiumains (1) ; — de l'Italie : une réduction de sa garnison fiumaine ; — de la France : la suppression de sa base navale. La police serait désormais confiée aux forces américaines et britanniques.

Conformément à ce que la Commission d'enquête avait décidé, les navires français se retirèrent ; le corps des volontaires fut dissout (mais aussitôt reformé, sous un autre nom, par le capitaine Host-Venturi) ; et deux régiments de grenadiers italiens quittèrent la ville (25 et 27 août) au milieu des acclamations. Enfin, le 10 septembre, apparurent les premiers policiers et douaniers britanniques. Fiume entrait dans sa « phase anglaise ».

Cependant, à Ronchi, où s'étaient repliés les grenadiers sardes, un « coup de force » se préparait. Sept officiers (ceux qu'on appela les sept de Ronchi), auxquels vint se joindre Gabriele D'Annunzio, avaient décidé de revenir à Fiume, entraînant avec eux leurs hommes, et de déloger de la ville les troupes régulières, italiennes ou alliées. Les volontaires

(1) Constituée depuis le 13 juin.

du capitaine Venturi devaient venir à leur rencontre. L'expédition, bien concertée, réussit pleinement. On réquisitionna des camions automobiles, et D'Annunzio quitta Ronchi dans la nuit du 11 au 12, suivi d'un contingent important de grenadiers, d'*arditi*, de mitrailleurs et de volontaires. Le général Pittaluga, commandant la place de Fiume, voulut arrêter les rebelles avant leur entrée dans la ville, et se porta à leur rencontre. Il ordonna à D'Annunzio de faire halte au nom de l'intérêt du pays. D'Annunzio refusa. Le général Pittaluga lui fit comprendre qu'il avait des instructions précises et serait obligé de s'y conformer. D'Annunzio l'interrompit : « Je saisis. Vous, général, vous feriez tirer sur mes soldats qui sont frères des vôtres. Eh bien, faites feu d'abord sur moi. » Et il ajouta, désignant sur sa poitrine l'insigne des mutilés : « Vous n'aurez jamais de meilleure cible. » Le général céda, et D'Annunzio entra à Fiume le 12 septembre 1919, à 11 heures du matin.

Le Conseil National prit aussitôt le pouvoir, et son président Grossich déclara que « Fiume était annexée à l'Italie ». Les drapeaux étrangers furent abaissés avec les honneurs d'usage, et les contingents alliés quittèrent la ville, les 14 et 15 septembre. Quant aux réguliers italiens, ils se joignirent aux « légionnaires ». « L'Italie officielle (dit Susmel) cédait le pas à l'Italie garibaldienne (1). »

Du moins était-elle obligée d'en reconnaître l'existence. Dès que les alliés furent partis, le 15 septembre, le général Badoglio, commandant les forces italiennes en Istrie, ordonne le blocus de Fiume par terre et par mer, tandis qu'en peu de jours, grâce à l'arrivée de nouveaux volontaires venus de tous les points de l'Italie, et grâce surtout au fait que les troupes envoyées contre la ville faisaient immédiatement cause commune avec les rebelles, le nombre des volontaires atteignit 10.000. Fiume gardait en outre quatre vaisseaux, dont un cuirassé, le *Dante Alighieri*.

Le 20 septembre, les pouvoirs furent remis par le Conseil National entre les mains de D'Annunzio, et un des premiers actes de son gouvernement fut de décréter l'état de siège (édit du 15 octobre). Le ton de l'édit était d'une rare énergie, notamment dans les articles suivants : « 3° on devra considérer

(1) *Città di passione*, p. 244.

comme ennemi... quiconque professe des sentiments hostiles à la cause de Fiume ; 4° la peine de mort sera immédiatement appliquée ». Le *Secolo* (19 octobre 1919) remarquait à ce sujet que l'interprétation littérale de ces articles conduirait à fusiller tous les Yougoslaves de Fiume, sans procès, puisque c'était leur droit et leur devoir d'être hostiles à l'annexion. Mais pour bien montrer à quel point la ville était unanime, pour confirmer en quelque sorte le plébiscite du 30 octobre 1918, D'Annunzio décida le renouvellement du Conseil National. Les élections eurent lieu le 26 octobre. Tous les Fiumains, hommes et femmes, âgés de plus de 20 ans, furent électeurs. Il y eut 10.444 inscrits et 7.154 votants qui, presque tous (environ 7.000), votèrent pour la liste d' « Union nationale », c'est-à-dire pour l'Italie.

D'Annunzio, raffermi dans son pouvoir, parla et agit au nom du peuple fiumain ; il déclara que « le Gouvernement de Fiume voulait être seul responsable de son attitude devant la Conférence et devant le monde, et qu'il se préparait à repousser la violence — de quelque côté qu'elle vînt — par la violence ». Autrement dit, le Gouvernement de Rome devait faire appliquer le Pacte de Londres, tandis que Fiume, agissant pour son compte, se déclarerait italienne. Le programme de D'Annunzio était vaste. Il voulait rattacher à l'Italie non seulement le *Corpus separatum* (c'est-à-dire Fiume et son district), mais Idria, Postumio, Castelnuovo et tout l'archipel du Quarnaro, y compris les îles d'Arbe et de Veglia (1). Enfin, le 14 novembre, il se rendit à Zara sur un vaisseau de guerre et demanda au vice-amiral Millo, commandant les forces italiennes, de donner sa parole d'honneur qu'il n'évacuerait « aucune partie de la Dalmatie concédée à l'Italie par le Pacte de Londres ». La plus grande partie de la presse italienne, même nationaliste, désapprouva cette manifestation.

Du 12 septembre jusqu'au raid de Zara, ce fut le temps des grandes audaces, de l'unanimité enthousiaste, — la période « fraîche et joyeuse » de la dictature dannunzienne. Plus triste fut le long hiver de Zara à San Remo (novembre 1919-avril 1920). Fiume reste attachée à sa décision première et proclame encore à plusieurs reprises son « italianité », mais

(1) On trouve ce programme esquissé dans *Italia e vita*, éd. la Fionda, p. 30-41 (Discours prononcé le 24 octobre 1919).

la misère, conséquence du blocus, est cruelle. « A Rome et à Paris, écrit Edoardo Susmel, on oubliait que notre port était désert, que son inertie absolue condamnait plus de 7.000 ouvriers au chômage, que la prolongation du blocus menaçait de nous conduire à la famine, que notre circulation monétaire était irrégulière et notre commerce paralysé, que ce peuple... n'avait d'autre aliment que la très pure flamme de sa foi et de son amour (1). » Pour les adversaires de D'Annunzio — Fiumains, Italiens et étrangers — cette situation précaire devenait un argument sans réplique. Les socialistes de Fiume adressèrent cet appel « aux prolétaires du monde entier » : « Frères, sauvez-nous. La faim, la prison, la torture... et le poignard homicide des *arditi* vont nous faire périr. Le despote fou et ses sicaires n'ont aucune pitié pour ceux qui ne veulent pas crier : *Eia, eia, alalà!...* Le chômage et la faim règnent en souverains sur la ville (2). »

Cependant le gouvernement de Fiume consentait à des pourparlers et envoyait des délégués à Rome. Giurati et Rizzo eurent un entretien, au début de décembre, avec le comte Sforza ; ils revinrent avec un projet d'accord que le Conseil National approuva en principe, tout en laissant la décision à D'Annunzio ; et D'Annunzio rompit les pourparlers (21 décembre).

Ils furent repris en janvier 1920, mais sans résultats. D'autre part, la Conférence semblait se désintéresser du problème adriatique, et les « négociations directes » Nitti-Trumbic se prolongeaient sans aboutir à quoi que ce fût.

La Conférence de San Remo (19-27 avril) n'apporta qu'une nouvelle désillusion : à la demande de la délégation yougoslave, la question de Fiume fut laissée hors du débat. Les pourparlers Nitti-Trumbic furent repris à Pallanza (10-11 mai), mais immédiatement arrêtés par la chute du deuxième ministère Nitti (12 mai). L'attente se prolongeait au delà des prévisions les plus pessimistes et aggravait la détresse des Fiumains. Il devenait urgent d'aboutir à une solution.

Alceste de Ambris, « chef de cabinet du commandant

(1) *Città di passione*, p. 301.

(2) Cet appel, dont nous ne donnons ici que les premières lignes, fut publié dans *Avanti* (29 mars 1920), reproduit et commenté dans la *Stampa* (30 mars).

D'Annunzio », publia, en juillet, une brochure sur la *Question de Fiume* (1). Il rappelait, dans un chapitre intitulé

.—.—.—.—.— Frontière italo-autrichienne de 1914.
..... Frontière italo-yougoslave du traité de Rapallo (frontière actuelle).
++++++++ Frontière de l'armistice et du pacte de Londres.
———— Ligne Wilson (Projet du 9 décembre 1919).
— — — — — Compromis du 14 janvier 1920.

Documents rétrospectifs, les principaux projets de la Conférence :

1° Le memorandum, signé de Clemenceau, Polk et Croswe,

(1) *La Questione di Fiume*. Roma, la Fionda, 1920.

remis à M. Scialoja le 9 décembre 1919. Aux termes de ce document, la frontière italienne suivait, sensiblement à l'ouest de Fiume et de San Pietro del Carso, une ligne communément appelée ligne Wilson.

De plus, entre l'Italie et la Yougoslavie s'étendait une sorte d'*État-tampon* neutralisé, comprenant Fiume et un vaste arrière-pays yougoslave et peuplé de 200.000 Yougoslaves contre 40.000 Italiens, presque tous Fiumains. De Ambris critique vivement cette solution. Elle porte, dit-il, « la marque américaine ». En effet, « l'idéal de Wilson et des ploutocrates ses amis était un petit État sans unité géographique et ethnique, avec une population peu nombreuse et, par conséquent, facile à contenter des miettes du capitalisme américain (1) ». En somme, « un autre Panama ». D'Annunzio ne s'était même pas donné la peine de discuter le memorandum ; il en avait simplement apprécié la forme mesurée et courtoise, déclarant que « cette redoutable corde de potence était offerte aux Fiumains avec une grâce plus que byzantine (2) ».

2° Le compromis du 14 janvier (3). La nouvelle frontière italo-yougoslave passait à l'est de la ligne Wilson, mais encore bien en deçà de celle du Pacte de Londres. L' « État-tampon » était supprimé. Fiume seule et le *Corpus separatum* restaient autonomes. Le faubourg slave de Susak revenait à la Yougoslavie.

Alceste de Ambris critique également ce compromis et expose dans un autre chapitre quelles sont, selon lui, les *solutions acceptables*. « Parmi les divers projets présentés jusqu'ici, celui qui répond le mieux à la volonté de Fiume est l'application du Pacte de Londres, — en laissant à Fiume (qui reste exclue de ce pacte) le soin de protéger son bon droit par ses propres moyens (4). » Elle demanderait alors son annexion à l'Italie, et, au cas où elle ne l'obtiendrait pas, l'indépendance de son territoire et l'autonomie de son port qui deviendrait port franc. Au surplus, l'application du

(1) P. 42.

(2) *La Vedetta d'Italia*, 4 janvier 1920.

(3) Compromis entre le projet du 9 décembre et une contre-proposition italienne du 6 janvier 1920.

(4) *La Questione di Fiume*, p. 46. On reconnaît ici la pensée même de G. D'Annunzio.

traité de Londres lui garantirait la contiguïté territoriale avec le royaume d'Italie.

Le Gouvernement de Fiume, se sentant abandonné par Rome, inclina peu à peu à cette deuxième solution. Dès le début de l'année 1920, on parle dans la ville de l'autonomie prochaine. Ces bruits prématurés sont démentis, le 23 mars, par une note signée : De Ambris ; mais, le 2 avril, l'opportunité de constituer une république indépendante est discutée en séance secrète par le Conseil National. L'échec ou la lenteur des négociations de Paris, de Londres, de San Remo et de Pallanza, — peut être aussi le retour de Giolitti au pouvoir, — déterminent enfin la décision. Le 14 août, cette décision est rendue publique aux applaudissements des Fiumains, réunis dans le théâtre *Fenice*.

La constitution du nouvel État, rédigée par D'Annunzio, parut dans les journaux italiens du 1er septembre. Quant à la proclamation officielle de l'indépendance, elle devait avoir lieu le 12, premier anniversaire de l'entrée de D'Annunzio, mais elle fut avancée de trois jours pour que MM. Giolitti et Millerand, qui, précisément le 12 septembre, devaient se rencontrer à Aix-les-Bains, fussent mis en face du fait accompli.

Il est à remarquer que, même alors, l'ancien programme annexionniste ne fut pas renié par D'Annunzio, qui préféra au nom de République celui de « Régence du Carnaro » *(Reggenza del Carnaro)*, le mot « régence » devant indiquer le caractère temporaire du nouveau régime. Le Conseil municipal de Fiume prit acte de la proclamation et déclara reconnaître le gouvernement provisoire présidé par D'Annunzio.

La *Reggenza* vécut cinq mois d'une vie précaire et troublée. Dès le début, Giolitti avait déclaré qu'il se désintéressait de la proclamation du 9 septembre. De fait, sans en tenir compte, il continua de négocier avec le Gouvernement de Belgrade et aboutit enfin à un accord.

Le traité de Rapallo fut signé le 12 novembre 1920 par Giolitti, Sforza, Bonomi d'une part ; Vesnitch, Trumbic, Stoianovitch d'autre part. Le sort de Fiume était réglé par l'article 4 ; la ville formait le centre d'un État indépendant constitué : 1° par l'ancien *Corpus separatum ;* 2° par une étroite bande de territoire istrien destinée à assurer sa contiguïté

avec le Royaume d'Italie. Les îles du Quarnaro étaient partagées : Cherso et Lassin attribuées à l'Italie, Arbe et Veglia à la Yougoslavie.

On sait la fin tragique de l'aventure fiumaine. La « Régence » refusa de reconnaître le traité de Rapallo, et le gouvernement de Giolitti se chargea de le faire appliquer. Le 30 novembre, le général Caviglia envoya un ultimatum au commandant D'Annunzio, lui accordant dix jours pour se soumettre, et notamment pour faire évacuer par ses légionnaires les îles d'Arbe et de Veglia. D'Annunzio se prépara à une résistance désespérée. L'armée régulière investit, bombarda, et attaqua Fiume à l'époque de Noël. Ce furent les cinq « journées sanglantes » du 24 au 28 décembre, — au cours desquelles D'Annunzio fut blessé à la tête — et qui se terminèrent par sa démission ou, pour mieux dire, par son abdication. Il la fit connaître par une lettre datée du 29 décembre et dont voici les derniers mots : « Il ne me reste rien hors mon courage. J'attends que le peuple fiumain me demande de sortir de la ville où je ne suis entré que pour son salut. Je laisse à sa garde mes morts, ma douleur et ma victoire (1). »

III. — La pensée politique de Gabriele d'Annunzio.

Pour ceux qui dénient à D'Annunzio toute pensée politique, c'est déjà prendre parti que d'en parler. Mais peut-on croire que seize mois d'efforts, de résistance obstinée, de tension vers le même but puissent s'expliquer par le vain désir de jouer un rôle et l'entêtement de le tenir jusqu'au bout ? N'est-ce pas plutôt faire preuve d'un scepticisme passionné que de nier l'existence d'une pensée à l'origine d'une aussi longue série d'actions cohérentes, — alors surtout que cette pensée fut assez éclairée de conscience pour se traduire non seulement en actes, mais, par l'artifice normal du langage, en une abondante littérature ?

Gabriele D'Annunzio croit à la valeur, à la puissance efficace de l'action humaine. L'homme crée l'événement —

(1) Alceste de Ambris, *Dalla frode al fratricidio*, p. 68.

ou mieux, il le sculpte, insinuant sa volonté parmi ses causes (1). Conscient de cette puissance, son premier devoir sera de l'exercer, de l'accroître par son audace (2) et d'éviter de toutes façons qu'elle soit réduite en servitude. L'orgueil audacieux et l'esprit de révolte qui rendirent possible la conjuration de Ronchi sont comme répandus dans toute l'œuvre de D'Annunzio, depuis les *Laudi* jusqu'à la *Riscossa*, mais rien ne les résume mieux que la réponse qu'il fit, le 12 septembre 1919, à l'aide de camp du général Pittaluga : « Je ne connais pas de supérieurs (3). » Certes, ce mot ne doit pas nous induire à penser que l'idéal de D'Annunzio est le nivellement social : chez lui, tout au contraire, l'indiscipline n'est qu'un excès, une forme extrême du sentiment aristocratique. L'État, selon la théorie qu'il développait dans les *Vierges aux rochers*, a pour tâche d'élever une classe d'hommes supérieurs. Ceux-ci ne doivent considérer que leur but, c'est-à-dire leur propre ascension, et ne se priver d'aucun moyen. Au besoin, ils seront cruels, — la vie n'est-elle pas cruelle ? qui veut la combattre doit se munir d'armes égales ; et une des formes de cette cruauté sera le mépris du vaincu. D'Annunzio ne pardonne la défaite ni à ses amis ni à ses ennemis ; elle lui fait constamment horreur, et elle ne lui inspire — à la très grande consternation de certains esprits plus humains, comme don Francesco Olgiati (4) — ni attendrissement ni indulgence.

Tel est le premier aspect de sa pensée : un aristocratisme assez brutal fondé sur la force, — un aristocratisme nietzschéen, a-t-on coutume de dire pour en ramener la complexité à un seul mot ; mais ce terme commode n'est pas tout à fait juste, car il laisse trop dans l'ombre ce que D'Annunzio doit ici à l'Italie du XVe siècle.

De même que les hommes supérieurs doivent imposer leur loi par la violence, ainsi devront faire les nations supérieures :

(1) Nous lisons au début de *la Beffa di Buccari* (p. 7) : « Jamais l'influence de l'homme sur l'événement ne m'était apparue si manifeste. Je voyais l'événement en forme solide dans la mâchoire de Costanzo Ciano... »

(2) *Memento audere semper* fut une des devises de G. D'Annunzio.

(3) Cf. Ed. Susmel, *op. cit.*, p. 241.

(4) Fr. Olgiati, *Uomini piccoli e uomini grandi*, p. 234-235. On a souvent reproché à D'Annunzio les quelques mots sur Dogali auxquels Olgiati fait allusion. Plus tard on lui reprochera sans doute ses insultes à l'*Italia incaporettata*.

de là cet impérialisme et cette mystique de la guerre qui forment la partie la plus apparente de la politique dannunzienne et qui, en Italie autant que hors d'Italie, lui furent si souvent reprochés. D'Annunzio aime les mots antiques où la puissance romaine s'affirme : *Teneo te, Asia ; teneo te, Africa* (1). *Hic manebimus optime. Possideo quia possideo* (2) ; et il aime aussi la guerre pour elle-même : « Plus sera large l'offrande et plus haut sera le prodige, dit une des pages lyriques de la *Leda ;* ainsi je comprends que la terre et la guerre sont toutes deux d'essence divine et unies par un pacte inviolable (3). » De telles maximes et de plus hardies encore abondaient dans son œuvre ancienne, mais à force d'y avoir tenu les yeux fixés — comme sur un spectacle singulièrement attachant et horrible — certains critiques semblent avoir perdu la claire vision de tout le reste. En mai 1915, Olgiati, très surpris que D'Annunzio se déclarât interventiste, écrivait : « Un volume de D'Annunzio en l'honneur de Guillaume II ne m'aurait pas étonné. Je le suis au contraire de voir le poète inciter l'Italie à la guerre contre les Empires centraux quand ces empires tentent de réaliser un programme purement dannunzien (4). » Il va sans dire que cette surprise est feinte : l'auteur veut simplement étaler à nos yeux l'illogisme flagrant d'une pensée qu'il a entrepris de détruire. Malheureusement, il tombe ici à faux, et son étude, très nourrie de faits et d'idées justes, en est tout entière ébranlée. L'impérialisme est le privilège des nations supérieures ; il n'est donc légitime qu'à certaines conditions, — à la condition surtout d'être créateur de beauté, — et il impose certains devoirs. Les Empires centraux ont-ils rempli ces conditions, accompli ces devoirs ? La question reste posée, et M. Olgiati la suppose trop vite résolue. La force, qu'il s'agisse de celle d'un individu ou de celle d'un État, ne trouve pas sa justification en elle-même, mais dans le *style* « qui est le juste relief formel de cette force et de la destination de cette force (5) ».

(1) *L'Ala d'Italia è liberata*, p. 37.
(2) *Italia e vita*, p. 29.
(3) *La Leda senza cigno*. Ed. Treves, p. 202.
(4) Phrase reprise par Fr. Olgiati, *Uomini piccoli e uomini grandi*, p. 271.
(5) *L'Ala d'Italia è liberata*, p. 30.

Le tort des Empires centraux n'est pas de faire de la violence un argument, mais d'employer cette violence à « abolir une grande civilisation *au profit d'une autre qui ne la vaut pas* (1) ». « Au Latin, appartient l'empire (2) »; et il lui appartient légitimement, car « l'esprit créateur de la latinité n'est autre qu'une harmonie, une discipline de toutes les forces qui concourent à la formation de l'homme libre (3) ».

Nous n'essayerons pas de dissimuler que nous nous trouvons ici en présence d'une sorte de dogme, ou mieux, d'un postulat, —et qu'il nous est loisible de le rejeter. Mais toutes les doctrines n'ont-elles pas ceci en commun qu'on trouve nécessairement, en remontant vers leur source, un point où entre en jeu ce que Nietzsche appelait la « conviction » du philosophe ? C'est un article de foi, c'est une « conviction » chez D'Annunzio que la supériorité latine. Il ne nous reste qu'à l'accepter comme telle et à chercher, s'il est possible, de quels éléments elle est faite.

Elle paraît l'être, en premier lieu, d'un sentiment très fort de la grandeur de Rome et de la civilisation italienne. Il est presque inutile que D'Annunzio proclame : « Nous voulons éprouver notre romanité (4) », il lui suffit, pour nous montrer à quel point il l'éprouve, d'évoquer « la volonté de l'Aigle romaine, qui précédait par toute la terre la marche cadencée des légions (5) ». Pour l'Italie chrétienne son amour est aussi vif, moins tendu peut-être, et parfois même attendri, comme quand il parle de « la grâce antique de nos petites villes, dignes toujours que nos saints les portent sur la paume de leurs mains (6) ».

Mais la force, la vitalité héroïque, la supériorité de sa race lui apparaissent surtout dans la jeunesse de l'Italie nouvelle, dans ce peuple d'enfants robustes qui encombre les rues des bourgades, « bonne matière humaine » dont une part est destinée « à une sagace émigration (7) ».

(1) *La Riscossa*, p. 35.
(2) *Ode alla nazione serba* (publiée dans le *Corriere della Sera*, 24 novembre 1915).
(3) *Il Ministro Costantinesco a Fiume*. (Article publié dans le *Bollettino ufficiale* du Commandement de Fiume, 28 avril 1920.)
(4) Discours du 24 mai 1919.
(5) *L'Ala d'Italia è liberata*, p. 27.
(6) *La Riscossa*, p. 26.
(7) *L'Ala d'Italia è liberata*, p. 38-39.

Toutefois, l'Italie seule ne suffirait pas à assumer dans le monde la dure tâche civilisatrice qui incombe à la latinité. L'union est nécessaire. « Les aurores les plus belles ne sont pas encore nées, » écrivait D'Annunzio en août 1914 dans l'*Ode à la résurrection latine* (1) ; il répète cette phrase mot pour mot (2) dans ce discours du 24 mai 1919 où il adresse à la France, autant qu'aux autres alliés, d'amers reproches ; et en janvier 1920, il déclare à un personnage français que le devoir de la France et de l'Italie, en face de *la paix anglo-saxonne*, est de *reconsolider le bloc latin* (3). Ainsi, alors même qu'il semblait le plus éloigné de nous, il n'a jamais désespéré de l'union latine. Cette union, qui pour beaucoup n'est qu'une audacieuse utopie, fut l'objet de ses plus sérieuses préoccupations politiques et le but de ses plus constants efforts. « Permettrons-nous que la France, l'Italie et l'Espagne vivent une vie inquiète et agitée au milieu de géants sûrs d'eux-mêmes, sans autre but que de profiter, pour leurs particularismes, des luttes entre les grands ? ou préférerons-nous aller résolument au-devant de quelques sacrifices pour constituer ce système latin, le plus splendide de tous les empires ? » A cette question que posait, au début de la guerre, M. G. Antonio Borgese (4), D'Annunzio a répondu bien des fois, et, à Fiume, mieux que par des mots. Pour lui, en effet, Fiume n'est pas seulement la frontière orientale de l'Italie, mais celle du monde latin, et c'est la latinité tout entière qu'il a entrepris d'y défendre (5).

Il a voulu la défendre contre les autres, mais aussi (et ce n'est pas la partie la moins audacieuse de son programme) contre elle-même : contre l'Italie officielle, contre la France de Clemenceau qui ont signé la « paix anglaise ». On sait le peu d'indulgence de la *Vedetta d'Italia*, le journal dannunzien de Fiume, pour la politique française ; mais il faut croire que la sévérité parfois brutale dont nous y sommes l'objet est une marque d'affection, si nous en jugeons par les excès où elle se porte quand elle s'exerce contre l'Italie. Il n'y a

(1) Publiée dans le *Figaro*, 13 août 1914.
(2) *E forse le più belle aurore latine non sono ancor nate.*
(3) Cf. le *Matin* du 16 janvier 1920.
(4) *L'Italie contre l'Allemagne*, éd. Payot (trad. M. T. Laignel), p. 244.
(5) Un grand nombre de textes pourraient être allégués ici. Rappelons seulement l'adresse citée plus haut au ministre roumain Constantinesco, de passage à Fiume.

plus alors de mots assez durs. L'organe *fiumaniste* doit faire appel à la plus étonnante invention verbale pour prolonger et soutenir dignement l'invective contre l'Italie des « renonciataires », contre ses ministres, MM. Orlando, Nitti ou Giolitti, et contre ses inopportunes « Commissions d'enquête (1) ».

L'indiscipline et le nationalisme, la révolte contre les puissances latines et le sentiment de la latinité se concilient d'ailleurs sans peine, si nous voulons bien admettre que D'Annunzio soutient contre les hommes d'argent, contre les « croupiers » de la Conférence, quels qu'ils soient, la politique de l'*esprit*. Fiume n'est pas un amas de maisons, l'objet matériel d'un marchandage, mais une terre latine ; et ce qu'on y défend, ce n'est pas une ville, un port franc, une voie ferrée, mais un principe ou, pour parler le langage poétique de D'Annunzio : un Esprit.

« Il y a, d'une part, un célèbre sépulcre pharisaïque, blanchi au dehors ; et, de l'autre, il y a un esprit.

« Il y a, d'une part, un célèbre banc d'usure recouvert d'un faux linceul d'Arimathée ; et, de l'autre, il y a un Esprit.

« Il y a, d'une part, un de nos misérables larrons qui donne larmes et salive en échange des soufflets et des rebuffades ; et, de l'autre, il y a un Esprit (2). »

Ainsi ce n'est pas contre l'Italie et contre la France que D'Annunzio prend la défense de l'esprit latin et des terres latines, mais contre une Italie et une France qui, se reniant elles-mêmes, acceptent docilement les conditions que leur imposent leurs alliés plus riches. L'ennemi véritable, pour D'Annunzio, c'est le monde anglo-saxon et, plus singulièrement : l'Angleterre. Avant la guerre, il reprochait aux Empires centraux leur politique de commerçants « réalistes » et leurs incessantes manœuvres pour maintenir divisé et pour dominer le monde latin. Aussi fut-il toujours, en dépit du soi-disant programme nietzschéen de ces empires, le plus ennemi de leurs ennemis — *tra i nemici, il nemicissimo* (3). Or ce sont précisément les mêmes reproches qu'il adressait

(1) Contre l'Italie nittienne et l'enquête sur Caporetto, cf. *Italia o morte*, p. 11-12 ; à propos de l'invention verbale fiumaine, voir dans MARIO M. MARTINI, *la Passione di Fiume*, p. 125-127, l'explication du mot *Cagoia*.

(2) *Italia o morte*, p. 48 ; le *miserabile truffiere* est M. Orlando.

(3) *La Beffa di Buccari*, p. 13.

constamment à l'Angleterre. Il écrivait, à propos de la Conférence de Washington : « Que veut l'Angleterre ? Elle veut conserver sa suprématie actuelle avec le moins de dépense possible... Dans la Méditerranée elle-même, dans notre mer... elle se propose d'établir sa suprématie sur les deux nations latines. Elle veut être plus forte que l'Italie et que la France, plus forte que l'Italie et la France réunies. Elle veut abolir les traditions du passé, elle veut méconnaître les nécessités du présent, elle veut fermer la route à l'avenir (1). » Quand il s'écrie : « Libérons-nous de l'Occident. Tournons le dos à l'Occident qui ne nous aime pas et ne veut pas de nous (2) », c'est à deux nations surtout qu'il pense ; à celle qu'il nomme aussitôt après « l'impitoyable ploutocratie transatlantique », et, parmi les pays d'Europe, à celui qui représente le mieux, pour lui, cette civilisation occidentale fière d'une industrie sans but, insolente et satisfaite, dont il croit urgent de nous libérer. « Notre victoire sera celle des opprimés (3) », disait une proclamation officielle du Gouvernement de Fiume ; et ce Gouvernement ne cessa d'affirmer qu'il faisait sienne la cause de tous les peuples injustement dominés par l'Empire britannique : Irlandais, Hindous, Arabes, Égyptiens ou Maltais (4).

Mais celui qui fait profession de magnifier la force et de mépriser les faibles, est-il bien dans son rôle quand il défend les opprimés ? Cette question, embarrassante à première vue, ne l'est pas plus, à la réflexion, que celle de don Olgiati : Pourquoi D'Annunzio n'a-t-il pas pris le parti de Guillaume II ? L'illogisme apparent — comme à la surface — a même ici cet avantage de nous avertir que l'unité que nous cherchons doit se trouver dans une région plus intérieure de la pensée. Rappelons-nous que D'Annunzio exige de la force qu'elle tende à une harmonie, qu'elle soit elle-même une harmonie ; et que, pour lui, « l'esprit », même « désarmé (5) », n'a jamais signifié la faiblesse. Or, comme

(1) Lettre adressée au *New-York American*.

(2) *L'Ala d'Italia è liberata*, p. 39-40.

(3) *Commandement de Fiume. Actes et Communiqués du Bureau des Relations extérieures*, p. 6.

(4) Cf. *Actes et Communiqués*... p. 6-7 ; 11-12 ; 17-20 ; 23-27.

(5) « Toutes les baïonnettes de Zagreb n'eurent pas raison de l'esprit désarmé. » *Italia e vita*, p. 13. (A propos de l'émeute qui à Fiume précéda l'armistice austro-italien.)

la puissance de l'argent lui paraît, entre toutes, dépourvue de beauté et de « style », il suffit que l'oppresseur soit l'argent pour qu'il se range d'instinct du côté de la victime. Il n'y a pas moins de vingt-cinq pages dans *Italia o morte* (1) pour opposer au sacrifice de Fiume l'indifférence satisfaite de Rome. Nulle part nous ne voyons mieux ce qui apparaît à D'Annunzio le dernier degré de la bassesse. Quand il veut flétrir la nation sans courage, aussitôt il la montre enrichie, ou désireuse de s'enrichir, attachée aux plaisirs de la table. Elle fait ses trois repas, « non pas cinq, comme les policiers anglais de Fiume, mais trois au moins... *Furit ardor edendi* ». A cette fureur répond, à Fiume, l'héroïsme le plus ardu : celui de la pauvreté et de la faim. D'Annunzio en cite de nombreux traits, en donne une foule d'exemples, et chaque fois il est question de pauvres gens qui pour leurs frères se sont privés, car « ils ne vivent pas de pain, mais de ferveur (2) », de leur maigre ration quotidienne. Et D'Annunzio, à qui sa sensualité attentive (3) a sans doute révélé le prix infini du jeûne, se sent pleinement en communion avec ce peuple sobre vivant pour une idée, défiant seul le monde capitaliste, « levé seul contre l'immense pouvoir constitué des larrons, des usuriers et des faussaires (4) ».

Car D'Annunzio peut se sentir en communion avec une foule populaire, — comme avec une troupe de soldats, — en cela bien différent de Nietzsche pour qui les hommes réunis en multitude ne furent jamais que « le troupeau » et qui écrivait : « Là où le peuple mange et boit, et même là où il adore, la mauvaise odeur est inévitable. »

Notons que D'Annunzio n'a aucune sympathie pour les socialistes ; mais d'autres raisons entrent ici en compte. Le désir intéressé de se substituer aux riches lui est naturellement aussi odieux que l'empire même de la richesse. La révolution ne se justifie que si elle tend à imposer une nouvelle conception de la vie, plus élevée que l'ancienne ; comme l'impérialisme, elle n'est légitime qu'autant qu'elle est créatrice de beauté. Tendue vers des fins matérielles, elle est absurde, inutile, condamnée d'avance.

(1) P. 13 sqq.
(2) P. 36.
(3) Au point qu'il écrivit, au retour d'un raid naval très audacieux : « Dopo il momento eroico, come dopo la voluttà, l'anima è triste. »
(4) *Italia e vita*, p. 70-71.

Antonio Bruers, — dans une étude publiée il y a plus de dix ans, mais que les événements ont singulièrement rajeunie et que vient de rééditer la *Fionda* (1), — dit que le grand, le rare mérite de D'Annunzio est de n'avoir pas craint de considérer la beauté comme *une fin en soi* et que pour cette audace il devait nécessairement sembler *illogique* (2). C'est, en effet, l'importance absolue donnée par lui à certaines nécessités d'ordre esthétique qui, au Parlement et hors du Parlement, l'a fait osciller de l'extrême-droite à l'extrême-gauche sous les regards étonnés du public et des politiciens de Montecitorio. Selon que son imagination est plus vivement frappée de la grandeur du passé ou de celle qu'il prévoit dans l'avenir, il défend la cause de la plus rigoureuse tradition ou se laisse entraîner aux derniers excès du futurisme. Comme il invite les Gênois de 1914 à se souvenir des hauts faits d'Andrea Doria (3), il donne aux recrues de 1918 le conseil d'oublier leur histoire, d'en déchirer les pages et de rembourrer de ses illustres exemples les chaussures humides des fournisseurs de l'armée (4). Mais ces écarts de pensée ont une commune et noble origine : la nostalgie d'une civilisation parfaite, dont le dernier et peut-être le meilleur témoignage est la constitution qu'il donne à la Régence du Carnaro.

Tels passages de ce document (sur les *dix corporations* ou sur la *musique*) furent plusieurs fois cités par les critiques de D'Annunzio sans commentaires (3), comme s'ils étaient par eux-mêmes suffisamment dérisoires. Et pourtant, les juger tels, ce n'est rien prouver contre eux. D'Annunzio n'a pas la folie des grandeurs, disait Bruers : c'est notre époque positiviste qui a la folie des petitesses (4). Et n'est-ce pas cette seconde et plus dangereuse folie qui nous a empêchés de concevoir comment la prise de possession, non pas seulement d'une ville, mais du monde entier, peut se justifier par le désintéressement des fins poursuivies, et comment une « volonté de révolte » peut être inséparable d'une « vo-

(1) *Gabriele d'Annunzio e il moderno spirito italico.* Roma, la Fionda, 1921.
(2) P. 103-104.
(3) *Per la più grande Italia. La Sagra dei Mille.*
(4) *La Riscossa*, p. 161.
(5) Par exemple chez Olgiati, *op. cit.*, p. 286-287.
(6) Bruers, *op. cit.*, p. 123-124.

lonté de rénovation (1) » ? Nous resterons sur ce doute, en remarquant une dernière fois qu'il n'en fut jamais un pour Gabriele D'Annunzio lui-même, qui osa dire aux légionnaires de Fiume, le 31 décembre 1919 : « Nous n'avons désobéi à personne puisque nous avons obéi à l'amour. Nous n'avons rien dérobé puisque tout était nôtre (2). »

PAUL-HENRI MICHEL.

(1) Cf. *Italia e vita*, p. 57.
(2) *Italia e vita*, p. 57.

DOCUMENTS

La mobilisation de l'armée russe en 1914 [1].

Le témoignage du général Dobrorolsky (*Suite*).

Les 12/25, 13/26, 14/27 juillet furent des jours d'angoisse pour les optimistes. Au début, Serge Dmitriévitch Sazonoff, ministre des Affaires étrangères, était du nombre. Par cet optimisme seul, peut s'expliquer son adhésion persistante à la mobilisation partielle et l'appui que trouva en lui à Peterhof la confiance qu'on voulait avoir dans son efficacité. L'état d'esprit qui régnait là était très compréhensible. La conscience de l'énorme responsabilité encourue, des pressentiments fâcheux y produisirent une lutte intérieure et des hésitations compréhensibles. Et comme conséquence directe de cet état d'esprit, on cherchait le salut dans une mobilisation partielle contre l'Autriche. Mais le ministre des Affaires étrangères comme le ministre de la Guerre aurait dû voir clairement que des mesures militaires de cette espèce ne pouvaient que fournir à l'ennemi de nouvelles occasions de devenir encore plus arrogant : cette résolution plaçait notre armée dans les conditions les plus défavorables qu'on pût imaginer pour le début de ses opérations.

Comme exemple du ferme propos de bien souligner les relations amicales avec l'Allemagne, on peut citer un incident qui se produisit au sujet d'un vapeur allemand de commerce à Cronstadt le 14/27 juillet.

Ce vapeur excita la défiance du commandant de la forteresse, et les observations faites alors établirent qu'il y avait à bord un poste de télégraphie sans fil dont usait le

(1) Article paru dans le recueil intitulé *Voïenny Sbornik* [Revue militaire] (Belgrade, 1921, 1er fascicule).

capitaine pour l'émission de radiotélégrammes. Comme, depuis le 12 juillet, l'état de guerre était déclaré dans le rayon militaire de la forteresse et qu'il était contraire à toutes les règles d'avoir dans ce rayon des postes de télégraphe privés, et à plus forte raison étrangers, pouvant servir à l'espionnage, sur le rapport du commandant au très haut personnage commandant la circonscription, ce dernier ordonna d'arrêter le capitaine, de retenir le vapeur avec défense de sortir du port et de s'emparer du poste de sans fil. L'ambassadeur d'Allemagne protesta énergiquement, et le résultat fut le jour même un ordre que donna le souverain au grand-duc commandant la circonscription de libérer le capitaine et de ne pas retenir le navire ; ce personnage recevait en même temps une lettre écrite par l'empereur de son auguste main, où était exprimé un blâme au sujet des mesures prises contre le navire d'un État ami.

Le 15/28 juillet, jour de la déclaration de guerre de l'Autriche-Hongrie à la Serbie, son optimisme abandonne tout à coup Sazonoff; il est traversé par la pensée qu'une guerre générale est inévitable, et il appelle l'attention de Ianouchkevitch sur la nécessité de ne pas retarder plus longtemps la mobilisation de notre armée. Le langage tenu par le ministre des Affaires étrangères sur la mobilisation trahissait maintenant, d'après Ianouchkevitch, quelque étonnement de ce fait qu'elle n'eût pas commencé plus tôt.

Le soir du 15/28 juillet, deux oukases impériaux furent préparés pour la signature, l'un concernant la mobilisation générale, l'autre la mobilisation partielle.

Le premier projet, celui qui ordonnait la mobilisation générale, comprenait l'appel des réservistes de toutes les classes dans tous les gouvernements et régions de la Russie d'Europe [et d'Asie], le territoire de la circonscription militaire de l'Amour et dix cercles des gouvernements de Viatka et de Perm étant exclus de la mesure.

On décida de ne mobiliser les troupes dans le district de l'Amour et dans les dix cercles mentionnés que deux semaines plus tard, parce que le 1er et le 11e corps sibériens disposaient même en temps de paix de forces de guerre. La mobilisation définitive de ces corps devait se faire au moyen des réservistes des dix cercles mentionnés (1). Les

(1) A cause du manque de réservistes dans la région de l'Amour.

réservistes devaient être conduits à la frontière occidentale par chemin de fer, pendant que les corps se mettaient en marche, afin d'éviter que les réservistes n'eussent à traverser deux fois la Sibérie entière (1).

L'oukase de mobilisation partielle prévoyait la mobilisation des troupes et l'appel des réservistes des quatre circonscriptions militaires de Kief, Odessa, Moscou et Kazan.

On prépara un projet de manifeste pour l'appel de la réserve *(opoltchenia)* ; mais la territoriale ne devait être appelée qu'après que serait terminé l'appel des réservistes.

Le matin du 16/29 juillet, le général Ianouchkevitch me remit, pour l'exécuter, l'oukase de mobilisation générale signé de mon maître et empereur, où le premier jour de la mobilisation était fixé au 17/30 juillet. L'oukase devait être soumis au Sénat dirigeant pour pouvoir être publié; mais auparavant il fallait s'entendre avec les ministres de la guerre, de la marine et de l'intérieur, afin qu'ils signassent le télégramme, car, selon la loi, c'est après cette signature seulement que l'ordre de mobilisation pouvait être communiqué aux commandants des troupes, aux gouverneurs généraux et aux gouverneurs.

Je me rappelle encore nettement ces visites aux ministres. Le ministre de la Guerre Soukhomlinoff était très réservé durant ces jours où se jouaient nos destinées, comme si son dessein eût été que le premier rôle dans le département de la guerre revînt à Ianouchkevitch. Pendant ces journées, Ianouchkevitch, avec une autorité que l'on ne lui aurait pas supposée, fit figure de chef du département le plus important à cette époque.

Chaque fois qu'on allait dans son cabinet, on le trouvait tenant en main l'un des trois appareils téléphoniques qui le reliaient soit à la résidence impériale d'Alexandria, soit à l'un des ministères, soit enfin à la ville. Son visage habituellement empreint de réserve trahissait en ces jours un trouble profond, sa pâleur et les poches qu'il avait sous les yeux témoignaient de nuits sans sommeil passées au travail; quatre mois auparavant, alors qu'il était un modeste directeur d'académie, il n'aurait certes pu prévoir que la terrible

(1) Les officiers des deux corps furent envoyés en temps utile dans les cercles.

responsabilité de la mobilisation générale russe pèserait un jour si lourdement sur ses épaules.

Soukhomlinoff comprenait manifestement que la Russie serait entraînée dans une lutte dépassant ses forces, et il aurait bien voulu maintenant qu'on oubliât l'article incendiaire publié quelques mois avant sur son initiative dans les *Birjevia Viédomosti :* «La Russie ne veut pas la guerre, mais ne la craint pas non plus. » Pendant ces heures graves, il abandonna intentionnellement, à ce qu'il semble, le bâton de commandement au chef d'état-major général, qui devait peu de jours après devenir chef d'état-major du généralissime. Si à ce moment-là nous avions eu aux postes les plus élevés du département militaire des hommes différents : un homme qui eût davantage l'amour du pays et qui pensât plus en homme d'État, comme D. A. Milioutine par exemple, et un autre qui connût mieux les secrets de la victoire et qui comprît mieux l'armée et ses besoins, comme N. N. Obroutcheff, la guerre aurait pu être retardée jusqu'à un moment plus favorable.

Lorsque j'allai trouver le ministre de la Marine, l'amiral Grigorovitch, il ne voulut pas croire que je lui apportais le télégramme de mobilisation générale à signer. « Quoi, la guerre avec l'Allemagne ? Notre flotte n'est pas en état de se mesurer avec la flotte allemande » dit le ministre. « Kronstadt ne préservera pas la capitale d'un bombardement. » Il appela au téléphone Soukhomlinoff et pria qu'on lui confirmât qu'il devait signer. Lorsqu'il eut reçu une réponse affirmative, il donna sa signature, le cœur gros.

A l'île Selagine, dans le cabinet du ministre de l'Intérieur Maklakoff, régnait une atmosphère de prières. Juste en face du bureau, devant lequel était assis le ministre, il y avait, sur une étroite tablette recouverte d'un linge, quelques grandes icônes, devant lesquelles brillait une lampe d'église et brûlaient quelques cierges.

Il commença aussitôt à parler des révolutionnaires, qui, d'après les renseignements venus des autorités compétentes, attendaient la guerre avec impatience, afin de terminer ce qu'ils avaient commencé durant la guerre avec le Japon. « Chez nous, la guerre ne peut pas être populaire dans les masses profondes du peuple, et les idées révolutionnaires sont plus à la portée du peuple qu'une victoire sur l'Alle-

magne. Mais on n'échappe pas à sa destinée... » Et le ministre, en faisant le signe de croix, signa le télégramme.

Il me fallait alors me rendre au bureau central télégraphique pour expédier le télégramme historique. C'était le 16/29 juillet, vers 9 heures du soir. Le directeur principal des postes et télégraphes avait été averti à l'avance de l'envoi d'un télégramme de la plus haute importance. Après être entré dans le cabinet du directeur du télégraphe à Pétersbourg, je lui tendis le télégramme, et je demeurai afin d'assister en personne à sa transmission aux quatre coins de l'Empire russe. En ma présence, on fit taper le télégramme par plusieurs machines à écrire, pour l'expédier en même temps par tous les appareils qui reliaient Pétersbourg aux principaux centres de l'Empire, d'où la dépêche devait être transmise dans toutes les villes des gouvernements et des circonscriptions territoriales. Il existait une instruction spéciale pour l'envoi du télégramme de mobilisation. Pendant sa transmission, aucun autre télégramme ne pouvait être expédié.

L'imposante salle du Central télégraphique de Pétersbourg avec ses appareils au nombre de quelques douzaines était prête à recevoir le télégramme de mobilisation.

Mais à ce moment, vers 9 heures et demie du soir, le général Ianouchkevitch m'appelle au téléphone et m'ordonne de retenir le télégramme jusqu'à l'arrivée du capitaine d'état-major, Tugan-Baranowski... Ce dernier entre et me dit qu'il m'a couru après, à travers la ville, pour m'apporter l'ordre impérial de ne pas envoyer le télégramme de mobilisation générale. La mobilisation générale était suspendue, et à sa place, par ordre souverain, on devait reprendre la mobilisation partielle, conformément au plan précédemment arrêté. Je repris aussitôt le texte et les copies du télégramme de mobilisation générale ; j'avertis le directeur du télégraphe et partis. La décision nouvelle avait pour cause le télégramme de Guillaume à l'Empereur, où il était dit : « Si la Russie mobilise ses troupes contre l'Autriche-Hongrie, le rôle de médiateur que j'ai accepté sur ton instante prière sera compromis, sinon impossible. Tout le poids de la décision pèse sur tes épaules, et tu portes la responsabilité de la guerre ou de la paix. »

Le télégramme de mobilisation partielle aux comman-

dants militaires des cercles de Kief, Odessa, Moscou et Kazan, fut expédié plus tard vers minuit, les 16/29-17/30 juillet, par l'intermédiaire du capitaine Tugan-Baranowski.

Je rentrai dans le cabinet du chef d'état-major général et ne pus cacher tout mon chagrin du changement qui s'était produit. Il était clair que tout le poids des confusions et du gâchis qui allaient se produire (car indubitablement la mobilisation générale suivrait dans quelques jours), reposerait sur nous, gens de l'état-major général.

Ianouchkevitch me transmit les paroles de Sa Majesté : lui, l'Empereur, assumait toute la responsabilité de l'ordre de mobilisation partielle ; les dirigeants du département de la guerre avaient fait tout ce qui était en leur pouvoir pour en venir à la mobilisation générale, mais l'Empereur avait résolu de n'y pas procéder.

D'après ce qui précède, les exposés faits dans la presse (articles de Wladimir Nabokoff dans le *Roul*) qui reposent sur les données du *procès Soukhomlinoff* doivent être considérés comme tout à fait faux. Au reste, il faut en dire autant du journal de Soukhomlinoff, qui a paru dans ces derniers jours à Helsingfors et dont des extraits ont été publiés dans les *Poslednia Izvestia* (1) quand il prétend que, de leur propre autorité, Soukhomlinoff et Ianouchkevitch n'ont rien changé à la mobilisation générale d'abord décidée et ont trompé l'Empereur.

Cette idée ne pouvait naître qu'en 1917, après la chute de la monarchie; en réalité, en 1914, ni l'un ni l'autre n'aurait désobéi à son souverain (2).

Ainsi le 17/30 juillet était le premier jour de la mobilisation pour les circonscriptions militaires de Kief, Odessa, Moscou et Kazan, c'est-à-dire pour les régions situées au sud, au centre et à l'est de la Russie d'Europe. Les troupes des circonscriptions de Pétersbourg, Vilna, Varsovie, le Caucase, le Turkestan et les trois circonscriptions militaires de Sibérie, ne reçurent pas d'ordre de mobilisation. Le nord, le nord-

(1) Il me semble que ce journal, s'il n'est pas apocryphe, a été dans tous les cas antidaté et écrit après la chute de Soukhomlinoff et après, ou immédiatement avant, le procès.

(2) Cette désobéissance aurait été sue de l'empereur le lendemain, car on ne peut garder secrète une mobilisation générale à laquelle des millions d'hommes prennent part.

ouest et l'ouest de la Russie d'Europe, la région du Don, le Caucase, le Turkestan, la Sibérie entière et toutes les régions cosaques n'étaient pas touchés par la mobilisation. La flotte non plus n'était pas mobilisée.

Le 17/30 juillet, à 11 heures du matin, le général Ianouchkevitch m'appela au téléphone et me dit : « Il y a espoir que la situation s'améliore; tenez-vous prêt à venir me parler avec tous les documents, à mon premier appel, tout de suite après midi. »

Ianouchkevitch avait persuadé Sazonoff de représenter à l'Empereur tout le danger d'une mobilisation partielle qui, au point de vue politique, pouvait être considérée comme un manquement à nos devoirs d'alliés envers la France; cela permettrait à Guillaume d'extorquer au gouvernement français une promesse de neutralité, et quand nous serions empêtrés dans notre mobilisation partielle, il nous déclarerait la guerre et profiterait de notre manque de préparation.

Vers 1 heure de l'après-midi, Ianouchkevitch fut appelé au téléphone par Sazonoff, qui déclara que l'Empereur avait trouvé juste, d'après les dernières nouvelles reçues de Berlin, de décréter la mobilisation générale de l'armée et de la flotte.

« Alors, faites vos ordres, mon général, et ensuite... disparaissez pour toute la journée (1)... » ajouta le ministre.

Ianouchkevitch me fit appeler aussitôt après et me fit part de cette conversation.

Il fallait donc envoyer tout de suite un nouveau télégramme de mobilisation générale, suivant lequel le jour suivant, c'est-à-dire le 18/31 juillet, serait le premier jour de la mobilisation pour l'ensemble du territoire russe. Dans ces conditions il ne pouvait y avoir aucune confusion dans les quatre circonscriptions militaires où la mobilisation partielle avait été ordonnée; d'après les règles générales, il n'y avait encore, le premier jour, aucun mouvement de troupes ou embarquement de réservistes ou de chevaux. Les premières vingt-quatre heures étaient mises à la disposition des réservistes pour leur permettre de régler leurs propres affaires. Les transports commençaient le deuxième jour de la mobilisation. Si donc à Kief, Odessa, Moscou et Kazan, pendant le

(1) Cette phrase est en français dans le texte.

premier jour de la mobilisation partielle, arrivait l'ordre que le lendemain serait le premier jour de la mobilisation générale, la mobilisation partielle était comme absorbée dans la mobilisation générale, l'ordre de mobilisation partielle se trouvait en fait annulé, et, dans ces circonscriptions militaires, la mobilisation commençait comme ailleurs le 18, sauf que, dans ces circonscriptions, il y avait successivement deux premiers jours de mobilisation. En un mot, par cette décision, tout le mal résultant de l'ordre de mobilisation partielle était arrêté; il y avait seulement un jour de retard dans la mobilisation.

Il fallait de nouveau retourner chez les trois ministres pour faire signer le télégramme qui fixait au 18/31 juillet le premier jour de la mobilisation générale, celui de la veille n'étant naturellement plus valable.

A ce moment avait lieu au palais Marie une séance extraordinaire du Conseil des ministres, sous la présidence de Goremykine. Ianouchkevitch s'y rendit aussi. Il me proposa de venir avec lui, puisque, étant donné les circonstances, tous les ministres seraient présents, et que, pendant une suspension de séance, on pourrait obtenir d'un seul coup toutes les signatures nécessaires. C'est ce que nous fîmes. Le télégramme était prêt. Vers 5 heures de l'après-midi, je le portai au Central télégraphique. Les mêmes dispositions que la veille furent prises. Involontairement je fus amené à me demander si, cette fois, on réussirait à expédier le télégramme. Je pensais aux paroles de Sazonoff : « Et disparaissez pour toute la journée. » A 6 heures du soir, tous les appareils étaient prêts à recevoir le télégramme de mobilisation.

J'entrai dans la salle. Un silence solennel régnait parmi les télégraphistes, hommes et femmes. Chacun était assis devant son appareil et attendait la copie du télégramme, pour envoyer dans tous les coins de l'Empire russe la grande nouvelle de la levée du peuple russe pour la grande lutte.

Quelques minutes après 6 heures, tandis qu'un silence absolu régnait dans la salle, les appareils commencèrent à taper. C'était l'instant où s'ouvrait la grande époque... Pour qu'un contrôle fût possible, des avis de réception étaient demandés; j'attendis ces réponses dans la salle. Vers 7 heures arrivèrent les réponses de tous les points en relation télégraphique directe avec Pétersbourg, c'est-à-dire les centres les plus importants de la Russie d'Europe et d'Asie : le télé-

gramme de mobilisation avait été exactement transmis.

Le sort en était jeté. La décision était déjà connue dans toutes les grandes villes de notre immense pays. Nul recul n'était plus possible. Le prologue du drame historique avait commencé.

Le même jour, tard dans la soirée, une question fut posée télégraphiquement par l'état-major de la circonscription militaire de Kief en raison de la situation peu claire créée par la réception des télégrammes de mobilisation. On demandait s'il n'y avait pas malentendu. On envoya aussitôt un télégramme explicatif. Il n'y eut pas d'autres demandes. Cela signifiait que partout la mobilisation avait commencé sans confusion. On apposa, de bonne heure le matin, et en grand nombre, dans les rues de Pétersbourg, les affiches rouges de mobilisation générale des réservistes. Des affiches blanches annoncèrent l'état de guerre pour Pétersbourg et les environs.

Les dépêches des agences firent connaître que le même jour 18/31 juillet, en Allemagne et en Autriche-Hongrie, l'ordre de mobilisation avait été donné. En Autriche, la mobilisation partielle de certains corps avait eu lieu plus tôt, en même temps qu'était adressé l'ultimatum à la Serbie.

Le 19 juillet (1er août), l'empereur d'Allemagne déclara la guerre à la Russie. Le dimanche 20 juillet (2 août), eut lieu au palais d'hiver la réception, demeurée dans toutes les mémoires, par l'Empereur, du cartel allemand.

A partir du deuxième jour de la mobilisation, c'est-à-dire du 19 juillet (1er août), les réservistes commencèrent à se déverser dans les cadres de l'armée. On commença de rassembler les chevaux, et là où cela était prévu pour l'état de guerre, les voitures, autos et camions automobiles de la population.

Les délais de mobilisation et de mise sur pied de guerre variaient suivant les troupes et les services, allant de quelques heures, pour les régiments de cavalerie de la frontière, à quelques semaines, pour les troupes de deuxième catégorie et les formations du train. Pour la territoriale, il y avait encore d'autres délais.

Après la mobilisation de l'armée commença l'appel de la territoriale. Le décret sur l'appel de la territoriale de première catégorie fut signé une semaine après le commen-

cement de l'appel des réservistes, le 25 juillet (7 août). Mais là on s'en remit au ministre de la guerre du soin d'appeler lui-même les hommes au fur et à mesure des besoins, suivant leur classe et leur rayon. Il y avait environ 3 millions de réservistes non gradés et, l'un dans l'autre, 10 millions de territoriaux. Il fallait que leur appel répondît aux possibilités pratiques d'équipement, armement et entretien. Le ministère avait à résoudre un problème véritablement gigantesque qui se posait pour la première fois dans la vie de l'État. L'histoire ne fournissait aucun précédent valable. Beaucoup d'ouvrages spéciaux avaient traité du « peuple en armes » de notre temps ; mais, dans la pratique, il n'y avait pas d'exemple de cette levée générale, et elle présentait de prodigieuses difficultés. En réalité, le problème aurait dû être résolu de la façon suivante :

A l'aide de considérations stratégiques, on eût fixé l'importance de l'armée dont l'État devait disposer, y compris les formations auxiliaires, pour obtenir un résultat dans le plus bref délai. Tout le reste du contingent des hommes mobilisables eût été destiné à combler les vides de l'armée de première ligne. Ce contingent aurait dû être préparé, instruit, puis envoyé au front suivant le besoin qui se serait fait sentir de formations de remplacement.

Afin d'obtenir une préparation satisfaisante, et aussi pour ne pas imposer à la population de vexations inutiles, il aurait fallu fixer exactement : 1° la durée minima de l'instruction de ces réserves, et 2° le contingent nécessaire pour un temps donné, mettons un mois.

Toutes ces données ne pouvaient être demandées qu'à l'expérience, et, avant la guerre, il n'y avait pas eu d'expérience faite.

Il était naturel que l'on s'efforçât plutôt d'avoir sous la main un effectif surabondant que de risquer d'en avoir un insuffisant. Finalement le système du peuple en armes conduisit dans la pratique à avoir pendant la guerre dans toute l'étendue de l'Empire russe un réseau serré de dépôts de troupes, dans lesquels devaient être exercées les réserves. Il eût fallu, dès le temps de paix, disposer ce réseau de façon à remplir la tâche très importante de diriger, dans un délai donné, le matériel humain vers les troupes de première ligne, pour les maintenir en tout temps au niveau voulu en quantité

comme en qualité. C'est le système bien connu des troupes de remplacement. Malheureusement ce système n'avait pas été étudié et préparé chez nous en temps de paix. D'après le plan de mobilisation en vigueur chez nous, on avait prévu 188 formations de remplacement, non compris les régiments de cavalerie. Pour ces 188 formations, il n'existait d'autres cadres que ceux qui se tiraient des troupes de campagne, et le nombre des formations était insuffisant. Même si l'on admettait le chiffre de 10.000 hommes pour l'effectif de chaque formation (ce qui pratiquement n'eût pas été possible), cela donnait en tout moins de 2 millions d'hommes ; de plus, les formations de réserve étaient de capacité passablement inégale ; et enfin peut-on avoir des corps de 10.000 hommes ? Au début, le « grand programme » dont il a déjà été question envisageait la formation de 500 bataillons de réserve de deuxième catégorie ; mais malheureusement ces formations, elles aussi, n'avaient pas été étudiées au début de la guerre.

On avait seulement dans le plan de mobilisation dressé le registre des hommes disponibles. C'est pourquoi au début de la guerre, si étonnant que cela soit, les troupes en campagne souffraient d'un déficit chronique, tandis que des dizaines de milliers d'hommes valides se cachaient à l'arrière sous toutes sortes de prétextes. Cette plaie de la guerre nationale ne pouvait être évitée que par un système soigneusement préparé de troupes de réserve. On aurait dû maintenir dans le réseau serré des formations de réserve tout le surplus des réservistes appelés, tous les blessés ou malades guéris, ainsi que les recrues des dernières classes. Ce ne sont pas les droujines de la territoriale, mais bien les troupes de réserve qui auraient dû donner l'armée de deuxième ligne, dont la tâche principale eût été d'envoyer sans interruption des renforts au front, afin de maintenir l'armée active au niveau voulu.

Pour bien des raisons qu'il serait instructif d'examiner à part, le réseau des réserves n'avait pas été étudié par notre état-major général, et c'est pourquoi il fallut l'improviser pendant la guerre, alors que les conditions nécessaires à un travail tranquille et méthodique faisaient complètement défaut. Nul n'a oublié quelle chose informe devenaient nos bataillons de réserve, où s'entassaient peu à peu jusqu'à dix compagnies de 1.000 hommes chacune.

Mais nous y reviendrons... Comment se passait la mobilisation de notre armée active ?

Les premières nouvelles qui arrivèrent de partout à la section de mobilisation de l'état-major étaient très satisfaisantes.

On pouvait naturellement être complètement rassuré en ce qui concerne les troupes de première ligne et l'armée de cadres. Animées d'un sentiment national profond, sentant venue l'heure qui marquait la fin de longues années de préparation et le commencement des dures épreuves, nos troupes avaient acquis pendant la paix une pratique suffisante de la mobilisation. Pendant les dernières années avant la guerre, on avait accordé une attention suffisante à cette partie de la préparation. Sauf pendant la durée des exercices de camp et l'instruction des recrues, le reste de l'armée dans toutes les circonscriptions militaires accomplissait à grande échelle ce qu'on appelait les exercices de contrôle de la mobilisation *(poviérotchnia mobilisatsii)*. On nommait chaque fois des commissions militaires qui suivaient de très près la marche de ces mobilisations ; on rédigeait des rapports où étaient signalées toutes les fautes commises, et ces fautes, on s'appliquait ensuite soigneusement à les éviter.

Il existait, en outre, une autre forme de pratique de la mobilisation, des essais de mobilisation avec appel des réservistes et présentation des chevaux par la population.

Des crédits suffisants étaient accordés, et ces exercices étaient à double fin, instructifs à la fois pour les troupes et les réservistes, et pour les autorités locales chargées de l'immatriculation et de l'appel des réservistes, et de la réquisition des chevaux. Justement deux mois avant la mobilisation effective, un exercice de cet ordre avait eu lieu dans la circonscription militaire d'Odessa pour la 34e brigade d'artillerie à Iékatérinoslav.

L'expérience montra que l'on pouvait être sans crainte au sujet de la mobilisation des troupes de campagne.

Mais bientôt, pendant la mobilisation effective, commencèrent d'arriver des nouvelles alarmantes sur des troubles causés par les réservistes dans les lieux de rassemblement où commandaient les chefs de districts militaires.

Dans le district de Barnaul, du gouvernement de Tomsk, dans les gouvernements de Perm, Orel et Mohilev, il y eut une grande effervescence parmi des dizaines de milliers de

réservistes, uniquement parce qu'ils s'étaient enivrés d'eau-de-vie. On avait prévu que pareils désordres étaient probables, et notre loi (le règlement militaire, édition de 1912) permettait la fermeture complète de tous les débits d'eau-de-vie pendant toute la période de mobilisation; toutefois l'article du règlement ordonnant la fermeture de ces débits (monopole de l'État) n'avait été introduit que dans la nouvelle édition de la loi, après une longue opposition du ministre des Finances, qui avait réussi, pour des raisons fiscales, à limiter cette défense au temps où les réservistes ne seraient pas encore incorporés, et, de plus, à ne pas l'étendre à tout le territoire, mais à la limiter aux points de rassemblement des réservistes et aux régions éloignées des voies ferrées.

Suivant la loi donc, une fois écoulé le flot des réservistes, le monopole de l'alcool pourrait de nouveau avoir son plein effet. Cela ne suffisait pas. C'est pourquoi, à la veille de la mobilisation, le 15/26 juillet 1914, le ministre de la Guerre écrivit au ministre des Finances, et insista pour que les débits d'eau-de-vie fussent fermés partout, et non seulement pendant la durée de la mobilisation, mais aussi jusqu'à ce que fût complètement terminée la concentration stratégique des troupes à la frontière.

Le ministre des Finances donna son consentement dès la veille de la mobilisation, et il en résulta l'ordonnance impériale interdisant la vente de l'eau-de-vie dans tout l'empire pendant toute la durée de la mobilisation.

Les révoltes causées par l'ivrognerie des réservistes déterminèrent le gouvernement à interdire la vente de l'eau-de-vie et du vin pour toute la durée de la guerre. Ainsi commença en Russie la période de sobriété, qui fut extraordinairement bienfaisante pour le peuple. Que l'on se rappelle comment cette mesure amena certaines communes rurales et urbaines à décider l'interdiction à perpétuité du commerce de l'eau-de-vie.

La révolution annula ces mesures bienfaisantes, et la période révolutionnaire bolchévique de la vie russe est marquée, entre autres, par le renouveau des bacchanales alcooliques,

Les révoltes causées par l'ivrognerie pendant la mobilisation, malgré la défense de vendre de l'eau-de-vie, s'expliquent par le fait que des bandes de réservistes pénétrèrent

par effraction dans les magasins fermés et les dépôts gouvernementaux d'eau-de-vie et pillèrent les approvisionnements. On envoya de Pétrograd l'ordre de prendre les mesures les plus sévères pour empêcher les réservistes de s'enivrer, et, dans deux cas, des gouverneurs furent destitués parce qu'ils n'avaient pas pris des mesures efficaces pour le rétablissement de l'ordre.

Ce fut là d'une manière générale un manquement grave dans la marche de la mobilisation, mais sans conséquence pour le résultat final. Un deuxième manquement s'observa : dans des cas manifestement très nombreux, les hommes appelés purent se soustraire à la mobilisation parce que la loi elle-même prévoyait des sursis et des dispenses d'appel pour toutes sortes de raisons. L'espèce d'institut devenu si célèbre pendant la guerre des *Hussards culs-terreux (Semgusary)* (1) avait ses racines dans la loi et prit naissance pendant la mobilisation.

Je pense, entre autres, au flot de requêtes et de sollicitations de toutes sortes, écrites et orales, qui déferla durant ces jours et qui, par l'intermédiaire de la section de mobilisation, parvenait au ministre de la Guerre, demandant l'exemption ou tout au moins un sursis d'appel.

Ces sortes de requêtes ne provenaient pas de la masse du peuple, mais des personnes de notre société cultivée et de la « bourgeoisie ». Et l'on essayait de tous les moyens de pression pour en assurer l'efficacité. En première ligne venait naturellement la protection, sous la forme de lettres de recommandation et de prières, de personnes qui, par leur origine et leur situation dans le monde de la bureaucratie, appartenaient à la classe la plus élevée.

On combattit ce fléau, mais, il faut le reconnaître, sans succès le plus souvent. La protection est un des fléaux fondamentaux de la vie russe, et l'on ne peut le combattre qu'en unissant toutes les forces de la société elle-même. Mais dans les jours de fièvre de la mobilisation, on avait autre chose à faire. Pendant les journées de la mobilisation, alors qu'un certain enthousiasme patriotique régnait parmi la population, cette ombre au tableau n'apparaissait pas encore complètement, comme ce fut le cas plus tard, lorsque

(1) Analogues à nos « embusqués ».

commencèrent les jours sombres de la longue guerre. L'importance de cette ombre croissait en raison directe de nos insuccès militaires.

Grâce à notre immense richesse en matériel humain, ces défections ne pouvaient pas exercer d'influence appréciable sur les résultats de la mobilisation de notre armée de campagne. L'effectif du temps de guerre avait été aisément atteint, et tous les corps de troupes et les services militaires arrivèrent, dans le délai prévu, à effectif complet (1) dans le territoire de concentration.

Les délais de mobilisation des troupes étaient, comme on l'a déjà dit, très divers, et dépassaient un mois pour les corps de troupes de deuxième catégorie et pour les régiments cosaques de troisième catégorie. Les armées de campagne définitivement prêtes étaient le vingtième jour de la mobilisation sur leur terrain de concentration. Nos armées, la IIIe sous le haut commandement du général Russki, et la VIIIe sous celui du général Broussiloff, commencèrent les opérations d'attaque en Galicie orientale le 7/20 août, c'est-à-dire le vingt et unième jour, calculé à partir du premier jour de la mobilisation, et vinrent en contact avec l'ennemi le 10/23 août; le 13/26 août, sur tout le front de la IIIe armée, eurent lieu avec les troupes austro-hongroises des combats sérieux qui aboutirent pour nous à un succès notable.

La période des guerres est loin d'être close dans le monde. Bien mieux, on peut dire, et ce ne sera pas un paradoxe, que la guerre mondiale, qui a commencé en 1914, dure encore. Le dernier acte de ce grand drame historique n'est pas encore joué, comme nous le disions au début de cet article.

Il est inévitable que le peuple russe, avec ses 150 millions d'hommes, y prenne part, comme il fut inévitable qu'il prît part à toutes les phases antérieures de la lutte.

Le futur gouvernement national de notre grand pays, après son relèvement, aura à cœur la reconstitution de l'armée, qui sera l'une des pierres angulaires de son œuvre de restauration. *Sans armée aucun État ne peut vivre.* Il faudra

(1) La qualité des troupes, c'est-à-dire la présence parmi elles de personnes appartenant à une classe cultivée, eût naturellement été plus élevée, si certains des représentants de cette classe ne s'étaient pas dérobés à l'appel ou efforcés d'obtenir des postes dans la zone des étapes. Le recrutement des officiers de rang inférieur n'a pas été assuré de façon satisfaisante pendant la grande guerre. Mais il y aura lieu de traiter à part ce point.

alors tenir compte dans tous ses détails de la grande expérience de notre mobilisation en 1914.

Cette mobilisation se poursuivit avec succès, brillamment, comme l'ont reconnu toute la société russe et ses représentants les plus éminents (1), parce que cette opération militaire et politique avait été étudiée avec soin, dans tous ses détails, en temps utile.

Il faut absolument, sans perdre de temps, réunir tous les résultats de l'expérience pratique de cette mobilisation, afin de pouvoir, quand l'heure sonnera, remédier aux manquements qui, dans notre mobilisation de 1914, ont empêché d'employer pour le mieux les forces vitales de la Russie.

20 *juin* (3 *juillet*) 1921.

SERGE DOBROROLSKY.

A l'interprétation qu'un publiciste allemand avait donnée de ce témoignage, le général Dobrorolsky a répondu en 1922 *par un second article* (2) *qui complète et précise sa pensée sur quelques points essentiels. En voici le texte :*

Dans deux numéros du journal berlinois *Nachrichtenblatt über Ostfragen*, parus le 2 et le 4 décembre, M. Heinz Fenner a donné de longs extraits de mon article sur la mobilisation russe en 1914, en les accompagnant de commentaires auxquels il est nécessaire de répondre, dans l'intérêt de la vérité historique.

En soulignant certains faits dans la suite des mesures militaires prises en vue d'une guerre, et en ne reproduisant pas mon article en entier, M. Heinz Fenner laisse paraître une tendance bien marquée à établir la culpabilité de la Russie, qui aurait prématurément créé une atmosphère de

(1) A la séance solennelle de la Douma d'Empire, en août 1914, le ministre de la Guerre, général A. Soukhomlinoff, si impopulaire dans les cercles de la Douma, fut accueilli par une acclamation générale, sous l'influence de l'extraordinaire réussite de la mobilisation. Je me souviens d'un mot d'un membre bien connu de la Douma, lorsqu'il pénétra dans le cabinet du directeur de la mobilisation ; il dit que le ministre de la Guerre avait effacé toutes ses fautes envers la représentation populaire et la société russe par le succès de la mobilisation.

(2) *Voïenny Sbornik* (Revue militaire), fascicule 2. Cette traduction, comme la précédente, a été faite, d'après le texte russe, par M. et Mme CH. APPUHN. [N. D. L. R.]

guerre, et rendu ainsi complètement impossible le règlement à l'amiable du conflit austro-serbe.

Je me propose de réfuter l'un après l'autre les commentaires de l'auteur allemand.

Pour commencer, il s'attaque à l'instruction, citée par moi, du général Ianouchkevitch, sur la nécessité, en cas de mobilisation partielle, de ne donner à l'Allemagne aucun prétexte pour y voir un acte d'hostilité contre elle. L'auteur déclare cette instruction illogique et dépourvue de toute sincérité ; pour le démontrer, il s'appuie sur ce que je dis de l'alliance austro-allemande, alliance si étroite que les deux États formaient un bloc : Ianouchkevitch n'a donc pu croire réellement qu'une mobilisation partielle pût être dirigée contre l'Autriche-Hongrie seulement.

Tout ce passage de M. Heinz Fenner montre, une fois de plus, l'impossibilité pratique de cette mobilisation partielle, dont on a eu l'idée pendant quelques jours, en juillet 1914, dans les hautes sphères gouvernementales.

L'écrivain allemand ne veut même pas admettre maintenant qu'on ait pu y penser sincèrement. D'un autre côté, était-il possible, par une mobilisation partielle, d'intimider les deux membres principaux de l'alliance qui unissait les États de l'Europe centrale ?

Cette idée dangereuse d'une mobilisation partielle est restée en faveur chez nous jusqu'au 17/30 juillet à midi ; même après que Pourtalès eut averti Sazonoff, le 16/29, que la mobilisation partielle contre l'Autriche devait, en vertu d'une clause du traité d'alliance, déclencher automatiquement la mobilisation générale en Allemagne, cette déclaration n'eut pas d'abord le pouvoir de la faire abandonner ; comme on le sait, pendant 24 heures, à la date du 7/30 juillet, c'est une mobilisation partielle s'étendant à quatre circonscriptions de la Russie d'Europe qui a été proclamée. Ce fait ne montre-t-il pas très clairement quel amour notre gouvernement avait de la paix, pour le maintien de laquelle il consentait à courir le risque d'une catastrophe, en cas que la mobilisation générale dût être substituée à la mobilisation partielle, non pas après un jour, mais après plusieurs jours.

Plus loin, l'auteur s'arrête à la date du 11/24 juillet, jour où se tint, à 17 heures, à la suite de l'ultimatum autrichien,

un conseil des ministres à Krasnoïé-Sélo, et où furent décidées les premières mesures à prendre en cas de guerre, entre autres l'établissement d'une période de *pré-mobilisation* dans l'Empire. C'est sur ce point qu'insiste surtout l'écrivain allemand : il y voit la preuve qu'à cette date du 11/24 juillet, le « parti militaire russe » avait déjà décidé la guerre, alors qu'à Berlin on conserva longtemps encore l'espoir d'une solution pacifique. Dans l'exemple qu'on donne de l'initiative prise par certaines autorités, dans les districts frontières, concernant la réquisition des chevaux, il veut voir l'effet d'un ordre secret (1).

On pourra discuter longtemps et abondamment sur le point de savoir si telle ou telle autre mesure, prise en vue d'une guerre éventuelle, a été dictée par une sage prévoyance, ou par le désir de provoquer le voisin et de l'entraîner plus sûrement dans un conflit armé.

Actuellement, tout le monde sait que la Russie n'était pas prête à la guerre, surtout au point de vue militaire technique ; or cette insuffisance de préparation, nous la connaissions, à l'état-major russe, avant la guerre. Soukhomlinoff certes ne l'ignorait pas (2) ; et, moi-même, j'en parle en détail dans mon article à propos du grand programme « de renforcement des forces armées ». L'auteur allemand ne reproduit pas mon opinion sur ce point ; c'est pourquoi, lorsqu'il conclut à la décision bien arrêtée du « parti militaire russe », sa conclusion est tendancieuse, et ne peut être acceptée par quiconque a lu mon article sans parti pris.

Nous n'étions pas prêts à la guerre, et ne pouvions, en conséquence, la désirer ; mais d'autant plus avions-nous raison de prendre des mesures de sécurité. C'était notre devoir envers notre Patrie. Chaque gouvernement prenait les dispositions les plus conformes aux intérêts vitaux de son pays. L'Angleterre, avec beaucoup de prévoyance, n'avait pas démobilisé sa flotte après ses manœuvres dans la mer du Nord, en juin 1914. En Allemagne, le chef suprême partit au milieu de juillet pour une croisière sur les côtes de Nor-

(1) Il ajoute cependant que cela ne ressort pas directement des « explications données par Dobrorolsky ».

(2) Voir sa conversation avec Basili, directeur des affaires politiques au ministère des Affaires étrangères, telle que l'a rapportée Recouly dans un article de la *Revue de France* (15 novembre 1921).

vège, parce qu'en Allemagne tout était prêt. Chez nous, il fallait, de toute nécessité, chercher quelque palliatif aux inconvénients découlant de l'étendue de notre territoire et de la faiblesse de nos armements dans les districts frontières et dans quelques autres. Mais il y a loin de ces mesures préventives à la guerre, au moins pour ceux qui ne la désirent pas.

M. H. Fenner estime que les mesures militaires prises par le gouvernement russe, le 11/24 juillet, et le décret établissant l'état de *pré mobilisation* (1), montrent qu'en fait notre mobilisation était commencée à ce moment, devançant de huit jours la mobilisation officielle.

Le terme de mobilisation a un sens précis et bien déterminé. Il signifie pour tous les États le *renforcement* de l'armée du temps de paix par des *contingents de réservistes*, de chevaux et de véhicules, qui lui permettent d'atteindre ses *effectifs du temps de guerre*. Or aucune des mesures prises le 11/24 juillet ne prévoyait pareille augmentation des effectifs. Ni un réserviste, ni un cheval, ni un véhicule ne furent appelés avant le décret de mobilisation. Le fait que, dans le gouvernement de Souvalki, il y eut un commencement d'appel, ne doit pas être généralisé, et, à moins de parti pris tendancieux, on ne peut le citer comme une preuve que les mesures ordonnées étaient des mesures de mobilisation.

Dans un des prochains numéros du *Voïenny Sbornik*, j'aurai l'occasion de traiter, à l'aide de documents français, des mesures analogues prises par l'Allemagne bien avant que la mobilisation ne fût décrétée : dès le 12/25 juillet, alors que la France ne lui avait fourni aucun prétexte pour agir ainsi, l'Allemagne a commencé à « préparer sa mobilisation » sur sa frontière occidentale.

L'esprit tendancieux de l'auteur se manifeste clairement dans sa façon d'interpréter le télégramme du 17/30 juillet envoyé par Sa Majesté l'Empereur au Kaiser, et dont voici le texte : « Je te remercie de tout cœur de ta dépêche. Je ferai partir Tatistcheff ce soir avec des instructions. Les mesures militaires actuellement en vigueur *ont été prises il y a cinq jours pour nous protéger à la suite des préparatifs de l'Autriche*. Je souhaite de tout cœur que ces mesures

(1) Son deuxième article débute par cette affirmation (numéro du 6 décembre du journal déjà mentionné).

n'entravent en rien ton action médiatrice, en laquelle j'espère beaucoup. Nous avons besoin que ta grande influence sur l'Autriche l'amène à s'entendre avec nous (1). »

La phrase soulignée inspire à l'auteur allemand des doutes sur la sincérité de ce télégramme. Il estime que les mesures militaires, mentionnées par le Tsar, ne peuvent être celles qui avaient été décidées par le Conseil des ministres le 11/24 juillet. Pour lui, *elles doivent sous-entendre la mobilisation générale*, qui n'a été décrétée que le 16/29 juillet.

Il ne m'appartient pas de commenter le sens du télégramme de Sa Majesté. Et si je m'y arrête, c'est uniquement pour montrer clairement avec quelle partialité l'auteur allemand s'efforce de démontrer les intentions belliqueuses du gouvernement russe, alors que, pour tout lecteur impartial, il saute aux yeux que la phrase soulignée se rapporte aux mesures prises le 11/24 juillet, et, entre autres, à l'état de *prémobilisation* (2).

Pour déterminer le jour initial de notre mobilisation générale, et c'est de la plus haute importance pour qui veut pénétrer les véritables desseins du haut commandement, l'auteur allemand s'arrête à deux dates : la date à laquelle fut signé le décret impérial ordonnant la mobilisation générale, et la date à laquelle cet ordre fut transmis par le télégraphe de Pétrograd à toutes les villes de l'Empire. Comme je l'ai expliqué dans mon article, la signature de l'ordre de mobilisation eut lieu dans la matinée du 16/29 juillet, et l'ordre de transmission fut d'abord donné à 10 heures le soir du même jour (16/29); puis, ainsi que je l'ai relaté en détail, retardé d'un jour et reporté au lendemain 17/30 à 18 heures. C'est à ce moment que le télégraphe transmit enfin, dans les régions les plus reculées de l'Empire russe, l'ordre impérial, revêtu de la signature de trois ministres, de mobiliser l'armée et la flotte, et de compter comme premier jour de la mobilisation le 18/31 juillet.

L'auteur allemand cependant s'attache à démontrer

(1) N'ayant pas sous la main le texte officiel, je traduis celui qui est publié par le journal allemand. La phrase en italique a été soulignée par l'auteur allemand.

(2) Ces mesures édictées le 11/24 juin sont entrées en vigueur le 12/25, et l' « état de prémobilisation » fut décrété le 13/26. La dépêche de Sa Majesté est du 17, et ce délai de cinq jours correspondrait pleinement avec les mesures prises.

l'importance de la première date, celle de la signature du décret impérial. Il veut, avec son parti pris habituel, persuader à ses lecteurs qu'en dépit de ses télégrammes pacifiques à Guillaume, l'Empereur de Russie, en signant le décret de mobilisation générale le matin du 16/29 juillet, avait déjà irrévocablement décidé de faire la guerre.

Et cependant la lecture impartiale de mon essai conduit nécessairement à une conclusion tout à fait différente. Le décret de mobilisation générale fut en effet signé le 16/29 juillet au matin. Mais lorsque, le soir du même jour, je me rendis à 22 heures au central télégraphique afin de transmettre le décret dans les provinces en indiquant le 17/30 comme premier jour de la mobilisation, j'en fus empêché par ordre supérieur, et le télégramme ne fut pas expédié. En revanche, deux heures plus tard, un autre télégramme fut envoyé, prescrivant la mobilisation partielle de quatre districts militaires contre l'Autriche-Hongrie. L'Empereur de Russie donna l'ordre verbal d'arrêter l'exécution de son décret, et se résolut donc à faire un sacrifice exceptionnellement grand et significatif : il transforma la mobilisation générale en mobilisation partielle. Pourquoi ? Uniquement afin de tenter un suprême effort pour sauvegarder la paix en Europe et éviter les horreurs d'une guerre mondiale...

Selon toute apparence, l'auteur allemand se propose de continuer dans son journal à commenter mon étude sur la mobilisation russe. Les extraits copieux qu'il en a donnés jusqu'ici ne vont pas au delà de la suspension de l'ordre de mobilisation générale au soir du 16/29 juillet. Aussi vais-je attendre, pour conclure, la fin de ses articles.

Voyant quelle attention M. Heinz Fenner a donnée à mon étude, je ne doute pas qu'il ne lise avec le même soin cette petite note. Il montrera par là qu'en entreprenant son essai critique, il n'avait d'autre but que de servir la vérité histotique et de contribuer à l'étude complexe des « journées tragiques » qui ont précédé la guerre.

Est-il possible d'apprécier équitablement la responsabilité devant l'histoire des principaux acteurs de cette guerre, en s'attachant à telle mesure prise par l'un d'eux, à tel moment déterminé, alors que c'est seulement l'ensemble de toutes les mesures prises et de tous les moments qui a rendu la guerre inévitable ?

On ne peut, pour juger de l'attitude plus ou moins belliqueuse prise par les différents États européens, user d'un seul et même instrument de mesure. Cette attitude devait dépendre, pour chaque nation, de son degré de culture et de ses ressources physiques, de ses richesses matérielles, du niveau atteint par sa technique et de son développement moral. Alors que les relations internationales se tendaient de plus en plus, le gouvernement de chaque pays devait, en prenant les mesures nécessaires à sa sécurité, avoir égard à toutes les exigences de la situation, et régler sa conduite sur le degré de préparation à la guerre de la nation, sans *se préoccuper des autres nations*. On ne peut prendre comme point de départ cette proposition fausse que la préparation à la guerre était identique en Russie, en Autriche-Hongrie et en Allemagne. Il suffit de rappeler les difficultés que nous avions à surmonter, par suite de l'étendue de notre territoire, de l'insuffisance de notre réseau de voies ferrées, et de la lenteur de toutes les communications administratives. C'était pour chaque gouvernement un *devoir envers la nation* de mettre sans retard en vigueur, pour accroître son aptitude à faire la guerre, des mesures calculées en raison inverse de son aptitude naturelle en temps de paix. La guerre n'a pas été déclenchée par telle mesure militaire ou telle autre. Sans se plonger dans l'histoire des dernières années de la paix armée en Europe, on peut dire qu'elle a été décidée de façon irrévocable le jour où fut envoyé au gouvernement serbe un ultimatum contenant des exigences que n'importe quel pays eût jugées absolument incompatibles avec sa dignité, et par le gouvernement qui a pris la décision d'envoyer cet ultimatum insolent et impérieux. Mais l'Autriche-Hongrie, ne fût-ce que par considération pour ses alliés, n'aurait jamais pu adresser cet ultimatum sans accord préalable avec son puissant voisin et ami.

Le 10/23 juillet 1914, la guerre européenne fut décidée irrévocablement dans les conseils secrets de la Triple-Alliance.

Lieutenant général

SERGE DOBROROLSKY.

BIBLIOGRAPHIE

L'HISTOIRE DE LA GUERRE ET LES ARCHIVES LOCALES

Dans une très intéressante communication qu'il a présentée au Congrès international d'histoire de Bruxelles, M. Michel Lhéritier, agrégé de l'Université, a étudié la Documentation pour l'histoire d'une grande ville française pendant la guerre. *Il a pris pour exemple la ville de Tours, dont la municipalité l'a chargé d'écrire une monographie.*

Après avoir défini l'intérêt des archives départementales et municipales, des archives des Chambres de commerce et des œuvres d'assistance, il a montré avec finesse dans quelle mesure la confrontation de ces différentes sources de documents, en les combinant avec les renseignements de presse, pouvait permettre d'étudier la vie morale, la vie économique et sociale de la ville.

De ces observations, nous détachons les passages suivants, qui décrivent l'état des archives municipales, et qui suggèrent les mesures à prendre pour l'utilisation et la conservation de l'ensemble de ces documents locaux.

Dans quel état sont ces archives? On s'est préoccupé jusqu'à présent, je crois, plutôt de les multiplier que de les mettre en ordre. On y distingue trois éléments. Le premier élément ce sont les registres de correspondance du maire, correspondance active seulement, correspondance du maire au préfet, correspondance du maire aux particuliers, ces particuliers étant parfois des autorités, le général ou le ministre, ou de simples particuliers, habitants de la ville. Les procès-verbaux de séance forment le second élément; pour les séances du Conseil municipal, leur procès-verbal fournit la principale matière du bulletin municipal qui est imprimé et qui fait pendant aux publications départementales du rapport du préfet et du procès-verbal des séances du Conseil général; pour les séances des commissions générales ou particulières, les procès-verbaux sont restés manuscrits, on les trouve consignés à peu près régulièrement à la suite, mais souvent mal écrits, dans des registres qui ont été quelquefois commencés par les deux bouts. Le troisième élément est constitué enfin par des liasses, renfermant chacune un certain nombre de dossiers, réservés chacun à une affaire et contenant tous les documents utiles, documents manuscrits, rapports ou correspondance, documents imprimés, même périodiques et quotidiens. Ces liasses n'ont malheureusement pas de numéro d'ordre; on ne les distingue que par leur objet, et il s'ensuit des confusions, des chevauchements, des erreurs.....

Les archives locales de guerre forment dans les diverses administrations, dans les diverses sociétés, une masse considérable, et encombrante qui plus est. Ceux qui n'ont pas le goût des vieux papiers, et il en est malheureusement beaucoup, songeront assez tôt peut-être à s'en débarrasser, si la chose n'est déjà faite. C'est une raison décisive pour que les documents soient triés de façon à tenir le minimum de place.

La question du tri est infiniment délicate. Tout n'est pourtant pas indispensable à conserver. J'ai pu m'en rendre compte par moi-même, non seulement en dépouillant les archives comme historien, mais encore en confectionnant les pièces destinées à devenir des documents, quand j'ai été mêlé à l'administration d'œuvres de guerre. Parmi ces œuvres, la plus importante était la Croix-Rouge, et c'est elle que je prends pour exemple. Des documents nombreux étaient rédigés pour un même blessé. J'avais toute une correspondance de demandes d'évacuation. On établissait des bulletins nombreux, bulletin 46, bulletin 44, dont j'ai eu le plaisir de retrouver le modèle au XVIIIe siècle en étudiant l'histoire du marquis de Tourny. Tous ces documents divers ne sont pas également intéressants. Il y a des doubles à détruire. Ma correspondance de demandes d'évacuation est tout à fait bonne à brûler. On conservera seulement les documents qui peuvent servir encore à établir la situation du blessé, ceux qui peuvent servir aux administrateurs comme pièces justificatives; on conservera surtout ceux — et ils ne sont pas nombreux — qui intéressent proprement l'histoire, statistiques d'hospitalisation, statistiques financières, comptes rendus de fêtes, pièces concernant les rapports de la Société avec le Service de Santé, du délégué régional avec les administrateurs, des administrateurs avec les infirmières surtout quand ces rapports ne sont pas excellents. On pourra procéder de même pour les archives départementales, municipales, en se débarrassant du fatras encombrant.

Le triage fait, un classement s'impose. Il est délicat, à cause de l'intérêt différent des pièces conservées, intérêt particulier des administrateurs, intérêt particulier de certaines personnes, intérêt particulier de l'histoire à venir. Cette distinction d'intérêts divers ne peut malheureusement pas déterminer le classement. Je m'en suis aperçu pour ma part, quand j'ai eu à classer les archives d'une centaine d'hôpitaux. Le classement d'origine est très difficilement modifiable. Les dossiers bien ou mal établis devront rester à peu près tels qu'ils ont été conservés. Quand aucun ordre n'est observé, quand les documents sont pêle-mêle, des dossiers devront naturellement être établis, tels qu'ils auraient dû l'être au moment de la guerre. Les dossiers établis devront non seulement conserver le titre qu'ils portent le plus souvent, mais recevoir de plus un numéro d'ordre et un numéro de série, d'après un classement qui devrait être uniforme dans toutes les villes....

Le meilleur moyen pour assurer la conservation des archives locales de guerre serait peut-être qu'elles fussent centralisées dans un établissement communal.

La personne préposée à leur conservation devrait dépendre à la

fois de l'administration communale et de l'administration centrale du musée national, de la bibliothèque nationale de la guerre, à laquelle les archives nationales de la guerre pourraient être aussi rattachées.

Cette même personne préposée à la conservation des archives locales de la guerre devrait aussi dans notre pensée rédiger des inventaires qui seraient établis dans toutes les villes sur le même modèle, qui seraient assez détaillés et qui constitueraient pour l'historien de guerre le meilleur instrument d'information.

Trouverait-on facilement ce conservateur idéal que l'on voudrait naturellement rétribuer le moins possible? Je crois que oui. Beaucoup de personnes, beaucoup d'anciens fonctionnaires s'intéressent aux organisations de guerre, auxquelles ils ont collaboré, et la ville de Tours me fournit l'exemple intéressant d'un secrétaire général de mairie qui est resté en exercice jusqu'à la fin de la guerre, qui a accumulé à l'Hôtel de Ville les archives de guerre et qui s'est voué presque passionnément à m'aider pour composer l'histoire dont je vous entretiens. Mais ce n'est pas tout de trier, de classer, de conserver, d'inventorier. Les archives sont mortes, stériles, inutiles, tant que l'on ne s'occupe pas de les mettre en œuvre.

En énumérant tout à l'heure ce que j'ai trouvé dans les archives de Touraine, — et je répète qu'on trouverait autant et peut-être plus dans d'autres villes françaises ou étrangères, — je crois avoir démontré du même coup que leur mise en œuvre s'impose. Elle s'impose pour l'histoire qui conserve le souvenir du passé, dans l'espoir d'éclairer le présent et de préparer l'avenir. Elle s'impose pour l'urbanisme qui étudie les villes en elles-mêmes comme des organes vivants. Elle s'impose pour l'économie politique, pour l'économie sociale, pour la science du droit. Elle s'impose pour les savants et pour le public français ou étranger.

Comment doit s'opérer cette indispensable mise en œuvre? En plus des inventaires qui coûteraient cher, publiera-t-on des documents? Beaucoup peuvent se trouver déjà dans les bulletins municipaux. Nous croyons que d'une façon générale les analyses que fourniraient les inventaires dispenseraient de publier les documents *in extenso*. Ce qu'on voudra surtout multiplier, ce sont des monographies de villes, des monographies d'institutions, et des études comparatives aboutissant à l'établissement de graphiques et de statistiques....

LES LIVRES NOUVEAUX

Jean de Pierrefeu. — *Plutarque a menti*. Paris, Bernard Grasset, 1923, in-16, 350 pages.

Ce livre est, dit-on, un événement. Il donne lieu à des controverses retentissantes. Inutile de dire qu'on n'en trouvera ici nul écho. Sans aucun parti pris d'aucune sorte, nous rechercherons simplement dans quelle mesure M. Jean de Pierrefeu a servi la seule cause qui nous passionne, celle de la vérité historique.

Les questions qu'il traite sont de deux sortes, des questions de principe et des questions de fait.

Sur la première des questions de principe et la plus essentielle, comment ne pas être d'accord avec l'auteur quand il dénonce impitoyablement — avec toute l'autorité que peut avoir en la matière l'ancien rédacteur du « communiqué » — la continuation du « bourrage de crâne », les « manœuvres de l'histoire officielle », le « jeu éternel des faiseurs de légende », et quand il nous convie à faire preuve d'une salutaire défiance devant les documents officiels « plus faits pour couvrir des responsabilités que pour établir la vérité historique » ?

Tout au plus pourrait-on lui objecter doucement qu'il enfonce une porte, sinon ouverte, du moins entr'ouverte et que, sans doute pour les besoins de la cause, il exagère un peu. Il y a quelque injustice à confondre historiographes et historiens. Les historiographes que vise Jean de Pierrefeu n'ont peut-être pas toute l'importance qu'il leur attribue. Et pour ce qui est des historiens, nul d'entre eux n'ignore que la méfiance à l'égard du document officiel, comme de tout document d'ailleurs, est le premier devoir professionnel. L'histoire critique de la guerre se fait et se fera. On ne peut pas dire qu' « une incroyable conspiration du silence existe en France à l'heure actuelle » : la Société de l'Histoire de la Guerre et ses publications en sont la meilleure preuve. On ne peut pas dire que « le paysage officiel de la guerre, chef-d'œuvre de trompe-l'œil et de convention », soit « solennellement dressé dans l'enceinte [de l'Institut ou] de la Sorbonne » : car autour de la chaire où professe notre ami P. Renouvin, il est sûr qu'on travaille en toute indépendance, et avec une répugnance égale à celle de Jean de Pierrefeu pour toute espèce de « paysage officiel » ou de « trompe-l'œil ».

Une deuxième question est de savoir s'il est licite à un « pauvre civil » de discuter des choses militaires. Évidemment ce n'est pas l'avis des militaires, et, parmi eux, même les plus libres esprits, comme le lieutenant-colonel Tournès, pensent que l'histoire militaire ne peut être écrite que « par un homme de métier ». Pour avoir osé pénétrer sur ce terrain réservé, je me suis fait récemment rappeler à l'ordre. On ne s'étonnera donc pas que, sur ce point encore, je donne pleinement raison à Jean de Pierrefeu. Oui, on peut admettre avec lui que « l'art militaire n'est pas incompatible avec l'intelligence ni peut-être même avec la raison, telles qu'elles sont l'une et l'autre dévolues au commun des hommes ». D'ailleurs, le système de la nation armée ne tend-il pas à diminuer chaque jour la distance qui sépare le civil du militaire; et qu'appellera-t-on en définitive homme de métier? L'officier qui a accumulé les années de caserne et de manœuvres ou le civil qui a fait la guerre? Maintenant que « la défense du pays est chose publique comme la politique », on ne peut nous dénier un « droit de regard » : c'est même plus qu'un droit, c'est un devoir. « La grandeur de Rome s'est édifiée justement sur ceci que l'élite des citoyens s'intéressait passionnément à la chose militaire. Les mêmes dons portèrent le citoyen et le soldat au premier rang. » L'expérience de la guerre nous incline à accepter ces formules, jusque dans ce qu'elles ont de plus audacieux : il est bon et il est nécessaire qu'à tous égards, dans

le domaine de l'histoire comme dans le domaine de l'action, l'armée de métier s'accommode du voisinage de la nation armée et accepte sa collaboration, sans arrière-pensée.

La troisième thèse de Jean de Pierrefeu, on pourrait dire le leitmotiv qui revient à toutes les pages de son livre, est que, dans cette guerre, « l'événement a régné en tyran absolu... Le génie personnel n'a eu jamais si peu de part à l'histoire du monde : des nations ont combattu, et c'est le génie des nations qui a imposé la solution inévitable contenue, dès le premier jour, dans l'énoncé du problème. L'homme a subi, il n'a pas commandé. Les meilleurs, en appliquant des facultés secondaires de bon sens, d'intelligence et de valeur morale, ont contribué à mettre un peu d'ordre, d'équilibre et d'économie dans ce gigantesque chaos qui menaçait de tout submerger. Pour le reste, c'est la collectivité, ce sont des équipes plus ou moins anonymes qui ont fourni le plus clair du labeur ». On ne saurait mieux dire, et nul, du moins parmi ceux qui ont vu la guerre de près, n'y contredira. Sans doute il convient de rendre justice aux hommes qui, à certaines heures critiques, ont assumé sans faiblir les plus écrasantes responsabilités ; mais, ce faisant, il faut aussi se garder de « plutarquiser » à tout propos, et hors de propos, comme c'est le cas quand il s'agit de cette guerre formidable « qui nous a roulés comme des épaves » ; il faut ne pas oublier surtout que, durant quatre années (exception faite pour les huit jours de la première « Marne »), nous n'avons fait que reculer ou piétiner dans le sang, jusqu'au moment où la supériorité écrasante des effectifs et du matériel nous a été acquise enfin : où trouver place dans tout cela pour le génie d'un grand capitaine ? Certes les meilleurs parmi les chefs, au fond d'eux-mêmes, ont dû être choqués de l'outrance de certains panégyristes. Ce rappel à la modestie était donc nécessaire et légitime.

En résumé, sur toutes les questions de principe, nous sommes d'accord. Et pour avoir soutenu ces justes thèses avec un talent qui sait captiver l'attention, infiniment de verve, d'éloquence, d'esprit et de cœur, félicitons sans réserves Jean de Pierrefeu.

On est plus embarrassé quand on en vient aux questions de fait. Au juste, quel a été le dessein de l'auteur ? Apporter un témoignage personnel, ou critiquer les témoignages et les documents déjà connus ? Hors de l'une ou l'autre voie, on peut dire qu'il n'y a point de salut pour l'historien. Mais Jean de Pierrefeu ne se pique point d'être historien, sa fantaisie ailée ne saurait s'accommoder de la rigidité de la méthode historique. Il veut commenter les événements en toute liberté, il veut discuter — à sa manière — stratégie et tactique; il nous convie au besoin à prendre avec lui l'état d'âme « kriegspielien » ; au cours d'une récente controverse, n'a-t-il pas été jusqu'à déclarer tout net qu'il préférait à l'étude des documents « l'examen psychologique et logique des situations » ? Tout cela, bien que fort séduisant, ne laisse pas d'être un peu inquiétant.

Qu'on en juge par la première partie du livre consacrée au début des opérations : — plan XVII et bataille des frontières. Voici deux des principaux chapitres intitulés : *Joffre et Cie ou le complot d'un état-major bergsonien* et *Le plan XVII appliqué ou Bergson contre Lanrezac.*

On ne s'attendait guère à trouver Bergson en cette affaire. Ma lecture terminée, je persiste à croire qu'il n'y est guère à sa place. Sans attacher à ce jeu d'esprit plus d'importance que l'auteur lui-même, on peut bien faire remarquer que la folle doctrine d'offensive à outrance prônée par le colonel de Grandmaison et adoptée par toute la jeune école d'état-major sort en droite ligne des *Études militaires* du capitaine Gilbert parues de 1888 à 1891 dans la *Nouvelle Revue française*, à une époque où le bergsonisme, qui naissait à peine (1), n'exerçait certainement aucune influence sur les milieux militaires. Jean de Pierrefeu nous assure que Lanrezac, « vieux soldat, était nourri comme tous les Français de son âge aux principes de la raison cartésienne » : généralisation hardie ; car, s'il en est ainsi, comment expliquer qu'appartenant à la même génération, Joffre et Foch et Castelnau et quelques autres fussent réfractaires auxdits principes ? Et si Joffre, devenu l'homme d'un état-major bergsonien, peut être qualifié « image vivante du bon sens et de la prudence paysanne », comment expliquer que ce même bon sens, manifesté par le cartésien Lanrezac, soit pour l'auteur « une qualité que ne devait point apprécier l'entourage du généralissime » ? Ces spéculations, forcément hasardeuses, au fond paraissent destinées surtout à renouveler d'une façon piquante un sujet déjà fort rebattu. Renouvelé, il l'est sans doute, littérairement parlant, et ces pages abondent en aperçus ingénieux, en trouvailles d'expression. Historiquement, il l'est moins ; il ne peut l'être que par l'apport de nouveaux témoignages, par une étude approfondie des textes, basée sur l'exacte notion des réalités de la guerre. C'est ainsi que, dans le détail même, ces pages si suggestives prêtent plus d'une fois à la critique. Parlant du plan XVII, Jean de Pierrefeu laisse entendre que l'état-major, par goût de l'aventure et recherche de l'événement décisif, a « voulu jouer de finesse, ... encourager les Allemands à se décider pour la manœuvre débordante » ; c'est pourquoi « il lui importait de paraître se laisser surprendre ». Trop subtile exégèse que démentent les faits et les textes : le Haut Commandement ne croyait pas à la manœuvre débordante, tout simplement parce qu'il avait mal calculé les effectifs ennemis, parce qu'il ne voulait pas admettre l'entrée en ligne des corps de réserve, ni que l'adversaire oserait enfreindre la règle du jeu en « perdant le contact protecteur du pivot de Metz ». Au reste, Jean de Pierrefeu ne le reconnaît-il pas lui-même quand il nous signale, quatre pages plus loin, que l'État-major ignorait complètement « la présence des 20 corps de réserve allemands dans l'armée d'invasion » ? Le respect de la vérité historique nous oblige à ajouter que ces « 20 corps de réserve » étaient exactement 13, et que si « Joffre et Cie » ne voulaient pas les connaître, l'État-major affirme cependant les avoir connus (2). De même, étudiant la bataille des frontières, Jean de Pierrefeu se montre préoccupé surtout de rendre pleine justice au général Lanrezac, qu'il loue sans réserves : d'un

(1) La thèse de Bergson, *l'Essai sur les données immédiates de la conscience*, est, si je ne me trompe, de 1889.

(2) *Les Armées françaises dans la Grande Guerre*, publication de la Section historique de l'Etat-major de l'armée, tome I, p. 39.

point de vue purement sentimental, on ne peut que l'approuver, et déplorer la disgrâce brutale qui a privé l'armée française d'un chef de la plus haute valeur, qui a privé ce chef du rôle actif auquel il pouvait justement prétendre. D'un point de vue strictement historique, il me paraît impossible, après examen impartial des faits, d'échapper à la conclusion que j'ai formulée, et que je m'excuse de citer : « Du moment que Joffre restait général en chef et French commandant des troupes britanniques, le déplacement de Lanrezac (je n'ai pas dit la disgrâce) s'imposait (1) . » Il serait trop long — et d'ailleurs superflu — de reprendre ici toute cette discussion. Je note seulement, en ce qui concerne Charleroi, que la défaillance du Haut Commandement me paraît plus grave encore qu'à Jean de Pierrefeu : car celui-ci croit que, le 23 août au soir, le général Joffre ignorait encore qu'à la droite de la Ve armée, la IVe armée était battue; or les documents établissent que le 23 août au matin, Joffre savait que la IVe armée était en difficulté et que « notre offensive était momentanément arrêtée »; il télégraphiait pourtant à Lanrezac que la IVe armée était engagée « dans de bonnes conditions » sur le front Paliseul-Bertrix-Meix devant Virton. De Charleroi à Guise, il paraît inexact d'écrire que « chaque jour le G. Q. G. donne à Lanrezac l'ordre d'attaquer » : cet ordre, il ne l'a reçu pour la première fois que dans la journée du 27. Quant au combat de Guise, Jean de Pierrefeu juge qu'il constitue une nouvelle faute du Haut Commandement, pour avoir retardé le mouvement de retraite, et. par contre-coup, nous avoir obligés à abandonner la ligne de l'Aisne; mais il serait tout aussi aisé de démontrer que ce coup de boutoir a été nécessaire et profitable, nécessaire parce qu'il a dégagé tout à la fois la VIe armée et l'armée britannique, profitable parce qu'il a contraint la Ire armée allemande de se rapprocher de la IIe, de resserrer ainsi son dispositif vers l'Est et d'abandonner la direction Sud pour la direction Sud-Est.

Très caractéristique de la manière de l'auteur est un court chapitre intitulé *Méditation sur un point d'histoire*. Ce point d'histoire est bien connu : il s'agit de l'incident d'Onhaye, qui, le 23 août, s'est produit à la droite de la Ve armée et a, pour une part, déterminé le général Lanrezac à ordonner la retraite. Jean de Pierrefeu confronte à ce sujet deux textes, l'un du général Mangin — témoin oculaire — qui a écrit : « La division de réserve a cédé devant l'attaque de toute l'armée saxonne von Hausen : l'armée Lanrezac est tournée par la droite. Le général d'Esperey lance contre ce nouvel assaillant ses seules forces disponibles, deux bataillons actifs conduits par leur général de brigade (Mangin) qui rétablissent la situation en reprenant de haute lutte le village d'Onhaye. » L'autre texte, du général Lanrezac, dit que « la fraction du 1er corps envoyée en soutien de la division (de réserve) parvient à destination sans incident à la tombée de la nuit. Les bataillons (de réserve) se sont ralliés vaille que vaille... et observent les sorties d'Onhaye que l'ennemi n'a pas dépassé; le parti allemand se dérobera pendant la nuit; il était, paraît-il, moins fort qu'on ne l'avait cru. » Les deux textes lui paraissent entièrement

(1) *Joffre et Lanrezac*, p. 125-126.

contradictoires, et cette contradiction l'émeut : « Que dire d'une divergence de vues aussi forte ! Si les travaux des historiens sont suspects, faut-il douter aussi des témoignages des acteurs du drame ? » Comment ! S'il faut en douter ? On serait tenté de croire à une naïveté, s'il ne s'agissait de notre auteur : mettons donc « fausse naïveté » ; car il n'est pas un témoignage, même oculaire, devant lequel le doute ne s'impose ; c'est, si j'ose dire, l'enfance de l'art. Mais, à y regarder de plus près, ces textes sont-ils vraiment si contradictoires et ne peut-on essayer de les concilier ? Le général Mangin a le droit de parler de « l'attaque de toute l'armée saxonne », car la IIIe armée von Hausen a effectivement tenté de franchir la Meuse le 23 août et de tourner la Ve armée. Et le général Lanrezac a le droit de ne parler que « d'un parti allemand moins fort qu'on ne l'avait cru », car — ce que le général Mangin omet d'ajouter — la IIIe armée a échoué presque partout dans sa tentative ; seules des fractions de la 24e division active ennemie ont réussi à forcer le passage de la Meuse au gué d'Hastières et à prendre pied sur le plateau d'Onhaye. Il est vraisemblable de croire avec le général Lanrezac — en attendant la publication des ordres ou d'autres témoignages — que ce n'est pas 2 bataillons actifs, mais « le gros de la division Deligny » qui a été chargé de parer à une menace aussi grave ; et il est non moins vraisemblable de croire avec le général Mangin que c'est à la tête de 2 bataillons seulement qu'il a repris Onhaye (1). Le général Lanrezac ne parle pas, il est vrai, de cette reprise « de haute lutte » ; le parti allemand s'est dérobé, dit-il, pendant la nuit ; mais rien n'empêche de supposer qu'il s'est dérobé après avoir perdu Onhaye. Jean de Pierrefeu aurait pu consulter à ce sujet un autre témoignage qui a été publié, celui du commandant Boudhors : envoyé en renfort avec le 5e bataillon du 201e régiment d'infanterie, cet officier raconte qu'il rejoignit Mangin à Onhaye, en fin de journée, « au milieu des maisons enflammées qui s'écroulaient et alors que les balles piquaient le sol tout autour de nous (2) ». Onhaye avait donc été repris avant la nuit, et repris de vive force (3). Et la morale de cette histoire est qu'il n'y aurait pas d'histoire possible si l'on devait s'arrêter à la moindre contradiction apparente des textes : il faut ou résoudre cette contradiction par un examen attentif et critique, ou se reporter à d'autres textes.

Tous les autres événements de la guerre sont étudiés dans le même esprit ; les chapitres qui s'y rapportent ont donc, à notre avis, les mêmes qualités et les mêmes défauts. Et comme les qualités sont infiniment plus sympathiques que les défauts ne sont répréhensibles, il serait de mauvais goût d'insister. Il faut louer au contraire Jean de Pierrefeu d'avoir osé projeter quelque lumière sur cette période dou-

(1) Le rédacteur du Service historique dit : 2 bataillons de la 8e brigade et 3 bataillons de la 51e D. R. (*Les Armées françaises pendant la Grande Guerre*, tome I, p. 472).

(2) Ginisty et Gagneur, *Histoire de la guerre par les combattants*, I, p. 144.

(3) A 19 h. 30, à la baïonnette, d'après le récit du Service historique ; le fait ne paraît pas contestable.

loureuse de la guerre de tranchées, dont les historiographes préfèrent ne pas parler, sauf quand ils arrivent à « l'année de Verdun »; mais 1915 les gêne; 1915 c'est « le jeu cruel du grignotage » et le plus lamentable gaspillage de sang français; aussi 1915 compte-t-il à peine dans les histoires officielles. Parti en guerre contre les historiographes, que Jean de Pierrefeu ne s'est-il consacré exclusivement à l'étude de cette période sacrifiée, et marquée de tant de sacrifices ! Son livre y eût perdu peut-être en surface, il y eût gagné en profondeur, et le but visé par l'auteur eût été pleinement atteint : d'une part, « arracher à la légende quelques faits vrais dont nous tirerons pour l'avenir d'utiles leçons », d'autre part, empêcher « que l'amnistie de la gloire ne fasse sortir de l'ombre, plus audacieux que jamais, les coupables de nos défaites ».

JULES ISAAC.

Un Livre Noir. — Diplomatie d'avant-guerre, d'après les documents des archives russes. Tome II. Paris, librairie du Travail, 1923, in-8, 591 pages.

Les nouveaux documents publiés par M. René Marchand concernent avant tout, comme les précédents, les relations franco-russes : ce sont les lettres et les télégrammes adressés au gouvernement de Pétersbourg par son ambassadeur à Paris qui forment le centre de l'ouvrage. Aux dépêches expédiées entre le 1er janvier 1913 et le 5 août 1914, l'éditeur a joint, en appendice, plus de 150 pièces, empruntées à la même source, pour les années 1911 et 1912 : celles-ci auraient dû, dit-il, être insérées dans le tome Ier, si elles avaient pu être traduites en temps utile. Et comme le même volume comprend aussi des rapports rédigés, à l'usage du Tsar, par le ministre des Affaires étrangères Sazonoff, le président du Conseil Kokovtseff, le vice-directeur de la Chancellerie Basily; comme il reproduit les protocoles des Conférences militaires franco-russes en 1911-1913; comme il donne enfin, çà et là, quelques télégrammes émanant de M. Sazonoff, de M. Benckendorff, ambassadeur russe à Londres, dont les uns se trouvent insérés dans l'ensemble de la correspondance d'Isvolsky, tandis que les autres en sont distincts, — les recherches n'y seront pas plus faciles que la lecture n'en est aisée. Ajoutez à cela le grand nombre des addenda et des corrections : voilà pour la présentation matérielle.

La présentation « technique » n'est pas plus satisfaisante. L'éditeur ne veut masquer ni omissions ni lacunes, affirme-t-il; mais il n'explique pas pourquoi il a recueilli, par exemple, quelques pièces isolées, parmi toutes celles qu'ont pu signer Sazonoff ou Benckendorff; et il laisse à penser que ce choix a été tout à fait arbitraire. Il s'efforce de donner, dit-il, toutes les « indications précises »; et il n'a pas songé à mentionner l'*heure* de départ ou de réception des télégrammes, qui a, au moins pour les événements de juillet 1914, une si grande importance. Il n'a pas renoncé enfin au procédé un peu puéril qui consiste à imprimer en gros caractères les passages « particulièrement impor-

tants », en découpant ainsi, dans le document, une phrase, dont la suite du développement vient bien souvent corriger le sens. Ce sont des erreurs et des insuffisances qui rebutent tout lecteur averti.

A vrai dire, l'origine de ces défauts s'explique par les conditions mêmes du travail. L'éditeur du *Livre Noir* n'a pas toujours eu sous les yeux les pièces elles-mêmes : bien souvent, il ne les connaît qu'indirectement, — c'est lui-même qui le déclare —; il utilise la publication faite par le gouvernement des Soviets en 1922 (1), et le gros recueil de von Siebert. Parmi les textes qu'il présente au public français, les historiens en connaissaient, ou pouvaient déjà connaître la majeure partie. Et c'est pour cela sans doute que l'apparition de ce nouveau volume n'a provoqué ni grande curiosité, ni vive polémique.

Parmi les pièces qui retiendront l'attention, il faut citer d'abord les rapports du président du Conseil Kokovtseff à la suite de son voyage à Paris, Berlin et Rome pendant l'automne de 1913; la longue lettre d'Isvolsky à Sazonoff, du 14 août 1913, qui donne des vues intéressantes sur les conséquences européennes de la deuxième guerre balkanique, la note où le ministre des Affaires étrangères russe résume les entretiens qu'il a eus avec M. Poincaré en août 1912, à Pétersbourg. En ce qui concerne les origines immédiates de la guerre, outre les documents que la propagande allemande avait déjà réunis et répandus largement l'an dernier, sous le titre *Les Falsifications du Livre Orange russe*, le *Livre Noir* donne deux pièces au moins qui n'avaient pas été, croyons-nous, signalées jusqu'ici. L'une est une fort intéressante appréciation que porte l'ambassadeur russe à Londres, le 26 juillet 1914, sur l'opinion publique anglaise et sur l'attitude de sir Edward Grey. L'Angleterre, dit-il, « n'est pas encore assez réveillée ». C'est une opinion qui répond tout à fait à celle de M. Paul Cambon. L'autre est une lettre de l'empereur Nicolas à Sazonoff, le 27 juillet, où apparaît pour la première fois l'idée d'un recours au tribunal de la Haye. « En moi, dit le Tsar, l'espoir de la paix n'est toujours pas éteint. »

L'impression générale que laisse l'ensemble de ce volume ne modifiera pas sensiblement les jugements que l'on avait déjà pu porter sur les relations franco-russes au cours de la crise de 1912-1913. Certes l'examen de la correspondance d'Isvolsky montre que le récent *Livre Jaune* sur les affaires balkaniques n'a pas publié *tous* les documents de nos archives : mais la simple lecture du recueil officiel français permettait déjà de s'en rendre compte. Certes, l'ensemble des documents prouve que le gouvernement du tsar s'est senti, à partir de 1912, beaucoup plus sûr de la France qu'il ne l'était auparavant; mais par ailleurs, — et c'est le point capital, — les intentions pacifiques du gouvernement français, la volonté de ne pas laisser la Russie entreprendre une action isolée qui risquait d'amener des complications européennes, le désir, tout en ménageant l'alliance, et tout en cherchant à la renforcer par la conclusion d'une convention navale anglo-russe, de ne pas se laisser entraîner dans une

(1) *Matériaux pour servir à l'histoire des relations franco-russes : 1910-1914*, Moscou, 1922, in-8, 733 p. (en russe).

aventure, s'affirment à plusieurs reprises, aussi bien dans la correspondance d'Isvolsky que dans les rapports de Sazonoff et de Kokovtseff. Il importe peu dès lors que Benckendorff ait éprouvé, en février 1913, à Londres une « impression » différente.

D'ailleurs, un lecteur que préoccuperait surtout le point de vue politique pourrait faire une expérience suggestive : puisque M. René Marchand met en vedette les passages qu'il juge accablants pour un régime ou un gouvernement, il serait possible de lire d'abord un à un ces fragments, en feuilletant l'ouvrage. Et l'on aurait bien du mal à partager toute l'indignation de l'éditeur.

PIERRE RENOUVIN.

THE PATH TO PEACE (Le sentier de la paix), by the author of *The Pomp of Power*. London, Hutchinson, s. d., in-8, 416 pages.

M. Laurance Lyon, l'auteur « anonyme » de *The Pomp of Power*, après avoir étudié dans ce livre les petites intrigues et les dessous de la guerre mondiale, a réuni sous le titre *The Path to Peace* une série de chapitres assez disparates et d'une valeur très inégale consacrés à l'étude hâtive de certains problèmes de guerre (entre autres celui des rapports entre les pouvoirs civils et l'état-major en Angleterre et en Allemagne) et de questions européennes d'après-guerre.

M. L. Lyon, ancien membre du Parlement, semble être le type du « monsieur bien informé », ou tient à le paraître. Il a connu personnellement ou approché la plupart des hommes d'État d'Europe, surtout les français, et s'attarde à en faire des portraits parfois amusants. Le malheur est qu'envieux, peut-être, du succès obtenu par le colonel Repington et soucieux de montrer que lui aussi dîne avec d'importants personnages, il cède à la tentation de confier au lecteur d'inutiles fragments d'un journal plein d'informations d'un intérêt souvent périmé. Qu'il nous apprenne qu'en mai 1920, M. Painlevé a brigué la succession éventuelle de M. Cambon à l'ambassade de Londres et fait sonder dans cette intention les milieux politiques anglais, passe encore; mais peu nous importe que M. Caillaux achète ses gâteaux lui-même chez le pâtissier, ce que ne fait aucun ex-premier ministre anglais, et que M. Joseph Reinach professe une grande admiration pour Gambetta.

Cette réserve faite, *The Path to Peace* contient heureusement des chapitres plus substantiels dans lesquels l'auteur développe une critique sévère de la tortueuse politique opportuniste de Lloyd George « Prince des Amateurs » et, ce qui est plus original et plus rare dans les livres édités en Angleterre, la conviction qu'une étroite alliance franco-anglaise est indispensable au salut de la Grande-Bretagne.

Le chapitre intitulé « Lloyd George and Haig » confirme les assertions du général sir Frederick Maurice *(Intrigues of the war)*. Nous y voyons les manœuvres de Lloyd George contre sir Douglas Haig, dans les talents militaires duquel il n'a aucune confiance.

Le Premier n'est pas homme à affronter l'opinion publique et le Parlement pour faire écarter un général qu'il juge au-dessous de sa tâche.

Après le succès des offensives partielles du général Pétain en 1917, il fait demander à celui-ci de venir à Londres exposer dans une conférence interalliée et devant sir Douglas Haig sa méthode de guerre. L'exposé de Pétain aidera à démontrer au War Cabinet l'insuffisance du général anglais resté partisan de la guerre d'usure. Mais Haig se dérobe à l'invitation, et Pétain, qui est passé par Montreuil avant d'arriver à Londres, se refuse à toute critique qui puisse desservir son compagnon d'armes. Lloyd George insiste cependant. Le colonel Duffieux, chef du bureau des opérations au G. Q. G. français, est à son tour invité à venir développer la méthode du commandement français. Même insuccès. Lloyd George, ce qui est plus grave, reste sourd aux demandes de renforts de Haig, dont l'effectif est en déficit de 200.000 hommes, alors que l'Angleterre regorge de troupes immédiatement utilisables, et porte ainsi sa lourde part de responsabilité dans la défaite de Saint-Quentin, qui, solution paradoxale, sauve Haig en le subordonnant au maréchal Foch, commandant suprême.

Lloyd George n'en reste pas moins l'homme qui a gagné la guerre; réélu, il règne en dictateur, empiétant à la fois sur les prérogatives de la Couronne (affaire des honneurs) et sur les droits du Parlement. Il ignore la responsabilité collective du cabinet, relègue délibérément à l'écart certains ministres, lord Curzon entre autres, et accroît démesurément le personnel et les fonctions du Secrétariat, organe irresponsable puisqu'il échappe au contrôle du Parlement. Tout-puissant, il pouvait présider à la reconstruction de l'Europe; mais la politique du gouvernement anglais a varié plus de vingt fois sous la conduite capricieuse d'un seul homme, alors que celle de la France est restée constante sous cinq ministères différents. L'Allemagne seule a bénéficié de cette confusion et des incidents que le Premier anglais a suscités à plaisir dans les conférences. M. Lyon raconte complaisamment de quelle façon, à Gênes, une des manœuvres de Lloyd George tourna à sa confusion, et comment le récit d'une interview destinée à émouvoir les lecteurs du *Petit Parisien* atteignit ceux du *Times*, au grand mécontentement du ministre anglais.

Le moindre défaut de cette politique a été de compromettre la reconstruction de l'Europe et d'amener un relâchement de l'Entente.

Or, l'Angleterre ne peut se désintéresser d'un conflit toujours possible en Europe. Les perfectionnements des armements ont détruit les avantages que son insularité donnait à la Grande-Bretagne; la frontière anglaise se confond désormais avec celle de la France du Nord. Devant une Allemagne toujours dangereuse et qui sera de plus en plus tentée, par la disproportion entre le chiffre de sa population et celui de la France, de faire naître une guerre, l'intérêt bien entendu de la Grande-Bretagne est de soutenir son ancienne alliée.

En quoi les prétentions de la France sont fondées en matière de réparations, quoi qu'en disent les « oracles du *Manchester Guardian* », et comment la mauvaise volonté de l'Allemagne justifie la politique du gouvernement français, l'auteur s'efforce de l'établir dans les chapitres : « Reparations », « Germany », « the Ruhr ». Il regrette de ne pas voir les troupes anglaises à côté des belges et des françaises dans la Ruhr. La neutralité bienveillante de M. Bonar Law est un progrès

sur la politique d'opposition, dangereuse parce qu'inavouée, de Lloyd George contre la France; mais que l'Angleterre se garde de devenir une simple spectatrice à la façon des États-Unis, elle n'a même pas la mauvaise excuse qu'ont ceux-ci d'invoquer la distance à l'appui de leur indifférence.

Ces idées, malheureusement, sont éparses dans des chapitres diffus, semés d'anecdotes, de souvenirs, entrecoupés de longues digressions, où la bonne volonté du lecteur est soumise à de rudes épreuves. Celle de l'auteur est infatigable, bien que la diversité des questions qu'il aborde et la complexité de chacune d'elles lui interdisent d'établir solidement les considérations générales qu'il se plaît à énoncer.

Mais pourquoi M. Lyon néglige-t-il si souvent de citer ses sources, et surtout (par excès de modestie ou de prudence?) de citer son nom en tête de l'ouvrage?

F. Debyser.

Ray Stannard Baker. — *Woodrow Wilson and World Settlement* (Wilson et le règlement mondial). New-York, Page and C°, 1922, 3 vol. in-8.

La contribution américaine à l'histoire de la paix, si importante déjà — elle va des ouvrages de Lansing et Baruch à ces différents exposés des délégués américains recueillis dans le volume intitulé : *Ce qui réellement se passa à Paris* (1)... — s'est enrichie d'une œuvre nouvelle, qui, par l'ampleur de son sujet et sa riche documentation, se hausse au premier plan. C'est une étude de la politique américaine et une histoire de la Conférence à la fois que nous apporte M. Baker, d'après les papiers personnels du président Wilson et les pièces officielles de la Conférence, procès-verbaux des Conseils des Dix, des Quatre, ainsi que des différentes commissions. La reproduction d'une importante série de documents clôt ce remarquable ouvrage, à la fois exposé historique et témoignage direct. Chef du bureau de presse à la délégation américaine, attaché ensuite au Conseil suprême économique, l'auteur a suivi de près les négociations, il en a respiré l'atmosphère, et c'est avec une passion qui parfois se contient mal qu'il en retrace aujourd'hui le cours.

Après avoir, par son intervention, décidé du sort de la guerre, le gouvernement américain s'est efforcé de déterminer les conditions de la paix : véritable arbitre, le président Wilson a enregistré, le 6 octobre et le 4 novembre, l'adhésion successive de l'Allemagne et des Alliés au programme des Quatorze Points. Mais vague et imprécis, ce dernier n'offrait en général aucune base nettement définie de négociation, et l'histoire de la Conférence est celle des larges divergences de vues qui se manifestèrent entre la politique américaine et les politiques alliées, — en particulier celle de la France.

Par son attitude au sujet des garanties nécessaires à sa sécurité et des réparations à obtenir de l'Allemagne, la politique française a soulevé l'opposition américaine. A quel point la soulève-t-elle

(1) Dont une traduction française vient de paraître.

encore, nous le voyons aux termes vifs de M. Baker. Il dénonce « l'hystérie de la peur française », à laquelle « la sûreté et le progrès du monde entier » ne peuvent être sacrifiés. Il se félicite de ce que le programme économique de la France a été rejeté; car il aurait ruiné le monde en l'entraînant vers la « régression économique et la banqueroute de notre système de civilisation ».

En 1919, le président Wilson repousse l'idée de neutralisation des pays rhénans : l'occupation militaire limitée à quinze années et le projet d'un pacte de garantie, voilà la conclusion du débat. En ce qui concerne les réparations, la France accepte de limiter ses demandes à l'indemnisation des dommages et au paiement des pensions, mais ne peut consentir à la fixation prématurée d'un forfait, proposée par la délégation américaine; celle-ci d'ailleurs se gardait de l'imposer, ce qui eût impliqué de sa part la concession réciproque d'un règlement à l'amiable des dettes interalliées.

S'il a rencontré la résistance française, le programme wilsonien a, par ailleurs, trouvé l'appui de la politique anglaise, et cet appui ne lui a fait défaut que dans le règlement des réparations, où la France et l'Angleterre étaient unies dans un accord sans lendemain. Aucun obstacle grave au rapprochement anglo-américain, qui ne tardera pas à se réaliser sous la forme d'une rivalité amicale; la Conférence de Washington et les accords du Pacifique sont déjà en germe dans le mémoire de l'amiral Benson, qui en 1919 revendique pour les États-Unis l'égalité navale avec la plus forte puissance maritime. Pendant les négociations de la paix, la politique anglaise soutient constamment les thèses de la délégation américaine, quand elle n'en outre pas la tendance : même résistance à l'occupation des pays rhénans, au régime spécial de la Sarre... Les États-Unis et l'Angleterre ont la même conception de la Société des Nations, « instrument, écrit Baker, pour maintenir le bon ordre dans la politique internationale, pendant que les bateaux navigueraient et que les marchands feraient leurs affaires ». Leurs vues économiques générales sont communes : c'est le même libéralisme économique au service de rêves d'expansion. L'Angleterre a cependant un sens aigu des conditions difficiles où se trouve le continent pour relever les ruines de la guerre : d'où une politique de reconstruction européenne qui, en 1920, après l'isolement volontaire des États-Unis, fera succéder à l'arbitrage américain l'essai d'un arbitrage anglais, — ce dernier s'efforçant de jouer dans l'application du traité, comme le premier avait joué dans son élaboration.

GERMAIN CALMETTE.

LES REVUES DU TRIMESTRE

Le n° 1 de la revue, pp. 83-84, a donné la liste des périodiques dépouillés régulièrement (1). Cette liste doit être modifiée ainsi qu'il suit :

(1) Voici l'indication des périodiques qui, sans figurer sur la liste des dépouillements réguliers, sont représentés dans ce numéro par un ou plu-

Supprimer. — *Bulletin de la Société d'Etudes documentaires et critiques* et *Merkblätter zùr Schùldfrage*, dont la publication a cessé.

Ajouter. — *Revue de cavalerie, Revue des Troupes coloniales, Revue d'Infanterie, Revue maritime*, ainsi que *Quaterly Review*. [N. D. L. R.].

Les origines de la guerre.

BAZERGUE (Albert). — Guillaume II mémorialiste et historien. — *Rev. pol. et parl.*, 10 avril 1923, pp. 49-103.

FISCHER (Eugen). — Der Sinn der russisch-französischen Militärkonvention. — *Preuss. Jahrb.*, avril 1923, pp. 65-98.

RENOUVIN (Pierre). — A propos des origines de la guerre. La mobilisation russe. — *Cahiers Droits de l'Homme*, 10 mai 1923, pp. 195-199.

WEGERER (Alfred v.). — Ruhreinbruch und Kriegsschuldfrage. — *Deut. Rund.*, avril 1923, pp. 15-19.

WEGERER (Alfred v.). — Das Extrablatt der « Lokal-Anzeiger ». Eine Antwort auf Eduard Bernsteins Artikel in nº 40 d. « Glocke ». — *Glocke*, 30 avril 1923, pp. 115-119.

ZUGARO (Fulvio). — Le Egemonie militari in Europa avanti e dopo la guerra. — *Giorn. econ.*, avril 1923, pp. 161-221.

Les opérations militaires : Généralités.

ASTON (George). — Haig and Foch. — *Quart. Rev.*, avril 1923, pp. 233-257.

GEMEAU (Lieutenant-Colonel). — Les « tanks » dans l'armée britannique. Le passé, le présent et l'avenir. — *Rev. Inf.*, 1er avril 1923, pp. 520-535.

HENRY (Colonel). — De l'organisation du terrain. Évolution pendant la campagne de 1914-1918 du combat défensif en terrain organisé. — *Rev. Inf.*, mai 1923, pp. 665-678.

LECOMTE (Colonel). — La stratégie de Ludendorff (fin). — *Rev. milit. suisse*, avril 1923, pp. 145-152.

MAYR (Major a. D. Karl). — Die Deutsche Kriegstheorie und der Weltkrieg. — *Deut. Nat.*, mars-avril 1923, pp. 193-210, 274-284.

PAQUET (Commandant). — Le 2e bureau en campagne. — *Rev. milit. française*, 1er mai 1923, pp. 179-201.

*** (Lieutenant-Colonel). — Le haut commandement des armées. A propos du dernier livre de M. de Pierrefeu. — *Rev. pol. et parl.*, 10 juin 1923, pp. 426-458.

Front occidental.

CASTELNAU (Commandant F. de). — Les bombardements aériens de Paris. — *Corresp.*, 10 avril 1923, pp. 1-29.

sieurs articles: *Annales de Géographie, Correspondance d'Orient, Economie Nouvelle, Economiste français, Economiste européen, Grande Revue, Nation and Athenæum, Opinion, Orient et Occident, Paix par le Droit, Revue de l'Intendance militaire*. A l'avenir, chaque numéro contiendra une liste semblable à celle-ci. [N. D. L. R.]

CHENOUARD (Lieutenant-Colonel). — Opérations exécutées par le 319e régiment d'infanterie dans la région de Vaudy. — *Rev. Inf.*, 1er avril 1923, pp. 576-590.

CHARBONNEAU (Chef de bataillon). — La défense de Reims en 1918, par le 1er corps d'armée colonial (suite). — *Rev. troupes coloniales*, mars-avril 1923, pp. 130-171.

HUGUENOT (Général). — Un coup de main historique exécuté par la 132e division d'infanterie, le 14 juillet 1918 (1 croquis). — *Rev. milit. française*, 1er avril 1923, pp. 5-16.

KUNTZ (Capitaine). — Stratégie et opérations alliées dans le Nord (VI). — *Rev. milit. générale*, avril-mai 1923, pp. 300-311, 374-384.

LACROIX (Général H. de). — Les Ire, IIe, IIIe armées à l'aile droite des forces allemandes en août et septembre 1914; 2e partie : avant la Marne (avec 5 croquis). — *Rev. Sciences pol.*, janv.-mars 1923, pp. 23-62.

LATOUR-DEJEAN (Commandant). — Le 1er corps de cavalerie au cours de l'offensive allemande de mai 1918. — *Rev. Cavalerie*, mars-avril 1923, pp. 212-229.

***. — Les opérations de l'armée belge pendant la campagne de 1914-1918 (relation succincte). — *Bull. belge Sc. milit.*, avril-mai 1923, pp. 349-362, 483-490.

PERALDI-FIORELLA (Commandant). — Exemple d'emploi des chars de combat dans la guerre de 1914-1918. La contre-offensive de la Xe armée. — *Rev. Infanterie*, mai 1923, pp. 690-727.

Fronts orientaux.

DANILOFF (Général). — Les premières opérations de l'armée russe en 1914. — *Rev. milit. française*, mai-juin 1923, pp. 145-166, 289-305.

GUESPERAU (Colonel). — Opérations du régiment de marche de spahis marocains en Orient. — *Rev. Cavalerie*, mai-juin 1923, pp. 374-400,

KLEEBERG (Colonel). — Quelques opérations de cavalerie sur le front oriental. — *Rev. Cavalerie*, mars-avril, mai-juin 1923, pp. 230-250, 353-373.

THÉODOROFF (Lieutenant-Colonel). — La rupture du front Dobro-Polé. — *Rev. milit. générale*, avril et mai 1923, pp. 241-259, 336-356.

Opérations navales.

***. — Admiral Sims vindicates the German submarine. — *American Monthly*, mai 1923, pp. 88-89. (Cf la lettre de l'Amiral dans *Nation*, 9 mai 1923.)

CHACK (Capitaine de frégate P.). — La bataille des Falkland. — *Rev. marit.*, mai 1923, pp. 611-649 (à suivre).

COGNIET (André). — Les opérations du 19 août 1916 dans la mer du Nord (suite et fin). — *Rev. marit.*, avril 1923, pp. 501-519.

Les répercussions de la guerre sur la vie intérieure des États.

ALLEMAGNE

QUARCK (Max). — Die « Militärische Vorbereitung » Deutschlands. — *Glocke*, 16 avril 1923, pp. 60-67.

VERMEIL (Ed.). — Les conseils d'entreprise en Allemagne. — *Rev. des étud. coopérat.*, janv.-mars 1923, pp. 154-171 (à suivre).

ROBINET DE CLÉRY. — Berlin pendant l'occupation de la Ruhr. — *Vie des peuples*, 10 avril 1923, pp. 1066-1071.

EMPIRE BRITANNIQUE

BARDOUX (Jacques). — D. Lloyd George et la France. — *Rev. univ.*, 15 mai 1923, pp. 438-448.

MACNICOL (Nicol). — Barriers to freedom. An audit of India's hopes and fears. — *Atlantic Monthly*, juin 1923, pp. 827-836.

PAUL-DUBOIS (L.). — Le drame irlandais. L'ultime épreuve. — *Rev. D. Mondes*, 15 avril 1923, pp. 792-823.

ROBERTS (Charles). — Withdrawal from Iraq. — *Contemp. Rev.*, avril 1923, pp. 409-415.

FRANCE

BRUNEAU (Pierre). — Le rôle du haut commandement au point de vue économique. 1914-1921 (VI). — *Rev. milit. générale*, avril et mai 1923, pp. 279-291, 358-373.

FABRE (Sous-intendant militaire). — La réquisition des laines de France et de l'Afrique du Nord pendant la guerre 1914-1918. — *Rev. Intendance milit.*, déc. 1922, pp. 1052-1086.

KUHN (Joachim). — Die Französische Presse der Gegenwart. — *Preuss. Jahrb.*, avril 1923, pp. 43-64.

POLIGNAC (Marquis de). — La résurrection d'une ville martyre : Reims. — *Opinion*, 16 mars 1923, pp. 1285-1305.

UNGERN-STERNBERG (Docteur R. v.). — Die Wirtschaftslage in Frankreich. — *Glocke*, 30 avril 1923, pp. 119-124.

ITALIE

ITALICUS. — La dictature fasciste et le rêve du poète. — *Rev. de France*, 15 mai 1923, pp. 354-367.

POLIAKOFF (Vladimir). — Mussolini and his methods. — *Fortnightly Rev.*, mai 1923, pp. 742-747.

RAFFALOVICH (George). — Benito Mussolini. — *Orient et Occident*, 15 avril 1923, pp. 557-570.

TRENTIN (Sylvio). — La reconstruction des territoires libérés en Italie et l'œuvre de l'institut fédéral de crédit pour la résurrection de la Vénétie. — *Rev. écon. intern.*, mars 1923, pp. 502-543.

RUSSIE

ALEXINSKY (Grégoire). — La Russie à la veille de la révolution. — *Action nationale*, mai 1923, pp. 291-298.

FOURNIER (Lieutenant-Colonel M.). — La Russie au début de 1923. — *Rev. milit. française*, 1er avril 1923, pp. 17-36.

MICHELSON (A.). — Les finances de la république des Soviets. — *Rev. pol. et parl.*, mai 1923, pp. 199-216.

MIRSKY (D. S.). — The Ukraine. — *Quart. Rev*, avril 1923, pp. 318-335.

Les clauses territoriales des traités de paix.

BEAZLEY (Raymond). — The Polish-Lithuanian question and its relation to Russia and Germany. — *Foreign Affairs* (L.), avril 1923, pp. 214-215.

GIANNINI (Amedeo) — Gli accordi di Santa Margherita. — *Problemi italiani*, 1er avril 1923, pp. 1-21.

La Sarre.

CADOUX (Gaston). — Le gouvernement de la Sarre. — *Rev. pol. et parl.*, mai 1923, pp. 233-241.

CAPOT-REY (R.). — L'agriculture dans le territoire de la Sarre. — *Ann. Géographie*, 15 mars 1923, pp. 97-118.

MARVAUD (Angel). — L'évolution économique du territoire de la Sarre (II). — *Écon. nouv.*, avril 1923, pp. 215-221.

OSBORNE (Sidney). — The French in the Saar (II, III). The failure of the League of Nations to secure impartial action. Good faith of the League at stake. — *Foreign Affairs* (L.), avril-mai 1923, pp. 213-214, 233-234.

Les nouveaux États.

PAYS BALTIQUES

BÉRARD (Maurice). — La situation économique et financière de la Finlande. — *Rev. pol. et parl.*, mai 1923, pp. 317-326.

GIRARD (J.). — La Lettonie. — *Rev. Sciences pol.*, mars 1923, pp. 95-119.

HAUSER (Henri). — Les nouveaux États baltiques : Lettonie, Esthonie. — *Vie des peuples*, 10 avril 1923, pp. 1018-1034.

TCHÉCO-SLOVAQUIE

JOHNSTON (J. C.). — The German problem in Czechoslovakia (II). *Foreign Affairs* (L.), mai et juin 1923, pp. 235-237, 250-251.

POLOGNE

KAESTNER (Jakob). — Die Aussenpolitische Lage Polens. — *Deut. Rund.*, mai 1923, pp. 136-140.

MACHRAY (Robert). — Poland and his frontiers. — *Fortnightly Rev.*, juin 1923, pp. 993-1004.

THÉRY (Ed.). — La situation économique et financière de la Pologne. — *Écon. Eur.*, 20 avril, 27 avril, 11 mai 1923, pp. 243-245, 259-260, 291-292.

La question des réparations et des dettes interalliées : L'occupation de la Ruhr.

BARKER (J. Ellis). — The reparation mystery. — *Fortnightly Rev.*, mai 1923, pp. 748-759.

BELL (John). — Three months in the Ruhr. — *Fortnightly Rev.*, mai 1923, pp. 730-741.

BLASS (K.). — Der Wirtschaftskampf an d. Ruhr. — *Glocke*, 16 avril 1923, pp. 53-57.

CHAUMEIX (André). — La Ruhr et l'avenir de la paix. — *Rev. Paris*, 15 avril 1923, pp. 919-926.

GERVILLE-RÉACHE. — Une répartition nouvelle des dettes de guerre. — *Eur. nouv.*, 21 avril 1923, pp. 490-492.

KEYNES (John Maynard). — The International Loan. — *Nation and Ath.*, 26 mai 1923, pp. 264-266.

LACOUR-GAYET (R.). — La perception des impôts dans la Ruhr. — *Rev. D. Mondes*, 15 avril 1923, pp. 921-933.

LIESSE (A.). — Comment pourront se régler demain les réparations. — *Économiste français*, 7 avril 1923, pp. 417-419.

MICHEL (E.). — La réparation des dommages de guerre. — *J. Soc. Stat. Paris*, avril et mai 1923, pp. 144-154, 180-195.

***. — La répartition des dettes autrichienne et hongroise entre les États successeurs. — *Rev. Sc. et Législ. financières*, janv.-mars 1923, pp. 81-84.

RIST (Charles) — Les réparations. — *Rev. écon. pol.*, mars-avril 1923, pp. 181-202.

SAUZÈDE (Alb.). — L'occupation de la Ruhr. Répercussions économiques et politiques. — *Parl. et Opin.*, 5 juin 1923, pp. 1146-1156.

SCHOTTE (Walther). — Die Aktivierung Englands. — *Preuss. Jahrb.*, avril 1923, pp. 123-128.

SELIGMAN (Edwin R. A.). — Les dettes alliées. — *Rev. Sc. et Législ. financières*, janv.-mars 1923, pp. 5-19.

SIMONDS (Frank H.). — America and the coming settlement. — *American Rev. of Rev.*, mai 1923, pp. 483-492.

SPEARS (E. L.). — Pour dénouer le conflit de la Ruhr. Un plan anglais de sécurité. — *Eur. nouv.*, 21 avril 1923, pp. 488-489.

SPENDER (Hugh F.). — A traveller in the Ruhr. — *Contemp. Rev.*, avril 1923, pp. 434-438.

STEED (Wickham). — L'Angleterre et la Ruhr. — *Le Flambeau*, avril 1923, pp. 38-53.

STUMM (F. v.). — Ruhrfrage und Weltpolitik. — *Deut. Nat.*, avril 1923, pp. 95-102.

Le proche Orient, la conférence de Lausanne.

ALLEN (W. E. D.). — The near Eastern riddle (III). The aftermath of Lausanne. *Asiatic Rev.*, avril 1923, pp. 232-239.

ASMIS (Rudolf). — Die wirtschaftlichen und politischen Verhältnisse im fernen Osten. — *Preuss. Jahrb.*, avril 1923, pp. 1-15.

BARNES (J. S.). — Nel vicino Oriente. — *Problemi italiani*, 15 avril 1923, pp. 81-88.

CUGNAC (Général de). — Les détroits (A propos de la conférence de Lausanne). — *Rev. hebd.*, 2 juin 1923, pp. 76-86.

GONTAUT-BIRON (R. de). — La concession Chester et l'accord franco-turc en 1914. — *Eur. nouv.*, 12 mai 1923, pp. 596-597.

LAMOUCHE (Colonel). — La paix dans le proche Orient. — *Paix par le droit*, mars 1923, pp. 108-117.

***. — Le projet Chester et les concessions françaises en Anatolie. — *Rev. pol. et parl.*, mai 1923, pp. 217-232.

PRICE (Clair). — The Chester concession (1). — *Fortnightly Rev.*, juin 1923, pp. 901-908.

SPECTATOR. — La Conferenza di Losanna. — *Problemi italiani*, 15 mars 1923, pp. 401-417.

Les anciens combattants et l'assistance.

DES GOUTTES (Paul). — La Croix-Rouge pendant et depuis la guerre. — *Vie des peuples*, 10 avril 1923, pp. 941-979.

GREENWOOD (Arthur). — War pensions administration. — *Contemp. Rev.*, mai 1923, pp. 591-597.

H. A. F. — Our « severely disabled » men : some principles of a policy. — *Contemp. Rev.*, avril 1923, pp. 480-487.

Société des nations.

BIANQUIS (Geneviève). — La reconstruction financière de l'Autriche par la Société des nations. — *Paix par le droit*, mai 1923, pp. 201-207.

CECIL (Lord Robert). — La Société des nations par la Liberté, l'Égalité, la Fraternité. — *Gr. Rev.*, mai 1923, pp. 353-364.

DENDAL (Capitaine-commandant A. E. M.). — La Société des nations. — *Bull. belge Sc. milit.*, mai 1923, pp. 569-582 (à suivre).

MANDELSTAM (A.). — La Société des nations et les puissances devant le problème arménien. — *Rev. gén. Droit intern. publ.*, nov.-déc. 1922, pp. 515-546 (à suivre).

PUECH (Marie-Louise). — L'action féminine et la Société des nations. — *Paix par le droit*, mai 1923, pp. 188-195.

RICHET (Charles). — La Société des nations en février 1923. — *Paix par le droit*, mars 1923, pp. 91-100.

SARRAIL (Général). — L'armée de la Société des nations. — *Cahiers Droits de l'Homme*, 25 mai 1923, pp. 220-222.

Les pays à mandat.

BENSUSAN (S. L.). — The Position in Palestine. — *Rev. of Rev.* (L.), avril 1923, pp. 397-404.

CLERGET (Pierre). — La Syrie sous le mandat français. — *Rev. écon. intern.*, mars 1923, pp. 456-484.

GEORGE-SAMNÉ (Docteur). — L'œuvre du général Gouraud en Syrie. — *Corresp. d'Orient*, mars 1923, pp. 129-134.

(1) Le texte de la concession Chester a été donné par l'*Europe Nouvelle* du 12 mai 1923, p. 599.

CHRONIQUE

Les faits et les controverses (1). — Il serait vain de prétendre, dès maintenant, au calme et à la sérénité : les moindres faits de l'histoire de la guerre provoquent des polémiques souvent très vives. Sans ignorer toute la part que l'intérêt personnel ou la passion politique ne manquent pas d'y apporter, il ne faut pas oublier qu'elles sont souvent la seule occasion des progrès de nos connaissances. Pour pénibles qu'elles soient parfois, elles sont utiles, et même nécessaires, à l'histoirien.

I. — Les travaux du Service historique de l'armée viennent de provoquer une de ces controverses. Dans un article de la *Dépêche de Toulouse*, du 12 mai 1923, le collaborateur militaire de ce journal a raconté que l'Imprimerie nationale avait achevé, dès le mois de mars dernier, l'impression du premier volume de la collection *les Armées françaises dans la Grande Guerre*, établie par les soins du Service historique de l'armée. Mais, dit la *Dépêche*, la distribution de ce volume a été interdite par le ministre de la Guerre (2). Le journal suggérait, en outre, que l'influence du général de Castelnau n'aurait pas été étrangère à cette décision, pour des raisons toutes personnelles. Le président de la Commission de l'armée a répondu, dans une interview publiée par la *Libre Parole* du 17 mai : il juge en effet cette publication fort « inopportune »; il ne l'a pas caché au ministre de la Guerre, mais ce sont des motifs « d'ordre psychologique » qui l'ont, dit-il; déterminé à donner cette appréciation... « Le lecteur de ce volume resterait sous la pénible impression de l'effondrement de notre défense, impression qui ne persisterait point s'il pouvait lire, immédiatement après, le volume où l'on verra le rétablissement de nos armées sur la Marne » : voilà pourquoi il importe de « différer » la publication. Mais le général ajoute qu'un historique fidèle de la guerre lui paraît une « illusion ».

II. — L'ancien chef de l'état-major italien, bien qu'il « déplore » aussi toute controverse, n'hésite pas à réveiller une vieille querelle. Le général Cadorna a publié, dans la *Rassegna italiana* du 1er mai 1923, un long article; il veut répondre « à la légende créée en France et répan-

(1) Sous ce titre, la revue publiera dans chacun de ses numéros une chronique strictement impartiale, qui permettra de suivre les principales discussions relatives aux événements de la guerre et d'appeler l'attention sur certains témoignages et documents nouveaux, sans en faire l'objet d'aucun commentaire.

(2) Le dépôt légal en a été pourtant effectué.

due à l'étranger par la propagande française, légende qui consiste à dire que l'organisation et la ténacité de la résistance italienne sur la Piave, après Caporetto, sont dues à l'intervention personnelle du maréchal Foch ». Certes, le grand chef français, dès son arrivée au G. Q. G. de Trévise, le 30 octobre 1917, a pris des décisions et donné des conseils; mais ni les unes, ni les autres n'étaient nécessaires; l'état-major italien avait déjà fait précisément tout ce qui lui était ainsi suggéré. D'ailleurs, il est inexact de prétendre que les alliés avaient prévu l'offensive de Caporetto; au contraire, ils avaient refusé de croire aux renseignements qui signalaient de fortes concentrations austro-allemandes sur le front italien, et invité le général Cadorna à leur rendre les 200 pièces d'artillerie qui lui avaient été prêtées peu de temps auparavant. Enfin le maréchal Foch se serait opposé à l'entrée en ligne des troupes françaises sur la partie du front choisie par l'état-major italien, c'est-à-dire sur la ligne Ponte di Priula à Ponte di Vidor; il aurait préféré engager ses forces plus au Nord.

Les déclarations du général Cadorna sont appuyées, dans le *Corriere della Serra* du 1er mai, par un article du colonel Angelo Gatti, qui donne un récit des conférences de Rapallo (5 et 6 novembre 1917), où il avait accompagné le président du Conseil Orlando. C'est l'état-major italien, dit-il, qui voulait arrêter la retraite sur la ligne de la Piave; c'est lui seul qui en a assuré la défense : au début de novembre, en fait de renforts alliés, Cadorna n'avait encore que des promesses.

La thèse italienne s'affirme ainsi, avec beaucoup de vigueur, en face de la thèse française qu'avait exposée la *Revue des Deux Mondes* en juillet 1920 (1). La presse italienne avait accueilli avec empressement les déclarations de l'ancien chef d'état-major. Mais un communiqué gouvernemental, en rappelant, avec quelque brutalité, que « le nom de cet homme était lié à deux désastres », est venu couper court à la campagne.

III. — La presse allemande vient de publier un document intéressant pour l'histoire des négociations secrètes; c'est un communiqué de la 2e Sous-Commission de la Commission d'enquête parlementaire, qui étudie « les possibilités de paix en 1917 (2) ». Par l'intermédiaire de personnalités belges, le baron von Lancken avait reçu avis que « des hommes politiques français influents seraient disposés à se rencontrer avec lui ». A la fin de l'été, « l'idée d'une rencontre avec Briand sembla se préciser. On fixa un entretien pour le 23 septembre en Suisse ». Lancken s'y rendit, mais il apprit que M. Briand « était obligé de différer son voyage »; après une semaine d'attente, il rentra en Allemagne. « L'affaire fut enterrée. » Tels sont les faits que croit avoir établis la Commission d'enquête

(1) *La fin d'une légende. La mission du maréchal Foch en Italie* (29 octobre-24 novembre 1917). — L'auteur anonyme de cet article s'inscrit en faux contre l'allégation selon laquelle Foch « aurait déconseillé au Commandement en chef italien la résistance sur la Piave ». Il cite au moins un document décisif : la note remise par Foch et Robertson à Cadorna, le 31 octobre 1917.

(2) *Berliner Tageblatt* du 18 mai 1923.

allemande. Ils ont été soulignés et interprétés dans l'*Action française* du 20 mai.

IV. — Le 24 mai, un article de la *Vossische Zeitung* a attiré de nouveau l'attention sur un document qui n'était pas inconnu (le *Journal* l'avait signalé et en avait donné une traduction lors de la Conférence de la paix, sur la foi d'un journaliste suisse) mais qui n'avait pas provoqué jusqu'ici, semble-t-il, de polémique violente. C'est un télégramme du chargé d'affaires bavarois auprès du Saint-Siège, Ritter. Le 26 juillet 1914, ce diplomate écrivait à son gouvernement :

« Le Pape approuve une attitude rigoureuse de l'Autriche-Hongrie à l'égard de la Serbie. Le cardinal secrétaire d'État espère que, cette fois, l'Autriche-Hongrie tiendra le coup *(standhalten)*. Il se demande quand elle pourrait donc faire la guerre, si elle n'est pas décidée une bonne fois à couper court à un mouvement, venu de l'étranger, qui a provoqué le meurtre de l'archiduc, et qui constitue une menace, au point de vue de la situation actuelle de l'Empire, pour sa durée même. Dans ses déclarations, se découvre la crainte qu'éprouve la Curie romaine à l'égard du panslavisme. »

A Rome, la publication de ce document aurait produit quelque émotion. D'après un nouvel article de la *Vossische*, du 28 mai, Ritter aurait été appelé à fournir des explications. Dans la presse italienne, on insinuait que les déclarations reproduites par le chargé d'affaires étaient l'expression d'un sentiment personnel du cardinal Merry del Val, et que Pie X y aurait été tout à fait étranger.

La « documentation de guerre » en Belgique. — Le Congrès international des Sciences historiques à Bruxelles, que nous annoncions dans notre premier numéro, a eu notamment l'avantage de rapprocher les délégués des Services historiques des armées belge, française et italienne, les représentants des bibliothèques spéciales constituées en France, en Angleterre, en Belgique et en Hongrie et les spécialistes américains les plus qualifiés. Il leur a donné l'occasion de comparer leurs méthodes et de définir les principes généraux et communs du travail de documentation (1). A ce titre, l'exemple de la Belgique est intéressant pour tous les autres pays, car l'effort des différentes institutions consacrées à l'histoire de la guerre y a déjà obtenu d'excellents résultats, en dépit des ressources médiocres dont elles disposent.

La « Section historique de l'état-major de l'armée » dirigée par le colonel Mertzbach a recueilli les archives du commandement et des troupes belges. Il commence déjà à les exploiter, en publiant dans le *Bulletin belge des Sciences militaires* un résumé des opérations.

La « Commission des archives de la guerre » a un rôle tout à fait original : sous la direction remarquable de M. Vannérus, elle est chargée

(1) Voir, dans ce même numéro, un aperçu des travaux exécutés suivant le programme de la fondation Carnegie, sous la direction du professeur Shotwell, et un extrait des observations présentées au Congrès par M. Lhéritier sur les archives locales.

de réunir les éléments « qui permettent d'écrire l'histoire de la population civile pendant les années de guerre ». Ce sont les dossiers trouvés dans les « Kommandantur », les archives abandonnées par la IVe armée allemande au moment de l'armistice, le fonds de la « Finanzabteilung » du gouvernement général. Ce sont les documents d'origine belge: archives des œuvres d'assistance; pièces relatives aux « services de renseignements » qui ont fonctionné en Belgique pendant la guerre; publications clandestines. La Commission publie un Bulletin, qui donne une idée très exacte de la richesse et de la variété de ce dépôt.

Enfin, une Bibliothèque nationale de la guerre est en voie de constitution, grâce à l'activité de M. Heyse. Le programme en a été défini dans une brochure toute récente (1); il a pu mettre à profit les expériences déjà faites à l'étranger; aussi la ligne générale en est-elle bien dessinée, les principes solides, les détails étudiés avec beaucoup de soin. L'œuvre sera certainement importante.

Les publications de la Dotation Carnegie. — La « Dotation Carnegie » pour la paix internationale (Carnegie Endowment for international peace) a pour objet, selon la charte de sa fondation en 1910, de procéder à une vaste enquête sur les causes de la guerre et sur les moyens de la prévenir. Il était naturel qu'elle appliquât particulièrement son effort à l'étude du conflit qui s'est déchaîné sur le monde en 1914. S'inspirant de préoccupations réalistes, elle a pensé que c'est d'abord du point de vue économique et social qu'il importe de connaître les effets et les répercussions de la guerre mondiale. Elle a, en conséquence, entrepris de publier l'histoire économique de cette guerre dans chaque pays belligérant ou neutre. Sous la direction générale et l'impulsion remarquablement intelligente de M. Shotwell, professeur d'histoire à l'Université Columbia, de New-York, ancien conseiller de la délégation américaine à la Conférence de la paix, des Comités nationaux de recherches ont été constitués en Angleterre, Autriche, Belgique, Danemark, France, Italie; il y en aura d'autres. Leur rôle est d'établir le programme des monographies à faire, et de recruter les historiens et les économistes à qui pourra être confié le soin de les préparer et rédiger, à l'aide des documents de toute nature que les auteurs pourront se procurer, y compris les souvenirs personnels. Une totale objectivité scientifique doit caractériser l'entreprise, dont il est superflu de montrer l'importance.

Il est impossible de donner ici la nomenclature des membres de tous les Comités nationaux. On trouvera naturel que nous nous bornions à faire connaître le Comité français, et à publier les titres des monographies projetées par lui ainsi que les noms des auteurs.

Le Comité français se compose de : M. Charles Gide, professeur au Collège de France, *président;* et des membres suivants : MM. Arthur Fontaine, président du Conseil d'administration du Bureau international du Travail; Henri Hauser, professeur à la Sorbonne; Charles

(1) Heyse (Th), *l'Organisation d'une bibliothèque nationale de la guerre.* Gand, Vanderpoorter, 1923, 44 pages.

Rist, professeur à la Faculté de droit de Paris; J. T. Shotwell, *ex officio.*

Voici le programme des publications qui sont préparées sous le contrôle de ce Comité :

Généralités.

Camille Bloch, directeur de la Bibliothèque du Musée de la Guerre, chargé de cours à la Sorbonne : *Bibliographie méthodique générale de l'histoire économique et sociale de la guerre.* (Sous presse.) — Henri Hauser, professeur à la Sorbonne : *Problèmes du régionalisme.* — Pierre Renouvin : *Réorganisations administratives et constitutionnelles nécessitées par la politique de guerre.* — Boutillier du retail, bibliothécaire du Ministère du Commerce : *Les services administratifs pendant la guerre* (histoire et archives). — Henri Chardon, conseiller d'État: *Conclusion générale. La République et l'esprit de paix.*

Politique commerciale intérieure

Charles Rist, professeur à la Faculté de droit de Paris : *Les changements réels du commerce français pendant la guerre, au point de vue géographique, de la nature des produits, des quantités, des valeurs.* — Clémentel, sénateur, ancien ministre : *La politique commerciale : a)* Prohibitions, tarifs douaniers en général; *b)* Politique d'approvisionnements en matières premières, coton, régime des consortiums, chambres de commerce. — *Politiques spéciales entre Alliés (Amérique, Italie, Angleterre) et neutres.* — Denys-Cochin , ancien ministre du blocus, et J.-E.-P. Gout, ministre plénipotentiaire : *Blocus à l'égard des neutres, à l'égard de l'ennemi. Contrôle postal.*

Politique intérieure de production et de consommation

Augé-Laribé : *L'agriculture pendant la guerre.* — Peyerimhof, professeur à l'École des Sciences politiques : *Charbon. Pétrole.* — Général Chevalier, ancien directeur de l'artillerie : *Les bois, d'œuvre pendant la guerre.* — Arthur Fontaine, conseiller d'État : *L'industrie en général pendant la guerre (comprendra la vie des industries « non spécialisées » pour la guerre, les déplacements d'industries, les progrès et les décadences).* — Albert Aftalion, professeur à la Faculté de droit de Lille : *Effets de la guerre sur l'industrie textile.* — Blanchard, professeur à l'Université de Grenoble : *Aménagement des forces électriques et hydrauliques. Monographies.* — Albert Thomas, président du Bureau international du Travail : *L'organisation des industries de guerre (partie générale et documents)* avec les monographies suivantes concernant la même étude, mais pour la partie descriptive seulement. — Pinot, secrétaire général du Comité des Forges : *La métallurgie, les mines métalliques.* — Mauclère, contrôleur général de l'armée, délégué de la France au Comité des garanties : *Les*

industries chimiques. — Colonel DHÉ, ancien directeur de l'aéronautique : *Les industries de l'aéronautique.* — PESCHAUD, secrétaire général de la Compagnie des chemins de fer Paris-Orléans : *Politique et fonctionnement des transports par chemins de fer*, avec, comme annexes, des monographies diverses sur : *a)* le rôle spécial joué par les chemins de fer de l'État pendant la guerre; *b)* les efforts de construction de la Compagnie du Nord avant et après la guerre. — HENRI CANGARDEL, ancien administrateur de l'Inscription maritime : *Politique et fonctionnement des transports par mer (marine marchande).* — Georges HERSENT, ingénieur, membre du Conseil supérieur de l'enseignement technique : *Fonctionnement des ports.* — POCARD DE KERVILER, ingénieur, chef du service des voies navigables en France : *Voies d'eau intérieures.*

LES PRIX

Adolphe PICHON et Pierre PINOT, maîtres des requêtes au Conseil d'État : *La politique d'alimentation et le rationnement (Ministère du ravitaillement : pain, viande, céréales, café).* — MARCH, ancien directeur de la Statistique générale de la France : *Etude statistique du mouvement des prix pendant la guerre (y compris les salaires). Coût de la vie.* — Ch. GIDE, professeur au Collège de France, et DAUDÉ-BANCEL : *Politique et fixation des prix; rôle des coopératives, etc.*

LES QUESTIONS OUVRIÈRES

OUALID, professeur à la Faculté de droit de Strasbourg, et PICQUENARD, directeur du travail : *Salaires, tarifs, conventions collectives, grèves, relations entre patrons et ouvriers : a)* politique du Ministère de l'armement; *b)* politique du Ministère du travail. — CREHANGE, sous-directeur du travail : *Placement et chômage.* — FROIS, membre du Conseil supérieur d'hygiène : *Santé, travail des femmes.* — Roger PICARD, docteur en droit, professeur au Conservatoire des Arts et Métiers : *le Syndicalisme : a)* développement du mouvement syndical pendant la guerre; *b)* orientation; *c)* relations des syndicats avec les pouvoirs publics. — COLONEL WEIL : *Main-d'œuvre étrangère et coloniale.*

QUESTIONS DÉMOGRAPHIQUES

HUBER, directeur de la Statistique générale de la France : a) *Population, déplacements, vie sociale, natalité, mariages, divorces;* b) *Déplacements des fortunes.* — SELLIER, conseiller général de la Seine : *Problème du logement et urbanisme, localités surpeuplées pendant la guerre, mesures prises pour le logement et le loyer, etc.* — Docteur Léon BERNARD : *Hygiène, syphilis, tuberculose, épidémies.* Plus une monographie sur : *l'Alcoolisme.*

QUESTIONS FINANCIÈRES

G. JÈZE, professeur à la Faculté de droit de Paris : *Les dépenses de*

guerre ; avec chapitre spécial sur les marchés de guerre. — Ch. GIDE : *Le coût de la guerre en France.* — TRUCHY, professeur à la Faculté de droit de Paris : *Le financement de la guerre (emprunts, impôts, etc., etc.).* — DECAMPS, directeur des études économiques à la Banque de France : *Les changes, mouvements des changes et politique suivie.* — AUPETIT, secrétaire général de la Banque de France : *Le marché monétaire et financier. La Bourse et les banques, y compris la Banque de France.*

QUESTIONS RÉSULTANT DE LA POLITIQUE SPÉCIALE DE LA FRANCE

DEMANGEON, professeur à la Sorbonne : *Les régions envahies pendant la guerre et depuis.* — Pierre CARON, ancien chef du service des réfugiés au ministère de l'Intérieur: *Les réfugiés.* — ED. MICHEL : *Les dommages de guerre.* — BOULIN, inspecteur divisionnaire du travail : *L'organisation du travail dans les régions envahies.* — COLLINET, professeur à la Faculté de droit de Paris, et Paul STAHL, ingénieur civil : *L'organisation du ravitaillement dans les régions envahies.*

Organisation de la vie économique de quelques grandes villes. — SELLIER : *Paris.* — HERRIOT, ancien ministre, maire de Lyon : *Lyon.* — H. BRENIER, président de la Chambre de Commerce de Marseille : *Marseille.* — COURTEAULT : *Bordeaux.* — GIGNOUX, chef du service de l'organisation interalliée au ministère du Commerce : *Bourges.* — LEVAINVILLE : *Rouen.*

Politique coloniale. — GIRAULT, professeur à la Faculté de droit de Poitiers : *les Colonies.* — Aug. BERNARD, professeur à la Sorbonne : *l'Afrique du Nord.*

QUESTIONS DIVERSES

G. DELAHACHE, directeur des Archives et de la Bibliothèque municipales de Strasbourg : *l'Alsace-Lorraine.* — CAHEN-SALVADOR : *Les prisonniers de guerre.* — CASSIN et VILLE-CHABROLLE : *Les mutilés.*

Le Gérant : A. COSTES.

5439. — Tours, Imprimerie E. ARRAULT et Cie.

Revue d'Histoire
de la
Guerre Mondiale

Les Bombardements de la Côte anglaise par la Flotte allemande (1914-1916)

(Conditions générales)

Communication du lieutenant de vaisseau en retraite COGNIET, à l'Assemblée Générale de la *Société d'Histoire de la Guerre*, le 28 juin 1923.

Messieurs,

Les opérations de la flotte de haute mer allemande qui ont amené ou recherché les bombardements de la côte anglaise sont les seules opérations offensives menées par *l'ensemble* des forces de cette *Hochseeflotte*, et, à ce titre, elles méritent une attention particulière dans l'étude de la guerre navale en général, de la guerre des forces navales de surface en particulier.

Avant d'essayer de vous en donner une idée, je voudrais vous dire un mot des conditions de ce genre de guerre souvent oubliées, même par les marins constructeurs de théories.

Sur mer, la guerre ne peut se faire qu'avec l'aide d'engins très spéciaux, que les progrès de la science industrielle ont rendu très compliqués, très grands, très coûteux, très longs à construire, si longs même à construire qu'il est presque tou-

jours impossible d'en faire de toutes pièces pendant la durée d'une guerre : on ne peut donc les risquer qu'à bon escient, et la question de la quantité et de la qualité du matériel existant joue un rôle prépondérant.

Ces engins ne peuvent être maintenus longtemps sur une position à la mer ; il leur faut venir fréquemment en contact avec certains points très spécialement outillés et approvisionnés des côtes, pour réparations et ravitaillements. Il ne peut donc être question d'occupation permanente de positions au large, au moins par les mêmes navires. La mer étant une surface uniforme et horizontale, ces engins ne peuvent y trouver d'abri ou de protection : leur faculté de résistance dépend uniquement de leurs armes, leur salut peut encore dépendre de leur fuite, c'est-à-dire de leur vitesse. Un groupe de navires plus faible qu'un autre ne peut donc résister à celui-ci sur une position en attendant des secours : il lui faut ou périr rapidement ou fuir, s'il le peut. D'autre part, il n'y a pas de routes déterminées en haute mer, celle-ci peut être parcourue dans toutes les directions, à condition qu'il y existe la profondeur d'eau nécessaire : on ne peut donc déterminer à l'avance la direction de l'attaque.

Enfin, sur les côtes, les navires peuvent trouver des abris rendus facilement inaccessibles à l'attaque des navires ennemis. Les forces navales peuvent donc être momentanément retirées du jeu, sans que les navires de l'adversaire puissent les contraindre à y paraître ; elles peuvent être remises en jeu à moins que, de points assez rapprochés, l'adversaire ne surveille la sortie de leurs abris, avec des forces suffisantes pour les empêcher de nuire.

Dans leurs spéculations théoriques, les marins eux-mêmes oublient souvent ces réalités brutales ; mais, dans les applications concrètes, consciemment ou inconsciemment, ils en tiennent compte, souvent dans une trop faible mesure, surtout lorsqu'elles heurtent leurs théories.

Les marins allemands donc, très imbus des théories de l'offensive, si en faveur dans les milieux des armées de terre, se sentent assez gênés, pour l'établissement de leurs plans d'opérations, par ces circonstances contradictoires. Cela se manifeste dans leur ordre général d'opérations pour la mer du Nord. Celui-ci, rédigé évidemment sous l'inspiration de von Pohl, qui n'est pourtant pas un mystique de la théorie,

comme il le prouvera, reconnaît nettement que l'infériorité quantitative du matériel des Allemands leur interdit d'aller défier les Anglais en bataille rangée et même d'accepter leur défi ; mais il admet implicitement que les Anglais ne manqueront pas, eux qui en ont les moyens (en théorie), d'appliquer ces maximes merveilleuses de l'offensive et qu'ils viendront, tout au moins par un blocus rapproché, essayer de mettre toutes les forces allemandes hors d'état de nuire. Alors, par l'emploi des nouveaux engins insidieux de la guerre sur mer (mines et torpilles ; torpilleurs et, si possible, disent-ils, sous-marins), engins dans le maniement desquels ils se croient passés maîtres, ils pensent provoquer la destruction ou la mise hors de combat d'un nombre suffisant de ces grands navires de bataille, si longs à construire, et arriver ainsi à une quasi égalité des forces de bataille. Alors on passera à l'offensive. C'est au moins ce que prévoit l'ordre d'opérations dont voici le texte intégral :

ORDRE D'OPÉRATIONS POUR LE THEATRE DE LA GUERRE EN MER DU NORD

S. M. le Kaiser a ordonné ce qui suit pour la conduite de la guerre en Mer du Nord :

1. Le but des opérations doit être d'endommager (schädigen) la flotte anglaise par des pointes (Vorstösse) offensives contre les forces de combat employées à la surveillance ou au blocus de la baie allemande, en même temps que par une action offensive de mines, et, si possible, de sous-marins, action offensive sans bornes (rucksichtlose) portée jusqu'à la côte anglaise.
2. Après avoir amené une égalisation des forces par cette manière de conduire la guerre, on devra chercher, après une préparation et un rassemblement de toutes nos forces, à engager notre flotte dans une bataille dans des conditions favorables.

   Si, auparavant, une occasion favorable se présente déjà, on devra (on aura l'obligation de) l'utiliser à fond.
3. La guerre contre le commerce doit être conduite conformément à l'ordonnance sur les prises. Le chef des forces de haute mer règle l'importance qu'on doit donner à cette guerre dans nos eaux.

   Les navires prévus pour faire la guerre au commerce dans les eaux lointaines doivent être expédiés aussitôt que possible.

Par ordre suprême : le Chef de l'*Admiralstab*, signé VON POHL.

Malheureusement cet ordre ne correspond pas à la réalité des faits. Précisément pour éviter les attaques de nuit par les

torpilleurs, les attaques de jour par les sous-marins, les barrages de mines invisibles et possibles dans les eaux peu profondes de la partie sud de la mer du Nord, les Anglais n'ont pas de forces de surveillance ou de blocus rapproché : ils ont retrouvé dans leurs traditions historiques maritimes, qui sont solides et profondément étudiées et méditées, la pratique avantageuse du blocus à distance, qu'ils jugent seule applicable dans les conditions du moment et, basant leur grande flotte sur la rade de Scapa Flow, dans les Orcades, ils se contentent de barrer la sortie de la mer du Nord par des croisières étendues entre la Norvège et les Shetlands.

Les seules opérations offensives permises au commandement en chef allemand sont donc les mouillages de mines par surprise, près des côtes de Grande-Bretagne, et les croisières de sous-marins qui, au grand étonnement et au grand embarras des Anglais, s'étendent jusqu'aux îles Orcades, jusqu'à cette base de Scapa précisément choisie parce qu'on la croyait protégée par son éloignement contre les opérations des torpilleurs (ce qui est exact) et des sous-marins (ce qui ne l'est pas).

Les mouillages de mines par surprise sont possibles, mais dangereux pour les exécutants à cause des forces de patrouille anglaises : le *Königin Luise* avait bien mouillé des mines devant la Tamise, le 5 août 1914, mais il avait été coulé ; si, dans la nuit du 25 au 26 août 1914, le *Nautilus* et l'*Albatros* avaient réussi à poser des mines très au large de la Tyne et de l'Humber, le *Kolberg* et le *Nautilus* avaient dû renoncer à en poser le 17 octobre devant le Firth of Forth, à cause des patrouilles anglaises rencontrées au large ; et ce même jour, 17 octobre, les 4 torpilleurs du commandant Thiele avaient, avant d'avoir réussi à en poser devant la Tamise, été tous coulés par des torpilleurs de patrouille anglais.

Le commandement en chef allemand en concluait que, si l'on voulait continuer ces opérations de mouillage de mines, il fallait soutenir les navires chargés de les effectuer par des forces de combat, capables de refouler les navires de patrouille, par exemple par ces croiseurs de bataille qui sont si forts et si rapides. Mais la grande valeur de ceux-ci incitait à les faire soutenir à quelque distance par des cuirassés. La logique du raisonnement entraînait à faire sortir en soutien toute la flotte de haute mer. On risquait une

rencontre avec la *Grand Fleet*, une bataille décisive. Or, pour des raisons de conduite générale de la guerre, le Kaiser et ses conseillers immédiats, le G. Q. G., le chancelier Bethmann Hollweg, le chef du cabinet naval, amiral von Müller, le chef de l'*Admiralstab*, amiral von Pohl, ne voulaient à aucun prix risquer la flotte : celle-ci devait être maintenue intacte et menaçante, pour continuer à assurer la protection des côtes allemandes de la mer du Nord et la libre navigation dans la Baltique, en effrayant la flotte russe et surtout en exerçant une pression politique sur les trois puissances scandinaves, dont la neutralité était obligatoire pour permettre à l'Allemagne de vivre, à l'armée de se ravitailler et de consacrer l'intégralité de ses forces à sa double tâche, dans l'Est et dans l'Ouest.

Oublieuse, ou inconsciente, des conditions générales de la guerre et des conditions particulières de la guerre sur mer, confiante dans la qualité du personnel et du matériel, jalouse de rivaliser avec les exploits des armées de terre, déconcertée de la forme imprévue que les réalités imposaient aux opérations navales, imbue des théories sur la valeur de l'offensive, formée enfin par la masse des officiers qui, en somme, n'avait ni responsabilité, ni renseignements suffisants, l'opinion générale des officiers de marine avait poussé le commandant en chef, un peu malgré lui semble-t-il, à réclamer plus de liberté d'action, au risque d'une bataille générale, que certains, poussés par la théorie ou la passion du jeu, envisageaient comme nécessaire. Il est difficile de dire si ces derniers voyaient juste : c'était un coup de dés, avec de grandes probabilités de perte. Ce qu'on peut dire aujourd'hui, c'est que le moment de risquer ce coup de dés était bien le moment dont je vais vous parler, je veux dire ces mois de novembre et décembre 1914, où des navires nombreux et importants de la flotte anglaise étaient répandus sur la surface entière des océans à la poursuite des croiseurs allemands de von Spee, si difficiles à localiser. Des discussions assez acerbes entre les amiraux du G. Q. G., le secrétaire d'Etat Tirpitz, la fraction de l'Etat-Major général de la Marine restée à Berlin, le commandement en chef de la flotte aboutirent, le 6 octobre, à une décision basée sur les raisons déjà écrites, de ne pas exposer la flotte à des rencontres avec des forces supérieures, et même, de ne pas l'exposer à des actions

pouvant entraîner de grosses pertes, tout en continuant la guerre de mines et de sous-marins.

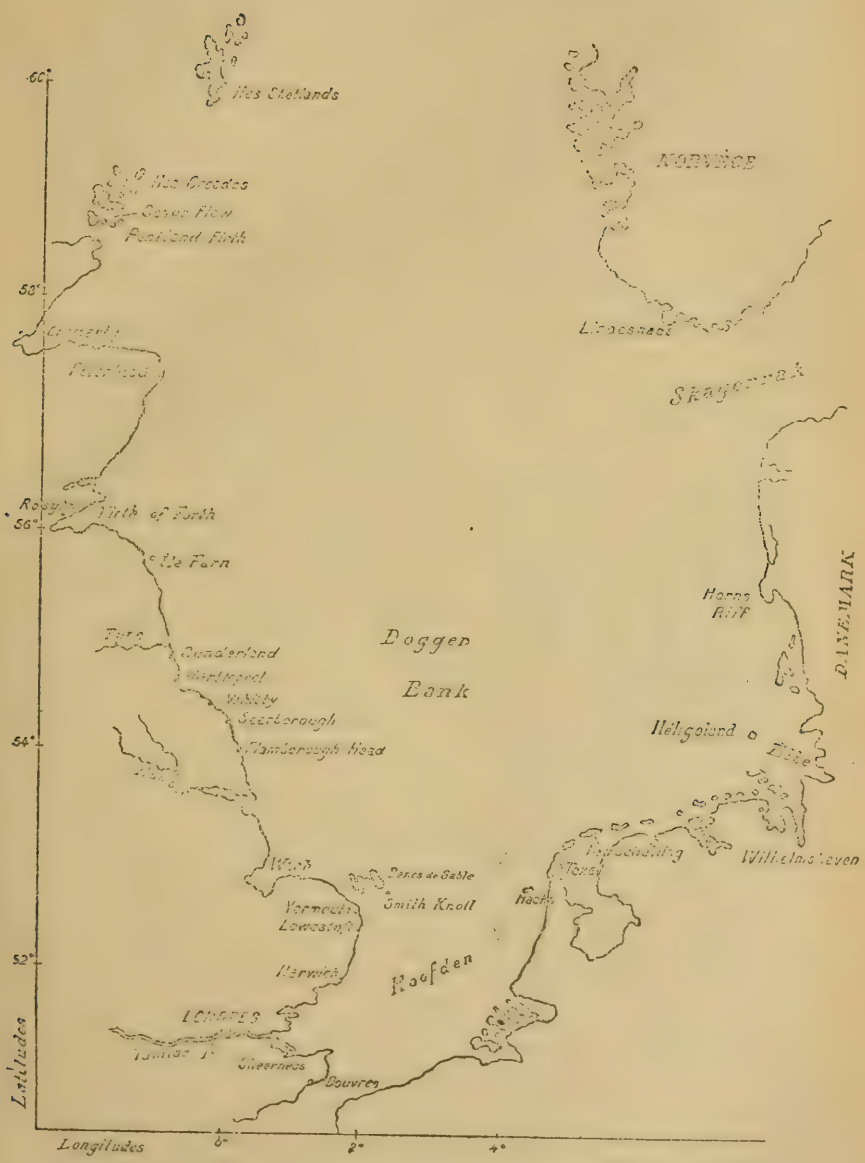
L'embarras du commandement était grand. Les renseignements qu'il avait sur la position des forces anglaises étaient médiocres : la situation insulaire de la Grande-Bretagne faisait très aléatoire et très lente la transmission des renseignements d'agents, renseignements qu'il était d'ailleurs très difficile de recueillir à cause de la situation de la base principale de la flotte dans les îles perdues des Orcades. D'ailleurs, la valeur de ces renseignements, excellente et nécessaire à beaucoup de points de vue, est à peu près nulle, relativement aux positions momentanées des navires de guerre : ceux-ci se déplacent trop rapidement et dans des directions trop variables et impossibles à prévoir ; en une vingtaine d'heures, la *Grand Fleet* toute entière, avec tous ses moyens de combat, pouvait être à 6 ou 700 kilomètres du point où elle avait été reconnue.

Cependant, depuis le milieu d'octobre, ces renseignements d'agents signalaient avec persistance la présence de grandes forces navales anglaises dans l'Ouest de l'Ecosse et même en Irlande : craignant des attaques de sous-marins dans la rade encore non protégée de Scapa, l'amiral Jellicoe avait, en effet, adopté momentanément comme bases de la *Grand Fleet*, Loch Ewe et Loch Na Keal en Ecosse et aux Hébrides, Lough Swilly en Irlande. Les expéditions de sous-marins à travers la mer du Nord confirmaient ces dires : la mer du Nord avait paru vide de grandes escadres, vide même de grands navires de bataille.

I

Après les insuccès du 17 octobre, déjà signalés (destruction des 4 torpilleurs mouilleurs de mines ; échecs du *Kolberg* et du *Nautilus*), le commandement en chef crut donc pouvoir revenir à la charge et se risquer, le 28 octobre, à proposer à l'agrément obligatoire du Kaiser, par l'intermédiaire du chef de l'*Admiralstab*, l'opération de mouillage de mines ci-après :

Le mouillage de mines devait avoir lieu auprès de Yarmouth, à la sortie des chenaux, que des renseignements précis (recueillis sur le vapeur anglais *Glitra* capturé et détruit le 17


Iles Shetlands
Iles Orcades
Pentland Firth
Firth of Forth
Ile Farn
Dogger
Bank
Scarborough
Flamborough Head
Smith Knoll
Hoofden
Sheerness
Douvres
Horns
Riff
Héligoland
Wilhelmshaven
Skagerrak
Latitudes
Longitudes
60°
58°
56°
54°
52°
0°
2°
4°

octobre par le sous-marin U. 17) montraient comme utilisés par la navigation commerciale, très active sur la côte Est d'Angleterre ; pendant ce temps les croiseurs de bataille s'avanceraient jusqu'à la ligne Smiths Knoll-bateau feu Haak pour soutenir éventuellement les mouilleurs de mines et pour détruire les forces de patrouille anglaises qui s'y trouveraient ; les Ie et IIIe escadres de cuirassés avec leurs croiseurs d'éclairage se trouveraient à ce moment environ à 40 milles au N. du bateau feu de Terschelling et, avec une ligne de sous-marins, dans l'Ouest, serviraient, bien qu'éloignés de près de 170 kilomètres, de position de repli aux croiseurs de bataille. Comme on le voit, il n'était pas question de bombarder les côtes anglaises ; ce fut pourtant cette opération qui donna lieu, sans que le Kaiser et l'*Admiralstab* en fussent avertis, semble-t-il, au premier bombardement de ces côtes.

Yarmouth est le port le plus rapproché des côtes allemandes, et il en est à environ 400 kilomètres ; il est en même temps très éloigné, relativement, de Scapa (plus de 800 kilomètres). Profitant de la longueur de la nuit à cette époque, les croiseurs allemands pouvaient quitter de nuit la baie allemande et se trouver au petit jour en position de mouiller leurs mines. Dans l'obscurité, naviguant comme de coutume les feux masqués, ils devaient passer inaperçus des très rares navires de patrouille anglais et agir par surprise. Etant donnés les renseignements que l'on avait sur la position des forces anglaises, les Allemands avaient quasi certitude de ne pas rencontrer des forces navales supérieures et ne pouvaient craindre que des sous-marins anglais au retour ; encore cette éventualité était-elle peu probable et présentait-elle peu de risques.

Le 29 octobre, pressé sans doute par des renseignements, le commandement demande par télégramme l'autorisation d'exécuter l'expédition proposée. Cette autorisation est donnée : sans doute les renseignements du moment enlevaient-ils toute crainte au Chef de l'*Admiralstab* et au Kaiser ; cependant ceux-ci recommandaient de se servir d'un éclairage par croiseurs, dirigeables et avions, dans le nord de la *Hochseeflotte*. On sent dans les textes une certaine émotion fébrile, l'émotion d'un premier pas. Cette émotion était évidemment partagée par la flotte : on discutait et rediscutait, dans les états-majors amiraux, les mesures à prendre et les chances de succès. Au milieu de ces discussions, quelqu'un fit remarquer

qu'en mouillant des mines en plein jour près de la côte anglaise, on portait un coup d'épée dans l'eau, puisque les Anglais avaient toute chance d'observer ce mouillage, et par conséquent d'éviter, puis de draguer ces mines ; l'amiral Hipper, commandant les forces d'éclairage, ne voulait plus, comme une mère poule de ses poussins, s'éloigner si peu que ce soit de ses croiseurs légers, et il comptait les accompagner avec ses croiseurs de bataille jusque sur la côte anglaise ; il proposa alors, au dernier moment, semble-t-il, de détourner l'attention des Anglais en lançant sur le port de Yarmouth, dont il se trouverait alors à portée de tir, quelques obus. Cette proposition est l'origine des bombardements, de la côte anglaise. Une tempête d'Est fit retarder de 3 ou 4 jours l'opération projetée.

Enfin, le 2 novembre, à 16 h. 30 (1), l'amiral Hipper part avec 4 croiseurs de bataille et 4 croiseurs légers ; il a tellement crainte de ne pas pouvoir courir assez vite, s'il est poursuivi, et de voir les torpilleurs, qu'il devait emmener, être forcés de réduire leur vitesse par une grosse mer possible, qu'il renonce à leur escorte, pourtant si utile (mais à l'époque on ne la jugeait pas encore indispensable) contre les sous-marins. Il fait un petit crochet vers le Nord pour dépister les sous-marins anglais qui pourraient se trouver dans le voisinage. Le temps est très sombre, l'horizon brouillé ne permet pas de faire le point par observations des hauteurs d'astres. Jusqu'à la longitude de Tershelling, la mer est déserte. Ensuite de petites masses sombres, de petits feux brillant dans la nuit : ce sont des bateaux de pêche. Parmi eux, les Allemands soupçonnent des navires de patrouille anglais et font écouter par leurs postes de T. S. F. des émissions possibles : on n'entend rien. Le petit jour gris arrive ; les navires de pêche anglais arborent leur pavillon, ils se croient en présence de navires amis. Mais on approche de la côte et des bancs dangereux, au sud et très près desquels on doit passer. Hipper demande à ses croiseurs leur position estimée : il y a des variantes de 10 milles (18 kilomètres), et cependant l'erreur est beaucoup plus grande : le navire amiral se croit 20 milles (37 kilomètres) plus près de terre qu'il n'est en réalité. N'en soyons pas trop éton-

(1) Toutes les heures mentionnées ici sont des heures allemandes, c'est-à-dire sont en avance d'une heure sur le temps moyen de Greenwich et par suite d'à peu près autant sur le temps solaire vrai près des côtes d'Angleterre.

nés : les courants sont très irréguliers en mer du Nord ; les navires allemands avaient fait quelques crochets pour éviter ou pour examiner des navires aperçus; et, d'ailleurs, on a toujours tendance à forcer les estimations dans un sens défavorable quand on approche d'un danger. La visibilité est médiocre ; les bouées, les bateaux feux marquant les bancs de la côte anglaise ont pu être déplacés, les difficultés de l'opération se montrent : on ne sait pas bien où l'on est, on risque de s'échouer. Dès 6 h. 30, Hipper fait commencer, au jugé et à de larges intervalles, pas du tout aux points prévus, un mouillage de mines qu'il interrompt à diverses reprises. Enfin, avec près d'une heure de retard, une bouée portant un nom de banc quelques coups de sonde, la silhouette caractéristique d'un bateau feu permettent de se reconnaître. Se détachant d'une bande sombre qui, sous un voile de brume gris, indique la terre, apparaissent à 7 ou 8.000 mètres deux petits torpilleurs de patrouille anglais, qui font un signal de reconnaissance. Hipper se dirige sur eux. Dans la hâte et l'émoi d'une première affaire, le feu est ouvert en très grand désordre contre ces navires, puis une centaine d'obus sont lancés contre la ligne du rivage, qu'on devine tout juste, à une distance qui est appréciée très différemment (13 à 20.000 mètres !) par les navires allemands. Il n'est pas étonnant que les résultats en soient quasi nuls. Les 250 coups tirés sur les navires de patrouille anglais ne sont pas plus efficaces ; ces navires s'échappent dans la brume et dans la fumée. L'affaire est très courte et dure de 8 h. 12 à 8 h. 26. Les croiseurs allemands se sauvent et rentrent sans encombre.

Les Anglais sont tout à fait surpris. C'est le bruit des tirs simultanés contre la côte et les navires de patrouille qui leur révèle la présence des navires allemands, invisibles dans la brume. Trois sous-marins, qui allaient quitter Yarmouth, se hâtent de leurs faibles jambes, et, bien entendu ne peuvent arriver sur les lieux que près d'une heure trop tard ; l'un d'eux saute sur une mine. Je ne puis ici donner le détail des ordres et mouvements un peu désordonnés et décousus que provoquent, aux divers échelons du commandement, les renseignements incomplets qui leur parviennent successivement. Je dirai seulement que l'Amirauté a cru un moment que ce bombardement insignifiant n'était qu'une feinte préliminaire à des opérations plus sérieuses, soit contre les forces navales anglaises

coopérant aux combats qui se livraient alors à l'embouchure de l'Yser, soit encore, malgré l'invraisemblance, pour effectuer un débarquement. Les forces principales anglaises à Lough Swilly (Irlande), à Scapa, dans la Manche, sont mises en mouvement. Mais, comme on s'aperçoit très vite que les forces allemandes rentrent chez elles, l'émoi se calme, et on examine la situation.

Il est manifestement impossible d'empêcher le renouvellement d'une semblable incursion, si l'on n'est pas prévenu des mouvements des forces navales allemandes, dès leur départ, que dis-je ? dès avant leur départ, s'il s'agit d'une incursion sur une bonne partie de la côte Est d'Angleterre (1). On ne peut avoir la prétention de maintenir des sous-marins en patrouille continuelle, et, d'ailleurs sans doute insuffisante, ou de mouiller des mines, dangereuses aussi pour les amis, devant tous les points menacés. On ne peut et on ne veut maintenir des navires de surface en croisière près des côtes allemandes, pour voir et signaler les forces navales allemandes prenant la mer ; et puis il faudrait compter sur les nuits sombres, sur la brume. Les sous-marins anglais qui, en petit nombre, veillent dans la baie allemande voient très mal : qu'est-ce que deux ou trois petits cercles de huit ou dix kilomètres de rayon sur la surface de cette mer ? Enfin leur T. S. F. est tout à fait insuffisante à cette époque.

Le problème serait donc insoluble si, à ce moment même, d'après des publications de personnes qualifiées : Fisher, Premier Lord naval, Filson Young, officier de complément à l'Etat-Major de Beatty, les Anglais ne parvenaient à monter un admirable système de captation et de déchiffrement des radiotélégrammes ennemis, en même temps qu'une organisation de stations radiogoniométriques très nombreuses qui leur font connaître les directions dans lesquelles se trouvent les navires émetteurs d'un signal de T. S. F. (2). Avec deux ou trois directions simultanées, on a donc leur position approximative ; mais il faut encore connaître le nom du navire émet-

(1) Songez que *grosso modo* il y a seulement de 4 à 600 kilomètres d'Héligoland aux ports de cette côte entre Yarmouth et l'île Farn, que la distance de ces mêmes ports à Scapa varie de 500 à 800 kilomètres, qu'il faut plus de cinq heures pour allumer les feux et faire sortir la *Grand Fleet*, que cinq heures à 20 nœuds font encore 185 kilomètres.

(2) Voir Fischer, *Memories*. Londres, Hodder, 1919, in-8, *passim* ; et Filson Young, *With the Battle Cruisers*. Londres, Cassell, 1921, in-8, p. 127.

teur, le distinguer entre mille autres, il faut encore traduire la série de chiffres ou de lettres lancée dans l'espace, il faut comprendre l'importance de la traduction, la situer, en tirer des conclusions. Et il faut faire tout cela avec une certitude presqu'absolue et suffisamment vite, pour en obtenir une valeur pratique pour les mouvements des flottes. Ce ne peut être réalisé que par une organisation gigantesque et méthodique, centralisée à terre et à l'aide d'un puissant service de renseignements. Les Allemands, bien qu'occasionnellement en possession de codes et de chiffres anglais, ne savent le faire (1), pendant les deux premières années de la guerre, c'est-à-dire pendant la période qui nous occupe. Mais l'Amirauté y réussit, elle croit même y réussir si parfaitement que Fisher et Filson Young prétendent, dans leurs publications, que les Anglais lisaient clairement tout ce que disaient les Allemands ; ils exagèrent sans doute, il y avait des trous, pas mal de trous ; mais il est aujourd'hui facile de constater, d'après les ouvrages déjà cités de Fisher et de Filson Young, de l'Amirauté allemande, et aussi de Jellicoe ou de l'Amirauté britannique, que des positions de navires allemands ont été retransmises aux navires anglais 8 minutes après l'émission révélatrice, et des traductions de télégrammes une heure, une heure un quart après leur envoi par les Alle-

(1) Dans le 3e volume de la publication officielle du Marine Archiv : *Krieg in der Nordsee*, Berlin, Mittler, 1922, p. 98, note, on lit :

« Il est très remarquable que les Anglais aient déjà (en décembre 1914) employé ce procédé (le déchiffrement)... Il n'est pas non plus impossible que, par une observation systématique et grandiosement organisée des communications radiotélégraphiques allemandes et par des recherches de déchiffrement conséquentes, ils n'aient découvert les procédés de chiffrement des radiotélégrammes allemands, procédés, qui, d'après les connaissances actuelles, n'utilisaient que des clefs très peu sûres. Nous (les Allemands) l'avons bien réussi, à notre tour, mais sans doute après que l'installation de stations d'observation de T. S. F. à terre eût remédié à nos très défectueux préparatifs de guerre à ce sujet. Au moment en question, le centre de gravité des services allemands d'observation de T. S. F. résidait dans les stations flottantes de la Hochseeflotte, dont plusieurs sans doute étaient chargées d'observer les communications ennemies sur diverses longueurs d'onde. Mais, bien que l'Admiralstab envoyât des clefs prétendues employées en Angleterre, le service de déchiffrement ainsi constitué travaillait trop lourdement et trop lentement pour que les radiotélégrammes anglais captés fussent traduits aussitôt et pussent être utilisés par le commandement pour ses décisions. On ne reconnut malheureusement pas assez tôt que les Anglais étaient en situation de déchiffrer les radiotélégrammes allemands, et il en résulta un désavantage stratégique considérable pour le commandement de la flotte allemande. »

mands. Et pareil fait prouve une organisation prodigieuse, dont Filson Young fait honneur au capitaine de vaisseau Reginald Hall. Jusqu'à la fin de la guerre, avec, je crois, la seule exception d'avril 1918, les forces anglaises connaîtront la sortie des forces principales allemandes *dès avant leur départ,* elles connaîtront souvent leur composition, parfois leurs points de direction probables ; elles pourront, mais par intervalles trop larges et trop irréguliers, déterminer quelques-unes de leurs positions successives. Il peut paraître étonnant que, dans ces conditions, les Anglais n'aient pas réussi à écraser les forces allemandes lors des sorties qui menaient celles-ci suffisamment loin. Mais des circonstances de mer, de visibilité, d'erreurs de navigation, dans une certaine mesure aussi les silences de T. S. F. des Allemands qui se méfient, mais ne peuvent se taire entièrement, l'éloignement de la base de Scapa, et quelques défauts d'organisation et de commandement anglais, une ou deux chances extraordinaires, ont sauvé les Allemands d'un désastre lors de ces sorties, si peu nombreuses d'ailleurs qu'on peut rapidement les énumérer toutes : bombardements d'Hartlepool (16 décembre 1914), de Lowestoft (25 avril 1916), Dogger Bank (24 janvier 1915), Jutland (31 mai 1916 et 19 août 1916). Après cette date, quand les Allemands se rendirent compte des dangers courus, ils ne s'éloignèrent plus de leurs bases, sauf une fois en avril 1918.

Se basant donc sur le bon fonctionnement de ce service, les Anglais, à la suite du bombardement de Yarmouth, procèdent seulement à un regroupement de leurs forces. Ils ne croient pas que les Allemands risqueront le gros de leur flotte et veulent seulement parer à de nouvelles incursions de bombardement (à la guerre on croit toujours au renouvellement de ce qui est arrivé en dernier lieu) ou à des débarquements (l'épouvantail d'un débarquement a été tellement agité en Angleterre qu'il en est resté quelque chose, beaucoup même, dans la vision de têtes pourtant calmes et lucides, comme celles de bien des chefs de l'Amirauté et de l'armée britannique). La *Grand Fleet* retourne à Scapa, malgré les dangers que présente ce mouillage à peine protégé ; une de ses escadres sera toujours prête à appareiller ; les croiseurs de bataille sont détachés à Cromarty ce qui ne les rapproche guère ; à chacune des deux extrémités des côtes exposées, à Rosyth et à Sheerness, il y a respectivement la 3e escadre et la 5e escadre de

cuirassés. A Rosyth est encore la 3e escadre de croiseurs, à Harwich deux flotilles de torpilleurs avec quelques croiseurs légers et les grands sous-marins. Enfin de vieux cuirassés sont dans l'Humber et la Tyne, des canonnières dans le Wash, des navires de patrouille et quelques sous-marins côtiers un peu partout. L'Amirauté commandera les mouvements des forces de la zone située au sud de Flamborough Head, Jellicoe ceux de la zone sise au nord. A la mer, une fois les escadres réunies, Jellicoe commandera le tout. C'est dans cette disposition (1) que ces forces se trouveront lors du deuxième bombardement de la côte anglaise, le 16 décembre 1914, à Scarborough et Hartlepool.

II

Les Allemands, en effet, ont été très satisfaits et très encouragés par l'heureuse issue de l'opération un peu hâtive et fébrile contre Yarmouth. Tout en reconnaissant l'insignifiance des résultats matériels obtenus, ils se rendent compte de ce qu'on peut attendre d'une opération de bombardement bien prévue, menée avec confiance, et spécialement préparée.

Examinant encore les documents confidentiels pris sur le *Glitra,* ils constatent que devant Scarborough et Hartlepool il existe un large passage signalé comme libre de mines, qu'il est recommandé de suivre la côte anglaise de très près aux navires faisant route le long de celle-ci. Aux approches des ports envisagés, les terres sont hautes, faciles à reconnaître, les eaux sont profondes ; la navigation sera plus facile. On pense d'ailleurs à faire vérifier ces renseignements par des observations prises d'un sous-marin, le U. 27, qui, sans se faire voir, séjourne dans ces parages du 21 au 26 novembre. L'opération est décidée pour le 29, puis remise par les Allemands, dont le service de renseignements signale que les Anglais en ont eu connaissance par déchiffrement de télégrammes. La clef de chiffrement est changée, mais, comme ils

(1) Elle a été vivement critiquée, mais ce n'est pas le lieu d'examiner ces discussions techniques. Ces mesures étaient prises d'ailleurs d'après l'avis de vieux et sages amiraux anglais qui ont un peu trop confiance dans le vieux matériel et les vieilles théories traditionnelles.

l'avouent aujourd'hui (1) les Allemands ne sont pas, à cette époque, très forts en cryptographie ; ce changement est insuffisant pour dérouter les services de renseignements anglais bien montés, bien dressés et bien pourvus : l'Amirauté n'en est pas gênée, nous disent Fisher et Filson Young ; la suite d'ailleurs le prouve.

Sachant par les allusions de la presse et par d'autres renseignements (on en parlait à Londres dans les milieux bien informés) que des croiseurs de bataille anglais ont été envoyés dans l'Atlantique à la recherche de Spee (ces renseignements paraissent se confirmer le 10 décembre avec les nouvelles du succès de l'amiral Sturdee aux Falklands), l'*Admiralstab* de Berlin insiste pour qu'on reprenne le projet : les croiseurs de bataille et quelques croiseurs légers doivent, en deux groupes, bombarder simultanément Hartlepool et Scarborough, pendant qu'un croiseur léger posera des mines en travers du chenal de navigation imposé par l'Amirauté. Le gros des forces doit s'avancer jusqu'à une position de rendez-vous située à 200 kilomètres environ dans l'est d'Hartlepool, et y attendre, en croisant, le ralliement des forces ayant bombardé la côte anglaise.

La distance entre Hartlepool et la côte allemande est trop considérable pour être parcourue en une nuit, et, comme on veut arriver avec le lever du jour sur les côtes anglaises, pour échapper à la vue des forces de patrouille, il faut bien faire une partie de la route de jour. Hipper, avec ses 5 croiseurs de bataille, 4 croiseurs légers et 2 flotilles de torpilleurs, appareille donc, le 15 à 3 heures du matin, pour passer de nuit dans la région où les sous-marins ou chalutiers de patrouille anglais peuvent être en surveillance des mouvements de la flotte allemande. Il court ensuite au nord-ouest jusqu'à la nuit, comme s'il voulait sortir de la mer du Nord, afin de tromper les navires qui pourraient le voir. A la nuit il pique droit sur Whitby. Il fait beau, les croiseurs allemands voient, et cherchent à éviter le voisinage de quelques navires de pêche. Mais, à la fin de la nuit, en approchant de terre, le temps force tellement qu'Hipper doit renvoyer à 7 h. 35 ses torpilleurs et ses croiseurs légers ; ceux-ci ont signalé à 7 h. 08 que la mer est très grosse près de terre et qu'ils ne pourront

(1) Voir la note p. 204.

sans doute continuer leur route avec les torpilleurs qui ne pourraient suivre à grande vitesse ; se passant de leur aide et de leur protection contre des sous-marins éventuels, mais peu probables, l'amiral allemand poursuit sa route, enhardi par l'expérience du 3 novembre. La côte apparaît, d'abord confuse, signalée par les lueurs des hauts fourneaux ; vers 7 h. 40, les hautes terres de Whitby sont en vue sous des voiles de brouillard ; comme il avait été convenu, les navires allemands se séparent en deux groupes.

Le premier fait route très près de terre (à 2 ou 3 kilomètres), comme le recommandent les documents confidentiels anglais surpris, pendant 20 ou 30 minutes : cette assurance, presque imprudente, détone avec l'émoi fébrile de l'opération devant Yarmouth. Elle est d'aillleurs sans inconvénient : le jour se levait pourtant ; la portée de visibilité variait de 5 à 10 kilomètres et, bien qu'à 8 h. 14 le premier groupe aperçoive Hartlepool, ce n'est qu'à 8 h. 45 que les stations-vigies de la côte anglaise lui font des signaux de reconnaissance ; mais les Allemands, qui connaissent ces signaux, y répondent correctement. Ils sont donc pris pour des Anglais et signalés comme tels, bien que les services de patrouille de la côte aient été alertés depuis la veille par l'Amirauté.

Cette erreur est dévoilée un quart d'heure plus tard : vers 9 heures, au moment où ils arrivent devant Hartlepool, les croiseurs allemands canonnent, de 5 à 7.000 mètres, 4 torpilleurs anglais brusquement apparus sortant des voiles de brouillard déchiquetés par la tempête ; dans la grosse mer, et devant le feu des Allemands, ces torpilleurs renoncent à s'approcher pour lancer leurs torpilles (bien que les Allemands prétendent en avoir vu trois passer près d'eux) ; ils font demi tour ; les Allemands, préoccupés par le bombardement à effectuer, ne les poursuivent pas (le tir a duré 7 minutes, de 9 h. 09 à 9 h. 16) ; les torpilleurs disparaissent dans la brume et la fumée sans grands dommages, bien que les Allemands aient cru en voir couler deux. On croit toujours que l'ennemi a reçu plus de mal qu'il n'est vrai, et on croit aussi avoir échappé à des dangers bien plus grands que ceux auxquels on a été exposé. Ayant donc tiré pendant environ 7 minutes, les Allemands poursuivent leur route à petite vitesse, prennent les positions de bombardement prévues, où très tranquillement, avec une audace qui frise l'imprudence, ils se tiennent environ vingt

minutes (9 h. 26 à 9 h. 46), à des distances de 2 à 5.000 mètres. Il y a là deux faibles batteries anglaises (en tout 3 canons de 152 m/m) qui ne sont pas intervenues quand les Allemands, déjà à leur portée, ont canonné les torpilleurs anglais, mais qui répondent maintenant aussitôt, et assez mal, à travers la fumée et la poussière des obus allemands, en touchant quatre fois le *Blücher*, trois fois le *Seydlitz* et une fois le *Moltke*, tuant et blessant une dizaine d'hommes, mais sans produire des effets de quelque importance. Les Allemands, eux, dirigent leurs tirs sur les batteries, les usines, les chantiers de construction, l'entrée du port. Le bombardement ne dure que 16 minutes, mais on tire vite sur mer, surtout de si près : 1.150 obus de petit et moyen calibre sont lancés et causent de nombreux dégâts aux usines, aux chantiers de construction, et aussi à sept églises, cinq hôtels et plus de deux cents maisons particulières où de nombreux habitants de tout sexe et de tout âge sont tués ou blessés. Et pourtant ces obus sont destinés à des tirs contre des navires protégés et sont de peu d'efficacité contre la terre : beaucoup n'éclatent pas, leurs fusées à retardement n'éprouvant pas les chocs suffisants : les Allemands, pourtant si méthodiques, n'avaient pas prévu les bombardements contre la côte anglaise et avaient négligé de créer un matériel spécial ; et ils n'emploient pas leurs canons de gros calibre. Le petit croiseur anglais *Patrol* est touché, en sortant du port pour courir à l'ennemi ; il s'échoue sur la barre, où l'eau n'est pas assez haute par la grosse mer. Le petit sous-marin détaché à la défense d'Hartlepool, et ignoré des Allemands, le C. 9, n'est pas de veille en mer, mais il est alerté depuis minuit ; il sort au milieu des obus, et malgré des chocs violents sur la barre, il réussit à gagner le large et s'approche des Allemands pour leur lancer une torpille : à 9 h. 55 (d'après les croquis, toujours douteux) il ne serait guère qu'à 1.800 ou 2.000 mètres des navires allemands ; mais ceux-ci s'éloignent rapidement, la torpille d'ancien modèle ne pourrait les atteindre ; à deux ou trois minutes, le C. 9 aurait donc manqué son occasion. Le premier groupe allemand se dirige ainsi sans encombre vers le rendez-vous prescrit au second groupe.

Celui-ci a couru vers le Sud, longeant la terre de très près pendant une demi-heure, avant de bombarder la vigie, les casernes, la gare, la station de T. S. F. et la ville sans défense de Scarborough, en lançant, de 9 h. 00 à 9 h. 23, 333 obus de

15 c/m et 443 de 8 c/m, 8. Pendant ce temps, malgré la grosse mer, le croiseur léger *Kolberg* pose ses mines (9 h. 14 à 9 h. 41) un peu au sud (3 milles, 5) de Scarborough, exactement en travers du chenal imposé à la navigation par l'Amirauté.

Le 2e groupe remonte alors vers le Nord, bombarde en passant la station vigie, et par suite aussi les maisons voisines, de Whitby (106 coups de 15 c/m et 82 de 8 c/m,8 entre 10 h. 05 et 10 h. 06) ; le mât de signaux est abattu. A 10 h. 31, les deux groupes allemands se retrouvent ; le rassemblement se fait en fuite vers l'Est. Il y a plus de deux heures et demie qu'ils sont près de la côte.

Pendant ces mouvements des navires d'Hipper, des événements importants s'étaient passés en arrière. Le gros des forces allemandes était parti, à la tombée de la nuit, des estuaires de la Jade et de l'Elbe ; précédé à quelque dix ou douze kilomètres par un rideau de croiseurs et de torpilleurs, il s'avançait sans encombre vers le point de rendez-vous (54° 41' N. 2° 58' E.) qu'il devait atteindre à 7 h. 00 : quand à 6 h. 30, encore en pleine nuit, un torpilleur, à l'extrême aile droite de l'avant-garde allemande, alors en dehors de la formation pour aller reconnaître un navire de pêche, aperçoit cinq masses sombres : ce sont les torpilleurs anglais, en avant-garde eux aussi, qui le canonnent sans succès. Aussitôt averti, le commandant en chef allemand von Ingenohl fait fuir ses escadres dans la direction opposée « pour éviter, dit-il, une attaque des flotilles anglaises, par cette nuit très sombre ». Bien qu'à 7 h. 10 les torpilleurs anglais aient disparu, bien que le jour approche, Ingenohl ne reprend pas sa route vers le rendez-vous ; il se dirige vers ses bases, tant il craint d'en être coupé, tant il se sent mal à l'aise en supposant des forces anglaises, de composition ignorée, dans le voisinage. Il est vrai qu'il ne peut compter sur l'éclairage aérien recommandé par le Haut Commandement, ni sur un éclairage sérieux par ses croiseurs trop faibles, numériquement et individuellement, et de vitesse trop réduite par rapport à l'ennemi et à leurs propres cuirassés. Il est vrai qu'il a cru aussi avoir dépassé la limite permise pour l'emploi à distance de ses cuirassés sans autorisation spéciale.

Mais, chose beaucoup plus grave, Ingenohl n'avertit pas de sa décision les forces qu'il a lancées contre la côte anglaise

sous les ordres d'Hipper (1). Même quand celui-ci, à 10 h. 44, signale qu'il a terminé son opération, la *Hochseeflotte* ne lui annonce pas qu'elle n'est pas au point prévu. Ce n'est qu'à 11 h. 43, et sur demande d'Hipper, qu'Ingenohl annonce à celui-ci que le gros des forces allemandes regagne ses ports à toute vitesse et se trouve à plus de 150 milles (près de 300 kilomètres) des croiseurs de bataille. Ceux-ci se sentent abandonnés et gravement compromis quand, à 12 h. 39, ils reçoivent l'avis que les croiseurs légers (qui, on s'en souvient, ont été renvoyés à cause du mauvais temps) sont tombés sur le « gros de l'ennemi », disent-ils, et ce à environ 100 kilomètres dans l'est d'Hipper, sur la route de retour de celui-ci (2). Dans les grains de pluie, les bandes de brouillard qui troublent et font varier de 4 à 14.000 mètres la visibilité, grâce à d'habiles et alertes mouvements et à l'emploi des signaux de reconnaissance anglais surpris, par suite aussi d'erreurs de manœuvre ennemies, les croiseurs légers en question réussissent à échapper successivement à la vue des deux groupes de forces anglaises, et rentrent sans encombre.

L'amiral Hipper, lui, hésite un moment. A 12 h. 45, il pense d'abord s'échapper par le sud, par la route la plus directe, qui, en même temps, le rapproche de ses croiseurs légers qu'il a renvoyés, mais dont il est responsable. Mais quand vers 13 h. 35, par un signal du *Stralsund*, il a connaissance de la présence dans les forces anglaises des croiseurs de bataille de Beatty, plus rapides et plus puissants que les siens, il se décide, pour éviter, si possible, de se laisser voir par des navires anglais quelconques, à faire un crochet vers le nord là où, selon toutes vraisemblances, on n'ira pas le chercher, là où il a le plus de chances de n'être pas vu avant la nuit. Il maintient ses forces groupées, malgré les conseils du commandant du rapide *Derfflinger* (von Reuter), qui voudrait laisser les croiseurs de bataille se disperser et profiter de leur vitesse ; et il les ramène vers Heligoland, malgré les propositions du *Moltke* (von Levetzow) et du *Derfflinger* qui, craignant que les Anglais ne les guettent dans la baie allemande, avec au

(1) Ce n'est pas pour garder un silence de T. S. F., car il se sert à plusieurs reprises de celle-ci pour des ordres à donner au gros des forces.

(2) Pour comprendre ces mouvements en apparence embrouillés, il faut bien se souvenir de la séparation des forces allemandes en trois groupes : 1° Hipper, 2° ses croiseurs légers renvoyés, et 3° le gros des forces avec Ingenohl.

moins des torpilleurs et des sous-marins, voudraient qu'on passe au nord du Danemark, et qu'on rentre par le passage délicat et dangereux du petit Belt. Ces détails montrent l'inquiétude régnant dans la division si exposée. Elle rentre pourtant, non sans s'être dispersée accidentellement dans la nuit ténébreuse, et avoir péniblement atterri à la sonde.

Jusqu'ici, comme vous l'avez remarqué, je ne vous ai guère parlé que des mouvements des Allemands ; c'est afin de vous permettre de mieux juger les coups. Comme je l'ai noté ailleurs (1), ce n'est pas sur ce qui s'est passé réellement, sur des graphiques établis après coup, que les décisions sont prises à la guerre, mais bien d'après les renseignements incomplets, souvent faux, souvent contradictoires, que les chefs ont au moment même, selon les impressions que ces renseignements et les événements éveillent en eux. Je vais vous dire ce qu'ont fait les Anglais, mais très brièvement : si je vous disais tout ce que l'on sait sur ces opérations de bombardement, ce que l'on suppose, et si je commentais tout cela, il faudrait lire des volumes, étaler des atlas de plans.

En somme, malgré l'aide apportée par la brillante organisation dont je vous ai parlé, les Anglais ont joué un peu à colin-maillard, leurs mouvements ont été assez désordonnés. Mais il ne faut pas en rire, ni leur jeter la pierre : c'est la « loi de la mer », comme dirait Kipling. Les renseignements sont vagues, incomplets, contradictoires, les situations changent de la façon la plus inattendue sur un champ d'opérations où toutes les directions sont permises, et où l'on passe son temps à poursuivre un ennemi qu'on ne voit pas, et dont on apprend, par intervalles désordonnés, de très rares positions, souvent inconciliables avec les suppositions logiques.

Donc, par déchiffrement d'un T. S. F. allemand, nous dit Filson Young, les Anglais savent, dans la nuit du 14 au 15 décembre, que « 4 croiseurs de bataille, 5 croiseurs légers et des torpilleurs doivent quitter l'Ems (c'était la Jade), le 15 au matin », pour une opération sur les côtes anglaises. Vous voyez l'imperfection du renseignement : l'Amirauté et Jellicoe ignorent que la *Hochseeflotte* sort en soutien ; ils ne savent pas où le coup doit frapper. Ils mettent en jeu le dispositif prévu pour prévenir un débarquement ou intercepter les

(1) *Revue Maritime*, octobre 1921 et mars 1923.

croiseurs retour d'un raid. Les 3e et 5e escadres de bataille, respectivement à Rosyth et à Sheerness, sont alertées, ainsi que les forces d'Harwich, (qui vont prendre poste devant Yarmouth où l'Amirauté les retient), et tout le service de patrouille (1) qui envoie croiser quelques torpilleurs devant les côtes. L'escadre de cuirassés de veille à Scapa sort, mais 2 croiseurs et tous les torpilleurs qui doivent l'accompagner sont contraints de rebrousser chemin, non sans avaries, par la mer terrible creusée par le vent et le courant, dans le Pentland Firth. Cette escadre, la 2e (6 cuirassés), commandée par le vice-amiral Warrender, va rejoindre l'escadre de croiseurs de bataille (4 bâtiments) de Beatty qui sort de Cromarty avec 7 torpilleurs, et la 3e escadre de croiseurs (4 bâtiments) qui sort de Rosyth. La 1re escadre de croiseurs légers (commodore Goodenough) rejoint Beatty en venant de Scapa.

L'amiral Warrender, qui commande le groupe des forces mobiles chargé d'intercepter les forces allemandes revenant d'un raid, fait route sur un point qu'il doit atteindre à 8 h. 30, le 16 (par 54°10'N. et 3°00'E.), et qui se trouve donc à une cinquantaine de kilomètres au sud du point où le gros des forces allemandes doit, à partir de 7 heures, attendre les croiseurs bombardeurs. Bien choisie pour protéger toute la côte, cette position est telle que les forces anglaises et allemandes *auraient dû* se rencontrer et se combattre. En fait, les forces de Warrender doivent passer, vers 1 heure du matin, une dizaine de kilomètres sur l'arrière des forces de l'amiral Hipper. Mais, comme, sur mer, il ne reste aucune trace du passage des forces, même les plus considérables, comme il fait nuit, les Anglais ne peuvent se douter de rien.

Mais ils rencontrent plus tard un torpilleur d'avant-garde allemand, le V. 155. Après l'avoir canonné entre 6 heures et demie et 7 heures, les torpilleurs anglais recherchent, retrouvent et signalent, vers 8 heures, les croiseurs et torpilleurs (en particulier le croiseur *Roon*) qui forment maintenant l'arrière-garde du gros de la flotte allemande en retraite. Beatty ne le sait qu'à 9 heures, par défaut de trans-

(1) Une ligne de sous-marins est aussi établie en barrage s'étendant nord et sud de Terschelling ; utile si l'opération avait eu la même direction que celle du 3 novembre (la dernière, toujours), elle ne sert à rien ; elle est difficilement déplacée en partie, et envoyée tard à l'ouvert de la baie allemande.

mission de T. S. F. ; et, tandis qu'il s'élance à leur poursuite avec Warrender, arrive la nouvelle du bombardement de Scarborough. Les amiraux anglais font alors route vers la brèche dans les champs de mines, où doivent passer les Allemands après leur bombardement de la côte anglaise ; mais les croiseurs légers qui éclairent Beatty aperçoivent, brusquement apparus dans la brume, les croiseurs légers allemands qui reviennent. Ceux-ci s'échappent, comme je l'ai dit, à Beatty, qui continue vers l'ouest et aurait eu contact avec Hipper, s'il n'était pas revenu en arrière à 13 h. 30, à la nouvelle que Warrender a rencontré des croiseurs légers allemands, toujours les mêmes. L'Amirauté, pendant ce temps, envoie un télégramme des croiseurs de Hipper, surpris et déchiffré (en une heure environ), donnant la position, la route et la vitesse de ceux-ci (route qui n'est plus exacte et paraît peu vraisemblable). La situation n'est pas claire. Ces positions si diverses, si éloignées, où l'on a vu des forces allemandes, semblent aux amiraux anglais impossibles à coordonner logiquement. Les conclusions qu'ils doivent en tirer *instantanément* (c'est toujours ainsi qu'il faut opérer sur mer) leur font faire des manœuvres, sans doute logiques sur le moment, mais certainement défectueuses, à juger après coup, quand on connaît le détail des mouvements des deux partis ; manœuvres peut-être un peu trop impulsives (1) chez Beatty qui court à droite et à gauche partout où on signale l'ennemi, même quand il n'a guère chance de le retrouver avant la nuit, comme par exemple à 13 h. 30, lorsqu'il veut rejoindre les croiseurs légers allemands qui fuient devant lui à plus de cinquante kilomètres.

Les Anglais sont très mécontents d'avoir manqué leur coup, très irrités du bombardement, sérieux cette fois, de leurs côtes. Ils invoquent le droit des gens qui défend bien l'attaque des villes ouvertes, mais qui le défend avec de telles restrictions que les Allemands peuvent ergoter. Nous ne les suivrons pas dans cette discussion ; vous savez où elles entraînent.

Plus pratiquement, les Anglais songent à améliorer leur

(1) Précisément, ces qualités impulsives ont, pour les raisons que je viens de dire, la plus grande valeur chez un amiral et peuvent en faire un grand homme de mer (Nelson, par exemple) ; mais ici elles desservent Beatty comme elles ont souvent d'ailleurs desservi Nelson, qui « a eu la chance de vivre à son époque.

service de protection de la côte : Beatty et ses croiseurs de bataille (qui seront plus tard renforcés par 4 ou 5 autres unités, retour des opérations contre von Spee) descendent de Cromarty à Rosyth. Le progrès est sensible. Jellicoe sortira désormais avec toutes ses escadres de bataille, puisqu'on sait que toute la *Hochseeflotte* sort en soutien. C'est cette manière de procéder qui durera jusqu'à la fin de la guerre.

En Allemagne, si l'on est très heureux du bombardement réalisé sans pertes, on éprouve un dépit enragé quand on reconnaît, après étude des renseignements recueillis, que, sans la décision prise par Ingenohl de rebrousser chemin en abandonnant ses croiseurs avancés, des forces allemandes d'une supériorité écrasante (1) rencontraient des forces anglaises déjà importantes, hors de portée de tout soutien possible. La prise de contact se faisait forcément de très près, étant données les circonstances de visibilité. Un succès que l'on croyait certain et inappréciable avait été manqué par la pusillanimité et l'erreur de jugement du commandant en chef. Dans une lettre du 9 janvier 1915, Tirpitz s'écrie : « Le 16 décembre, Ingenohl a eu le sort de la patrie allemande entre les mains et il l'a laissé échapper. » Le sous-chef de l'*Admiralstab*, Behncke, dit, dans un rapport sur l'affaire, qu'on ne peut avoir espoir d'une utilisation énergique d'occasions favorables avec un pareil chef. Ces hautes personnalités étaient l'écho de telles critiques que le Haut Commandement ordonna une enquête, avant la fin de laquelle Ingenohl fut démonté, pour avoir encore laissé ses croiseurs de bataille sans soutien lors de l'affaire du Dogger Bank. Et dans la plupart des cerveaux des amiraux et capitaines de la flotte allemande allait maintenant flotter ce rêve : atteindre et détruire des

(1)	Allemands	Anglais
Cuirassés superdreadnoughts ..	6	6
Cuirassés dreadnoughts	8	0
Cuirassés anciens	8	0
Croiseurs de bataille.....	5*a*	4
Croiseurs cuirassés	2	4
Croiseurs légers	7+4*a*	4
Torpilleurs	53+16*a*	7 (moins 2 avariés)

Les bâtiments marqués *a* étaient, il est vrai, assez éloignés (forces d'Hipper).

Il faut remarquer que, sauf pour un certain nombre de torpilleurs, les bâtiments anglais étaient plus rapides que les bâtiments allemands de même classe. Les superdreadnoughts devaient pourtant avoir des vitesses pratiques comparables, peut-être meilleures chez les Allemands.

fractions isolées de l'ennemi. Mais la recherche pratique de la réalisation de ce rêve n'était pas facile : il vous vient en mémoire ce conseil tenu par les rats, et si souvent aussi tenu par des guerriers, bien intentionnés sans doute, mais irresponsables et mal renseignés. Il faudra attendre plus d'un an, et le commandement de l'amiral Scheer, pour que des essais théoriques et prudents de réalisation soient entrepris et vite abandonnés.

III

Aussitôt après le 16 décembre, Ingenohl, devenu à la réflexion plus audacieux, projette une expédition qui ira porter des mines devant le Firth of Forth, presque devant l'antre du lion. Mais il est retenu par le mauvais temps qui règne en janvier et la crainte, d'ailleurs inexacte, que les Anglais n'embouteillent ses ports.

L'opération est remplacée au pied levé par une croisière de balayage du Dogger Bank, à effectuer par les croiseurs de bataille. Cette croisière est imprudemment ordonnée par un T. S. F., que les Anglais déchiffrent tout au long, nous dit Filson Young. Les croiseurs de bataille allemands sont donc retrouvés et poursuivis par les croiseurs de bataille anglais plus nombreux, plus rapides et plus forts. Un combat en retraite s'ensuit : les Allemands y perdent le *Blücher*, mais, par désir de combattre à grande distance, par crainte de sous-marins inexistants, et sans doute aussi par suite des graves avaries de combat du navire du commandant en chef Beatty, les Anglais ne poussent pas l'affaire à fond et laissent échapper le reste des navires allemands.

Pour des raisons de politique intérieure, afin de consolider la situation du ministre de la Marine Churchill et de ranimer la confiance du pays, pour agir aussi sur l'opinion et la conduite des neutres, les Anglais affectent de croire et répandent le bruit qu'ils ont empêché les Allemands d'effectuer un nouveau bombardement et qu'ils leur ont donné une sévère leçon. Les Allemands, mécontents, comme je l'ai dit, de ce que leurs croiseurs n'aient pas été soutenus, remplacent leur comman-

dant en chef Ingenohl par von Pohl, qui, lui, croit aussi à la leçon.

Le nouveau chef ne veut pas risquer la flotte ; il partage trop les idées du G. Q. G. d'où il sort, et d'où, comme chef de l'*Admiralstab*, il vient de lancer le blocus de l'Angleterre par les sous-marins. Pendant son commandement, il cherche, et réussit dans les limites du possible, à remédier aux défauts du matériel que, dans la flotte allemande, comme ailleurs, la pratique de la guerre a révélés : insuffisance de l'éclairage par des croiseurs presque forcément de vitesse insuffisamment supérieure à celle des cuirassés (on y remédiera par l'utilisation d'appareils aériens, en particulier Zeppelins) ; insuffisance du nombre et de la qualité des dragueurs de mines ; insuffisance de la protection des soutes et passages de munitions contre les projectiles ennemis ; insuffisance du calibre de l'artillerie des croiseurs légers et des torpilleurs. Il s'attache encore à l'amélioration de la protection contre les explosions sous-marines, à l'organisation et à l'étude de la protection des forces navales contre les sous-marins. Et il existe bien d'autres défauts auxquels il songe et auxquels on ne peut porter remède. Comme il l'a dit, d'après un propos de sa femme, pendant son commandement « la flotte allemande est comme un crabe qui change sa carapace » ; c'est certainement un mauvais état pour courir se battre. Aussi n'y pense-t-il point. Fidèle à son principe de ne pas risquer la flotte, au plan d'opérations du début de la guerre, qui est son œuvre, il ne sort que rarement et à courte distance pour protéger des mouillages de mines intensifs, loin dans la mer du Nord,vers le Dogger Bank, sur les routes entre les bases anglaises et les côtes allemandes. Il ne pourra rencontrer les Anglais, qui ne viendront pas si bas, retenus un peu eux aussi par le besoin d'améliorer « leur carapace », et qui ne tiennent pas à se jeter à l'aveuglette dans des champs de mines, dont les pêcheurs leur ont vite donné connaissance. Il faut auparavant les localiser et s'assurer de la sécurité de certaines routes nécessaires. D'ailleurs les Anglais mouillent, depuis janvier 1915, des champs de mines dans la baie d'Héligoland, pour gêner les sorties des navires allemands, surtout des sous-marins ; les Allemands en mouillent aussi pour gêner les incursions des sous-marins anglais, et, peu à peu, se crée, pour durer jusqu'à la fin de la guerre, une sorte de ceinture de

mines qui s'appuie aux côtes d'Allemagne, et que les Allemands creusent par le dedans, tandis que les Anglais la renforcent par le dehors. Des passages doivent être créés et maintenus dans cette ceinture, et ce n'est pas une mince besogne pour les flottilles de dragage allemandes qu'on doit sans cesse renforcer et soutenir par des forces légères : torpilleurs et croiseurs (1).

En somme donc, pas de bombardements pendant l'année 1915. En janvier 1916, mortellement malade, Pohl passe à Scheer le commandement d'une flotte très améliorée, mieux outillée pour la guerre, munie de dirigeables nombreux, qui ont fait leurs preuves dans des raids sur l'Angleterre. Scheer et ses conseillers immédiats, von Trotha, son chef d'état major, von Levetzow, son chef du bureau des opérations, ont fortement critiqué l'attitude réservée de la flotte en 1914-1915. Ils veulent « faire quelque chose », mais, quand ils sont aux prises avec la réalité, avec la responsabilité du commandement, ils ne font que reprendre les projets anciens en les améliorant. Le rêve de détruire quelques fractions de la flotte anglaise, par des combats de surface en haute mer, cherche à se réaliser. Sans doute on sait à la *Hochseeflotte* que la *Grand Fleet* ne sort plus que concentrée, mais on sait aussi que sa base de Scapa est lointaine, que quelques vieux cuirassés sont à Sheerness, à Douvres ; en bombardant encore Yarmouth, on pense les faire sortir, les atteindre hors de portée de tout secours important venant de la *Grand Fleet*. Si un succès de ce genre doit avoir peu d'influence matérielle sur la guerre, il peut en avoir au point de vue moral ; on pourra le clamer devant l'opinion des belligérants et des neutres. Par l'emploi d'un éclairage à grande distance constitué par des Zeppelins, on compte être assuré d'être prévenu à temps de l'approche de forces importantes anglaises, et par suite avoir, au besoin, le temps de se réfugier sans dommages dans les ports allemands.

Mais les dirigeables ne peuvent guère marcher plus d'une douzaine d'heures sans avoir une avarie quelconque à l'un de leurs nombreux et légers moteurs ; ce n'est pas assez pour

(1) Tous ces mouillages de mines ont étrangement restreint les zones de navigation, et par suite d'opérations possibles, en mer du Nord. Il faut bien s'en souvenir quand on étudie la guerre dans cette région.

leur permettre de rentrer après un voyage jusqu'à la côte anglaise : il faut donc non seulement qu'ils profitent du beau temps, mais qu'ils ne trouvent pas de vents d'est pendant la route de retour. Ces temps sont rares et difficiles à prévoir. Les occasions de porter un coup le seront aussi, et seront remises de jour en jour.

Laissons de côté la sortie du 5 mars, qui semble n'avoir été qu'un essai préliminaire de l'expédition réalisée le 25 avril ; cette tentative a été interrompue par le manque d'éclairage aérien en arrière (les dirigeables avaient attaqué l'Angleterre la nuit précédente et n'étaient pas disponibles) et sans doute aussi, par des déchiffrements de télégrammes ennemis, car, à cette époque, comme Scheer nous le montre, dans son livre (1), les Allemands commencent à savoir se servir assez vite de la captation et du déchiffrement des radios.

Passons donc à l'expédition du 25 avril 1916, qui amena le troisième et dernier bombardement de la côte anglaise. Il ne s'agissait plus de canonner de près et à petite vitesse, comme l'avait fait Hipper, le 16 décembre 1914, et comme il était nécessaire de le faire si l'on voulait produire des dégâts importants : les risques étaient trop grands ; il pouvait y avoir des sous-marins anglais alertés et en position d'attaquer, et puis le but principal de l'opération était, comme je l'ai dit, d'attirer quelques faibles forces anglaises à portée de grandes forces allemandes. Le bombardement devait être effectué, par surprise, au lever du jour par les croiseurs de bataille courant très vite et entourés d'une nuée de torpilleurs et de croiseurs contre les sous-marins. Pour remédier aux difficultés de navigation éprouvées en 1914, deux sous-marins de la flottille des Flandres furent placés, en guise de bouées parlantes, pour servir de points d'atterrissage. D'autres sous-marins de la flottille des Flandres surveillaient la sortie des ports anglais du Sud. Des sous-marins de la *Hochseeflotte* veillaient devant le Firth of Forth et des mines avaient été mouillées dans le voisinage. Les dirigeables devaient attaquer les côtes anglaises pendant la nuit précédente, rallier la *Hochseeflotte* au retour, l'éclairer et en recevoir assistance ;

(1) *Deutschlands Hochseeflotte im Weltkriege*, Berlin, Scherl, 1920, in-8, pages 180 et 186.

trois dirigeables anciens devaient partir d'Allemagne vers la fin de la nuit et s'assurer, par des croisières poussées à 3 ou 400 kilomètres, que rien ne pouvait menacer les forces allemandes pendant leur route de retour. Le gros des forces allemandes devait venir se placer à peu près sur le parallèle du Texel, à mi-distance entre les côtes anglaises et hollandaises. De vastes champs de mines avaient été placés, (sans doute dans la sortie préliminaire du 5 mars), à une certaine distance dans le nord-ouest de cette position, et devaient agir sur les forces anglaises accourant des bases de Rosyth ou de Scapa.

Dès le 21, la *Grand Fleet* est attirée à la mer vers les côtes danoises et suédoises par la fausse nouvelle d'une sortie des forces allemandes ; elle s'approche même, le 22 et le 23, de Horns Riff, dans la brume et non sans avaries. Les Allemands savent qu'elle est dehors, qu'elle ne peut rester trois jours à la mer sans rentrer renouveler le combustible de ses torpilleurs, indispensables pour la protéger contre les sous-marins. Et en effet, elle rallie Scapa dans la journée du 24.

Le 24, à midi, Scheer appareille donc en toute confiance et, bien qu'une mine ait forcé à rentrer le *Seydlitz* avarié et contraint la *Hochseeflotte* à sortir par le chenal dragué, près des îles hollandaises d'où on peut la signaler, Scheer poursuit son expédition, qui s'exécute conformément au plan.

L'atterrissage se fait parfaitement sur les sous-marins prévus, vers 5 heures. A peu près au même moment, le croiseur léger *Rostock*, en flanc garde sur la gauche, signale quelques croiseurs et torpilleurs ennemis dans l'ouest-sud-ouest. Le commandant des croiseurs allemands, contre-amiral Bödicker, étant tout proche de la côte, entreprend d'abord le bombardement, courant très vite au sud, puis au nord ; il canonne, de 5 h. 10 à 5 h. 40, Lowestoft, puis Great Yarmouth, entre 12 à 14.000 mètres ; ces deux localités répondent à peine : la distance est trop grande. Les dégâts causés à la terre sont peu considérables.

Vers 5 h. 30, les forces anglaises signalées, qui sont les forces d'Harwich alertées et qui consistent en 3 croiseurs légers, 2 conducteurs de flotilles et 16 destroyers (1), se sont approchées des croiseurs de flanc garde allemands et

(1) Ces navires sont tous des navires ultra rapides, plus rapides que tous les navires allemands, précisément choisis à cause de leur situation risquée de forces d'éclairage et de patrouille.

les canonnent à environ 12.000 mètres. Les croiseurs légers allemands ne répondent pas car la distance est jugée trop grande pour leur faible artillerie. Mais les croiseurs de bataille de l'amiral Bödicker, ayant terminé leur bombardement, courent sur eux pour les refouler, et ouvrent le feu avec leurs grosses pièces à 14.000 mètres. Le chef des forces d'Harwich, commodore Tyrwhitt, se dérobe devant cet ennemi trop puissant en se dispersant derrière des nuages de fumée, non sans que le croiseur *Conquest* ait été touché trois fois à bâbord derrière, ait eu un canon démoli, son appareil T. S. F. démonté, 23 hommes tués et 15 blessés, et que le destroyer *Laertes* ait eu une chaufferie démolie et 4 hommes brûlés. L'amiral Bödicker n'insiste pas et s'éloigne pour rentrer en Allemagne. Le commodore Tyrwhitt ne peut reprendre son contact, une fois ses forces ralliées et la fumée dispersée.

Pendant ce temps, Scheer avec la *Hochseeflotte* est à environ 70 milles (120 ou 130 kilomètres) dans le nord-est. Dès qu'à 6 heures, il reçoit avis que le contre-amiral Bödicker a terminé son opération, il prend la route du retour ; quoi qu'il en dise, il ne tient pas à s'attarder ; il ne montre que bien peu de patience à attendre ces forces anglaises qu'il voulait attirer ; il y a d'ailleurs, dans les parages, quelques sous-marins anglais que lui signalent ses torpilleurs et aux attaques desquels il se dérobe. Le dirigeable L. 19 l'a déjà rallié à 5 h. 30, poursuivi par des avions anglais qui l'abandonnent à la vue de la flotte allemande. Deux autres Zeppelins L. 11 et L. 23 arrivent à peu près en même temps. La *Hochseeflotte* a donc un bon éclairage tactique, elle serait prévenue longtemps à l'avance de l'approche de forces anglaises. Elle n'a d'ailleurs rien à craindre. Le 24 après-midi, la *Grand Fleet* est à Scapa, et charbonne avec précipitation : elle sait que la *Hochseeflotte* est à la mer, mais malgré la rapidité étonnante avec laquelle elle se ravitaille, elle ne peut repartir qu'à minuit vers le sud. Un simple coup d'œil sur la carte vous montrera que cette chasse est inutile : à midi le gros des forces anglaises est à peine à la latitude du Firth of Forth ; si la 5e et la 3e escadres de bataille sont respectivement à 35 et 70 milles plus au sud et les croiseurs de bataille de Beatty encore plus en avant, il est évident que les Allemands sont encore une fois bien manqués.

Ce bombardement, bien qu'assez insignifiant, excite vive-

ment l'opinion publique anglaise, qui, depuis l'affaire du Dogger Bank, avait cru que les Allemands n'oseraient plus insulter les côtes britanniques. L'Amirauté s'émeut un peu moins : elle espère toujours que la *Grand Fleet* surprendra un jour la *Hochseeflotte*, et elle sait bien qu'un concours de circonstances exceptionnelles a voulu que Jellicoe ait à rentrer faire du charbon juste au moment où il lui aurait fallu courir pour intercepter le raid allemand. Cependant, comme il semble qu'avec le nouveau commandant en chef la *Hochseeflotte* va montrer plus d'activité, la 3e escadre de bataille descend à Sheerness, des monitors sont placés le long de la côte abandonnée depuis quelque temps déjà par les vieux cuirassés : les craintes de débarquement se réveillent et, malgré les besoins des armées en France (c'est l'année de Verdun, de la Somme), des forces militaires importantes restent en Angleterre qui n'en sortiront qu'aux époques si graves d'avril 1918.

En Allemagne, on est très satisfait des faibles résultats matériels obtenus, en raison de leur importance morale. La sécurité assurée par les Zeppelins et le service de renseignements paraît au commandement en chef de la *Hochseeflotte* devoir permettre de reprendre, avec un temps favorable, de nouveaux bombardements, sans crainte d'intervention de la *Grand Fleet*. Il paraît au contraire plus douteux que l'on puisse attirer des fractions isolées de la flotte anglaise. Ce sont au moins les conclusions que l'on peut tirer du dernier raid ; et pendant toute la guerre navale, en Allemagne, on a ratiociné sur la dernière affaire, on en a scruté les détails et on s'est toujours imaginé que ce qui s'était produit une fois devait se reproduire la fois suivante, sans se souvenir qu'expérience unique n'est pas preuve. Il faut reconnaître aussi que le nombre suffisant d'expériences n'existait pas et que les très rares constatations que l'on faisait avaient bouleversé un peu les théories du temps de paix.

Parce que ce bombardement est le dernier réalisé, vous avez cru, messieurs, que cet exposé s'arrêtait là. Permettez-moi de retenir encore quelques minutes votre attention sur les deux dernières opérations de bombardement prévues, mais avortées, qui ont amené l'une la bataille de Jutland et l'autre les opérations du 19 août 1916, et qui ont définitivement dégoûté les Allemands de risquer leur *Hochseeflotte*.

Donc, Scheer, encouragé par le succès du bombardement du 25 avril 1916, prépare une autre opération. Cette fois, il compte créer dans la mer du Nord une vaste zone, dans laquelle il pourra se mouvoir sans crainte de voir la *Grand Fleet* y pénétrer inopinément. Cette zone sera entourée par ce qu'il appelle une *ceinture de sûreté* de dirigeables étendue de Lindesnaes (Norvège) à Peterhead (Ecosse), le long de la côte est d'Angleterre, et dans les Hoofden (mer anglo-hollandaise). Evidemment cette ceinture de sûreté n'agira que de jour. Il compte donc traverser la mer du Nord pendant les longues heures de clarté de ces mois voisins du solstice d'été, arriver avant l'obscurité devant les usines et établissements de Sunderland (au nord d'Hartlepool) où il sait qu'il n'y a ni mines, ni sous-marins. Il rentrera ensuite de nuit, bien assuré de ne pouvoir être surpris par des forces supérieures, puisque, par hypothèse, celles-ci ne seront pas à l'intérieur de sa ceinture de sûreté avant la tombée du jour. Les sous-marins, dont il a un grand nombre à sa disposition depuis l'arrêt du blocus des côtes ouest d'Angleterre (25 avril 1916), seront mis à l'affût près du Firth of Forth et de Scapa. Ils y partent le 23 ; tout est prêt : pas de mines devant Sunderland, signale le U. 47. Mais, de jour en jour, il faut remettre l'opération : le temps très spécial nécessaire, comme je vous l'ai déjà dit, à l'utilisation des dirigeables ne s'établit pas. Une expédition avait été annoncée à la *Hochseeflotte* ; Scheer ne voulait pas s'en dédire : pour maintenir son prestige, il faut faire quelque chose. Il se décide alors pour une petite expédition sans importance vers le Skagerrak, mais il l'annonce par T. S. F. à ses sous-marins. Les Anglais, captant et déchiffrant ses radiotélégrammes, connaissent son départ et son objectif. Ils se rendent vers le Skagerrak et c'est la rencontre du Jutland, amenée comme vous le voyez par la modification instantanée d'un projet de bombardement. Bien entendu, je ne vous parlerai pas de cette bataille, dont on a tant dit et tant écrit, mais il faut se défier d'une partie de ce que l'on a publié, car on l'a fait à tort et à travers bien souvent, et souvent aussi dans des intentions de propagande personnelle ou nationale.

En conclusion de son rapport sur cette bataille, Scheer affirme l'impuissance de la *Hochseeflotte* à vaincre la résistance que les forces navales alliées opposent au libre accès

des mers pour l'Allemagne et ne voit qu'une solution : la guerre de sous-marins sans restrictions.

Pour des raisons politiques et militaires, le Haut Commandement allemand n'en veut pas encore ; mais il veut qu'on fasse quelque chose pour appuyer la propagande menée grand train. Scheer reprend donc son projet sur Sunderland, avec quelques modifications à propos des sous-marins, qu'il veut employer en lignes de barrage. Le 18 août au soir, la *Hochseeflotte* sort, la *Grand Fleet* le sait, sort à la nuit, mais elle ne sait où se porter, elle court d'abord vers le sud, puis elle rebrousse chemin en rencontrant les sous-marins et en apprenant qu'un grand nombre de Zeppelins sont placés au nord : ceux-ci ne l'ont pas vue parce qu'elle était partie et entrée dans la *ceinture de sûreté* pendant la nuit précédente. Ce n'est qu'à partir de 12 h. environ que Jellicoe prend la route qui le mène sur les navires allemands, il s'en rapproche, il le sait par les avis de T. S. F. qui lui parviennent de terre, il s'en croit même si près qu'il donne des ordres de répartition des objectifs entre les navires de sa flotte. Mais il a beau courir au sud, il ne voit rien.

Que s'est-il passé ? Par suite d'une heureuse erreur de reconnaissance d'un de ses dirigeables, Scheer a renoncé à sa route pour courir au sud-est, vers des forces anglaises inférieures, qu'il compte annihiler. Mais pendant qu'il marche vers celles-ci en s'éloignant de Jellicoe, il apprend d'un de ses sous-marins l'approche de la *Grand Fleet*. Il se sauve à toute vitesse, —il en est temps encore, — et rentre sans encombre.

Une fois au port, il se rend compte du danger qu'il a couru : il avait toutes chances de perdre la *Hochseeflotte* ; il ne fallait pas compter sur la sécurité fournie par les dirigeables et, malgré les précautions les plus minutieuses, les Anglais connaissaient toujours les sorties allemandes. La flotte allemande ne sortira plus en masse : les bombardements de la côte anglaise sont bien finis, en réalité et en projet.

Les Allemands vont se consacrer désormais, un peu tard, à intensifier la guerre de sous-marins sans restrictions, comme ils disent, sans pitié et sans foi, comme disent leurs victimes, guerre qui mena la cause des Alliés à deux doigts de sa perte, au témoignage des plus hautes autorités anglaises, mais qui échoua par l'énergie et le courage des marins des navires de guerre et de commerce, par l'accumulation

incroyable des moyens matériels, dont pouvaient disposer l'Entente et les Etats-Unis d'Amérique.

J'ai abusé de votre attention un peu trop longuement, et je n'ai pourtant pas pu vous dire tout ce que j'aurais voulu que l'on sût à ce propos en France, où l'on oublie trop volontiers les questions maritimes, pourtant indispensables à bien connaître en cette époque de politique mondiale, et par suite navale.

André COGNIET.

L'article 148 de la Constitution de Weimar et les Livres scolaires allemands

« Dans toutes les écoles, l'enseignement doit avoir pour but la formation du civisme, les capacités de travail personnel et professionnel, et cela dans l'esprit de la nationalité allemande et de la réconciliation des peuples » (*im Geiste des deutschen Volkstums und der Vœlkerversœhnung*). Tel est le très remarquable § 1 de l'art. 148 de la Constitution de Weimar, trop peu connu dans notre pays. Comment cette disposition fut-elle introduite dans la loi constitutionnelle ? Comment a-t-elle été appliquée jusqu'ici dans les livres scolaires de la nouvelle République ? Notre étude, en essayant de répondre à ces questions, pourra contribuer à éclairer quelque peu la psychologie de l'Allemagne d'après-guerre.

La genèse de l'art. 148 et des autres articles relatifs à l'éducation et à l'école (*Bildung und Schule*) est déjà caractéristique (1). A la première réunion de l'Assemblée Nationale, ni le gouvernement ni les partis n'osent introduire dans la Constitution du Reich une législation détaillée concernant l'école. Craignant sans doute d'empiéter sur les prérogatives des Etats, le gouvernement se contente de proposer deux courts articles (19 et 20) relatifs à la liberté d'enseignement et aux rapports de l'Ecole et de l'Eglise. Quant au projet de l'Assemblée, il tient dans les cinq paragraphes d'un seul article (art. 31) rédigé dans le même esprit. Mais au sein de la commission se produit un revirement complet : « Tous les partis reconnaissent la nécessité pour le nouveau Reich de

(1) Cf. pour ces détails : Johannes Hoffmann : *Schule und Lehrer in der Reichsverfassung* (Berlin, *Vorwärts* 1921). La brochure du Prof. Dr Beyerle : *Die Verfassung des Deutschen Reiches* (Munich, 1919) passe absolument sous silence l'élaboration de l'art. 148, dont l'auteur lui-même a eu l'initiative.

collaborer à la culture des esprits. » A la première lecture, l'art. 31 est développé par la commission en huit paragraphes tenant plus d'une page. L'article 31 § f, ne parle encore que de la base « de caractère national allemand » (*deutsche Volkstümlichkeit*) que doit avoir l'enseignement. A sa deuxième séance, la commission rédige ces nouvelles dispositions, sous une forme deux fois plus longue, en neuf articles (139-147) : nous voyons ici apparaître, à côté du caractère national de l'éducation, *l'esprit de réconciliation des peuples* qui doit l'imprégner. Enoncée d'abord à l'art. 145, cette disposition passera à l'art. 148 dans la rédaction définitive.

C'est au Dr Beyerle, du parti populaire bavarois, membre par conséquent du Centre, qu'est due l'expression « esprit de réconciliation des peuples ». Celle-ci fut naturellement combattue par la droite, en particulier par deux pasteurs oublieux des préceptes évangéliques, le trop célèbre Traub, disciple de Naumann, et Mumm. Les socialistes, au contraire, par la bouche de Mme la députée Blos, défendirent victorieusement cette addition : « Non, dit-elle, nous autres, femmes et mères, tenons justement à ce que ce mot entre dans la Constitution. Nous voulons que la réconciliation des peuples soit introduite dans l'école, et nous prendrons soin, comme femmes et comme mères, que cet esprit passe du peuple allemand aux autres peuples, afin que des guerres comme celle que nous avons vue, et qui mènent à l'effondrement économique, ne soient enfin plus possibles. »

Députés du Centre et socialistes firent si bien en séance plénière que l'expression passa. « Il est remarquable, constate Hoffmann, membre de la commission, que l'Assemblée Nationale, malgré la guerre et le Traité de Versailles, inscrivit dans la Constitution l'idée de la paix des peuples et de la solidarité humaine, au temps où les peuples se détestaient encore. »

Le 11 août 1919, la Constitution était promulguée, et la loi ordonnait de faire régner dans les écoles du Reich l'esprit de réconciliation internationale. Mais la loi ne suffit pas, surtout quand elle se borne à proclamer un principe. Même dans un pays centralisé comme le nôtre, un règlement d'administration doit venir la préciser et la compléter. A plus forte raison dans un Etat de caractère semi-fédératif comme

l'Allemagne, où chaque Etat devait fixer par un règlement spécial les modalités d'application de la loi constitutionnelle.

L'art. 148 fut la pierre de touche des bonnes ou des mauvaises dispositions des Etats en matière de politique internationale. Les ministères nationalistes n'obéirent qu'en rechignant, firent traîner les choses en longueur ; d'autres, socialistes, saisirent aussitôt avec joie l'occasion de propager dans la jeunesse les idées pacifistes. Nous nous contenterons de citer ici deux types opposés d'attitudes, celui de la Prusse, et celui du Brunswick.

L'Etat de Frédéric II, bureaucratique et réactionnaire, ne put se résoudre à élaborer un projet d'application de l'impudent article qui osait parler de réconciliation. En avril 1921, rien n'était encore décidé. Le 14 novembre, la *Ligue allemande pour la Société des Nations* m'écrivait : « Le ministère des Cultes prussien avait institué une commission scolaire, qui devait procéder à une révision et à une modification des livres de classe dans le sens de l'art. 148. Malheureusement les travaux de cette commission n'ont pas dépassé la phase des déclarations purement théoriques, car les autorités compétentes manquent visiblement des moyens et de la volonté nécessaires pour exécuter franchement ce que la Constitution déclare indispensable. » A quel point cette révision des livres scolaires d'après-guerre s'impose, c'est ce que nous verrons plus loin. Mais le ministère prussien n'a même pas, croyons-nous, publié les « déclarations purement théoriques » dont parlait notre correspondant : nous n'en avons trouvé, en effet, trace nulle part.

Si la bureaucratie prussienne s'est montrée une fois de plus nationaliste et rétrograde, incapable, en vingt-sept mois, d'appliquer l'art. 148, la petite République de Brunswick avait, par contre, donné un bel exemple de courage et d'esprit pacifique en publiant, dès le 14 septembre 1920, un plan modèle d'éducation pacifiste, conciliée avec l'amour de la grande et de la petite patrie (1).

L'enseignement doit, en parlant du pays natal (*Heimat*), et en tenant ensuite compte des sentiments du peuple allemand

(1) La République de Thuringe a entrepris il y a six mois une campagne directe auprès des élèves, par des tracts distribués dans les écoles secondaires et supérieures ; ces brochures sont, paraît-il, imbues du même esprit que le règlement du Brunswick.

pris dans son ensemble, s'élargir jusqu'au concept de l'humanité : tel est le principe posé tout d'abord (1).

Ce principe est ensuite appliqué aux diverses matières d'enseignement. Pour la *lecture libre*, l'enfant se nourrira des œuvres des poètes et écrivains appartenant à toute l'humanité. En *histoire*, les élèves « partant de leur petite patrie et d'un exposé détaillé de l'histoire d'Allemagne, doivent jeter un coup d'œil d'ensemble sur les relations internationales au cours des siècles, et apprendre ainsi à connaître le pays natal, la nation, l'humanité comme des sphères d'existence qui se complètent et se conditionnent nécessairement. Les guerres doivent être considérées non comme les points culminants des développements historiques, mais surtout comme la destruction des conquêtes de la civilisation humaine. Par contre, il faut insister avant tout sur l'histoire de la culture qui est celle du travail humain, et exposer à grands traits sa marche, depuis ses débuts jusqu'à son niveau actuel ».

En ce qui concerne l'*instruction civique*, le maître devra « exposer les institutions actuelles, les comparer à celles des autres peuples, mettre sous les yeux des enfants la valeur importante des organisations entre Etats et de celles qui leur sont supérieures, ainsi que des organismes internationaux basés sur le droit des gens, afin que s'éveille ainsi peu à peu la conscience d'une communauté européenne, puis d'une communauté mondiale ».

En *géographie*, on devra « faire passer l'enfant du pays à l'humanité, et, par une formation plus complète du maître, faire mieux comprendre l'étranger et juger plus justement les autres peuples. Il faudra montrer aussi les relations économiques des peuples et la nécessité, imposée par le développement de l'économie mondiale, de collaborer à la production humaine ».

L'*histoire naturelle* ne devra plus se contenter de la *lutte pour la vie* ; elle complètera cette notion en montrant l'apparition, dans certaines espèces, de l'entr'aide et de la communauté sociale. Enfin, il conviendra, dans l'enseignement des *langues vivantes*, d'avoir en vue l'œuvre de réconciliation, par le choix judicieux des textes étrangers.

Nous avons tenu à reproduire en grande partie ce règle-

(1) Cf. *Die Pädagogische Reform* (Hambourg, 15 déc. 1920).

ment : sa sagesse prouve une fois de plus qu'il existe en Allemagne des milieux — hélas ! encore trop restreints — avec lesquels il ne serait pas impossible de s'entendre et qui cherchent à amender l'esprit détestable de l'éducation à la prussienne.

*
**

Dans ces conditions, lorsque j'entrepris de me livrer à une enquête sur les livres scolaires allemands, sur leurs tendances actuelles au point de vue des relations internationales, je fus séduit par le double intérêt que devait présenter cette étude : connaître la mentalité des éducateurs d'outre-Rhin et savoir dans quelle mesure ils appliquaient l'art. 148 de la Constitution.

Mais lorsque, dès le mois d'avril 1921, je demandai à mes correspondants des titres de nouveaux livres scolaires, lorsque, fin juillet, je renouvelai mes questions au cours d'un voyage à Stuttgart, j'appris que ces ouvrages étaient excessivement rares, pour ne pas dire introuvables : la crise économique rendait presque impossible le remplacement des vieux stocks. Je fis alors paraître des annonces, j'écrivis à divers éditeurs, et j'appris avec étonnement que le nombre des livres nouveaux était beaucoup plus grand qu'il ne paraissait au premier abord, car maints auteurs, pour échapper à l'art. 148, ou au récit gênant de la défaite et de la Révolution, avaient fait *réimprimer sans modifications* des ouvrages de l'époque impériale. Ils s'étaient contentés de ne pas les signaler comme nouvelles éditions et de conserver l'ancienne date, antérieure la plupart du temps à 1914, et toujours à 1917, pour ne pas parler des revers ni de la chute de l'empire. Avec un peu de bonne volonté de la part de l'administration scolaire, ces réimpressions pouvaient passer comme stocks d'avant-guerre.

Si, avant d'examiner en détail les livres postérieurs à la Révolution, nous jetons un coup d'œil sur ces ouvrages conservés par fraude, nous verrons s'y étaler la mentalité prussienne que l'école inculquait à toute l'Allemagne impé-

riale (1). L'histoire y est enseignée d'une manière tout à fait partiale et tendancieuse. A partir de la Réforme, l'écolier n'apprend plus que les hauts faits de la Prusse et la louange de ses rois : le Grand Electeur, le roi-sergent, Frédéric II, la reine Louise, le vieux Guillaume, Frédéric III, Guillaume II, tous les Hohenzollern ont été bons, humains, exempts de tout égoïsme, préoccupés uniquement du bien du peuple et de la grandeur de la Prusse et de l'Allemagne. Quant aux autres nations, le malheureux petit Allemand les ignore : s'il en entend parler, c'est seulement pour connaître leur faiblesse, leurs défauts, leur félonie, leur jalousie, ou leur haine vis-à-vis des Etats germaniques. Dieu abandonne d'ailleurs ces nations égarées à leur triste sort, pour ne protéger et guider que l'Allemagne prussienne : « Dieu abat les ennemis de l'Allemagne... Dieu frappe Napoléon (en 1812)... Dieu nous a donné la fortune... Nous ne craignons rien au monde que Dieu... » Beaucoup de phrases analogues reviennent dans ces manuels comme un leit-motiv. Comment l'écolier soumis à cette suggestion incessante ne finirait-il pas par croire que le peuple auquel il appartient est l'élu de Dieu ?

Mais passons aux livres scolaires édités pendant la guerre même. Pour montrer jusqu'où pouvaient aller la passion et la stupidité chauvines, nous citerons deux ouvrages, de caractère très différent, mais imbus du même esprit détestable.

Le premier est un recueil de *Plus de 600 devoirs sur la guerre mondiale 1914-15 pour rédactions et narrations libres dans les écoles* (2). L'auteur, probablement un pédagogue, a bien fait de garder l'anonymat, — car les sujets qu'il a imaginés ne font guère honneur à son esprit.

Citons au hasard :

Elevage de bons chevaux de guerre dans les haras.
La fabrique de canons Krupp à Essen.

(1) Nous avons examiné les séries primaires (lectures historiques) de Neubauer, Neubauer-Rosiger, Neubauer-Jaenicke, Seyfert et quelques anonymes ainsi que le Manuel secondaire de Koch (Oberprima) tous réimprimés avec fausse date. Deux livres de lecture publiés à Coblenz ont même été réimprimés *avec la date de* 1920, mais sans en modifier l'esprit monarchiste. Ce fait est dénoncé par *Junge Menschen* (Hambourg, août 1921).

(2) *Uber* 600 *Aufgaben über den Weltkrieg* 1914/15 *zu freien Aufsätzen und Niederschriften in Schulen* (Halle a. d. s. Verlag H. Gesenius).— Voir de nombreux exemples de ce genre dans la brochure de W. Börner : *Erziehung zur Friedensgesinnung* (1921). Nous n'insistons pas ici sur ces ouvrages qui montrent seulement la nécessité d'un énorme effort d'épuration.

Pourquoi l'Allemagne a dû toujours rester fortement armée, avoir une armée et une flotte prêtes à se battre.

La jalousie croissante de l'Angleterre à l'égard de l'Allemagne.

Le désir de vengeance constant de la France à l'égard de l'Allemagne.

Comment la France est notre ennemi héréditaire.

Monaco et sa honteuse signification.

La peur des Anglais en présence des dirigeables allemands.

L'Agence Reuter, fabrique de mensonges de guerre.

Les bonnes qualités que la guerre éveille chez les soldats.

Comment nos ennemis ont si souvent violé le droit des gens, etc. etc...

L'autre ouvrage est une collection de *Lectures sur la guerre mondiale* composée par deux Oberlehrer (1). On y trouve des poèmes de la portée morale et de la valeur littéraire du suivant :

Là-bas, là-bas, l'ennemi est tapi dans les lâches tranchées.
Nous l'attaquons, et ce chien croit
Qu'il y aurait quartier aujourd'hui.
Tuez tous ceux qui crient grâce,
Tuez-les tous comme des chiens ;
Le plus d'ennemis, le plus d'ennemis possible,
C'est ce qu'il faut demander en cette heure de vengeance.

De pareils livres sont-ils encore en usage ? Nous l'ignorons. En tous cas, grâce à l'art. 148, les associations de maîtres démocrates, de parents et de jeunes gens, peuvent les dénoncer aux autorités scolaires. Celles-ci leur opposent naturellement la force d'inertie dans les Etats où le gouvernement n'est pas « de gauche ».

Avant de citer l'opinion de quelques histoires scolaires sur les grandes questions posées par la guerre mondiale, on nous permettra de porter sur elles un jugement d'ensemble. Les ouvrages postérieurs à la Révolution que nous avons pu examiner ne formulent d'ordinaire contre le gouvernement impérial ni accusations, ni critiques. Les pages relatives à la guerre sont venues simplement s'ajouter aux autres, mais l'esprit du livre lui-même n'a pas été modifié. L'adoration de l'Empire bismarckien et de la Prusse des Hohenzollern subsiste à tel point que nous pourrons passer en revue à la fois les juge-

(1) Hanovre, Verlag von Karl Mayer, 1915.

ments extraits de livres antérieurs ou de livres postérieurs à 1918.

*
**

Quelles sont d'abord, d'après nos pédagogues d'outre-Rhin, les causes lointaines de la catastrophe ? — Ce n'est certes pas la mentalité belliqueuse des souverains allemands ! Guillaume II est pacifique et démocrate. Il n'a pas l'ombre d'ambitions personnelles ; il ne désire que le bonheur de son peuple.

Tel livre destiné aux classes inférieures (1) des gymnases de Saxe cherche avant tout à faire croire que l'empereur reçut une éducation démocratique, « une bonne éducation bourgeoise ». Comme camarades, il eut de petits paysans à la campagne, de petits bourgeois à Berlin ; comme maîtres, des instituteurs. Puis, au gymnase de Cassel, il fut très bon élève, passa son *Abitur*, entra dans l'armée, « très heureux d'être lieutenant, car il aimait être soldat ». Il devint ensuite un joyeux étudiant. Une fois monté sur le trône, il développe l'industrie et excite ainsi la jalousie des autres peuples. Il devient le protecteur de la paix qu'il considère comme indispensable au travail. Il conclut des alliances, augmente l'armée pour protéger la paix (*si vis pacem....*) Il crée aussi dans la même intention une flotte. Il fait voter des lois pour les travailleurs, etc.

Cette activité pacifique de l'empereur fut brusquement interrompue par l'explosion de la guerre mondiale. Des ennemis envieux et avides de vengeance, qui déjà plusieurs années auparavant s'étaient unis pour anéantir l'empire allemand grandissant et sa fidèle alliée l'Autriche-Hongrie, forcèrent l'empereur à tirer le glaive. Plein de courage et de confiance en Dieu, il regarda en face le terrible danger et, par des paroles enflammées, il appela au combat le peuple allemand, son armée et sa marine (2).

(1) Les livres pour les tout petits enfants débordent, quand ils parlent des souverains, de sentimentalisme puéril. Exemple : « Cher et bon Kaiser, accepte aussi mes petits souhaits. Je te les apporte d'une manière aussi bonne que je le puis... Que le Bon Dieu t'accorde de vivre en paix avec joie » , etc., etc. (*Norddeutsches Lesebuch für Ein oder Zweiklassige Volksschulen*, 1918. Poésie pour le jour de naissance du Kaiser, n° 224.) *Livre encore en usage en* 1922.

(2) Seyfert : *Geschichtliche Erzählungen für die niederen Klassen der Sächsischen Hochschulen* (1921). Même esprit dans les lectures pour la Sexta (1921).

Nous trouvons ici la fameuse théorie de la jalousie des autres nations éveillée par la prospérité allemande, jalousie qui leur fit élaborer leur plan d'encerclement :

Pendant 25 ans,— raconte un livre pour la sixième (1), — Guillaume II avait réussi avec une grande abnégation à maintenir la paix pour le bien de l'empire, mais alors la plus terrible des guerres éclata, causée par la jalousie, la vengeance et l'impérialisme de nos ennemis. Le roi Edouard VII d'Angleterre avait cherché et trouvé dans toute l'Europe, et même ailleurs, des alliés pour anéantir l'Allemagne, car il craignait de voir la domination anglaise sur les mers ébranlée par la croissance des flottes de guerre et de commerce allemandes. La France voulait se venger de ses défaites et reprendre l'Alsace-Lorraine ; la Russie comptait sur la dissolution de l'Autriche pour prendre Constantinople et avoir un accès à la Méditerranée. Pendant des années, les trois puissances élaborèrent des accords et des traités secrets, dans lesquels on assurait à la France la rive gauche du Rhin, à la Russie Constantinople, et on réussit à entraîner, dans cette conjuration contre l'Allemagne, le Monténégro, la Serbie et la Belgique (2)...

Neubauer, dans son livre d'histoire pour l'*Oberprima* (3), se permet seul quelques critiques à l'égard du gouvernement impérial.

Son manuel ne dit pourtant pas un mot des efforts faits à La Haye pour mettre un terme aux armements ; il avoue seulement que l'Allemagne repoussa en 1898 l'offre de Chamberlain d'une alliance avec l'Angleterre.

On craignit de se mettre mal avec la Russie sans pouvoir cependant compter sur l'Angleterre, et on ne voulut pas renoncer à la flotte

(1) *Lehrbuch der Geschichte für höhere Lehranstallen (Sexta)* par une Société de professeurs, sous la direction du Dr Grœbe (1918) ; chap. XII.

(2) Neubauer-Seyfert fait presque exactement le même récit aux élèves des Ecoles primaires supérieures. *(Lehrbuch der Geschichte fur Sächische Realschulen* (1920, t. II). L'Allemagne et l'Autriche « s'efforçant toujours de maintenir la paix » continuaient à se développer. Leurs progrès aggravaient toujours l'opposition de la France « encore inconsolée de la perte de l'Alsace-Lorraine, avec la Russie particulièrement hostile aux Habsbourg à cause de leur empire balkanique, avec l'Angleterre qui craignait notre rapide développement économique. Aussi ces trois pays s'allièrent-ils en une Triple-Entente, dans le dessein d'anéantir (*vernichten*) l'Allemagne. Ils gagnèrent à leurs idées le Japon, le Monténégro, la Serbie, et la « neutre » Belgique (p. 212).

Puis, c'est Edouard VII qui excite le monde contre l'Allemagne ; c'est le service de trois ans en France, l'argent français qui va construire des chemins de fer et équiper l'armée en Russie. L'Allemagne connaît le danger, elle renforce ses armements et voit venir la guerre avec confiance.

(3) *Lehrbuch der Geschichte* (5. Teil, 1921).

en construction. Ce fut une décision importante pour l'histoire du monde (p. 179).

Mais nous retrouvons ici toujours le même grief :

Les Russes réclamaient de la France l'augmentation de son armée ; ainsi fut réintroduit, en 1913, le service de 3 ans. Le nouveau président Poincaré était un zélé partisan de la revanche. L'Angleterre s'était déjà montrée deux fois prête à la guerre (1905 et 1911). En 1913, elle avait, il est vrai, collaboré une fois avec l'Allemagne au maintien de la paix, mais elle continuait en même temps ses préparatifs militaires. Il existait un traité secret franco-anglais et franco-anglo-belge, dans la crainte d'une invasion allemande.

Un filet de plus en plus serré enveloppait l'Allemagne, qui ne pouvait compter que sur l'aide de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie, deux Etats pourris intérieurement. Bethmann-Hollweg espérait toujours un accord avec l'Angleterre, mais des négociations menées à Berlin avec Haldane pour en arriver à un traité de neutralité, n'aboutirent pas.

En 1913, l'état d'esprit belliqueux gagna des cercles plus étendus en France et en Russie, il s'exprima par des articles de journaux et des discours d'officiers supérieurs, etc. (1).

Le même Neubauer, collaborant avec Rosiger (2), se montre encore plus acerbe dans ses accusations. « Les Russes, disent les auteurs, ont poussé la France à armer et à rétablir le service de trois ans. »

Le nouveau et ambitieux président Poincaré, — racontent-ils, — était un zélé partisan de la revanche. Entre l'Angleterre et la France, il y avait depuis des années des accords militaires, en vue d'une action commune sur terre et sur mer. Ces machinations aboutirent à des pourparlers avec le gouvernement belge (En note : Actes de Bruxelles : en 1906, Atlas belges annotés par l'Etat-major anglais), qui, en 1839, avait été déclaré neutre. Il était prévu que les troupes anglaises et françaises marcheraient par la Belgique, et qu'Anvers devait servir de base d'opérations à la flotte britannique (p. 216).

Le livre prétend enfin qu'à la veille de la guerre des négociations furent engagées entre l'Angleterre et la Russie pour organiser une action navale commune dans la Baltique.

Voici comment le manuel expose les responsabilités des Alliés :

(1) Le récit de la guerre va de la page 190 à la page 222. Sa longueur est donc à peu près la même que chez Jaenicke.

(2) *Lehrbuch der Geschichte für höhere Lehranstalten* (5. Teil 1920).

La Russie épiait l'occasion favorable. Quant à la France, elle ne chercha nullement, nous l'avons vu déjà, à apaiser la Russie, car,

pour une grande partie de la population française, que la presse recommençait sans cesse à exciter, il paraissait tout naturel que l'Alsace-Lorraine dût être reconquise, et cette espérance a déterminé la politique française. Les gouvernements français de la dernière dizaine d'années surtout — depuis la conclusion de l'Entente avec l'Angleterre — ont eu presque tous la même idée : arriver à cette guerre.

Les énormes prêts à la Russie, les Trois ans et l'Entente sont cités ainsi comme autant de preuves de l'humeur belliqueuse de la France.

Quelle haine féroce des Allemands remplissait (en France) la plus grande partie de la population, les déclarations de savants en vue, les mauvais traitements infligés aux prisonniers de guerre et aux prisonniers civils, la condamnation de médecins allemands, etc., l'ont très clairement prouvé.

Quant à l'Angleterre, toute sa perfide politique de ces dernières années tendait à la guerre.

En face de cette alliance, conclue par le désir insatiable de conquête, la soif de vengeance et l'esprit d'épicier froidement calculateur, l'état d'esprit régnant en Allemagne était profondément grave, mais fermement résolu, presque solennel, après que la première émotion eût été surmontée.

Le 4 août, l'Empereur proclame l' « union sacrée ». Et le livre se termine ainsi :

Il s'agissait de notre existence, il fallait défendre les biens les plus nobles de la civilisation allemande. Les églises étaient pleines ; d'innombrables mobilisés y recevaient la communion avec leur famille. De toutes les couches de la population, les volontaires engagés pour la guerre venaient en masse rejoindre les drapeaux. Les amphithéâtres des Universités et les hautes classes des Ecoles se vidèrent : c'était comme en 1813. Le même esprit de sacrifice résolu et de dévouement absolu au pays remplissait la population ouvrière allemande. Dans le peuple allemand se découvrirent des forces spirituelles et morales, d'une profondeur et d'une puissance saisissantes (p. 222).

Et, prudemment cet ouvrage, daté de 1920, s'arrête là (1).

(1) Un autre manuel d'histoire des mêmes auteurs, destiné aux établissements secondaires du sud-ouest de l'Allemagne *(Lehrbuch der Geschichte für*

Tous ces manuels paraissent ainsi obéir au même mot d'ordre : la jalousie et la haine de l'étranger, causes de l' « encerclement ». Le Kaiser n'a jamais armé que pour protéger la paix, et ses ennemis ne l'ont fait que pour préparer la guerre...

Mais passons au récit des événements de 1914, et en particulier de l'acte injustifiable qui marqua les débuts de la campagne allemande, la violation de la neutralité belge. *Aucun* livre ne la condamne, et la plupart accusent la victime !

Le président Poincaré allait, — dit Neubauer-Rosiger, — au devant de la guerre en pleine connaissance de cause ; il voulait seulement pouvoir compter sûrement avec l'aide anglaise. Fidèles à leur pacte avec la France, Asquith et Grey n'ont rien fait pour maintenir la paix, ils ont, au contraire, travaillé sciemment à faire éclater la guerre. Cependant l'Allemagne faisait tout pour calmer l'Autriche, alors que nul ne cherchait à faire entendre raison à Pétersbourg.

Dès le 2 août, des troupes françaises passaient la frontière. Quant au gouvernement anglais, il cherchait un prétexte pour faire accepter

die höheren Lehranstalten von Süd-West Deutschland), et daté de 1921, révèle le même procédé. Il s'arrête en 1916 ; 3 pages seulement (299-302), sont consacrées aux débuts de la guerre.

Nous y relevons les mêmes jugements sur la politique des trois alliés, qui obligea l'Allemagne à s'armer.

Nous citerons ici ces explications un peu différentes de celles du livre précédent :

« Dans leurs manœuvres navales, l'Angleterre et la France s'exerçaient à bloquer la Manche. Déjà depuis longtemps elles s'étaient entendues pour dresser un plan de campagne commun. Les Anglais pensaient débarquer en Slesvig et en Belgique. Depuis des années, ils possédaient les renseignements les plus exacts sur les chemins et les sentiers, les casernements et les approvisionnements de la Belgique, ils les avaient résumés dans des livres secrets pour les officiers, en violation flagrante des traités internationaux relatifs à la neutralité. C'était un secret européen que la prochaine guerre franco-allemande se passerait en Belgique : les Français espéraient ainsi faire irruption dans le bassin industriel bas-rhénan. » (p. 300.)

« Dès le 2 août les troupes françaises violaient la frontière allemande, et l'ambassadeur demanda là-dessus ses passeports. »

Les gouvernants français espéraient « non seulement regagner la frontière du Rhin, mais rendre l'Allemagne impuissante pour longtemps ». (p. 302.)

« La guerre mondiale fut le résultat du travail souterrain de l'Angleterre poursuivi pendant des années... » « Mais le prétexte, l'Angleterre le trouva dans la violation de la Belgique... » « L'Allemagne, par souci de son existence, se vit contrainte de demander à passer par la Belgique. »

« Grave et conscient des grands sacrifices futurs, mais plein d'enthousiasme et de dévouement, le peuple allemand partit pour la plus terrible et la plus énorme guerre qu'ait connue l'histoire. »

Le récit s'arrête là. L'ouvrage se termine par une généalogie des Hohenzollern *qui ne porte pas de date d'abdication.* (p. 303.)

la guerre à la population. Il le découvrit bientôt dans la violation de la neutralité belge, hypocrisie éhontée, puisque l'Angleterre elle-même était décidée à ne pas respecter la neutralité de ce pays, et s'était, au contraire, entendue avec son gouvernement, par un accord militaire détaillé, prévoyant naturellement la marche de ses troupes par la Belgique.

Ainsi, l'Allemagne ne pouvait tenir sa promesse ; elle dut agir comme Frédéric II vis-à-vis de la Saxe en 1786.

Elle ne pouvait laisser inoccupé un pays par lequel, d'après des nouvelles sûres, une attaque menaçant ses territoires industriels et charbonniers devait passer, et dont l'attitude politique était très suspecte.

Ainsi, pas un mot de pitié pour la Belgique, celle-ci est, au contraire, traitée en coupable !

Nous retrouverons les mêmes idées dans le « Manuel d'histoire pour les classes supérieures de l'enseignement secondaire ». Pourtant l'auteur, le Dr H. Jaenicke, se montre animé, dans la préface, d'un esprit assez moderne ; il veut, dit-il, « montrer les relations politiques des pays et des peuples de la terre ». « La description des guerres et des batailles, surtout de celles de la guerre de 30 ans et de celles de 7 ans, seront réduites à l'essentiel et au typique » ; mais il ne faut pas dans l'avenir, ajoute-t-il, traiter seulement en passant nos grands souverains, hommes d'Etat et généraux, car ce serait contraire à la vérité scientifique (pp. VI-VII).

Nous ne pourrons ici nous étendre sur son histoire de la guerre, qui comprend près de 150 pages (77-212). La cause attribuée à la catastrophe est toujours l'envie ou la haine de l'Entente ; l'occasion, c'est le crime de Serajevo. Mêmes détails que dans les autres livres sur les débuts de la guerre (violation de l'Alsace par les Français, prétexte de la neutralité belge saisi par l'Angleterre pour intervenir). La psychose de guerre est décrite en ces termes :

La perfidie de l'Entente cause une extraordinaire excitation, ennoblie par un saint enthousiasme et par la joie du sacrifice.

C'est l'union sacrée ; le Kaiser, ses fils et les princes s'exposent aux dangers de la guerre (p. 180).

L'Allemagne est pleine de confiance dans l'issue de la lutte.

Quant aux Alliés, ils ont aussi confiance, — ajoute l'auteur —, mais surtout dans l'argent de l'Angleterre (1).

(1) Le petit lycéen de 6e apprend les mêmes légendes que son grand camarade de *Oberprima*. Ecoutez ce que lui raconte son manuel d'histoire, déjà

Le manuel de Neubauer (1), bien que supérieur à tous les autres en ce qu'il se permet de critiquer parfois la politique allemande, n'en raconte pas moins de la même manière les débuts de la guerre : Quand la guerre éclata, « Grey ne fit pas d'efforts sérieux pour retenir la Russie »... « Lorsque le tsar demanda de remettre à plus tard la mobilisation, sur une dépêche reçue de Guillaume II, le ministre de la Guerre lui mentit, prétendant que celle-ci était déjà commencée. Le lendemain, on « retourna » le tsar, et la mobilisation fut ordonnée »... « La Russie et la France voulaient la guerre, l'Angleterre avait borné ses efforts à essayer de faire céder l'Autriche » (2).

Neubauer ne se contente pas d'ajouter quelques détails au récit traditionnel : cette fois — fait unique dans ces manuels — quelques réserves apparaissent :

cité : (*Lehrbuch der Geschichte für höh. Lehranstalten.* Collect. Grœbe.) L'explosion de la guerre fut hâtée par un acte scandaleux (Serajevo)... Le gouvernement austro-hongrois réclama satisfaction à la Serbie et voulut faire rechercher les coupables dans ce pays par des policiers autrichiens. Comme la Serbie, sur le conseil de la Russie, refusait cette satisfaction, l'Autriche lui déclara la guerre. La Russie mobilisant alors son armée, l'Allemagne lui déclara la guerre, bien que le kaiser se fût efforcé d'abord de maintenir la paix. La France qui était déjà toute équipée et s'était assuré le concours de l'Angleterre, fit, avant toute déclaration, pénétrer ses troupes sur le territoire allemand dans les Vosges, et ne répondit pas à une question (??) de l'Allemagne qui lui déclara alors la guerre.

« Comme le chancelier proclamait le 4 août, que, pour attaquer la France, il fallait passer par la Belgique, l'Angleterre saisit ce prétexte pour déclarer la guerre à l'Allemagne à cause de la violation de la neutralité belge. Cette conduite perfide de l'Angleterre, notre parente de race, qui conçut bientôt le plan de faire périr de faim l'Allemagne entière, y compris femmes et enfants, éveilla chez tout Allemand une haine ardente contre la perfide Albion, haine qui s'exprime en ces vers :

Que nous importent Russes et Français ?
Balle pour balle et coup pour coup.
Nous ne les aimons ni ne les haïssons.
Nous protégeons Vistule et Wasgau.
Nous n'avons qu'une haine,
Tous nous aimons, tous nous haïssons,
Nous avons un seul ennemi, l'Angleterre. »

(1) *Ibid.*, p. 193.

(2) Ensuite même histoire de violation de la frontière par les Français. (L'assassinat de Jaurès, dans une note, est interprété comme un signe de la volonté de guerre de la France.)

Aucun mot de la neutralité belge. Le récit est à peu près le même que dans le livre précédent. L'invasion du territoire belge est justifiée par l' « état de légitime défense de l'Allemagne : la guerre était l'aboutissement de la politique d'encerclement. C'étaient nos ennemis qui poursuivaient des vues de conquêtes. »

Certes, la politique du gouvernement allemand n'avait pas toujours été heureuse. Elle avait laissé beaucoup trop libre jeu à l'Autriche-Hongrie dans le conflit avec la Serbie. Elle avait eu tort de croire à la localisation possible du conflit ; elle avait ignoré les grands préparatifs russes et n'avait pas vu qu'en cas de conflit elle devait toujours compter avec l'Angleterre comme adversaire. Quand le gouvernement déclara la guerre, il sous-estima l'action de l'opinion publique dans le monde et la calomnie empoisonnée de l'Angleterre. La campagne de presse menée par tous les moyens contre l'impérialisme, l'autocratie et le Junkertum allemands commença aussitôt dans le monde entier. L'ambitieuse Angleterre parut ainsi être le champion du droit des petites nations et de la pensée démocratique.

Après cet effort pour expliquer la mauvaise réputation de l'Allemagne dans le monde au cours de la guerre, des injures à l'adresse des adversaires :

Ce fut l' « union contre l'Allemagne de l'ambition sans mesure, de la haine profonde et de la soif de revanche, de l'égoïsme froidement calculateur du boutiquier ».

Du côté de l'Allemagne, c'était l'union sacrée :

« Des millions de volontaires affluaient sous les drapeaux ; c'était comme en 1813. »

*
**

Il serait trop long de reprendre, d'après nos manuels, le récit des opérations militaires de 1914-1918. Nous nous bornerons à indiquer les points sur lesquels nos auteurs sont en général d'accord : la bataille de la Marne a arrêté l'avance de l'armée allemande et a déterminé son retranchement dans des positions préparées d'avance. Les ennemis de l'Allemagne ont violé impudemment les lois de la guerre. Par contre, aucune violation de ces lois par l'Allemagne n'est mentionnée.

La guerre sous-marine sans restrictions a amené l'intervention américaine : *elle n'est pourtant pas blâmée*. Les manuels rédigés pendant la guerre affectent de considérer le sous-marin comme l'arme de la victoire.

Citons quelques passages typiques, pour illustrer ces indications :

Toute la mobilisation s'effectue pour le mieux. Le plan de blocus

anglais nous fait décréter la mobilisation économique, racontent Jaenicke et Neubauer (1).

La guerre aurait fini en quelques mois à notre avantage si nos ennemis s'étaient tenus dans les limites du droit des gens. (Singulière explication de la durée de la campagne !)

Quels sont ces méfaits des alliés ?

L'Angleterre élargit la notion de contrebande de guerre. Elle organise une propagande anti-allemande calomniatrice, nous traitant de Huns, de Barbares, disant que nous avions bombardé exprès des monuments artistiques, traité cruellement les populations soumises à l'occupation et les prisonniers.

En réalité, nos ennemis ne négligeaient aucun moyen de combat, si affreux fût-il (balles dum-dum, guerriers de couleur les plus sauvages) ; ils firent subir les plus terribles cruautés aux habitants des territoires occupés ainsi qu'aux soldats (Prusse orientale, Alsace, Galicie).

Les Anglais poussèrent des Allemands prisonniers devant eux pendant les attaques ; les Russes, leurs propres paysans, pour cacher leurs mouvements. On bombarda de paisibles villes ouvertes comme Fribourg, Karlsruhe, et les Anglais refusèrent de sauver des Allemands naufragés. L'Amérique, soi-disant neutre, fournit dès le début des munitions à nos adversaires (2).

Mais, « d'après le mot de Hindenburg », conclut le manuel,

(1) *Ibid.*, p. 183.

(2) P. 199, il est parlé de la guerre sous-marine sans restrictions qui fait intervenir l'Amérique. Pas un mot de critique, naturellement !

A propos de cette même guerre sous-marine sans restrictions, les lignes suivantes nous montrent bien encore dans quel esprit étaient rédigés les livres scolaires de la guerre (Collection Grœber., *ibid.*, pp. 47-50.)

« Avec elle (la guerre sous-marine), nous est mis dans la main le glaive qui, selon les prévisions humaines, abattra l'Angleterre. La bonne Providence (!) qui donna à la diligente abeille l'aiguillon, a donné à l'Allemagne les sous-marins et leurs guides intrépides pour sauver le peuple allemand... L'Amérique ne changera rien à la marche du destin. Elle recevra tôt ou tard son salaire, comme tous les coupables l'ont eu : la Belgique qui a vendu sa neutralité aux puissances occidentales... (et a donné ainsi un prétexte à l'Angleterre pour « sa » guerre), la Serbie qui alluma la torche en Europe, le Monténégro, la Russie et enfin l'Italie. Car dans la vie des peuples comme dans celle des individus « toute faute se venge sur terre » (*).

Ainsi finit cette histoire de la guerre. Pas l'ombre d'un soupçon de culpabilité ou même d'imprudence de la part de l'Allemagne !

Même optimisme officiel dans le manuel pour la cinquième : La guerre aérienne est victorieuse : plus de 30 attaques sur le port *(sic)* de Londres et les défenses des côtes anglaises.

En 1917, guerre sous-marine sans restrictions contre « notre ennemi mortel », l'Angleterre. Résultats terribles, mais cette guerre amène l'intervention de l'Amérique qui ne peut plus vendre de matériel aux alliés et qui, « pour sauver son bien suprême, son or », se lie à la Quadruple Entente.

(*) Gœthe.

« elle s'est engagée dans une mauvaise affaire et ne détournera pas le destin : l'histoire du monde est le tribunal du monde ».

Il est piquant de penser que cette conclusion, si hardiment optimiste, est réimprimée sans modifications dans les éditions postérieures à la débâcle, — lorsque les calculs de Tirpitz se sont montrés si grossièrement faux.

***

Les deux ouvrages de Jaenicke et de Neubauer (Cours supérieur) sont, de tous les manuels que nous avons pu lire, les plus détaillés et les moins timides, quand il s'agit d'aborder le récit délicat des revers, de l'effondrement de l'Empire et de la révolution allemande.

Chez Neubauer, nous retrouvons l'indépendance d'esprit relative que nous avons signalée plus haut.

Dans le récit des opérations militaires, l'auteur se permet d'apprécier, voire de critiquer les chefs de son pays. Après la Marne, il dit par exemple :

> Le plan de surprendre la France avait « raté » et la guerre désormais devait être longue et *faibles* les chances de victoire (p. 208).

Il avoue aussi que la lutte pour Verdun fut « très onéreuse et sans issue », que le blocus de l'Allemagne fut très efficace à partir de 1916.

> Tandis qu'en Angleterre et en France on arrive à créer l'union des esprits par la guerre, en Allemagne, le moral se dissolvait peu à peu, grâce à la propagande victorieuse de l'Entente (Northcliffe et sa presse) qui prêchait la lutte contre le militarisme et l'autocratie impérialiste allemande (p. 214).

Pas plus qu'ailleurs, la guerre sous-marine sans restriction n'est blâmée. Mais la proposition de paix du prince Sixte, faite par l'empereur d'Autriche, à l'insu de Czernin, est mentionnée, de même que la résolution de paix du Reichstag en 1917.

La retraite du front élastique est aussi racontée, mais les destructions systématiques sont passées sous silence.

Enfin vient l'aveu des échecs de 1918 et de la démoralisation à l'avant et à l'arrière :

Alors, le 8 août, Anglais et Français, à l'aide de tanks et de brouillard artificiel, réussirent une surprise, ce fut le *Jour noir* (sur la Sömme). Ils firent énormément de prisonniers, et les troupes qui retournaient à l'arrière criaient à celles qui montaient en ligne : « Renards, briseurs de grève ! » (Curieux aveu dans un manuel scolaire !)

On dut abandonner tout le terrain gagné. Il n'y avait plus de réserves, on se retira derrière la ligne Siegfried. Fin septembre, celle-ci fut brisée (p. 213).

En même temps, l'état de l'Autriche était désespéré, et les Tchèques désertaient en masse.

En Allemagne, c'est la dissolution intérieure croissante ; la propagande de l'Entente devient toujours plus efficace, on espère une paix de conciliation, et on méconnaît la volonté d'anéantir l'Allemagne qui anime les ennemis. L'esprit public n'est soumis à aucune direction unique. Il y a rivalité entre le gouvernement et l'Etat-major général (p. 216).

Chose curieuse, dans son manuel écrit en collaboration avec Seyfert (1), pour les écoles réales, le même Neubauer se montrait bien plus dénué de sens critique. Témoin les affirmations suivantes : De juillet à novembre 1918, on « garde toujours la vieille confiance dans la victoire ». On abandonne « le territoire de lutte dévasté » (par qui ? le manuel ne le dit pas).

On recule, mais sans être battu :

Nulle part les adversaires ne réussirent à rompre le front des héros allemands qui reculaient en luttant et suivant un plan.

L'écroulement de l'Empire provient de la défaite des Turcs, des Bulgares et de l'Autriche. Ce sont alors les offres de Wilson et l'armistice. La Conférence de Versailles se réunit enfin « pour voir comment on pourrait anéantir l'Allemagne détestée ». Elle élabore 440 « honteux articles », « détruisant notre fière armée » et nous réduisant en esclavage.

Rien ne reflète, dans la paix honteuse de Versailles, les idées de justice et de noble humanité dont s'est si souvent targué le président Wilson. L'Allemagne fut la victime d'ennemis pleins de haine (p. 224).

Jeanicke est tout aussi partial et aveugle que Neubauer-

(1) Neubauer-Seyfert : *Lehrbuch der Geschichte für sächsische Realschuln.* Déjà cité.

Seyfert. Il blâme la motion de paix du Reichstag, en 1917 : « elle donna l'impression que nous étions à bout », sans dire un mot de la situation critique de l'Autriche qui la détermina. Wilson est accusé d'utiliser les dissensions intérieures de l'Allemagne et de chercher à provoquer une révolution.

A la page 205, enfin, l'effondrement de l'Allemagne est mis en grande partie sur le compte des social-démocrates qui veulent terminer le massacre et transformer l'Allemagne en République sociale. Une fois de plus, nous voyons rééditer la légende du *coup de poignard dans le dos* :

> Les socialistes choisirent le moment où l'Allemagne se défendait contre un monde d'ennemis impitoyables pour anéantir le soi-disant militarisme. Le général Maurice a dit : L'armée allemande, qui se maintenait toujours en novembre 1918 sur le sol ennemi, a été poignardée par derrière, par sa propre patrie (p. 206).

Après cette citation vengeresse, l'auteur indique pourtant la chute des alliés de l'Allemagne comme autre cause de la défaite, et infirme ainsi sa propre thèse.

Passons au récit de la révolution et au traité de paix. Le *Cours Supérieur* de Neubauer est encore ici le moins mauvais des manuels d'histoire.

Le changement de régime n'est pas attribué uniquement à la social-démocratie. Les mutineries de Kiel — avoue-t-il — eurent lieu pour s'opposer à une sortie ultime de la flotte, et, à Berlin, la révolution ne rencontra « aucune résistance ».

Mais si le livre de Neubauer est conçu dans un esprit plus indépendant que les autres ouvrages, il n'en critique pas moins très amèrement le traité de Versailles, sans dire un seul mot de la Société des Nations, ni des motifs qui ont pu inciter les Alliés à prendre des précautions contre l'Allemagne. Il est surtout indigné par le fait que dans le traité de paix de Versailles, « l'Allemagne se reconnaît coupable d'avoir causé cette guerre (art. 1) (1), et qu'ainsi, elle est responsable de tous les dommages » (art. 4).

Dans l'organisation du plébiscite de Malmédy, « on viola absolument la liberté de vote ».

> Cette paix, dont les conditions éhontées dépassent tout ce qu'on peut imaginer, tend à violenter et à asservir partout le germanisme.

(1) Il y a erreur ici sur l'article.

Seuls, les Allemands ne peuvent invoquer le principe de libre détermination : 3 millions et demi d'Allemands sont ainsi retenus en Tchéco-Slovaquie, 1 et demi en France (?), 100.000 en Roumanie, Slavie et Bulgarie, 50.000 en Danemark.

Ce traité tend à « souiller de manière durable le nom allemand » (par l'aveu de la faute, le procès du kaiser, etc.) ; à enlever son indépendance à l'Allemagne (par les réparations, le régime des fleuves internationaux, etc.) ; à désarmer totalement l'Allemagne (par l'occupation, l'interdiction de fortifier ses frontières, la réduction de l'armée) ; à la ruiner enfin (par les frais énormes d'occupation, la perte des colonies, des mines, etc.) L'ouvrage se termine, sans conclusion générale, par un résumé de la Constitution républicaine, lequel omet d'ailleurs les dispositions de l'art. 148 relatives à l'esprit de réconciliation des peuples qui doit pénétrer l'enseignement (1).

Parcourons maintenant Jaenicke.

Tout le récit de la révolution est rempli de traits hostiles à la social-démocratie et à l'Entente. C'est Wilson qui déclanche la révolution, « richement soutenue par l'or bolchevique ».

C'est Erzberger, notre plénipotentiaire, et notre gouvernement qui acceptent presque sans résister toutes les exigences de Foch, représentant l'Entente (p. 209).

Ce sont les Français qui s'installent avant le traité en Alsace-Lorraine, et les traîtres qui chez nous veulent s'allier à la France et à la Pologne contre la Prusse.

C'est enfin le traité de Versailles, conçu par des ennemis « qui avaient la ferme volonté d'anéantir l'Allemagne ». Pas un mot du Pacte de la Société des Nations (p. 213). Ainsi,

(1) Le récit des événements, bien que beaucoup plus bref, est le même dans Neubauer-Seyfert. Mais il y manque la critique du traité de paix.

Ce manuel reconnaît d'abord que la révolution a été déclanchée par la déclaration de Wilson (23 octobre 1918) qui disait ne pas vouloir traiter avec l'Empereur. Le livre rappelle que l'Empereur ne voulut pas abdiquer. Il y eut des émeutes dans les ports, puis à Munich, Stuttgart. Des émissaires russes excitaient la population à Kiel, Hambourg, Lubeck. Le 7, les socialistes exigent l'abdication. Deux jours après, l'Empereur quitte l'armée et « va » en Hollande ; les autres princes abdiquent en novembre. Puis vient un bref récit de la suite des événements, sans commentaires: le gouvernement des six commissaires socialistes, les pouvoirs locaux aux Conseils des ouvriers et soldats, l'Assemblée de Weimar, enfin le résumé de la Constitution. L'article 148 sur l'éducation pacifique y est mentionné. Enfin, sont décrits les incertitudes de la situation et les essais de coups d'Etat de droite et de gauche. « Puisse à notre pauvre patrie être enfin réservés paix et repos. » Telle est la conclusion, écrite en juin 1920 (pp. 203 à 228).

« le monde est ébranlé, et pour longtemps. L'Allemagne est exclue de la Société des Nations projetée (?), et peut-être plus bas qu'elle ne l'a jamais été (1) ».

La révolution est l'œuvre de la social-démocratie, soutenue par les bolchevicks russes et par la perfide propagande de Wilson contre l'Empire : tel est, en somme, le mot d'ordre des manuels. Ils feignent d'ignorer totalement que la chute du régime a eu pour causes la défaite militaire et l'écœurement général des troupes battues et des populations affamées par le blocus. Quant au nouveau régime, il n'est pas attaqué de front, mais on s'efforce souvent de le rabaisser par des insinuations calomnieuses. Nulle part on ne reconnaît que les inextricables difficultés, au milieu desquelles il se débat, ne sont que le lourd héritage des fautes et des crimes de l'empire

Tel livre de lecture (2) décrit avec une sympathie évidente la conduite du Kaiser pendant la guerre :

Comme chef suprême de l'armée, il mena, avec ces Messieurs du Grand Etat Major, les entreprises grandioses de la guerre. Tantôt il résidait à l'ouest, tantôt le rapide chemin de fer l'emportait vers le lointain Orient, tantôt il visitait ses fidèles alliés, le vénérable empereur François-Joseph à Vienne et le tzar des Bulgares dans les Balkans. Il décore, réconforte les blessés, etc... Il était plein de douleur devant ces misères, mais la conscience qu'il n'avait pas voulu cette atroce guerre, et la foi ferme en la victoire finale de l'Allemagne, le soutenaient. La tête haute, il acceptait toutes les injures des ennemis, qui repoussaient la main pacifique qu'il leur tendait. Le peuple allemand

(1) La conclusion de l'ouvrage est prudente et vague. Après avoir parlé des leçons de l'histoire et de l'utilité des divers partis, l'auteur ajoute : « Mais notre sens national est toujours faible. Il se développerait plus fortement enfin si nous reconnaissions que notre position géographique spéciale, au milieu des nations européennes, réclame aussi de nous des efforts particuliers : travail honnête, activité de fer, fidélité au devoir, discipline joyeuse et sérieux moral. Le manquement à ces devoirs est expié par notre peuple plus durement que par tout autre : il nous faut nous relever maintenant de la plus terrible chute, causée par une lourde faute contre notre mission dans le monde. » (Suit la Constitution, où l'art. 148 est cité.)

La dernière phrase est-elle un aveu ? Quel aveu ? Il est impossible de le dire, car il nous a failu constater, hélas ! dans les 150 pages relatives à la guerre, l'absence de toute critique, je dirais même de toute ombre de critique vis-à-vis des chefs civils ou militaires de l'Allemagne, le choix systématique de tous les faits justifiant leur conduite, et la suppression de tout ce qui aurait pu être le moins du monde favorable à l'ennemi ou à la social démocratie. Toujours la même méthode de l'histoire tronquée, malgré le réel intérêt de l'ouvrage qui ne s'arrête pas heureusement, comme tant d'autres, avant le récit des revers !

(2) Seyfert : *Geschichtliche Erzählungen*, etc.

avait confiance en ses chefs et faisait volontiers les plus grands sacrifices de richesses et de sang pour le salut de la chère patrie.

Quatre ans, il a supporté courageusement les souffrances de la guerre dans l'espoir d'une issue victorieuse. Puis vint, en automne 1918, l'effondrement. Ses ennemis trop supérieurs en forces repoussèrent ses vaillantes armées ; dans le pays même éclata une révolution. Le 9 novembre 1918, Guillaume II fut forcé de renoncer pour toujours au trône d'empereur d'Allemagne et de roi de Prusse. Il alla habiter en Hollande avec son épouse.

De l'empire, cette fière création du prince de Bismarck, on fit, au bout de 48 ans, une République avec un Président à sa tête.

Une page consacrée à l'empereur — quatre mots à la République !

L'abdication du prince de Saxe est racontée tout à fait dans le même esprit, en louant discrètement la monarchie et en l'opposant à la république.

L'ouvrage de Seyfert est suivi d'une petite instruction civique, — chose très rare jusqu'ici, bien que l'on annonce actuellement l'apparition de manuels de ce genre. Nous y notons toujours la même méthode. Elle consiste à parler surtout des affaires de l'ancien régime et à ne consacrer que quelques mots, témoignant par leur sécheresse d'un mépris secret, aux dispositions de la Constitution actuelle.

« Je suis un petit Allemand — commence ce chapitre. Mon pays est le Reich allemand. Il est, depuis le 9 novembre 1918, un Etat libre (Freistaat), ou République, avec un président choisi par le peuple à sa tête. Auparavant, il était gouverné par un empereur. Le 18 janvier 1871, il avait été fondé. Alors se réunirent en association 25 Etats allemands (par la guerre de 1870 en arriva un de plus, l'Alsace-Lorraine), et ils choisirent le roi de Prusse, comme chef de la confédération ; celui-ci prit comme tel le titre d'empereur d'Allemagne.

L'Etat allemand auquel j'appartiens est l'Etat libre de Saxe. La Saxe est ma petite patrie où règnait le roi Frédéric-Auguste II, de la maison de Wittelsbach, jusqu'à son abdication du 13 novembre 1918. »

Suivent *onze* lignes sur l'armée allemande, ce qui est énorme quand on pense que le résumé a environ *une* page, et qu'il s'agit de l'armée d'avant 1918. Quant à l'organisation actuelle, elle est écrite en ces termes laconiques :

La révolution allemande (!) a supprimé l'armée permanente et la flotte. C'est maintenant la Reichswehr, formée de volontaires, qui est la gardienne de l'ordre dans la patrie.

Sur cette phrase, qui contient une forte inexactitude, se termine l'appendice du manuel de Seyfert (1) (p. 145).

Citons pour terminer quelques exemples d'excitations directes à la revanche.

Lierman et Pappritz, dans leur *Livre allemand de Lecture* (2), ont introduit dans l'édition de 1920 deux poésies de Paul Warnecke qui ont ce caractère.

La première, intitulée *1870,* contient la strophe qui suit :

O Allemagne que le monde voyait si glorieuse, puise de la consolation dans les journées de Metz et de Saint-Privat. Comme des couronnes de chêne, comme des fleurs de la campagne ensoleillée te parent les noms de Spichern, Sarrebruck, Wœrth, et Mars-la-Tour.

Oh ! quoi que l'on t'ait pris, quelque mal que l'on t'ait fait, des jours viendront semblables à ceux que nous avons vus !

Ainsi finit le poème.

L'autre poésie *Ce que nous avons perdu,* passe en revue tous les territoires enlevés à l'Allemagne et conclut ainsi :

Toi qui es asservi à l'erreur (?), réveille-toi, secoue la honte, pense au jour de la vengeance, au jour de la liberté. Ne laisse pas s'éteindre ton ardeur qui flambait jusqu'au ciel. Tu auras, ainsi que tes héritiers, une digne et sublime tâche.

Tu ne dois jamais l'oublier : sois fort et fidèle. Ce que Dieu t'a donné tu le recouvreras alors. Grave-le profondément dans le cœur de tes garçons : ce que nous avons perdu ne doit pas l'être.

Autre exemple : Dans la collection de vulgarisation très répandue : *Aus Natur und Geisteswelt,* nous relevons, dans la nouvelle édition d'un opuscule sur la chanson populaire allemande par Bruinier, l'étrange conclusion, ajoutée dans la 6e édition (1921), chez Teubner.

(1) Un fait typique qui nous a été révélé par la *Frankfurter Zeitung* (5 janvier 1922) montre combien l'esprit de l'ancien régime cherche souvent à reparaître dans les livres de la jeune République. En décembre 1921, le journal socialiste *Münchner Post* dénonçait le livre d'histoire utilisé dans les classes supérieures des gymnases bavarois comme contenant, à côté de l'apologie des belliqueux Hohenzollern, des phrases malsonnantes à l'égard du gouvernement actuel, et en particulier du Président Ebert. Il était dit à peu près : « Un ouvrier sellier, Ebert, est devenu Président de la République ». Le 3 janvier, le ministère des Cultes de Bavière s'est décidé à promulguer un décret rendant désormais le visa des autorités universitaires obligatoire pour tout livre *même simplement réédité* destiné aux écoles. La dépêche de Munich ne dit d'ailleurs pas si le livré incrimé a été retiré des mains des élèves.

(2) *Deutsches Lesebuch* (1920), p. 345 et 355.

L'Allemand ne porte pas longtemps de chaînes. Non, pas l'Allemand. Je ne verrai probablement pas le jour où tous les enfants revenus au foyer tomberont dans les bras de la mère Germanie ; je ne puis qu'y rêver. Mais ce jour viendra, le jour où les frontières de l'ouest, du sud et de l'est seront de nouveau telles que Dieu les a tracées, et non telles que les fixa la stupide étroitesse des Welches et des Sarmates maudits. Et alors le jour de la chanson sera revenu. Comme Drusus, ils seront tous abattus par Dieu, ceux qui attentent à la liberté allemande.

La polémique se glisse enfin jusque dans les colonnes des dictionnaires (1). Ainsi, dans la dernière édition (1921) du dictionnaire de Meyer *Meyers Konversationslexikon*, très répandu en Allemagne dans les classes et les familles, nous retrouvons, à l'article « Guerre mondiale » (*Weltkrieg*), le même exposé tronqué de la guerre et de ses origines : il n'est pas dit un mot de la neutralité belge ! « L'Allemagne fit marcher ses troupes à travers la Belgique, ce que l'Angleterre saisit aussitôt comme prétexte de guerre. »

De même, à l'article « Société des Nations » (*Vœlkerbund*), nous lisons cette définition : « Association des puissances alliées et associées *contre* (sic) l'Allemagne.. La Société des Nations est ouverte aux neutres. »

Toutes les occasions sont bonnes, on le voit, pour protester contre le traité de paix et exciter la population contre les Alliés ; tous ces ouvrages soumettent la jeunesse à une dangereuse suggestion incessante.

***

En résumé, ces livres sont imbus de l'esprit monarchiste et nationaliste le plus caractérisé et le plus dénué de sens critique : l'histoire est enseignée comme un dogme. D'après elle, les souverains allemands ont toujours été infaillibles ;

(1) Nous la retrouvons même dans un livre — qui le croirait ? — *d'histoire naturelle (Naturkunde* du Dr E. Düll, Munich), pour la 5e des gymnases. L'auteur se répand à tout propos en invectives contre les ennemis de l'Allemagne : « les territoires volés par l'Angleterre » (p. 212) ; « la jalousie furieuse et aveugle de nos adversaires » (p. 239) ; « la barbare (!) Belgique » (p. 197) ; « Toujours l'Allemand devra rester un combattant, pour défendre ses conquêtes », etc., etc. (p. 133). Ce livre, qui vient de nous être signalé comme étant en usage en Bavière, montre bien à quel point la réaction sévit dans ce pays.

tout ce qui pourrait les déconsidérer est passé sous silence. Jamais l'historien n'essaie d'expliquer à l'enfant la psychologie de l'étranger ou de lui en décrire la civilisation. Les autres Etats sont toujours supposés obéir aux motifs les plus bas.

En ce qui concerne les diverses catégories de livres scolaires, nos observations se résument ainsi :

Les *Lectures choisies*, très peu littéraires et surtout historiques, louent sans cesse les vertus des souverains. Aucune de celles examinées par nous ne se rapporte à la dernière guerre.

De même, dans les livres pour tout petits, pas d'allusions à la guerre. Mais, dans le cours entier de ses études, l'élève ne trouvera jamais rien dans ses livres sur la culture étrangère, presque rien sur la civilisation morale de son propre pays. Par contre, à partir de la Réforme, il entendra chaque année l'éloge incessant et exclusif de la Prusse et de sa dynastie.

Pour la guerre mondiale et la révolution enfin, l'enfant ne trouvera encore dans les manuels qu'une histoire falsifiée et tronquée partout de la même manière, comme suivant un mot d'ordre général.

***

Ainsi, l'image que tous ces livres scolaires nous donnent de l'éducation allemande d'après guerre est loin d'être satisfaisante. Elle est même faite pour nous remplir d'inquiétude : va-t-on perpétuer, dans les esprits de la génération qui vient, les mensonges et les erreurs, ces vérités tronquées, censurées, déformées, à l'usage d'une seule nation, dont tous les peuples ont, hélas, pris plus ou moins l'habitude durant les terribles années de crépuscule européen, de 1914 à 1918 ?

Il serait naturellement ridicule de penser que les livres allemands vont, au lendemain de la défaite, enseigner franchement à la jeunesse la thèse de la responsabilité allemande. Il est pourtant permis d'estimer que l'école républicaine devrait dans ses manuels dénoncer les erreurs et les crimes de l'ancien régime, l'immoralité foncière de sa politique, de la raison d'Etat, faire comprendre les inquiétudes de l'étranger en présence de la *Weltpolitik*, ne pas laisser croire enfin que la révolution et la République sont responsables de l'état

lamentable dans lequel une guerre voulue et prolongée par le gouvernement impérial a mis l'Allemagne.

Rien ne s'oppose autant à la réconciliation des peuples, si difficile et si lente après une telle catastrophe, et pourtant inscrite dans la Constitution allemande, que ces travestissements de la vérité qui, même quand l'adversaire n'est pas attaqué ouvertement, donnent toujours de lui une image déformée et avilie. Mais l'article 148 n'en existe pas moins ; il pourrait constituer l'arme la plus efficace dans la lutte contre l'esprit de guerre en Allemagne. On nous signale l'apparition de livres nouveaux, imbus de l'esprit pacifique et démocratique (1), et — chose peut être plus importante — quantité de maîtres, de l'enseignement primaire surtout, se montrent hostiles à l'enseignement de la haine et de l'impérialisme.

D'ores et déjà, les groupements républicains et socialistes d'instituteurs, de professeurs et même d'étudiants mènent le bon combat contre les livres scolaires chauvins. C'est ainsi que le *Maître Libre* (2) dénonçait, l'an dernier, les poésies haineuses introduites dans le recueil de Liermann et Pappritz, que la Revue *Jeunes Gens* (3) (août 1921) signalait de même les deux livres monarchistes de Gabriel et Suprian. Et, dans les deux cas, paraît-il, le retrait des ouvrages incriminés a été obtenu.

Les Jeunesses allemandes — associations de grands élèves, de jeunes ouvriers et d'étudiants — ont fait plus : elles ont organisé l'an dernier, à Leipzig, un bureau central, auquel doivent être signalées les infractions à l'art. 148, commises dans les livres ou dans l'enseignement, et qui se charge des démarches auprès des autorités. La presse socia-

(1) Cette étude, commencée au début de 1922, n'a pu utiliser que peu de matériaux postérieurs à la fin de 1921. Pourtant, nous devons à la vérité de signaler la publication courageuse, par le Professeur Wernecke, d'une série de livres scolaires favorables à notre pays. Ces ouvrages ont eu un tel succès dans certains milieux démocratiques du Sud et de l'Ouest qu'ils ont été vite épuisés. Mais ils ne seront pas de sitôt adoptés par les écoles !

Il existe 22 de ces petits ouvrages tout à fait empreints de l'esprit largement humain de nos livres de lecture français. L'un d'eux porte le titre typique : *La France peut-elle être notre modèle?* (Edités chez l'auteur, Natzungen en Westphalie (1920 à 1922).

(2) *Der Freie Lehrer*. Organe du Syndicat des instituteurs et institutrices socialistes d'Allemagne. Mensuel (Berlin).

(3) *Junge Menschen*. Organe de la jeunesse allemande, mensuel.

liste et pacifiste, enfin, accueille toutes les réclamations de même nature, qui ont souvent obtenu satisfaction.

Quant à l'œuvre positive de reconstruction de l'enseignement sur sa nouvelle base, elle a été entreprise et se poursuit aujourd'hui dans nombre de publications pédagogiques, notamment dans les deux revues déjà citées, dans le *Nouveau Devenir* (1), dans la *Nouvelle Education* (2), dans la *Réforme Pédagogique* (3), etc.

Le *Maître Libre* consacre son numéro de décembre 1921 tout entier à « l'Esprit de réconciliation des peuples ». Il y publie une série d'articles, écrits par des maîtres, sur l'application de l'art. 148. Woogd signale dans le premier de ces articles (*Désarmement moral*) les excitations chauvines qui, dans tous les pays, cherchent à perpétuer les haines nées de la guerre. En ce qui concerne l'Allemagne, il reconnaît les difficultés de la lutte contre le chauvinisme, dues aux terribles circonstances actuelles, et adresse un appel chaleureux à la jeunesse et aux maîtres. Ensuite, Bleier défend le *pacifisme radical* : la jeunesse aime ce qui est fort. Soyons énergiques, combattifs, pour défendre l'humanité contre le nationalisme, et nous rallierons les jeunes.

Erich Mangels considère l'esprit de réconciliation comme inséparable de la lutte contre la concurrence brutale dans tous les domaines, et pour l'entraide et la coopération. Henningsen esquisse enfin un plan de lutte contre l'esprit de haine insufflé aux enfants, tandis qu'Erich Witte montre sans peine quelles vues largement humaines les éducateurs trouvent dans les grands classiques allemands.

« Je réclame, conclut-il, que la lecture de nos grands classiques soit employée à élever notre jeunesse dans l'esprit de Weimar, pour tuer l'esprit de Potsdam. Il nous faut redevenir les disciples de Schiller, de Gœthe, de Kant et de Herder après avoir été pendant des dizaines d'années uniquement ceux de Bismarck et de Bülow, deTreitschke et de Bernhardi. Faire connaître à notre jeunesse l'esprit de ces grands hommes de Weimar, c'est l'élever dans l'esprit de réconciliation des peuples (4). »

(1) *Das Neue Werden.*
(2) *Die Neue Erziehung* (Berlin). Mensuel.
(3) *Die Pädagogische Reform.* (Hebdom. Hambourg).
(4) Witte a eu en 1921 un conflit avec son Directeur. Celui-ci avait fait

Chaque numéro de la *Nouvelle Education* contient un supplément édité par la *Ligue allemande pour la Société des Nations,* sous la direction du Docteur Elisabeth Rotten. Mlle Rotten, qui est à la tête de la Section pédagogique de la Ligue, est animée du meilleur et du plus intelligent des zèles : elle s'est attachée à donner à l'éducation une base véritablement humaine. Dans une brochure intitulée : *Devoirs d'une éducation future pour la Société des Nations* (1), elle recherche et expose les idées qui unissent les hommes et sont communes à tous, pour les substituer dans l'éducation à celles qui les divisent. Elle passe en revue les pédagogues qui, depuis Pestalozzi (2), ont voulu développer dans chaque enfant les bons côtés de l'universelle nature humaine.

Dans une autre brochure *L'éducation de l'esprit de paix* (3), Wilhelm Bœrner traite un sujet analogue, bien que d'une manière toute différente. Ce n'est plus une introduction générale à l'éducation humaine ; c'est une œuvre de polémique acerbe et très bien documentée contre le chauvinisme à l'école, suivie d'un plan détaillé d'enseignement pénétré de l'esprit de paix (4). Une esquisse analogue se trouve dans la brochure du Dr Erich Witte, éditée par « la Nouvelle Patrie » et destinée à renseigner les éducateurs sur le développement des idées pacifistes et sur les ouvrages où ils pourront les puiser (5).

sur lui un rapport l'accusant « de faire de la politique » en classe — parce qu'il traitait sans parti pris les questions internationales. Le Collège provincial fut saisi, puis le Ministère. Après un long échange de vues relatives à l'interprétation de l'article 148, le Ministère dut reconnaître que « cet article avait force de loi » et ne pouvait être contredit par aucun règlement. Mais il a fallu près de *deux ans* pour que Witte obtienne justice ! On voit par là si l'administration est gênée par l'art. 148.(Cf. le récit de l'affaire dans *Der Freie Beamte,* 26 août 1922. « Réaction scolaire et République ».)

(1) *Aufgaben Künftiger Voelkerbunderziehung,* von Dr Elisabeth Rotten. Préface de F. W. Förster.) Berlin 1920. Rowohlt Verlag.

(2) Pestalozzi avait compris l'énorme puissance du facteur moral, si méconnu par les successeurs de Bismarck : « Je saurais donner à celui qui me suivrait, dit Pestalozzi, une puissance en Europe plus forte que celle de Bonaparte... »

(3) *Erziehung zur Friedensgesinnung,* Stuttgart, 1921. (Friede durch Recht Verlag.)

(4) Ce plan est tellement semblable au règlement de l'Etat de Brunswick que nous croyons inutile de le citer ici.

(5) Dr Erich Witte : *Der Unterricht im Geiste der Völkerversöhnung* (Berlin, 1921). Voici les directives excellentes qu'il donne et que nous reproduisons ici à titre d'exemple.

De toutes les branches de l'enseignement, l'histoire est sans nul doute celle que se disputent le plus âprement le nationalisme et l'esprit nouveau : la place faite à cette matière dans les livres examinés, l'importance accordée par les réformateurs aux méthodes d'exposition historique en font foi. C'est qu'il est impossible de ne pas mêler des idées politiques au récit des événements modernes, et surtout à l'exposé des faits récents si discutés, comme la guerre et la révolution. L'empire de Bismarck avait son histoire, à la Treitschke, dont l'esprit infeste encore les livres. Sa méthode est inconciliable avec l'art. 148, avec la République, et les maîtres animés de l'esprit nouveau travaillent à le faire comprendre.

Ainsi, en 1921, la question de l'enseignement historique a été agitée dans deux importants Congrès : celui de l'Union des professeurs d'histoire (*Verband deutscher Geschichtslehrer*) tenu à Leipzig en mars-avril, et le *Kulturtag* de Dresde (juin, organisé par le « Syndicat des maîtres socialistes » (*Arbeitsgemeinschaft sozialdemokratischer Lehrer*).

A Leipzig, on n'envisagea pas de mesures bien draconiennes contre l'ancien enseignement ; on se contenta, après des

I. Histoire des guerres. — 1. Traiter brièvement l'histoire des guerres et plus longuement celle de la culture. 2. Expliquer aux élèves l'inanité de toute guerre de conquête, la folie d'une guerre de revanche et l'action anticivilisatrice de toutes les guerres ; exposer les suites néfastes des guerres et en particulier de la guerre mondiale (suites politiques, économiques et morales, pertes d'hommes). 3. Apprécier objectivement les origines de toutes les guerres. Ne jamais glorifier ni les guerres, ni les personnalités historiques qui les ont déchaînées. 4. Mettre spécialement en relief tous les cas dans lesquels des différends internationaux ont été aplanis par des arbitrages. 5. Expliquer les poésies guerrières au point de vue pacifiste.

II. Juger avec équité les autres peuples, ne pas surestimer le peuple allemand.

III. Faire de la vie internationale et du droit des peuples des objets d'enseignement. 1. Exposer la vie internationale des dernières décades et faire ressortir l'importance internationale des grands hommes honorés par toutes les nations, des poètes, inventeurs, etc. 2. Exposer les éléments du droit des gens actuel et la position des divers peuples vis-à-vis de ce droit. 3. Introduire des morceaux relatifs à la vie internationale et au droit des gens dans les livres de lecture ; tenir compte de ces sujets dans l'enseignement des langues étrangères.

IV. Les Maîtres. Organiser des conférences spéciales, pour donner aux maîtres l'occasion de se familiariser avec le droit international actuel et les idées pacifistes. Instituer une épreuve sur ces matières à l'examen d'Etat des candidats aux postes de l'enseignement.

V. Epuration des bibliothèques scolaires. Supprimer tous les ouvrages militaristes et nationalistes actuels et les remplacer par ceux dont la lecture contribue à élever les enfants dans un esprit de réconciliation des peuples.

exposés de Brandt et de Friedrich, de réclamer l'introduction dans les classes de livres d'histoire *descriptifs*, au lieu des simples tables chronologiques pour lesquelles on fait actuellement campagne (1). Le vœu n'était d'ailleurs pas aussi anodin qu'il en avait l'air ; car se contenter exclusivement de ces tables, c'est laisser au maître l'entière liberté de commenter à sa guise les événements, c'est le soustraire à tout contrôle, lui permettre d'introduire dans sa classe la propagande verbale qui lui plaît. Et l'on sait, hélas, quelle formation réactionnaire la plupart des professeurs ont reçue dans les Universités ! Tel est l'avis de Kawerau, spécialiste en ces matières : il soutient que « toute réforme de l'enseignement doit partir d'en haut, c'est-à-dire des Universités : celles-ci mettent trop souvent l'enseignement de l'histoire au service du nationalisme et des traditions guerrières. Le déplorable esprit de Treitschke y apparaît encore toujours » (2).

A l'appui de cette thèse, Kawerau cite plusieurs ouvrages destinés aux étudiants, futurs maîtres : *La guerre de 1914-18*, par le Colonel Immanuel, où apparaît « la plus vétuste méthode de sincérité apparente, cachant la corruption interne » et aussi les *Réflexions historiques de Kauffmann, Berndt et Tomuschat*, qui rendent les socialistes responsables de toutes les catastrophes, « élucubration dont le loyalisme vis-à-vis de la famille royale, de la patrie et de Dieu laisse paraître à chaque ligne l'esprit du XVIe siècle ».

Et Kawerau de conclure : « Ce sont toujours les mêmes défauts que nous observons partout, que ce soit chez les philologues ou chez les militaires, chez les « héros » de la guerre

(1) Les maîtres partisans de la réforme radicale de l'enseignement n'étaient pas venus au Congrès. Cf. *Neue Erziehung*, 1921, n° 9. Kawerau (article intitulé *Geschichte*) commente ce congrès. Chose curieuse le *Deutsches Friedenskartell* — Fédération des sociétés pacifistes et démocratiques — a réclamé, le 18 octobre 1922, du ministère prussien, la mesure inverse, — la suppression du livre d'histoire obligatoire : « car presque partout sont employés les vieux livres monarchistes et militaristes... le Neubauer par exemple. » Ces divergences de vues montrent que tantôt le livre est en retard sur le maître, tantôt le maître devrait être poussé par un livre avancé. Les livres dont il s'agit sont d'ailleurs intitulés « livres de lecture », mais contiennent surtout de l'histoire, comme nous l'avons dit plus haut. Un autre effort pour se débarrasser de ces vieux livres indésirables, par une voie détournée a été fait par les maîtres saxons : ils ont réclamé du ministère l'autorisation de remplacer les livres de lecture par des ouvrages écrits pour la jeunesse. Le ministère a autorisé cette substitution à titre d'essai. (*Junge Menschen*, mars 1923, p. 49.)

(2) Cf. Bœrner, *loc. cit.*

ou chez ses bardes, l'absence totale de psychologie de leur propre peuple ou des autres nations, la méconnaissance des facteurs et des phénomènes sociaux. »

L'auteur indique ensuite une série d'ouvrages historiques récents faits au contraire pour éveiller chez le futur maître *le sens critique*, totalement négligé par l'enseignement dogmatique des Universités. Sens critique, sentiment des responsabilités — telles doivent être les bases de l'éducation civique de l'élève-maître, dont l'école profitera à son tour.

A Dresde (1), les maîtres socialistes ont réclamé surtout que l'histoire insiste sur le développement social, en prenant comme point de départ tangible les restes du passé que les enfants peuvent voir autour d'eux : « On croit souvent, dit Henningsen que, dans le nouvel enseignement historique, nous ne voudrions plus dire un mot des guerres. C'est une erreur. Ce sont les glorifications de la guerre et les histoires de guerres, suivant l'ancienne formule que nous voulons éliminer. Mais naturellement, on montrera aux écoles de Berlin la Colonne de la Victoire et l'Arsenal comme des symboles des guerres de 1864 à 1871, et aussi l'intérieur du Reichstag comme le signe d'une époque pleine d'orgueil et dénuée de culture... »

Au cours de la discussion qui a suivi, Schrœter a dénoncé, — comme le faisait Kawerau, — les livres tendancieux introduits dans toutes les bibliothèques de maîtres, et Trinks a avoué que l'art. 148, commandant la réconciliation internationale, « était le point le plus faible de l'enseignement », celui que l'on cherchait à passer sous silence.

A la fin de 1921, la *Nouvelle Patrie* a publié une remarquable brochure du Dr Kawerau, où se trouvent mises au point toutes les idées agitées dans les congrès ou dans les revues. C'est un exposé systématique de ce que doit être un enseignement sociologique de l'histoire (2). Nous y retrouvons d'abord la lutte contre l'histoire dogmatique, à « clichés » : « Le récit historique jugeait jusqu'ici les événements du point de vue de la domination prussienne, point de vue Hohenzollern-capitaliste-chrétien. Il y avait les *Raubkriege* (guerres de brigandage)

(1) Cf. *Der Neue Geschichtsunterricht* (Verhandlungen des 1. Sozialdem. Kulturtages in Dresden). Berlin, 1921. (Vorwärts.)

(2) Dr Siegfried Kawerau : *Soziologischer Ausbau des Geschichtsunterrichts.* Berlin, 1921 (Neues Vaterland.)

de Louis XIV, les Habsbourg « félons » et « infidèles »... Tout était jugé, censuré, étiqueté, estampillé. L'enseignement futur de l'histoire aura une base sociale ; sans aucune censure morale, il reviendra toujours au problème fondamental : que fit-on pour le bien de la communauté ? Quelle était la situation du peuple ? Comment se développait l'aide mutuelle dans la vie sociale ? Y avait-il des « progrès » ? etc... (p. 9). »

C'est ensuite la condamnation de l'histoire providentielle et fataliste, — celle du « vieux Dieu allemand », celle qui croit que « guerres et batailles, grands débats parlementaires et révolutions constituent l'essentiel de l'histoire, que ces événements n'arrivent qu'une fois, grâce au destin ou par une incompréhensible décision de Dieu, et qu'ils se sont passés exactement comme on nous les raconte » (p. 13).

L'auteur réagit enfin contre le culte du « grand homme », souverain, général ou même écrivain ; car cette superstition nous incite au laisser-aller, à l'abandon de nos responsabilités, « à ces sentiments écœurants et moutonniers qui nous font suivre le bélier conducteur, qu'il s'appelle Bismarck ou Napoléon, Hindenburg ou Lénine » (p. 39). A l'histoire des faits et des grands hommes, Kawerau oppose l'histoire du développement social, la résurrection de l'état social passé : les bons romans historiques seront ici pour les maîtres d'un secours précieux

*
**

Partis de l'Assemblée Nationale de Weimar, nous avons parcouru la collection, trop peu renouvelée encore, des livres scolaires (1), pour traverser enfin le camp des réformateurs Ces derniers, brandissant les articles de la Constitution, donnent l'assaut à la vieille école à la prussienne et portent tous leurs efforts contre son côté le plus faible, — l'enseignement

(1) Signalons encore deux nouvelles brochures récemment parues :

1. *L'Enseignement de l'histoire dans l'Etat démocratique* (Geschichtsunterricht im Volksstaat) : Base, critique, organisation (Librairie historique d'Arthur Wolf (70 pages). Cette étude résume les tendances de l'Enseignement historique des dix dernières années et leur oppose des conceptions nouvelles que nous avons indiquées.

2. *Contre le romantisme guerrier à l'Ecole* (Wider die Kriegsromantik in der Schule) par le Dr Paul Barth (16 pages). Pamphlet contre l'apologie de la guerre et des guerriers et pour la célébration du travail utile, dans l'enseignement historique.

de l'histoire... Ainsi dans le monde de l'école — ce microcosme—comme dans le monde de la politique, les deux Allemagne sont opposées. La lutte est dure et sera longue, mais la victoire des idées démocratiques outre-Rhin est indispensable à la paix du monde. Espérons que la section des relations intellectuelles de la Société des Nations pourra, après la crise actuelle, aider les trop rares démocrates allemands à introduire dans leur pays une éducation vraiment humaine, à la place du dressage nationaliste (1).

Puisse en Allemagne, comme partout ailleurs, être ainsi appliqué un jour l'article 148, dans un enseignement débarrassé des « vérités nationales », censurées et tronquées, et attaché uniquement à la Vérité humaine (2) ! Ainsi s'accomplira la parole de Gœthe : « Etre clair oblige à comprendre ; — comprendre, c'est arriver à la tolérance, — et la tolérance seule peut procurer une paix où s'exercent toutes les énergies et les facultés naturelles de l'homme ».

Edmond DUMÉRIL
Agrégé de l'Université.

(1) Nous nous sommes arrêtés au milieu de 1922, avons-nous dit plus haut. De plus, pour être absolument précise une enquête de ce genre devrait donner le nombre d'exemplaires vendus, pour chaque livre considéré. C'est ce qu'il est à peu près impossible de faire.

(2) La question est à l'ordre du jour. Cf. le Congrès d'Education morale, Genève, août 1922 : l'Enseignement de l'Histoire) ; l'Enquête sur la guerre et les livres scolaires de tous pays, organisée par la Dotation Carnegie ; la fondation de la section des relations intellectuelles à la S. D. N., etc.

DOCUMENTS

La Mobilisation russe en 1914

Témoignage du Général Daniloff

Après avoir présenté ici même les souvenirs du général Dobrorolsky, la Société de l'Histoire de la Guerre a sollicité de M. le général Daniloff, ancien Quartier-Maître général des armées russes, quelques précisions sur les questions délicates que soulève ce document. Le général a bien voulu adresser à M. André Honnorat, président de la Société, la lettre suivante, dont nos lecteurs apprécieront le haut intérêt.

Paris, le 31 juillet 1923.
8, rue Raffet (XVIe).

Monsieur le Président,

Je m'empresse de répondre aux questions que vous avez bien voulu me poser par la lettre du 3 juillet, et ce d'autant plus volontiers que les buts poursuivis par la Société de l'Histoire de la Guerre ne peuvent que m'être éminemment sympathiques.

Je dois, cependant, commencer par faire une réserve préalable. L'article du général Dobrorolsky, dont vous avez eu l'obligeance de me faire parvenir la traduction française, fait état de mon absence, lors du déclanchement des complications politiques qui aboutirent à la grande guerre, en 1914 : j'étais, effectivement, en mission officielle au Caucase, d'où je fus rappelé d'urgence, ne rentrant à Saint-Pétersbourg que le 26 juillet. En conséquence, mes souvenirs personnels ne peuvent se rapporter qu'aux jours postérieurs à cette date.

1). Y-a-t-il eu divergence de vues entre le Haut Commandement et le ministère des Affaires étrangères, entre le 25 et le 29 juillet ?

Il est certain que M. Sazonoff, ministre des Affaires étrangères, ne ressemblait nullement — en tant que personnalité intellectuelle et caractère — ni au ministre de la Guerre, général Soukhomlinoff, ni au chef d'Etat-Major, général Yanouchkevitch. Néanmoins, il m'est impossible de définir par les termes « divergence de vues » l'état d'esprit qui animait les chefs responsables du ministère de la Guerre et des Affaires étrangères, aux jours si lourds d'angoisse des 27-29 juillet 1914. Le chef et le directeur responsable du département des Affaires étrangères, M. S. Sazonoff, étant animé d'un désir véritablement passionné d'éviter la guerre menaçante, s'employait naturellement à ne point compliquer l'atmosphère politique par la moindre imprudence. Telle était aussi la pensée directrice des cercles militaires autorisés.

Sous l'influence de cette pensée, le chef d'Etat-Major, récemment promu à ces fonctions et pas encore pleinement au courant de l'appareil technique de mobilisation et du plan d'opérations militaires, n'a-t-il pas pu, momentanément il est vrai, se laisser séduire par l'hypothèse de n'opérer qu'une mobilisation *partielle*, en réponse aux armements si intenses et précipités de l'Autriche-Hongrie ? Est-il surprenant que, pacifique comme il l'était, le ministre des Affaires étrangères pût, qu'il dût même, préconiser cette même solution (mobilisation partielle), ne fût-ce que pendant quelques jours ? Le contraire eût été étrange, me semble-t-il.

2) L'ordre de mobilisation générale avait-il été signé le 29, comme le dit le général Dobrorolsky, puis révoqué dans la soirée du même jour, et transformé en un ordre de mobilisation partielle ?

Mes souvenirs touchant cette question concordent avec le récit du général Dobrorolsky ; je dois cependant y apporter quelques éclaircissements supplémentaires.

A mon retour du Caucase à Saint-Pétersbourg, je trouvai le chef d'Etat-Major dans une certaine hésitation d'esprit, quant à la façon dont nous devions répondre, sous le rapport des mesures militaires, aux événements se développant si précipitamment. Je présentai au général Yanouchkevitch un rapport motivé, insistant sur l'inopportunité absolue du projet de

mobilisation (partielle) de 4 circonscriptions militaires seulement (celles de Kieff, Odessa, Moscou et Kazan) : pareille mesure n'étant, à mon point de vue, qu'une improvisation intempestive démolissant les dispositions et calculs essentiels de notre mobilisation générale. Dans mon argumentation, je ne me bornai point à énumérer les énormes difficultés techniques, ainsi que les grands dangers, que nous encourions nécessairement dans l'éventualité plus que probable où une mobilisation partielle aurait à être suivie par une mobilisation générale. Je développai aussi les répercussions nuisibles de la mesure envisagée sur notre plan d'opérations de guerre. Cet aspect de la question n'ayant pas encore été effleuré par des publications quelconques, je me permettrai de l'esquisser ici à grands traits.

Notre plan (le plan d'opérations militaires) n'envisageait (quoique spécifiant deux modalités de déploiement) qu'une seule éventualité en cas de guerre occidentale, celle d'une guerre simultanée contre nos deux voisins réunis — l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Les liens politiques étroits, qui unissaient ces deux grandes puissances en une seule alliance hostile à la Russie, ne permettaient aucunement d'escompter un conflit armé avec une de ces deux puissances, sans l'intervention automatique de l'autre. Pour nous tous, c'était une vérité de la Palisse. Selon le plan de déploiement stratégique accepté par le Grand Etat-Major, nous avions en vue de nous servir des avantages que nous offrait la configuration enveloppante de la frontière vers la Galicie. Dans ces fins, notre plan de guerre prévoyait le déploiement, dès le début de la guerre, sur le territoire des circonscriptions militaires de Varsovie et de Kieff, de 16 corps d'armée, sans compter les divisions de réserve. En fait, ces contingents furent, peu après le commencement des hostilités, augmentés de deux corps d'armée de première ligne. Dès lors que notre mobilisation partielle écarterait la mise sur pied de la circonscription de Varsovie, nous étions conduits, par cela même, à abandonner toute possibilité de déploiement stratégique sur le territoire de cette circonscription, perdant par conséquent notre situation favorable initiale mentionnée ci-dessus (position enveloppante par rapport au théâtre d'opérations de la Galicie autrichienne). Au surplus, nos troupes de la région de Varsovie demeurant sur le pied du temps de paix courraient le grave danger d'être

surprises par une brusque attaque des armées austro-hongroises, dont la concentration était beaucoup plus rapide que la nôtre. Mais ce n'est pas tout. Quelques critiques nous reprochent d'avoir porté, lors de notre déploiement stratégique au début de la guerre, contre les Austro-Hongrois, des forces insuffisantes. Ces critiques sont parfaitement justifiées, pour autant que l'on reste dans la sphère des considérations purement théoriques. Il y a beau temps que l'on sait que la meilleure stratégie est la stratégie du plus fort. Mais, en l'occurrence, on perd de vue une circonstance éminemment importante : nos engagements solennels envers notre noble alliée, la France, engagements qui comprenaient la concentration de forces assez nombreuses contre l'Allemagne, étant évident par ailleurs que nous n'allions pas traiter ces engagements comme un « chiffon de papier » (1). Limitant notre mobilisation aux 4 circonscriptions précitées, nous n'aurions disposé que de 13 C. A. sur le pied de guerre, encourant tous les risques provenant du nombre trop restreint de nos contingents armés. Il est essentiel d'avoir présent à l'esprit que, dans les dernières années d'avant-guerre, l'Autriche-Hongrie avait sensiblement accru et perfectionné son appareil militaire ; qu'en conséquence, sa force armée était à elle seule (sans parler des Allemands) tout à fait imposante ; bref, que cette puissance était un adversaire militaire de première force ne pouvant être maîtrisé que par un effort militaire aussi sérieux que rapide.

Dans ces conditions, les prétentions émises subséquemment dans cette question de mobilisation de nos armées dans les régions limitrophes de l'Allemagne, par le gouvernement de l'Empereur Guillaume, de pareilles prétentions n'ont aucune raison d'être. Peut-on par exemple s'imaginer, ne fût-ce qu'un instant, que les gouvernements d'Espagne ou d'Italie auraient envisagé comme une menace dirigée contre eux la mobilisation des armées françaises dans les départements limitrophes de l'Espagne et de l'Italie, mobilisation provoquée par les complications politiques surgies entre la France et l'Allemagne ? Quelle meilleure preuve peut-on citer à l'appui de la thèse qui soutient qu'une mobilisation partielle eût été extrêmement hasardeuse pour la Russie, que l'exemple donné par cette même

(1) Je suis entré dans le détail de toutes ces questions dans mon article : « Les premières opérations de l'armée russe en 1914. » (Voyez les fascicules de mai et juin de la *Revue Militaire Française*.)

Allemagne, répondant à notre mobilisation dirigée contre l'Autriche-Hongrie, non pas par une mise sur pied de guerre de telles de ses armées destinées à combattre sur le front russe (c'eût été en fait quelques C. A. seulement), mais bien par une mobilisation générale et complète de toutes les forces armées du Reich, nonobstant le fait que la France n'avait, à ce moment-là, pris aucune disposition de mobilisation !

3) L'Etat-Major a-t-il continué néanmoins l'exécution de la mobilisation générale dans la nuit du 29 au 30, ainsi que Soukhomlinoff l'a affirmé lors du procès de 1917 ?

Tant dans le *Journal* quotidien de l'ancien ministre de la Guerre, général Soukhomlinoff, que dans les mémoires de l'ex-Kaiser Guillaume II, l'on peut trouver des affirmations relatives à la soi-disant non-observance des ordres de l'Empereur Nicolas de Russie concernant la mobilisation.

J'oppose un démenti formel à ces élucubrations malveillantes.

En fait, une mobilisation partielle de 4 circonscriptions fut décrétée en Russie, dans la nuit du 29 au 30 juillet, le premier jour en devant être le 30 juillet (et commençant à minuit la veille, c'est-à-dire du 29 au 30).

Le décret impérial promulgant une mobilisation générale de l'ensemble de l'armée russe sur tous les territoires de l'Empire (sauf toutefois celle de la circonscription militaire de l'Amour, en Sibérie, — exception provoquée par des considérations d'ordre technique) ne fut pris que dans la soirée du 30 juillet, étant entendu que le premier jour de mobilisation générale serait le 31 juillet (à minuit dans la nuit du 30 au 31). En sorte que la mobilisation en Russie, depuis minuit dans la nuit du 29 au 30 jusqu'à minuit du 30 au 31, ne s'effectua en réalité que dans les 4 circonscriptions militaires suivantes : Kieff, Odessa, Moscou et Kasan ; qu'elle n'assuma par conséquent que le caractère d'une mobilisation partielle, et ne comprenant que la mise sur pied de treize corps d'armée. Tous ces faits sont à l'heure actuelle tellement bien tirés au clair qu'ils demeurent en dehors de toute contestation possible. Ces mêmes faits sapent par la base la légende malintentionnée, comme quoi la mobilisation générale, révoquée au soir du 29 juillet par l'Empereur Nicolas II, aurait néanmoins continué à être exécutée. La seule idée de pouvoir enfreindre un décret impérial, décret d'une pareille gravité, était absurde par elle-même. Le mé-

canisme de l'administration publique fonctionnait à ce moment là en Russie de façon parfaitement régulière, et pour cette raison, un cas de désobéissance criminelle à un ordre émanant de l'autorité suprême, ne pouvait nullement avoir lieu. D'ailleurs la non-observance, dans une si grave affaire d'état, d'un ordre impérial eut provoqué un châtiment exemplaire.

Il sera intéressant de connaître les raisons qui engagèrent l'Empereur Nicolas, après la décision, prise par lui le 29 juillet, de commencer dans la nuit une mobilisation générale, de donner contre-ordre ce même soir du 29, se bornant à décréter une mobilisation partielle, c'est-à-dire dans 4 circonscriptions (décret qui fut, comme nous l'avons vu, mis en application).

A cet endroit de notre récit, il y a lieu de mettre en lumière un fait important : l'Empereur Nicolas, se trouvant en correspondance personnelle par télégraphe avec l'Empereur Guillaume, reçut dans la soirée du 29 un télégramme de ce dernier, télégramme qui lui parut rassurant. C'est alors que, mû par un espoir renaissant de pouvoir arriver à une solution pacifique du conflit, l'Empereur Nicolas envoie immédiatement sa réponse, remerciant Guillaume de son télégramme « apaisant et amical » et exprimant l'opinion qu'il serait indiqué de déférer la question austro-serbe au tribunal international de La Haye. Faisant suite presqu'immédiatement à l'envoi de ce télégramme, daté du 16/29 juillet, 8 h. 20 min. du soir, un ordre impérial fut donné, ordre qui fut, à l'en croire, communiqué au général Dobrorolsky le 29 juillet vers 9 h. 1/2 du soir environ, contremandant la mobilisation générale et la remplaçant par une mobilisation partielle. La juxtaposition de ces deux indications de date peut servir d'indice expliquant les mobiles qui incitèrent l'Empereur, lequel caressait toujours l'espoir de conserver la paix, à révoquer sa décision concernant la mobilisation générale de l'armée russe.

Les espérances pacifiques de l'Empereur de Russie furent malheureusement brisées tôt après. Dès 1 heure de la nuit, dans la nuit du 29 au 30, l'Empereur Guillaume expédiait un télégramme en réponse au nouvel appel du Tsar en faveur d'une solution pacifique. Ce télégramme ne dit mot de l'opinion du monarque allemand quant à l'opportunité de soumettre le différend austro-serbe au tribunal de La Haye, et le ton de la dépêche toute entière marque nettement l'absence du désir de rechercher une solution pacifique du conflit.

Il y a tout lieu de souligner cette circonstance que ni le télégramme susmentionné de l'Empereur Nicolas (daté du 29 juillet, 8 h. 20 m. du soir), contenant la très importante proposition de déférer le différend austro-serbe au tribunal de La Haye, ni les premières lignes du télégramme responsif de l'Empereur Guillaume (du 30 juillet, 1 h. du matin) — dont le texte prouve *péremptoirement* que ce télégramme est bien une réponse directe au télégramme du Tsar et à son invite généreuse en faveur de la paix, — ne furent publiés dans le Livre Blanc allemand, lequel contient cependant tous les autres télégrammes échangés entre les deux Empereurs dans la période du 24 juillet au 2 août (1). Toutefois, l'on peut trouver le texte complet (traduction russe, le texte original étant anglais) des deux télégrammes sous forme de supplément au Livre Blanc allemand, édité par la librairie Mellier (à Saint-Pétersbourg) en 1915. Ces télégrammes furent publiés dans le supplément en question, sur la base d'une copie des télégrammes authentiques échangés par les deux Empereurs, copie que le Sous-Directeur de la Chancellerie des Affaires étrangères, M. N. de Basily, remit à l'éditeur. M. N. de Basily m'a tout récemment encore personnellement confirmé l'absolue authenticité des textes télégraphiques en question.

4) Enfin, est-il possible de déterminer les raisons qui ont poussé le Tsar, dans l'après-midi du 30, à donner définitivement l'ordre de mobilisation générale, et de fixer l'heure exacte de cette décision ? (Sur ce point, les souvenirs du général Dobrorolsky et ceux de M. Paléologue ne sont pas d'accord.)

Je ne puis donner de réponse documentaire à la première partie de la question que vous me posez. J'estime toutefois, et je ne crains point de faire erreur à ce sujet, j'estime que la décision définitive que prit S. M. l'Empereur de décréter la mobilisation générale fut liée à des renseignements inquiétants venant de Berlin. Je dois rappeler que le 30 juillet, vers 1 h. après-midi, parut à Berlin l'édition ordinaire de l'officieux *Lokal-Anzeiger* et qu'elle contenait en toutes lettres la nouvelle de la mobilisation de l'armée allemande. Cette nouvelle fut immédiatement télégraphiée à Saint-Pétersbourg, tout d'abord par le correspondant de l'Agence télégraphique de Saint-Pétersbourg, M. Markoff, ensuite par notre ambassa-

(1) Edition Berger-Levrault, à Paris.

deur à Berlin, M. Sverbeieff. Nous reçûmes également d'autres renseignements, extrêmement inquiétants, d'Allemagne aussi bien que d'Autriche.

Quant au moment exact où la décision fut prise de procéder à une mobilisation générale, mes souvenirs personnels se rapprochent beaucoup de ceux de M. Paléologue. Je me souviens notamment, et de façon assez nette, d'un Conseil extraordinaire qui se tenait, vers 3 heures de l'après-midi du 30 juillet, dans le bureau du chef de l'Etat-Major général. Y assistaient, outre celui-ci : les ministres des Affaires étrangères et de la Guerre, MM. Sazonoff et Soukhomlinoff. Ce conseil devait se passer avant la décision de procéder à une mobilisation générale, puisque, pendant que le Conseil avait lieu, me trouvant à causer dans la salle voisine avec M. N. de Basily, je lui expliquais les conséquences graves qui pourraient résulter de la mobilisation partielle en cours d'application.

L'ensemble des faits ci-dessus développés fait partie de mes souvenirs relatifs à la participation de la Russie (en 1914-1915) dans la guerre mondiale, souvenirs que j'espère pouvoir achever et, si possible, faire paraître à l'anniversaire décennal (1914-1924) de celle-ci. Si toutefois vous jugiez opportun, Monsieur le président, de faire connaître ces faits, dès aujourd'hui, au public français, en faisant paraître dans la *Revue d'Histoire de la Guerre Mondiale* la présente lettre, je mets celle-ci très volontiers à votre entière disposition, étant bien entendu que j'y mets la seule condition d'une publication intégrale de ma lettre.

Veuillez agréer, Monsieur le président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

GÉNÉRAL JOURY (Georges) DANILOFF

Quartier-Maître de l'Etat-Major général russe de 1909 à 1914 et des armées russes d'août 1914 à septembre 1915.

BIBLIOGRAPHIE

LES ORIGINES DE LA GUERRE : NOUVEAUX PÉRIODIQUES

La bibliographie des bulletins ou revues qui concernent ces études est toujours complexe et souvent incertaine. Dès maintenant, les indications qui étaient exactes en avril ou en mai dernier (1) sont en partie périmées ; celles que nous donnons aujourd'hui le seront peut-être dans quelques mois. Il faut en prendre son parti : la forme de ces publications est sujette à des transformations fréquentes ; leur périodicité même n'est pas toujours assurée. C'est précisément le but de cette *Revue* que de donner, le plus possible, un guide méthodique et régulier au milieu de ces incertitudes.

La *Société d'Etudes documentaires et critiques* a cessé, avec le n° 4, la publication de son « Bulletin Officiel ». Mais M. Gustave Dupin, (Ermenonville), a entrepris de publier une petite revue, intitulée *Pour la Vérité,* où sont insérées de menues études : traductions d'articles étrangers, analyses d'ouvrages, communications faites à la Société.

L'Office Central pour l'étude des causes de la guerre (Zentralstelle für Erforschung der Kriegsursachen) a cessé d'établir son bulletin hebdomadaire dactylographié ; il a maintenant une revue, *La question des responsabilités de la guerre* (Die Kriegsschuldfrage), dont le premier numéro porte la date de juillet 1923. Sous la direction de M. von Wegerer, cette revue publie des études dont nos lecteurs trouveront la nomenclature à la rubrique « Les Revues du Trimestre » ; en outre, elle donne des bibliographies et continue le dépouillement de presse, que contenait l'ancien bulletin hebdomadaire. L'esprit de cette nouvelle publication est conforme aux traditions de l'Office : c'est une œuvre de propagande. L'historien Hans Delbrück, qui l'a annoncée, le 27 juin, aux lecteurs de la *Deutsche Allgemeine Zeitung,* n'a pas caché qu'il y voyait une « arme » très efficace pour la vulgarisation des thèses allemandes. C'est à « l'opinion internationale » qu'elle s'adresse.

Ainsi les préoccupations critiques restent toujours à l'arrière-plan. Ce sont des publications « de combat » qui naissent encore. Elles ne sont pas toutes négligeables, même au point de vue de l'historien : dans ce parti-pris, il peut y avoir un mot juste ; dans cette argumentation contestable, un document intéressant. L'effort doit consister d'abord en un travail de sélection.

(1) Voir n° 1, p. 91.

LES LIVRES NOUVEAUX

COLONEL NORMAND. — *La défense de Liége, Namur, Anvers en 1914.* — Paris, Fournier, 1923, in-8, 184 p., 13 croquis et 5 cartes.

Dans cet ouvrage, le colonel Normand étudie, non seulement au point de vue technique, mais aussi au point de vue tactique, les opérations qui se sont déroulées devant les places de guerre belges.

Le plan suivi est le même pour toutes les places : la situation générale est examinée à la date du commencement du siège, puis la force de la place : organisation du camp retranché, valeur de la garnison, etc. Après cette étude des troupes belges et de leurs moyens de défense, l'auteur examine le corps de siège allemand, sa force, ses projets d'attaque. Il passe ensuite à l'historique des journées jusqu'au moment de la reddition de la ville ou des forts. Faisant œuvre plus militaire qu'historique, le colonel Normand présente, après chaque étude, un chapitre de conclusions où il résume les conséquences de la résistance belge et les enseignements à tirer du siège.

La partie graphique est très développée dans cet ouvrage : les forts de Liége, Namur, Anvers ont un modèle type donné en exemple ; des cartes montrent l'organisation générale des camps retranchés ; des croquis indiquent, pour certains forts, les dégâts qui furent commis par les projectiles allemands.

Dans l'ensemble, ce qui ressort de la lecture de cet intéressant volume, c'est le manque de préparation des deux forteresses de Liége et de Namur. L'héroïsme et la valeur des troupes ne sont pas mises en jeu : l'ensevelissement des garnisons sous les ruines du fort de Loncin ou du fort de Suarlée en sont la preuve. Mais que pouvaient faire ces unités dans des forts entourés par l'ennemi, soumis à un bombardement violent, sans aucune liaison avec le monde extérieur, et même avec le commandant du camp retranché ? L'histoire de Liége est très instructive à cet égard : la ville est occupée par les Allemands, quand tous les forts sont encore entre les mains des Belges ; les intervalles sont percés, les ouvrages bétonnés et cuirassés sont intacts, mais le commandement est désorganisé par la brusque irruption de la brigade, dont Ludendorf a pris la direction. Les forts sont livrés à eux-mêmes ; et c'est ce qui permettra aux Allemands de concentrer leurs efforts sur les différents ouvrages successivement, sans craindre une riposte sérieuse de la part des Belges.

A Namur, la situation est semblable, mais la présence de la 5e Armée française, qui se trouve à quelques kilomètres au sud-ouest, aurait pu modifier les choses. Si la forteresse protège la droite de l'armée française, il ne semble pas que nos troupes aient fait sentir une influence même morale ; les quelques bataillons français, qui se battent à Namur, prennent part à une contre-attaque, et c'est tout ; il n'y a pas là cette coopération de l'armée de campagne et de la forteresse qui devait sauver Verdun.

Anvers tient plus longtemps. Pourtant la place ne sera pas le réduit de la défense belge. C'est sur l'Yser que se fera la résistance

acharnée, c'est là que se manifestera jusqu'au bout l'indépendance belge, alors que tous les écrivains, tous les stratèges avaient dépeint la métropole de l'Escaut comme le cœur même de la Belgique envahie.

Cent trente kilomètres de camp retranché, deux lignes de défense organisées avec des forts et des ouvrages intermédiaires récents, des inondations tendues grâce à la faible élévation du terrain — tout semblait permettre un siège de longue durée. Aussi les Allemands ne cherchèrent pas à investir la place, ils procédèrent par des attaques brusquées sur une partie du front.

Le résultat, c'est qu'à Anvers, comme à Liége et à Namur, les forces de la défense peuvent se replier et concourir ultérieurement à la défense du pays.

C'est ce qui ressort de la lecture de cet ouvrage : Liége, Namur, Anvers sont des victoires géographiques, des villes prises, ce ne sont pas des succès stratégiques où des armées sont battues et obligées de livrer leurs armes. Les Allemands ont traversé la Belgique, ils n'ont pas vaincu les Belges.

R. V.

REGINALD KANN. — *Le Plan de campagne allemand de* 1914 *et son exécution.* — Paris, Payot, 1923, in-8, 305 pages.

L'ouvrage de M. R. Kann me semble être un des travaux les plus importants qui aient paru depuis la fin de la guerre. L'auteur y était préparé par de nombreuses études de détail ; il a fait un gros effort de documentation et de critique ; il en expose les résultats avec une clarté, une vigueur, et une sûreté, qui rassurent le lecteur, et qui l'incitent à la confiance. Un examen attentif ne dément pas cette première impression.

Après avoir étudié, d'après les ouvrages de von Kühl et de W. Foerster, l'évolution du plan de campagne allemand, et souligné les modifications maladroites que Moltke avait fait subir au plan Schlieffen, M. Kann met d'abord en relief les défauts fondamentaux du haut commandement allemand. Le G. Q. G. est un organisme trop lourd, qui hésite à se déplacer, et qui reste trop loin du front ; aussi les communications avec l'avant sont-elles précaires ; c'est pour cela que les commandants d'armées, dans la carence du commandement, sont incités à prendre des initiatives graves, qui sont le caractère le plus frappant de cette campagne, et qui constituent l'une des causes de son échec.

Le plan allemand se développe. La prise de Liége est obtenue assez vite pour que la marche des armées ne soit pas retardée d'un seul jour. Mais, dans l'exécution, Moltke commet et laisse commettre des erreurs : en Lorraine, il cède à l'insistance du prince Rupprecht de Bavière et donne l'ordre d'attaquer, sans attendre que les armées françaises soient engagées à fond ; au lieu de prendre l'adversaire dans un étau, on l'aborde ainsi presque de front. En Belgique, le commandant en chef « abdique » entre les mains de Bülow, qui commande la IIe armée : lorsqu'il lance les ordres du 20 août, par

exemple, il ne précise pas la portée que doit avoir l'enveloppement de la gauche française, si bien que Bülow pousse droit devant lui, sans permettre à la Ire armée (von Klück) de tenter la manœuvre débordante qu'elle préconise.

Le 24 août au soir, les armées françaises sont en retraite ; mais l'enveloppement n'a pas été obtenu. Le « nouveau Cannes » n'aura pas lieu. En somme, c'est ce jour-là que le plan allemand a échoué : mais l'Etat-Major allemand ne s'en est pas rendu compte aussitôt. Peut-être est-ce pour cela qu'il a décidé de transporter vers le front russe ces deux corps d'armée, dont l'absence devait se faire sentir si rudement par la suite.

C'est le 27, — trois jours après la victoire, — que Moltke donne une « instruction générale » pour la suite des opérations. Il indique pour direction à son aile droite 1re armée) la vallée de la Seine, en aval du confluent de l'Oise ; il entend donc déborder Paris ; mais le pourrait-il, avec les effectifs dont il dispose ? D'ailleurs, il reconnaît que son aile marchante pourra être amenée à infléchir son mouvement vers le sud, si elle se heurte à une résistance trop forte. Moltke affaiblit donc la portée de son ordre, et ne se réserve pas le droit de prescrire lui-même la modification de l'axe de marche.

Le 29, von Klück s'oriente en effet vers Noyon ; le 30, Moltke approuve implicitement cette grave décision : La Ire armée allemande va défiler le long du camp retranché de Paris.

Il est certain que Moltke, alors, a senti le danger : Dès la nuit du 2 au 3 septembre, il donne à la Ire armée la mission de protéger le flanc des forces allemandes, en prenant une formation échelonnée. Klück n'en tient pas compte. C'est le 5 au soir, seulement, qu'il se décide à arrêter son mouvement en avant. Mais déjà l'armée Maunoury vient d'attaquer son IVe C. A. R. La bataille de la Marne est commencée : Klück est surpris en pleine manœuvre. Et pourtant, le chef de la Ire armée continue de risquer le tout pour le tout. Il s'efforce, dans les journées du 6 au 7 septembre, d'envelopper par le nord l'armée Maunoury, et il affaiblit pour cela sa défensive sur la Marne. La Marne est franchie : la IIe armée se replie, et entraîne la Ire. La rupture du front allemand est en grande partie, dit M. Kann, l'œuvre de l'obstination de von Klück.

Ainsi le plan allemand était « fort acceptable » ; l'armée, excellente ; mais l'Etat-Major Général n'a pas su suivre une idée et l'imposer aux exécutants. La passivité étonnante de Moltke a permis les erreurs de Bülow et les initiatives hasardeuses de Klück : Voilà la conclusion de l'auteur.

Le ton de cet exposé est toujours mesuré, les conclusions fermes. Je répète qu'on le lit avec un vrai sentiment de sécurité. Comme dans toute œuvre d'une pareille ampleur, il y a pourtant ça et là des points qui semblent appeler quelques observations. A titre d'exemple, j'en citerai deux.

L'analyse que donne M. Kann de la genèse du plan de campagne est intéressante. Il paraît croire pourtant que Schlieffen a toujours été résolu à respecter la neutralité des Pays-Bas. Moltke affirme le

contraire : « Schlieffen voulait même faire marcher l'aile droite de l'armée allemande à travers la Hollande méridionale » (le Limbourg). — « J'ai modifié cela », dit-il (1) « pour ne pas pousser les Pays-Bas dans le camp adverse. » C'est un témoignage qu'il ne me paraît pas possible de négliger.

Le récit de l'action en Lorraine — qui, d'ailleurs, occupe dans l'ensemble du volume une place trop réduite — pose un autre problème : celui du transfert de corps d'armée vers l'aile droite, après le succès du 20 août. M. Kann ne l'a pas négligé, mais il ne semble pas avoir fait état d'un témoignage intéressant, bien qu'un peu imprécis, celui du colonel Bauer (2). Attaché à l'Etat-Major Général, cet officier a été envoyé au Q. G. de la VIe armée, après la prise du fort de Manonvillers (27 juillet) ; à une date qu'il ne précise malheureusement pas, il était de retour au G. Q. G. et présentait à Moltke son compte rendu : une offensive sur la ligne de Moselle était « hors de question » ; une attaque contre Nancy-Frouard était possible, mais inopportune. Il semblait que le commandement français déplaçait ses troupes de Lorraine ; il fallait donc s'attendre à un renforcement de l'aile gauche adverse. « Le général de Moltke, dit Bauer, se rangea à mon avis, mais un ordre à la VIe armée n'intervint pas. » L'aile droite allemande ne reçut pas de renforts.

Ces exemples n'infirment pas, d'ailleurs, les conclusions de M. Kann. Ils montrent, seulement, quelles retouches légères peut mériter encore ce remarquable travail.

P. R.

LEMKE (MICHEL). — 250 *dneï v tsarskoï stavkié* (250 *jours au grand quartier général impérial.* 25 *septembre* 1915-2 *juillet* 1916). Pétrograd. Imprimerie d'Etat, 1920. In-4°, XVIII, 850 pages.

Le capitaine d'état-major Lemke, qui avait quitté le service militaire en 1898 et qui s'était consacré aux études historiques, est mobilisé en 1914, et versé dans un régiment d'infanterie comme officier instructeur ; à la suite d'un accident, il est désigné pour collaborer au journal militaire : *Nach Viestnik,* édité par l'état-major du front Nord-Ouest, puis appelé à la « Stavka », au G. Q. G., à Mohilev, où il arrive le 25 septembre 1915.

On l'affecte au service des relations entre le G. Q. G. et la Presse, sous les ordres du général Noskof.

Du jour où il se trouve attaché à ce service qui l'intéresse au premier chef, il se jure de profiter de sa situation pour noter soigneusement et systématiquement dans son « Journal » tout ce qui se passera autour de lui.

Dans une courte préface, le capitaine Lemke dit que sa décision fût renforcé par la conscience qu'il avait un devoir à remplir devant l'histoire.

(1) MOLTKE, *Erinnerungen, Briefe, Dokumente*, Stuttgart, 1922, p. 17.
(2) BAUER, *Der Grosse Krieg im Feld und Heimat*, Tubingen, 1922, p. 58.

« Les matériaux qui m'ont servi, dit-il, sont les documents qui me passaient par les mains, sans avoir été censurés ni transformés. Je les copiais tous dans mon service, sur place, à la Direction, dans ma chambre, au théâtre, au restaurant, et surtout au service secret du télégraphe.

« D'autre part, mes entretiens quotidiens avec des personnes bien informées, qui ne se doutaient pas que mes questions avaient un but documentaire bien déterminé, m'étaient une source précieuse de renseignements ; je notais immédiatement les paroles ou les points importants de l'entretien, je les contrôlais ensuite. Ces notes, qui remplissaient les innombrables poches de mon costume d'officier, étaient déchiffrées, triées, mises en ordre lorsque je me trouvais seul enfermé derrière de triples portes verrouillées. Dès que mes cahiers étaient remplis, je les expédiais à Pétersbourg. »

Sans doute, cette façon de procéder pourrait provoquer des appréciations sévères. L'auteur ne s'en cache pas. « Je risquais, dit-il, le maximum de châtiment » ; mais il s'était vite aperçu qu'au G. Q. G. « tout se passait *à la russe* » et que cette hardiesse pouvait réussir. Que l'histoire en bénéficie, on peut aisément le lui accorder (1). Il tient beaucoup à affirmer qu'il a été « aussi objectif que possible » sans renoncer pourtant à apprécier et à juger.

Dès son arrivée à Mohilev, le capitaine Lemke constate que l'âme du G. Q. G. se compose de quelques personnages : du général Alexeïef, chef d'état-major du grand-duc Nicolas, des généraux Poustovoïtenko, Borissof, du colonel Noskof, chef du service de renseignements ; les autres sont des « meubles ».

Nous pénétrons immédiatement dans les coulisses du G. Q. G. ; les notes se suivent longues ou brèves, quelques-unes d'une ou deux lignes seulement, mais toutes caractéristiques.

Le capitaine Lemke voit de près le grand-duc Nicolas, chef suprême des armées ; il se rend compte de la fausseté des accusations portées contre lui. Au lieu du soudard, de l'ivrogne brutalisant généraux et officiers, que dépeignent ses ennemis à la cour, il trouve un chef énergique, grand patriote, qui doit lutter contre tous les hommes sans valeur que lui impose l'entourage de l'Empereur. Il enregistre la grosse faute commise par Nicolas II lorsque celui-ci, craignant la popularité du grand-duc, l'éloigne au Caucase, pour se mettre a la tête de l'armée.

Il cite les extraits des journaux allemands qui se réjouissent de ce changement heureux pour l'Allemagne. De tous côtés, le G. Q. G. reçoit des plaintes : on manque de matériel et de munitions ; là où il y a des armes, on les laisse se détériorer.

Le général Gilinski, ancien gouverneur de Varsovie, méprisé par

(1) D'autant plus que, selon la remarque du capitaine Lemke, beaucoup de documents ont été détruits lors des événements de mars et octobre 1917 ; les copies qu'il en possède prennent donc un intérêt plus grand encore.

les officiers, connu pour son besoin de luxe et son incapacité, est envoyé en France comme représentant de l'armée russe.

« Il faut être le tsar pour envoyer un pareil *dindon* dans un pays où l'on estime l'esprit. »

Le tsar conserve au G. Q. G. une vieille ruine, le général Bezobrazof, vieillard gourmand et incapable, mais protégé de la cour.

Les silhouettes de ce genre abondent dans le récit de Lemke. Poustovoïtenko voudrait « rajeunir » tout le G. Q. G. ; mais les influences de cour l'en empêchent.

A la figure d'Alexeïef l'auteur oppose celle de Janouchkevitch, chef d'état-major du ministre de la Guerre. Janouchkevitch, créature de Soukhomlinof, officier de salon, gai, brillant causeur, militaire et administrateur d'occasion, soucieux du décorum, paresseux, inquiet des rivaux possibles, ne connaît son métier et les affaires que par les rapports qu'on lui fait.

Alexeïef, actif, formé par une vie laborieuse et pauvre, est un homme de sentiments doux, mais de caractère ferme ; ne parlant qu'à bon escient et utilement, militaire jusqu'au fond de l'âme, affable pour tous, dépourvu de pompe, il est incapable d'intrigue.

Des extraits de la correspondance entre ces deux hommes illustrent ces courtes esquisses.

Les conversations des officiers sont des plus intéressantes, pour suivre la transformation qui s'est faite dans les esprits depuis un an de guerre : un lieutenant, Kroupine, aide de camp d'Alexeïef, attaché par son éducation aux traditions impériales, est resté étranger et indifférent aux questions politiques et sociales. Après un an passé au front, il comprend que le gouvernement et la société sont deux antipodes, et que le gouvernement a laissé échapper le moment où il pouvait conduire la Russie à un grand avenir : « 1905 ne m'avait rien dit au cœur ni à l'esprit ; 1914-1915 m'ont tout révélé. »

L'auteur est impitoyable pour les spéculateurs de l'arrière, pour les « affairistes » de haute marque, tels que le fameux prince Andronnikof.

La silhouette falote du tsar apparaît à chaque instant. Nicolas II se traîne d'état-major en état-major ; on lui présente des officiers, mais il ne voit pas le soldat qui souffre et gronde ; il promène son inaction. Lorsqu'il porte sur son uniforme la croix de Saint-Georges — insigne des combattants — il répond avec un geste d'indifférence aux compliments : « Il ne faut pas me féliciter, je ne l'ai pas méritée. »

Bien entendu, Raspoutine tient sa place dans l'ouvrage, car les échos de ses exploits arrivent au front ; il détruit le reste de respect que l'on conservait pour la famille impériale.

En février 1916, la propagande pour la paix fait de plus en plus de progrès. Les soldats sont fatigués de lutter sans enregistrer de victoires et de voir la gabegie de l'arrière. Un immense et douloureux grondement s'élève des tranchées glacées et parvient au G. Q. G., qui s'en émeut. Les officiers eux-mêmes ont perdu confiance dans le haut commandement (p. 158).

M. Lemke étant chargé des relations entre l'état-major et la presse nous renseigne sur les conditions dans lesquelles les correspondants de guerre ont été admis sur le front ; il nous donne des indications sur la censure, sur les accords passés avec certains journaux au sujet de la propagande. Ces renseignements seront utiles pour la lecture des grands périodiques de Pétrograd et de Moscou.

Au sujet de la France, les notes sont rares et brèves. La présence du général Pau au G. Q. G. n'est même pas l'objet d'un commentaire ; l'auteur se borne à signaler le départ, incognito, du général pour le Caucase, où il va « soigner sa goutte ».

Le 30 novembre 1915, M. Paul Doumer arrive au G. Q. G. et demande l'envoi de divisions russes en France ; le général Biélaïef, qui fait fonction de chef d'état-major, refuse.

Le capitaine Lemke, qui juge impitoyablement toutes les faiblesses et les tares de son pays, rend hommage au commandement et aux soldats français.

Le 5 avril 1916, il assiste à une conférence sur « la France en armes » du professeur Legras, envoyé en mission en Russie.

« La conférence a été utile à notre état-major qui, maintenant encore, après 70 jours de Verdun, croit que c'est la Russie seule qui fait la guerre. »

Le 7 mai, il écrit : « L'opinion du commandement sur les Français a changé depuis Verdun. Partout à l'état-major on entend répéter : *Les Français sont des maîtres ; ce sont des « as »*. Mais cela ne nous stimule pas. Nous constatons le fait de la supériorité de nos alliés, et c'est tout. »

Cet aperçu ne peut donner une idée de la multiplicité ni de la variété des notes contenues dans le « Journal », dont la lecture est passionnante et l'utilité indiscutable.

WILFRID LERAT.

WINSTON CHURCHILL, premier Lord de l'Amirauté de 1911 à 1915. — *The World crisis*, 1911-1914. (La crise mondiale de 1911 à 1914). Londres, Thornton Butterwortts, 1923, in-8, 536 pages. Cartes

Le rôle de M. Winston Churchill comme premier lord de l'Amirauté a été si important et si discuté qu'on lira avec le plus grand intérêt le premier volume, seul encore paru, de l'important ouvrage que cet homme d'Etat a consacré à défendre son œuvre. On lui rendra assurément la justice de ne pas avoir cherché à échapper aux responsabilités, ni de contester la part capitale qu'il a prise à toutes les mesures, même d'ordre nettement technique, stratégique et militaire, adoptées par l'Amirauté, aussi bien avant que pendant la guerre. Ancien officier de cavalerie, passionné pour les questions maritimes, il devait déployer dans son poste une activité considérable et ne pas hésiter à payer de sa personne, en particulier dans les tranchées d'Anvers. Profondément dévoué à l'alliance française, c'est à lui qu'on dut d'arrêter à temps la démobilisation à la fin des manœuvres de 1914,

ce qui permit à la flotte de gagner ses ports de guerre avant même que l'Angleterre se soit décidée à sortir de la neutralité ; et nous ne devons pas oublier avec quelle ardeur il soutint la cause de l'Entente devant ses collègues du cabinet britannique.

Le récit des opérations n'ajoute pas beaucoup à ce que nous a révélé le magistral ouvrage du regretté Sir Julian Corbett. Pourtant Winston Churchill nous fait mieux connaître les méthodes de commandement de l'Amirauté et l'effort gigantesque qu'elle sut accomplir. Des pages comme celles où sont représentés Winston Churchill et ses collaborateurs, dans le *War Row* suivant pas à pas, et minute par minute, sur une carte gigantesque, les mouvements des croiseurs allemands venant bombarder Hartlepool et échappant, grâce au brouillard, aux forces disposées pour leur couper la retraite, sont d'un intérêt tout particulier.

E. DESBRIÈRE.

Service with fighting Men — An account of the work of the American Young Men Christian Associations in the World War (Le Service avec les Combattants — Compte rendu de l'œuvre des Associations américaines de Jeunes Gens Chrétiens pendant la guerre mondiale). — Association Press, New-York (347, Madeson Avenue), 1922, 2 vol., 636 et 664 pages.

Les deux gros volumes publiés par la célèbre Y. M. C. A., si connue et si populaire pendant la dernière guerre, présentent un intérêt très supérieur à celui qu'aurait le simple exposé de l'œuvre immense, mais spéciale, accomplie par les associations américaines de bienfaisance pendant la dernière guerre.

Que les organisateurs aient montré une activité, un dévouement, une habileté administrative extrêmes, on s'en doutait. Mais on sera frappé de la hauteur de vues, du libéralisme, et surtout de la profonde connaissance de la psychologie du soldat citoyen, montrés par les dirigeants de la Y. M. C. A. Ajoutons que l'on trouve dans leur rapport une foule de renseignements tout à fait nouveaux sur le recrutement des troupes américaines, leur constitution et leur emploi dans la lutte.

Quand on pense que, parmi les soldats, il y eut dans certains corps jusqu'à 30 % d'illettrés, on comprendra mieux l'utilité des cantines, que nous avons vu s'élever partout à l'enseigne du triangle rouge. Il ne s'agissait pas seulement d'y préparer aux hommes des douceurs matérielles, mais aussi d'y organiser les conférences, où leur furent expliquées les raisons pour lesquelles ils se battaient.

E. DESBRIÈRE.

H. GALLI. — *La défense et la victoire de Reims.* Paris, Garnier (1921), in-18°, 213 pages.

Le nom de certaines villes apparaîtra dans l'histoire de la guerre avec une singulière auréole de gloire : Liége, Verdun ont reçu du

gouvernement de la République et de gouvernements alliés des décorations, en témoignage des sièges ou des combats qui se sont déroulés sous leurs murs. Reims, sans avoir eu les mêmes récompenses, a tout de même reçu la Légion d'Honneur comme compensation du long martyr subi par les maisons de la ville. Ce n'est pas par ironie que nous parlons du martyr des maisons et que nous passons sous silence les mérites de la population civile. Quand on lit l'ouvrage du député de Paris, on constate que la population de la grande cité champenoise ne fut jamais très nombreuse au cours de la guerre, et qu'elle avait été évacuée complètement au printemps 1918. Il n'y avait plus que la garnison qui, pendant les longs mois d'angoisse de l'été 1918, supporta sans faiblir les bombardements et les assauts, au milieu des ruines désertes et fumantes de la cité. Or la citation qui accompagne la croix de la Légion d'Honneur, accordée à la ville, ne fait pas mention de la garnison :

« Ville martyre qui a payé de sa destruction..., population sublime « qui, à l'exemple d'une municipalité modèle..., a montré dans l'avenir « de la France une foi profonde. »

Un tel oubli est une injustice, et c'est peut-être cette injustice qui fait écrire à M. Galli que les Chambres auraient pu décréter :

« La garnison de Reims a bien mérité de la patrie. »

Nous ne sommes plus à l'époque où les citadins de Lille ou de Briançon, par exemple, pouvaient concourir par les armes à la défense de leur ville ; actuellement ils ne peuvent plus que maintenir, par leur moral, l'esprit de leurs défenseurs, heureux encore quand l'autorité militaire ne fait pas évacuer la population pour être plus libre dans ses mouvements.

Dans les récompenses, il serait juste de ne pas oublier les unités qui ont défendu avec leur sang des cités déjà illustres dans l'histoire de notre pays.

En l'espèce la garnison de Reims se trouve payée de ses fatigues : le livre du député de Paris est un magnifique panégyrique des vaillantes unités qui ont tenu sous la rafale pendant de longs mois. Aucune formation n'est oubliée : Ier corps colonial, 134e division d'infanterie, régiments actifs, bataillons sénégalais, bataillons territoriaux, compagnies de mitrailleuses de position, batteries d'artillerie. Le rôle du commandement local est indiqué, et l'observateur de la montagne de Sinaï, bien connu des combattants de la région, a son petit paragraphe. Tout le monde est « à sa place », ce qui fait de ce livre un précieux instrument de travail.

La valeur de cet ouvrage tient surtout à sa documentation. M. Galli a eu, à sa disposition, des documents officiels pour écrire la « défense et la victoire de Reims». Membre de la commission de l'armée, il a pu consulter les rapports des enquêtes faites à la suite du 27 mai, il a eu entre les mains les historiques du corps colonial et de certaines divisions, il a tenu à lire les ouvrages qui ont paru sur ces unités ayant combattu dans les parages de la ville. Il fait des citations de ces ouvrages ou des documents officiels, pour animer le

récit des opérations. Comme certains de ces rapports étaient inédits, il lève un coin du voile.

Dans les numéros du début de l'année 1923, *la Revue des Troupes Coloniales* a publié une étude semi-officielle de la défense de Reims par le corps colonial. L'étude est plus sèche que le livre de M. Galli, mais elle est beaucoup plus technique. Le député de Paris traite plutôt les faits anecdotiques, la revue militaire les questions stratégiques et tactiques. Les deux travaux se complètent et, par eux, on se trouve en présence d'une histoire des batailles autour de Reims en 1918.

On pourrait regretter que M. Galli n'ait pas assez montré le rôle du commandant de la IVe armée au cours de ces opérations. Le général Gouraud fut toujours préoccupé du sort de Reims ; il tenait à voir cette ville entre nos mains, car c'était là que s'appuyait la gauche de son armée, il fit tout ce qui lui était possible pour aider le corps colonial ; deux allusions rappellent seules cette attitude. De même, à notre avis, la manœuvre du général Mazillier ne ressort pas assez. Le commandant du corps colonial sut faire mouvoir ses réserves et les employer fort judicieusement. Cette manœuvre par lignes intérieures, dans l'intérieur d'une ville, fut une des causes du succès de la défense de Reims.

Pour conclure, cet ouvrage est très intéressant, très documenté ; il mérite d'être lu attentivement par tous ceux qui s'occupent de l'histoire de la guerre. Il montre l'influence d'une ville sur les opérations militaires et le rôle de musoir que peuvent jouer les édifices publics, les bâtiments privés, les jardins, etc., dans la défense d'un pays.

R. V.

H. Bidou. — G. Guébard. — A. Liesse. — Général Malleterre. — A. Tardieu. — G. Teissier. *Les conséquences de la Guerre.* Paris, Alcan, 1921, in-12, 189 pages.

Il est intéressant de relire, avec un peu de recul, des conférences d'actualité passée. C'est l'occasion que nous donne ce petit volume, où se trouvent réunies quatre conférences qui furent prononcées devant la Société des anciens élèves et élèves de l'Ecole libre des Sciences politiques en 1919. A cette date, la paix n'était pas chose faite, le traité de Versailles, *a fortiori* les traités de Sèvres, Neuilly, Saint-Germain, etc., n'étaient pas signés. Il y avait quelque courage à disserter sur les conséquences militaires, économiques et financières de la guerre, il y avait encore plus de courage à se laisser imprimer, car les prophéties faites peuvent ne pas se réaliser. C'est ainsi que nous sommes, hélas !, loin de ce qu'entrevoyait M. Bidou, quand il déclarait que les Allemands « encaissent leur défaite » et qu' « ils paieront ce qu'il faudra ». Nous voyons par contre déjà précisée la rivalité franco-anglaise, rivalité se manifestant d'abord en Orient, avant de venir se montrer au grand jour sur le Rhin. Nous avons un certain sourire mélancolique, quand nous voyons le conférencier constater avec peine que la livre est à trente francs, maintenant que nous l'avons vue monter à quatre-vingt-trois francs.

Mais ce livre est intéressant et sa lecture est utile. « Produire et économiser » est une phrase qui revient sans cesse dans la conférence de M. Liesse ; cela pourrait être notre devise à l'heure présente, de manière à lutter victorieusement contre toutes les conséquences de la guerre qui peuvent être funestes pour notre pays.

R. V.

COMMANDANT PERREAU. — *Victoire chère et Paix de dupes.* Tome II, *Péripéties et conclusions.* Paris, Catin, 1923, in-8°, IX-253 pages.

Le commandant Perreau nous donne, dans ce nouveau volume, la suite des réflexions historiques et philosophiques que la guerre lui a suggérées. Il vibre d'indignation à la pensée des fautes et des erreurs qui ont été commises par les grands chefs pendant la tourmente de 1914-1918. Mais, à ce point de vue, le commandant Perreau juge peut-être les faits passés avec sa mentalité présente, avec l'expérience des quatre années vécues au front ; il oublie, semble-t-il, que la guerre fut une école pour tout le monde, où tous nous avions à apprendre, aussi bien au point de vue tactique qu'au point de vue stratégique. Ce qu'il y a de plus intéressant dans cet ouvrage, ce sont les souvenirs personnels du commandant. Il nous met en présence du travail inconnu et pourtant glorieux des unités territoriales qu'il a commandées, travail si utile, exécuté malgré les bombardements quotidiens, sur tous les points du front.

R. V.

CAPITAINE-LIEUTENANT JOACHIM LIETZMANN. — *Auf verlorenen Posten. Unter der Flagge des Grafen Spee* (A propos de postes perdus. Sous le pavillon du Comte Spee). Ludwigshafen, B. Lhotzky, 1922, in-16, 195 pages.

Relation d'un officier embarqué sur le *Gneisenau*, un des navires de l'escadre de l'amiral von Spee, du voyage de cette escadre dans le Pacifique et des combats du Coronel et des îles Falkland. Plus anecdotique qu'historique, ce récit ne manque pas d'intérêt, mais n'ajoute pas grand chose à ce que l'on savait déjà.

Ed. D.

CAPITAINE DE VAISSEAU R. S. GWATKIN WILLIAMS. — *Under the black enseign.* (Sous le pavillon noir.) Londres, Hutchinson, s. d., in-8, 238 p., pl. et carte h. t.

Charmant, amusant et intéressant récit des aventures dans les mers arctiques du commandant du croiseur britannique *Intrepid*. On peut juger de ce qu'a été la tâche sur la côte mourmane et dans la mer Blanche des unités chargées de protéger, contre les mines et les sous-marins, les navires alliés qui ravitaillèrent la Russie en munitions de guerre. Certains récits de torpillage sont particulièrement dramati-

ques et forment le plus probant réquisitoire contre la barbarie, souvent jointe à la lâcheté, et la fausseté montrées par les commandants de sous-marins allemands.

Ed. D.

LES REVUES DU TRIMESTRE

La liste des périodiques dépouillés régulièrement a subi les modifications suivantes (1) :

Supprimer. — *Berichte der Zentralstelle...* (dont la publication a cessé).

Ajouter. — *Kriegsschuldfrage* (publication nouvelle). *Militär-Wochenblatt, Revue de Genève.*

Les origines de la guerre.

BACH (August). — Der franzosische Regierung und die russische Mobilmachung 1914. — *Kriegsschuldfrage,* août 1923, pp. 30-33.

DELBRUCK (Hans). — Die Behandlung der Kriegsschuldfrage. — *Kriegsschuldfrage,* juil. 1923, pp. 1-3.

DELBRUCK (Hans). — Richtigstellung eines Irrtums. — *Glocke,* 9 juil. 1923, pp. 387-399.

DELBRUCK (Hans). — Kriegsschuldiskussion mit Auslandern. — *Kriegsschuldfrage,* août 1923, pp. 22-25.

***. — Ein italienischer Historiker zur Kriegsschulfrage. — *Kriegsschuldfrage,* août 1923, pp. 21-22.

MONTGELAS (Max). — Verwertung der Randbemerkungen Kaiser Wilhelms. — *Kriegsschuldfrage,* août 1923, pp. 25-27.

WEGERER (Alfred v.). — Der angebliche « Kronrat » vom 29, juli 1914. — *Kriegsschuldfrage,* juil. 1923, pp. 8-12.

WENDEL (Hermann). — Kriegsschuldlitteratur. — *Glocke,* 18 juin 1923, pp. 315-319.

La lutte militaire. Conditions générales.

AYMONIER (Camille). — La propagande allemande par l'esperanto pendant la guerre 1914-1918. — *Arch. gr. guerre,* n° 41, pp. 1277-1319.

BAUCQ (Philippe). — Journal de ma captivité. — *Revue des Deux Mondes,* 15 juin, 1er et 15 juil. 1923, pp. 756-779, 126-160, 349-350.

(1) Périodiques qui, sans figurer sur la liste des dépouillements réguliers, sont représentés dans ce numéro par un ou plusieurs articles :

Alsace française, Archives de la Grande Guerre, Asie française, Bulletin de l'Institut Intermédiaire international, Correspondance d'Orient, Économie nouvelle, Glocke, Grande revue, Litterary Digest, Marche de France, Nouvelle Revue, Paix par le droit, Parlement et opinion, Revue bleue, Revue Contemporaine, Revue des Études Coopératives, Yale Review. (N. D. L. R.)

DOMBROWSKI (Stéphane). — Les Empires centraux et la lutte pour le recrutement des Polonais pendant l'occupation. (1914-1918). — *Arch. gr. guerre,* n° 41. pp. 1336-1356.

***. — The Ex-Kaiser's youngest son as a py. — *Lit. Dig.,* 7 juil. 1923, pp. 45-47.

GEBSATTEL (v.). — Gedanken über die strategische Verwendung der deutschen Reiterei im Weltkriege. — *Militär-Wochenbl.,* 10 juil. 1923, pp. 1-3.

KRETZSCHMANN. — Die franzosischen Eisenbahnen während des Krieges. — *Militär-Wochenbl.,* 10 juin 1923, pp. 709-712.

LICHTERVELDE (Cte Louis de). — Plutarque a-t-il menti ? *Revue générale,* 15 juil. 1923, pp. 93-99.

SELLIERS (Général de). — L'Armée allemande de 1914. — *Flambeau,* 31 juil. 1923, pp. 437-455.

Front occidental.

FALLS (Cyril). — An aspect of the battle of Amiens, 1918 [with maps]. *Army quart.,* juil. 1923, pp. 298-306.

GRASSET (Commandant). — Une bataille de rencontre. Ethe (22 août 1914). — *Rev. milit. française,* 1er août 1923, pp. 248-266.

KUHL (v.). — Das französische Kavalleriekorps Sordet im Bewegungskrieg im August und September 1914. — *Militär Wochenbl.,* 15 mai 1923, pp. 679-683.

KUHL (v.). — Die Schlacht bei Montdidier am 8 August 1918. — *Militär-Wochenbl.,* 25 juin 1923, pp. 727-730.

LEBAS (Général). — L'Evacuation de Lille en août 1914. Responsabilités. — *Act. nat.* juin 1923, p. 321-330.

LEBAS (Général). — L'évacuation de Lille en août 1914. Le rôle du Général Percin. — *Act. nat.,* juil. 1923, p. 16-23.

LEFRANC (Capitaine). — La percée du 9 mai 1915 en Artois. — *Rev. milit. française,* 1er août 1923, pp. 190-205.

TOURNES (Lieutenant-Colonel). — La défense d'un fort moderne. Le fort de Vaux en mars 1916. — *Rev. milit. française,* 1er mai, 1er juin 1923, pp. 202-216, 306-324.

VERGUIN (Colonel). — L'artillerie divisionnaire dans l'offensive. [La 46e division le 4 nov. 1918.] — *Rev. Artillerie,* 15 juin 1923, pp. 533-566.

Fronts orientaux.

ALBROCK (V.). — Der Endkampf in Mazedonien 1918. — *Militär Wochenbl.,* 25 juin 1923, pp. 732-733.

BUJAC (Colonel). — Campagne de septembre-octobre 1916 en Transylvanie. — *Bull. belge sc. milit.,* juil. 1923, pp. 749-772

KUHL (v.). — Der russische Aufmarsch im August 1914. — *Militär-Wochenbl.,* 25 juil. 1923, pp. 27-30.

LOIR (Colonel). — Une opération de cavalerie en Pologne. — *Rev. de Paris,* 1er août 1923, pp. 606-625.

ŒHMICHEN (Lieutenant-Colonel). — L'engagement de la coalition en Orient (1914-1916). — *Rev. milit. française,* 1er juil.-1er août 1923, pp. 5-26, 145-162.

Opérations navales.

CHACK (Capitaine de frégate). — La bataille des Falkland (suite et fin). — *Rev. Marit.,* juin 1923, pp. 728-761.

Opérations aux colonies.

***. — Etude sur les opérations de l'Est africain allemand par les troupes anglo-belges. — *Rev. troupes coloniales,* juil.-août, sept.-octob., nov.-déc. 1922 ; janvier.-fév. 1923, pp. 265-297, 361-389, 488-525, 61-90.

Les répercussions de la guerre sur la vie intérieure des Etats.

ALLEMAGNE

COLETTE (Suzanne). — Le procès Fechenbach. — *Cahiers droits de l'Homme,* 25 juil. 1923, pp. 319-321.

***. — Ein Krankes Volk. — *Sudd. Monatsh.,* mai 1923, pp. 44-48 [Misère du peuple allemand depuis la guerre].

GERLACH (H. von). — Les partis politiques en Allemagne. — *Rev. Contemp.,* 1er juin 1923, pp. 152-158.

VERMEIL (Ed.). — L'unité allemande et l'occupation de la Ruhr. — *Alsace française,* 5 mai 1923, pp. 423-424.

VERMEIL (Ed.). — L'Allemagne pendant l'occupation de la Ruhr. — *Vie des Peuples,* juin 1923, pp. 365-399.

AUTRICHE-HONGRIE

DUNAN (Marcel). — Comment disparut la monarchie autrichienne. — *Alsace française,* 16 juil. 1923, pp. 638-640.

EMPIRE BRITANNIQUE

BAUDIN (Louis). — La Situation économique de la Grande Bretagne d'après les banquiers anglais. — *Rev. écon. pol.,* mai-juin 1923, pp. 384-408.

BORDEN (Sir Robert Laird). — The British Commonwealth of Nations. — *Yale Rev.,* juil. 1923, pp. 774-789.

LORIOT (J.). — Les Vues des banquiers anglais sur la situation économique. — *Rev. des sc pol.,* juin 1923, pp. 273-286.

SEKALY (Achille). — Où en est l'indépendance égyptienne. — *Rev. Genève,* juil. 1923, pp. 89-104.

ITALIE

HAUTECŒUR (Louis). — Le Fascisme. — *France et monde,* 1er août 1923, pp. 25-36.

JOHANNET (René). — La consolidation du fascisme. — *Rev. univ.,* 1er août 1923, pp. 349-354.

PERNOT (Maurice). — L'expérience italienne. IV, Le dénouement fasciste. — *Rev. des Deux Mondes,* août 1923, pp. 664-696.

PUCCINI (Mario). — Young Italy. — *Yale Rev.,* juil. 1923, pp. 692-702.

ROUSSO (Domenigo). — Mussolini. — *Corr.,* 10 juil. 1923, pp. 20-36.

RUSSIE

APOSTOL (Q.). — Une contribution à l'étude du paradis bolchevique. — *J. économistes,* 15 avr. 1923, pp. 34-45.

BODRY (Y. A.). — La Russie des Soviets. — *Vie des peuples,* juin 1923, pp. 381-417.

BUCHANAN (Sir George). — Mon ambassade en Russie. — *Rev. Paris,* 1er et 15 juil., 1er août 1923, pp. 44-85, 261-295, 535-570.

ELIACHEFF (B.). — Notes sur la Russie : faits et observations économiques. — *Rev. écon. pol.,* mai-juin 1923, pp. 419-433.

GRONSKY. — La chute de la monarchie en Russie. — *Rev. pol. et parl.,* 10 juil. 1923, pp. 95-104.

HAUMANT (Emile). — Le Journal d'une collégienne russe en 1917 et 1918. — *Rev. Bleue,* 4 août 1923, pp. 512-513.

MONTANDON (G.). — A propos de la livraison de l'amiral Koltchack. — *Nouv. rev.,* 1er juin 1923, pp. 272-275.

PACIFICUS. — La famine de 1922 et les conditions économiques actuelles de la Russie. — *Gr. rev.,* juin 1923, pp. 551-573.

REBOUL (Lieutenant-Colonel). — La propagande bolcheviste en Asie. — *Corr. Orient,* mars 1923, pp. 143-148.

***. — Russia's new constitution. — *Nation* (N. Y.), 15 août 1923, pp. 172-176.

SABANINE (André). — L'organisation du service diplomatique et consulaire de la R. S. F. S. R. — *Bull. Institut intermédiaire international,* avr. 1923, pp. 198-216 .

Les clauses territoriales

RHÉNANIE

***. — Die militarische Besetzung der Rheinlande. — *Deut. Nation,* juil. 1923, pp. 516-522.

MUTH (Walter). — Die Verwustung der rheinischen Verwaltung. — *Deut. Nation,* juil. 1923, pp. 502-516.

SCHMITZ (Anselm). — Die rheinische Separatistenbewegung als Werkzeug des franzosischen und belgischen Imperialismus. — *Deut. Nation,* juil. 1923, pp. 522-530.

SARRE

***. — Le Fascisme bavarois en Sarre. — *Alsace française,* 28 avr. 1923, pp. 405-406.

PRECY (Charles). — L'offensive allemande de 1923 dans la Sarre. — *Econ. nouv.,* 16 juin 1923, pp. 753-757.

***. — Saarnot. — *Deut. Nation,* juil. 1923, pp. 534-539.

Les Nouveaux Etats

POLOGNE

BUTLER (Ralph). — Josef Pilsudski, aristocrat-revolutionary. — *Atl. Montly*, août 1923, pp. 269-277.

La question des réparations et des dettes interalliées. — L'occupation de la Ruhr.

BREITSCHEID (Rud.) — Pour dénouer le conflit de la Ruhr. — *Econ. nouv*, 5 mai 1923, pp. 557-559.

BREITSCHEID (Rud.) — Die endlose Krisis. — *Glocke*, 4 juin 1923, pp. 243-245.

CADOUX (Gaston). — Les magnats de la Ruhr. — *Revue politique et parlementaire*, 10 juin 1923, pp. 491-500 ; 10 juillet 1923, pp. 82-94.

CHAUMEIX (A). — La crise anglaise et la Ruhr. — *Rev. Paris*, 1er juin 1923, pp. 708-720.

GIGNOUX (C.-J.). — La politique des gages. — *Merc. France*, 15 juin 1923, pp. 675-692.

GIGNOUX (G.-J.). — Les Anglais et la Ruhr. — *Act. nat.*, juil. 1923, pp. 5-13.

JENTSCH (Dr.). — Les forêts fiscales dans les territoires occupés comme gages en Allemagne. — *La reconstruction* (*Wiederaufbau*), avr. 1923, pp. 233-234.

KEYNES (J. M.). — The Legality of the Ruhr occupation. — *Nation* (L.) 18 août 1923, pp. 631.

***. — Der Prozess Krupp vor dem franzosischen Kriegsgericht. Nach dem einzigen vorhandenen Stenogramm. — *Sudd. Monatsh.*, juin 1923, pp. 87-153.

RAPHAEL (Gaston). — Les grands magnats de la Ruhr. — *Act. nat.*, juil.1923, pp. 35-42.

RECOULY (Raymond). — Le Parlement et la Ruhr. — *Rev. France*, 15 juin 1923, pp. 811-818.

SCELLE (Georges. — L'occupation de la Ruhr. — *Paix par le droit*, juin 1923, pp. 249-254.

STULPNAGEL (Otto von). — Terror und Martyrium am Rhein und Ruhr. Amtliche Berichte und Dokumente. — *Sudd. Monatsh.*, juin 1923, pp. 1-30.

STUMM (Ferdinand von). — Die englisch-französische Auseinandersetzungen. — *Deut. Nation*, août 1923, pp. 589-597.

VIALATTE (Achille). — Les dettes alliées envers les Etats-Unis et l'opinion américaine. — *Econ. français*, 14 juil. 1923, pp. 35-38.

Le Proche Orient. La Conférence de Lausanne.

***. — A Lausanne. La deuxième conférence. — *Corr. Orient*, mai-juin-juil. 1923, pp. 281-295, 347-370, 408-430.

FROIDEVAUX (Henri). — La Concession Chester et les intérêts français dans l'Asie antérieure. — *Asie française*, juil. 1923, pp. 216-221.

LABONNE (Roger). — La France et la Turquie. — *Correspondant*, 1er mai 1923, pp. 393-422.

MESTRE (Achille). — L'agonie des capitulations. — *Rev. Paris*, 1er juil. 1923, pp. 134-155.

SAOUDA (Me Joseph). — Rapport sur les capitulations. — *Corr. Orient*, juin 1923, pp. 337-346.

La « Reconstruction » du monde.

CONFÉRENCE DE GÊNES

EISENMANN (Louis). — L'œuvre économique de la conférence de Gênes. — *Rev. études coopératives*, avr.-juin 1923, pp. 261-295.

CONFÉRENCE DE WASHINGTON

THOMAZI (A.). — La ratification des accords de Washington. — *Rev. Contemp.*, 1er juin 1923, pp. 196-206.

KAWAKAMI (K.-K.). — Japan and the naval treaty. — *Am. Rev. of Rev.*, juil. 1923, pp. 73-76.

Société des nations.

BOURGEOIS (Léon). — Nouvelles raisons de vivre pour la Société des nations. — *Marche de France*, juil. 1923, pp. 405-409.

DENDAL (Capitaine-Commandant). — La Société des Nations. III. — *Bull. belge des Sciences mil.*, juillet 1923, pp. 807-823.

MARTIN (William). — Le Bureau international du travail et ses détracteurs. — *Paix par le droit*, juin 1923, pp. 233-234.

ROCHARD (Louis). — Le Bureau international du travail. — *Nouv. rev.*, 1er juil. 1923, pp. 32-34.

VISSCHER (Ch. de). — La Cour permanente de Justice internationale. *Flambeau*, 31 juil. 1923, pp. 406-417.

Mandats.

FROIDEVAUX (Henri). — L'œuvre de la France en Syrie au temps du Général Gouraud. I. La constitution des Etats. — *Asie française*, juin 1923, pp. 174-177.

GEORGE-SAMNE (Dr.). — L'œuvre du général Gouraud en Syrie. — *Corr. Orient*, mars 1923, pp. 129-134.

GUY (Camille). — Le Cameroun sous le mandat français. — *Parl. et opinion*, juin-juil. 1923, pp. 1221-1236,1346-1357.

SPITZ (Lieutenant-Colonel). — Les mandats dans le Pacifique. — *Rev. Marit.*, juil. 1923, pp. 8-16.

CHRONIQUE

Les faits et les controverses.

— Le *Comité national d'études* avait donné pour programme à sa séance du mois de juin, tenue sous la présidence de M. Gauvain : « Le rôle du haut commandement. » La publication du livre de M. de Pierrefeu donnait à cette question un caractère d' « actualité » incontestable.

M. Henry Bidou, dans une forme vivante, a présenté un aperçu historique du rôle du haut commandement français pendant la guerre. Il a montré, par le récit rapide des événements décisifs, l'action que pouvait exercer — et qu'exerçait en fait, selon lui, — l'Etat-major général. Il s'est élevé contre la thèse du « hasard » ; mais il a reconnu, et il a répété à plusieurs reprises, que les idées stratégiques étaient « simples ».

M. le général Debeney, en prenant la parole après le conférencier, avec une grande sûreté de pensée et une rare autorité, n'a pas suggéré des conclusions différentes. Sans doute, il s'est gardé de faire un exposé systématique, et il s'est borné à présenter quelques réflexions ; sans doute aussi, il n'a pas négligé le rôle moral du chef, sans en préciser pourtant les modalités. Mais c'est à l'effort d'organisation et d'armement qu'il a consacré l'essentiel de sa causerie.

L'un et l'autre de ces exposés pourraient donner matière à une discussion. Mais le compte rendu de la séance n'est pas encore imprimé : C'est donc seulement dans la partie bibliographique de notre prochain numéro qu'il en sera donné un examen critique.

— La *Société d'histoire moderne,* dans sa séance du 3 Juin 1923, a entendu une communication de M. Jules Isaac, professeur au Lycée Saint-Louis, sur la « question des réserves et leur utilisation en 1914 ». Après avoir présenté les thèses « diamétralement opposées » qui ont été soutenues à ce sujet, M. Isaac a donné, en se plaçant au point de vue historique, « quelques précisions » fort intéressantes. La discussion très animée qui a suivi a porté sur trois points : La corrélation entre les faits de la politique intérieure et extérieure française de 1889 à 1914 et la place réservée aux formations de réserve dans les plans de campagne.— Les éléments de conviction que possédait l'Etat-major français de 1914 sur l'utilisation probable des corps de réserve allemands. — Le chiffre des hommes *instruits* que l'Allemagne et la France pouvaient mettre en ligne à la première heure.

M. Isaac a bien voulu accepter de donner à la *Revue d'histoire de la Guerre mondiale* le texte intégral de son exposé, que nous serons heureux de publier.

— Selon un article de la *Kölnische Zeitung* du 28 juillet, les services des archives russes envisageraient la publication de nouveaux documents relatifs aux origines de la guerre. Ce sont, d'une part, des rapports établis par Sazonoff pendant son séjour à Londres en 1913 : le gouvernement anglais aurait poussé la Russie à une attaque prochaine contre l'Allémagne. D'autre part, ce sont des lettres de l'Impératrice Alexandra ; elles montreraient l'entourage du Tsar et, Nicolas II lui-même, convaincus qu'ils devaient choisir entre une révolution de palais et une guerre victorieuse. Mais il paraît que le gouvernement des Soviets ne s'est pas encore prononcé sur l'opportunité de la première, au moins, de ces publications.

L'Assemblée Générale de la Société de l'Histoire de la Guerre.

La Société a tenu son assemblée annuelle le 28 juin 1923, dans une des salles de la Bibliothèque-Musée de la Guerre, 39, rue du Colisée. M. André Honnorat *présidait cette séance, assisté de M.* Maurice Bompard, *vice-président.*

M. Georges Bourdon, *secrétaire général, a donné lecture du rapport suivant :*

Messieurs,

Une fois encore, votre Secrétaire Général rencontre la funèbre tradition qui, chaque année, l'oblige à déposer, sur le seuil de son rapport, la couronne des morts.

M. Jules Mathorez était venu à nous dès le premier moment, et il avait paru tout naturel qu'il prît place dans le Conseil d'administration. Ce n'est point cependant sa qualité d'inspecteur des finances qui l'y appelait principalement, car les finances de notre Société naissante n'étaient pas encore au point de requérir le concours de plusieurs spécialistes ; mais cet homme de chiffres était aussi, avait commencé par être homme d'histoire. Il avait reçu, en effet, les sévères et probes disciplines de l'Ecole des Chartes, et l'archiviste paléographe qu'elles avaient formé n'était jamais entré en sommeil. C'est à celui-ci que l'on doit de savantes études, remarquables par la méthode et la lucidité, sur les plus complexes des problèmes, ceux qui touchent à la mystérieuse chimie qui gouverne les amalgames ethniques dont se compose un peuple. Le grand ouvrage qu'il laisse, et dont le premier tome parut en 1920, est celui où, sous le titre *Les Etrangers en France sous l'ancien régime*, il étudie « l'histoire de la formation de la population française ». Sur la dernière guerre, absorbé par l'achèvement de cette œuvre importante, il n'avait encore eu le temps de publier qu'un bref opuscule, mais où se retrouve le souci des recherches démographiques où il se plaisait, *La Guerre et ses conséquences ethnographiques en France*. Vous ne vous doutiez

pas, je suppose, que, parmi tant d'assauts subis par le sang français, une infiltration d'Arméniens s'était produite dans notre pays du XIIIe au XVIIIe siècle : grâce à lui, nous en fûmes informés en 1918. Et nous savons aussi que le temps de Henri IV connut son « Union sacrée », et que celle-ci produisit des « conséquences économiques ». C'est ainsi que, menant de front ses études historiques et économiques et ses fonctions administratives, M. Jules Mathorez poursuivait, de son pas tranquille, l'esprit et le regard ouverts en même temps à toutes les curiosités de la vie moderne, l'existence la mieux remplie. Il fut pour nous le collègue le plus serviable, le compagnon le plus alerte. Il aimait de causer, et sa conversation ne se trouvait jamais à court. Nous lui avions demandé, il y a deux ans, de partager avec M. Monnier le fardeau de la trésorerie. A vrai dire, il lui fut léger. Il y a, dans sa fin prématurée, une grande iniquité. Il avait cinquante ans à peine, étant né à Saint-Nazaire en 1873, et nous avons appris avec stupeur qu'il venait de disparaître, sans même nous douter qu'il fût malade. Notre Société doit à sa mémoire un tribut de reconnaissance, que j'ai conscience d'acquitter bien insuffisamment ce soir : lequel d'entre nous se défendra de conserver le plus cordial souvenir de cet homme charmant et disert, de ce chercheur consciencieux et subtil, de cet écrivain fidèle aux bonnes méthodes, et qui, par surcroît, trésorier chargé du recouvrement des cotisations, apporta, dans l'exercice de cette fonction, tant de bonhomie et de réserve discrète ?

Ce n'est pas comme historien que M. Charles Risler siégeait dans notre Conseil d'administration. Son bagage littéraire se borne en effet à un petit ouvrage qu'il fit paraître, au lendemain de la guerre de 1870, en collaboration avec M. Laurent Atthalin, *La défense de Neufbrisach*. Mais sa présence parmi nous avait, comme celle de l'admirable docteur Bucher, une valeur de symbole. Tous deux, à deux années de distance, sont morts, et c'est donc à deux reprises que le deuil de la Société de l'Histoire de la Guerre s'est confondu avec le deuil de l'Alsace.

M. Charles Risler était originaire de Thann. Il y était né en 1848, et, si nous croyions au merveilleux, nous pourrions observer que déjà cette seule date marquait la direction de sa vie. Il fut ardemment Français ; il le devint davantage encore après 1871 ; et, le 11 novembre 1918, il connut souverainement la virile exaltation de l'orgueil patriotique. Mais il fut républicain autant qu'il était Français, et, pour mieux dire, sa foi politique était fille de sa foi nationale. Pareil aux grands patriotes de 48, frère d'âme des Ferry et des Floquet comme il était le frère de leur sang, baigné, lui aussi, dans le rayonnement d'un Gambetta, comment eût-il distingué entre la France, accoucheuse des Droits de l'homme, et la République, soldat de la liberté et de la fraternité humaines, lumière jaillie de l'obstiné labeur de dix siècles ? Des hommes de cette forte génération, en qui la raison travaillait sous l'aiguillon d'une pensée où il y eut du mystique. M. Charles Risler fut l'un des derniers, sinon le dernier témoin. Sa vie, en somme, fut belle et pleine. Il avait débuté par s'adonner à l'étude de la chimie. Vint la guerre de 70, qui allait bouleverser ses projets et

changer sa carrière. Il s'engage, et le voilà bientôt, officier, enfermé dans Neufbrisach investi. Ils sont trois amis à partager le sort tragique : lui, Laurent Atthalin, qui devait parvenir aux grades élevés de la magistrature, et l'ingénieur Canet, qui allait, plus tard, donner un canon à l'armée reconstituée de la France. La ville est bientôt réduite à capituler, et Risler est emmené, avec la garnison, en captivité. Après la paix de défaite, le cœur brisé, il dit adieu à son Alsace et se fixe à Paris. Vers 1885, il est nommé maire du septième arrondissement, et vous savez qu'il le demeura durant trente-cinq ans, jusqu'au moment où, se sentant vieilli et fatigué, il se retira. Il est mort à 75 ans, après une vie honorée et digne, entouré de l'estime publique, ayant courageusement accompli son devoir municipal pendant les quatre années de la guerre. Lui du moins, plus favorisé que tant de compagnons de sa jeunesse, il eut le privilège de vivre assez longtemps pour assister aux revanches de l'histoire et pour rentrer, derrière le drapeau, dans sa chère ville de Thann redevenue française. Qu'un Charles Risler ait été des nôtres, c'est un titre d'honneur pour notre Société, et nous saluons sa mémoire avec une affliction respectueuse.

MESSIEURS,

Le bilan de l'année qui s'achève sera, nous l'espérons, de nature à vous affermir dans la confiance que vous avez mise dans les destins de la Société de l'Histoire de la Guerre en lui apportant votre concours. Cette année a été bien remplie et, si j'avais souci de vous attirer le long des pentes d'un Capitole et de faire valoir l'activité de votre Conseil d'administration, il me serait aisé, en reprenant ce soir les termes de mon rapport de l'an dernier, de vous donner discrètement à entendre, sans avoir besoin d'y insister, que plus de fructueux travail a été réalisé qui n'avait été promis.

Sans m'astreindre à suivre l'ordre chronologique, je dois consigner ici, en premier lieu, l'apparition de la *Revue d'Histoire de la Guerre mondiale* — notre Revue — dont vous avez tous reçu le premier numéro, daté d'avril 1923. Cette publication réalise enfin le projet qui naquit en nos esprits dans l'heure même où s'y formait la conception de notre Société. Une œuvre telle que la nôtre ne saurait, non plus que les œuvres similaires, se passer d'un organe permanent, qui établisse entre ses membres la liaison nécessaire et lui permette d'accomplir la principale de ses destinations, qui est de mettre au jour des documents, de susciter des recherches, de grossir sans cesse le dossier de l'histoire par la publication de travaux originaux. A peine étions-nous constitués que déjà nous songions aux moyens de créer cet organe, et vous vous souvenez sans doute des tâtonnements où nous entraîna notre projet, des avatars qu'il revêtit. Nous avions peu d'argent, et la matière était coûteuse. Nous commençons par lancer, en 1920, un timide fascicule, assurément fort bien imprimé et présenté avec convenance, mais, avec son format réduit et son petit nombre de pages, d'une modestie excessive. Ce n'était pas cela qu'il nous fallait, et nous interrompîmes l'expérience. Deux ans après, nous entrons en

relations avec un éditeur qui nous paraissait capable des longs desseins, et nous acceptons de prendre sous notre patronage et notre direction la revue dont il venait de commencer la publication, et qui fût devenue l'organe attitré de la Société. Durant plusieurs mois, M. Camille Bloch s'y dévoue ; mais des dissentiments d'ordre administratif, sur lesquels il n'est pas opportun de nous arrêter, nous obligent à rompre notre traité, et il advint, si je ne me trompe, que cette revue en mourut, ou peu s'en faut ; mais il advint aussi qu'ayant si bien avancé, nous nous retrouvions pourtant au même point.

Nous comprîmes alors que nulle autre solution n'aurait de caractère efficace que celle qui mettrait en nos seules mains un organe dont nous serions entièrement les maîtres. Déjà nous nous sentions moins timides. Géré avec prudence, notre petit budget s'était accru de quelques économies, et, par surcroît, des ressources nouvelles étaient venues à nous. De cette favorable situation et de la volonté persévérante que votre Conseil apportait en cette affaire, est née la revue dont le second numéro est sous presse. Elle est modeste encore, mais nous sommes assurés cette fois qu'à moins de catastrophe, elle est durable et continuera son chemin régulier en progressant. Elle est imprimée avec soin par l'éditeur Costes, à des conditions qui ne pèsent pas trop lourdement sur notre budget, et elle a déjà ce premier mérite, que l'on aurait bien tort de négliger, d'être accueillante au regard et au toucher. Pour sa rédaction, le premier numéro, avec les substantielles études de M. Charles Appuhn et du Colonel Desbrière, notre collègue, est un irrécusable témoin du haut intérêt qu'elle présente et des promesses qu'elle contient. Au reste, il suffira d'ajouter que la plus grande partie des travaux, des documents, des comptes rendus qui y seront publiés, sortiront de la grande, vivante et laborieuse maison où nous sommes, et que la pleine direction en est assumée par M. Camille Bloch, avec l'assistance de M. Pierre Renouvin, rédacteur en chef. Voilà donc lancée dans le monde notre Revue. Elle promet d'être trimestrielle ; mais elle ne dévoile pas le fond de sa pensée, et vous auriez tort de la croire sur parole. En réalité, elle est gonflée d'illusions. Elle ne doute pas que ne lui viennent des abonnés, elle se persuade que notre budget grossira, et elle rêve de grossir à mesure son épaisseur et d'accélérer le rythme de sa périodicité. Nous ne demandons qu'à partager son espoir ; mais nous sommes en droit de penser que, dès maintenant, elle fait honneur à notre Société.

Nous avons en outre poursuivi les publications commencées, et nous en avons entrepris de nouvelles.

L'an dernier, je prenais acte de l'apparition du premier volume du *Catalogue méthodique du fonds allemand des Bibliothèque et Musée de la Guerre,* qui devait être complet en trois volumes. Les tomes II et III sont maintenant parus ; il n'y manque plus que la table, qui fera 120 pages environ, qui est prête et paraîtra avant la fin de cette année. Ainsi est achevé le premier des Catalogues sorti de cette usine exemplaire qu'est la Bibliothèque de la Guerre, et ce catalogue, déjà répandu et consulté dans le monde entier, où il propage les fortes et

loyales vertus de la science française, est un monument. La propagande pour notre pays, c'est par de telles œuvres qu'elle se fait le plus sûrement, et nous pouvons concevoir quelque fierté que notre Société, éditrice, y ait sa part.

C'est à elle encore que l'on doit la publication, avec une préface de M. Raymond Poincaré, de l'*Introduction aux Tableaux d'histoire de Guillaume II,* œuvre magistrale où sont dévoilés les mensonges, réfutés les sophismes, dénoncées les malfaçons de ces « Tableaux » où, sous le masque d'une forme faussement impassible, Guillaume, arrangeant l'histoire, a pensé faire tenir toutes les inventions de la propagande allemande sur les origines et les responsabilités de la guerre. Cette réfutation sans réplique, dont le retentissement fut considérable, même hors de notre pays, et qui est l'ouvrage de M. Charles Appuhn et de M. Pierre Renouvin, fait le plus grand honneur non seulement à ses auteurs, mais à la riche documentation et aux saines méthodes de cette Bibliothèque de la Guerre, à laquelle tous deux sont étroitement attachés, et à laquelle il faudra bien que l'on se décide quelque jour à donner le seul nom qui convienne à sa grandiose destination, celui d' « Institut d'histoire universelle ».

Un autre sujet de satisfaction s'est offert cette année à notre Société. Grâce à elle, l'étude de l'histoire de la grande guerre est officiellement entrée en Sorbonne, où, sur notre initiative et, il faut le dire, à nos frais, mais, bien entendu, sur le vote favorable du Conseil de la Faculté, devant lequel M. Paul Appell a généreusement plaidé notre cause, a été créée une chaire nouvelle. On a compris que, si le temps n'est point encore venu de formuler, sur les innombrables et complexes problèmes de la guerre, des conclusions définitives, il est cependant nécessaire d'examiner et de commenter les documents, d'exposer sur la table d'expérimentation les matériaux de l'histoire, de les confronter et d'en peser la valeur, de faire jaillir les éléments de vérité qui déjà s'en dégagent, sans omettre, le cas échéant, d'en signaler les lacunes. Pour ce premier et indispensable travail de défrichement et d'élimination, qui exige une méthode rigoureuse, un sûr discernement, l'habitude d'interroger les textes et le sens aigu de ce que l'on doit à la vérité, c'est encore chez nous, je veux dire au cœur même de la Bibliothèque de la Guerre comme au cœur de notre Société, que le Conseil de la Faculté, par un choix juste et flatteur, est venu chercher le jeune maître le mieux capable de l'assumer, et M. Pierre Renouvin fut investi. Qu'il me permette de le féliciter, mais plus encore de le remercier. Ce n'est pas à la Sorbonne qu'il a commencé de servir, jusqu'au plus héroïque sacrifice, son pays ; mais, les armes tombées, il continue de se donner à son service, qui se confond avec celui de la vérité, en projetant sur les mensonges de la propagande ennemie, dont le monde est enténébré, la lumière de sa lucide critique. Cela aussi, c'est de bonne et solide besogne française. Elle ne comporte ni instruments faussés, ni matières frelatées. Claire et sonore, elle repose sur le dur granit de la science. Nous avons toujours dit, parce que nous sommes certains de notre bon droit, que, contre la calomnie, nous n'appelions, pour notre secours et notre réconfort, que la vérité

nue. Quiconque travaille pour elle est au service de la France, et vous voyez bien que M. Pierre Renouvin, penché sur les documents et n'écoutant que les voix de la science, n'a pas cessé, comme aux jours tragiques, de monter la garde.

Dans cette première année de cours, il a étudié les origines immédiates de la guerre, c'est-à-dire les événements qui, du crime de Serajevo, ont conduit le monde à la déclaration de guerre. Dans la deuxième année, il se propose de traiter un sujet d'ordre militaire. Ce qu'il convient de constater ici, c'est l'autorité avec laquelle s'est d'emblée affirmé l'enseignement nouveau qui, de novembre à avril, a attiré, chaque semaine, un public nombreux et informé. Aussitôt que M. Pierre Renouvin aura rédigé ses substantielles leçons, ce sera notre fonction de les publier, et ceux qui ne les ont point entendues se rendront compte alors de tout ce que notre collègue y a mis de sagacité, de force démonstrative et d'amour désintéressé du vrai.

Voilà, messieurs, les signes les plus notables de l'activité de notre Société au cours de cette année. Je n'y ajoute que pour mémoire que nous n'avons pas cessé de poursuivre la publication, commencée en 1922, du *Bulletin mensuel de documentation internationale*, qui, donnant, de mois en mois, le catalogue des ouvrages entrés dans les collections de la Bibliothèque ainsi que les principaux de ceux qui sont annoncés, constitue un répertoire sans pareil, un instrument universel de documentation.

Est-ce tout ? Oui, pour cette année — j'entends pour l'année sociale qui prend fin aujourd'hui. Mais, comme la vie, votre Société, Messieurs, continue, et, loin de s'endormir sur le travail accompli, elle est toute déjà à celui qui l'attend. C'est qu'on ne la laisse guère respirer, et il s'en faut qu'elle s'en plaigne : pour aller vite et loin, il lui suffit de se mettre au même pas que l'institution dont elle est la fraternelle compagne. C'est demain qu'elle s'apprête à publier, comme elle a fait pour le *Catalogue allemand*, *le Catalogue méthodique du fonds italien de la Bibliothèque de la Guerre*, qui formera un fort volume de 400 pages. Plus tard, suivront le *Catalogue anglais* et tous les autres. Le *Catalogue italien* est entièrement prêt, grâce aux soins de M. Henri Michel, chef de section à la Bibliothèque, et, seule, une difficulté budgétaire a empêché de l'envoyer encore à l'imprimerie.

Une autre publication, d'un intérêt capital, est déjà fort avancée, et nous espérons pouvoir la mettre en mains avant la fin de l'année : c'est le *Recueil de documents sur l'histoire de la question des réparations*, établi par M. Germain Calmette. Il est superflu d'insister sur la valeur documentaire d'un ouvrage où seront réunis, pour la première fois, tous les protocoles, toutes les conventions, les correspondances diplomatiques, les accords et les désaccords des conférences successives, toutes les pièces enfin — j'allais dire toutes les laines de cette tapisserie de Pénélope, qui, depuis ce jour du 28 juin, — quatre ans aujourd'hui ! — où des mains toutes frétillantes de candeur signèrent à Versailles un certain parchemin, jusqu'au matin brumeux de l'entrée à Essen, constituent l'histoire décevante, enchevêtrée, et pourtant trop claire, des réparations.

Nous nous disposons aussi à éditer successivement, en vertu d'un contrat signé, une série de quatre ouvrages du docteur Grelling, dont le premier portera le titre de *La Campagne innocentiste en Allemagne.* Le docteur Grelling est, on le sait, le courageux auteur de ce livre *J'accuse,* qui, en pleine guerre, eut en France le retentissement d'un coup de foudre, et de ceux qui suivirent. En accordant son patronage aux publications nouvelles du docteur Grelling, notre Société n'oublie pas que la manière de cet auteur, si recommandable qu'il soit par la hardiesse de sa sincérité, n'est pas exempte d'esprit polémique, et qu'il se maintient malaisément dans les hautes régions de la sérénité historique. Mais les livres du docteur Grelling possèdent aussi une valeur documentaire qui suffit à leur donner du prix aux yeux de l'historien, et ils sont en outre un témoignage éclatant de l'état d'esprit de ce petit groupe de républicains allemands qui, réfugiés en Suisse pendant la guerre, ont eu l'honnêteté d'apercevoir le crime monstrueux perpétré par l'impérialisme allemand, le courage de le dénoncer, et qui, patriotes, dévoués au bon renom et au salut de leur patrie, continuent dans la paix l'œuvre d'assainissement et de liquidation qu'ils ont entreprise. C'en est assez — sans doute l'estimerez-vous — pour justifier l'initiative de votre Conseil d'administration.

Dans ce rapide compte rendu, je n'aurai garde d'oublier la participation de notre Société au Congrès d'Histoire qui se tint, ce printemps, à Bruxelles. Elle y fut brillamment représentée par M. Camille Bloch, qui, devant le Congrès, fit un exposé de l'œuvre et de l'activité des Bibliothèque et Musée de la Guerre, et par M. Pierre Renouvin, qui, à son tour, parla sur les modes possibles d'une collaboration entre les divers centres d'études de l'histoire de la guerre. Vous m'en voudriez, dût s'effaroucher la modestie bien connue de mes voisins, de ne pas ajouter que le succès de nos collègues fut des plus vifs, et que ce succès rejaillit sur l'institution dont ils étaient les parfaits représentants. Il en résulta que M. Camille Bloch fut conduit au roi Albert par le grand historien belge, M. Pirenne, recteur de l'Université de Gand et notre collègue ; mais sa discrétion protocolaire ne nous a point permis de connaître quels propos furent échangés entre ce populaire souverain et lui.

Vous avez maintenant, Messieurs, un tableau authentique de l'activité de la Société de l'Histoire de la Guerre. Elle a désormais le droit de considérer avec satisfaction l'ouvrage qui est le sien. C'est pourtant le moment qu'un certain nombre de ses membres désertent la tâche si bien commencée. Je n'ose vous en dire le chiffre, qui est élevé au delà de toute attente. Est-ce donc dans l'instant où notre Société, enfin libérée des hésitations de la mise en marche, se met à produire avec régularité, qu'il est raisonnable et juste de voir s'éloigner d'elle une partie de ceux qui, en répondant à son appel initial, semblaient avoir eu conscience des services qu'elle rendrait et confiance dans ceux qui la dirigeaient ? C'est un fait pourtant que trop de cotisations restent impayées, et nous sommes amenés à conclure de tels

refus qu'ils équivalent à des démissions. Nous voulons espérer qu'ils ne seront point maintenus.

Nous avons heureusement, en compensation, des sujets de contentement. C'est ainsi que le nombre de nos membres fondateurs s'est accru, et que 34 membres titulaires nouveaux se sont fait inscrire depuis le 1er janvier. C'est d'un heureux augure pour l'avenir. Il dépend de vous que ce mouvement s'accélère, et votre Conseil d'administration n'éprouve ni scrupule ni retenue à vous demander votre concours pour une propagande destinée à amener à nous toutes les personnes susceptibles de s'intéresser aux études historiques qui se poursuivent ici, et capables de leur apporter une aide pécuniaire.

Un signe éclatant que notre Société remplit une fonction utile et que son œuvre est louable, c'est que les encouragements les plus émouvants commencent de lui venir, et que cette aide pécuniaire ne lui a pas été marchandée par des personnes empressées à mettre à sa disposition les moyens financiers qui lui sont indispensables. Notre distingué trésorier aura tout à l'heure à faire état d'une somme importante entrée cette année dans notre caisse, et dont le donateur est un anonyme qui, avec tous les anonymes, a ceci de commun qu'il ne veut pas être nommé. D'autre part, il y a quelques mois, nous faisions, en une séance spéciale, les honneurs du Conseil d'administration à un grand industriel de Rotterdam, M. Citroën, que ses affaires avaient à ce moment attiré à Paris. En termes élevés, notre cher et admirable président, M. André Honnorat, en qui persiste une enthousiaste jeunesse toujours ardente à développer l'œuvre double qu'il a créée dans la maison où nous sommes, exprimait à notre hôte d'une heure la joie profonde que nous éprouvions à lui rendre hommage. C'est que M. Citroën, à son tour, venait, peu de temps auparavant, de lui adresser un chèque de 25.000 francs dont il nous laissait libres de disposer au mieux des intérêts scientifiques dont nous avons pris le soin. M. Citroën s'est excusé de ne pouvoir se trouver ce soir à Paris pour assister à cette assemblée, et nous regrettons que son absence vous prive du plaisir de lui exprimer directement, par vos applaudissements, votre gratitude. Il saura du moins que son nom a été salué ici dans le sentiment qui convient.

Je m'en voudrais d'omettre celui d'un de ses compatriotes, M. de Jongh, de La Haye. M. de Jongh est aussi un ami, et un ami ancien, des Bibliothèque et Musée de la Guerre. Il y a des années que, sans jamais se lasser, ses libéralités ne cessent d'enrichir les collections du Musée par le don généreux d'objets de toute nature et de toutes origines, hollandais, belges, tchéco-slovaques, allemands, etc... qui tous ont trouvé leur place en des vitrines et en des salles devenues d'une décourageante exiguité. C'est une des manières, — non la seule, — dont M. de Jongh, citoyen d'un pays jadis neutre, témoigne au nôtre la ferveur de son zèle affectueux, et nous nous réjouissons que la décoration de la Légion d'honneur soit venue lui montrer que la France savait être reconnaissante à qui l'aimait.

De telles générosités, en attestant que la Société de l'Histoire de la Guerre pouvait désormais espérer de voir venir à elle des amitiés

rares et d'abondants concours, nous ont conduits à donner une forme définitive à un projet déjà ancien. Il est temps, en effet, que notre constitution statutaire nous mette en mesure de recevoir des dons et peut-être de réaliser certaines recettes d'une nature spéciale, et, pour cela, il est nécessaire que nous poursuivions la reconnaissance d'utilité publique de notre Société. Une résolution en ce sens vous sera soumise tout à l'heure, et, appuyés sur le vote que vous allez émettre, nous commencerons sans tarder les démarches qu'il faudra. Nous ne doutons point de rencontrer au Conseil d'Etat les sympathies dont nous nous flattons que notre Société soit digne ; mais si d'aventure elle y trouvait quelque tiédeur, nous sommes assurés d'avance d'y posséder un chaleureux avocat dans la personne de notre éminent collègue, M. le Conseiller d'Etat Bruman, que les obligations de sa charge n'empêchent pas d'assister, avec une régularité exemplaire, à toutes nos séances et d'y éclairer nos discussions de sa sagace expérience.

Aussi bien, le bagage de la Société de l'Histoire de la Guerre n'atteste-t-il pas l'importance de sa tâche et la régularité de son effort ? Fondée en 1918, avec le triple objet de favoriser l'étude critique de l'histoire de la grande guerre, d'entreprendre des publications documentaires et d'apporter à l'Etat son concours pour l'entretien et le développement des collections des Bibliothèque et Musée de la Guerre, elle peut, quand s'achève la cinquième année de son existence, se rendre à elle-même ce témoignage que, sur aucun des chapitres de ce programme, elle n'a failli à sa destination.

Catalogue allemand, Bulletin mensuel de documentation, étude critique, due à M. Jules Isaac, sur *Joffre et Lanrezac*, *Introduction aux Tableaux d'Histoire de Guillaume II*, publication d'une *Revue* périodique ; demain, *Recueil sur les réparations*, *Catalogues italien, anglais*, etc... ; puis, création d'une chaire de Sorbonne ; puis, organisation à Strasbourg, en 1920, d'une première exposition, organisation à Paris d'une seconde et retentissante exposition..., voilà quelques-uns de ses titres à la considération publique et, ne balançons pas à le dire, à la reconnaissance non seulement des historiens, mais de tous ceux qui ont à cœur que, de la masse inorganique des documents qui, pour l'instant, sont la matière de l'histoire, se dégage, pour l'univers et pour la postérité, l'incontestable vérité sur une des crises les plus effroyables qui aient bouleversé et saigné le vaste peuple des hommes.

A d'autres égards, elle a poursuivi une tâche moins ostensible, mais non moins méritoire, celle d'apporter son plein concours, sous toutes les formes, au développement de l'institution que dirige avec tant de compétence et de foi M. Camille Bloch, à qui, nous n'avons point accoutumé de marchander l'hommage que méritent ses heureux efforts, mais qui ne s'étonnera pas que nous donnions aujourd'hui à cet hommage, si près encore d'heures qui lui furent cruelles, une forme particulièrement affectueuse.

Telle est, Messieurs, la besogne accomplie par votre Société. A vous de dire si votre Conseil d'administration a compris de la manière qu'il fallait l'œuvre à entreprendre. Fondée par M. André Honnorat,

elle est sortie tout armée de la magnifique donation faite à l'Etat par M. et Mme Henri Leblanc. Voilà des noms que nous ne devons point cesser d'honorer. Privée des collections réunies par M. et Mme Henri Leblanc, qui peut dire si l'institution des Bibliothèque et Musée de la Guerre eût jamais pu voir le jour ? C'est une source incomparable de documentation, c'est un instrument unique de travail qui eût à jamais manqué à la science française. Que dis-je à la science française ? Sur ce qui se passe dans cette maison, l'univers savant a désormais les regards attachés. On y travaille non pour des vérités locales et passagères, mais pour l'histoire et la vérité éternelle, c'est-à-dire pour l'enseignement du monde.

*
**

M. Louis Monnier, *trésorier, a présenté ensuite le rapport financier.*

Messieurs,

L'activité de votre Société a été beaucoup plus grande cette année que les années précédentes et le mouvement de notre caisse s'en est heureusement ressenti.

En vous en exposant le résumé, je serai aussi bref que possible et ne retiendrai votre attention que pendant de courts instants.

Nos comptes de l'année 1922 se présentent comme suit :

RECETTES		DÉPENSES	
Solde en caisse au 31 décembre 1921...	2.804 —	Dépenses du Siège Social (affranchissements, lettres, frais divers).....	1.210 —
Intérêts des Bons de la Défense Nationale...	1.650 —	Paiement aux imprimeurs.....	11.594,50
Encaissement de cotisations.....	730 —	Fondation d'un cours à la Sorbonne.....	20.000 —
Intérêts du compte courant.....	144 35	Achat de 2 actions de la Société des archives photographiques d'art et d'histoire	1.000 —
Versement du Trésor public pour fourniture d'exemplaires de notre catalogue allemand.....	7.506, 50	Achat de 50 Bons du Trésor 6 %, à 3 ans.	24,875 —
Souscription de Hollande.....	25.000 —	Lettres, timbres et menus frais de banque..	23,85
Souscriptions anonymes	57.500 —	Impôt sur les intérêts créanciers.....	14,50
		Solde en caisse au 31 décembre.....	36.617 —
Frs.....	95.334.85	Frs.....	95.334.85

Notre actif, au 31 décembre, se composait donc — outre les fonds en caisse, soit : frs. 36.617, — de 50 Bons du Trésor 6 % à 3 ans, de frs. 500 chacun, et de frs. 40.000 de Bons de la Défense Nationale, à 6 mois.

La partie de notre actif représentant le rachat des cotisations des membres fondateurs était, il y a un an, de ..... frs. 38.500
elle s'élève aujourd'hui à frs. 25.000 de plus, soit à .... frs. 63.500
qui doivent être considérés comme une réserve et capitalisés en conséquence.

Si nous devons nous féliciter de la souscription généreuse de notre ami de Hollande, M. Louis G. Citroën, et lui en être vivement reconnaissants, nous ne pouvons que regretter, par contre, le peu d'empressement que mettent nos membres à régler le montant de leur cotisation.

Depuis le 31 décembre dernier, un effort sérieux a été fait pour obtenir plus de régularité dans les versements, et vous en verrez les résultats déjà appréciables dans les comptes de cette année. Mais ces résultats sont encore insuffisants et, surtout, nous ne voyons pas le nombre des nouveaux adhérents augmenter d'une manière sensible.

Une Société comme la nôtre, si son action et son but étaient mieux connus et compris, devrait susciter un intérêt général et voir affluer vers elle les concours et les dévouements. Pourquoi n'en est-il pas ainsi ? La question dépasse sans doute le cadre spécial d'un compte rendu financier, mais elle doit cependant retenir l'attention de chacun de nous, et votre Trésorier, en terminant, émet le vœu qu'elle soit, en temps et lieu, examinée avec tout le soin et le sérieux qu'elle mérite.

Après avoir approuvé à l'unanimité les termes de ces rapports, l'Assemblée a décidé de poursuivre devant le Conseil d'Etat la reconnaissance d'utilité publique de la Société.

Elle a procédé ensuite aux élections au Conseil d'administration : Les membres sortants, MM. Appell, Aulard, Walter Berry, Georges Bourdon, Bruman, Sir Martin Conway, MM. Coville, l'amiral Favereau, Charles Gide, Jules Isaac, Lesage, Georges Lyon, sir Ian Malcolm, MM. Pierre Marcel, Henri Pirenne ont été réélus à l'unanimité. Trois membres nouveaux ont été élus : MM. le Général de Cugnac, Etienne de Nalèche et Emile Terquem.

Enfin, M. André Cogniet, lieutenant de vaisseau en retraite, a bien voulu présenter une remarquable communication, sur Les bombardements de la côte anglaise par la flotte allemande, *qui est reproduite dans le présent numéro.*

Le Gérant : A. COSTES

POITIERS. - IMP. MARC TEXIER

REVUE D'HISTOIRE
DE LA
GUERRE MONDIALE

Publications de la " Société de l'Histoire de la Guerre "

DEUXIÈME ANNÉE. 1924

Revue d'Histoire de la Guerre Mondiale

PARAISSANT TOUS LES TROIS MOIS

235237
19. 8. 29

PARIS
ANCIENNE LIBRAIRIE SCHLEICHER
ALFRED COSTES, ÉDITEUR
8, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, 8

Tous droits réservés

TABLE DES MATIÈRES [1]

DE LA DEUXIÈME ANNÉE

ARTICLES DE FOND

APPUHN (Charles). — Le gouvernement allemand et la paix en 1917. II. Le Conseil de Bellevue et la question belge I, 297
— L'agonie de l'Allemagne Impériale .. III, 93 ; IV, 193
CLOIX (Colonel). — Le service des transmissions pendant la guerre ..... II, 1
DANILOFF (Général). — La campagne de l'armée russe sur la Vistule au mois d'Octobre 1914 ..... IV, 216
GASFIELD (Nicolas). — Au front de Perse pendant la grande guerre ..... III, 120
ISAAC (Jules). — L'utilisation des réserves dans l'armée française et dans l'armée allemande en 1914 ..... I, 317
RENÉ-JEAN. — Un peintre soldat de la grande guerre : Jean Lefort ..... II, 27

DOCUMENTS

L'auto-protection en Bavière. Notice résumée (FRÉJUS LOQUET) IV, 233
La mobilisation russe en 1914 d'après les débats du procès Soukhomlinof (PIERRE RENOUVIN) ..... II, 19
Le plan de guerre austro-allemand: Un entretien avec Moltke en mai 1914 (CONRAD VON HŒTZENDORFF) ..... III, 152
Le procès Soukhomlinof : La genèse de l'affaire (V. NOSSOVITCH) ..... I, 338

BIBLIOGRAPHIE

Notices.

La bataille de Tannenberg d'après de nouvelles études russes (*W. Lerat*) ..... IV, 241
Les origines de la guerre : Le dernier état de la thèse allemande (*Pierre Renouvin*) ..... I, 348
La propagande allemande en Belgique avant la guerre (*Th. Heyse*) ..... III, 158

(1) Pour éviter les conséquences d'une erreur d'impression dans le n° 1, la table indique pour chaque titre, outre le numéro de la page, le numéro du fascicule en chiffres romains.

Comptes rendus.

ALEXINSKY (G.). — Du tsarisme au Communisme (*W. Lerat*) IV, 258
ANCEL (J.). — Manuel historique de la question d'Orient (*P. Renouvin*) ..... III, 179
ARCHINOV. — Istoriia makhvnoskogo dvijeniia (*W. Lerat*) .. I, 365
ASQUITH. — The Genesis of the War (*F. Debyser*) ..... I, 363
AULARD (A.), BOUVIER (E.), GANEM (A.). — Histoire politique de la grande guerre (*P. Renouvin*) ..... III, 173
BAREILLES (B.). — Le drame oriental : d'Athènes à Angora (*J. Ancel*) ..... I, 368
BAUER (Otto). — Die osterreichische Revolution (B. Auerbach) III, 174
BELETZKY. — Grigory Raspoutine (*W. Lerat*) ..... I, 376
BOURGET (J.-M.). — Les origines de la victoire (*Général de Cugnac*) ..... IV, 254
CHURCHILL (W.). — The World Crisis 1915 (*E. Desbrière*) .. II, 70
CONRAD. — Aus meiner Dienstzeit (*Ch. Appuhn*) ..... III, 180
CORBETT. — Naval operations. III (*E. Desbrière*) ..... II, 77
FABRE-LUCE (Alfred). — La Victoire (*P. Renouvin*) ..... IV, 259
La Grande guerre vécue, racontée, illustrée par les Combattants (*R. Villate*) ..... I, 372
GULLETT. — The Australian Imperial Force in Sinaï and Palestine (*E. Desbrière*) ..... IV, 257
HARDEN (M.). — Deutschland, Frankreich, England (*Ch. Appuhn*) ..... II, 81
HOFMANN (Général). — Der Krieg der versaûmten Gelegenheiten (*B. Auerbach*) ..... I, 357
KAROLYI (M.). — Gegen eine ganze Welt. Mein Kamp ùm den Frieden (*B. Auerbach*) ..... IV, 249
KUHL (Général von). — Die Kriegslage im Herbst 1918 (*E. Desbrière*) ..... I, 370
MOUSSET (A.). — L'Espagne dans la politique mondiale (*C. Picavet*) ..... III, 175
RADOSLAVOF. — Bulgarien und die Weltkrise (*A. Lajusan*) ... II, 75
RAPH SCOTT. — A Soldiers Diary (*E. Desbrière*) ..... I, 374
RAPHAEL (G.). — Le roi de la Ruhr : Hugo Stinnes (*M. Boucher*) ..... III, 165
RAWLINSON. — Adventures in the Near East (*E. Desbrière*).. I, 374
RAWLINSON (G.). — The defence of London (*E. Desbrière*) .. III, 181
SCHEIDEMANN (Ph.). — L'effondrement (*Ch. Appuhn*) ..... III, 182
SCHÔNAICH (Général von). — De la guerre d'hier à la guerre de demain (*F. Loquet*) ..... IV, 253
SUKHOMLINOV (W. A.). — Erinnerungen (*E. Desbrière*) .... IV, 245
VIC (J.). — La littérature de guerre (*M. Rieunier*) ..... IV, 261
VAN VOORST TOT VOORST. — Over Roermond. — En strategische studie (*J.-B. Manger*) ..... II, 77
VERMEIL. — La Constitution de Weimar et le principe de la démocratie allemande (*Ch. Appuhn*) ..... II, 80
ZWEHL (Général von). — Generalstabdienst im Frieden und im Kriege (*E. Desbrière*) ..... I, 369

Dépouillement des revues.

Les Revues du Trimestre ..... I, 378 ; II, 81 ; III, 183 ; IV, 261

CHRONIQUE

Les faits et les controverses ..... I, 385 ; II, 89 ; III, 190 ; IV, 268
L'assemblée générale de la Société de l'Histoire de la Guerre IV, 273
Les collections de la Bibliothèque-Musée de la Guerre .... II, 92
Les cours et les conférences ..... I, 387
Les publications nouvelles de la Société de l'Histoire de la guerre ..... I, 387 ; II, 90
Les nouvelles publications de documents officiels ..... II, 90
Une nouvelle revue consacrée à l'histoire de la guerre ..... III, 192
La reconnaissance d'utilité publique de la Société de l'histoire de la guerre ..... IV, 280
Le transfert de la Bibliothèque-Musée de la Guerre au Château de Vincennes ..... IV, 281
Nécrologie ..... IV, 281

POITIERS. — IMP. MARC TEXIER

Revue d'Histoire
de la
Guerre Mondiale

Le Gouvernement allemand et la paix en 1917

Le Conseil de Bellevue et la question belge.

I

Nous avons, dans un premier article (1), parlé des négociations auxquelles se rattache l'offre de médiation du Saint-Siège, survenue le 1er août 1917, et montré le lien qui existe entre cette démarche pontificale et le vote par le Reichstag de la « résolution de paix ». Nous avons tenté d'éclaircir un peu le rôle, dans toute cette affaire, du député Erzberger, meneur principal du parti catholique allemand, en relations très étroites avec le gouvernement autrichien. Nous avons dit quelle attitude prudente, mais non décourageante, l'Angleterre avait prise, et reproduit la conversation de son représentant auprès du Saint-Siège avec le Cardinal Gasparri. Comment la situation vue d'Allemagne se présentait-elle dans les premiers jours de septembre, c'est-à-dire au moment où le chancelier Michaëlis reçut, du nonce Pacelli, la lettre dont nous avons donné la traduction, et la note du Comte de Salis, qui s'y trouvait jointe ?

1° — On pouvait douter que l'Angleterre fût, comme l'envoyé du Saint-Siège le donnait à entendre, prête à négo-

(1) Voir *Revue d'histoire de la guerre mondiale*, n° 1.

cier (1) ; mais on savait avec la plus entière certitude, que, si elle y consentait, ce serait seulement *après* que l'Allemagne aurait pris l'engagement net de restaurer la Belgique. Aux informations données à ce sujet par le nonce, d'autres avis étaient venus se joindre :

Le 31 août, le ministre des affaires étrangères recevait de Bruxelles un télégramme, contenant entr'autres cette phrase : «... d'après un diplomate neutre accrédité auprès du gouvernement néerlandais, le ministre britannique [à la Haye] a dit que la première condition à remplir, pour qu'il puisse y avoir des négociations de paix, est la libération de la Belgique ; on ne demande pas, — avait ajouté le neutre, — que l'Allemagne se dessaisisse de son gage, mais il faut une déclaration nette concernant ce pays (2) ».

Le conseiller d'ambassade von Hindenburg envoyait de Berne, le 30 août, un rapport détaillé sur une conversation qu'il avait eue avec un représentant du Saint-Siège au sujet de la note papale :

« Avec une insistance destinée à produire la plus vive impression, Monsignore M. revint encore sur l'importance de la note papale et de la réponse à y faire. Comme le dôme du Vatican se dresse au dessus des édifices environnants, cette manifestation laisse loin derrière elle les efforts confus de l'Internationale en faveur de la paix.

« Le prélat fit entendre confidentiellement que la préparation du document pontifical n'était pas restée ignorée des gouvernements belligérants.

« Les puissances centrales avaient dû être renseignées de plus près, pour cette raison que d'elles on attendait les plus gros sacrifices ; toutefois, pour les gouvernements de l'Entente aussi, la note n'avait pas été une surprise. Le pape, en effet, ne voulait, ni ne pouvait, s'exposer à un refus venu soit d'un camp, soit de l'autre.

« Tout dépend maintenant du contenu et du ton des réponses que l'Allemagne et ses alliés feront au pape, et naturellement surtout de la réponse allemande. Les gouver-

(1) En fait, quoi qu'en ait dit plus tard Michaëlis, on n'en doutait pas : le langage tenu par Guillaume au Conseil de Bellevue (voir plus bas) le prouve.

(2) D'après SCHEIDEMANN : *Papst, Kaiser und Sozialdemokratie in ihren Friedensbemühungen im Sommer* 1917. (Le pape, l'empereur et le parti socialiste : leurs efforts pour la paix pendant l'été de 1917), p. 21.

nements de l'Entente, notamment ceux de France et d'Angleterre, attendraient pour répondre eux-mêmes que cette réponse fût connue.

« Le prélat espère que la note allemande ne contiendra aucune parole acerbe, et, en particulier, s'abstiendra de toute considération sur les origines de la guerre et le caractère purement défensif qu'elle a eu pour l'Allemagne.

« Après un accueil empressé fait aux propositions touchant le désarmement, l'arbitrage et la liberté des mers, il faudrait, dans le passage relatif à la restitution des colonies allemandes, une déclaration nette sur l'évacuation de la Belgique et des territoires français occupés.

« Il espère, en outre, que la note allemande sera rédigée sur un ton chaleureux et humain ; que, par exemple, elle exprimera le regret cordial qu'inspire à l'Allemagne le triste sort de la Belgique, des départements français occupés, de la Serbie et de la Roumanie.

« Si la note est satisfaisante, surtout en ce qui concerne la Belgique, le prélat est convaincu que l'Angleterre, elle aussi, fera une réponse favorable. Et l'Angleterre est, parmi les Etats alliés, celui qui compte le plus (1). »

Le 5 septembre, Michaëlis recevait la lettre du nonce Pacelli, et, le 6, M. von Bergen était avisé encore une fois, par le même correspondant, de l'importance capitale, aux yeux de l'Angleterre, d'une déclaration non équivoque sur la Belgique (2).

A Vienne, d'autre part, où le besoin de la paix était plus impérieux qu'à Berlin, le Comte Czernin exprime la crainte qu'en insistant sur la nécessité pour l'Allemagne d'obtenir des garanties contre un assujettissement de la Belgique à l'Angleterre ou à la France, on ne rende les négociations

(1) SCHEIDEMANN, *ouvr. cit.*, p. 21.

(2) Voici, d'après Scheidemann, le texte de ce message : « Je crois utile de communiquer confidentiellement à Votre Excellence, et, par son aimable entremise, au gouvernement impérial, que Son Eminence le Cardinal secrétaire d'Etat, dans une lettre à moi adressée, insiste pour obtenir une réponse favorable relativement à la Belgique. » Suit dans le texte une phrase qui doit être la transcription d'un passage de la lettre écrite au nonce par le Cardinal Gasparri : « Le ministre anglais, le comte de Salis, me disait *ce matin*, que c'était pour l'Angleterre le point le plus important. » Nous ignorons la date d'envoi de la lettre et nous ne pouvons savoir, en conséquence, si le Cardinal fait allusion à l'entretien du 24 août, ou à une conversation plus récente.

impossibles. C'est ce qui ressort d'un document publié, comme les précédents, par M. Scheidemann(1). Le gouvernement autrichien comprend donc parfaitement la nécessité absolue d'une déclaration bien nette.

2° — En Allemagne, ceux qui, désirant sincèrement la paix, se trouvaient en outre, par leur situation, en mesure d'être renseignés, pensaient de même : M. Scheidemann, par exemple, voyait bien que, seul, un langage clair, sans ambiguïté, témoignant de l'accord du gouvernement avec la gauche du Reichstag, pouvait ouvrir une voie aux négociations. Mais ceux qui étaient de l'avis de M. Scheidemann étaient-ils bien nombreux ? Le chancelier Michaëlis était, nous l'avons vu, pour les moyens « dilatoires » (2). Le 22 août, dans une séance de la Commission principale du Reichstag, violemment attaqué par un membre socialiste, il répondit qu'il avait voulu s'assurer les mains libres « dans le cadre de la résolution » ; que les chefs de groupe le savaient fort bien ; que d'ailleurs, dans les partis même formant la majorité du Reichstag, il s'en fallait de beaucoup qu'il y eût unanimité : quand il s'agirait d'examiner les conditions de paix offertes, des divergences ne manqueraient pas d'apparaître (3). Ces paroles du chancelier, bien qu'elles furent assez conformes à la vérité, ou parce qu'elles l'étaient, ne manquèrent pas de soulever des protestations. On lui en voulait de son attitude depuis le 19 juillet. Dès le 28, le langage qu'il avait tenu à la presse allemande ne manifestait ni un grand espoir, ni un vif désir, d'engager des négociations avec les puissances occidentales : il interprétait le discours prononcé par M. Lloyd George au Queenshall, le 21 juillet, comme signifiant que l'Angleterre ne voulait pas d'une paix de conciliation et de compromis : mais surtout il attaquait très violemment la « politique de conquête » de la France, sur laquelle il se prétendait exactement renseigné (4). Au commencement du mois d'août, il s'était rendu au grand quartier général, et y avait pris le mot d'ordre de Ludendorff,

(1) Scheidemann, *ouvr. cit.*, p. 15

(2) N° I, page 16, note 2.

(3) Voir ce que dit Michaëlis de cette séance dans son livre *Für Staat und Volk* (Pour l'Etat et la Nation), p. 359.

(4) La presse allemande parlait à cette occasion de l'*offensive diplomatique dirigée par Michaëlis contre la France* (titre d'un article paru dans *Deutsche Politik*, 24 août 1917).

encore très annexionniste à ce moment-là (1). Les journaux de droite, enfin, interprétaient son adhésion — conditionnelle — à la résolution du Reichstag de telle sorte qu'il n'en subsistait à peu près rien, et le chancelier laissait dire (2). Ce n'est pas sans raison, Michaëlis le reconnaît, que Helfferich, dans son ouvrage sur la guerre, fait dater du 22 août la nouvelle crise de chancellerie (2), celle qui, fin octobre, devait aboutir à la démission de Michaëlis et à son remplacement par le comte Hertling.

Pour tenter de rétablir un certain accord entre les représentants de la nation et le gouvernement, un comité, dit des Sept, fut constitué. Il comprenait 7 membres du Reichstag : deux socialistes, Ebert et Scheidemann, un progressiste, Wiener, deux hommes du Centre, Erzberger et Fehrenbach, un national-libéral, Stresemann, un conversateur, Westarp, et 7 membres du Bundesrat. Ce comité avait pour mission d'écouter les explications fournies par le chancelier et le ministre des affaires étrangères Kühlmann, et de donner son avis sur la réponse à faire au pape. Il se réunit, pour la première fois, le 28 août. M. von Kühlmann déclara qu'il serait très avantageux de laisser les puissances de l'Entente répondre les premières, car, si elles ne montraient pas des dispositions très conciliantes, elles porteraient devant le monde la responsabilité de la continuation de la guerre (4).

(1) Voir Delbruck, *Ludendorffs Selbstporträt* (Ludendorff peint par lui-même), p. 22. Michaëlis lui-même fait allusion dans son livre aux conversations qu'il avait eues avec Ludendorff, lors d'une visite au grand quartier général, à Kreuznach, de l'empereur et du chancelier.

(2) Ce silence lui est reproché comme une faute par Delbrück dès le mois d'août 1917 (dans un article des *Preussische Jahrbücher*). Au reste, Michaelis lui-même nous renseigne, dans son livre, sur la façon dont il entendait conclure la paix « dans le cadre de la résolution du Reichstag ». Sa lettre à Czernin, du 17 août (reproduite dans *Für Staat und Volk*, p. 333) l'indique de la façon la plus explicite : sans parler du *rattachement* à l'Allemagne de diverses provinces qui, en 1914, appartenaient à la Russie (Courlande, Lithuanie, Pologne), il voulait assurer à l'industrie allemande la possibilité d'exploiter à son profit les richesses minérales du bassin de Briey et prendre, d'accord avec le haut commandement, les mesures militaires requises pour que la Belgique indépendante fût, à tous égards, dans la main de l'Allemagne.

(3) Helfferich, *Der Weltkrieg* (La guerre mondiale), III, p. 168.

(4) Nous nous appuyons ici sur le récit donné par Scheidemann dans son livre *Der Zusammenbruch* (L'effondrement), p. 106 et suiv. Nous considérons cet auteur comme digne de confiance. Le langage qu'il attribue à Kühlmann s'accorde d'ailleurs pleinement avec le message de Michaëlis à Wedel que nous avons cité (page 16, note 2), et montre combien peu le gouvernement allemand était disposé à faire au Cardinal Gasparri la réponse désirée par lui.

Les sept membres du Reichstag donnèrent ensuite leur avis : M. Scheidemann, qui parla le premier, fut très catégorique ; la Belgique, exposa-t-il, est le pivot de toute l'affaire et il faut nous déclarer sans ambiguïté prêts à l'évacuer. MM. Wiener et Fehrenbach parlèrent dans le même sens. En revanche, le comte Westarp voulait que, dans la réponse au pape, on se bornât à des considérations générales : pas un mot sur la Belgique ; il est, disait-il, manifeste que ce pays, après la guerre, devra tomber sous la domination de l'Angleterre, ou sous celle de l'Allemagne, et cette dernière solution était seule acceptable à ses yeux. Stresemann tint à peu près le même langage. Selon Erzberger et Ebert, il convenait d'acquiescer en gros aux propositions, en évitant de rien dire de trop précis sur la Belgique (1).

Au cours d'un entretien confidentiel avec le ministre Kühlmann, M. Scheidemann, le 9 septembre (2), insista encore de la façon la plus pressante pour que, dans la réponse au pape, le gouvernement déclarât qu'il n'avait aucune intention d'annexer la moindre partie de la Belgique, et voulait que ce pays recouvrât son indépendance pleine et entière. Le ministre refusa de prendre aucun engagement, invoquant toutes sortes de raisons politiques et diplomatiques, dont celle-ci, qu'il faut signaler à part : « Si nous faisons, avant l'ouverture des négociations, la déclaration demandée, nous nous dessaisissons de notre seule bonne carte ». Le mot caractérise bien la politique de Kühlmann : joueur qui se croit très habile, il tient en réserve un atout majeur et veut

(1) Un incident, — significatif en ce que, rapproché du langage tenu par Erzberger, il nous éclaire sur la sincérité du parti qui, le 9 juillet, avait pris l'initiative de la résolution de paix, — se produisit à cette occasion. Le comte Westarp, dans son discours, cita un mot de Spahn, membre très influent du Centre, qui avait dit en séance publique : « La Belgique doit tomber dans la dépendance de l'Allemagne. » A cela, Erzberger répondit : « C'est un lapsus, Spahn a voulu dire que la Belgique ne devait ni économiquement, ni politiquement, ni militairement être inféodée à nos ennemis. » Spahn plus tard (en 1919) protesta contre cette soi-disant erreur de langage. En somme, le parti du Centre se réservait, à l'égard de la résolution qu'il avait fait voter, la même liberté d'interprétation que le chancelier.

(2) A cette date du 9 septembre, Michaëlis avait, depuis quatre jours, reçu la lettre du nonce Pacelli et la traduction française du télégramme adressé le 21 août par M. Balfour au comte de Salis. M. de Kühlmann, nous l'avons vu, était au courant. Il ne dit cependant rien de cette communication si importante ni à M. Scheidemann ni à aucun membre du Comité des Sept. Le député Müller, à l'Assemblée de Weimar, a reproché avec raison ce silence à Michaëlis et à Kühlmann.

s'en servir pour s'assurer un bénéfice au moment du règlement ; malgré les avis réitérés qu'il a reçus de l'ennemi, des neutres bienveillants, d'Autriche et même d'Allemagne ; il ne comprend pas que l'instant est venu de jouer franc jeu, que, s'il y a quelque espoir d'amener le gouvernement anglais à traiter, c'est en disant nettement, comme l'eût sans doute fait Bethmann Hollweg : il va de soi que l'Allemagne reconnaît la pleine indépendance de la Belgique (1).

Cet entretien de M. Scheidemann avec M. de Kühlmann sur le sofa rouge du ministère (2), précéda de fort peu le Conseil de Couronne, qui se tint, le 11 septembre, au château de Bellevue (Berlin), et où furent définitivement arrêtés les termes de la réponse au pape.

II

L'empereur Guillaume revient, le 9, d'un voyage au front oriental, plus particulièrement de Riga, que ses troupes occupent, et il est, on peut le croire, tout gonflé de ce succès ; à la station de Friedrichstrasse, il trouve Michaëlis, qui monte dans sa voiture et l'accompagne à Potsdam. Le chancelier lui communique la lettre du nonce Pacelli (3). Ils sont du même avis : l'Angleterre veut pressentir l'Allemagne ; la dépêche de Balfour au comte de Salis est une première ouverture de paix. Cette pensée réjouit le cœur de Guillaume, mais

(1) M. de Kühlmann s'est aperçu trop tard, quand les négociations, contrairement à ses espérances, eurent été rompues, de la faute commise. Il a cherché alors à faire admettre par l'opinion que le véritable obstacle à la paix, ce n'était pas du tout la Belgique, sur laquelle l'Allemagne eût abandonné toute prétention, mais l'Alsace sur laquelle la France, soutenue par l'Angleterre, se refusait à abandonner ses prétentions. De là le fameux *Nein ! Niemals !* du 9 octobre.

(2) Nous avons dit qu'il est du dimanche 9 septembre, M. de Kühlmann dit à un certain moment à M. Scheidemann : « Vous vous rappellerez très distinctement dans trois à quatre semaines cette après-midi dominicale où vous êtes assis à côté de moi sur ce sofa rouge. A ce moment, les négociations entre l'Angleterre et nous sur la question belge seront en cours. Vous accorderez que, dans ces conditions, ce serait vraiment de la simplicité de rendre les négociations (le marchandage) impossibles en disant au monde, dans notre réponse au pape, de quoi nous voulons nous entretenir. Il n'y aurait plus de terrain de discussion, notre réponse ayant rendu tout débat superflu. » (SCHEIDEMANN, *Der Zusammenbruch*, p. 112.)

(3) Voir page 21 le texte de cette lettre. Nous traduisons, en l'abrégeant un peu, le récit de Michaëlis dans *Für Staat und Volk*, p. 344 et suiv.

le chancelier a raison ; il faut avant tout procéder à un sondage prudent, et aussi fixer de façon définitive les buts de guerre allemands, après avoir consulté le haut commandement militaire et le naval. Après délibération, il est décidé qu'un conseil se tiendra le surlendemain, 11 septembre, au château de Bellevue, que la question belge y sera examinée et résolue, qu'il n'y a pas lieu d'être intransigeant quant à la côte flamande ou à toute autre partie du territoire belge, si, par leur abandon, l'on peut conclure une paix honorable. Michaëlis, satisfait de cet accord, revient à Berlin, met Kühlmann au courant, et envoie des convocations au maréchal Hindenburg, au général Ludendorff, au ministre de la marine, l'amiral von Capelle, au chef de l'amirauté, Holtzendorff, au gouverneur général de la Belgique, Falkenhausen, aux ministres Helfferich, Rödern, Breitenbach et Waldow. Avec M. de Kühlmann, le chancelier lui-même, l'empereur et le kronprinz, ce sont ces personnages qui eurent part au conseil de Bellevue.

La nuit suivante, un courrier de l'empereur vint troubler le sommeil du chancelier : il apportait un message écrit au crayon par Guillaume, sur ces bouts de papier qui servent à la rédaction des télégrammes, onze en tout. L'empereur avait dû, après son entretien avec Michaëlis, écouter d'autres conseillers, des gens de la marine surtout. Il exposait les motifs qui lui faisaient regretter la décision prise, touchant la côte flamande. Pendant les années 1915 et 1916, il avait soutenu qu'au point de vue naval, la côte flamande était l'enjeu principal de la guerre. Y renoncer, c'était annuler en quelque sorte la bataille du Skagerrak (1) ; il fallait donc examiner si l'on ne devait pas traiter à part de Zeebruges. Ce port de Zeebruges, sans utilité pour le commerce, n'avait qu'une valeur militaire ; on l'avait construit tout exprès pour permettre un débarquement de troupes anglaises destinées à combattre l'Allemagne ; on pourrait offrir de prendre Zeebruges à bail. En cas qu'on dût y renoncer, il y avait lieu d'exiger des compensations, par exemple des points d'appui pour la flotte dans la Méditerranée. L'empereur, ajoute Michaëlis, entendait réserver sa liberté d'action au Conseil de Couronne.

(1) *Skagerrak umsonst !*

Sitôt la lettre reçue, le chancelier manda M. de Kühlmann pour examiner en commun la situation. Si l'empereur s'en tenait à sa nouvelle détermination, toute leur politique s'effondrait (1). Kühlmann ne parlait de rien moins que de donner sa démission. Michaëlis le calma : « il connaissait l'empereur ; l'empereur a voulu, une dernière fois, parler selon son cœur ; mais, quand il s'agira de prendre une décision définitive, il se retrouvera de notre côté ».

Le jour suivant, Michaëlis pria l'empereur de lui accorder audience, avant le conseil. L'entretien eut lieu dans le parc du château : une heure de promenade en commun dans les allées, et la voix, sans doute persuasive, du chancelier avait amené le revirement attendu ; l'empereur n'avait voulu que montrer l'étendue du sacrifice auquel il consentait par amour de la paix ; le chancelier pouvait maintenant parler en toute liberté : son souverain l'appuierait.

A dix heures, s'ouvrit la séance mémorable où, avec plus de sagesse et de clairvoyance, les hommes qui gouvernaient l'Allemagne auraient pu, selon Delbrück, sauver l'Etat (2). Que s'y est-il passé au juste ? Il faut observer en premier lieu, qu'aucun procès-verbal n'a été dressé, de sorte que nous en sommes réduits aux récits des assistants. Le plus complet est celui de Michaëlis, mais on ne peut négliger ni ce qu'a dit Ludendorff dans *Kriegführung und Politik* (Stratégie et politique), ni ce que rapporte Nowak dans *Der Sturz der Mittelmächte* (L'écroulement des Empires centraux) (3). A défaut de procès-verbal toutefois, il existe une note rédigée par Michaëlis, contre-signée par Guilaume, qui reproduit le résumé de la discussion fait par l'empereur à la fin de la séance. Nous commencerons par donner la traduction de ce document :

(1) Michaëlis tient ce langage après coup, comme si, à la date du 10 septembre, il eût été décidé à l'abandon de toute prétention sur la Belgique. Nous ne lisons pas dans son cœur,cela est clair ; tout ce que nous pouvons dire, c'est que la lecture de son ouvrage ne prouve pas que cette décision fût très arrêtée dans son esprit.

(2) Citons ce mot de Delbrück dans l'opuscule intitulé *Ludendorffs Selbstporträt*, p. 20 : Quelle résolution a-t-on prise au conseil de Bellevue ? « Ce n'est pas une question parmi beaucoup d'autres ; c'est la question décisive en ce qui touche toute la politique de guerre allemande . »

(3) Nowak parait avoir été renseigné par Kühlmann, dont il cherche à dissimuler certaines faiblesses. Helfferich,dans le troisième volume de son ouvrage *Der Weltkrieg*, ne parle qu'assez sommairement du conseil de Bellevue, auquel il assistait, mais où il semble n'avoir rien dit.

« Sa Majesté l'Empereur déclara que la situation avait ceci de nouveau qu'on se trouvait en présence d'une proposition positive de paix. L'Angleterre voulait savoir ce qu'il adviendrait de la Belgique. Il avait, lui l'empereur, toujours attendu quelque invite de l'ennemi. Or voici l'Angleterre qui vient à nous, avec prudence il est vrai, mais enfin elle y vient. C'est la preuve qu'elle tient la partie pour perdue ; il faut voir là surtout l'effet de la contrainte qu'exerce la guerre sous-marine. Il ne s'agit plus, en première ligne, de la famine qui menace ; c'est une question de tonnage. L'Angleterre tient à jour le compte des navires coulés et sait très exactement quelle doit être la limite de ses sacrifices ; maintenant cette limite est atteinte.

« De plus, l'effondrement de la Russie aggrave la détresse de l'Angleterre ; on ne parle plus de « rouleau compresseur ».

« Il faut ajouter encore que la récolte est mauvaise ; on n'engrange dans certaines régions que la moitié de ce qu'on espérait. En Irlande, dès le mois de juin, les pommes de terre étaient gelées.

« Et l'état d'esprit des ouvriers donne beaucoup d'inquiétude à l'Angleterre.

« Enfin les Anglais craignent que l'Amérique ne prenne trop d'influence. Les Français comptent sur les Américains, pour bouter les Anglais hors de France. Les Anglais, eux, redoutent la prépondérance de l'Amérique :

« La démarche de l'Angleterre doit être considérée comme un grand succès [pour l'Allemagne]. Précisément parce que c'est l'Angleterre, et non la Russie ou l'Italie ; car l'Angleterre peut agir comme un coin sur les autres puissances.

« En ce qui touche les buts de guerre, en Belgique, Sa Majesté avait d'abord acquiescé à l'idée de Falkenhausen, c'est-à-dire à l'annexion de ce pays jusqu'à la mer du Nord. La situation est maintenant différente, et l'empereur veut, en conséquence, prendre une position nouvelle. L'annexion de la Belgique serait une opération risquée, contraire peut-être aux vrais intérêts de l'Allemagne. Le Cardinal Hartmann la déconseille, ayant égard au clergé belge dangereux, et aux Wallons, concitoyens très peu désirables. Ainsi, la Belgique peut être restaurée, le roi des Belges peut y rentrer. Quant aux désirs du haut commandement et de la marine, il en a été parlé

abondamment. Il faut reconnaître que la côte flamande a une grande importance ; c'est pour elle qu'a été livrée la bataille du Skagerrak. Il ne fallait pas permettre que la côte flamande tombât aux mains des Anglais. On ne peut [toutefois] conserver la côte flamande sans annexer la Belgique. L'empereur voit clairement que ce n'est pas possible ; mais, si elle renonce à cette côte, l'Allemagne a droit à des compensations, sans quoi cette politique ne pourrait pas être soutenue. Il faut que nulle influence anglaise ne puisse s'exercer sur la Belgique ; il faut des mesures de précaution économiques ; il faut que la question flamande soit réglée, — mais ce sont là, d'après Sa Majesté, des questions purement germano-belges (1). Il y aurait de plus à réclamer un autre point d'appui pour la flotte allemande, disons dans la Méditerranée ; l'empereur pense à Vallona ou à Corfou.

« C'est aussi entre l'Allemagne et la Belgique qu'un arrangement concernant Liége pourrait être conclu.

« La situation, au début de cette quatrième année de guerre, nous oblige, en cas que nous puissions obtenir une paix honnête, une paix convenable (2), à ne pas nous laisser arrêter par la côte flamande. Mais il faudrait exiger une union économique étroite avec la Belgique, union à laquelle les Belges eux-mêmes ont d'ailleurs le plus grand intérêt. »

La lecture de cette note suffit à faire comprendre combien peu les négociations avaient chance de s'ouvrir. L'empereur croit ou feint de croire que l'Angleterre est à bout de sacrifices ; il met à la restauration de la Belgique des conditions telles qu'aucun des Alliés n'eût jamais consenti à les discuter. Michaëlis, dans la lettre qu'il écrit à l'empereur pour le prier de contre-signer cette note, a beau le remercier d'avoir si clairement défini la position prise par l'Allemagne, et rendu possible un accord avec l'Angleterre ; M. de Kühlmann a beau se vanter d'avoir un blanc-seing laissant la Belgique à son entière disposition ; Guillaume lui-même a beau dire à M. de Kühlmann à la fin de la séance : « Montrez-nous maintenant ce que vous savez faire, et donnez-nous une bonne paix pour

(1) *Rein belgisch-deutsche Fragen.* Autrement dit, l'Allemagne entend les résoudre par un accord *direct* avec la Belgique, sans intervention des autres puissances.

(2) *Einen ehrlichen, anständigen Frieden.*

la Noël », il est clair que les décisions prises au château de Bellevue sont un compromis bâtard entre la politique de l'Etat-major, nettement annexionniste, et celle des partis de gauche, opposée à toute annexion, même déguisée, au moins sur la frontière occidentale (1).

Quelle avait été au conseil l'attitude des grands chefs ? Quelle surtout celle de Ludendorff, le maître effectif ? Car, si l'on en croit le colonel Bauer, l'*Eminence grise*, et Ludendorff lui-même, Hindenburg était un personnage très décoratif, mais peu agissant : *eine ehrwürdige Null* (un zéro qu'il fallait entourer de respect). A s'en tenir au récit que donne Ludendorff le haut commandement, consulté, aurait d'abord, comme c'était son devoir, donné son avis : « il tenait pour nécessaire la possession de la ligne de la Meuse aux environs de Liége, afin de garantir la sécurité de la région industrielle de Basse-Rhénanie, et en même temps de s'opposer à la mainmise de l'ennemi sur la Belgique. Sa Majesté l'Empereur prit position comme l'avait fait le chancelier, dans son entretien avec le nonce du 26 juin (2). Elle décida contre le haut commandement. Le haut commandement s'inclina devant la décision de Sa Majesté (3) ».

Et Ludendorff ajoute : « Il n'est donc pas vrai que le haut commandement ait, comme on l'en a plus tard accusé, saboté la paix qui s'offrait en 1917 ».

Mais dans le livre même d'où nous extrayons ce passage, Ludendorff reproduit la plus grande partie du mémoire rédigé

(1) Il semble en effet qu'à l'Est les socialistes eux-mêmes aient admis que certaines annexions, certains *rattachements*, pourraient être justifiés.

(2) Assertion dont l'inexactitude est si manifeste qu'il est à peine utile de la relever. Pour Bethman Hollweg, l'indépendance de la Belgique ne faisait pas question ; et il était disposé à faire en Alsace-Lorraine des concessions à la France.

(3) *Kriegfuhrüng und Politik*, p. 280. Suivant le récit très incomplet de Helfferich, le chancelier et M. de Kühlmann, après des allusions obscures aux ouvertures faites par l'Angleterre auraient dit que la condition essentielle était l'abandon total de la Belgique, il convenait de s'y résigner. Le chef de l'état-major naval aurait réclamé l'annexion de la côte flamande. Ludendorff aurait consenti à évacuer la côte flamande, mais insisté sur la nécessité de conserver Liége et ses environs. L'empereur enfin se serait prononcé dans le sens du chancelier, avec cette réserve que la question belge devrait être soumise à un nouvel examen en cas que, par la renonciation à la Belgique, on ne pût obtenir la paix avant la fin de l'année. Helfferich ne donne évidemment qu'une sorte de schéma des positions prises par les principaux personnages ayant eu part aux débats (*Der Weltkrieg*, III, p. 171).

par lui à l'occasion du conseil de Bellevue (1). Or, dans ce mémoire, loin de *s'incliner* devant une décision qui eut mis fin à toute velléité d'annexion, il déclare que même la possession de la ligne de la Meuse, avec Liége naturellement, ne suffit pas à garantir la sécurité du district industriel rhénan ; il réclame, outre le bassin de Briey, un rattachement économique si étroit de la Belgique à l'Allemagne que le rattachement politique devait en être la conséquence naturelle. Le 27 septembre, un peu plus de deux semaines après le conseil de Bellevue, le haut commandement, représenté par le maréchal Hindenburg, télégraphie au chancelier :« Il m'est de nouveau revenu que nous aurions soi-disant renoncé, dans le Conseil de Couronne, à l'annexion de la Belgique. Il ne s'agissait en réalité que de la possession permanente de la côte flamande, à laquelle nous avons renoncé, au cas qu'il soit possible à ce prix d'avoir la paix cette année et que les Anglais évacuent le territoire français »(2). Enfin Ludendorff, toujours dans cet ouvrage où il raconte à sa manière le conseil de Bellevue, nous dit que, jusqu'au mois d'août 1918, il est resté intérieurement attaché aux buts de guerre fixés par lui, et reproche au chancelier d'avoir, par l'emploi du mot *Verständigungsfriede* (paix de conciliation) « épaissi le nuage qui pesait sur le peuple » (3).

Si donc Ludendorff avait eu à *s'incliner*, comme il le prétend, il se serait bien vite redressé. Mais telle qu'elle nous apparaît dans la note rédigée par Michaëlis, la décision de l'empereur n'avait rien eu de si contraire aux désirs du haut commandement, et Ludendorff, pour s'y résigner, n'a pas eu besoin d'une force d'âme exceptionnelle. L'Allemagne renonce à la possession *définitive* de la côte flamande (4) ; elle veut bien ne pas s'annexer la Belgique ; mais, outre qu'elle entend se faire payer assez cher ces sacrifices, elle réglera seule à

(1) Par une petite *habilete* que Delbrück a relevée, cette reproduction se trouve environ 35 pages *avant* le passage relatif au conseil de Bellevue. Dans les *Urkunden der obersten Heeresleitung* (Documents du haut commandement) le mémoire est repoduit *in extenso*.

(2) Nous citons ce télégramme d'après Delbrück : *Ludendorffs Selbstporträt*, p. 21, qui en donne le texte conservé au *Reichsarchiv* de Potsdam.

(3) *Kriegführung und Politik*, p. 252 et 253.

(4) Selon toute vraisemblance, pour calmer l'inquiétude des militaires et des marins, on avait dit qu'on occuperait la côte flamande aussi longtemps que les troupes anglaises n'auraient pas complètement évacué le territoire français.

seule avec la Belgique un certain nombre de questions qui ne laissent pas d'avoir leur importance ; elle se réserve d'occuper Liége aussi longtemps qu'il faudra pour garantir sa propre sécurité, et s'assurer une foule d'avantages nullement négligeables.

Tout cela ressort du récit de Michaëlis auquel nous revenons : après que le chancelier eut exposé la situation et affirmé, avec énergie, à ce qu'il prétend, que si des possibilités de paix s'offraient, l'Allemagne ne devait pas, par attachement à ses buts de conquête, tels que la possession de la côte flamande, repousser la main tendue ; après qu'il eut parlé du besoin que le peuple ressentait de la paix, et montré que, financièrement et économiquement, il était nécessaire d'arriver le plus vite possible à la cessation des hostilités, Hindenburg et Ludendorff consentirent à l'abandon de la côte flamande ; mais Ludendorff exprima l'avis que, pour garantir la sécurité du territoire industriel rhénan, il fallait garder Liége (1).

Selon Nowak également (2), Ludendorff accepta la thèse du chancelier (3) et de Kühlmann : l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Belgique devant servir de *monnaie d'échange* ; mais il demanda Liége et des sûretés économiques ; il voulut même que la position prise par lui fût définie dans une formule écrite, ajoutée aux pleins pouvoirs réclamés par M. de Kühlmann. « L'empereur, dit encore Nowak, accorda à Kühlmann ces pleins pouvoirs, avec la clause de Ludendorff (4) ».

Kühlmann et Michaëlis lui-même, à supposer que ce dernier ait jamais voulu sincèrement reconnaître la pleine indépendance de la Belgique et lui restituer la totalité de son territoire, ont, en somme, capitulé devant le haut commandement ; c'est eux qui se sont inclinés. Cela se voit encore plus clairement dans les lettres écrites, le 12 septembre, par Michaëlis au maréchal Hindenburg et à l'amiral Holtzendorff.

(1) *Für Staat und Volk*, p. 347.

(2) *Der Sturz der Mittelmächte*, p. 160.

(3) Par une erreur bizarre, Nowak nomme ici Hertling au lieu de Michaëlis.

(4) Nowak ajoute: le ministre se trouvait disposer d'un blanc-seing, s'il voulait mettre sur la table, dans ses négociations, les concessions faites en Belgique. Est-il besoin de signaler l'inconséquence ? Les Allemands auraient dû se rappeler le vieil adage français : *donner et retenir ne vaut.*

Dans la première, Michaëlis commence par remercier le maréchal, et aussi Ludendorff, d'avoir consenti à abandonner le point de vue purement militaire et, d'accord avec lui, de s'être résignés à des buts de guerre modérés, en vue des négociations qui pourraient s'ouvrir. Il ajoute : « Je fais entrer dans mes projets comme une exigence du haut commandement à laquelle, suivant votre opinion, il faut absolument faire droit, ce que vous réclamez : à savoir, pour la protection de notre industrie, en première ligne, l'occupation de Liége et d'un territoire de sûreté ; en second lieu, espérant le rattachement économique étroit de la Belgique et, conséquemment, la disparition de toute crainte de différend entre elle et nous, vous admettez qu'après que la Belgique aura fait tout ce que nous pourrons exiger, ce qui prendra naturellement plusieurs années, les garanties militaires pourront être abandonnées. « Liége ne serait donc retenu par nous qu'à titre de garantie et pour un temps » (1).

Michaëlis prie ensuite le maréchal de tenir aux annexionnistes intransigeants (il nomme en particulier le comte Westarp) un langage propre à les apaiser, puis il fait valoir les avantages que la paix, telle qu'il l'a en vue, procurerait à l'Allemagne : frontières intactes, certitude de pouvoir exploiter les richesses en matières premières contenues dans les territoires occupés (2), conditions favorables au commerce et à l'industrie allemande sur les voies d'eau et les chemins de fer, emplacements privilégiés dans le port d'Anvers, influence exercée sur la population flamande de tendances germanophiles, charges imposées aux ennemis, qui auraient seuls à supporter la réparation des lourds dommages de guerre, suppression de toute influence anglaise sur les côtes de Flandre et du Nord de la France, restitution à l'Allemagne de ses colonies.

Ce ne serait donc pas du tout une paix de renoncement, imposée par la famine ; les nationalistes ardents qui ne rêvent que conquêtes (*unsere Stürmer und Dränger*) peuvent se tranquilliser (3).

(1) *Für Staat und Volk*, p. 352.

(2) Il s'agit apparemment du minerai de fer existant dans le bassin de Briey, dont les Allemands entendaient se réserver l'exploitation, peut-être aussi des bassins houillers belges et même français.

(3) La réponse de Hindenburg, que Michaëlis n'a pas cru devoir reproduire, mais que nous connaissons d'ailleurs, montre elle aussi combien peu

A l'amiral, Michaëlis tient à peu près le même langage. Il s'excuse d'avoir été obligé, dans le conseil, de prendre position contre le haut commandement naval, qui réclamait l'annexion de la côte flamande, et remercie l'amiral d'avoir bien voulu consentir à examiner quelles compensations seraient à envisager en cas que l'on ne pût décidément pas donner pleine satisfaction à la marine. Il insiste sur les difficultés de la situation financière, difficultés que n'imaginent pas les non-initiés ; après quoi, dans les mêmes termes que dans la lettre à Hindenburg, il représente les avantages de la paix projetée.

III

La réponse officielle de l'Allemagne au Saint-Siège était déjà rédigée le 12 septembre, puisque Michaëlis, en même temps qu'il envoyait à l'empereur la note ci-dessus reproduite, lui demandait d'approuver les termes de sa lettre au cardinal Gasparri. Toutefois cette réponse ne fut envoyée que le 19 ; peut-être Michaëlis a-t-il voulu attendre l'effet de la démarche tentée auprès du Cabinet anglais par l'entremise d'un diplomate espagnol. Il va de soi que cette réponse, œuvre de Kühlmann, ne contenait rien de ce qu'espérait le cardinal Gasparri, rien de ce que demandait Scheidemann. Après les compliments obligatoires, Michaëlis, qui l'a signée, rappelle le grand amour de la paix, dont l'empereur Guillaume a donné tant de preuves pendant vingt-six ans de règne, les efforts qu'il a faits jusqu'au dernier moment pour empêcher la guerre d'éclater, le désir de mettre fin au conflit qu'il a manifesté de façon si évidente en offrant, le premier, d'accord avec ses alliés, d'engager des négociations.

Les dispositions de l'empereur sont d'ailleurs celles de

le haut commandement « s'inclinait ». Hindenburg n'entrevoit pas la possibilité, même après des années, d'évacuer Liége et la ligne de la Meuse. Signalons encore une lettre écrite par Hindenburg au moment où se négociait la paix de Brest-Litowsk (25 février 1918) : « On a, paraît-il, prétendu à Brest-Litowsk que je m'étais prononcé pour une paix sans annexions, et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, — autrement dit que je me plaçais sur le terrain de la résolution votée par le Reichstag. Je proteste avec indignation contre cette allégation, et je demande qu'on ne néglige aucune occasion d'en proclamer la fausseté. » (D'après le texte donné par Nowak, *Chaos*, p. 281.)

tout le peuple allemand, qui ne demande qu'a développer en paix, dans les limites de ses frontières, ses richesses spirituelles et matérielles, et ne prétend au dehors qu'à la place que son travail et ses aptitudes lui permettent d'occuper, sans faire violence à personne.

Le chancelier parle ensuite de la résolution votée le 19 juillet par le Reichstag, résolution qui, dit-il, s'accorde avec les désirs exprimés par le pape dans sa note, et où l'on pourrait trouver les bases d'une paix juste et durable.

Suit un grand éloge des mesures que propose Sa Sainteté pour empêcher le renouvellement des horreurs présentes : limitation des armements, recours à l'arbitrage, d'une manière générale substitution d'un pouvoir moral, du droit, à la force des armes ; nul peuple plus que l'allemand ne désire qu'un esprit fraternel règne entre les nations (1), etc.

Ce que ce document a de plus remarquable, c'est qu'il ne s'y trouve pas un mot sur la Belgique, pas un mot sur les territoires occupés en France, en Serbie, en Roumanie. Le membre du Comité des Sept, que la réponse allemande devait le plus satisfaire, était certainement le comte Westarp. En revanche, Monsignore M. et le Cardinal Gasparri ne pouvaient manquer d'être fort déçus.

Encore moins satisfaisante peut-être, la réponse de Michaëlis à la lettre particulière que lui avait écrite le nonce, à la date du 30 août. Datée du 24 septembre, cette réponse n'a pas été reproduite par son auteur ; mais on la trouve dans l'opuscule d'Oscar Müller, intitulée : *Warum mussten wir nach Versailles !* (Pourquoi nous avons dû aller à Versailles).

Le chancelier commence par remercier le nonce des communications intéressantes qu'il a bien voulu lui faire ; puis il continue en ces termes :

« D'après la lettre de Votre Excellence, Monsieur le Cardinal Secrétaire d'Etat veut continuer l'action qu'il a si méritoirement engagée pour amener promptement une paix juste et durable ; c'est avec une vive satisfaction que j'ai pris connaissance de ce dessein, car les désirs du gouvernement

(1) Michaëlis ne songe pas à regretter qu'antérieurement à la guerre, le gouvernement allemand ne se soit pas davantage inspiré de ces maximes généreuses à la conférence de La Haye.

impérial s'accordent pleinement avec les efforts de Son Eminence.

« Votre Excellence me permettra de faire l'observation ci-après, au sujet de la copie, qu'elle a bien voulu me transmettre, d'un télégramme adressé par le gouvernement royal de Grande-Bretagne à son envoyé auprès du Saint-Siège.

« Le gouvernement impérial adhère à cette manière de voir, que la voie la meilleure pour amener les parties belligérantes à un accord éventuel consiste à définir de façon précise leurs buts de guerre, car c'est en précisant avec rigueur les conditions requises des deux côtés qu'il sera possible de voir si, par un examen entrepris dans un esprit de conciliation, les oppositions actuellement existantes peuvent être aplanies. Et, sans doute, pour traiter les différents points devant donner lieu à une étude, il faudra suivre un certain ordre et adopter une méthode ; à mon sens, les questions relatives à la Belgique doivent venir en première ligne.

« Mais toutes les tentatives de rapprochement, — je tiens à le bien marquer avant d'entrer dans l'examen d'aucune question particulière —, seraient condamnées à demeurer infructueuses si, aux échanges d'idées entre belligérants, ne présidait pas cet esprit d'objectivité et de respect du point de vue propre à l'adversaire, dont précisément Sa Sainteté le Pape a donné aux nations un si lumineux exemple, pendant toute la durée de cette guerre effroyable. »

Michaëlis parle ensuite de la tendance, manifestée par les adversaires de l'Allemagne, à rejeter sur les puissances centrales la responsabilité de la guerre et à prendre à leur égard le ton qu'on prend envers un accusé, appelé à comparaître devant un tribunal. Ce ton est encore perceptible dans le télégramme communiqué par le nonce, bien que, suivant les rapports qui lui sont parvenus, le chancelier sache que des hommes d'Etat anglais considérables ont fait preuve dans leurs déclarations d'un esprit plus objectif, et formulé des opinions admissibles pour les Allemands eux-mêmes, des opinions plus conformes au jugement futur de l'histoire. La légitime fierté du peuple allemand ne lui permettrait pas d'engager une discussion sur les conditions de la paix avec des adversaires qui seraient animés d'un autre esprit que celui de ces hommes d'Etat.

Le chancelier Michaëlis, à dessein ou involontairement, tient précisément le langage, on le voit, que Monsignore M. avait recommandé d'éviter, en cas que l'on eût le désir sincère de traiter.

Suivent des considérations sur les buts de guerre marqués par les puissances de l'Entente, dans leur réponse à la note du président Wilson (au mois de janvier). Ces buts sont tels que nulle discussion n'est possible à leur sujet, et que, pour les atteindre, il faudrait que l'Allemagne et ses alliés eussent subi une défaite complète.

Vient enfin le passage peut-être le plus caractéristique de la lettre :

« Si, dans l'état présent des choses, nous ne sommes pas en situation de répondre au souhait de Votre Excellence, et de faire une déclaration précise sur les desseins du gouvernement allemand, quant à la Belgique et aux garanties désirées par nous, le motif de ce silence n'est pas que le gouvernement impérial soit, en principe, opposé à une déclaration de cette sorte, ou qu'il ignore l'importance qu'elle aurait pour la conclusion de la paix, ou encore que ses desseins, et les garanties jugées par lui indispensables, lui paraissent constituer un obstacle infranchissable, c'est simplement parce que certaines conditions préalables qu'implique à ses yeux cette déclaration ne lui semblent pas encore remplies. »

Erzberger, dans un discours prononcé, le 25 juillet 1919, devant l'Assemblée Constituante de Weimar, a raconté, peut-être en dramatisant un peu, l'effet produit par cette réponse si étrangement enveloppée : « Le nonce vint à moi, quand j'allai le voir, et me dit, les yeux pleins de larmes : « Tout est perdu, et aussi votre malheureuse patrie ». Je lui demandai : « Comment, pourquoi jugez-vous ainsi ? » Je ne connaissais alors ni sa lettre, ni la réponse (1). L'action que, par l'entremise du Saint-Siège, avait engagée l'Angleterre, avait échoué : c'était réglé. Et ce qu'il y a de tragique et d'épouvantable pour notre peuple, c'est qu'il y avait eu possibilité de conclure la paix (2) ».

(1) Michaëlis assure, au contraire, qu'Erzberger avait eu connaissance avant lui-même de la lettre du nonce.

(2) *Verhandlungen der verfassunggebenden Deutschen Nationalversammlung*, vol. 328, p. 1938.

Ce n'est pas ici le lieu de discuter une affirmation de ce genre. Notre dessein, beaucoup plus modeste, était de montrer qu'après avoir accepté et même sollicité l'intervention du pape, le gouvernement impérial avait tout fait pour qu'elle demeurât sans résultat. Que serait-il arrivé cependant, si, au conseil de Bellevue, s'était trouvé un homme de décision, si l'empereur, si le kronprinz, si le chancelier Michaëlis, ou seulement le ministre Kühlmann avaient eu, avec un sentiment plus juste de la situation, le courage de parler net et s'ils avaient réussi à triompher de la résistance opposée par le haut commandement ?

CHARLES APPUHN.

L'Utilisation des réserves dans l'armée française et dans l'armée allemande en 1914.

Cette question a donné lieu aux plus vives controverses. Il est intéressant et nécessaire de dégager de ces polémiques tous les renseignements qui peuvent être acquis à l'histoire.

L'opinion la plus répandue peut se formuler ainsi : au début de la guerre, le commandement allemand a su tirer de ses formations de réserve un meilleur parti que le commandement français ; il a surpris celui-ci, en mettant en première ligne des corps de réserve à côté des corps actifs ; c'est là une des causes principales des revers que nous avons subis en août 1914.

Mais il y a une autre opinion, diamétralement opposée à la première : le général Buat, actuellement chef de l'Etat-major général (1), affirme qu'en 1914,« toutes proportions gardées, nous avions su tirer de nos réserves, et dès l'abord, un parti que nos adversaires n'avaient pas osé prendre et que, pour notre compte, il eût été imprudent de dépasser ». Ce n'est pas l'Etat-major français, c'est l'Etat-major allemand qui a commis à cet égard une « faute initiale... immense », car il n'a pas su « profiter de la supériorité considérable que lui donnait l'importance de ses contingents ». Ce n'est pas l'Etat-major français, c'est l'Etat-major allemand qui « avait peu de foi dans la capacité offensive de grandes unités entièrement formées de réservistes » (2). L'opinion courante serait donc radicalement fausse.

C'est ce qu'il importe de vérifier, d'un point de vue strictement historique.

(1) Cet article était entièrement composé lorsqu'est survenue la mort si déplorable de l'éminent général ; elle a causé des regrets unanimes auxquels la Revue tient à s'associer. [N. D. L. R.]

(2) Général Buat, *L'armée allemande pendant la guerre de* 1914-1918, Paris, Chapelot, 1920, p. 14 et 66.

I. — EN ALLEMAGNE

En Allemagne comme en France, il n'est pas douteux que, dans les milieux intéressés, les opinions à l'égard des réserves étaient partagées : les formations de réserve avaient leurs partisans et leurs adversaires (1).

Au cours du débat qui eut lieu au Parlement français sur la « loi de 3 ans » (du 2 juin au 6 août 1913), on eut un écho de ces divisions. Jaurès, combattant le projet de loi et s'efforçant de démontrer que l'Allemagne se proposerait dès le début de la guerre « une opération de masses », réserves comprises, invoque von Falkenhausen : « Maintenant, pour répondre à des exigences de beaucoup accrues, une grande partie de ces formations (de réserve) doit être utilisée effectivement dans le combat » (2). Mais, à en croire les défenseurs de la loi, c'étaient les tendances hostiles aux réserves qui l'emportaient. Ils citent les autorités officielles : von Heeringen, ministre de la guerre : «... En cas de guerre dans l'avenir, nous ne serons pas obligés de conduire à l'ennemi en première ligne des hommes ayant femme et enfants, tandis que des hommes jeunes et aptes au service militaire resteraient disponibles et devraient recevoir leur première instruction militaire au début des hostilités » (3) ; — von Einem : « Il s'agit de transformer de telle sorte l'organisation de l'armée que la mobilisation... soit rendue plus simple, et que l'on puisse éviter de faire entrer dans les troupes de ligne, c'est-à-dire dans les unités de première ligne, des formations de réserve, quelles qu'elles soient » (4). Ces textes paraissaient concluants à la majorité parlementaire. Certains en déduisaient que le commandement allemand préparait une « attaque brusquée », avec des éléments formés à peu près exclusivement de troupes actives. « Ce n'est plus

(1) Cf. Général von Wrisberg, *Heer und Heimath*, 1914-1918, Leipzig, 1921, p. 12. L'auteur indique notamment les craintes formulées par le chef de l'Etat-major bavarois

(2) *Journal officiel* du 19 juin 1913, p. 2003, et Jean Jaurès, *L'armée nouvelle*, éd. de l' « Humanité », Paris, 1915, p. 517 ; l'auteur cite de longs extraits du livre de von Falkenhausen : *La guerre au temps présent.*

(3) Joseph Reinach, *La loi militaire*, Cahiers de la Quinzaine, 14 décembre 1913, pp. 89-93.

(4) *J. Officiel* du 20 juin 1913, p. 2057.

une hypothèse,affirmait M. J. Reinach, c'est une certitude » (1). « L'Allemagne, déclarait M. Bénazet, renonce, une fois pour toutes, à l'emploi immédiat de formations de pure réserve dès le début de la campagne. Au point de vue militaire, elle déclare que ce serait une hérésie que de les lancer tout de suite dans la mêlée (2). » Sans vouloir se prononcer publiquement, le gouvernement laissait croire que telle était son opinion (3).

Or, depuis 1900, les intentions du commandement allemand s'étaient nettement précisées, et certaines déclarations officielles, faites à la tribune du Reichstag n'étaient peut-être que des feintes, destinées à abuser l'opinion française. On sait aujourd'hui (4) que, de 1894 à 1899, le général von Schlieffen, chef du grand Etat-major allemand, avait élaboré un plan d'offensive contre la France qui comportait l'invasion par la Belgique, et que, de 1900 à 1905, il accentua progressivement l'idée maîtresse de ce plan, manœuvre d'enveloppement confiée à une puissante aile droite qui se déploierait à travers la Belgique entière. A cet effet, il constituait une « masse de manœuvre », initialement forte de 35 corps d'armée — 23 corps actifs et 12 *corps de réserve* — tandis qu'il laissait en Alsace-Lorraine une simple flanc-garde de 4 corps d'armée (3 C. A., 1 C. R.) (5). Quand de Moltke succéda à Schlieffen (1906), le plan allemand ne subit que de légères modifications, jusqu'à l'heure où il fut appliqué, en août 1914. D'après l'ordre de bataille publié par von Hausen (6), les 5 armées composant en 1914 la masse de manœuvre comprenaient 28 corps d'armée dont *onze corps de réserve* ; les 2 armées de Lorraine étaient fortes de huit corps, dont 2 corps de réserve. Au total, les Allemands met-

(1) J. Reinach, *ouv. cité*, p. 98.

(2) *J. Officiel* du 20 juin 1913, pp. 2062-2063.

(3) Cf. les déclarations de M. Barthou, Président du Conseil, *J. Officiel* du 27 juin 1913, pp. 2236-2237, et les déclarations du général Pau, commissaire du gouvernement, *J. Officiel* du 1er août 1913, p. 1277.

(4) Général von Kuhl, *L'Etat-major allemand dans la préparation et l'exécution de la guerre mondiale*, analyse et traduction par le général Douchy, Paris, Payot, 1922, in-8.

(5) Je ne mentionne pas ici les formations inférieures au corps d'armée, D.A., D.R., ou brigades de Landwehr.

(6) Von Hausen, *Erinnerungen an den Marne Feldzug* 1914. Leipzig, 1920 in-8.

taient en ligne contre la France, avec 23 C. A., *treize corps de réserve,* sans compter les deux fortes divisions de réserve de Metz et de Strasbourg.

Ainsi, de 1900 à 1914 tout au moins, la doctrine de l'Etat-major allemand concernant l'utilisation des réserves n'a pas varié. L'Etat-major allemand prévoyait et préparait l'entrée en ligne des formations de réserve aux côtés des formations actives, les organisait comme elles en corps d'armée. En août 1914, ces formations de réserve étaient au nombre de 14 corps (dont 13 en ligne contre la France) (1), 4 divisions et 2 brigades, en tout 353 bataillons. D'après le général von Gossler, commandant le VIe C. R., l'effectif de son corps d'armée était d'environ 32.000 hommes, légèrement inférieur à l'effectif d'un C. A. (2). La plupart des C. R. étaient, comme le VIe, à 24 bataillons, mais quelques-uns étaient à 26 et 27 bataillons (3). On peut donc évaluer à environ 460.000 hommes l'effectif des 14 C. R., à environ 550.000 hommes l'effectif total des formations de réserve constituées par l'Allemagne. Ce chiffre est certainement très inférieur à celui des formations d'active (660 bataillons) ; il est même relativement faible, si on songe à l'importance des disponibilités allemandes. L'abondance des contingents était telle que, dès la mobilisation, il fut constitué, en supplément, 6 divisions et 3 brigades d'Ersatz (87 bataillons), de composition analogue aux formations de réserve, soit environ 125 à 130.000 hommes. Au total, l'effectif des formations de réserve, mobilisées en août 1914 par l'Allemagne, a dû atteindre ou dépasser légèrement 675.000 hommes. *non compris les formations de Landwehr* (314 bataillons) et de Landsturm (4).

Avec quelles classes de recrutement ces différentes forma-

(1) 13 et non pas 20, comme l'avance un peu imprudemment l'auteur de : *Plutarque a menti*, Grasset, 1923, pp. 60 et 61.

(2) Von Gossler, *Erinnerungen an den grossen Krieg*, Breslau, 1919, p. 7.

(3) Camena d'Almeida, *L'armée allemande avant et pendant la guerre de* 1914-1918, Berger-Levrault, 1919, pp. 115-118.

(4) Les formations de Landwehr tiennent le milieu entre nos formations de réserve et nos formations de territoriale, la durée du service dans la réserve étant en Allemagne de 4 à 5 ans 1/2, de 5 ans dans le 1er ban de la Landwehr, de 6 à 7 ans dans le 2e ban.

tions ont-elles été respectivement constituées ? C'est un des points les plus controversés. Il a été dit que les Allemands étaient entrés en campagne exclusivement avec leurs hommes de l'active et de la réserve proprement dite, soit les jeunes classes, de 20 à 26 ou 27 ans (1). On a opposé les réserves allemandes, formées de jeunes hommes de 22 à 27 ans, aux réserves françaises, comprenant des hommes âgés de 23 à 34 ans, ce qui revient à dire que les deux termes ne sont pas comparables ou qu'on ne peut les comparer qu'en jouant sur les mots. Cependant, d'après un témoin qualifié, le général von Wrisberg, en 1914 chef de service au Ministère de la Guerre prussien (2), l'armée allemande était ainsi composée à la mobilisation :

1° dans les formations actives, 54 % d'hommes de l'active, 46 % de réservistes jusqu'à l'âge de 26 ans ;

2° *dans les formations de réserve,* 1 % *d'hommes de l'active* 44 % *de réservistes et* 55 % *du* 1er *ban de la Landwehr jusqu'à l'âge de* 30 *ans* ;

3° dans les formation de Landwehr, 62 % du 1er ban de la Landwehr, 38 % du 2e ban jusqu'à l'âge de 36 ans.

De ces indications, on peut rapprocher celles que M. Camena d'Almeida a recueillies au 2e bureau de l'Etat-major de l'Armée (3). Il cite comme exemple le 14e bataillon de chasseurs : d'après le carnet d'un soldat, le bataillon actif a pris les réservistes des classes 1909-1911 ; le bataillon de réserve les hommes des classes 1908-1901 (on serait donc allé jusqu'à l'âge de 33 ans) ; ceux des classes 1896-1900 sont restés au dépôt.

Des 14 corps de réserve, 6 sont exclusivement composés de formations de réserve ; 7 possèdent un ou deux régiments actifs ; seul le C. R. de la Garde comprend une division entière de l'active. Leur organisation est à peu près identique à celle des corps actifs ; ils comprennent comme eux 3 compagnies de pionniers, et, par division, un régiment de cavalerie ; la principale différence est qu'ils sont plus pauvrement dotés en artillerie, la plupart ne disposant que d'un régiment

(1) *Bulletin de la Société d'Histoire moderne*, février et mars 1923.
(2) Von Wrisberg, *Heer und Heimath*, p. 84.
(3) Camena d'Almeida, *ouvr. cité*, p. 105, n° 1.

à 6 batteries par division (contre 2 pour chaque division de C. A.) (1).

Ces corps de réserve, en effet, ne sont nullement voués à des tâches secondaires. Ils doivent participer à la bataille comme les corps actifs. Le plan allemand de mobilisation disait textuellement : « *Les troupes de réserve doivent être utilisées au même titre que les troupes de l'active* » (2). Cette doctrine, adoptée malgré d'assez vives résistances par l'Etat-major allemand, fut rigoureusement appliquée. Les corps de réserve jouèrent, dans les opérations initiales de 1914, le rôle qui leur avait été assigné, aux côtés de l'armée active ; engagés dans la masse de manœuvre, ils participèrent à la grande offensive, dans les mêmes conditions que les C. A. ; ils combattirent à Longwy, à Neufchâteau, à Namur, à Charleroi. Ainsi le VIe C. R. (von Gossler), qui appartenait à la Ve armée, prit part, les 22 et 23 août, à la bataille de Longwy, où ses pertes s'élevèrent à 150 officiers et 4.500 hommes (3). On nous dit, il est vrai, que « les Allemands sont unanimes à déplorer le manque d'aptitude au combat de leurs premières divisions de réserve mobilisées » (4). Je ne sais sur quels textes s'appuie cette affirmation ; je n'ai relevé nulle part de pareilles critiques ; en tout cas, le général von Wrisberg émet l'opinion inverse. — Les formations de Landwehr elles-mêmes furent engagées dans les opérations initiales. Il y a au Musée de l'Armée des drapeaux de régiments de Landwehr, conquis dans les combats d'août-septembre 1914 (5). D'ailleurs, il suffit de se référer à la publication officielle allemande, *die Schlachten und Gefechte des grossen Krieges* (Berlin 1919) : dès les premiers combats dans les Vosges et en Lorraine, on voit engagés à la VIe armée le 1er C. R. bavarois, à la VIIe armée le 14e C. R., 2 divisions d'Ersatz, la 30e D. R. et 2 brigades de Landwehr ; le détachement Gaede, qui combat en Haute-Alsace est formé de

(1) C. D'ALMEIDA, *ouvr. cité*, p. 114. Von Kluck note d'autre part que les 2 C.R. de son armée ne possédaient pas d'artillerie lourde et que leurs compagnies de mitrailleurs avaient grand besoin d'être complétées.

(2) *Ibid.*, p. 106 et SERVICE HISTORIQUE DE L'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE, *Les Armées françaises dans la grande guerre*, Imprimerie Nationale, 1922, tome I, vol. 1, p. 39. — Cf. VON WRISBERG, *ouvr. cité*, p. 12.

(3) VON GOSSLER, *ouvr. cité*, pp. 10 sqq.

(4) Général BUAT, *ouvr. cité*, p. 13.

(5) Ils sont exposés salle Pétain.

brigades de Landwehr ; 3 divisions d'Ersatz et une de Landwehr prennent part à la bataille de Lorraine, le 20 août. Il semble donc imprudent d'affirmer que les formations de Landwehr n'apparurent « que tardivement sur les fronts de combat » et que « sur le front occidental... aucune ne prît jamais part à une attaque » (1). Tout au moins cette dernière affirmation ne peut-elle se rapporter qu'aux opérations de la guerre de tranchées.

II. — EN FRANCE

En France, les opinions n'étaient pas moins partagées qu'en Allemagne. La doctrine du commandement français avait plus d'une fois varié. La publication récente du Service Historique de l'Etat-major, le tome 1er des *Armées Françaises dans la Grande Guerre*, fournit à cet égard des renseignements précis et nouveaux (2).

L'analyse des plans successifs de mobilisation nous révèle que, de 1889 à 1898, le commandement prévoyait la formation de corps de réserve. D'après le plan X mis en vigueur le 10 mai 1889 (3), pour répondre à l'accroissement des effectifs allemands, il devait être constitué à la mobilisation 18 nouveaux corps d'armée, dits C. A. *bis*, obtenus en formant des régiments mixtes d'infanterie, et en dédoublant les unités des armes spéciales. Ce régime dura peu. Dès 1891, dans le plan XI, les corps de réserve, appelés C. A. *supplémentaires*, sont réduits à 9 (4). Le plan XIII (février 1895) leur fait subir une nouvelle réduction, de 9 à 5 ; mais, d'autre part, les corps actifs sont renforcés chacun d'une division de réserve.

Après neuf ans d'existence, au moins virtuelle, les corps

(1) Général Buat, *ouvr. cité*, p. 6.

(2) Les lecteurs de la *Revue d'Histoire de la guerre mondiale* en ont eu la primeur par l'article du Colonel Desbrière, *La Genèse du plan XVII* (juillet 1923). On m'excusera de rappeler ici brièvement tout ce qui concerne l'utilisation des réserves.

(3) Le ministre de la guerre était alors M. de Freycinet.

(4) Faut-il établir une corrélation entre ce fait et le rapprochement franco-russe ? L'hypothèse a été émise à la Société d'Histoire Moderne par mon collègue M. Marc, et elle mérite d'être retenue. Cependant, il faut noter que, si des promesses ont été échangées en 1891, la coopération militaire franco-russe n'a pris forme qu'en 1892, date à laquelle a été signée (par les chefs d'État-major) la première convention militaire.

de réserve disparurent, en 1898, du plan de mobilisation français ; de 1898 à 1911, les formations de réserve furent entièrement éliminées des armées de première ligne. Le plan XIV (avril 1898) supprime les corps de réserve « en raison des difficultés que présentait l'organisation du commandement et des services de ces grandes unités créées de toutes pièces à la mobilisation » (1) ; il se borne à constituer un certain nombre de divisions de réserve, qui seront placées en arrière des armées de première ligne, dans la zone de concentration. Ce système ne fut que légèrement modifié par le plan XVI (1908) ; celui-ci prévoit la formation de 22 divisions de réserve et de 9 divisions territoriales. Les divisions de réserve forment 4 groupes en deuxième ligne. Une brigade de réserve est adjointe à chaque C. A. (de l'intérieur).

Survint en 1911 la crise du commandement, dont l'histoire est bien connue. Cette crise fut en partie déterminée par la question des réserves. Quelques mois auparavant la question avait été posée avec éclat devant l'opinion publique et devant le Parlement par le livre de Jaurès, *L'Armée Nouvelle* (2), et par sa « proposition de loi sur l'organisation de l'armée » présentée à la séance du 14 novembre 1910. Le général Michel, devenu vice-président du Conseil supérieur de la guerre, avait lui-même pleine confiance dans les formations de réserve. Convaincu, d'autre part, que l'offensive allemande engloberait toute la Belgique et par conséquent utiliserait des corps de réserve avec les corps actifs, il crut devoir proposer une réorganisation totale de l'armée sur les bases suivantes : formation de demi-brigades par juxtaposition du régiment actif et du régiment de réserve ; par ce moyen, doublement en infanterie de toutes les formations actives mobi-

(1) *Les Armées françaises...* p. 8.

(2) On y lisait dans le chapitre 13, intitulé « Réalisation », le passage suivant : « ... car enfin si l'Allemagne, qui exerce de plus en plus ses réserves, se décidait à tenir un double plan, si elle se préparait, selon les événements soit à pousser d'abord en avant la force de son armée active, renforcée seulement d'une petite part des réserves, soit au contraire, pour mieux réussir d'emblée un effet d'enveloppement, à jeter d'un bloc toute son active et toutes ses réserves, c'est-à-dire 1.600.000 hommes sur le champ de bataille, nous serions exposés à la plus terrible surprise et à une sorte de submersion, si nous n'opposions pas à la manœuvre menaçante tout le bloc de nos réserves. Je suis effrayé de l'imprudence, de l'inconscience avec laquelle l'État-major néglige cette possibilité, comme s'il suffisait de l'écarter de notre pensée pour la supprimer en effet » (p. 537).

lisées : brigades, divisions et corps d'armée (1). Ces propositions, très sévèrement jugées dans les milieux d'Etat-major, furent repoussés (à l'unanimité, moins une abstention) par le Conseil supérieur de la guerre, dans la séance du 19 juillet 1911. A la suite de ce débat, qui donna lieu à une campagne de presse, le ministre de la guerre, M. Messimy, demanda au général Michel sa démission et le remplaça par le général Joffre (28 juillet 1911).

Quelle fut, à l'égard des réserves, la politique du nouveau chef ? Les affirmations les plus contradictoires ont été formulées : « mépris des réserves », affectées à des besognes secondaires ou laissées au dépôt, disent les uns (général Percin, général Regnault) (2) ; tout au contraire, disent les autres, « utilisation intensive des réserves » (général Buat, maréchal Joffre). Interrogé par la Commission d'enquête, dite de Briey, le maréchal Joffre a fait à ce sujet une déclaration explicite (3) : « D'une façon générale, les grandes lignes du plan de mobilisation (plan XVII).... étaient les suivantes : 1° au point de vue de l'organisation s'y révélait le souci d'organiser, de plus en plus fortement, les formations de réserve, de les rendre de plus en plus souples et de mieux en mieux encadrées. De la sorte, il devenait possible de les employer immédiatement aux côtés des troupes actives au lieu de les conserver initialement loin des grandes unités de première ligne, comme il était prévu dans les plans précédents. Le nombre des divisions de réserve passait de 22 (plan XVI) à 25 (plan XVII), cependant qu'un régiment de réservistes était affecté organiquement à chaque division active, aux lieu et place de la brigade de réserve antérieurement attribuée à 15 de nos corps d'armée mobilisés. Tous les réservistes non affectés aux troupes actives entraient dans la composition de l'une ou l'autre de ces formations. Cette organisation permettait ainsi de mettre en ligne la totalité de nos forces, mais sans amalgame, ni mélange prématuré d'unités, lesquels

(1) On trouvera le plan du général Michel, sous forme d'un rapport au ministre, publié *in extenso* dans les *Procès-verbaux de la Commission d'enquête*, dite de Briey (1ère partie, pp. 97-102).

(2) Voir leurs dépositions devant la Commission d'Enquête (*Procès-verbaux*, 1re partie) et le livre du général PERCIN, 1914, *Les erreurs du Haut Commandement*, Paris, Albin Michel, s.d.

(3) *Procès-verbaux...*, 2e partie, p. 137.

eussent été de nature à diminuer le rendement de notre instrument de combat ».

Oui, mais ceci n'est qu'un témoignage d'après-guerre, dans une certaine mesure un plaidoyer, qu'il faut soumettre par conséquent au contrôle des faits, ce que nous ferons en distinguant, pour plus de clarté, les questions d'organisation, d'effectif et de classes, d'utilisation.

De 1911 à 1914, les préoccupations du commandement, en matière d'organisation des réserves, se sont manifestées par trois mesures, la loi des cadres du 23 décembre 1912, le décret du 15 octobre 1913, l'instruction du 21 novembre 1913. La loi des cadres avait pour objet essentiel de renforcer les cadres actifs des formations de réserve : à cet effet, chaque régiment actif devait avoir un cadre complémentaire de 3 officiers supérieurs (au lieu de 2) et de 6 capitaines ; il était prévu pour chaque compagnie de réserve 6 sous-officiers au lieu de 2. Le décret du 15 octobre 1913 instituait, dans chaque région de corps d'armée, un emploi de « général inspecteur des formations de réserve... » ; cet emploi, qui se transformait à la mobilisation en commandement d'une division de réserve, devait être confié à un général de division du cadre actif (tandis qu'auparavant les divisions de réserve étaient commandées par des généraux du cadre de réserve). Resterait à savoir comment la loi et le décret furent appliqués. Médiocrement, si l'on en croit le général Buat : le commandement des grandes unités de réserve était confié à « des généraux ou fatigués ou qui s'étaient montrés inférieurs à leur tâche, à la tête des divisions actives » ; « pour encadrer brigades, régiments, bataillons, compagnies », on faisait « choix des officiers de carrière les plus anciens, donc les plus âgés » (1). Au cours des débats sur la loi de 3 ans, un député officier de réserve, Raoul Briquet, se plaint également que « la réforme décidée par la loi des cadres... reste mal appliquée ». « La dernière période que j'ai accomplie, dit-il, m'a permis de constater que, pas plus actuellement qu'autrefois, on ne prend les mesures nécessaires pour forcer les officiers du cadre complémentaire... à participer aux convocations de leurs unités de mobilisation. Il serait cependant indispensable qu'ils prissent contact pendant quinze jours

(1) Général Buat, *ouvr. cité*, p. 13.

avec les hommes qu'ils auront l'honneur de conduire à la guerre... » (1). L'intention du commandement, pour médiocrement réalisée qu'elle fût, n'en était pas moins certaine. Et ce fut encore pour assurer « un solide encadrement des réserves, sans appauvrir outre mesure celui des corps d'armée qui les alimentait » (2), que l'Instruction du 21 novembre 1913 prescrivit de réduire à deux bataillons le régiment de réserve (3). Cet encadrement, nous dit-on aujourd'hui, était insuffisant ; c'est possible, mais il est curieux de constater qu'à la veille de la guerre, un écrivain militaire, le commandant G. Cognet, pouvait écrire en conclusion d'une étude très documentée : « En résumé, l'encadrement de nos formations de réserve est, dès maintenant, mieux assuré que celui des réserves allemandes, sans qu'il faille voir dans ce fait le résultat d'un dessein arrêté, de la part des Allemands, de sacrifier en quoi que ce soit ces formations, mais seulement parce qu'il n'est pas en leur pouvoir de faire davantage » (4).

De l'Instruction du 21 novembre 1913, il ressort qu'aux yeux du Haut Commandement la question d'effectifs (des formations de réserve) pouvait passer au second plan. Je ne sais sur quoi se fonde le maréchal Joffre pour déclarer que « dans le plan XVII, nous avions un nombre de bataillons (de réserve) plus grand que dans le plan XVI » (5). Car si le plan XVII prévoyait 3 divisions de réserve de plus que le plan XVI (25 contre 22), les D. R. du plan XVII ayant chacune 6 bataillons de moins que les D. R. du plan XVI, il est facile de calculer que les 25 divisions de réserve du plan XVII représentaient 300 bataillons seulement contre 396 pour les 22 D. R. du plan XVI. D'autre part, le plan XVI affectait une brigade de réserve à 15 de nos corps d'armée mobilisés, soit 90 bataillons ; le plan XVII affectait un régiment à chaque division de corps d'armée, au total 72 bataillons (6). En définitive, et jusqu'à preuve du contraire, on

(1) *J. Officiel* du 24 juin 1913, p. 2114.

(2) *Les Armées françaises*, p. 21, n° 3.

(3) Le texte de cette *Instruction*, qui a été vivement critiquée, doit être publié dans le vol. 2 du tome Ier des *Armées françaises*...

(4) Commandant Cognet, *Le problème des réserves*, Paris, Chapelot 1914, p. 237.

(5) *Procès-Verbaux*..., 2e partie, p. 156.

(6) Général Buat, *ouvr. cité*, p. 9.

a le droit d'affirmer que les auteurs du plan XVII ont non pas augmenté, mais réduit l'effectif des formations de réserve. Cet effectif se montait, pour les 25 divisions, à 450.000 hommes (1) ; en évaluant à environ 100.000 hommes l'effectif des 72 bataillons affectés aux corps actifs, on obtient un effectif total de 550.000 hommes environ pour les formations de réserve mobilisées, en 1914, du côté français (2).

D'après les renseignements fournis par le lieutenant-colonel Mayer (3), la répartition des classes était la suivante : les régiments actifs contenaient environ 50 % de réservistes, pris dans les quatre plus jeunes classes, donc jusqu'à l'âge de 27 ans ; dans les régiments de réserve, chaque compagnie comprenait 20 hommes (cadres compris) de l'active, et 230 réservistes appartenant aux classes 1903-1906, donc jusqu'à l'âge de 31 ans ; les dernières classes de la réserve restaient au dépôt. D'après l'analyse officielle du plan XVII, les effectifs prévus dans les dépôts (toutes classes comprises : réserve et territoriale) étaient de 680.000 hommes (4). En fait, ils semblent avoir été beaucoup plus considérables ; tous les témoignages établissent qu'au début de la guerre, les dépôts regorgeaient de réservistes qui n'avaient pas été incorporés (5) : interrogé sur ce point au « procès Jaurès », l'ancien ministre de la guerre, général Messimy, a même donné le chiffre de 12 à 1.300.000 hommes (6), qui s'applique sans doute, non pas aux seuls réservistes, mais aux réservistes et territoriaux réunis. Du 1er au 15 août, en effet, la mobilisation a appelé — chiffres officiels — 1.710.000 réservistes, et 1.100.000 territoriaux (7). En admettant que les formations d'active et de réserve aient utilisé plus d'un million de réservistes, il en restait encore 6 à 700.000 disponibles. De toutes

(1) *Les Armées françaises*, p. 32 ; chaque D.R. est à 18.000 hommes.

(2) Sans compter 12 divisions et 1 brigade territoriale : 184.600 hommes (*Les Armées françaises*, p. 32.)

(3) *Bulletin de la Société d'Histoire moderne*, mars 1923, p. 320.

(4) *Les Armées françaises*, p. 32.

(5) Cf. *Procès-Verbaux*, 1re partie p. 126 et 2e partie p. 157.

(6) Me P. Boncour. — Le témoin peut-il fixer le chiffre des réservistes qui se trouvaient dans les dépôts d'abord au moment de Charleroi, ensuite au moment de la Marne ?

M. Messimy. — Je ne peux pas vous répondre au moment de la Marne, parce que je n'étais plus ministre de la guerre. A Charleroi : 12 à 1.300.000 hommes dans les dépôts. (*Procès de Villain, assassin de Jaurès*, p. 134.)

(7) *Les Armées françaises*, p. 144.

façons, il paraît excessif d'affirmer que « tous les réservistes entraient dans la composition de l'une ou l'autre de ces formations » et qu'ainsi nous avons pu « mettre en ligne la totalité de nos forces » (1).

Encore faut-il bien s'entendre sur le sens de cette expression un peu équivoque, « mettre en ligne ». A cet égard, la doctrine du Commandement se trouve formulée de la façon la plus nette et la plus explicite dans les « Bases » du plan XVII (2). Il y est dit : « Sans doute *on ne saurait dans aucun cas assimiler des unités de réserve à des unités actives.* C'est à ces dernières unités que le Commandement fera surtout appel pour l'exécution des manœuvres offensives, dont dépend le succès des opérations... » « Les forces actives (sont) seules capables de manœuvrer avec la précision et la vigueur nécessaire pour aboutir à un résultat décisif... » « Mais il est permis de compter que mieux organisées, mieux encadrées, mieux commandées, les divisions de réserve du plan XVII deviendront aptes à remplir aux côtés des troupes actives certaines missions d'un caractère spécial que jusqu'à présent on appréhendait de leur confier, surtout au début de la guerre » (3). En conséquence « on est en droit d'envisager l'utilisation de certaines divisions de réserve dans le cadre de nos armées de première ligne, où elles auront à remplir certaines missions dévolues aux unités actives dans le plan en vigueur (plan XVI) » (4), telles que : occupation de positions, investissement, défense des régions couvertes ou coupées, etc... Partant de ces principes, le plan XVII mettait *en première ligne* 14 divisions de réserve (non compris les 4 D. R. de Verdun, Toul, Epinal et Belfort) : 1er et 4e groupe (de 3 D. R. chacun), à la disposition du général en chef, « initialement placés derrière les ailes du dispositif général », 1er groupe à l'aile droite (Q. G. Vesoul), 4e groupe à l'aile gauche (Q. G. Sissonnes), 2e et 3e groupes respectivement

(1) *Procès-verbaux*... 2e partie, p. 137. Ceci dit sans contester le moins du monde l'utilité des dépôts, qui a été plus grande encore que l'État-major lui-même ne pouvait le prévoir au début de la guerre.

(2) *Les Armées françaises*, pp. 22 et 24.

(3) Il est à noter que cette doctrine avait été formulée publiquement, et presque exactement dans les mêmes termes, par le général Pau, commissaire du gouvernement, à la tribune du Sénat (séance du 31 juillet 1913).

(4) *Les Armées françaises*, p. 20.

affectés à la 2e et à la 3e armée, 2 divisions à la 5e armée. Ces divisions ou groupes de divisions de réserve recevaient des « missions spéciales ». Exemple : le 2e G. D. R. devra pouvoir être dirigé... vers la région au nord de Nancy, pour s'opposer à toute intervention des forces allemandes pouvant déboucher de Metz, et assurer la couverture de la 2e armée sur son flanc gauche » ; — la 3e armée utilisera le 3e G. D. R. à tenir sur les Hauts de Meuse « les positions dont l'occupation est prévue » ; — la 5e armée devra « envisager l'attaque de vive force de Thionville avec ses corps actifs, ou l'investissement ultérieur de cette place à l'aide des D. R., dont elle dispose » (1). Quant aux régiments de réserve rattachés aux corps actifs, une instruction de mai (?) 1914 (2), prescrivait catégoriquement de les employer eux aussi à des « missions spéciales », telles que défense des voies de communication, escorte des convois, garde des prisonniers (3).

En fait, quand est venue l'heure d'exécuter le plan XVII, le Commandement français s'est d'abord conformé strictement à ses principes. Sur presque tout le front de bataille, c'est avec ses corps actifs seuls qu'il a engagé l'offensive. Jusqu'à la date du 23 août, qui marque l'échec définitif du plan XVII, les divisions de réserve ne sont entrées en ligne que pour étayer certains corps actifs en difficulté ; elles n'ont reçu que des missions défensives. Tout au plus peut-on noter qu'à l'extrême droite, après l'échec de la première opération sur Mulhouse, la 57e D. R. (Belfort) et le 1er G. D. R. sont entrés dans la composition de l'armée d'Alsace, improvisée, et ont participé à la deuxième offensive sur Mulhouse. Mais, ce ne sont là que des opérations secondaires, où 2 D. R. seulement, la 57e et la 66e ont été sérieusement engagées (4). A la Ire armée, la 71e D. R. (Epinal) n'intervient que pour renforcer le 14e C. A. et garder les passages des Vosges. A la IIe armée, les D. R. ont mission de couvrir le flanc gauche de l'armée, face à Metz ; la bataille de Morhange est livrée et

(1) Plan XVII, dans Engerand, *La Bataille des frontières*, Paris, Bossard, 1920, pp. 191-199.

(2) Je ne connais pas la date exacte de cette Instruction. Son texte n'a pas été publié, mais son existence n'a jamais été contestée.

(3) *Procès-verbaux...* 1re partie, pp. 127 et 327.

(4) *Les Armées françaises*, p. 114, 117, 171, 220, 224, 227.

perdue par les corps actifs ; une seule D. R., la 68e, se trouve engagée dans la bataille, par suite du succès de l'offensive allemande, et, le lendemain 21 août, avec le 20e corps elle reçoit la mission périlleuse de « couvrir la retraite générale » (1). Les D. R. de la IIIe armée, qui forment d'abord le groupement Paul Durand (17 août), puis, renforcées des 65e et 75e D. R., l'armée de Lorraine (21 août), ont reçu pour mission de « commencer progressivement l'investissement du front sud-ouest de Metz et d'arrêter, sur les positions organisées entre Toul et Verdun, toute tentative de rupture du front » (2) : elles ne jouent aucun rôle actif dans les journées décisives des 22 et 23 août » (3). Il en est de même à la IVe armée à laquelle le général en chef a rattaché les 52e et 60e D. R. (15 août), en prescrivant explicitement qu'elles « ne participeront pas à l'offensive », mais devront « assurer de façon intangible la garde des passages de la Meuse entre Sedan et Revin »(4). Il en est de même encore à la Ve armée : 2 des divisions du 4e G. D. R., la 69e et la 53e, chargées de garder la Sambre entre Solre et Maubeuge, n'arrivent à destination que dans l'après-midi du 23, et n'ont pris à peu près aucune part à la bataille de Charleroi (5) ; et la 51e D. R., préposée à la garde de la Meuse en amont de Namur, n'y a pris part, elle, que par surprise, par suite de l'attaque de la IIIe armée von Hausen. Au total, 5 ou 6 divisions de réserve tout au plus ont été engagées — secondairement — dans la bataille des frontières.

C'est après la défaite seulement que, sous la pression des circonstances, le Commandement a dû abandonner le principe des « missions spéciales » et lancer en pleine bataille les formations de réserve. Leur rôle, dans cette première phase de la guerre, a été très diversement jugé, très sévèrement par certains de leurs chefs (6). Il mériterait d'être

(1) *Les Armées françaises*, p. 261.

(2) *Ibid.*, p., 331.

(3) « En définitive, l'action de l'armée de Lorraine ne s'est pas fait sentir dans la journée du 22 août. » *Ibid.*, p. 385.

(4) *Ibid.*, p. 353. En fait la 60e D.R. a été portée de la Meuse sur la Semoy avec mission de tenir les passages. (*Ibid.*, p. 367.)

(5) Général Lanrezac, *Le plan de campagne français....* Paris 1920, pp. 168, 173, 180.

(6) Cf. les témoignages des généraux Lanrezac, d'Amade, Pouradier-Du-

étudié sans parti pris (1), compte tenu de leur encadrement et de leur armement (2).

***

Pour conclure, maintenant que nous avons exposé les deux termes du problème, un simple rapprochement suffira.

A la mobilisation, les Allemands ont formé 353 bataillons de réserve ; les Français 372. Le général Buat aurait donc eu raison d'écrire que « la France, avec ses 38 millions d'habitants (3), sut consentir un effort bien supérieur à celui de l'Allemagne, peuplée elle-même de 68 millions d'âmes » (4). Mais, si l'on veut que les termes de la comparaison soient exactement comparables, il convient d'ajouter aux 353 bataillons allemands, 87 bataillons d'Ersatz, et même une grande partie des 314 bataillons de Landwehr, presque entièrement composés d'hommes ayant l'âge de nos réservistes. L'Allemagne avait, il est vrai, des disponibilités plus grandes que la France, — moins grandes qu'on ne le suppose généralement : en 1913, 4.370.000 hommes instruits contre 3.978.000 pour la France (5). Mais, tout compte fait, elle y a puisé aussi largement, sinon plus largement que la France. Si, « toutes proportions gardées », l'effort français paraît avoir été supérieur à l'effort allemand, à quoi cela tient-il exactement ? A ce qu'en France, on avait fini par appeler chaque année sous les drapeaux à peu près tous les hommes valides, tandis qu'en

teil et Palat (Lanrezac, *ouvr. cité*, pp. 208, 232, 245, et 266, et général Palat, *Souvenirs de guerre* dans les *Archives de la Grande Guerre*, n° 40, pp. 1218, 1219, 1222).

(1) Cette étude déborde le cadre que nous nous sommes tracés. Notons seulement que, si la 51e D.R. a mal rempli sa mission de flanc-garde à la bataille de Charleroi, la 68e D.R. a fait meilleure contenance à la bataille de Morhange et a pu couvrir la retraite générale avec le 20e corps. Les divisions de réserve ont également à leur actif le succès d'Étain, dans les journées du 24 et du 25 août ; le 24 août au soir, le général Maunoury écrit dans son rapport au G. Q. G. : « Cinq divisions de réserve ont attaqué aujourd'hui de front et de flanc la gauche ennemie. La situation paraît excellente. Les divisions de réserve ont fait preuve de solidité. » (Cf. Engerand, *Briey*, pp. 171 et 178).

(2) N'étant pas considérés comme de véritables unités combattantes, certains régiments de réserve sont partis sans mitrailleuses (Cf. général Percin 1914, p. 89).

(3) Pourquoi 38 ? Le recensement de 1911 donne 39.600.000.

(4) Général Buat, *ouvr. cité*, 66.

(5) Déclarations du général Pau au Sénat, 31 juillet 1913.

Allemagne on n'appelait qu'une partie du contingent. Mais quel était le but poursuivi du côté français ? *Maintenir les formations actives à un effectif aussi élevé que possible.* Les formations de réserve n'en ont bénéficié que par ricochet.

Les unités de réserve allemandes ont été formées normalement avec les hommes des classes 1908 à 1904, âgés de 26 à 30 ans ; les unités de réserve françaises, avec les hommes des classes 1906 à 1903, âgés de 28 à 31 ans. La différence n'est pas grande et il paraît exagéré d'affirmer que du côté allemand « armée active et unités de réserve partirent avec des soldats âgés au plus de 28 ans, alors qu'en France, des unités de même nature incorporèrent des réservistes ayant depuis longtemps dépassé la trentaine » (1). Le fait est que l'Allemagne aurait pu ne pas incorporer dans ces unités des hommes âgés de plus de 28 ans, comme la France aurait pu ne pas y incorporer des hommes âgés de plus de 30 ans. S'il y eut cependant, de part et d'autre, dans les unités de réserve, des hommes atteignant ou ayant dépassé la trentaine, c'est que, de part et d'autre sans doute, on a puisé dans la masse sans y regarder de très près. Au surplus, cette question a-t-elle une si grande importance ?

Les Français ont renoncé à former des corps de réserve « en raison des difficultés que présentait l'organisation du commandement et des services de ces grandes unités créées de toutes pièces à la mobilisation » ; ils se sont contentés de former des groupes de divisions de réserve, — 4 groupes de 3 divisions en 1914. Les Allemands ont surmonté les difficultés qui avaient arrêté notre Etat-major ; ils ont constitué des corps de réserve, de composition presque identique à celle des corps actifs (exception faite pour l'artillerie) : 14 corps de réserve en 1914. L'Etat-major allemand a donc été, semble-t-il, plus loin que l'Etat-major français dans la voie de l'organisation des réserves.

Les Allemands ont posé le principe que les troupes de réserve devaient être employées au combat comme les troupes de l'active, et ils n'ont pas hésité à appliquer le principe : tous leurs corps de réserve ont participé à l'offensive initiale (13 C. R. sur le front ouest). Les Français ont posé le principe contraire que « les unités de réserve ne pouvaient

(1) Général Buat, *ouvr. cité*, p. 3.

en aucun cas être assimilées à des unités actives », et qu'on ne pouvait les utiliser en première ligne qu'à des missions spéciales, d'ordre défensif : 14 divisions de réserve ont été adjointes à cet effet à nos armées de première ligne ; elles n'ont joué qu'un rôle secondaire dans l'offensive initiale. On est donc fondé à dire que c'est l'Etat-major français, et non pas l'Etat-major allemand « qui avait peu de foi dans la capacité offensive des grandes unités entièrement composées de réservistes ». Simple constatation de fait : nous ne prétendons nullement discuter les doctrines.

***

Reste la question de savoir si le commandement français a été surpris par l'entrée en ligne des corps allemands de réserve dès le début des opérations. C'est l'opinion courante. A vrai dire, elle paraît assez fondée.

A l'appui de cette opinion, on peut invoquer en effet :

1° les déclarations faites par le général Pau, commissaire du gouvernement, le 31 juillet 1913, à la tribune du Sénat ; il y est question des réserves allemandes « destinées comme chez nous à étayer l'armée active, à la remplacer dans les missions secondaires » (1) ;

2° certaines déclarations très catégoriques recueillies par la Commission d'enquête de Briey, notamment celles relatives à l'entrevue du général de Castelnau et du général Lebas, le 14 juin 1912 (c'est la scène bien connue du « double décimètre : « De combien de corps d'armée, aurait déclaré le général de Castelnau, pensez-vous que nos ennemis puissent disposer au moment de la mobilisation ? — 23 ou 25 au plus, car nous ne pouvons admettre que dès le début des opérations leurs réserves soient en ligne » (2) ;

3° la brochure anonyme, et qu'on peut qualifier d'officieuse, dont l'auteur était le général (alors lieutenant-colonel) Buat, sur la concentration allemande (3) : l'auteur prévoyait que

(1) *J. Officiel* du 1er août 1913, p. 1277.

(2) *Procès-verbaux*, 1er partie, p. 182, déposition de M. Georges Vandame, qui, étant rapporteur du projet de déclassement de la place de Lille, a assisté à l'entretien des deux généraux.

(3) *La Concentration allemande*, d'après un document trouvé dans un compartiment de chemin de fer, traduit fidèlement par XXX. Paris, Chapelot, 1914, p. 18.

l'Allemagne mettrait en ligne contre la France 22 corps actifs « dont l'infanterie sera presque exclusivement composée d'hommes du contingent ». « Viendront s'y joindre 20 divisions de réserve, sur 25 », évaluées à 320.000 hommes.

4° les premiers bulletins de renseignement du G. Q. G. en août 1914. Le bulletin du 6 août (1) signale que les Allemands semblent « exécuter un plan de concentration conçu il y a deux ans, et dont on a eu communication » ; il évalue le groupement ennemi de droite à 15 corps actifs (armée nord 5 corps, 2 ou 3 D. R... ; armées du sud, 6 et 4 corps ; (« ces armées n'ont pas de D. R. Ce qui semble indiquer qu'elles forment essentiellement la troupe de choc ») ; il ne mentionne que 2 corps de réserve en Alsace ; « au total contre nous 20 corps (actifs), 7 D. R. (ou 8 ?) ». Jusqu'au 16 août au soir, l'ordre de bataille allemand, tel que se le représente le G. Q. G. français, ne comprend pas de grandes unités de réserve, sauf à l'aile gauche : les forces allemandes réunies autour de Thionville, dans le Luxembourg, et en Belgique sont évaluées 13 à 15 corps (actifs) (2). L'exposé du Service historique nous apprend que « le 17 août, tard dans la soirée, arrive au G. Q. G. un renseignement sérieux signalant pour la première fois la présence de corps de réserve allemands derrière les corps actifs » (3) ;

5° la conviction manifestée par le général en chef, *jusqu'au 23 août 1914*, que nous avions une « supériorité numérique » marquée sur les armées allemandes opérant en Belgique. On peut lire en effet dans son rapport au Ministre de la Guerre, daté du 23 août, 7 heures : « Nous avons pris depuis hier l'offensive... entre la région de Longwy et celle de Mézières. Dans la partie droite, nous ne progressons que lentement, malgré une supériorité numérique marquée... Dans la partie gauche, se développe une action en terrain parfois difficile. Ici encore nous avons une supériorité numérique considérable... » (4).

(1) *Procès-verbaux*, 1re partie, p. 360.

(2) *Les Armées françaises*, pp. 342-343 ; cf. Instruction n° 13, publiée dans ENGERAND, *Briey*, p. 209.

(3) *Les Armées françaises*, p. 348. Cependant, dès le 12 août, la 5e armée avait attiré l'attention du G.Q.G. sur la possibilité de voir chez les Allemands des corps de réserve juxtaposés aux corps actifs. » (*Le Plan* XVII dans la *Revue de Paris*, 15 mars 1920, p. 347).

(4) G.Q.G. pièce 300 n° 1788, citée par F. ENGERAND, *Briey*, p. 129.

De ces témoignages et de ces textes, on serait en droit de conclure que, si le commandement français soupçonnait l'existence de corps de réserve allemands, il n'escomptait pas leur entrée en ligne immédiate dans la bataille. Cependant le général Regnault, qui fut sous-chef de l'Etat-major de l'Armée de 1910 à 1912, a déclaré, de son côté, à la Commission d'enquête de Briey, qu'il avait eu au 2e bureau des renseignements formels sur l'emploi des réserves par les Allemands (1) ; par la suite, il a précisé qu' « en 1911, le service des renseignements fit parvenir à l'Etat-major de l'Armée la critique par le général de Moltke d'un exercice sur la carte exécuté... par le grand Etat-major allemand. Cette critique... faisait ressortir que les Allemands considéraient l'emploi des corps de réserve à côté des corps actifs comme de règle dans l'armée allemande aussi bien que dans l'armée française... » (2). Mais voici mieux : l'exposé du Service historique nous affirme que l'Etat-major français savait, *depuis 1905*, que les formations allemandes de réserve pourraient être groupées en corps d'armée, qu'il avait étudié le dernier plan de mobilisation allemand, daté du 9 octobre 1913 et entré en application le 1er avril 1914, et que l'analyse de ce document faite *en mai 1914* lui avait confirmé l'existence des corps de réserve, et leur rôle identique à celui des corps actifs. La conclusion de l'analyse disait textuellement : « En résumé, le corps d'armée de réserve, destiné à être employé à des opérations actives, comme le corps actif, est devenu, d'après le nouveau plan de mobilisation, un outil plus homogène et mieux encadré que précédemment, tout en étant plus léger que le corps actif » (3). Enfin, on nous apprend que les forces concentrées contre la France étaient évaluées à « 20 corps actifs, *10 corps de réserve*, 8 divisions de cavalerie et 8 divisions de réserve » (4).

Il faut avouer que de telles révélations sont assez déconcertantes et qu'elles ne paraissent pas de nature à éclaircir le problème historique, déjà si compliqué, de la mise en œuvre

(1) *Procès-verbaux*, 1re partie, p. 326.

(2) Général Regnault, *L'échec du plan* 17, dans *Revue de Paris*, 15 juillet 1920, p. 370.

(3) *Les Armées françaises*, p. 39.

(4) *Les Armées françaises*, p. 40.

du plan XVII. D'où vient que les dix corps de réserve allemands, prévus dans les évaluations de mai 1914, soient complètement négligés dans les évaluations d'août 1914 ? Faut-il admettre que le 3e bureau ignorait ce que savait le 2e bureau ? ou bien encore — hypothèse plus vraisemblable — que le commandement ne croyait pas aux renseignements fournis par les bureaux ? Sur ce point nous devons nous borner à constater sans conclure. L'énigme reste à déchiffrer : attendons que passe Œdipe.

JULES ISAAC

DOCUMENTS

Le Procès Soukhomlinof.

La Genèse de l'affaire.

Le procès de l'ex-ministre russe de la guerre, le général Soukhomlinof, mérite l'attention particulière des historiens de la Grande Guerre. Appelé à ce poste en 1909, le général Soukhomlinof fut le principal collaborateur du défunt empereur Nicolas II pour l'organisation de notre armée après la malheureuse campagne du Japon. La question de sa responsabilité propre dans la préparation défectueuse de nos troupes et dans l'insuffisance des munitions dont elles étaient pourvues fut posée par la Douma au printemps 1915, après la retraite de notre armée de Galicie. Sous la pression de l'opinion publique surexcitée, l'Empereur fut obligé de se séparer de son vieux collaborateur. Le 13 juin 1915, fut publié l'ordre du monarque portant nomination du général Soukhomlinof comme membre du Conseil d'Empire, qui est notre Haute Assemblée législative ; il était relevé de ses fonctions de ministre de la guerre. L'ordre était accompagné d'une lettre extrêmement bienveillante de l'Empereur à son ministre favori. Cette mesure ne satisfit cependant ni la société, ni la Douma qui reflétait l'opinion publique. Les nouvelles, qui continuaient d'arriver, sur les horreurs de la retraite de Galicie et sur l'état de nos troupes, désarmées et décimées par le feu des canons allemands, attisaient l'indignation publique contre les coupables de la catastrophe, et surtout contre le général Soukhomlinof. Des bruits de trahison pénétraient dans la société. Pour calmer les esprits surexcités, on décida de constituer une commission qui devait éclair-

cir la situation. Le 25 juillet 1915, fut publié un ordre de l'Empereur établissant une Haute Commission en vue d'une « enquête à tous les points de vue », comme disait l'ukaze, « sur les circonstances qui ont causé l'approvisionnement trop « tardif et insuffisant de l'armée en munitions ». Le général du génie Pétrof, très connu dans les milieux militaires, fut nommé chef de cette commission. Il eut comme collaborateurs les vice-présidents des deux assemblées législatives et des représentants du Conseil d'Empire et de la Douma. Le gouvernement se disait probablement que le problème très compliqué, proposé par lui, demanderait beaucoup de temps pour être résolu, et qu'il aurait remédié au mal avant que la commission eût fini ses travaux. D'ailleurs, les attributions de la commission étaient limitées par l'ukaze, qui ne la chargeait de dévoiler que les causes de la catastrophe, et nullement ses auteurs. Mais ces calculs, s'ils existaient, étaient mal fondés ; car, dès le début de ses travaux, la commission reçut des renseignements, qui dévoilaient des actes criminels du ministre de la guerre lui-même. La communication du ministre de la justice au général Pétrof, datée du 15 août 1915, était à ce point de vue d'une importance capitale. Il s'y agissait de faits mis au jour par une enquête, commencée à cette époque, sur les agissements du lieutenant-colonel Miassoïédof et ses nombreux complices, accusés tous d'espionnage. Ces circonstances établissaient une grande intimité entre le général Soukhomlinof et un certain nombre de personnes convaincues d'espionnage et de malversations, au temps où elles approvisionnaient l'armée de fournitures militaires. On ne saurait passer sous silence que le ministre de la justice avait reçu du monarque une autorisation particulière pour communiquer les renseignements sus-mentionnés. Dans ces conditions, la commission ne put faire autrement que d'établir la responsabilité personnelle du général Soukhomlinof. Le travail dans ce sens fut mené avec une grande énergie. A la fin de février 1916, la commission avait rassemblé des matériaux considérables, qui établissaient surabondamment que le général Soukhomlinof était coupable d'espionnage et de bien des malversations. La mise en jugement de l'ancien ministre de la guerre devenait inévitable.

Les formes en vigueur alors pour les poursuites intentées aux ministres, aux membres des deux assemblées législatives et à certains représentants de l'autorité supérieure pour des

délits de service, ou commis dans l'exercice de leurs fonctions, étaient les suivantes : les plaintes ou les rapports sur les délits commis par ces personnes devaient être autorisés par l'Empereur lui-même ; il pouvait ne pas donner suite auxdites plaintes ou rapports, ou bien les soumettre à une assemblée, qu'on appelait premier département du Conseil d'Empire. Cette assemblée se composait de membres du Conseil, nommés pour un an par le monarque. Elle était autorisée soit à ne pas donner suite aux plaintes et aux rapports, soit à ordonner une enquête préalable sur les délits qu'elle considérait comme graves. L'ordre de commencer une enquête préalable était exécuté sans qu'on demandât une nouvelle autorisation au monarque. Un « sénateur » de la Cour de cassation pour les affaires civiles et criminelles était nommé par l'Empereur à cet effet.

Le Sénat Dirigeant occupait une place à part dans l'organisation politique de la Russie. Il réunissait et englobait tous les organes juridiques et administratifs de l'Empire : la Cour de cassation pour les affaires civiles et criminelles était tout naturellement du nombre. Les organes juridiques du Sénat s'appelaient « départements ». L'Empereur lui-même était le président du Sénat ; ceux des départements s'appelaient « premiers présidents », et les membres de la Haute Assemblée « sénateurs ». Le Sénat avait son procureur, qui, aux termes de la loi russe, se nommait « Procureur général ». Il était le chef de tous les procureurs de Russie. Ces fonctions étaient généralement remplies par le ministre de la justice. Les procureurs des départements ou « Ober-Procureurs » et leurs aides nommés « Ober-Procureurs adjoints » étaient immédiatement subordonnés au Procureur général. Un des membres des cours de cassation civile ou criminelle de l'Empire remplissait les fonctions de juge d'instruction dans les affaires de délits de service ou de délits commis, dans l'exercice de leurs fonctions, par les représentants supérieurs du pouvoir. La loi revêtait des fonctions de procureur dans les affaires de ce genre l' « Ober-procureur » de la Cour criminelle de cassation, fonctions que remplissait celui qui écrit ces lignes au moment où l'affaire Soukhomlinof a commencé.

L'enquête préalable était soumise à des principes généraux : une fois terminée, elle était expédiée par le sénateur-juge d'instruction à l'Ober-procureur, qui la soumettait, accom-

pagnée de ses conclusions écrites, au premier département du Conseil d'Empire déjà cité. Dans ces conclusions, le Procureur exposait en détail les circonstances de l'affaire mises au jour par l'enquête, de même que son opinion sur le bien-fondé de la mise en jugement de l'inculpé ; s'il était défavorable à ce dernier, il devait énumérer les crimes dont il fallait l'accuser. Après l'examen de l'affaire et les conclusions de l'Ober-procureur, le premier département du Conseil d'Etat décidait de traduire l'inculpé en justice, ou de lui infliger un châtiment disciplinaire, ou bien de classer l'affaire. Cette décision n'était exécutable qu'après avoir été approuvée par le monarque, qui avait *seul* qualité pour terminer l'affaire. Lorsqu'on mettait l'accusé en jugement, l'affaire était jugée par un tribunal spécial, que la loi russe nommait « Haute Cour criminelle » et qui était établi sur un ordre spécial du monarque. Il se composait d'un président choisi tous les ans, « sans en rendre compte à personne », par l'Empereur, parmi les membres du Conseil d'Empire, de trois « sénateurs-premiers présidents » et de cinq sénateurs ordinaires, nommés également par le tsar. La loi chargeait des fonctions de procureur à la Haute Cour criminelle l'Ober-procureur du département criminel de cassation du Sénat. Les arrêts de cette cour étaient sans appel, et les condamnés n'avaient que le recours en grâce à leur disposition.

La décision de la Haute commission de traduire l'ancien ministre de la guerre, général Soukhomlinof, devant une cour criminelle, ne pouvait donc être réalisée que si cette commission soumettait ses conclusions à l'examen de l'Empereur. La commission usa de son droit. Le tsar, ayant pris connaissance de son rapport, fit remettre l'affaire au premier Département du Conseil d'Empire. Le 15 mars 1916, cette assemblée prit la décision de faire faire une enquête préalable sur l'accusation, portée contre le général Soukhomlinof, de toute une série de crimes, entre autres celui de haute trahison. A cette époque, le général Soukhomlinof était déjà mis en disponibilité par retrait d'emploi. La décision prise par le premier département du Conseil d'Empire, publiée dans les journaux, fit une grande impression sur la société et la Douma. Le fait qu'un homme soupçonné à bon droit de crimes graves avait rempli, pendant de longues années, les fonctions de ministre de la guerre à l'époque redoutable de la réorganisation de notre armée, ne

pouvait pas ne pas susciter de très sérieuses craintes pour l'issue de la guerre. De plus, personne n'ignorait que le général Soukhomlinof jouissait d'une confiance illimitée et d'une grande sympathie de la part du défunt empereur. Dans ces conditions, il était difficile d'exagérer la portée sociale et politique du procès intenté. Rien d'étonnant qu'au cours de l'enquête préalable se soit formée, autour de cette affaire, une atmosphère absolument malsaine de luttes à la cour et dans les milieux gouvernementaux. Le défunt Empereur ne croyait probablement pas à la culpabilité de son ancien collaborateur ; mais, décidé à laisser l'affaire suivre son cours, conformément à la loi, il se borna d'abord à écouter les rapports du ministre de la justice sur la marche de l'enquête préalable, et ne fit pas voir son désir secret d'apprendre que les recherches sur les crimes dont on accusait le général Soukhomlinof prenaient une tournure qui lui était favorable. Averti par le ministre de la justice Khvostof qu'on allait mettre le général Soukhomlinof en détention préventive, l'Empereur ne fit aucune objection contre cette mesure. Au bout de quelques mois cependant, l'humeur du tsar changea sous l'influence de l'Impératrice. Un groupe d'habitués de la cour était arrivé à faire croire à l'Impératrice que l'ancien ministre de la guerre était une victime innocente des milieux de l'opposition et que son procès ne laisserait pas d'être dangereux au point de vue politique. L'Empereur penchait de plus en plus vers ce point de vue ; mais le ministre de la justice Khvostof était un défenseur décidé du principe de la légalité et de l'indépendance de la justice ; dans ses rapports au monarque, il ne se lassait pas de répéter qu'il était impossible de classer l'affaire Soukhomlinof, étant donné l'énervement général, et qu'un procès public intenté à l'ancien ministre de la guerre était le seul moyen d'apaiser l'indignation populaire contre le principal auteur de nos défaites. Les arguments du ministre eurent du succès pendant quelque temps ; mais l'influence de l'Impératrice finit par triompher. Dans l'été 1916, le tsar nomma Khvostof ministre de l'intérieur, et confia le portefeuille de la justice au membre du Conseil d'Empire Makarof. L'explication officielle de cet ukaze était la suivante : le président du Conseil des ministres, Stürmer, ne pouvait plus diriger la politique générale et faire en même temps le travail du ministre de l'Intérieur. Mais, en réalité, nous étions redevables de ce changement au

désir ferme de l'Impératrice de voir l'affaire Soukhomlinof classée, à l'aide d'un ministre de la justice plus accommodant. L'Empereur jeta donc son dévolu sur le membre du Conseil d'Empire Makarof, qui ne réalisa pas les espérances qu'on avait fondées sur lui. Aidé par moi, il étudia rapidement l'affaire du général Soukhomlinof et fit savoir au tsar, quelques jours après sa nomination, que l'enquête préalable ne pouvait pas être supprimée, et qu'étant donnée la situation, il n'y avait aucun motif légal pour remettre le général Soukhomlinof en liberté. Dans ces conditions, les défenseurs influents du général Soukhomlinof furent obligés de renoncer pour quelque temps à leur projet d'arriver à étouffer l'affaire. Leurs efforts se portèrent d'un autre côté et finirent par être couronnés de succès.

Peu de temps après son entrée en fonctions, le ministre de la justice Makarof reçut, de Mohilef, un télégramme signé par l'Empereur, contenant l'ordre de remplacer la détention du général Soukhomlinof par des arrêts à domicile. Cette mesure de garantie personnelle de l'accusé n'était pas inconnue à notre code de procédure criminelle, du temps de la monarchie. Mais un ordre semblable de l'Empereur était entièrement en dehors des usages administratifs russes. D'après les lois en vigueur, le monarque avait le droit d'amnistie partielle ; mais cette faveur du chef de l'Etat n'était accordée qu'à des personnes condamnées à une peine quelconque par l'arrêt d'un tribunal. Or il s'agissait à ce moment d'un arrêté de juges qui pouvait être modifié par le sénateur-juge d'instruction, ou par l'Ober-procureur qui surveillait l'enquête, ou bien encore par décision de la Haute Cour criminelle. Ayant pesé mûrement les choses, le sénateur-juge d'instruction prit la résolution de se soumettre à la volonté du monarque et de remplacer la détention du général Soukhomlinof par des arrêts à domicile. Il le fit par un ordre émanant de sa personne. Quant au télégramme du tsar, il resta dans les dossiers du ministre de la justice et ne fut pas inséré dans celui du juge d'instruction.

Bientôt après, le ministre de la justice Makarof reçut de l'Empereur un nouveau télégramme dont la teneur était à peu près la suivante : « Par la présente, je vous ordonne d'arrêter pour toujours l'affaire de l'ancien ministre Soukhomlinof. » La loi citée plus haut, loi qui avait force en Russie, n'autorisait pas le monarque à faire un tel acte. De plus, l'exécution de

l'ordre du monarque, dans le cas présent, était dangereuse politiquement. Informé de ce qui se passait, le président du Conseil des ministres, Trépof, convoqua en session extraordinaire un Conseil qu'il présida et qui, à l'unanimité, résolut de s'adresser au monarque, en lui demandant de revenir sur sa décision. L'Empereur ne voulut pas entrer en conflits avec tout son gouvernement, et donna l'autorisation de ne pas exécuter son ordre.

La lutte qui était née autour de l'affaire du général Soukhomlinof ne s'arrêta pas là. Les partisans de l'ex-ministre rassemblèrent leurs efforts dans le même but, pour obtenir le départ du ministre de la justice Makarof, qui leur résistait. En décembre 1916, par ukaze de l'Empereur, Makarof fut congédié et nommé membre du Conseil d'Empire. Le même ukaze nommait le sénateur Dobrovolsky ministre de la justice. Comme son prédécesseur, dès son entrée en fonctions, il prit connaissance de l'enquête préalable de l'affaire du général Soukhomlinof, et comme M. Makarof, dès son premier rapport à l'Empereur, il exprima catégoriquement la nécessité de la mise en jugement de l'ex-ministre de la guerre.

Le ministre de la justice Dobrovolsky ne fut pas « remercié » par l'Empereur. Il abandonna son poste en février 1917, par la force des choses, après avoir été arrêté sur l'ordre du gouvernement provisoire, et enfermé dans une des casemates de la forteresse Pierre-et-Paul, à Pétrograd. Son remplaçant fut un avocat, peu connu jusque là, élu au commencement de la Révolution de février comme secrétaire du président du Soviet des députés soldats et paysans, puis premier ministre, ministre de la guerre, commandant en chef de l'armée, — Kerensky.

A ce moment, l'enquête préliminaire sur l'affaire du général Soukhomlinof était déjà terminée. Outre le général Soukhomlinof, sa jeune femme, Catherine Soukhomlinof, était inculpée comme complice ; sa présence au jugement et à l'enquête était garantie par une forte caution. Un des premiers actes du gouvernement provisoire au sujet de cette affaire fut de mettre sous arrêts le général Soukhomlinof et sa femme. Cette mesure prise, en dehors de l'autorité judiciaire, à l'égard de l'ancien ministre, trouvait, sinon sa justification, au moins son explication dans « le droit révolutionnaire » au nom duquel agissait le nouveau gouvernement. — Pourquoi a-t-on jugé nécessaire

de mettre ensuite en prison Mme Soukhomlinof ? Je l'ignore, et je ne le comprends pas. — Ces mesures montrent, en tous cas, que le nouveau gouvernement, en la personne de Kerensky, attachait à l'affaire du général Soukhomlinof une grande importance.

Un des premiers actes du nouveau ministre de la justice fut la création, sous la présidence de Mouravief, avocat de Moscou, d'une commission extraordinaire d'enquête pour l'instruction des actes criminels des ministres et des hauts fonctionnaires du gouvernement impérial.

Le gouvernement provisoire fondait de grandes espérances sur cette commission. La découverte des abus des représentants responsables du gouvernement déchu devait consolider la situation du nouveau gouvernement et justifier l'arrestation de la plupart des ministres. Mais tous les efforts des nombreux collaborateurs de cette commission restèrent sans résultat. La commission ne parvint pas à établir des faits délictueux de la part des hauts fonctionnaires de l'ancien régime. Pour justifier l'existence du nouvel organe exceptionnel chargé de fonctions judiciaires, il fut décidé de lui remettre l'enquête préalable, déjà terminée à ce moment, sur l'affaire du général Soukhomlinof et de sa femme, et de les livrer au tribunal selon la procédure exceptionnelle qui avait été établie, pour les procès futurs, — ceux qui surgiraient à la suite des affaires de malversations découvertes par la commission.

L'étrange concours de circonstances, qui avait si fatalement influé sur la carrière administrative des deux ministres de la justice du gouvernement impérial, devait affermir la position du nouveau ministre, comme représentant de la démocratie révolutionnaire au sein du gouvernement provisoire. Le caractère exclusivement politique de la mesure prise était souligné par cette circonstance que, au moment où l'on remettait l'affaire à la Commission extraordinaire d'enquête, le gouvernement provisoire avait déjà publié une nouvelle loi sur le mode de mise en jugement et sur la compétence en matière de crimes commis par des ministres. D'après cette nouvelle loi, le Sénat Dirigeant servait de Chambre de mise en accusation pour les affaires de ce genre ; l'examen du fond était confié à une commission des sénateurs du département de cassation pour les affaires criminelles, assistée d'un jury. La nouvelle loi, comme l'ancienne, investissait des fonctions de procureur

l' « Ober-procureur » du département de cassation pour les affaires criminelles. Il aurait semblé qu'il n'y avait aucune raison d'enfreindre la loi qui venait d'être établie. En réalité, le dossier de l'affaire, sur l'initiative du ministre de la justice Kerensky, fut demandé à la Commission extraordinaire d'enquête et soumis à l'examen, non pas du Sénat Dirigeant, mais du gouvernement provisoire qui, d'après un décret publié dans le Recueil des lois et des décrets du gouvernement, c'est-à-dire dans l'ordre conforme à la loi, traduisit le général Soukhomlinof et sa femme devant le Sénat Dirigeant, avec assistance d'un jury.

L'examen de l'affaire dura un mois (août-septembre 1917) à Petrograd.

A la commission juridique du gouvernement prirent part les sénateurs suivants : Tagantsef en qualité de président, Iourchevsky, Tchebychef en qualité de membres. L'auteur de ces lignes remplissait les fonctions de procureur de la chambre criminelle de la Cour de cassation, assisté spécialement pour cette affaire d'un jeune avocat, Dantchitch, nommé dans les fonctions d'ober-procureur adjoint.

Ce dernier, d'après la pensée du gouvernement, devait prendre part à l'affaire, en qualité d'accusateur public.

L'idée de faire participer des représentants de la société en qualité d'accusateurs, de pair avec la procurature du gouvernement, dans les procès criminels, avait surgi au commencement du ministère de Kerensky à la justice, mais n'avait pas été mise à exécution.

C'est seulement après qu'il eut été décidé que l'affaire Soukhomlinof viendrait devant le tribunal, que le ministre de la justice Zaroundy souleva de nouveau la question ; mais, comme il était impossible faute de temps de faire cette réforme sous forme de loi, en modifiant le texte du Code de procédure criminelle, il fut décidé de proposer à l'un des membres du barreau de Petrograd de se présenter comme accusateur public, dans le procès en instance, en qualité de membre provisoire de l' « ober-procurature ».

Le choix de Zaroudny tomba sur M. Dantchitch, qui ne put prendre une part active au procès parce qu'il lui fut impossible, faute de temps, de prendre connaissance de l'enquête. Trois avocats de Pétrograd furent les défenseurs des accusés. Les jurés furent choisis dans la liste établie pour le tribunal de Petrograd en vue des affaires de droit commun : 12 jurés

ordinaires, 2 suppléants furent tirés au sort ; c'étaient en partie des intellectuels, en partie des petits commerçants.

Les séances du tribunal durèrent trente jours. Les jurés furent enfermés dans les locaux du tribunal pendant tout le temps que se jugea l'affaire, suivant l'ordre légal.

La tranquillité ne fut pas troublée. L'affaire fut examinée dans l'atmosphère calme d'un procès ordinaire. En dehors des murs du tribunal, la soldatesque et la populace révolutionnaires s'agitaient. Les bruits qui circulaient en ville parvinrent-ils jusqu'aux jurés ? Il est difficile de le dire ; leurs relations avec l'extérieur avaient été complètement rompues.

La conduite des jurés au tribunal, leur attention, prouvaient qu'ils n'avaient pas perdu leur bon sens. En repoussant l'une des accusations portées contre le général Soukhomlinof et en acquittant sa femme, ces représentants de la conscience sociale ont, par leur verdict, montré leur sagesse et leur appréciation objective des preuves.

Au moment de l'examen de l'affaire, le gouvernement provisoire avait promulgué une loi sur la suppression de la peine de mort, qui menaçait l'accusé pour trahison d'après l'ancienne loi.

Le Sénat Dirigeant condamna le général Soukhomlinof aux travaux forcés à perpétuité. Ce fut le seul ministre du gouvernement impérial déchu qui fut reconnu coupable de crime d'une façon légale.

Les bolcheviks, qui s'étaient emparés du pouvoir, exécutèrent la plupart des ministres du tsar, et montrèrent des sentiments particuliers envers le général Soukhomlinof, qui, par un décret spécial, fut amnistié et libéré de toute peine.

V. Nossovitch,

Ancien procureur général près la Chambre criminelle de la Cour de Cassation de Russie.

BIBLIOGRAPHIE

LES ORIGINES DE LA GUERRE : LE DERNIER ETAT DE LA THESE ALLEMANDE.

I

Au début du mois d'août, le comte de Montgelas, qui a été, en 1919, l'un des éditeurs des *Documents allemands sur les origines de la guerre* et qui est, depuis lors, un des experts de la Commission d'Enquête du Reichstag, a publié, à Berlin, sous le titre *Leitfaden zur Kriegsschuldfrage* (1) (Fil conducteur pour la question des responsabilités), une étude importante, qui se présente comme le résumé de toutes les protestations allemandes contre l'art. 231 du Traité de Versailles.

L'auteur retrace d'abord brièvement l'histoire des relations internationales pendant les années qui ont précédé la guerre. Le point de départ, c'est l'accord anglo-russe de 1907, qui, dans l'esprit du comte de Montgelas, achève l'encerclement de l'Allemagne. Dans chacune des crises qui se succèdent depuis cette date — crise bosniaque (1909), crise marocaine (1911), guerres balkaniques (1912- 1913), — l'Allemagne ne cherche pas à provoquer la guerre ; au contraire, elle s'applique à retenir l'Autriche, tandis que l'Angleterre, en 1911, la France, en 1913, ne font rien pour apaiser les difficultés. C'est la Wilhelmstrasse encore qui tente, au printemps de 1912, un rapprochement avec l'Angleterre et même avec la France. Les préparatifs militaires du Reich restent inférieurs à ceux de ses adversaires éventuels. L'Etat-major allemand n'obtient pas du Reichstag les créations nouvelles de grandes unités qu'il demande, en 1913. Au moment de la déclaration de la guerre, les forces *actives* qu'il possède sont inférieures à celles de la France, en dépit de la différence des populations. Comment prétendre que l'Allemagne a prémédité une agression, alors qu'elle a laissé passer, à cinq reprises depuis 1905, des occasions favorables pour une guerre « préventive » ?

Survient l'attentat de Serajevo. L'Allemagne se décide, le 5 juillet, à appuyer la politique autrichienne, et elle consent à une guerre austro-serbe ; elle sait qu'un conflit général *peut* sortir de ces événements ;

(1) Berlin, W. de Gruyter, 1923, in-8°, 208 p.

c'est un risque, à courir, mais un risque improbable. Pendant la préparation de l'ultimatum, elle est tenue à l'écart ; à vrai dire, elle est bien au courant de certaines clauses que l'Autriche compte insérer dans sa note ; mais la France aussi ne les connaissait-elle pas ? Lorsque le texte de l'ultimatum est soumis au Chancelier d'Allemagne par le gouvernement de Vienne, il est trop tard pour essayer de l'amender. La Wilhelmstrasse est placée en face du fait accompli.

Dès lors, la politique allemande, dit l'auteur, — s'efforce d'éviter la guerre européenne, tout en assurant à l'Autriche les moyens de « châtier » la Serbie ; l'empereur Guillaume renonce même à l'idée d'une guerre austro-serbe ; il estime que l'Autriche devrait se contenter d'une action militaire limitée, d'une « prise de gages » ; il est prêt, d'ailleurs, à accepter toute proposition de médiation, — à l'exception pourtant de la « conférence », dont l'Angleterre avait pris l'initiative le 26 juillet. Mais la décision de mobilisation partielle russe, suivie, le lendemain, par l'ordre de mobilisation générale, vient annihiler ces efforts. Qu'importent les déclarations de guerre adressées par le gouvernement de Berlin à la Russie et à la France ? Celui qui mobilise est l'agresseur. C'est l'attitude de la Russie, c'est sa hâte à mobiliser, qui ont déterminé la guerre européenne. La France et l'Angleterre ont aussi, de ce fait, leur part de responsabilité ; à Londres, on n'a jamais exercé sur les décisions de la Russie une action apaisante aussi nette que celle que Berlin exerçait à Vienne ; à Paris, on s'est aperçu bien vite que le gouvernement du tsar n'entendait pas recevoir de conseils de modération ; dès lors, on a laissé faire ; on a laissé même entendre à la Russie qu'elle pouvait mobiliser, pourvu que ses préparatifs fussent secrets.

Réduite à ses points essentiels, voilà quelle est la thèse du comte de Montgelas.

Le procédé d'exposition est simple : des faits, des textes. L'argumentation est serrée, précise. Le récit, dans sa sécheresse voulue, s'impose à l'attention. Il y a là un effort d'analyse et de synthèse qui paraît dès l'abord mériter une étude sérieuse. Mais ce qui est étrange pourtant, c'est le parti qu'a adopté le comte de Montgelas pour traiter de certains détails importants. Dans la IIIe partie de l'ouvrage, intitulée *Die Krise*, il montre le développement des négociations diplomatiques du 28 juin au 4 août 1914 : le ton est ferme, les événements se présentent avec une rigueur sereine ; il semble que le doute ne soit même pas permis. Et puis, dans le chapitre suivant, il reprend une à une quelques-unes des « particularités » de la crise, pour en donner une étude critique (1). Dans le récit des événements du 27 juillet, par exemple (p. 106-107), il n'est pas question de la fameuse dépêche Szogyeny. Tout se passe comme si l'intervention de la Wilhemstrasse auprès du Cabinet de Vienne ne comportait pas de restrictions. Pour lire la phrase si grave de l'ambassadeur : « Le

(1) Dont certaines parties (celles qui concernent le *Lokal Anzeiger*, les violations de frontière, par ex.) avaient déjà été publiées dans divers journaux ou revues.

gouvernement allemand affirme de la façon la plus formelle qu'il ne s'identifie aucunement avec ces propositions.... », il faut attendre le chapitre suivant (p. 175). Comment le lecteur, s'il n'est pas déjà au courant de ces questions, pourra-t-il rapprocher les deux passages ? Comment pourra-t-il apprécier l'importance du document Szögyeny ?, Je sais bien que ce texte est contestable ; mais, en l'éliminant par ce tour de passe-passe, M. de Montgelas donne une certitude là où le doute est encore permis. Est-ce un procédé historique ?

A vrai dire, en dépit de son titre, l'ouvrage n'est qu'un plaidoyer. A mesure que l'on feuillette le volume, le ton de la polémique perce çà et là, et le parti-pris éclate. L'auteur le reconnaît. Ne lui demandez pas de rendre compte de tous les faits, de confronter tous les documents connus ; n'attendez pas qu'il présente la contre-partie de sa thèse. Il connaît tout cela, car il possède à fond les éléments de cette documentation spéciale, mais il le néglige. Il semble que son seul but soit de montrer que la thèse allemande ne manque pas d'arguments solides. Voilà, disait Delbrück en présentant ce volume, une « arme pour la propagande allemande » (1).

Il serait donc vain, dans ces conditions, de relever un à un tous les aspects de la question que les *Leitfaden* traitent avec trop de désinvolture. Puisqu'il s'agit d'un plaidoyer, prenons-le comme tel ; il est préférable de négliger ici la partie de l'ouvrage qui concerne les relations internationales *avant* l'attentat de Serajevo ; c'est une simple esquisse violente et maladroite (2) ; personne ne peut se faire d'illusions sur sa valeur historique ; mieux vaut s'arrêter à la crise de juillet 1914, qui est évidemment, aux yeux de l'auteur lui-même, la partie la plus sérieuse de l'ouvrage. Il a pris soin de résumer sa doctrine en des « thèses » qui donnent à sa pensée une rigueur « luthérienne ». Les faits qu'il retient sont-ils certains ? Les arguments qu'il apporte sont-ils fondés ? Les documents sur lesquels il s'appuie sont-ils interprétés avec une rigueur suffisante ?

II

Au risque de prolonger à l'excès cette étude, je voudrais examiner en détail quelques-unes de ces thèses, en les groupant autour de l'idée centrale de l'ouvrage. L'Allemagne, dit M. de Montgelas, a soutenu la politique autrichienne, pour autant qu'il s'agissait de châtier la Serbie ; elle a bien accepté le risque d'une guerre européenne,

(1) *D. Allgemeine Zeitung*, 27 juin 1923.

(2) Ex. : les passages où M. de Montgelas prétend qu'en France, avant la guerre, les nationalistes songeaient à reprendre la Sarre, alors qu'il ne souffle pas mot du pangermanisme, — où il essaie d'excuser l'attitude de l'Allemagne en face des propositions d'arbitrage obligatoire, lors de la 2e Conférence de La Haye, — où il incrimine, en utilisant la publication de Boghishevitch, la politique balkanique de la Russie, en passant sous silence (sauf en un point) les aperçus que nous donnent les souvenirs de Conrad de Hötzendorff sur la politique autrichienne, etc.

parce que ce risque lui semblait « peu probable » ; mais du jour où elle a connu la réponse serbe, elle a fait des efforts pour éviter l'extension du conflit. « Grâce à l'entremise de l'Allemagne, une perspective d'entente fut atteinte, qui fut détruite uniquement par le parti militaire russe, soutenu secrètement par la France dans ses efforts ». Il insiste longuement sur l'importance de la mobilisation russe (thèses 10, 12, 13, 15). Il a raison de dire que la Russie a été la première à déclarer la mobilisation générale. Mais c'est la mobilisation russe, ajoute-t-il, qui a créé la situation, dont la guerre est sortie. Toutes les autres thèses sont destinées à étayer celles-là : il s'en faut qu'elles soient démontrées.

1. — Faut-il admettre que le « risque » qu'impliquait la politique austro-allemande était « peu probable » ? Bethmann se l'est imaginé, peut-être ; mais alors, il manquait vraiment de clairvoyance. « Nous souhaitons vivement la localisation du conflit », écrit-il dans la circulaire menaçante qu'il fait remettre, le 24, aux gouvernements de l'Entente. C'était dire que la Russie devait rester passive et l'Europe indifférente. Etait-ce vraisemblable ? Au moment où cette note allait être remise, le Chancelier n'avait-il pas reçu une dépêche du prince Lichnowsky, son ambassadeur à Londres, qui considérait la « localisation » comme une utopie (1) ? « Vous reconnaîtrez avec moi qu'au cas où l'on en viendrait à une passe d'armes avec la Serbie, elle appartient au domaine des chimères ». N'avait-il pas été mis au courant de l'avertissement que M. Poincaré avait donné, le 21 juillet, à l'ambassadeur autrichien à Pétersbourg, le comte Szapary : « On ne devrait pas oublier que la Serbie avait des amis, et qu'il en pourrait surgir une situation dangereuse pour la paix » (2).

M. de Bethmann savait tout cela. Il est possible qu'il se soit entêté à ne pas comprendre. Mais Tirpitz dit bien : « ... Ma première impression fut que cet ultimatum serait inacceptable pour la Serbie, et pourrait facilement provoquer une guerre générale. J'ai aussi peu cru à la possibilité de localiser un conflit armé qu'à la neutralité de l'Angleterre... »

Et Guillaume II, y croyait-il, lui qui, peudant son voyage de Norvège se préoccupait sans cesse de maintenir la flotte « concentrée », de trouver dans les Balkans « tout fusil prêt à partir pour l'Autriche contre les Slaves », et qui, le 25, parlait de poser la « question de confiance » à la Suède ?

Je veux bien que certains diplomates de l'Entente aient pu, au premier abord, se trouver enclins à accepter la thèse de la localisation du conflit, telle que l'exprimaient les Puissances Centrales. Mais leur assentiment ne reposait-il pas sur une méprise, que M. de Montgelas laisse dans l'ombre ? Les déclarations de Vienne et de Berlin affirmaient le désintéressement territorial de l'Autriche : la Double Monarchie n'annexerait pas de territoire serbe ; la Russie n'avait donc pas lieu

(1) *Documents allemands*, n° 151.

(2) *Pièces diplomatiques publiées par la République d'Autriche*, I, 45.

de s'émouvoir ! Ce que valait cette promesse, nous le savons aujourd'hui. Le gouvernement du comte Berchtold était disposé à se contenter d'une rectification de frontières ; mais il était décidé à démembrer la Serbie au profit de la Bulgarie et de l'Albanie. Voilà ce que cachait le « désintéressement » de la Ballplatz. Mais, dira-t-on, cette décision avait été prise dans un Conseil secret du gouvernement austro-hongrois. Le chancelier allemand, le 24 juillet, ne la soupçonnait pas encore. Oui, mais il en a eu connaissance, le 28 (1). A-t-il fait quelque chose, à ce moment, pour éclaircir ce mystère, a-t-il reproché au comte Berchtold de lui avoir caché son jeu ? La mauvaise humeur de Bethmann s'est épanchée dans une note destinée à ses collaborateurs immédiats (2), puis dans un télégramme adressé à Tchirsky (3). Mais il n'a pas été jusqu'à faire exprimer aussitôt au gouvernement autrichien son mécontentement.

2. — M. de Montgelas poursuit pourtant sa démonstration, sans éclaircir ce point capital. Il analyse alors les négociations anglo-allemandes, qui se poursuivent du 25 au 29 juillet. C'est un récit serré, intéressant, où les faits cités sont généralement exacts, en dépit du parti-pris qui préside à leur choix et à l'interprétation : il s'agit de rejeter toute la responsabilité de l'échec sur l'intransigeance du gouvernement autrichien.

L'Allemagne, disent les *Leitfaden*, a renoncé « lorsqu'elle a connu la réponse serbe », à l'idée d'une guerre contre la Serbie, pour en venir à l'idée d'une simple « prise de gages ». Il est exact que la lettre du Kaiser au Chancelier, le 28 juillet au matin, a défini ce nouvel aspect de la politique allemande. L'Autriche occuperait Belgrade et ferait alors connaître à l'Europe ses intentions. Mais ce revirement n'était-il pas inspiré surtout par les craintes que commençait à provoquer l'attitude de l'Angleterre ? M. de Montgelas se contente de signaler (p. 106) les dépêches qu'avait expédiées, la veille, de Londres, le prince Lichnowsky. C'est pourtant bien là que se trouve le nœud de la question. Le Chancelier l'avait si bien senti, que, dès le 27 au soir, il donnait à Vienne des conseils de prudence ; et l'Empereur, lorsqu'il annotait la réponse serbe, avait évidemment sous les yeux, lui aussi, les télégrammes de Londres. Il n'est donc pas possible de croire que l'Allemagne ait adopté *spontanément* cette attitude nouvelle ; c'est la crainte de l'Angleterre qui a été pour elle le commencement de la sagesse.

Voici encore un point que le comte de Montgelas, si précis par ailleurs, effleure à peine : c'est l'attitude de l'Allemagne en face de la déclaration de guerre austro-serbe. Une brève indication, en note (4), laisse entrevoir qu'à Berlin, depuis le 27, on s'attendait à cette décla-

(1) *Documents allemands*, n° 301 (parvenu 28 juillet après-midi).

(2) *Ibid.*, II, p. 29, note 2 : « Cette duplicité de l'Autriche est intolérable. »

(3) *Ibid.*, n° 361 (29 juillet, 8 heures soir). Le texte ajoute : « Les remarques précédentes sont destinées *tout d'abord* à l'orientation personnelle de Votre Excellence. »

(4) P. 110.

ration de guerre pour le 28 ou le 29. C'est tout, et c'est peu. Il me semble que, pour l'historien, cette question est capitale. Le gouvernement allemand voulait-il vraiment trouver un terrain de conciliation ? (comme tend à le prouver un des documents cités par les *Leitfaden*), ou bien cherchait-il seulement à mettre la Russie dans son tort vis-à-vis de l'Europe ? (comme le laisse entendre un autre document, — allemand aussi, — que l'auteur préfère ne pas citer entièrement) ? Si le gouvernement allemand était sincère, ne devait-il pas faire un effort pour retarder la déclaration de guerre, qui devait sans doute provoquer l'intervention russe ? S'il ne l'était pas, n'avait-il pas intérêt à accepter une médiation anglaise, en escomptant qu'elle serait interrompue par les décisions du Tsar ? Or voici ce que montrent les documents, — mais non pas les *Leitfaden* : le 27 juillet, à 4 h. 37 du soir, la Wilhemstrasse reçoit un télégramme de Vienne : « On a résolu de faire demain, après-demain au plus tard, une déclaration de guerre officielle, principalement pour empêcher toute tentative d'intervention (1). » Pourtant, quand, à 11 h. 50, ce soir-là, Bethmann transmet à Vienne la proposition de Londres, qui voit dans la réponse serbe une « base de négociations pacifiques », il n'a pas un mot pour conseiller à l'Autriche de renoncer à la déclaration de guerre (2). Et dans un message du lendemain soir, il laisse percer son arrière-pensée, lorsqu'il écrit : « Il faut absolument que, si le conflit s'étend aux puissances qui n'y sont pas directement intéressées, ce soit la Russie qui en porte la responsabilité (3). »

Enfin si l'auteur des *Leitfaden* insiste avec complaisance sur les nouveaux efforts que tente Bethmann-Hollweg, le 29 et le 30, auprès du gouvernement autrichien, il glisse rapidement sur la dernière phase de ces négociations. Dans la soirée du 30, le Chancelier expédie à Vienne une dépêche conçue en termes énergiques : deux heures après, il l'annule. Pourquoi ce revirement ? Le Chancelier avait reçu des nouvelles inquiétantes de Russie, dit M. de Montgelas, en se fondant sur l'explication officielle qui a été donnée à Tchirsky. Mais il y avait une autre raison, plus vraie : la pression de l'Etat-major. C'est pour tenir compte des avis de Moltke que Bethmann, le 30 au soir, renonçait à faire exécuter à Vienne la démarche énergique qu'il avait d'abord envisagée (4). Comment se fait-il que les *Leitfaden* ne fassent pas mention de ce document ? Est-ce parce que le lecteur ferait tout aussitôt un rapprochement entre ce revirement de Bethmann et l'attitude de Moltke, qui, le même soir, engageait son collègue autrichien à faire prendre au plus tôt les mesures de mobilisation générale ?

3. — Le troisième point du plaidoyer est encore plus contestable. Grâce aux efforts de l'Allemagne, disent les *Leitfaden*, « l'entente était proche », quand est intervenue la décision de mobilisation générale

(1) *Documents allemands*, n° 257.
(2) *Ibid.*, n° 277.
(3) *Ibid.*, n° 323.
(4) *Ibid.*, n° 451.

russe. Voilà qui est inattendu ! Cette entente pouvait se réaliser soit par des conversations directes austro-russes, soit par l'adhésion de l'Autriche à l'idée de la « prise de gages ». Or les conversations entre Vienne et Pétersbourg avaient commencé le 26, sur l'initiative de M. Sazonoff ; c'est le comte Berchtold qui, le 28, les avait rompues. Je sais bien que, dans l'après-midi du 30, sur la demande de l'Allemagne, il avait consenti, en principe, à reprendre l'entretien. Pourtant les instructions qu'il adressait à son ambassadeur Szapary étaient au moins étranges. Il s'agissait « d'aborder une discussion académique, et portant sur des généralités », mais non pas « de nous départir en quoi que ce soit des exigences de la note ».

Il est exact que M. Szapary a interprété ces instructions dans un sens assez large, lorsqu'il s'est présenté, le lendemain après-midi, chez M. Sazonoff. Mais ceci se passait *après* la proclamation de la mobilisation générale russe, qui, — soit dit en passant, — n'était donc pas un obstacle à la continuation des entretiens aux yeux de l'ambassadeur (1).

Quant à la formule de la prise de gages (le *Halt im Belgrad*) elle ne rencontrait aucun succès à Vienne, dans la journée décisive du 30 juillet. L'ambassadeur Tchirsky avait vainement insisté auprès du comte Berchtold pour obtenir une réponse favorable (2). De l'avis du comte Forgach, la limitation des opérations militaires était « impossible ». A Berlin, ce soir-là, on avait l'impression que l'Autriche se refusait à toute concession (3).

Il n'y avait donc, le 30 après-midi, au moment où le gouvernement du Tsar décidait la mobilisation générale, aucun symptôme qui pût permettre de croire que l'intransigeance de l'Autriche fût sur le point de s'atténuer. Ces symptômes, bien timides, ne se sont manifestés que dans la journée du 31, alors que la décision du Tsar était connue et publiée.

4. — La mobilisation générale russe intervient. Sur les faits eux-mêmes, les *Leitfaden* n'apportent pas de lumière nouvelle. Bien qu'il consacre un paragraphe à l'affaire du *Lokal Anzeiger*, qui paraît réglée, l'auteur n'a pas poussé l'étude des conditions exactes de la décision du Tsar. A cet égard, l'objet des *Leitfaden* est seulement de montrer que le gouvernement français n'a pas cessé d'encourager les desseins de la Russie. Là encore, M. de Montgelas exerce, parmi les textes, un choix bien contestable.

Il énumère, par exemple, les démarches que M. de Schœn a faites, le 25 et le 27 juillet, auprès du gouvernement français pour lui proposer une médiation commune entre Vienne et Pétersbourg ; que n'a-t-il retenu, parmi les documents allemands, cette dépêche de Bethmann à Roedern : « Si nous réussissions non seulement à ce que la France se tînt tranquille, mais à ce qu'elle invitât Pétersbourg à la paix, ce

(1) *Pièces diplomatiques*, III, 44, 45 et 97.
(2) *Documents allemands*, n° 465, 31 juillet, 1 h. 35 matin.
(3) *Ibid.*, n° 441.

fait aurait pour nous une répercussion très favorable sur l'alliance franco-russe (1). » Les diplomates français qui ont repoussé la démarche allemande, parce qu'elle leur semblait suspecte, n'avaient donc pas tort de se méfier !

Parmi les télégrammes qui sont expédiés de Paris à Pétersbourg le 30 au matin, M. de Montgelas retient la dépêche où M. Isvolsky relate les conseils que lui a donnés le ministre Messimy : ces conseils ne signifient rien d'autre que l'approbation de la France à des mesures étendues de *pré-mobilisation*. Mais il ne cite pas la dépêche 101 du *Livre Jaune*, qui a une tout autre importance pour définir le point de vue du gouvernement français : or cette dépêche conseille à la Russie d'éviter toute mesure qui prêterait à une réplique allemande, — par conséquent toute mobilisation. En isolant arbitrairement les textes, l'auteur des *Leitfaden* suggère des conclusions qu'une documentation impartiale doit faire écarter.

Ces critiques portent uniquement sur les faits qui présentent une importance particulière. Il serait aisé de montrer encore comment les *Leitfaden* exagèrent l'étendue des mesures militaires décidées à Paris le 30-31 juillet, de discuter l'interprétation tendancieuse qu'elles donnent de l'attitude de M. Sazonoff, le 31 juillet (p. 145), de souligner la désinvolture avec laquelle l'auteur ignore l'affaire de Joncherey et les incidents dont M. Jules Cambon eut à se plaindre à Berlin (alors qu'il insiste sur les griefs de l'Allemagne), de montrer les lacunes du récit qu'il consacre à l'affaire des bombes de Nuremberg. Il faut reconnaître par ailleurs que d'autres parties sont intéressantes et solides ; par exemple, les données qui concernent l'attentat de Serajévo, les discussions relatives aux entretiens du Kaiser les 5 et 6 juillet, l'analyse du revirement de la politique anglaise le 26 juillet, l'effort pour reconstituer l'emploi des journées du chancelier Bethmann, du 27 au 30 juillet ; mais elles n'ont qu'un rôle secondaire dans la démonstration entreprise par le comte de Montgelas.

III

Ainsi s'effritent les thèses essentielles des *Leitfaden*. Ce serait un jeu facile que de retourner la méthode, de répondre à un plaidoyer par un plaidoyer. Les préoccupations historiques ont d'autres exigences. Il vaut mieux essayer de déterminer, d'après les documents, les points fondamentaux que les études critiques devront chercher à élucider et à définir :

1. — L'Allemagne a voulu, comme l'Autriche, une guerre de « châtiment » dirigée contre la Serbie ; elle a vu, dès l'abord, que cette guerre léserait les intérêts de la Russie ; elle n'en a pas moins approuvé publiquement les termes de l'ultimatum du 23 juillet, bien qu'elle en regrettât, paraît-il, en secret, la violence excessive. Ces points-là, je pense, sont admis par les historiens allemands. Dans cette première

(1) *Documents allemands*, n° 58.

période de la crise, la discussion porte seulement sur un point : les puissances centrales envisageaient-elles la guerre *européenne* comme une conséquence *certaine* de leur politique, ou comme un *risque* improbable ? Les documents semblent prouver que l'Allemagne et l'Autriche se seraient contentées, — bien entendu, — d'un succès local, qui aurait modifié à leur profit l'équilibre dans les Balkans ; si elles avaient pu prévoir, dès le 5 juillet, l'abandon de l'Italie et l'hostilité de l'Angleterre, sans doute n'auraient-elles pas voulu courir le risque. Mais ils montrent aussi, je crois, qu'il n'était pas possible de considérer cette *localisation* du conflit comme probable ou vraisemblable.

2. — Le 29 juillet, le conflit se transforme. La mobilisation partielle russe, antérieure de plus de 24 heures à la mobilisation générale autrichienne, est un fait grave, aussi important peut-être que la décision de mobilisation générale, prise, le lendemain, par le Tsar. Mais qui donc a provoqué la décision russe ? L'Autriche, par sa déclaration de guerre à la Serbie. La question se ramène donc à ceci : en face de la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, la Russie était-elle obligée de prendre des mesures de mobilisation, ou pouvait-elle s'en dispenser ? Il est bien difficile de soutenir que la Russie aurait pu rester passive sans nuire à ses intérêts essentiels. Tout au plus est-il possible de dire que l'Etat-major et le gouvernement russes, dans la crainte que leur inspirait la lenteur de leur mobilisation, ont peut-être précipité un peu trop leur décision. Dans les documents publiés par le gouvernement des Soviets, il n'y a pas trace d'un *conseil* demandé par M. Sazonoff au gouvernement français (1).

Cette première question en suggère deux autres, qui présentent, elles aussi, une importance particulière. Pourquoi l'Autriche s'est-elle décidée à lancer la déclaration de guerre à la Serbie ? Le comte Berchtold l'a dit : il voulait couper court aux tentatives de médiation et mettre l'Europe en face d'un fait accompli. Mais ne savait-il pas quelle réaction la décision de Vienne allait provoquer à Pétersbourg ?

Et pourquoi l'Allemagne, si elle avait cessé de souhaiter une guerre austro-serbe pour en venir à l'idée d'une simple « prise de gages », (comme la lettre de l'Empereur à Bethmann, le 28 juillet, l'indique en effet), a-t-elle laissé l'Autriche déclarer la guerre à la Serbie ?

3. — Enfin, après la proclamation de la mobilisation générale en Russie, puis en Autriche, l'attitude de l'empereur Guillaume pose un autre problème qui peut prêter à des interprétations contradictoires. Devant l'hostilité de l'Angleterre, il a un moment de désarroi, « ... le filet est rabattu sur notre tête... » (1), et pourtant, le 31, il fait adresser à Pétersbourg et à Paris le double ultimatum ; le lendemain, il déclare la guerre à la Russie, au moment même où le gouvernement autrichien semble abandonner en partie son intransigeance. Pourquoi cette hâte ? Et comment M. de Montgelas l'explique-t-il ? Les « nécessités militaires » ne lui permettaient-elles d'attendre un moment encore ?

(1) Le télégramme du 28 au soir, qui annonce à Paris la mobilisation partielle prochaine, la présente comme une décision ferme à laquelle il n'est plus possible de rien changer.

Je sais bien que, selon M. de Montgelas, la mobilisation russe suffisait à rendre la guerre inévitable : il se fonde, avant tout, pour établir cette affirmation sur les échanges de vues entre les Etats-majors français et russe, lors de la première convention militaire ; mais il interprète ces documents à sa façon. « La mobilisation c'est la guerre », disait alors le général de Boisdeffre : il s'agissait, il est vrai, de la mobilisation *d'une des Puissances Centrales*. M. de Montgelas le reconnaît, mais, dit il, les mobilisations russe et française devaient, selon l'opinion du chef de l'Etat-major russe, être suivies immédiatement « d'effets actifs, d'actes de guerre » en un mot être inséparables « d'une agression ». La phrase est exacte (1) ; l'auteur des *Leitfaden* néglige seulement de dire que ces actes de guerre ne devaient intervenir que si l'une des deux puissances étaient attaquée par l'Allemagne et l'Autriche. Le texte définitif de la Convention le dit clairement. Et puis, le gouvernement allemand, en 1914, ignorait ces documents. La question que je posais à l'instant reste donc entière.

L'Allemagne n'a pas mobilisé la première, c'est vrai ; mais c'est elle qui, de concert avec l'Autriche, a créé du 5 au 28 juillet la situation dont la guerre est sortie ; et c'est elle, bien elle aussi, qui a tiré de ce fait acquis de la mobilisation russe les conséquences décisives en rejetant les dernières tentatives de compromis.

Pierre RENOUVIN.

LES LIVRES NOUVEAUX

GÉNÉRAL MAX HOFFMAN. — *Der Krieg der versäumten Gelegenheiten.* (La guerre des occasions manquées). Munich, Verlag für Kulturpolitik, 1923, 232 p., 5 croquis hors texte.

Le général Hoffmann a conquis sa notoriété, non sur les champs de bataille, mais devant le tapis vert d'une tablée diplomatique : à Brest-Litowsk, il s'est dressé comme le croquemitaine des bolcheviks, au point d'endiguer la faconde de Trotzki lui-même. Ce geste héroïque, dont il se défend d'ailleurs modestement contre la légende, ne suffit pas à sa gloire. Le voici, dans un livre au titre amer et hautain, qui s'érige en juge ou en critique des stratèges ou des hommes d'Etat qui ont mené l'Allemagne à la catastrophe.

Il n'a point, comme tant d'autres, à libérer sa conscience. C'est dans un poste subalterne qu'il a observé les péripéties de la grande guerre ; il a servi uniquement dans les états-majors, sur le front oriental. Il était parfaitement préparé à cet emploi : il possédait le russe, avait travaillé cinq ans dans la section russe du grand Etat-major, rempli une mission en Russie. Il connaissait l'armée russe, pour l'avoir vue à l'œuvre en Mandchourie, où il était attaché à l'armée japonaise ; il fut émerveillé du profit que les Russes avaient tiré des rudes leçons de cette campagne (p. 11). Dès la mobilisation, en 1914, Hoffmann

(1) LIVRE JAUNE, *Alliance franco-russe*, n° 42.

fut transféré de Mulhouse, où il commandait un bataillon d'un régiment badois, à l'Etat-major du Haut Commandement, sur la frontière orientale : il fut, pour Ludendorff, un collaborateur apprécié, et vécut deux ans avec lui « en une union parfaite » ; quand son patron assuma la direction du Grand Quartier Général, après l'élimination de Falkenhayn, il légua Hoffmann comme chef d'Etat-major général à l'Oberbefehlshaber-Ost ; Hoffmann semble avoir gardé quelque rancune de cet abandon.

Par sa fonction, Hoffmann a été initié à l'élaboration et à l'exécution de tous les plans et mouvements qui se sont déployés dans la zone d'entre Baltique et Carpathes. Aussi son volume se recommande-t-il comme un précis, bien ordonné, sobre et serré ; peu de souvenirs personnels, peu d'anecdotes. L'auteur rend hommage à la valeur morale de l'adversaire, tant du soldat que du dirigeant, le grand-duc Nicolas, dont il admire les conceptions et les manœuvres ; mais il signale l'inconscience et les trahisons, les télégrammes lancés en clair, par exemple. « Cette légèreté, dit-il, nous a beaucoup facilité les opérations dans l'Est » (p. 35). Sur l'attitude de Rennenkampf, Hoffmann, qui savait sans doute les raisons qu'avait ce personnage pour ne pas bouger, alors que « son avance devait empêcher la catastrophe de Tannenberg » (p. 40), donne une explication peu valable : l'inimitié de Rennenkampf contre Samsonof, inimitié qui s'était manifestée déjà par le même procédé à la bataille de Liaoyang ; une altercation violente s'en était suivie à la gare de Moukden.

Si la bataille de Tannenberg fut gagnée, Hoffmann, à l'en croire, n'aurait pas été étranger à ce résultat : il détourna le général von Prittwitz d'une retraite derrière la Vistule et préconisa une démonstration contre le flanc gauche de l'armée ennemie (p. 29) : ainsi fut préparée la victoire qui illustra Hindenburg, tandis que le malheureux Prittwitz était brutalement « limogé ».

A l'égard des alliés austro-hongrois, Hoffmann, comme les écrivains militaires allemands, professe un mépris classique. Mais loin de dénigrer Conrad von Hötzendorff, il le qualifie « d'homme de génie, dont les idées étaient toutes bonnes, ce qu'on ne saurait affirmer de celles de notre Haut Commandement » (p. 106) ; il le plaint de n'avoir disposé que d'un instrument défectueux et sans consistance.

Hoffmann ne s'est pas borné à décrire les épisodes qui se sont produits dans le cadre de sa vision immédiate et de son ressort. Il a embrassé tous les théâtres d'action, avec la prétention de trancher impartialement cette question : « Etait-il fatal que nous perdions la guerre, et quelles personnalités ou quelles circonstances ont été cause que nous l'ayons perdue ? » Ce n'est pas après coup qu'Hoffmann allègue avoir assumé cet office de justicier ; c'est au moment même où les événements s'accomplissaient qu'il a eu la perception des erreurs, des « occasions manquées ». De ces intuitions, sa femme, dans des lettres journalières, a eu la primeur. La narration a été défrayée par cette correspondance conjugale (Préface).

Des « occasions manquées », Hoffmann en rappelle même d'avant-

guerre. L'Allemagne a manqué l'occasion de se concilier le Japon ; elle s'est aliéné ce pays en s'associant avec la Russie et la France à l'ultimatum de 1894, qui frustra les Japonais de leurs conquêtes en Chine. Les Japonais avaient compris et excusé la politique de la Russie et de la France. « Mais en quoi toute cette affaire vous regardait-elle, vous, Allemands ? » C'est en ces termes que fut interpellé Hoffmann, par le ministre de la guerre Teraouchi. Et Hoffmann, devant la maison de thé où fut signé le traité, à Shimonoseki, en 1905, communiqua son pressentiment à Mme Hoffmann : « Espérons que nous ne paierons pas un jour cette bêtise » (p. 14). La vraie « bêtise » fut la mainmise sur un territoire chinois, qui inquiéta les Japonais ; et ceux-ci, même si l'Allemagne ne leur avait pas signifié l'ultimatum de 1894, n'en auraient pas moins enlevé Tsingtao, vingt ans après.

Les « occasions manquées », pendant la guerre, sont d'ordre stratégique. Il suffira que cette analyse les signale, sans nul essai de controverse — les spécialistes y trouveront sans doute matière, — sans confrontation avec la copieuse littérature du sujet. Procès sans portée désormais, et qui ne tend qu'à jeter sur le Haut Commandement (lisez : Moltke et Falkenhayn) un discrédit posthume. Hoffmann appartenait à la coterie de Ludendorff, dont la plume semble toujours cracher quand il mentionne ses prédécesseurs.

Selon Hoffmann, l'erreur initiale et décisive de l'Oberste Heeresleitung a été la déviation du plan de Schlieffen (l'idée maîtresse en était l'enveloppement de l'adversaire par la Belgique et le Nord). Au lieu de porter sur cette avenue des forces massives, on écoula les troupes par échelons, et l'on s'obstina dans l'inopérante bataille de Lorraine (p. 68). Il eût fallu jeter à la rescousse 10 corps d'armée sur l'aile droite, quitte à livrer aux Français une partie de l'Alsace. Ludendorff raconta plus tard à Hoffmann que le général Gröner, directeur des chemins de fer, proposa l'opération, mais que Falkenhayn repoussa la suggestion. La tentative eût été praticable encore après la bataille de la Marne.

Cette bataille fut encore une « occasion manquée » par la timidité de deux généraux, von Kluck, von Kühl, qui n'osèrent point passer outre aux prétendus ordres du lieutenant-colonel Hentsch, lequel n'était d'ailleurs pas muni de pleins pouvoirs en règle (p. 69 et 231). Leur désobéissance en eût fait des « héros nationaux ».

Le péché contre le dogme de Schlieffen dissipa tout espoir de gagner la guerre dans l'Ouest. A quoi bon s'exténuer dans les stériles combats de l'Yser, « où la jeunesse allemande marchait à une mort inutile » ? Tout commandait d'asséner le coup d'assommoir aux Russes : c'était « la seconde chance ». Falkenhayn refusa encore, arguant qu'il avait besoin de ses troupes autour d'Ypres.

Falkenhayn n'aurait pas vu, ou plutôt n'aurait pas voulu voir la gravité de la situation sur le front oriental, en l'arrière-saison de 1914 : les armées des Puissances Centrales étaient bousculées sur toute la ligne. C'est alors que Hindenburg fut investi du commandement de *l'Ober-Ost,* avec Ludendorff comme second : Hoffmann figura dans l'Etat-major. Un plan nouveau fut aussitôt arrêté : l'of-

fensive contre l'aile droite ennemie vers le Nord, en partant de Thorn. Plus au sud, le trou devait être bouché, pour la protection de la Silésie et de ses mines, par des Austro-Hongrois. Mais l'offensive de *l'Obert-Ost,* très hasardée, qui finit pourtant, dans les derniers jours de novembre, par briser l'élan des Russes, fut alourdie par la défaillance des Impériaux et Royaux, que des corps allemands durent étayer, si bien que le succès tactique espéré ne fut pas obtenu (p. 82). Par la faute des alliés, mais surtout par celle de Falkenhayn, qui avaient promis des renforts : ces contingents survinrent après coup, en décembre, par petits paquets. Cet appoint suffit pourtant à dégager Lodz et à refouler l'ennemi derrière la Rawka et la Bzura. Avec plus de célérité, on eût anéanti les Russes, assure Hoffmann. « C'est une désolation que le Haut Commandement ait laissé échapper cette chance » (p. 83).

On éprouva encore une déception de ce genre, tout en déjouant, au début de 1915, le plan d'agression « gigantesque » des Russes. Il s'agissait de libérer la Prusse Orientale, et l'on forma une armée nouvelle que Hoffmann, sans doute pour en hausser le prestige, proposa de placer sous les ordres du Kronprinz (p. 92). Ce vœu ne fut pas exaucé. Les Allemands triomphèrent malgré cela, firent 100.000 prisonniers, capturèrent 100 canons, mais ne purent exploiter leur succès. Ici, par exception, ce n'est plus le haut commandement qui est incriminé, mais la nature : la fonte des neiges changea la région en un bourbier. Mais la Prusse Orientale était nettoyée, Memel réoccupé.

Après Gorlice, Hoffmann médita d'exterminer les Russes en fonçant par Kovno et Vilna. Ludendorff adopta l'idée, qui fut très débattue. Hindenburg et Ludendorff, convoqués au Quartier impérial à Posen, comptaient que l'Empereur s'y rallierait. Mais Falkenhayn emporta l'assentiment du souverain à une poussée sur la Narev. « La dernière possibilité d'entreprendre contre l'armée russe une opération qui l'anéantirait était passée » (p. 112). Encore une « occasion manquée » ; c'est qu'on avait dédaigné l'idée de Hoffmann.

Détournant son regard de son secteur, Hoffmann porte sa curiosité sur des épisodes plus lointains. Dans la région balkanique, Falkenhayn a encore manqué une occasion : la conquête de Salonique. Tentative qu'il déclarait techniquement impossible ; à quoi contredisait formellement le général Gröner, chef du service des chemins de fer. Hoffmann remarque avec raison que le coup sur Salonique, loin de compliquer la situation de la Grèce, l'eût nettement définie Il reconnaît cependant, dans un chapitre intitulé malicieusement : « Falkenhayn et Salonique », que l'objectif visé par le commandement suprême fut atteint, à savoir la liberté de la route de Constantinople.

« La malheureuse entreprise de Verdun » fournit encore un argument au réquisitoire ; les Français ne pouvaient céder cette position « pour des raisons de prestige » (p. 132) ; on eût peut-être réussi à les en déloger, si l'attaque avait été menée par les deux rives de la Meuse simultanément. Pourquoi n'a-t-on pas procédé ainsi ? manque de troupes ? Alors, il ne fallait pas commencer. Hoffmann, lui, n'aurait pas risqué cette aventure. « J'aurais exécuté l'opération sur un théâtre

accessoire, l'Italie, mais une opération de grande envergure », et en prenant la précaution de se garer des Russes, en garnissant le front oriental de « baleines de corset » représentées par de rigides corps allemands, au lieu des friables agrégats autrichiens (p. 134).

L'*Ober-Ost*, cependant condamné au chômage, eût désiré se dégourdir : il songeait à une diversion sur Riga et demanda six divisions. Falkenhayn répondit, — lors d'une visite à la fin de mai 1916, avec l'Empereur, — que tout était nécessaire à Verdun (p. 137) « qui est un grand succès », et ajouta que « les masses françaises seraient broyées dans la meule de Verdun » (p. 137). Est-il vraisemblable qu'à cette date Falkenhayn ait professé tant d'optimisme ?

L'*Ober-Ost* fit tout son devoir après Loutsk pour tirer de peine les Austro-Hongrois déconfits. Cette fois, le commandement unique fut réalisé, et même le groupe d'armées, laissé pour la montre sous le commandement de l'archiduc Charles, eut pour chef le général allemand von Seekt.

Après cette violente alerte, la période agitée et militante de *l'Ober-Ost*, sous le prince de Bavière, est presque terminée, sauf en Galicie, où les Allemands accoururent encore en sauveteurs, et sauf la courte expédition sur Riga et les îles d'Osel, Moon et Dagö, que les Russes, infectés déjà de bolchevisme, défendirent à peine.

Dès lors, le général Hoffmann fut accaparé par la politique et la diplomatie. Il se consola sans doute des mécomptes militaires par le spectacle du désarroi que donnèrent à Brest-Litowsk les stratèges de chancellerie.

Le chapitre sur Brest-Litowsk est le plus animé de l'ouvrage. Hoffmann fut d'abord en vedette : c'est lui qui conduisit les négociations de l'armistice avec les Bolcheviks. La procédure et les incidents de ce singulier congrès ont été racontées par K. F. Nowak, (*Der Sturz der Mittelmächte*), qui fut documenté par plusieurs des participants, et notamment par Hoffmann qui renvoie à son récit (p. 209, note).

Quelques indications méritent cependant d'être cueillies. Selon Hoffmann (p. 192), les commissaires russes insistèrent pour le maintien sur le front oriental des troupes allemandes, afin d'empêcher tout envoi de renforts sur le front de France. Cette sollicitude n'a rien de surprenant : les Soviets se flattaient encore d'attirer l'Entente dans une conversation générale. Hoffmann promit de ne point dégarnir les lignes. Quand, après l'armistice, s'ouvrirent les tractations de paix, Hoffmann fut adjoint et subordonné à Kühlmann. Mais il se sait gré d'être intervenu dans les moments critiques. Les Russes avaient pris à la lettre la formule de la paix sans annexions et se réjouissaient de la restitution à leur Empire de la Pologne, de la Lithuanie, de la Courlande, de toutes les provinces baltiques. Or, les Allemands n'entendaient pas lâcher ces pays qui, selon leur thèse, s'étaient spontanément donnés à eux. Hoffmann eut la désagréable mission de détromper les commissaires bolcheviks : il s'en acquitta, avec une délicatesse toute germanique, à déjeuner, et coupa la digestion de son voisin de table, Joffe, qui « fut comme assommé ». Le professeur Pokrowski,

en une crise de larmes, protesta contre cette paix sans annexions « qui arrachait à la Russie 18 gouvernements ». Cette interprétation allemande mit aussi « hors de lui » le comte Czernin, qui menaça de conclure une paix séparée : à quoi Hoffmann répondit froidement que cette solution lui permettrait de récupérer 25 divisions employées à la sauvegarde de la Monarchie des Habsbourg.

Hoffmann fut appelé à Berlin pour exposer la situation : dans le Conseil de la Couronne, le 2 janvier 1918, le problème baltique demeura en suspens (1).

Aussi, à Brest-Litoswk les orateurs russes haussaient le ton, et lançaient des discours de propagande « par la fenêtre ». Selon Czernin (*Im Weltkriege*, p. 319), Hoffman s'offrit à leur « en asséner une bonne » à quoi s'opposèrent Czernin et Kühlmann. Néanmoins Hoffmann prononça « sa malheureuse harangue » (p. 322). La version de Hoffmann est plus discrète : c'est de connivence avec le Secrétaire d'Etat allemand qu'il mit les Russes à la raison, sans fracas ; le fameux coup de poing sur la table est de la légende (p. 209). Czernin assure que Hoffmann fut très fier de son exploit oratoire. Hoffmann confesse : « L'effet positif de mon exposé ne fut pas si grand que je l'avais espéré. »

Les pourparlers avec les Oukrainiens furent engagés par Hoffmann à la prière et avec l'autorisation de Czernin, humilié d'avoir pour partenaire des gamins, mandataires de la Rada Centrale, mais inexistante, de Kiev. Czernin (p. 410) dit que Hoffmann appuya leurs prétentions sur Cholm, ce que Hoffmann reconnaît ; mais il les rabroue pour l' « imprudence » de leurs autres exigences, ce dont Czernin ne lui témoigne aucune gratitude.

Après la stupéfiante annonce de Trotzki, que la Russie ne faisait pas la paix, mais cessait la guerre, Hoffmann, prenant acte de la rupture automatique de l'armistice, reprit les hostilités : l'avance des Allemands hâta la paix, qu'une délégation de doublures vint signer à Brest-Litoswk.

Hoffmann aurait volontiers profité de la décomposition de l'armée russe, de l'anarchie, pour marcher sur Moscou et instaurer un gouvernement solide, sous le protectorat allemand. Mais Ludendorff vivait

(1) Dans une audience particulière, Hoffmann remontra à Guillaume II le danger d'incorporer à l'Allemagne de nouvelles populations polonaises contrairement à l'avis du Haut Commandement : Hindenburg et Ludendorff. Guillaume lui ordonna de s'expliquer en toute liberté, et fit tracer une carte des frontières polonaises conforme aux vues de Hoffmann. Hindenburg et Ludendorff offrirent leur démission et exigèrent le rappel de Hoffmann que l'Empereur n'accorda pas (p. 206).

Hoffmann répugnait aux annexions. Dînant avec Bethmann-Hollweg à Posen, en décembre 1914, il se déclara contre une prise de territoire belge « Vous êtes, lui répondit le Chancelier, le premier militaire par qui j'entende exprimer cette opinion ; je suis tout à fait de votre sentiment. Mais si je l'exprimais à Berlin au Reichstag, le déchaînement de l'opinion publique me balaierait de mon poste. » (P. 83.)

dans le mirage de son offensive, déjà condamnée, du printemps de 1918, pour laquelle il avait soutiré les réserves de *l'Ober-Ost*. Encore une « occasion manquée », la dernière.

Mais la première des « occasions manquées », la seule que Hoffmann n'évoque pas, ce fut, pour l'Allemagne, de ne pas rester en paix en 1914.

B. AUERBACH.

ASQUITH (RT. HON. H. H.). — *The Genesis of the war.* (La Genèse de la Guerre), London, Cassel, 1923, in 8, XI-304 p.

Ce livre apportera quelques déceptions à ceux qui, insuffisamment édifiés par les publications officielles de documents diplomatiques, cherchent encore dans les mémoires d'hommes d'Etat des lumières nouvelles sur la « genèse de la guerre ».

Mr Asquith nous expose cette genèse, considérée du point de vue anglais, en une étude qui embrasse la période 1888-1914. Les faits y sont commentés avec la plus grande impartialité et une honnêteté persuasive, tempérée toutefois de quelques omissions plus ou moins volontaires. On ne saurait évidemment tout dire. Les indiscrétions des hommes politiques, explique-t-il dans son introduction, doivent tenir compte de certaines conditions d'opportunité et de bon goût... Voilà pourquoi, sans doute, sa dévotion pour la vérité historique ne l'entraîne pas jusqu'à la confession parfaite.

Deux accusations semblent avoir particulièrement ému l'ancien « Premier ». Les Allemands ont reproché à l'Angleterre d'avoir sournoisement pratiqué à leur égard une politique agressive. En Angleterre, d'autre part, on a pu prétendre que le cabinet Asquith s'était laissé entraîner, en 1914, dans une aventure pour laquelle ni lui, ni le pays n'étaient suffisamment préparés.

Pour ce qui est de l'accusation allemande, Mr Asquith en fait aisément justice grâce à l'argumentation habituelle. L'Angleterre aurait pu écraser l'expansion allemande à sa naissance, dans les années 1897-1907. Elle ne l'a même pas entravée. Dans les années suivantes, tous les efforts ont été faits (exemple : la mission Haldane en 1912) pour aboutir à une limitation d'armements. Les augmentations du budget naval britannique n'ont fait que répondre à des initiatives allemandes du même genre. Sans doute, l'Angleterre s'est rapprochée en 1904 et en 1907 de l'Alliance Franco-Russe, mais en réservant soigneusement sa liberté. Si des coopérations militaires et navales ont été envisagées, on sait — n'en eût-on pour preuve que l'émouvant télégramme de M. Poincaré à George V, le 31 juillet 1914 — qu'elles laissaient à l'Angleterre les « mains libres ». Les relations diplomatiques anglo-allemandes n'ont jamais été si bonnes qu'au début de 1914.

Quant à la fameuse « politique d'encerclement », c'est le titre d'un conte à dormir debout. Les Allemands eux-mêmes, sauf le Kaiser qui croit à l'imaginaire « gentlemen's agreement » de 1897, ne s'entendent ni sur sa portée ni sur sa durée. Bülow, dans sa *Deutsche*

Politik, rééditée en 1916, fixe la faillite de cette politique d'encerclement à 1908. Bethmann, plus soucieux de jouer les victimes et qui écrit après la défaite, en prolonge l'existence jusqu'à 1914. En réalité, il ne faut voir là qu'une formule commode et injuste pour désigner la résistance pacifique et légitime de l'Angleterre aux envahissements de la « Weltpolitik ». Comment admettre d'ailleurs qu'un cabinet libéral ait poursuivi spontanément une politique belliqueuse, si contraire à ses immédiats intérêts parlementaires ?

Cela ne veut pas dire que le gouvernement anglais ait péché par imprévoyance. Mr Asquith consacre quatre copieux chapitres de son livre à l'étude de la préparation d'avant-guerre. Toutes les mesures ont été prises pour le cas où l'Angleterre serait entraînée dans un conflit européen. Il nous expose dans leur détail l'organisation, la méthode, les travaux de la commission de défense impériale et des sous-commissions. De 1907 à 1914, dans une série d'enquêtes, tous les grands problèmes de défense impériale sont envisagés : intervention continentale, défense territoriale, défense de l'Egypte, renforcement de l'armée des Indes, blocus, etc. Après 1909, s'élaborent minutieusement les mesures de guerre : saisie de bateaux ennemis, régime des neutres, préservation de la vie économique, contrôle des chemins de fer et des ports, ravitaillement, assurance nationale des cargos, traitement des étrangers, défense des câbles, etc... Les Dominions sont invités dans les Conférences impériales de 1904 et de 1911 à coordonner leur préparation avec celle de la métropole. Lord Haldane institue l'*Imperial General Staff,* en rapports étroits avec les Etats-majors des Dominions. Et Mr Asquith nous révèle un remarquable exposé de la situation européenne, fait confidentiellement par Sir Edward Grey à la Conférence de Défense impériale de 1911.

Le récit de la crise de 1914 ne nous apprend rien qui n'ait été dit par Mr M. Oman dans son histoire officielle *The outbreak of the war.* La sincérité des efforts de conciliation du Foreign Office n'a plus à être démontrée, ni la mauvaise volonté des Empires centraux. On eût souhaité que Mr Asquith quittât plus vite ces sentiers battus et se souvînt davantage des mémorables heures d'indécision qu'il vécut alors. Mais il se borne à considérer du point de vue européen la politique de son gouvernement. Aucune allusion aux tiraillements et aux divisions du cabinet ; à l'anxiété des parlementaires à la recherche d'une majorité, au danger que représentaient une presse et une opinion publique insuffisamment préparées à suivre une politique qui s'imposait chaque jour davantage. On apprend avec étonnement, à la fin d'un chapitre, la démission de deux ministres. Il n'y avait donc pas unanimité de vues dans le cabinet ?

On pardonnerait cette négligence à nous en informer, si rien n'avait été écrit sur ce sujet qui méritât une explication ou un démenti. Or M. Maxse, dans un article retentissant de la *National Review* (août 1918), a raconté, à sa façon, l'histoire de ces heures si incertaines, et publié une lettre de Bonar Law qui, promettant au « Premier » libéral l'appui des leaders unionistes, lui aurait rendu courage. Cette lettre,

reproduite par le comte Loreburn dans son volume *How the war came* (1) et par Mr G. P. Googh, dans le *Cambridge History of British foreign policy* jette une lumière indiscrète sur le mystère officiel. La réponse de George V au télégramme Poincaré, dit M. Googh, « ne reflétait ni la pensée du roi, ni celle du Foreign Office, mais représentait l'expédient d'un cabinet divisé ». Faut-il étendre cette explication à toute la politique de temporisation excessive du gouvernement, à l'heure où il était urgent de prendre nettement certaines responsabilités ?

Une attitude plus ferme eût-elle modifié les événements ? Nous voici dans le domaine insidieux des hypothèses...

Le livre s'achève sur un portrait de Guillaume II, qui ne change rien à ce que l'on sait déjà de l'ex-Kaiser. Un chapitre est consacré aux ambassadeurs allemands : Metternich, Marshall, le seul homme qui eût pu empêcher la guerre de 1914, car seul il était capable de contre-carrer l'action des cercles militaires de Berlin, l'honnête Lichnowsky dont la nomination à Londres reste une énigme. Notons ici que Mr Asquith ne souffle mot du voyage du prince Henri, ni des illusions toutes fraîches qu'il en rapporta à Berlin, et qui expliquent en partie l'inefficacité des avertissements de l'ambassadeur allemand.

Chemin faisant, des éloges sont distribuées à Mr Henry Page, et aux ambassadeurs et ministres anglais qui servirent fidèlement la politique du Premier ; aucune critique, aucune allusion amère n'effleure les autres, qui ne sont même pas nommés.

M. Asquith semble avoir eu le souci d'éviter les sujets épineux ; peut-être a-t-il obéi à des considérations d'opportunité politique. Souhaitons que, plus détaché des contingences, il puisse un jour écrire à nouveau cet ouvrage avec la sérénité d'un historien.

FÉLIX DEBYSER.

P. ARCHINOV. — *Istoriiä makhvnoskogo dvijeniia* (1918-1921) (Histoire du mouvement de Makhno (1918-1921). Préface de Voline. Edition du Groupe des Anarchistes en Allemagne, Berlin, 1923, in-8, 258 pages.

Le livre de M. Archinov éclaire un des épisodes les plus curieux et les moins connus de la Révolution et de la guerre civile dans le sud de la Russie. Après avoir lu le livre, on serait tenté d'admirer la forte personnalité de Makhno, auquel tous les journaux, bolchevistes aussi bien que contre-révolutionnaires, ont accolé le nom de bandit. Mais, malgré le talent d'historien du fidèle camarade de Makhno, cet exposé de trois années de luttes extraordinaires est trop rempli de pillages, de massacres, d'exécutions sommaires, de trahisons, d'entreprises chaotiques pour que son héros prenne figure de grand politicien. On ne voit pas Makhno suivre une idée et soumettre ses

(1) Londres, Methuen, 1919. in-8, 340 p.

actes à l'exécution d'un plan bien déterminé, surtout d'un plan de politique créatrice.

Le livre est précédé d'une préface de Voline, qui est un théoricien, comme Archinov, de l'anarchisme ; tous deux ont été attachés à la section de propagande et d'organisation des armées de Makhno ; tous deux l'ont accompagné au cours de sa lutte. L'ouvrage nous apporte donc des renseignements de première main. De plus, les deux auteurs ont fait leurs preuves d'anarchistes sincères ; sous le régime tsariste, ils ont séjourné longtemps en prison, et sous le régime bolcheviste, ils n'ont pas abdiqué leurs idées ; Voline est encore aujourd'hui dans une prison de Moscou.

Nestor Makhno est né en 1889 à Goulaï-Polié, grand village du gouvernement d'Ekaterinoslav ; fils de pauvres paysans, pâtre, puis commis de magasin, il termine ses études primaires. A 15 ans, il travaille dans une imprimerie ; esprit indiscipliné, il a la haine de ses maîtres.

A 17 ans, au milieu des ouvriers, il s'initie aux idées révolutionnaires, s'enthousiasme pour la révolution de 1905, et, en 1908, il tombe entre les mains de la police ; en 1910, il est condamné à la pendaison. A cause de son jeune âge, sa peine est commuée en travaux forcés. Pendant son séjour en prison, son caractère indomptable, ses essais d'évasion le font mettre aux fers. Il tue les heures en étudiant la grammaire, les mathématiques, la littérature, l'économie politique. Pendant 9 ans, il a les fers aux pieds et aux mains.

La révolution de mars 1917 lui ouvre les portes de sa prison ; il part aussitôt pour son pays natal où les habitants le reçoivent en fêtant la victime du tsarisme. Il se met immédiatement à l'œuvre pour organiser les paysans de son village et des environs. Il forme une Commune d'ouvriers, un Soviet des paysans. Sous le gouvernement de Kerensky, il est président de l'Association des paysans du district, président du Comité agraire, de l'Union des ouvriers métallurgistes, de l'Union des bûcherons, et enfin président du Soviet des paysans et ouvriers de Goulaï-Polié.

Après la révolution d'octobre, il ne se trouve nullement en communauté d'idées avec les bolcheviks ; anarchiste, il veut fonder en Ukraine un Etat purement autonome de paysans libres, non soumis à un gouvernement, quel qu'il soit.

Pour conquérir cette liberté, il faut une force révolutionnaire militaire. Makhno rassemble bientôt une bande qui, en quelques semaines, devient la terreur de la bourgeoisie locale et des autorités austro-allemandes, qui ont pénétré jusqu'au fond de l'Ukraine après le traité de Brest-Litowsk. Makhno, dans un rayon de plusieurs centaines de kilomètres, pousse des raids pour détruire les « nids » de propriétaires terriens, apparaît au milieu de bataillons austro-allemands, les massacre, s'empare des armes et des munitions, et le lendemain reparait à 60 kilomètres de là, dans un village, pour venger des paysans exploités par des bourgeois.

Pendant cette période, il conquiert la popularité comme vengeur du

peuple, et ses exploits sont d'autant mieux appréciés que ses troupes reviennent à Goulaï-Polié chargées de butin de toute espèce.

En même temps, Makhno fait son apprentissage d'organisateur militaire et d'agitateur des masses ; partout où il passe, il tient des meetings, lance des proclamations, répand des tracts. Des bandes de soldats déserteurs viennent se joindre aux siennes. En septembre 1918, il reçoit le titre de « Batko » : « Père ».

Les succès l'ont grisé.

Il songe alors à coordonner les forces qui lui arrivent de tous côtés et à organiser son action.

A ce moment, trois forces commencent à agir en Ukraine : l'armée de Petlioura, celle des bolcheviks et celle de Makhno, chacune d'entre elles opposée aux deux autres, et toutes trois ayant un but commun : l'expulsion de l'hetman Skoropadsky et des restes de l'armée austro-allemande.

En décembre 1918, Skoropadsky s'enfuit ; contre les petits groupes de troupes allemandes disséminés à travers l'Ukraine, Makhmo procède toujours par attaques inattendues, massacre les officiers, et rend généreusement la liberté aux soldats, à condition qu'ils retournent chez eux prêcher les bienfaits de la doctrine anarchiste. Petlioura et son armée sont anéantis. Les bolcheviks entrent en pourparlers avec Makhno ; celui-ci envoie même à Moscou des blés de l'Ukraine ; mais il tient à conserver son indépendance pour établir son Etat des paysans libres ; il est en complet désaccord avec les bolcheviks en qui il voit des contre-révolutionnaires, des « gouvernants » qui ont confisqué la révolution à leur profit.

Un concurrent apparaît au sud-ouest.

Grigorief, général tsariste, passé au service de Petlioura, puis au service des bolchevistes, a eu la « gloire » de rejeter les Français à la mer, à Odessa ; enivré par ce succès, il veut jouer un premier rôle et tente de s'allier à Makhno ; celui-ci le tient pour suspect, et, dans un meeting d'entente, il le fait abattre d'un coup de revolver.

Mais un danger plus sérieux est apparu. Denikine, avec l'Armée des Volontaires part du sud-est de la Russie et monte en vainqueur vers Moscou. Makhno l'attaque par derrière, retarde sa marche, en désorganisant ses communications par chemin de fer, et apporte inconsciemment une aide précieuse à ses propres ennemis, les bolcheviks.

Ceux-ci, débarrassés de Denikine, tentent encore de séduire Makhno, et en même temps lancent sur lui de nouvelles divisions.

Vrangel a reformé une armée en Crimée ; lui aussi essaie d'attirer les bandes de l'aventurier ; mais l'armée de Vrangel est bientôt dispersée.

Il ne reste plus autour de Makhno que les bolcheviks, qui, cette fois, entreprennent l'encerclement du « bandit ».

Après avoir lutté dans les gouvernements de Voronège, d'Orel, de Kharkof, de Cherson, il est acculé au Dniester ; ayant perdu presque toute son armée, blessé, il s'échappe en Roumanie à la fin de l'été

1921. Dans le récit d'Archinov, cette dernière partie ne manque pas de la grandeur d'une épopée sanglante.

L'auteur regrette de ne pas pouvoir appuyer ses affirmations sur des documents ; la plupart ont disparu dans les combats ou dans les fuites rapides devant l'ennemi.

Sa collection du journal *Pout K Svobodou* (Le chemin de la Liberté), organe officiel des partisans de Makhno, est perdue ; perdues également les collections de traits et de procès-verbaux de congrès ; perdus les deux premiers manuscrits de l'*Histoire du mouvement de Makhno*.

L'ouvrage de P. Archinov se complète déjà par des articles parus dans le *Anarkhi-tchesky Viestnik* (Le Courrier Anarchiste) imprimé à Berlin. Makhno, qui se trouve actuellement dans une prison de Varsovie, y a publié ses Mémoires.

Mais des témoignages contradictoires commencent aussi à paraître.

Sous la signature de Guerasimenko, on trouve dans *Istorik et Sovremennik* (n° 3. Berlin 1923), une étude sur Makhno, dont le héros qui nous est dépeint ne serait pas déplacé dans un roman de Gustave Aymard ou de Mayne-Reid ; on y voit Makhno, pendant, fusillant, pillant, brûlant, dansant la danse du scalp sur le ventre d'officiers décapités ; sauvant une jeune fille de bonne bourgeoisie, la conduisant à l'église de Goulaï-Polié à travers les rues couvertes de tapis luxueux, fêtant ses noces pendant douze jours ; puis repartant se battre, jouant aux cartes avec les officiers allemands qu'il a fait prisonniers, et leur faisant sauter la cervelle à la fin de la partie.

On entre déjà dans la légende qui va s'emparer du personnage, héros ou bandit.

Avant qu'un jeune étudiant fasse une thèse sur la bataille des partis pendant la révolution russe, ou sur l'histoire du parti anarchiste en Ukraine, Makhno aura ainsi été prendre sa place au pays des légendes à côté de Stenka Razine et de Pougatchef.

WILFRID LERAT.

BERTRAND BAREILLES. — *Le drame oriental : d'Athènes à Angora.* Paris, Bossard, 1923, in-16. 272 pages.

Voici un petit livre qui nous change, qui nous sort de l'inondation des thuriféraires de la Turquie nouvelle. L'expérience de son auteur, qui a vécu de longues années en Orient, vaut bien le zèle néophyte de quelques reporters. Le livre est d'autant plus vivant que l'historien ne sait guère cacher ses sympathies pour la cause des persécutés, qui fut jadis celle de la France ; s'il manque parfois de précision, c'est que le cœur l'emporte aisément et comble les lacunes d'une science historique, que l'on aimerait sans doute plus rigoureuse. Il s'agit, au reste, moins d'une histoire des relations de la Grèce et de la Turquie depuis le traité de Sèvres jusqu'au traité de Lausanne, que de réflexions judicieuses à propos des principaux événements qui ont ébranlé l'Orient, et par contre coup l'Europe, dans ces trois dernières années. Mais elles éclairent en même temps des points que les

initiés seuls connaissent et que la presse française a systématiquement cachés : le sac et l'incendie de Smyrne par les Turcs, la constance de leur politique de turquisation, poursuivie tantôt au nom du Koran, tantôt au nom des principes démocratiques, camouflage du *Pacte national* auquel l'Europe se laisse prendre. Ce n'est donc pas seulement un livre plein d'intérêt : c'est un livre rempli de courage, car il en faut à l'heure présente pour contredire l'opinion publique égarée.

JACQUES ANCEL.

GÉNÉRAL VON ZWEHL. — *Generalstab dienst im Frieden und im Kriege* (Le Service d'Etat Major en temps de paix et en temps de guerre). Berlin, Mittler, 1923, in-8, 36 pages.

L'opuscule du général von Zwehl ne prétend qu'à indiquer de façon très sommaire ce qu'étaient, dans l'armée allemande, avant et pendant la dernière guerre, le recrutement et la formation des officiers d'Etat-major, et à présenter quelques considérations sur la façon dont se sont acquittés de leurs fonctions, aussi bien en paix qu'en guerre, ces membres d'une élite intellectuelle, dont la réputation fut si grande. — On ne peut considérer comme des révélations de grande portée historique le fait que, malgré la sévérité des épreuves imposées aux candidats, tous les *Generalstaebler* n'étaient pas des génies, ni que les conditions spéciales résultant de la guerre de tranchées et de la durée des hostilités ont soulevé beaucoup de problèmes qui n'avaient pas été étudiés complètement à l'Académie de Berlin. Mais il est plus intéressant de savoir que von Zwehl considère comme des fautes de la part de la Haute Direction des opérations, au début de la campagne, l'envoi en Russie de deux corps d'armée retirés du front de France, « la passivité du Haut Commandement après les premiers succès en Alsace et en Lorraine », le manque de précision dans les ordres donnés à l'aile droite des forces allemandes et le choix pour une mission aussi importante du lieutenant-colonel Hentsch, officier assez âgé et « enclin au pessimisme » (*sic*). L'auteur s'étonne que, dès sa prise de commandement, Falkenhayn n'ait pas fait maison nette au bureau des opérations, qu'il considère comme responsable de l'échec du plan de von Schlieffen. Cet insuccès n'était pas cependant, à son avis, « une conséquence du système, et les affaires de l'Est devaient le montrer ». Par la suite, dit-il, les services rendus par le Grand Etat-major furent immenses, et il ne voit guère à lui reprocher qu'un certain manque d'initiative dans les créations d'unités nouvelles, (on sait pourtant, par l'ouvrage de von Wrisberg, quelle œuvre colossale fut accomplie dans ce sens), et peu de clairvoyance au sujet de l'importance que devaient prendre les chars d'assaut.

L'œuvre se termine par des opinions d'ailleurs excellentes sur la délicatesse du rôle de conseillers discrets et modestes qui incombe aux officiers d'Etat-major dans leurs relations avec leurs chefs, dont l'autorité ne saurait être amoindrie parce qu'ils écoutent un avis, et qui restent seuls responsables.

On pourrait croire que tout cela est du passé, puisque, d'après le traité de Versailles, l'Académie de Berlin ne doit plus fonctionner. Beaucoup d'anciens officiers d'Etat-major sont entrés dans la vie civile, où ils font, paraît-il, apprécier leurs qualités d'intelligence et de travail. Mais von Zwehl ne cache pas, et se félicite, que beaucoup d'entr'eux servent actuellement dans la Reichswehr.

Or, ajoute-t-il, « la patrie a un intérêt brûlant à ce que celle-ci soit aussi bonne, aussi solide que les circonstances le permettent. Comment elle se développera ? Personne ne peut le dire. Mais la route où nous conduit le pacifisme ne peut aboutir qu'à l'esclavage ; ce que veut le radicalisme, nous mène au chaos. Les meilleurs, les mieux formés de nos officiers sont donc à leur place dans la Reichswehr ».

E. DESBRIÈRE.

GÉNÉRAL VON KUHL. — *Die Kriegslage im Herbst* 1918. *Warum konnten wir weiter kämpfen ? — Eine Entgegnung ouf die Schrift von Adolf Köster : Konnten wir im Herbst* 1918 *weiter kämpfen ?* (La situation militaire à l'automne 1918. Pourquoi pouvions-nous encore combattre ?) — Réponse à l'écrit d'Adolphe Köster : « Pouvions-nous encore combattre à l'automne 1918 ? Berlin, D. o. b., in-8, 52 pages.

La lutte continue en Allemagne entre ceux qui attribuent le désastre final à la Révolution et à la propagande défaitiste, et ceux qui ne voient dans la Révolution et la chute du pouvoir impérial que la conséquence des défaites militaires subies. Pour Köster, et les socialistes de son école, l'armée allemande était, à l'automne 1918, hors d'état de continuer la lutte et irrémédiablement battue. Von Kühl, au contraire, tente de démontrer qu'au moment de la signature de l'armistice, les troupes allemandes, mieux pourvues de matériel que jamais, conservaient toute leur force de résistance, et que si, à la vérité, l'effondrement de la Turquie, de la Bulgarie, de l'Autriche ne permettaient plus d'espérer une issue victorieuse des hostilités, une retraite sur la Meuse, puis sur le Rhin, aurait valu des conditions d'armistice, puis de paix, beaucoup plus favorables, si les mutineries de l'arrière, les troubles de l'intérieur n'avaient pas obligé le commandement supérieur à céder, malgré lui, aux exigences des alliés.

Que l'œuvre du général von Kühl soit nettement tendancieuse, il ne cherche pas à s'en défendre. Mais, si faibles qu'ils soient, ses arguments méritent d'être connus, à la fois comme un nouveau symptôme de la campagne systématiquement poursuivie en Allemagne en vue de dénoncer le traité de Versailles, et aussi parce que l'auteur révèle certains faits qui jettent un jour curieux sur l'état d'esprit de beaucoup de ses compatriotes au cours de la grande guerre.

D'après von Kühl, au moment de l'armistice, l'Allemagne disposait encore à l'intérieur de 600.000 hommes, que le ministère de la guerre avait offert d'appeler sous les drapeaux. Du 18 juillet au 10 novembre, on avait bien eu des pertes énormes, mais parmi les 360.000 hom-

mes faits prisonniers pendant cette période (chiffre d'ailleurs contestable, selon von Kühl) il y avait un nombre élevé de déserteurs et de transfuges contaminés par la propagande défaitiste. Quant au matériel, l'auteur déclare qu'il était au complet. Il s'appuie même sur le témoignage du général Wurtzbacher pour affirmer que les batteries de campagne avaient, sur le front compris entre Reims et la mer, reçu chacune une ou deux pièces de supplément. La fabrication des fusils avait atteint en novembre le chiffre de 200.000 par mois, celle des mitrailleuses celui de 13.000. Il en était de même pour tout le matériel du génie et celui de l'aviation « nettement supérieur à celui des adversaires ». « L'Allemagne, dit von Kühl, a le droit d'être fière de ses industries de guerre ». C'est, paraît-il, l'avis du général Schwarte, celui du général von Wrisberg, dont les lecteurs de la revue connaissent l'ouvrage sur l'organisation des armées allemandes pendant les hostilités.

En ce qui touche la situation stratégique, l'auteur veut bien reconnaître « que l'attaque sur le flanc droit de notre saillant de la Marne, le 18 juillet, et la poussée contre le front d'Amiens, l'avaient fort empirée », et que l'initiative était passée au camp adverse. L'offensive projetée par le Maréchal Foch pour le 14 novembre présentait bien un certain danger. Mais il y a loin de là à la perspective d'un « Sedan allemand », dont parle Köster. De cela, von Kühl ne donne d'ailleurs pas la moindre preuve. Quand il prétend ensuite que la chute du front du Danube ne pouvait avoir que des conséquences lointaines pour la sécurité du territoire allemand, par suite de l'affaiblissement de la force offensive de l'armée française d'Orient pendant la traversée de la Serbie et de la longueur excessive de la ligne de communications, il oublie ou il dissimule l'organisation par le général Franchet d'Esperey d'une base d'opérations à Fiume, en vue de l'invasion de l'Allemagne à travers le territoire de la monarchie austro-hongroise (mise hors de cause uniquement, d'après von Kühl, par suite de troubles intérieurs). Enfin, après la perte des puits de pétrole roumains il serait resté en Allemagne assez de combustible liquide pour alimenter la marine et les sous-marins pendant huit mois, et les automobiles et avions de l'armée pendant deux.

Plus intéressants sont les détails donnés par von Kühl sur l'abaissement progressif du moral et de l'esprit militaire en Allemagne.

Dès le 23 février 1915, le député Ströbel avait osé écrire dans le *Vorwaerts* qu' « une victoire complète du Reich compromettrait les intérêts de la Social-démocratie. » A l'occasion d'une grève à Berlin, devait être prise, le 1er mai de la même année, la première « offensive en règle pour la propagande contre la guerre ». Un an plus tard est organisée la distribution de tracts prêchant la « guerre à la guerre... la paix à tout prix... l'union des prolétaires de tous les pays. » Cette propagande aboutit en juillet 1917 et provoque la première mutinerie de la flotte, puis la seconde, le 29 octobre 1918, bien avant, remarque von Kühl, que la situation militaire soit devenue mauvaise. Il en est de même de l'organisation systématique de la désertion, entreprise

de bonne heure, et qui aboutit à la formation en Hollande d'un « Comité de déserteurs » (*sic*), de l'affaiblissement constaté dès 1917 de l'esprit militaire parmi les renforts envoyés au front, des actes d'indiscipline commis dans les trains et les gares à la même époque. En mai 1918, le rapport d'une division constate que, sur un détachement de 76 sous-officiers et 555 hommes venant de l'intérieur, 3 sous-officiers et 80 hommes se sont esquivés en route. Dès juin de la même année, le drapeau rouge est arboré sur certains wagons ; on crie « A bas la guerre ! Vive la France ! » Tous les prisonniers revenant de Russie sont contaminés par le bolchevisme. Certains chefs de corps en viennent à refuser des renforts dont l'esprit est si mauvais qu'il risque de pervertir les soldats fidèles du front.

Il est bien facile, semble-t-il, de retourner contre von Kühl tous ces faits. Puisqu'ils sont antérieurs au désastre militaire et de beaucoup, ont-ils empêché les redoutables offensives de mars à juillet 1918 de mettre le commandement allemand plus près de la victoire qu'il ne l'a jamais été ? Alors, comment prétendre que c'est à la propagande socialiste et défaitiste *seule* qu'il faut attribuer l'insuccès final ? — Non, tout cela n'est pas convaincant, et rien ne sert de dire qu'au moment où l'armistice est venu arrêter leur marche victorieuse, les Alliés étaient à bout de forces, les Américains hors d'état de se mouvoir, par suite de l'ignorance de leurs Etats-majors et des défectuosités de leurs ravitaillements. Si cela était vrai, Hindenburg et le Grand Etat-major n'auraient pas eu tant de hâte à conclure l'armistice. C'est eux, et eux seuls, qui le voulurent, à la veille du désastre définitif, et c'est fausser l'histoire que de prétendre qu'ils eurent la main forcée par la nation allemande ou par une armée mutinée.

E. DESBRIÈRE.

1914-1918. — *La Grande Guerre vécue, racontée, illustrée par les combattants*. Paris, Aristide Quillet, 1923, 2 vol. in-4, 360 et 421 pages.

« Nous avons voulu que cette histoire de la Grande-Guerre fût, avant tout, l'histoire du Poilu de France », écrit, dans un avant-propos, celui qui a entrepris de diriger cette belle œuvre. Le but est atteint. C'est bien l'histoire du poilu avec ses pages de gloire et ses pages de misères et de deuils ; mais c'est aussi l'épopée des quatre années tragiques racontée par des gens qui ont vécu et souffert le drame avant de chercher à l'écrire.

Les auteurs ont voulu que chaque combattant retrouve la bataille à laquelle il a pris part, qu'il voie les liens qui existaient entre son unité et les fractions voisines travaillant à ses côtés. Aussi, ont-ils cité les numéros des régiments et des bataillons ; ils sont entrés dans le détail, ils ont conté les moments d'angoisse qu'ils ont traversés. Le lecteur constate que tous ont fait leur devoir, malgré la longueur de l'épreuve et la lassitude des jours de fatigue. C'est pourquoi un tel livre s'adresse aux non-combattants, trop âgés ou trop jeunes, qui n'ont pas connu la guerre. Ils verront raconter sans fard, avec un

sens réel de la vie, ce que fut l'existence parfois glorieuse, parfois obscure, de ceux qui « y étaient ». C'est une belle morale par l'exemple, qui laisse loin derrière elle les histoires des Thermopyles ou de Salamine.

Tous les auteurs ont vécu cette guerre. A la première page, figure un tableau qui contient les noms des cinquante-cinq collaborateurs. Après chaque nom, se trouvent un ou plusieurs signes : ils sont tous décorés de la croix de guerre, certains ont la médaille militaire ou la Légion d'honneur. C'est déjà une garantie. On ne nous dit pas ce qu'ils ont fait, mais on le devine en lisant les pages qu'ils ont écrites. Un certain nombre des auteurs se sont déjà fait connaître par d'autres articles ou d'autres livres, et leurs noms sont une caution de plus de sincérité et d'exactitude.

Il est difficile de faire un ouvrage de ce genre ; la multiplicité des collaborateurs est gênante, chacun veut la part la plus belle. On pourrait craindre que de tels ennuis se soient produits, et que le plan ou les proportions de ce récit en gardent quelques traces. Il n'en est heureusement rien. L'ouvrage est complet sans être touffu ; il décrit bien des opérations, et il n'y a pas de redites.

Les chapitres peuvent être divisés en deux catégories. Nous rangeons dans la première ceux qui présentent des ensembles de la guerre : la *mobilisation*, la *concentration*, la *stabilisation du front*, la *bataille de Verdun*, la *crise du moral*, l'*aviation*, la *marine*, etc. Ces chapitres donnent une physionomie générale assez simple, et cependant suffisamment complète pour que celui qui se contente de cette lecture ait à sa disposition une Histoire de la Guerre bien faite. Les autres chapitres plairont davantage aux anciens combattants : ce sont ceux qui décrivent la vie d'une unité à telle période de la guerre. Les historiens pourront y puiser des renseignements précieux, souvenirs du combat, mémoires de guerre encore tout imprégnés de ce souffle vivifiant de la camaraderie du front. Ce sont les chapitres sur *l'échec de Crouy, la craie de Champagne, le tunnel de Tavannes, la prise de Combles, la bataille de Montfaucon avec les Américains*, etc. Il y a là une documentation extrêmement intéressante, et on ne peut que regretter de ne pas trouver un plus grand nombre de récits de combattants, écrits avec une semblable sincérité. Une idée, qui sera appréciée, a été de mettre à la fin du premier volume une table des régiments, bataillons, etc., avec l'indication des principales affaires auxquelles ils ont pris part. Cette table peut être fort utile à consulter.

Il serait extraordinaire de ne pas trouver dans un tel ouvrage des inexactitudes de détail ; nous en signalons quelques-unes en vue d'une seconde édition, car nous sommes persuadés que ce livre est appelé à un très grand succès. A la page 268 du tome Ier, il nous est déclaré que rien n'avait été fait en 1915, pour suppléer à la destruction de la voie ferrée de Lérouville à Verdun, et que le camp retranché était difficile à ravitailler. Certes, il était difficile à ravitailler ; mais on avait perfectionné l'organisation du réseau meusien par l'augmentation du nombre des croisements, le développement des chantiers de transbordement et débarquement, et le renforcement du parc de

matériel. Toutes ces mesures permirent des transports qui atteignirent par jour jusqu'à 2.600 tonnes et 2.400 hommes, en juin 1916. Pouvait-on, dès 1915, faire plus et construire une autre ligne ? C'était l'opinion du général commandant le groupe d'armées de l'Est ; mais il ne faut pas oublier que les moyens en travailleurs n'étaient pas illimités, et qu'on avait à équiper les fronts offensifs d'Artois et de Champagne, fronts qui primaient à cette époque la région de Verdun, où rien ne se passait.

Dans la table des unités, on peut regretter l'absence de certains des régiments de cavalerie des corps d'armée. L'histoire du 20e chasseurs à cheval défendant Lille avec quelques territoriaux vaut bien une citation dans ce court aperçu de nos gloires de la guerre. Dans ce même tableau, nous croyons qu'il y a eu transposition entre les actions du 343e et du 349e régiment d'infanterie, celui-ci ayant été dissous au printemps 1916.

Nous ne pouvons terminer ce compte rendu sans dire un mot de la présentation de l'ouvrage. Les deux volumes sont abondamment illustrés : trente et une planches hors texte reproduisent des ordres, des affiches, des eaux-fortes, etc. ; de très nombreuses photographies donnent une idée exacte de la physionomie de la guerre et de la vie des tranchées. Les cartes sont très claires, très lisibles, et font grand honneur au spécialiste qui les a tracées.

Par sa présentation extérieure, par ses illustrations, par son texte, cette histoire de la *Grande Guerre* vécue et racontée par les combattants mérite le succès. Ce sera pour les grands un souvenir, pour les petits un exemple, pour tous un enseignement, et nous ne pouvons que souhaiter la plus grande diffusion à cet ouvrage.

R. V.

RALPH SCOTT. — *A Soldier's Diary* (Un journal de soldat). Londres, Collin, in-8, 194 p.

Dans la préface qu'il a écrite pour ce petit ouvrage, le général Maurice, bien connu par ses démêlés avec le gouvernement de M. Lloyd George, prévient le lecteur que le but de l'auteur, jeune lieutenant de réserve du génie, est d'inspirer une telle horreur de la guerre que de nouveaux conflits deviendront impossibles. On peut douter que, pour atteindre cet idéal, il suffise de dépeindre les souffrances subies par les combattants. Cela ne nous apprend rien que nous ne sachions et ces notes ont un caractère trop personnel pour intéresser l'histoire générale. Elles ne visent du reste qu'une courte période de la fin de la campagne dans les Flandres.

E. DESBRIÈRE.

A. RAWLINSON. — *Adventures in the Near East,* 1918-1922. (Aventures dans le proche Orient, avec introductions des généraux Duns-

terville, Milne et Harington et de l'amiral Sir Percy Scott.) Londres, Andrew Melrose, 1923, in-8, 377 p. Cartes et photographies.

Sans présenter un très grand intérêt pour l'histoire générale, le récit des aventures de A. Rawlinson, frère du général qui a commandé la 4e armée sur le front français, lieutenant-colonel à titre temporaire, n'en méritent pas moins d'être lues, à cause du jour que jette leur récit, bien présenté et souvent spirituel, sur les conséquences désastreuses qu'a eues sur les affaires d'Orient la politique, ou plutôt l'absence de politique, des Alliés, après l'armistice de Moudros.

Envoyé à la fin de la guerre à Bassorah, venant de Londres, où il avait joué un rôle important dans la défense contre les Zeppelins, Rawlinson, ancien lieutenant de Lanciers, sportman émérite, et particulièrement au courant de la locomotion automobile, devait, avec un petit convoi de camions Ford, rejoindre les forces britanniques de Perse, puis participer à la défense de Bakou contre les Turcs. Lors de l'évacuation de cette ville, il parvint à s'échapper et à sauver un lot important de matériel en s'emparant d'un navire, et en forçant l'équipage bolcheviste à le conduire sur la rive de la Caspienne. Plus tard, il fut envoyé à Erzeroum, pour tenter de faire respecter par les Turcs les clauses de l'armistice qui prescrivaient le désarmement. Il échoua dans cette entreprise, parfaitement irréalisable d'ailleurs, vu l'impossibilité d'évacuer un matériel lourd et encombrant dans cette région sans routes ni chemins de fer, sans parler de la mauvaise volonté des Turcs, peu soucieux de livrer leurs armes.

Rawlinson est très mal disposé pour les Arméniens, assez injustement car il méconnaît la fidélité de la République d'Erivan à l'alliance et ses efforts pour organiser un régime régulier. Par contre, on ne peut que l'approuver de signaler l'aveuglement montré par les dirigeants de la politique alliée en prétendant soumettre aux Arméniens d'immenses territoires uniquement peuplés de Turcs ou de Kurdes et où il n'existait plus à cette époque un seul Arménien vivant. Le silence qu'il affecte pour tout ce qui touche au rôle des missions françaises en Transcaucasie, est peut-être imputable au prestige qu'eurent celles-ci auprès des populations, prestige qui permit à certains de nos officiers de parcourir sans escorte des régions où Rawlinson ne s'aventurait qu'avec un convoi d'automobiles armées en guerre. La description qu'il fait de certaines de ces routes est d'ailleurs exacte et pittoresque.

C'est à son dernier voyage à Erzeroum que Rawlinson allait se trouver victime du coup de force accompli à Constantinople, en mars 1920, par ses compatriotes. Arrêté en représailles de la capture de Reouf Pacha (envoyé à Malte avec quelques autres représentants du parti National Turc), il devait subir une captivité souvent assez dure avant d'être échangé.

E. DESBRIÈRE.

BELETZKY S. P. — *Grigory Raspoutine*. Byloé. Petrograd, 1923, in-4°, 123 pages.

Raspoutine n'est connu jusqu'ici que par des ouvrages de seconde main ; les personnes qui ont été ses confidents ou ses complices ont préféré se taire ; déjà de son vivant, ceux qui se servaient de lui et qui le servaient ne s'en vantaient pas trop haut, et la plupart s'en cachaient. Après sa mort, on conçoit que ses fidèles hésitent à faire une confession.

Cependant quelques documents commencent à paraître.

Mme Vyroubova, dans *Pages de ma vie,* se montre trop fervente admiratrice de la Cour et du « staretz » pour nous représenter le personnage sous son vrai jour, et son témoignage reste sans valeur.

Mme E. Djanoumova, dans *Mes rencontres avec Raspoutine,* nous édifie suffisamment sur les rapports de Raspoutine avec les femmes, et sur son attitude à l'égard des ministres.

M. Gilliard, dans son livre : *la Fin de la famille impériale,* garde un silence discret.

Pourichkevitch, dans son récit de la mort de Raspoutine, éclaire les causes et la fin du drame.

Enfin, les Lettres de l'Impératrice à Nicolas II nous dévoilent le rôle joué par l' « Ami » de la famille impériale, dans la vie intime du palais, et dans la politique intérieure de la Russie.

Un grand nombre d'autres documents existaient, qui auraient complété le portrait de Raspoutine ; mais la plupart ont été détruits : le journal de Nicolas II, du 10 au 13 mars, indique que le tsar a brûlé lettres et papiers pendant quatre jours.

Lors de la chute du Ministre de l'Intérieur Khvostov, son successeur Stürmer est venu, de la part de l'Empereur, lui donner l'ordre de détruire tous les rapports ayant trait à Raspoutine, et dès les premiers jours de la Révolution les fonctionnaires ont supprimé toutes traces écrites de leurs relations avec l'ancien favori.

La Revue *Byloe* (le Passé) a publié sous le titre *Grigory Raspoutine* un extrait des Mémoires de Beletzky, ancien Directeur du Département de la Police à Pétrograd.

Le récit de Beletzky est un document important, car le témoin est à la fois spectateur, acteur et même metteur en scène comme organisateur de complots.

Il a partie liée avec tous les personnages qui gravitent autour du héros : ministres en place décidés à se débarrasser de Raspoutine par l'assassinat (Khvostov), ou à plat ventre devant lui pour conserver leur portefeuille, mouchards prêts à le sauvegarder comme à l'assommer, moines, prêtres, évêques, créatures du « staretz » partageant ses débauches, puis rompant avec lui, le dénonçant impudemment, — maîtres-chanteurs, intrigants de toutes espèces (Prince Andronnikof, Manassévitch-Manouïlof) flattant ses bas instincts pour en tirer des bénéfices.

Dans un récit de cent pages que l'on croirait extraites du plus effarant

roman-feuilleton, Beletzky, comme chef de la police ne peut juger que l'influence de Raspoutine sur la politique intérieure, sur le choix des ministres et des grands dignitaires.

En le lisant, c'est à peine si l'on s'aperçoit que la guerre existe ; il serait inutile d'y chercher l'influence de Raspoutine sur la politique extérieure.

L'on a souvent représenté Raspoutine comme un agent à la solde de l'Allemagne. Le paysan sibérien, ivrogne, débauché, jouisseur, madré, n'était pas d'envergure à jouer ce rôle, mais son entourage se servait de lui pour insinuer et dicter à l'Empereur des actes politiques dont les résultats étaient funestes à la Russie et aux Alliés.

Beletzky s'intéresse surtout aux intrigues qui se nouent autour des nominations de ministres, et plus encore aux rapports de Raspoutine et de la Douma.

« En étudiant Raspoutine, dit-il, je me suis convaincu qu'il n'y avait en lui aucune idée politique et qu'en chaque affaire il envisageait ses intérêts propres et ceux de la Vyroubova... Nous connaissions son point de vue sur la Douma.

« Dans le passé, la Douma ne lui avait donné rien de bon ; au contraire, chaque ouverture de session avait contribué à gêner sa liberté d'action, et l'avait souvent forcé à s'éloigner de la capitale ; pendant les sessions, il craignait que l'Empereur ne changeât d'opinion à son égard. Il entretenait l'Impératrice dans l'idée de l'inutilité de la Douma et montrait à l'Empereur que la masse des paysans était désenchantée de la Douma, qui n'avait rien fait pour eux.

« Il s'informait avec nervosité de ce qu'on disait sur lui dans les « couloirs...

« Après ma démission, lorsqu'à la Douma commencèrent les attaques contre l'Impératrice et Raspoutine, je m'intéressai à ce qu'en disait Raspoutine et j'interrogeai Manassévitch-Manouïlof, secrétaire de Stürmer.

« Manouïlof me dit que de tout ce qui se passait à la Douma, Raspoutine ne s'intéressait qu'à ce qui se disait contre lui, ou contre ses protecteurs. Raspoutine exigeait qu'on lui lût ce qui avait été dit, et il injuriait Stürmer, parce que celui-ci n'avait pas pris immédiatement sa défense. »

Lorsqu'il s'agit de convoquer la Douma pour la session de printemps 1916, le gouvernement pressent que la rentrée sera des plus graves et la lutte âpre.

Raspoutine pousse à retarder l'ouverture de cette session. Ici les mémoires de Beletzky nous dévoilent toutes les manœuvres, que les ministres doivent employer pour convaincre Raspoutine et la Vyroubova que ce retard leur serait imputé et qu'au contraire, le peuple leur saurait gré d'avoir favorisé la rentrée de l'assemblée.

Les assertions de Beletzky se trouvent en partie confirmées par les lettres de l'Impératrice.

Le rôle de Raspoutine dans la vie intérieure de l'Etat ne doit pas être laissé de côté, et les mémoires de Beletzky fournissent à ce point de vue d'amples renseignements. Mais il faut les utiliser avec précau-

tion, car bien qu'ayant été écrits en pleine liberté, sous la Révolution, ils forment non pas, comme l'a dit l'auteur, un acte d'accusation contre lui, mais un acte de défense. Il faut les soumettre à un sévère examen et ne pas s'appuyer sur eux comme sur des documents d'une vérité indiscutable.

WILFRID LERAT.

LES REVUES DU TRIMESTRE (1)

Les origines de la guerre.

BARBAGALLO (Corrado). — Come si scateno la guerra mondiale. III. — *Nuova riv. stor.*, sept-oct. 1923, pp. 433-460.

BARBAGALLO (Corrado). — Das Problem der Entstehung des Weltkrieges. — *Kriegsschuldfrage*, nov. 1923, pp. 89-95.

FRANTZ (Gunther). — Die Kontroll-und Versuchsmobilmachungen Russlands in der Vorkriegszeit. — *Kriegsschuldfrage*, nov. 1923, pp. 101-104.

GERLACH (H. von). — La responsabilité du Vatican. — *Cahiers Droits de l'Homme*, 10 sept. 1923, pp. 398-399.

GOUTTENOIRE DE TOURY (Fernand). — « Die Kriegsschuldfrage ». — *Kriegsschuldfrage*, nov. 1923, pp. 95-97.

RUDIGER. — Eine serbische Veröffentlichung über die Ermordung des Erzherzogs Franz Ferdinand. — *Oesterr. Rund.*, oct. 1923, pp. 936-941.

THIMME (Friedrich). — Sir George Buchanans Memoiren. — *Kriegsschuldfrage*, sept. 1923, pp. 55-61.

WEGERER (Alfred von). — Buchanan und Dobrorolski über die russische Mobilmachung. — *Kriegsschuldfrage*, nov. 1923, pp. 97-101.

WEGERER (Alfred von). — Ein Irrtum der Entente-Kommission. — *Kriegsschuldfrage*, sept. 1923, pp. 61-63.

Les opérations militaires : généralités.

BROSSE (Colonel). — Notre théorie de 1914 sur la conduite des opérations et les leçons de la guerre. — *Rev. milit. française*, 1er nov. 1923, pp. 238-270.

***. — Die Deutschen Verluste im Weltkrieg nach Todesursachen. — *Wirtschaft u. Statistik*, sept. 1923, pp. 582-584.

GRENIER (Commandant). — Au G. Q. G. allemand pendant la guerre. — *Rev. milit. française*, 1er sept. 1923, pp. 295-319.

(1) Périodiques qui, sans figurer sur la liste des dépouillements réguliers, sont représentés dans ce numéro par un ou plusieurs articles ;

Alsace française, Archiv fur Sozialwissenschaft, Archives de la Grande Guerre, Correspondance d'Orient, Flambeau, France-Etats-Unis, Economie nouvelle, Glocke, Grande Revue, Nation and Athœneum, Nouvelle Revue, Paix par le droit, Parlement et opinion, Revue contemporaine, Revue des Etudes coopératives.

KUNTZ (Capitaine). — La politique des effectifs dans l'armée française de 1914 à 1918. — *Arch. grande guerre*, n° 40, pp. 1153-1165.

HORSETZKY (Ernst von). — Ueber die Leistungen des k. u. k. Heeres im Weltkriege und ihre Bewertung von reichsdeutscher Seite. — *Neue Reich*, 29 sept. 1923, pp. 1211-1214.

REVOL (Lieutenant-Colonel). — Que nous apprit la guerre (II, III). — *Rev. France*, 1er et 15 sept. 1923, pp. 131-158, 276-302.

T... (Jean). — Dans les coulisses de la guerre ; notes d'un chef de la sûreté d'une armée. — *Merc. France*, 15 oct. et 1er nov. 1923, pp. 379-402, 653-678.

Front occidental.

BRAY (Fernand de). — Le Pont du Val-Benoît à Liége et le miracle de la Marne. — *Flambeau*, 30 sept. 1923, pp. 167-174.

BUISSON (Général). — Un point d'histoire (9 sept. 1914). — *Rev. cavalerie*, sept.-oct. 1923, pp. 589-597.

CAYGILL (H.-W.). — Assault fire at Vaux. — *Infantry Journal*, nov. 1923, pp. 540-543.

CHARBONNEAU (Commandant). — Une manœuvre d'aile pendant la guerre de 1914-1918 : les opérations du Ier corps colonial lors de l'offensive du printemps 1917 (I à III). — *Rev. milit. générale*, 15 août, 15 sept., 15 oct. 1923, pp. 586-604, 656-674, 732-751.

GRASSET (Commandant). — Une bataille de rencontre. Ethe (22 août 1914). — *Rev. milit. française*, 1er sept., 1er oct., 1er nov. 1923, pp. 390-412, 5-26, 145-167.

KOELTZ (Commandant). — La bataille de Lorraine. — *Rev. Paris*, 1er oct. 1923, pp. 595-626.

KUNTZ (Capitaine) — Stratégie et opérations alliées dans le Nord (IV, suite et fin). — *Rev. milit. générale*, 15 août 1923, pp. 624-632.

LEBAS (Général). — L'évacuation de Lille en août 1914 : le général Herment ; les interventions civiles ; les fautes du repliement ; conclusion. — *Act. nationale*, août, sept., oct. 1923, pp. 82-87, 140-146, 214-224.

PALAT (Général). — Souvenirs de guerre (1914-1916). — Sous Paris pendant la bataille de la Marne. De Bordeaux à Clermont-Ferrand et à la Valbonne. — *Arch. grande guerre*, nos 40 et 41, pp. 1180-1224, 1357-1404.

NOREL (H.). — Plutarque et la tactique. — *Rev. univ.*, 15 août 1923, pp. 502-514.

NUYTEN (Colonel A. E. M.). — Ce fut-il une erreur de replier l'armée belge sur Anvers au mois d'août 1914 ? — *Bull. belge. sc. milit.*, oct. 1923, pp. 1109-1126.

***. — Les opérations de l'armée belge (suite). — *Bull. belge. sc. milit.*, oct. 1923, pp. 1101-1108.

Fronts orientaux.

CAMON (Général). — La stratégie de Ludendorff sur le front russe. I. — *Rev. milit. générale,* 15 oct. 1923, pp. 721-731.

MAYER (Lieutenant-Colonel). — Sarrail et son œuvre en Orient. — *Monde nouveau,* 1er-15 sept. 1923, pp. 92-109.

ROBERT (Simon). — L'erreur des Dardanelles. — *Rev. pol. et parl.,* 10 août 1923, pp. 250-261.

SALMON (Capitaine). — La manœuvre de Transylvanie (sept.-oct. 1916). — *Rev. milit. générale,* 15 oct. 1923, pp. 780-795.

Les répercussions de la guerre sur la vie intérieure des Etats.

ALLEMAGNE

BELIN (J.-P.). — Le ravitaillement de l'Allemagne pendant la guerre. — *Economie nouv.,* oct. 1923, pp. 516-554.

GOT (Ambroise). — La littérature pangermaniste d'après guerre. — *Merc. France,* 15 oct. 1923, pp. 403-421.

GRIBBLE (Francis). — The German political murders. — *Fortnightly. Rev.,* oct. 1923, pp. 562-573.

HANOTAUX (G.). — L'Allemagne d'hier ; le premier craquement de l'empire (1917). — *Rev. Deux Mondes,* 1er août 1923, pp. 514-530.

KNITTEL (Jean). — Souvenirs des journées révolutionnaires à Strasbourg (nov. 1918). — *Alsace française,* 17 nov. 1923, pp. 1035-1041.

***. — Der Sturz der Mark. — *Wirtschaft u. Statistik,* oct. 1923, pp. 639-640.

AUTRICHE

LOISEAU (Charles). — Les Yougoslaves d'Autriche-Hongrie pendant la guerre. — *Vie des peuples,* oct. 1923, pp. 193-226.

BELGIQUE

PASSELECQ (Fernand). — La Belgique et le plan allemand de 1917. — *Le Flambeau,* 31 août 1923, pp. 57-64.

PASSELECQ (Fernand). — Le dernier mot sur Miss Cavell. — *Rev. générale,* 15 sept. 1923, pp. 294-299.

EMPIRE BRITANNIQUE

DEVALDÈS (Manuel). — Les objecteurs de conscience Anglo-Saxons. — *Merc. France,* 15 sept. 1923, pp. 642-669.

MAXE (Jean). — Le défaitisme de la paix en Angleterre. J. M Keynes et E. D. Morel. — *Merc. France,* 1er nov. 1923, pp. 607-629.

MARRIOTT (I.-A.-R.). — The Aftermath of war. — *Fortnightly Rev.,* sept. 1923, pp.388-397.

ETATS-UNIS

DUBARBIER (Georges). — Aux Etats-Unis. Impressions et souvenirs de 1918 (fin). — *Nouv. Rev.,* 1er août 1923, pp. 270-278.

Grèce

ANDRÉADÈS (A.). — La marine marchande grecque pendant et après la guerre mondiale. — *Rev. écon. internationale,* 25 août 1923, pp. 221-245.

Italie

SCHAER (Wilhelm). — Zur Teilnahme Italiens am Weltkriege. — *Kriegsschuldfrage,* sept. 1923, pp.47-55.

Russie

ALEXINSKY (Tatania). — Souvenirs d'une socialiste russe. — *Gr. rev.,* août, sept., oct. 1923, pp. 198-216, 445-472, 614-640.

BIENSTOCK (J.-W.). — Le Journal intime de Nicolas II. — *Merc. France,* 1er nov. 1923, pp. 688-704.

DUBARBIER (Georges). — La France en Sibérie et l'amiral Koltchak. — *Nouv. Rev.,* 15 oct. 1923, pp. 289-306.

ECKARDT (Hans von). — Schicksal und Bedeutung der Industrie in der russischen Revolution 1917 bis 1922. — *Arch. f. Sozialwissen. ù.-pol.,* Bd. 51, H. 1, 1923, pp. 169-222.

GALEN (P. Augustinus). — Der Raub der Kirchengüter in Sowjet russland. — *Neue Reich,* 6 oct. 1923, pp. 13-14.

LA CHESNAIS (P.-G.). — Le droit et les institutions de la Russie soviétique. — *Act. nationale,* sept. 1923, pp. 169-173.

MIRSKY (D.-S.). — Russian post-revolutionnary nationalism. — *Contemp. Rev.,* pp. 191-198.

NARISCHKINE-WITTE (Vera). — La Révolution russe. — *Flambeau,* 31 août 1923, pp. 65-78.

OEHQUIST (Johannes). — Die letzte Zarin. — *Preuss. Jahrb.,* août 1923, pp. 179-194.

PIERRE (A.). — Les trahisons de « l'arrière » en Russie (Episodes de la guerre). — *Eur. nouv.,* 25 août 1923, pp. 1077-1078.

POUTIATINE (Olga). — Les derniers jours du grand-duc Michel. I. L'abdication. — *Rev. Deux Mondes,* 1er nov. 1923, pp. 56-78.

ZAGORSKY (Simon). — Les tentatives de réforme monétaire dans la Russie des Soviets. — *Rev. d'écon. pol.,* sept.-oct. 1923, pp. 638-663.

Suisse

MICHELS (Roberto). — Gli Italiani in Isvizzera durante la guerra. — *Nuova antol.,* 16 sept. 1923, pp. 97-107.

La question des réparations et des dettes interalliées. — L'occupation de la Ruhr.

— Accord relatif au remboursement des frais des armées d'occupation des Etats-Unis d'Amérique. — *France-Etats-Unis,* août-sept., 1923, pp. 229-231.

XXX. — L'Allemagne et les réparations. I, II. — *Corr.,* 10 août, 10 sept. 1923, pp. 385-403, 769-781.

ANDREA (Ugo d'). — Il Conflitto diplomatico per la Ruhr. — *Politica*, 31 août-30 sept. 1923, pp. 187-328.

BASCH (Victor). — La Ruhr et les réparations. — *Cahiers droits de l'Homme*, 20 sept., 5 oct. 1923, pp. 411-418, 435-440.

XXX. — La Belgique et les réparations. — *Flambeau*, 31 août 1923, pp. 89-95.

BELL (John). — Allied diplomacy and the Ruhr. — *Fortnigthly Rev.*, oct. 1923, pp. 553-562.

BIARD D'AUNET. — Le règlement équitable des dettes interalliées. — *Rev. écon. internat.*, 25 oct. 1923, pp. 7-21.

HOSTELET (G.). — Quelques considérations économiques sur le problème des réparations. *Rev. études coop.*, juil.-sept. 1923, pp. 367-399. pp. 367-399.

KEYNES (J.-M.). — The Legality of the Ruhr occupation. — *Nation and Ath.*, 18 août 1923, p. 631.

KEYNES (J.-M.). — How much has Germany paid ? — *Nation* (L.), 27 oct. 1923, pp. 146-148.

KUTTNER (Erich). — Sentimentale oder wirtschaftliche Ruhrpolitik. — *Glocke*, 22 oct. 1923, pp. 780-786.

LAVERGNE (Bernard). — Le problème des réparations et la responsabilité de l'Angleterre. — *Rev. études coop.*, juil., août., sept. 1923, pp. 422-450.

***. — Politisches Tagebuch aus einem Gefangnis im besetzten Gebiet. — *Deut. Stimmen*, 20 sept. 1923 pp. 301-311.

SAUZÈDE (Albert) — L'occupation de la Ruhr : répercussions économiques et politiques. — *Parlement et Opinion*, oct. 1923, pp. 1738-1747.

***. — Un coup d'œil rétrospectif. Dix semaines dans la Ruhr. I et II. — *Corr.*, 10 et 25 sept. 1923, pp. 916-933, 1091-1108.

Les clauses territoriales des traités de paix :

LA RHÉNANIE

DELAGE (J.). — La République rhénane. — *Vie des peuples*, oct. 1923, pp. 382-398.

GRUBEN (Hervé de). — Le problème rhénan. — *Rev. générale*, 15 nov. 1923, pp. 535-556.

JOHANNET (René). — La République rhénane. — *Rev. univ.*, 15 nov. 1923, pp. 526-532.

KELTENBURG (Clemens von der). — Preussen und das Rheinland. — *Neue Reich*, 6 oct. 1923, pp. 4-8.

NOTHOMB (Pierre). — La République rhénane. — *Flambeau*, 31 oct. 1923, pp. 347-354.

PERRAUD (Albert). — La question rhénane et la politique française. — *Rev. Deux Mondes*, 1er oct. 1923, pp. 676-697.

PIERARD (L.). — Séparatisme rhénan et sécurité franco-belge. — *Eur. nouv.*, 10 nov. 1923, p. 1446.

PIONNIER (Marcel). — Le séparatisme rhénan. — *Rev. Contemp.*, 1er sept. 1923, pp. 440-446.

QUARCK (Max).— Das Signal zur Lostrennung ! — *Glocke*, 22 oct. 1923, pp. 777-780.

VALOT (S.). — Trois semaines de république rhénane. — *Eur. nouv.*, 10 nov. 1923, pp. 1439-1443.

LES AUTRES PROBLÈMES

COUSSANGE (J. de). — Le Danemark et la minorité allemande du Slesvig. — *Eur. nouv.*, 15 sept. 1923, pp. 1178-1179.

DURHAM (M. E.). — Croatia and Great Serbia — *Contemp. Rev.*, nov. 1923, pp. 590-600.

ETCHEGOYEN (Commandant). — L'Eternelle discorde polono-lithuanienne. — *Rev. Contemp.*, 1er sept. 1923, pp. 396-403.

ETCHEGOYEN (Ch. d'). — Vilna. — *Rev. Contemp.*, 1er oct. 1923, pp. 3-11.

VAUX (A. de) — L'Affaire de Memel et son importance internationale. — *Vie des peuples*, août 1923, pp. 886-907.

WORONIECKI (Edward). — Le problème de la Galicie orientale. Son aspect international. — *Gr. Rev.*, août 1923, pp. 269-292.

Le proche Orient, la conférence de Lausanne.

JALABERT (Louis). — Une triste paix. Les résultats de la conférence de Lausanne. — *Etudes*, 5 sept. 1923, pp. 513-536.

« AN OBSERVER ». — Turquey and the East. — *Atl. Monthly*, oct. 1923, pp. 546-556.

OUALID (W). — Les Intérêts privés en Turquie et la paix de Lausanne. — *Eur. nouv.*, 29 sept. 1923, pp. 1257-1261.

POIDEVIN (Commandant). — L'offensive turque de 1922. (3 croquis.) — *Rev. milit. française*, 1er oct. 1923, pp. 105-121.

STUART (James). — The failure of the Lausanne conference. — *Fortnigthly Rev.* oct. 1923, pp. 574-581.

TOURNADRE (Général de). — Le rôle de la cavalerie et la destruction de l'armée hellénique en 1922. — *Rev. hebd.*, 3 nov. 1923, pp. 58-80.

Y. — La Conferenza di Losanna. La Turchia sul piede di uguaglianza. — *Vita ital.*, 15 sept.-15 oct. 1923, pp. 184-197.

La Société des Nations.

BOVET (E.). — L'Italie et la Société des Nations. — *Wissen u. Leben*, 15 sept., 1er oct. 1923, pp. 1051-1056, 26-31.

CECIL (Lord Robert). — L'avenir de la S. D. N. — *Rev. Genève*, oct. 1923, p. 416-426.

DUMÉRIL (Edmond). — L'ordonnance du 7 mars 1923 et les affaires de la Sarre à la Société des Nations. — *Paix par le droit*, sept.-oct. 1923, pp. 370-375.

HARRIS (H. Wilson). — The fourth assembly. — *Contemp. Rev.*, oct. 1923, pp. 418-425.

MAURICE (Frédéric). — The League and the Italian-Greck crisis. — *Atl. Monthly*, nov. 1923, pp. 697-704.

MOREL (E.-D.). — Why the League fails. — *Foreign Affairs*, oct. 1923, pp. 70-72.

MORELLET (Jean). — Les Etats-Unis et la Cour permanente de justice internationale. — *Rev. pol. et parl.*, 10 sept. 1923, pp. 463-470.

PALMIERI (Aurelio). — La Lega delle Nazioni et la politica dell'Italia fascista. — *Vita ital.*, 15 sept.-15 oct. 1923, pp. 170-183.

RÉQUIN (Colonel). — Traité d'assistance mutuelle et réduction des armements. — *Rev. milit. française*, 1er nov. 1923, pp. 226-237.

RUYSSEN (Th.). — La IV assemblée de la Société des Nations. — *Paix par le droit*, sept.-oct. 1923, pp. 348-352.

SCELLE (Georges). — La quatrième assemblée de la Société des Nations. — *Rev. pol. et parl.*, 10 nov. 1923, pp. 258-276.

SCHANZER (Carlo). — L'equivoco fondamentale della Società delle Nazioni. — *Nuova ant.*, 1er nov. 1923, pp. 3-16.

SPECTATOR. — Le Minoranza e la Societa delle Nazioni. — *Problemi A.*, 1er oct. 1923, pp. 1-28.

Les pays à mandat.

PIC (P.). — L'évolution politique et économique du proche Orient (Syrie et Palestine), sous le régime des mandats français et anglais. — *Rev. écon. internat.*, 25 oct. 1923, p. 21-50.

CHRONIQUE

Les faits et les controverses.

I. — Les négociations de la Conférence de la paix ont provoqué, dans la presse et au Parlement, de nouvelles discussions rétrospectives ; la tentative de séparatisme rhénan, en mai 1919, la question des « pactes de garantie », l'attitude du président de la République pendant l'élaboration du traité, ont été l'objet de ces controverses.

Le 23 octobre 1923, dans l'*Echo National*, M. Tardieu déclarait que le général Mangin, en mai 1919, avait « commis la légèreté d'informer les généraux anglais et américains qu'il allait soutenir un coup de main autonomiste du Dr Dorten, *tout en négligeant de prévenir de son projet le gouvernement français*. Cette initiative du général a provoqué une crise assez vive à la Conférence de la paix. Dans l'*Eclair*, le 24 octobre, a paru tout aussitôt une interview du général Mangin : il avait toujours, dit-il, tenu le gouvernement au courant de ses projets. C'est ce que conteste vivement l'*Echo National* en citant (n° du 26) les fragments d'un rapport de M. Jeanneney, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, à M. Clemenceau, et la lettre écrite par celui-ci au général, le 1er juin 1919.

Le mouvement séparatiste récent a donné lieu, de la part du gouvernement anglais, à une protestation basée sur l'article 27 du traité de Versailles, qui détermine les frontières de l'Allemagne. Dans un article du 2 novembre 1923 (*Echo National*), M. Tardieu a rappelé que les négociateurs français, au mois de mars 1919, s'étaient refusés à *garantir* les frontières de la nouvelle Allemagne : la scission des pays rhénans ne constituerait donc pas une violation du traité de Versailles.

Dans le débat du 23 novembre 1923, à la Chambre des députés, (*Temps* du 25, p. 3), des renseignements intéressants sur les projets de « pactes de garantie » ont été donnés par M. Poincaré, président du Conseil, M. Briand et M. Tardieu. En outre, M. Poincaré a souligné les profondes divergences de vues qui le séparaient de M. Clemenceau au moment du vote du Traité.

II. — Le procès de Conradi, le meurtrier du plénipotentiaire bolchevik Worowski, s'est plaidé à Lausanne, du 5 au 16 novembre. C'est tout le régime des Soviets qui a fait les frais des débats : attaques passionnées des uns, apologies, — parfois inattendues —, des autres, voilà les témoignages qui, bien au delà des faits de la cause, ont

alimenté la chronique de la grande presse. Au point de vue qui nous intéresse, nous croyons devoir rappeler seulement le petit incident que voici. Le général Dobrorolsky, celui-là même dont nous avons publié, en version française, les souvenirs sur la *mobilisation russe en 1914*, est venu apporter un témoignage public de sympathie au gouvernement soviétique. Le témoin, qui, en 1921, habitait Belgrade, est maintenant établi à Berlin. Ce fait a donné lieu à une vive intervention d'un des avocats, Me Aubert. Il a suffi pour que la sincérité des souvenirs de Dobrorolsky puisse paraître sujette à caution.

III. — Les publications de documents se poursuivent à l'étranger. Le gouvernement allemand, qui avait suspendu depuis un an environ, la grande collection *Die Grosse Politik der europaischen Kabinette* (1870-1914) vient de se décider à mettre en vente de nouveaux volumes La *Frankfurter Zeitung* du 11 novembre a annoncé la prochaine apparition de six tomes, qui concernent le traité de contre-assurance avec la Russie et le rapprochement franco-russe. En Russie, l'organisation centrale des archives de la République prépare une nouvelle série de publications : la correspondance de Nicolas II et de l'impératrice Alexandra Féodorowna, plus importante, sans aucun doute, que le *Journal privé* du Tsar, formera quatre volumes, avec une préface du professeur Pokrowsky ; les compte rendus de divers grands procès politiques sont aussi annoncés.

IV. — A Innsbrück, le 18 août, le capitaine Werkmann, ancien secrétaire particulier de l'empereur Charles de Habsbourg, a exposé, dans une conférence, l'histoire des derniers jours de la monarchie. La France, dit-il, n'avait pas l'intention de disloquer l'Autriche-Hongrie, au moment de l'armistice : le comte Chlumecky, envoyé en mission à Berne, en octobre, aurait reçu du Dr Bucher, « homme de confiance de Clemenceau » (dit le capitaine Werkmann), l'assurance que la France était sympathique à la formation d'un Etat fédératif. Le prince Windichgraetz, qui, le 6 novembre, avait des entretiens avec les représentants de l'Entente en Suisse, aurait reçu de M. Dutasta des déclarations analogues : « Selon l'ambassadeur, il était nécessaire de conserver, sur le moyen Danube, un grand organisme d'Etat, et il était indispensable que la dynastie collaborât à cette œuvre ». Mais, presque aussitôt, la révolution triomphait à Vienne. « Ce n'est donc point le fait d'accepter les conditions d'armistice qui a sapé la dynastie tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. C'est l'exemple de l'Allemagne qui empêcha l'empereur Charles de réussir »(1).

Il est inutile de souligner le caractère politique de ce témoignage, qui vise évidemment à rejeter sur la Socialdémocratie la responsabilité des maux dont a souffert l'Autriche vaincue. C'est dire aussi avec quelle prudence il faut accueillir les affirmations du capitaine Werkmann.

(1) Le compte rendu de cette conférence (*Reichspost* du 20 août 1923) a été en partie reproduit par le *Bulletin périodique de la presse autrichienne*. (Bureau d'études de presse étrangère), n° 147, auquel ces détails sont empruntés.

V. — Le télégramme du baron Ritter, que nous avons cité dans une chronique précédente (1), a fait l'objet d'un article paru dans les *Cahiers des droits de l'homme*, sous la signature de M. von Gerlach. A la suite de cet article, le *Temps* du 28 septembre (page 2) a publié une correspondance de Rome, où on lit :

« En admettant que ce télégramme existe » (dit-on au Vatican), « et que le texte soit celui qui a été autrefois publié, cela ne prouve nullement que ce télégramme rapportait exactement les propositions et conversations du Secrétaire d'Etat... D'autre part, le baron Ritter lui-même n'a-t-il pas admis, dans certaines conversations privées, que son télégramme n'exposait pas précisément ce qui lui avait été dit à la Secrétairerie d'Etat, mais plutôt les impressions qu'il avait rapportées de conversations au Vatican ? »

La note rappelle enfin « avec quelle appréhension et quelle douleur « le pape Pie X avait prévu, puis appris la déclaration de guerre ».

Les publications nouvelles de la Société de l'Histoire de la Guerre.

La Société vient de publier, en un petit volume de 160 pages, un recueil de documents, intitulé *Un des problèmes de la paix : La sécurité de la France.* C'est M. André Honnorat, sénateur, président de la Société, qui est l'auteur de ce travail. Il a voulu présenter au public cultivé, sous une forme sobre et précise, l'évolution de ce grave problème depuis la Conférence de la paix et la signature des Traités de garantie, que l'Angleterre et l'Amérique ont si vite abandonnés. Les négociations de Cannes, les propositions du chancelier Cuno, les projets établis par la « Commission temporaire mixte » de la Société des Nations sont traités dans les divers chapitres de ce recueil. Les textes sont accompagnés du commentaire strictement indispensable. De ce volume, se dégage, avec une clarté parfaite, la série de déceptions qui ont atteint la France victorieuse et pacifique. La Société est heureuse de constater le succès que l'ouvrage de son président a obtenu dans la presse et dans les milieux compétents.

Elle compte faire paraître, vers la fin de janvier 1924, un autre recueil, consacré à l'*Histoire de la question des réparations* depuis la Conférence de la Paix jusqu'à l'état de paiements du 5 mai 1921. Ce sera un gros ouvrage, de 450 pages environ. L'auteur, M. Germain Calmette, attaché au service de documentation de la Bibliothèque-Musée de la Guerre, a cherché avant tout à faire œuvre historique : c'est dans un état d'esprit tout à fait objectif qu'il a recueilli, grâce à de longues recherches, les textes essentiels, et c'est dans le même esprit qu'il essaiera dans une « Introduction » de dégager les lignes générales de l'évolution du problème.

Les Cours et les Conférences.

— M. JACQUELIN, professeur de droit administratif à la Faculté de

(1) Voir n° 2 de la *Revue*, p. 178.

droit, continue cette année les Conférences de Doctorat qu'il avait commencées l'an dernier, sur *Le droit administratif et la guerre.*

— M. Germain MARTIN traite *Les Finances de la France de 1916 à 1924,* M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, *Les traités de paix et la Société des Nations,* et M. ALLIX, *L'économie de guerre et d'après guerre en France, en Angleterre, et en Russie.*

— M. Pierre RENOUVIN a repris, le 7 décembre, l'enseignement sur l'*Etude critique des sources de l'Histoire mondiale,* créé, à la Sorbonne, par la Société. Il a pris pour sujet de son cours public : *Les décisions essentielles du Haut Commandement allemand.*

— Sir Th. MORISON, principal d'Armstrong College, a fait, le 21 décembre, à la Sorbonne, une intéressante conférence sur : *Les mouvements d'opinions en Angleterre depuis la guerre.*

Le Gérant : A. COSTES

POITIERS. - IMP. MARC TEXIER

Revue d'Histoire
de la
Guerre Mondiale

Le Service des Transmissions pendant la Guerre

On peut dire que le « Service des Transmissions » est né de la guerre, car ce qui existait en 1914 sous le nom de « Service Télégraphique aux armées » peut être considéré comme quantité négligeable par rapport à ce qui existait à la fin de 1918, tant au point de vue du personnel qu'au point de vue matériel.

En 1914, le mode normal de liaison envisagé était le télégraphe Morse. Le téléphone était peu employé ; on le jugeait dangereux parce que ses transmissions ne laissent aucune trace et parce qu'elles peuvent être facilement surprises par des oreilles indiscrètes. On n'avait donc prévu, tout au moins dans la zone des Armées, qu'un réseau purement télégraphique qui devait réunir :

1° Le Grand Quartier Général d'une part avec le territoire, et d'autre part avec le Quartier Général de chaque armée ;

2° Dans chaque armée, le Quartier Général de l'armée avec les Quartiers Généraux des corps d'armée subordonnés ;

3° Dans chaque corps d'armée, le Quartier Général du corps d'armée avec les Quartiers Généraux des divisions.

Ce réseau ne dépassait pas les Quartiers Généraux des divisions.

Les communications entre les deux divisions étaient assu-

rées, en principe, par l'intermédiaire du poste du corps d'armée qui faisait le transit des télégrammes. De même, les communications entre deux corps d'armée étaient assurées par l'intermédiaire du poste de l'armée.

Le personnel chargé d'établir et d'exploiter ce réseau comprenait en allant de l'arrière à l'avant :

1° Des sections de télégraphie de 2e ligne constituées au moyen de personnel militarisé de l'Administration des Télégraphes, qui assuraient les communications entre le territoire, le Grand Quartier Général et les Quartiers Généraux d'armée.

2° Dans chaque armée, une compagnie télégraphique du 8e régiment du génie, chargée d'assurer les communications entre le Q. G. de l'armée et les Q. G. des corps d'armée.

3° Dans chaque corps d'armée, un détachement de sapeurs télégraphistes du 8e régiment du génie chargé d'assurer les communications entre le Q. G. du corps d'armée et les Q. G. des divisions.

La division n'avait pas organiquement de détachement de sapeurs télégraphistes ; seules les divisions dites « indépendantes » en possédaient un.

Le poste télégraphique de la division était installé et exploité par du personnel appartenant au détachement de sapeurs télégraphistes du corps d'armée.

La guerre que l'on avait envisagée étant une guerre de mouvement, on admettait que les réseaux à établir étaient des réseaux tout à fait temporaires, que l'on modifiait chaque jour. Pour les établir, on devait utiliser dans la plus large mesure les fils télégraphiques existant dans la zone d'opérations de l'armée. Chaque grande unité avait la libre disposition de tous les fils existant dans sa zone d'action, à l'exception de ceux qui étaient réservés par l'autorité supérieure. Les sapeurs télégraphistes avaient donc peu de constructions à faire. Leur rôle consistait surtout à reconnaître, à réparer, à compléter le réseau existant, et à exploiter.

Une compagnie télégraphique d'armée emportait avec elle un lot assez important d'appareils Morse et de matériel de poste, quelques téléphones, utilisés surtout pour l'essai des lignes, et environ 250 kilomètres de câble.

On estimait généralement que cet approvisionnement pouvait suffire pour une campagne de courte durée. Toutefois, on avait commencé à constituer dans les entrepôts de l'intérieur

une première réserve de ravitaillement fixée à 200 kilomètres de câble par armée.

Les détachements de corps d'armée et de divisions indépendantes étaient relativement mieux pourvus en téléphones que les compagnies d'armée. Mais, pour eux aussi, les communications télégraphiques étaient la règle, et le téléphone l'exception.

En dehors du réseau ainsi constitué, et sans aucun contact avec lui, chaque régiment d'infanterie pouvait établir un petit réseau intérieur de communications téléphoniques, constitué au moyen de fil d'acier émaillé très léger, mais cassant. Ce matériel se montra bientôt tout à fait incommode et insuffisant.

Les batteries d'artillerie possédaient aussi des ateliers téléphoniques, dont le matériel, destiné à relier la batterie à ses observatoires, était suffisant pour un champ de tir, mais ne s'adaptait pas aux nécessités du combat.

Aucun matériel n'avait été constitué en vue d'assurer la liaison entre l'infanterie et l'artillerie chargée de l'appuyer.

En raison de leur caractère essentiellement temporaire, et afin de gagner du temps et d'économiser le matériel, ces différents réseaux téléphoniques, aussi bien ceux construits éventuellement par les détachements télégraphiques des grandes unités que ceux des corps de troupe d'infanterie ou d'artillerie, étaient établis en simple fil avec retour du courant par la terre. Il en résultait fréquemment des mélanges par les terres, et des difficultés d'audition.

Mais la principale critique à formuler contre cette organisation du début de la guerre, c'est qu'il n'y avait aucune coordination entre les différents réseaux. Chaque commandant d'unité, grande ou petite, qui possédait en dotation du matériel et du personnel de transmission, était libre de l'employer à son gré dans l'intérieur de son unité. Il n'y avait aucun plan d'ensemble pour la constitution des réseaux, aucune subordination technique entre les différentes unités.

Au point de vue radiotélégraphique, chaque armée possédait quatre ou cinq postes automobiles à étincelles, munis d'un mât démontable de 27 mètres pouvant atteindre une portée de 100 à 150 kilomètres. Ces postes permettaient de remplacer ou de doubler les communications télégraphiques entre le Q. G. de l'armée et les Q. G. des corps d'armée ou des divisions de cavalerie, et, pour certains d'entre eux, de

communiquer avec les postes fixes du territoire : celui de la Tour Eiffel, et ceux des cinq Grandes Places fortes : Maubeuge, Verdun, Toul, Epinal, Belfort.

Voilà la situation d'où nous sommes partis au mois d'août 1914.

I

Dès le début de la guerre, la nécessité s'imposa de doubler les communications télégraphiques prévues par des communications téléphoniques, afin de permettre aux généraux commandant les grandes unités, aux chefs d'état-major et aux officiers des bureaux des opérations d'avoir entre eux les conversations directes qui leur étaient indispensables. Mais c'est surtout au moment où le front commença à se stabiliser qu'il devint nécessaire de développer les communications téléphoniques et de les pousser au-delà des états-majors de divisions, jusqu'aux régiments, jusqu'aux bataillons d'infanterie, parfois jusqu'aux compagnies et jusqu'à certains postes d'observation.

Ce réseau était employé d'abord uniquement par le commandement pour traiter des questions urgentes relatives aux opérations. Mais peu à peu son emploi se généralisa et s'étendit à tous les bureaux des différents états-majors, à tous les corps de troupe, à tous les services. L'artillerie, en dehors du réseau de commandement, reliant les commandants de l'artillerie des grandes unités à tous les groupements, groupes et batteries sous leurs ordres, avait besoin d'un réseau spécial de tir, reliant chaque groupe ou batterie à tous les observatoires ayant des vues sur les objectifs normaux ou éventuels de ces groupes et de ces batteries. D'autre part, lorsque le front fut stabilisé, il devint nécessaire de relier par des communications spéciales et sûres chaque batterie chargée des tirs de barrage avec le poste de commandement ou de surveillance désigné pour faire exécuter le barrage.

Puis ce fut l'aéronautique. Chaque terrain d'atterrissage, chaque escadrille dut pouvoir communiquer avec l'état-major dont il dépendait, et avec les groupes ou groupements d'artillerie pour lesquels ses avions observaient.

Vinrent ensuite les réseaux de défense contre avions,réseaux

spécialisés reliant entre eux et avec le commandement les postes de guet, les batteries antiaériennes, les escadrilles de chasse et les organes chargés de donner l'alerte en cas d'incursion d'aéronefs ennemis.

Enfin vinrent les communications nécessaires aux organes de transport et de ravitaillement et aux commandements territoriaux, commissions régulatrices, groupements automobiles, réseaux de voie de 0,60, stockages de munitions et d'approvisionnements de toute nature, ateliers de fabrications, unités de travailleurs, service de santé, service des eaux, service des routes, etc.... Bref, on peut dire qu'en 1918 il n'y avait pas d'organe, si minime fût-il, dans la zone des armées, qui n'eût son téléphone et ne l'employât parfois sans modération.

Tel poste d'armée donnait en moyenne de 4 à 5.000 communications par jour.

Comment a-t-on pu,au cours de la guerre,créer et entretenir ces réseaux multiples et complexes, en tenant compte des modifications incessantes qui se produisaient dans l'ordre de bataille, leur donner à la fois la sécurité, la densité et la souplesse nécessaires pour en assurer le bon fonctionnement ? Comment a-t-on pu se procurer les quantités énormes de matériel qu'ils représentent ?

I. — Un réseau téléphonique comprend essentiellement les appareils de poste (téléphones et tableaux d'intercommunication), et du matériel de lignes (fil nu ou câble isolé, isolateurs, perches ou poteaux).

L'établissement central du matériel de la Télégraphie militaire, rattaché à la Direction du matériel du génie, ne disposait comme réserve que d'un millier de téléphones de modèles divers et d'environ 1000 kilomètres de fil conducteur (câble ou fil nu).

L'établissement était d'ailleurs désorganisé par suite du départ pour les armées de la majeure partie de son personnel (officiers ou ouvriers). Il se reconstitua au moyen d'officiers de complément, d'ingénieurs et d'ouvriers dégagés par leur âge de toute obligation militaire.

D'autre part, la mobilisation avait ralenti ou même arrêté toutes les fabrications dans les usines.

On commença par acheter ou réquisitionner, aussi bien à

l'intérieur que dans la zone des armées, tous les appareils téléphoniques, publics ou privés, que l'on put trouver soit sur les réseaux civils, soit chez les particuliers, soit dans les stocks du commerce. On les aménagea de manière à les rendre transportables, sinon portatifs. On fit appel à l'industrie étrangère. Enfin, après des difficultés multiples, l'industrie française put commencer à fabriquer. Sa production *mensuelle*, qui était au début de 750 appareils et de 250 tableaux, s'éleva peu à peu à 3.500 appareils et à 2.500 tableaux.

Du 2 août 1914 au 1er janvier 1919, l'Etablissement central du matériel de la télégraphie militaire a fourni aux armées 210.000 appareils et 162.000 tableaux annonciateurs de tous modèles.

Il en fut de même pour les fils conducteurs. On commença par utiliser tout ce qui se trouvait dans les places fortes du littoral et du sud-est, on acheta tous les stocks commerciaux de fils de lumière ou de fils de sonneries, on fit appel à l'industrie étrangère, enfin les usines françaises commencèrent leur fabrication. Leur production mensuelle, qui fut au début de 10.000 kilomètres, s'éleva jusqu'à 36.000 kilomètres, et l'Etablissement central put fournir aux armées plus de 2 millions de kilomètres de fil de toute nature.

En même temps que l'on fabriquait le matériel en quantités considérables, on l'étudiait et on le perfectionnait au point de vue technique pour l'adapter aux conditions nouvelles de la guerre.

Les premiers appareils téléphoniques étaient à appel vibré, mode d'appel qui convient pour des postes reliés par les lignes en câble hâtivement établies et mal isolées, mais qui est tout à fait insuffisant sur des réseaux fixes soumis à une exploitation intensive. Dès la fin de 1914, on ne construisit plus que des appareils à appel magnétique (sonneries) ou des appareils à double mode d'appel (appel magnétique et appel vibré) pouvant être utilisés aussi bien sur les réseaux fixes que sur les lignes volantes, en employant suivant les cas l'un ou l'autre mode d'appel. Les différents modèles étudiés et construits en série furent de plus en plus légers, de moins en moins encombrants.

Pour les tableaux d'intercommunications, en dehors des modèles en usage dans l'administration des Postes et des Télégraphes, dont on fit le plus large emploi, on étudia et on

construisit à des milliers d'exemplaires des tableaux dont les annonciateurs se déclanchent soit sous l'action de l'appel magnétique, soit sous l'action de l'appel vibré.

On réalisa des postes centraux complets pour batterie et pour groupes d'artillerie, des standards à 30 directions, des postes centraux mobiles télégraphiques et téléphoniques sur camionnettes et remorques, et enfin des multiples à 300 directions pour postes centraux d'armée.

Comme fils conducteurs, on substitua obligatoirement dès 1915 les circuits téléphoniques aux lignes à simple fil, en raison des dangers que présentent celles-ci au point de vue du secret des conversations ; en conséquence on fabriqua des câbles de différents modèles à une ou plusieurs paires de conducteurs, notamment le câble de campagne à 4 paires employé comme axe de transmission en cas d'avance, et le câble sous plomb à 7 paires qui servit à constituer les réseaux enterrés dans les zones soumises à des bombardements fréquents.

Les corps de troupe furent dotés d'appareils de signalisation optique à piles, pour les liaisons à faible distance et notamment pour les liaisons au combat.

II. — Etudions maintenant l'organisation générale des différents réseaux, c'est-à-dire la façon dont le matériel a été utilisé. Cette organisation a été définie par l'Instruction sur la liaison pour troupes de toutes armes du 28 décembre 1917, qui résume et codifie les méthodes et procédés auxquels l'expérience de la guerre avait conduit les différentes armées.

On constitue sur le terrain un quadrillage plus ou moins serré formé de nappes de circuits téléphoniques : aériens jusqu'à environ 6 kilomètres des premières lignes, et enterrés ou fortement protégés dans la zone soumise à des bombardements fréquents.

Aux sommets du quadrillage sont installés de grands postes centraux munis de tableaux d'intercommunication à grand rendement et desservis par un personnel exercé, permettant de donner rapidement toutes les communications en profondeur ou latérales qui sont nécessaires.

De plus, toutes dispositions sont prises, dans les postes centraux, pour que l'on puisse, le cas échéant, réunir et boucler momentanément certaines lignes. On peut réaliser ainsi pres-

que immédiatement les circuits directs de grandes longueurs qui sont nécessaires pour certaines communications de tir ou de commandement.

Le passage des circuits par ces postes centraux permet de sectionner les lignes, ce qui facilite la surveillance et les essais, et, en cas de dérangement, de substituer immédiatement au circuit fonctionnant mal un circuit en bon état, avantage dont on se priverait par l'emploi de longs circuits directs dont la surveillance et l'entretien seraient difficiles sinon impossibles.

Ce quadrillage qui ne peut être complètement réalisé qu'en période de stabilisation constitue le *réseau d'armée*, dont le plan est arrêté par le chef d'Etat-major de l'Armée, d'après les propositions du chef du service télégraphique de 1re ligne. Il comprend au moins deux grandes artères parallèles au front, l'une à hauteur des P. C. de corps d'armée, l'autre à hauteur des P. C. de division et des groupements d'artillerie, et des antennes perpendiculaires au front (au moins une par front de division). Ces antennes sont prolongées jusqu'à des centraux d'observation établis à proximité des groupes d'observatoires, elles peuvent être poussées jusqu'à des centraux avancés établis dans les premières lignes en vue d'une progression.

Au point de vue de l'emploi, le réseau d'armée comprend deux réseaux distincts :

1° Le réseau de commandement, qui est relié vers l'arrière au réseau du territoire et vers l'avant aux P. C. des régiments d'infanterie et des groupements d'artillerie, où il se rattache aux réseaux particuliers des corps de troupe.

2° Le réseau de tir, qui permet aux unités d'artillerie d'utiliser tous les organes d'observation terrestres ou aériens qui leur sont nécessaires, en leur donnant, au moyen de bouclages réalisés dans les postes centraux, les communications directes spécialisées dont elles ont besoin, notamment avec les terrains des secteurs aéronautiques et avec les centraux aérostiers.

Le réseau de tir comprend le réseau spécialisé de la défense contre aéronef (D. C. A.), reliant chaque commandant de secteur de D. C. A. — d'une part avec ses sections d'autocanons, ses sections ou postes demi-fixes et ses postes de guet, — d'autre part, avec les centraux d'aviation, les centraux aérostiers et les centraux du réseau de commandement.

Mais ces deux réseaux de commandement et de tir, qui sont différents dans leur emploi, sont réalisés sur le terrain au moyen des mêmes nappes de circuits qui constituent le quadrillage du réseau de l'armée. Ce quadrillage, s'il est suffisamment dense, donne aux communications une grande souplesse résultant de l'existence permanente sur le terrain d'une ossature solide. Un, deux tronçons du quadrillage peuvent être détruits ; les communications essentielles seront néanmoins assurées, en employant des itinéraires détournés. Des unités nouvelles peuvent entrer en ligne ; elles n'ont qu'à se réunir par des circuits d'abonnement généralement courts au poste central le plus voisin pour obtenir toutes les communications que donne le réseau.

Le réseau d'armée (commandement et tir) est construit et entretenu par les unités de sapeurs télégraphistes de l'armée, des corps d'armée et des divisions, suivant une répartition du travail arrêtée par le chef du service télégraphique de 1re ligne de l'armée.

Le réseau d'armée est prolongé vers l'avant par les réseaux des corps de troupe construits, entretenus et exploités par les téléphonistes de ces corps de troupe qui disposent, à cet effet, d'une certaine quantité de matériel en dotation.

Ces réseaux particuliers ont pour objet d'assurer les communications à l'intérieur des unités et entre deux unités voisines.

Le réseau d'un corps d'infanterie assure les communications du P. C. du régiment avec les unités subordonnées jusqu'aux bataillons au moins, ainsi que les communications des unités d'infanterie avec l'artillerie qui est chargée de les appuyer.

Le réseau d'un groupement d'artillerie assure les communications de ce groupement avec les éléments subordonnés (sous-groupements, groupes, batteries, observatoires particuliers), ainsi que les communications de l'artillerie avec les unités d'infanterie qu'elle est chargée d'appuyer.

Les lignes établies dans ce but doublent celles qui ont été établies par l'infanterie.

Ces communications sont parfois précaires, surtout lorsque les lignes à établir pour les réaliser sont un peu longues. Il y a donc avantage, chaque fois que la chose est possible, à ce que les unités subordonnées d'infanterie et d'artillerie se rat-

tachent par des circuits d'abonnement, qui seront généralement courts, au poste central d'armée le plus voisin (central d'observation ou central avancé), qui pourra généralement leur donner, au besoin par circuit spécialisé, toutes les communications nécessaires.

En outre, ces unités doivent être pourvues de tous les moyens de transmission autres que le téléphone (postes de T. S. F. ou de T. P. S., appareils de signalisation optique et acoustique, artifice, pigeons-voyageurs, etc...).

Un réseau complet et ordonné de communications télégraphiques et téléphoniques ne peut être réalisé que pendant les périodes de stabilisation. Son organisation demande du temps. Mais c'est l'idéal que l'on doit chercher à réaliser, même en cas de guerre de mouvement. Le temps nécessaire pour l'organisation d'un semblable réseau dépend essentiellement du plan suivant lequel il doit être établi. Ce plan doit tenir compte des lignes ou tout au moins des appuis existant dans la zone de marche.

En cas de progression, on constitue dans la zone de marche de chaque grande unité (division ou tout au moins corps d'armée) un axe de transmission jalonné par des postes centraux successifs. L'itinéraire des axes de transmission et l'emplacement des postes centraux qui les jalonnent doivent être mentionnés dans l'ordre d'opération avec l'indication de l'heure à laquelle chacun de ces postes pourra être ouvert. Les travaux de construction seront entrepris simultanément sur plusieurs tronçons par des équipes différentes, tandis que d'autres équipes procèdent à l'aménagement des postes centraux.

Chaque axe de transmission comporte au moins quatre circuits.

Aux centraux successifs de l'axe de transmission viennent se rattacher les différents éléments.Les grandes unités placées en 2e ligne se déplacent dans le sillage de celles qui les précèdent, et utilisent en le renforçant l'axe établi par celles-ci. Les corps d'armée utilisent l'axe de l'une de leurs divisions, l'armée utilise l'axe de l'un des corps d'armée, en l'améliorant et en le complétant par la construction de circuits nouveaux.

Si la progression se ralentit, les axes de transmissions deviennent les éléments d'un nouveau quadrillage que l'on complète en reliant par des transversales les centraux situés à la

même hauteur, et que l'on améliore en remplaçant les lignes hâtivement construites en câble par des nappes de circuits fixes suffisamment denses.

Si la progression va en s'accélérant, comme ce fut le cas en 1918, il vient un moment où il faut renoncer au téléphone, ou du moins perdre l'espoir de conserver un réseau ordonné et complet. C'est alors que la T. S. F. prend une importance capitale. Plus sûre que le téléphone parce qu'elle n'est pas soumise aux causes multiples de dérangement qui affectent les réseaux téléphoniques, immédiatement installée au point précis où se place l'état-major ou la formation qui a besoin de communications, pouvant toucher instantanément un grand nombre de correspondants, la T. S. F. paraît être le mode de liaison idéal d'une armée en mouvement, comme le téléphone est le moyen de communication normal pour des éléments stables ou relativement stables.

II

Pendant la guerre, la T. S. F. a joué un triple rôle.

Elle a doublé les communications par fil, en assurant une partie du trafic en ce qui concerne les télégrammes ou les messages, lorsque les lignes étaient encombrées ou lorsqu'il fallait envoyer simultanément à plusieurs postes récepteurs des renseignements qu'il y avait intérêt à propager instantanément, alors que leur transmission par téléphone à tous les correspondants eût été longue et pénible (alerte en cas d'incursion d'avions, renseignements météorologiques, données balistiques, passage de l'heure, etc...).

Elle a remplacé le fil partout où son installation n'était pas possible, comme dans la liaison entre les avions et le sol.

Enfin elle a été une source précieuse de renseignements grâce à l'écoute méthodique des postes ennemis et à la recherche de l'emplacement de ces postes au moyen de la radiogoniométrie.

Mais que de progrès il a fallu accomplir, tant au point de vue scientifique pur qu'au point de vue des réalisations pratiques, pour qu'il fût permis à la T. S. F. de remplir ce triple rôle comme elle l'a rempli !

Les quatre ou cinq postes automobiles à étincelles que possédait chaque armée au début de la campagne, pour doubler ou remplacer éventuellement les liaisons par fil, ont été peu employés pour les transmissions. Par contre, ils ont fait du service d'écoute pour capter les radiogrammes ennemis, et ont rendu de ce fait au commandement, dans certaines circonstances, de très précieux services. Aussi, dès que le front se fut stabilisé, tous ces postes ainsi que ceux des places furent-ils employés au service d'écoute.

Le premier problème qui se posa fut de mettre la T. S. F. sur avions. Ce problème avait été déjà étudié et même résolu avant la guerre, mais on avait cherché à obtenir une portée plus grande pour permettre aux avions de reconnaissance de correspondre avec leurs bases. Cette fois-ci, les conditions étaient différentes : on voulait équiper les avions pour les employer aux réglages d'artillerie ; il s'agissait d'avoir un minimum de poids, avec une portée qui pouvait ne pas dépasser 15 kilomètres. Les postes que l'on créa furent mis en service dès le mois de novembre 1914, ils furent employés en grand lors des attaques de 1915, et surtout en 1916 dans la Somme. Aux avions de réglage d'artillerie, on ajouta des avions d'infanterie, — avions d'accompagnement dont le rôle principal était de faire connaître à un moment donné la ligne atteinte par l'infanterie, de renseigner les commandements et l'artillerie sur les obstacles rencontrés par l'infanterie, et de faire, à la demande de celle-ci, suspendre, reprendre ou allonger le tir de l'artillerie, en indiquant au besoin les objectifs de tir par leurs coordonnés.

Tous ces postes étaient des postes à étincelles, autrement dit « à ondes amorties », qui avaient pour inconvénient de se gêner mutuellement. La syntonisation, c'est-à-dire l'accord entre le poste émetteur et le poste récepteur, était loin d'être parfaite : les postes récepteurs recevaient les émissions faites non seulement sur la longueur d'onde pour laquelle ils étaient réglés, mais encore celles faites sur les longueurs d'ondes voisines. On chercha donc à différencier les postes émetteurs non seulement par leur longueur d'onde et par leur indicatif d'appel, mais encore par le timbre ou son de leur émission (ronflée, chantante, grave, aiguë, etc...).

Le plan d'emploi de la T. S. F., arrêté dans chaque armée par le chef du Service télégraphique, répartissait entre les

grandes unités les timbres et les séries de longueurs d'onde, en les alternant de manière à ne pas donner les mêmes caractéristiques à deux grandes unités voisines.

Dans ces conditions, on a pu arriver, avec du personnel exercé, à employer simultanément jusqu'à 18 avions sur le front d'un corps d'armée, soit une moyenne de cinq à six avions par kilomètre.

Mais c'était un maximum, et il eût été difficile d'organiser, avec des postes à ondes amorties, en plus du réseau radio-aérien, le réseau de commandement dont le besoin se faisait de plus en plus sentir. C'est alors que l'on commença à employer les postes à lampes ou « à ondes entretenues », étudiés et mis au point par les services techniques de la Radiotélégraphie, postes qui donnèrent la solution du problème.

La lampe à trois électrodes ou tube à vide était connue et employée comme détecteur. En 1915, on reconnut et on étudia ses propriétés comme amplificateur et comme génératrice d'ondes entretenues, qui ont révolutionné la technique de la radiotélégraphie. L'amplificateur renforce dans des proportions considérables les courants de faible intensité, il permet la réception beaucoup plus intense des signaux émis par un poste donné, il augmente, par conséquent, la portée des postes émetteurs, et le nombre des postes émetteurs qu'un même poste récepteur peut entendre. Grâce à l'amplificateur, on a pu développer l'écoute et le repérage des postes ennemis, créer un service méthodique d'écoutes et de radiogoniométrie, et généraliser l'emploi des postes à ondes entretenues, dont les avantages sont les suivants :

A énergie égale, leur portée est notablement plus grande que celle des postes à ondes amorties. L'accord entre l'émission et la réception est très précis ; il est donc possible de multiplier dans la même région les postes émetteurs sans danger de brouillage. Enfin l'onde entretenue n'est pas reçue par les récepteurs d'ondes amorties, ce qui permet de superposer les deux réseaux.

Par contre, les appareils sont plus délicats, leur réglage plus difficile, ils ne peuvent être confiés qu'à un personnel exercé. Enfin, les appareils récepteurs comportent des accumulateurs qu'il faut recharger périodiquement. Il est donc difficile de les installer trop près des lignes avancées.

La solution adoptée a été d'employer les ondes entretenues

pour le réseau du commandement et pour certains réseaux spécialisés d'aéronautique et de D. C. A., et de réserver les ondes amorties pour les avions de réglage et pour les réseaux des corps de troupe. Seuls les avions d'A. L. G. P. et les avions de commandement qui avaient besoin de postes à grande portée reçurent des ondes entretenues.

Il y avait donc, à la fin de 1917 et au début de 1918, une série de réseaux de T. S. F. distribués de la façon suivante, de l'arrière à l'avant :

a) Réseau d'armée comprenant des postes à ondes entretenues (type E 13) montés sur camionnettes, avec une portée pouvant varier de 100 à 250 km. suivant l'antenne employée et donnant les liaisons :

Armée. — Armées voisines.
Armée. — Corps d'armée ou corps de cavalerie.
Corps d'armée. — Corps d'armée voisins.

Ce réseau assurait, en outre, éventuellement les liaisons de l'armée avec le groupe d'armées et avec le G. Q. G.

b) Réseau de corps d'armée comprenant des postes à ondes entretenues (type E 3) d'une portée de 50 km. montés sur camionnettes ou voitures de tourisme, mais pouvant aussi être placés le cas échéant sur voitures légères attelées assurant les liaisons :

Corps d'armée. — Division.
Corps d'armée. — Secteur aéronautique.
Division. — Divisions voisines.
Division. — Secteur aéronautique.

c) Un réseau de division comprenant des postes portatifs à ondes entretenues (type E 10) assurant les liaisons.

Division. — Infanterie divisionnaire.
Division. — Centre de renseignements de D. I.
Division. — Avion de commandement.
Division. — Chars d'assaut.

d) Un réseau de l'avant comprenant des postes portatifs à ondes amorties (type P. P. 5 ou P. P. 4 a) assurant les liaisons :

I. D. — Régiment.
Régiment. — Régiments voisins.
Régiment. — Groupe d'artillerie.

Ces postes travaillent sur antenne basse avec une portée de 4 à 5 km., portée qui peut atteindre de 10 à 12 km., lorsqu'il est possible de surélever l'antenne jusqu'à 4 mètres au-dessus du sol.

En dehors de ces différents réseaux qui constituaient le réseau normal de commandement, il y avait dans chaque armée trois réseaux particuliers constitués par des camionnettes de type corps d'armée (postes à ondes entretenues E 3) :

1° Le réseau de l'aéronautique reliant le chef de l'aéronautique de l'armée à tous ses échelons subordonnés.

2° Le réseau de D. C. A. reliant les postes de D. C. A. entre eux à l'armée.

3° Le réseau de la radiogoniométrie permettant de centraliser rapidement à l'armée les renseignements recueillis par les différents postes radiogoniométriques.

En dehors des armées, le réseau particulier de la division aérienne, reliant la D. Aé. à toutes les escadrilles de chasse ou de bombardement, aux postes centraux de D. C. A. et aux Commandants de l'Aéronautique des différentes unités. Ce réseau permettait à la D. Aé. d'être immédiatement renseignée sur l'activité de l'aviation ennemie, sur les points où il était nécesaire d'envoyer des patrouilles. Il y avait ainsi une liaison permanente et immédiate entre tous les postes de D. C. A., toutes les escadrilles de chasse et de bombardement et tous les services aéronautiques.

Il ne manquait plus pour compléter cet ensemble que de doter les unités d'artillerie d'un réseau particulier analogue à celui de l'infanterie pour assurer la liaison entre le groupement, les groupes et quelques observatoires importants.

Si on examine maintenant le fonctionnement de tous ces réseaux, on constate que, pendant la période de stabilisation, le réseau radio-aérien travaille en permanence ; rien ne peut le remplacer. Les réseaux radio-terrestres ne travaillent d'une façon intensive que lorsque les communications téléphoniques sont insuffisantes ou interrompues momentanément.

Au contraire, dans la guerre de mouvement, les rôles ont été renversés, les réseaux de T. S. F. du Commandement ont pris une importance d'autant plus grande que le réseau téléphonique perdait de la sienne. Il est venu un moment où les camionnettes de T. S. F. restaient le seul lien entre les grandes unités, tandis que les postes portatifs à ondes amorties donnaient d'excellentes communications dans l'intérieur des D. I. Certainement le téléphone est plus agréable et plus commode, mais il faut compter que, dans la guerre de mouvement, on pourra disposer tout au plus de quelques circuits précaires, dont l'établissement demandera un temps appréciable. Dans bien des cas, la T. S. F. a été le seul moyen de liaison possible.

III

Il restait en avant des P. C. de régiments d'infanterie et des groupes d'artillerie une zone où les communications étaient toujours précaires. Les lignes téléphoniques fréquemment coupées étaient difficiles à entretenir. La série des sons et des longueurs d'onde n'était pas assez nombreuse pour qu'on pût attribuer des postes de T. S. F. portatifs aux unités subordonnées, et les antennes, même réduites au minimum de hauteur, attiraient le bombardement et étaient fréquemment détruites. On eut recours dans cette zone aux différents procédés de signalisation : signalisation optique au moyen de projecteurs à piles transmettant les signaux de l'alphabet Morse, signalisation acoustique, signalisation à bras ou par panneaux ; on employa des fusées ; on utilisa des pigeons-voyageurs, les chiens estaffettes, les projectiles lance-messages ; on employa largement les avions et les ballons comme postes de correspondance et de relais entre les éléments avancés dont ils pouvaient voir les signaux et les P. C. situés plus en arrière ; on utilisa surtout les coureurs, procédé coûteux.

Tous ces procédés furent codifiés et méthodiquement organisés. Chacun d'eux, dans des circonstances diverses, a donné de bons résultats, surtout lorsqu'il était mis en œuvre par du personnel exercé ; mais aucun d'eux n'est absolument sûr. Il a donc fallu les employer tous, en organisant chacun d'eux comme s'il devait se suffire à lui-même.

Un procédé de transmission qui a donné de bons résultats, dans la zone de l'avant, pour relier les P. C. des régiments aux bataillons et aux postes d'observation et pour relier entre eux certains éléments d'artillerie, a été la télégraphie par le sol, la T. P. S., que l'on commença à employer en 1916, en même temps que l'on organisait l'écoute méthodique des communications téléphoniques de l'ennemi au moyen de postes d'écoute dont les appareils sont fondés sur le même principe.

La T. P. S. est le procédé électrique auquel le bombardement cause le moins de gêne.

Un poste émetteur, constitué par une bobine à vibrateur ou par un alternateur et un manipulateur, et un poste récep-

teur constitué par un amplificateur muni d'un téléphone, sont intercalés sur une base en câble de campagne, bien isolé, dont les deux extrémités sont reliées à de bonnes prises de terre. Cette base doit avoir au moins 50 mètres, mais il convient, pour augmenter la portée, de lui donner de 200 à 300 mètres, chaque fois que la chose est possible. Elle peut être placée sur le sol, dans un boyau, ou même enterrée, ce qui la rend très peu vulnérable.

Deux postes correspondants doivent autant que possible avoir leurs bases parallèles, les appareils étant placés sur une même perpendiculaire à ces bases.

Des postes de T. P. S. placés trop près l'un de l'autre se gênent mutuellement ; on est conduit à les différencier par le timbre comme les postes de T. S. F. à ondes amorties.

Placés trop près de lignes téléphoniques et surtout de lignes téléphoniques au simple fil, ils brouillent les communications sur ces lignes et sont brouillés par elles.

Enfin la portée dépend essentiellement de la nature du sol et du soin apporté aux prises de terre.

Le rendement d'un réseau de T. P. S. et le nombre de postes que l'on peut établir dans une même région dépendent donc des emplacements choisis pour ces postes et des précautions prises dans leur installation.

Les postes d'écoute téléphonique sont constitués par des prises de terre placées aussi près que possible des lignes ennemies et reliées, par des conducteurs bien isolés, à des amplificateurs munis d'écouteurs téléphoniques, placés dans des abris. On peut remplacer les prises de terre et les lignes d'écoute par un grand cadre constitué par plusieurs spires en câble bien isolé placé sur le sol ou dans un boyau et dont les extrémités sont reliées à l'amplificateur.

Les renseignements fournis par les postes d'écoute sont transmis immédiatement au commandant du secteur intéressé et au 2e bureau de la grande unité. Ces renseignements ont été parfois d'une importance capitale.

Ces postes ont permis, d'autre part, d'exercer une surveillance sur notre propre réseau et sur nos communications téléphoniques. On a été conduit, pour éviter toute surprise possible de nos communications par l'ennemi, à prescrire de la façon la plus absolue l'emploi des lignes téléphoniques au simple fil avec retour par la terre, à faire surveiller l'état de

nos lignes pour éviter les contacts accidentels avec la terre de conducteurs mal isolés, et à prescrire l'emploi exclusif dans les postes de l'avant de conversations chiffrées suivant un code qui variait fréquemment.

Les renseignements fournis par les postes d'écoute téléphonique viennent s'ajouter à ceux déjà fournis par les postes d'écoute radiotélégraphiques et par les postes radiogoniométriques qui, donnant les emplacements des postes de l'ennemi, permettent de reconstituer son ordre de bataille, et de suivre les mouvements de ses grandes unités.

***

L'étude, la réalisation, la mise au point et la construction en série de la quantité formidable des postes de T. S. F., de T. P. S. et de postes d'écoute, qui ont été nécessaires pour équiper ces différents réseaux, représentent un travail considérable, surtout si l'on songe que c'est nous qui avons fourni le matériel de T. S. F. à la plupart de nos alliés.

C'est l'œuvre personnelle du général Ferrié, qui, au début de la guerre, était colonel et directeur technique de la radiotélégraphie militaire, il groupa autour de lui une pléiade de savants et d'officiers dont il fut l'animateur et l'inspirateur et qu'il fit travailler en complète harmonie avec les officiers radiotélégraphistes des armées. On peut dire qu'il créa toute la série des appareils dont furent dotées les armées, appareils si remarquablement étudiés et si bien adaptés aux besoins que nos Alliés les ont immédiatement adoptés et que nos ennemis ont cherché à les copier.

En outre, c'est aux études faites par les services techniques de la radiotélégraphie militaire que l'on doit l'admirable essor actuel de la radiotélégraphie et de la radiotéléphonie.

L'établissement de la Radiotélégraphie, qui n'était d'abord qu'une annexe de l'établissement central de la Télégraphie militaire, devint en 1916 un établissement autonome. On créa à cette époque une direction du matériel de la Télégraphie militaire, à laquelle furent rattachés les deux établissements constructeurs et dont dépendirent également les centres radiotélégraphiques du territoire, autre création de la guerre.

En 1914, il n'y avait en France que le poste de la Tour Eiffel et les postes des cinq grandes places du Nord-Est. Ces

postes, surtout celui de la Tour Eiffel, en dehors des heures de communications régulières, faisaient un service d'écoute et enregistraient les diverses émissions qui les atteignaient.

Pendant la période qui précéda la guerre, on remarqua vite l'intérêt que présentaient certains télégrammes captés, soit par leur texte même, quand ils étaient déchiffrables, soit par les moyens qu'ils donnaient d'étudier les systèmes cryptographiques employés.

On organisa donc des écoutes méthodiques, pour lesquelles on créa des postes récepteurs spéciaux montés soit sur antenne, soit sur cadres orientés.

D'autre part, le poste de la Tour, tel qu'il existait en 1914, et à plus forte raison les postes des places fortes, n'étaient pas assez puissants pour permettre des communications sûres avec certains de nos alliés, notamment avec la Russie.

Un poste très puissant qui était sur le point d'être expédié en Indo-Chine pour être monté à Saïgon fut monté de toute urgence à la Doua, près de Lyon. C'est ce poste qui assura plus tard le service France-Amérique, le poste de la Tour Eiffel restant presque exclusivement affecté aux communications européennes. Ce dernier poste reçut d'ailleurs des perfectionnements importants qui eurent pour résultats d'augmenter sa puissance, de le doter des appareils de réception et d'émission les plus perfectionnés, et de créer des installations de secours protégées contre les obus et les bombes d'avions.

Le poste du Champ de Mars avec son annexe du Trocadéro et les postes d'écoute de Chartres, Palaiseau, Saint-Cyr, Orléans, Neufchâtel-en-Braye et Poitiers constituèrent le centre radiotélégraphique de Paris.

Le poste de la Doua avec ses annexes constitua le centre radio de Lyon.

Les postes d'écoute du Sud-Ouest : Bordeaux-Salinières avec ses annexes de Floirac, de Bayonne, constituèrent le centre d'écoute de Bordeaux.

Le service d'écoute fut complété par l'organisation d'un réseau spécial de postes radiogoniométriques permettant de déterminer les emplacements des postes émetteurs ennemis, et aussi de suivre la marche des zeppelins et des grands avions munis de postes de T. S. F.

A ce développement considérable des réseaux tant télé-

graphiques et téléphoniques que radiotélégraphiques, dut correspondre une augmentation notable du personnel chargé de les mettre en œuvre.

Au début de la guerre, les formations télégraphiques de campagne comprenaient :

I. — AU GRAND QUARTIER GÉNÉRAL :

a) Un détachement télégraphique du Grand Quartier Général composé de personnel militarisé de l'Administration des Postes et des Télégraphes, placé sous l'autorité du directeur de l'arrière et relevant d'un fonctionnaire supérieur militarisé de cette administration affecté à l'état-major du directeur de l'arrière.

Ce détachement était à l'effectif de cinq fonctionnaires militarisés et 116 agents et sous-agents.

b) Des postes radiotélégraphiques mobiles desservis par un détachement de sapeurs du 8e Génie à raison de 2 gradés et 7 sapeurs par poste. Ce service était placé sous l'autorité du major-général et dirigé par un officier supérieur du génie.

II. — PAR ARMÉE :

a) Un service de deuxième ligne placé sous l'autorité du directeur des Etapes et des Services, dirigé par un fonctionnaire supérieur militarisé des Postes et Télégraphes, chef de service, et comprenant comme organe d'exécution une section technique d'étapes composée de personnel militarisé de l'administration des Postes et des Télégraphes à l'effectif de quatre fonctionnaires, 82 agents ou sous-agents.

b) Un service de première ligne fonctionnant sous l'autorité directe du chef d'état-major de l'armée et dirigé par un officier supérieur du génie, chef de service faisant partie de l'état-major de l'armée. Ce service comprenait comme organe d'exécution :

1° Une compagnie de sapeurs télégraphistes d'armée à 4 ou 6 sections de 45 gradés ou sapeurs, 14 sapeurs conducteurs et 6 voitures techniques plus un cadre de compagnie et un échelon de matériel télégraphique comprenant 13 voitures techniques ;

2° Un certain nombre de postes radiotélégraphiques mobiles desservis par un détachement de sapeurs radiotélégraphistes à l'effectif de 2 gradés et 7 sapeurs par poste et

commandé par un officier placé sous l'autorité du chef du service télégraphiste de 1re ligne.

III. — PAR CORPS D'ARMÉE :

a) Un détachement de sapeurs télégraphistes à l'effectif de 48 ou 70 gradés et sapeurs télégraphistes suivant que le corps d'armée était de 2 ou 3 divisions, 14 ou 18 sapeurs conducteurs, 6 ou 8 voitures techniques. Ce détachement était placé sous l'autorité directe du chef d'état-major du corps d'armée et commandé par l'officier chef du détachement. Il n'y avait pas de service radiotélégraphique.

b) Les ateliers régimentaires de télégraphie légère de la brigade de cavalerie à l'effectif de 1 gradé et 4 cavaliers par atelier avec une voiture légère de matériel. Ce service relevait directement du général commandant la brigade de cavalerie.

IV. — PAR DIVISION DE CAVALERIE :

Les ateliers régimentaires de télégraphie légère, et un détachement de sapeurs télégraphistes à l'effectif de 6 gradés et sapeurs.

L'ensemble était placé sous l'autorité du chef d'état-major de la division, et était dirigé par un capitaine du génie, adjoint à l'état-major de la division.

V. — PAR DIVISION D'INFANTERIE ISOLÉE :

Un détachement de sapeurs télégraphistes à l'effectif de 25 gradés et sapeurs télégraphistes, 7 sapeurs conducteurs et 4 voitures techniques, placé sous l'autorité du chef d'état-major de la division et commandé par l'officier chargé du détachement.

Lorsque les divisions isolées étaient réunies pour former un groupe de divisions de réserve, ce groupe possédait un détachement de sapeurs télégraphistes ayant l'effectif et la composition d'une section de compagnie télégraphique d'armée.

Il n'y avait pas de détachement télégraphique dans les divisions des corps d'armées.

VI. — POUR LE SERVICE DES CHEMINS DE FER :

Un détachement télégraphique de la direction des chemins de fer composé de personnel des Postes et des Télégraphes à l'effectif de deux fonctionnaires et 33 agents et sous-agents dont 15 adjudants manipulants et six sections

techniques de chemins de fer, à l'effectif pour chaque section de 5 fonctionnaires et 118 agents et sous-agents.

Ce service relevait directement du directeur de l'arrière.

Le ravitaillement des unités de première ligne en matériel télégraphique était assuré, dans chaque armée, par le parc du génie de l'armée.

Le ravitaillement des sections techniques de 2e ligne était assuré par prélèvements sur les approvisionnements des stations-magasins, ou exceptionnellement, en cas d'urgence, par les parcs du génie d'armée.

Dès le début de la guerre, les unités télégraphiques aussi bien de 1re ligne que de 2e ligne se révélèrent manifestement insuffisantes tant comme nombre que comme effectif.

En ce qui concerne les unités de 2e ligne le nombre des sections techniques d'étapes qui était de sept fut porté à onze.

L'effectif des six sections techniques de chemins de fer fut augmenté au moyen d'auxiliaires (20 manipulants et 40 ouvriers R. A. T.).

On créa des unités nouvelles appelées : détachements d'ouvriers (D. O.) à l'effectif de 4 fonctionnaires, 61 agents et sous-agents ouvriers des lignes et 50 ouvriers auxiliaires R. A. T.

Les D. O. qui dépendaient directement du G. Q. G. (Direction de l'arrière) furent spécialement chargés de la construction et de la réparation des grandes artères télégraphiques et téléphoniques. On en créa successivement 18.

Enfin on créa des détachements de manipulants dont le personnel servit à renforcer, suivant les besoins, le personnel d'exploitation des grands postes centraux de la zone des armées et du territoire.

En ce qui concerne les unités de première ligne, les augmentations et les créations furent encore bien plus nombreuses.

On augmenta d'abord l'effectif des détachements télégraphiques de C. A., qui furent portés de 48 gradés et sapeurs à 110 pour former les compagnies télégraphiques de corps d'armée.

On créa les détachements radiotélégraphiques de corps d'armée à l'effectif de 37 gradés et sapeurs, les détachements télégraphiques et radiotélégraphiques de division à l'effectif

de 86 gradés et sapeurs pour le détachement télégraphique et de 22 gradés et sapeurs pour le détachement radio.

On augmenta et on créa les détachements de téléphonistes et de radiotélégraphistes des régiments d'infanterie qui formèrent un peloton de transmission commandé par l'officier chargé du service des transmissions du régiment.

On créa des ateliers téléphoniques d'artillerie à raison d'un atelier par batterie et de 2 ateliers par état-major de groupe et de groupement, l'ensemble étant placé sous la direction technique d'un officier téléphoniste par régiment.

On créa cinq nouvelles compagnies d'armée et sept compagnies dites de renforcement qui furent attribuées aux armées en opération suivant les ordres du G. Q. G.

Toutes les compagnies télégraphiques furent à 6 ou 7 sections de 50 hommes (5 sections de construction et 1 ou 2 sections d'exploitation).

Les détachements radiotélégraphiques d'armée furent notablement augmentés par l'adjonction de 2 sections radiotélégraphiques, de 3 sections radiolégères, et d'une section radiogoniométrique.

On créa une section d'écoute et un parc télégraphique par armée.

Toutes ces formations furent largement pourvues de voitures automobiles tant pour le transport du matériel que pour les reconnaissances des lignes et la recherche rapide des dérangements.

Pour encadrer les unités de sapeurs télégraphistes ainsi créées, les centres d'instruction de Liancourt pour la télégraphie et du Plessis-Belleville pour la radiotélégraphie formèrent un nombre important d'officiers choisis parmi les jeunes gens qui possédaient des connaissances scientifiques ou techniques suffisamment développées.

Le 8e régiment du génie, qui avait mobilisé, en août 1914, près de 150 officiers et 4.000 hommes de troupe, comptait au moment de l'armistice environ 1.500 officiers et 40.000 hommes de troupe répartis sur l'ensemble du front français et sur les théâtres d'opérations extérieurs. Il avait donc l'effectif de près de deux corps d'armée.

Les officiers téléphonistes et radiotélégraphistes d'infanterie et d'artillerie furent formés dans des centres d'instruction de liaison qui furent organisés dans chaque armée.

Quant au personnel troupe, il fut instruit dans les centres d'instruction divisionnaires et vint se perfectionner dans les cours techniques de liaison qui furent organisés dans chaque division et dans chaque corps d'armée.

Toutes ces créations de personnel furent codifiées par l'Instruction du 4 février 1918 sur l'organisation générale de la télégraphie aux armées, et par les tableaux d'effectifs de guerre du service télégraphique du 17 février 1918, de même que l'organisation et l'emploi des différents moyens de transmission ont été définis par l'instruction du 28 décembre 1917 sur la liaison pour les troupes de toutes armes.

Ces deux instructions se complètent. Les principes qu'elles posent, les organisations qu'elles prescrivent, les méthodes et les procédés qu'elles préconisent ont eu, en 1918, la consécration de l'expérience, aussi bien dans la période tragique qui suivit l'attaque allemande du 21 mars en direction d'Amiens, période pendant laquelle toute une organisation dut être créée en pleine bataille, au prix de difficultés inouïes, qu'au cours de nos attaques victorieuses du 18 juillet au 11 novembre et de la retraite allemande sur un terrain où tous les réseaux étaient systématiquement détruits. Les prescriptions essentielles de ces deux instructions, celles qui ont permis de résoudre toutes les difficultés et d'assurer en toutes circonstances le fonctionnement des liaisons, sont celles qui rattachent le service des transmissions au bureau des opérations dans l'état-major de chaque grande unité, et celles qui organisent la coopération de toutes les troupes de transmission employées sur un même front et la coordination de leurs travaux suivant un plan d'ensemble et des directives communes.

Dans chaque grande unité, à partir de la division incluse, il existe un organe de commandement et de direction qui est le commandant des transmissions de la grande unité, et des organes d'exécution qui sont les troupes de transmissions affectées à la grande unité.

Le commandant des transmissions fait partie, ainsi que ses officiers adjoints, de l'état-major de la grande unité (3e bureau). Mais il est placé sous les ordres directs du chef d'état-major, dont il est le conseiller technique. Son rôle est de régler et de coordonner, d'après les instructions du chef d'état-major, l'emploi des différents moyens de transmission, de préparer le plan de transmission de la grande unité et d'en

assurer la réalisation. Pour remplir efficacement son rôle, il doit être tenu au courant de tous les projets ou intentions du commandement et de tout ce qui peut intéresser directement ou indirectement le service des transmissions, opérations projetées ou en cours, arrivées ou relèves d'unités, déplacements de groupement d'artillerie, d'escadrilles, de ballons, installations de voies ferrées, de dépôts de munitions, etc...

Il arrête la répartition et l'emploi des troupes de transmission affectées organiquement ou temporairement à la grande unité, et a autorité au point de vue technique sur les commandants des transmissions des unités subordonnées, de même qu'il reçoit les instructions techniques du commandant des transmissions de l'échelon supérieur.

Cette subordination technique, qui s'étend depuis le commandant des transmissions aux armées jusqu'aux officiers chargés des transmissions dans les corps de troupe, ne doit jamais être un obstacle à l'exécution des ordres du commandement, qu'elle doit au contraire faciliter en assurant, avec le minimum des travaux et dans le minimum de temps, l'établissement des communications nécessaires. Mais seule elle permet de donner aux différents réseaux l'homogénéité indispensable par la continuité des vues dans la conception et l'exécution, par la coordination des efforts aux différents échelons ; seule elle permet d'éviter les travaux inutiles, les pertes de temps et le gaspillage du personnel et du matériel.

Cette subordination technique est la condition même du fonctionnement des communications radiotélégraphiques. Il n'est pas possible, en effet, de laisser chaque unité choisir arbitrairement ses indicatifs et ses longueurs d'onde. Les caractéristiques techniques d'emploi des postes radiotélégraphiques doivent être arrêtées, dans chaque armée, par le commandant des transmissions d'après les directives du G. Q. G., et notifiées par lui aux éléments subordonnés avec toutes instructions nécessaires à la répartition et à l'emploi judicieux du personnel radiotélégraphique.

Il en est de même pour les communications par fil. Il n'est pas possible que des unités différentes viennent, sans liaison entre elles, travailler dans la même zone, ni surtout sur les mêmes nappes ou sur les mêmes appuis.

On peut dire qu'en matière de tranmissions, l'unité de direction technique est d'une nécessité absolue. Cette unité de

direction, qui n'existait pas en 1914, a été réalisée pendant la guerre surtout dans le cadre de chaque armée. Elle a donné les résultats qu'on pouvait en attendre grâce à l'unité de méthode et à l'unité de doctrine qui existait chez tous les exécutants, aussi bien ceux des armées que ceux des services techniques de l'intérieur, entre lesquels la coopération a été constante et féconde. Elle a développé et exalté pendant la guerre, au 8e régiment du génie, l'esprit d'initiative, le sens des réalités et le courage des responsabilités, grâce auxquels le service des transmissions dans son ensemble a toujours bien fonctionné, même dans les circonstances les plus difficiles.

Colonel Cloix,
Ancien commandant des transmissions
de la 1re armée.

NOTA. — Le tableau ci-joint fait ressortir le développement pris par le service des transmissions pendant la guerre.

I. Personnel

Effectif du 8e régiment du génie mobilisé en août 1914	Effectif du 8e régiment du génie en novembre 1918
150 officiers	1.500 officiers
4.000 hommes	40.000 hommes

II. Matériel

	Existant en 1914	Acheté de 1914 à la fin de 1918
Kilomètres de câble :	Environ 2.000	2.000.000
Téléphones :	Quelques centaines	210.000
Tableaux annonciateurs.....	Néant	157.000
Piles téléphoniques.....	Quelques centaines	1.700.000
Signaleurs.....	Néant	70.000
Poste de T.S.F.....	Néant	28.000
Accumulateurs.....	Néant	300.000

Le total général des sommes dépensées par les établissements du matériel de la télégraphie et de la radiotélégraphie militaire entre le 2 août 1914 et l'armistice s'élève à environ 1 milliard 100 millions de francs dont 450 millions d'achats à l'étranger.

Un peintre soldat de la Grande-Guerre :

JEAN LEFORT

La plupart des artistes qui ont participé à la guerre, tant comme combattants que comme spectateurs, ont retracé en maints croquis les visions qui les ont spécialement intéressés. Il n'en est aucun qui n'ait crayonné quelque type ou quelque paysage d'un intérêt documentaire incontestable : les cartons du Musée de la Guerre sont éloquents à cet égard. Les richesses historiques qu'ils renferment prendront toute leur signification, lorsque l'on pourra revoir et parcourir, avec le recul nécessaire, la courbe tragique des événements que nous venons de vivre.

Pourtant il serait faux de dire que les spectacles de la guerre furent passionnément suivis par les artistes. Ceux qui s'en sont inspirés ne l'ont fait, en général, que d'une façon fragmentaire. C'est le cas de Georges-Victor Hugo, de Maurice Taquoy, d'André Fraye. Les dessins de Dunoyer de Segonzac n'apparaissent que de loin en loin. Luc-Albert Moreau s'intéresse beaucoup plus aux types qu'aux faits eux-mêmes : il généralise, et il est « humain », dans le grand sens du mot, avant d'être narrateur. Jules Flandrin, mobilisé, trouve autant d'attraits à crayonner un bouquet dans la lumière, le sourire d'une fillette, un jardin, un beau cheval, que les types guerriers ou les mouvements de troupe. Dufresne ne fait que de rares aquarelles. On croirait que les sentiments artistiques, meurtris par la vie du front, ne trouvent que rarement en elle sujet à s'extérioriser par le dessin ou la couleur.

Rares, très rares, sont les artistes à qui les événements quotidiens ont servi de thème, et qui se sont résignés à ce thème, depuis la mobilisation jusqu'à l'armistice. Ceux-là, ce sont en quelque sorte les journalistes de la guerre, les narrateurs véri-

diques de la vie quotidienne des combattants, les auteurs de « mémoires » auxquels devront avoir recours les historiens futurs. Le plus complet dans ce genre est peut-être Jean Lefort. Ses œuvres appellent une étude spéciale. Elles sont riches d'indications pour l'intelligence du drame qui a marqué le premier quart du vingtième siècle.

***

Jean Lefort, ancien élève de l'école des Beaux-Arts de Bordeaux et de celle de Paris où il était venu avec une bourse départementale, n'a pas fait moins de six à sept cents aquarelles depuis sa mobilisation jusqu'à son retour au foyer. Ce sont des œuvres de petit format, tracées à la plume ou crayonnées, et ensuite aquarellées et gouachées, qui tirent leur éloquence de leur vérité même. Sans lyrisme, sans tenter de généraliser, Jean Lefort, simplement, a noté ce qu'il a vu, comme il l'a vu, dans les lieux où il l'a vu, au jour le jour, et c'est par son absolue sincérité que cet œuvre de guerre prend toute sa signification. Il constitue, dans son ensemble, le plus complet carnet de route d'un mobilisé que l'on puisse concevoir. Il retrace dans ses moindres détails la vie d'un soldat de la grande tragédie.

Cet œuvre est naturellement dispersé. Une collection privée, celle de M. Lemetais, possède environ deux cents aquarelles ; le Musée de la Guerre en conserve 112, et près de deux cents croquis réunis en des carnets ; quelques pages sont éparpillées à droite et à gauche ; l'artiste en garde encore un certain nombre ; mais, la collection publique aidant, il est facile, avec très peu d'imagination, de reconstituer cet ensemble en ses grandes lignes. Quatre expositions successives de Jean Lefort eurent lieu, en novembre 1916, en novembre 1917, en novembre 1918 et en novembre 1919. Elles sont rappelées par des catalogues, qui, simples feuilles volantes, donnent les titres et les dates des tableaux, et apportent ainsi des renseignements qui sont autant de jalons. C'est à l'aide de ces catalogues, complétés par les renseignements oraux que M. Jean Lefort a bien voulu fournir et par les collections du Musée de la Guerre, que j'ai tenté de retracer la vie d'un artiste combattant, des débuts de 1915 à la fin de 1918.

*
**

Le second jour de la mobilisation, Jean Lefort, soldat de la classe 1895, prenait le train pour rejoindre le dépôt du 138e régiment territorial d'infanterie, à La Rochelle, où il parvint après cinquante-deux heures de chemin de fer. On ne voulut pas l'y recevoir : il n'était, paraît-il, mobilisable que le treizième jour. Philosophiquement, il reprit la route de Paris pour en repartir à la date indiquée. Lorsqu'il revint, son régiment n'était plus là. On le versa au dépôt, et on l'envoya d'abord garder les forçats, à l'Ile de Ré. De retour à La Rochelle, il vit, à La Palisse, les paquebots ramenant les réfugiés belges. Plusieurs fois, il fut commandé pour aider le transbordement de ces derniers du bateau au chemin de fer. Les évacués arrivaient misérables, à demi affamés, transportant avec eux des bribes de leur avoir, saisies au hasard, dans l'affolement du départ, et composées d'objets les plus hétéroclites. De là date un des souvenirs les plus pénibles pour Jean Lefort : pendant qu'il aidait à un de ces transbordements, un bambin émacié, terrassé par la fatigue, les privations et l'effroi, mourait dans ses bras compatissants.

Ce fut vers la fin de novembre que Jean Lefort, écussonné au chiffre du 237e d'infanterie et compris dans un renfort de cinq cents hommes, quitta La Rochelle. Durant son séjour en Aunis, il n'avait pas eu l'esprit tourné vers le travail. A peine avait-il, de-ci de-là, griffonné quelques notes. Pourtant il emportait dans sa musette un bloc et des couleurs, qui ne devaient plus le quitter, et qui étaient bien, de son mince bagage, ce qu'il considérait comme le plus précieux.

Où allait-il ? Il l'ignorait, comme ses camarades. Ou, plus exactement, il croyait, comme ceux-ci, sur la foi des renseignements que les officiers leur avaient fournis, qu'ils allaient à Decize, « garder les mines ».

Après un bref arrêt à Decize, le renfort était dirigé sur l'Artois, et, deux ou trois jours après son arrivée, au début de décembre 1914, il occupait les tranchées devant Ablain-Saint-Nazaire. Cette petite localité, immortalisée par la guerre, était alors entre les mains des Allemands, sauf la dernière maison que les soldats appelaient la maison Rateau, du nom d'un officier qui l'avait bravement défendue. Le régiment tenait la

crête, d'Ablain à Bouvignies, sous les ordres du lieutenant-colonel Schulher.

C'est dans cette région que Jean Lefort fit sa première aquarelle. Il s'y décida tout d'abord par le besoin de lutter contre « le cafard », de remplir le vide de cette vie de soldat, qui, en dehors des heures d'action, est d'une passivité monotone, terriblement lourde pour certains esprits. Ces premiers dessins furent faits sans aucune idée d'en tirer parti, sans penser un moment qu'ils pourraient avoir un intérêt quelconque, dictés par le seul désir, que connaissent bien tous les artistes, de s'extérioriser dans le travail, de crayonner des formes, d'harmoniser des lignes et des couleurs. Ce n'est que plus tard, la guerre se prolongeant au-delà de toutes prévisions, que Mme Jean Lefort qui, après le départ de son mari, s'était fait admettre comme infirmière à l'hôpital militaire de Château-Chinon, où elle resta plus de dix-huit mois, eut l'idée d'organiser une première exposition, dont le succès engendra les suivantes et permit au peintre de subvenir aux besoins de son foyer.

La première aquarelle faite au front par Jean Lefort est une vue de *La Tranchée des Arabes*, exécutée vers la fin de décembre 1914. Elle ne figura pas à son exposition, où la

pièce la plus ancienne en date, du 26 février 1915, représentait la *Manœuvre d'un ballon observateur.*

A ce moment, une relative amélioration survenait dans la vie du soldat Jean Lefort. Le cadavre d'un officier d'artillerie se trouvant entre les lignes, Lefort, un matin, s'en approcha en rampant, le tira par les jambes, et réussit à le ramener jusqu'aux positions françaises. Le peintre ne se glorifie pas de cet acte : chacun, déclare-t-il, était capable d'en faire autant. D'ailleurs, ajoute-t-il, que risquait-on à cette époque ? A peine quelques coups de fusil, car il n'y avait alors presque pas de mitrailleuses !

Il n'y a qu'à s'incliner devant ces déclarations et à suivre le cadavre de l'officier jusqu'au poste de La Forestière, où on le transporta, suivi de Jean Lefort.

La Forestière était un poste de secours et de commandement, où se tenaient le colonel, le médecin-major et l'aumônier. Ce dernier, l'abbé Lane, « un homme de dévouement formidable », le seul homme pour qui Jean Lefort déclare avoir eu pendant la guerre une véritable admiration, nous est connu par un croquis, exécuté à *La Forestière, Bois de Bouvigny, décembre 1914.* Devant un mort enroulé dans une toile de tente et posé sur un brancard, on le voit, incliné et priant. Cet homme grand, d'aspect rude, portant alors toute la barbe, ne redescendait jamais des lignes avec le détachement qu'il y avait accompagné. Resté en arrière, il se consacrait à ensevelir les morts, à recueillir les menus objets qu'ils portaient sur eux pour les transmettre à leurs familles. Il faisait cela avec un héroïsme calme, sans ostentation, et revenait deux ou trois jours après, les joues creuses, les traits tirés, mais ayant accompli ce qu'il disait être son devoir.

Nous voici donc à la Forestière. Jean Lefort est félicité, proposé pour la Croix de Saint-Georges (1). La fouille du cadavre fait trouver, dans une des poches, un croquis portant des indications que l'officier était allé vérifier, l'armée ne disposant pas alors de l'avion et autres moyens de recherches, qui devaient être usités plus tard. Pendant que le colonel examinait ce papier, Jean Lefort remarqua qu'on en pouvait faire le relevé, déclara sa qualité de peintre et de dessinateur ; en

(1) Le gouvernement russe venait de mettre des Croix à la disposition des régiments français.

suite de quoi, il lui fut donné l'ordre de rester à La Forestière.

Son travail désormais consista à parcourir les lignes, pour aller, aux points qui lui étaient indiqués, faire des relevés et des croquis. Ces occupations servaient ses désirs personnels ; elles lui permettaient de prendre des notes, pour les compléter ensuite au hasard des repos favorables, et c'est à ces circonstances, et à d'autres de même ordre, que nous devons un ensemble d'aquarelles, qui se continue jusqu'aux jours de joie où Strasbourg réarbore enfin la cocarde française.

Au poste de secours de La Forestière, à celui, tout proche, de la Ferme Margot, à l'infirmerie de Verdrel, Jean Lefort voit défiler une série de modèles : il dessine alors des types de soldats blessés par des balles, contusionnés par des éclats d'obus ; pauvres épaves glorieuses, hommes meurtris, sanglants, enrobés de boue, masqués de pansements, plus ou moins loqueteux, qui viennent ou qu'on apporte du combat, tous les jours, à toute heure, pour recevoir un soulagement à leurs souffrances, un adoucissement à leurs plaies, et qui sont évacués à l'arrière lorsqu'ils sont trop gravement atteints.

Un poste de secours, commun aux 237e et 360e d'infanterie, qui forment alors brigade, se trouve à Villers-au-Bois ; l'infirmerie de cantonnement du 237e est à Hersin-Coupigny. Jean Lefort reproduit l'aspect de l'infirmerie ; il montre les diverses

scènes de la vie journalière, la corvée d'eau, la lessive, la distribution des boules de pain, celle du « pinard ». Car, la guerre, ce n'est pas de l'héroïsme à jet continu ; les soldats ont aussi à se soucier de leurs besoins matériels : manger, boire, se tenir propre. Tour à tour, ils se muent en portefaix, cuisiniers, blanchisseurs, humbles hommes à tout faire, qui d'une besogne passent à une autre et pour qui, bien souvent, se faire tuer est aussi une besogne, inconsciemment héroïque.

A Villers-au-Bois, Jean Lefort montre dans une aquarelle (une de ses premières, puisqu'elle est datée du 28 janvier), intitulée *Cimetière près de la route des Pylones*, un prêtre en surplis suivi de soldats, qui s'éloignent d'une fosse béante, une sorte de grande tranchée ouverte, où des cadavres reposent côte à côte, dans la suprême fraternité du malheur obscur et glorieux.

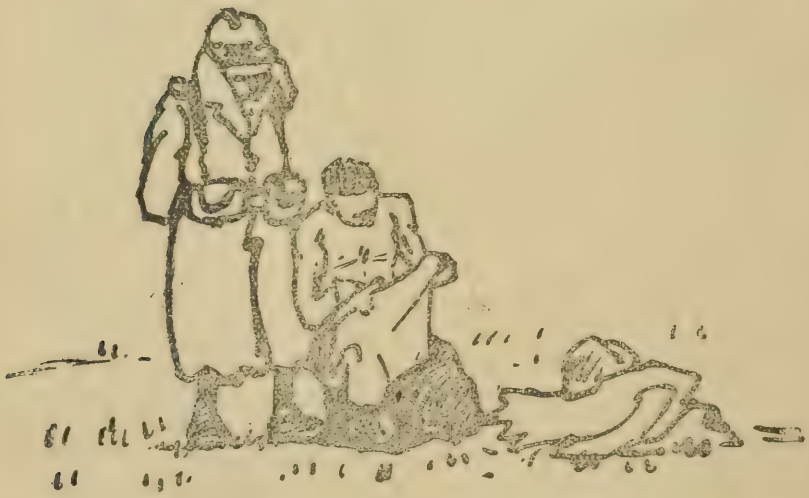
A côté du travail et de la mort, les distractions. Une aquarelle, où l'on voit un soldat barbu chanter sur la scène d'un petit théâtre de fortune, devant des musiciens et des camarades assis, représente un *Concert organisé à Hersin* par les brancardiers du 237e infanterie, le 17 avril 1915. Les infirmiers de Gauchin-le-Gal donnent leur premier concert le 11 juillet, et Jean Lefort est présent, son carnet à la main. Le régiment organise à Houvelin, le 15 juillet, une *Matinée récréative* à laquelle il assiste également et qu'il se hâte de dessiner.

Entre temps était survenue l'offensive du printemps en Artois. L'attaque du 9 mai devait, pensaient les soldats, nous conduire à Douai. C'est la seule fois que Jean Lefort vit les troupes partir *Vers la bataille* en chantant. Un même enthousiasme soulevait chacun des hommes ; on croyait au succès, et on entrevoyait le retour au foyer. Les objectifs qui devaient être occupés l'après-midi étaient atteints dès dix heures. Les pertes étaient causées par la seule artillerie ennemie, donc elles étaient minimes. Mais les renforts, qui devaient soutenir la première vague, arrivèrent vingt-quatre heures trop tard. Le 237e dut revenir sur ses pas et réoccuper ses anciennes positions. C'était le commencement de la bataille d'Arras, que le communiqué du 10 mai indiquait en ces termes : « Nous avons réalisé de sérieux progrès au nord d'Arras, dans la région de Lens et au sud de Carency... » Acharnée, la bataille devait se poursuivre treize jours durant, et non sans pertes. Chaque fois que le régiment montait en lignes, et avant toute

attaque, une demande de 250 hommes de renfort était adressée au dépôt.

Cependant Jean Lefort continue sa tâche de narrateur. Il dessine, entre autres, un *Service religieux au Cimetière de Gouy-Servins*, *le Cantonnement de Fresnicourt* ; le 25 mai, il fait une aquarelle d'un groupe d'*Allemands trouvés dans les décombres d'une partie de l'église d'Ablain-Saint-Nazaire*, puis l'*Intérieur de la voiture servant au transport des blessés* entre Ablain-Saint-Nazaire et Gouy-Servins, vieille et archaïque tapissière transformée en une voiture d'ambulance sommaire, sur le plancher de laquelle on étendait les blessés.

Le 6 juillet, le G. Q. G. adressait aux régiments de la région d'Arras des instructions pour la destruction des poux de la tête et du corps. Tous les soldats n'avaient pas attendu cette circulaire pour lutter, avec plus ou moins de bonheur, contre ces parasites ; mais, à partir de ce jour-là, ce fut une offensive générale et acharnée. Jean Lefort en a conservé le souvenir dans l'aquarelle où il fait voir un soldat debout, le torse nu, attentif à fouiller les replis de sa chemise.



Jean Lefort, parti simple soldat, devait rester simple soldat jusqu'à la fin. A une question de son colonel lui demandant d'accepter des galons et d'arriver au grade d'officier, Lefort répondit qu'il avait travaillé vingt ans pour apprendre un mé-

tier qu'il ne connaissait pas encore entièrement, qu'il n'avait aucune éducation militaire et manquait de compétence pour prendre la responsabilité de conduire des hommes au combat. Le colonel, qui avait des lettres, aurait pu lui répondre en citant Paul-Louis Courier et en reprenant les arguments de la conversation chez la comtesse d'Albany sur le métier militaire. Il comprit les raisons de son subordonné, sourit et n'insista pas.

Le 23 avril 1915, au nord d'Ypres, les Allemands employaient pour la première fois les gaz asphyxiants. Le 15 septembre suivant, Jean Lefort faisait, à Gouy-Servins, un croquis du *Premier essai de la cagoule contre les gaz*, et, trois mois après, il dessinait de même *La cagoule anglaise et le masque Tambuté*. Les procédés de défense se multipliaient et se perfectionnaient, comme les procédés d'attaque.

Son régiment étant maintenu dans la même région, les notes sur Ablain-Saint-Nazaire et les environs se multiplient. C'est, entre autres, un *Passage de goumiers à Gauchin-le-Gal* (24 septembre), *La dernière maison d'Ablain, face à la Boucherie* (5 octobre), *La soupe à Ablain-Saint-Nazaire*, *Le dépôt d'autobus transport des troupes* (11 octobre), le *Départ du 237e de Tincques aux tranchées* (26 octobre), *Les cuistots ravitaillant les premières lignes*, dans le chemin des carrières, entre Souchez et Neuville-Saint-Waast (8 décembre), *Le retour des tranchées* sur la route de Berthonval à Saint-Eloi (1er décembre). Un des derniers tableautins, exécutés en cette année 1915, est daté du 29 décembre ; il représente des *Tombes de soldats français et allemands sur le front d'Artois*.

D'après une note prise dans la nuit du 23 au 24 novembre, l'artiste exécuta l'aquarelle : *Un abri dans le boyau*. C'est l'intérieur d'un des trous du poste de secours situé sur la route de Béthune à Arras que, dans *Le Feu*, décrit Henri Barbusse. Lefort ne le montre pas à l'heure où affluent les blessés, où un médecin « pratique, en plein air, à l'entrée, des pansements sommaires, et on dit qu'il ne s'est pas arrêté, non plus que ses aides, de toute la nuit et de toute la journée, et qu'il fait une besogne surhumaine ». Non, plus simplement, trois soldats harassés dorment étendus près d'un brasero, à une heure de relative accalmie.

Cependant le temps passe. Vers la fin de février 1916, le régiment de Lefort est relevé par les troupes anglaises. En

lignes depuis la première heure, on lui promet quarante jours de repos. Il part alors dans les divers cantonnements.Au début de mars, il est entre l'Oise et l'Aisne, dans la région de Rocquencourt et de Mesnil-Saint-Firmin ; le 8 mars, il embarque à la gare de cette dernière localité et vient dans la Marne, à Sivry-sur-Ante.

Mais, depuis le 21 février, Verdun est attaqué. Les régiments cantonnés à l'arrière ne restent pas longtemps au repos. Vers le 20 mars, Jean Lefort et ses camarades sont au ravin de la Caillette, à gauche du fort de Douaumont. Le régiment reste sept jours en lignes, et lorsqu'il redescend, il a perdu, sans avoir participé à aucune attaque, la moitié de son effectif, sort commun de tous les régiments engagés. Ce que furent ces journées, il est à peine possible de se l'imaginer. Demeurant trois à quatre jours dans des trous d'obus, sous un bombardement incessant, tourmentés par la soif et la faim, les soldats connurent là le maximum de tension nerveuse et de souffrances, poussèrent l'héroïsme à ses limites extrêmes. Jean Lefort et ses camarades arrivèrent la nuit, parcourant un chemin sans abri, sans tranchée ; ils ne pouvaient même garder le souvenir des endroits traversés. Au retour, rendez-vous général fut donné au faubourg Pavé, à Verdun, et,dans la nuit, chacun, sans savoir au juste comment, se débrouilla pour gagner l'endroit indiqué.

Durant ces sept jours, les « cuistots » se montrèrent splendidement héroïques : « Les vrais héros de Verdun, déclare non sans exaltation Jean Lefort, ce ne sont pas ceux qui ont tenu : ce sont les cuistots. Ce chemin que nous avons fait deux fois et qui apparaît dans mon souvenir comme un cauchemar, eux, ils le faisaient deux fois par jour, et combien chargés ! Et encore, lorsqu'ils arrivaient, — ceux qui arrivaient, — nous les « engueulions » parce que la pitance était froide. »

A l'aide de quelques notes et de souvenirs tout proches, dès qu'il trouve un coin où s'installer, le peintre fait de nouvelles aquarelles : *Le Ravin de la Caillette* (23 et 29 mars), *Un bombardement des Côtes de Belleville et du Faubourg Pavé* (27 mars), *Le retour du Ravin de la Caillette près de Haudainville* (4 avril), etc. ; mais est-il besoin de dire que ces pièces ne sont pas nombreuses ?

A peine reposé, il faut repartir. On remonte au fort de

Souville. On y parvient la nuit, non sans pertes sensibles, après avoir passé par cette période de transes, bien connue de tous ceux qui ont combattu et dont le processus est très net : à la descente des lignes, au retour vers le repos, une sorte de bien-être moral, une joie envahissante qui fait tout oublier, puis, dès la remonte en lignes, l'inquiétude, la peur qui se manifeste d'abord chez tous, et qui peu à peu disparaît dans la réadaptation progressive au danger.

Le village de Belleray, sur les rives de la Meuse, au nord de Verdun, possède un petit cimetière, où maintenant sont mêlés à la terre des restes confus de combattants. Là, dans des toiles de tentes étalées, des territoriaux de corvée apportaient des débris informes, des morceaux d'hommes qu'ils ramenaient pêle-mêle, par charrettes entières, comme un engrais. Des trous creusés les recevaient ; la terre compatissante les recouvrait, les enserrait, masquait ces tragiques vestiges du drame intense qui se poursuivait. Le 237e d'infanterie, et d'autres régiments encore, passèrent à côté de cette effroyable vision, que le génie de Dante se fût refusé à imaginer, mais qui n'a pu, un instant, faire fléchir aucune énergie.

C'est auprès de ce village que le régiment s'arrêta après avoir quitté le fort de Souville. Les hommes couchèrent dans des péniches, sur le canal de l'Est qui court en cet endroit parallèlement à la Meuse et à la route d'Haudainville à Verdun. Ils étaient tout à la joie de s'étendre dans la paille, douce à leurs membres brisés.

Après avoir cantonné au village de Velaine, que rappelle une aquarelle datée du 8 avril 1916, le régiment partait au repos, vers les Vosges et la Lorraine. Il stationnait à Ruppes, à Jubainville, reçu par les paysans avec une cordialité spontanée et entière. Là, pour la première fois depuis de bien longs mois, Jean Lefort connut cette volupté du soldat : coucher dans un lit !

Et ce fut, durant quarante jours, une période d'accalmie. Les aquarelles de cette époque nous montrent *Une pause entre Saulxerotte et Selaincourt,* une *Grand'Halte entre Héroué et Crantenoy*, *L'arrivée au cantonnement à Heillecourt*, le paysage *Entre Heillecourt et Fontenoy-sur-Moselle.* On fait faire à ces hommes, « rescapés » de l'enfer de Verdun, de longues marches ; on leur impose l'exercice, comme à la caserne ; on les soumet à des revues, pour continuer à avoir « la troupe en mains ».

Enfin, en juillet, la brigade est installée en Lorraine, où elle demeure plusieurs mois. Le secteur était calme. De temps à autre, quelques obus sur les tranchées ; la nuit, quelques torpilles ; en somme, « très peu de chose ». La tâche de Jean Lefort consistait alors à aller relever les dégâts des torpilles, à en dresser le plan et l'état précis, afin qu'on pût répartir le travail des territoriaux chargés de remettre les choses en bon ordre.

Entre temps, les survivants de la classe 1895 à laquelle appartenait Jean Lefort, et ceux de quelques autres classes, étaient relevés des régiments actifs pour être versés dans les régiments d'infanterie territoriale. L'artiste obtint de son colonel l'autorisation de rester avec ses jeunes camarades. Il y tenait. Quand on lui demanda pourquoi, il répond que ce n'était pas par bravoure, mais parce qu'il ne se souciait pas du tout de mener « la vie imbécile et déprimante du territorial ».

C'est dans ce secteur lorrain que fut dissous le 237e régiment d'infanterie. Une partie passa au 360e, l'autre au 279e. Depuis le début de la guerre, les 237e et 360e d'infanterie

n'avaient cessé de fraterniser. Par contre, les soldats de ces deux régiments n'aimaient pas le régiment voisin, le 279e, qu'ils accusaient « d'avoir toujours le filon » ; car partout, sous la protection du hasard, ses pertes avaient été plus minimes que celles des autres régiments. L'ordre de dissolution fut accueilli avec stupeur par le 237e. Les hommes, attachés à leur régiment, n'imaginaient pas qu'il pût disparaître. Dans leur esprit, c'est le 279e qui devait cesser d'exister. Si la fusion se fit, pour ainsi dire, toute seule pour la fraction versée au 360e, il n'en fut pas de même des éléments versés à l'autre régiment. Ici les anciens continuèrent longtemps à se grouper, à se réunir dans les cantonnements, comme les eaux de ces rivières qui, jetées dans un même lit, roulent côte à côte sans parvenir à se mélanger. Il y eut des injures, des batailles chez les « bistrots » ; l'intimité fut longue à s'établir.

Jean Lefort, versé au 360e, partait sur la Somme avec ce régiment, lequel prenait, fin août, les tranchées entre Biaches et Barleux devant Péronne, et devait rester dans la région jusqu'à la mi-novembre.

Ces quelques mois furent admirablement employés par Jean Lefort. Si l'on pouvait réunir les aquarelles nombreuses qu'il fit alors, on aurait tous les détails pittoresques d'une région particulièrement mouvante et animée à cette période. Le Musée de la Guerre, qui malheureusement n'a pas d'aquarelles de la région de Verdun, en possède plusieurs exécutées sur le front de la Somme, du mois d'août à la mi-novembre 1916. C'est le *Ravin des Colonels*, l'intérieur d'un *Baraquement à Méricourt*, *Le canon de 37 à Cléry*, près de la voie ferrée, *L'arrivée d'un renfort* lors de l'attaque de septembre 1916, qui, si elle nous coûta bien des pertes, fut une défaite pour les Allemands. *Le coiffeur de la Compagnie à Froissy*, un *Train blindé au camp 59*, entre la Motte-en-Santerre et Morcourt, l'*Entrée du boyau de la Choucroute* près d'Herbecourt, deux poilus *Dans la tranchée Dolfus, face à la Maisonnette*, etc.. Le seul énoncé des titres indique la variété des sujets et la diversité des notes. Quelques-unes de ces aquarelles ont figuré dernièrement à l'exposition coloniale de Marseille : un groupe de soldats noirs en corvée de bois au *Camp 59*, derrière Morcourt, un *Soldat annamite* croqué au Camp du 16e bataillon indo-chinois, *l'Auto-bazar venant ravitailler les camps*, dessiné à Cappy, etc...

Cependant, le 14 décembre, le régiment embarquait en gare

de Rethondes pour aller occuper le secteur de Moulin-sous-Touvent, dans l'Aisne. Jean Lefort allait bientôt quitter le 360e, quelques jours avant le fameux repli Hindenburg, et il n'accompagna pas le régiment dans sa marche en direction du massif de Saint-Gobain.

Le canevas de tir de la 1re armée, à laquelle appartenait le groupement de Jean Lefort, avait, par une circulaire, demandé des dessinateurs. Jean Lefort s'était fait inscrire, au moment où il partait pour une permission. Au retour, après une recherche de trois ou quatre jours, il retrouvait son unité. Ce fut pour recevoir l'ordre de se rendre à Verberie, et d'y passer les épreuves éliminatoires. L'examen terminé, il rejoignait le régiment, alors à Offémont. Il y était à peine réinstallé qu'on le demandait au canevas de tir où il était admis. Ceci se passait en mars 1917.

Voilà donc le peintre à Verberie. Pour lui, changement de décor. Le canevas de tir était logé dans une maison confortable, qui possédait chauffage central et éclairage électrique. Les hommes, groupés par trois ou quatre seulement par chambre,couchaient sur des paillasses. L'arrivée fut un enchan-

tement. Cela ne l'empêcha pas de regretter presque aussitôt son régiment. Il était tombé sur ce qu'il appelle « une administration effroyable ». Ce fut une période de « cafard », « d'attrapades » avec son capitaine ; le travail lui paraissait sans intérêt, et il n'eût pas hésité à demander sa réintégration au 360e, si Mme Lefort, heureuse de le sentir plus au calme, ne l'avait exhorté dans ses lettres à la patience et à l'acceptation de son sort, enviable à bien des égards matériels.

Jean Lefort était alors au « Service de la restitution ». Il reportait sur carte les renseignements donnés par les photographies d'avion. Quelquefois il allait aux premières lignes pour préciser certains détails demandés par les Etats-Majors. Il notait en même temps les aspects typiques, dont il tira alors quelques pages plus importantes, qui sont dans une collection privée. Il avait une installation acceptable et pouvait travailler dans de meilleures conditions. Jusqu'alors, ses notes une fois prises, il devait chercher un coin abrité pour les mettre en œuvre. Ce coin était le plus souvent un bout de table chez un « bistrot ». Là ne régnait pas un silence ou une atmosphère propice au recueillement.

Il ne devait pas rester longtemps à Verberie. Son unité revint à Château-Thierry, et, durant tout le mois de mai, qu'il passa dans cette petite ville, Jean Lefort dessina à Brasles : *Cantonnement du 9e Zouaves,* à Courtault, à Essonnes, à Marizelle.

C'est au cours de ces diverses pérégrinations que lui arrive un incident dont le souvenir le met en joie. Un garde-champêtre, le voyant dessiner, ne trouva pas cette besogne très naturelle. Il pensa tout de suite à un espion. Fier de sa clairvoyance, appelant à la rescousse deux énormes artilleurs pour encadrer son prisonnier, il arrêta l'artiste, le conduisit devant le commandant de batterie. L'interrogatoire de Jean Lefort fut hilarant. Pour en reproduire le caractère, il ne faudrait rien moins que l'admirable talent de notre Courteline. Le garde-champêtre, triomphant tout d'abord, déchanta peu à peu. Jean Lefort, ayant démontré ses qualités et précisé ses fonctions, fut remis en liberté.

Pareille aventure devait d'ailleurs lui survenir, plus tard, à Dunkerque, où, arrêté par les Anglais, il fut relâché grâce à l'intervention de camarades et au prestige de sa croix de guerre.

De Château-Thierry, le canevas de tir auquel appartenait Lefort fut dirigé sur la Ferté-sous-Jouarre. Dans cette dernière localité, un contingent fut détaché pour aller dans les Flandres. Jean Lefort y figurait.

On le retrouve vers la mi-juin, en pleine activité, à Hondschoote. Il y devait rester cinq mois, et parcourir toute la région, prenant, au long des jours, des notations nombreuses et importantes.

Son travail militaire allait être quelque peu modifié. Les photographies d'avions se multipliaient ; les canevas de tir qui les recevaient en vrac finissaient par ne plus s'y reconnaître, d'autant plus que si les « reconnaissances » françaises et belges étaient d'ordinaire prises et apportées avec une certaine méthode, on n'en pouvait pas toujours dire autant de celles qui provenaient des services anglais de l'aviation. Il fallut songer à établir un service central qui, recevant toutes les épreuves, eût pour tâche de repérer sur carte les points touchés par les « reconnaissances » et de les donner, ainsi sériées, à chaque restituteur. Lefort fut chargé de ce service central.

Les aquarelles faites en Flandre durant cette période comptent, pour le sujet, parmi les plus pittoresques du peintre. Il est alors en contact avec les Belges, et il montre, entre autres

scènes, un *Rassemblement de troupes belges* près de l'église d'Hondschoote, un *Parc de camions belges* dans cette même ville, et là encore, un *Cantonnement de repos des troupes belges*. Il est auprès des Anglais, et il peint le *Retour des tranchées d'une compagnie de Tommies*, *Le camp anglais près du moulin d'Hondschoote*, etc.

Et c'est aussi une *Patrouille sur la plage de Rosendaël, La Tour des Templiers à Nieuport*, des *Artilleurs rejoignant leur batterie dans les dunes, Une batterie de 305 en action à Wulveringhem*, etc... Ses annales de la guerre s'enrichissent chaque jour d'une autre page. Un document nouveau surgit à chaque instant ; il fait vivre sous nos yeux, dans le cadre de leur action, tous ces hommes perdus, noyés, ensevelis en quelque sorte dans la nature et qui, minuscules sous les grands ciels, sont les artisans d'une des luttes les plus prodigieuses dont le monde ait tressailli.

A la fin de juillet 1917, eut lieu l'offensive britannique des Flandres, que devait entraver et interrompre le mauvais temps ; les troupes françaises, opérant en liaison étroite avec nos alliés et couvrant leur flanc gauche, enlevaient le village de Bixschote et le cabaret Kortekert. Cette offensive avait été précédée, dès la mi-juillet, d'évacuations de villages. On vit, une fois de plus, la triste cohue des habitants obligés de quitter leurs demeures, partant chargés de ce qu'ils possédaient de plus précieux, au long des chemins et des routes désolés. Jean Lefort, sensible à toute cette misère, devait la consigner dans une aquarelle, faite sur la *Route de Loos à Nieucapelle* le 18 juillet.

Puis il note les *Ruines de Boesinghe*, une *Patrouille visitant les abris bétonnés allemands effondrés dans le bois 14*, une *Compagnie traversant l'Yser*, des *Soldats puisant de l'eau dans un trou d'obus*, des *Sapeurs-pionniers asséchant un boyau* au Cabaret Kortekert. Grâce à l'artiste, la vie des troupes dans cette région des boues est relatée en des pages qui viennent éclairer de reflets pittoresques les communiqués et les récits officiels.

Ceci devait durer jusqu'à la mi-décembre. Le 14, Jean Lefort roulait *Dans des wagons à bestiaux*, de Bergues à Toul, ainsi que le montre un dessin, et, le 19, il aquarellait un départ aux tranchées, dans le ravin de Jolival, au secteur de

Régnéville en Lorraine ; ensuite il dessinait divers coins de Toul et des environs, tout en continuant sa besogne militaire.

L'offensive allemande de mars 1918 lui fit quitter hâtivement la Lorraine. Alertés, ses camarades et lui filent sur Montdidier, où ils sont reçus... par les Allemands, et où, il va sans dire, ils ne s'installent pas.

Ils se retirent sur Beauvais, où ils arrivent le 23 mars, et où ils attendent des ordres qui devaient mettre un mois environ à venir. Jean Lefort, durant ce temps, muse à travers la ville. Le spectacle qui s'offre chaque jour à ses yeux est à la fois navrant et pittoresque. Les réfugiés de la Somme et de l'Oise affluent dans la ville. Ils encombrent les rues, campent sur les places. Leur misère se mêle aux uniformes bleu-horizon, dans une cohue qui fait dire aux soldats : « Si les avions boches venaient par ici, quel boulot ils feraient ! » Hommes, femmes, enfants, dans leur commune détresse, se rassemblent aux carrefours. On en loge partout. L'ancien Musée en regorge. Jean Lefort note leurs attitudes de pauvres bêtes traquées et pourchassées ; il fait quelques aquarelles à Beauvais et dans les environs, se rapportant toutes aux détails des événements en cours ; mais il ne semble pas que les semaines

passées sous l'égide du chevet ajouré de la cathédrale gothique aient été fructueuses. Il se rattrapera au cours des mois suivants, lorsqu'un ordre, enfin reçu, l'amènera à Conty.

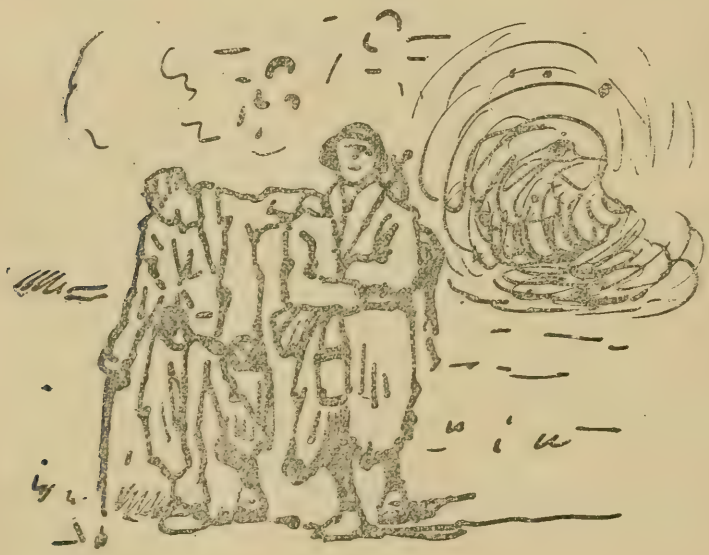
Là, des premiers jours de juin jusqu'à la mi-juillet, le canevas de tir loge dans des baraquements, et se remet à travailler. Jean Lefort, à ses heures de loisir, montre la vie refluant vers cette petite localité où ont lieu des *Départs d'ambulances* vers le front, où les *Voitures de ravitaillement* se rassemblent sur la place, et où les soldats porteurs de bidons accourent à *L'heure du pinard*. Lefort y note l'aspect d'un *Parc à bestiaux;* il assiste à une *Halte de troupes noires* en marche vers l'avant ; il voit les habitants, presque chaque nuit alertés, partir, le soir venu, en longues théories, pour se réfugier dans les carrières des environs, ainsi que le montre une aquarelle conservée, avec mainte autre déjà citée, dans les collections du Musée de la Guerre.

Cependant, rayonnant autour de Conty pour la besogne qui lui était commandée, Jean Lefort parcourt toute la région ouest de Montdidier. Lors du départ de l'offensive franco-britannique du 8 août, il est sur la *Route de Moreuil à Villers-aux-Erables*. Dans les ruines de l'église de Moreuil, il voit un *Enlèvement de cadavres*. Il fait un dessin du butin d'artillerie réuni dans cette localité deux jours après l'attaque, un autre d'un *Convoi de prisonniers* de passage à Breteuil, le 23 août, le lendemain d'un bombardement nocturne, qui avait fait exploser deux wagons de munitions. Il note l'aspect lamentable de la gare à demi-culbutée ; mais bientôt il a la joie de montrer, à Contre, les réfugiés revenant vers leur village reconquis, pour en occuper, hélas ! les décombres.

Il est alors cantonné à Beaulieu-lès-Fontaine. C'est de ce point central qu'il a l'occasion de peindre la *Ferme de la Panneterie* au Sud-Ouest de Libermont, ferme qui fut prise, perdue et reprise sept fois dans les journées des 2 et 3 septembre. Quelques jours après, il est à Montdidier, dont il nous présente les ruines désolées ; puis, l'avance continuant, il dessine entre autres choses *L'entrée souterraine du Canal du Nord*, l'*Intérieur de l'église de Candor* utilisée comme ambulance par les Allemands. Arrivé à Saint-Quentin vers la mi-novembre, aux jours de l'armistice, il y reste trois semaines sans avoir rien à faire pour l'armée. Cela lui permet de prendre de nombreuses notes dans la ville, de montrer les maisons en ruines de la *Rue*

des Toiles, les décombres du *Couvent des religieuses de la Croix*, où descendait le Kaiser lorsqu'il venait dans cette région, et maint aspect de cette grande cité, meurtrie et pantelante encore de l'occupation ennemie.

Jean Lefort va jusqu'à Homblières, Quartier Général de la 1re armée, là où la Délégation allemande avait séjourné un instant en se rendant à Tergnier, à Rethondes, pour y connaître et y accepter les conditions de l'armistice. De Homblières, Lefort revient à Saint-Quentin. C'est là qu'il reçoit l'ordre, impatiemment attendu, de regagner Châlons-sur-Marne pour y être démobilisé.



Ce que fut la démobilisation, la plupart d'entre nous le savent : une grande et longue fatigue, impatiemment supportée dans l'attente du dénouement. Les philosophies hindoues insistent sur les liens qui unissent nos frères inférieurs, les animaux, aux hommes peu évolués. C'est une dernière leçon d'humilité qui nous fut donnée par des transports d'une monotonie et d'une lenteur désespérantes, dans des wagons à bestiaux. Les centres démobilisateurs étaient presque toujours loin des gares. Chaque mobilisé, chargé de ce qu'il avait de plus précieux, devait y gagner le plus lointain baraque-

ment, pour y avoir froid, sinon faim. Et il arriva que les soldats, harassés, à qui on avait offert en souvenir leur casque de guerre, jetèrent peu à peu sur la route les objets les plus lourds ou les plus encombrants, et que les chemins, de la gare aux baraquements, et même le long de certaines voies de chemin de fer, furent marqués de casques abandonnés. L'on essaya des palliatifs pour éviter cet abandon : c'est ainsi qu'à la 8e armée, et dans d'autres peut-être, dès le départ du second « échelon », on fit courir le bruit que tout démobilisé qui ne pourrait pas présenter son casque au dépôt devrait payer la somme de dix-sept francs cinquante. Beaucoup s'émurent de l'étrange forme que prenait ce cadeau ; peu s'en étonnèrent ; quelques-uns gardèrent jusqu'au bout leur coiffure guerrière. Jean Lefort qui, démobilisé, avait mis trois jours pour parcourir les 173 kilomètres qui séparent Châlons de Paris, — les trains alors roulant à une allure moins rapide que celle des bicyclettes, — a montré un groupe de soldats désarmés, enfin libres, regardant d'un air mi-respectueux, mi-goguenard deux officiers debout sur un trottoir. C'est un *Départ de démobilisables*, exécuté d'après un croquis pris à Châlons-sur-Marne, le 4 janvier 1919, et qui clôt la série de l'œuvre artistique de guerre du peintre Jean Lefort.

***

Depuis lors, dans les diverses expositions et au Salon des Indépendants, on a revu Jean Lefort avec son macfarlane foncé, sorte de limousine de berger de l'idéal, qui est son costume habituel. La canne au bras, portant sur la tête un chapeau plat à larges bords, toujours de même forme et toujours rattaché par un cordon à une boutonnière, on le retrouve avec le sourire amical de ses yeux clairs. Dans sa face restée ronde, presque poupine, seule la moustache a passé du brun au poivre et sel.

Durant ces quatre années de diverses tribulations, il fut maintes fois, selon ses propres termes, « chamboulé, soufflé par obus, effleuré par des balles, enlisé en Artois, retiré avec des cordes ». « Il avait pleuré par les gaz. » Il avait été plusieurs fois cité à l'ordre. Une des citations le peint tout entier : « *A manifesté, dans maintes circonstances dangereuses, une humeur au-dessus de tout éloge* », « humeur » qui ne

l'empêche pas de se mettre parfois en colère, de discuter avec véhémence, de rester combatif dans la vie civile, comme dans la vie militaire.

Démobilisé, il reprit sa boîte de couleurs, partit pour Strasbourg, erra parmi les rues qui avoisinent l'Ill, peignit les maisons pavoisées, la Cathédrale parée de nos trois couleurs, la place Kléber illuminée dans la joie du retour à la patrie. Et puis il parcourut l'Alsace, ses petites villes aux lisières des Vosges, continuant sa tâche de narrateur, toujours précis, toujours attentif au détail pittoresque, amusé par un vieux porche, une vieille maison, une place de village, une entrée d'église, une procession, par les faits et les choses de la vie journalière, par ses moindres apparences, par ce qui en fait le charme et la douceur ; et tout cela, Jean Lefort, chroniqueur de son temps, le note pour le plaisir d'un grand nombre de ses contemporains et pour l'information des historiens futurs.

RENÉ JEAN,
Conservateur du Musée de la Guerre.

DOCUMENTS

La Mobilisation Russe en 1914

d'après les débats du procès Soukhomlinof

Le procès Soukhomlinof mériterait certainement une étude d'ensemble, qui donnerait des renseignements intéressants sur le gouvernement russe *pendant* la guerre ; ce n'est pas à ce point de vue que nous voulons aujourd'hui le considérer ici ; nous en retiendrons seulement un incident, qui était étranger au fond des débats, mais qui a eu une importance exceptionnelle pour l'histoire des *origines* de la guerre : l'audience du 13-26 août 1917, où fut abordée la question de la mobilisation générale russe. De ces révélations, qui ont modifié le point de vue jusque-là couramment adopté par l'opinion publique dans les pays de l'Entente, la propagande allemande a fait état, avec empressement : pendant plus de deux ans, avant que n'interviennent des éléments nouveaux (les témoignages de M. Paléologue, du général Dobrorolsky, l'étude de M. Hœniger) (1), les débats du procès Soukhomlinof ont été le centre d'attraction pour tous ceux que préoccupait le problème des origines de la guerre (2). Aujourd'hui, ils sont

(1) Paléologue. *La Russie des Tsars*, Tome I, Paris, Plon, 1921. Hoeniger, *Russlands Vorbereitung zum Weltkriege*, Berlin, in-8, 1919. Le témoignage de Dobrorolsky a été publié dans cette Revue, nos 1 et 2. Voir aussi la lettre du général Daniloff, dans le no 3.

(2) En particulier : Hoeniger, *Untersuchungen zum Suchomlinov-Prozess*, Deutsche Rundschau, avril 1918, p. 15-80. *La mobilisation russe à la lumière des documents officiels et des révélations du procès*, Berne, Wyss, 1917, in-16, 31 p. (propagande allemande). Gebhardt (A.), *Was beweist der Suchomlinov-Prozess*, Berlin, sd. (1922) in-18, 26 p. — *Der Suchomlinov-Prozess*. Die Russische Révolution, 3 nov. 1917. L'article de Rorbach. *Politische offen-*

encore cités bien souvent ; et pourtant, en l'absence d'un compte rendu sténographique, la physionomie des débats, les termes des déclarations et des témoignages ne sont pas faciles à préciser.

La présente étude veut essayer de combler cette lacune. Jusqu'ici, les historiens qui ont traité de ces questions ont utilisé à peu près uniquement les comptes rendus donnés par le *Novoïe Vrémia,* le *Rousskoïë Slovo* et par les *Birjëvyia Viedomosti.* Pour donner à l'examen critique un caractère aussi rigoureux que possible, il fallait étendre l'enquête à un grand nombre de journaux : douze ont été examinés et traduits ; ils étaient choisis dans toute la gamme des partis (1). En confrontant le texte de ces articles, il était possible de grouper ceux d'entre eux qui présentent les débats sous un aspect à peu près identique, et de choisir dans chaque groupe le texte le plus précis : quatre comptes rendus ont été ainsi retenus. Le tableau ci-joint les confronte, en présentant simultanément les passages qui correspondent au même instant des débats. Les autres comptes rendus sont utilisés dans les notes, sous forme de « variantes », lorsqu'ils contiennent une indication qui diffère assez sensiblement de la version-type. Bien entendu, il ne faut pas s'attendre à trouver ici le récit complet de l'audience. Les détails accessoires ont été signalés en note, ou résumés en tête de chaque groupe de textes : il fallait, pour la clarté de cet exposé, écarter tout ce qui ne concernait pas immédiatement l'objet de la controverse, — à savoir les conditions dans lesquelles a été prise la décision de mobilisation générale en Russie.

sive, Deutsche Politik, 7 sept. 1917, indique l'effort à accomplir par la propagande allemande. Cf. en outre *Frankfurter Zeitung*, 31 août et 4 septembre 1917. *N. Allgemeine Zeitung*, 21 sept. 1917.

Dans les pays de l'Entente, *Etudes sur la guerre*, septembre 1917, article de René Puaux. — *Cambridge magazine*, 6, 12 et 20 octobre 1917.

En Suisse, Richard Grelling. *Die " Enthüllungen " des Prozesses Sùchomlinov.* Ollen, Troeseb, 1918, 56 p.

(1) *Novoïe Vremia* (Nouveau Temps), conservateur modéré. *Rousskoie Slovo* (La parole russe), progressiste. *Rietch* (La parole), cadet. *Birjevyia Viedomosti* (Gazette de la Bourse), journal d'information. *Rousskaïa Volia* (La liberté russe), libéral. *Novaïa Gizn* (La nouvelle vie), social-démocrate. *Dien* (Le jour), social-démocrate, favorable à la poursuite de la guerre. *Diélo Naroda* (La cause du peuple), socialiste révolutionnaire. *Izvestia* de Petrograd (Les nouvelles), bolchevik.

Les articles du *Rousskii Invalid* (L'invalide russe), de l'*Outro Rossii* (Le matin de la Russie) et de *Sozial-demokrat* (première forme de la *Pravda*) n'ont pas donné d'indications utiles.

D'ailleurs, à la lecture de ces textes, il ne faut pas perdre de vue les circonstances du débat. Soukhomlinof est accusé de haute trahison ; il a, dit l'acte d'accusation, trahi ses devoirs de ministre de la guerre, il a laissé l'armée manquer de matériel et de munitions. Il cherche à porter sa défense sur un autre terrain : sans moi, dit-il, le Tsar aurait faussé, en juillet 1914, par ses hésitations et par ses décisions contradictoires, tout le mécanisme de la mobilisation ; j'ai su écarter cette « catastrophe », et prendre une responsabilité redoutable. Est-ce là le fait d'un homme à qui l'on vient reprocher aujourd'hui une incurie criminelle ? — Voilà le sens de cet incident, pour l'accusé et pour son défenseur, et voilà aussi le motif de la méfiance nécessaire.

NOTA. — Les comptes rendus sont groupés ainsi qu'il suit :

Novoïe Vremia et	*Dien* en variante	du	*Rousskoïé Slovo*
Novaïa Gizn	—	—	*Rietch*
Rousskaïa Volia	—	—	*Birjevyia Viedomosti*
Diélo Naroda	—	—	*Izvestia*

Les traductions ont été faites par M. Wilfrid Lerat, chef de la section slave à la Bibliothèque-Musée de la Guerre, et par M. Feuillye, attaché à la même Bibliothèque.

I. Première déposition de Januskhevitch

Le général Januskhevitch, ancien chef d'Etat-major de l'armée, est appelé à déposer sur les points prévus par l'acte d'accusation dressé contre Soukhomlinof. Au moment où il termine sa déposition, l'avocat de Soukhomlinof, Zakharieff soulève un incident étranger au fond du débat. Il demande au témoin si le Tsar n'avait pas essayé, en juillet 1914, de faire arrêter la mobilisation, à peine commencée : n'est-ce de Soukhomlinof, Zakharieff soulève un incident étranger au fond Tsar de ce projet « funeste » ? Par une série de questions, dont les journaux ne relatent pas le détail, l'avocat amène Januskhevitch à donner un récit de ces « journées historiques ». Au cours de sa déposition, le général signale l'activité et l'audace de l'espionnage allemand : « Je ne pouvais téléphoner à qui que ce fût sans qu'un tiers, aussitôt la communication donnée, se joignît à nous. » Il dut faire établir des fils directs, indépendants du Central téléphonique. Voici comment il présente, d'après les comptes rendus de journaux, les faits relatifs à la mobilisation.

Rousskoie Slovo

Le témoin explique que, d'abord, il avait été décidé de décréter la mobilisation partielle de quatre districts.

« Ensuite, cette question avait été laissée en suspens ; et le 17/30 *juillet*, après mon rapport à l'ex-empereur, l'ordre du Sénat d'exécuter la mobilisation générale avait été signé par lui.

En insistant sur la mobilisation générale, j'exposai qu'il était nécessaire de montrer la position prise, non seulement devant l'Autriche, mais devant l'Allemagne. Nous comprenions parfaitement que l'Allemagne voulait la guerre parce qu'elle savait que notre grand programme militaire serait prêt en 1918.

De Peterhof, je me rendis au Conseil des ministres, et je lus l'ordre de mobilisation signé par l'Empereur. »

Rietch

« Quand la guerre apparut comme inévitable, dit le général Januskheviteh, j'insistai auprès de l'Empereur sur la nécessité absolue d'une mobilisation générale, et non partielle : il était clair que, derrière le dos de l'Autriche se dressait l'Allemagne et que nous ne pouvions pas éviter une guerre avec celle-ci.

Le souverain me disait qu'une mobilisation générale entraînerait une guerre de la Russie, non seulement contre l'Autriche, mais aussi contre l'Allemagne (1).

Persuadé que ce dernier conflit était, de toute façon, inévitable, je finis par obtenir ma mobilisation générale, et le 16 juillet, j'allais au au Conseil des ministres pour avoir la signature de trois ministres. »

---

(1) Cet alinéa n'existe pas dans le texte de *Novaïa Gizn.*

B. VIEDOMOSTI (1)

« Quand la guerre est devenue inévitable, j'ai insisté sur la nécessité de déclarer la mobilisation générale ; il était évident pour moi que l'Autriche n'était qu'un homme de paille dans une partie jouée par d'autres. D'autre part, il était aussi manifeste qu'une mobilisation nous menaçait d'une déclaration de guerre par l'Allemagne.

J'obtins, auprès de l'ex-Empereur, la permission de publier un ordre de mobilisation générale, et me rendis le 14 au Conseil des ministres. Je m'y fis donner trois signatures de ministres (guerre, marine, affaires étrangères); c'était indispensable pour publier une mobilisation générale.

Puis je distribuai les ordres et j'expédiai les instructions nécessaires. »

IZVESTIA

« En ma qualité de chef d'Etat-major général, j'insistai sur la nécessité d'une mobilisation générale, bien que celle-ci fût un véritable défi vis-à-vis de l'Allemagne.

Je reçus donc, le 14 juillet, l'ordre de mobiliser toute l'armée, et, après avoir fait le nécessaire, je me rendis au Conseil des ministres. J'y demandai les trois signatures ministérielles indispensables pour la publication du manifeste. »

(1) Le récit donné par la *Rousskaïa Volia*, vague et déclamatoire, ne contient aucun détail sur les décisions primitives du Tsar. Januskhevitch, dans ce compte rendu, développe seulement la nécessité d'une mobilisation générale, et non partielle. Il n'y a aucune indication de date.

ROUSSKOIE SLOVO

« Mais, *le même jour*, à 11 heures du soir (1), je fus appelé au téléphone par l'Empereur. Il me demanda où en était la mobilisation.

Je répondis qu'elle était déjà en marche.

Il me fut posé une nouvelle question : peut-on ne pas ordonner la mobilisation générale. et la remplacer par une mobilisation partielle contre l'Autriche-Hongrie ?

Je répondis que cela était extrêmement difficile, que la mobilisation était commencée, que 400.000 hommes de réserve étaient appelés.

Alors, il me fut déclaré par l'ex-tsar qu'il avait reçu un télégramme de Guillaume : il donnait sa parole d'honneur que si, la mobilisation générale n'était pas déclarée, les relations entre la Russie et l'Allemagne resteraient amicales.

RIETCH

« Or, le soir de ce jour-là, on m'appela au téléphone pour me demander où nous en étions de notre mobilisation. »

(Bien que le témoin ne nomme pas le Tsar, il est facile de deviner que c'était lui l'interlocuteur du général Januskevitch (2).

« Je répondis que le chef de la section de mobilisation était en train d'expédier (3) les télégrammes.

On me dit qu'on venait de recevoir une dépêche de l'empereur Guillaume, et que celui-ci garantissait par sa parole d'honneur de monarque que l'Allemagne ne marcherait pas contre la Russie, si cette dernière arrêtait sa mobilisation (4).

Je suppliai le monarque de ne pas annuler l'ordre de mobilisation générale. J'avais beau lui faire remarquer que ce contre-ordre détraquerait de fond en comble notre plan, et qu'une nouvelle mobilisation tant soit peu rapide deviendrait impossible (5), la parole d'honneur de Guillaume l'emporta et l'on m'ordonna de publier une mobilisation partielle.

---

(1) Le *Dien* dit « vers » onze heures.

(2) Cet alinéa n'existe pas dans le texte de la *Novaïa Gizn*.

(3) La *Novaïa Gizn* dit « avait déjà expédié ».

(4) La *Novaïa Gizn* dit ici « mobilisation générale ».

(5) La *Novaïa Gizn* remplace cette phrase par celle-ci : « L'Allemagne connaissait parfaitement ce qui se passait à notre Etat-major. Quand on me parla du télégramme de Guillaume, je compris que l'Allemagne était déjà au courant de nos préparatifs. »

B. VIEDOMOSTI

« *Le* 16 *juillet* au soir, on m'appela au téléphone pour me demander comment marchait la mobilisation. (Le témoin ne cite pas son interlocuteur, mais son récit laisse deviner que c'était l'ex-Empereur lui-même qui lui parlait, de Tsarskoïe-Selo.)

Je répondis que le chef de la mobilisation était en train d'expédier les dépêches.

On me fit savoir alors que Guillaume, dans un télégramme qu'on venait de recevoir, donnait sa parole de monarque que l'Allemagne ne marcherait pas contre la Russie, si cette dernière renonçait à sa mobilisation. »

IZVESTIA

« A mon retour, coup de téléphone de Tsarskoïe-Selo.

On me disait que l'Empereur Guillaume venait d'envoyer une dépêche au Tsar. Il l'assurait, en lui donnant sa parole de monarque, que l'Allemagne n'attaquerait pas la Russie sans être défiée par cette dernière. »

Le témoin raconte ensuite au tribunal qu'au moment de son entretien avec Tsarskoïe-Selo au sujet de la dépêche de Guillaume, il savait certainement que l'Allemagne avait eu le temps de mobiliser 400.000 hommes. Les deux pays n'ont pas les mêmes lois concernant la mobilisation: Celle-ci peut se faire clandestinement en Allemagne, tandis qu'en Russie elle est rendue publique par un manifeste.

Au moment où je reçus la nouvelle du télégramme de Guillaume, je savais déjà que la mobilisation battait son plein en Allemagne ; 400.000 hommes étaient déjà sur pied.

J'avais beau assurer qu'on ne pouvait se fier à une dépêche, même corroborée par la parole d'honneur de Guillaume, ce fut cette dernière qui l'emporta. »

Rousskoïe Slovo	Rietch
« Après cette conversation, je me précipitai chez le ministre des affaires étrangères Sazonof, et je le convainquis qu'il ne fallait pas annuler la mobilisation générale. Je le suppliai de me prêter son concours. Il me promit qu'il ferait un rapport le matin à l'Empereur. Effectivement il fit un rapport ; et *le lendemain* à 4 h. 1/2 eut lieu une Conférence au Palais à laquelle prirent part le ministre des affaires étrangères Sazonof, le ministre de la guerre Soukhomlinof et moi. En 10 minutes, nous décidâmes qu'il était impossible d'annuler la mobilisation, que cette annulation serait fatale à la Russie ; et un rapport fut fait dans ce sens à l'Empereur. A 5 heures du soir, la question de la mobilisation générale était définitivement réglée. »	« Je le fis savoir immédiatement au ministère des affaires étrangères Sazonof, et, le 17 juillet, Sazonof alla à Tsarskoïe-Selo, où il obtint que la question de la mobilisation fût revisée. Le jour même, une réunion de trois ministres eut lieu à ce propos (guerre, marine, affaires étrangères). J'y pris part. La nécessité d'une mobilisation générale, l'impossibilité de l'annuler étaient tellement évidentes que la réunion n'a duré qu'une dizaine de minutes (1). La mobilisation générale fut décrétée et un ukase publié à ce sujet. »

(1) « De 5 à 10 minutes », dit le texte de *Novaïa Gizn*, qui emploie aussi le terme « arrêter la mobilisation », au lieu de « annuler ».

B. VIEDOMOSTI

et par conséquent portée à la connaissance du monde entier.

— « J'avais beau supplier de ne pas revenir sur l'ordre de mobilisation générale, la parole d'honneur de Guillaume l'emporta, et l'on me donna l'ordre de me contenter d'une mobilisation partielle. »

« Alors, je m'adressai au ministre des affaires étrangères. J'expliquai à S. D. Sazonof sur la carte, notre plan de mobilisation, et, le 17, le ministre alla à Tsarskoïe-Selo.

Il obtint la permission de faire revoir la question.

Le jour même, une réunion confidentielle eut lieu qui ne dura que 5 minutes. Trois personnes y prirent part : les deux ministres et moi. Nous y constatâmes la nécessité absolue de mobiliser et fîmes part de notre décision à Tsarskoïe-Selo.

Notre rapport approuvé, l'ukase fut publié (1). »

IZVESTIA

Je reçus donc l'ordre de me contenter d'une mobilisation partielle.

« Alors j'allai trouver le ministre des affaires étrangères Sazonof, en le priant de faire tout ce qui était en son pouvoir.

Le 17 juillet, Sazonof porta son rapport à Tsarskoïe-Selo. Il en revint avec l'ordre de remettre sur le tapis la question de la mobilisation.

Nous eûmes donc une conférence composée de trois personnes : les ministres des affaires étrangères, de la guerre et moi. Nous étions tellement d'accord que tout fut réglé en 5 minutes. Nous nous prononçâmes pour la mobilisation générale.

Alors je fis appeler l'Empereur au téléphone et lui communiquai notre décision. Après m'avoir entendu, le monarque voulut s'entretenir à ce sujet avec le ministre des Affaires étrangères. Il nous permit ensuite de mobiliser l'armée sur le territoire tout entier. Nous avions perdu toutefois, par suite de ces pourparlers et de ces hésitations, trois jours précieux. »

---

(1) Le récit de la *Rousskaïa Volia* est identique, quand au fond, à celui-ci; il indique seulement que Januskevitch se serait décidé à intervenir auprès de Sazonof, *sur le conseil* de Soukhomlinof.

Réplique de Soukhomlinof

L'accusé demande alors à être entendu. Sa voix est si basse que les jurés ont peine à saisir ses paroles : Le président le fait avancer au milieu de la salle, encadré par des soldats. « Très ému, dit le compte rendu du Dien, *— il fait de grands gestes et se frappe par moments la poitrine ou les genoux. » Il cherche à établir que c'est lui, et lui seul, qui a exercé une influence sur le Tsar.*

Rousskoie Slovo

« Dans la nuit du 16 au 17 juillet, l'Empereur téléphona chez moi et m'ordonna d'arrêter la mobilisation. Je reçus un ordre direct, qui n'admettait pas de réplique. Je fus confondu (1). Je savais qu'on ne pouvait pas arrêter la mobilisation, que c'était techniquement impossible, qu'il se produirait un désordre formidable dans toute la Russie.

Mais en même temps l'ordre impérial était suspendu sur ma tête. Maintenant, cela vous semblera comique ; mais, alors, je me crus perdu.

« Le Général chef d'Etat-Major vient de vous parler de cette question : interrogez-le si vous ne me croyez pas. »

Rietch

Il (Soukhomlinof) cherche à établir que nul autre que lui n'a dissuadé l'empereur d'annuler la mobilisation.

« J'avais beau dire à l'Empereur que le télégramme de Guillaume ne garantissait rien du tout, il voulait l'annulation.

Alors je lui dis que si mes arguments sur l'impossibilité de suspendre la mobilisation ne lui suffisaient pas, il n'avait qu'à interroger à ce propos le chef de l'Etat-Major. »

---

(1) Le *Novoïe Vremia* dit ici : « La mobilisation était proclamée ; l'arrêter, c'était provoquer une catastrophe. »

B. VIEDOMOSTI

« Dans la nuit du 16 au 17 juillet (1) l'ex-Empereur m'appela au téléphone et me dit qu'il était nécessaire de suspendre la mobilisation dans trois circonscriptions. Cependant celle-ci avançait à merveille.

Alors, continue l'accusé, je fis remarquer à l'ex-Empereur que la dépêche de Guillaume ne nous garantissait rien du tout, car elle ne renfermait qu'une vague promesse d'exercer une pression plus ou moins efficace sur l'Autriche. Je dis que les mobilisations allemande et autrichienne étaient en marche, et que, si nous n'en faisions pas autant, nous ne serions pas prêts au moment où la guerre éclaterait.

L'Empereur ne changeant pas d'avis, je lui dis de daigner s'adresser au chef d'Etat-Major. »

IZVESTIA

« Le 12 juillet, à 1 heure, l'ex-tsar me fit appeler au téléphone. Il s'efforça de me convaincre qu'on pourrait encore éviter la guerre, en faisant une mobilisation partielle, auquel cas Guillaume lui avait promis d'obtenir de l'Autriche le maintien de la paix.

Les travaux pour la mobilisation commençèrent néanmoins le 13 (2).

Le 14, un ordre de « mobilisation préparatoire » pour l'armée entière fut publié.

On peut dire que, contrairement à toutes nos prévisions, la mobilisation marchait avec une rapidité extraordinaire.

Et voilà que je reçois l'ordre de la suspendre !

J'en fus consterné. Je comprenais bien que c'était une manœuvre de Guillaume, qui voulait par là avoir une chance de plus d'écraser la France pour nous sauter ensuite à la gorge. Que nous promettait-il en réalité ? L'Autriche étant déjà mobilisée, on ne pouvait plus exercer aucune pression sur elle. Je fis savoir mon point de vue au Tsar, en l'avertissant que toute suspension de mobilisation aurait

(1) La *Rousskaïa Volia* donne, pour l'entretien Soukhomlinof-Nicolas II et Soukhomlinof-Januskhevitch un récit analogue. Il indique la date du 16 au soir. Ce journal dit, comme le *Novoïe Vremia*, qu'il s'agissait d'*arrêter* la mobilisation, déjà proclamée.

(2) Cette phrase n'existe pas dans le texte du *Dielo Narodna*.

Rousskoie Slovo	Rietch
« Une demi-heure après la conversation avec l'Empereur, le général Januskhevivch téléphona chez moi. — « L'Empereur m'a ordonné d'arrêter la mobilisation », me dit-il. — « Que faites-vous ? », dis-je. — « J'ai répondu que c'était techniquement impossible ». — « Qu'a-t-il répondu ? » — « Qu'il fallait quand même l'arrêter. » Le Général Januskhevitch me demanda alors ce qu'il devait faire. Je répondis : « Ne faites rien. » J'entendis par le téléphone le soupir de soulagement qu'il poussa : — « Dieu soit loué » ! dit-il. »	« Alors le souverain a fait appeler au téléphone le général Januskhevitch, qui me téléphona une demi-heure plus tard. Il me dit que le Tsar lui avait ordonné de suspendre la mobilisation. — « Qu'avez-vous répondu » ? lui répliquai-je. — « Que c'est impossible au point de vue technique. Il m'a ordonné néanmoins la suspension. Que faut-il faire maintenant ? » — « Ne faites rien du tout », répondis-je. J'ordonnai donc que la mobilisation continuât, malgré l'ordre formel du Tsar, et le général Januskhevitch m'a beaucoup remercié pour cela. »

B. VIEDOMOSTI

... Une demi heure plus tard, celui-ci faisait savoir à l'ex-ministre de la guerre que le souverain lui avait ordonné de suspendre la mobilisation.

D'après le général Soukhomlinof, le dialogue suivant eut lieu ensuite entre les deux généraux.

— « Qu'avez-vous objecté contre l'ordre de l'Empereur de suspendre la mobilisation. ? »

— « J'ai répondu que c'était absolument impossible ».

— « Qu'est-ce que l'Empereur vous a dit alors ? »

— « Il m'a ordonné de suspendre la mobilisation quand même. »

D'après l'accusé, le général Januskhevitch fut consterné par ces paroles, et ne put que dire ceci à son ministre :

— « Que voulez-vous que je fasse maintenant ?

— « Ne faites rien, répondit celui-ci. Que la mobilisation suive son cours. »

D'après l'accusé, le général Januskhevitch le remercia beaucoup de cette réponse. »

IZVESTIA

pour la Russie les conséquences les plus désastreuses, et que, loin de nous être utile en quoi que ce fût, elle n'aurait pour résultat que d'occasionner des catastrophes de chemin de fer. Comme dernier argument, j'ajoutai que, s'il ne me croyait pas, il n'avait qu'à consulter Januskhevitch. Alors l'Empereur fit appeler le chef d'Etat-Major au téléphone. »

« Une demi heure plus tard, j'en fis autant pour demander à Januskhevitch si l'Empereur lui avait parlé.

Januskhevitch me répondit que oui et qu'il avait démontré au Tsar l'impossibilité, au point de vue technique, d'arrêter la mobilisation.

— « C'est bien, lui répondis-je. Et qu'est-ce que l'Empereur vous a répondu ?

— « Suspendez-la quand même », répliqua le général.

J'ordonnai à Januskhevitch de ne faire aucune démarche pour la suspension de la mobilisation (1). »

(1) Cette conversation est résumée en trois lignes dans le *Diélo Narodna.*

Rousskoie Slovo	Rietch (1)
« Le lendemain matin, je mentis à l'Empereur. Je lui dis que la mobilisation s'exécutait, — mais partiellement, seulement dans les districts du Sud-Ouest. Ce jour-là, je devenais fou. Je savais que la mobilisation était générale, et qu'il n'y avait aucun moyen de l'arrêter. Heureusement ce jour-là, on convainquit l'Empereur, et je reçus de remerciements ; autrement, je serais depuis longtemps aux travaux forcés. »	

(1) Tandis que le *Rietch* ne donne aucune indication sur cette déclaration, la *Novaïa Gizn* reproduit presque textuellement le passage correspondant des *Birjevyia Viedomosti.*

B. VIEDOMOSTI

« En donnant ce conseil à un subordonné, continue l'accusé, j'assumais une responsabilité redoutable. Je pouvais devenir responsable d'une guerre avec l'Allemagne. Cette idée faillit me faire perdre la raison.

Par bonheur, le lendemain matin, nous reçûmes de Berlin un télégramme de notre ambassadeur Sverbéief, qui nous annonçait que la mobilisation battait son plein en Allemagne.

Je reçus alors pour mon énergie des félicitations de mon souverain (2). »

IZVESTIA

« J'encourais par là une responsabilité redoutable, et m'exposais à une peine autrement plus grave que celle qui m'attend aujourd'hui.

J'ignorais si l'Allemagne mobilisait son armée.

Fort heureusement pour nous, Sverbéief réussit, je ne sais par quel moyen, à m'aviser qu'il fallait mobiliser notre armée toute entière, car les Allemands en faisaient autant pour la leur, et avec une rapidité extraordinaire.

J'étais au comble de la joie d'avoir désobéi au Tsar. J'étais heureux de savoir ce que j'avais à faire désormais (1). »

---

(1) La *Diélo Narodna* ne reproduit pas ce passage.
(2) Tout ce passage n'existe pas dans la *Rousskaïa Volia*.

III. Seconde déposition de Januskhevitch

Le général Januskhevitch est rappelé à la barre. Un des défenseurs, après avoir lu des extraits du « Journal » de Soukhomlinof, et des passages des déclarations faites à l'instruction, essaie d'élucider les contradictions qui existent entre les dires de l'accusé et ceux du témoin ; sur cette partie de l'audience, les comptes rendus de journaux sont beaucoup moins précis. Il semble d'ailleurs que Januskhevitch ne se soucie pas de prolonger cette explication ; il fait une diversion, pour raconter l'entrevue qu'il avait eue, le 16 (29) juillet, avec l'attaché militaire allemand Eggeling. Les passages retenus ci-dessous sont ceux qui touchent au fond de l'affaire.

Lorsque Januskhevitch achève ces déclarations, la défense demande à faire citer deux nouveaux témoins, les frères Tarassof, courriers du Palais, qui auraient connu, dit-elle, la teneur de ces entretiens téléphoniques. Mais la Cour refuse de se prêter à cette audition ; et l'audience est levée.

Rousskoie Slovo	Rietch
« On appelle de nouveau Januskhevitch, et on essaie d'établir les plans suivis, de savoir si le Tsar a absolument donné l'ordre d'arrêter la mobilisation, ou si l'entretien n'a concerné que le remplacement de la mobilisation générale par la mobilisation partielle (1). »	« Le général Januskhevitch est rappelé à la barre. Il dit de nouveau ne pas se souvenir de l'insistance de Soukhomlinof au sujet de la mobilisation. »

(1) Le *Dien* ajoute que Januskhevitch « se rappelle parfaitement que sa conversation avec l'ex-empereur avait eu trait, non à la suppression de la mobilisation, mais à la substitution d'une mobilisation partielle à la mobilisation générale. » (Même indication dans le *Novoie Vremia*.)

B. Viedomosti (1)	Izvestia
	« Oui, il est exact que le Tsar m'a ordonné de suspendre la mobilisation; mais il m'est impossible d'affirmer si Soukhomlinof m'a dit de désobéir au Souverain. »

(1) Ici la *Rousskaïa Volia* donne un récit qui se rapproche de celui du *Dien* et du *Novoïe Vremia.*

Voici maintenant quelles conclusions peut suggérer la lecture de ces textes :

I. Soukhomlinof et Januskhevitch sont d'accord pour décrire ainsi l'attitude du Tsar : il avait d'abord consenti à la proclamation de la mobilisation générale ; tout à coup, il hésite, sous l'impression produite par un télégramme qu'il a reçu de Guillaume II ; il ordonne aux chefs militaires de suspendre l'exécution de son ordre ; puis, le lendemain, il donne à nouveau son assentiment aux mesures de mobilisation générale. Tous ces incidents sont d'ailleurs confirmés par le témoignage du général Dobrorolsky et par celui de M. Paléologue.

Mais les déclarations du chef d'Etat-Major et celles du ministre de la guerre diffèrent à deux points de vue.

1° Soukhomlinof déclare que le Tsar lui avait prescrit de suspendre *toute* mobilisation, tandis que Januskhevitch affirme qu'il s'agissait de *convertir* la mobilisation générale en une mobilisation partielle, dirigée contre l'Autriche. Or les renseignements connus depuis 1917 sont venus confirmer le témoignage de Januskhevitch.

2° Soukhomlinof prétend qu'il n'a pas obéi au Tsar, et qu'il n'a pas exécuté le contre-ordre : il a laissé l'ordre de mobilisation suivre son cours. Grâce à lui, les préparatifs militaires de la Russie se sont poursuivis sans interruption et sans trouble. Voilà une belle preuve de courage civique, qui doit frapper l'esprit des jurés ! Mais Januskhevitch, — d'après plusieurs comptes rendus, — réplique qu'il ne peut pas confirmer les allégations de l'ancien ministre de la guerre : il ne se souvient pas. Ce n'était pourtant pas un incident banal que de négliger l'ordre du Tsar. Sur ce point-là aussi les documents les plus récents, — par exemple, le livre et le rapport de Hœniger — donnent un démenti aux déclarations intéressées de Soukhomlinof.

II. Les questions de chronologie sont beaucoup plus compliquées.

A quelle date a été prise la décision primitive (la signature de l'ordre de mobilisation générale par les ministres) et à quel moment faut-il placer le contre-ordre du Tsar ? Le 12 (25) juillet, il y aurait eu, dit Soukhomlinof dans le compte rendu des *Izvestia*, un premier entretien téléphonique entre le Tsar et le ministre de la guerre. Le souverain aurait

parlé d'une promesse qu'il avait reçue de l'empereur d'Allemagne. Il n'est guère possible d'admettre ce récit, car, à la date du 25, les *Documents allemands* ne portent pas trace d'un échange de dépêches entre Guillaume II et Nicolas II Le 14 (27), continuent les *Izvestia,* — dont le récit est confirmé sur ce point par les *Birjevyia Viedomosti,* — l'ordre de mobilisation est établi, et signé par les ministres : telle aurait été la déclaration faite, au tribunal, par Januskhevitch ; mais Soukhomlinof, d'après les mêmes journaux, déclare qu'il s'agissait là seulement d'un ordre de « mobilisation préparatoire » (l'organisation militaire russe comportait, en effet, des mesures de « pré-mobilisation », qui présentaient quelque analogie avec le *Kriegsgefahrzustand* de l'organisation allemande). Ces comptes rendus contiennent donc des contradictions ou des invraisemblances flagrantes.

D'après le texte du *Rousskoïe Slovo* (qui est aussi celui du *Novoïe Vremia* et du *Dién*), c'est seulement le 17 (30) que Januskhevitch aurait présenté l'ukaze à la signature des ministres ; mais cette date non plus n'est pas vraisemblable, puisque, en un autre passage de son témoignage, le général, d'après les mêmes journaux, déclare que le 16 (29), lors de son entretien avec l'attaché militaire allemand Eggeling, il avait en poche l'ordre de mobilisation. C'est encore dans la soirée du 17 (30) que Januskevitch aurait reçu le contre-ordre du Tsar ; mais Soukhomlinof, d'après les mêmes comptes rendus, place cet incident dans la soirée du 16 (29) juillet. Ici encore, incertitudes et contradictions.

Par contre, dans le texte du *Rietch* et dans celui de la *Rousskaïa Volia,* les déclarations de l'accusé et du témoin sont concordantes : tous deux affirment que l'ordre avait été signé d'abord dans la journée du 16 (29), et rapporté dans la soirée du même jour ; ces indications sont confirmées par les témoignages les plus récents : ceux de M. Paléologue, du général Dobrorolsky, et par les documents cités par M. Hœniger.

A quelle date faut-il placer maintenant la décision *définitive* du Tsar ? Ici les divergences s'atténuent : les déclarations de Soukhomlinof, à cet égard, sont reproduites de la même façon par *tous* les comptes rendus. C'est bien le 17 (30) juillet, que le souverain a donné à nouveau son assentiment aux

mesures demandées par l'Etat-major. D'après *neuf* comptes rendus, sur douze, le témoignage de Januskhevitch donne une date identique : les *Izvestia* sont ici d'accord avec la *Rietch* et les *Birjevyia Viedomosti.* C'est seulement dans la version *Rousskoïe Slovo* (1) que ces événements *paraissent* retardés d'un jour, sans qu'à vrai dire la date du 18 (31) soit expressément citée ; mais j'ai déjà dit plus haut quel doute pouvait inspirer la valeur de ce compte rendu. D'ailleurs tous les témoignages postérieurs ont confirmé qu'il fallait bien placer au 17 (30) juillet la décision définitive du gouvernement russe.

III. Enfin, l'étude critique de ces textes pose encore deux questions accessoires, qui se rattachent à une même idée : sous quelles influences le Tsar a-t-il évolué ? C'est un télégramme de Guillaume II qui l'aurait déterminé, le 16 (29) au soir, à transformer la mobilisation générale en une mobilisation partielle. Le Kaiser donnait sa parole d'honneur, disent les comptes rendus, que l'Allemagne ne ferait pas la guerre, si la Russie renonçait à la mobilisation générale : or, parmi les dépêches échangées entre les souverains (2), il n'y en a pas une seule dont le contenu réponde à ces indications.

D'autre part, plusieurs comptes rendus du procès de Soukhomlinof font allusion à un télégramme parvenu de Berlin le 30 *au matin* : l'ambassadeur Sverbejeff aurait annoncé que l'Allemagne mobilisait toutes ses forces ; c'est cette nouvelle qui aurait déterminé la décision définitive du Tsar. Quel était ce télégramme ? Sverbejeff a bien transmis de Berlin, ce jour-là, la nouvelle prématurée d'une mobilisation allemande, que venait de lancer le *Lokal Anzeiger* ; mais c'est seulement au début de l'après-midi, vers 1 heure 1/2, qu'il a *rédigé* cette dépêche : elle n'est parvenue à Pétersbourg, semble-t-il, que dans la seconde partie de l'après-midi, *après* la décision de mobilisation. S'agirait-il d'un télégramme expédié le 29 au soir, et parvenu à Pétersbourg le 30 au matin ? la correspondance de Sverbejeff, telle que l'ont publiée les *Archives Rouges* (1), contient une pièce de cette date : Jagow avait dit à l'ambassadeur russe que les mesures de pré-mobilisation

(1) Qui est aussi, je le rappelle, celle du *Novoïé Vremia* et du *Dien*.

(2) Le texte en a été publié dans les *Documents allemands relatifs à l'origine de la guerre*.

(3) Les *Débats* du 3-4 octobre 1922 en ont donné une traduction.

prises sur la frontière russo-allemande et la décision de mobilisation partielle *allaient* obliger l'Allemagne à mobiliser elle aussi. Mais le télégramme ne prétendait pas que cette mobilisation fût commencée. D'autre part, le ministre de Russie à Stuttgart, Lermontof, télégraphiait le 30 que les réservistes allemands étaient appelés pour le surlendemain ; mais l'heure *d'arrivée* de cette dépêche n'est pas connue (1).

Il faut bien avouer que cette brève étude des débats laisse une impression de confusion et d'incohérence. Comment s'en étonner, puisque ce sont des comptes rendus de presse qui constituent notre seule documentation ? Ce serait grand dommage, — si, depuis 1917, des témoignages et des documents nouveaux n'étaient venus éclaircir un peu cette question de la mobilisation générale russe (2). Aujourd'hui, grâce à ces renseignements, le procès Soukhomlinoff ne nous apparaît que comme une source d'intérêt secondaire.

Peut-être le seul résultat de ces menues recherches sera-t-il de l'avoir démontré.

PIERRE RENOUVIN.

(1) *Archives Rouges*, I, p. 182. Ce texte est donné en français.

(2) Cet article était entièrement composé quand nous sont parvenus les *Souvenirs* de Soukhomlinoff, récemment publiés à Berlin. Il n'en est donc pas fait état ici, pas plus que des nouveaux documents russes, signalés dans la chronique.

BIBLIOGRAPHIE

LES LIVRES NOUVEAUX

WINSTON CHURCHILL, Premier Lord de l'Amirauté de 1912 à 1915. — *The World Crisis* 1915 (La crise mondiale en 1915). Londres, Thornton Butterworth, 1924, in-8°, 557 pages. — Cartes.

Le deuxième volume du grand ouvrage de Winston Churchill est spécialement consacré à la défense de son rôle dans la conception et l'exécution de l'expédition aux Dardanelles. Mais il est tellement nourri de faits et de documents, il fournit tant de renseignements précieux et inédits que l'intérêt de sa lecture dépasse de beaucoup celui que présentent les responsabilités personnelles encourues par l'auteur.

Voici d'après quelles considérations celui-ci entreprend de se justifier.

A son avis, vers la fin de 1914, les opérations aussi bien sur terre que sur mer étaient arrivées à un « point mort ».

D'un côté, les amiraux n'envisageaient plus que le blocus des côtes allemandes ; de l'autre, les généraux, contraints à la stagnation résultant de la guerre de tranchées, n'avaient plus d'autres perspectives que la guerre d'usure, et les attaques de front coûteuses et incapables d'amener la solution définitive.

Winston pensa que seule la *manœuvre* pouvait avancer les choses, et que, comme celle-ci était interdite sur le champ de bataille, il fallait la chercher ailleurs.

L'Orient était particulièrement tentant à ce point de vue, car on sut de bonne heure à Londres que, malgré les apparences, la situation de la Russie, spécialement par suite du manque de matériel, deviendrait bientôt critique. Sauver la Serbie, rallier à l'Entente tous les Etats balkaniques et l'Italie, écraser la Turquie était un but dont l'importance pouvait être décisive et qui méritait de grands sacrifices. C'est ainsi que, dès la fin de novembre 1914, Churchill avait proposé de maintenir en Egypte deux divisions australiennes et d'y envoyer d'Angleterre une division territoriale, pour former le noyau d'une armée qui, avec l'aide des Grecs, s'emparerait de la presqu'île de Gallipoli, alors sans défense. C'eût été un « coup de maître »; mais Kitchener avait refusé. Outre que l'armée britannique en France était à peine remise des sanglantes affaires d'Ypres, on pensait à une grande opération

le long de la côte belge. On dut renoncer devant l'opposition du haut commandement français.

Or, à ce moment, les Russes, fortement pressés en Transcaucasie, demandaient à être dégagés par une offensive alliée contre la Turquie, tout au moins par une «démonstration navale ou militaire », et, dès le 2 janvier, Kitchener faisait télégraphier par le Foreign Office à Pétrograd que « les mesures allaient être prises en conséquence ».

Tout ceci est absolument prouvé aujourd'hui non seulement par les pièces fournies par Churchill, mais par le témoignage de Williams, l'attaché militaire britannique auprès du Grand-Duc, que nous avons cité ailleurs ; et ces faits méritent d'être rapprochés de l'attitude que devaient avoir plus tard le gouvernement russe et certains de ses agents à Paris.

Le 3 janvier, Lord Fisher ayant donné son assentiment et présenté un projet d'opérations, l'Amiral Carden était consulté sur la possibilité de faire franchir les Dardanelles à ses navires. Le 5, il répondait négativement sur les chances de succès d'un « rush », mais au contraire donnait un avis favorable au « forcement » des passes, pourvu qu'on ait un grand nombre de vaisseaux. Le 11, invité à préciser les projets, il envoyait un plan d'opérations comportant la réduction des défenses de l'entrée du détroit, la destruction des batteries intérieures, de celles de Chanak, l'enlèvement des mines et le passage d'une escadre de 12 vaisseaux, 3 croiseurs de bataille, 3 croiseurs légers, 16 destroyers, 6 sous-marins, 12 dragueurs de mines, 4 hydravions dans la mer de Marmara.

« Ce plan, dit Churchill, produisit une grande impression... il constituait une proposition toute nouvelle... » En effet, au lieu d'une poussée (*rush*), il s'agit d'un bombardement méthodique des forts avant d'essayer de franchir les passes. L'Etat-Major de l'Amirauté s'y rallia avec empressement et proposa même d'envoyer aux Dardanelles le cuirassé tout neuf *Queen Elisabeth,* dont les énormes canons pourraient agir à une distance supérieure à la portée des canons que possédaient les Turcs. Ce que les gros obusiers allemands avaient fait des forts de Liége et d'Anvers, on pensait qu'on l'obtiendrait des pièces de 15 pouces de ce magnifique dreadnought. Pourtant il ne semble pas qu'on ait tenu un compte suffisant d'abord de la difficulté d'observation du tir d'un navire contre une batterie de terre, puis de la faible charge en explosif des obus de marine, comparée à celle des projectiles de 400 employés par les Allemands.

Quant aux autres vaisseaux, on pouvait consacrer à l'opération ceux qui, étant d'un modèle veilli, n'ajoutaient rien à la force de la grande flotte, et Churchill insiste sur le fait que plusieurs d'entre ceux qui furent employés aux Dardanelles allaient être déclassés et démolis.

Les Français ayant promis le concours de quatre cuirassés, déjà rendus sur les lieux, le plan Carden fut approuvé le 13 janvier par le Conseil de guerre. Kitchener s'y était rallié en ajoutant «qu'on pourrait toujours renoncer au bombardement s'il se révélait inefficace. » .

L'amiral Jackson avait également donné son assentiment, et Churchill paraît fondé à dire que « l'élaboration de ce plan avait été pure-

ment navale et professionnelle... Ce n'est pas pour diminuer ni dégager ma responsabilité. Ce n'est pas là qu'elle réside. Je n'ai pas fait et ne pouvais établir ce plan. Mais une fois qu'il a été établi par les autorités navales, façonné et endossé par les techniciens, approuvé par le Premier Lord de la Mer, j'ai eu à l'appliquer, et j'y ai consacré tous mes efforts. Quand d'autres faiblirent et changèrent d'avis sans motifs nouveaux, je m'en tins fortement aux décisions antérieures... »

Toutefois Churchill oublie ce dont se souvinrent certains de ceux qui connurent ces faits,notamment le regretté Sir Julian Corbett, dont nous avons reçu peu après l'événement l'avis très autorisé ; C'est l'influence personnelle que, par la force de sa conviction, son talent de parole, l'ascendant de son intelligence et de son caractère, le Premier Lord Civil exerça sur ses collaborateurs .Il dut leur persuader que ce qu'il avait vu à Anvers se reproduirait aux Dardanelles, qu'aucune défense terrestre ne pourrait résister aux gros canons modernes, et c'est de très bonne foi que les Amiraux entrèrent dans ses vues.

Quoi qu'il en soit, cette unité obtenue au milieu de janvier ne devait pas durer. — Le combat de Dogger Bank n'avait pas eu le résultat décisif qu'on pouvait espérer, et l'amiral Jellicoe se montrait inquiet de la faible marge de supériorité que possédait alors la Grande Flotte sur la Flotte de Haute Mer allemande. Lord Fisher, entrant dans ses vues, allait se montrer peu disposé à détacher en Méditerranée le *Queen Elisabeth* et d'autres navires. D'autre part, les Russes se déclaraient incapables de faire coopérer à l'entreprise contre Constantinople leur escadre de la Mer Noire ou d'effectuer un débarquement à l'entrée Nord du Bosphore. Au conseil de guerre tenu le 28 janvier, où l'expédition des Dardanelles avait été décidée, il avait fallu l'influence conjuguée de Churchill et de Kitchener pour retenir Fisher qui déjà s'était levé de table et allait se retirer. Comme le dit justement Churchill, « le plan consistant à bombarder méthodiquement les défenses extérieures, puis les autres, et à préparer pas à pas l'entrée de l'escadre dans la mer de Marmara avait été adopté non pas parce que c'était la méthode d'attaque idéale, mais parce qu'on nous avait dit qu'aucune force militaire n'était disponible et parce que nous voulions répondre à l'appel du Grand-Duc. Nous avons entrepris cette opération avec ce que nous avions de ressources en surplus, *après* avoir complètement assuré à la Grande Flotte ce qu'il lui fallait pour remplir ses grands devoirs: sûreté des Iles Britanniques, complet dégagement des mers, protection du commerce, transport des troupes, toutes tâches dont l'accomplissement mérite bien quelque reconnaissance envers l'amirauté. En ce qui me concerne, j'ai entrepris cette œuvre avec le sincère désir d'être utile à la cause commune et de tirer le plus grand parti possible de notre puissance navale. J'ai cru que c'était mon devoir... Tout compte fait, je ne regrette pas cet effort. Nous avons bien fait de l'entreprendre. Mais n'y pas persévérer fut un crime. »

D'autre part, Churchill constate que, dès le milieu de janvier 1915, après l'abandon du projet d'offensive sur la côte belge, la fin de l'insurrection dans l'Afrique du Sud, l'échec des Turcs devant le canal de Suez, des forces considérables restaient disponibles pour une opération

aux Dardanelles. Sans gêner le progrès de la préparation à la guerre des troupes de nouvelle formation,on aurait pu envoyer 145.000 hommes d'Angleterre, d'Egypte et de France, car les Français avaient offert deux divisions, et les faire débarquer dans les premiers jours de mars. Une telle expédition à cette date aurait eu un succès assuré.

Or les mesures prises furent très différentes.

Tout en adoptant le plan d'attaque maritime, le Conseil de guerre, dans sa séance du 28 janvier, avait admis qu'il pourrait être utile de faire agir des troupes de terre, tout au moins pour exciter les Grecs à prêter leur appui à l'entreprise contre les Dardanelles. Il s'agissait d'abord de la 29e division, encore en Angleterre, et réclamée depuis longtemps par le maréchal French, puis d'une division française : et l'offre en fut faite à Venizelos à la suite d'un conseil tenu le 9 février. Comme il fallait s'y attendre, elle sembla insuffisante au gouvernement hellénique et fut déclinée. Cependant, le 16, on décida d'envoyer à Lemnos la 29e division, et de préparer des renforts en Egypte pour pouvoir éventuellement soutenir l'attaque qu'allait entreprendre l'escadre contre les Dardanelles. Mais, entre temps, Kitchener, cédant aux instances du maréchal French et aux objections du Haut Commandement français, revenait sur sa décision, et, le 20 février, le Conseil de guerre était forcé de renoncer à l'envoi de la 29e division.

Mais comme le bombardement des défenses extérieures par l'escadre avait commencé dès le 19 et que les premiers résultats semblaient encourageants, on se décida le 10 mars à prescrire l'envoi à Lemnos de la 29e division. Une division française était prête à la rejoindre, et Venizelos, changeant d'avis, offrit l'appui d'un corps d'armée grec à 3 divisions. C'était le succès assuré. Mais alors se produisit un étrange coup de théâtre. Le gouvernement russe, sur la demande duquel tout avait été fait jusqu'alors, opposa, le 3 mars, un veto absolu à la coopération des troupes grecques dans les opérations des Dardanelles. Bientôt il allait revendiquer comme but de la guerre la possession de Constantinople, et, par cet acte impolitique, s'aliéner toutes les puissances balkaniques, et compromettre gravement la partie engagée.

On sait le reste, le grave échec du 18 mars que Churchill attribue à un hasard malheureux : des mines mouillées inopinément à l'entrée des détroits dans une région qu'on croyait sûre, le retard de l'intervention des troupes de terre confiées au général Ian Hamilton, ces opérations sanglantes où les forces alliées, bien que constamment renforcées, se trouvent toujours inférieures à leurs adversaires qui augmentent plus vite qu'elles. Pourtant on devait être tout près du succès lors de la bataille de Suvla, compromise par une regrettable erreur de certains généraux britanniques.

Jusqu'au bout Churchill devait lutter contre les lenteurs, les indécisions de ses collègues, insister pour des solutions radicales, s'indigner de l'inaction de la flotte qui, par crainte des sous-marins, n'osa plus rien tenter. Au moment où l'on va renoncer à l'entreprise, il appuiera de toutes ses forces l'audacieux projet du Commodore Keyes, qui prétend forcer les passes au moyen des navires seuls et qui n'est pas autorisé à l'essayer.— « Il est impossible, dit-il pour conclure, de rassem-

bler cette longue série d'occasions manquées sans éprouver une sorte d'horreur. Il y eut au moins douze situations, on le sait maintenant, où nous aurions dû avoir le succès décisif... Si, au moment où on a décidé l'attaque par la flotte seule, on avait su qu'une armée était disponible, une opération combinée aurait réussi. Si, après l'échec du 18 mars, la flotte avait procédé au draguage des mines, les Turcs n'auraient pu s'y opposer, faute de munitions. Si l'envoi de la 29e division n'avait pas été retardé, si, même expédiée à la date où elle l'a été, elle avait été embarquée de façon à pouvoir débarquer de suite, Sir Ian Hamilton aurait trouvé, le 18 mars, la presqu'île de Gallipoli presque sans défense. Les combats de juin et juillet sont hautement sujets à critique, mais le moindre renfort à ce moment aurait assuré le succès La paralysie du pouvoir exécutif pendant la formation du ministère de coalition fit perdre six semaines, pendant lesquelles les Turcs doublèrent leurs forces... Le rôle du IXe corps pendant la bataille de Suvla serait incroyable s'il n'était pas vrai. La démission de Fisher. mon départ de l'amirauté,l'impopularité de l'expédition des Dardanelles par pure ignorance intimidèrent nos successeurs, qui n'osèrent prendre la responsabilité des risques qu'il fallait encourir. Le refus de l'alliance grecque et de son armée quand elles furent offertes en 1914, l'échec subi quand on les demanda en 1915, la folle attitude de la Russie..., les circonstances extraordinaires qui firent décider à Paris l'envoi du général Sarrail pour commander une grande expédition française sur la côte d'Asie, puis le renoncement de cette politique si pleine de promesses;—les forces devenues disponibles à la fin de 1915 détournées de cet objectif vital, Constantinople, au profit de l'entreprise secondaire de Salonique, qui devait être stérile pendant trois années ; — la décision finale d'évacuer la presqu'île de Gallipoli au moment où la situation de l'armée turque demeurait désespérée et où la flotte reprenait confiance : tout cela constitue autant de tragédies distinctes ».

Ces erreurs successives sont en effet flagrantes, et Winston Churchill est fondé à les signaler. Mais n'en porte-t-il pas sa part comme membre du Gouvernement qui les commit ? S'il est vrai que les mémoires qu'il adressa à ses collègues prouvent de la clairvoyance et de l'énergie, s'il est exact qu'il ne fut pas le maître de faire prévaloir ses vues, il ne se rallia pas moins par ses actes au procédé des efforts successifs par petits paquets, système désastreux et cent fois condamné par l'expérience. Ni lui, ni surtout Kitchener, ne comprirent la gravité de la faute initiale commise en engageant l'affaire au moyen de la flotte seule. Contrairement à l'opinion du Maréchal, l'événement devait prouver qu'après l'échec des vaisseaux, on ne pouvait plus se retirer sans un grave préjudice moral. Déplorablement engagée, la partie devait être encore plus mal conduite, mais ce n'est pas une raison pour oublier que l'armée turque trouva son tombeau aux Dardanelles et ne fut plus capable du grand rôle qui aurait pu lui incomber dans les opérations d'ensemble.

EDOUARD DESBRIÈRE.

Dr VASIL RADOSLAVOFF. —*Bulgarien und die Weltkrise.* (La Bulgarie et la crise mondiale.) Berlin, Ullstein, 1923, in-8, 313 pages.

L'ouvrage de M. Radoslavoff est un exposé impersonnel de la politique extérieure bulgare de 1878 à 1918. L'auteur parle peu de lui : le « ministre président » est un personnage qui apparaît rarement dans la partie de l'ouvrage consacrée à la guerre, un peu plus courte d'ailleurs que l'autre. M. R. se réfère deux fois à des notes personnelles ; il connaît les livres diplomatiques, les recueils de documents allemands et russes, les mémoires des grands acteurs des Empires centraux, les souvenirs de M. Marcel Dunan. Notons qu'il utilise et cite le livre rouge bulgare, peu accessible aux chercheurs.

Il y a des renseignements nouveaux sur l'année de la neutralité. M. R. signale le mécontentement russe (échange de notes au début d'août) : par contre, le roi Carol conseille aux Bulgares d'isoler la Serbie et de l'attaquer. Sur la rupture, il cite les traités d'alliance et de partage, la convention militaire avec les Empires centraux ; ces documents sont du 6 septembre : la mobilisation du 9 n'en est pas moins qualifiée d'acte de précaution.

M. R. ne nous apprend pas grand chose sur les années de guerre : il confirme ce qu'affirment les mémoires d'Erzberger, de Czernin, des grands chefs allemands sur l'effet produit à Sofia par l'intervention roumaine, sur l'effet aussi de la perte de Monastir, de la motion de paix de 1917. Sur l'affaire de la Dobroudja, il nous dit que le projet de condominium avait été préparé dès Brest-Litovsk entre Autrichiens et Allemands : mécontents dès 1917, les Bulgares ne rompirent pas avec l'Amérique.

L'ouvrage enrichit d'un épisode l'histoire des tentatives de paix de 1917 : on « prêta » à l'Allemagne M. Risoff, ministre à Berlin, pour aller à Christiania et Stockholm (février et mars 1917), nouer des fils. Le dernier ministre des affaires étrangères tsariste ne voulut entendre parler que d'une paix séparée bulgare (l'idée allemande était la paix séparée russe).

L'ouvrage s'égaie de quelques propos de l'empereur Guillaume, recueillis par M. R.; après la révolution russe,et peu avant le procès du général Soukhomlinof, l'Empereur rejette la responsabilité de la guerre sur les hauts dignitaires de l'entourage du Tsar, et s'étonne de l'impuissance du clergé russe, de l'abandon du « Petit père » par les populations rurales (p. 127). Ailleurs (p. 307) Guillaume II exerce non sans succès sa séduction sur M. R., il le persuade de ses bonnes intentions pour la Dobroudja, et lui révèle que l'affaire des manuscrits bulgares de Bucarest est réglée selon ses vœux « pour la satisfaction des professeurs bulgares » (1) !

A. LAJUSAN.

(1) Il y a quelques *lapsus calami* ou fautes d'impression : page 23, il est question de Crispi au Congrès de Berlin (et le rôle de l'Italie est anachroniquement grossi); p. 27, erreur d'une année sur l'expédition de Tripoli, p. 68, d'un mois sur le traité d'Ouchy. — P. 139, lire 1912 et non 1902, et p. 217, *Allemagne* au lieu de *Bulgarie.*

J.-J.-G.- Baron van Voorst tot Voorst. — *Over Roermond ! En strategische studie.* (Par Roermond : une étude stratégique) La Haye, 1923, in-8, 63 pages. (Annexe au numéro de septembre de la revue militaire hollandaise, *De Militaire Spectator.*)

Dans cette revue stratégique, qu'il intitule « Par Roermond ! », M. Van Voorst tot Voorst, capitaine de l'état-major hollandais, traite des différents plans allemands en tant qu'ils concernaient la Hollande.

Au milieu du XIXe siècle, l'état-major hollandais se bornait à la défense des provinces occidentales, que rendaient facile le caractère de leur sol et les grands fleuves, et négligeait la défense des provinces de Limbourg et de Brabant septentrional. Au cas d'une offensive française à travers la Belgique et la Hollande, Moltke, en 1859 et 1861, comptait sur une défense active de la part des Belges qui avaient une armée de 100.000 hommes, alors qu'il croyait que la Hollande, avec son armée en campagne de 30.000 hommes, renoncerait à la défense des passages de la Meuse à Maastricht, Roermond et Venlo. A partir de 1871, les plans allemands exclurent une violation tant de la Hollande que de la Belgique ; c'est seulement en 1894 que l'invasion de la Belgique entra dans les projets de Schlieffen.

On sait qu'en 1905, Schlieffen voulait profiter de l'occasion favorable (la Russie était jugée incapable de remplir ses devoirs d'alliée) pour écraser la France. C'est pourquoi l'Empereur le remplaça par Moltke. Les mémoires de ce dernier ont révélé récemment quelques détails inconnus des plans de Schlieffen (1). Avec beaucoup de perspicacité, M. Van Voorst retrace l'ensemble du plan d'opérations de Schlieffen au moyen de données que lui fournissent les auteurs militaires allemands Kühl, Montgelas, Foerster, Groener, Rochs, Freytag et Moltke. Schlieffen se proposait de grouper son aile droite (qui comprenait 24 divisions) à la frontière du Limbourg hollandais et de lui faire passer la Meuse entre Maastrischt et Roermond ; en sortant du territoire hollandais, ces divisions devaient cerner l'armée belge en l'empêchant de se retirer sur Anvers ; puis elles devaient se diriger vers Gand et longer la côte jusqu'à Abbeville. Dans cette manœuvre, l'étendue et la force de l'aile droite suffiraient à exécuter un mouvement autour de Paris, afin de menacer les communications de l'armée française (qui se trouverait à ce moment sur la Marne). Mais, pour renforcer à ce point l'aile droite, il était nécessaire de lui faire passer la Meuse en territoire hollandais. Schlieffen détachait des forces peu importantes pour couvrir son aile droite contre l'armée hollandaise.

Moltke modifia ce vaste projet. Il voulut éviter la violation du territoire hollandais ; mais cette restriction entraîna deux difficultés.

1° Pour la concentration de la première armée (sous le général von Kluck), on continuait d'avoir besoin de la région située à l'Est du Limbourg entre Aix-la-Chapelle, Crefeld et Düsseldorf. Cette armée devait par conséquent commencer par se porter vers le Sud, pousser par Aix-la-Chapelle, longer la frontière méridionale du Limbourg par

(1) Voir aussi à ce sujet la critique par P. Rénouvin, de l'ouvrage de M. Réginald Kann dans le n° 3 de cette revue.

trois routes, traverser la Meuse entre Wandre et la frontière ; puis, pour donner de la place à la deuxième armée et pour cerner l'armée belge, elle devait prendre la direction Nord-Ouest, c'est-à-dire faire autour du Limbourg un détour qui causait, outre d'immenses difficultés techniques et des marches forcées, un retard de trois journées. L'armée belge put se retirer sur Anvers. — 2° Alors que Schlieffen pouvait se dispenser du passage par Liége, Moltke avait besoin des ponts de cette ville : c'est à la deuxième armée qu'incombait la tâche de les prendre. La 1re armée, cependant, n'a été aucunement entravée dans ses mouvements, puisque les forts Pontisse et Barchon, qui auraient pu empêcher le passage de la Meuse, étaient tombés avant son arrivée.

Le retard initial de trois journées continua à faire sentir ses effets pendant toute la manœuvre, notamment pendant la bataille de la Marne : Kluck n'était pas assez fort pour faire le mouvement autour de Paris et devait presser ses troupes entre Paris et la 2e armée.

Pourquoi Moltke s'est-il imposé de tels sacrifices ? Il le dit lui-même dans son mémoire de 1915 sur la bataille de la Marne : « Je croyais que la Hollande ne permettrait pas une violation de son territoire ; par contre, je prévoyais qu'une Hollande ennemie arracherait de telles forces à l'aile droite que celle-ci perdrait la force nécessaire pour la grande bataille. » — « J'étais d'avis, et je le suis encore aujourd'hui que la campagne de l'Ouest aurait été vouée à un échec certain, si nous n'avions pas ménagé la Hollande. » En effet, grâce aux réformes militaires de la période 1900 à 1914, une armée toute prête de plus de 200.000 hommes était placée dans les endroits où l'état-major la jugeait nécessaire pour agir contre toute violation de la frontière sur quelque point que ce fût. M. Van Voorst a bien fait d'opposer ces faits véridiques aux bruits selon lesquels les Allemands auraient traversé la Hollande en 1914.

J.-B. MANGER.

SIR JULIAN CORBETT. — *Naval operations* (Les opérations navales). Tome III. Londres, Longmans, 1923, in-8, 470 pages, cartes.

Le troisième volume de l'œuvre entreprise par le regretté sir Julian Corbett, de la Section Historique du Comité Supérieur de Défense, est en tous points digne de ses devanciers. L'auteur aura montré jusqu'au bout les qualités de science, d'impartialité et de hauteur de vues qui l'ont classé au premier rang des historiens de la marine.

Le dernier volume dû à sa plume comprend la fin des opérations aux Dardanelles, les débuts de l'expédition de Salonique, la campagne de juillet et octobre en Mésopotamie, les actions particulières dans les diverses mers, enfin et surtout la relation la plus complète, la plus claire, et probablement la plus exacte que nous possédions de la bataille navale du Jutland. Rien n'y est dissimulé, ni les incertitudes de l'amirauté et du commandement sur les véritables intentions de l'amiral von Scheer, lorsqu'il prit la mer, ni sur les pertes terribles subies par la flotte britannique, ni sur les mouvements qui empêchèrent l'action d'avoir un résultat décisif.

En ce qui concerne une question particulièrement controversée, celle du déploiement de la Grande Flotte, Sir Julian Corbett explique comment, par suite de la destruction du poste de T. S. F. à bord du *Lion*, l'amiral Beatty ne put fournir à son chef que des renseignements tardifs et incomplets relativement à la marche de l'ennemi. Il en résulta que, lorsque ce dernier commença à orienter la ligne de file vers l'Est, l'amiral Jellicoe, au lieu de trouver comme il y comptait son adversaire devant son front, s'aperçut qu'il était sur la droite de son dispositif. Celui-ci était constitué, ainsi qu'on le sait, par une ligne de front dans laquelle chacune de ses divisions était en ligne de file. « Sa première et toute naturelle intention était de se déployer sur son flanc droit. Mais le renseignement décisif arrivait trop tard, et la distance allait se trouver trop courte. Les gros obus commençaient à tomber entre les lignes formées par les divisions, et le déploiement par la droite aurait amené l'escadre Burney, composée des vaisseaux les plus anciens et les moins forts, à subir les feux concentrés des meilleurs de l'ennemi, et, presque sûrement, une attaque de torpilleurs pendant l'exécution du mouvement. Pour comble et pour éviter de voir les Allemands barrer le T, il aurait fallu venir à gauche sous le feu, et, ce qui était encore pis, à portée des torpilles, des cuirassés adverses. On ne peut guère douter qu'il eut raison... »

Il semble qu'il faille se ranger à cet avis, bien que l'événement dût montrer que le déploiement par la gauche, en retardant le moment du combat, fit perdre quelques-unes des minutes précieuses qui restaient pour rendre l'engagement décisif. Sir Julian a, au surplus, raison de faire remarquer qu'en agissant autrement, on aurait donné a von Scheer la chance escomptée par lui d'obtenir un succès partiel avant de se retirer sous un masque de fumée et à la faveur d'une attaque par des éléments légers.

Sir Julian, ainsi que l'amiral Jellicoe d'ailleurs, ne semble pas avoir envisagé l'éventualité où le déploiement par la droite, orienté ensuite vers l'ouest, aurait amené les deux flottes à courir finalement à contre bord. Certains marins n'écartent pas *à priori* ce mode de combat. Mais il faut reconnaître que c'eût été dans la tactique navale une innovation dont il est bien difficile d'apprécier la valeur, car les exemples font à peu près complètement défaut.

Par contre, on s'étonnera toujours qu'après le combat, puis après une première tentative infructueuse, l'amiral von Scheer, complètement coupé de sa base, ait pu réussir à passer au Nord de la flotte britannique et à s'échapper d'une situation qui dut lui paraître désespérée. Comment les appels de Beatty, comment le furieux combat livré derrière lui par des navires légers n'éclairèrent-ils pas l'amiral Jellicoe sur le mouvement de son adversaire, c'est ce qui se comprend difficilement.

On ne peut que regretter de voir la mort arrêter Sir Julian Corbett dans son œuvre, et d'être privé des considérations que l'étude de la bataille du Jutland lui aurait sûrement inspirées.

EDOUARD DESBRIÈRE.

EDMOND VERMEIL. — *La Constitution de Weimar et le principe de la démocratie allemande.* Publications de la Faculté des lettres de l'Université de Strasbourg, 14e fascicule, 1923, 1 vol. in-4 (XII-473 pages), en dépôt à Strasbourg et Paris, librairie Istra.

Cet important ouvrage reproduit, en le condensant, le cours professé par l'auteur à l'Université de Strasbourg et au Centre d'études germaniques de Mayence. Il n'est certainement pas en français, ni peut-être en allemand, un livre où la Constitution de Weimar soit étudiée de façon aussi complète et aussi approfondie. M. Vermeil ne se contente pas de l'analyser en juriste ; il ne fait pas seulement connaître par de longs extraits les discours prononcés, la part prise à son élaboration par les différents partis politiques et par les hommes marquants de ces partis ; il l'explique en philosophe par l'histoire et la psychologie du peuple allemand : son livre est une contribution des plus intéressantes à la science que les Allemands nomment *Volkerpsychologie,* et l'on ne saurait trop en recommander l'étude aux Français qui ont quelque souci de comprendre l'Allemagne et sa situation actuelle. La Constitution de Weimar, en effet, n'a rien d'une construction artificielle ; elle n'est ni un plaquage, ni une adaptation au *Reich* allemand d'institutions empruntées à l'étranger ; c'est une chose toute allemande, sortie en un moment tragique des entrailles de la nation ; œuvre de circonstance, oui, sans doute, mais qui était en préparation, en incubation bien des années avant la guerre. Certes, quels que soient les changements qu'y doive apporter l'avenir, elle mérite d'être considérée avec attention, ajoutons avec bienveillance.

On conçoit la nécessité, pour étudier pareille constitution, de remonter assez haut : dans une introduction historique d'une cinquantaine de pages, M. Vermeil montre le chemin parcouru de 1815 à 1919. Pendant un siècle, l'Allemagne cherche à se donner une organisation qui s'accorde avec ses besoins profonds : en 1848, se posent à l'Assemblée de Francfort des problèmes (des *antinomies,* dit M. Vermeil) qui ne sont pas résolus ; le vigoureux génie de Bismarck dote l'Allemagne d'une organisation qui n'est qu'un *compromis,* mais qui suffit cependant à assurer sa prospérité jusqu'à la grande crise de 1914-1918 ; la guerre, la révolution qui amènent l'effondrement de l'édifice, obligent l'Allemagne à chercher des solutions nouvelles.

L'intérêt principal du premier livre, qui traite des *délibérations de l'Assemblée de Weimar,* est de nous faire connaître non par des formules plus ou moins heureuses, mais par une multitude d'exemples et d'applications, le sens spécial qu'a pour les Allemands le mot de démocratie. Il faut, pour le bien entendre, oublier ce qu'il signifie chez nous ; en revanche, il pourrait être utile de lire le livre où Thomas Mann a opposé le *Bürger* allemand au *bourgeois* français. Egalité de droits, participation de tous à la vie publique, régime parlementaire ou au moins représentatif, suffrage universel, tout cela peut bien exister en Allemagne, mais n'est pas ce qui caractérise la démocratie au sens allemand du mot. Démocratie c'est subordination, ou, si l'on veut, *intégration ;* il s'agit de faire que toutes les forces collectives existantes : syndicats professionnels, corporations, unions et associa-

tions de toute nature. Etats particuliers (*Etats-pays*, dit M. Vermeil), partis politiques, trouvent à se situer dans un tout organisé qui sera la nation elle-même, y remplissent leur fonction, y jouent leur partie. Qu'il s'agisse de « démocratie fédérale », de « démocratie politique », de « démocratie sociale », des droits fondamentaux reconnus à l'individu, de la justice, de la famille, de l'enseignement ou de tout autre sujet, les thèses soutenues par les différents partis et les solutions moyennes finalement adoptées attestent toujours, ou presque toujours, le même souci d'organisation, d'intégration.

Le deuxième livre intitulé : *L'originalité de la Constitution de Weimar,* après avoir renseigné le lecteur sur les divers partis allemands et leur rôle, achève de lui montrer en quoi elle se rattache à la tradition allemande, en quoi elle diffère des démocraties occidentales, même quand elle leur fait des emprunts.

Dans un dernier chapitre qui sert de conclusion à tout l'ouvrage, l'auteur étudie les principaux dangers qui menacent l'Allemagne, la décomposition du régime constitutionnel qu'elle s'est donné.

Citons au moins les dernières lignes :

« L'intérêt de la France, ce n'est pas de démembrer l'Allemagne, démembrement impossible et qui ne ferait que reconstituer l'unité allemande contre nous. L'intérêt de la France, ce n'est pas non plus l'effondrement social et économique, la bolchevisation de l'Allemagne. C'est moins encore la reconstitution de l'ancien régime ou la construction d'un édifice solide et combatif. L'intérêt de la France, c'est d'aider l'Allemagne à éviter la réaction et d'y favoriser l'évolution démocratique. Quoi qu'on en dise, la Constitution de Weimar a ouvert, toutes larges, les avenues qui conduisent aux diverses solutions du problème politique allemand. Il n'est pas dit, malgré tout ce qui sépare les deux nations, que la France ne puisse pas pousser sa voisine dans la bonne voie et lui montrer le choix à faire, le chemin à suivre. »

CHARLES APPUHN.

MAXIMILIAN HARDEN. — *Deutschland, Frankreich, England.* (Allemagne, France, Angleterre.) Berlin, Erich Reiss Verlag, 1923, in-8, 187 pages.

Il est malaisé d'analyser un ouvrage de 187 pages in-8 sans divisions d'aucune sorte. C'est moins un livre, à vrai dire, qu'un article de journal de dimensions inusitées ; les qualités et les défauts de l'auteur en rendent la lecture attrayante, surtout au début, un peu fatigante par la suite. M. Harden, nul ne l'ignore, a beaucoup de talent ; sa pensée est audacieuse, et il l'exprime sans ménagement ; son style ignore les demi-teintes il a quelque chose de violent, on pourrait dire de cru. L'emploi d'un vocabulaire très riche, souvent assez éloigné de l'usage commun, les allusions fréquentes, les rapprochements inattendus que lui suggère sa connaissance de l'histoire et des littératures européennes, certaines particularités d'écriture — voire d'orthographe — font de lui un auteur difficile, sinon obscur.

Les idées exprimées par M. Harden sont d'ailleurs intéressantes et

souvent justes. Il est sévère pour l'Allemagne, très sévère pour quelques Allemands, pour l'avant-dernier chancelier, M. Cuno, par exemple. Il rend justice à la France et aux Français dans le passé et même dans le présent. M. Poincaré n'est pas pour lui l'impérialiste forcené qu'il est pour tant d'Allemands et un trop grand nombre de non-Allemands : « Il n'a jamais eu l'ambition de marcher en conquérant sur les traces d'un Louis XIV ou d'un Napoléon. » Lorrain de naissance, il a vu, de ses yeux d'enfant, l'armée allemande envahir sa patrie et y camper jusqu'au paiement intégral des cinq milliards d'indemnité. Juriste consommé, il use, pour recouvrer les sommes dues à la France, de tous les moyens dont on peut faire usage contre un débiteur récalcitrant, la saisie de gages comprise.

M. Harden dénonce les effets calamiteux de la politique allemande de ces dernières années, en particulier de la résistance soi-disant « passive » opposée à la France dans le bassin de la Ruhr ; il met ses compatriotes en garde contre l'illusion fatale qui consiste à attendre des Etats-Unis et de l'Angleterre un secours effectif : en ce qui concerne l'Angleterre plus spécialement, il montre sans peine combien sa politique a toujours été, continue d'être et sera vraisemblablement toujours une politique d'intérêts commerciaux et économiques : « Les buts de la politique anglaise sont toujours atteints et ne pouvaient l'être qu'aux dépens de l'Europe. »

L'accord des Etats continentaux, en tout premier lieu de l'Allemagne et de la France, non pour combattre l'Angleterre, mais pour se soustraire à sa domination économique, est, à ses yeux, la seule politique raisonnable qui se puisse concevoir, la seule qui doive amener le rétablissement d'un certain ordre, rendre la vie possible et empêcher la ruine complète de l'Allemagne, laquelle aurait pour les nations voisines les conséquences les plus douloureuses.

CHARLES APPUHN.

LES REVUES DU TRIMESTRE (1).

Les origines de la guerre.

***. — Deutschland und die Haager Friedenskonferenzen. Kundgeburg des Parlamentarischen Unterzuchungsausschusses. — *Kriegsschuldfrage*, janv.-fév. 1924, pp. 1-10.

H. L. — A war legend. « Sublime sacrifice » or diplomatic manœuvre. *Foreign Affairs*, janv. 1924, p. 132.

(1) *N. D. L. R.* Revues qui, sans figurer dans la liste de nos dépouillements réguliers, sont néanmoins représentées dans ce numéro par un ou plusieurs articles ;

Afrique française, Alsace française, Annals of the American Academy of political and social Science, Deutsche Stimmen, Documents du travail, Edinburg Review, Le Flambeau, Grande Revue, Journal des Economistes, Nation (New-York), *Parlement et Opinion, Revue contemporaine, Revue des études coopératives, Revue de l'Intendance militaire, Revue de Genève, Sozialistische Monatshefte, Weltbühne, Wissen und Leben, Yale Review.*

OWEN (Robert. L.). — How Russia's militarist clique started the war with the aid of Paris. — *Atl. Monthly*, fév. 1924, pp. 361-370.

WEGERER (A. von). — Der Halt im Belgrad. — *Kriegsschuldfrage*, déc. 1923, pp. 130-134.

Les opérations militaires : généralités.

ARTHUR-LÉVY. — Le Service géographique de l'armée pendant la guerre. — *Rev. Deux Mondes*, 15 sept. 1923, pp. 419-452.

DOMBROWSKI (Stéphane). — Les Empires centraux et la lutte pour le recrutement des Polonais pendant l'occupation. — *Arch. Grande Guerre*, n°s 42 et 43, pp. 1493-1516, 1623-1640.

FLEURIER (Jean). — Une légende. La faillite de la fortification permanente pendant la grande guerre. — *Rev. milit. suisse*, pp. 433-456, 491-505.

HAUSLIAN (R.). — Die chemischen Kampfmittel Amerikas im Weltkriege. — *Militar Wochenbl.*, 10 déc. 1923, pp. 246-247.

KUHL (Hermann v.). — Der Krieg der versaumten Gelegenheiten. — *Preuss Jahrb.*, janv. 1924, pp. 1-20. [A propos de l'ouvrage du général Hoffmann.]

KUHL (v.). — Zum Aufsatz « Deutschen Ost-oder Westaufmarsch 1914 ? »— *Militar Wochenbl.*, 10 janv. 1924, p. 293-297.

LANDMANN (v.). — Deutschen Ost-oder Westaufmarsch 1914 ? — *Militar Wochenbl.*, 25 déc. 1923, pp. 273-275.

PROBSTER (Edgar). — Frankreich im Orient. — *Preuss Jahrb.*, fév. 1924, pp. 113-117.

RIEDER (Rudolf). — Die Geschichte der oesterreichisch-ungarischen Armee im Weltkriege. *Schweiz-Vierteljahrsschrift f. Kriegswissenschaft.*, H. 3, 1923, pp. 260-269.

WORTLEY (Rothesay-Stuart). — Recollections of the R. F. C. during the great war. — *Army Quart.*, oct. 1923, pp. 130-141.

Front occidental.

BONNET (Chef de bataillon). — La collaboration de l'industrie allemande à la reconstruction des chemins de fer sur le front ouest des armées allemandes pendant la guerre 1914-1918. — *Rev. du génie milit.*, janv. 1924, pp. 41-74.

KANN (Réginald). — M. Painlevé, le général Nivelle et l'offensive d'avril 1917. — *Rev. pol. et parl.*, 10 janv. 1924, pp. 102-110.

LE BOURGEOIS (Chef de bataillon). — La remise en état des chemins de fer belges et français par les Allemands, du début de la guerre à la fin de la bataille de la Marne (2 août 1914). — *Rev. du génie milit.*, fév. 1924, pp. 109-140.

MORACHE (A.). — Journal de guerre d'un capitaine de vaisseau du gouvernement militaire de Paris commandant la D. C. A. (1914-1915). — *Arch. Grande Guerre*, n° 43, pp. 1569-1605.

PALAT (Général). — Souvenirs de guerre (1914-1916). — *Arch. Grande Guerre*, n°s 42 et 43, pp. 1517-1531, 1641-1659.

ROLLIN (Colonel). — Deux passages de vive force de l'Aisne par la 74e division du 38e corps d'armée en automne 1918. — *Rev. du génie milit.*, janv. 1924, pp. 5-40.

Front italien.

PENGOV (Ludwig). — Dic Kampfe um den Col di Lana 1915-16. — *Milit. wissenschaftl. u. technische Mitteilungen*, sept.-oct., nov.-déc. 1923, pp. 393-407, 450-478.

RIOUX (Lieutenant-Colonel). — La cavalerie italienne à Vittorio-Veneto (24 octobre-4 novembre 1918). — *Rev. Cavalerie*, janv.-fév. 1924, pp. 8-19.

ROLLESTON (A.-E.). — Die englische Artillerie in Italien. — *Milit. wissenschaftl. u. technische Mitteilungen*, nov.-déc. 1923, pp. 493-499. [Traduction d'un article paru en juillet 1921 dans le « Journal of the Royal Artillery ».]

Fronts orientaux.

RUSSIE

ALTROCK (v.). — Der Durchbruch bei Brzeziny am 24 nov. 1914. — *Militar Wochenbl.*, 25 nov. 1923, pp. 222-223.

BUJAC (Colonel). — Campagne russo-roumaine de 1917. I. — *Rev. milit. générale*, 15 fév. 1924, pp. 120-135.

CAMON (Général). — La stratégie de Ludendorff sur le front russe. — *Rev. milit. générale*, 15 déc. 1923, 15 janv. 1924, pp. 905-920, 27-48.

FLEISCHER (Rudolf). — Ruckzug nach Przemysl im Herbst 1914. (Erinnerungen eines Truppenoffiziers). — *Milit. wissenschaftl. u. technische Mitteilungen*, janv.-fév. 1924, pp. 18-26.

MAYERN (Lieutenant-Colonel). — Dic Karpathen-Schlacht Mitte Januar bis Ende April 1915. — *Milit. wissenschaftl. u. technische Mitteilungen*, sept.-oct. 1923, pp. 354-364.

DARDANELLES

LARCHER (Capitaine). — La guerre turque dans la guerre mondiale. I : Campagne des Dardanelles. — II : La guerre navale. — *Arch. Grande Guerre*, nos 42 et 43, pp. 1537-1567.

***. — General Liman von Sanders on the Dardanelles campaign. — *Army Quart.*, déc. 1923, pp. 56-69.

HANNAY (David). — The navy and the Dardanelles. — *Edinburg Rev.*, janv. 1924, pp. 144-161.

Les répercussions de la guerre sur la vie intérieure des Etats.

ALLEMAGNE

BRADE (Fritz). — Die deutsche Landwirtschaft nach dem Kriege. *Soz. Monatsh.*, H. II, 1923, pp. 657-666.

GOT (Ambroise). — La Bavière depuis l'armistice. — *Merc. France*, 15 déc. 1923, pp. 634-649.

RANDALL (A. W. G.). — The Drama of the German revolution. — *Contemp. Rev.*, déc. 1923, pp. 755-762.

WOLTER (Fritz). — Reichspressepolitik. — *Weltbühne*, 3 janv. 1924, pp. 6-13.

ZINOVIEV (G.). — Les problèmes de la révolution allemande. — *Corresp. intern.*, 27 oct., 2, 10, 17 nov. 1923, pp. 637-640, 653-656, 670-672, 688-690.

ALSACE-LORRAINE

WILL (Louis-Charles). — La question d'Alsace-Lorraine et les Alsaciens-Lorrains en France pendant la grande guerre. — *Arch. Grande Guerre*, n° 43, 1923, pp. 1606-1622.

BELGIQUE

HENQUINEZ (Henri). — Flandre et Wallonie. I. — *Rev. Genève*, fév. 1924, pp. 168-186.

VARLEZ (L.). — Le fonds du chômage de Gand pendant la guerre. — *Doc. du Travail*, nov.-déc. 1923, pp. 281-295.

EMPIRE BRITANNIQUE

***. — Le chômage en Angleterre. La politique d'émigration intra-impériale. — *Doc. du Travail*, nov.-déc. 1923, pp. 257-280.

GREEWOOD (Thomas). — Les soucis de l'Empire britannique. III. Le bilan économique. — *Rev. contemp.*, 15 déc. 1923, pp. 340-344.

HALÉVY (Elie). — L'opinion anglaise et la France. — *Rev. pol. et parl.*, 10 déc. 1923, pp. 354-371.

LYON (Charles.-E.). — Financial aspects of unemployment in England. *Annals American Academy pol. and sc.*, janv. 1924, pp. 363-371.

SMISSEN (Edouard Van der). — La question des finances publiques de la Grande-Bretagne depuis l'armistice. — *Rev. économ. internat.*, 25 janv. 1924, pp. 7-23.

ÉTATS-UNIS

BALDENSPERGER (Fernand). — Quatre heures avec le président Wilson. Souvenirs d'Amérique, novembre 1918. — *Alsace française*, 9 fév. 1924, pp. 121-122.

FRANCE

***. — Enquête sur la mentalité ouvrière au lendemain de la guerre. — *Démocratie*, 25 nov. 1923, pp. 162-168.

MOUDET (N.). — Les réparations des dommages de guerre. — *Journ. Economistes*, 15 janv. 1924, pp. 14-25.

PORQUIER-LAGARRIGUE (Sous-Intendant militaire de). — La reconstitution de l'industrie lainière dans le Nord. — *Rev. Intendance milit.*, sept. 1923, pp. 780-812.

RIBOT (Alexandre). — Souvenirs de ma vie politique. I. — Lettres à un ami (1914-1917) : — *Rev. Deux Mondes*, 1er déc., 15 déc. 1923, pp. 517-553, 855-879.

ITALIE

CRÉMIEUX (B.). — Les origines spirituelles du fascisme. — *Eur. nouv.*, 29 déc. 1923, pp. 1663-1664.

JAPON

OSTWALD (Paul). — Der Sturz des Yamamuto Kabinetts und die japanische Kriegserklarung. — *Deut. Stimmen*, 5 nov. 1923, pp. 357-359.

RUSSIE

ALEXANDRA (Tsarine). — Lettres au Tsar Nicolas II. — *Gr. Rev.*, déc. 1923, janv. 1924, pp. 177-202, 388-407.

BIENSTOCK (J.-W.). — Les lettres de Nicolas II. — *Merc. France*, 1er fév. 1924, pp. 679-692.

CHEINISSE (Dr Léon). — L'agonie d'un empire. — *Act. nationale*, nov. 1923, pp. 270-281.

DENNIS (Alfred-L.-P.). — Soviet Russia and federated Russia. — *Pol. Sc. Quart.*, déc. 1923, pp. 529-551.

DUBARBIER (Georges). — En Sibérie après l'armistice. — *Nouv. Rev.*, 15 janv., 1er et 15 fév. 1924, pp. 97-114, 229-242, 312-326.

GRONSKY (Paul-P.). — The Zemstvo system and local government in Russia, 1917-1922. — *Pol. Sc. Quart.*, déc. 1923, pp. 552-568.

KOKOVTZOFF (Comte W.). — Sixième année de dictature bolchévique. — *Rev. Deux Mondes*, 15 fév. 1924, pp. 807-858.

MIRSKY (Boris). — Un nouveau document sur Raspoutine. Le tsarisme s'est effondré dans la boue. — *Progrès civique*, 12 janv. 1924, pp. 19-20.

PALEY (Princesse). — En Russie à la veille de la guerre. I. — *Rev. Paris*, 15 nov. 1923, pp. 241-258.

SAROLÉA (Charles). — Ce que j'ai vu en Russie soviétique. — *Flambeau*, 30 nov., 31 déc. 1923, pp. 395-420, 533-582.

***. — Secondary schools in Russia under the Bolsheviks (1917-1922). — *Contemp. Rev.*, déc. 1923, pp. 763-767.

SUISSE

REGNIER (E.). — L'armée et la crise intérieure, 1914-1919. Coup d'œil rétrospectif. — *Rev. milit. suisse*, janv. 1924, pp. 5-15.

TCHÉCO-SLOVAQUIE

EISENMANN (Louis). — T. G. Masaryk, restaurateur de la liberté tchécoslovaque. — *Vie des peuples*, pp. 433-477.

TURQUIE

PERNOT (Maurice) — La nouvelle Turquie. I. Du Sultanat à la République. — II. L'esprit du nouveau régime. — *Rev. Deux Mondes,* 15 janv., 1er fév. 1924, pp. 288-322, 626-650.

La question des réparation et des dettes interalliées. - L'occupation de la Ruhr.

BOURGET (J.-M.). — En Rhénanie et dans la Ruhr. — *Rev. Paris,* 1er déc. 1923, pp. 666-680.

CADOUX (Gaston). — Etapes et résultats de la bataille de la Ruhr. — *Rev. pol. et parl.,* 10 janv. 1924, pp. 25-61.

***. — Les comités d'experts. — *Eur. nouv.,* 22 déc. 1923, pp. 1645-1648.

DUBOIS (Louis). — La dette de réparation et la faculté de paiement de l'Allemagne. — *Econom. nouv.,* déc. 1923, pp. 650-658.

DUPIERREUX (Richard). — La politique de la Ruhr et les réparations. — *Flambeau,* 31 janv. 1924, pp. 78-92.

FRANCKE (Kuno). — Political prisoners in the Rhineland and the Ruhr. — *Nation* (N. Y.), 5 déc. 1923, pp. 638-644.

GUYOT (Yves). — L'armée de l'occupation de la Ruhr. — *Journ. Economistes,* 15 janv. 1924, pp. 3-13.

HOSTELET (G.). — Quelques considérations économiques sur le problème des réparations (fin). — *Rev. études coop.,* oct.-déc. 1923, pp. 48-84.

***. — Die interalliierten Schulden. — *Wirtschft. ù Statistik,* 1er nov., 12 déc. 1923, pp. 674-676, 737-740.

LESCURE (Jean). — Après la résistance passive : la liquidation des réparations. — *Rev. econom. internat.,* 25 nov. 1923, pp. 205-219.

LEWANDOWSKI (M.). — Le plan d'évasion des capitaux allemands. — *Rev. Deux Mondes,* 1er fév. 1924, pp. 674-687.

LICHTENBERGER (Henri). — L'évasion des capitaux allemands. — *Vie des peuples,* déc. 1924, pp. 868-877.

LOUCHEUR (L.). — Réparations et sécurité. — *Rev. Paris,* 15 janv. 1924, pp. 241-254.

LUGAN (A.). — Nos dettes aux Etats-Unis : Devons-nous les rembourser ? — *Rev. contemp.,* 15 janv. 1924, pp. 76-83.

MICHEL (Wilhelm). — Ruhrkrieg und Pfalz. — *Weltbühne,* 27 déc. 1923, pp. 643-647.

MICHEL (Wilhelm). — Pfalz, Bayern, Deutschland. — *Weltbühne,* 15 nov. 1923, pp. 470-474.

QUESSEL (Ludwig). — Die Jagd nach der Null. — *Weltbühne,* 17 janv. 1924, pp. 63-67.

ROPKE (W.). — Deutschlands Leistungsfahigkeit. — *Jahrb. f. Nationalœkonomie u. Statistik,* nov. 1923, pp. 468-476.

SAUZÈDE (Albert). — L'occupation de la Ruhr. Répercussions économiques et politiques. — *Parl. et opinion,* 20 janv. 1924, pp. 148-158.

SMITH (Charles R.). — Reparations and sanctions. A discussion of the legality of the occupation of the Ruhr. — *North American Rev.*, fév. 1924, pp. 160-177.

WEBSTER (C. K.). — Reparations : a new policy for a new government. — *Nation and Ath.*, 29 déc. 1923, pp. 483-485.

Les clauses territoriales

ADRIATIQUE

***. — Les accords italo-yougo-slaves. — *Eur. nouv.*, 16 fév. 1924, pp. 214-216.

BALTIQUE

LYON (F.-H.). — Baltic alliances : Finland at the cross- roads. — *Fortnightly Rev.*, fév. 1924, pp. 301-311.

***. — Trois traités entre l'Esthonie et la Lettonie. — *Eur. nouv.*, 12 janv. 1924, pp. 52-54.

RHÉNANIE

DECAMPS (J.). — Le problème monétaire rhénan. — *Rev. Paris*, 1er janv. 1924, pp. 190-203.

DERNBURG (Bernhard). — Die « Verschweizerung » des Rheinlandes. — *Wissen u. Leben*, 20 janv. 1924, pp. 409-415.

MACCOBY (S.). — The Rhineland in interallied negociations during the war. — *Contemp. Rev.*, fév. 1924, pp. 206-215.

SPECTATOR RHENANUS. — Die Geschichte der Rheinlandbewegung. — *Neue Reich*, 2 fév. 1924, pp. 365-368.

SARRE

DEGOUY (Amiral). — Dans la Sarre : que dira le plébiscite en 1935 ? — *Rev. Rhin et Moselle*, 5 fév. 1924, pp. 67-70.

JOURDAN (Paul). — L'organisation de la Paix : le problème de la Sarre et l'œuvre de la commission de gouvernement en 1923. — *Parl. et opinion*, 5 déc. 1923, pp. 1821-1829.

TANGER

***. — Le statut de Tanger : la convention franco-hispano-anglaise du 18 décembre 1923. — *Afrique française*, déc. 1923, pp. 656-675.

***. — Le statut de Tanger. — *Eur. nouv.*, 5 janv. 1924, pp. 22-28.

ANCEY (César). — Le nouveau statut de Tanger. — *Act. nationale*, 1er mars 1924, pp. 100-104.

La Société des Nations.

HANSEN (Joseph). — Le Luxembourg et la Société des Nations. — *Alsace et Luxembourg*, 23 fév. 1924, pp. 189-191.

JOUVENEL (Henry de). — La Société des Nations et les nouvelles générations. — *Rev. Paris,* 15 février 1924, pp. 721-736.

MANDELSTAM (A.). — La Société des Nations et les puissances devant le problème arménien. — *Rev. générale droit intern. public,* sept.-oct. 1923, pp. 414-506.

MERKL (Adolf). — Die Volkerbundkontrolle als Staatsrechtsinstitut. — *Zeits. f. off. Recht,* 1923, III. Bd. pp. 599-617.

PACIFICUS. — La force et la faiblesse de la Société des Nations d'après le conflit italo-grec. — *Gr. Rev.*, nov. 1923, pp. 21-32.

PENSKURST (Hardinge of). — The League of Nations. — *Quart. Rev.,* janv. 1924, pp. 1-18.

REED (Edward Bliss). — Common sense and the League. — *Yale Rev.,* janv. 1924, pp. 276-288.

RUFFIN (Henry). — Les origines françaises de la S. D. N. — *Parl. et Opinion,* 20 déc. 1923, 20 janv. 1924, pp. 1958-1962, 141-147.

SCELLE (Georges). — Philosophie de la quatrième assemblée de la Société des Nations. — *Rev. économ. intern.,* 25 nov. 1923, pp. 220-240.

SCELLE (Georges). — La cinquième Conférence internationale du Travail. — *Rev. économ. intern.*, 25 janv. 1924, pp. 144-163.

ZIMMERN (Alfred-E.). — The League and the old diplomacy. — *Contemp. Rev.,* fév. 1924, pp. 156-162.

CHRONIQUE

Les faits et les controverses.

I. — Le livre récent de M. Klotz, *De la guerre à la paix,* vient de donner lieu à une polémique fort importante, à laquelle la « crise du franc » ajoute un intérêt d'actualité.

Le 3 janvier 1919, d'après M. Klotz, le Trésor britannique a décidé de couper les crédits au gouvernement français, en lui accordant seulement, pour ménager la transition, un concours momentané et limité. Pourtant M. Norman Davis et le colonel House affirmaient que le Trésor américain était disposé à poursuivre son assistance à la Grande-Bretagne, si celle-ci continuait à aider la France : c'est donc le gouvernement anglais qui aurait pris l'initiative de rompre la « solidarité financière » des Etats alliés et associés.

A ces affirmations, M. Keynes a répondu dans le *Times* du 27 février 1924. Il ne conteste pas la teneur de la note du 3 janvier ; mais, dit-il, la rupture n'a pas été aussi brutale que le prétend M. Klotz : de janvier à mars 1919, le Trésor britannique a avancé 70 millions à la France, qui disposait, en outre, de reversements en livres et en dollars obtenus comme contre-partie des dépenses effectuées (en francs) par les troupes anglaises et américaines. D'ailleurs, c'est le Trésor américain qui avait pris l'initiative, dès le 31 décembre 1918, de faire connaître à la Grande-Bretagne qu'il ne pouvait continuer son assistance financière.

Après une lettre de M. Klotz (*Times* du 11 mars 1924), qui, sans apporter aucun fait nouveau, dénonce la « mégalomanie monétaire » et « l'attitude satanique » du Trésor britannique, et qui reproche à M. Keynes d'avoir désiré et « prémédité » la chute du franc, M. Austen Chamberlain, mis en cause, a affirmé « ...que le récit de M. Klotz ne présentait aucune ressemblance avec les faits » (*Times* du 12 mars).

C'est à l'arbitrage du colonel House que, d'un commun accord, ces déclarations vont être maintenant soumises. Les points en litige ont été précisés à nouveau dans le *Times* (15 et 18 mars).

II. — Le procès Ludendorff-Hitler, à Munich, qui mérite à tant d'égards de retenir l'attention, a donné lieu, au point de vue de l'histoire de la guerre, — le seul qui puisse être considéré ici, — à un incident très vif. Au cours de ses déclarations du 29 février, qui ont été un long réquisitoire contre la politique du parti du Centre catholique, Ludendoff a mis en cause le Saint-Siège (*Deutsche Tageszeitung*,

1er mars 1924, p. 2). « Au moment où l'Allemagne combattait pour son existence, dit-il, le Vatican était germanophobe. C'est la France qui était favorisée. » Ces simples mots, que Ludendorff n'a pas essayé d'appuyer sur une précision quelconque, ont provoqué dans la presse allemande une polémique (journaux du 2 et 3 mars.) Le parti du Centre a protesté dans une réunion présidée par le Chancelier. Il suffisait pourtant de lire les *Souvenirs de guerre* du général pour y trouver déjà les mêmes tendances, en termes plus voilés. Au reste, l'incident n'a mis en lumière aucun fait nouveau.

III. — Les souvenirs d'un des anciens secrétaires de l'empereur Charles, M. de Boroviczeny, avant d'être lancés en librairie, ont été publiés par quelques journaux étrangers.Le *Matin* des 18 et 21 février 1924 en a reproduit deux passages,consacrés aux tentatives de restauration : ce récit permet d'apercevoir quels appuis l'ex-empereur croyait pouvoir trouver en Europe, et dans quelles illusions son entourage l'entretenait.

IV. — Le *Congressional Record* (Sénat) reproduit, dans la séance du 18 décembre 1923, un long discours de l'Hon. Robert L. Owen, tout entier consacré à la question des responsabilités de la guerre. En s'appuyant sur les textes publiés par R. Marchand (*Livre Noir*), par Romberg (*Falschungen d. russischen Orangebuches*), sur le *Livre jaune* de l'alliance franco-russe et sur les commentaires de la revue anglaise *Foreign Affairs*, M. Owen a essayé de montrer aux Américains par quelles méthodes la « diplomatie secrète » conduisait les affaires en Europe. En réalité, il a voulu prouver surtout que l'Allemagne avait grandement raison de craindre, de la part de la Russie et de la France, une volonté de guerre, et que le gouvernement de Berlin n'avait pas manifesté, pendant la crise de juillet 1914, l'intransigance qu'on lui reproche. Cet exposé reproduit, sans les renouveler, des arguments bien connus.

Les nouvelles publications de documents officiels.

I. — La seconde série de la collection *Die Grosse Politik der europaischen Kabinette, 1871-1914*, à laquelle faisait allusion notre dernière chronique, comprend six tomes, dont le dernier forme deux volumes. Elle porte sur la période 1890-1897 : le « nouveau cours », c'est-à-dire les débuts de la politique personnelle de Guillaume II, après la chute de Bismarck (tomes VII et VIII), l'alliance franco-russe et le procès Dreyfus (dernière partie du tome IX), l'affaire de « la dépêche à Krüger », et le système d'alliances européen en 1896 (tome XI), les affaires balkaniques (tomes X et XII). Le tome XII contient une table des noms cités dans toute la série.

Les auteurs du recueil ont été obligés de faire des coupures dans les documents ; ils n'ignorent pas quelle suspicion peut provoquer ce procédé ; mais ils se déclarent prêts à donner, à tout chercheur qualifié qui leur en ferait la demande, une « indication précise » sur le contenu des fragments qu'ils ont négligés. Parmi les « notes marginales du Kaiser », ils ont laissé de côté celles qui exprimaient seule-

ment « une impression momentanée », et non pas une manifestation de volonté : le professeur Thimme, un des éditeurs, a d'ailleurs donné de plus amples explications à ce sujet dans un article. du *Berliner Tageblatt* (16 décembre 1923).

La troisième série du recueil, qui portera sur la période 1897-1904, et formera six tomes, est à l'impression ; la quatrième (1904-1914), en dix tomes, sera publiée, disent les auteurs, dans le courant de l'été prochain.

II. — La revue soviétique *Krasny Archiv* (Archives Rouges) a publié, dans son tome IV, une partie du « registre quotidien », conservé à la Chancellerie de l'ex-ministère des Affaires étrangères russe, pour la période 16 juillet-2 août 1914 ; elle y a joint le texte des pièces dont le registre ne donne qu'un résumé : correspondance de M. Sazonof, échange de télégrammes entre Nicolas II et Guillaume II (avec indication, pour ceux-ci, des heures d'expédition et de réception). La *Vossische Zeitüng*, dans ses numéros du 6, 7 et 8 février 1924, a donné une traduction partielle des documents publiés par les *Archives Rouges*.

III. — Le ministère français des Affaires étrangères a réuni, en un Livre jaune, les *Documents relatifs aux négociations concernant les garanties de sécurité contre une agression de l'Allemagne* (10 janvier 1919-7 décembre 1923). Un grand nombre de ces documents était déjà connu, tant par le livre de M. Tardieu, *La paix*, que par les publications précédentes du gouvernement français et par celles de la Société des Nations. Parmi les pièces inédites, il faut signaler en particulier : dans la première partie (négociations de paix de 1919), les projets successifs pour l'élaboration des articles 428 à 431 du traité de Versailles ainsi que des traités de garantie anglo-franco-américain, et le texte des notes du maréchal Foch ; dans la seconde (négociations de Cannes), l'exposé du point de vue de M. Poincaré sur la question du pacte franco-anglais, à la fin de janvier 1922, et l'échange de lettres entre le président du Conseil et M. de Saint-Aulaire (janvier-juillet 1922).

Les publications de la Société de l'histoire de la guerre.

La Société de l'Histoire de la Guerre a publié, dans la série des « Catalogues des Bibliothèque et Musée de la Guerre », le *Catalogue méthodique du fonds italien*, rédigé par M. Paul-Henri Michel, chef de la section italienne à la bibliothèque. C'est un volume in-8 de 466 pages à double colonne, avec une table alphabétique générale. Le cadre de classement est à peu près identique à celui qui avait été adopté pour le *catalogue du fonds allemand :* ainsi ce travail peut orienter les recherches, comme le ferait une bibliographie, en même temps qu'il témoigne de la valeur des collections de la Bibliothèque-Musée de la Guerre.

Le *Recueil de documents sur l'histoire de la question des réparations*, par M. Germain Calmette, attaché au service de documentation de la Bibliothèque-Musée de la Guerre, dont notre dernière chronique

annonçait la publication prochaine, a été mis en vente au milieu de mars. Les textes réunis, qui forment 520 pages in-8, portent à la fois sur la question des paiements de l'Allemagne, de la reconstruction de l'Europe, et des dettes interalliées, parce qu'il n'a pas paru possible de séparer des problèmes si intimement unis. L'introduction rassemble et condense, en une centaine de pages, les traits généraux de l'évolution. Grâce à la générosité d'un membre de la Société, la diffusion de l'ouvrage sera assurée dans les bibliothèques étrangères.

Enfin, la Société vient d'accorder son patronage à l'ouvrage de M. Michel Lhéritier, *La ville de Tours pendant la guerre* (1914-1919). Ce travail qui forme plus de 400 pages in-8 a été entrepris sur l'initiative de la municipalité ; l'auteur a eu à sa disposition les archives des services locaux, des hôpitaux, de la région militaire ; c'est toute la vie économique, sociale et morale de la ville qu'il a voulu retracer. Il a semblé que la Société devait marquer tout l'intérêt qu'elle prend à ce volume, qui peut servir de type à des études analogues par la rigueur de sa méthode et la sûreté de sa documentation. (1)

Les collections de la bibliothèque-Musée de la Guerre.

Le fonds russe de la bibliothèque, qui, grâce à des efforts répétés (mission de M. Mazon en 1918, de M. W. Lerat en 1920), possède des collections de premier ordre, vient de recevoir un nouvel appoint très important : une collection de documents, rassemblée depuis longtemps à Moscou, à l'intention de la bibliothèque, a pu parvenir à Paris. Elle comporte, entre autres pièces, des journaux de 1919 et de 1920 (*Pravda*, *Isvestia*), des bulletins officiels des Commissariats du peuple, des recueils de documents administratifs.

— Sous les auspices du ministère des Beaux-Arts, le peintre Gilbert Bellan parcourut, trois années durant, en 1920, 1921, 1922, nos régions dévastées et libérées. Il y exécuta environ 300 tableaux, qu'il réunit, en novembre dernier, en une exposition, au Cercle de l'Union interallié.

Cet ensemble, acquis par l'Etat, fait désormais partie des collections du Musée de la Guerre. Il vient s'ajouter à sa documentation iconographique. Interprètes particulièrement expressifs de nos souffrances et de nos pertes, les tableaux qui seront exposés au pavillon de la Reine montreront en quel état se trouvaient nos champs et nos demeures, après l'armistice. Certains attesteront l'effort fait pour réparer et reconstruire, pour « dénoyer » nos mines, pour relever nos usines : Une telle œuvre, a écrit Maurice Barrès, dans sa préface au catalogue de l'exposition du Cercle interallié, une telle œuvre nous donne des idées vraies sur la mort et la résurrection d'un peuple... Sa place était donc, tout naturellement, au Musée de la Guerre où elle vient d'entrer.

(1) En souscrivant avant le 20 mai, chez l'éditeur Deslis, à Tours, les membres de la Société peuvent bénéficier d'un prix de faveur (20 fr.)

Le Gérant : A. Costes

POITIERS. - IMP. MARC TEXIER

Revue d'Histoire
de la
Guerre Mondiale

L'Agonie de l'Allemagne Impériale.

Nous n'entreprenons pas ici d'écrire l'histoire de la révolution allemande ; notre ambition, beaucoup plus modeste, est d'attirer l'attention du lecteur sur quelques faits peu ou mal connus en France et propres, ce nous semble, à expliquer l'effondrement si rapide d'un empire qu'on pouvait croire solide.

I

Le 13 juillet 1917, le haut commandement avait, avec le concours de certains hommes politiques, obtenu le renvoi du chancelier Bethmann-Hollweg. L'empereur fit appeler le comte Hertling, chef du gouvernement bavarois, mais ce vieillard (il avait 74 ans) ne se sentait pas de taille à défendre contre Ludendorff les prérogatives du gouvernement civil, et refusa le poste qu'on lui offrait. Quand le docteur Michaëlis, qui n'était qu'un honnête fonctionnaire prussien, dépourvu de toute autorité personnelle, dut se retirer à son tour, ce fut encore à Hertling qu'on s'adressa pour le remplacer. Il reçut, le 26 octobre 1917, du comte Lerchenfeld, ministre de Bavière à Berlin, un télégramme qui commençait ainsi : « Prière de venir le plus vite possible, Sa Majesté vous offrira de nouveau le poste

de chancelier. Le haut commandement ne s'immiscera plus dans la politique (1). »

Comment la promesse renfermée dans ces derniers mots fut-elle tenue ? Quelques exemples suffiront pour le montrer, et quiconque les aura médités sera, pensons-nous, porté à dire avec l'auteur du livre intitulé *Die Tragödie Deutschlands* (La tragédie de l'Allemagne) (2) : après le départ de Bethmann et jusqu'à l'effondrement final, la politique de l'Allemagne a été dirigée en fait par Ludendorff, et c'est au grand quartier-général qu'était le véritable siège du gouvernement.

Il y aurait injustice à ne pas reconnaître que le comte Hertling a résisté de son mieux, parfois avec un succès relatif, aux exigences du haut commandement ; son fils a publié une phrase d'un télégramme, signé Ludendorff, où le premier quartier-maître de l'armée se plaint d'avoir été « pressé contre un mur » par le chancelier civil. Entre ces deux hommes, toutefois, la partie n'est pas égale : d'un côté, un vieillard un peu goutteux (un « vieux monsieur », disaient les militaires), tenu de ménager sa santé, et qu'entouraient de soins douillets sa femme, sa fille et son fils ; il a ses heures pour le travail, un travail consciencieux et sans fièvre (3), et ses heures pour le repos ; au cours de l'été 1918, malgré la gravité des circonstances, il emploie ses matinées à rédiger ses mémoires ; après le repas du soir, il fait d'ordinaire sa petite partie de whist, puis il se couche de très bonne heure : il faudrait un événement bien extraordinaire pour qu'on se permît de troubler son sommeil. Non seulement il n'a pas, — il le dit lui-même — un tempérament de lutteur ; mais son caractère, comme ses habitudes professionnelles, le portent, dans un conflit d'opinion, à faire crédit à l'adversaire, à tenter d'obtenir par la persuasion son assentiment : *rationabile obsequium*. En face de lui un homme encore jeune, prodigieusement actif, un « rude et dur soldat », véritable incarnation du militarisme prussien: intelligence d'étendue médiocre,

(1) Graf von Hertling (c'est le fils du chancelier) : *Ein Jahr in der Reichskanzlei* (Une année à la chancellerie de l'Empire), p. 14.

(2) Cet ouvrage anonyme : *Die Tragödie Deutschlands, von einem Deutschen* semble à tout le moins *inspiré* par M. de Kühlmann, ministre des Affaires étrangères du 5 août 1917 au 8 juillet 1918.

(3) « Ni froid, ni chaud, tiède », disait de lui, à sa chute, un journal allemand.

esprit dépourvu de toute souplesse, mais volonté impérieuse, tendue pour l'attaque. Même en présence de l'empereur, il ignore et méprise la discussion courtoise ; il ménage les autres aussi peu qu'il se ménage lui-même, et tous plient devant lui, car il est le grand « vainqueur », le « stratège » en qui l'Allemagne a mis tout son espoir. Sa méthode est simple et brutale ; elle consiste à offrir sa démission, et celle de son chef nominal Hindenburg, toutes les fois qu'on ne fait pas ce qu'il veut.

Au mois de janvier 1918, il n'est pas content de la façon dont sont conduites les négociations de Brest-Litowsk : son ancien subordonné, le général Hoffmann, s'est permis d'avoir un avis différent du sien et, au Conseil de couronne qui s'est tenu le 2, l'empereur a paru s'y ranger ; le 7, lettre de Hindenburg à l'empereur :

« Il appartient à Votre Majesté de décider ; mais Votre Majesté ne peut demander que des hommes loyaux, qui ont fidèlement servi Votre Majesté et la patrie, couvrent de leur nom et de leur autorité des actes auxquels, les jugeant en conscience nuisibles à la couronne et au Reich, ils ne peuvent s'associer.

« Votre Majesté ne peut demander que je lui soumette des plans d'opérations, alors qu'il s'agit d'opérations comptant parmi les plus difficiles de toute l'histoire, s'ils ne doivent pas servir à atteindre des buts militaires-politiques déterminés (1). »

Il faut donc que Hoffmann soit rappelé, disgracié (sur ce point, Guillaume qui, dans un entretien particulier, avait exigé de Hoffmann qu'il donnât franchement son avis (2), ne voulut pas céder).

La politique suivie à Brest-Litovsk par le ministre des Affaires étrangères, M. de Külmann, n'a pas non plus l'approbation de Ludendorff. Ce ministre devra être congédié (en fait il le fut, comme on va le voir, quelques mois après).

Le chef du cabinet impérial, l'assez inoffensif Valentini, a eu le malheur de déplaire ; il est accusé d'exercer sur l'empereur une mauvaise influence, de dresser autour de lui une « muraille

(1) Lettre reproduite en entier dans Ludendorff : *Urkunden der Obersten Heeresleitung* (Documents du haut commandement), p. 452-455.

(2) « Il ne pouvait guère ne pas me couvrir », dit Hoffmann (*Der Krieg der versäumten Gelegenheiten*, p. 206).

de Chine » pour l'empêcher de connaître les véritables sentiments de son peuple (1). Son départ est donc jugé nécessaire : on mobilise contre lui le Kronprinz, et Guillaume, après quelque résistance, est contraint de se séparer de son vieux serviteur (2).

Contre le traité qui se négocie à Brest-Litovsk, Ludendorff ne craint pas de soulever l'opinion : des bruits alarmants circulent sur les discussions qui se sont engagées au dernier Conseil de couronne, des renseignements « très confidentiels » sont donnés, la nouvelle se répand que l'Allemagne est sur le point d'accepter une paix honteuse, une paix de renoncement (*Vernichtfrieden*), et de toutes les parties de l'Allemagne affluent des télégrammes contenant les mêmes reproches, exprimant les mêmes inquiétudes, et dont la rédaction même ne varie pas. Le chancelier, devant cette levée de boucliers pangermaniste, finit par se lasser ; aux premiers mots d'un de ces télégrammes que vient d'ouvrir son fils, il l'interrompt : « Laisse-là ces bêtises ; cela ne vaut pas la peine d'être lu (3). » Toutes ces manœuvres, ces offres réitérées de démission, ce chantage perpétuel, pour dire le mot, l'exaspèrent à la longue. Son fils reproduit une note laissée par lui et très significative : « J'ai l'impression que Ludendorff pousse au conflit avec le gouvernement pour instaurer une dictature militaire après la chute de chancelier (4). »

Au mois de février, nouveau désaccord : les négociations de Brest-Litovsk venaient d'être interrompues, les représentants de la Russie soviétique jugeant que l'Allemagne ne tenait pas l'engagement qu'elle avait pris de conclure une paix sans annexions (5). Il s'agissait d'amener les Russes à reprendre les négociations. A cet effet, les chefs de l'armée proposaient d'occuper militairement de nouveaux territoires, — on

(1) Hertling, *ouvr. cité*, p. 55-56.

(2) Le chancelier avait à la vérité rédigé, le 12 janvier, en réponse à la lettre de Hindenburg citée ci-dessus, une note définissant de façon stricte, au point de vue du droit constitutionnel, le rôle du haut commandement dans toute affaire d'ordre politique (cette pièce a été reproduite dans *Urkunden der Obersten Heeresleitung* p. 455), l'empereur l'avait approuvée et Hindenburg y avait souscrit ou à peu près ; cela ne pouvait rien changer à une situation de fait.

(3) Hertling, *ouvr. cité*, p. 54.

(4) *Ibid.* p. 59-60.

(5) Voir pour le détail Hoffmann, *ouvr. cité*, p. 199 à 202.

n'avait aucune résistance à craindre ; il suffisait d'un ordre de marche, et les troupes allemandes s'avanceraient glorieusement en Esthonie, en Courlande, en Lithuanie, en Ukraine. M. de Kühlmann était d'un avis différent : il prétendait que les Russes, qu'il connaissait bien, ayant vécu près d'eux, reviendraient d'eux-mêmes à Brest-Litovsk ; il ne souhaitait pas que l'Allemagne étendît davantage son occupation, sachant quelles ambitions se déchaîneraient, et redoutant des difficultés avec l'Autriche ; il jugeait enfin que l'intérêt de l'Allemagne était, non de s'agrandir aux dépens de la Russie, mais de se la concilier et de conclure avec elle une paix qui, par sa modération, pût engager les autres puissances ennemies à négocier à leur tour (1). Au début, le chancelier Hertling, et surtout le vice-chancelier Payer, partageaient les vues du ministre (2). Toutefois, ils se laissèrent convaincre peu à peu, et finalement M. de Kühlmann se trouva seul de son avis. Il s'inclina, et l'ordre fut donné aux troupes d'avancer ; en deux ou trois jours, elles avaient atteint et même dépassé les limites qui leur étaient assignées. Ludendorff reçut un télégramme qui lui enjoignait d'arrêter le mouvement, les Russes ayant annoncé qu'ils allaient reprendre les négociations, mais il n'obéit pas tout de suite, et la ville de Narva fut occupée ; le chancelier dut à son tour s'incliner devant le fait accompli (3). Il va de soi que toute cette affaire n'avait pas contribué à rendre moins tendues les relations du haut commandement avec le ministre des Affaires étrangères.

Au printemps 1918, les avantages remportés sur les Anglais d'abord, puis sur les Français, accrurent encore tout naturellement l'autorité de Ludendorff et sa confiance en son propre génie. La seule pensée de consentir à son départ et à celui de Hindenburg serait « criminelle » (4). L'heure est donc venue pour le haut commandement de se débarrasser d'un ministre des Affaires étrangères qui s'acharne à négocier une paix d'accommodement avec l'Angleterre. Tous les

(1) *Die Tragödie Deutschland, von einem Deutschen*, p. 210.

(2) Payer : *Von Bethmann-Hollweg bis Ebert*, p. 63.

(3) Ludendorff, dans son livre *Kriegführung und Politiks* (Stratégie et politique) essaye de prouver qu'il n'a pas outrepassé ses ordres. Sa démonstration paraît peu convaincante. Cf. Payer, *ouvr. cité*, p. 66.

(4) *Frevelhaft*, dit le chancelier Hertling dans une lettre adressée à Payer. Hertling, *ouvr. cité*, p. 131.

moyens lui sont bons à cet effet : ses amis du parti conservateur et les pangermanistes répandent des bruits probablement calomnieux sur la vie privée de M. de Kühlmann ; au cours des négociations avec la Roumanie, il s'est, à Bucarest, conduit de façon scandaleuse, le prestige de l'Allemagne en a grandement souffert. Ces racontars prirent assez de consistance pour que le chancelier crût devoir porter l'affaire devant les tribunaux (1). Le 21 avril, Hertling étant à Spa, arrive dans la soirée un télégramme de M. de Kühlmann, contenant une nouvelle très étrange : le ministre annonce que le haut commandement a décidé de pénétrer en armes, sans aucun retard, sans même en référer au gouvernement, en territoire hollandais ; le prétexte allégué est que la Zélande est fréquemment survolée par des aviateurs anglais et que la Hollande, malgré les réclamations réitérées de l'Allemagne paraît incapable de prendre les mesures nécessaires pour faire respecter sa neutralité dans les airs. Hertling est déjà couché ; on ne juge pas l'affaire assez grave pour le réveiller. Mais M. de Radowitz, qui avait lu le télégramme, invite le colonel de Winterfeldt à se mettre aussitôt en communication téléphonique avec le haut commandement ; la réponse de Ludendorff est rassurante : il ne violera pas le territoire hollandais sans l'autorisation du gouvernement (2). En fait, l'incident n'eut pas de suites graves ; peut-être n'est-il pas téméraire d'y voir un simple épisode de la lutte tantôt sourde, tantôt déclarée, du haut commandement contre M. de Kühlmann.

Ce ministre, cependant, ne veut pas se laisser décourager et poursuit toujours, par des moyens d'efficacité assez illusoire d'ailleurs, ses tentatives de rapprochement anglo-allemand (3). Dès le mois de janvier, le comte Brockdorff-Rantzau, ministre à Copenhague, avait annoncé que le roi de Danemark,

(1) Payer, *ouvr. cité*, p. 67.

(2) D'après le récit de Hertling, *ouvr. cité*, p. 96.

(3) Il n'est pas sans intérêt de noter que M. de Kuhlmann avait des relations personnelles en Angleterre. Conseiller d'ambassade à Londres, il avait heureusement conclu, au mois de juillet 1914, un accord avec l'Angleterre sur les affaires d'Afrique et celles d'Orient ; il était sur le point d'obtenir (disait-il) une promesse de neutralité du gouvernement britannique en cas de conflit franco-allemand quand la guerre éclata. Il eut alors ce mot que certains Allemands ne lui pardonnaient pas : « Ce que nous tentons de faire aujourd'hui, un plus grand que nous, Napoléon, l'a entrepris et il a échoué »

croyant le moment favorable offrait de servir d'intermédiaire entre le gouvernement britannique et celui du Reich ; ces démarches du comte Brockdorff-Rantzau et les discussions qui suivirent à Berlin, étaient restées sans résultat. Au mois de juin, il semble possible d'entrer en pourparlers avec l'Angleterre par l'intermédiaire des délégués allemands qui traitent à La Haye de l'échange des prisonniers avec les délégués anglais (1). N'y a-t-il point, d'ailleurs, des signes manifestes de lassitude en Angleterre? L'Angleterre n'a-t-elle pas révélé le désir de traiter ? Le 16 mai, à la Chambre des Communes, Balfour a déclaré que le gouvernement britannique ne fermait la voie à aucune démarche en faveur de la paix, que si une invite lui était adressée, de quelque côté qu'elle vînt, pourvu qu'elle s'appuyât sur des bases paraissant solides, il n'y resterait pas sourd. Vers la fin de juin, à Glasgow, le général Smuts, membre du Cabinet de guerre, prononce un discours où il paraît admettre l'idée d'une paix restituant à toutes les puissances belligérantes leurs territoires d'avant la guerre.

Comme avec l'Angleterre, M. de Kühlmann cherche aussi à engager la conversation avec les Etats-Unis. Un Allemand résidant en Suisse, le professeur Nathan, s'est embarqué et, réussit à gagner l'Amérique ; il a mission de voir le président Wilson, de l'éclairer sur les desseins de l'Allemagne, à qui l'on prête à tort des ambitions de conquête.

Maheureusement pour M. de Kühlmann, toutes ces tentatives étaient contrecarrées vigoureusement par les conservateurs pangermanistes d'accord, semblait-il, avec le haut commandement. Le comte Roon, membre de la Chambre prussienne des Seigneurs, publiait au mois de juin dans les *Görlitzer Nachrichen* une sorte de manifeste commençant ainsi :

« Maintenant nous avons la force qui nous a donné la victoire ; nous n'avons pas à nous « entendre » avec nos ennemis abattus ; nous sommes en situation de leur imposer les conditions suivantes (2)... »

Au nombre de ces conditions se trouvait l'annexion de la côte flamande et de la côte française jusqu'à Calais inclusi-

(1) Payer, *ouvr. cité*, p. 120.

(2) Ce manifeste est reproduit dans *Die Tragödie Deutschland, von einem Deutschen*, p. 248, 249.

vement, la cession par l'Angleterre d'un certain nombre de stations navales et de sa flotte de guerre tout entière.

Et en même temps, l'amirauté allemande décidait de créer une nouvelle zone de blocus maritime sur les côtes même des Etats-Unis.

Il est facile de comprendre quel accueil reçut des partis de droite M. de Külmann quand il vint, le 24 juin, exposer au Reichstag la situation. Dans son discours, qu'il prononça d'ailleurs du ton le plus froid et avec un air de lassitude, il rappelait une parole du vieux Moltke qui disait en 1890 : « Quelle pourra être la durée d'une guerre venant à éclater entre les puissances européennes ? Nul ne peut le prévoir. Aucune des grandes puissances intéressées ne consentira, après une ou deux campagnes, à s'avouer vaincue. Les conditions qu'elle aurait à subir seraient trop dures, et la guerre se prolongera en conséquence ; peut-être ce sera une nouvelle guerre de sept ans, peut-être une guerre de trente ans. » Et un peu après, M. de Kühlmann s'exprimait ainsi :

« Quand on a égard à la grandeur monstrueuse de cette guerre de coalition, et au nombre de puissances, non seulement européennes mais transocéaniques, qui y prennent part, on ne peut guère s'attendre que la fin de la lutte soit obtenue par des décisions militaires seules, sans négociations diplomatiques. »

Cette phrase fut aussitôt relevée par le comte Westarp : « Nous avons, s'exclama-t-il, fait la paix à l'est avec notre bonne épée ; notre épée la rétablira aussi à l'ouest. »

Au grand quartier-général l'effet fut prompt ; le capitaine Hertling le compare à celui d'une bombe. Ludendorff dut penser : « Nous le tenons enfin. » Hindenburg, dès le 25 au matin, télégraphiait au chancelier pour lui dire quelle impression déplorable, accablante, le langage de M. de Kühlmann avait produite dans l'armée. Un homme d'un caractère plus ferme que ce ministre aurait cherché à s'appuyer sur les partis de gauche, dont il avait exprimé l'opinion et qui formaient la majorité du Reichstag, il aurait nettement pris position contre le haut commandement. Kühlmann n'en eut pas le courage ; dans l'après-midi du 23, il fit mine de s'excuser au contraire, atténua de son mieux ses déclarations de la veille, si bien que la gauche en conçut de l'inquiétude et qu'il se trouva, dit Hertling, entre deux sièges.

Dès lors la chute de M. de Kühlmann était inévitable ; on ne pouvait qu'essayer de la retarder un peu. C'est à quoi s'employa le chancelier Hertling qui partit pour Spa, où il eut, le 1er juillet, un long entretien avec Hindenburg et Ludendorff. Il s'efforça vainement d'excuser son ministre des Affaires étrangères ; Ludendorff et, *plus que lui*, Hindenburg restèrent intraitables, et déclarèrent qu'ils se refusaient désormais à collaborer avec M. de Kühlmann : lui présent, ils ne prendraient part à aucun Conseil de couronne et, en cas qu'il entrât, sortiraient aussitôt.

Un nouvel entretien eut lieu le 2 en présence de l'Empereur ; toujours disposé à donner raison à l'Etat-Major, Guillaume déclara, lui aussi, que le maintien de M. de Kühlmann était impossible et qu'on pouvait tout au plus lui accorder quelques semaines de répit : le temps de poursuivre les pourparlers engagés à la Haye, et aussi de lui trouver un successeur.

Le 3, Hindenburg et Ludendorff étant repartis pour Avesnes, qui était à ce moment le siège du grand quartier-général, Hertling obtint de l'empereur qu'il consentît à recevoir M. de Kühlmann, et ce ministre fut mandé à Spa. Son successeur, non encore désigné, y arriva de son côté le 5 ; c'était l'amiral von Hintze, ministre à Copenhague.

Du point de vue politique, le départ de M. de Kühlmann n'était pas sans avoir de gros inconvénients ; en dépit de son attitude peu nette au lendemain de son fameux discours, il représentait dans le cabinet l'opinion de la majorité ; on le savait désireux de faire la paix et une très grande partie du peuple allemand souhaitait ardemment la paix. Les fils, bien ténus, qu'ils s'efforçaient de nouer, allaient-ils être rompus ? L'Allemagne allait-elle prendre en face de l'Europe et des deux Amériques une attitude intransigeante ? Il était certain que le renvoi de M. de Kühlmann et son remplacement par un ministre plus agréable au haut commandement serait considéré partout comme une victoire du parti conservateur. Tous ceux qui, en Allemagne, souhaitaient l'établissement d'un régime parlementaire — et ils ne laissaient pas d'être nombreux — en seraient péniblement affectés.

Telles sont les raisons que fait valoir Payer dans une lettre adressée, le 6 juillet, à Hertling :

« J'espérais, disait-il, faire comprendre aux socialistes qu'un

changement de personne ne doit pas être entendu nécessairement comme un changement de système.

« Ainsi que le montre leur attaque brutale de mercredi (1), ils s'obstinent à penser que le départ de Kühlmann, quel que soit son successeur, est une victoire des pangermanistes, et ils y voient une preuve que le gouvernement actuel, effrayé par le bruit, est incapable de résister aux pangermanistes, capitule devant le haut commandement et ne mérite donc aucune confiance (2). »

Payer, vieux parlementaire à tendances démocratiques, redoutait beaucoup une rupture avec les socialistes dits « majoritaires » qui, jusque-là, avaient en somme soutenu le gouvernement et voté tous les crédits. Il savait que son propre parti (alors appelé progressiste) et la plupart des députés du Centre prendraient une attitude hostile si le gouvernement se montrait trop infidèle à une politique de modération.

Donc, conclut-il, conservons Kühlmann si c'est possible. Si cela ne l'est pas, faisons en sorte de rassurer tout le monde sur nos intentions.

Hertling, dans ce cas particulier, partageait l'avis de son vice-chancelier, bien qu'il fût, en sa qualité de vieux conservateur, l'adversaire de la « parlementarisation ». Il eut avec l'empereur un nouvel entretien, le 7 au soir, et lui communiqua la lettre de Payer. Mais, pour tout ce qui a trait à la situation des partis, pour tout ce qui est d'ordre parlementaire, Guillaume a toujours fait preuve d'un manque total de compréhension. « Il est difficile, écrivait Hertling à Payer, de l'amener à une appréciation juste de ces choses (3). » Toutefois, comme il était très changeant et que Hertling insista beaucoup sur les services que M. de Kühlmann pouvait rendre dans les négociations engagées, il finit par consentir à retarder jusqu'à l'automne le renvoi du ministre. Le chancelier revint chez lui tout heureux et fier de cette petite victoire.

(1) Le mercredi 3 juillet, Scheidemann, au sujet d'une demande de crédit et aussi de la paix avec la Roumanie, avait en effet prononcé un discours assez agressif où il déclarait que M. de Kühlmann avait exprimé la pensée de tous les chanceliers, de tous les ministres, de tous les diplomates.

(2) Payer reproduit sa lettre dans son livre, p. 69.

(3) La lettre de Hertling a été reproduite dans le livre de son fils, p. 131 à 134.

Il comptait sans son hôte ; il terminait à peine son repas du soir quand le colonel Winterfeldt arriva et lui annonça, d'ordre du souverain, que l'empereur avait changé sa décision et que le départ de M. de Kühlmann ne pouvait pas être différé. Guillaume avait-il reçu d'Avesnes un message téléphonique ? Il est permis de le supposer. Ludendorff, à la vérité, a soutenu itérativement qu'il n'avait nullement exigé le départ de M. de Kühlmann ; mais, outre que son témoignage en cette affaire est un peu sujet à caution, ce qu'il dit peut être vrai de lui personnellement et ne pas l'être de Hindenburg. Il est à noter en effet que, d'après le témoignage, non suspect celui-là, de Hertling, Hindenburg, le tranquille Hindenburg, était particulièrement monté contre M. de Kühlmann et, dans les entretiens du 1er et du 2 juillet, avait montré plus d'intransigeance que son second (1).

Quand, le 8, M. de Kühlmann se présenta chez l'empereur, ce dernier l'accueillit par ces mots : « Notre mariage est rompu. »

Il est infiniment peu probable que M. de Kühlmann fût arrivé à négocier, s'il était resté en fonctions, et si nous avons cru devoir parler un peu longuement de ce congé assez brutal, ce n'est pas qu'il nous paraisse avoir, par lui-même, un grand intérêt historique. Nous avons voulu montrer par un exemple comment se réglaient les affaires et quelles influences contraires s'exerçaient. Au commencement de juillet, l'Allemagne pouvait encore se croire victorieuse, le régime impérial était déjà bien malade.

II

Si l'unité de direction a fait défaut à la politique extérieure de l'Allemagne pendant la guerre, si, à toutes les velléités pacifiques du gouvernement civil, les hommes du haut commandement ont toujours opposé une résistance insurmontable, que dire de la politique intérieure ? Nous ne nous attarderons pas à répéter ce que tout le monde sait : que ni les mesures prises de bonne heure pour assurer le ravitaillement,

(1) « Je ne l'ai jamais vu si intraitable », disait Hertling (même lettre même ouvrage, p. 131).

ni la création d'un service civil obligatoire, ni le talent d'organisation qu'on reconnaît aux Allemands, n'ont empêché les souffrances de la population d'aller en croissant jusqu'à devenir insupportables ; que, dans ces conditions, l'ouvrier et le paysan se soient lassés de tant de sacrifices inutiles, que les manifestations en faveur de la paix se soient multipliées, que des grèves aient éclaté dans les usines de guerre, que des émeutes locales aient fait entendre çà et là dans le Reich leurs grondements avertisseurs, on ne saurait en être surpris. Notre attention se portera dans le présent chapitre sur des faits d'autre sorte, politiques plutôt que sociaux ; nous voudrions montrer comment, dans tous les partis, le mécontentement s'est répandu, comment le gouvernement s'est montré incapable d'imposer sa volonté, même aux plus fidèles amis du régime, comment enfin, tandis que dans des pays démocratiques et parlementaires, tels que la France et l'Angleterre, un Clemenceau, un Lloyd George réussissaient sans trop de peine à l'heure du péril à faire accepter une quasi-dictature, le phénomène opposé s'observait dans l'Allemagne impériale : quand il aurait fallu que tous les ressorts de la machine gouvernementale se tendissent, on s'aperçut qu'ils étaient cassés.

Le chancelier Hertling s'est trouvé, dès son arrivée au pouvoir, en présence de deux réformes politiques en voie d'accomplissement : la suppression des privilèges de classe en Prusse (1), et l'introduction dans le Reich du régime parlementaire. La première de ces réformes était promise depuis plusieurs mois ; l'empereur en avait fait l'objet de son « message de Pâques » (7 avril 1917). Il y a lieu, disait-il dans ce document, de donner à toutes les classes de la population quelque moyen nouveau de participer librement, joyeusement, à la

(1) On sait que, pour la désignation des députés au Landtag prussien, la population du royaume était divisée en trois classes, chacune payant un tiers de la totalité des impôts directs, la première classe, formée des plus imposés, comprenant 3,82 0/0 de la population, la deuxième 13,87 0/0, le troisième 82,31 0/0. Les élections se faisaient à deux degrés, les délégués des trois classes, en nombre égal constituant le collège électoral qui nommait les députés. Eu égard au nombre moyen des électeurs de la première classe et de la troisième, le suffrage d'un gros contribuable pesait 22 fois autant que celui d'un petit contribuable ou d'un électeur du premier degré ne payant pas de contribution directe. La réforme de ce système, déjà jugé sévèrement par Bismarck en 1867, était demandée depuis longtemps par les partis de gauche; des projets avaient été déposés ou annoncés en 1908 et 1910.

vie publique... Le chancelier est chargé de préparer, pour le retour de nos guerriers, une réforme de la législation dans ce sens : « Après les prodiges accomplis par le peuple tout entier dans cette guerre formidable, il n'y a plus place en Prusse, telle est ma conviction, pour le vote par classes. Le projet de loi devra établir l'élection des députés au suffrage direct et au scrutin secret (1). » L'empereur prévoyait, en outre, une réforme de la Chambre des Seigneurs, où il voulait que toutes les professions et toutes les classes fussent représentées.

Comme il était naturel, ce message fut accueilli plus que froidement par les conservateurs : le privilège des riches, des grands propriétaires en particulier, était menacé ; la Prusse allait se « démocratiser » ; autrement dit, ce qui subsistait encore de l'ancienne Prusse allaient disparaître (2). En revanche, les partis de gauche jugeaient la réforme indispensable et le chancelier Bethmann-Hollweg y voyait un moyen, peut-être le seul moyen, de s'assurer, jusqu'à la fin de la guerre, le concours des socialistes, une satisfaction donnée aux progressistes, aux libéraux, au Centre catholique et d'une manière générale aux aspirations démocratiques de toute l'Allemagne. Il convient de l'observer, en effet, purement prussienne à première vue puisqu'il s'agissait du droit électoral en Prusse, la réforme intéressait en réalité l'Allemagne entière pour cette raison que la Prusse était l'Etat de beaucoup le plus considérable, l'Etat-maître de la Confédération, celui dont la volonté avait toujours le dernier mot au Bundesrat.

Le Reichstag étant élu au suffrage universel et direct, les Etats importants de l'Allemagne du Sud ayant une Chambre basse issue du peuple entier, il semblait anormal et de plus en plus inadmissible que le pouvoir législatif appartînt en Prusse à deux Chambres, dont l'une tout aristocratique (3), l'autre représentant principalement les classes riches. De là cette conséquence que toute cette affaire de réforme électorale

(1) *Ostererlass über eine Reform in Preussen.* (Rescrit de Pâques sur une réforme en Prusse).

(2) C'est en ce termes que la *Gazette de Cologne* parlait de la réforme.

(3) Sur 300 membres environ que comprenait la Chambre des Seigneurs, cent étaient membres héréditaires de droit, cent autres nommés par l'empereur mais sur la présentation des cercles nobiliaires.

a été, dans une large mesure, une lutte soutenue par la « vieille Prusse » contre l'Allemagne nouvelle.

Le message de Pâques fut suivi, le 11 juillet, par un deuxième rescrit impérial et royal adressé au chancelier et ordonnant le dépôt d'un projet de loi qui établît en Prusse l'égalité des droits politiques. M. de Bethmann-Hollweg, à la veille de sa chute, avait obtenu de l'empereur ce nouveau pas en avant. La presse conservatrice, en particulier la *Kreuzzeitung* et la *Deutsche Zeitung*, y virent l'effet d'une pression exercée par certains membres du Reichstag, notamment Erzberger. « Voilà, disait aimablement la *Deutsche Zeitung*, la solution imaginée par le chancelier pour se tirer des difficultés que lui créent les gouvernements des Etats confédérés. En tant que président du Conseil des ministres prussien, il présente cette immondice aux masses. Le peuple prussien va être gratifié, bonheur que, certes, il ne souhaitait pas, d'une onction démocratique. Si vraiment quelque jour il arrive à se persuader, par extraordinaire, que c'est un bienfait, il élèvera un monument de gratitude ; mais ce ne sera pas au philosophe de Hohenfinow (1), ce sera au maître d'école wurtembergeois en disponibilité, Erzberger, qui est originaire, lui, de Buttershausen, une enclave de trafiquants juifs dans le pays de Souabe, foncièrement allemand par ailleurs. C'est son intervention dans la Commission principale du Reichstag qui a déterminé le chancelier ; un démocrate allemand du Sud, instigateur de réformes en Prusse ! De pareilles absurdités n'étaient possibles que sous M. de Bethmann-Hollweg. »

Le chancelier ayant dû résigner ses fonctions au lendemain de ce message, c'est sous son successeur, Michaëlis, que furent prises les mesures préparatoires nécessaires à l'accomplissement de la réforme. Elles consistaient en un remaniement du ministère prussien : les adversaires du projet furent remplacés par des hommes qui lui étaient favorables, tels que Spahn, l'un des chefs du parti du Centre, Drews et Hergt. Au mois de novembre, Hertling devenu chancelier et président du Conseil des ministres prussien, le vice-président Breidenbach fut à son tour remplacé par Friedberg, chef du parti national libéral au Reichstag et partisan de la réforme ; presque en même temps le progressiste Payer (un

(1) Bourgade du Brandebourg, lieu de naissance de Bethmann-Hollweg.

Wurtembergeois) devenait vice-chancelier en remplacement du conservateur prussien Helfferich. Le 20 novembre enfin, l'on eut connaissance dans le public de trois projets de loi : le premier accordait le titre d'électeur à tous les Prussiens âgés de vingt-cinq ans, possédant depuis trois ans au moins la qualité de sujet prussien et domiciliés depuis un an au moins dans une commune prussienne ; les élections au Landtag devaient se faire au suffrage direct, au scrutin secret, et à la majorité absolue des votants, à raison de un député pour une circonscription électorale comprenant 250.000 habitants.

Le deuxième projet de loi modifiait la composition de la Chambre des Seigneurs, où entraient des représentants des communes et de diverses professions (agriculture, commerce, industrie, métiers, université, église).

Le troisième projet de loi, remaniant quelque peu la constitution, réglait les conflits qui pourraient éclater au sujet des dépenses publiques entre le Landtag et la Chambre des Seigneurs. On sait que jusque-là la Chambre des Seigneurs ne pouvait qu'accepter ou rejeter en bloc le budget voté par le Landtag, mais non l'amender.

Ces projets, particulièrement le premier, ne pouvaient que déplaire aux conservateurs, qui se préparèrent à défendre énergiquement leurs positions. D'autre part, les libéraux avancés et les socialistes se déclaraient mécontents des restrictions apportées au droit de vote et faisaient observer que le parti qui, jusque-là, avait dominé au Landtag, conservait en fait le pouvoir parce qu'il aurait la majorité dans la Chambre des Seigneurs (1).

Le 5 décembre, les projets du gouvernement vinrent en première lecture devant le Landtag. Le chancelier, quelque peu gêné par sa qualité de Bavarois, déclara que sa conscience était engagée : le roi avait à plusieurs reprises et solennellement promis de donner à ses sujets l'égalité de droits politiques ; il fallait que cette promesse fût tenue. Le ministre de l'Intérieur Drews le soutint énergiquement ; « le gouvernement prussien, dit-il, userait de tous les moyens en son pouvoir pour accomplir une réforme dont l'abandon mettrait

(1) Le nombre des membres était porté à 510 (maximum) dont 150 nommés par le roi sans présentation ; parmi les autres, des membres à vie et de très nombreux représentants des classes privilégiées.

la désunion entre le peuple et la couronne ». Tout aussitôt le parti conservateur protesta : son chef, M. de Heydebrand, le prit de haut : « Nous respectons fort, dit-il en substance, M. de Hertling ; mais il n'est pas des nôtres, et les affaires intérieures de la Prusse doivent être réglées entre Prussiens. Nous ne mettons pas en doute le patriotisme allemand de M. de Hertling, mais la façon dont il est arrivé au pouvoir nous déplaît : il a voulu, avant d'accepter le poste de chancelier et de premier ministre prussien, s'assurer qu'il était agréé par la majorité du Reichstag ; c'est donc un chef de Cabinet parlementaire, ou quelque chose d'approchant, que nous avons devant nous, et nous n'avons aucun goût pour le régime parlementaire. »

Nous nous bornerons à passer en revue les incidents les plus marquants de la lutte qui s'engagea et se prolongea jusqu'à la veille même du jour fatidique où devait s'écrouler, en même temps que l'empire allemand, la monarchie prussienne. Tout d'abord, après d'assez longs débats, renvoi des projets à une commission de 35 membres. Le 19 janvier 1918, le Landtag décida qu'il délibérerait en premier lieu sur la réforme de la Chambre des Seigneurs. Le désir manifeste des conservateurs qui formaient la majorité de cette assemblée, était de faire traîner les choses en longueur si possible jusqu'à la fin de la guerre.

En raison de l'intérêt qu'avait l'affaire pour toute l'Allemagne, le vice-chancelier Payer crut devoir y faire allusion au Reichstag. Dans la discussion qui s'engageait le 25 février au sujet du budget, il proclama, pour commencer, l'union de tous plus nécessaire que jamais dans le Reich, parla des sacrifices que tous devaient être prêts à faire : « Plus les sacrifices nécessaires sont grands pour la masse de la population, plus aussi ses efforts pour s'assurer avec plus de liberté de mouvements, plus de pouvoir, plus d'influence sur le gouvernement, méritent d'être récompensés. Le gouvernement du Reich reste fermement attaché à la réforme du droit électoral en Prusse, et j'ai la conviction que cette réforme ne peut manquer de s'accomplir promptement (1). » Jusque-là, bien que mécontente, la droite était restée calme ; une parole

(1) Nous ne traduisons pas, mais résumons le discours du vice-chancelier ou une partie de ce discours en nous aidant du résumé qu'il en a donné lui-même dans son livre : *Von Bethmann-Hollweg bis Ebert*, p. 283.

du vice-chancelier déchaîna le tumulte. Après avoir flétri les grèves et l'agitation révolutionnaire, il ajouta : « En dehors des rangs des grévistes et à droite comme à gauche, il y a des hommes auxquels il faut rappeler que nous devons à la patrie le sacrifice de nos préférences et de nos intérêts personnels. » Du coup, les conservateurs se cabrèrent : le vice-chancelier les avait gravement offensés. Le Reichstag dut, sur la demande de M. de Heydebrand, décider que la séance du lendemain commencerait seulement à deux heures, afin que le parti conservateur eût le temps d'examiner le « discours provoquant » de Payer. C'était la première fois qu'un membre du gouvernement se voyait assailli de la sorte au Reichstag. Payer, qui, dit-il, n'avait jamais compté sur le concours de la droite, garda sa tranquillité, mais tout l'état-major gouvernemental qui l'entourait : sous-secrétaires d'Etat, représentants des Etats au Bundesrat, conseillers secrets, se laissa intimider. Après la séance, un des conseillers secrets ne crut pas devoir cacher que la situation du vice-chancelier lui semblait fort compromise. « Le Centre, objecta Payer, ne me laissera pas tomber. » « Ah ! reprit le conseiller secret, si vraiment le Centre vous soutient, vous êtes plus fort en Prusse que n'importe qui. »

Payer, à qui nous empruntons ce court dialogue, ajoute en manière de commentaire : « Nous nous étions trompés l'un et l'autre. Il s'était exagéré l'influence des conservateurs dans le Reich : en fait ils n'ont pu me renverser. Mais j'avais, moi, sous-estimé l'influence qu'ils ont gardée en Prusse. Uniquement soucieux de conserver leur privilège et écartant de sang-froid toute autre considération, ils sont restés vainqueurs dans cette lutte pour le droit électoral — à quel prix ! il est inutile aujourd'hui de le discuter (1). »

Les adversaires de la réforme au Landtag, c'est-à-dire les conservateurs, les nationaux-libéraux en majorité et quelques membres du Centre, étaient bien décidés à user de tous les moyens pour empêcher le projet du gouvernement d'aboutir, en l'amendant de telle sorte qu'il n'en subsistât rien, et la procédure compliquée instituée par la constitution prussienne leur donnait toute facilité pour prolonger leur obstruction aussi longtemps qu'ils voudraient, car il fallait qu'après une

(1) Payer, *ouvr. cité*, p. 284.

suite de lectures séparées les unes des autres par des intervalles de temps assez longs, les deux Chambres finissent par être entièrement d'accord, et cela pouvait durer indéfiniment. D'autre part, beaucoup de partisans de la réforme, s'y résignant plutôt qu'ils ne la souhaitaient ardemment, n'apportaient pas à la défendre un zèle excessif. La seule façon d'en finir dans ces conditions était de dissoudre le Landtag et le gouvernement y pensa sérieusement. Mais il aurait fallu alors procéder avant la fin de la guerre à des élections nouvelles, et cela semblait assez dangereux. Le haut commandement, sans prendre ouvertement position contre la réforme électorale, y était, on le savait, hostile ; il se prononça nettement sinon publiquement contre la dissolution du Landtag et paraît avoir agi sur le souverain pour l'empêcher (1).

Bien qu'il eût, le 18 avril, répété qu'il voulait donner à ses sujets l'égalité de droits politiques, Guillaume refusa de dissoudre le Landtag, de sorte qu'à la reprise des débats, le 30 (deuxième lecture), Hertling et Friedberg eurent beau soutenir avec énergie le projet de réforme, ils ne purent dire le mot décisif qui seul eût probablement triomphé de la résistance

(1) Le document révélateur sur ce point est une lettre adressée par M. Stresemann au général Ludendorff, le 29 avril 1918 (reproduite dans *Urkunden der Obersten Heeresleitung*, p. 293): Streseman, membre influent du parti, national libéral, mais politique assez avisé, est de ceux qui acceptent la réforme électorale et même la jugent indispensable eu égard aux circonstances; toute l'Allemagne du sud et 85 % des électeurs prussiens la réclament; si elle s'accomplit, le peuple allemand satisfait ne pensera plus qu'à bien terminer la guerre; les partisans de la paix sans victoire et sans annexion, les membres du Reichstag qui ont voté la fameuse résolution du 19 juillet 1917, seront réduits à l'impuissance. Au contraire, si le projet de réforme échoue, le mécontentement de la population profitera aux partis que représentent dans la presse le *Berliner Tageblatt* (les progressistes à tendances démocratiques), le *Vorwärts* (les socialistes), la *Germania* (le Centre, Erzberger) Il faut surtout éviter qu'on puisse dire tout haut : Hindenburg et Ludendorff sont des adversaires irréductibles de la réforme ; Hindenburg et Ludendorff ne veulent à aucun prix de la dissolution du Landtag. Mieux vaudrait encore que cette dissolution eût lieu : sans doute il est fâcheux de donner, pendant que la guerre dure encore, prétexte à une agitation politique dans le pays, mais en fait cette agitation existe déjà et, en cas d'élections nouvelles, elle n'aura plus d'intensité que dans un petit nombre de circonscriptions et ne durera pas plus de quatre semaines.

Evidemment si Stressmann écrit cette lettre le 29 avril, au moment où les débats vont reprendre au Landtag, pour exhorter Ludendorff à garder une attitude très réservée, c'est que l'action du haut commandement s'était exercé contre la réforme et contre la dissolution, que beaucoup de gens le disaient et qu'il fallait empêcher la situation de s'aggraver.

opposée par la majorité (1), et le 2 mai, par 230 voix contre 183, le principe de l'égalité politique fut rejeté. (Il en fut de même le 14 mai, le 11 et le 14 juillet, quand les projets vinrent en 3e, 4e et 5e lectures.)

Les membres du gouvernement, le chancelier Hertling, le vice-chancelier Payer, les ministres et secrétaires d'Etat Wallraf, Friedberg, Hergt, Drews, Spahn, s'étaient réunis cependant et avaient jugé qu'il était impossible de laisser aller les choses de la sorte. Le chancelier fut prié de faire au roi de nouvelles représentations, mais ces instances restèrent sans effet, d'après Payer (2). Suivant le capitaine Hertling, le chancelier aurait obtenu du souverain un acquiescement de principe à la dissolution du Landtag au commencement du mois de mai (3). Quoi qu'il en soit, on recula devant la mesure, et, après examen de divers projets dont celui de proroger pour un temps les deux Chambres et, quand elles se réuniraient de nouveau, de remettre la question à l'étude en faisant à la droite quelques concessions (4), le gouvernement n'intervint que pour recommander l'adoption de son projet, le 4 septembre, à la commission nommée pour l'examiner par la Chambre des Seigneurs (5). Quelques passages du discours prononcé par Hertling en cette occasion valent d'être cités :

« L'attention de tous, non seulement en Prusse mais en Allemagne, se porte sur vos délibérations. C'est pour le gouvernement une tâche à laquelle il ne peut faillir que de poursuivre l'accomplissement de la promesse faite par le roi... Tous dans cette guerre ont fait leur devoir, aussi bien ceux qui sont en

(1) Un incident assez vif qui se produisit dans la séance du 30 avril mérite d'être mentionné; le comte Spee propose l'ajournement du débat jusqu'à la fin de la guerre et assure à ce propos que les soldats qui sont au front se soucient fort peu de la réforme. Le socialiste Hoffmann l'interrompt : « Comment pouvez-vous savoir ce qu'ils pensent, vous passez votre temps au casino des officiers », et, prenant un peu après la parole, déclare que si la proposition d'ajournement est adoptée (en fait il s'en fallût de peu qu'elle ne le fût), il exhortera les soldats du front à se retirer du combat.

(2) Payer, *ouvr. cité*, p. 287.

(3) Hertling, *Ein Jahr in der Reichskanzlei*, p. 170.

(4) Certains membres du gouvernement pensèrent aussi au cours de l'été à faire voter par le Reichstag une loi établissant le suffrage universel dans tous les *Etats* allemands. Ce projet n'eut pas manqué de paraître contraire à la Constitution à tous les adversaires de la réforme.

(5) Hertling pensait que, s'adressant au sentiment dynastique, il obtiendrait de cette chambre ce que le Landtag lui avait refusé.

haut que ceux qui sont en bas de l'échelle sociale, les pauvres comme les riches, les ignorants comme les plus instruits ; il ne doit donc plus y avoir,en ce qui concerne la capacité électorale, de différence de classe sociale... C'est ainsi que, dès le début, j'ai compris la parole donnée par le roi ; cette parole, il faut qu'elle soit tenue. Si vous restez sourds à mes exhortations, je quitterai le pouvoir et celui qui me remplacera se trouvera en présence de la même obligation : il s'agit du maintien de la couronne et la dynastie (1). »

La commission écouta, non sans émotion, cet appel pathétique ; la délibération commença, et la réforme fut — provisoirement — enterrée.

Les événements se précipitaient cependant, ; au début d'octobre, alors que la situation militaire paraissait irrémédiablement compromise, en pleine crise de chancellerie, le haut commandement, qui, à ce moment, jugeait indispensable une demande d'armistice aussi prompte que possible (2), s'avisa aussi qu'à l'intérieur du pays il fallait donner des gages de bon vouloir à la grande masse de la population et aux partis de gauche. D'après le récit de Wermuth, alors premier bourgmestre de Berlin, « deux représentants du gouvernement prussien déclarèrent le 1er octobre à la Commission de la Chambre des Seigneurs que, de l'avis du haut commandement, l'égalité de droits politiques devrait être admise par la haute Assemblée et cela sans aucun retard : la situation politique et militaire commandait impérieusement cette réforme ». Si grande fut la surprise que quelques membres de la Commission refusèrent de croire à la nouvelle et il fallut que le comte Rödern, secrétaire d'Etat, qui arrivait au Grand Quartier général, vînt en personne la confirmer.

Malgré cet avertissement donné par des hommes qu'on ne pouvait guère soupçonner d'inclinations démocratiques, malgré les adjurations du gouvernement, la Commission ne put encore se résoudre à accepter la pleine égalité ; elle introdui-

(1) Nous donnons le sens du discours d'après le texte imprimé dans le *Deutcher Geschichtskalender* (34e année, 1918). On observera que les volumes de cette collection publiés pendant la guerre portent un titre spécial : *Der Europaïsche Krieg* et que le volume auquel nous nous reportons est le neuvième de cette série, p. 411.

(2) Nous verrons dans un chapitre ultérieur quel motif le détermina brusquement et quelles furent les conséquences de cette décision.

sit dans le projet une disposition tendant à faire varier le poids du suffrage avec l'âge du votant, l'électeur âgé de 40 ans disposant de plus de voix que l'électeur plus jeune.

Le 15 octobre seulement, l'accord put se faire à peu près sur le principe de l'égalité et, le 24, jour où l'Assemblée se prononça, la droite entière s'abstint (1). Le Landtag avait tenu sa dernière séance le 23 octobre et ne devait plus se réunir que le 18 novembre. La Révolution lui épargna la peine de revenir sur ses décisions antérieures (2).

Votée au mois de décembre 1917, comme elle aurait pu l'être, ou dans les premiers mois de 1918, la réforme électorale aurait-elle empêché la révolution d'éclater ? Il serait téméraire de l'affirmer ; du moins peut-on dire que les conservateurs prussiens, par leur acharnement à défendre leurs privilèges, ont efficacement contribué à rendre la révolution inévitable, que la responsabilité du haut commandement dans cette affaire n'est guère moindre que celle du parti conservateur et que son brusque changement d'attitude, un peu avant la catastrophe, révèle un désarroi profond, que le gouvernement impérial et royal enfin, malgré les belles promesses de Guillaume et les belles paroles de Hertling, s'est montré faible et mou dans sa politique intérieure comme il était hésitant et incertain dans ses velléités de paix. Il avait une arme, la dissolution, et n'a pas voulu en user, trouvant ainsi le moyen de déplaire également aux hommes de gauche et aux hommes de droite.

III

Au nombre des reproches qu'adressait à Hertling le parti conservateur, figurait, on l'a vu, le caractère trop « parlementaire » de son gouvernement. Et cependant l'avant-dernier chancelier de l'empereur Guillaume a combattu les mo-

(1) Quelques membres du parti-conservateur déclarèrent en cette question se séparer du groupe.

(2) Pour en finir, les partis formant la majorité du Reichstag décidèrent de faire voter, *par cette assemblée*, le 8 novembre, veille du jour où Guillaume devait prendre la fuite, l'introduction dans tous les Etats de l'Allemagne du suffrage universel et direct. La décision demeura sans effet parce que le Reichstag tint sa dernière séance le 26 octobre. La coïncidence est au moins curieuse à noter.

difications que les partis de gauche voulaient apporter à la constitution. Situation étrange que celle de ce théologien placé à la tête des affaires dans un moment où les circonstances contraignent l'Allemagne à entrer dans des voies nouvelles ! Conservateurs dans l'âme, il n'a pas de pires ennemis que les conservateurs prussiens ; partisan de l'ordre établi dans le Reich, il est accusé de le troubler, et il le trouble en effet par sa seule présence, comme tout autre le ferait à sa place. En droit, il n'a pas de comptes à rendre au Reichstag, et, en fait, ne peut se maintenir qu'en restant d'accord avec le Reichstag. Plus la guerre se prolonge, plus l'influence des chefs de parti grandit dans le pays ; l'empereur à la vérité n'y comprend rien et incline toujours à se ranger en dernière analyse à l'avis du haut commandement, mais il ne faut pas qu'il en ait trop l'air ; le rôle singulièrement ingrat dévolu au chancelier est en somme de faire croire au public qu'il y *a* un gouvernement civil du Reich et que ce gouvernement *a* l'appui du Reichstag.

Et pas plus sur le terrain parlementaire que dans ses démêlés avec le général Ludendorff, le comte Hertling ne possédait les qualités qui lui eussent permis de triompher de tant de difficultés : choisi parce qu'il était catholique et, comme tel, agréable au Centre, il avait contre lui le plus remuant des hommes du Centre, Erzberger, avec qui assez promptement il crut devoir rompre toute relation. Pour un aristocrate un peu empesé tel que Hertling, Erzberger n'était guère qu'un intrigant de basse extraction, un démagogue dangereux Il fallait le tenir à distance et soustraire le Centre, autant que possible, à son influence (1). Mais, d'autre part, avant d'entrer en fonctions, Hertling avait dû accepter le programme élaboré par la majorité du Reichstag et admettre comme collaborateurs des membres de tous les partis formant cette majorité, à l'exception des socialistes (2), et à mesure que le temps s'écoulait, qu'éclatait la faiblesse du chancelier, qu'il perdait du terrain dans la lutte entre le haut commandement et les

(1) C'est ce que Hertling avait annoncé aux ministres de Prusse qu'il ferait. Voir Erzberger, *Erlebnisse im Weltkrieg*, p. 300.

(2) Les socialistes n'avaient pas réclamé de portefeuille pour l'un d'eux, mais exigé que le vice-chancelier Helfferich fût remplacé par un membre du parti progressiste (démocratique), et Hertling, non sans résistance, s'était laissé imposer Payer en cette qualité. Payer lui-même se considérait comme « l'homme de confiance » à la fois de son propre parti et des socialistes.

conservateurs prussiens, les partis de gauche du Reichstag devenaient plus pressants : « Le gouvernement n'a ni plan arrêté, ni but précis... La politique du gouvernement prolonge la guerre et déconsidère l'Allemagne à l'étranger... Le Reichstag a le droit d'intervenir pour que l'Allemagne soit préservée d'un malheur terrible. Il faut que nous ayons un gouvernement dont les actes répondent aux paroles données. » Telles étaient les paroles d'Erzberger à la Commission principale du Reichstag, le 8 mai (1). Et sans doute, dans son propre parti, ces paroles menaçantes n'étaient pas sans soulever quelques protestations, mais le parti socialiste lui donnait sa pleine approbation (2), et le Centre avait, on le savait bien, le plus grand intérêt à ménager sa clientèle ouvrière : s'il la mécontentait, elle risquait d'aller grossir les rangs du parti socialiste. D'où cette conséquence que les efforts de Hertling pour rompre la coalition, au Reichstag, du Centre, des socialistes et des progressistes restaient sans grand effet. Erzberger demeurait maître de la situation.

Le 3 juillet, discours violent de Scheidemann ; un peu plus tard, dans une réunion des chefs de groupe, les socialistes s'expriment sans ménagement : « La faiblesse du gouvernement est un scandale, le renvoi de M. de Kühlmann une provocation. » Hertling revient tout exprès de Spa pour calmer les esprits et y réussit dans une certaine mesure (3), mais ce n'est qu'une trêve de courte durée. Pour que le chancelier triomphe de ses adversaires au Reichstag, il faudrait de grands succès militaires et ce sont des revers qu'on annonce ; devant le péril croissant, les chefs des partis de gauche finissent par exiger que les destinées de l'Allemagne leur soient remises. Le 24 septembre, à la Commission principale du Reichstag, Hertling expose la situation qui, bien que grave assurément, n'est cependant pas,selon lui,désespérée ; il parle de la note adressée par le comte Burian, ministre des Affaires étrangères en Autriche-Hongrie, aux gouvernements belligérants. Les députés réunis l'écoutent en silence, l'effet est nul : « Ils attendaient autre chose », dit le fils du chancelier (4). La politique exté-

(1) Erzberger, *ouvr. cité*, p. 301.
(2) *Die kluge Politik Erzbergers* (la politique avisée d'Erzberger), disait *le Vorwärts*.
(3) Hertling, *Ein Jahr in der Reichskanzlei*, p. 137.
(4) *Id.*, p. 176.

rieure passe à l'arrière-plan. Ce qu'ils veulent, c'est l'introduction du régime parlementaire, c'est l'abrogation de l'article 9, paragraphe 2, de la Constitution qui rend la qualité de représentant du peuple incompatible avec celle de membre du gouvernement ou du Bundesrat. Le jour suivant, les chefs de parti prennent la parole, Gröber au nom du Centre. Il avait avec Hertling des relations étroites, et le début de son discours fut amical ; la suite ressemblait fort à un acte d'accusation. Scheidemann parla ensuite, et trouva le moyen d'être sévère tout en restant courtois ; Stresemann lui-même, chef du parti national-libéral, fit allusion à un changement devenu inévitable dans la politique de son groupe. Hertling, à qui les orateurs avaient prodigué les marques de respect, ne comprit pas sur le champ la signification de ces discours ; la presse se chargea de l'éclairer, et Gröber eut beau lui certifier qu'il n'avait pas voulu le renverser (1), c'était l'opinion d'Erzberger qui prévalait dans le Centre et au Reichstag : Hertling devait résigner ses fonctions, et il fallait lui donner un successeur partisan résolu de la « parlementarisation ».

Ce qui, pour le spectateur désintéressé, ne laisse pas d'être comique, c'est que, trois jours plus tard, le haut commandement, lui aussi, se prononça dans le même sens, de façon plus brutale seulement. Le 28 septembre au matin (2), le colonel de Winterfeldt se présentait chez le chancelier et lui déclarait que le haut commandement croyait le moment venu de constituer un ministère où seraient représentés les partis politiques formant la majorité du Reichstag et qui serait ainsi assuré de leur appui (3). Hertling partit aussitôt pour Spa où le ministre des Affaires étrangères, Hintze, l'avait précédé. Quand il y arriva, l'empereur Guillaume lui présenta un rescrit, rédigé par M. de Radowitz, par lequel il ordonnait l'intro-

(1) Hertling, *ouvr. cité*, p. 172. Cf. Payer, *Von Bethmann Hollweg bis Ebert*, p. 80.

(2) *Id.*, p. 176.

(3) C'est au même moment que le haut commandement se déclarait partisan du suffrage universel et direct en Prusse. Ludendorff, dans ses Souvenirs, ne parle pas de la démarche, évidemment ordonnée par lui de Winterfeldt, et prétend (*Erinnerumgem*, p 584) que, le 29 seulement, au cours d'un entretien avec Hintze, ministre des Affaires étrangères, il eut connaissance de la situation parlementaire ; jusque là, il avait cru que Hertling conserverait ses fonctions ; Hintze lui dit qu'une transformation profonde était nécessaire. En dépit de ses affirmations réitérées, Ludendorff ne prend pas très volontiers la responsabilité de ces actes, au moins quand ils ont un caractère politique.

duction en Allemagne du régime parlementaire (1). Hertling, adversaire de ce régime et qui voulait que l'Allemagne restât une confédération d'Etats, donna aussitôt sa démission : « A Berlin, dit Ludendorff, on se mit en hâte en quête d'un nouveau chancelier parlementaire. Cela se passa tout à fait en dehors de la couronne. »

Les temps étaient révolus; le prince Max de Bade fut le chef d'un Cabinet parlementaire, le premier qu'ait eu l'Allemagne.

Lui-même conserva le nom de chancelier mais il fut en réalité un président du Conseil ; le ministre des Affaires étrangères, M. de Hintze, fut remplacé par M. Solf, précédemment ministre des Colonies, qui avait des appuis dans les partis formant la majorité du Reichstag ; le ministre de l'Intérieur Wallraf, par Trimborn (Centre). Un ministère du Travail fut créé pour le député socialiste Bauer.De plus, Gröber et Erzberger, représentants du Centre,Scheidemann du parti socialiste et Haussmann du parti progressiste, devinrent ministres sans portefeuille. Payer, qui restait vice-chancelier, voulut qu'avant de rendre officielle et définitive la nomination du prince Max, on s'assurât du concours des socialistes. Un peu plus tard, on adjoignit à ce cabinet, en qualité de sous-secrétaires d'Etat, de nouveaux membres du Reichstag, les socialistes David et Schmidt, Giesberts, du parti du Centre ; le ministre de la Guerre, von Stein, mal vu des socialistes, fut remplacé par le général Scheuch.

Une difficulté de forme surgit ; le fameux article 9 de la Constitution restait toujours en vigueur, de sorte que la nomination officielle des ministres ou sous-secrétaires d'Etat pris parmi les membres du Reichstag eût été irrégulière. On était bien décidé à abroger cet article aussitôt que faire se pourrait, mais, en attendant, une ordonnance, que l'empereur signa en soupirant, dit Payer (3), accorda aux parlementaires introduits dans le cabinet une situation et un traitement égaux à ceux des autres ministres (4).

(1) Ludendorff, *Erinnerungem*, p. 584, dit, à tort, que le document avait été préparé par Hintze. Cf. Hertling, *ouvr. cité*, p. 181.

(2) Guillaume n'objecta rien quand on lui soumit la liste arrêtée en dehors de lui ; seul le nom d'Erzberger lui fit faire la grimace. Cf. Payer, *ouvr. cité*, p. 108.

(3) *Ouvr. cité*, p. 119.

(4) La nomination officielle et définitive n'eut lieu que le 31 octobre.

Une fois le nouveau ministère installé, les choses allèrent assez vite. Tant pour satisfaire les partis de gauche que pour inspirer plus de confiance à ses ennemis, l'Allemage fit peau neuve. Le 9 octobre, l'empereur établissait par ordonnance la suprématie du pouvoir civil sur le militaire en tout ce qui n'était pas étroitement affaire de service militaire et, par exemple, en ce qui concernait la censure des journaux et des livres, le droit de réunion et d'association. Jusque-là, le peuple allemand avait supporté patiemment une sorte de dictature militaire sans contrôle.

Le 11 octobre, le chef du cabinet civil de l'empereur, M. von Berg, était remplacé par M. Klemens von Delbrück. Le renvoi de M. von Berg avait été exigé par le prince Max presque au lendemain de son arrivée au pouvoir, s'il faut en croire Niemann (1).

Le 5 octobre, le Bundesrat admit que l'article 11 de la Constitution relatif au droit de paix et de guerre fût modifié dans le sens suivant : l'approbation du Bundesrat et celle du Reichstag sont nécessaires pour que la guerre puisse être déclarée au nom du Reich. Les traités de paix doivent être ratifiés par le Bundesrat et le Reichstag. Le Reichstag décida le 26 octobre qu'il en serait ainsi désormais. Le même jour il formula nettement ce principe que le chancelier avait, pour gouverner, besoin de la confiance du Reichstag et cet autre principe que le chancelier et le vice-chancelier étaient responsables devant le Reichstag de tous les actes politiques de l'empereur. Les nominations, les permutations, les mises en disponibilité des officiers de terre et de mer devaient être contresignés par le ministre de la Guerre compétent ou par le chancelier et engageaient leur responsabilité ; le cabinet militaire impérial était subordonné au ministre de la Guerre. L'article 9, paragraphe 2, de la Constitution était en même temps abrogé (2).

(1) Le lieutenant-colonel Niemann, officier d'Etat-major attaché à la personne de l'empereur, dans son livre intitulé *Kaiser und Revolution* (Empereur et Révolution), p. 97, dit qu'un certain *dimanche* le prince Max vint trouver l'empereur pour lui demander le renvoi de son chef de cabinet ; la démission de M. van Berg et la nomination de son remplaçant ayant été annoncées officiellement le 11, cette démarche ne peut être que du dimanche 6 octobre.

(2) Dans la troisième note adressée par le gouvernement du Reich au président Wilson (elle est du 20 octobre) toutes ces réformes sont données comme déjà accomplies.

Le Bundesrat ratifia, le 28 octobre, toutes ces modifications apportés à la Constitution, et l'empereur, le 2 novembre, dans un rescrit du ton le plus solennel, proclama cette vérité qu'en vertu de tous ces changements,un ordre nöuveau était instauré, que des droits fondamentaux jusque-là dévolus au seul empereur appartenaient dorénavant à la nation ; il exprimait en même temps la ferme volonté de travailler de concert avec les représentants du peuple à la mise en vigueur de ces principes nouveaux. Le 4 novembre, tout le gouvernement adressait au peuple allemand une exhortation au calme et au maintien de l'ordre. Il énumérait dans ce document les réformes déjà accomplies et continuait en termes : « Beaucoup reste encore à faire. La transformation de l'Allemagne en un Etat populaire (*Volksstaat*) qui, à l'égard de la liberté politique et en ce que touche l'assistance sociale, ne le cédera en rien à aucun autre Etat du monde, sera poursuivi avec résolution. »

L'Allemagne impériale était devenue en très peu de jours un Etat parlementaire. L'empereur acceptait tout passivement, les conservateurs se taisaient (1), le haut commandement avait poussé à la roue. La révolution était faite en un sens avant qu'elle eût éclaté.

CHARLES APPUHN.

(1) A titre d'exemple nous citons une résolution prise par l'union conservatrice (*Konservativer Landesverein*) du royaume de Saxe : « Puisque les partis de gauche voient, dans la concession au peuple de nouveaux droits politiques, l'unique moyen de fortifier, d'affermir son unité, sa résolution, sa vigueur au combat, nous ferons taire nos scrupules et consentirons au sacrifice qu'on nous demande. »

La deuxième partie de cette étude sur l'*Agonie de l'Allemagne impériale* paraîtra dans un prochain numéro de la Revue.

AU FRONT DE PERSE

PENDANT LA GRANDE GUERRE

Souvenirs d'un officier français.

A la déclaration de guerre, je me trouvais à Biarritz.

Je me suis engagé dans l'armée française et, étant donné ma qualité de sous-officier de réserve de l'armée russe, je fus affecté comme maréchal des logis au 3e hussards. En 1915, j'ai eu l'honneur d'être nommé officier ; après avoir fait campagne sur le front français et ensuite sur le front de Salonique, je fus envoyé, en 1917, par l'Etat-major de l'armée, en Russie, puis au Caucase et en Perse.

Le colonel Chardigny, attaché militaire français près de l'Etat-major de l'armée du Caucase, me chargea de visiter les troupes formant le front du 7e Corps indépendant et du 5e Corps de l'armée du Caucase, en Perse, et en Turquie (Région de Trébizonde). En décembre 1917, le colonel Chardigny m'envoya de nouveau en Perse et me donna mission de former, d'accord avec l'Etat-major russe, des bataillons assyriens et arméniens contre les Turcs.

Ce dernier séjour en Perse, plein d'aventures, fait l'objet de mes récits.

I

Après le traité de Brest-Litovsk, les troupes russes de l'armée du Caucase refusèrent de rester au front.

L'abandon par les Russes du front de Perse et de Turquie était un danger pour les Anglais se trouvant au sud de la Perse et en Mésopotamie.

Pour faire face à ce danger, les représentants militaires des

alliés à Tiflis, d'accord avec l'Etat-major russe, décidèrent d'improviser des troupes *régionales,* russes, géorgiennes, arméniennes sur le front turc, arméniennes et assyriennes sur le front Perse ; on espérait pouvoir ainsi parer dans une certaine mesure aux conséquences de l'abandon du front par les troupes russes de l'armée du Caucase.

Le colonel Chardigny, agissant en plein accord avec l'Etat-major russe de Tiflis, s'employa de son mieux à la réalisation de ce projet, à laquelle il apporta son énergie et sa persévérance habituelles.

La tâche était lourde à cette époque de désagrégation générale.

Quant à moi, je reçus l'ordre de me rendre en Perse, et de me mettre à la disposition du Commandement russe, pour la formation des troupes assyriennes et arméniennes, c'est-à-dire à Ourmia, où se trouvait encore, à cette époque, le général prince Wadbolsky, commandant le 7e Corps indépendant de l'armée du Caucase. On envisageait d'envoyer plus tard d'autres officiers français et anglais ; les Alliés devaient fournir les fonds nécessaires pour ces formations ; un certain nombre d'officiers russes d'Ourmia devaient rester avec nous pour continuer leur service dans les troupes assyriennes.

La Perse, par elle-même, m'attirait très peu ; ce pays monotone manquait de charme ; mais la mission dont on m'avait chargé, la formation de troupes, la guerre dans les montagnes me souriaient beaucoup.

En me remettant la lettre de service, le colonel Chardigny me déclara :

— Vous êtes chargé de former surtout et en premier lieu des bataillons d'infanterie ; vous, cavalier, vous ferez maintenant la guerre dans une arme pleine de gloire.

Ces paroles étaient tout à fait naturelles de la part d'un chasseur à pied.

En décembre 1917, je suis arrivé à Ourmia, petite ville persane aux maisons en terre glaise, aux ruelles étroites. Des hommes chétifs, l'air inquiet, marchaient silencieux en rasant les murs. Parfois apparaissaient des êtres mystérieux, couverts tout entiers de voiles ; c'étaient de vertueuses Persanes, cachant leurs charmes aux regards indiscrets des hommes ; les femmes laides et vieilles mettaient plus de zèle dans cette artifice de modestie orientale que les jeunes ; ces dernières, à la rencontre d'un Européen, dévoilaient légèrement leur vi-

sage en montrant de beaux yeux noirs, pleins de curiosité et d'inquiétude.

Quant à la ville, elle aurait semblé morte, s'il n'y avait pas eu de ces bazars où se concentre toute la vie, animée et bruyante, des Orientaux.

Le général Wadbolsky, à qui je me présentai, m'apprit que ses troupes étaient en pleine désorganisation ; les soldats quittaient le front, emportant armes et bagages ; l'évacuation était dirigée par un comité de soldats et par des commissaires. Le général lui-même, avec son état-major et ses officiers, devait quitter Ourmia après le départ des troupes, sur lesquelles ils n'avaient plus aucune autorité. Il devait se rendre dans le Caucase du Nord, et rejoindre l'armée de Denikine.

En parlant de la formation des troupes assyriennes, le général, tout en me souhaitant du succès, me prévînt que la tâche serait excessivement difficile ; la caisse du trésor de son corps d'armée étant presque totalement vide ; il fallait que les alliés accordassent d'urgence des fonds nécessaires au recrutement. De même, il fallait que les Alliés missent des cadres à la disposition des nouvelles troupes russes, parce que les sous-officiers russes, démoralisés eux aussi par la révolution, n'inspiraient aucune confiance ; d'ailleurs, il ne croyait pas que les sous-officiers consentissent à servir dans les bataillons assyriens et à continuer la guerre.

Pour prendre possession des armes et des munitions, il vous faudra, disait le général, vous mettre en rapport avec le comité des soldats, qui est devenu maître de la situation. Le jour même, le général me présenta au patriarche assyrien Mar-Choumoun ; ce dernier, qui portait le nom sonore de « patriarche de l'Orient et de l'Inde », était le chef spirituel et laïque des Assyriens.

L'espoir de pouvoir recruter les Assyriens était basé sur son autorité et son influence.

Mar-Choumoun et ses tribus de montagnards assyriens, connus sous le nom d'Achygrates et de Djilos, habitaient la région de Mossoul, en Turquie ; sujets turcs, ils vivaient dans leurs montagnes de l'élevage et de la chasse.

Les Turcs se souciaient peu de ces montagnards et ne les inquiétèrent guère.

Quand la Turquie entra en guerre, l'ambitieux patriarche décida de quitter la Turquie et d'emmener ses tribus en

Perse, sous la protection de la Russie ; il fut très bien reçu par les Russes, qui lui prêtèrent secours ; le commandement militaire russe utilisa les Djilos et leurs qualités guerrières et les encadra dans deux bataillons. En effet, les Djilos avaient une valeur très appréciable au feu ; mais aussitôt la bataille finie, ils rejoignirent leurs familles, et il fut impossible de les garder dans les camps et de leur donner une instruction militaire.

En dehors de ces montagnards, souples et bien bâtis, pittoresques dans leur costume national, il y avait en Perse, depuis des siècles, des Assyriens sédentaires,connus aussi sous le nom de Chaldéens ; ils n'avaient eu jusqu'ici aucun rapport avec le patriarche Mar-Choumoun, qui n'était au fond que le chef de l'église nestorienne ; les Assyro-Chaldéens de la Perse appartenaient à différentes églises chrétiennes et changeaient fréquemment de religion sous l'influence des missionnaires des différentes églises, représentées en Perse ; ces Assyriens sédentaires étaient des cultivateurs et des commerçants et n'avaient point de qualités guerrières.

Mar-Choumoun étant venu en Perse, les Assyro-Chaldéens du pays se soumirent progressivement à l'autorité du patriarche.

De cette façon, Mar-Choumoun se trouva à la tête de 30.000 Djilos et de 40.000 Assyriens de Perse, y compris femmes et enfants ; il promit de nous fournir 7.000 hommes pour nos formations.

Quelque temps après, arriva à Ourmia un colonel russe, nommé Boutakoff, désigné pour former le détachement assyrien et qui venait prendre son commandement. C'était un homme charmant, brillant cavalier, et un vieux soldat ; dès les premiers jours, nous nous sommes liés d'une amitié sincère ; nous nous mîmes au travail et commençâmes à former le détachement assyrien, auquel on donna le nom de détachement d'Azerbeidjan, nom de la partie de la Perse où nous nous trouvions.

Le colonel Boutakoff, dorénavant commandant du détachement d'Azerbeidjan, me proposa le poste de chef de son état-major ; j'hésitai longtemps, mais je finis par céder aux instances du colonel, mon chef direct à cette époque.

Il fut décidé de former 4 bataillons assyriens, 4 escadrons, 2 batteries légères, une compagnie de mitrailleurs et 1 batail-

lon arménien. Un certain nombre d'officiers russes consentirent à rester avec nous en Perse et à servir dans la troupe assyrienne.

Pendant ce temps, les soldats de l'armée russe quittaient la Perse ; le comité des soldats étant incapable d'organiser l'évacuation, une anarchie complète accompagna cette retraite. Des armes en quantité élevée et des réserves de munitions furent emmenées par ces soldats et vendues aux Persans et aux Kurdes, ces alliés secrets des Turcs et nos futurs ennemis.

C'est à cette époque que le colonel Boutakoff, appelé à Tiflis, fut obligé de quitter d'urgence Ourmia ; il avait l'intention de revenir de suite, en emmenant sa famille. Il me chargea de prendre le commandement des troupes assyriennes pendant son absence, qui, comme on le verra ensuite, se prolongea considérablement. De cette façon, en janvier 1918, je pris la possession du poste de commandant par intérim du détachement d'Azerbeidjan.

Après le départ des troupes russes, le dépôt d'armes du 7e corps d'armée, resté sans garde, fut menacé de pillage par les Persans, qui auraient pu de cette façon s'emparer de stocks de fusils et de cartouches ; on essaya de faire monter la garde par les Djilos devant ce dépôt ; ceux-ci, n'ayant aucune notion du service militaire, abandonnaient leurs postes et disparaissaient quand cela leur plaisait ; de cette façon, ce dépôt se trouvait toujours en danger, et pour mettre fin à cet état de choses, nous décidâmes de distribuer les fusils et les cartouches à toutes les tribus de Djilos, qui n'en avaient pas encore, sous la responsabilité des chefs de ces tribus, qui s'appelaient « malik's ». Nous nous étions bien rendu compte des inconvénients de cette mesure et du danger de voir les djilos, mal encadrés, encore plus mal disciplinés, une fois armés de fusils, se livrer au pillage ; mais c'était l'unique solution, parce que nous nous serions exposés en agissant autrement à un danger plus grave, si les Persans s'étaient emparés de ce dépôt d'armes.

J'étais contraint en même temps de négocier avec le comité de soldats, qui séjournait encore à Ourmia, pour qu'il nous laissât 8 canons, un certain nombre de mitrailleuses, des chevaux et des voitures ; ce comité se laissa longuement solliciter par nous ; il finit par céder le bien qui ne lui appartenait pas et posa comme condition que le colonel Boutakoff, consi-

déré par ce comité comme réactionnaire, fût retiré du commandement des troupes assyriennes, et qu'un certain nombre d'officiers russes eussent à quitter, pour les mêmes raisons, leurs emplois dans ces troupes.

Un hôpital militaire français, l'ambulance alpine, attachée aux troupes russes du 7e corps d'armée, se trouvait depuis un an à Ourmia ; cet hôpital reçut l'ordre de rester à Ourmia à la disposition des troupes assyriennes. Le médecin-chef de cette ambulance, le docteur Caujole, grâce aux relations qu'il possédait dans le pays, rendit des services précieux à nos formations ; il faisait une propagande très efficace pour attirer sous nos drapeaux les Assyriens sédentaires, sujets persans.

Cette activité, il faillit la payer très cher, car il reçut plus tard un coup de poignard en pleine poitrine ; l'agresseur, un Persan, à la solde des agents allemands, réussit à s'enfuir. Le docteur Caujole sut donner à son hôpital un prestige qui lui valait le respect de tout le monde à Ourmia. En dehors des soldats russes, l'hôpital donnait des secours aux Persans et même aux Kurdes.

Cette ambulance française, bien organisée, bien installée, propre et coquette, avec son personnel discipliné et courtois, reflétait bien son pays d'origine et paraissait une oasis de culture dans ce triste désert persan, où tout était sale et répugnant, tout était à vendre et à acheter.

En dehors de l'ambulance, il y avait encore à Ourmia un petit coin pur et noble, reflétant la France lointaine, c'était la mission des Lazaristes et des sœurs de Saint-Vincent de Paul. L'évêque français, Mgr Sontag, était à la tête de cette mission. La noble image de ce grand prélat ne s'effacera jamais de ma mémoire ; à son activité en Perse, à ses œuvres de charité on pourrait consacrer tout un ouvrage. Quelle abnégation, quelle suprême bonté !

Les huit sœurs de Saint-Vincent de Paul d'Ourmia étaient des saintes. Dans leurs soins, dans leurs charités, elles ne faisaient aucune distinction entre chrétiens et musulmans ; ces âmes élevées en imposaient même aux Persans : ils avaient un respect sans bornes pour la congrégation française, qui leur rendait, avec un désintéressement incompréhensible pour eux, des services énormes. Cette reconnaissance ne les a point empêché d'assassiner, aussitôt après notre départ d'Ourmia, ce pauvre Mgr Sontag et ses missionnaires.

Je dois aussi noter les services rendus par Mgr Sontag à la cause des Alliés à Ourmia ; patriote ardent, il utilisa son autorité pour faciliter notre tâche avec la mesure et le tact qui convenaient à sa qualité de pasteur catholique, il faisait de la propagande discrète pour le recrutement de nos troupes, destinées en premier lieu à protéger les chrétiens contre les musulmans persans et turcs...

***

A cette époque, c'était à la fin de janvier 1918, je m'étais déjà rendu compte qu'il ne pouvait être question de former des troupes régulières. Les djilos, aussitôt armés des fusils qu'on leur distribuait, se rendirent dans des villages persans et dans les montagnes ; ils se livrèrent là-bas au pillage et au massacre, et ni l'autorité de Mar-Choumoun, ni celle de leurs chefs directs — les « malik's » — n'a pu les arrêter. On se rendit aussi compte, à cette occasion, que l'autorité et l'influence du patriarche assyrien sur ses « enfants », comme il appelait les djilos, étaient beaucoup plus faibles qu'on ne le croyait au début ; Mar-Choumoun, qui nous avait promis de rassembler « toute une armée assyrienne », s'était illusionné lui-même sur l'obéissance de ses hommes ; le brave patriarche « de l'Orient et de l'Inde » fut contraint d'envoyer des cavaliers dans les villages musulmans pour chercher ses « enfants » qui se livraient là-bas à leur occupation préférée, et de les faire venir à Ourmia à coups de cravache ; ils restèrent patiemment 2 ou 3 jours dans les casernes aménagées pour eux, et ensuite ils prirent de nouveau la fuite. Il était excessivement difficile de garder quelque part cette fameuse troupe assyrienne. Elle disparaissait d'une façon soudaine et invisible, elle était insaisissable pour ainsi dire et fondait brusquement comme la neige.

J'essayai de persuader le patriarche de la nécessité d'établir un conseil de guerre, d'introduire la peine de mort pour les déserteurs et les brigands, enfin des sanctions sévères. Mais Mar-Choumoun, complètement ignorant des choses militaires, n'arrivait pas à comprendre que la discipline et les sanctions sont indispensables pour former même des bandes irrégulières ; il me supplia de ménager ses « chers enfants », disant qu'il se chargeait de les corriger.

— Vous les verrez au feu, disait-il, et vous les admirerez.

Telle était la situation. Je rendis compte de cet état de choses au colonel Chardigny dans mes rapports et par fil direct, en lui demandant aussi de nous procurer les fonds nécessaires pour pouvoir ravitailler les djilos et leurs familles, sans quoi ces derniers, pour ne pas mourir de faim, seraient toujours forcés de se livrer au pillage et au massacre ; à son grand regret, le colonel Chardigny ne put obtenir des Anglais les fonds promis par eux pour les formations de troupes en Perse.

Je ne me faisais point d'illusion sur le succès de la formation de troupes dans de semblables conditions. Même en Perse, pour ne former que des bandes, il faut de l'argent, il faut des vêtements chauds, des chaussures ; tout cela nous faisait défaut et — ce qui était plus important —, nous n'avions point de cadres et nous dûmes les improviser en hâte parmi les Assyriens.

Pour augmenter toutefois les chances de réussite du projet de formation de troupes assyriennes, je rendis compte au colonel Chardigny qu'il convenait de faire ressortir le caractère interallié de ce projet et de demander à l'Etat-major anglais d'envoyer également des officiers anglais ; les efforts du colonel furent vains, et il put obtenir seulement l'envoi à Ourmia du colonel russe Kousmine avec 20 officiers subalternes. Ce colonel était désigné comme commandant du détachement d'Ourmia, mais là aussi la chance nous tourna le dos : lui et ses officiers furent arrêtés à la frontière ; les autorités persanes ne voulaient pas les laisser passer parce que la Perse était un pays neutre et qu'on ne pouvait admettre leur venue à Ourmia.

En dehors des djilos, au fond très braves montagnards, quoique primitifs dans leurs convictions et agissements, et très arriérés dans leur civilisation, — mais réellement vaillants et braves, doux jusqu'à la tendresse avec leurs familles, très respectueux dans leurs rapports avec nous, — il y avait en Perse, comme je le disais plus haut, des Assyriens-Chaldéens, qui habitaient depuis des siècles les plaines fécondes d'Ourmia et de Salmas au nord de la Perse. Ces sédentaires, rejetons de l'empire assyro-babylonien, et dispersés à peu près partout dans le monde entier, tout en acceptant l'autorité de Mar-Choumoun et consentant à servir la cause commune

des chrétiens de Perse, élirent un comité, composé de soi-disant notables assyriens et de quelques prêtres ; ce comité se chargeait de s'occuper du ravitaillement des troupes, en imposant les habitants ; mais, au lieu de s'acquitter de cette tâche pratique d'une façon satisfaisante, il manquait à tous ses engagements, se montrait inapte à toute organisation et passait son temps en discours et discussions ; en vrais Orientaux, les membres du comité parlaient sans fin, donnaient pleine liberté à leur imagination et faisaient des projets sur la résurrection de l'ancien empire assyro-babylonien.

Ils se frappaient la poitrine, ils déclaraient avec orgueil que les Assyriens étaient la race la plus ancienne du monde et que l'heure avait sonné pour cette vieille et noble race de reprendre sa place dans l'univers.

Cependant les pauvres djilos mouraient de faim et continuaient le pillage pour nourrir femmes et enfants. Ce brigandage servait de moyen de propagande aux musulmans dans leur hostilité contre les chrétiens, et a beaucoup hâté leurs projets de massacre.

Les mollahs incitaient les fidèles dans les mosquées à prendre les armes contre les chrétiens pour en finir une fois pour toutes. Le soi-disant parti démocratique persan, soutenu par les émissaires allemands, poussait les musulmans à la révolte.

Il était évident que l'heure du conflit s'approchait.

Pendant ce temps, un nouveau personnage mettait toutes ses forces en action pour s'emparer du pouvoir et par ses agissements compliquait davantage la situation. C'était un certain Aga Pétros, Assyrien de la plaine, qui avait su conquérir les sympathies de ses compatriotes sédentaires et de certains chefs de tribus djilos.

Lorsque j'étais arrivé à Ourmia, au nombre des gens du pays qui m'avaient rendu visite, se trouvait un Assyrien, vêtu d'un uniforme de fonctionnaire russe et armé des pieds à la tête ; il était accompagné d'une escorte, composée de gens en tenue bizarre et fantastique et portant tout un arsenal sur leurs poitrines ; il m'avait parlé par l'intermédiaire d'un interprète, quoique, comme je l'appris plus tard, il connût suffisamment le russe et n'eût nullement besoin d'un interprète ; dès les premières paroles, il avait intrigué contre Mar-Choumoun. C'était Aga Pétros. Son passé était assez obscur ;

dans sa jeunesse, il s'était occupé de commerce au Canada et, d'après ce que l'on m'a dit, après avoir eu maille à partir avec la police du Canada, il quitta ce pays peu hospitalier pour lui et revint à Ourmia, où il entra au service du Consulat de Russie, en qualité d'interprète assyrien et turc ; quand éclata la guerre avec la Turquie, il offrit ses services à l'Etat-major russe, forma une milice de djilos et se chargea des reconnaissances dans les montagnes de la Perse.

M. Nikitine, Consul général de Russie à Ourmia, et ancien chef d'Aga Pétros, me disait que l'Etat-major russe était très satisfait de ses services et qu'il le chargeait souvent de missions pareilles, le considérant comme un excellent éclaireur. Telle est l'histoire de la carrière militaire d'Aga Pétros.

Après la débâcle russe, Aga Pétros, se considérant comme un grand capitaine, nourrissait le projet ambitieux de devenir chef militaire de tous les Assyriens ; me rendant alors de fréquentes visites, il insista pour qu'on mît à sa disposition 4.000 fusils et qu'on le reconnût comme commandant du bataillon assyrien. Il fit tout son possible pour compromettre à mes yeux le patriarche Mar-Choumoun. En outre, il reprochait au patriarche l'assassinat à Mossoul de son propre oncle, qui était partisan de la fidélité des djilos à la Turquie et adversaire ardent de leur exode en Perse, sous la protection de la Russie.

— Et voilà, lieutenant, l'homme avec lequel vous voulez travailler ? Vous ne connaissez pas encore la perfidie orientale ; je me permets de vous conseiller d'être prudent.

Le récit d'Aga Pétros, comme je l'appris plus tard, était vrai ; cependant il ne m'a nullement impressionné ; à ce moment, je m'étais déjà formé une opinion exacte sur le milieu dans lequel je me trouvais et sur tous ces gens avec lesquels, par la force des choses, j'étais contraint de collaborer. Il me paraissait assez étrange d'entendre Aga Pétros critiquer la conduite de Mar-Choumoun à Mossoul, cet Aga Pétros à qui l'opinion publique attribuait des actes de brigandage et des malversations sans nombre.

Il devenait évident pour moi que tous ces chefs assyriens n'étaient ni des héros, ni des chevaliers sans reproches, mais tout simplement des Orientaux vaniteux, poursuivant des buts personnels ; la perfidie et la traîtrise sont d'un usage courant

depuis des siècles dans ces pays d'Orient, et l'assassinat est le moyen le plus efficace pour écarter l'adversaire.

Pourtant, il serait injuste de ma part d'attribuer cette mentalité au patriarche Mar-Choumoun, peut-être unique dans son amour et dans son dévouement pour son petit peuple .

Le jeune patriarche — il avait 28 ans, — faisait la meilleure impression ; doux et distingué dans ses manières et sa parole, il avait les traits fins et les yeux vifs : on voyait en lui le descendant d'une vieille race ; et, en effet, la lignée illustre de patriarches assyriens se perdait dans la nuit des temps ; cette dignité passe du frère au frère, de l'oncle au neveu, et est pour ainsi dire héréditaire, sans jamais passer à la ligne directe à cause du célibat des patriarches.

Quand Mar-Choumoun parlait des Turcs ou des Kurdes, ses yeux noirs brillaient de colère et de haine ; on sentait que c'étaient ses pires ennemis ; les mêmes sentiments l'inspiraient quand on parlait devant lui d'Aga Pétros ; il voyait en lui son rival, rival indigne, qui osait aspirer au pouvoir suprême, à l'influence sur son peuple.

Mar-Choumoun protestait contre toute collaboration avec Aga Pétros, nous déclarant qu'il lui était impossible d'admettre un brigand à la tête des djilos.

Pourtant, tout en me méfiant d'Aga Pétros, et malgré mon estime et ma sympathie pour le chef légitime du peuple assyrien, je considérais comme impossible de faire l'alliance avec Mar-Choumoun dans sa lutte contre Aga Pétros et d'écarter ce dernier de notre pénible besogne. Je trouvais chez Aga Pétros des qualités qu'on pouvait utiliser, fermant les yeux sur son passé et ne cherchant pas, dans ce milieu, une âme sans tâche.

Actif et énergique, très adroit dans ses relations avec les djilos et les chefs de tribus, Aga Pétros réussit en peu de temps à former une « droujine », bataillon de milice des djilos, qui obéissait à ses ordres et lui témoignait de la soumission. A toute demande de ma part de passer la revue de sa « droujine », il rassemblait les djilos, dispersés dans des villages, en très peu de temps et cela prouvait que, si jamais nous avions besoin d'urgence d'une force armée pour faire face à un complot musulman à Ourmia, on pourrait compter sur Aga Pétros et sa milice. Au contraire, Mar-Choumoun et tout son entourage passaient leur temps en discussions ; tou-

jours bercés de leurs rêves ambitieux, toujours préoccupés de projets fantastiques que leur soumettait le fameux comité national assyrien, Mar-Choumoun et son nombreux état-major, composé d'officiers chaldéens, de prêtres, de négociants, n'avaient jusqu'ici fait preuve d'aucune activité productive ; il était évident que tous ces gens étaient incapables de nous prêter leur concours pour la formation des troupes. Avec une naïveté tout à fait compréhensible de la part d'un pasteur, le patriarche rassemblait ses djilos à l'église, où il les suppliait d'obéir à ses ordres, de ne pas déserter et de s'abstenir de piller et de massacrer les Persans. Bien entendu, cette mesure platonique restait sans effet.

Toute communication avec Tiflis était coupée : les Persans s'emparèrent de la flotille sur le lac d'Ourmia, du chemin de fer conduisant au Djoulfa, — frontière russo-persane, — à Charifkane, port du lac d'Ourmia ; ils coupèrent le fil télégraphique dont nous nous servions pour communiquer avec le Caucase ; de cette façon nous étions isolés du monde entier et bloqués dans la plaine persane par le lac, les montagnes et les ennemis, nous ne devions plus compter dorénavant que sur le Tout-Puissant et sur nous-mêmes...

II

L'auteur raconte alors comment il parvient à organiser quelques troupes, formées de « djilos ». Mais le gouverneur d'Ourmia appelle dans la ville plusieurs centaines de cavaliers persans.

Quelques jours après l'arrivée de cette garde étrange, vers le soir du 24 février 1918, des coups de fusil éclataient dans différents quartiers de la ville ; des Persans, armés de fusils et de poignards, entourèrent le quartier chrétien et l'attaquèrent ; bientôt la ville d'Ourmia se transforma en champ de bataille ; des hommes, des chevaux tués gisaient par terre; comme par enchantement, des miliers de djilos, dispersés dans les environs, accoururent dans la ville ; il faut leur rendre cette justice qu'aguerris par leur brigandage, ils se battaient vaillamment et ripostaient aux Persans avec beaucoup d'entrain. Nos canons bombardèrent les quartiers musulmans, où les adversaires, terrorisés par les obus et par la défense acharnée des djilos, commencèrent à lâcher pied le lendemain

même ; le troisième jour de cette bataille dans les rues et sur les toits des maisons, les Persans demandaient grâce et envoyaient une délégation, composée de notables et de mollahs, supplier Mar-Choumoun de faire la paix... Cette délégation, drapeau blanc en tête, traversa la ville à pied (tous les chevaux persans ayant été enlevés par les djilos), humiliée par cette défaite rapide et inattendue, blessée dans son fanatisme, elle contemplait, en traversant les rues encombrées de ruines, le triste tableau que présentait la ville. Ici je laisse la parole au Dr Caujole qui, dans ses souvenirs d'Ourmia, intitulés : *Les tribulations d'une ambulance française en Perse,* dit : « Quel souvenir, je garderai de cette journée tragique.. Quelles visions d'horreur passent devant mes yeux !

« Des fillettes éventrées, les intestins dévidés sur la neige, vivant encore et retenant leurs entrailles dans leurs mains. Un enfant, l'œil tiré de l'orbite, un poignet coupé, hurlant sa douleur et me tendant son moignon sanglant pour que je l'arrache du milieu des décombres fumants où ses bourreaux l'ont jeté. Des crânes fracassés, des cervelles dont la bouillie a giclé sur les murs. Dans les boutiques saccagées, des cadavres tombés l'un sur l'autre. »

Dans ce tableau, décrit avec le réalisme d'un médecin, il s'agit des vaincus, des Persans ; nos pertes étaient relativement peu élevées ; les vainqueurs, dans leur fureur et leur soif de vengeance, continuaient le massacre et il n'y avait plus moyen de les arrêter.

Dans cette orgie de cruauté bestiale, les djilos, ces montagnards primitifs, étaient plus humains et plus nobles que les brigands d'Erivan, composés d'Assyriens et d'Arméniens du Caucase ; je n'arrivais pas à comprendre que des êtres humains pussent être aussi cruels. Les Persans se sont rendus, sans conditions, à la merci de l'ennemi, et ces bêtes féroces massacraient et torturaient les vaincus, sans aucune raison, sans aucune nécessité. Ils se promenaient en bandes dans les rues et tiraient des coups de feu sur des enfants qui jouaient, sur des vieillards qui traînaient péniblement leurs jambes, sur des femmes.

Les apercevant un jour en train de s'amuser de cette façon, je leur déclarai qu'ils méritaient d'être pendus pour leur barbarie et que si je les voyais encore une fois à une telle occupation, je les tuerais de mes propres mains. Ils me répliquè-

rent que si les Persans avaient été vainqueurs, ils auraient fait la même chose ; en effet, il n'y avait pas de doute que les Persans, s'ils avaient réussi dans leur complot, auraient dépassé encore ces bandits dans leur férocité ; il y avait déjà des exemples de la conduite des musulmans dans le passé.

Un détachement de la brigade persane était en garnison à Ourmia. C'était l'unique troupe régulière persane formée et instruite par les Russes du temps du Tsar ; les hommes étaient des Persans, encadrés par les Russes ; ce détachement était commandé par le colonel russe Stolder et quelques officiers. Les hommes de ce détachement, qu'on appelait les cosaques persans, voyant, le jour du massacre, les musulmans vaincus, prirent parti pour leurs coreligionnaires, et du toit de leur caserne tirèrent des coups de feu sur les chrétiens, malgré les ordres formels du colonel Stolder de s'abstenir de toute intervention dans le conflit d'Ourmia. Les Assyriens, pour se venger, attaquèrent la caserne persane, et après l'avoir prise d'assaut, anéantirent les cosaques ; le colonel Stolder, sa femme et son fils, par crainte de vengeance de la part des Assyriens, se sauvèrent au Consulat de Russie, et le lendemain à l'aube quittèrent en voiture Ourmia, se rendant à Tauris. Le jour même, à 11 kilomètres de la ville, on trouva leurs cadavres gisant sur la route ; les brigands, qu'on n'a jamais pu découvrir, s'emparèrent de tous leurs biens, de leurs bijoux et de l'argent que la famille Stolder emportait avec elle ; ils enlevèrent même leurs vêtements, laissant les victimes toutes nues sur la route.

Un officier russe appartenant à cette brigade, se voyant poursuivi par les Assyriens, dans sa fuite se brûla la cervelle en présence de sa femme, pour ne pas tomber dans les mains des brigands.

L'assassinat de la famille Stolder, que nous estimions beaucoup tous et que nous fréquentions souvent, impressionna profondément la colonie européenne d'Ourmia ; tout le personnel de l'hôpital russe, qui consentait au début à rester à la disposition des Assyriens, quelques officiers russes de l'anancien état-major du 7e corps d'armée, comme le général Karpoff, le colonel Ern, et d'autres, détachés à Ourmia pour la liquidation de ce corps d'armée, quittèrent le lendemain et en toute hâte la ville sinistre.

A la veille du départ de l'hôpital russe, quand la bataille

d'Ourmia battait son plein, on s'aperçut qu'une jeune fille, doctoresse de l'hôpital, manquait à l'appel ; on m'apprit que cette pauvre jeune fille, qui habitait le quartier musulman, était bloquée dans sa maisonnette ; elle ne pouvait pas la quitter par crainte d'être assassinée par les Persans ; je connaissais cette charmante doctoresse, et ne voulant confier à personne une aussi belle mission que la délivrance d'une femme bloquée de 4 djilos, et me frayant un chemin à coups de fusil par les ruelles persanes, j'eus la chance de libérer cette sympathique jeune fille et de la ramener à l'hôpital russe ; le jour du départ, elle exprima le désir de rester à Ourmia et de partager notre sort. Je rendis hommage à son noble geste, mais je la persuadai de partir et de ne pas courir les risques d'un avenir incertain.

***

C'est à cette époque que le colonel russe Kousmine, accompagné d'une vingtaine d'officiers, réussit à passer la frontière persane et arriva à Ourmia. Cet officier avait été désigné par l'Etat-major russe de Tiflis, d'accord avec le colonel Chardigny, pour prendre le commandement des troupes assyriennes. J'ai oublié de dire, que peu de temps avant l'arrivée de ce colonel, j'avais remis le commandement de ces troupes à un lieutenant-colonel, nommé Sinielnikoff, arrivé du Caucase et qui me garda en qualité d'adjoint. A l'arrivée du colonel Kousmine, c'est celui-ci qui prit le commandement du détachement d'Azerbeidjan. C'était un vieux soldat, qui s'était couvert de gloire au cours de campagnes nombreuses, droit et loyal, un vrai militaire de l'ancien régime. Malheureusement, habitué à commander des troupes régulières et disciplinées, du temps du Tsar, il ne se rendait pas compte des conditions exceptionnelles dans lesquelles se trouvaient nos formations assyriennes ; il fut exigeant et sévère, donnait des ordres qui étaient inexécutables, menaçait de sanctions les chefs de djilos, etc., et en fin de compte, tous ces Assyriens, tous leurs chefs, les officiers russes même, lui devinrent hostiles ; ce mécontentement fut exploité par son prédécesseur, le lieutenant-colonel Sinielnikoff, qui, jaloux de son rival, voulait de nouveau s'emparer du commandement. Ayant réuni autour de lui tous les officiers russes et la plupart des chefs assyriens, il adressa au

colonel Kousmine un ultimatum : il lui imposa soit d'assister à un meeting où des conditions nouvelles du commandement lui seraient exposées, soit de se voir abandonné par tous ses officiers qui se refuseraient à continuer de servir sous ses ordres. C'était une humilitation pour ce vieux soldat de négocier avec ses subordonnés ; mais, pour éviter des complications, il se décida à assister à ce nouveau « soviet » ; il espérait calmer les esprits et contrebalancer de cette façon l'influence néfaste de Sinielnikoff. Il me donna à comprendre qu'il désirait que j'assistasse à cette réunion et que j'intervinsse en ma qualité de représentant des alliés ; j'acceptai volontiers ce rôle de conciliateur, et, à cette réunion, j'exprimai mon étonnement que les officiers russes eussent pu se décider à suivre l'exemple des soldats et des « soviets », dont ils étaient eux-mêmes les victimes ; je déclarai ensuite que les formations de troupes assyriennes se trouvaient sous la protection des Alliés, qui considéraient le colonel Kousmine comme chef légal du détachement et que les officiers qui ne partageaient pas ce point de vue n'avaient qu'à quitter Ourmia. Le consul russe Nikitine intervint aussi en faveur de Kousmine, et de cette façon on put mettre fin à cette rébellion militaire.

Le colonel Kousmine, sans faire aucune concession aux réclamations des comités et des soviets, continua sa besogne ; il me chargea de me rendre dans la plaine de Salmas, à Chosrova, à 80 kilomètres au nord d'Ourmia, pour inspecter les bataillons assyriens qui se trouvaient dans ce pays. Je me rendis à Salmas accompagné de 4 cavaliers assyriens ; une petite voiture militaire, à deux roues, chargée de mes bagages, nous suivait ; tout alla très bien pendant le premier jour de notre marche, et nous passâmes la nuit dans un village en ruines et abandonné par les habitants qui s'appelait Kouchtchy ; de la colline où était situé ce village, une vue pittoresque s'ouvrait sur le lac d'Ourmia et les hauteurs qui le bordaient. Nous nous remîmes en route le lendemain matin ; il fallait passer par le défilé de Chantachty ; ce défilé, très étroit et long d'un kilomètre, était considéré comme dangereux à cause des Kurdes qui attaquaient les passants et les caravanes ; pour éviter une rencontre avec ces bandits, je donnai l'ordre à mon escorte et au cocher de la voiture de me suivre au galop ; le défilé une fois traversé, nous nous

trouverions dans la plaine de Salmas, peuplée de chrétiens, et hors de danger. Mais à peine avions-nous fait la moitié du chemin qu'une roue de la voiture dégringola, et nous dûmes nous arrêter.

Nous esseyâmes d'arranger la voiture, et pendant ce temps des coups de feu retentirent ; ne voulant pas abandonner mes bagages, je faisais tous les efforts pour réparer la voiture, mais les Kurdes s'approchaient et la fusillade devenait de plus en plus nourrie ; alors les Assyriens qui m'accompagnaient, avec une vitesse surprenante, remontèrent à cheval et firent demi-tour, sans me dire un mot de leur intention peu chevaleresque ; le cocher, un garçon de vingt ans,se mit à pleurer, en me déclarant que nous étions perdus ; je pris son fusil et, me plaçant derrière la voiture, je ripostai aux Kurdes ; pendant ce temps, les Assyriens, qui avaient essayé de filer dans la direction de Kouchtchy, revinrent, les Kurdes leur ayant barré le passage par une fusillade intense ; je leur donnai l'ordre de tirer sur les Kurdes qui s'approchaient de plus en plus ; après quelques coups de fusil, ils me déclarèrent que la résistance était inutile, étant donné le nombre élevé de Kurdes, et qu'il valait mieux se rendre.

— Tirez toujours, jusqu'à la dernière cartouche, vous aurez toujours le temps de vous rendre, leur disais-je, tout en me rendant compte que la situation était désespérée.

Je savais que ces Kurdes ne plaisantaient pas avec les prisonniers, et qu'après les avoir torturés, ils les massacraient ; il s'agissait de vendre sa vie à ces bandits le plus cher possible, et je décidai de réserver la dernière cartouche de mon browning pour moi-même, afin de ne pas tomber vivant dans les mains des Kurdes.

— Quelle triste fin, — pensai-je avec angoisse, — quelle mort, sans gloire, sur une grande route, attaqué par des brigands, et seul, tout à fait seul...

Mes réflexions furent interrompues par des coups de fusil qui venaient du côté opposé aux Kurdes ; en tournant la tête, j'aperçus des djilos qui ripostaient du sommet de la colline ; ils étaient une trentaine. Cette apparition inattendue des djilos nous sauva ; ils se rendaient par la même route que nous à Salmas, et ayant entendu la fusillade dans le défilé, ils voulaient passer par les montagnes ; mais ayant aperçu d'une hauteur que nous nous trouvions en détresse, ces braves monta-

gnards étaient venus à notre secours ; ils nous aidèrent à repousser ces bandits et à franchir le fameux défilé de Chantachty. Le soir même, nous arrivâmes au village de Chosrova.

Après avoir accompli ma mission à Chosrova, je me mis en route pour retourner à Ourmia ; cette fois, accompagné d'un seul cavalier — un djilo — et du cocher de ma voiture à bagages, je me décidai, pour éviter une nouvelle rencontre avec les Kurdes, de traverser le fatal défilé pendant la nuit ; je savais que les Kurdes n'avaient pas l'habitude d'attaquer dans l'obscurité et veillaient rarement dans la nuit.

En effet, sans aucun incident, nous passâmes par Chantachty et, une fois dans la plaine, je pris un petit chemin au bord du lac d'Ourmia pour arriver le plus tôt possible au village de Kouchtchy et y passer la nuit ; mais, dans l'obscurité, nous nous trompâmes de chemin, et nous arrivâmes dans des ravins devenant à la fin infranchissables non seulement pour la voiture, mais même pour les cavaliers ; nous chevauchâmes longtemps, en cherchant vainement une sortie. Un vent atroce et froid mit le comble à notre malheur, et, fatigués de cette marche infructueuse, nous nous arrêtâmes en pleins champs, ayant décidé de faire manger les chevaux et d'attendre le lever du soleil. Mais le djilo qui m'accompagnait me déclara qu'il trouvait cet endroit peu sûr et qu'il « sentait » que nous nous trouvions dans une région kurde : les chiens, qu'il entendait aboyer dans les villages environnants, pouvaient réveiller les Kurdes, qui nous guetteraient pour nous attaquer dès l'aube. Il s'offrit pour se rendre à pied chercher un chemin praticable, — son cheval étant trop fatigué. Je le laissai faire. Moi-même après avoir pris une tasse de thé, que je préparai avec mon réchaud à alcool, je m'étendis par terre, et roulé dans mon manteau, je m'endormis tout de suite. Des coups de fusil me réveillèrent. Il faisait encore nuit. Je pris le fusil de mon cocher et ripostai aux inconnus.

— Officier français, ne tirez pas, nous sommes venus vous chercher, — crièrent les inconnus, en russe. C'étaient des Assyriens que trouva mon djilo dans un proche village et qui étaient venus à notre secours. Ils nous aidèrent à sortir de ce terrain accidenté et nous conduisirent sur la route.

— Quelle chance, disaient-ils, que votre djilo soit tombé dans notre village et nous ait raconté votre mésaventure ; ayant appris de lui le lieu où vous vous étiez arrêtés, nous

accourûmes à votre secours ; à une demi-heure d'ici se trouve un village habité par des Kurdes, connus pour leur férocité ; il n'y a aucun doute qu'ils vous guettaient déjà, pour vous attaquer dès les premiers rayons de soleil. J'étais sincèrement touché de la bravoure de ces Assyriens et je les remerciai de tout mon cœur ; je passai le reste de la nuit dans leur village et revins le matin à Ourmia.

***

La lutte entre Mar-Choumoun et Agas Pétros devenait de plus en plus aiguë ; pour mettre fin à toutes ces intrigues, extrêmement nuisibles à notre mission, le colonel Kousmine réussit à convaincre le patriarche de se rendre à Chosrova, où se trouvaient aussi ses frères et sa sœur, Sourma-Khanum ; cette dernière, une femme de 40 ans, s'occupait activement des affaires assyriennes et exerçait une grande influence sur son frère. C'était une espèce de chef d'Etat-major du patriarche ; l'idée de transférer le siège de Mar-Choumoun à Salmas lui souriait infiniment, et elle nous aida beaucoup à éloigner le patriarche d'Ourmia.

Aussitôt arrivé à Chosrova, l'ambitieux patriarche, d'accord avec sa sœur, décida de faire une politique indépendante et se mit en relations avec un certain Simko, chef redoutable et influent de tous les Kurdes de la région ; il prêta naïvement confiance aux promesses de Simko de faire marcher ses tribus kurdes, la main dans la main avec les Assyriens, contre les Turcs. Pour s'entendre sur les détails et conclure l'accord, le perfide chef kurde invita Mar-Choumoun à venir le voir dans ses montagnes ; ne se doutant de rien, le patriarche, accompagné d'une centaine de cavaliers assyriens, se rendit chez son nouvel allié ; Simko le reçut à bras ouverts, lui offrit un somptueux dîner, et s'étant mis d'accord sur tous les points, ils se serrèrent les mains en se séparant. Mais à peine Mar-Choumoun avait-il quitté la maison de Simko et était-il monté dans sa voiture, pour retourner chez lui, que des coups de fusil partirent de tous les toits du village kurde ; Mar-Choumoun fut tué sur le champ, de même que la plupart de ses cavaliers ; une dizaine d'Assyriens réussirent à s'échapper et se rendirent à Ourmia, où la triste nouvelle de l'assassinat du patriarche provoqua une énorme émotion parmi les djilos ; ils demandèrent à aller immédiatement venger leur patriarche, il était impossible de les retenir ; les

nobles montagnards, indignés dans leurs meilleurs sentiments, insistèrent pour qu'on les laissât aller, sans délai, attaquer les Kurdes ; on eut peine à leur expliquer qu'il fallait patienter au moins 24 heures pour organiser cette expédition, et pour les faire accompagner par des officiers russes, et les munir de mitrailleuses et de canons.

Le lendemain, une colonne de djilos sous le commandement d'Aga Petros se mit en route par les montagnes de Tergaver, Baradosto et Somai ; une autre, sous le commandement du colonel Kousmine et le mien, en qualité de son adjoint, suivit la grande route conduisant à Dilman ; les deux colonnes avaient pour but d'entourer de l'ouest et de l'est la région occupée par Simko. Notre colonne arriva sans incident jusqu'à Kouchtchy, où nous rencontrâmes une vive résistance de la part des bandes persanes et kurdes ; il était évident que tous les musulmans de la région que nous traversâmes s'étaient ralliés à Simko, dont le complot prémédité ne servait que de signal pour mettre contre nous les musulmans du pays. Le bataillon arménien, sous le commandement du sous- lieutenant arménien Stepanianz, après une attaque vigoureuse, brisa la résistance des Persans, et, quelques heures après, nous rentrâmes dans le village de Kouchtchy, abandonné par les bandes. Nous continuâmes notre marche vers la plaine de Salmas, ayant laissé à Kouchtchy le bataillon arménien pour protéger nos derrières ; mais arrivés au défilé de Chantachtchy, une vive fusillade nous barra le chemin ; les sommets des montagnes qui formaient ce défilé étaient occupés par les Kurdes. Un groupe d'Assyriens s'avança en tirailleurs, vers les hauteurs occupées par les Kurdes, pour les chasser ; le gros de nos forces resta dans la vallée, des deux côtés de la grande route. Le colonel Kousmine et moi, laissant notre détachement en bas, montâmes à cheval sur une colline, pour reconnaître le terrain ; nous aperçumes bientôt un détachement de cavaliers, assez nombreux, qui se dirigeait vers nous au trot, venant de Dilman ; il était encore assez loin de nous, et il était impossible de distinguer l'origine de ces cavaliers ; nous descendîmes de la colline pour envoyer des éclaireurs à leur rencontre, mais, aussitôt en bas, nous aperçûmes un triste tableau : nos Assyriens étaient déjà loin de nous, en pleine fuite, terrorisés par ces cavaliers mystérieux, qu'ils avaient aussitôt pris pour des Kurdes ; sans

nous prévenir du « danger » qui avait provoqué leur panique, ils nous avaient abandonnés, et se souciaient peu de notre sort. Nous esseyâmes de les retenir en leur criant de s'arrêter, mais ils ne voulaient rien savoir et ne tournaient même pas la tête dans notre direction. Nous nous regardâmes, le Colonel Kousmine et moi, sans nous dire un mot, surpris tous les deux et déprimés par l'infidélité de nos troupes ; abandonnés même par nos ordonnances assyriens, nous marchâmes au pas, derrière nos troupes en déroute, nous formions de cette manière leur arrière-garde. Mais les Kurdes, qui voyaient la fuite, descendirent de leurs montagnes et, s'arrêtant sur les pentes, tirèrent sur nous, leurs balles ne pouvant plus atteindre les fuyards ; quand les balles commencèrent à tomber tout près de nous, nous prîmes le galop, et à travers champ, nous atteignîmes la grande route pour arrêter la tête de la colonne de fuyards. Revolver à la main ,nous barrâmes la route à ces Assyriens affolés, et les mettant en ordre, nous les reconduisîmes à Koutchtchy, pour passer la nuit.Le lendemain matin nous recommençâmes la même opération, et surveillant tout le temps, cette fois, nos troupes, nous réussîmes à passer par Chantachty, et à traverser la vallée de Salmas. Après une bataille sous les murs de la ville persane de Dilman, nous entrâmes à Chosrova, où nous rencontrâmes Agas Petros et sa colonne ; cette dernière, composée exclusivement de djilos, avait remporté une victoire brillante sur les Kurdes de Simko.

Tous les pays qu'ils avaient traversés avaient été littéralement « nettoyés » de Kurdes, leurs villages mis en feu ; Simko lui-même réussit à peine à s'enfuir, emportant son or et son fils ; il abandonna ses femmes, qui, par hasard, ayant échappé à la mort, avaient été accueillies par quelques officiers russes, qui les emmenèrent avec eux à Chosrova ; ces trois femmes de Simko s'habituèrent assez vite à leur nouveau sort et, appréciant beaucoup la chevalerie de leurs protecteurs, s'attachèrent sincèrement aux officiers russes, leurs nouveaux maîtres. Elles les suivirent ensuite dans leurs marches et s'occupèrent de leur ménage.

Il était évident, pour ceux qui connaissaient l'Orient, que les djilos, grisés par leur victoire sur les Kurdes de Simko, ne s'arrêteraient pas à Chosrova et que leur instinct de pillage et de massacre les pousserait à continuer leur œuvre. La ville persane de Dilman, qui se trouvait à 5 kilomètres de Chosrova,une

ville florissante et peuplée, et tout à fait paisible, après la défaite de Simko, s'attendait à l'invasion des djilos ; les habitants quittèrent pour la plupart la ville et s'enfuirent dans les montagnes en emportant leurs biens. Il n'y resta que des femmes, des vieillards, des enfants, ou de pauvres diables qui ne risquaient que leur vie. Et, en effet, dans la nuit même, les djilos firent leur entrée triomphale dans la ville, entourée par de hauts murs ; ils brisèrent les portes, et, ne rencontrant aucune résistance, se mirent à piller les Persans.

Dans la matinée, l'abbé L'Hôpital, de la mission Lazariste à Chosrova, vint me trouver et m'annonça que les djilos, aux dires des Persans accourus à la mission, avaient mis la ville à feu et à sac, et que les Persans imploraient la protection de la mission française ; le pauvre père, très ému, me demanda de mettre fin à ces atrocités ; je lui promis de faire mon possible, et, mon cheval sellé, je me rendis à Dilman, accompagné du frère de Mar-Choumoun, Aga-David, et de quelques cavaliers.

La grande route qui conduisait du village de Chosrova à Dilman, était occupée, sur toute sa longueur, par une foule immense de djilos avec femmes et enfants ; les uns se dirigeaient vers Dilman, pour chercher le butin, les autres en revenaient chargés de meubles, de literie, d'objets de ménage ; les plus malins, qui avaient réussi à trouver des bestiaux,mettaient leur butin sur leur dos,et par-dessus les bagages,ils avaient encore une femme persane qu'ils avaient capturée. Sous le soleil brillant de cette matinée, cette grande route de la vallée de Salmas, grouillante d'une foule immense aux costumes pittoresques, qui circulait fièvreusement dans deux directions différentes, — on aurait dit deux grandes rivières colorées — avait un aspect original. Ce déménagement dura toute la journée et cessa seulement lorsque Dilman eut été complètement vidée.

Je pénétrai à Dilman ; je ne reconnus plus cette ville, jadis florissante et paisible ; partout des blessés et des cadavres, des boutiques mises à sac, des maisons incendiées. Une foule de femmes persanes, qui dans leur frayeur oublièrent de couvrir leur visage, m'entoura ; elles saisirent mes bottes, s'accrochèrent à mes étriers, et hurlant, pleurant, suppliaient de les protéger... Je les fis conduire dans une vaste cour et je mis un factionnaire assyrien à la porte. Quelques pas plus loin, un Persan tout nu et tout en larmes m'appa-

rut, traîné par quelques djilos ; nous arrêtâmes ce convoi bizarre et apprîmes qu'il avait été déshabillé pour être fouillé ; ayant avoué qu'il cachait son or au cimetière musulman, les djilos le conduisaient à l'endroit où il avait enterré son trésor ; pour ne pas perdre un temps précieux, ils l'emmenaient tel qu'il était sans lui accorder le temps de s'habiller.

Le lendemain, quand il n'y eut plus rien à piller, tout rentra dans l'ordre : les djilos quittèrent la ville, et les fuyards rentrèrent à Dilman ; les boutiques et les bazars ouvrirent leurs portes, les rues s'animèrent de leur mouvement habituel ; une foule persane, toujours grave, et sans sourire, toujours inquiète, marchant au petit pas, au long des rues, encore tout ensanglantées, emplissait les bazars, les boutiques, la mosquée... Avec un fatalisme oriental, elle attendait les événements, les bouleversements, les invasions, habituée depuis de longs siècles à ces changements de la destinée.

III

Le 25 avril 1918, les Français qui se trouvaient à Ourmia reçoivent, par l'intermédiaire du Consul de France à Tauris, l'ordre de quitter la ville. Le lieutenant Gasfield y reste pourtant, sur la demande du colonel russe.

Cependant, en juin 1918, la situation à Ourmia était devenue intolérable ; toutes les ressources de ravitaillement étant épuisées, la famine, la fièvre typhoïde et le choléra faisaient rage dans la population musulmane et chrétienne ; par cette chaleur atroce de l'été persan, les épidémies suivaient un libre cours ; au nord, au sud et à l'ouest, nous étions entourés par l'ennemi, Turcs et Kurdes, et à l'est, c'était le lac d'Ourmia, infranchissable pour nous, après la prise de la flottille du lac par les Persans. Bouclés comme dans un sac dans ces vallées d'Ourmia et de Salmas, sans espoir de recevoir du secours ou des renforts du dehors, disposant seulement de 300 obus pour nos 8 canons et de 300 cartouches par fusil, nous décidâmes de tenter de percer le front turc, au nord de Salmas, pour mettre fin à cette agonie lente, mais sûre. Le 12 juin 1918, notre détachement formé de 3 bataillons assyriens, 2 bataillons arméniens, 2 escadrons et 5 canons, se mit en route

dans la direction de Dilman-Choï ; nous atteignîmes Kara-Tepe, un défilé, dont les hauteurs étaient occupées par les débris de la 6e division turque ; il y avait à peu près 1.500 Turcs, renforcés par des bandes kurdes et persanes ; ils nous opposèrent une vive résistance, et une bataille entre nos troupes et les Turcs s'engagea ; elle dura 6 jours, sans que nous puissions nous ouvrir le passage ; les Turcs pourtant restaient sur la défensive ; alors pour arriver à une solution — nos cartouches touchaient à leur fin, — les bataillons arméniens qui occupaient le centre de notre front, dans un élan vraiment héroïque, sortirent de leurs abris, et au pas gymnastique se jetèrent sur les Turcs ; cette surprise eut un plein succès ; les djilos et les Assyriens, entraînés par l'exemple des Arméniens, prirent part à cette attaque ; les Turcs, dans la confusion provoquée par cette tentative brusque, lâchèrent pied, — et, presque sans pertes, nous occupâmes les hauteurs de Kara-Tepe, abandonnées par l'ennemi ; c'étaient des positions excellentes où il était facile de se défendre. Mais le sourire de la destinée fut de courte durée et, le soir même, les djilos qui étaient sur les ailes de notre front, surpris dans l'obscurité par l'apparition de la cavalerie kurde sur leurs flancs, pris de panique, s'enfuirent, sans coup férir ; l'ennemi continua à toute vitesse de déborder nos flancs, et les Assyriens suivirent aussitôt les djilos ; alors les Arméniens, se voyant menacés de tous côtés, furent forcés d'abandonner le front. Il n'y avait plus de troupes ; des bandes affolées fuyaient dans la direction de Salmas, empressées de joindre leurs familles, leurs bestiaux et leurs biens et de se sauver au sud, toujours au sud, dans la direction d'Ourmia ; il n'y avait aucun moyen d'arrêter ces bandes affolées ; cette fois c'était le désastre sans espoir... La grande route de Salmas à Ourmia, encombrée de fuyards, de voitures, d'animaux chargés de biens, de femmes et d'enfants, présentait un tableau qu'on peut voir seulement en Orient. Je n'ai jamais vu un tel affolement ; les femmes, leurs enfants sur le dos, hurlaient, les enfants pleuraient ; même les animaux, effrayés par cette panique, poussaient des hurlements lugubres ; une lune merveilleuse éclairait la fuite de cette foule exotique, qui, comme une bande vivante, parsemait la grande route sur une dizaine de kilomètres ; les montagnes silencieuses, troublées par les cris des milliers de fuyards, répondaient par un écho

mystérieux ; et les eaux du grand lac d'Ourmia, reflétaient de loin, comme une glace, cet exode pittoresque ; l'imaginanation nous transporta aux siècles passés et lointains. La marche précipitée fatigua vite les femmes et les vieillards, beaucoup parmi eux ne pouvaient plus suivre le mouvement et restèrent en route ; des mères abandonnèrent leurs enfants, qu'elles ne pouvaient plus porter sur le dos ; des cavaliers, des voitures passaient, sans s'arrêter, sans tendre la main à ces malheureuses ; chacun pensait à soi, à sa vie et à son bien... La marche rapide conduisit l'avant-garde des fuyards le lendemain même au soir, à Ourmia, où la population, mourant presque de faim, fut effrayée par cette invasion de cinquante mille individus qui allaient demander du pain ou le prendre eux-mêmes, là où ils en trouveraient. Les réfugiés s'arrêtèrent au sud de la ville d'Ourmia, et formèrent un camp immense, au bord d'une rivière. L'évêque français mit à leur disposition toutes les réserves de vivres, surtout de farine, que la mission possédait ; il offrit l'abri sous le toit de la mission aux malades, aux vieillards et aux enfants, et en peu de temps, les jardins, la cour, les bâtiments de la mission des Lazaristes se transformèrent en un camp oriental...

⁂

La désolation qui régnait à Ourmia inspira au colonel Kousmine l'idée d'entamer des négociations avec les Turcs pour leur demander de laisser passer la population assyrienne, surtout les femmes, les enfants et les vieillards, dans la zone anglaise, dans la région de Hamadan, dont nous étions séparés par les lignes turques. On ne savait pas au juste où se trouvait le commandement turc, mais un officier turc, fait récemment prisonnier, se chargea d'accompagner les parlementaires et de les aider à le trouver. On ne put recruter de volontaires parmi les Assyriens pour se rendre dans le camp turc ; ils craignaient, et peut-être non sans raison, d'être massacrés en route par les Kurdes ; alors, le colonel Kousmine désigna un colonel russe, nommé Tabouret, et me demanda en même temps de l'accompagner et de participer à ces négociations. L'idée généreuse du colonel Kousmine était chaleureusement soutenue par l'évêque français,qui offrit même ses services pour nous accompagner chez les Turcs afin d'ap-

puyer auprès d'eux notre demande ; pourtant, envisageant les difficultés de la marche dans une région déserte et montagneuse et les dangers des rencontres avec les Kurdes, — je réussis à persuader l'évêque de s'abstenir de ce voyage, lequel, étant donné son âge, aurait été excessivement pénible pour lui.

Le colonel Tabouret et moi, sans perdre de temps, nous nous mîmes en route ; mais, à 5 kilomètres au sud d'Ourmia, des cavaliers assyriens nous arrêtèrent en nous déclarant que l'ordre du colonel Kousmine de négocier avec les Turcs était annulé par le « Comité National assyrien », lequel ne partageait pas le point de vue du colonel, et que ce comité, n'étant pas satisfait de la façon d'agir du colonel Kousmine, l'avait mis à pied et avait pris le pouvoir suprême dans ses propres mains. Le commandement des troupes assyriennes était assuré dorénavant par une commission assyrienne, sous la présidence d'un intendant russe, Gorietzki.

Ayant consenti par humanité à accomplir la mission dont nous avait chargés le colonel Kousmine, nous fîmes aussitôt demi-tour et rentrâmes à Ourmia. Le coup d'Etat de ce prétendu « Comité national », composé de boutiquiers et de quelques prêtres assyriens ignorants et bavards, aurait été comique, s'il s'était produit dans des circonstances moins graves. A un moment aussi critique, ces politiciens assyriens avaient décidé d'écarter Kousmine et avec lui la plupart des officiers russes, qui, indignés de la conduite des Assyriens vis-à-vis de leur chef, — quittèrent la troupe assyrienne et se rallièrent autour de Kousmine.

Ces éternelles intrigues, indispensables à la vie des Orientaux, comme l'air et l'eau, m'indignaient aussi ; je savais également qu'il n'y avait rien de bon à attendre du bavardage de ce Comité national. Toute ma sympathie appartenait, bien entendu, à ce glorieux soldat, vétéran de la guerre de Mandchourie, héros de la Grande Guerre ; mais mis devant le fait accompli, je voyais qu'il me serait impossible de rétablir le colonel Kousmine au pouvoir. Pour ne pas compliquer la situation et hâter l'action de ces gens passifs, — je me suis soumis à ce nouvel état de choses ; j'ai poussé surtout le nouveau commandement à prendre l'offensive au sud d'Ourmia, pour percer le front turc et rejoindre les Anglais ; c'était la seule solution, surtout après l'arrivée d'un aviateur

anglais, Pellington, envoyé à Ourmia quelque temps auparavant par le général Dunsterville, commandant les forces anglaises en Perse, pour nous informer qu'il lui était impossible de nous fournir des renforts, que les Assyriens ne devraient compter que sur eux-mêmes et que, s'ils arrivaient à établir la liaison avec l'armée anglaise, cette dernière pourrait leur donner des munitions et des armes pour continuer la résistance contre les Turcs. Comme je le disais plus haut, les Anglais se trouvaient dans la région de Hamadan, dont nous étions séparés par des centaines de kilomètres, par des pays en partie déserts et montagneux, en partie peuplé par des Kurdes hostiles.

***

Sans perdre de temps, le 20 juin 1918, nous nous mîmes en route dans la direction du sud d'Ourmia et, à Haiderabad, c'est-à-dire après 60 kilomètres de marche, nous rencontrâmes les avant-postes turcs, qui, sous notre poussée, se retirèrent lentement jusque dans leurs lignes, d'où une vive résistance nous fut opposée ; les Turcs occupaient des hauteurs et disposaient d'un grand nombre de mitrailleuses ; ils barraient par leur feu tout accès à leurs positions, et nos canons n'arrivaient pas à les faire taire ; toutes les tentatives de nos fantassins d'avancer et d'attaquer l'ennemi échouèrent ; alors un escadron de cavaliers arméniens, ayant trouvé dans les montagnes un sentier d'une certaine largeur, conduisant à la principale position turque, monta par ce sentier et, au moment où il risqua d'être aperçu par l'ennemi, se jeta au galop, sabre à la main, sur les mitrailleurs ennemis ; c'était une attaque à la Murat, un élan sublime, qu'un soldat éternise dans son âme ! Mais les Turcs étaient dignes de leurs adversaires, et, en vrais guerriers, ils continuaient, sans broncher, à mitrailler les cavaliers qui tombaient les uns après les autres ; la moitié de ces braves resta sur place ; les autres nous rejoignirent au moment ou nos fantassins, profitant de la diversion des cavaliers et du changement de direction du feu, débordèrent au pas gymnastique cette position turque. L'ennemi, s'apercevant que ses arrières étaient menacés, recula rapidement ; alors, sans arrêt, nous poussâmes notre attaque, soutenue par nos canons et, durant la nuit, nous réussîmes à

chasser les Turcs, — d'ailleurs peu nombreux, mais munis de nombreuses mitrailleuses, — des montagnes qui nous séparaient de la plaine de Souldouz. Ici, en rase campagne, encouragés par le succès de nos armes et par notre supériorité, nous livrâmes la dernière bataille aux Turcs, qui couronna notre victoire et refoula l'ennemi dans la direction de Ravandouz et Mossoul. C'est ainsi que le sort capricieux des armes, après tant de défaites et d'échecs, nous sourit par cette matinée ensoleillée et nous sauva dans notre détresse.

Notre artillerie et nos fantassins restèrent à Souldouz, pour empêcher les Turcs de revenir dans la plaine...

Accompagné du chef assyrien Aga Petros et de ses 300 cavaliers, je continuai la marche, à travers les montagnes, toujours dans la direction du sud, à la rencontre des Anglais. C'était le Kurdistan persan perfide et hostile qui nous séparait de nos alliés, et par prudence nous évitâmes les villes et les grands villages kurdes : nous marchions surtout la nuit, nous reposant aux heures de grande chaleur dans des endroits presque déserts, toujours pour éviter des rencontres avec des bandes kurdes, qui auraient pu retarder notre marche et nous empêcher d'atteindre notre but principal : demander aux Anglais soit des renforts pour Ourmia, soit l'accueil de la population chrétienne d'Ourmia dans la zone anglaise. Pourtant, pour nous ravitailler, nous fûmes plusieurs fois contraints de nous arrêter dans des petits villages kurdes ; notre apparition terrorisait littéralement les bandits, qui, se voyant en minorité, s'attendaient au pillage et au massacre. Une consigne très sévère fut donnée par nous aux djilos de s'abstenir de tout pillage ; on les prévint que tout coupable serait exécuté sur le champ, et ils comprirent que cette fois ce n'était pas une menace en l'air ; cette conduite inattendue des djilos étonna les Kurdes, qui n'y comprenaient plus rien. Mais nos hommes, nos chevaux et nous-mêmes, avions tous faim et, sans argent, nous étions forcés de demander aux Kurdes des vivres, en leur donnant en échange des bons, signés par moi et Aga Petros ; je croyais de bonne foi que ces bons seraient payés plus tard par les Anglais. Malheureusement les événements prirent une autre tournure, et notre tentative d'être loyaux n'a pas eu la chance de confirmer la confiance des Kurdes aux bons de réquisition. En tout cas, ils étaient heureux de se débarrasser de nous à si bon compte.

Enfin, le Kurdistan était traversé, et nous suivîmes la grande route, conduisant à Hamadan. D'après le dire des Persans que nous rencontrâmes, des patrouilles anglaises se trouvaient à proximité, mais nous trottions toujours, nous regardions de tous les côtés, sans apercevoir un seul Anglais.

— A Sein-Kala, tout un régiment britannique tient la ville, nous disait un vieux Persan.

Arrivés dans cette ville, impatients de voir enfin nos alliés, nous ne les trouvâmes pas non plus.

— Décidément les Anglais nous évitent, — remarquait mélancoliquement Aga Petros, — mais on les trouvera quand même, et on ira, s'il le faut, même à Londres pour les rattraper.

Le lendemain, suivant toujours la grande route, tard dans la soirée et à 40 kilomètres au sud de Sein-Kala, nous aperçûmes des tentes kaki, bien alignées, des sentinelles anglaises, des chevaux attachés à la corde.

L'ordre et la propreté de ce camp militaire témoignaient qu'il appartenait à une armée européenne ; les hommes, bien vêtus, presque élégants, faisaient leur soupe ; les chevaux, dans un excellent état, bien pansés, remuaient gaiement leurs musettes ; c'était une joie pour moi de voir en pleine Perse ce camp coquet, ce beau tableau militaire, après le désordre et l'anarchie des bandes d'Ourmia ; une nostalgie de l'armée française m'envahissait et j'avais un seul désir : retourner en France et continuer la guerre dans ce superbe 3e hussard avec lequel j'étais entré en campagne. J'étais réellement las des intrigues et des perfidies de l'Orient, où la ruse remplace la chevalerie et la traîtrise est considérée comme une vertu.

C'était un escadron du 14e régiment de hussards, autrefois en garnison à Folkestone. Depuis la guerre, ce régiment était allé aux Indes, puis en Mésopotamie et en Perse ; j'étais étonné de voir leurs chevaux dans un état admirable, après des marches aussi longues et fatigantes ; mais les Anglais, très soucieux de leurs montures, les entouraient de conforts et de soins, comme s'ils étaient en temps de paix, dans leurs garnisons. Ce souci, comme je m'en suis aperçu plus tard, prend souvent le dessus sur les besoins militaires, et je connais des cas où les cavaliers britanniques arrivaient *trop tard* pour la seule raison de ménager leurs montures. J'ai trouvé chez les hussards anglais l'accueil le plus cordial ;

ils ne s'attendaient pas, comme ils le disaient, à rencontrer, dans ce pays sauvage, un hussard français...

Ils firent dresser ma tente dans leur bivouac, mes chevaux furent attachés à leur corde, et un repas copieux et exquis, des boissons fines, dont j'étais privé depuis un an, me furent offerts. Cet escadron escortait une mission de 10 officiers et 15 sergents, se dirigeant sur Ourmia en qualité d'instructeurs des troupes assyriennes. L'escadron devait les escorter à traver le Kurdistan ; ensuite, la mission qui avait à sa tête le major More, devrait continuer seule la route vers Ourmia, et l'escadron avait l'ordre de retourner à Bidjar d'où il venait, et où se trouvait son régiment.

Je rendis compte au major More de la situation à Ourmia, où l'arrivée de la mission des instructeurs ne pouvait plus rien changer. Il était évident que le général Dunsterville, qui envoyait cette mission, n'était pas au courant des événements d'Ourmia, et le major More, informé par mes récits, me demanda de rendre compte de la situation au général Byron, commandant la brigade anglaise à Hamadan.

L'envoi de la mission anglaise était en retard de 8 mois : c'était clair, après les explications du major, qui pourtant était obligé de suivre les ordres et continuer sa marche vers Ourmia; le lendemain matin, il se mit en route, accompagné des hussards et d'Aga Petros avec ses 300 cavaliers. Son expéditeur devait être de courte durée, et quelques jours plus tard, je revis le major More à Bidjar : aussitôt séparé de son escadron, il fut attaqué sur son chemin par les Kurdes et abandonné par les Assyriens qui fuyaient pris de panique ; le pauvre major et sa mission eurent la plus grande peine à sauver leur vie et à faire demi-tour vers Bidjar.

Quant à moi, accompagné de mes ordonnances, je continuai mon chemin vers Hamadan. Je fis halte à Bidjar, où je fus très aimablement reçu par le colonel et les officiers du 14e hussards, avec lesquels je passai une journée exquise. C'était une joie de me trouver dans ce milieu européen, avec des gens distingués, après ce long séjour parmi ces « enfants terribles » d'Orient.

Arrivé à Hamadan, une ville persane dont certains quartiers ont pris l'aspect d'une garnison britannique, je me présentai au général Byron, à qui je fis un rapport très détaillé sur la situation à Ourmia. Je prévenais le général que si des

mesures urgentes n'étaient pas prises, il devait s'attendre à voir arriver dans la zone britannique 80.000 bouches affamées, qui, sous la poussée des Turcs, quitteraient Ourmia, et après avoir fait 500 kilomètres à travers une région épuisée et dévastée, apparaîtraient dans un état lamentable à Hamadan. Possédant des armes, cette foule indisciplinée, dans un état désespéré, se livrerait au pillage et au massacre. Le général déclara que les Anglais étaient peu nombreux en Perse et qu'il ne pouvait pas envoyer des renforts à Ourmia, qu'il lui serait impossible de ravitailler les chrétiens d'Ourmia dans le cas où ils arriveraient à Hamadan, et qu'il allait demander télégraphiquement des instructions à l'Etat-major de Bagdad.

Une semaine s'était passée à peine que l'avant-garde de la foule immense des fuyards d'Ourmia s'approchait de Hamadan. Les Anglais, effrayés par cette invasion de ses soi-disant alliés, faisaient occuper toutes les routes conduisant à Hamadan par des sentinelles qui arrêtaient les réfugiés, les désarmaient et ensuite les conduisaient dans un camp de concentration ; pendant des jours et des jours arrivaient ces malheureux, épuisés de fatigue, affamés et terrorisés par les Kurdes, qui les attaquèrent plusieurs fois sur leur long et triste chemin. C'était un exode tragique, provoqué par l'apparition brusque des bandes kurdes, à Ourmia ; les troupes que nous laissâmes à Ourmia pour protéger la population déjà aux prises avec les Kurdes s'enfuirent ; alors la population suivit les troupes ; les malades et les vieillards, qui ne pouvaient pas entreprendre cette longue marche par cette chaleur tropicale, se sauvèrent à la mission catholique, où, aussitôt entrés, ils furent tous tués par les Kurdes.

Des milliers trouvèrent la mort sur la route d'Ourmia à Hamadan, les uns de fatigue, les autres massacrés par les Kurdes ; leurs bestiaux épuisés, privés de fourrage et d'eau dans ce pays désert, tombaient à côté de leurs maîtres..

Peu de temps après cet exode, je fus envoyé par l'Etat-major anglais de Hamadan à Bidjar ; le long de la grande route suivie par ces malheureux gisaient des cadavres effroyablement nombreux, des hommes, des femmes et des enfants déshabillés par les Kurdes ; des volées de corbeaux couvraient ces cadavres ; à côté on voyait des chevaux et des buffles ; c'était une horreur d'autant plus pénible que le soleil torride

de la Perse avait décomposé les cadavres et rempli l'air d'une odeur affreuse, qui donnait des nausées. Pour avoir une idée de ce triste calvaire, il suffit de dire que des 80.000 chrétiens partis d'Ourmia, la moitié seulement put rejoindre Hamadan !

NICOLAS GASFIELD.

DOCUMENTS

Le plan de guerre austro-allemand

Un entretien de Conrad de Hoetzendorff avec Moltke (mai 1914).

Le maréchal Conrad de Hœtzendorff, chef d'Etat-major général de l'armée austro-hongroise en 1914, publie ses souvenirs (1). Du troisième volume qui porte sur la période du 1er janvier 1913 au 27 juin 1914, nous avons extrait ce passage, qui donne des indications intéressantes sur le plan de guerre austro-allemand.

Je quittai Vienne, le 12 mai, à neuf heures du matin et arrivai à Carlstad le soir, à 6 heures.

Je me rendis sur le champ chez le général de Moltke. Après un échange de paroles cordiales, commença une conversation qui se prolongea jusqu'à huit heures. Nous étions tête à tête.

Nous traitâmes d'abord de la situation politique et du maintien des accords en vigueur en cas d'une guerre commune. A ce propos, je déclarai que non seulement nous ne devions plus compter la Roumanie parmi nos alliés, mais que nous devions la considérer comme un adversaire possible. Le général de Moltke répliqua que la Roumanie resterait d'abord neutre et verrait venir les événements.

(1) *Aus meiner Dienstzeit* (Mon temps de service), *1906-1908*. Vienne, Rikola, 1922-23 — La traduction de ce passage a été faite par M. Appuhn, chef de la section allemande à la Bibliothèque-Musée de la Guerre.

MOI. — « Cela ne modifie en rien notre plan qui est de concentrer le gros de nos forces en Galicie, mais je dois vous faire observer avec d'autant plus d'insistance combien il serait désirable que, du côté allemand, on fît, sur le front russe, un effort plus grand qu'il n'avait été prévu jusqu'ici. »

MOLTKE. — « Douze divisions, peut-être un peu plus, à l'est de la basse Vistule ? »

MOI. — « L'offensive russe sera dirigée contre la province de Prusse, et vous y avez si peu de troupes ! »

MOLTKE. — « Il y aura encore moins de troupes russes dans cette région ! »

MOI. — « N'y comptez pas trop. La Russie tournera son effort principal contre nous, mais il n'y a pas si loin de Varsovie à Berlin. Réfléchissez à ce qui pourrait arriver si nous nous trouvions, nous, dans une situation désavantageuse. La Russie aurait alors la voie libre. Que pourrez-vous faire si vous n'avez pas la victoire à l'ouest et si, à l'est, vous avez ainsi les Russes dans le dos ? »

MOLTKE. — « Eh bien ! je ferai ce que je pourrai. Nous n'avons pas sur les Français la supériorité du nombre. »

MOI. — « Les Français n'ont pas cent divisions. »

MOLTKE. — « Nous arrêterons les Russes en achevant les forteresses de Thorn, Graudenz, Marienwerder. »

MOI (interrogeant). — « Nous ne pouvons attendre aucun appui direct de l'Italie ? »

MOLTKE. — « En plus des trois corps (1), elle est disposée à mettre d'autres forces à la disposition spéciale de l'Autriche. »

MOI. — « Très bien, mais je préférerais que vous prissiez aussi pour vous ces troupes italiennes, et que votre 3e et votre 6e corps allemands (2) fussent dirigés contre les Russes. »

Je fis observer aussi que le transport des troupes se ferait ainsi plus rapidement.

MOLTKE. — « C'est juste, mais je ne puis faire ce que vous demandez. »

(Je pensai, à part moi, que le général de Moltke préférait ses corps prussiens aux forces étrangères.)

(1) En vertu d'un accord dont Conrad parle à la page 599 de son livre, le roi d'Italie devait envoyer en Allemagne trois corps destinés à combattre la France. [Note du traducteur.]

(2) Posen et Breslau.

— « Où placeriez-vous, continua Moltke, ces contingents italiens ? »

Moi. — « Je ne puis encore le dire ; des considérations politiques et le calcul des transports en décideront ; mais je ne ferai pas participer les Italiens à une occupation de l'Albanie. »

Moltke. — « Pollio dit que des amis ne peuvent avoir que des ennemis communs. »

Moi. — « Il ne me sera possible de dire si j'emploierai les troupes italiennes contre la Russie ou contre la Serbie que lorsque j'aurai des données précises. »

(Je me disais que le plus expédient serait de les diriger sur Budapest en liaison avec la deuxième armée. Par cette route on pouvait aussi bien les envoyer contre la Russie ou les détourner vers la Serbie.)

Je demandai encore : — « Que pensez-vous d'une opération italienne dans les Alpes occidentales ? »

Moltke. — « Je n'en attends pas grand'chose. Je ne comprends pas non plus la terreur qu'ont les Italiens d'un débarquement. Cela n'est pas à craindre. J'ai reçu la nouvelle que les Anglais doivent envoyer dans le midi de la France quatre divisions contre l'Italie. Je ne crois cependant pas que les Anglais emploieraient leurs troupes à une opération quelconque, sans liaison immédiate avec leur flotte. »

Nous parlâmes ensuite de la vraisemblance d'une guerre. Le général de Moltke pensait que tout ajournement avait pour effet une diminution de nos chances de succès. On ne pouvait soutenir la concurrence avec la Russie quant au nombre des troupes. Il ajouta :

— « Chez nous, malheureusement, on attend toujours que l'Angleterre déclare qu'elle ne fera pas la guerre. L'Angleterre ne fera jamais cette déclaration. »

Moi. — « L'attitude prise par l'Allemagne au cours des années précédentes a fait manquer les occasions les plus favorables. En 1908, nous autres avons commis la grande faute de ne pas marcher contre la Serbie, et l'année dernière encore ! »

Moltke. — « Pourquoi ne l'avez-vous pas attaquée ? »

Moi. — « Au dernier moment Sa Majesté s'y est opposée. »

Le général de Moltke se dit convaincu de la parfaite

loyauté des cercles officiels italiens, et en particulier du général Pollio.

Moi.— « Je le crois, mais Pollio n'est qu'un homme ; demain il peut n'être plus. En Italie ce sont les courants populaires qui, au dernier moment, pourront amener un revirement. Nous ne pouvons compter avec une sécurité entière sur l'Italie. »

Les événements des Balkans furent ensuite l'objet de la conversation.

Moi. — « La Bulgarie est par terre. Mais d'aucune façon elle ne peut être considérée comme un facteur stable, parce que les différents courants s'y contrebalancent (dans ma pensée, il s'agissait du courant russophile et du courant national bulgare russophobe). La Roumanie est perdue pour nous, et l'on prétend que c'est par notre faute que nos relations avec elle sont gâtées. En réalité, notre attitude a seulement servi de prétexte pour cacher les vrais sentiments et les vrais motifs. Le problème de la Grande Roumanie se pose déjà depuis trente ans. Pendant un certain temps, il fut laissé dans l'ombre. La crise balkanique l'a remis à l'ordre du jour. Les Roumains mobiliseront et se tiendront d'abord à l'écart de la lutte pour agir ensuite suivant la tournure des événements. »

Moltke. — « Pollio a offert de consigner par écrit les arrangements déjà conclus en vue des opérations et d'envoyer un travail qu'il rédigerait. »

Le général de Moltke m'annonça ensuite que ce travail était arrivé à Berlin ; le comte de Waldersee devait le lui soumettre. Il montrait d'ailleurs, paraissait-il, que l'Italie se plaçait à un point de vue très égoïste.

Moi. — « Avant que je croie à la loyauté de l'Italie, il faudrait qu'elle en montrât dans son attitude à l'égard de la Serbie, du Monténégro et de l'Albanie. L'Italie aurait, dit-on, prêté au Monténégro trois millions de lires pour fortifier le mont Lovcen. Ce n'est qu'un bruit, mais la chose est possible. Un arrangement signé seulement par les trois chefs d'Etat-major ne lierait pas les Etats ; il faudrait que cet arrangement s'appuyât sur un accord des souverains. »

Nous en vînmes alors à parler du développement des formations de réserve.

Moltke.— « Les Français ont une natalité moins forte, mais

la durée de la vie est plus courte chez les Allemands. Nos formations de réserve fondent plus vite que celles de la France. Quel est l'état de votre armée de réserve ? »

Je mis le général de Moltke au fait de son état actuel. — « Nous espérons, fis-je observer, avoir, dans dix ans, quatorze divisions de réserve et quatorze brigades de troupes de montagne de réserve. »

MOLTKE. — « C'est bien long. »

MOI. — « Oui, mais, d'année en année, la situation s'améliorera. »

MOLTKE. — « Pouvez-vous compter sur vos troupes slaves du sud et roumaines ? »

MOI. — « On ne peut prophétiser. Dans l'état actuel des choses, nous n'avons pas de motif d'inquiétude ; mais le terrain est dangereux ; plus le temps passera, plus la situation pourra s'aggraver. »

La conversation porta ensuite sur le thème d'une opération commune de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie en Albanie.

MOI. — « Je ne veux rien savoir d'une opération quelconque en Albanie. Je souffre au départ de chaque nouveau bataillon qu'on y envoie. »

Le général de Moltke m'annonça que les manœuvres impériales projetées pour 1914 auraient lieu dans les environs d'Eichstadt.

Quatre corps prussiens et deux corps bavarois sous le commandement du prince Rupprecht y prendraient part. L'archiduc François-Ferdinand devait accepter une invitation à ces manœuvres. Le général de Moltke ajouta :

— « Vous y viendrez aussi ? »

MOI. — « Il n'est guère probable que l'Archiduc m'emmène (1). Je ne pourrais l'accompagner que si une invitation spéciale était envoyée pour moi. »

MOLTKE. — « Le roi d'Italie assistera également aux manœuvres. On a consulté à ce sujet l'archiduc François-Ferdinand qui consent. »

Il fut ensuite question de la Turquie.

(1) Entre François Ferdinand et Conrad les relations manquaiennt de cordialité, bien que Conrad eût été élevé au poste de chef d'état-major sur la demande de l'archiduc. Un moment même, en septembre 1913, Conrad, pensant avoir à se plaindre des procédés de François-Ferdinand, voulut abandonner ces fonctions (Voir p. 439) [Note du trad.]

MOLTKE. — « L'armée turque n'a absolument aucune valeur ; elle n'a ni armes, ni munitions, ni équipements. Et voilà que la Turquie veut devenir une puissance maritime et nous demande de l'argent. »

MOI. — « Elle ferait bien mieux d'employer cet argent à la transformation de son armée de terre. »

Nous causâmes encore de l'armement. Je demandai si l'Allemagne pensait déjà à adopter un fusil automatique.

MOLTKE. — « Il n'est pas question de renouveler l'armement de l'infanterie. Notre fusil est très bon et nous ne pensons pas à en introduire un autre. »

Enfin nous effleurâmes de nouveau la politique. Je déclarai que le gros sujet d'inquiétude restait pour nous la question yougo-slave.

Vers huit heures du soir, arriva le major Kundmann ; nous fîmes, chez le général de Moltke, un dîner simple, et restâmes ensemble jusqu'à dix heures. Avant de partir, je demandai encore au général de Moltke combien de temps il faudrait, en cas de guerre commune contre la Russie et la France, pour que l'Allemagne pût se tourner contre la Russie avec des forces importantes.

MOLTKE. — « Nous espérons en avoir fini avec la France six semaines après l'ouverture des hostilités, ou tout au moins être assez avancés pour pouvoir envoyer le gros de nos forces sur le front oriental. »

MOI. — « Il faudra donc que nous tenions contre la Russie au moins six semaines. »

Je pris congé cordialement du général de Moltke, sans me douter que je lui serrais la main pour la dernière fois.

BIBLIOGRAPHIE

LA PROPAGANDE ALLEMANDE EN BELGIQUE AVANT LA GUERRE.

M. Heyse, membre de la « Commission des Archives de la guerre » de Belgique, a bien voulu nous communiquer quelques pages d'une étude encore inédite sur la propagande allemande en Belgique. La documentation relative à la période d'avant-guerre est particulièrement intéressante, et se trouve encore très mal connue. Aussi la Revue a-t-elle été heureuse de pouvoir extraire du travail de M. Heyse les indications qui suivent.

Au cours de la guerre, de doctes savants nous ont rappelé les liens d'ordre intellectuel et moral qui avaient uni la Belgique à l'Allemagne. Ils ont évoqué le souvenir d'Hoffmann von Fallersleben, qui désirait gagner la Belgique et la Hollande à la culture germanique (1), repris le mot d'Arndt : « Les seules frontières naturelles d'un peuple sont celles qui résultent de la langue » (2), exalté l'influence du *Deutschtum* sur l'histoire, les arts et la politique de la Belgique (3). C'était

(1) Dr Ewald Berneisen. *Hoffmann von Fallersleben als Vorkämpfer deutscher Kultur in Belgien und Holland* (Hoffmann v. Fallersleben, champion de la civilisation allemande en Belgique et en Hollande), Leipzig, v. Krüger. 1915.

W. von Hauf. *Das Deutschum in Belgien* (Le germanisme en Belgique). Weimar, A. Duncker, 1917. 150 p. (voir pp. 128 à 130) : compte rendu dans « De Vlaamsche Post » de Gand, numéro du 1er février 1917.

(2) Walter van den Bleek, sous le titre *Um Flandern und Brabant, Die Frage uber die Niederlande und die Rheinlande Belgien und was daran hangt* (Sur la Flandre et le Brabant. La question des Pays-Bas, de la Rhénanie, de la Belgique et de leurs dépendances), Berlin, Boll. u. Pickardt, 1918. — Réédite une étude de Ernst Moritz Arndt, datant de 1831.

(3) Kurd von Stranz. *Unser völkisches Kriegsziel* (Notre but de guerre national). Leipzig, 1918. Pour cet auteur, le grand historien belge, ce n'est pas M. Pirenne — auquel la science allemande a rendu si souvent hommage, — c'est M. Josson, membre du Conseil des Flandres, auteur de *Frankrijk de eeuwenoude vijand van Vlanderen en Wallonie* (La France, ennemie séculaire de la Flandre et de la Wallonie 843-1913), Breda, Engelbracht, 1913, 390 p. : Pourquoi ce livre, dit Stranz, n'est-il pas traduit en allemand ?

une arrière-pensée politique qui inspirait ces études « historiques ». Lorsque des auteurs allemands se plaisaient à signaler l'existence, aux confins des provinces de Liége et de Luxembourg, d'une population de langue allemande, lorsqu'ils essayaient de vanter les vertus du *Hochduitsch* (1), ne voulaient-ils pas préparer ou justifier cet arrêté de Falkenhausen (2), en vertu duquel l'allemand devenait la langue officielle exclusive de la petite région « belge allemande » ?

Il est donc intéressant de reprendre aujourd'hui l'étude des faits principaux qui, avant la guerre, ont marqué les tentatives de rapprochement entre les pangermanistes et certains Flamands (3).

Les notes qui suivent ont pour but de décrire les sources d'informations auxquelles il faut avoir recours pour connaître les principales manifestations de cette propagande.

*
**

Les faits que l'on invoque le plus souvent sont l'activité du Dr Coremans (1833-1840), la publication à Bruxelles du journal *Vlaemsch Belgie* (1844-45), les fêtes musicales (1844-1848), la déclaration du congrès flamand de 1897, suivie de la publication de la revue *Germania* (1898-1905), enfin l'influence exercée par l'esprit germanique dans l'enseignement supérieur belge.

Le Dr Victor-Amédée Coremans était né à Bruxelles, le 4 octobre 1802. Suivant la mode allemande, il se faisait appeler *docteur* bien qu'il ne fût point médecin, mais simplement docteur en philosophie de l'Université bavaroise d'Erlangen. Il prêcha la révolution en Bavière, et se fit expulser de ce royaume, en 1833, à cause de sa campagne violente en faveur des idées libérales et républicaines. A partir de 1836, il travailla à Bruxelles, aux Archives du Royaume, sous la direction de la Commission royale d'histoire, et s'efforça « de rendre à la Belgique, qui penche trop vers la France, le service de la ramener vers l'Allemagne, dont il prévoit les hautes destinées ». Il publia un journal bilingue, la *Presse libre, feuilles belges germanophiles sans censure. — Die Freie Presse, censure freie belgisch germanische Blätter.* Le premier numéro parut le 1er janvier 1840, le dernier, le

(1) Dr Frese. *Deutsches Land in Belgien* (Au pays allemand en Belgique). Berlin, G. Stilke, 1918, 20 p. — J. Loeb. *Das hochdeutsche Sprachgebiet in Belgien. Die alte deutsche Stadt Arel* (La région où l'on parle le haut-allemand en Belgique. La vieille ville allemande de Arlon). Trèves, Schaar und Dathe, 1918, 71 pages.

(2) Cet arrêté est du 18 avril 1918. Cf. *Souvenirs historiques, avis, proclamations...* Brian Hill, Ixelles, vol. 31, p. 35.

(3) Les principales manifestations ont été exposées par le Dr A. J d'Ailly : *Een halve eeuw pangermanisme in Belgie* (Un demi siècle de pangermanisme en Belgique). Association des pays neutres, section néerlandaise, Amsterdam, Vossiustraat 54, 1918, 36 p. et par Gandavus, *Le Flaminganlisme et l'Allemagne.* Gand, Impr. Van Dooselaere, décembre 1918, 12 p.

6 mai 1841 ; d'après Charles Rahlenbeck (1), ce fut l'influence française qui fit disparaître cette feuille. Coremans continua, chaque fois qu'une société chorale allemande débarquait à la gare du Nord, à l'accueillir, l'air radieux, la main tendue. Il mourut à Ixelles, le 23 octobre 1872.

Le journal *Vlaemsch Belgie* fut fondé à Bruxelles, le 1er janvier 1844, par Jaak van de Velde, aidé de Jan de Laet et Domien Sleeck ; en matière internationale, cette feuille manifestait « une forte antipathie pour la France, et une forte sympathie pour l'Allemagne » (2). D'après une étude publiée par M. de Meyer (3), les fondateurs du journal proposèrent au baron d'Arnim, ministre de Prusse à Bruxelles, de défendre les intérêts allemands contre les influences françaises, s'il leur était accordé un appui financier. Cette démarche n'eut pas de succès, et le journal cessa de paraître en 1845.

Les fêtes musicales, organisées de 1844 à 1848 par la *Duitsch Vlaamsche Zangverbond* (Association musicale germano-flamande) ne furent que des « épisodes » sans suite durable (4).

Les rapports intellectuels qui se sont noués entre Allemands et Flamands, dans la seconde moitié du XIXe siècle, sont beaucoup plus importants. Les poètes Dautzenberg, E. Hiel et Dr van Oye, — selon G. Vermeersch (5), — furent parmi les plus accessibles à l'idée d'un rapprochement intellectuel entre Flamands et Allemands. « Salut, Germanie !... que votre règne arrive ! O vérité, salut ! », écrivait Em. Hiel,

(1) Ch. Rahlenbeek. : *Un centenaire — Le docteur Coremans*, dans la « Revue de Belgique, » 34e année, 2e série, tome XXXIV, 1902, pp. 351 à 364. Pour Rahlenbeck, Coremans fut un méconnu ; aux Archives, on porta une main sacrilège sur son œuvre, qui fut bouleversée de fond en comble, après qu'il eut été mis à la retraite.

(2) Paul Fredericq. *Levenschets van D. Sleeck*, Annuaire de l'Académie Royale de Belgique, 1903, pp. 149-294.

(3) De Meyer. *Jaak van de Velde* (1817-1898). « Aula » (revue des étudiants de l'Université flamande de Gand), 1er novembre 1917. Dans la même revue, 1er mars 1917, le Dr Jacob, chargé de cours à l'Université flamande, a étudié la correspondance politique échangée vers 1840 entre Hofkens et Snelleart. *Hofkens politieke briefwisseling met Snellaert uit de jare Veertig.*

(4) Léo Schwering. *Höhepunkte deutsch-flamischer Beziehungen* (Points principaux des relations germano-flamandes). « Der Belfried », 1917. L'auteur relève le rôle prépondérant de l'archiviste gantois Prudens Van Duyse, organisateur de ces fêtes.

(5) Voir sur ce point G. Vermeersch : *Nederduits en Nederlands*, « Dietsche Stemmen » (Utrecht), nos 5-6 de mai-juin 1918, pp. 209 à 245. *De Nederduitsche Beweging* (le mouvement bas allemand), *ibid.*, numéro de novembre 1915. Pour réveiller les sentiments germaniques des prisonniers flamands, le pasteur Otto Böike a réuni sous le titre : *Unter dem Banner der Versöhnung Die Flamen in Belgien und die Flamen in Deutschland. Ein Brudergruss* (Sous le drapeau de la réconciliation. Les Flamands en Belgique et les Flamands en Allemagne), les extraits de poésies qui relèvent les aspirations germaniques de Dautzenberg, Em. Hiel, etc...

C'est dans le même but que le professeur Stange répandait, dans les camps de prisonniers, un recueil de chansons flamandes : *Vlaamsche Liederen*, Göttingen, 1917.

Le mouvement prit une orientation plus précise sous l'impulsiön du bibliothécaire de la ville d'Anvers, le Dr C.-J. Hanssen, qui fut directeur de l'Académie flamande en 1895. Hanssen publia plusieurs études tendant à réaliser la fusion linguistique et littéraire entre le flamand et le bas-allemand (1). Ces idées furent favorablement accueillies par quelques pangermanistes, qui dépassèrent le but proposé par Hanssen : vers 1897, paraissaient plusieurs brochures qui préconisaient nettement l'absorption du flamand par le *Hochduitsch* (2) : le bas-allemand et le flamand seraient unifiés, mais la langue scientifique serait le *Hochduitsch*. Plus tard, la Belgique ferait partie de la Confédération impériale allemande.

Ces maladresses provoquèrent une réaction. Le 16 mai 1897, le Congrès flamand (« Vlaamsche Volksraad ») adressa aux membres de la Ligue pangermaniste, à Leipzig, une lettre publique : « Nous déclarons que les Flamands veulent à tout prix maintenir la pleine autonomie et l'indépendance de la Belgique, qu'ils sont des Germains, mais non des Allemands ; qu'ils reconnaissent bien les Allemands comme apparentés avec eux par l'origine, mais nullement comme des compatriotes; que leur langue est le néerlandais, non le haut-allemand, et qu'ils considèrent l'Empire d'Allemagne comme une puissance amie, mais néanmoins étrangère. » Le Congrès de 1898 se prononça de nouveau, à une très forte majorité, contre le rapprochement avec l'Allemagne. Pour éviter que le mouvement flamand pût être soupçonné d'avoir la moindre tendance pangermaniste, on substitua, pour désigner la langue flamande, le mot « Nederlandsch » au mot « Nederduitsch » (3). Mais les décisions du Congrès n'empêchèrent pas l'organisation à Crefeld, en juillet 1898, d'une exposition d'art flamand, qui fut l'occasion pour le Dr Haller von Ziegesar de manifester ses

(1) Hanssen, fils d'un capitaine de navire danois, était né à Flessingue en 1833. Il publia une brochure *De uitgebreididheid onzer moederspraak* (L'usage de notre langue maternelle), Vlaamsche Akademie, Gand, Siffer, 1893, 57 p. — Cf. l'étude de A. Hénot, : *Leven en Streven van Dr J. Hanssen*) (Vie et combats du Dr J. Hanssen), Anvers, Imp. Kennes, 237 pages

(2) Fritz Bley. *Die alldeutsche Bewegung und die Niederlande* (Le mouvement pangermaniste et les Pays-Bas), Munich, Lehmann, 1897, 72 pages. — Von Pfister. *Nederland und Reich* (Les Pays-Bas) et l'Empire), dans « Alldeutschland », n° 5. — H. A. Graevel. *Die Vlaamsche Bewegung von Alldeutschen Standtpunkte dargestellt*, von Harold Arjuna (Le mouvement flamand au point de vue pangermaniste), Berlin, Lustenöder, 1897 : cette étude a paru aussi en traduction flamande, dans la revue anversoise « Vlaamsch en vrij »; année 1897. Graevel prépara pendant la guerre, à l'usage du maréchal von der Goltz, premier gouverneur général allemand en Belgique, un programme d'action « pour gagner les Flamands à l'Empereur et à l'Empire ». Il préconisait la création d'une Université germanique à Gand (voir le *XXe Siècle*, Le Havre, numéro du 28 décembre 1914, et la *Nation belge*, Bruxelles, numéro du 5 janvier 1923).

(3) Ces incidents sont exposés par A. Prayon van Zuylen : *Over Pangermanisme* (A travers le pangermanisme), Gand, Vlaamsche Akademie, Siffer, 1897, 111 pages. Voir aussi G. Vermeersch déjà cité (p. 160, note 51).

sentiments germanophiles (1). Certains isolés, dit-on, et parmi eux Pol de Mont, auraient assisté aussi au Congrès pangermaniste de Dresde, où l'existence de la nationalité belge fut niée, et l'empire germanique appelé « La Grande Patrie » (2).

Le fait est que, malgré la protestation du Congrès flamand, apparut, dès 1898, une revue intitulée *Germania* (3) ; elle avait été fondée par le baron van Ziégesar, et le comité de rédaction était formé de Flamands et d'Allemands : parmi les collaborateurs flamands, figurèrent O. Wattez, A. Prayon van Zuylen, Jef Hinderdael, P. de Mont (4) ; parmi les Allemands, le professeur Karl Lamprecht, l'écrivain pangermaniste Kurd von Strantz, le conseiller de gouvernement Gerstenhauser, le Dr Fr. Norden, et Tony Kellen, qui tous se signalèrent, pendant la guerre, par leur activité de propagande (5). Le Comité comptait enfin parmi ses membres un Suisse, le Dr Ed. Blocher (6).

La revue parut à Bruxelles jusqu'en 1905 : elle ouvrit, en 1900, une liste de souscription pour alimenter une propagande de meeting en faveur de la création d'une université flamande ; mais le total des souscriptions, allemandes pour la plupart, ne dépassa pas 360 fr. 30 !

D'après un des auteurs qui ont étudié ce mouvement, la bonne foi des Flamands qui collaborèrent à la revue *Germania* ne peut être mise en doute (7). Ils n'acceptèrent aucune rémunération pécuniaire.

(1) Haller. *De Vlaamsche Kunst in Duitschland* (L'art flamand en Allemagne) « Germania », 1898, n° 1.

(2) Cf. *Le Soir* de Bruxelles, numéro du 11 janvier 1923 : article de Bergé : *Pour la liberté dans les Flandres* —, et Charriaut : *La Belgique, terre d'héroïsme*, Paris, Flammarion, 1915, p. 58.

(3) *Germania, Tijdschrift voor Vlaamsche Beweging*, (« Germania » Revue pour le mouvement flamand), n° 1, octobre 1898. — Elle parut successivement chez Diez, chez Knötig et chez Tr. Rein, toujours à Bruxelles.

(4) Le baron von Ziegesar mourut en 1901. Il laissait un fils légitimé, Haller von Ziegesar, qui continua l'œuvre de son père, fit partie, pendant la guerre, du Conseil des Flandres et fut condamné à mort, par défaut, par la Cour d'assises du Brabant, en avril 1920 (V. *Le Soir*, Bruxelles, 18 avril 1920). P. de Mont, après l'armistice, fut révoqué de ses fonctions administratives, puis admis à la retraite en avril 1922. *Ibid.*, 15 avril 1922).

(5) Karl Lamprecht. *Deutsche Zukunft : Belgien. Aus den Nachgelassenen Schriften* (L'avenir allemand : la Belgique). Gotha, Perthes, 1916, 68 p. — Il préconise l'envoi de quelques étudiants flamands dans une petite université allemande. — Kurd von Stranz. *Unser volkisches Kriegsziel* (Notre but de guerre populaire), Leipzig, Reichenbach, 1918... « La Belgique doit rester allemande. » — Tony Kellen. *Die Flamische Hochschule in Gent* (L'université flamande de Gand), Ham, Westphalie, 1916. — Norden. *La Belgique neutre et l'Allemagne* Bruxelles, 1915. — Gerstenhauer présida, avec M. Verhees, la section bruxelloise de la « Deutsch Flämische Gensellschaft » (v. l'*Information de Bruxelles*, numéro du 3 mai 1918). — Il était attaché à la Zivilverwaltung à Bruxelles.

(6) Blocher. — *Neutralité belge et neutralité suisse*, Genève, 1915.

(7) Cf. Les articles de A. Monet et L. du Castillon dans le *Telegraaf* d'Amsterdam, 15 et 24 juillet 1915. Voir aussi *Flandre Libérale* (Gand), numéro du 2-3 janvier 1919 : *Où ils nous menaient. Le pangermanisme avant guerre.*

***

Mais l'Allemagne comptait aussi en Belgique des sympathies nombreuses dans les milieux universitaires : « C'est dans le domaine scientifique que les courants mutuels de tendances et de pensées étaient devenus les plus fréquents et les plus réguliers », écrit Waxweiler (1). « Depuis de nombreuses années, déjà, il était permis de dire qu'un jeune savant belge n'avait guère de titre à la considération s'il n'avait pas fréquenté une université allemande. » D'ailleurs les universités belges accueillaient des professeurs allemands, dont plusieurs acquirent une belle notoriété : à Bruxelles, Arntz (1838-84), Maynz (1838-67) ; à Louvain, Moeller (1834-62), Jungmann (1871-95), Arendt (1834-66) ; à Liége, Spring, Fuss (1817-48) ; à Gand, Warnkoenig (1831-1836), Rusmann, Kekule (1837-1878), de Kemmeter, Haus (1817-1880) (2) et Stober (1894-1914), qui enseigna pendant la guerre à l'université von Bissing. C'est aussi un Allemand, Th. Braun, qui prit une part prépondérante dans l'organisation de l'enseignement normal en Belgique ; il retraça toutes les joies et les consolations que lui avait values sa longue carrière dans une petite brochure, éditée avec soin (3). On voit encore le « Conseil de perfectionnement » adopter comme livre de classe et livre de prix une biographie du poète allemand Körner (4), où les jeunes Belges pouvaient lire ses « chants héroïques de l'Allemagne » qui furent, en 1813, au nombre des appels à la « lutte pour la libération ». A la veille de la guerre, cette « germanisation » de l'enseignement supérieur était mise en relief par un journal satirique de Bruxelles (5).

En somme, ces échanges de sympathie entre Allemands et Flamands n'ont été que des manifestations isolées, sans écho dans le peuple. Les tendances pangermanistes de quelques chefs de mouvements ont retenu, bien entendu, l'attention des étrangers (6). Mais la masse restait hostile à toute tentative de germanisation ou d'absorption : certains Allemands eux-mêmes ont reconnu les lacunes et l'échec de leur propagande (7). Et d'ailleurs l'expérience de 1914 n'a-t-elle pas donné aux déclarations de quelques exaltés un démenti victorieux ?

(1) Waxweiler. *La Belgique neutre et loyale*, Paris, Payot, 1915, p. 12.

(2) « Nul professeur ne fut plus admiré, plus aimé », écrit M. Rolin dans le *Liber memorialis* de l'Université de Gand, I, p. 304.

(3) *Ma vie*. Impr. Elzévir, 1894, 100 p.

(4) L'auteur de la biographie était le Dr Haller : *Theodor Körners Leven en Werken* (La Vie et les œuvres de Th. Körner) Gand, Siffer, 1897.

(5) *Les Flèches hebdomadaires*, Bruxelles, W. Benedictus, directeur. Cf. nº 12 du 20 avril, nos 18 du 1er juin et 14 du 4 mai 1913.

(6) Par exemple, Charriault, pp. 19 et 62.

(7) Conrad Beyerlé. *Deutsche Passiven auf Konto Belgien* (Le passif allemand dans le compte belge), Suddeutsche Monatshefte, août 1916 (Die Niederlande). On peut dire que Liederik de Buck exagère sans doute quand, dans le même numéro des « Suddeutsche Monatshefte » il étudie l'œuvre du flamand de Raet, « précurseur du mouvement germano-flamand ».

*
**

Après l'armistice, certains journaux dits « fransquillons » ont reproché à certains journaux dits « flamingants » l'attitude de la presse flamande en 1870. Les premiers relèvent dans la presse flamande, de 1870 à 1872, des articles germanophiles commentant avec joie la victoire allemande. Les journaux flamands ne nient pas ces sentiments d'alors, mais ils les expliquent par les tendances différentes de la politique internationale en 1870 et en 1914. En 1870, les Flamands avaient tout à craindre de la politique annexionniste de Napoléon III qui visait particulièrement la Belgique.

Cette explication paraît plausible. En 1870, les opinions étaient très divisées en Belgique. La France comptait de chaleureux partisans, tel Camille Lemonnier qui, dans une brochure anonyme *Paris-Berlin* (1), défendit la cause de Paris « Ville immortelle » et de la France qui est la civilisation. D'autre part, les visées impérialistes de Napoléon III inquiétaient beaucoup de Belges des plus éminents, préoccupés de ses ambitions vers les « limites naturelles » de la France. Ainsi, Potvin, démocrate et ami des émigrés du coup d'Etat, représente la France de Napoléon « comme l'éternelle perturbatrice de la paix du monde, une menace de guerre et d'asservissement toujours suspendue sur les Etats » (2). La correspondance de Léopold Ier, publiée par le Dr Corti, un Autrichien, montre le premier roi des Belges sans cesse préoccupé d'entreprises possibles de la part de l'Empire français contre l'indépendance de la Belgique. « Il ne laissait passer aucune occasion d'intriguer contre Napoléon III et de lui susciter des ennemis. Il n'a pas vécu l'établissement de la Troisième République après la victoire allemande dans la guerre de 1870-71 ; mais il est probable que s'il avait assisté à ces événements, sa joie aurait été mélangée d'amertume, la chute de Napoléon III ayant été causée par la Prusse... L'idée lui répugnait que la Prusse pût remplacer l'Autriche comme principale puissance germanique, et sans cesse il intriguait contre la réalisation de cette idée (3). »

On doit, dans l'appréciation des faits passés, tenir compte de l'époque ; ce serait faire erreur que de les juger sous l'empire d'idées ou de circonstances inconnues alors ; de plus, toute polémique au sujet de l'attitude des Belges en 1870 ou de leurs sympathies plus ou moins francophiles nous paraît inutile, puisqu'en août 1914 Flamands et Wallons se sont trouvés unis pour défendre la Patrie menacée, et que O. Wattez lui-même est allé jusqu'à ravaler les Allemands au rang des cannibales :

(1) *Paris-Berlin.* 1870, Bruxelles, Librairie Universelle Rosez, 1870, 39 pages.

(2) *Appel à l'Europe, Réponse aux limites de la France par un Belge*, Bruxelles, J. Rosez, 1853, 90 p.

(3) Corti. *Leopold I von Belgien*, Wien, Rikola Verlag. 1922. Voir l'analyse dans *Le Soir*, Bruxelles, numéro du 6 octobre 1923 : Un souverain actif.

Gij staat, O Duitsch' von's die uw geslacht onteerdet,
Het Volkenrecht verkrachtet,
Wetten Gods trotseerdet,
Zoo ver van't ridderdom als't ras der Kannibalen (1).

TH. HEYSE.

LES LIVRES NOUVEAUX

GASTON RAPHAEL. — *Le Roi de la Ruhr, Hugo Stinnes, l'homme, son œuvre, son rôle.* Paris, Payot, 1923, in-8.

M. Gaston Raphaël, qui a déjà publié deux études sur Rathenau et sur Tirpitz, nous présente en deux cents grandes pages un portrait de Stinnes. Il n'était pas inutile d'offrir aux lecteurs français une image exacte du grand homme. La légende, tant en France qu'en Allemagne, a déjà déformé bien des contours et rehaussé plus d'un contraste. La haine des uns, les préventions des autres, l'ignorance du plus grand nombre, les antagonismes politiques et économiques que l'on est trop souvent tenté d'expliquer par la mauvaise foi réfléchie de l'adversaire, auraient pu rendre singulièrement difficile la tâche entreprise par M. Raphaël. Il ne semble pas qu'il ait eu aucune peine à se montrer impartial. D'une documentation abondante et précise, il tire un récit bien ordonné, agréable à lire, rapide et vivant, qui a tous les caractères de l'équité. Au lieu de prêter à M. Stinnes, comme l'ont fait bien des gens des deux côtés de la frontière, des humeurs changeantes de despote et des ambitions contradictoires, sans faire de lui ni un oiseau de proie ni un grand patriote désintéressé, M. Raphaël, d'une manière plus positive et plus sûre, recherche l'unité du caractère et de la vie. Et Stinnes nous apparaît ainsi, non plus comme une figure légendaire, un épouvantail électoral ou un aventurier héroïque, mais comme un homme : travailleur et admirablement doué, il joint le flair à la réflexion, mène une vie simple qu'il veut féconde, et croit n'être, à la manière de Frédéric II, qu'un serviteur.

Stinnes, que sa mère veuve fait émanciper à 18 ans pour lui faire gérer sa part de fortune, fonde à 23 ans sa première société, après avoir emprunté 50.000 m. auprès des siens. Il ne s'occupe alors que du triage et du commerce des charbons. Il n'a point fait d'études supérieures, il fut six mois ouvrier de mine, dix mois élève à l'école des Mines de Berlin. C'est un petit bourgeois qui a le goût des affaires et le dédain des arts. Il déteste les systèmes. Les idées ne sont pour lui que les courroies qui font tourner les machines. C'est sur les machines qu'elles doivent régler leur portée, et l'inverse serait absurde. Il n'importe que de garder la vision nette et le sens du réel. Les doc-

(1) O. WATTEZ. *Sonnetten van een Vlaming in Parijs* (Sonnets d'un flamand à Paris) 1914-1918, Bruxelles, Vromant, 1920, p. 64.

« Von's » d'Allemagne, qui avez déshonoré votre race, violé le droit des gens, bravé les lois divines, vous êtes aussi éloignés de la chevalerie que les cannibales.

trines comme les habitudes, les tendances et les illusions déforment notre perception de la vie. La supériorité comme l'habileté est d'être opportuniste avec clairvoyance, non certes pour arracher à ce qui passe un plus large profit, mais parce qu'il est plus juste de suivre le dynamisme universel que de le contrarier. On a tort de se représenter Stinnes comme un génial mercanti. Il fuit le luxe, il travaille plus longtemps que ses ouvriers et que ses directeurs. Sa fortune ne semble pas sa propriété : elle s'appartient à elle-même, et il n'en est que le gérant. Il n'est pas l'adversaire des travailleurs parce que leur bien-être, leur résistance et leur goût à la besogne sont parmi les conditions de la prospérité. Sans doute il n'admet pas que des ignorants se mêlent de diriger, et les conseils d'exploitation (*Betriebsräte*) lui paraissent un contre-sens... Pour qu'une entreprise fonctionne bien, il ne faut pas introduire d'antagonismes à l'intérieur : l'idée de « contrôle » semble consacrer une opposition nuisible. Ce qui doit être réalisé, au contraire, c'est la communauté des efforts. Stinnes est conciliant. Il ne lésine pas sur les salaires. Il entend relever la condition morale et la situation matérielle de ses ouvriers. Il les tient au courant des projets et des travaux exécutés : les plans et les graphiques sont à la portée de ceux qui veulent les consulter et s'instruire. Les postes, même supérieurs, doivent être accessibles à tous : il faut, dit-il, rompre avec certains principes, y compris celui des « hautes études préparatoires ». Vögler, autrefois simple ouvrier, est devenu, grâce à lui, directeur de la *Rhein-Elbe-Union*. Est-ce le résultat d'un esprit humanitaire, d'une doctrine politique ou sociale ? Nullement. Ce n'est que de la sagesse. C'est ce que l'on pourrait appeler le primat de la raison économique. « Stinnes, écrit M. Raphaël, est hanté par la crainte d'un arrêt de la production, de même que Luther était poursuivi par des apparitions du diable » ; « pendant que les obus détruisaient, il s'appliquait fièvreusement à ce que l'on travaillât davantage ». Ainsi l'on comprend mieux son rôle pendant la guerre. Il n'avait pas souhaité le conflit, car celui-ci ne pouvait que nuire à l'économie mondiale. Il n'aimait pas Guillaume, dont il blâmait, à part soi, l'esprit d'aventure et l'inexpérience des affaires. A-t-il profité de la guerre ? Il a pu déclarer au *Reichswirtschaftsrat*, et non sans raison, qu'il en avait pâti. Quoi qu'il en soit, il se fit, en bon Allemand, et en homme qui ne discute plus les faits, un des plus puissants instruments de l'Empire. Mais il resta en dehors du socialisme d'Etat, et résista à toute contagion. Il s'accommoda de la guerre, parce qu'il ne pouvait faire autrement, et chercha à en tirer le meilleur parti. Mais il n'abandonna aucune de ses idées : tandis que Rathenau créait ou organisait une structure nouvelle, fortement centralisée autour de l'Etat, Stinnes ne consentit jamais à agir autrement qu'à titre privé. Il estimait que les circonstances, quelles qu'elles fussent, ne pouvait rendre opportun ce qui est, par essence, pernicieux à l'industrie. Il se déclare prêt à fournir tout ce qu'on lui demandera, à transporter tout ce qui sera nécessaire. Il exploite la Belgique, il s'agrandit, mais en maudissant les organes de contrôle et les nuées de fonctionnaires qui ne sont que poids inutiles ou parasites gênants. « Sa faiblesse la plus grave, disait-il de Rathe-

nau, est qu'il considère toutes choses avec trop d'esthétisme et trop peu d'intérêt direct. » Il blâmait en lui l'esprit de système, et Rathenau répliquait en lui reprochant de ne pas assez tenir compte des intérêts de l'Etat. C'est ainsi que Stinnes aurait voulu partager l'Allemagne en provinces industrielles, tandis que Rathenau, politique plus clairvoyant et, en cela, meilleur patriote, voyait dans cette sorte de régionalisme une cause de rivalités malheureuses, ou d'incompréhension des intérêts communs, en tout cas une menace de démembrement. Le *Reichswirtschaftsrat* donna raison à Rathenau.

C'est toujours en industriel que Stinnes pense et qu'il agit. Quand vint la défaite, Ballin se suicida. « Le Westphalien intrépide et génial eut les nerfs plus résistants. » Une entreprise industrielle ne connaît pas que des jours heureux. Il s'agit, selon les circonstances, d'accroître sa prospérité ou d'éviter la ruine. C'est au chef de prévoir et de parer. Quelques années plus tard Stinnes pourra dire, non sans fierté: « Seule l'économie allemande a résisté à la débâcle. » Il n'a pas voulu « faire de la politique ». Il ne discute jamais la forme de l'Etat, car celle-ci est secondaire. La constitution de Weimar est votée, va pour la constitution de Weimar : inutile de se battre pour des chimères. La tâche urgente est ailleurs. Mais, dès que les intérêts essentiels de l'industrie lui paraissent menacés, il les défend avec âpreté, et il fonce. République ou monarchie, peu importe. Mais quand il est question de restreindre l'initiative individuelle et la liberté des chefs d'industrie, quand on peut redouter que les principales sources de la richesse nationale soient captées par une bureaucratie irresponsable et indolente, il se montre intraitable. Le courage ne lui manque pas, et il est certainement convaincu que ce n'est point sa situation personnelle qu'il défend, mais sa patrie tout entière, et, par delà ses frontières, les biens les plus précieux de la civilisation moderne. Il y avait une certaine crânerie à déclarer aux séances du *Reichswirtschaftsrat,* quand l'espoir ou la crainte d'une Socialisation hantait tous les esprits : « Toute réorganisation ne peut avoir pour but que de développer la production en Allemagne »... « éliminer les patrons, c'est impossible, du moins dans les mines. Nommez-les intéressés ou propriétaires... je m'en moque. Dans les conditions économiques actuelles, je ne puis me résoudre à sacrifier les patrons. » Ensuite il passe à l'attaque et rédige lui-même un programme qui n'est que l'organisation en plus grand des Sociétés à responsabilité limitée. Les ouvriers deviendront eux-mêmes propriétaires d'actions de cent marks, les institutions patronales seront développées, et — formule admirable par sa concision et sa brutalité peut-être ironique, « la participatioon de la collectivité aux bénéfices sera réalisée sous forme d'impôts ». — Tous les socialistes protestèrent violemment; ils crièrent que Stinnes voulait mettre l'Allemagne en actions et que ses projets de « réformes » n'étaient qu'une impudente consolidation du régime capitaliste. En fait, la manœuvre avait réussi, la socialisation ne se fit pas, et personne n'y songe plus aujourd'hui.

Quelles furent l'attitude et le rôle de Stinnes lors de la chute du mark ? Il serait inexact de dire que, seuls, les industriels aient provoqué l'effondrement. Mais il en fut de cette nouvelle catastrophe

comme de celle qui l'avait précédée. Les uns s'y ruinèrent, les autres surent en tirer parti. Stinnes comprit sans doute ce que l'inflation avait de malsain et de dangereux. Il n'en attendit pas de bien parce que, seules, les conditions normales de l'activité industrielle peuvent être en définitive profitables à la collectivité. Mais il prit aussitôt ses dispositions pour ne pas sombrer dans la tempête, et même pour utiliser, chaque fois qu'il serait possible, la violence du vent. Il convertit ses disponibilités en valeurs stables et s'agrandit encore démesurément. Grâce à la nonchalance, peut-être à la complicité du gouvernement du Dr Wirth, les impôts, très lourds en principe, n'étaient point exigés. Certains même, comme l'impôt sur le charbon, devaient être expressément supprimés. Quant au ministère Cuno, on sait comment il travailla sans détour à « affranchir » l'industrie. « Toujours est-il, conclut M. Raphaël, qu'au début de 1923 il n'est plus tout à fait exact de dire que l'industrie allemande forme un Etat dans l'Etat : elle a supplanté l'Etat. Le salut de l'industrie est la nouvelle raison d'Etat. » Stinnes a certainement eu, cette fois encore, le sentiment qu'il arrachait à la débâcle ce qu'on pouvait en sauver. Il n'a pas voulu seulement multiplier des affaires avantageuses : l'armée nationale avait été vaincue, les finances publiques étaient ruinées. Il ne restait à l'Allemagne que sa puissance industrielle ; il fallait à tout prix la protéger et la fortifier. Il est même probable qu'en agissant ainsi, Stinnes avait la certitude d'être non seulement un bon Allemand, mais un « bon Européen », car les forces économiques appartiennent à l'humanité, en dépit des antagonismes et des frontières.

Tel Stinnes se montra pendant la guerre et pendant la chute du mark, tel il fut quand il s'agit d'exécuter le traité : industriel d'abord. Il ne nie pas qu'il y ait lieu pour l'Allemagne de restaurer les provinces du nord. L'économie l'exige et la psychologie le conseille. Il déclare aux séances du *Reichswirtschaftsrat* en novembre 1922 : « Il faut apaiser pourtant l'irritation des millions d'êtres qui vivent là-bas dans des conditions indignes : autrement ce pays ne se laissera pas ramener à la raison » ; « c'est une besogne à laquelle l'Allemagne ne peut pas se soustraire ». Même victorieuse, elle eût été intéressée à la reconstruction des pays envahis. Mais, économiquement parlant, le monde entier est à reconstruire. Pourquoi se laisser hypnotiser par les pierres en ruines alors que sur l'Europe entière s'étendent d'invisibles dévastations ? Il ne s'agit point de vainqueurs ni de vaincus, de justice ni de contrainte. C'est le sol commun où s'est élevé la civilisation moderne qui a tremblé et qui s'est fendu. Ce n'est pas le devoir, c'est l'intérêt immédiat qui parle. Dans une catastrophe, chacun fait d'abord comme il peut, mais il appelle au plus vite les techniciens. Le monde, déclare Stinnes, ne se rétablira pas aussi longtemps que les politiciens n'auront pas été éliminés. » Le Traité de Versailles « fourmille d'absurdités économiques ». Ainsi s'explique l'attitude de Stinnes que l'on vit d'une part résister au traité, d'autre part conclure des accords et affirmer la « nécessité de s'arranger avec la France ». Il voudrait une réunion d'hommes d'affaires,

autour d'une table, une discussion commerciale. Appliquer le traité à la lettre, ce serait, affirme-t-il, ruiner l'industrie allemande, qui, seule, a surnagé. A cela, le chef d'industrie et l'allemand se révoltent en lui. Il veut laisser les gouvernements en dehors de l'affaire, car les gouvernements ne sont composés que de politiciens qui demandent l'impossible, et ne connaissent pas les nécessités internationales de l'économie publique. C'est en temps qu'homme privé que Stinnes consent à collaborer au relèvement des pays envahis, et il n'hésite pas à constater, dans le préambule de sa convention avec de Lubersac, que l'état critique des sinistrés est déplorable et que l'apaisement est nécessaire... Mais il voit là une obligation commandée par l'intérêt commun bien entendu, une garantie pour la régularisation du marché mondial, une assurance, somme toute une affaire. En cela il est logique avec lui-même, et si l'on conteste son raisonnement, ce n'est certes pas à sa « rapacité » qu'il faut s'en prendre. Il tient à préciser le terme de *réparation*. Il ne veut, à aucun prix, qu'il devienne synonyme d'indemnité pénale. « Si par exemple, dit-il, nous remplaçons en Belgique de vieilles traverses pourries de chemins de fer par des neuves, cela n'a, selon moi, rien à voir avec les réparations. Si nous livrons des bois de mine à l'Angleterre, c'est également un tort. Ou bien encore si nous construisons de vastes plans pour la France du sud ou pour je ne sais quelles gares de triage dans le Tyrol méridional, cela n'a rien à voir avec les réparations. » Et quand vient l'occupation de la Ruhr, il la considère comme une nouvelle calamité qui retardera seulement le jour où devra se nouer autour du tapis vert la conversation « commerciale ».

Nous avons essayé de présenter au lecteur, qui doit se contenter d'un résumé, un portait abrégé de Hugo Stinnes, tel qu'il apparaît dans le livre de M. Raphaël. Nous avons dû négliger bien des aspects et des attitudes. Nous n'avons presque rien dit de l'œuvre. On trouvera pourtant sur le *Consortium* une étude abondante et précise qui montre comment s'est formée et fortifiée la gigantesque entreprise. Il pouvait être fastidieux d'énumérer et de grouper les multiples chapitres de cette histoire. M. Raphaël l'a fait avec aisance. Depuis que son livre a paru, Stinnes est mort, et une nouvelle question se pose au lecteur français. Sa disparition est-elle un bien ? est-elle un mal ? Comment cet homme eût-il employé son génie et son influence au moment où l'on entrevoit un essai de liquidation générale des litiges ? Partisan, en principe, d'un rapprochement avec la France, eût-il favorisé une conciliation coûteuse ou l'eût-il entravée en pensant que l'Allemagne devait l'acheter trop cher ? Parmi ceux qui l'ont approché ou qui ont étudié sa personne et son œuvre, les avis sont souvent contradictoires. Je ne sais ce qu'en pense M. Raphaël. Je serais, pour ma part, porté à croire que la mort de cet homme véritablement génial et que l'on ne peut se défendre d'admirer comme une des plus extraordinaires réussites de la Nature, n'a pas desservi les partisans et les ouvriers de l'apaisement. Stinnes, en effet, — et c'est bien ainsi qu'il nous apparaît dans l'étude de M. Raphaël — ne

pouvait admettre que l'Allemagne fut frappée d'une sorte de « pénalité ». Nous avons vu qu'il ne contestait pas l'obligation de restaurer les régions dévastées, mais qu'il entendait le terme de restauration au sens commercial. Il n'y voyait aucune idée d'expiation. Tout ce qui eût dépassé les sacrifices qu'une entreprise s'impose pour reconstruire une de ses fabriques brûlées, ou pour supporter, solidairement avec un voisin dont elle a besoin, les conséquences d'une catastrophe, lui eût paru irréalisable, exagéré, incompatible avec ses intérêts vitaux. S'il est vrai que devant la nécessité, — si dangereuse soit-elle, — un chef d'industrie de son envergure sait se frayer le chemin du salut, il est peu probable qu'il consente à se mettre, de son gré, et pour des raisons morales, dans le même danger. A ses yeux, l'excédent de charges, que ne justifient pas des conjonctures purement industrielles, est intolérable, et l'accepter est une folie. Pour y consentir, il faut être accessible à des idées d'une autre sorte qui — ne parlons pas de la morale internationale — relèvent au moins de la politique. Or pour Stinnes la politique ne fut jamais qu'un corps étranger dans les tissus de la vie économique. Il voulait l'ignorer ou l'éliminer. S'il est à craindre que son point de vue soit aussi celui de l'Allemagne en général, — lui mort, — les hommes politiques partisans des sacrifices nécessaires n'auront plus à compter avec l'obstination et les ressources de son génie.

MAURICE BOUCHER.

OTTO BAUER. — *Die oesterreichische Revolution* (La Révolution autrichienne). Vienne, Verlag der Wiener Volksbuchlandlung, 1923, in-8, 294 pages, index des matières.

M. Otto Bauer a été un des auteurs, un des dirigeants de la Révolution autrichienne. Il s'en fait, aujourd'hui qu'il est en retrait d'emploi, l'historien. Il présente son livre non comme un récit désintéressé des événements, mais comme une œuvre de doctrine, ce dont la dédicace même rend témoignage en son ampleur et sa solennité. Les destinataires en sont légion : les milliers d'hommes de confiance « du prolétariat autrichien ; les camarades socialistes de l'armée, officiers, sous-officiers et soldats (on dirait un ordre du jour de stratège) ; les intellectuels, ingénieurs, médecins, professeurs, jeunesse estudiantine (pourquoi les littérateurs et les artistes sont-ils oubliés ?)

« Mais j'ose encore dédier ce livre à l'école marxiste du monde entier, car à elle aussi, j'ai quelque chose à dire. » En effet, le monde, sur lequel Marx et Engels ont enquêté a été de fond en comble bouleversé par la guerre. Cette expérience a suscité, pour la gouverne du «socialisme scientifique », des problèmes nouveaux, dont la Révolution autrichienne est une espèce et une illustration.

Ces problèmes, M. Otto Bauer les avait signalés avant la lettre, dans son étude si suggestive *Die Nationalitatensfrage und die Sozialdemokratie* (La question des nationalités et la Sozialdémocratie), dont une seconde édition est annoncée. Etude prophétique, et dont l'écrivain a pu mesurer la vérité et les illusions.

La doctrine actuelle, évoluée, de M. Otto Bauer se résume en cet argument : l'Empire d'Autriche était condamné à se dissoudre en Etats indépendants souverains sur la base de la nationalité ; l'Autriche allemande formera un de ces Etats mais qui ne sera complet et viable qu'en se rattachant à la Grande Allemagne. En quoi M. Otto Bauer se distingue des précurseurs de l'*Anschluss* ou du *Los von Oesterreich*, tels que Shonerer, c'est qu'à ses yeux l'idéal pangermaniste ne se réalisera que par la révolution sociale, par le triomphe du prolétariat. Ces deux phénomènes sont solidaires. « L'idée que l'ère de la Révolution sociale entraînerait forcément la dissolution de l'Autriche en Etats libres, en Etats de nationalités, et en même temps l'union de l'Autriche allemande avec le reste de l'Allemagne, cette idée constituait depuis la naissance du socialisme, un élément intégrant de sa tradition politique » (p. 51-2), tradition que M. Otto Bauer rattache avec quelque complaisance au mouvement de l'unité allemande de 1848.

Les faits ont apporté à ce rêve les plus mortifiantes déceptions. M. Otto Bauer ne dissimule pas que la Révolution autrichienne a mal tourné, et avec objectivité, sinon avec sérénité, il recherche les causes de l'avortement.

Dès le début du régime républicain qui s'installe en novembre 1918, le prolétariat a le sentiment de son impuissance et de son impopularité: les excès des démobilisés et des chômeurs inspirent l'horreur du bolchevisme non seulement aux bourgeois et aux paysans, mais aux socialistes eux-mêmes, qui cherchent le salut dans une entente avec les autres partis, dans un « contrat social » (*sic*, p. 96). Toutefois, les socialistes appliquent leur programme et donnent le ton : Victor Adler prend le portefeuille des affaires étrangères (qui, à sa mort, échut à Otto Bauer) pour représenter et affirmer le principe du droit des peuples de déterminer leur appartenance et le camarade Hamisch celui de l'organisation sociale pour investir les travailleurs d'une part de gestion et de contrôle de l'industrie. C'est un socialiste encore, Julius Deutsch, qui discipline la *Volkswehr* (l'armée populaire), sauvegarde contre l'anarchie et le communisme, assure M. Otto Bauer, — assertion trop flatteuse pour cette milice soi-disant socialiste envers laquelle Julius Deutsch lui-même professe une moindre estime (*Aus Oesterreischs revolution-militaristische Erinnerungen* (Souvenirs de la Révolution militaro-politique en Autriche). Wien, Volksbuckhandlung, s. d., 148 pages).

M. Otto Bauer se croit donc fondé à déclarer que le prolétariat, après avoir imposé la République, a assumé la « direction spirituelle » de la nation (p. 104) ; qu'en se refusant à toute reprise de communauté avec les Etats successeurs de la Monarchie, il s'est assigné comme but la réunion avec l'Empire allemand. Il est exact que la bourgeoisie, les chrétiens sociaux, les *grossdeutsche*, surpris et bousculés, ont passivement adhéré à la forme républicaine, d'autant plus que la dynastie des Habsbourg était discréditée, et que les Hohenzollern s'étaient laissé ignominieusement éliminer.

Mais les socialistes, maîtres de l'heure, offrirent à leurs adversaires leur revanche : les réquisitions et perquisitions de la *Volkswehr* en ville et dans les campagnes, les provocations d'un prolétariat agricole frais

éclos, avec sa revendication du contrat collectif, enlevèrent aux socialistes toute chance d'accaparer le gouvernement (p. 128-9). Les communistes de Vienne, soudoyés par leurs coreligionnaires de Hongrie, furent dans l'occurrence les meilleurs auxiliaires des bourgeois. Et les socialistes purs, qu'on accusait de pactiser avec le bolchevisme, gênèrent, en opposant leur *Volkswehr* aux émeutiers, le rôle paradoxal de sauveteurs du capital et de la propriété. On ne leur en sut pas gré ; on attribua la gloire du résultat, au préfet de police Schober, « légende absurde », affirme M. Otto Bauer.

De cette ingratitude M. Otto Bauer se fût consolé, si son vœu le plus cher, l'*Anschluss,* avait pu être accompli avant les négociations de paix. Ministre des affaires étrangères, il pressait les hommes d'Etat d'Allemagne, par la voix du camarade Ludo Hartmann, de prononcer l'annexion pour placer l'Entente devant la manifestation émouvante de deux peuples fraternisant dans le malheur. Mais les Allemands, prodigues d'effusions, avaient de bonnes raisons de se dérober: ils craignaient qu'en s'agrandissant de l'Autriche, l'Allemagne ne fût, par représaille, amputée de la Rhénanie, de la Silésie, de la Prusse Occidentale ; ils redoutaient aussi une aggravation de leurs charges, si les engagements secrets qu'ils avaient pris avec l'Autriche, très favorables à cette dernière, venaient à la connaissance de l'Entente. Sur ces conventions diplomatiques jusqu'ici insoupçonnées, les révélations de M. Otto Bauer sembleront par trop discrètes (p. 145). Toutefois, le Ministre des affaires étrangères ne désespéra pas d'aboutir : il comptait que l'*Anschluss* serait autorisé par les Etats-Unis, ainsi qu'il ressort d'un mémoire du secrétaire d'Etat Robert Lansing de septembre 1918, — par l'Italie, éventuellement même par la Grande-Bretagne (p. 145). L'on désirerait ici encore des données plus explicites. On voit que M. Otto Bauer a été de la Carrière.

Mais l'opposition vint des Autrichiens surtout, chez qui se réveillait l'animosité contre les Tudesques ; la fierté, le patriotisme autrichien, aussi bien de la petite bourgeoisie que du patriciat se révoltèrent contre cette absorption de la vieille Autriche dans l'Empire dominé par les Prussiens (p. 148), sans parler de l'antagonisme des intérêts matériels. La France se prévalut de cette résistance. D'ailleurs, par le traité de Versailles, elle imposa formellement à l'Allemagne l'interdiction de s'incorporer l'Autriche. Le Ministre des affaires étrangères, qui se savait *personna ingrata,* comprit combien sa situation était fausse et son crédit nul. Il démissionna.

Il resta président de la Commission de socialisation. Il rend compte, en un chapitre substantiel, de son activité socialisatrice. On institue des conseils d'exploitation des industries à la russe, avec une bureaucratie très compartimentée ; un essai de ce que M. Bauer appelle la *Gemeinwirtschaft,*consortium de l'Etat, dont les apports consistent en établissements d'anciennes industries de guerre, avec des coopératives qui fournissent le capital et la main-d'œuvre pour la transformation en industries de paix, — communauté féconde, selon M. Bauer (p. 177). pour éduquer un personnel capable de débusquer un jour les dirigeants capitalistes. Quelques-unes de ces entreprises auraient réussi et duré,

— loi des huit heures, grâce à laquelle 60.000 jardins ouvriers ont pu être créées autour de Vienne avec des logis nouveaux pour une colonisation suburbaine ; — enfin, réforme de l'enseignement, définie ainsi : « la division de l'instruction n'est plus déterminée par les systèmes des sciences, mais par les expériences des enfants » (p. 192). Entendez sous cette pédantesque formule simplement les leçons de choses.

Tous ces bienfaits de la socialisation n'eurent pas l'heur d'être goûtés. La contre-révolution, au cours de 1920, triompha : d'ailleurs, le prolétariat, gâté par le bien-être et les hauts salaires, avait perdu — M. Bauer en fait l'aveu (p. 225) — l'esprit révolutionnaire. Les provinces, les ruraux, se dégoûtaient des gouvernants de Vienne, des profiteurs, jouisseurs, mécréants de la capitale. Voici qu'en avril 1921, le Tirol et Salzburg décident de s'agréger à la Bavière par un plébiscite en règle, qui donna aux annexionistes une formidable majorité, prodrome de l'*Anschluss*. M. Otto Bauer eût dû tressaillir d'aise. Mais cette démonstration l'attriste : car elle est réactionnaire. Heureusement la France a conjuré ce péril : le plébiscite fut déclaré nul. L'Autriche, outre qu'elle gardait ces pays dissidents, fut accrue des districts allemands des Comitats de la Hongrie occidentale, du *Burgenland*. M. Bauer se contente de cette acquisition, bien que les congénères du *Burgenland* soient des Magyars fidèles à la « Hongrie chrétienne ». — ce qu'atteste le plébiscite du 14 décembre 1922, *solatio luctus exigua ingentis*. L'*Anschluss* « n'est plus qu'un idéal national », l'idéal qui s'éloigne, et même s'est évanoui : le dernier coup lui a été porté par le protocole de Genève, du 4 octobre 1922, où le chancelier Seipel, très habilement manœuvré par le Dr Benès (1), a accepté que l'Autriche demeurât confinée dans son statut et ses contours actuels, protocole confirmé par le traité franco-tchéco-slovaque du 25 janvier 1924 (art. 3). Pour prix de cette aliénation de son indépendance,de cette mise sous tutelle de sa fortune, l'Autriche a été réconfortée, choyée par les bonnes fées de l'Entente. M. Otto Bauer a peine à digérer cette humiliation.

Ce qu'il souhaite pour son pays, à cette heure, c'est qu'il se constitue et se développe en « République populaire » (*Volksrepublik*). Ce n'est point, comme le mot semble l'indiquer, la république du prolétariat ; celle-ci est impossible en cette époque de fascisme, d'*orgesch*, et autres dictatures. La *Volksrepublik*, c'est l'équilibre des choses, avec un gouvernement de coalition. Un pis-aller jusqu'au jour où, de révolutions en révolutions, — c'est la tentante perspective que M. Otto Bauer fait miroiter devant ses compatriotes (p. 91), — la vie nationale de l'Autriche se parachèvera dans la communauté socialiste.

Conclusion de style d'un doctrinaire idéaliste par vocation et d'un politicien désabusé. Quelle leçon « l'école marxiste du monde entier », à laquelle M. Otto Bauer avait « quelque chose à dire », tirera-t-elle de cet exposé sincère ? Les questions, les thèses agitées par l'auteur

(1) La Thécoslovaquie s'est prémunie de la sorte, sous la garantie des Puissances signataires, contre toute scission des Allemands de Bohème, soit vers l'Autriche, soit vers l'Allemagne.

ne sont assurément pas périmées, bien que jusqu'ici démenties par les événements. Les historiens qui n'ont pas de prétentions au « socialisme scientifique » ne se fatigueront pas à les discuter, mais ils en feront état pour l'intelligence des statuts de l'Europe Centrale et des idées qui continuent à travailler les groupes ethniques et les Etats de l'ancienne Monarchie en voie de s'aménager dans leurs cadres nouveaux (1).

B. AUERBACH.

1914-1918. — *Histoire politique de la Grande Guerre,* publiée sous la direction de A. AULARD, avec la collaboration de E. BOUVIER et de A. GANEM. Paris, Quillet, in-4, 407 pages.

Le titre de cet ouvrage pourrait donner de son contenu une idée inexacte. Ce n'est pas seulement la vie parlementaire et l'évolution de l'opinion publique, ce n'est pas seulement la politique extérieure de la France que M. Aulard et ses collaborateurs ont voulu présenter ; ils ont pensé qu'il n'était pas possible de comprendre les « réactions » de l'esprit public et les décisions politiques sans étudier en même temps les opérations militaires ; ils ont cru, à aussi juste raison, qu'il ne fallait pas négliger les « variations de l'état économique ». Aussi le volume pourrait-il s'intituler *la France et la Guerre,* ou — comme l'indique la préface, — *Histoire française de la Guerre mondiale.*

A vrai dire, d'ailleurs, les auteurs ont cherché sans cesse à fondre ces éléments d'une façon aussi intime que la réalité les avait associés : dans le développement chronologique de leur plan, ce sont les faits de la politique intérieure qu'ils ont mis en relief dans l'intitulé des chapitres : « La période de l'union sacrée... » « L'ouverture de la session 1915 et le rôle des Commissions parlementaires » ; mais, dans chacun de ces chapitres, ce sont les faits d'ordre militaire qui dominent, et les « conséquences politiques » sont souvent réduites à de courtes indications (2) : Le lecteur de l'ouvrage trouvera ainsi d'excellents récits, solides et simples, de la bataille de Champagne, de la défense de Verdun, ou de l'offensive d'avril 1917, avant que lui en soient présentées, plus rapidement, les répercussions « parlementaires » ou « morales » : changements ministériels, Comités secrets, menaces de « défaitisme ». C'est un des grands mérites de l'ouvrage que d'avoir su rendre sensibles ces liens intimes, ces réactions incessantes.

Il en a bien d'autres : bien qu'il ait été allégé de tout appareil d'érudition, il est établi sur une documentation solide, et même neuve parfois. Il suffit de lire le récit de la bataille de la Marne (p. 88-101),

(1) En tête de chaque chapitre figure une bibliographie, qui sera utilement complétée à l'aide du *Catalogue Méthodique du Fonds Allemand* de la Bibliothèque et Musée de la Guerre (tome III).

(2) C'est ainsi que, sur la question du contrôle aux armées, l'ouvrage signale l'ordre du jour voté par la Chambre, le 22 juin 1916, mais non pas les débats très importants de la seconde quinzaine de juillet.

ou celui de la retraite allemande en 1918 pour voir que les auteurs ont eu recours aux témoignages étrangers, même lorsqu'ils n'avaient à décrire que le point de vue français, parce qu'il leur a paru que cette confrontation des sources était indispensable. Sur certains événements, le départ à Bordeaux par exemple, ils ont pu recueillir des témoignages directs, qui éclairent certains détails. Mais au delà du document, ils ne craignent pas de porter un jugement : la forme en est toujours mesurée et calme. Qu'il s'agisse du procès Malvy ou du procès Caillaux, des faits qui ont suscité le plus de passion politique, le récit garde sa sérénité, sans omettre pourtant d'écarter des légendes, et de signaler, en passant, certaines faiblesses. Les appréciations qui touchent à un homme l'égratignent parfois, mais à peine. Cette méthode ignore les compromis : elle ne craint pas d'aborder avec franchise certains sujets, que d'aucuns préfèrent écarter : elle ne dissimule pas le caractère de la situation politique à la fin de l'hiver 1915-1916. « Si Verdun était tombé dans les derniers jours de février, nul doute qu'une grave crise politique et militaire ne se fût ouverte, dont l'issue eût pu influer, heureusement ou non, sur le résultat final de la guerre » ; elle n'esquive pas le récit des « mutineries » de 1917, tout en s'élevant contre la thèse du « complot » défaitiste ; elle signale la divergence de vues entre Foch et Pétain, au printemps de 1918, sans prétendre y porter la lumière, mais sans éviter aussi de donner une forme précise (1) à telle appréciation.

Ecrite sous une forme agréable, dans un style aisé et précis, ferme et solide, présentée avec un choix d'illustrations excellentes et pittoresques, dont pas une n'est négligeable, et d'autographes intéressants, — l'*Histoire politique de la Grande Guerre* est, en même temps qu'une œuvre critique de premier ordre, ce que les auteurs ont voulu qu'elle fût, un « reflet et un écho de la vie ».

PIERRE RENOUVIN.

ALBERT MOUSSET. — *L'Espagne dans la politique mondiale.* Paris, Bossard, 1923, in-8, 348 pages.

Notre littérature historique française est pauvre en études sérieuses sur l'Espagne de la fin du XIXe siècle et sur l'Espagne contemporaine : beaucoup d'impressions de voyage, peu de livres révélateurs soit sur l'Espagne intérieure, soit sur l'Espagne extérieure.

Il faut donc accueillir avec reconnaissance, quelques réserves de détail que nous devions faire, le livre récent de M. Albert Mousset. Ancien élève de l'Ecole des Chartes, M. Mousset a été initié aux bonnes méthodes historiques. Journaliste de talent, il s'est spécialisé dans l'étude de la péninsule ibérique, et dans celle des questions balkaniques. Hispanisant distingué, il a passé quatre années, de 1915

(1) Cf. p. 335. — ... « le jeu secret de Foch, pressurant à l'extrême l'armée française pour encourager l'armée britannique... »

à 1919, à l'Ambassade de France à Madrid ou dans les services qui en dépendaient. C'est dire que la partie la plus intéressante de son livre portera sur les rapports de la France et de l'Espagne pendant la Grande Guerre, et aussi que son témoignage est particulièrement précieux par la connaissance qu'il témoigne et suppose de la presse espagnole, et des écrivains politiques d'outre-Pyrénées. Il s'appuie autant sur des conversations et des impressions que sur des articles de journaux et de revues.

La situation favorable dans laquelle s'est trouvée M. Mousset a sa rançon. A la lecture de son livre, on le sent autant gêné que favorisé par ses relations. On pourrait — eu égard à certains chapitres — donner au volume comme sous-titre : *Ce que je puis dire.* Nous sommes en réalité en présence d'un reportage historique, extrêmement intelligent et informé, plus que d'un livre d'histoire. C'est un essai documentaire plus qu'un essai critique : dans bien des cas, il faut lire entre les lignes, deviner ce qu'insinue M. Mousset, ou ce qu'il ne veut pas dire.

Le problème par lui choisi est très bien délimité. Comment l'Espagne, enfermée en elle-même et isolée en Europe en 1874, a-t-elle été amenée progressivement à participer à la politique européenne et même mondiale, avec des fortunes d'ailleurs diverses ? La première partie, qui porte sur les années 1874-1900, n'est qu'une introduction : elle ne sert qu'à jeter « une clarté indispensable sur l'attitude de l'Espagne, avant, pendant, et depuis la guerre ». Voilà en effet le cœur du sujet. Et, au fond, ce dernier n'est que l'aspect particulier d'une question plus générale, et qui intéresse plus spécialement cette *Revue,* l'attitude des Etats neutres pendant la guerre, les raisons, les variétés de cette attitude.

Donc, il s'agit avant tout de politique extérieure, exception faite pour un seul chapitre fort documenté d'ailleurs sur l'économie espagnole avant, pendant et après la guerre. Il était nécessaire ; mais on peut regretter que M. Mousset n'ait point condensé en quelques pages concises les indications essentielles — dont quelques-unes figurent éparses en son livre, entre autres deux portraits curieux de Maura et de Romanonès — sur les partis politiques espagnols, leur constitution et leur évolution. L'opinion publique en Espagne en matière de politique extérieure apparaît limitée à certains milieux, ne s'étend pas à la masse du peuple : elle est officieusement renseignée, n'a point de volonté, mais de brusques réveils impulsifs et d'extraordinaires variations. Les élections ne la modifient guère. Encore serait-il bon de rappeler qu'elles ne constituent qu'une formalité. Quant au journalisme espagnol, il est fort brillant, et compte des *leaders* éminents. Pourquoi pendant la guerre et depuis la guerre fut-il si changeant ? C'est ce que M. Mousset néglige un peu de nous dire, nous parlant seulement de la propagande impudente et imprudente du prince de Ratibor. De la discrétion, trop de discrétion pour les amateurs d'histoire vraie !

Le problème pourtant a son importance, étant donné surtout que l'essentiel de la documentation de M. Mousset et que les textes par

lui invoqués proviennent du journalisme espagnol. Il cite peu de livres espagnols — sauf dans la première partie, — exception faite pour l'*Histoire d'Espagne,* d'Ortega Rubio ; pourtant Maura et Romanonès ont écrit des livres, d'autres aussi. Même remarque pour la documentation du côté français, empruntée surtout au *Temps* et aux *Débats* : et cela sans doute est intéressant, peut-être incomplet (1).

Il est temps d'arriver à l'examen, trop bref d'ailleurs, du livre de M. Mousset. Laissons de côté — provisoirement — l'introduction, qui tient lieu aussi de conclusion, puisque le volume se termine brusquement sur une statistique des exportations espagnoles aux Etats-Unis.

En 1874, Alphonse XII fait son entrée à Madrid. Suit l'exposé de la politique internationale espagnole jusqu'en 1882. Le dogme de l'isolement prévaut. Vient ensuite le récit fort impartial du malencontreux voyage en Allemagne et à Paris en 1883. Le conservatisme espagnol — et ceci, bien qu'exact, n'est pas tout à fait d'accord avec certaines affirmations de l'introduction — contribue à isoler en Europe la nation ibérique. Castelar le prétendait et n'avait point tort.

L'exposé de M. Mousset étant chronologique se poursuit par l'analyse de la situation de l'Espagne en Orient et en Extrême-Orient, de son conflit avec l'Allemagne dans la question des Iles Carolines (1885).

Très original est le chapitre sur l'Espagne aux côtés de la Triple Alliance (1887-1893), malgré la pauvreté et l'insuffisance de nos renseignements actuels. L'Italie paraît avoir servi de trait d'union : un accord dut se produire vers 1888. « Aussi n'est-il pas surprenant que de 1888 à 1892 un malaise mystérieux ait, sans cause apparente, jeté son ombre sur les relations franco-espagnoles. » Le danger disparut en 1894, lorsque le traité de commerce hispano-allemand fut repoussé par le Sénat espagnol.

Sur la guerre hispano-américaine rien de neuf : en revanche, d'utiles précisions sur l'Espagne dans l'Afrique occidentale et équatoriale en 1900. Après 1902 se produit une « rectification de la politique espagnole ». Avec la majorité d'Alphonse XIII coïncide « l'éveil de la conscience internationale de l'Espagne ». Au jeune roi, dans les années qui suivirent, M. Mousset attribue d'ailleurs une influence essentielle et bienfaisante sur la politique espagnole. Il passera au surplus rapidement sur certains incidents intérieurs et extérieurs à la fois, comme la crise du « ferreisme », et insistera avec justice sur l'action du roi en Espagne pendant la grande guerre en faveur des prisonniers français en Allemagne.

Le rapprochement franco-espagnol de 1904 se produit en même temps que l'accord relatif au Maroc, grave problème qui implique nécessairement la solidarité des deux pays, leur tâche étant analogue,

(1) M. Mousset cependant était admirablement placé pour nous renseigner. Il a publié à Madrid en 1918 des *Eléments d'une bibliographie de livres publiés en Espagne de 1914 à 1918 et relatifs à la Guerre Mondiale.* Il connaît mieux que personne le livre d'Arouin, les articles du P. Lebaude dans le *Correspondant* et ceux du *Bulletin hispanique.*

sinon toujours parallèlement et également poursuivie. De 1905 à 1906, l'Allemagne cherchera à regagner en Espagne les positions perdues. A Algésiras, l'Espagne demeurera fidèle aux accords souscrits. Le mariage anglais et l'entrevue de Carthagène en 1907 entre Alphonse XIII et Edouard VII affermirent encore ces positions.

La période de 1908 à 1912 fut plus difficile pour les rapports franco-espagnols, parce qu'elle correspond à l'ère des réalisations au Maroc, et aussi à celle des impatiences. L'opinion était insuffisamment renseignée : la tâche des ambassadeurs français — *qui furent tous éminents* — particulièrement difficile. Le parti militaire, avec le lieutenant-colonel Silvestre, multiplia les excès de langage. La conclusion de l'accord définitif de 1912, revisant ceux de 1904 et de 1905, fut difficile. Enfin s'établit la politique de loyale collaboration, succédant définitivement à la politique traditionnelle d'isolement.

Vinrent enfin la guerre et la neutralité espagnole, conditionnée par d'impérieuses raisons. Mais les formes de cette neutralité furent variées. Romanonès sut résister aux campagnes germanophiles. « Il fut alors un créateur de la conscience nationale », mais dut démissionner en 1917. Les Alliés désiraient-ils davantage que la bienveillance morale et économique de l'Espagne ? M. Mousset le croit volontiers. « Je suis en mesure d'ajouter, déclare-t-il, que si l'ambassadeur américain n'a pas demandé l'intervention espagnole, il l'a tout au moins prédite en avril 1918 au cours d'un entretien avec la plus haute personnalité du Royaume. » Il y aurait eu là une action presque analogue à celle des Etats-Unis en Chine, mais à laquelle la France et l'Angleterre seraient demeurées étrangères, et dont le caractère était d'ailleurs parfaitement chimérique.

A Romanonès succédèrent Garcia Prieto, plus favorable aux prétentions germaniques, puis le nationaliste Dato, puis d'autres, les cabinets se remplaçant avec une extrême rapidité, ce qui constitue le « rotativisme » espagnol. Mais des accords économiques furent signés en 1918 avec l'Angleterre, les Etats-Unis, la France. « La neutralité n'affectait pas les rapports d'ordre économique ou commercial. »

Quelques mois avant l'armistice survint le cabinet Maura, et sa déclaration théâtrale pour la revendication de Tanger et de Gibraltar. L'Espagne ne devait pas participer aux négociations de paix, malgré les efforts de Romanonès redevenu président du Conseil... « La paix trouvait en Espagne l'esprit public aussi divisé, aussi incapable d'un effort soutenu qu'au cours de la période des hostilités. » Une seule force devenait inébranlable, à en croire M. Mousset, la couronne. Depuis, le représentant espagnol a joué à la Société des Nations un rôle important et dont la France n'a eu qu'à se louer.

Telle est brièvement résumée, d'après M. Mousset, l'histoire de « l'abstentionnisme » hispanique. Les détails intéressants abondent. Notons au passage le juste hommage rendu à l'action indépendante te pleine de tact de l'Institut de Madrid, et de son directeur, le regretté Ernest Mérimée. Quel dommage que M. Mousset ne nous

ait pas renseigné par contre sur les erreurs de certaine propagande pseudo-officielle, et ne nous ait pas raconté, par exemple, les avatars du voyage d'Eugénie Buffet en Espagne ! Mais c'est un chroniqueur discret !

Fort instructive est la dernière partie du livre, relative à la question marocaine après 1918, aux négociations entre France, Angleterre et d'Espagne relativement au régime de Tanger, le tout se prolongeant jusqu'à la veille du pronunciamento de Primo de Rivera. « A l'étranger, écrit M. Mousset, avec une ironie qui dépasse les événements contemporains, et englobe tout le passé, on parla de la francophilie du général Primo de Rivera, comme si à la veille de prendre le pouvoir, tous les hommes d'Etat ou candidats hommes d'Etat espagnols ne s'étaient pas déclarés francophiles. » On ne saurait mieux dire.

Revenons en concluant sur l'introduction qui comprend d'intéressantes vues générales, avec quelques affirmations contestables ou qui sentent d'une lieue le journalisme politique. Il est discutable que la France ait pris « à la droite de la civilisation européenne la place qu'occupait naguère l'Angleterre », que toute trace de fanatisme et d'intolérance ait disparu en Espagne, voire même que tous les accords passés avec la France aient été l'œuvre de cabinets conservateurs : les conservateurs n'ont fait souvent qu'achever le travail des libéraux ; en politique extérieure, une relative continuité est obligatoire.

En revanche, une excellente critique de ce que M. Mousset appelle « la partition défraîchie des affinités latines ». Mais M. Mousset pense-t-il que sa psychologie de l'honneur considéré comme caractéristique de l'Espagne soit moins « défraîchie » ? Elle a pu être exacte : actuellement peut-être d'autres éléments sont-ils plus essentiels ?

Enfin du point de vue français, pour nos rapports avec l'Espagne, de très justes remarques sur « le dommage qui résulte trop souvent de l'intransigeance de certains de nos groupements économiques dans la question douanière. L'exemple n'est point unique : des mesures protectionnistes récentes ont terriblement compromis l'industrie du livre et l'avenir de la pensée française en Portugal. C'est là du matérialisme économique à courte vue.

Dans l'ensemble, un livre important, nouveau, original, et dont nos réserves n'ont comme objectif que de montrer la portée, sans en diminuer la valeur suggestive et documentaire .

CAMILLE-GEORGES PICAVET.

JACQUES ANCEL. — *Manuel historique de la Question d'Orient* (1792- 1923). Paris, Delagrave, 1923, in-8, 335 p., avec une carte hors texte.

Ce n'est pas seulement l'aspect « européen » de la question d'Orient que M. Ancel a voulu resumer : La rivalité des grandes

puissances occupe, bien entendu, dans l'ouvrage, une large place ; mais non pas la plus importante, aux yeux de l'auteur. « La question d'Orient, dit-il, est en premier lieu l'histoire de la formation des Etats balkaniques. » L'éveil des nationalités, l'effort vers l'indépendance, — voilà la source de chacune des grandes crises balkaniques au XXe siècle, qui permettront aux grandes puissances d'intervenir dans le sens de leurs ambitions propres.

Or ce mouvement des groupes nationaux a commencé au début du XIXe siècle, « à l'époque où les idées révolutionnaires commencent à pénétrer dans les littératures balkaniques ». C'est pour cela que M. Ancel a choisi comme point de départ de son étude l'année 1792, date « critique », qui est celle où commence l'essor de la pensée française, et qui marque aussi une étape de la politique orientale des Tsars (paix de Iassi).

L'évolution s'achève en 1923. La crise grecque, la crise serbe, la question roumaine et la question bulgare ont agité les Balkans et l'Europe jusqu'au Congrès de Berlin ; la crise « macédonienne » a mis aux prises les Etats balkaniques ; la grande guerre les a rangés dans les camps ennemis (1). Aujourd'hui, l'Empire ottoman a disparu. A côté des Etats « chrétiens », l'Etat national turc s'est fondé : « A l'heure actuelle, il n'y a plus place pour la formation de nouveaux pays. » Mais ces nations jeunes deviennent maintenant des obstacles pour la politique des grandes puissances. Le traité de Lausanne en est la preuve la plus récente.

Dans le cadre de cette construction d'ensemble, solide et simple, M. Ancel a su ordonner avec autant de force que de clarté les détails de son récit. Le style serré, rapide, répond à la fermeté de la pensée. La forme est alerte, ne s'attarde pas aux transitions inutiles, va droit au but. Les citations, courtes, viennent en plein relief. Peut-être, surtout dans les premiers chapitres de l'ouvrage, l'abondance des termes turcs, grecs ou slaves, fatigue-t-elle un peu le lecteur. Mais il se repose aussitôt en lisant les pages excellentes, où M. Ancel décrit les traits des civilisations balkaniques, et les conditions géographiques des mouvements nationaux, avec autant de finesse d'observation que de délicatesse.

PIERRE RENOUVIN.

FELDMARSCHALL CONRAD. — *Aus meiner Dienstzeit, 1906-1918.* Tome IV. Vienne — Leipzig — Munich, 1923, Rikola Verlag, in-8, 956 pages. [Ce volume est accompagné d'une pochette contenant un certain nombre de documents à l'appui et neuf cartes.]

Ce quatrième volume de Conrad von Hotzendorf contient le récit des événements politiques et militaires, survenus du 24 juin 1914 au 30 septembre de la même année (fin de la première offensive contre la

(1) A l'usage des lecteurs de cette revue, je signale que le chapitre l'« Orient et la guerre européenne » occupe dans ce manuel près de cinquante pages qui donnent un résumé précis et suggestif.

Serbie et la Russie et commencement de la deuxième). Il est composé suivant la même méthode que les trois volumes précédents, c'est-à-dire que l'auteur reproduit *in extenso* les lettres qu'il a reçues ou écrites, les télégrammes échangés, les notes de service qu'il a rédigées pendant les deux premiers mois de la guerre. Beaucoup de ces pièces étant inédites, on voit sans peine de quel intérêt est la publication pour l'historien. Nous ne pouvons ici entrer dans un examen détaillé de toutes ces richesses ; nous nous bornerons donc à signaler quelques passages.

1° Le récit (dont la presse française a déjà parlé) de l'entretien qu'eut Conrad à Schœnbrunn le 5 juillet avec l'empereur François-Joseph (p. 36 à 38). Conrad considère la guerre avec la Serbie comme inévitable. François-Joseph hésite encore, parce qu'il craint qu'en cas d'intervention armée de la Russie, l'Autriche-Hongrie n'ait pas l'appui de l'Allemagne.

2° Le tableau résumé que trace l'auteur des événements politiques, depuis la déclaration de guerre à la Serbie jusqu'au départ du haut commandement austro-hongrois pour le théâtre des opérations, et le commentaire dont est accompagné ce tableau (p. 125 à 130). Conrad déclare que l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne ont fait une guerre défensive, une guerre qui leur a été imposée par leurs adversaires ; il regrette d'autre part que cette guerre *défensive* n'ait pas été décidée plus tôt ; il accuse son propre pays et l'Allemagne d'irrésolution, de méconnaissance du danger.

3° L'examen détaillé des articles publiés par le général Danilof dans la *Revue militaire française* sur les premières opérations de l'armée russe en 1914 (p. 713 à 721). Conrad s'appuie sur le témoignage de l'ennemi pour réfuter certaines accusations portées par les Allemands contre l'armée austro-hongroise.

4° La lettre adressée à Conrad par Stürgkh, représentant au Grand Quartier Général allemand de l'armée austro-hongroise, sur la bataille de la Marne (p. 743 à 748). On remarquera un peu plus loin (p. 751) les lignes suivantes : « Les nouvelles données par Stürgkh sur la situation en France me remplirent de souci. Cependant j'espérais encore, d'après l'exposé de Stürgkh, que, par un nouveau rétablissement, on pourrait s'en tenir au plan établi au début des opérations et que l'exécution en serait seulement retardée. On me disait que la situation en France n'était nullement *sombre*.

« C'est plus tard seulement que j'appris qu'à la date du 10 septembre, la situation *était* sombre. On m'a tenu dans l'ignorance. »

CHARLES APPUHN.

G. RAWLINSON. — *The Defence of London, 1915-1918.* (La défense de Londres.) Londres, A. Melrose, 1923, in-8, 267 pages.

Ancien officier, ayant repris son service pendant la guerre, Rawlinson, en qualité de capitaine de frégate, puis de major et de lieutenant-colonel, a pris une part active à la défense de Londres contre les

avions et les zeppelins allemands. Bien qu'en somme les pertes en vies humaines et en dégâts matériels ne soient pas en rapport avec les moyens mis en œuvre par l'ennemi et l'acharnement des pirates aériens, puisque les chiffres donnés par Rawlinson se limitent à 600 morts, 1.200 blessés et 2 millions de livres sterling, on ne saurait dire que les mesures défensives adoptées furent très efficaces. C'est à un pur hasard que la capitale dut d'échapper à un vrai désastre le jour où les zeppelins exécutèrent leur dernier raid, qui se termina par la perte de tous les engins qui y avaient pris part. Les canons, dont les meilleurs étaient les 75 français, ne semblent guère avoir eu d'autre effet que celui d'effrayer les aviateurs par leurs tirs de barrage. Aussi Rawlinson prône-t-il pour l'avenir l'unité de direction dans la défense antiaérienne de Londres, et surtout la constitution de fortes escadrilles de combat maintenues toujours prêtes. Malgré la tendance de l'auteur à s'attribuer toujours un très beau rôle dans toutes les mesures prises, son ouvrage contient quelques renseignements qui ne sont pas sans valeur.

E. DESBRIÈRES.

PHILIPP SCHEIDEMANN. — *L'effondrement*. Traduction française de MM. LOUSSERT et HALFF. Paris, Payot, 1923, in-8, 279 pages.

Cette édition française du livre de Scheidemann *Der Zusammenbruch* ne peut qu'être bien accueillie par quiconque s'intéresse à l'histoire de la guerre. Scheidemann, l'un des chefs du parti socialiste majoritaire, ministre d'Etat dans le gouvernement constitué sous la présidence du prince Max de Bade quelques semaines avant la chute du régime impérial, chef lui-même du gouvernement allemand du 13 février au 21 juin 1919, est certainement l'un des hommes qui ont pris la part la plus directe aux grands événements des années 1914 à 1919. On ne trouvera point dans son livre des considérations philosophiques sur les causes de l'effondrement ; il se borne le plus souvent à raconter ses souvenirs personnels, ou, simplement reproduit les notes prises par lui, à la suite de ses entretiens avec quelques personnages marquants en des réunions auxquelles il a assisté. Précisément pour cette raison, il nous donne beaucoup de renseignements fort précieux, et nous ajouterons que son témoignage nous paraît en général digne de foi. Nous signalerons en particulier le chapitre II : attitude prise par le parti socialiste allemand tout au début de la guerre, vote des crédits demandés au Reichstag, — le chapitre IV : lutte pour la résolution de paix du 19 juillet ; — le chapitre VII : la réponse au pape ; — le chapitre VIII : la conférence de Stockholm ; — enfin toute la dernière partie du livre.

On remarquera que si, dans le chapitre II, et ailleurs encore, Scheidemann parle de Haase et de Ledebour avec une malveillance toute naturelle, il ne s'explique nulle part sur les dissensions qui ont éclaté, au cours de la guerre, dans le parti socialiste, et qui, comme on le sait, ont abouti à une scission. Cette omission est bien regrettable.

On peut regretter aussi que le plan suivi par l'auteur l'amène à réunir dans un même chapitre des souvenirs relatifs à des événements assez éloignés l'un de l'autre dans le temps, et que ce plan lui-même tienne si peu compte de l'ordre chronologique. C'est ainsi que le récit de la conférence de Stockholm, qui est du mois de juin 1917, vient *après* le chapitre relatif à la résolution de paix qui est du mois de juillet, et même *après* le chapitre qui traite de la réponse au pape qui est du mois de septembre. C'est ainsi encore que Scheidemann rapporte (page 165 de la traduction) un propos tenu par lui au ministre suédois Lindmann, où il est fait allusion à un discours prononcé au Reichstag en mai : « La révolution en Allemagne n'était possible, selon moi, que dans les conditions que j'avais exposées au mois de mai de la même année. » Mais, pour savoir ce qu'il avait dit au Reichstag, il faut aller jusqu'à la page 179. Encore le discours prononcé par Scheidemann le 15 mai 1917 ne se comprend-il bien que si l'on tient compte d'une résolution du Comité directeur de son parti qui est reproduite, elle, à la page 136. Ce défaut de composition ne laisse pas d'être assez gênant pour le lecteur. Ajoutons qu'exacte et fidèle en général, la traduction n'est pas toujours d'une clarté parfaite. Nous notons, par exemple, à la page 20 la phrase suivante : « Je fis remarquer que nous pourrions nous entendre avec Kaempf au sujet du texte, auquel nous attachions une importance particulière (sous réserve de la décision du groupe parlementaire). » Il s'agit, nous le savons, du texte de l'allocution que Kaempf, président du Reichstag, devait prononcer, le 4 août, après la déclaration du chancelier ; mais à lire seulement la traduction française, on s'explique mal le sens de la parenthèse. En réalité, comme le parti socialiste n'avait pas encore pris de décision officielle relative au vote des crédits, bien qu'il y fût, en très grosse majorité, favorable, Scheidemann voulait éviter de s'engager envers Kaempf, et cependant désirait connaître d'avance le langage que tiendrait le président.

CHARLES APPUHN.

LES REVUES DU TRIMESTRE (1)

Les origines de la guerre.

BOGITSCHEWITSCH (M.). — Bemerkungen zum Saloniki-Prozess 1917. — *Kriegsschuldfrage*, avril 1924, pp. 112-113.

DOBROROLSKI (Sergei). — Noch einiges von der russischen Mobilmachung im Jahre 1914. — *Kriegsschuldfrage*, avril 1924, pp. 78-89.

(1) Périodiques qui, sans figurer sur la liste des dépouillements réguliers sont représentés dans ce numéro par un ou plusieurs articles :
Afrique française, Alsace française, Clarté, Correspondance d'Orient, Current History, Documents du Travail, Flambeau, Nineteenth Century, Nouvelle Revue, Paix par le droit, Parlement et Opinion, Revue de Genève, Revue hebdomadaire, Revue du Rhin et de la Moselle, Weltbühne, Wissen und Leben.

***. — Ein Norweger zur Kriegsschuldfrage. — *Kriegsschuldfrage,* mars 1924, pp. 41-42.

FRANTZ (G.). — Die Kriegsvorbereitungsperiode in Russland. — *Kriegsschuldfrage,* avril 1924, pp. 89-98.

KARO (Georg). — Asquith, Grey und Campbell-Bannermann. — *Kriegsschuldfrage,* mars 1924, pp. 47-49.

KARO (Georg). — Englands Staatsmänner zur Kriegsschuldfrage. — *Südd. Monatsh.,* mars 1924, pp. 249-261.

KUHL (v.). — Der Telegrammwechsel zwischen Moltke und Conrad von Hötzendorf am 30. und 31. juli 1914. — *Kriegsschuldfrage,* mars 1924, pp. 43-47.

MANDL (Leopold). — Zur Warnung Serbiens an Œsterreich. — *Kriegsschuldfrage,* avril 1924, pp. 108-11.

MONTGELAS (Max). — Die Thesen des französischen Historikers Renouvin. — *Kriegsschuldfrage,* mars 1924, pp. 55-61.

MORHARDT (Mathias). — Les Preuves. Le Crime de Droit commun. Le Crime diplomatique. — *Kriegsschuldfrage,* avril 1924, pp. 99-108.

WAHL (Adalbert). — Die englische historische Wissenschaft zur Kriegsschuldfrage. — *Kriegsschuldfrage,* mars 1924, pp. 50-55.

Les questions militaires : Généraltés.

***. — Der Dolchstoss. — *Südd. Monatsh.,* avril 1924.

***. — Die Auswirkung des Dolchstosses. — *Südd. Monatsh.,* mai 1924.

FLEURIER (Jean). — Une légende. La faillite de la fortification permanente pendant la grande guerre. — *Rev. milit. suisse,* mars et mai 1924, pp. 120-131, 203-230.

GROUARD (Colonel). — Le Haut Commandement et l'Etat-major. — *Rev. milit. suisse,* mars, avril et mai 1924, pp. 97-107, 145-153, 193-202.

LIBER. — Le général Mangin. — *Corresp.,* 10 mars 1924, pp. 787-807.

MADELIN (Louis). — Le Général Nivelle. — *Rev. des Deux Mondes,* 15 avril 1924, pp. 822-835.

MAITRE (Général). — Evolution des idées sur l'emploi de l'artillerie pendant la guerre. — *Rev. milit. française,* 1er mars 1924, pp 337-354.

MARCEL-EUGÈNE. — Plutarque a-t-il menti ? La fin de la guerre par l'esprit révolutionnaire. — *Clarté,* 1er avril 1924, pp. 156-159.

THOMASSON (Lieutenant-Colonel de). — Un grand officier d'Etat-major, le général Buat. — *Rev. des Deux Mondes,* 1er mars 1924, pp. 197-212.

BUJAC (Lieutenant-Colonel). — Namur. La Retraite. — *Arch. gr. guerre,* n° 44, pp. 1661-1697.

CALONI (Général). — Le Génie du 11e corps d'armée à Verdun. — *Rev. du génie mil.,* avril 1924, pp. 309-335.

CHARBONNEAU (Chef de Bataillon) .— Une rupture du front allemand en 1916. Les opérations du 1er corps colonial à l'offensive de

la Somme. — *Rev. troupes coloniales,* janv.-fév. et mars-avril 1924, pp. 1-23, 137-175.

JANET (Commandant) — Deuxième bataille de Champagne. Attaque de la 10e division coloniale (25 sept. 1915). — *Rev. milit. générale,* 15 mars et 15 avril 1924, pp. 183-197, 297-309.

KUNTZ (Capitaine). — Ce fut-il une erreur de replier l'armée belge sur Anvers au mois d'août 1914 ? — *Rev. milit. générale,* 15 avril 1924, pp. 310-312.

LE BOURGEOIS (Chef de Bataillon). — La Remise en état des chemins de fer belges et français par les Allemands, du début de la guerre à la fin de la bataille de la Marne (2 août-13 septembre 1914). — *Rev. du génie milit.,* mars 1924, pp. 227-268.

MORACHE (A.) — Journal de guerre d'un capitaine de vaisseau au gouvernement militaire de Paris. commandant la D. C. A. (1914-1915). — *Arch. gr. guerre,* nos 43 et 44, pp. 1568-1605, 1725-1745.

***. — Les Opérations de l'armée belge. — *Bull. belge sc. milit.,* mars, avril et mai 1924, pp. 247-260, 376-386, 497-512.

***. — The Other side of the hill. The Somme, July, 1916... — *Army Quart.,* janv. et avril 1924, pp. 241-259, 72-85.

OUDIN (Capitaine). — Opérations de la 2e division de cavalerie sur les monts des Flandres [14 avril-1er mai 1918]. Deuxième bataille des Flandres. — *Rev. Cavalerie,* mars-avril 1924, pp. 161-179.

PALAT (Général). — Souvenirs de guerre (1914-1918). — *Arch. gr. guerre,* nos 43, 44, 45, 46 et 47, pp. 1641-1660, 1777-1788, 1867-1915, 104-128, 200-223.

POLITICUS. — Un entretien avec M. Painlevé sur le général Nivelle. — *Eur. nouv.,* 29 mars 1924, pp. 395-398.

***. — Reconnaissance exécutée par le lieutenant Stefani, du 2e cuirassiers, à l'est de Péronne (23-26 septembre 1914). — *Rev. Cavalerie,* mars-avril 1924, pp. 220-232.

ROUQUEROL (Général J.). — La Première crise de la bataille de Verdun. La perte de Douaumont (Opérations de la 31e brigade). — *Arch gr. guerre,* n° 47, pp. 129-152.

Front italien.

CADORNA (Général). — The End of a legend. — *Army Quart.,* janv. 1924, pp. 235-244.

Fronts orientaux.

JOBE (Major). — Le Principe de la bataille. V. La bataille des frontières sur le front oriental (suite). — *Bull. belge sc. milit.,* avril 1924, pp. 419-436.

RUSSIE

BUJAC (Colonel). — Campagne russo-roumaine de 1917 (fin). — *Rev. milit. générale,* 15 mars 1924, pp. 198-211.

DOMBROWSKI (Stéphane). — Les Empires centraux et la lutte pour

le recrutement des Polonais pendant l'occupation. (1914-1918). — *Arch. gr. guerre,* n°s 43, 45, 46, et 47, pp. 1623, 1832-1853, 68-85, 188-199.

EDMONDS (Brig.-gen. J.-E.). — Hutier's rehearsal (Riga, 1st-3rd of September, 1917). — *Army Quart.,* avril 1924, pp. 11-20.

FLEISCHER (Rudolf). — Ruckzug nach Przemysl im Herbst 1914 (Erinnerungen eines Truppenoffiziers). — *Milit. wissenschaftl. u. technische Mitteilungen,* mars-avril 1924, pp 120-129.

NORMAND (Colonel). — La Prise de Nowo-Georgiewsk par les Allemands en août 1915. — *Rev. du génie milit,* avril 1924, pp 362-368.

TURQUIE

LARCHER (Capitaine). — La Guerre turque dans la guerre mondiale. — *Arch. gr. guerre,* n°s 43 et 44, pp. 1537-1568, 1698-1724.

ROUSSEL (Pol). — Salonique au temps de la campagne d'Orient. — *Arch. gr. guerre,* n°s 45, 46 et 47, pp. 1807-1831, 60-67, 153-171.

SYKES (Sir Percy). — The British flag on the Caspian : a side-show of the Great-War. — *Foreign affairs* (N.-Y.), 15 déc. 1923, pp. 282-294.

X... (Lieutenant). — Avec les Sénégalais par delà l'Euphrate. — *Rev. Paris,* 15 mars 1924, pp. 403-438.

Opérations aux colonies.

DARROUX (Capitaine). — Contribution à l'étude de l'Est africain allemand, 1914-1918 (fin). *Rev. troupes coloniales,* janv.-fév. 1924, pp. 52-78.

JADOT (Major A.). — Une batterie de montagne des troupes coloniales belges dans l'Est africain allemand. — *Bull. belge sc. milit.,* mai 1924, pp. 529-550.

Opérations navales.

THOMAZI (Capitaine de vaisseau). — La Guerre devant les ports belges. — *Rev. marit.,* mars et avril 1924, pp. 351-372, 480-512.

THOMAZI (Capitaine de vaisseau). — La Marine, aile gauche des armées alliées. — *Rev. milit. française,* 1er avril 1924, pp. 49-69.

Les Relations diplomatiques pendant la guerre.

SEYMOUR (Charles). — War-time relations of America and Great Britain. — *Atl. Montly,* mai 1924, pp. 669-677.

Les répercussions de la guerre sur la vie intérieure des Etats.

ALSACE-LORRAINE

BETZ (Maurice). — Les Alsaciens et les Lorrains en France pendant la guerre. La vie dans les camps d'internés. — *Alsace française,* 1er mars 1924, pp. 194-197.

GEYSER (Jeanne). — Journal d'une jeune fille alsacienne, du 14 au 20 août 1914. — *Rev. Rhin-et-Moselle,* 5 mai 1924, pp. 272-280.

WILL (Louis-Charles). — La question d'Alsace-Lorraine et les Alsaciens-Lorrains en France pendant la grande guerre. — *Arch. gr. guerre,* n°s 43, 44, 45 et 46, pp. 1606-1622, 1746-1762, 1854-1866, 86-103.

AUTRICHE

MACCHIO (Carl). — Zur Frage der œsterreichischen Abtretung Südtirols während des Weltkrieges. (In Anknüpfung an Graf Burians Erinnerungen). — *Nene Reich,* 12 avril 1924, pp. 592-594.

BELGIQUE

SCHYRGENS (J.). — Le Cardinal Mercier. — *Rev. générale,* 15 mai 1924, pp. 609-625.

ETATS-UNIS

ELIOT (Ch.-W.). — Woodrow Wilson. — *Atl. Montly,* juin 1924, pp. 815-823.

HARRIS (H. Wilson. — Woodrow Wilson. — *Contemp. Rev.,* mars 1924, pp. 282-289.

KLEIN (Félix). — Le Président Wilson. — *Rev. hebd.,* 1er mars 1924, pp. 23-53.

FRANCE

A. N. — L'Assemblée générale du bâtiment et les travaux publics. Le ralentissement de la reconstruction dans les régions dévastées par insuffisance de crédits budgétaires. — *Parlement et Opinion,* 5 mars 1924, pp. 507-523.

CHAUMIÉ (Emmanuel). — Le plan de l'Allemagne contre l'industrie française. — *Rev. Paris,* 1er avril 1924, pp. 598-618.

PLOU (Jean). — La commission du budget pendant la guerre. — *Rev. Paris,* 15 avril 1924, pp. 791-818.

ITALIE

NORLAND (J.). — Mussolini. Son rôle dans l'intervention italienne. Son évolution : le fascisme. — *Arch. gr. guerre,* n° 45, pp. 1789-1806.

POLOGNE

BUGIEL (Dr V.). — La Pologne et son effort depuis le 11 novembre 1918. — *Paix par le droit,* avril-mai 1924, pp. 159-164.

RUSSIE

CHERNOV (Victor). — Lenin. — *Foreign affairs* (N.-Y.), 15 mars 1924, pp. 366-372.

DUBARBIER (Georges). — En Sibérie après l'armistice. — *Nouv. rev.* 1er et 15 mars, 1er et 15 avril, 1er et 15 mai, 1er juin 1924, pp. 22-40, 147-161, 250-261, 315-329, 21-34, 123-138, 215-224.

***. — The Passing of Lenin, Conflicting estimates of the character, career and historical importance of the man who led the graetest social revolution of the present age. — *Curr. history,* mars 1924, pp. 1013-1031.

GEORGE (André). — Le procès de Mgr Cieplak en Russie d'après un témoin oculaire. — *Corresp.,* 10 mai 1924, pp. 532-536.

PIERRE (A.). — La Russie présente ses comptes pour l'intervention et le blocus des alliés. — *Eur. nouv.,* 3 mai 1924, pp. 568-570.

La Révolution bolchevique et le statut juridique des Russes : I. GRONBER (A.) et TAGER (P.). — Le point de vue de la jurisprudence française. — II. IDELSON (V.-R.). — Le point de vue de la jurisprudence anglaise. — III. FREUND. — Le point de vue de la jurisprudence allemande. — *Journ. droit internat.,* 1924, pp. 8-62.

TOLSTOY (Leo-L.). — The Czar Nicholas II. — *Contemp. Rev.,* avril 1924, pp. 474-484.

TURQUIE

AURIANT — La déchéance du Khalifat ottoman. — *Merc. France,* 1er avril 1924, pp. 79-90.

FROIDEVAUX (Henri). — La suppression du califat et l'attitude de la France. — *Asie française,* mars 1924, pp. 101-104.

GASSER (J.). — Le Khalifat et la république turque. — *Rev. pol. et parl.,* 10 avril 1924, pp. 1-18.

MACARTNEY (Maxwell-H.-H.). — Angora and the Caliphate. — *Fortnightly Rev.,* avril 1924, pp. 495-505.

RAPPAPORT (Alfred). — Kalifen-dämmerung. — *Oesterr. rund.,* mai 1924, pp. 395-399.

SAINT-BRICE. — La fin du califat. — *Corresp. d'Orient,* mars 1924, pp. 129-137

TARDIN (Colonel). — La suppression du khalifat et l'Islam. — *Rev. contemp.,* 15 avril 1924, pp. 448-454.

La Question des réparations et des dettes interalliées. —L'occupation de la Ruhr.

***. — L'œuvre de la M. I. C. U. M. — *Act. nat.,* avril 1924, pp. 201-207.

***. — Le rapport des experts. — *Flambeau,* 30 avril 1924, pp. 385-401.

BORIS. — La Commission des réparations. — *Vie des peuples,* fév. 1924, pp. 453-465.

CHAUMEIX (André). — Réparations et rapport des experts. — *Rev. Paris,* 1er mai 1924, pp. 231-240.

ELUÈRE (Antoine). — Après les conclusions du Comité des experts. Deux grands rouages de la machine fiscale allemande. — *Merc. France,* 1er mai 1924, pp. 689-702.

GIGNOUX (Claude- J.). — Le rapport des experts. — *Act. nat.,* avril 1924, pp. 193-200.

KEYNES (J.-M.). — The Experts'reports. — *Nation and Ath.*, 12 et 19 avril 1924, pp. 40-41, 76-77.

NOEL (Pierre). — Le problème des réparations après le rapport des experts. — *Rev. pol. et parl.*, 10 mai 1924, pp. 203-214

ORMESSON (Wladimir d'). — Les résultats de la politique de la Ruhr. — *Rev. hebd.*, 26 avril, 10 et 17 mai 1924, pp. 414-433, 171-189, 334-355.

OUALID (William). — Sur le rapport des experts. — *Alsace française*, 24 mai 1924, pp. 481-485.

PANGE (Comte J. de). — Sécurité et réparations. — *Corresp.*, 10 avril 1924, pp. 76-87.

PICARD (Roger). — Vers une solution du problème des réparations. Le rapport des experts. — *Paix par le droit*, avril-mai 1924, pp. 171-177.

Les traités de paix.

HINES (Walker-D.). — Peace agencies and politics. — *Foreign affairs* (N.-Y.), 15 déc. 1923, pp 244-257.

KEPI. — Versailles before and after — *Foreign affairs* (N.-Y.), 15 déc. 1923, pp. 193-210.

ISAAC (J. G.). — Les Commissions interalliées de contrôle et le désarmement de l'Allemagne. — *Vie des peuples*, mars et avril 1924, pp. 721-733, 1007-1033

MC DOUGALL (William). — Psychology, desarmament and peace. — *North Amer. Rev.*, mai 1924, pp. 577-591.

SAROLEA (Charles). — Wilson à Versailles. — *Flambeau*, 29 fév. 1924, pp. 137-147.

L'application des Traités.

FARGES (Louis). — La question des zones franches de Savoie. — *Rev. hebd.*, 29 mars 1924, pp. 598-610.

GADE (John-A.). — The Memel controversy. — *Foreign affairs* (N. Y), 15 mars 1924, pp. 410-420.

JORGA (N.). — La Bessarabie. Y a-t-il une Bessarabie ? — *Flambeau*, 30 avril 1924, pp. 415-420.

MICHELI (Horace). — La question des zones franches. — *Rev. hebd.*, 17 mai 1924, pp. 285-296.

PICOT (Albert). — Un problème de droit international. L'affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex. — *Rev. Genève*, mars 1924, pp. 261-282.

ROLLIN (Léon). — L'Espagne au Maroc et la question de Tanger. — *Afrique française*, avril 1924, pp. 249-254.

Le proche Orient, la conférence de Lausanne.

PEFFER (Nathaniel). — Hands off in Turkey. — *Asia*, avril 1924, pp. 267-271.

***. — La question de la ratification du traité de Lausanne. — *Asie française,* mars 1924, pp. 104-114.

SAINT-BRICE. — Les Ecoles françaises d'Orient. — *Corresp. d'Orient,* mai 1924, pp. 257-266.

***. — La situation des écoles françaises dans la Turquie nouvelle. — *Asie française,* fév. 1924, pp. 62-67.

STREIT (Georg). — Der Vertrag von Lausanne. — *Wissen u. Leben,* 10 mars 1924, pp. 513-535.

La Société des Nations.

BERNSTORFF (Comte von). — Germany and the League. — *Foreign affairs* (N.-Y.), 15 mars 1924, pp. 390-396.

BILESKI (Moritz). — Bermerkungen zur Mandats-politik des Volkerbundes .— *Zeits. f. Pol.,* h. 5, pp. 408-411.

CECIL (Vicomte). — Le Désarmement et la Société des Nations. — *Rev. Paris,* 1er mars 1924, pp. 14-27.

CHAY-HSIN-CHU. — Asia and the League of Nations. — *Nineteenth Century,* mars 1924, pp. 335-340 .

FOSDICK (Raymond-B.). — The State departement and the League of Nations. — *Rev. of rev.* (L.), avril 1924, pp. 378-382.

JOUVENEL (Robert de). — La Société des Nations peut-elle sauver le monde ? — *Gr. Rev.,* mars 1924, pp.15-25.

PAULUS (J.). — La révision du pacte de la Société des Nations. — *J. dr. internat. publ.,* nov. déc. 1923, pp. 525-555.

REYNAUD (Paul). — La Société des Nations peut-elle sauver le monde ? — *Gr. Rev.,* mars 1924, pp. 3-15.

SCHNEE (Heinrich). — Entstehung und Entwicklung des Mandats-Systems. — *Zeits. f. Pol.,* n° 5, pp. 381-407.

VALENTIN (Veit). — Volkerbund. — *Weltbüne,* 3 avril 1924, pp. 428-432.

Les mutilés.

PICARD (Roger). — L'Emploi obligatoire des mutilés de la guerre. — *Doc. du Travail,* mars 1924, p. 1-7.

ROCHARD (Louis). — Les Mutilés de la guerre et leur organisation internationale. — *Nouv. Rev.,* 15 mars et 1er avril, pp. 119-130, 226-240.

CHRONIQUE

Les faits et les controverses.

I. — La question des origines de la guerre continue à alimenter les polémiques. Aux Etats-Unis, le professeur Harry Elmer Barnes, de Smith College, a publié dans *Current History* (numéro de mai) une étude qui attribue la responsabilité de la guerre à l'Autriche d'abord, puis à la Russie et à la France. L'Allemagne et l'Angleterre viennent au bas de l'échelle. Le même numéro de *Current History* publie une réplique du professeur Bushwell Hart. Les journaux sont parfois intervenus dans la controverse : Le *New-York Times* (4 et 11 mai) a saisi cette occasion pour publier de longues déclarations de M. Sazonoff. Il n'en est pas moins important de remarquer que la thèse du professeur Barnes correspond exactement à celle que des Allemands, chargés de missions de propagande, ont récemment soutenue à Londres.

Pour combattre cette propagande, le meilleur procédé ne serait-il, pour la France, d'ouvrir à son tour ses archives ? C'est l'avis du Comité de la Ligue des Droits de l'homme, qui, le 4 avril 1924, demandait au président du Conseil de faire publier « dès maintenant et en entier » la correspondance échangée entre Paris et Saint-Pétersbourg pour la période 1913-4 août 1914.

M. Poincaré a répondu, le 23 avril, qu'une telle publication serait « un manque d'égards vis-à-vis des Puissances tierces, dont il peut être question dans la correspondance ». Cette réponse a été publiée, ainsi que la lettre du Comité, dans les *Cahiers des Droits de l'Homme*, 25 mai 1924, p. 258.

Presque à la même date, le « Comité de Travail des Associations allemandes » publiait, sous la signature de M. von Lersner, un appel : « La lutte contre le mensonge des responsabilités est une question vitale pour l'Allemagne et pour chaque Allemand » (*Bayerische Staatszeitung*, 23 avril 1924.) Le Comité demande au gouvernement allemand de prendre en mains l'affaire et de déclarer : « Que l'Allemagne est prête à porter son point de vue et sa conviction devant un tribunal impartial. »

II. — La mort du général Nivelle a donné matière à d'assez nombreux articles, qui ont repris l'histoire de l'affaire du 16 avril 1917, sans apporter d'éléments nouveaux. Il peut être intéressant de lire néanmoins une lettre du général Nivelle, datée du 13 février 1922, et publiée par l'*Action française* du 25 mars 1924. Elle est relative, en particulier, au retrait de commandement infligé au général Mangin.

III. — L'histoire des tentatives de paix s'enrichit toujours de détails nouveaux. Dans son numéro de Noël 1923, le *Berliner Tageblatt* avait publié un article de l'écrivain hollandais Frederik van Eeden : il relatait une mission secrète dont il avait été chargé, en janvier 1917, par le Dr Rosen, ministre d'Allemagne à La Haye, auprès de M. Lloyd George. L'offre d'organiser à La Haye une entrevue entre les représentants autorisés des belligérants avait été repoussée par l'homme d'Etat anglais.

Tout récemment, le *Temps* (28 mai 1924) a reproduit un document cité par le journal *Oesterreischische Nachrichten* : c'est une note adressée, dit-on, par le roi d'Espagne à l'empereur Charles, au cours de l'automne 1917 ; elle résume les conditions que l'Autriche pourrait obtenir si elle acceptait de faire avec l'Entente une paix séparée. Selon le journal autrichien, qui est monarchiste, l'Empereur se garda bien de tomber dans le « piège » qu'on lui tendait. Précisément parce qu'elle a été faite dans un but de polémique, la valeur de cette publication n'est pas à l'abri de tout soupçon.

IV. — Enfin la période électorale en Allemagne a donné un regain d'actualité à la « légende du coup de poignard ». Est-ce la révolution qui a détruit la force de l'armée ? Le combattant a-t-il été frappé « dans le dos » par les militants socialistes ? L'intérêt que présentait une telle polémique pour les milieux militaristes était évident. Les *Suddeustche Monatshefte* ont consacré à cette propagande un numéro spécial, auquel les *Münschener Neueste Nachrichten* (27 avril 1924, n° 112) ont emprunté la matière d'un important article. Le journal socialiste *Munchener Post* a riposté en publiant trois articles, appuyés sur les documents du Livre Blanc de 1919, et sur un mémoire établi par le prince Rupprecht de Bavière en juillet 1917 (nos 97 du 25 avril 1924, 98 du 26-27, et 99 du 28). D'ailleurs, une nouvelle édition de ce Livre Blanc, augmentée de documents nouveaux, vient de paraître à Berlin.

Une nouvelle revue consacrée à l'histoire de la guerre.

En mai 1924, a paru le premier numéro de la *Revue belge des livres, Documents et Archives de la Guerre 1914-1918*. Elle a pour objet de signaler « les publications et les documents qui pourront servir à élaborer l'histoire de la Belgique au cours de l'époque de la guerre », et d'en donner des compte rendus critiques. Un des membres du comité de rédaction est M. Th. Heyse, qui avait présenté, au Congrès d'histoire de Bruxelles, un rapport fort intéressant sur l'*Organisation d'une Bibliothèque nationale de guerre* ; un autre, M. Nélis, secrétaire de la Commission des Archives de la guerre. La nouvelle revue constituera certainement un instrument de travail très utile.

Le Gérant : A. Costes

POITIERS. - IMP. MARC TEXIER

Revue d'Histoire
de la
Guerre Mondiale

L'Agonie de l'Allemagne Impériale.

(*Suite* [1].)

IV

Jusqu'au mois de septembre 1918, on peut même dire jusqu'à la fin de ce mois, le haut commandement combat la réforme électorale et veut le maintien de la constitution en vigueur, qui assure en fait sa prédominance puisque, tenant l'empereur, il tient le chancelier, qui n'a pas besoin pour gouverner de l'appui du Reichstag. A la fin de septembre, le même haut commandement se prononce avec énergie en faveur des changements dont il a toujours été l'adversaire. De même, il a longtemps désapprouvé, contrecarré, toutes les tentatives de négociation de M. de Kühlmann et de son successeur, M. de Hintze, parce qu'il ne pouvait accepter une paix ne procurant pas à l'Allemagne des avantages territoriaux et économiques en rapport avec ses sacrifices et ne la garantissant pas contre tout danger à venir. Dans le conseil de couronne tenu à Spa le 14 août, Hindenburg avait déclaré que l'armée allemande « réussirait à se maintenir sur le territoire français et à imposer finalement à l'ennemi la volonté de

(1) Voir le numéro précédent de la *Revue*, p. 93 et suiv.

l'Allemagne (1) ». Conformément au désir du haut commandement, il fut décidé qu'on attendrait pour faire des ouvertures de paix un « moment plus favorable », c'est-à-dire qu'on attendrait d'avoir obtenu quelques succès militaires (2). Ludendorff a déclaré, il est vrai, à la fin de février 1919, au représentant d'une agence télégraphique, qu'à partir de la mi-août, il avait travaillé à rétablir la paix, avec la même force qu'antérieurement il avait employée à briser la volonté d'anéantissement de l'ennemi (3). Mais il ne s'agissait manifestement dans sa pensée que d'opposer aux troupes de l'Entente une résistance assez vigoureuse pour lui enlever tout espoir de victoire et l'amener à traiter à des conditions honorables pour l'Allemagne. Les articles publiés les 11, 12 et 13 septembre 1919 dans la *Vossische Zeitung* par Hintze achèvent de démontrer que, dans les délibérations du 13 et du 14 août 1918, Ludendorff s'était prononcé contre toute démarche directe en faveur de la paix.

Le 8 septembre, pour la première fois, le haut commandement manifeste un certain désir impatient de voir s'engager les négociations. Le chancelier Hertling apprend soudain par le colonel de Winterfeld que sa présence est requise au Grand Quartier Général. Il n'y va pas lui-même, mais y envoie le ministre des affaires étrangères, Hintze, avec mission de se renseigner aussi exactement que possible sur la situation militaire. Les communiqués officiels, en effet — on en a le soupçon — n'en donnent qu'une idée assez inexacte (4). A son retour, deux jours plus tard, Hintze rapporte que le haut commandement n'est pas sans inquiétude et prie le gouvernement de « chercher au plus tôt le moyen d'amener la paix » (5). Toutefois les renseignements d'ordre militaire que donne le ministre sont plutôt rassurants, et le colonel de Winterfeld les complète comme il suit:

(1) Hindenburg avait dit en réalité qu'il *l'espérait*: Ludendorff, dans le procès-verbal de la séance, remplaça ce mot par une formule plus affirmative (*Urkunden der Obersten Heeresleitung*, p. 502, note).

(2) Voir Payer, *Von Bethmann-Hollweg bis Ebert*, page 73.

(3) Hertling, *Ein Jahr in der Reichskanzlei*, p. 150.

(4) Payer, *ouvr. cité*, p. 173.

(5) *Baldigst an die Herbeiführung des Friedens zu denken*, Hertling, *ouvr. cité*, p. 164. Le 21 septembre, Ludendorff fit demander à Hintze s'il ne pourrait pas confier au prince Hohenlohe-Langenburg, sur le point d'aller en Suisse, le soin d'engager quelques pourparlers avec les Etats-Unis. Cf. *Weissbuch, Vorgeschichte des Waffentillstands*, n° 11.

« La situation au front est de nature à satisfaire ; le moral et la tenue des troupes sont remarquables. En tout cas, il n'a nullement l'impression qu'il y ait rien de sérieux à redouter (1). »

Au même moment, l'Autriche, à bout de forces, déclare l'heure venue de demander la paix ; déjà, le 15 août, le comte Burian, alors à Spa, exprimait l'avis qu'il fallait adresser une note dans ce sens à toutes les puissances belligérantes. Le chancelier allemand, en plein accord avec le haut commandement, n'admettait qu'une démarche auprès d'une puissance neutre (2), et, le 10 septembre, Hindenburg, dans un télégramme au général de Cramon (3), déclarait encore qu'il ne pouvait approuver l'envoi de la note projetée par l'Autriche-Hongrie (4). Cette désapprobation n'empêchait d'ailleurs pas Burian d'envoyer, le 14 septembre, sa note, qui, dit-il avec quelque naïveté, « si elle n'atteignit pas son but, a du moins rendu la situation plus claire » (5).

A la date du 28 septembre, revirement brusque du haut commandement : il faut négocier sans perdre un instant. Le général Ludendorff va trouver le maréchal Hindenburg et lui expose qu'il y a urgence à demander un armistice (6). Le 30 septembre, les ministres Hintze et Rödern, revenant à Berlin après avoir conféré avec le haut commandement, déclarent que, pour éviter une catastrophe, une interruption des hostilités est indispensable (7). Le 1er octobre enfin, à une heure et demie après-midi, Hertling étant démissionnaire et son successeur non encore nommé, Hindenburg télégraphie, sur la demande expresse de Ludendorff, au major von dem Bussche pour le vice-chancelier Payer :

« Si l'on a la certitude aujourd'hui avant 7 ou 8 heures que le prince Max de Bade formera le nouveau gouvernement, j'accepte renvoi jusqu'à demain de la note aux Etats-Unis.

« En revanche, s'il y a le moindre doute sur la formation

(1) Hertling, *ouvr. cité*, p. 166.
(2) C'est à la Hollande que l'on pensait et que, sans succès, l'on s'adressa.
(3) On sait que cet officier général représentait l'armée allemande au Grand Quartier général austro-hongrois.
(4) *Urkunden der Obersten Heeresleitung*, p. 516.
(5) Burian, *Drei Jahre aus der Zeit meiner Amtsführung im Kriege*, p. 288.
(6) Ludendorff, *Erinnerungen*, p. 582.
(7) Payer, *ouvr. cité*, pp. 86-87.

du cabinet, je tiens pour obligatoire cette nuit même l'envoi aux gouvernements étrangers de l'offre de paix (1). »

Le brusque changement d'attitude du haut commandement fut pour tous, dit Payer, une « surprise de la pire espèce ». Cette « déclaration de banqueroute militaire » ne pouvait manquer d'ôter à l'ennemi tout désir de traiter (2) ; il exigerait qu'on se remît entre ses mains pieds et poings liés. Après un pareil effondrement « tout à fait inattendu et d'autant plus démoralisant », où le peuple, où l'armée puiseraient-ils la force nécessaire à la reprise du combat en cas que les conditions de paix fussent très dures, ainsi qu'on pouvait s'y attendre ? Comment se pouvait-il que le haut commandement vît seulement à la dernière minute l'abîme où l'Allemagne était menacée de tomber ? Ou, s'il l'avait vu plus tôt, comment l'excuser de n'avoir pas fait connaître au gouvernement le danger de la situation ?

Il va de soi que Ludendorff, dans les ouvrages qu'il a publiés depuis, s'est efforcé d'établir qu'on avait mal compris sa pensée, mal compris le télégramme resté fameux de Hindenburg. Il ne redoutait nullement une catastrophe, jamais il n'a prononcé ce mot, c'est Hintze qui l'a employé ; il ne voulait pas de la paix, encore moins d'un armistice, à tout prix ; il était sûr de son armée, sûr de résister longtemps encore à la pression des troupes ennemies ; il avait seulement voulu influer fortement sur les ministres et les partis politiques, leur faire comprendre la nécessité « de subordonner enfin leurs intérêts personnels et les intérêts de parti à l'intérêt suprême de l'armée et de la patrie ». Telle est en particulier l'explication donnée par le major von dem Bussche et reproduite par Ludendorff (3). Mais si telle avait été son intention, on doit reconnaître qu'il s'y était bien mal pris.

Le télégramme de Hindenburg, en effet, était destiné, non du tout aux hommes politiques des différents partis, aux chefs de groupe, mais au vice-chancelier devenu, par la démission de Hertling, chef intérimaire du gouvernement. Ludendorff avait-il vraiment quelque raison sérieuse de mettre en doute le patriotisme de Payer et des autres membres du gouverne-

(1) *Urkunden der Obersten Heeresleitung*, p. 529.
(2) Payer, *ouvr. cité*, p. 87. Les mots mis entre guillemets dans ce passage sont empruntés à cet auteur et traduits textuellement.
(3) *Urkunden der Obersten Heeresleitung*, p. 529.

ment ? Si son dessein, comme il semble le dire, était de les effrayer, que penser d'un chef d'armée qui use, à l'égard du gouvernement qu'il sert, de pareils procédés ? Ceux même d'entre les Allemands qui n'ont pas de Ludendorff une opinion très haute croiraient lui faire tort en le supposant capable de manœuvres aussi peu loyales, et aiment mieux admettre qu'il avait perdu la tête.

Un détail montre à quel point il pressait l'ouverture des négociations. Le 1er octobre, l'empereur conférait avec Hertling, démissionnaire de la veille, au sujet du successeur à lui donner. La candidature du prince Max de Bade, mise en avant par les « politiques », faisait à Guillaume l'effet d'une couleuvre un peu dure à avaler. Brusquement, sans même attendre qu'on l'eût annoncé, Ludendorff fait irruption dans le cabinet impérial : « Le gouvernement est-il formé ? » demande-t-il très excité. A quoi l'empereur répond sèchement : « Je ne suis pas un magicien. » Ludendorff de reprendre : « Il faut que le gouvernement se forme tout de suite, car l'offre de paix doit partir aujourd'hui même. » — « Vous auriez dû me dire cela il y a quinze jours », répartit Guillaume (1).

Si d'ailleurs on se reporte à la publication allemande *Vorgeschichte des Waffenstillstands* (Préhistoire de l'armistice), on constate qu'au ministère des affaires étrangères parvinrent plusieurs télégrammes reproduisant les propres paroles de Ludendorff et qui ne pouvaient manquer de produire l'effet le plus alarmant. Nous citerons en particulier le n° 21 de ce recueil (2): Lersner, conseiller de légation impérial, télégraphie, le 1er octobre, au ministère des affaires étrangères : « Le général Ludendorff vient d'inviter le baron von Grünau et moi, en présence du colonel Heye, à transmettre à Votre Excellence une demande très pressante d'envoi, sans aucun délai, de notre offre de paix ; il a déclaré qu'aujourd'hui la troupe tenait, mais qu'on ne pouvait prévoir ce qui arriverait demain. » Le

(1) Hertling, *ouvr. cité*, p. 182.

(2) *Vorgeschichte des Waffenstillstands*, n° 21. Les pièces contenues dans ce livre blanc ont été traduites en français par le capitaine Koeltz et publiées sous ce titre : *L'aveu de la défaite allemande*. Ludendorff a fait paraître en deux fascicules une réponse à la publication officielle : *Das Scheitern der neutralen Friedensvermittlung. August-September 1918* (L'échec de la médiation d'une puissance neutre en août septembre 1918) et *Das Friedens-und Waffenstillstandsangebot* (L'offre de paix et d'armistice). Il cherche à réfuter en même temps dans ces opuscules les articles de l'ancien ministre Hintze qui ont paru dans la *Frankfurter Zeitung*, les 22 et 31 juillet 1919.

baron von Grünau reproduit le même jour un aveu de Ludendorff : « Il (Ludendorff) m'a déclaré qu'aujourd'hui la troupe tenait encore et que nous étions encore dans une situation digne, mais qu'une percée pouvait survenir à tout instant et que notre offre de paix arriverait alors au moment le plus défavorable (1). » Le même Grünau ajoute : « J'ai l'impression qu'il a perdu tout sang-froid. » Dans un autre télégramme de Lersner enfin se trouve cette phrase souvent reproduite : « L'armée ne peut plus attendre 48 heures (2). »

Les explications assez embarrassées données plus tard par Ludendorff et ses admirateurs ne sauraient prévaloir contre ces textes décisifs. Nous tenons pour acquis que le haut commandement a senti passer sur lui, à la date du 28 septembre et dans les journées qui ont suivi, le vent de la défaite, et qu'il a vu dans la conclusion rapide d'un armistice le moyen d'échapper à un désastre probable.

Il importe d'y insister en effet : ce n'est pas seulement une offre de paix, c'est une offre de suspension aussi prompte que possible des hostilités que réclament Hindenburg et Ludendorff. Les civils, plus clairvoyants (le croirait-on ?) que les militaires, y sont d'abord opposés. Ils comprennent bien que, si un armistice est accordé, les conditions en seront telles que la reprise du combat sera ensuite impossible pour l'Allemagne. Demander un armistice, c'est donc capituler. L'Allemagne en est-elle là ? Cette pensée leur est insupportable : « Quoi ? l'Allemagne, notre forte, notre grande patrie, si pleine d'esprit de sacrifice, se trouverait dans l'obligation d'implorer de l'ennemi une suspension d'armes (3) ? » Le prince Max de Bade, désigné pour le poste de chancelier parce qu'on le sait désireux de la paix et favorable aux réformes, résiste énergiquement. Mandé d'urgence à Berlin, il y arrive le mardi 1er octobre ; mis au courant de la situation, sitôt qu'il a connaissance de la « terrible » demande d'armistice (4), il voit le danger, et déclare qu'il a un autre avis à proposer, « qu'il refusera, s'il est nommé, de signer cette demande » (5). Le

(1) *Vorgeschichte der Waffenstillstands*, n° 23.
(2) *Ibid.*, n° 72.
(3) Payer, *ouvr. cité*, p. 88.
(4) Le mot *fürchterlich*, mis entre guillemets par Payer (*ouvr. cité*, p. 98), est sans aucun doute du prince Max lui-même.
(5) Payer, *ouvr. cité*, p. 99. Cf. dans *Vorgeschichte des Waffenstillstands*, n° 42, les paroles du prince Max dans la conférence tenue le 11 octobre ; il

2 octobre, non encore revêtu officiellement du titre de chancelier, il soutient, secondé par Solf, une lutte à ce sujet contre Hindenburg, plus calme que Ludendorff, mais qui exige aussi la suspension des hostilités (1). La discussion se poursuit le 3 ; la situation est-elle si critique, demande le prince, qu'il faille engager tout de suite une action tendant à obtenir un armistice ? « Le haut commandement se rend-il compte qu'une action de cette sorte peut conduire à la perte des colonies allemandes et de territoires allemands, en particulier de l'Alsace-Lorraine et des cercles purement polonais des provinces de l'Est (2) ? » Hindenburg maintient les termes de sa demande, et déclare « qu'il vaut mieux cesser la lutte » (3). Finalement le prince,et les membres du gouvernement qui partagent son avis, sont obligés de céder ; la première note au président Wilson est rédigée (elle fut expédiée seulement dans la nuit du 4 au 5 octobre) ; elle contient ces mots qui réussissent mal à sauver la face : « En vue d'éviter une plus longue effusion de sang, le gouvernement allemand propose la conclusion immédiate d'un armistice général sur terre, sur mer et dans les airs (4). » Pour reprendre une expression de Payer, « l'effondrement militaire de l'empire était reconnu officiellement » (5).

Quelle explication peut-on donner de l'attitude prise et gardée par le haut commandement dans toute cette crise ?

Nous possédons trois exposés à peu près concordants de la situation militaire telle que l'envisageait Ludendorff.

1° Le général Bartenwerffer, dans une lettre adressée au colonel Heye (6) le 20 février 1919,a résumé en quelques lignes le langage tenu par Ludendorff à ses collaborateurs immédiats, le 29 septembre 1918, à 10 heures du soir.

voulait, avant sa nomination, au lieu de s'adresser tout de suite au président Wilson, « attendre au moins huit jours pour consolider le nouveau gouvernement et ne pas donner l'impression que nous faisions notre demande d'entremise sous la pression d'un effondrement militaire ».

(1) Payer, *ouvr. cité*, p. 107.

(2) *Vorgeschichte des Waffenstillstands*, n° 32.

(3) *Ibid.*, n° 33.

(4) *Ibid.*, n° 34.

(5) Payer, *ouvr. cité*, p. 112. Au témoignage d'un civil, membre du parti démocratique, nous joindrons celui d'un militaire, le général Maercker : « L'offre (il serait plus exact de dire la demande) d'un armistice, dit-il, eut un effet dévastateur » *Vom Kaiserheer zur Reichswehr*, p. 8.

(6) Lettre reproduite par Ludendorff dans l'opuscule déjà cité : *Das Frie-*

2° Le général von Eulitz, qui représentait la Saxe au Grand Quartier Général, a reproduit, dans une lettre du 1er août 1919 au général von Mertz, les notes prises par lui au cours d'une séance tenue le 30 septembre 1918, à 11 h. 1/2 du matin, et où Ludendorff fit un tableau de la situation (1).

3° Enfin le major von dem Bussche, le 2 octobre 1918, en présence du vice-chancelier Payer, donna aux chefs de groupe du Reichstag, le socialiste indépendant Haase et le Polonais Seyda (3) compris, des renseignements propres à leur faire comprendre la nécessité d'engager sans aucun délai les négociations avec l'ennemi. Le major von dem Bussche peut être considéré comme le porte-parole de Ludendorff, qui reproduit son rapport dans *Urkunden der Obersten Heeresleitung* (p. 535).

La lecture de ces documents nous apprend que l'effondrement militaire de la Bulgarie a nécessité l'envoi de quatre divisions allemandes et de deux divisions autrichiennes à Nisch afin de rétablir la situation. En outre, une division allemande doit être transportée à Constantinople, car la Turquie est menacée. Cela fait sept divisions perdues pour le front Ouest. L'armée qui combat en France et en Belgique est très affaiblie ; 22 divisions allemandes ont dû être dissoutes, ce qui porte à 30 ou 40 divisions la supériorité de l'Entente. Tandis que les 38 divisions américaines sont toutes à gros effectif, les divisions allemandes sont à effectif réduit ; quelques-unes ne sont plus qu'un faux-semblant (3). Ce n'est cependant pas la faiblesse numérique des divisions qui rend la situation inquiétante ; ce sont plutôt les « tanks » qui apparaissent en nombre croissant et produisent sur les troupes un effet de surprise. Il y a encore de nombreux exemples de courage

dens-und Waffenstillstandsangebot, p. 23, et dans *Urkunden der Obersten Heeresleitung*, p. 526.

(1) Ce document figure également dans l'opuscule ci-dessus cité, p. 26 et dans les *Urkunden*, p. 524.

(2) Ludendorff et d'autres ont accusé ce dernier d'avoir communiqué aux ennemis de l'Allemagne les renseignements confidentiels qu'il avait pu recueillir, et de s'être ainsi rendu coupable d'une véritable trahison : instruites par Seyda, les puissances de l'Entente se seraient montrées intraitables ; c'est Seyda qui a amené la capitulation du 11 novembre. A supposer établie (elle est loin de l'être) la trahison de Seyda, on conçoit difficilement, fait observer Payer (*ouvr. cité*, p. 214), qu'elle ait pu modifier en rien les décisions prises par les chefs de l'Entente : ils étaient bien résolus à poursuivre la guerre jusqu'à la victoire complète.

(3) *Einige Divisionen sind nur noch Attrappen* (lettre du général von Eulitz).

opiniâtre donnés par elles, mais il y a aussi bien des fléchissements. Le haut commandement ne peut plus compter sur aucune certitude ; nulle offensive n'est plus possible ; et, si la guerre continue, la conduite en ressemblera désormais à un jeu de hasard.

On conçoit l'impression que des « révélations » de ce genre purent produire sur les chefs de groupe. A la vérité, le major von dem Bussche termina son rapport par des exhortations viriles : « Ni l'armée, ni le pays ne doivent rien faire qui soit un signe de faiblesse. Au contraire, l'armée et le pays doivent tenir plus fermement que jamais. En même temps qu'il offre la paix, le pays doit, par la réunion de toutes ses forces en un front unique, manifester la volonté inflexible de continuer la guerre si l'ennemi ne veut pas de la paix offerte, ou prétend nous imposer une paix humiliante. »

Mais cet appel au patriotisme s'accordait assez mal avec le contenu de son rapport ; entre une demande aussi prompte que possible d'armistice et cette affirmation hautaine qu'il fallait se garder de donner aucune marque de faiblesse, la contradiction était flagrante. Aussi l'effet de cette mâle péroraison fut-il à peu près nul. On n'attacha pas une plus grande importance aux fanfares dont Hindenburg et Ludendorff crurent devoir par la suite couvrir parfois leurs aveux d'impuissance. Et quand, après le 23 octobre, Ludendorff, jugeant offensante pour l'Allemagne la troisième note du président Wilson, voulut qu'on y répondit par un beau sursaut de patriotisme, par un effort suprême pour ressaisir la victoire (1), il ne trouva plus personne pour le suivre. On voyait trop qu'il « faisait le magnanime », prenait, un peu tard, une attitude héroïque, alors que, le premier, il avait, devant l'ennemi, levé les bras en l'air et obligé l'Allemagne à répéter ce geste de soumission. Non seulement il avait insisté pour qu'on demandât ou offrît l'armistice ; mais, comme le prince Max voulait consulter d'autres généraux, il s'était opposé avec la dernière énergie à cette enquête projetée. Même dans la défaite, il restait l'homme orgueilleux qui ne souffre pas qu'on discute son opinion et qu'on fasse appel à d'autres autorités que la sienne.

Nous n'avons pas, bien entendu, pour juger la situation mili-

(1) De là, la proclamation adressée aux troupes le 25 par Hindenburg, proclamation qui eut pour effet immédiat la mise en disponibilité de Ludendorff.

taire de l'Allemagne au 1er octobre 1918, la compétence requise ; à considérer toutefois les événements qui ont suivi, il ne nous paraît pas qu'elle justifie pleinement l'insistance mise par Ludendorff à demander sur l'heure une suspension des hostilités. Les combats ont continué jusqu'au 11 novembre, et les Allemands ont reculé sans doute ; mais jusqu'à cette date au moins, la catastrophe redoutée ne s'était pas produite. Faut-il donc s'en tenir à l'opinion de Payer et de quelques autres, et dire : Ludendorff a traversé un moment de dépression, il a perdu la tête ? Lui-même, on l'observera, proteste contre ce jugement et donne pour se disculper toute sorte de raisons qui nous paraissent assez mauvaises. Accordons, si l'on veut, qu'il a eu l'esprit quelque peu troublé par les mauvaises nouvelles venues d'Orient ; un trouble est momentané, et pendant plusieurs jours, à partir du 28 septembre, il n'a cessé de réclamer à cor et à cri l'ouverture, sans délai, de négociations, c'est-à-dire l'envoi d'une note au président Wilson. Que ce soit le vice-chancelier Payer qui la signe ou le prince Max de Bade, ou tout autre, peu lui importe pourvu qu'elle parte au plus tôt (1). Et quand paraît la première note du président Wilson (du 8 octobre) exigeant pour la conclusion d'un armistice l'évacuation immédiate des territoires occupés par les troupes allemandes, Ludendorff déclare y consentir en principe (2). La deuxième note allemande (du 12 octobre), dans laquelle le gouvernement du Reich se déclarait « prêt à accéder aux propositions d'évacuation faites par le Président comme conditions préalables d'armistice » (3) fut envoyée avec l'approbation expresse de Ludendorff. De même, après la réception de la deuxième note du président Wilson (celle du 14 octobre) qui déclare qu'aucun accord n'est possible s'il ne prévoit des garanties absolument satisfaisantes et les sûretés nécessaires pour le maintien de la supériorité militaire de l'Entente (4), qui exige, en outre, au moins implicitement, que l'Allemagne renonce tout de suite à la guerre sous-marine,

(1) Oubliant, ou feignant d'oublier, que l'Allemagne n'avait pas encore, à la date du 1er octobre, le régime parlementaire, Ludendorff trouvait tout simple, après la démission de Hertling, que le vice chancelier Payer formât un gouvernement tout exprès pour hâter l'expédition de la note. Voir LUDENDORFF *Das Friedens- und Waffenstillstandsangebot*, p. 6 et p. 34, note ; PAYER, *ouvr. cité*, p. 89.

(2) *Vorgeschichte des Waffenstiltstands*, n° 39.

(3) *Ibid.*, n° 47.

(4) *Ibid.*, n° 48.

Ludendorff, dans la conférence tenue le 17 octobre à 5 heures du soir, « demande que l'on continue la négociation de paix » (1). C'est seulement la troisième note (celle du 23) qui excite son indignation, et, avec le succès que nous avons dit, le pousse à adopter une attitude nouvelle et intransigeante.

Conservateur dans l'âme, vieux-Prussien, adversaire-né de la démocratie, Ludendorff intervient fin septembre en faveur de la réforme électorale en Prusse et prête un appui très inattendu aux partisans du régime parlementaire ; en même temps, ce soldat plein d'orgueil fait preuve d'une hâte à capituler qui étonne et scandalise les civils. Quand on rapproche tous ces faits, on ne peut se défendre de leur attribuer une même cause ; après l'effondrement du front balkanique, Ludendorff a compris que la partie était perdue,et il n'a plus eu qu'une idée : se soustraire à la responsabilité écrasante qu'il sentait peser sur lui. Que le pouvoir passe aux mains des hommes de gauche le plus vite possible ; que libéraux, progressistes, démocrates, socialistes, députés du Centre, constituent un gouvernement populaire et signent la paix aux conditions que leur imposera l'Entente. Cela est douloureux sans doute, mais la réputation militaire du général aura moins à en souffrir que d'une défaite retentissante ou d'une capitulation en rase campagne. Ludendorff s'est défendu d'être, en tant que chef d'armée, un joueur audacieux qui hasarde de grands coups, s'enrichit ou se ruine suivant que la fortune lui est favorable ou contraire. Peut-être a-t-il raison sur ce point, nous n'avons pas qualité pour en décider ; en revanche, sa conduite au cours de la crise, qui fait l'objet de ce chapitre, ressemble fort à celle d'un joueur prudent qui, ne se sentant plus en veine, cherche à passer la main. Tel est ce militaire si prodigue, dans ses ouvrages subséquents, d'accusations contre les civils qui ont eu la mission pénible de liquider la banqueroute déclarée par lui-même. La « Révolution d'en haut » dont il parle si volontiers, comment ne voit-il pas qu'il en est le principal auteur ?

V

Les réformes accomplies au cours du mois d'octobre, la liberté plus grande donnée, ou plutôt promise, à la presse — car la censure continua de s'exercer avec rigueur — une

(1) *Vorgeschichte des Waffentillstands*, n° 58.

sorte d'amnistie accordée en Prusse à un grand nombre de condamnés politiques (1), la réception par l'empereur, le 21 octobre, des nouveaux ministres, les amabilités qu'il eut à cette occasion pour les socialistes Bauer, David, Schmidt, Scheidemann, le discours plein de promesses qu'il leur tint et qui, « prononcé quelques années auparavant, aurait pu produire une impression remarquable » ((2), toutes ces manifestations d'un « esprit nouveau » ne pouvaient empêcher les événements de suivre leur cours. La personnalité même du prince Max de Bade n'inspirait pas grande confiance, et une dislocation du gouvernement faillit se produire après la publication, par un journal socialiste suisse, la *Freie Zeitung* de Berne, de la lettre écrite le 12 janvier 1918 par le prince à son cousin Hohenlohe. Entre cette lettre, en effet, dont l'auteur parlait avec mépris de la résolution de paix du 19 juillet 1917 et se prononçait contre les institutions démocratiques, et le discours lu au Reichstag le 5 octobre 1918 par le nouveau chancelier, il y avait trop de désaccord. Scheidemann et Bauer, quand ils eurent connaissance de la lettre, dont la reproduction fut interdite en Allemagne, voulurent donner leur démission en cas que le prince Max restât au pouvoir (3). Ils finirent cependant par la retirer. Une question plus grave n'allait pas tarder à se poser, celle de l'abdication de l'empereur. Dès le 16 octobre, dans une séance du cabinet de guerre, Scheidemann disait : « Croit-on vraiment que le peuple soit encore disposé à lever un doigt pour maintenir l'empereur (4) ? » Ludendorff fait observer à ce propos que Scheidemann qui, le premier parla d'abdication (5), a été aussi le premier à pro-

(1) Ce ne fut pas une véritable amnistie au sens que l'on donne au mot en français ; les condamnés furent recommandés à la clémence du roi et graciés par lui. Voir Payer, *ouvr. cité*, p. 123.

(2) Scheidemann, *Der Zusammenbruch*, p. 188.

(3) Scheidemann, *ouvr. cité*, p. 182, donne le texte de la lettre adressée par son collègue et lui au vice-chancelier Payer.

(4) *Vorgeschichte des Waffenstillstands*, n° 54. Le mot de Scheidemann a été reproduit par Ludendorff, *Urkunden der Obersten Heeresleitung*, p. 555.

(5) Il n'est d'ailleurs pas tout à fait exact que Scheidemann ait le premier parlé d'abdication. Dans un tout autre esprit, à la vérité, un homme du parti le plus opposé aux socialistes, un représentant de la vieille Prusse militaire avait, antérieurement, eu l'idée que, pour le salut de la Prusse et de l'Empire, il convenait de remplacer au moins temporairement Guillaume II par son fils. Voir Oberst Bauer, *Der grosse Krieg in Feld und Heimat* (La grande guerre sur le front à l'arrière), p. 187. « Le seul homme qui vit clair et ne voulut pas se leurrer était le kronprinz ; je lui dis au commencement de février 1918 que l'Empereur était notre perte,... que

noncer au Reichstag le mot de « révolution ». Il l'avait prononcé, en effet, dans la séance du 15 mai 1917, mais que disait-il à cette date ? « Si les gouvernements anglais et français prennent la même attitude que la Russie, c'est-à-dire déclarent renoncer à toute annexion, et si, dans cette hypothèse, le gouvernement allemand, au lieu de mettre fin à la guerre par une renonciation semblable, la continue dans l'intention de faire des conquêtes, alors, Messieurs, vous pouvez m'en croire, vous verrez la révolution éclater dans le pays (1). » Au mois d'octobre 1918, l'Entente, loin de renoncer à ce que Scheidemann appelait des annexions, affichait hautement la prétention d'enlever à l'Allemagne des territoires occupés par elle depuis des années, et en particulier depuis 1871. Scheidemann cependant, jugeant la paix indispensable, était disposé à jeter l'empereur par dessus bord, — ce même Scheidemann qui, au mois de juin 1917, disait au ministre suédois Lindmann : « L'Entente est complètement dans l'erreur si elle compte sur une révolution chez nous pendant la guerre ; la révolution n'est possible, à mon avis, que dans les conditions que j'ai exposées en mai (1). » On voit par là le chemin parcouru depuis les mois de mai et juin 1917 jusqu'au mois d'octobre 1918.

Les adversaires de l'Allemagne ne semblaient pas disposés à traiter avec un gouvernement ayant à sa tête l'empereur Guillaume, même habillé comme M. Renaudel (3) ; on pouvait croire qu'au nombre des conditions d'armistice proposées par eux, se trouverait l'abdication de l'empereur, sa renonciation à la couronne et celle du kronprinz, le mieux serait donc d'aller au devant de ce désir, et la dignité de l'Allemagne aurait moins à souffrir si l'empereur s'en allait avant que l'En-

nous allions à la révolution, et qu'à mon avis il fallait ou bien que l'Empereur fît acte d'énergie ou qu'il abandonnât pour un temps le gouvernement. »

Notons encore que, d'après Niemann, ce ne seraient pas les socialistes, mais les hommes du parti démocratique-bourgeois qui, en octobre 1918, auraient les premiers envisagé la nécessité d'une abdication. Dans le feuilleton d'un de leur journaux, on avait pu lire un dialogue supposé entre le vieux maréchal de la Cour et l'empereur. En manière de conclusion, l'empereur, d'un beau geste, renonçait au trône par patriotisme. NIEMANN, *Kaiser und Revolution*, pp. 103-104.

(1) SCHEIDEMANN, *ouvr. cité*, p. 158.

(2) *Ibid.*, p. 146.

(3) Nous faisons allusions à un fort joli dessin d'Abel Faivre publié par *l'Echo de Paris* vers cette époque : l'empereur Guillaume porte encore un pantalon à bandes brodées et des bottes à éperons, mais il a revêtu, avec une chemise à col rabattu, un veston et un gilet d'étoffe quadrillée. Légende : « S'habiller comme M. Renaudel, voilà le salut ! »

tente eût formellement exigé son départ. Certains pays du Sud, la Bavière, notamment, semblaient d'ailleurs le souhaiter. Le député au Landtag bavarois, Held, avait publiquement envisagé la possibilité pour la Bavière de conclure une paix séparée ; on avait été jusqu'à dire que les troupes bavaroises refuseraient d'obéir aux ordres du général en chef (1).

Même dans l'Allemagne du Nord, même en Prusse, et aussi dans l'armée, les signes de mécontentement allaient se multipliant. La mise en liberté de Karl Liebknecht, retardée par le mauvais vouloir des bureaux de la guerre (2), finissait par être obtenue le 21, grâce à la pression exercée par les membres socialistes du gouvernement, et c'était l'occasion d'une manifestation très bruyante : on alla en foule attendre Liebknecht à la gare d'Anhalt ; il fit son entrée dans Berlin comme un triomphateur (3). Les socialistes indépendants, dès le milieu d'octobre, étaient débordés et dépassés ; un parti communiste franchement révolutionnaire se constituait sur un appel de Frenken-Nowawes (4). L'ambassade russe à Berlin devenait un foyer très actif de propagande. Joffe le représentant des Soviets, y tenait table ouverte ; ce qui, dans un temps de quasi-famine, ne laissait pas d'avoir son importance. Bien des Allemands recevaient de lui des conseils, et aussi de l'argent ; nous citerons les noms de Berth, encore inconnu à ce moment, mais qui, au jour de la révolution, devait jouer un rôle inattendu (5) ; d'Oscar Cohen, député au Reichstag ; d'Eichhorn, le futur chef de la police. Jouissant du bénéfice de l'exterritorialité et recevant de Russie des colis non contrôlés, disposant d'une imprimerie clandestine, Joffe pouvait très librement, comme il l'a raconté lui-même, poursuivre son travail et répandre par milliers des brochures, des « tracts » révolutionnaires. Cela dura jusqu'au commencement de novembre. Un jour une caisse adressée à l'ambassadeur de Russie s'ouvrit par accident, tandis qu'on la déchargeait dans une des gares de Berlin ; on vit qu'elle contenait des écrits de propagande destinés au peuple et à l'armée (6). Le gouvernement

(1) Payer, *ouvr. cité*. p. 153.
(2) *Ibid.*, p. 124.
(3) Scheining, *Das erste Jahr der deutschen Revolution*, p. 17.
(4) *Der Europäische Krieg* (série de guerre du *Deutscher Geschichtskalender*) Neunter Band, 2 Hälfte, p. 609.
(5) Lui-même a pris soin de l'exposer en le grossissant dans son livre : *Aus der Werkstatt der deutschen Revolution.*
(6) Payer, *ouvr. cité*, p. 60.

prit aussitôt des mesures, et, le lendemain matin, Joffe, avec toute sa suite, était déjà loin de Berlin ; la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* annonçait le 6 novembre la rupture des relations diplomatiques avec la Russie.

L'armée ne pouvait évidemment rester à l'abri de la contagion. Les soldats, qui avaient eu contact avec les Russes et qu'on transportait sur le front Ouest, y apportaient des germes actifs de fermentation. Les désertions à l'extérieur et à l'intérieur étaient nombreuses ; parmi les hommes de remplacement qu'on envoyait pour combler les vides creusés dans les bataillons allemands, beaucoup n'arrivaient pas. Un officier raconte que sur 1.400 hommes que comptait un transport au départ d'Ellenborn, 100 avaient déjà disparu avant qu'on eût passé la frontière, cependant peu éloignée, et qu'une faible partie seulement parvint au front (1). Comme le fait très judicieusement observer Payer, après quatre ans de guerre, une armée de plusieurs millions d'hommes qui restent en contact constant avec leurs parents et amis de l'arrière, qui ont, de temps à autre, des permissions, ne peut pas avoir un moral très différent de celui de la population civile ; la lassitude, le dégoût qui vont en croissant dans le pays, ont leur répercussion inévitable dans les rangs mêmes des combattants (2). Les moyens employés par le haut commandement pour fortifier le moral des troupes n'étaient d'ailleurs pas toujours très bien choisis. On avait, par exemple, répandu à profusion dans l'armée un écrit de 48 pages intitulé *Deutschlands Zukunft bei einem guten und bei einem schlechten Frieden* (L'avenir de l'Allemagne en cas d'une bonne paix et en cas d'une mauvaise). Or, que trouve-t-on dans cet écrit ? Une toute petite phrase incidente sur l'honneur national et de longs développements sur ce que l'Allemagne devait prendre à ses ennemis pour créer de nouveaux débouchés à son commerce et à son industrie, pour avoir des terres nouvelles à exploiter, pour être en état de payer ses dettes, et enfin pour pouvoir entreprendre de nouvelles guerres dans des conditions plus favorables. On n'avait pas pris garde, fait observer Gustave Büscher (3), que

(1) *Der Weltkrieg im Lichte naturwissenschaftlicher Geschichtsauffassung. Laiengedanken, eines Berufsoffiziers* (La grande guerre suivant une interprétation de l'histoire tirée des sciences naturelles. Pensées d'un profane, officier de carrière), p. 195 note.

(2) Payer, *ouvr. cité*, p. 216.

(3) Gustav Büscher, *Die Vergiftung des Geistes als Ursache des Krieges und der*

ce programme, rempli d'attrait pour les seigneurs du haut commerce et les généraux, devait indisposer le simple soldat. Que lui offrait-on en échange du sacrifice de sa vie ? Les miettes du festin auquel s'attablaient les riches. Aussi trouvait-on sur les parois des tranchées des inscriptions telles que celle-ci :

Wir kämpfen nicht für Deutschlands Ehr' !
Wir kämpfen für die Millionär' !

(Nous ne combattons pas pour l'honneur de l'Allemagne, nous combattons pour les millionnaires.)

Cela se passait en 1917, dans un temps où l'Allemagne pouvait encore se croire victorieuse. Quel devait être l'état d'esprit des troupes après trois mois de revers à peu près ininterrompus ? Certes, il faut le dire à l'honneur de la nature humaine, bien des soldats allemands se sont battus bravement jusqu'au dernier jour ; mais qu'il y ait eu fléchissement de la discipline, que les hommes revenant au front après une permission ou après la guérison de leurs blessures y aient apporté un mauvais esprit, que les formations nouvelles aient eu fort peu d'ardeur guerrière, ou même la résolution bien arrêtée de se rendre sans combat, c'est ce que nous savons par de nombreux témoignages au nombre desquels nous citerons celui du kronprinz (1). Aussi la demande faite par Ludendorff, à la date du 17 octobre, de 600.000 hommes de renfort, ne pouvait-elle guère être ou paraître inspirée que par le désir de sauver son prestige personnel, et celui du haut commandement, de se faire, comme on disait jadis, blanc de son épée. « Avec ces 600.000 hommes que le cabinet pusillanime, présidé par le prince Max de Bade, m'a refusés, je sauvais tout », voilà ce que déclare après coup, Ludendorff ; donc c'est le gouvernement civil qui est la cause de notre ruine (2). Mais l'attitude du

Revolution (L'empoisonnement de l'esprit, cause de la guerre et de la révolution), p. 123.

(1) Nous avons reçu des hommes de remplacement qui, dès le jour du départ, étaient bien résolus à lever les bras en l'air à la première occasion, dit le kronprinz. *Erinnerungen, herausgegeben von Karl Rosner* (Souvenirs publiés par Karl Rosner), p. 237.

(2) Le kronprinz tient à peu près le même langage. Après avoir reproduit une note écrite par lui le 19 octobre, et où il déclare l'heure venue des résolutions héroïques, il ajoute : « Le même jour, le général Ludendorff soutenait à Berlin devant le cabinet de guerre un combat difficile pour la mise à exécution de desseins tout semblables. Les jours qui suivirent montrèrent que

général dans ce fameux conseil du 17 octobre fut loin d'avoir la fermeté, la netteté qu'il aurait fallu. Payer la juge « pleine de contradiction » (1). Il savait fort bien, et tous savaient comme lui, que, lui eût-on accordé, sur le papier, tout ce qu'il demandait, cela n'eût rien changé à la situation, et, en fin de compte, il se rallia, nous avons eu l'occasion de le dire, à l'envoi d'une troisième note au président Wilson, encore plus conciliante que les deux premières.

Bien des mutineries s'étaient produites en divers endroits quand une division de la landwehr, le 31 octobre, refusa d'obéir (2). Trois jours avant, avait éclaté, sur le vaisseau de ligne le *Markgraf*, appartenant à la troisième escadre, une révolte grosse de conséquences.

Déjà, au mois de juillet 1917, des faits d'une certaine gravité s'étaient produits ; des velléités d'insubordination avaient dû être réprimées, quarante hommes traduits devant des cours martiales, qui en condamnèrent seize à mort. De ces seize, deux furent exécutés, les autres graciés à la demande de l'empereur (3), dont les amiraux Scheer et Foss, le capitaine de corvette Ferstner, déplorent la faiblesse. On s'était en même temps efforcé d'apporter quelques allègements au service et d'améliorer l'ordinaire des marins (4). Une certaine fermentation subsistait néanmoins dans les équipages de la flotte ; les journaux socialistes, les brochures de propagande s'y répandaient. L'amiral von Cappelle, ministre de la marine, accusa même formellement au Reichstag le parti socialiste indépendant, et nommément Dittmann, Vogtherr et Haase,de fomenter la révolte parmi les marins. Haase répondit le 9 octobre 1917 (5).

Au mois d'octobre 1918, le bruit se répandit qu'une attaque

le gouvernement ne pouvait élever son patriotisme à ce niveau. » *Meine Erinnerungen aus Deutschlands Heldenkampf* (Mes souvenirs de la lutte héroïque soutenue par l'Allemagne), p. 361.

(1) *Widerspruchsvoll*, Payer, *ouvr. cité*, p. 134. Pour le procès-verbal de la séance, voir *Vorgeschichte des Waffentillstands*, n° 57.

(2) Payer, *ouvr. cité*, p. 153.

(3) D'après Foss, *Enthüllungen über den Zusammenbruch* (Révélations sur l'effondrement), p. 26. Lutz, dans son livre *The German Revolution* (La révolution allemande) p. 28, parle de 40 condamnations à mort et de 16 exécutions ; nous croyons qu'il y a eu confusion de sa part. Le même auteur dit aussi que, dans ces mutineries de l'été 1917, plusieurs officiers furent tués ; nous n'avons trouvé dans aucun document allemand confirmation de ce fait.

(4) Noske, *Von Kiel bis Kapp*, p. 9.

(5) Haase, *Reichstagsreden* (Discours au Reichstag), p. 110.

dirigée contre les forces anglaises de la Manche et la côte anglaise était projetée : il semble en fait que des torpilleurs et des sous-marins dussent bloquer les routes maritimes conduisant à l'embouchure de la Tamise et couler les navires de transport ennemis, tandis que, pour couvrir cette attaque, la flotte allemande de haute mer offrirait le combat à la flotte anglaise. Bien que ce projet un peu tardif ne fût connu que des plus grands chefs, les préparatifs ne passèrent pas inaperçus et soulevèrent une véritable indignation. On veut nous conduire à l'abattoir pour la plus grande gloire de l'empereur Guillaume ! tel fut à peu près le sentiment des marins ; ce qui pouvait subsister encore de loyalisme ne résista pas à cette épreuve. L'équipage du *Markgraf,* quand l'ordre fut donné d'appareiller, refusa de lever l'ancre, et les chauffeurs éteignirent les feux (1). Le mouvement se propagea sur d'autres navires de la troisième escadre concentrée dans le golfe de la Jade, près de Wilhelsmhaven. Les mécontents votèrent, le 30 octobre, la résolution suivante : « Si les Anglais nous attaquent, nous agirons en braves gens et défendrons nos côtes jusqu'à la dernière extrémité ; mais nous refusons d'attaquer. Nous éteindrons les feux si l'on veut nous mener plus loin qu'Héligoland. »

Cette résolution, on l'observera, n'a aucun caractère politique ; les marins se bornent à exprimer un sentiment qui, à cette date, était celui de tous ou presque tous les Allemands. Assez de sacrifices inutiles ! Nous voulons bien encore défendre notre pays, mais qu'on ne nous demande rien de plus.

Les marins insubordonnés du vaisseau de ligne *Grosser Kurfürst* furent mis en prison à Wilhelmshaven ; la troisième escadre reçut l'ordre de se rendre par le canal Kaiser Wilhelm à Kiel, où elle arriva le 2 novembre et où de nouvelles arrestations eurent lieu. Le dimanche suivant — c'était le 3 novembre — un grand rassemblement de marins et d'ouvriers se forma sur le champ d'exercices de Kiel ; des discours violents furent prononcés ; on se forma en colonne, drapeau rouge déployé, pour réclamer la mise en liberté des prisonniers. Une collision sanglante se produisit alors ; un groupe comprenant une cinquantaine d'aspirants et de premiers ou seconds maî-

(1) D'après Ferstner, *Die Marine Meuterei* (Les mutineries dans la marine) p. 8, des actes d'insubordination se seraient également produits le 30 octobre à bord du *Thüringen,* de la 1re escadre, et du *Helgoland*.

tres, sous la conduite d'un officier, se porta à la rencontre des mutins à l'angle de la Karlstrasse et de la Brunswickerstrasse. Après une sommation restée sans effet, elle ouvrit le feu ; une trentaine d'hommes furent blessés, huit tués. Ce fut à peu près la seule tentative de résistance. Dès le lendemain, les rebelles étaient les maîtres dans Kiel et sur la flotte ; les officiers laissaient faire, sentant leur impuissance ; les couleurs de la révolution remplaçaient, à bord des navires impériaux, le drapeau noir-blanc-rouge. Sur le *König* cependant, le commandant et quelques officiers voulurent s'opposer à cette substitution d'emblèmes : deux d'entre eux furent abattus, et quelques autres blessés. Les soldats, mandés en hâte, étaient désarmés à leur arrivée en gare de Kiel ; beaucoup faisaient cause commune avec les révoltés. L'amiral Souchon, gouverneur de Kiel, fut entièrement surpris par la révolte et s'abandonna aux événements (1). Il ne tarda d'ailleurs pas à être remplacé par le socialiste Noske. L'attitude du gouvernement ressembla fort à celle de l'amiral. Un membre du cabinet, Haussmann, fut envoyé à Kiel, le 4, pour juger de la situation. Il revint le 5, et dit à ses collègues qu'une « amnistie générale » (2) devait être accordée aux rebelles. En fait, il avait accepté la veille, et s'était engagé à faire accepter par le gouvernement, un certain nombre de revendications : toutes les mesures militaires prises pour arrêter le mouvement devaient être rapportées ; les conseils d'ouvriers et de soldats auraient qualité pour ordonner la mise en liberté des personnes non encore relâchées (3). La proposition de Haussmann parut d'abord inadmissible à plusieurs de

(1) Noske, *Von Kiel bis Kapp*, p. 12.

(2) C'est le terme dont use Payer, *ouvr. cité*, p. 156.

(3) Le Conseil des soldats avait, en outre, formulé un programme en 14 points (lui aussi!) :

1. Mise en liberté de toutes les personnes arrêtées et des prisonniers politiques.
2. Liberté complète de la parole et de la presse.
3. Suppression de la censure postale.
4. Traitement convenable (*Sachgemässe Behandlung*) des hommes par leurs supérieurs.
5. Retour à bord des navires et dans les casernes de tous les hommes, sans qu'ils aient à subir aucune punition.
6. Le départ de la flotte n'aura lieu dans aucun cas.
7. Il ne sera pris aucune mesure de protection pouvant entraîner effusion de sang.
8. Toutes les mesures nécessaires à la protection des biens privés seront ordonnées par le Conseil des soldats.

ses collègues ; mais, le 6 au matin, elle fut agréée par tous (1). La révolte se généralisait ; des conseils de soldats se constituaient un peu partout (2). Pas plus que l'armée de mer, si longtemps l'objet de la part de l'Empereur d'une sollicitude particulière, l'armée de terre ne semblait disposée à rien faire pour soutenir un régime que l'on sentait condamné. Le gouvernement s'estimait heureux quand des troupes relativement disciplinées se bornaient à déclarer qu'en aucun cas, « elles n'ouvriraient le feu contre des compatriotes » (3) ; il cherchait anxieusement un bataillon composé d'hommes sûrs pour monter la garde autour du palais où il tenait séance. Le 7 novembre, il crut l'avoir trouvé : c'étaient des chasseurs qu'on fit venir de Lübben. Ils occupèrent leur poste le 8 ; le 9 au matin, ils avaient tous disparu, ce qui, dit Payer, « ne m'étonna pas du tout ; c'est le contraire qui m'eût étonné » (4). Le général Linsingen, commandant supérieur de la province, avait, à la vérité, dans un document devenu fameux (5), interdit la formation des conseils d'ouvriers et des soldats, prescrit l'occupation par la force armée des rues de Berlin, coupé ou voulu couper toute communication avec le dehors, surtout avec le

9. (Manque dans le texte que nous avons sous les yeux.)

10. En dehors du service, il n'y a plus de supérieurs.

11. Liberté personnelle illimitée pour tout homme, depuis l'achèvement de son service quotidien jusqu'au commencement du suivant.

12. Les officiers qui souscriront aux mesures prises par le Conseil des soldats seront les bienvenus parmi nous. Quant aux autres, ils n'ont qu'à se retirer sans pouvoir alléguer aucune nécessité de service.

13. Tout membre du Conseil des soldats doit être libéré de tout service.

14. Toutes les mesures à prendre à l'avenir devront recevoir l'approbation du Conseil des soldats.

(D'après la *Kieler Zeitung*, 5 novembre 1918.)

(1) Payer, *ouvr. cité*, p. 156.

(2) Dès le 8 novembre, les prisonniers et les prisonnières (Français et Belges) détenus à Siegburg étaient mis en liberté et assistaient à des scènes inattendues : les officiers allemands servant à boire à leurs hommes et se laissant malmener par eux. (Témoignage de Mlle Léonie van Houtte.)

(3) Payer, *ouvr. cité*, p. 160.

(4) *Ibid*, p. 161. Nous trouvons dans un journal conservateur l'indication suivante : « Le bataillon de chasseurs n° 4 (Marburg) qui avait, il y a quelques jours, été transporté à Berlin pour y réprimer des troubles éventuels et qui occupait avec des mitrailleuses les bâtiments publics ainsi que les principales places de la ville, a passé au peuple aujourd'hui. Des députations de ce corps ont déclaré aux chefs du parti socialiste que les soldats ne tireraient pas sur le peuple... Les soldats du régiment de grenadiers Empereur Alexandre se sont prononcés dans le même sens. Dans les autres corps, des délibérations ont lieu en ce moment. »

(5) Cette ordonnance prétendait « interdire la révolution » (*Revolution verboten !*).

littoral de la Baltique et de la mer du Nord en pleine effervescence révolutionnaire ; mais, deux jours après, une nouvelle ordonnance, signée de lui, invitait la garnison de Berlin à ne pas faire usage de ses armes.

L'opinion des meilleurs juges est que ce général pouvait s'épargner la peine de rapporter ses ordres précédents puisque la troupe était décidée à ne pas obéir (1).

Que devenait Guillaume cependant, ce Guillaume que tous ou à peu près tous en Allemagne s'accordaient à trouver fort gênant ? Le 29 octobre, Scheidemann, dans une lettre adressée au chancelier, avait formellement demandé que l'Empereur fût invité « à abdiquer volontairement » (2). Le 30, le chancelier obtint de lui qu'il retirât sa lettre en lui promettant une décision très prompte ; mais, pour que cette promesse fût tenue, il aurait fallu que Guillaume fût à Berlin. Or, le 29, sans même prévenir le chef de son gouvernement (3), Guillaume avait brusquement quitté sa capitale et s'était rendu au Grand Quartier Général. Son « abdication volontaire », à la date du 30 octobre ou du 1er novembre, eût-elle rendu possible, comme le disait Scheidemann dans sa conversation avec le prince Max, le maintien de la monarchie ? Il est difficile, après coup, de l'affirmer ; du moins se fût-elle mieux conciliée avec la dignité impériale. Du 30 octobre au 9 novembre, l'empereur Guillaume ne cessa de recevoir des messages l'invitant très respectueusement à s'en aller de son plein gré ; le 9, il finit par se décider à prendre le train de Hollande ; mais il était trop tard. Les ministres socialistes, las d'attendre, avaient donné leur démission dans la matinée, avant l'arrivée du télégramme annonçant la fuite de l'empereur (4). La foule se pressait autour du palais où siégeait le gouvernement. Un peu

(1) Payer, *ouvr. cité*, p. 161. Scheining, *Das erste Jahr der deutschen Revolution*, p. 27. Voir aussi la note 4 de la page 212.

(2) Scheidemann, *Der Zusammenbruch*, p. 202.

(3) Le chancelier n'eut connaissance de ce départ qu'à l'instant même où il s'effectuait ; il tenta, sans succès, de téléphoner pour l'empêcher. Payer, *ouvr. cité*, p. 146.

(4) La lettre de démission de Scheidemann est du 9, un peu après neuf heures (Scheidemann, *ouvr. cité*, p. 208). D'après Lutz, *ouvr. cité*, p. 43, le prince Max aurait de sa propre initiative annoncé que l'empereur abdiquerait ; Guillaume, apprenant cette nouvelle, aurait dit alors : « Je reste roi de Prusse et je suis au milieu de mes troupes », mots reproduits dans la *Deutsche Tageszeitung* du 29 juillet 1919. Mais ces troupes elles-mêmes, Guillaume dut le reconnaître, n'étaient nullement disposées à se battre « pour le roi de Prusse ». Voir note 2 de la page 212.

après midi, les délégués du parti socialiste se faisaient annoncer, et le chancelier donnait ordre de les introduire. En présence de plusieurs autres membres du cabinet, Ebert déclara avec calme, mais très fermement, que, dans l'intérêt de l'ordre public, son parti jugeait nécessaire la remise du pouvoir, et en particulier des fonctions de chancelier, aux mains « d'hommes ayant la confiance du peuple ». Le prince Max répondit que le cabinet allait examiner la situation. En fait, il se retira dans une pièce voisine, et, dès ce moment, Ebert, l'ancien ouvrier sellier, fils d'un tailleur de Heidelberg, fut appelé *Herr Reichskanzler* (Monsieur le chancelier de l'Empire). Dans l'après-midi, vers deux heures, Sheidemann, d'un balcon du bâtiment, proclama la République : « Le peuple allmand a vaincu sur toute la ligne Le vieil édifice vermoulu s'est effondré, c'en est fait du militarisme. Les Hohenzollern ont abdiqué. Vive la République allemande (1) ! »

Ce qui frappe dans cette histoire, dans la scène entre Ebert et le prince Max en particulier, c'est son peu d'intérêt dramatique : il n'y a plus deux volontés qui s'affrontent, tout le monde est d'accord pour reconnaître que le régime impérial a déjà cessé d'exister. « Si j'avais eu le loisir, dit Payer, de me représenter par avance l'événement, certes je me serais fait une autre image d'un aussi prodigieux bouleversement ; c'eût été plus violent, cela eût moins ressemblé au règlement tranquille d'une affaire. Mais, eu égard au train dont allaient les choses, j'eus l'impression, le 9 novembre, que cet événement ne pouvait se passer que de cette façon très peu dramatique... Le Grand Quartier Général excepté (2), il était

(1) D'après Scheining, *ouvr. cité*. Nous trouvons un texte de même sens, avec quelques modifications légères de forme, dans les journaux du temps. Voir Ahnert, *Die Entwicklung der deutschen Revolution* (Le développement de la révolution allemande), p. 190.

(2) Cette exception même que fait Payer ne nous paraît pas très justifiée. Si nous en croyons le lieutenant-colonel Niemann, témoin bien renseigné, le général von Groener qui avait remplacé Ludendorff, dit à l'empereur : « L'armée rentrera dans le pays en bon ordre et tranquillement, mais ce ne sera pas sous la conduite de Votre Majesté ». Guillaume, irrité, de répondre : « Je veux que tous les généraux ayant un commandement déclarent que l'armée abandonne son chef suprême. Ne m'a-t-elle pas prêté serment de fidélité ? » Là-dessus le général von Groener exprima cette opinion que « la situation étant donnée, il n'y avait plus là qu'une fiction ». Niemann, *Kaiser und Revolution*, p. 135. Même langage ou à peu près lui est attribué par Menke-Glückert, *Die November Revolution 1918*, p. 58. Au cours d'une réunion que tinrent à Spa, le 8 novembre, des officiers supérieurs et généraux, il fut reconnu qu'on ne pouvait compter sur l'armée pour combattre la révolution. Le colonel Heye fut chargé de le faire savoir à l'empereur. (Lutz, *ouvr. cité*, p. 43.)

parfaitement clair pour tous que, le 9 novembre à midi, l'effondrement de la monarchie et la transmission du pouvoir aux mains populaires étaient un fait accompli ; il n'y avait plus qu'à l'enregistrer aussi simplement que possible (1). »

De résistance, il n'y en eut nulle part, pas plus à Berlin qu'à Münich, où la République avait été proclamée la veille, et dans les autres capitales d'Etats allemands. On tira bien quelques coups de fusils dans la rue ; mais, autant qu'on en peut juger, ce ne fut pas pour vaincre la contre-révolution, dont les partisans se tinrent, ce jour-là, parfaitement cois. Ce fut par besoin de faire du bruit ou pour célébrer la victoire populaire. Dans la nuit du 9 au 10, des attroupements se formèrent à Berlin, devant la gare dite de Potsdam ; le bruit circula que des troupes fidèles au roi allaient arriver de Potsdam pour mettre les Berlinois à la raison. Attente vaine : on ne vit sur la grande place que quelques rares spectateurs, et les dames peu farouches qui ont accoutumé d'y chercher fortune (2). Un auteur que nous avons déjà cité, l'officier de carrière auquel nous devons un livre sur « la grande guerre suivant une interprétation de l'histoire tirée des sciences naturelles », qualifie la révolution de novembre de « révolution des estomacs » (*Magenrevolution*). L'esprit, dit-il, n'y eut aucune part ; il ne s'agissait pas de droits nouveaux à revendiquer, de principes à proclamer. En un sens, cela n'est pas tout à fait inexact, car il est bien certain que la faim a été l'une des causes directes de la révolution. Mais nous trouvons encore plus juste cette appréciation d'un autre Allemand : « Ce ne fut pas une révolution dans laquelle une force ait été refoulée par une autre ; ce fut l'effondrement spontané d'un ordre de choses ancien qui ne pouvait plus se soutenir lui-même (3). »

Le fait qu'ouvriers et soldats ont vaincu ou paru vaincre sans combat, le 9 novembre, était de nature à inspirer de la méfiance quant à l'avenir. Une victoire trop facile remportée sur un régime agonisant eut, pour le parti de la révolution, l'effet qu'on pouvait prévoir ; il se décomposa, et les forces contre-révolutionnaires, sous des noms nouveaux, ne tardèrent pas à redevenir menaçantes.

CH. APPUHN.

(1) PAYER, *ouvr. cité*, pp. 165-166.
(2) SCHEINING, *ouvr. cité*, p. 29.
(3) HARTUNG, dans *Politisches Handwörterbuch* (Dictionnaire politique), t. II, p. 416.

La Campagne de l'armée russe sur la Vistule au mois d'octobre 1914.

Le présent article est un extrait de quelques chapitres de mon livre : *La Russie pendant la première année de la Guerre mondiale,* qui doit paraître bientôt en russe. Etant donné que le lecteur français qui s'intéresse aux événements de la Grande Guerre n'est généralement au courant, en ce qui concerne le front russe, que des opérations contemporaines de l'épopée de la Marne, j'ai spécialement préparé cet article pour les lecteurs de la *Revue de l'Histoire de la Guerre Mondiale* dans l'idée qu'il serait peut-être intéressant pour eux de connaître aussi les événements postérieurs à cette époque. — Notre opération de Varsovie notamment avait ouvert aux armées russes les voies d'une offensive sur la rive gauche de la Vistule, offensive attendue en France, en Belgique et en Angleterre avec le plus vif intérêt.

I

Après la défaite qu'elles avaient subie sur la Marne,les troupes allemandes purent bien vite s'arrêter sur les positions de l'Aisne, où elles se fixèrent. Dans un délai très court, ces positions acquirent le caractère de fortifications.

Devant nos alliés s'ouvrait donc la perspective d'une « guerre de positions », que l'on pouvait prévoir bien longue.D'après les renseignements de notre ambassadeur à Paris, M. Isvolski, le Commandant en Chef de l'armée française, le général Joffre, annonçait à son gouvernement, après la bataille de la Marne, que les succès de ses armées « seraient mesurés dorénavant non pas par dizaines de kilomètres, ni même par kilomètres,

mais par simples mètres ». D'ailleurs, même ces succès modestes ne furent que temporaires. Les opérations actives se firent de plus en plus rares, et il s'établit sur le front français comme une sorte d'état d'équilibre.

En même temps, on apprenait que les Allemands se portaient rapidement vers le Nord en menaçant à nouveau d'encercler nos alliés par leur flanc gauche, et manifestaient l'intention d'aller jusqu'à la limite naturelle du front territorial de l'ouest, c'est-à-dire jusqu'au littoral. Si, avant la bataille de la Marne, c'était Paris qui était menacé d'une invasion ennemie, un danger tout nouveau se révélait maintenant pour les bases navales anglaises les plus rapprochées sur le continent, celles de Calais et de Boulogne. Au cas où ces points seraient tombés aux mains des Allemands, les Anglais auraient été obligés de reporter leurs bases plus loin au fond de la Manche, et les Allemands auraient eu un théâtre beaucoup plus vaste pour l'activité de leurs sous-marins, ainsi que la possibilité de menacer d'une façon immédiate les côtes anglaises.

Les Allemands s'étant répandus vers le Nord, nos alliés furent également obligés d'étendre de plus en plus leur front, et par cela même de l'affaiblir, en transportant des troupes dans les directions nouvellement menacées. Cette contre-manœuvre était d'autant plus difficile que les troupes françaises avaient subi dans les dernières batailles des pertes très considérables.

Dans ces conditions, il n'y avait guère d'espoir d'entreprendre dans un délai assez rapproché des opérations actives sérieuses.

L'excellent canon de campagne français (le célèbre 75 m/m) a prouvé indubitablement sa supériorité sur l'artillerie légère allemande. Mais les batailles modernes, et surtout celles ayant un caractère offensif, demandent, en outre de l'artillerie légère, la présence sur le champ de bataille de calibres plus puissants, capables de frayer la route à l'infanterie à travers les positions fortifiées de l'adversaire. Or, l'armée française était loin de pouvoir se croire dotée de cette sorte d'artillerie ; pour combler ce défaut d'armements, il fallait aussi un temps assez prolongé. Au surplus, après les combats de la Marne, l'armée française commençait déjà à souffrir du manque de munitions d'artillerie, dont la dépense dans les batailles qui

avaient eu lieu avait surpassé les calculs les plus audacieux. Il fallait mettre debout toute l'industrie afin de répondre aux besoins ultérieurs sous ce rapport. Mais les efforts les plus opiniâtres ne pouvaient donner le résultat nécessaire que dans un certain laps de temps.

Tout un concours de circonstances rendait donc indispensable un arrêt plus ou moins prolongé dans les opérations actives de nos alliés. Et cela d'autant plus que l'armée britannique était encore bien loin d'être formée, et que les troupes belges avaient besoin d'un certain repos après l'effort énorme qu'elles venaient de fournir. Il était évident que les Allemands pouvaient, en profitant de cet arrêt, faire une nouvelle tentative pour reprendre l'initiative des opérations, en faisant venir, dans ce but, de nouvelles forces qui étaient en formation, comme nous le savions, à l'intérieur de l'Allemagne.

Il était bien naturel que nos alliés, cherchant une issue à la situation difficile qui vient d'être exposée, tournassent leurs pensées de notre côté. Au milieu de septembre déjà, quand nos armées s'étaient approchées, dans leur offensive victorieuse sur le front galicien, du fleuve San, le gouvernement français s'était adressé à notre ministre des affaires étrangères, M. Sasonov, en exprimant l'espoir que nos opérations seraient transportées sur la rive gauche de la Vistule afin d'accélérer une offensive vers l'intérieur de l'Allemagne. M. Sasonof répondit que cette offensive que l'on attendait de notre part serait sans aucun doute entreprise, à son avis, aussitôt que nos armées auraient terminé l'offensive contre les Autrichiens ; il fit comprendre, en même temps, qu'il ne croyait pas qu'il lui serait possible d'influer d'une manière quelconque sur les décisions de notre Commandant en Chef suprême qui devait disposer, dans l'intérêt de son œuvre, d'une liberté d'action complète. M. Sasonov ajouta que, selon lui, c'était aux Commandants en Chef suprêmes des armées alliées seuls que devait revenir la possibilité de se concerter sur les questions touchant les opérations de guerre et leur concordance mutuelle.

Il faut constater ici ce fait regrettable que, lors des consultations qui avaient eu lieu avant la guerre entre les chefs des Etats-Majors des armées alliées, on n'avait même pas évoqué

une seule fois la question de l'unité du commandement, pas plus que des moyens nécessaires à assurer la concordance des opérations pendant la guerre. Il est vrai que les Alliés devaient agir séparés par une distance très grande, mais ce fait, tout en compliquant la réalisation des opérations concordantes, n'en éliminait certes aucunement la nécessité. Or, cette question d'une importance primordiale, — question bien délicate, il est vrai, pour toutes les coalitions, — n'était pas réglée. C'est bien dans cette circonstance que se trouve, sans aucun doute, le germe de la faiblesse de toutes les opérations des Puissances alliées, et nos adversaires en profitaient largement en portant leurs coups successivement tantôt d'un côté, tantôt de l'autre.

Dans ces conditions, notre ministre des affaires étrangères avait pleinement raison en signalant qu'une meilleure coordination des efforts communs ne pouvait être atteinte qu'en établissant des relations directes et une confiance mutuelle entre les chefs des deux armées. Le Commandant en chef suprême de l'armée russe était tout pénétré de la nécessité de coordonner, dans les intérêts de la cause commune, ses opérations avec celles de nos Alliés, et il n'y a aucun doute que si le généralissime français s'était adressé à lui, sa démarche aurait trouvé un écho des plus chaleureux.

Le transfert des opérations de guerre sur la rive gauche de la Vistule faisait, dès les premiers jour de la guerre, partie des projets étudiés par notre « Stavka ».

Mais il faut considérer que l'offensive dans cette région, — telle qu'elle était envisagée, — supposait une solution satisfaisante de nos opérations offensives sur les flancs de notre front stratégique en Prusse Orientale et en Galicie (1). Or, à ce moment, la situation s'était de beaucoup compliquée, puisque non seulement la Prusse orientale était restée aux mains

(1) La configuration de la frontière donnait à la rive gauche de la Vistule une importance considérable : c'était une sorte de bastion avancé, d'où il était possible de lancer une offensive en direction de Berlin. Mais l'Etat-major russe, en plein accord avec l'Etat-major français, considérait qu'un déploiement stratégique dans cette région comporterait trop de risques. L'idée directrice du plan de campagne russe avait donc été de pousser l'attaque, tout d'abord, en Prusse Orientale et en Galicie. Dans le cas où ces opérations auraient été couronnées de succès, on projetait de faire passer ultérieurement sur la rive gauche de la Vistule près de vingt corps d'armée, pour en faire le point de départ d'une grande offensive.

des Allemands, mais que nos armées du front Nord-Ouest avaient subi des pertes considérables. Quant au flanc gauche de notre front stratégique, les armées autrichiennes et hongroises, tout en ayant subi sur ce front une défaite très sérieuse, avaient tout de même réussi à éviter l'encerclement et à se fixer sur les routes conduisant à Cracovie, d'où elles pouvaient être transportées, par chemin de fer, dans n'importe quelle direction. Etant donné cette situation sur les flancs, une offensive dans la section centrale du front stratégique présentait un certain élément de risque. Risque qui ne pouvait être compensé qu'en rapportant un succès décisif sur le champ de bataille.

L'écrasement des forces armées de l'ennemi est, en effet, capable, comme on le sait, de compenser tous les défauts d'une situation stratégique, et il est évident que, dans le cas où l'armée allemande sur la rive gauche de la Vistule aurait été écrasée, la question de la Prusse Orientale aurait cessé par là même d'exister, liée étroitement qu'elle était avec la question du renforcement de notre flanc droit. Mais il ne faut pas oublier aussi que, dans les conditions de développement normal de toute opération de guerre, la bataille n'est que le dernier acte ; ses résultats sont sujets à l'influence de toutes sortes d'éventualités, et c'est justement la tâche de la stratégie de préparer pour la bataille la situation la plus favorable.

Une des conditions nécessaires pour créer cette situation était certainement pour nous d'obtenir de sérieuses garanties de la part de nos Alliés que toutes les mesures seraient prises de leur côté pour fixer les Allemands et leur ôter la possibilité d'effectuer un nouveau transfert de troupes sur notre front. C'est pourquoi le Commandant en chef suprême russe, le Grand-Duc Nicolas Nicolaïevitch, jugea nécessaire, en faisant au général Joffre une communication sur ses projets d'offensive, de le prier de se prononcer sur les deux questions suivantes : premièrement, quels étaient les projets du Quartier Général Français pour le cas où les Allemands se décideraient à ne laisser sur le front français que les forces les plus indispensables, en jetant tout le reste sur notre front et secondement, le général Joffre, d'accord avec la tâche qui lui avait été assignée par son gouvernement, considérait-il comme but final de ses opérations la seule libération du territoire de la France envahi par l'ennemi, ainsi que la libération de l'Alsace-Lorrai-

ne, ou son but était-il d'avancer jusqu'au Rhin, ou même,enfin, d'entrer en Allemagne. La réponse à ces questions nettes arriva vers le 20 septembre, et notamment dans ce sens : déjà les combats qui étaient en cours sur le flanc gauche du front français ôtaient aux Allemands la possibilité de faire transporter des forces considérables sur le front Est, et de plus, si les rencontres en question étaient favorables aux Français, l'offensive qui en résulterait ne serait arrêtée en aucun cas ni sur la ligne du Rhin, ni sur aucune autre ligne.

II

Au fur et à mesure que nos armées du front du Sud-Ouest s'enfonçaient dans la Galicie Orientale, leur front devenait de moins en moins large, par suite des conditions géographiques : au nord, la direction que prend la Vistule en amont du confluent du fleuve San, et, au sud, la ligne des Karpathes. Dans ces conditions,il était nécessaire de ramener une certaine quantité de troupes qui devenaient superflues afin de les faire agir dans de nouvelles directions. C'est pourquoi après la retraite des Autrichiens vers le fleuve Visloka, une seule armée (la 9e), sur un total de cinq constituant à ce moment les forces du front Sud-Ouest, fut poussée en avant pour poursuivre les Autrichiens ; les quatre autres armées (la 4e, la 5e, la 3e et la 8e) furent arrêtées provisoirement sur le San, d'où l'on se proposait de les transporter, en partie, sur la rive gauche de la Vistule. D'après le projet de l'Etat-major du front Sud-Ouest, ces troupes devaient passer la Vistule en amont du confluent du San par des ponts temporaires, et marcher sur le fleuve Nide d'abord, et sur le front de Pietrokhov ensuite.

Mais déjà, depuis le milieu du mois de septembre, des bruits nous parvenaient sur le projet conçu par le Commandement allemand du front Est de faire transporter des troupes dans la Haute-Silésie. Or, il fallait supposer que ce Commandement se doutait de nos projets et s'empressait, par conséquent, de leur opposer une contre-offensive, ou bien qu'il avait jugé par lui-même, en étudiant la situation sur le front autrichien, qu'il lui fallait venir en aide d'une façon plus énergique à son allié défait en protégeant dans le même temps le territoire allemand contre le danger d'être envahi par nos troupes. Faisant

usage de leur réseau de chemins de fer admirablement développé, les Allemands avaient déployé dans un délai très court, sur une ligne approximative Cracovie-Kalisch, leur 9e armée, composée de plus de six corps, qui déclancha, dans les derniers jours du mois de septembre, une offensive sur le front Pintchov-Lodz. Dans le même temps, on constatait sur le flanc droit de ce groupe de troupes allemandes, depuis Pintchov et jusqu'à la Vistule, l'offensive de la 1re armée autrichienne du général Dankl, transportée de la rive droite de la Vistule sur sa rive gauche. La direction de cette opération offensive de nos adversaires se trouvait entre les mains du général Hindenburg et du général Ludendorff, son chef d'Etat-Major.

Dans ces circonstances, il devenait trop risqué pour nos troupes du front Sud-Ouest d'effectuer un passage de la Vistule en amont du confluent du San, par des ponts temporaires, dans la sphère d'influence ennemie. Il fallait de plus tenir compte d'une particularité caractéristique de tout le système fluvial de la Vistule. Celui-ci est alimenté principalement par des eaux venant du versant septentrional de la chaîne des Karpathes, et est au sujet pour cette raison — surtout pendant l'automne — à des crues très brusques et très fortes, bien dangereuses pour les ponts temporaires. La réalité ne tarda pas à confirmer le bien fondé de ces appréhensions, et, pendant la consolidation de nos armées sur le fleuve San, nous passâmes par une période très critique : les ponts temporaires furent en partie très sérieusement endommagés, de sorte qu'il fallut arrêter pendant quelques jours les déplacements de troupes exigés par la situation, en attendant que le niveau des eaux baissât.

Pendant que se manifestait sur la gauche de la Vistule l'offensive conjuguée des forces de nos adversaires, le reste des armées autrichiennes occupait la ligne du fleuve Dounaïetz, et plus loin dans le sud les passages des Karpathes. Quelques symptômes qui nous parvenaient faisaient croire qu'un déclanchement d'offensive était probable de ce côté aussi. L'exemple des Allemands paraissait avoir un effet contagieux sur les Autrichiens, et le Commandant en Chef suprême autrichien, qui se trouvait dans les mains de l'Archiduc Frédéric et de son chef d'Etat-Major, Général Conrad von Hœtzendorff, avait fait évidemment pas mal d'efforts pour remettre en ordre ses troupes réduites à un désarroi complet par les défaites

qu'elles avaient subies. Le proverbe qui dit : « Une forêt qui n'est pas bien coupée repousse toujours » se justifiait une fois de plus.

Les forces de nos adversaires qui s'apprêtaient à prendre part à l'offensive représentaient, en y comprenant les Autrichiens, plus de 20 corps d'armée.

Le choc le plus dangereux pour nous devait être celui qui se préparait le long de la rive gauche de la Vistule. C'est bien ici, sur cette rive, que s'était déployé notre adversaire principal, c'est-à-dire les Allemands ; c'est aussi de cette direction que pouvait se développer une situation menaçante pour la Galicie, où étaient rassemblées les forces de l'armée russe. Mais c'était là aussi, sur cette rive gauche de la Vistule, que se trouvait le point le plus vulnérable de toute l'opération offensive projetée contre nous par le Commandement germano-autrichien. Le flanc gauche des Allemands y restait découvert, et c'est contre lui que notre contre-offensive était toute indiquée.

Le Commandement suprême russe prépara donc, en s'appuyant sur cette considération, toute sa contre-manœuvre, qui devait réduire à l'impuissance le plan offensif de nos adversaires.

Selon l'idée directrice de cette contre-manœuvre, l'armée russe devait, en occupant fortement la ligne du fleuve San et la section moyenne de la Vistule, s'assurer sur la rive gauche de ce fleuve des places d'armes assez larges pour permettre un débouché ultérieur des troupes. Puis on devait concentrer un groupe « de choc » très fort sur le flanc droit de ce nouveau front stratégique formé entre la Vistule, près de Novogéorgievsk, et le Dniester, près de Staré-Miesto. Ce groupe « de choc » devait, en passant sur la rive gauche de la Vistule, attaquer le flanc gauche découvert des Allemands.

Conformément à ce que nous venons d'exposer, l'ordre fut donc donné au Commandant en chef du front du Sud-Ouest, de transporter de Galicie sur la section moyenne de la Vistule trois armées (la 5e, la 4e et la 9e), représentant l'effectif de 9 à 10 corps. Quant au front du Nord-Ouest, il lui fut ordonné de commencer près de Varsovie la concentration de la 2e armée, composée au début de quatre corps et ensuite de sept corps.

Les ordres de la Stavka se réduisaient, en fin de compte, à

concentrer, sur un total de 25 corps qui devaient être déployés sur le nouveau front le long de la Vistule et du San, 10 corps (la 2e et la 5e armées), — c'est-à-dire 40 0/0 de toutes les forces,— dans la région située au nord de l'embouchure du fleuve Pilitza, pour attaquer le flanc gauche découvert de l'offensive allemande. Dans le but d'unifier les opérations, toutes ces troupes furent mises sous les ordres du général Ivanov, commandant en chef des armées du front du Sud-Ouest. Quant aux armées qui restaient en Galicie (la 3e et la 8e), on les laissa sous le commandement du général Broussilov, ce qui permettait de les manœuvrer avec plus de commodité.

Les mesures ainsi prises furent le point de départ de la manœuvre par laquelle le Commandement Suprême russe avait décidé de répondre à l'offensive des Germano-Autrichiens vers la partie moyenne de la Vistule et vers le San.

III

La mise en œuvre des ordres reçus obligeait le front Sud-Ouest à effectuer un regroupement de troupes très compliqué, faisant sortir, tout d'abord, de la Galicie trois armées (la 5e, la 4e et la 9e). Or, une partie de ces armées, après avoir passé le fleuve San, s'était trouvée à la fin du mois de septembre dans une position très avancée et était éloignée considérablement des lignes de chemin de fer. Les Allemands et les Autrichiens, au contraire, en effectuant leur offensive sur la rive gauche de la Vistule vers sa partie moyenne, avaient l'avantage des plus courtes distances. Nos armées qui devaient se déplacer le long de la rive droite de la Vistule étaient donc obligées à de très longues marches forcées.

Le corps de cavalerie du général Novicov, qui se trouvait dans la région du fleuve Nida, était chargé d'assurer la sécurité de ces marches et de retenir l'adversaire sur la rive gauche de la Vistule.

Les déplacements que devaient faire les armées du front du Sud-Ouest avaient été rendus très difficiles par suite du temps défavorable : beaucoup de ponts sur le San,où l'eau par suite des pluies incessantes avait monté de plus d'un mètre au-dessus du niveau normal, furent détruites, et les routes furent mises dans un état déplorable. Plusieurs corps d'armée étaient

obligés d'utiliser les routes,vu l'absence de lignes de chemin de fer ; quant aux corps qui devaient être transportés dans la région d'Ivangorod et plus loin vers le nord, ce n'était qu'à Lublin que l'on pouvait les embarquer en chemin de fer, de sorte qu'ils étaient obligés de marcher 5 ou 6 jours jusqu'à la station d'embarquement.

Pour se faire une idée des routes par lesquelles il fallait marcher, il faut remarquer qu'elles passaient en grande partie, par des marécages et des forêts. C'étaient les mêmes routes par lesquelles avaient déjà passé deux fois les Autrichiens, pour faire l'offensive et pendant la retraite ; nos troupes devaient y passer elles aussi pour la seconde fois, et le temps manquait presque complètement pour faire les réparations nécessaires. Pour comble de malheur, précisément à la veille de notre marche, des averses détrempèrent complètement le terrain argileux. La chaussée qui, passant au nord de Yanov, allait jusqu'à Lublin était tellement détruite que, pour la suivre, il fallait surmonter des difficultés encore plus grandes que sur les routes non pavées. La boue montait plus haut que les genoux. Les canons et les véhicules s'arrêtaient à chaque pas. Pour les faire sortir des endroits les plus fangeux, on était obligé d'y atteler jusqu'à 12 chevaux et d'affecter à cette besogne des détachements spéciaux. Les hommes et les chevaux étaient à bout de forces.

Comme nous l'avons déjà dit plus haut, c'était le corps de cavalerie du général Novicov qui devait assurer à temps la réalisation de tout ce grandiose « mouvement de rocade ». Or, en s'approchant des ponts sur la Vistule, le général Novicov reçut l'ordre de ne laisser sur les routes allant vers Ivangorod qu'un partie seulement de ses forces, et de poursuivre avec le reste le long de la rive droite de la Vistule en direction de Varsovie, où, comme on le sait déjà, le groupe « de choc » était en train de se former. Cet ordre faisait dégarnir la région du Sud de l'ancien front du général Novicov. C'est pourquoi la tâche de protéger les troupes de la 9e armée qui se déployait sur le bas San et dans la section de la moyenne Vistule près de l'embouchure du San, fut confiée par l'Etat-Major du front Sud-Ouest à une avant-garde spéciale poussée jusqu'à Opatov et composée de deux brigades de tirailleurs et d'une brigade de cavalerie de la garde, soutenues plus tard par une brigade d'infanterie en position avancée à Klimontov. Cette décision

nous amena à la bataille d'Opatov qui s'était déclanchée le 3 et le 4 octobre et qui fut très pénible pour nous. Les braves tirailleurs, entraînés dans une bataille contre des forces bien supérieures qui menaient leur offensive sur un front très étendu, furent très vite tournés par leur flanc droit et mis par suite dans une situation très difficile dont ils ne purent se dégager qu'avec de grandes pertes. Ce détachement qui s'était trouvé complètement isolé sur la rive gauche de la Vistule avait contre lui, comme on a pu en juger pendant la bataille, des unités de la 1re armée autrichienne et de deux corps de l'aile droite de l'armée allemande. Il est évident que la cause de l'échec de ce détachement d'Opatov se trouvait déjà dans le caractère même de la tâche dont était chargé ce détachement : retenir l'offensive de l'armée ennemie qui s'effectuait naturellement sur un vaste front.

Après la bataille d'Opatov, les forces principales de ce détachement se replièrent jusqu'à Sandomir, qui fut d'ailleurs occupé deux jours plus tard par les Autrichiens venus en contournant la ville, de la rive droite de la Vistule. A ce moment, l'offensive des Autrichiens sur un large front entre la Vistule et la source du San déjà se dessinait bien distinctement.

Cette offensive s'accentuant toujours sur la rive droite de la Vistule dans la direction du San, nous fûmes obligés, par suite d'un affaiblissement considérable de nos forces en Galicie, de cesser temporairement le blocus de Przémyszl et de nous borner à observer le front Est de cette forteresse. Notre 3e armée, en face de laquelle se concentraient de fortes troupes autrichiennes, dut se borner à tenir la ligne du fleuve San en livrant des combats destinés à ralentir l'avance ennemie. Nous étions donc obligés de sacrifier la rive gauche de ce fleuve et de débloquer Przémyszl pour atteindre notre but principal : maintenir notre front sur la partie moyenne de la Vistule et concentrer le groupe « de choc » à Varsovie.

Suivant le plan de mise en bataille des armées du front Sud-Ouest, c'était un peu au nord de la 3e armée que devait se déployer la 9e armée, dont les corps devaient occuper le bas San et la région de la Vistule jusqu'à l'embouchure de fleuve Iljanka. Les déplacements nécessaires de cette armée furent terminés au début du mois d'octobre. Après la bataille d'Opatov, cette armée replia toutes ses unités sur la rive droite du San et de la Vistule. L'ennemi, ayant occupé la rive opposée, s'était

borné, quant à la Vistule, à canonner nos positions. Sur le bas San, les Autrichiens étaient plus actifs et manifestaient même l'intention d'attaquer, mais leurs tentatives de passer le fleuve étaient toujours arrêtées par notre feu.

Au nord de la 9e armée, le long de la Vistule se déployait la 4e armée dont les avant-gardes étaient jusqu'à la rive gauche, près de Kasimierj et Novo-Alexandria. Ivangorod où nous avions des ponts fixes sur la Vistule se trouvait sur le front de cette armée. Pour protéger ces ponts une position bien fortifiée disposant d'artillerie lourde et de sa propre garnison avait été créée sur la rive gauche. Une partie de cette garnison, notamment une brigade d'infanterie, avait été avancée vers Radom ; ce fut elle qui, pendant la bataille d'Opatov, rencontra les Allemands, puis se replia sur ses lignes fortifiées. L'ennemi qui la suivait s'approcha d'Ivangorod et commença à fortifier ses positions autour de cette ville dans le but, semblait-il, d'empêcher nos troupes d'en déboucher. Pour faire échec à ce projet, une partie de nos troupes appartenant à la 4e armée passa la Vistule au sud d'Ivangorod, près de Kosenitzy, en dehors des fortifications d'Ivangorod. C'est ici, près de Kosenitzy, que se livrèrent des combats acharnés ; le sort de ces combats nous permit de maintenir notre situation sur la rive gauche de la Vistule.

Enfin la 5e armée qui devait se déployer sur la rive droite de la Vistule au nord de la 4e, à partir de l'embouchure du fleuve Pilitza, eut son arrivée retardée. Les corps de cette armée ont commencé leur concentration près de Lublin vers le 8 ou le 9 octobre pour être embarqués en chemin de fer. Il fallut, pour cette raison, faire avancer sur la partie du front désignée pour le déploiement de la 5e armée, deux corps de la 2e armée, ce qui provoqua un affaiblissement temporaire du groupe « de choc » qui se concentrait près de Varsovie.

Ce groupe composé de la 2e armée rassemblait le gros de ses forces sur la rive gauche de la Vistule. Au moment dont il s'agit, il n'avait au complet que 3 ou 4 corps. Une forte avant-garde de cette armée était portée vers les Groïtzy.

IV

Telle était la situation quand le Commandant en chef du front Sud-Ouest prit la décision de procéder à des opérations actives. La 4 e et la 2e armées devaient passer la Vistule avec toutes leurs forces, et, après avoir été rejointes par la 5e armée, devaient déclencher une offensive commune sur le front de Skernevitze-Radom, jusqu'à l'embouchure du fleuve Iljanda. Les unités de cavalerie du général Novikov, que l'on avait portées au flanc droit, devaient avancer vers le fleuve Bsoura.

La situation ne fut pas favorable à cette offensive. Nos unités, qui passaient sur la rive gauche de la Vistule, furent repoussées, et obligées de se replier sur la rive droite. Nous perdîmes les têtes de pont de Kasimeri et de Novo-Alexandria, de même que les ponts, nos troupes ayant été forcées de les brûler pendant la retraite. Le passage des unités de la 2e armée, entrepris dans la région entre l'embouchure du fleuve Pilitza et Varsovie, réussit assez mal. Dans le même temps, notre avant-garde, qui avait été lancée sur la rive gauche de la Vistule vers les Groïtzy, fut repoussée, et reprit le chemin de Varsovie. Les Allemands, en développant leur offensive sur la rive gauche de la Vistule, exerçaient une pression énergique sur les corps de la 2e armée, qui, n'ayant pas achevé leur concentration, furent obligés de se replier sur la ligne des forts de la forteresse déclassée de Varsovie. C'est ainsi que, même dans la région de Varsovie, notre place d'armes sur la rive gauche de la Vistule fut considérablement comprimée.

Le déclenchement prématuré de l'offensive du général Ivanov, qui a défiguré dans une certaine mesure l'idée de toute l'opération, ainsi qu'un certain manque de liaison dans la conduite des opérations qui fut une des causes de l'échec, avaient grandement alarmé le Commandant en Chef suprême, qui attribuait, et pour cause, à l'opération en question une très grande importance. De ses résultats, en effet, dépendait la possibilité d'une offensive ultérieure de nos armées sur la rive gauche de la Vistule, offensive qui ne fut que retardée par la contre-manœuvre soudaine des Allemands. Dans ces conditions, et pour surveiller lui-même de plus près la conduite des opérations et pour y faire participer les forces de deux fronts,

le Commandant en chef suprême jugea nécessaire de distraire la 2e et la 5e armées du front Sud-Ouest pour les subordonner au Commandant en chef du front Nord-Ouest, le général Roussky. En même temps, la « Stavka » donna les ordres nécessaires pour accélérer l'arrivée des corps de la 2e et de la 5e armées aux points fixés. Cela fait, on projeta de renouveler l'offensive avec toutes les forces de ces deux armées du côté de Varsovie, contre le flanc de l'armée allemande. En attendant la concentration définitive de toutes les forces (neuf corps) désignées pour faire une nouvelle attaque, l'ordre fut donné au général Roussky de prendre les mesures nécessaires pour élargir près de Varsovie, sur la rive gauche de la Vistule, la place d'armes qui s'y trouvait et qui devait permettre ultérieurement à nos troupes de déboucher facilement.

Au général Ivanov, ordre fut donné de concerter les opérations des troupes du front Sud-Ouest avec celles du Nord-Ouest et de retenir une quantité de troupes ennemies aussi grande que possible pour aider la 2e et la 5e armées à réaliser leur tâche fondamentale.

C'est le 13 octobre que la 2e armée aborda la réalisation de la tâche qui lui avait été confiée, notamment celle d'élargir la place d'armes de la rive gauche dans la région de Varsovie. Pendant plusieurs jours,ses unités livrèrent des combats obstinés, coupés seulement par de rares intervalles. Les troupes de cette armée combattaient avec un courage tout exceptionnel, et repoussaient peu à peu les Allemands des positions qu'ils occupaient. De l'arrière du flanc droit du nouveau front commençait à déboucher notre cavalerie, qui se dirigeait en partie, vers Sokhatchev et en partie vers Lowitch, sur le fleuve Bsoura.

C'est aussi pendant cette période que commencèrent à se rapprocher les corps de la 5e armée, qui se concentraient peu à peu à Varsovie et sur la rive droite de la Vistule, dans la région située entre Varsovie et l'embouchure du fleuve Pilitza.

Pour le 20 novembre, l'ordre fut donné à la 2e armée de déclencher une offensive générale ; la 5e armée reçut l'ordre d'y prendre part, elle aussi, en concertant ses opérations avec celles de l'armée qui était à sa droite.

Or, pendant la nuit du 19 au 20, on constata le recul inattendu des Allemands sur tout le front au nord du fleuve Pilitza. Des symptômes du fléchissement des Allemands se

manifestaient aussi dans la région de Kosenitzy. Près d'Ivangorod, tels étaient les rapports qui nous parvenaient, — on voyait moins de fumées de brasiers et de forces allemands.

Il semble que, notre cavalerie ayant tourné les Allemands du côté du fleuve Bsoura et nos corps de l'aile droite effectuant un mouvement tournant sur la gauche allemande, ils avaient senti le danger de leur situation et commencé,pour cette raison, une retraite générale, se faisant protéger par des arrière-gardes qui restaient encore provisoirement sur les anciennes positions.

Etant donné un changement de situation aussi radical, la « Stavka » envoya l'ordre aux deux fronts, à la même date du 20 octobre, de déclencher une offensive énergique sur le front Lodz-Petrokov-Opotchka-Opatov-Sandomir, tout en continuant de développer l'attaque faite par le flanc droit. Cet ordre fut le point de départ du prolongement de notre offensive sur la rive gauche de la Vistule.

Les troupes allemandes reculaient vite, mais en bon ordre. Pendant cette guerre, elles ont démontré plus d'une fois leur souplesse à sortir vite et à temps des situations qui leur étaient défavorables. La retraite n'était pas pour elles un symptôme de défaite, mais plutôt une forme de manœuvre. Dans le cas dont il s'agit, les Allemands réussirent à éviter en reculant à temps, un choc qui aurait touché juste et qui était déjà prêt à s'abattre sur leur flanc gauche. En effectuant une retraite prompte et inattendue, ils parvinrent à gagner du temps, dont ils surent habilement profiter pour détruire de façon radicale les voies ferrées ainsi que les chaussées qu'ils laissaient derrière eux. Et il faut rendre justice à leur habileté : cette œuvre de destruction fut accomplie par eux de façon si complète que leur poursuite, et même toute notre offensive sur la rive gauche de la Vistule, furent en grande partie arrêtées. Sur les voies ferrées,les Allemands faisaient sauter et brûlaient les gares, ainsi que les constructions telles que les châteaux d'eau, les prises d'eau et postes d'aiguillage. Sur les voies elles-mêmes, ils faisaient également sauter, sur de grandes étendues, les rails, les ponts, les caniveaux, les viaducs, avec une telle habileté qu'il devenait impossible de faire réparer rapidement les destructions. Sur les chaussées, c'étaient aussi tous les travaux d'art qu'ils détrui-

saient ; quant au remblai lui-même, ils l'abattaient ou le faisaient sauter par sections alternativement de chaque côté de la route. Les poteaux de télégraphe étaient sciés ou renversés, les isolateurs cassés, le fil coupé.

En un mot, le tableau de destruction était terrible. Les attachés militaires de nos alliés, qui ont bien voulu prendre part à une excursion organisée pour eux par la « Stavka » sur les voies de retraite de l'armée allemande vers Lodz, ont porté des témoignages éloquents sur ce tableau. Le représentant français, le général marquis de Laguiche, participa, si j'ai bonne mémoire, à cette excursion.

Peu à peu on put constater la retraite de l'ennemi sur les voies venant d'Ivangorod et de Novo-Alexandria, retraite qui devenait encore plus importante au Sud. Après les Allemands, les Autrichiens commençaient eux aussi à reculer sous notre pression. Les troupes russes, ayant passé la Vistule et le San, déclenchèrent une offensive énergique qui embrassa peu à peu un front énorme, de plus de 400 kilomètres de largeur, situé entre la basse Bsoura et les contreforts des Karpathes.

Telle fut la fin de notre opération de Varsovie. Elle se présente comme une des combinaisons stratégiques les mieux réussies, malgré la complexité de son idée et les difficultés de sa réalisation. Sans aucun doute nous avons remporté sur nos adversaires une victoire stratégique très grande. En répondant à leur manœuvre par une contre-manœuvre correspondante, nous avons réussi, malgré la marche forcée des Allemands et l'avantage des plus courtes distances qui était de leur côté, à amener dans la région décisive de notre front, et notamment à Ivangorod, et ensuite à Varsovie, des forces supérieures à celles de l'ennemi, nous assurant ainsi la victoire. Nous avons réussi encore à les mettre dans une situation initiale très avantageuse, en créant une menace non seulement sur le flanc découvert des Allemands, mais aussi sur leurs forces d'arrière. La stratégie fit son œuvre d'une manière si éclatante que les Allemands ne se décidèrent pas à accepter le combat décisif. Toute leur tâche ultérieure se borna aux efforts faits pour sortir, en déclinant le combat et en effectuant une prompte retraite, de la situation où ils se trouvaient. Quant à nous autres, non seulement nous avions conservé notre situation sur la section moyenne de la Vistule et en

Galicie, mais alors s'ouvrirent enfin à nous les voies de la rive gauche de la Vistule, et notre Commandement suprême décida d'en profiter.

L'offensive de nos troupes qui en résulta par les voies menant à la Silésie était grosse des conséquences les plus graves pour les Allemands. Le Commandement suprême allemand dans le but de la liquider, non seulement usa de toutes les forces de son front Est, mais fut obligé de se décider à y transporter de nouveau une partie des forces du front Ouest. Pendant la période des opérations déclenchées sur la rive gauche de la Vistule, quatre corps (le IIme, le IIIme de réserve, le XIIIme et le XIVme de réserve), ainsi que cinq divisions de cavalerie (la 2me, la 4me, la 5me, la 6me et la 9me), furent transportées du front français sur notre front.

L'armée russe réussit donc de cette sorte à alléger, pour la seconde fois, la situation de ses alliés, ôtant aux Allemands la possibilité de continuer leur offensive, dont cette fois-ci Calais faisait l'objet.

A la fin de l'année 1914, les forces que les Allemands avaient contre nous avaient triplé, et sur 83 divisions ennemies déployées sur notre front, 41 étaient allemandes. L'armée allemande qui n'était au début, sur le front russe, qu'une force subsidiaire devenait, de plus en plus, sur ce front aussi, la force principale (1).

Georges DANILOFF,
Général Quartier-Maître
de l'armée russe en 1914-1915.

(1) La traduction de cet article a été faite par M. le professeur Gorovtsev.

DOCUMENTS

L'Auto-Protection en Bavière

Notice résumée.

L'application du traité de Versailles exigée par l'Entente a convaincu l'Allemagne qu'elle ne peut conserver son armée sous son ancienne forme. Elle cherchera à reconstituer sa puissance militaire avec d'autres systèmes d'organisation.

La Bavière, devenue le foyer de la réaction militaire, joue le principal rôle dans cette œuvre de reconstitution.

I. — Les organisations d'auto-protection proprement dites : Einwohnerwehr et Orgesch.

a) *Einwohnerwehr.* — Créée en 1919, sous le gouvernement socialiste de Hoffmann, dans le but réel de lutter contre les excès ou le retour du communisme, l'Einwohnerwehr, sous l'action d'Escherich et de Kanzler, sous l'impulsion des généreux prussiens (Ludendorff) établis en Bavière et avec les faveurs de Kahr, devient un organe de rétablissement du service militaire.

L'E. W. et la R. W. (1) sont étroitement reliées l'une à l'autre. L'E. W. possède tout un système d'organisations secrètes qui lui permet d'être employée non seulement en Bavière, mais encore en Allemagne et à la frontière.

(1) La Reichswehr.

b) *Orgesch.* — L'Orgesch veut réunir en un seul bloc toutes les forces de la droite et du centre, et, en dirigeant l'éducation physique, militaire, morale et intellectuelle de la jeunesse, former un noyau autour duquel se développera l'armée allemande. Elle est en relations avec l'Orka (Heimatwehren tyroliennes), elle englobe toutes les sociétés sportives, elle fonde de nombreux « Sängervereine »,et exerce son action sur les « Klubs », nom général employé pour désigner les réunions et les associations d'étudiants.

L'Einwohnerwehr et l'Orgesch sont officiellement dissoutes le 24 juin 1921.

II. — Tentatives de réorganisation de l'auto-protection. — Notbann. — Ligues régimentaires.

La dissolution de l'E. W. n'existe que sur le papier officiel. On procède à de nombreux camouflages.

En réalité, il n'y a pas réorganisation, mais création d'organisations nouvelles. L'E. W. est remplacée par un ensemble perfectionné d'organes nouveaux ou transformés, dans lesquels les éléments destinés au maintien éventuel de l'ordre (Notbann, Bergwacht) sont nettement séparés des éléments destinés à être mobilisés (Sociétés régimentaires, sportives et de tir).

a) *Notbann.* — C'est une organisation de police auxiliaire dirigée par les membres de l'E. W. Son conflit avec la Technische Nothilfe (Teno) et la méfiance qu'il inspire au Ministre-Président Lerchenfeld ne lui permettent pas de jouer un rôle important.

b) *Ligues régimentaires.* — Elles se développent et se multiplient. Les fêtes orgnisées par elles sont autant d'occasions de lutter et de parler contre la forme actuelle du gouvernement. Les unités de la Reichsheer prennent part à ces manifestations militaristes sous la forme de compagnies d'honneur ou de tradition.

Les ligues régimentaires, en tenant soigneusement le contrôle de leurs adhérents, constituent un système déguisé de mobilisation rapide.

Le gouvernement d'Empire, qui se sent de plus en plus menacé par le mouvement nationaliste, décrète les lois sur la

protection de la République (juillet 1922), et le Ministre de la Reichswehr interdit aux unités de la R. W. de prendre part aux fêtes régimentaires.

Ces mesures font échouer cette tentative de réorganisation de l'auto-protection.

Mais l'action des ligues régimentaires a préparé le terrain au mouvement patriotique.

III. — Mouvement patriotique.

Sur cette base maintenant solide, les nationalistes développent leur programme militaire et leur politique de revanche.

Dès le début, le mouvement patriotique en Bavière est scindé en deux camps.

1° *Les associations patriotiques,* populistes bavaroises ; couleurs : blanc-bleu, — catholiques, — représentées par « Bayern und Reich », se limitent à la Bavière ; leur but est : résistance à l'asservissement du peuple allemand. Non séparatistes, mais fédéralistes.

2° *Cartel activiste,* couleurs : noir-blanc-rouge, — pangermaniste — anticatholique-antisémite, — inspiré par Ludendorff ; rayon d'action au delà de la Bavière.

Le mouvement patriotique entreprend hardiment une campagne très active en faveur du rétablissement du service militaire obligatoire.

De l'idée de défense (Wehrgedanke), on passe vite à la capacité de défense (Wehrhaftigkeit), à la force combattante (Wehrfähigkeit), au service militaire obligatoire et égal pour tous (Allgemeine Wehrpflicht), pour arriver à la « lutte armée » (Waffengewalt). Ci-dessous des professions de foi de différents hommes politiques et ministres d'Etat :

« Les organisations patriotiques doivent servir de succédané à la puissance militaire qui nous a été ravie. » (Député démocrate Hübsch, séance de la Commission du budget de l'Intérieur, 17 avril 1923.)

« Une peuple sans Wehr (armée) est un peuple sans force, et un peuple sans force est un peuple sans considération dans le monde. » (Ministre Schweyer, réunion du parti populiste le 29 avril 1923 à Ratisbonne.)

« L'Allemagne devra tôt ou tard passer à la résistance active

contre l'arrogant peuple de France. » (Ministre de la justice, Dr. Gurtner, réunion de la Mittelpartei bavaroise (deutsch national) à Bamberg le 21 avril 1923.)

« L'armée est une nécessité vitale. » (Kahr, 11 juin 1922, congrès du Bund Bayern und Reich à Kempten.) (Ludendorff, 6 mai 1923.)

« Nous devons revenir au service militaire obligatoire et égal pour tous. » (Ministre Schweyer, devant le parti populiste bavarois, le 17 juin à Kaufbeuren.)

Le traité de Versailles est déchiré à belles dents. « La signature extorquée du traité de paix est nulle et non avenue », déclare le Ministre-Président von Knilling à la tribune du Landtag (27 juin 1923).

« Pas de renonciations aux territoires qui nous ont été arrachés par la paix de violence », dit le député démocrate Dirr à la tribune du Landtag en réponse à Knilling.

« Les pays allemands qui nous ont été ravis doivent être rendus à l'Allemagne. Il faut revenir au Versailles de 1871 », proclame Kahr devant les étudiants, le 5 juillet 1923.

A la fin de l'été 1922 est fondée la fédération des associations patriotiques de Bavière. Les associations qui adhèrent à cette fédération conservent leur organisation spéciale. La fédération comprend alors les sociétés suivantes :

Alldeutscher Verband, Andreas Hofer Bund, Bayerischer Heimat und Königsbund,Bayerischer Kriegerbund,Bayerischer Ordnungsblock, Bund Bayern und Reich, Deutscher Offiziersbund, Deutsch-Volkische Arbeitsgemeinschaft, Hochschulring Deutscher Art, Jungbayern, Nationalverband Deutscher Verband Bayerischer Offiziers — und Regimentsvereine, Verband Nationalgesinnter Soldaten, Zentralverband Deutscher Kriegsbeschädigter, et sept autres organisations moins importantes.

En outre, la fédération reçoit l'adhésion du parti ouvrier allemand socialiste national, dirigé par Hitler, et des associations patriotiques des districts de Munich présidées par Zeller. Le président de fédération est le professeur Hermann Bauer. Son Excellence von Kahr en accepte la présidence d'honneur.

En janvier 1923, le parti de Hitler se retire de la fédération ; il est suivi bientôt par les associations patriotiques des dis-

tricts de Munich, dont quelques-unes, regrettant ce geste, retournent à la fédération.

Quelques semaines après, Hitler et les associations des districts de Munich, restées dissidentes, forment une organisation plus solide sous la direction unique de Zeller, et, au début d'avril, l'Oberland, la Reichsflagge et le Stahlhelm, qui jusque-là avaient conservé leur indépendance, s'unissent au nouveau groupement. C'est ainsi que prend naissance : « l'Arbeitsgemeinschaft der Vaterländischen Kampverbände » de Bavière, qui choisit comme chef de l'ancien ministre de la justice Dr. Roth (1).

Voulant grouper plus solidement les éléments activistes et combatifs de cette Arbeitsgemeinschaft, les chefs du cartel fondent le 1er septembre 1923 à Nuremberg, à l'occasion du fameux « Deutscher Tag », le Kampfbund.

Ce Kampfbund comprend le parti ouvrier allemand socialiste national sous la conduite de Hitler et du Capitaine a. D. Göhring, le Bund Oberland avec le Dr. Weber et le Général a. D. Aechter, le Reichsflagge sous la direction du Capitaine Röhm et du Capitaine a. D. Seydel.

Le chef militaire du Kampfbund est le Lieutenant-Colonel Kriebel, ancien chef d'Etat-Major d'Escherich au moment de l'Einwohnerwehr et de l'Orgesch. D'où l'on peut voir la filiation entre les « gardes d'habitants » et les organisations patriotiques.

Mais au moment où est créé le Commissariat Général, le 26 septembre 1923, une scission se produit dans le Kampfbund. Certains groupements font tout de suite confiance à von Kahr, « dévoué corps et âme au nationalisme » ; d'autres, comme les partisans de Hitler, comme les membres d'Oberland, observent une prudente réserve, attendant, avant de se prononcer, de voir à l'œuvre celui que l'on avait appelé le « Bismarck bavarois » à l'époque glorieuse de l'Einwohnerwehr. C'est ainsi que la Reichsflagge se divise en deux tronçons : une partie, sous le commandement du Capitaine Heiss et conservant le nom de Reichsflagge, se range résolument aux côtés de von Kahr ; l'autre partie refuse d'accepter les directives politiques du Commissaire Général et devient la

(1) Réactionnaire fameux dans les milieux hostiles à Berlin, par l'obstruction systématique qu'il fit à l'application en Bavière des ordonnances du Reich sur l'exercice de la justice.

Reichskriegsflagge, dont le nom suffit à indiquer quel était l'état d'esprit de ses « gens ». Cette Reichskriegsflagge prend comme chef le Capitaine Röhm et fait cause commune avec les Hitlériste et l'Oberland, qui cherchent par les manifestations bruyantes de leurs forces solidement unies à en imposer au « Dictateur provisoire » de la Bavière, à vaincre ses résistances, à le guérir de certains préjugés et à le soustraire aux mauvaises influences du pays (1), pour qu'il n'ait plus d'autre ressource que celle « de marcher carrément avec eux » et de les aider à proclamer le gouvernement national, qui, s'étendant de Munich à l'Allemagne entière, doit délivrer la patrie de toutes les oppressions.

On sait quel fut le résultat de cet activisme « trop empressé » : le putsch des 8 ou 9 novembre 1923, suivi à quelques semaines d'intervalle du procès Hitler-Ludendorff, ruine les espérances du Kampfbund et jette le désarroi dans ses troupes.

Pendant quelque temps, alors que les « grands chefs » sont détenus, les sous-ordres essaient de regrouper les éléments épars du Kampfbund ; mais leur autorité est trop faible et leurs ambitions personnelles trop dissolvantes pour rallier des forces déjà éprouvées par un dur échec et n'ayant plus rien à attendre d'une caisse complètement à sec.

Petit à petit les différents milieux de la population qui jusque-là avaient témoigné une très vive sympathie aux « futurs libérateurs de l'Allemagne » et qui, aux élections de mai, accordèrent encore plusieurs centaines de milliers de voix aux candidats du bloc raciste (2), n'ont plus de goût pour l'agitation faite autour des noms de Hitler, Ludendorff, Weber, etc... et finissent par se désintéresser des longues et violentes polémiques de la presse, qu'ils considèrent comme les « dernières fusées d'un feu d'artifice raté ».

Seuls les étudiants continuent à manifester quelque mauvaise humeur, malgré les efforts entrepris par Ehrhardt pour calmer les esprits de la jeunesse universitaire.

Puis sur la scène bavaroise, purgée de tous les personnages que le putsch a compromis, apparaissent d'autres acteurs qui

(1) C'est-à-dire Rupprecht et les milieux catholiques.

(2) Autrement dit le parti socialiste-national de la liberté, issu de l'activisme.

ont à cœur de ne pas oublier qu'ils sont bavarois, c'est-à-dire catholiques et dévoués à la maison des Wittelsbach. En organisant des fêtes patriotiques, comme la fête du souvenir allemand le 15 juin 1924, la fête du Palatinat le 6 juillet 1924, les nouveaux maîtres de la Bavière veulent attirer à eux les adeptes de la réaction nationaliste, du nombre desquels ils éliminent avant tout, vu leur programme et leurs professions de foi, les éléments excités et perturbateurs. On veut bien travailler aux progrès du nationalisme, mais d'un nationalisme en quelque sorte purifié, plus raisonnable et plus pondéré, qui n'a plus la prétention de créer un Etat dans l'Etat.

Cette action des politiciens est secondée par la propagande du Bund Bayern und Reich et par les entreprises d'officiers de l'ancienne armée, tant il est vrai que le nationalisme allemand ne peut se manifester dans toute sa force que s'il est organisé militairement.

Le « Deus ex machina », à l'habileté duquel on fait appel pour dénouer la crise et réorganiser les associations patriotiques, est le Kapitän Ehrhardt, qui s'est tiré blanc comme neige de toutes les compromissions du putsch.

Tout indiqué par son passé pour recueillir la succession des Hitler, Weber, Kriebel, etc..., il jouit en outre de la confiance absolue des pangermanistes prussiens et sert de trait d'union entre le Sud et le Nord de l'Allemagne.

A l'heure actuelle, il s'efforce de sauver du naufrage tout ce qui peut être rallié à la cause du nationalisme. Secondé par les officiers qui n'ont pas accepté dans la vie civile des emplois qu'ils jugent indignes de leurs anciens grades, et sachant ménager les susceptibilités du Général von Seeckt qui veut conserver la haute main sur la formation militaire de l'Allemagne, il déploie toutes les ressources de son courage et de sa situation pour mener à bien cette œuvre de restauration et il a réussi, semble-t-il, à regrouper un certain nombre d'associations importantes, dont l'action, sans être aussi violente que celle du Kampfbund, n'en poursuit pas moins le même but : organiser la nation armée, pour permettre à l'Allemagne, malgré le traité de Versailles, de disposer d'une puissance militaire telle qu'elle puisse bientôt, si la politique extérieure l'exige, jeter dans la balance tout le poids de son épée bien aiguisée.

Qu'il s'agisse de l'Einwohnerwehr, des ligues régimentaires ou des associations patriotiques, les nationalistes allemands sont tous guidés par la même pensée. La République allemande actuelle est et reste militariste, comme l'écrivait encore dernièrement le Général Dr. Baron von Schönaich, qui doit s'y connaître puisqu'il commandait jadis la cavalerie de la Garde impériale.

F. Loquet.

BIBLIOGRAPHIE

LA BATAILLE DE TANNENBERG D'APRÈS DE NOUVELLES ETUDES RUSSES.

Le *Voenny Sbornik* (1) (Messager de l'armée) a publié dans son n° 4 trois articles importants sur les opérations de la IIe armée russe dans la Prusse Orientale en août-septembre 1914.

Le premier article : *Courte esquisse des opérations de l'armée de la Narev, commandée par le général Samsonov en Prusse Orientale au mois d'août 1914,* est signé par le colonel Foukhs ; — le deuxième : *Causes de la défaite du général Samsonov en Prusse Orientale,* signé A.-R. P., est rédigé d'après le témoignage du général Kliouev, qui commandait le XIIIe corps ; — enfin, le troisième : *Opérations du VIe corps et principales causes de la défaite de la IIe armée en Prusse Orientale, août 1914,* est signé par J. Patronov, capitaine d'Etat-major du VIe corps. L'ensemble jette un peu de clarté sur les causes du désastre de la IIe armée ; mais il faudrait, pour les compléter, le récit des opérations de la 1re armée commandée par Rennenkampf.

Dans les trois articles, nous voyons les différents corps de la IIe armée débarquer à Biélostok, Lomja, Ostrolenko, Mlava, s'enfoncer à travers les lacs et les forêts vers Osterode et se faire écraser, après avoir marché du 22 au 30 août sans aucune nouvelle de la Ire armée, sans recevoir d'ordres ni de renseignements soit du Grand Quartier Général, soit de l'Etat-major.

Un ordre fut pourtant donné, le seul, celui de marcher en avant coûte que coûte, et d'occuper Allenstein et Osterode, conformément au désir de l'Etat-major français ; il s'agissait de détourner sur soi une partie des forces allemandes massées sur le front français pour sauver Paris menacé.

Le colonel Foukhs fait une description très précise de la marche des différents corps d'armée sous le commandement de Samsonov ; dès que ces corps ont traversé la frontière, ils se trouvent coupés de leur base, puis séparés l'un de l'autre par deux petits lacs ; il n'y a plus aucune liaison entre eux ; ils se heurtent à des barrages de fils de fer et à des tranchées habilement établies par les Allemands.

(1) *Voenny Sbornik,* Belgrade, 1923, n° 4.

Ces corps, VIe au Nord, XIIIe, XVe, XXIIIe, 1er au Sud, se demandent mutuellement du secours à mesure qu'ils avancent et qu'ils se trouvent en présence de forces ennemies plus nombreuses.

Le 26 août, le XIIIe corps a atteint Allenstein ; mais, le 28 août, le XVe et le XXIIIe corps, qui sont à sa gauche devant Tannenberg, sont enfoncés. C'est la retraite, la débandade par des routes encombrées ; les troupes qui ont avancé depuis huit jours à marches forcées, sans repos, sont affamées. C'est la déroute complète, pendant laquelle des centaines d'officiers et des milliers de soldats sont faits prisonniers.

Le général Samsonov qui a transporté son Etat-major à Orlau, en pleine région des lacs, essaie de revenir sur Ostrolenka ; mais, harassé physiquement et moralement, il disparaît dans une forêt entre Villenberg et Korgele ; son corps fut trouvé le 30 août par un garde forestier allemand, le crâne troué d'une balle.

Le 21 août, le télégramme de Rennenkampf, annonçant son succès à Gumbinnem, avait soulevé l'enthousiasme : « Après avoir détruit un corps d'armée allemand, proclamait-il, je marche triomphalement en avant. »

Huit jours après, les nouvelles de la catastrophe de la IIe armée furent à peine arrivées à Pétrograd que l'on commençait à se demander : Qui est coupable ?

On accusait tout le monde : on accusa le commandement en chef, on accusa le général Gilinski, on supposa une machination de la part de Rennenkampf, qui désirait, semblait-il, apparaître au dernier moment et recueillir les lauriers comme sauveur ; on accusa les troupes, les chefs militaires qui n'avaient pas accompli leur devoir, on chercha la trahison, etc...

L'auteur de l'article proteste, en passant, contre deux des accusations, celles qui sont portées contre les troupes et contre leurs chefs directs qui se sont sacrifiés avec leurs hommes.

Pour lui, la cause fondamentale de la catastrophe, c'est le manque d'observation des principes de la science militaire. Pendant la paix, on étudie longuement les lois de cette science ; mais, dès que la guerre est commencée, on oublie de les observer.

« Notre première faute a été que, en entreprenant l'opération en Prusse Orientale, nous avons mis au premier plan, non pas les exigences militaires, mais les exigences politiques ; nous nous sommes laissés entraîner par le désir d'apporter un secours à nos alliés, rapidement, à tout prix, sans considérer ce qui était possible ou impossible au point de vue purement militaire.

« On marcha sans avoir un but bien déterminé, sans reconnaître la route, sans avoir de renseignements sur les forces ennemies qui se trouvaient devant nous, sans avoir établi de liaison entre nos armées et nos corps d'armée.

« L'Etat-major ne donnait pas de plan général ; il indiquait pour chaque jour des marches particulières pour chaque formation. Les corps d'armée tournaient tantôt d'un côté, tantôt de l'autre ; les hommes se fatiguaient, les chefs s'énervaient dans l'incertitude de ce qui se passerait le lendemain, — des décisions à prendre, des ordres à donner. —

Le seul but « aider les Alliés » était bien vague. Cependant, les efforts de l'armée russe, désastreux pour elle, permettaient aux Français de remporter la victoire de la Marne. »

Le général Kliouev, qui commandait la XIIIe armée, fut fait prisonnier avec une grande partie de ses officiers. Pendant sa captivité en Allemagne, il dicta ses mémoires pour se disculper.

Les accusations orales portées contre lui étaient d'importance. Voici, en effet, ce que l'on trouve dans une lettre du 27 août 1914 adressée par Janouschkévitch, chef de l'Etat-major général, au ministre de la guerre Soukhomlinov. « Kliouev, d'après les on-dit, et non d'après des rapports, s'est honteusement rendu personnellement. Ses troupes (cela fait mal à dire et à écrire) se sont mises à genoux après avoir fiché leurs fusils, baïonnettes en terre. Est-il possible, si cela est confirmé et s'il revient en Russie, qu'il obtienne le pardon et ne soit pas pendu ? » (*Krasny Arkhiv*, n° 1, p. 231.) Ces lignes sont écrites au lendemain du désastre, d'après les racontars.

A. R.-P., dans le *Voenny Sbornik*, résume l'exposé des opérations de la XIIIe armée fait par le général Kliouev. Celui-ci critique d'abord l'organisation de l'intendance, incapable de ravitailler les corps d'armée qui s'éloignaient de la base d'Ostrolenka et qui manquèrent de pain.

Les régiments comptaient trop peu d'officiers, pour un trop grand nombre de soldats ; il y avait trop d'hommes de réserve qui manquaient d'entraînement. Le plan d'attaque en Prusse Orientale, établi deux ans auparavant par le district militaire de Varsovie, ne fut nullement suivi dès le premier jour. Dans une région aussi difficile au point de vue des communications, le front d'un corps d'armée ne doit pas s'étendre sur plus de 10 kilomètres. Or, dès que les Ier, XVe, VIe corps eurent été repoussés par les Allemands, le front se trouva élargi sur 80, puis sur 120 kilomètres. La reconnaissance par avions n'était qu'embryonnaire, et livrée au caprice des appareils.

Ni le général Kliouev, ni ses subordonnés n'étaient au courant de la situation générale. Jusqu'au 25 août, il savait seulement qu'à sa droite se trouvait le VIe corps et à sa gauche le XVe. Aucun renseignement sur la situation de la Iere armée. Aucun but, aucune directive ; seulement des ordres de se diriger tantôt à droite, tantôt à gauche ; enfin, une seule fois, l'ordre de s'emparer d'Allenstein.

Les ordres arrivaient trop tard, juste au moment où les troupes allaient partir. L'attente énervait le commandement et les soldats.

« Aucune liaison n'existait entre les corps d'armée : l'Etat-major envoyait des télégrammes chiffrés au XIIIe corps qui ne possédait pas le chiffre. Les Allemands qui avaient muni cette contrée de tout un système de télégraphes souterrains (?) et d'une organisation d'espionnage, étaient mieux au courant de l'emplacement de nos troupes que notre propre Etat-major, resté trop longtemps à Ostrolenka, à 177 km. en arrière. » Après ces considérations générales sur les causes de la défaite du XIIIe corps, le général Kliouev passe aux détails des opérations des divisions.

Tout ce tableau attristant est complété par les souvenirs de J. Pa-

tronov, capitaine d'Etat-major à la 16e division du VIe corps. Après avoir fait un portrait cruel du général Blagovestchensky, commandant du VIe corps, il nous montre le mode de travail de l'Etat-major : le rigoureux formalisme du temps de paix a été conservé, — les rapports suivent scrupuleusement la voie hiérarchique, et, de cette façon, les ordres arrivent après l'heure à laquelle ils devraient être exécutés.

Le VIe corps se met en marche sans avoir de renseignements sur les corps voisins. On sait seulement que « Rennenkampf au Nord poursuit les Allemands ». Où ? Dans quelle direction ? On l'ignore. Et jusqu'à la fin des opérations, le VIe corps ignorera qui se trouve à sa gauche et quel est le but assigné au XIIIe corps.

Au bout de sept jours de marche sans arrêts, l'enthousiasme des troupes a fait place à la fatigue. Elles n'ont plus de pain ; elles se ravitaillent chez le paysan.

Le 26 août, après 11 jours de marche, la 16e division s'empare de Bischofburg, et reçoit l'ordre de se diriger vers le Sud sur Allenstein ; au bout de 15 km., contre-ordre ; il faut revenir sur Bischofburg où la canonnade se fait entendre.

Les divisions qui arrivent l'une après l'autre sont repoussées par les Allemands ; des régiments reçoivent l'ordre de battre en retraite sans avoir combattu.

Le général Blagovestchensky, qui se félicitait d'avoir échappé ainsi au sort du XIIIe corps et d'avoir sauvé le VIe en ne l'envoyant pas tout entier au combat, est relevé de ses fonctions quelques jours après.

Le capitaine Patronov ne revient pas sur les causes de la défaite, déjà exposées par le colonel Foukhs ; il n'insiste pas sur la fameuse nécessité d'agir vite pour aider la France.

Mais il fait remarquer que les explications que l'on a données plus tard sur les revers des Russes ne s'appliquent pas aux combats du mois d'août 1914.

On a mis en avant le manque de munitions, l'insuffisance de préparation militaire des nouvelles recrues, l'absence de patriotisme.

Dans ces premiers combats en Prusse Orientale, il y avait des munitions, l'artillerie fonctionnait admirablement, les meilleurs régiments étaient en ligne, et pleins d'ardeur, — et cependant on fut battu par un ennemi inférieur en nombre. Les Russes avaient 9 corps d'armée et 6 divisions de cavalerie contre 5 corps d'armée allemands et 1 division de cavalerie.

Par conséquent, les causes de la défaite incombent au haut commandement. La guerre russo-japonaise avait montré au monde entier que 90 % des officiers supérieurs avaient brillé par leur incapacité et leur ignorance. Avec le régime tsariste, le haut commandement n'était soumis à aucun contrôle ; il dépendait directement de l'empereur.

Les généraux qui avaient subi des revers pendant la guerre avec le Japon avaient été mis en disgrâce, — mais les « malins », c'est-à-dire ceux qui n'avaient pas été à la guerre et qui étaient restés dans les bureaux, avaient continué leur carrière d'après l'ancien système.

Samsonov avait commandé une division pendant la guerre russo-japonaise ; pas d'autre preuve de sa capacité.

En Prusse Orientale, il oublie que, comme commandant de 5 corps d'armée, il doit diriger de l'arrière ; il quitte son quartier général pour aller, comme en promenade, en automobile au milieu de la bataille, perdant ainsi toute liaison avec les corps d'armée, perdant la direction générale de l'attaque, et se sacrifiant inutilement.

Rennenkampf était un habile arriviste, qui sut toujours faire valoir ses succès ; après sa victoire à Gumbinnen, il s'arrête. Ludendorff lui-même, dans ses Mémoires, avoue qu'il n'a pas compris cet arrêt. « La déroute de l'armée allemande, dit-il, dépendait à ce moment de la rapidité d'action de Rennenkampf... ; nous étions perdus, s'il avait avancé. »

Le général allemand von François explique cet arrêt en disant que Rennenkampf ne pouvait avancer que sur l'ordre du général Gilinski et du Grand-Duc Nicolas, et que ceux-ci, le 27 août, l'arrêtèrent dans sa marche. Pourquoi ? La question reste à éclaircir.

En résumé, de ces trois articles, il ressort que, d'après le colonel Foukhs, la défaite de la IIe armée russe en Prusse Orientale est due à l'ordre, impossible à exécuter, de faire une attaque rapide pour sauver la France à tout prix ; mais, d'après le jeune capitaine d'Etat-major Patronov, la défaite est surtout due à l'incapacité notoire des grands chefs.

WILFRID LERAT.

LES LIVRES NOUVEAUX

W.-A SUKOMLINOV. — *Erinnerungen* (Souvenirs de Sukomlinov). Edition allemande. Berlin, Reimer Hobbing, 1924, in-8°, 534 p.

Le général Sukomlinov, le ministre de la guerre russe, condamné pour trahison à la détention perpétuelle, et actuellement réfugié dans un petit village du Brandebourg, a jugé bon de publier ses souvenirs *en allemand,* langue qu'il possède parfaitement, avant d'en donner une édition russe (1). Cet ouvrage est, en effet, très digne de figurer dans

(1) L'édition russe *Vospaminaiia,* Berlin, 1924, in-4, VIII-438 p.) a paru, à Berlin également, un peu plus tard que l'édition allemande.

Les deux éditions ne diffèrent pas, mais l'auteur a jugé nécessaire d'ajouter quelques mots à la préface de l'édition russe et un Appendice aux Mémoires.

La préface russe ne fait que préciser l'idée dominante du livre.

« J'ai tout fait pour réorganiser l'armée russe... ; le Tsar et moi, nous « étions d'accord pour éviter la guerre ; si elle a été déclarée c'est par suite « des intrigues du Grand-Duc Nicolas Nicolaïevitch ;... l'ordre de mobilisation, « c'est-à-dire la déclaration de guerre, n'a été porté à ma connaissance que de « troisième main, par mon subordonné le Chef d'Etat-major Janouchkéwitch.

« Les conditions dans lesquelles, nous, ministres, nous étions placés par le « Tsar écartent la possibilité des reproches sur mon manque d'énergie et « d'initiative...

« Le seul et unique conseiller actif, et de plus occulte, par conséquent sans « responsabilité, était le Grand-Duc Nicolas Nicolaïewitch. C'était ce per-

la littérature allemande d'après-guerre, en raison de la haine que l'auteur manifeste en toute occasion envers la France, bien que cette attitude se concilie difficilement avec les efforts que fait Sukomlinov pour essayer de prouver qu'il est innocent de la trahison pour laquelle il a été condamné. D'ailleurs, l'Allemand Gleinow, dans la préface qu'il a donnée à l'ouvrage, cherche à tirer tout le parti possible des soi-disant révélations du général au sujet de la mobilisation russe. On verra plus loin qu'il n'a pu, malgré ses efforts, y trouver de bien sérieux arguments en faveur de la thèse allemande.

Né en 1848, dans le gouvernement de Kowno, près de la frontière prussienne, d'une famille originaire de l'Ukraine et d'un père fonctionnaire, Sukomlinov, entré en 1861 dans une école de cadets, devait faire une très brillante carrière. Successivement élève à l'Ecole de Cavalerie Nicolas, cornette aux uhlans de la Garde, élève à l'Académie d'Etat-major Nicolas, attaché à l'Etat-major de la Garde comme capitaine en 1874, capitaine commandant aux Cuirassiers de l'Empereur, il prit part, comme officier d'Etat-major, à la guerre russo-turque, après laquelle il fut appelé à l'Académie comme conférencier. Nommé colonel à 32 ans, il commanda les hussards de Pavlograd, transformés en dragons, à Suvalki, sur la frontière, de 1884 à 1886, puis pendant douze ans l'Ecole de Cavalerie, et enfin de 1898 à 1900, la 10e Division de Cavalerie à Kharkov. Remarqué depuis longtemps par Dragomirov, il allait s'attacher à sa fortune et devenir successivement son Chef d'Etat-major au Gouvernement général de Kiev, puis son adjoint, et plus tard commandant en chef des troupes, lorsque ces fonctions furent séparées de celles du gouverneur. En 1905, Sukomlinov était nommé gouverneur général à Kiev, et avait en cette qualité à réprimer les graves désordres qui marquèrent l'issue de la guerre contre le Japon. Ce qu'il appelle son « rôle historique » date de cette époque.

C'est aussi à ce moment qu'il fait remonter l'hostilité que devait constamment lui témoigner le Grand-Duc Nicolas Nicolaiévitch, dont Sukomlinov combattit énergiquement les vues, notamment en ce qui concernait le projet de rendre, à l'imitation du système allemand, le Chef d'Etat-major général de l'Armée indépendant du Ministre de la guerre. Aussi, quand, en 1908, le tsar proposa à Sukomlinov le poste de Chef d'Etat-major, celui-ci mit pour condition à son acceptation qu'il serait subordonné au ministre et ne ferait de rapport à l'Empereur qu'en présence de son chef.

Si l'on en juge d'après ce que dit l'auteur, l'anarchie et le désordre qui résultaient dans l'armée russe des influences contradictoires des

« sonnage tout puissant, agissant dans la coulisse, contre lequel aucun des « ministres qui ne partageaient ni sa politique ni ses idées ne pouvait lut- « ter victorieusement. »

Cette préface est nette, et les Mémoires ne feront qu'illustrer l'antagonisme qui existait entre le Ministère et le Grand Quartier général.

L'Appendice contient le pourvoi en Cassation du Général après son procès. C'est la seule pièce officielle qui lui reste, dit-il, pour critiquer son jugement et se défendre contre les accusations portées contre lui. — N. D. L. R.

diverses autorités, notamment des Grands-Ducs, rendaient indispensable l'organisation d'une autorité unique, seule responsable devant le souverain. Ce furent les attributions qui, nominalement au moins, furent dévolues à Sukomlinov, quand, en 1909, il prit les fonctions de ministre de la guerre.

Son œuvre, sur laquelle il s'étend complaisamment, consista surtout à créer le recrutement régional, grâce auquel, il faut le reconnaître, la mobilisation russe devait être en 1914 considérablement facilitée et activée. Cela n'empêche pas Sukomlinov de soutenir que l'alliance franco-russe était toute au bénéfice de la France, alors que la Russie n'avait rien à gagner à une guerre, et bien loin d'être reconnaissant à nos dirigeants de l'appui énergique qu'ils donnèrent à leurs alliés, lorsque ceux-ci, à propos de l'envoi de Liman von Sanders, furent tout près d'une rupture avec la Turquie, pour une question n'intéressant en réalité que la Russie, le général et son metteur en scène allemand ne veulent voir dans notre attitude qu'une preuve de nos intentions belliqueuses. C'est ce qu'ils s'efforcent de prouver aussi à propos de la condition mise par la France à l'emprunt de 1913, consenti seulement contre la promesse de construire ou d'améliorer des lignes de chemins de fer stratégiques indispensables pour rendre effectif l'arrangement conclu dès 1892 entre les Etats-majors français et russes pour le cas d'un conflit avec l'Allemagne, arrangement renouvelé plusieurs fois, notamment en 1911 entre les généraux Dubail et Gilinski, puis, en 1912 entre ce dernier et le général Joffre. Il y était expressément spécifié que le terme « guerre de défense » n'impliquait nullement qu'une fois engagées, les hostilités dussent être conduites d'une façon défensive. Tout au contraire, convaincus que l'Allemagne attaquerait la France avec la majorité de ses forces, les contractants concluaient à la nécessité pour la Russie de prendre l'offensive le plus tôt possible avec le minimum de 800.000 hommes prévu depuis de longues années. Mais comment et pourquoi le négociateur français s'engageait-il lui aussi à prendre l'offensive avec « toute la masse de ses troupes... dépassant de beaucoup 1.300.000 hommes », c'est ce qu'il faut renoncer à expliquer ; car le texte de la convention ne permet pas d'affirmer que cette attitude du côté français, origine de si grands malheurs, ait résulté d'exigences émises par les autorités russes.

En ce qui concerne la question si controversée de la mobilisation russe, la version de Sukomlinov est la suivante :

Il explique d'abord que, tenu à l'écart de la politique par suite de la méthode rigoureusement suivie par le tsar, qui ne tolérait pas qu'un ministre empiétât sur les attributions d'un autre, il n'eut aucun rôle dans les actes diplomatiques qui aboutirent au conflit. Soldat et rien que soldat, il ne crut pas devoir soulever la moindre objection, lorsqu'au conseil des ministres, tenu le 25 juin sous la présidence de l'Empereur, il fut décidé que la date du lendemain « serait celle du début de la période de préparation à la guerre (*Kriegsvorbereitung*). Si cette mesure ne suffisait pas à soulager la situation diplomatique, on procèderait comme seconde étape à la *mobilisation partielle* contre l'Autriche-Hongrie ».

En conséquence, dès le 26, les troupes qui se trouvaient dans les camps d'instruction furent rappelées dans leurs garnisons, où l'on procéda à des inspections de matériel de campagne.

Il avait été admis en Russie que l'ordre de mobilisation, une fois signé par l'Empereur, devrait être contresigné par les ministres de la guerre, de la marine et de l'intérieur. Mais c'était celui des affaires étrangères, Sazonov, qui avait à transmettre au chef d'Etat-major général l'avis de rédiger l'ordre de mobilisation. Tout à fait en dehors de Sukomlinov, Sazonov aurait, le 28, invité le général Janousckévitch à préparer deux ordres, l'un pour une mobilisation partielle, l'autre pour une mobilisation totale. Ces deux pièces furent signées par l'Empereur et contresignées par le président du Sénat. Les télégrammes furent préparés à l'Etat-major pour être revêtus de la signature des trois ministres.

Or quand, le 28 au matin, Sukomlinov se présenta à l'Empereur, il n'eut à traiter que les affaires courantes, et il ne fut pas question de mobilisation.

Mais, à peine rentré à son bureau et avant midi, le ministre apprenait du général Janousckévitch, que celui-ci avait reçu de Sazonov l'avis que l'Empereur avait décidé la mobilisation partielle dans les districts de Kiew, Moscou, Kazan et Odessa. C'était la réponse à la mobilisation générale autrichienne, que l'ambassadeur russe à Vienne venait d'annoncer. Malgré sa répugnance, Sukomlinov dut donc « le 28 juillet, appuyer sur le bouton pour prescrire la mobilisation partielle ».

Or, au milieu de la nuit du 29 au 30, le tsar téléphona à Sukomlinov que l'Empereur allemand lui demandait d'arrêter la « mobilisation partielle » de l'armée, sans garantir, du reste, que les Autrichiens suspendraient leur « mobilisation totale », et demanda au ministre s'il était possible d'arrêter celle de l'armée russe, toujours partielle, mais déjà commencée. Sukomlinov répondit que cette mesure aurait les plus graves inconvénients et conseilla au souverain de prendre à ce sujet l'avis du Chef d'Etat-major général. Peu après, ce dernier téléphonait à son tour au ministre qu'il avait fait à l'Empereur la même réponse, de sorte que rien ne fut changé aux ordres déjà donnés.

Enfin, le 30, entre une et deux heures du soir, Sukomlinov apprit par Janousckévitch que ce dernier avait reçu, par l'intermédiaire de Sazonov, l'ordre impérial de procéder à la « mobilisation totale ».

Telle est la version dont les Allemands se sont emparés pour essayer de démontrer : 1° que la mobilisation totale de l'armée russe avait été décidée dès le 28 juillet ; 2° qu'elle avait tout au moins précédé la nouvelle, d'ailleurs fausse, d'après eux, donnée le 30 juillet par le *Lokal Anzeiger* de la mobilisation allemande, car, suivant son témoignage reproduit dans le livre de Sukomlinov, l'ambassadeur russe à Berlin, Serbéiev, n'en aurait connaissance que le même jour à 2 heures 25 du soir (1), et son télégramme serait parvenu à Pétersbourg à 4 heures du soir seulement. Tout cela est fort suspect ; car si,

(1) Il l'aurait d'ailleurs démentie à 2 h. 40, puis un peu plus tard, mais ces deux dernières dépêches ne seraient arrivées à Pétersbourg que vers 9 heures.

de l'aveu des Allemands, le supplément du *Lokal Anzeiger* parut à une heure du soir, il est probable que la nouvelle était connue bien plus tôt que dans la matinée, et rien ne prouve que Sazonov ne la reçut pas avant le télégramme officiel de son ambassadeur.

Une fois la guerre décidée, se posa du côté russe la grave question du Commandant en chef. Il avait toujours été admis que l'Empereur assumerait ces fonctions. Mais il dut y renoncer devant les instances de ses ministres auxquels se joignit Sukomlinov. Ce dernier ayant refusé de les accepter, par crainte, dit-il, des intrigues que le Grand-Duc Nicolas ne manquerait pas d'ourdir contre lui s'il restait chargé du commandement de la IVe armée à Pétrograd, ce fut lui qui insista pour faire attribuer le commandement suprême à celui qu'il considérait comme son ennemi juré, et des talents duquel il n'avait pas une haute idée.

Cette attitude est aussi difficile à expliquer qu'à excuser. Quoi qu'il en soit, Sukomlinov n'en fut pas récompensé, car ses rapports avec le Grand-Duc restèrent exécrables, et ses relations avec la Stavka se bornèrent, dit-il, à un échange de lettres personnelles entre le Ministre et le Chef d'Etat-major des armées en campagne.

Sukomlinov attribue les désastres de 1915 aux fautes stratégiques du Grand-Duc Nicolas, et cherche à dissimuler la part prépondérante qu'eurent dans les échecs le manque de munitions, et surtout le manque de fusils. Mais la disgrâce du commandant en chef devait entraîner la sienne. Relevé de ses fonctions de ministre le 24 juin 1915, il allait bientôt être incarcéré à la forteresse Pierre et Paul, sous l'inculpation de haute trahison. Commencé sous le régime impérial, le procès ne fut jugé que sous le gouvernement provisoire. Sukomlinov se défend comme un beau diable ; mais ne pouvant nier les relations qu'il eut avec Miaisoiédov et Altschiller, il est conduit à essayer de démontrer l'innocence de ces deux hommes, qui furent tous deux condamnés.

Ce qui devient tout à fait singulier, c'est le contraste entre les rigueurs subies par Sukomlinov pendant l'instruction de son affaire, et la douceur du traitement qui lui fut appliqué après le verdict. Bientôt amnistié par le gouvernement des Soviets, ce dernier le laissait passer en Finlande sans grande difficulté. Là, il était fort bien accueilli, et plus tard, il trouvait un refuge en Allemagne, où il est encore.

Tout cela ne milite guère en faveur de son innocence.

E. DESBRIÈRE.

MICHAEL KAROLYI. — *Gegen eine ganze Welt. Mein Kampf um den Frieden.* (Contre tout un monde. Ma lutte pour la paix.) München, Verlag für Kulturpolitik, 1924, in-8°, XVI + 515 pages.

On pouvait s'étonner que le comte Michel Karolyi, qui se savait un objet de réprobation pour « tout un monde », n'eût pas tenté encore, non pas de se réhabiliter, — on lui prêterait à tort quelque velléité de contrition, — mais de s'expliquer. « J'écris les mémoires d'un homme blessé », dit-il. La blessure est toujours irritée. La cause qu'il entreprend de plaider est celle de la Révolution d'octobre 1918, « moment

où le peuple hongrois s'est découvert lui-même », mais dont il semble bien que le souvenir se soit évaporé. Aussi Karolyi veut-il le remémorer « pour l'histoire ». Il a pu emporter en exil — sa préface est datée de Raguse, 1er septembre 1922 — des papiers privés et officiels, le journal qu'il a dicté à sa femme, et il a pu travailler avec son ami et animateur, Oscar Iaszy.

Michel Karolyi a été, dès sa jeunesse, un déclassé dans son milieu natal et social. Il a eu la bonne fortune et le courage de s'évader très tôt de l'enclos hongrois, à l'atmosphère étouffante à la fois et agitée. Il a cédé au goût des voyages lointains, mais il s'est imprégné surtout de l'esprit français ou plutôt parisien (1) ; l'hôtel de son oncle Ladislas, au quai d'Orsay, a été pour lui un lieu d'éducation : il lut l'Encyclopédie, Louis Blanc, Fourier, Proudhon. Son parentage avec le nobiliaire du faubourg Saint-Germain, les Dillon, les Polignac, etc., lui permit de comparer l'aristocratie française, qui n'exerçait aucune influence politique, avec la caste féodale hongroise, maîtresse unique et jalouse du pays. Dans sa famille même, il rencontra quelques révoltés, un oncle qui lut et commenta avec lui Karl Marx, de sorte que le jeune comte, qui possédait d'immenses domaines et une écurie de course, devint l'ennemi de la propriété individuelle. Ajoutez qu'il hérita aussi de la haine contre les Habsbourg, endémique chez quelques impénitents du patriciat. Il se laissa donc encadrer dans le parti de 1848 et de l'Indépendance, et se traça un programme qu'il formule en ces trois vocables (p. 43) : *antihabsburgimus, antifeudalismus, slavenfreundschaft.*

Il était dégoûté de ce qu'il appelle « le système », dont Stefan Tisza fut jusqu'à la fin l'homme représentatif. Il en a suivi les phases ; l'historique des querelles intérieures n'intéressera que les initiés et fatiguera le lecteur étranger. Karolyi en tire cette conclusion désolante que la Hongrie ne fut guère touchée de la grâce démocratique : c'est dans la formation d'une démocratie qu'il voyait le salut.

Mais, en Hongrie, la démocratie ne pouvait se développer tant que pèserait sur elle l'alliance allemande, protectrice des forces de réaction ; Karolyi, président du parti de l'Indépendance, chercha son point d'appui en France ; à la fin de 1913, dans les premiers mois de 1914, il bourdonna autour de plusieurs hommes politiques et de financiers français : Doumer, André Tardieu, Clemenceau, Caillaux, Raphaël-Georges Lévy, Philouze. Il obtint une longue audience du président Poincaré (p. 90) : une fois l'union avec l'Autriche rompue, la Hongrie s'équiperait, s'industrialiserait au moyen de capitaux français et deviendrait pour la France un second non négligeable ; plan qui, d'après Karolyi, fut contrarié par la campagne du *Figaro*, qu'aurait subventionné Tisza (p. 92). Mais on objectait surtout à Karolyi qu'il n'avait derrière lui qu'une poignée de comparses, au Parlement tout au moins, et point de bailleurs de fonds. Aussi fit-il une tournée de quête aux Etats-Unis auprès de ses compatriotes ; il en rapporta,

(1) Il abuse même de l'argot ; il rappelle en ces termes un mot célèbre (p. 133) : « L'Autriche *épatera* le monde. »

outre un peu d'argent, une déplorable opinion sur l'ignorance des politiciens et des journalistes américains.

En débarquant au Havre, le 5 août 1914, avec ses compagnons, il fut cueilli par la police, comme sujet d'une puissance ennemie, bien que la guerre avec l'Autriche-Hongrie ne fût pas encore déclarée. On l'achemina sur Bordeaux, où, à la caserne de passage, il rencontra Max Nordau, interné comme lui, et, en ville, des réfugiés officiels, notamment M. de Margerie (p. 114). Il fut conduit à la frontière d'Espagne, après avoir signé un revers, où il s'engageait à ne pas combattre contre la France et ses alliés.

Rentré dans son pays en pleine effervescence belliqueuse, il se sentit « inactuel ». Il agit hors cadre : c'est ainsi qu'en marge de la diplomatie, il amorça une négociation avec Sonnino, par l'entremise d'un prêtre hongrois, l'abbé Jean Török. Le ministre italien, qui reçut ce missionnaire, aurait promis de laisser tomber les prétentions italiennes sur Fiume, et de contenir la Roumanie dans la neutralité, s'il se constituait en Hongrie un gouvernement de pacifistes. Cet épisode provoqua plus tard contre Karolyi une accusation, sinon un procès de haute trahison, dont il raconte avec prolixité la trame policière.

L'attitude de Karolyi pendant la crise fut très nette, il faut lui rendre cette justice : répudiation de l'alliance allemande comme du Mitteleuropa ; point d'empire européen des Hohenzollern, point même de dualisme avec les Hohenzollern (*Hohenzollerndualismus*). Mais les hobereaux s'attachaient à l'alliance allemande parce que l'afflux des produits manufacturés allemands empêcherait l'industrialisation de la Hongrie et le renforcement du parti ouvrier.

Ce rôle d'adversaire de l'Allemagne et de protagoniste de la paix mit Karolyi en odeur de sainteté auprès du monarque, qui comptait aussi sur lui pour le délivrer de Tisza. Karolyi a tracé de son roi, qu'il put longuement catéchiser à Baden, le 22 mars 1917, un portrait qui confirme ce que l'on savait de ce prince ingénu. Karolyi eut aussi l'occasion de converser avec le comte Czernin, dont il signale les variations ; mais Czernin, dans son livre, est muet sur ses rapports avec le politicien hongrois.

On pressait Karolyi d'entrer dans un ministère de concentration pour l'emprisonner et l'annuler. Il ne donna pas dans le piège. Il accentua son opposition, parut au congrès pacifiste de Berne, prit contact avec les révolutionnaires, notamment avec Stefan Friedrich, le futur régénérateur de « l'ère chrétienne », alors propagandiste par le fait. Seul il avait un plan d'action, alors que les vieux routiers, les vieux chefs, Tisza, Andrassy, Wekerlé, défaillaient : de ce dernier, Karolyi cite un mot révélateur de la politique austro-hongroise. Comme il lui reprochait d'avoir continué la guerre déjà désespérée, Wekerlé lui répondit placidement : « Vois-tu, mon cher, nous ne pouvions pas faire autrement à cause des Allemands (p. 406). »

Aussi Karolyi eut-il beau jeu contre les perdants. A la session des Délégations, le 15 octobre, il dénombra les fautes qui avaient amené la débâcle, et, le lendemain, à la Chambre, ses partisans clamèrent leur sympathie pour l'Entente. Ce fut un beau scandale. Mais Tisza

lui-même « fit harakiri », selon l'expression du prince Windischgrätz, et Karolyi obtint l'assentiment général pour le rappel des troupes hongroises. La mutinerie des régiments croates à Fiume acheva le désarroi.

Karolyi se sentit le maître de l'heure. Le Roi l'eût volontiers investi du gouvernement, s'il ne l'avait soupçonné, — il le lui déclara franchement, — de préparer la République ; sur quoi Karolyi le rassura (p. 465). Et si on ne l'avait pas joué, il eût sans doute tenu parole. On essaya encore de bâcler un ministère, en dehors de lui, contre lui, alors que le pouvoir effectif était assumé par un Conseil National composé de Karolyistes et qui, pour venger la déception de son chef, déclencha la révolution dans la nuit du 30 au 31 octobre. C'est alors que l'archiduc Joseph, *homo regius*, nomma Karolyi ministre Président. Au moment où les nouveaux gouvernants prêtaient serment, Tisza tombait sous les coups de meurtriers.

Ces deux péripéties se répondent et se complètent. Le « système » que Karolyi avait combattu était terrassé. Trop tard pour le salut de la Hongrie. Si la conception de Karolyi avait prévalu, si la Hongrie ne s'était pas fortement engagée dans l'alliance allemande, si elle avait doté du droit de suffrage intégral les masses populaires, et de l'autonomie les peuples sujets, elle eût sans doute été un élément d'ordre et d'équilibre dans l'Europe Centrale. Karolyi en a eu l'intuition, — ses discours, ses actes en témoignent. A son avènement au pouvoir, lorsqu'il devient le grand premier rôle, le sort de son pays semble désespéré ; et Karolyi tente une suprême lutte contre « tout un monde ». Cette dernière phase de sa carrière fera sans doute l'objet d'un volume qui apportera, nous l'espérons, à l'histoire une contribution plus substantielle, avec une composition plus serrée, que l'ouvrage analysé ici. Jusque-là il est équitable de suspendre tout jugement sur un personnage qui a encore beaucoup à dire.

B. AUERBACH.

Général Baron VON SCHÖNAICH. — *De la guerre d'hiér à la guerre de demain* (1).

Sous ce titre, le général allemand Dr Baron von Schönaich, un démocrate et un pacifiste convaincu, nous expose, dans un livre, ses idées sur la situation actuelle de l'Europe, et nous avertit des dangers politiques et économiques qui nous guettent au détour de 1930, si les peuples ne veulent pas entendre la voix de la raison.

Ce livre est d'autant plus intéressant qu'il est écrit par un ancien officier général de l'armée impériale (2), et que ses collègues, ceux du régime wilhelmien, comme ceux qui ont prêté serment à la Constitution de Weimar, ne nous ont guère habitués à des professions de foi républicaines.

(1) Ce livre, dont la publication est annoncée, n'a pas encore été mis en vente au moment où nous mettons sous presse.

(2) Ancien commandant de la cavalerie de la Garde.

Le socialisme et le pacifisme, deux notions identiques au fond, sont seuls, d'après l'auteur, capables de donner la paix au monde, pourvu qu'une politique de réalisation sache s'inspirer de leur force et favoriser leur développement. Si cette planche de salut est volontairement abandonnée, le feu qui couve encore sous les cendres de la dernière guerre allumera bientôt un nouvel incendie, plus effroyable que le premier. Tout d'abord, il faut abolir le particularisme dissolvant qui mènera le vieux monde au bord de l'abîme, et édifier à sa place la Confédération des Etats-Unis d'Europe qui, égale en puissance aux Etats-Unis d'Amérique, au vaste Empire britannique, à la Russie et à l'Extrême-Orient, contribuera à faire de la Ligue des peuples une institution solide et respectée. Voilà la première étape à parcourir sur la longue route du pacifisme.

Mais à combien d'obstacles et de préjugés se heurteront les artisans de cette œuvre libératrice ? Chaque peuple a écrit sa page dans l'histoire des crimes commis envers l'humanité. Ayons donc le courage d'avouer nos fautes et de reconnaître nos erreurs. « Nous, Allemands, commençons par nous confesser ; voyons l'état de notre conscience et découvrons sans arrière-pensée les plaies dont souffre encore notre pays. »

C'est alors que le général von Schönaich aborde un sujet qui doit lui être familier : le militarisme allemand d'avant et d'après-guerre.

Nous ne nous attarderons pas à résumer les passages où l'auteur analyse la mentalité de l'ancien officier prussien, de l'officier de la Garde par exemple, dont les faits et les gestes nous sont suffisamment connus par les documents de toutes sortes que nous possédons.

Il y a dans ce chapitre une partie beaucoup plus intéressante pour nous, parce qu'elle contient des renseignements et des aperçus qui peuvent servir à renforcer l'argumentation de ceux qui sont préoccupés à juste titre de la sécurité de la France ; c'est la partie qui traite du développement et de l'état actuel de l'armée allemande, de la Reichswehr. Nous donnons ci-dessous la traduction littérale des passages qui nous ont paru les plus importants.

« La grande question qui se pose aujourd'hui est de savoir si la Reichswehr est ou non un instrument absolument sûr entre les mains du gouvernement républicain. On cite de manières différentes les fameuses paroles du général von Seeckt. Les uns prétendent qu'il a dit : « Le seul homme qui puisse faire un putsch en Allemagne, c'est moi, et je ne marche pas. » D'autres affirment qu'il a dit : « Je ne marche pas encore. » Quoi qu'il en soit, ce qui est certain, c'est que le putsch de Munich n'a lamentablement échoué que parce que von Seeckt était résolu à employer la force des armes contre les *putschistes*, y compris le traître Lossow, et que la Reichswehr aurait suivi entièrement ses ordres. A l'actif de cette preuve de fidélité, on peut opposer plusieurs passifs. Le plus pénible de tous, ce fut la défection de M. von Lossow, que le ministre de la Reichswehr avait envoyé à Munich parce qu'il le tenait pour personnellement sûr ; M. von Lossow n'a pas craint de trahir cette confiance sur les injonctions de

M. von Kahr, entraînant avec lui dans la rebellion toute la division bavaroise.

« Le chemin suivi par le ministre de la Reichswehr, Dr Gessler, après la *Kapiade*, était sans doute celui qui convenait le mieux à une période de paix. Il ne s'est pas formalisé de ne trouver dans l'armée que des officiers dévoués aux partis de droite. Il s'est contenté d'interdire toute manifestation politique dans le service et en dehors du service. Il comptait que la République s'affermirait à l'intérieur et qu'elle finirait par gagner à sa cause les officiers. Mais il n'avait pas compté avec les nombreux liens d'ordre personnel qui existaient, et qui continuaient à être tressés, entre les officiers de la Reichswehr et les groupes de droite rigoureusement organisés. Il était particulièrement délicat de donner à ces relations une législation officielle. Il importe peu de savoir si, en agissant ainsi, on a méconnu la situation politique, si l'on a fait preuve de faiblesse devant la puissance et l'énergie des extrémistes de droite, ou si l'on a voulu contrôler les forces de la réaction. Ce qui est certain, c'est que l'on ne peut pas contester sérieusement que cette liaison, qui fut même approuvée par le ministre socialiste de l'intérieur prussien, constitue un immense danger pour l'existence de la République. On ne peut pas contester davantage qu'elle n'a aucune valeur militaire dans une guerre contre l'étranger, mais que, par contre, elle est pour notre politique extérieure une charge terriblement lourde, dont le poids est encore augmenté par l'étroitesse d'esprit politique de tous ces procureurs qui intentent des procès pour crime de haute trahison à ceux qui, avec courage et loyauté, prodiguent leurs sages avertissements, donnant ainsi à l'étranger, qui ne nous est pas bienveillant, des raisons d'interpréter ces poursuites judiciaires comme un aveu de la vérité.

« L'Allemagne républicaine est-elle militariste ou non ? A cette question, il faut répondre par un « oui » catégorique. Le militarisme est, dans sa forme, tout autre que celui d'avant-guerre ; mais par sa nature, il est beaucoup plus puissant et plus dangereux...

« Aujourd'hui, il nous faudrait, d'après l'esprit même de la Constitution, un gouvernement démocratique et pacifiste assez solide pour briser les forces du militarisme. En réalité, les groupes de droite, réactionnaires et militaristes, représentent une telle force que les pouvoirs publics sont obligés de capituler souvent devant eux, ou, tout au moins, de leur témoigner une bienveillante neutralité. Décidément la Reichswehr est un livre bien fermé » !

Cet aveu nous suffit. Remercions le général von Schönaich d'avoir eu le courage de dire la vérité ; et souhaitons-lui de tout cœur que, plus heureux que son camarade, le général von Deimling, il ne déchaîne pas contre lui la colère de ses pairs et ne soit pas frappé d'ostracisme par les nombreuses associations et fédérations d'anciens officiers allemands.

F. LOQUET.

J.-M. BOURGET. — *Les origines de la Victoire. Histoire raisonnée de la Guerre mondiale.* Préface du lieutenant-colonel Herscher, sous-direc-

teur des études à l'Ecole Supérieure de Guerre. Paris, la Renaissance du Livre, 1924, in-8°, 526 p.

Chacun, dans la vie, est tenté de se croire le centre du monde. Chacun, pendant la guerre, était enclin à penser que son secteur était le plus important de tout le front ; on ramenait volontiers toute la stratégie des puissances alliées à la conservation de la tranchée que l'on avait organisée.

Ce défaut, bien humain, d'égoïsme mesquin et d'esprit étroit doit être remplacé, il n'est pas besoin de le prouver, par des idées d'ensemble et une conception plus large de la guerre chez tous ceux qui savent réfléchir et qui veulent comprendre.

Si notre petit secteur était chose insignifiante dans l'ensemble, nos grandes batailles, — l'Artois ou l'Yser, la Champagne ou la Somme et même la Marne ou Verdun, — n'ont été qu'une petite partie d'un tout. Il est utile de ne pas l'oublier. Notre front occidental tout entier, de la Suisse à la mer du Nord, n'était qu'une des scènes de l'immense drame qui s'est déroulé pendant quatre ans et demi. Si l'on veut comprendre le drame, il faut lire la pièce d'un bout à l'autre.

Les opérations d'Italie, de Pologne, des Balkans, les opérations maritimes, ont eu une aussi grande importance, parfois une plus grande, que nos opérations sur le front français. Nous les connaissons fort mal ; il est nécessaire de ne pas les ignorer.

Les plans d'ensemble, quand il y en a eu, exerçaient une influence capitale sur les opérations des différents théâtres. Quand les plans d'ensemble manquaient, ce qui est arrivé le plus souvent, les événements du front oriental n'en avaient pas moins de profondes répercussions sur le front occidental, et réciproquement.

Il est donc indispensable, pour un homme instruit, de connaître et d'étudier *toute* la guerre, la guerre de *tous* les fronts.

Jusqu'ici, les historiens avaient reculé devant l'ampleur d'une pareille étude. Nous n'avons eu, depuis six ans, que des récits fragmentaires de la guerre, et, le plus souvent, que des études de la guerre du front français. Les ouvrages des généraux allemands sont des plaidoyers de cas particuliers. Un livre, faisant la synthèse de la guerre, manquait.

Celui que vient de publier M. Jean Bourget, le distingué critique militaire des *Débats*, est le premier ouvrage important qui donne une vue d'ensemble de la Guerre de cinq ans. L'auteur a délibérément mis de côté tous les détails de tactique, et même de grande tactique ; c'est une étude de la stratégie employée, au cours de toute la guerre, par l'un et l'autre belligérant. C'est dire l'ampleur des questions traitées et l'immense intérêt qui s'y attache. Pour faciliter le travail du lecteur, M. Jean Bourget a eu l'heureuse idée de mettre dans son livre dix-huit croquis des théâtres d'opérations, qui ne nous sont pas familiers, front russe, serbe, roumain, etc...

Exceptionnellement documenté, rempli de citations d'ouvrages étrangers, écrit d'une plume vigoureuse, avec la conscience d'un spectateur impartial et d'un historien sincère, qui ne cache rien de la vérité, le livre de M. Jean Bourget vient à son heure. Il sera lu avec un

profond intérêt par tous ceux qui veulent s'instruire. Il sera le livre de chevet de tous ceux qui veulent remonter des effets aux causes et qui sont impatients d'approfondir le plus grand drame militaire de l'histoire.

S'il y avait un reproche à faire à l'auteur, ce serait d'avoir mal résumé son ouvrage dans le titre choisi ; car il est assez difficile, après l'avoir lu, d'affirmer que l'on connaît les origines de la victoire, qui sont bien difficiles à préciser, et sur lesquelles on discutera encore longtemps. En revanche, on a passé en revue les occasions de victoire manquées par l'un et l'autre parti ; on a touché du doigt les graves erreurs commises tant par les Alliés que par les Empires Centraux, et l'on a lu une magistrale discussion sur la conduite de la guerre moderne.

A l'encontre d'ouvrages, d'allure semi-officieuse, déjà parus en France et à l'étranger, le livre de M. Jean Bourget n'est pas un palmarès pour louer les uns ou les autres. C'est, au contraire, un résumé strictement vrai, où, preuves en mains, d'une façon courtoise, mais impitoyable, sont mises en évidence les fautes stratégiques et politiques commises par les Grands Quartiers généraux et par les gouvernements, chez tous les belligérants. Ces fautes ont été nombreuses. Les vainqueurs en ont commis aussi bien que les vaincus. Il y a tout avantage à ne pas les ignorer et à ne pas les cacher. La sincérité est la première qualité de l'historien.

A mesure que l'on étudie davantage cette Guerre de cinq ans, et que l'on arrive à la connaître moins mal, il nous paraît que le sentiment, qui s'impose de plus en plus à notre génération est celui de la modestie. Vraiment, les hommes ne sont pas bien habiles. Les diplomates n'ont su ni prévoir la guerre, ni l'empêcher. Les gouvernants n'ont pas su organiser les alliances ; ils ont été incapables d'établir des plans d'ensemble pour la guerre. Les chefs d'armée, oubliant les leçons de l'histoire, ont commis de lourdes fautes de stratégie. Soyons modestes ; notre génération n'a pas été bien remarquable.

Soyons modestes. Les meilleurs d'entre nous savent l'être. Un de nos grands chefs, de nos très grands chefs, un jour, pendant la guerre, après une discussion sur les chances de réussite d'une attaque, s'en allant avec un de ses commandants de division lui disait : « Voyez-vous, mon cher ami, nous ne sommes que les instruments de la Providence ! »

Général de CUGNAC.

GULLETT. — *The Australian Imperial Force in Sinaï and Palestine, 1914-1918.* (Le Corps Impérial Australien dans le Sinaï et en Palestine.) Sydney, Augus and Roberston, 1923, in-8, 844 pages cartes.

Voici une remarquable contribution à l'histoire des opérations difficiles et glorieuses qui, après avoir assuré la défense de l'Egypte, ont conduit les armées britanniques à la conquête de la Palestine et

de la Syrie et à la destruction presque totale des forces germano-turques qui leur furent opposées. Nous ne les connaissions guère que par le livre de Liman von Sanders et les rapports officiels des généraux anglais. Le récit de Gullett leur donne une vie et une couleur intenses et fixe beaucoup de points restés obscurs, car, bien que l'auteur se défende d'écrire une relation d'ensemble de ces campagnes, il est amené à chaque instant à envisager le cadre général dans lequel eurent à agir les troupes australiennes, et il le fait avec une clairvoyance et une impartialité à laquelle il faut rendre hommage. Grâce à son témoignage, nous connaissons mieux les difficultés qu'il fallut vaincre, aussi bien du fait d'un ennemi très redoutable que d'une région où tous les obstacles semblaient se réunir pour entraver la marche d'une armée moderne, et nous pouvons apprécier la haute valeur de chefs qui, comme sir Edmund Allenby, furent des organisateurs et des tacticiens de premier ordre.

Malgré tout, l'intérêt principal du livre de Gullett réside dans l'étude très poussée qu'il a faite des opérations de la cavalerie australienne, corps remarquable à tous les égards et qui accomplit des prouesses dignes de servir de modèles.

Employés aux Dardanelles comme infanterie, les cavaliers australiens, revenus en Egypte après l'évacuation de la presqu'île, y avaient retrouvé leurs admirables chevaux et, équipés en infanterie montée, furent bientôt envoyés au delà du canal, sérieusement menacé alors par l'armée de Kress von Kressenstein. C'étaient des volontaires, fermiers ou squatters, habitués au cheval depuis leur enfance, dont beaucoup, et tous leurs chefs, avaient déjà servi dans la guerre de l'Afrique du Sud. Troupe assez singulière d'aspect, d'une discipline très relative, animée d'un esprit très particulariste, mais qui, par son intrépidité, son audace, son endurance, sa sollicitude pour ses montures, son sens remarquable de la guerre, allait rendre des services qu'aucune cavalerie n'a encore dépassés. On n'a pas vu encore d'exemples où le combat à pied ait été pratiqué de façon plus habile, ni plus efficace, aussi bien dans la défensive que dans l'offensive, et il est remarquable que ce mode d'action n'ait en rien diminué chez ces vaillants cavaliers le goût et l'aptitude aux attaques à cheval, qui furent exécutées souvent avec autant de brio que d'opportunité. Les charges de deux brigades n'ayant d'autre arme blanche que des baïonnettes, qui décidèrent à Beersheba d'un succès longtemps douteux, peuvent être comparées aux plus audacieuses et aux plus heureuses dont l'histoire fasse mention. Elles devinrent de plus en plus fréquentes lorsque l'adversaire commença à se désorganiser, et il est curieux de voir que c'est pour répondre à un besoin évident que la cavalerie australienne fut, à la fin de la campagne, presqu'en totalité pourvue du sabre. Mais quels résultats alors, après le fameux raid qui conduisit les 100 escadrons de Chauvel jusqu'à Nazareth, où Liman von Sanders faillit être enlevé ! Deux armées turco-allemandes détruites, 75.000 prisonniers, des canons sans nombre. Puis la prise de Damas, celle d'Alep, et la marche victorieuse arrêtée seulement par l'armistice.

Il est agréable de penser qu'à cette phase si brillante de la cam-

pagne, collabora, mêlé aux chevau-légers australiens, un régiment français formé de spahis et de chasseurs d'Afrique, qui fut à la hauteur des autres corps montés, et aux exploits desquels Gullett rend un précieux hommage. L'enlèvement des batteries autrichiennes près de Naplouse est en effet comparable aux plus belles prouesses effectuées par les cavaleries d'Angleterre, de l'Inde, d'Australie et de Nouvelle-Zélande pendant cette mémorable guerre.

E. DESBRIÈRE.

GRÉGOIRE ALEXINSKI. — *Du Tsarisme au communisme.* Paris, A. Colin, 1923, in-12, 253 p. — *Souvenirs d'un condamné à mort.* Paris, A. Colin, 1923, in-12, 231 p.

Ces volumes continuent la série d'études entreprises par M. Alexinski, ancien député de la Douma, sur l'histoire contemporaine de son pays. L'auteur fait, dans le premier, un tableau complet de la Russie depuis 1916 jusqu'à nos jours. Il « essaie de dégager le sens profond des événements dont la Russie est devenue la victime ». Une des grandes qualités de l'ouvrage, c'est sa clarté. M. Alexinski étudie d'abord les causes de la révolution, la chute du tsarisme, le chaos du Gouvernement provisoire, puis la dictature rouge, le régime intérieur et la politique extérieure des Soviets ; il se montre impitoyable dans la critique des réformes et des actes du nouveau gouvernement.

L'ancien député social-démocrate, ententiste, francophile, partisan de la guerre jusqu'au bout, ne peut pas pardonner à ses ennemis les bolcheviks leurs trahisons, ni leurs destructions. Cette colère qui vibre encore sourdement en lui ne lui permet pas de rendre justice à l'effort de reconstruction tenté par les dirigeants.

La partie la plus intéressante du livre est la centaine de pages consacrées à la politique extérieure des Soviets. La propagande communiste à l'étranger, en Amérique, en Orient, en Australie, dans les colonies françaises, est assez peu connue, et l'étude de M. Alexinski l'éclaire d'une façon fort utile.

Le ressentiment de M. Alexinski contre les bolcheviks se trouve expliqué et justifié par ses souvenirs personnels, qui nous transportent du Nord au Sud de la Russie en révolution, de Moscou à Sébastopol, à Petrograd, à Cronstadt, et qui forment la matière du second ouvrage.

Pour ceux qui ont vécu la révolution en Russie, les récits de M. Alexinski n'auront rien d'extraordinaire ; quant aux lecteurs français qui ignorent le pays, ils croiront lire d'invraisemblables scénarios pour le Grand-Guignol.

Le pays où l'auteur nous transporte semble, en effet, un Grand-Guignol, où les acteurs sont cent millions, où l'on arrête, l'on torture et l'on exécute « pour de bon », où le rideau ne se relève pas sur des acteurs qui viennent saluer le public, — à moins que, comme M. Alexinski, la victime n'ait usé de ruses d'Indien pour échapper à ses bourreaux.

Les scènes les plus dramatiques se succèdent sans interruption. Parmi les tout petits épisodes, le plus typique est peut-être l'histoire

du perroquet qui n'a pas eu le temps de changer son répertoire, qui trahit et fait fusiller sa maîtresse, une ci-devant princesse, et qui est fusillé lui-même comme impérialiste parce qu'il s'obstine à chanter : *Bogé Tsaria Khrani.*

Le livre prendra une place d'honneur parmi ce qu'on pourrait appeler les mille et un mémoires sur les horreurs du régime bolcheviste.

WILFRID LERAT.

ALFRED FABRE-LUCE. — *La Victoire.* Paris, Nouvelle Revue française, 1924, in-12, 428 pages.

C'est un livre plein de talent. La finesse de l'analyse et de l'interprétation, la vigueur de la pensée, l'aptitude à dégager des faits une vue d'ensemble originale sont servis par une forme aisée, une langue ferme, où le jugement est ramassé dans des formules frappantes. C'est une œuvre de critique rude, où l'accent ne manque pas ; l'auteur n'est pas homme à chercher les demi-teintes ; il ne craint pas de se laisser aller à la passion. La lecture de *la Victoire* heurte, elle bouscule plutôt, les traditions, et choque bien des convictions intimes. M. Fabre-Luce nous convie à un travail de « libération intellectuelle ». Que l'ouvrage s'impose quand même à l'attention ce n'est pas un mince mérite, en un sujet où les positions prises ont parfois l'allure d'un dogme. M. Fabre-Luce s'attaque — il en prévient le lecteur dès sa préface — à l'orthodoxie.

La Victoire étudie deux problèmes : celui des origines de la guerre, celui du règlement de la paix. Selon M. Fabre-Luce, en effet, « il faut embrasser le problème des relations internationales dans son ensemble et depuis son origine, ou renoncer à le résoudre » : or la paix « précaire et troublée » que nous connaissons « apparaît en grande partie comme la suite de la légende des origines de la guerre, ou plutôt comme sa rançon ». Voilà l'unité du livre : avant et après la guerre, la politique française a eu certaines directives communes, que les historiens allemands résument dans le nom d'un homme d'Etat : « L'Ere Poincaré. » C'est en somme le terrain où se porte la critique ardente de M. Fabre-Luce (1).

La Triple Entente s'est formée, pour ainsi dire, automatiquement ; c'était une coalition d'intérêts contre une puissance dont la force et l'autorité croissaient chaque jour. Les fautes de l'Allemagne, la brutalité de ses procédés ont contribué à la nouer plus fortement. Mais c'est seulement lorsque la Russie est « revenue en Europe », après ses aventures d'Extrême-Orient, que la rivalité des deux groupes s'est aggravée. A partir de 1912, l'alliance franco-russe a été pratiquée dans un nouvel esprit. A Paris et à Pétersbourg, on a songé à « abattre l'ennemi dès sa première faute ». C'est parce qu'il a senti cette évolution que Guillaume II, en 1913, a admis l'idée de la guerre, sans former pourtant le dessein d'une agression préven-

(1) Le livre, qui a paru en juin 1924, a été écrit et mis à l'impression avant les élections du 11 mai.

tive. Or cette évolution, c'est M. Poincaré qui l'a réalisée, en rompant avec le programme de M. Caillaux, en rejetant la perspective d'un accord franco-allemand. A la veille de la guerre, la Triple Entente n'était qu'un « syndicat de conquérants » : M. Fabre-Luce n'hésite pas à donner cette formule. Pourtant, il ne se rallie pas nettement à la politique de 1911 ; entre la tendance de M. Caillaux et celle de M. Poincaré, il y avait place, dit-il, pour une troisième politique, dont il ne donne pas, à vrai dire, une définition précise.

Le drame de Serajevo survient. Pour défendre l'intérêt « vital » de l'Autriche, l'Allemagne envisage, sans crainte, une guerre de la Triple Alliance contre la France et la Russie ; mais elle en accepte l'idée comme un joueur celle d'une perte : « au second plan de l'esprit, et en comptant sur la chance ». Cette politique devait « faiblir à l'épreuve des réalités » : en effet, l'Allemagne a cherché à enrayer l'action de l'Autriche, lorsqu'elle s'est rendu compte que l'Entente ne cèderait pas. Le conflit de l' « européanisation » et de « la localisation » était sur le point d'être réglé, quand la mobilisation russe est intervenue ; or la France avait donné aux actes de la Russie un « appui sans réserves ». Dès lors, la guerre est inévitable : les dernières tentatives de négociations ne sont que les « dernières ruses », car toujours la diplomatie s'emploie, lorsque le conflit est imminent, à esquisser de « signes de paix ». Les déclarations de guerre ne sont que des questions de forme,sans intérêt pour l'étude des responsabilités. — Ainsi l'Allemagne s'est donné l'*apparence* de désirer la guerre ; elle a pris l'initiative de la « provocation diplomatique » ; elle a fait, et l'Autriche a fait avec elle, « les gestes qui rendaient la guerre possible » ; mais, au fond, elle n'avait pas la volonté d'aller jusqu'au conflit. L'Entente aurait dû le comprendre et saisir les chances de paix ; c'est elle qui, par la « provocation militaire » de la Russie, a rendu la guerre certaine.

Pour n'avoir pas compris la leçon des origines de la guerre, la France n'a pas été capable d'établir les garanties de la paix : on avait nié, par système, les « hésitations », les « bonnes volontés » de l'ennemi. Les « possibilités nouvelles » se sont heurtées à « une ancienne défiance fondée sur la thèse de la responsabilité allemande ». Et M. Fabre-Luce de passer en revue les péripéties de la « paix manquée ». La dette allemande a été gonflée « délibérément » au delà des possibilités ; certes l'Allemagne a montré toute la mauvaise volonté que l'on pouvait attendre ; mais cette mauvaise volonté n'est pas sans excuses : le Reich n'a pas eu une majorité et un gouvernement assez forts « pour imposer au pays l'effort de création d'un excédent budgétaire » ; — elle n'est pas non plus « sans contre-parties » : le gouvernement allemand n'était pas intraitable dans la question des réparations en nature ; la politique française, au contraire, s'est complue à dénoncer des « manquements » pour avoir l'occasion d'appliquer des sanctions, et pour montrer au monde les traits de l' « éternelle Allemagne ». Le gouvernement français a repoussé, à trois reprises, les solutions internationales, seules possibles, et il a été réduit à les accepter enfin en 1924, dans des conditions beaucoup moins favorables qu'en

1922. Dans l'intervalle, il a poursuivi, sans prétexte de « sécurité », une politique d'annexionnisme déguisé.

Telle est la thèse de M. Fabre-Luce, que je ne crois pas avoir déformée, ni aggravée, en la résumant. J'ai voulu seulement la soumettre aux lecteurs de la Revue, sans que les limites de ce compte rendu me permettent l'examen critique qui sera nécessaire. Je ne partage pas les conclusions de M. Fabre-Luce, et je crois qu'il a, sans le vouloir, omis certains documents qui étaient de nature à infirmer telle ou telle partie de sa thèse, qu'il s'est laissé entraîner parfois à formuler sa pensée dans des termes qui la dépassent. Mais la *Revue* aura certainement l'occasion d'y revenir.

PIERRE RENOUVIN.

JEAN VIC. — *La Littérature de guerre. Manuel méthodique et critique des publications de langue française.* Première période, 2 août 1914-1er août 1916 ; deuxième période, 1er août 1916-1er novembre 1918. Préface de M. Gustave Lanson. Paris, les Presses françaises, 1923, 5 vol. in-16.

J'ai consulté cet ouvrage fréquemment, et toujours avec profit. Il m'est arrivé, ayant pris un volume de ce Manuel dans un but de vérification, de me laisser entraîner à en lire de nombreuses pages sans que mon intérêt ait jamais langui. C'est que, mieux qu'une simple énumération de titres, M. Jean Vic nous a donné une bibliographie raisonnée ; il a osé dire ce qu'il y avait dans les livres. M. Lanson, dans sa préface, l'en félicite. M. Lanson est bon juge : Il a publié un *Manuel bibliographique de la littérature française moderne*, ouvrage fondamental, dont l'utilité aurait été plus grande encore si M. Lanson avait pu donner « une bibliographie raisonnée, en indiquant, pour chaque sujet, les résultats acquis, les questions pendantes, les problèmes à poser ». Mais traitant, pour les étudiants de la Sorbonne, en un cours de trois années, une période de quatre cents ans, M. Lanson s'est, — hélas ! — vu contraint d'abréger. Malgré l'importance — numérique — de la production de guerre, il était plus aisé d'en donner une bibliographie raisonnée. C'est ce que M. Jean Vic a fait. Je ne sais si, comme le dit le préfacier, « le vieux spécialiste grogne : ce n'est pas un travail tout à fait objectif ». Il aurait bien tort de grogner. M. J. Vic rend son ouvrage accessible au public. « Il ouvre au volume l'accès de toutes les bibliothèques ; n'importe quel lecteur en pourra goûter l'intérêt et saisir la substance, même le moins habitué à l'usage des catalogues et des répertoires. » N'est-ce pas fort bien ainsi ? Et cet ouvrage est d'une remarquable clarté. De plus, à la fin de chaque période, on trouvera, avec la table des noms d'auteurs, « un index analytique des matières, qui renvoie aux pages où sont groupés et commentés les ouvrages et les articles concernant directement la question envisagée ».

On a donc là un instrument de travail de premier ordre. Pour la période 1914-1918, on peut considérer qu'il est complet, ou à peu près.

M'abstenant d'adresser des critiques à l'auteur, — il n'y en a pas de sérieuses à faire, — il me sera permis d'exprimer le regret que M. Jean Vic se borne à la production de guerre. Puisqu'il a si bien réussi, il devrait étudier à présent les ouvrages sur la guerre parus après le 11 novembre 1918.

Mais c'est peut-être demander beaucoup, et à deux personnes : l'auteur et l'éditeur. Car ce ne peut être que grâce à leur désintéressement à tous deux que nous trouvons, en cinq volumes d'une présentation soignée, une œuvre de ce genre à un prix si peu élevé.

MARCEL RIEUNIER.

LES REVUES DU TRIMESTRE (1)

Les origines de la guerre.

BACH (August). — Die englisch-russischen Verhandlungen von 1914 über den Abschluss einer Marinekonvention. — *Preuss. Jahr.*, août 1924, pp. 183-194.

BACHTOLD (Hermann). — Der entscheidende weltpolitische Wendepunkt der Vorkriegszeit. — *Weitwirstchaft. Archiv.*, juil. 1924, pp. 381-409.

CONRAD (v. HOETZENDORF). — Der Aufgezwugnene Krieg. — *Neue Reich*, 2 août 1914, pp. 967-969.

DRAEGER (Hans). — Der Kampf um die Wahrheit in der Kriegsschuldfrage in den Vereinigten Staaten von Amerika. — *Deutsche Stimmen*, 5 août 1924, pp. 242-247 ; 20 août 1924, pp. 258-262.

EBERLE (Joseph). — Vor zehn Jahren. Rückschau auf die Entwicklung zum Weltkrieg. Die Schuldfrage... — *Neue Reich*, 26 juil. 1924, pp. 939-942.

GRELLING (Richard). — La responsabilité du Grand Etat-Major allemand. — *Rev. de Paris*, 15 juil. 1924, pp. 282-313.

HARTMANN (Charles.-L.). — Die russischen Archive und der Kriegsausbruch. — *Deut. Rundschau*, juillet-août 1924, pp. 1 à 17 et 113-134.

JAGOW (Gottlieb v.). — Die deutsche Politik 1913 und 1914 vor dem Weltkriege. — *Süddeut. Monatsh.*, juil. 1924, pp. 241-248.

KARO (Georg). — Zehn Jahre Arbeit in der Kriegsschuldfrage. — *Süddeut. Monatsh.*, juil. 1924, pp. 254-259.

KRALIK (Richard). — Vor zehn Jahren. — *Neue Reich*, 12 juil. 1924, pp. 891-893.

MACCHIO (Karl). — Oesterreich Ungarns Ultimatum an Serbien. (Im Juli 1914). — *Neue Reich*, 26 juil. 1924, pp. 947-950.

(1) Revues qui, sans figurer sur la liste des dépouillements réguliers sont représentées dans ce numéro par un ou plusieurs articles : *Annals of American Academy of political and Social Science*, *Current History*, *Deutsche Stimmen*, *Flambeau*, *Glocke*, *Journal of Royal Artillery*, *Nineteenth Century*, *Nouvelle Revue*, *Rivista d'Italia*, *Wissen und Leben*.

(2) Cet article a été critiqué dans *Kriegsschuldfrage*. Août 1924,

MEVIL (André). — Delcassé et son œuvre. — *Rev. pol. et parl.*, 10 juin 1924, pp. 384-483.

MUSULIN (v.). — Ungerechte Vorwürfe. — *Neue Reich*, 26 juil. 1924, pp. 950-954.

SAUERBECK (Ernst). — Der Kriegsausbruch. — *Süddeut. Monatsh.*, juil. 1924, pp. 248-254.

STAHLIN (Karl). — Aus den diplomatischen Akten des Auswärtigen Amtes 1871-1914. — *Zeits. f. Pol.*, Bd. XII, H. 4, p. 334 et ss., H. 6, p. 485 et ss., Bd. XIII, H. 2, p. 144 et s., H. 5, p. 435 et s., H. 6, p. 505 et ss.

VALENTIN (Veit). — Deutsch-französische Verständigungsversuche vor 25 jahren. — *Glocke*, 31 juil. 1924, pp. 577-582.

WIESNER (Friedrich). — Der Sarajevoer Mord und die Kriegsschuldfrage. — *Neue Reich*, 2 août 1924, pp. 969-976.

Les opérations militaires : généralités.

FLEURIER (Jean). — Une légende. La faillite de la fortification permanente pendant la grande guerre. — *Rev. milit. suisse*, juil. 1924, pp. 310-320.

FAYLE (C. Ernest). — Carrying-power in war. — *J. of royal united service institution*, août 1924, pp. 527-541.

GAVARD (Lieutenant-Colonel). — L'organisation générale du service des fabrications de guerre en Allemagne (1914-1918). — *Rev. d'artillerie*, 15 août 1914, pp. 105-126.

***. — Lehrendes Weltkrieges für die Ständige Befestigung. — *Schweiz.-Vierteljahrsschrift f. Kriegswissenschaft*, H. 2, 1924, pp. 175-186.

***. — The organization and administration of the tank corps during the great war, 1916-1918. — *Army Quart.*, juil. 1924, pp. 295-313.

REVOL (J.). — Le front continu. — *Rev. milit. suisse.*, juil. 1924, pp. 289-301.

VILLARD (Harold-G.). — Losses from disease in the world war armies. — *Curr. history*, sept. 1924, pp. 991-993.

Front occidental.

BARON (Lieutenant Général). — Les opérations de l'armée belge pendant la campagne 1914-1918. — *Bull. belge Sc. milit.*, juin 1924, pp. 609-622.

BIRCHER (Eugen). — Uber Flankenschutz. Dargestellt an dem Flankenschutz der I. deutschen Armee am 9 sept. 1914 an der Marne. — *Schweiz.-Vierteljahrsschrift f. Kriegswissenschaft*, H. 2, 1924, pp. 147-168.

BOELLE. — Le 4e corps d'armée sur l'Ourcq. — *Rev. milit. générale*, 15 août 1924, pp. 561-587.

CAMON (Général). — L'aile gauche allemande (août-septembre 1914). — *Rev. milit. française*, 1er août 1924, pp. 162-199.

HULSEN (Bernhard v.). — Das Marine-Korps in Flandern 1914 bis 1918. — *Marine Rundschau,* mai-juin-juillet 1924, pp. 145-161 et 212-222.

KUHL (v.). — Die französische Kriegsleitung im Jahre 1917. — *Militär Wochenbl.,* 25 juil. 1924, pp. 82-86.

K. v. T. — Zur Kriegslage im Herbst 1918. — *Militär Wochenbl.,* 4 juil. 1924, pp. 7-9.

MALCOR (Capitaine). — La 1ere division de cavalerie dans la bataille de Noyon et de l'Avre (21-31 mars 1918). [Conclusion par le colonel Villemont.] — *Rev. de cavalerie,* juillet-août 1924, pp. 422-450.

METZ (Capitaine). — Les travaux du passage de l'Aisne à Vouziers pour l'attaque de la 42e division. Le 1er et le 2 novembre 1918. — *Rev. génie milit.,* juin 1924, pp. 557-571.

MUSSEL (Colonel). — L'artillerie du 6e corps à la bataille de la Marne (6-12 septembre 1914). — *Revue milit. française,* 1er juin, 1er juil. 1924, pp. 21-38, 333-352.

OUDIN (Capitaine). — Opérations de la 2e division de cavalerie sur les monts des Flandres (II). — *Rev. de cavalerie,* mai-juin 1924, pp. 292-312.

ROBERT (Simon). — Il y a dix ans : Charleroi. — *Rev. pol. et parl.,* 10 août 1924, pp. 263-277.

ROLLIN (Colonel). — Deux passages de vives forces de l'Aisne par la 74e division du 38e corps d'armée. Deuxième passage, 1er-2 novembre 1918. — *Rev. génie milit.,* août 1924, pp. 97-154.

VOISIN (Lieutenant-Colonel). — La doctrine de l'aviation française de combat au cours de la guerre (II). — *Rev. milit. française,* 1er août 1924, pp. 256-280.

Front italien.

BARBIERI (Emilio). — Echi e riflessi della guerra in Val Camonica. — *Riv. d'Italia,* 15 juin 1924, pp. 204-221.

Front oriental.

TURQUIE ET BALKANS

« DALIL ». — The campaign in Mesopotamia. The first phase. — *J. of royal united service institution,* août 1924, pp. 510-526.

LEPETIT (Lieutenant-Colonel). — Les opérations d'Albanie en 1918. — *Rev. milit. française,* 1er juil.-1er août 1924, pp. 5-20, 145-161.

Front oriental.

RUSSIE

BURGIN (H.-T). — Russian campaign, 1915. — *Infantry Journal,* août 1924, pp. 177-190.

STUCKHEIL (Franz). — Die Festung Przemysl in der Ausrüstungs zeit. Provisorische Darstellung. — *Milit. wissenschaft. u. technische Mitteilungen,* mai-juin 1924, pp. 201-230.

Les opérations navales.

CHACK (Capitaine de frégate). — La stratégie allemande dans les mers lointaines. — *Rev. maritime,* mai 1924, pp. 581-612.

« FORE TOP ». — The battle of Jutland. — *Rev. of. Rev.* (L), 15 juil.-15 août 1924, pp. 25-32.

KHUPACH (v.). — Emilio Monfroni. « Storia della Marina Italiana durante la Guerra mondiale » (étude critique). — *Marine Rundschau,* mai-juin 1924, pp. 161-169.

MONASTERER (Capitaine de frégate) et ADAM (Lieutenant de vaisseau). — Opérations de la flotte russe en Mer Noire au début de la guerre. — *Rev. maritime,* mai 1924, pp. 639-652.

USBORNE (Capt. C. V.). — The anti-submarine campaign in the Mediterranean subsequent to 1916. — *J. of royal united service institution,* août 1924, pp. 444-464.

ZIMMER (Georg). — Mit S. M. S. « Emden » auf Kriegsfahrt. Erinnerungen aus meimem Kriegstagebuch. — *Marine Rundschau,* mai-juin 1924, pp. 179-182, 221-227.

Les relations diplomatiques pendant la guerre.

R...(SALVADOR). — Hat die deutsche Oberste Heeresleitung den Verständigungsfrieden verhindert ? — *Schweiz.-Vierteljahrsschrift f.Kriegswissenschaft,* 1924, H. 2, pp. 168-175.

Les répercussions de la guerre sur la vie intérieure des Etats.

ALLEMAGNE

***. — Germany's économic and trade position. — *Annals of Am. Ac. of pol. et soc. Sc.,* juil. 1924, pp. 1-25.

***. — Walther Rathenau, der Sieger. — *Glocke,* 26 juin 1924, pp. 413-420.

AUTRICHE

BOUSQUET (J.). — Les finances autrichiennes et la Société des Nations. — *Rev. d'éc. polit.,* mai-juin 1924, pp. 497-516.

SALTER (Sir Arthur). — The reconstruction of Austria. — *Foreign Affaire* (N. Y.), 15 juin 1924, pp. 630-643.

SOULANGE-BODIN (A.). — La nouvelle Autriche. — *Rev. Hebd.,* 7 juin 1924, pp. 35-54.

EMPIRE BRITANNIQUE

BAUDIN (Louis). — Le chômage en Grande-Bretagne d'après les banquiers anglais. — *Rev. d'éc. polit.,* mai-juin 1924, pp. 484-496.

***. — The economic and social aspirations of the Indians nationalists. — *Round Table,* sept. 1924, pp. 741-766.

***. — The Irish boundary question. — *Nineteenth Cent.,* sept. 1924, pp. 767-783.

LAW (Hugh-A.). — The Irish Free State to-day. — *Contemp. Rev.,* août 1924, pp. 169-176.

MISRA. — Die Akali-Bewegung. — (Etude sur la rébellion contre la domination anglaise dans l'Inde.) — *Deut. Rundschau*, juil. 1924, pp. 17-30.

FRANCE

***. — La pratique de la loi du 17 avril 1919 sur la réparation des dommages de guerre. — *Rev. d'écon. polit.*, mai-juin 1924, pp. 465-483.

HUDDLESTON (Sisley). — Discontent in Alsace-Lorraine. — *Current Hist.*, sept. 1924, pp. 968-972.

POLOGNE

DYBOWSKI (R.). — Poland. — *Nineteenth Cent.*, juin 1924, pp. 804-814. (Two neighbours of Russia and their politics. II.)

KURNATOWSKI (Georges). — La réforme monétaire en Pologne jusqu'au mois de mars 1924. — *Rev. d'éc. polit.*, mai-juin 1924, pp. 517-529.

ROUMANIE

TITULESCU (N.). — Roumania and Bessarabia. — *Nineteenth Cent.*, juin 1924, pp. 791-803. (Two neighbours of Russia and their politics. I.)

RUSSIE

DUBARBIER (Georges). — En Sibérie après l'armistice (suite). — *Nouv. Rev.*, 15 juin 1924, pp. 347-357.

RAPHAEL (G.). — Comment les bolcheviks ont traversé l'Allemagne en 1917. *Eur. nouv.*, 19 juil. 1924, pp. 922-923.

***. — The Russian situation and America's relation thereto. — *Annals of Am. Ac. of pol. et soc. sc.*, juil. 1924, pp. 49-96.

SAROLEA (Charles). — Ce que j'ai vu en Russie soviétique. *Flambeau*, 31 mai 1924, pp. 74-90.

SUISSE

HEINEL (Eberhard). — Die Bevölkerungsbewegung der Schweiz in der Kriegs u. Nachkriegszeit. — *Jahrb. f. Nationalökonomie u. Statistik*, 30 mai 1924, pp. 246-256.

TURQUIE

CHIROL (Sir Valentin). — The Downfall of the Khalifat. — *Foreign Affairs*, (N. Y.), 15 juin 1924, pp. 571-582.

PRITSCH (Erich). — Die Abschaffung des Kalifats. — *Zeits. f. Polit.*, Bd. XIII, H. 6, pp. 531-544.

Les Traités.

HANOTAUX (Gabriel). — La fin de la Guerre. I. La défaite militaire allemande sur tous les fronts. II. L'Europe nouvelle et la paix. — *Rev. Deux Mondes*, 1er et 15 juil. 1924, pp. 79-110, 286-319.

La question des réparations. — L'occupation de la Ruhr. — Le plan Dawes.

ALLIX (Georges). — Les chemins de fer allemands, gage des réparations. — *Rev. pol. et parl.*, 10 août 1924, pp. 232-242.

BOYDEN (Roland-W.). — The Dawes report. — *Foreign Affairs* (N. Y.), 15 juin 1924, pp. 583-597.

CHAUMEIX (André). — Le plan des experts. — *Rev. Paris*, 15 juil. 1924, pp. 470-480.

DAVID (Heinrich). — Französische und englische Rheinlandpolitik (fin). — *Wissen u. Leben.*, 1er août 1924, pp. 1028-1042.

DECAMPS (Jules). — Réparations et transferts. — *Rev. Paris*, 1er août 1924, p. 677-691.

HEINIG (Kurt). — Das Gutachten und der Käpitalmarkt. — *Glocke*, 12 juin 1924, pp. 333-334.

HERMBERG (Paul). — Deutschlands Leistungsfähigkeit und die Reparations Verpflichtung. — *Weltwirtschaft. Archiv.*, juil. 1924, pp. 468-478.

LEMERCIER (Camille). — Les observateurs américains à Londres. — *Eur. nouvelle*, 19 juil. 1924, pp. 935-936.

LESCURE (Jean). — Les réparations : l'expertise. — *Rev. écon. intern.*, 25 mai 1924, pp. 211-232.

***. — The London conferences. — *Nineteenth Cent.*, sept. 1924, pp. 683-695.

MUHS (Karl). — Zum Gutachten der Dawes-Kommission. — *Jahrb. f. Nationalökonomie u. Statistik*, 30 juin 1924, pp. 295-318.

***. — Les préliminaires de la conférence de Londres. Le « Livre Blanc » britannique. — La note franco-britannique aux puissances alliées. — *Eur. nouv.*, 19 juil. 1924, pp. 933-934.

RECOULY (Raymond). — Les discussions de Londres. — *Rev. France*, 1er août 1924, pp. 595-604.

RECOULY (Raymond). — Appliquera-t-on le plan des experts ? — *Rev. France*, 15 août 1924, pp. 816-825.

RIST (Charles). — Les réparations. — *Rev. d'écon. polit.*, mars-avr. 1924, pp. 163-181.

SCHIPPEL (Max). — Dawesgutachten und die internationale Arbeitsgesetzgebung. — *Soz. Monatsh.*, 22 juil. 1924, pp. 417-421.

UPERMANN (Paul). — Die Micumverträge. — *Glocke*, 19 mars 1924, pp. 1301-1304.

WISSEL (Rudolf). — Das Sachverständigen-Gutachen. — *Glocke*, 12 juin 1924, pp. 325-333.

La « Sécurité ».

***. — Le contrôle militaire en Allemagne. — *Eur. nouv.*, 5 juil. 1924, pp. 846-847.

MAURICE (F.). — Reparations and security. — *Contemp. Rev.*, juin 1924, pp. 687-694.

***. — Should we guarantee a European settlemen ? — *Round Table,* juin 1924, pp. 495-523.

Clauses territoriales.

BALDACCI (A.). — Le traité italo-yougoslave, Fiume et l'Adriatique. — *Rev. écon. intern.,* 10 juil. 1924, pp. 555-573.

GIANNINI (A.). — La contesa anglo-turca per Mossul. — *Or. mod.,* 15 juil. 1924, pp. 409-429.

La Société des Nations.

GAUVAIN (Auguste). — Le projet de traité d'assistance mutuelle. — *Wissen u. Leben,* 20 août 1924, pp. 1121-1132. [A propos de la 5e assemblée de la S. D. N.]

LEVY-BRUHL (Henri). — La Société des Nations et la souveraineté des Etats. — *Rev. étud. coopératives,* avr.-juin 1924, pp. 225-241.

RUFFIN (Henry). — Faut-il croire aux gardiens de la paix ? Enquête sur la Société des Nations. — *Rev. hebd.,* 30 août 1924, pp. 515-550.

***. — The World court and international peace. — *Annals of Am. Ac. of pol. et soc. sc.,* juil. 1924, pp. 122-154.

Les pays à mandat.

COLLINGWOOD (Captain-S). — The British position in Palestine. — *J. of Royal Artillerie,* juil. 1924, pp. 167-174.

RAGLAN. — Transjordania and the mandate farce. — *Nineteenth Cent.,* juin 1924, pp. 833-842.

CHRONIQUE

Les faits et les controverses.

I. — Le dixième anniversaire des déclarations de guerre a été l'occasion, surtout dans les périodiques allemands et autrichiens, de très nombreux articles. La plupart, bien entendu, ne font que reprendre des thèmes de propagande. Quelques-uns pourtant ont apporté des témoignages nouveaux : notre rubrique « Les Revues du Trimestre » les a signalés en partie ; ceux qui ont paru dans la presse quotidienne ne sont pas moins intéressants.

A propos de l'attentat de Sarajevo, M. Jovanovitch, ministre serbe à Vienne en 1914, affirme (*Neues Wiener Tageblatt,* 28 juin 1924) qu'il a adressé, dans le courant de juin, un avertissement au comte Bilinski, ministre commun des finances et chargé de la haute direction de l'administration civile en Bosnie-Herzégovine. Il lui avait fait dire, de sa propre initiative, que l'Archiduc s'exposerait à un danger, s'il mettait à exécution son projet de voyage à Serajevo. Le chargé d'affaires de la Légation de Serbie, M. Josimovitch, dans un article de la *Wiener Sonn-und Montagszeitung* (23 juin), avait donné une version un peu différente : la démarche de Jovanovitch aurait eu lieu sur l'ordre exprès du gouvernement serbe. Ces témoignages ont été confrontés et discutés dans un article de M. Boghishevitch, paru dans la revue allemande *Kriegsschuldfrage* (juillet 1924, pp. 231 et ss.). Il faut en rapprocher un article du colonel Seeliger dans la *Vossische Zeitung* (28 juin).

Le rôle du colonel Dimitrievitch, chef du 2e bureau à l'Etat-major serbe dans la préparation de l'attentat, a été mis en lumière par le professeur Stanojevitch dans sa brochure *Die Ermördung des Erzherzogs Franz-Ferdinand* (L'assassinat de l'archiduc héritier François-Ferdinand). Ces indications viennent d'être confirmées dans l'ensemble par le colonel Popovitch, dans un article des *Novosti* de Belgrade, cité par la *Frankfurter Zeitung* (9 juillet).

M. L. Adelt a publié, le 28 juin 1924, dans le *Berliner Tageblatt,* des témoignages inédits qu'il avait recueillis en 1915 sur l'exécution même de l'attentat. D'après le récit du lieutenant-colonel Manussi, aide de camp de l'archiduc, il avait été décidé, après la première tentative (la bombe lancée par Cabrinovitch), que l'on renoncerait à poursuivre la visite de la ville, François-Ferdinand avait voulu seulement se ren-

dre au chevet d'un de ses officiers d'ordonnance, Mérizzi, blessé par les éclats de bombe. C'est en allant à l'hôpital que l'automobile de l'Archiduc s'arrêta un instant à l'angle de deux rues, par suite d'une erreur du chauffeur : Princip était là, et tira. Les indications réunies par L. Adelt soulignent, d'ailleurs, l'attitude étrange de certains milieux officiels. La police de Budapest avait, paraît-il, offert quarante détectives pour surveiller Serajevo pendant le voyage de l'Archiduc. Par économie, « on » se contenta d'en envoyer deux ! Le *Tag* (28 juin) reproduit le texte du rapport du général Potiorek, gouverneur militaire de Bosnie.

Enfin le colonel Seeliger, qui était chef du bureau de presse au ministère de la guerre austro-hongrois en 1914, a publié dans le *Neues Wiener Tageblatt* (26 juillet) des notes qu'il aurait prises au jour le jour pendant la crise. D'après ce témoignage, le comte Berchtold aurait argué d'une soi-disant attaque de comitadjis serbes pour amener le vieil Empereur à signer l'ordre de mobilisation contre la Serbie. Mais ces notes n'ont-elles pas été rédigées après coup ? Elles renferment de fortes invraisemblances, et ne cadrent pas avec ce que l'on peut savoir, par ailleurs, de l'attitude de François-Joseph. Il semble aussi qu'il y ait eu confusion avec les incidents qui ont marqué, trois jours plus tard, la décision de la déclaration de guerre à la Serbie. D'après un article de A. von Wegerer (*Deutsche Tageszeitung*, 15 août), le colonel Seeliger, dans une lettre adressée à l'Office central pour la recherche des causes de la guerre, ne prend pas la responsabilité du récit qu'il a donné ; il le tenait d'un ami.

II. — La publication de la troisième série des documents réunis sous le titre *Die Grosse Politik der europäischen Kabinette* (tomes XIII à XVIII) est relative à la période 1897-1903. Les affaires d'Extrême-Orient, et la guerre des Boxers, la première Conférence de la Haye, le renouvellement de la Triplice et le traité roumain de 1902 sont parmi les principales questions qui retiennent l'attention de la Wilhemstrasse. Mais ce sont surtout les relations anglo-allemandes qui forment le centre d'intérêt de ces volumes : le tome XVII est intitulé « Le tournant des relations anglo-allemandes ». En ce qui concerne plus particulièrement la France, plusieurs chapitres sont consacrés à sa politique allemande, et un long appendice au tome XIII (pp. 285-342) donne une série de pièces relatives à l'affaire Dreyfus de 1896 à 1899.

III. — L'abondance de ces publications nouvelles a coïncidé avec une recrudescence de la campagne allemande contre la *Schuldlüge*, le « mensonge des responsabilités ». Il faut remarquer qu'avant même la Conférence de Londres, le projet de rejeter par une déclaration publique l'article 231 du Traité de Versailles était couramment discuté dans la presse. Le 15 juin, le professeur Thimme, un des éditeurs de la collection *Die Grosse Politik*, publiait dans le *Berliner Tageblatt* un article d'autant plus important que l'auteur jouit d'une réputation de conscience et de modération. Thimme admet parfaitement la nécessité de la campagne ; il faut obtenir, dit-il, que l'article 231 ne soit plus

interprété comme impliquant une responsabilité *morale* de l'Allemagne, et que la note du 16 juin 1919, où les Puissances alliées ou associées ont exprimé leur point de vue sur les responsabilités, soit annulée. L'auteur proposait seulement d'*ajourner* cette campagne jusqu'au printemps 1925, — après achèvement de la grande publication de documents. Avec le discours du député Berndt au Reichstag (25 juillet), les milieux politiques nationalistes élèvent la voix ; le gouvernement, qui n'a pas osé poser la question des responsabilités à la Conférence de Londres, est contraint, pour obtenir le vote des lois d'exécution du plan Dawes, de publier une proclamation, dont le texte a été reproduit par le *Temps* du 31 août :

« L'aveu qui nous a été imposé par le Traité de Versailles, sous la pression d'une force supérieure, que l'Allemagne a déchaîné par son agression la guerre mondiale, est en contradiction avec les faits historiques.

« Le gouvernement déclare qu'il ne reconnaît pas cet aveu : le peuple allemand demande avec raison à être déchargé de cette fausse accusation. Aussi longtemps que cela n'aura pas lieu, et qu'un membre de la Communauté des peuples sera traité de criminel envers l'humanité, il ne sera pas possible de réaliser une vraie entente entre les peuples.

« Le Gouvernement portera cette déclaration à la connaissance des gouvernements étrangers. »

C'est cette notification aux gouvernements étrangers, annoncée, puis démentie, qui a alimenté, à la suite des interventions des ambassadeurs français, belge et anglais auprès de la Wilhemstrasse, la polémique quotidienne des journaux allemands.

L'Assemblée générale de la Société de l'Histoire de la Guerre.

La Société a tenu son assemblée annuelle le 27 juin 1923, dans une des salles de la Bibliothèque-Musée de la Guerre, sous la présidence de M. André Honnorat, assisté de M. Maurice Bompard, vice-président.

M. Georges Bourdon, secrétaire général, a donné lecture du rapport suivant :

Mes chers Collègues,

J'ai en premier lieu le devoir de saluer, au nom de notre Société, la mémoire du général Malleterre. Dès l'origine, ce valeureux soldat avait été des nôtres, et nous avions pensé nous honorer en lui faisant une place dans notre Conseil d'administration. Pour tout dire, il ne l'occupa que nominalement ; mais nous savions que son poste aux Invalides, où il avait succédé à son beau-père, le général Niox, ses travaux, ses articles, la gêne physique à laquelle le réduisait une cruelle blessure, expliquaient trop bien ses absences pour que nous puissions lui en tenir rigueur, et nous nous bornions à souhaiter que le temps vînt bientôt où il lui fût loisible de se mêler à nos travaux. C'est la mort qui se présenta. Déjà il l'avait vue de tout près sur le champ de bataille ; mais, ce jour-là, elle s'était satisfaite de n'emporter qu'une

partie de lui-même, et, dédaignant cet intrépide colonel d'infanterie, elle l'avait laissé avec un membre de moins et deux étoiles de plus. Il le lui fallait général, et c'est dans son lit qu'elle est venue le prendre.

Le général Malleterre s'était donné à la tâche d'expliquer et de vulgariser les événements les plus mémorables de la guerre. Il le faisait en style direct, dans une langue claire et entraînante, et il semblait, à le lire, qu'il ne fût point de fait capable de résister à son optimisme résolu, qui n'était que l'expression civique de son patriotisme. Nous garderons fidèlement le souvenir de ce glorieux collègue.

Pour le remplacer au Conseil d'Administration, nous avons fait appel à la collaboration d'un soldat qui est un historien éminent, M. le colonel Reboul, ancien chef du Service historique de l'armée. Nous avons aussi profité de ce que la porte s'entr'ouvrait pour inviter à la franchir l'un des collaborateurs qui servent le mieux cette maison, M. Charles Appuhn, chef de la section allemande à la Bibliothèque de la Guerre, et pour le prier d'occuper parmi nous l'une des places qui y sont demeurées vacantes. Nous ne doutons point que l'Assemblée générale, à qui tout à l'heure seront soumis l'un et l'autre de ces choix, ne nous approuve de les avoir faits.

⁂

Avant d'en venir à l'objet même de l'activité de notre société, vous ne refuserez pas à son secrétaire général le plaisir de vous signaler les importants progrès qui marquent sa croissance continue.

En premier lieu, le nombre de ses membres s'est notablement augmenté. Depuis l'assemblée générale de l'an dernier, nous avons en effet enregistré l'admission de 17 membres fondateurs, 129 membres titulaires, 1 membre adhérent, soit, au total, 147 membres nouveaux.

Ce chiffre de 129 membres titulaires appelle quelques explications. Il est formé, pour une portion, par la mutation de 34 membres adhérents (payant 5 francs) qui, sur une circulaire pressante — et d'ailleurs fort indiscrète — que nous leur avons délibérément adressée, ont consenti à devenir titulaires et à payer vingt francs, cotisation bien modeste, si l'on met en regard la valeur marchande des publications qui, chaque année, leur sont adressées.

La seconde portion est constituée par un bloc de 76 adhésions qui nous sont venues — vous ne le devineriez pas — de Pondichéry. Nous les devons à la bonne et active propagande de M. René Poulhès, conseiller à la Cour de cette vieille possession française, et nous avons à cœur de lui en exprimer publiquement notre gratitude. En ces temps olympiques, le vieil *olympionique* que j'ai jadis rêvé d'être peut bien, sans risquer de manquer à la gravité de cette séance, rendre à M. René Poulhès cet hommage qu'il a, sans qu'il s'en doutât, battu tous les records. C'en est un que d'avoir su amener à nous, au prix d'un fabuleux périple, la côte de Coromandel. C'en est un autre, et qui appelle une prompte réplique du plus infatigable des recruteurs, du recruteur-type, — que notre président ne nous permettrait pas de nommer en sa présence, — que de coucher d'un coup sur nos listes 76 membres nou-

veaux. Il en est un enfin qui ne semble pas près d'être battu : celui d'avoir fourni au registre des admissions un nom quasi kilométrique, car notre honorable collègue, qui est deux fois le bienvenu, M. Souprayasambassivamchetty, l'un des plus estimés avocats du barreau de Pondichéry, ne nous en voudra pas d'observer que, sur le ring onomastique, il a toutes chances de demeurer vainqueur, non pas aux points, mais aux lettres, puisque son nom en compte vingt-cinq.

Au salut que je leur envoie au nom de notre Société, nos collègues de Pondichéry sentiront à quel point nous sommes touchés que notre œuvre éveille, jusqu'aux rivages des Indes, des sympathies pareillement actives. Rappelons-nous que les premières ressources qui nous ont permis de nous constituer et de faire face à nos premiers frais nous sont venues du Mexique. Notre travail est utile et notre œuvre est bonne, puisqu'elle retentit au loin en des cœurs français, et qu'à travers l'espace, de latitude en latitude, des compatriotes se lèvent pour nous envoyer leur encouragement et leur aide et nous prouver qu'ils n'entendent pas quitter le service de la mère-patrie, dans la paix non plus que dans la guerre, ni se désintéresser des labeurs scientifiques destinés à perpétuer le prestige de son intelligence.

La seconde nouvelle heureuse que j'ai à vous apprendre, c'est que, parvenus enfin au terme de longues négociations, nous sommes à la veille d'obtenir pour notre société la reconnaissance d'utilité publique, Nous espérions pouvoir vous apporter aujourd'hui le décret qui nous la confèrera ; mais il ne sera rendu que dans quelques jours, en conformité de la décision qui sera prise par l'assemblée générale du Conseil d'Etat, et nous sommes en droit de considérer la question comme virtuellement résolue.

C'est l'aboutissement d'un dessein qui est né avec la Société de l'Histoire de la Guerre. Elle ne réalisera son objet que dans la limite de ses ressources, et il nous a paru, dès le début, indispensable qu'elle soit en droit de recevoir les donations et les legs qui, en lui constituant un patrimoine, lui permettront de donner à son action toute l'ampleur qui convient. Au moment où s'achèvent ces négociations qui, pour avoir été longues, n'en furent pas moins faciles et agréables, nous devons rendre hommage du succès, pour une part, à notre éminent collègue, M. le conseiller d'Etat Bruman, qui sut être auprès de ses collègues, chaque fois qu'il le fallut, l'interprète le plus autorisé de nos désirs, et, pour l'autre part, à notre président, M. André Honnorat, dont les interventions personnelles ont bien souvent facilité les pourparlers et accéléré les solutions.

⁂

Voilà donc, Messieurs, la Société de l'Histoire de la Guerre désormais pourvue de ses instruments de travail. Le nombre de ses membres est en augmentation continue ; sa caisse est légalement ouverte aux libéralités de quiconque aura le désir de coopérer à son effort ; de sûrs dévouements lui sont acquis ; des collaborations éclairées ne ces-

sent de travailler à sa prospérité ; et vous saurez tout à l'heure, par le rapport du trésorier, que l'état de ses finances n'a rien d'alarmant. C'est plus qu'il n'en faut pour affermir notre confiance en elle. Au surplus, s'il est vrai que la reconnaissance d'utilité publique est de nature à lui mettre en main des moyens d'action accrus, vous savez aussi qu'elle ne les a point attendus pour se manifester. Sa part est déjà belle. Cette année encore, il vous est permis de considérer avec assez de fierté l'ensemble des publications qu'elle a entreprises.

Voilà quinze mois que paraît, chaque trimestre, la *Revue d'Histoire de la Guerre Mondiale.* Je vous disais, l'an dernier, qu'instruits par une double expérience antérieure, qui n'avait pas été favorable, nous avions fait en sorte, cette fois, que l'existence de cette publication fût assurée, et l'événement prouve que ce n'était pas un vain propos. La *Revue,* dont M. Camille Bloch est le directeur, et M. Pierre Renouvin le rédacteur en chef, présente, par le sérieux et la variété de ses matières, par la compétence et le talent de ses rédacteurs, un intérêt chaque fois renouvelé. Déjà elle fait autorité. Elle constitue l'organe indispensable d'une société telle que la nôtre, et elle est appelée à se développer à mesure que celle-ci s'étendra et grandira elle-même.

Fidèles à notre rôle, qui est essentiellement de collaborer à l'œuvre des Bibliothèque et Musée de la Guerre, nous continuons la publication mensuelle du *Bulletin de Documentation internationale,* qui constitue, pour les historiens et les travailleurs du monde entier, une source quasi unique.

C'est aussi notre société, vous le savez, qui a entrepris la publication de ces Catalogues méthodiques qui font tant d'honneur à la direction et au personnel de la Bibliothèque de la Guerre, et qui pourraient être proposés en exemple à toutes les bibliothèques publiques. Je vous rappelle que les trois volumes du *Catalogue méthodique du fonds allemand,* établis par MM. Jean Dubois et Charles Appuhn, ont antérieurement paru. Cette année, ils sont complétés par un quatrième volume de 154 pages, qui comporte la *Table alphabétique,* due au patient travail de Mlles Hélène Boilet et Marguerite Alexandre. Ainsi est achevé ce remarquable ouvrage, qui est un monument d'érudition, et qui, à notre connaissance, n'a pas son pareil dans le monde scientifique.

De la même manière, nous avons publié le *Catalogue du fonds italien,* un fort volume de 468 pages, rédigé par M. Paul-Henri Michel, chef de la section italienne à la Bibliothèque de la Guerre, et ce Catalogue, qui atteste, pour sa part, la richesse des collections de la Bibliothèque, ne le cède point en intérêt à ses devanciers.

Voici maintenant des ouvrages qui ne sont plus des suites de séries, mais qui offrent un caractère nouveau. Je veux parler de deux petits livres écrits par M. André Honnorat. Petits par le format, mais considérables par leur objet, par l'abondance, le groupement, l'authenticité des textes, par l'excellence et la sûreté des commentaires qui expliquent et relient les documents, le premier sur la *Sécurité de la France,* le second sur le *Désarmement,* deux sujets qui resteront, hélas ! au premier rang des soucis nationaux aussi longtemps que l'Allemagne se

refusera à l'exécution loyale du Traité qu'elle a signé, mais qui sont particulièrement aujourd'hui, pour employer le jargon courant, de l'actualité la plus pressante, et que, pour bien faire, les photographes auraient dû nous montrer débordant des poches des deux « Premiers » devisant de la paix du monde sur l'herbe anglaise.

Nous avons enfin mis au jour un ouvrage dont l'importance n'est pas moindre, et qui a sa place sur la table des hommes d'Etat, experts, historiens, journalistes de tous pays, un gros volume de 539 pages, laborieusement édifié par M. Germain Calmette, lui aussi l'un des meilleurs collaborateurs de la Bibliothèque de la Guerre, et qui porte ce titre immense et redoutable : *Recueil de Documents sur l'histoire de la Question des Réparations* (*de 1919 au 5 mai 1921*). Kaléidoscope historique où l'on voit défiler conférences, rencontres, conversations, négociations, déceptions, tout le vain et intarissable verbiage diplomatique qui fut, pour ainsi dire, depuis que la paix a, dit-on, succédé à la guerre, l'unique payement des alliés.

Je note enfin pour mémoire que notre Société a accordé son patronage à un volume qui va paraître sous peu, *la Ville de Tours pendant la guerre,* et qui a pour auteur M. Michel Lhéritier.

Voilà, pensons-nous, un ensemble honorable et qui atteste une activité assez méritoire. Et, l'œuvre d'hier à peine achevée, l'œuvre de demain attend son tour. M. André Honnorat veut bien travailler à un troisième ouvrage, d'une conception analogue à celle des deux premiers, cette fois en collaboration avec MM. Pierre Renouvin et Germain Calmette, sur la question des *Dettes interalliées.* Sécurité, désarmement, dettes interalliées, réparations, ne sont-ce pas les quatre côtés du carré au centre duquel s'élaborent le destin de notre pays et la paix de l'univers !

Dans l'année qui commence, paraîtra aussi le premier des quatre volumes du docteur Richard Grelling, l'auteur de *J'accuse,* qui vous furent annoncés l'an dernier : *La Campagne innocentiste en Allemagne.* Nous publierons encore le *Catalogue du fonds anglais* de la Bibliothèque de la Guerre, dont la rédaction se poursuit et dont le manuscrit sera prêt en septembre. Plus tard, viendra le *Catalogue du fonds russe.* L'on sait que la documentation russe de la Bibliothèque est particulièrement abondante et variée, et je puis vous annoncer que les documents sur la période bolchéviste qui avaient été rassemblés à notre intention, et dont je vous disais, dans mon dernier rapport, que nous cherchions à les faire venir de Russie, nous sont enfin parvenus. Ils sont contenus dans deux grandes caisses et consistent en journaux, en revues, en Bulletins de Commissariats, etc..., dont le dépouillement et le classement se poursuivent. Un ancien ministre des cadets, M. Milioukoff, me disait récemment qu'il avait été frappé de la richesse de la section russe de la Bibliothèque : la documentation nouvelle dont je parle y ajoute encore.

⁂

J'ai hâte, bien qu'il n'y paraisse guère, d'en venir à l'événement que nous considérons comme capital dans l'histoire de notre Société et de la Bibliothèque, au cours de l'année écoulée.

Fondée en pleine guerre, née de la conjonction d'une initiative parlementaire de M. André Honnorat et d'une pensée munificente de M. et de Mme Henri Leblanc, riche, dès le principe, des magnifiques collections de tout ordre réunies par ceux-ci, cette institution nationale a reçu, tout naturellement, le titre de « Bibliothèque et Musée de la Guerre », et cette dénomination, inscrite dans l'acte de donation, ne saurait, à quelque moment que ce soit, être modifiée. Mais dès le début aussi, il est apparu qu'elle fixait à l'activité de l'institution des limites exagérément étroites, et l'expérience n'a pas cessé de démontrer, jour à jour, avec une force croissante, qu'étudier les problèmes nés de la guerre, c'était nécessairement, sous peine de faire œuvre incomplète et de se contenter de dossiers tronqués, en interroger la naissance dans le mystère des conceptions successives, en suivre le prolongement dans l'histoire d'aujourd'hui et de demain, en poursuivre les ramifications à travers toutes les nations de l'humanité diverse. En réalité, je suis assuré que le promoteur de cette institution ne me démentira pas, si je révèle qu'au cœur même de la guerre, à l'heure où il la créait, sa pensée fut d'en faire un vaste Institut — probablement unique au monde — de documentation internationale, et, en fait, par la force des choses, la Bibliothèque de la Guerre s'est trouvée, presque tout de suite, entraînée à dépasser son objet primitif. Mais comment, à cette situation de fait, conférer ce statut légal sans lequel tous les efforts de son activité risqueraient d'être, à tout instant, entravés ? C'est à la solution de cette question que votre Conseil d'administration, agissant, il va de soi, en parfait accord avec l'éminent directeur de la Bibliothèque, s'est de son mieux employé. Je vous étonnerais bien, si je ne révélais qu'en cette nouvelle occurrence, c'est encore la main vigilante et experte de notre président qui a su, au moment convenable, tantôt susciter les événements, tantôt leur imprimer la direction qu'il fallait.

Il y a quelques mois, une personnalité importante de la société hollandaise s'en allait trouver le ministre de France à la Haye et lui remettait un chèque de 75.000 francs en le priant de le faire parvenir à M. le Ministre de l'Instruction publique, à Paris. Saluons chaleureusement ce fils généreux de la sérieuse Amsterdam, dont la discrétion ne souffre pas que son nom soit ici prononcé. La Hollande nous gâte : vous n'avez pas perdu le souvenir qu'il y a une année, en ce même lieu, en de pareilles circonstances, je vous invitais déjà à rendre hommage à un compatriote de celui que je ne puis nommer, M. Citroën, dont une contribution généreuse était venue enrichir la caisse de notre société. Nous évoquions tout à l'heure avec émotion ces Français des terres lointaines en qui leurs racines nationales poussent sans cesse de vivaces rameaux et dont la fraternelle pensée ne manque jamais une occasion de faire le pèlerinage de la terre natale.

Mais que dire de ces étrangers qui, par amour désintéressé de notre pays, apportent ainsi aux nobles œuvres qu'il a entreprises le concours généreux de leur fortune avec tout l'élan du cœur dont ils sont capables ?

En remettant ce chèque au représentant de la France, M. X... assignait pour destination à sa libéralité qu'elle serait employée au bénéfice des Bibliothèque et Musée de la Guerre ; et c'est vers nous, Société de l'Histoire de la Guerre, que M. Léon Bérard s'empressa, aussitôt qu'il en fut touché, de dériver ce Pactole hollandais. Dès lors, une petite négociation, du récit de laquelle je vous ferai grâce, s'engagea entre le ministre et nous, et finalement intervint un accord, en tous points conforme à notre programme initial, conforme aussi, je dois le faire connaître, à l'intention qui était celle du donateur, au moment où il accomplissait sa bienfaisante démarche. De cette entente, voici les termes. Il est convenu que la somme de 75.000 francs versée par M. X... sera employée en rentes 4 %, dont les arrérages, perçus par nous, seront versés par nos soins au ministre de l'Instruction publique, lequel, conformément aux exigences de la comptabilité publique, les inscrira chaque année au budget des Bibliothèque et Musée de la Guerre, au titre de « fonds de concours ».

Jusqu'ici rien que de simple et de normal. Mais voici la conclusion, qui aboutit à une création d'importance essentielle. Ce « fonds de concours » mis annuellement à la disposition de la Bibliothèque, il est stipulé qu'il aura pour objet d'y servir à la constitution d'un *Office de documentation internationale contemporaine*. Dès lors, l'institution créée en 1917 ne sera plus seulement « Bibliothèque de la Guerre » ; elle sera cela aussi, et, pratiquement, cette innovation s'exprimera aux yeux de la manière suivante : à Vincennes, sur la porte du nouveau logis de ces incomparables collections, une double inscription, faite sur la même ligne, indiquera que c'est là l'entrée, d'un côté, des *Bibliothèque et Musée de la Guerre*, de l'autre, de l'*Office de documentation internationale contemporaine*.

Evolution importante, évolution nécessaire, et dont vous sentez bien qu'elle est autre chose qu'un arrangement de mots. Elle marque le plein accomplissement de la destinée de cette maison qui, entre les mains qui la dirigent, est appelée à devenir ce pourquoi elle fut créée, un véritable Bureau de documentation de toutes langues sur toutes les matières qui touchent à la vie des peuples, c'est-à-dire un instrument de recherche historique et scientifique qui n'aura pas son pareil dans l'univers pensant, et à qui nous devons souhaiter que les crédits ne soient pas trop chichement mesurés. Dans cet élargissement salutaire de sa fonction première, vous voyez quel fut le rôle de votre société. C'est sa fierté d'en avoir été l'ouvrière, et ce sera son devoir de ne point oublier qu'elle en a reçu de Hollande les moyens.

⁂

Mes chers collègues, je viens de nommer Vincennes, et c'est le moment, au terme de ce rapport, dont je vous prie d'excuser l'indiscrète dimension, de dire adieu à cette maison de la rue du Colisée où, pour la dernière fois, nous nous rassemblons.

C'est ici qu'au sortir de l'appartement de M. et Mme Henri Leblanc, avenue de Malakoff, se sont installés la Bibliothèque et le Musée de la Guerre. C'est ici, dans un espace dès le premier jour trop restreint, que se sont entassées et développées des collections dont on n'apercevra que demain, à travers les vastes salles du vieux château, la magnifique et abondante richesse. C'est ici que M. Camille Bloch et le bataillon de collaborateurs de choix qu'il a su réunir ont, durant plus de six ans, lutté non seulement contre les difficultés d'une tâche qu'ils étaient capables de dominer, mais aussi contre l'étreinte de murailles entre lesquelles ils étaient menacés d'étouffement. C'est ici que, dans l'été de 1918, nous avons entendu le bruit morne des marteaux clouant des caisses qui, un peu plus, prenaient le train non pour Vincennes, mais pour Bordeaux. Et c'est ici que notre Société est née...

Réjouissons-nous que l'œuvre grandiose créée en 1917 puisse enfin s'épanouir dans un cadre digne d'elle ; mais n'oublions pas la petite maison de la rue du Colisée, où le talent, la méthode et la foi ont su accomplir de grandes choses.

En l'absence de M. LOUIS MONNIER, *trésorier, retenu loin de Paris, lecture a été donnée du rapport financier qu'il avait préparé.*

Messieurs,

Les comptes de l'exercice 1923 se présentent de la manière suivante :

RECETTES	Fr.	DÉPENSES	Fr.
Solde en caisse au 31 décembre 1922.....	36.617 40	Frais du Siège social y compris les menus frais de Banque (54 fr. 85).....	4.178 85
Encaissement de cotisations.....	3.535 »	Impressions diverses..	68.767 10
Rachat de cotisations et souscriptions de Membres Fondateurs	52.000 »	Versement à l'Université de Paris, pour création d'un enseignement d'Histoire de la Guerre.....	20.000 »
Intérêts des Bons du Trésor.....	4.327 50	Transport des collections russes.....	1.779 40
Intérêts du compte courant.....	38 20	Achat de Bons du Trésor 6 o/o.....	24.988 »
Versement du Trésor Public pour exemplaires de nos catalogues.....	24.253 25	Solde au 31 décembre 1923	2.058 »
Souscriptions anonymes.....	1 000 »		
Total.....	121.771 35	Total.....	121.771 35

Notre actif au 31 décembre se composait donc, outre les fonds en caisse, soit ..... Frs 2.058
de :

100 bons du Trésor 6 % 1922, à 3 ou 5 ans, de .... Frs 500
chacun
et de :

Frs 40.000 ..... Bons de la Défense Nationale à 6 mois.

Comme vous l'aurez certainement remarqué, les dépenses du Siège Social ont été beaucoup plus importantes cette année que les précédentes, conséquence naturelle du développement de l'activité de notre Société et surtout de l'augmentation des frais de port.

Ces frais sont, en particulier, considérables pour les envois de livres à l'étranger, et comme nous avons été amenés à en expédier un nombre important, nous avons eu un très gros débours de ce chef.

Nos impressions se décomposent de la manière suivante :

Frs 8.000 ..... pour la *Revue d'Histoire de la Guerre*,
Frs 37.500 ..... pour les Tableaux d'histoire (pour lesquels nous avons eu par avance l'année dernière une rentrée équivalente),
Frs 23.000 ..... environ, pour le catalogue allemand (dont la contre-partie figure à nos recettes).

Le versement à l'Université de Paris que nous avons fait cette année est le second et le dernier pour la création d'un enseignement de l'Histoire de la Guerre, qui doit durer dix ans.

Dans le total des rachats de cotisations, figure la somme de :

Frs 25.000 ..... premier versement de notre ami hollandais, auquel nous ne saurions être trop reconnaissants de cette marque de sympathie et d'intérêt.

Les cotisations de cette année sont rentrées beaucoup plus régulièrement que celles de l'année dernière, et le nombre de nos membres a augmenté.

Nous aimons à espérer qu'il en sera de même en 1924, et que le but et le travail si consciencieux et si utile de notre Société attireront de plus en plus vers nous les sympathies de ceux qui s'intéressent aux destinées de notre pays.

Après avoir approuvé à l'unanimité les termes de ces rapports, l'Assemblée a procédé aux élections au Conseil d'Administration. Les membres sortants : Mgr BAUDRILLART, MM. AULARD, MARCEL BARRIÈRE, GEORGES BOURDON, FRANÇOIS CARNOT, CHAPUISAT, le commandant DENFERT-ROCHEREAU, le Colonel DESBRIÈRE, l'Amiral FAVEREAU, GUGLIELMO FERRERO, CHARLES GIDE, GABRIEL HANOTAUX, HENRI LICHTENBERGER, LOUIS MONNIER, PAUL RAPHAEL, ont été réélus à l'unanimité. L'Assemblée a ratifié, en outre, la nomination de MM. le Colonel REBOUL et Charles APPUHN, désignés en cours d'année par le Conseil.

Enfin, M. Charles Appuhn, chef de la section allemande à la Biblio-

thèque-Musée de la Guerre, a bien voulu présenter une communication très applaudie intitulée : *L'Allemagne jugée par un Allemand.*

La reconnaissance d'utilité publique de la Société.

En vertu d'une décision de l'Assemblée générale, prise le 28 juin 1923, les délégués de la Société avaient reçu mandat de poursuivre devant le Conseil d'Etat la reconnaissance d'utilité publique. Ces démarches viennent d'aboutir à un résultat favorable. Par décret du 8 juillet 1924, la Société de l'Histoire de la Guerre a été reconnue comme établissement d'utilité publique. Les membres de la Société recevront, avant la fin de l'année, un exemplaire des statuts, tels qu'ils ont été approuvés par le Conseil d'Etat.

Le transfert de la Bibliothèque et du Musée de la Guerre au Château de Vincennes.

La Bibliothèque et le Musée de la Guerre viennent enfin d'être transférés au château de Vincennes (Pavillon de la Reine). Ce transfert, qui leur assure une installation définitive, a été prescrit par un décret interministériel du 27 novembre 1920, qui attribuait au ministère de l'instruction publique trois admirables monuments de l'architecture militaire, religieuse ou civile compris dans le château de Vincennes, savoir le Donjon, la Chapelle et le Pavillon de la Reine, laissés depuis plus d'un siècle à la disposition des services du ministère de la guerre. Le décret de 1920 marquait le plein succès d'une active et intelligente campagne entreprise par la Municipalité de Vincennes avec l'appui de plusieurs groupements autorisés comme la Société des Amis de Vincennes et la Société française d'Archéologie. L'institution nationale de la Bibliothèque et du Musée de la Guerre, dont l'origine est due, comme on sait, à la généreuse fondation faite en 1918 par M. et Mme Henri Leblanc, a maintenant une demeure assurée, demeure imposante et parée du prestige des souvenirs de huit siècles d'histoire de France.

L'affectation du Pavillon de la Reine à la Bibliothèque et au Musée de la Guerre se heurta d'abord à une objection très sérieuse, celle de l'incommodité des relations entre Paris et Vincennes. Mais l'impossibilité de trouver dans l'intérieur de la capitale un immeuble convenant à la destination projetée a rendu vaine toute objection. Du reste, on a fait remarquer qu'il ne faut pas plus de dix minutes de trajet dans un des nombreux tramways sortant de Paris pour atteindre le château de Vincennes, et que des améliorations importantes dans les moyens de transport sont annoncées pour une date assez prochaine : parmi elles, figure en particulier le prolongement du Métropolitain.

Mais on peut faire encore des remarques d'un autre ordre. La crainte que la Bibliothèque ne soit pas suffisamment fréquentée à cause de la distance de Paris à Vincennes provient d'une idée fausse sur le rôle actuel de cet établissement. Il est encore trop tôt pour qu'une biblio-

thèque de documentation internationale sur la guerre, si riche qu'elle soit, reçoive un grand nombre de travailleurs : c'est seulement peu à peu, que, par l'effet du recul des événements, le courant d'études sur la période 1914-1919 deviendra fort. D'ici là, Vincennes aura été, comme on l'a vu, techniquement incorporé à Paris. Actuellement, quiconque aura besoin de recourir aux collections de la bibliothèque s'imposera un déplacement qui est, en somme, dès aujourd'hui facile. Cette affirmation se fonde sur l'expérience des récentes semaines, c'est-à-dire d'un moment où l'état des travaux n'a pas même encore permis la réouverture officielle de la salle de lecture. D'autre part, l'organisation intérieure d'un service d'informations bibliographiques données par correspondance ou par téléphone suppléera aux légers inconvénients de la position topographique. Au vrai, la bibliothèque a été conçue comme une sorte d'atelier où un petit nombre de spécialistes, attachés à l'établissement ou indépendants, recueillent, classent, dépouillent, mettent en œuvre des richesses documentaires pour les rendre plus aisément accessibles aux historiens, aux économistes, aux hommes politiques : ce n'est pas une bibliothèque générale de lecture courante. Catalogues, bibliographies, recueils de textes, monographies, établis sur un plan méthodique et critique, service de renseignements, écrits ou oraux, telles sont les caractéristiques de ce qu'on a dès l'origine appelé un « laboratoire d'histoire ».

Ce laboratoire est appelé à prendre de nouveaux développements et à étendre son activité aux faits de la vie internationale d'après-guerre. Une telle extension, qui est évidemment dans la logique des choses, et qui a été prévue dès l'origine, se trouve maintenant facilitée par les libéralités récentes d'un Hollandais ami de la France, qui ont permis d'adjoindre à la Bibliothèque de la Guerre un « Office de documentation internationale contemporaine ».

Les inquiétudes qu'avait pu faire naître le choix de Vincennes pour l'emplacement de la Bibliothèque n'étaient pas justifiées en ce qui concerne le Musée. Au contraire, c'est surtout le Musée que visait la campagne rappelée aux débuts de cette note-ci. Quand les travaux d'aménagement seront enfin terminés et qu'il pourra être ouvert au public, nul doute qu'il ne reçoive de très nombreux visiteurs. Il attirera en tout temps les touristes français et étrangers ; il attirera, les dimanches et jours de fêtes, la foule des promeneurs du bois de Vincennes. Une légitime publicité saura, d'ailleurs, tenir la curiosité en haleine. Que les ouvriers ne tardent donc plus à laisser le champ libre aux organisateurs des salles d'exposition, somptueux vestiges d'une habitation qui fut royale pendant quelque trois siècles !

Nécrologie.

LE COLONEL DESBRIÈRE

Le présent numéro était déjà composé lorsque nous avons reçu la nouvelle de la mort, après une brève maladie, de notre très distingué collègue, M. le colonel Edouard Desbrière, ancien chef de la Section historique de l'armée. C'est une grande perte pour le Conseil, auquel

il appartenait depuis l'origine ; il fut, d'ailleurs, un de nos premiers membres fondateurs. Il suivait assidûment les séances du Conseil, et apportait dans l'examen des questions et dans les discussions une grande compétence et une grande courtoisie. C'est aussi une perte considérable pour la Revue. Il en était un des plus actifs collaborateurs ; son nom figure dans chaque numéro. Nos lecteurs ont pu apprécier la solidité de sa science d'historien militaire, la variété de son information et la perspicacité de son esprit critique. Il s'était spécialisé chez nous dans les comptes rendus bibliographiques, tâche à la fois modeste et importante, où il excellait parce qu'il connaissait beaucoup de langues étrangères, aimait la lecture et avait un tour d'exposition clair, facile et vivant. Les travailleurs sauront toujours gré au colonel Desbrière des renseignements si utiles qui remplissent ses notices bibliographiques, dont plusieurs paraissent encore aujourd'hui même.

Sa mort nous inspire les plus vifs regrets.

Nous prions sa veuve et ses enfants d'agréer l'assurance de nos bien sincères sympathies dans le deuil qui les frappe.

CAMILLE BLOCH.

LE COMMANDANT WEIL

Au moment où le numéro précédent de la *Revue* était en cours de tirage, nous avons appris la mort subite de notre collègue le commandant Weil. Il était un des membres les plus actifs de notre Conseil d'administration. Grâce à sa vive curiosité d'esprit et à sa complaisance inlassable, il trouvait le temps, au milieu de ses propres travaux, de s'intéresser à la vie de la Société. L'étendue de ses connaissances, la pratique qu'il avait acquise du travail historique, l'obligeance avec laquelle il se prêtait toujours aux démarches qui pouvaient faciliter notre documentation, en faisaient un ami précieux de notre œuvre.

Nous prions tous les siens d'agréer l'expression de nos condoléances et de nos regrets les plus sincères.

P. R.

Le Gérant : A. COSTES

POITIERS. - IMP. MARC TEXIER

D
501
R577
année 1-2

Revue d'histoire de la guerre mondiale

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY